

- 1287 / 10 - 89 / 90

## Chambre des Représentants de Belgique

SESSION ORDINAIRE 1990-1991

10 DÉCEMBRE 1990

### PROJET DE LOI

portant réforme de  
certaines entreprises  
publiques économiques

### RAPPORT

FAIT AU NOM DE LA COMMISSION DE  
L'INFRASTRUCTURE (1)

PAR  
MM. F. BOSMANS ET PERDIEU

(1) Composition de la Commission :

Président : M. Tomas.

A. — Titulaires :

C.V.P. MM. Beerten, Bosmans (F.), Desutter, Van Peel, Van Rompaey.  
P.S. MM. Harmegnies (M.), Perdieu, Tomas, Vancrombruggen, Walry.  
S.P. MM. Bartholomeeuussen, Beckers, Gesquiere.  
P.V.V. MM. De Croo, Van Renterghem, Vermeiren.  
P.R.L. MM. Draps, Knoops.  
P.S.C. MM. Lebrun, Léonard (A.).  
V.U. Mme Brepoels, M. Lauwers.  
Ecolo/ M. Simons.  
Agalev

B. — Suppléants :

MM. Ansoms, Cauwenberghs, Dhoore, Marchand, Vankeirsbilck, Van Looy.  
MM. Denison, Dufour, Happart, Henry, Janssens, Santkin.  
Mme Duroi-Vanhelmont, MM. Van der Sande, Van Steenkiste, Verheyden.  
MM. Beysen, Devolder, Taelman, Van Mechelen.  
MM. Dubois, Nols, Olivier (L.).  
Mme Corbisier-Hagon, MM. Hiance, Laurent.  
MM. Candries, Gabriëls, Van Grembergen.  
MM. De Vlieghere, Van Dienderen.

Voir :

- 1287 - 89 / 90 :

- N° 1 : Projet de loi.
- N° 2 : Amendements.
- N° 3 : Avis du Conseil d'Etat.
- N° 4 à 8 : Amendements.
- N° 9 : Errata.

- 1287 / 10 - 89 / 90

## Belgische Kamer van Volksvertegenwoordigers

GEWONE ZITTING 1990-1991

10 DECEMBER 1990

### WETSONTWERP

betreffende de hervorming van  
sommige economische  
overheidsbedrijven

### VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE VOOR DE  
INFRASTRUCTUUR (1)

UITGEBRACHT DOOR  
DE HEREN F. BOSMANS EN PERDIEU

(1) Samenstelling van de Commissie :

Voorzitter : de heer Tomas.

A. — Vaste leden :

C.V.P. HH. Beerten, Bosmans (F.), Desutter, Van Peel, Van Rompaey.  
P.S. HH. Harmegnies (M.), Perdieu, Tomas, Vancrombruggen, Walry.  
S.P. HH. Bartholomeeuussen, Beckers, Gesquiere.  
P.V.V. HH. De Croo, Van Renterghem, Vermeiren.  
P.R.L. HH. Draps, Knoops.  
P.S.C. HH. Lebrun, Léonard (A.).  
V.U. Mevr. Brepoels, H. Lauwers.  
Ecolo/ H. Simons.  
Agalev

B. — Plaatsvervangers :

HH. Ansoms, Cauwenberghs, Dhoore, Marchand, Vankeirsbilck, Van Looy.  
HH. Denison, Dufour, Happart, Henry, Janssens, Santkin.  
Mevr. Duroi-Vanhelmont, HH. Van der Sande, Van Steenkiste, Verheyden.  
HH. Beysen, Devolder, Taelman, Van Mechelen.  
HH. Dubois, Nols, Olivier (L.).  
Mevr. Corbisier-Hagon, HH. Hiance, Laurent.  
HH. Candries, Gabriëls, Van Grembergen.  
HH. De Vlieghere, Van Dienderen.

Zie :

- 1287 - 89 / 90 :

- N° 1 : Wetsontwerp.
- N° 2 : Amendementen.
- N° 3 : Advies van de Raad van State.
- N° 4 tot 8 : Amendementen.
- N° 9 : Errata.

**SOMMAIRE**

Pages

I. INTRODUCTIONS	
A. Exposé introductif du Vice-Premier Ministre et Ministre des Communications .....	2
B. Exposé introductif du Ministre des Postes, Télégraphes et Téléphones .....	10
II. DISCUSSION GENERALE	
A. Observations des membres .....	20
B. Réponses du Gouvernement .....	33
III. DISCUSSION DES ARTICLES	
Titre I <sup>er</sup> . — Les entreprises publiques autonomes .	37
1. Observations générales d'un membre sur le Titre I <sup>er</sup> .....	37
2. Discussion par article .....	42
Titre II. — Réforme de la Régie des Télégraphes et des Téléphones .....	101
1. Observations générales sur le Titre II .....	101
2. Discussion par article .....	102
Titre III. — Les télécommunications .....	115
1. Observations générales sur le Titre III .....	115
2. Discussion par article .....	121
Titre IV. — Réforme de la Régie des Postes .....	181
Titre V. — Réforme de la Société nationale des chemins de fer belges .....	198
1. Observations générales sur le Titre V .....	198
2. Discussion par article .....	200
Titre VI. — Réforme de la Régie des Voies aériennes	204
1. Observations générales sur le Titre VI .....	204
2. Discussion par article .....	206
Texte adopté par la Commission .....	208
Annexe I. — Nature juridique des relations — Compé- tence judiciaire .....	390
Annexe II. — Distinction tâches de service public — ac- tivités commerciales .....	397
Annexe III. — Dérogations au droit commun .....	402

**INHOUDSOPGAVE**

Blz.

I. INLEIDINGEN	
A. Inleiding van de Vice-Eerste Minister en Minis- ter van Verkeerswezen .....	2
B. Inleiding van de Minister van Posterijen, Tele- grafie en Telefonie .....	10
II. ALGEMENE BESPREKING	
A. Opmerkingen van de leden .....	20
B. Antwoorden van de Regering .....	33
III. BESPREKING VAN DE ARTIKELEN	
Titel I. — De autonome overheidsbedrijven .....	37
1. Algemene opmerkingen van een lid over Titel I .....	37
2. Artikelsgewijze besprekking .....	42
Titel II. — Hervorming van de Régie van Telegraaf en Telefoon .....	101
1. Algemene opmerkingen over Titel II .....	101
2. Artikelsgewijze besprekking .....	102
Titel III. — De telecommunicatie .....	115
1. Algemene opmerkingen over Titel III .....	115
2. Artikelsgewijze besprekking .....	121
Titel IV. — Hervorming van de Régie der Posterijen	181
Titel V. — Hervorming van de Nationale Maatschap- pij der Belgische Spoorwegen .....	198
1. Algemene opmerking over Titel V .....	198
2. Artikelsgewijze besprekking .....	200
Titel VI. — Hervorming van de Regie der Lucht- wegen .....	204
1. Algemene opmerkingen over Titel VI .....	204
2. Artikelsgewijze besprekking .....	206
Tekst aangenomen door de Commissie .....	208
Bijlage I. — Juridische aard van de relaties — Gerech- telijke bevoegdheid .....	390
Bijlage II. — Het onderscheid tussen taken van open- bare diensten en commerciële bevoegdheid .....	397
Bijlage III. — Afwijkingen van het gemeenterecht .....	402

**MESDAMES, MESSIEURS,**

La Commission a examiné le présent projet lors de ses réunions des 6, 7, 20, 21 et 29 novembre et des 4 et 5 décembre 1990.

L'ensemble des votes ont eu lieu à l'issue des réunions du 5 décembre, après discussion de ceux des amendements déposés par le Gouvernement après un premier examen des articles auxquels se rapportaient ces amendements.

**I. — INTRODUCTIONS****A. Exposé introductif du Vice-Premier Mi-  
nistre et Ministre des Communications**

« L'accord de gouvernement souligne que, à la lumière de l'ouverture du marché unique européen, nos entreprises publiques de communication et de trans-

**DAMES EN HEREN,**

De Commissie heeft dit ontwerp besproken ter ver-  
gadering van 6, 7, 20, 21 en 29 november en 4 en 5 de-  
cember 1990.

Alle stemmingen hadden plaats op het einde van de vergadering van 5 december, na de stemming over de amendementen die de Regering heeft ingediend na een eerste besprekking van de artikelen waarop die amendementen betrekking hebben.

**I. — INLEIDINGEN****A. Inleiding van de Vice-Eerste Minister en  
Minister van Verkeerswezen**

« Het regeerakkoord beklemtoont dat, in het voor-  
uitzicht van de openstelling van de Europese een-  
heidsmarkt, onze overheidsbedrijven voor communi-

ports seront confrontées à une nouvelle concurrence et à de nouveaux besoins. Elles doivent dès lors avoir les possibilités d'améliorer leur potentiel d'adaptation et de développement, ce qui nécessite des modifications tant de leur statut que de leurs possibilités de financement.

L'objectif est donc l'amélioration de l'efficience et de l'efficacité des entreprises publiques et ceci au moyen de leur responsabilisation.

Des entreprises publiques, c'est-à-dire des personnes de droit public ou privé, sur lesquelles les autorités publiques ont suffisamment de contrôle pour déterminer les décisions stratégiques, sont actives sur un marché de biens et de services sur lequel elles entrent ou non en concurrence avec le secteur privé. La présence des autorités publiques dans l'économie, via ces entreprises, peut être fondée sur un certain nombre de considérations relatives à l'intérêt général. Ainsi, les entreprises assurent, par exemple, un nombre de tâches que le secteur privé n'assumerait pas spontanément, à défaut de perspectives de bénéfices suffisants. Via les entreprises publiques, les autorités peuvent assurer également une certaine surveillance sur certaines activités de base et sur leur maintien.

Les entreprises publiques belges sont notamment actives, outre dans le secteur financier, dans les secteurs des communications et des transports. En général, ces entreprises sont confrontées à des problèmes causés tant par une rentabilité trop faible que par une mauvaise structure du capital. Leur sous-capitalisation a mené à une accumulation de dettes qui, à son tour, a hypothéqué l'utilisation des produits d'exploitation. En plus, il ne peut être nié que la gestion de ces entreprises dans le passé n'a pas toujours répondu aux impératifs économiques.

Le Gouvernement estime qu'il est urgent de donner à ces entreprises une plus grande autonomie. A côté de celles mentionnées ci-dessus, il y a à ceci d'autres raisons impératives.

Il y a d'abord, sur le plan économique, l'énorme explosion du secteur des services. Celle-ci a notamment mené au fait que la frontière entre le domaine d'activités des autorités publiques et celui du secteur privé est devenu de plus en plus vague. L'évolution technologique a tellement élargi et rendu complexe la gamme des services disponibles qu'il ne serait plus raisonnable de la confier exclusivement aux autorités publiques. En raison des développements techniques, les activités des entreprises publiques sont tellement vastes qu'elles entrent en concurrence avec celles du secteur privé; d'autre part, les entreprises privées visent de plus en plus des activités qui ne sont assurées traditionnellement que par des autorités publiques ou par un exploitant désigné par celles-ci.

Dans le contexte européen, la possibilité de confier en exclusivité certaines tâches aux entreprises publiques est en outre de plus en plus limitée.

Sur le plan international, on constate que l'infrastructure et les services en matière de communica-

cation et de transport, tegelijkertijd met une nouvelle concurrence et avec de nouveaux besoins, doivent être confrontées. Daarom doivent zij de kans krijgen om hun aanpassings- en ontwikkelingspotentieel te verbeteren, hetgeen wijzigingen vereist zowel van hun statut als van hun financieringsmogelijkheden.

De bedoeling is dus het verbeteren van l'efficacité et de l'efficacité de l'entreprise publique et ceci au moyen de leur responsabilisation.

Overheidsbedrijven, dat wil zeggen publiek- of privaatrechtelijke rechtspersonen waarover de overheid voldoende controle heeft om de strategische beleidsbeslissingen mede te bepalen, zijn actief op een markt van goederen en diensten waar zij al dan niet in concurrentie treden met de privé-sector. De aanwezigheid van de overheid in de economie, via deze bedrijven, kan worden gebaseerd op een aantal overwegingen die verband houden met het algemeen belang. Aldus verzekeren deze bedrijven bijvoorbeeld een aantal taken die de privé-sector niet spontaan op zich zou nemen bij gebrek aan voldoende winstperspectieven. Via overheidsbedrijven kan de overheid ook in zekere mate toeziend op bepaalde basisactiviteiten en op het behoud ervan.

De Belgische overheidsbedrijven zijn, naast de financiële sector, inzonderheid actief in de sectoren van communicatie en transport. Over het algemeen worden deze bedrijven geconfronteerd met problemen die worden veroorzaakt door een te lage rentabiliteit en een slechte kapitaalsstructuur. Hun onderkapitalisering leidde tot een schuldenaccumulatie die op haar beurt de aanwending van de exploitatieopbrengsten hypotheseert. Daarenboven kan niet worden ontkend dat het beheer van deze bedrijven in het verleden niet steeds beantwoordde aan bedrijfseconomische imperatieve.

De Regering is van oordeel dat het dringend nodig is aan deze bedrijven een grotere autonomie te verlenen. Hiervoor zijn, naast de reeds eerder vermelde, nog meer dwingende redenen.

Er is allereerst op economisch gebied de enorme explosie van de dienstensector. Die heeft er onder meer toe geleid dat de grens tussen het activiteitsdomein van de overheid en dat van de privé-sector steeds vager is geworden. De technologische evolutie heeft het beschikbare dienstengamma dermate verruimd en complex gemaakt dat het niet meer redelijk zou zijn dit uitsluitend aan de overheid toe te vertrouwen. De activiteiten van de overheidsbedrijven worden, mede door technische ontwikkelingen, dermate ruim dat zij in concurrentie komen met die van de privé-sector; anderzijds mikken de privé-ondernehmingen steeds meer op activiteiten die traditioneel alleen door de overheid of een door haar aangewezen exploitant werden verzekerd.

In de Europese context wordt de mogelijkheid om bepaalde taken in exclusiviteit aan overheidsbedrijven toe te vertrouwen daarenboven steeds beperkt.

Op internationaal vlak stelt men vast dat de infrastructuur en de dienstverlening inzake vervoer en

tions et de transports importent de plus en plus dans la décision des entreprises de s'établir dans l'un ou l'autre Etat. Dans le cadre du marché européen d'après 1992, cet aspect est également d'une importance essentielle.

La réalisation du marché unique européen accorde une importance essentielle à la qualité et à la compétitivité de l'offre de services. Les entreprises devront pouvoir fournir des prestations rapides, efficaces et avantageuses, non seulement si elles veulent conquérir de nouveaux marchés et étendre leur offre, mais aussi si elles veulent maintenir ou consolider leurs positions existantes sur les marchés locaux.

Cette situation ne crée pas seulement le besoin d'une meilleure gestion logistique, mais aussi le besoin d'un partenariat entre les entreprises. Le marché unique européen contraindra en effet nos entreprises à une croissance en taille, ce qui implique la nécessité d'augmenter de façon souple leurs moyens financiers et d'étendre leur champ d'action via une coopération soit avec des partenaires publics étrangers soit avec des entreprises privées, pour atteindre une partie plus grande du marché européen. Cette souplesse de gestion, de financement et de possibilités de coopération est d'autant plus nécessaire à la lumière de l'explosion de l'offre des services.

La concurrence croissante entre le secteur privé et le secteur public, d'une part, et entre le secteur public des différents Etats, d'autre part, est un des arguments principaux pour mieux armer nos entreprises publiques. Le but de cette réforme est cependant multiple : à côté de l'amélioration de la compétitivité de ces entreprises dans les domaines où elles doivent faire face à une concurrence accrue, le Gouvernement veut aussi améliorer les conditions dans lesquelles elles exercent leurs tâches de service public. Ainsi un meilleur service public pourra être assuré à un coût moins élevé pour la communauté.

Un système de contrôle sera mis en œuvre, lequel établit une distinction entre les missions de service public et les autres activités des entreprises publiques. Dans la situation actuelle, les contraintes administratives imposées aux entreprises empêchent la valorisation complète de leur potentiel économique, notamment en ce qui concerne leurs activités dans le secteur concurrentiel.

Le premier volet de la réforme concerne le statut des entreprises publiques : celui-ci est adapté en vue de leur accorder une plus grande autonomie de gestion, sans cependant mettre en cause leur caractère public. L'accord de gouvernement prévoit un règlement global de ces principes généraux, c'est-à-dire applicable à toutes les entreprises. Cette réglementation globale est comprise dans le Titre I<sup>e</sup> du projet. Les entreprises disposeront d'organes de gestion propres, d'une plus grande souplesse dans la gestion de leur personnel et de plus de liberté sur le plan des

communicatie, een steeds grotere rol spelen bij de beslissing van ondernemingen om zich in deze of gene Staat te vestigen. In het kader van de Europese markt na 1992 is ook dit aspect van essentieel belang.

De totstandbrenging van de Europese markt verleent wezenlijk belang aan kwaliteit en concurrentievermogen van het dienstenaanbod. De ondernemingen zullen vlotte, snelle, efficiënte en voordelige prestaties moeten kunnen leveren, niet alleen indien zij nieuwe markten willen veroveren en hun aanbod willen uitbreiden, maar ook indien zij hun bestaande positie op de lokale markten willen behouden of bevestigen.

Deze toestand schept niet alleen de behoefte aan een beter logistiek beheer, maar tevens aan partnership tussen de ondernemingen. De Europese eenheidsmarkt zal inderdaad onze ondernemingen dwingen tot schaalvergroting, hetgeen de noodzaak met zich brengt om op soepele wijze hun financiële middelen te vergroten alsook om, via samenwerking hetzij met buitenlandse overheidspartners, hetzij met privé-bedrijven, de actieradius te verruimen en een groter deel van de Europese markt te bereiken. Deze soepelheid van beheer, van financiering en van samenwerkingsmogelijkheden wordt nog méér noodzakelijk in het licht van de explosie van het dienstenaanbod.

De groeiende mededinging tussen de privé-sector en de publieke sector enerzijds en tussen de publieke sector van de verschillende Staten onderling anderzijds, is een van de hoofdargumenten om aan onze overheidsbedrijven meer slagkracht te verlenen. Het doel van de hervorming is echter meervoudig : naast het competitiever maken van deze bedrijven op de domeinen waar zij met een verhoogde concurrentie af te rekenen hebben, wil de Regering ook de voorwaarden verbeteren waaronder zij hun taken van publieke dienstverlening vervullen. Aldus zal een betere openbare dienst worden verzekerd tegen lagere kosten voor de gemeenschap.

Er zal een stelsel van toezicht worden ingesteld waarbij een onderscheid wordt gemaakt tussen de opdrachten van openbare dienst en de andere activiteiten van de ondernemingen. In de huidige toestand verhinderen de administratieve beperkingen die op de bedrijven wegen, de volledige valorisatie van hun economisch potentieel, inzonderheid met betrekking tot de domeinen in de concurrentiële sector.

Het eerste onderdeel van de hervorming betreft het statuut van de overheidsbedrijven : dit dient te worden aangepast ten einde hen een grotere beheersautonomie te verlenen, zonder evenwel hun publiek karakter in het gedrang te brengen. Het regeerakkoord voorziet in een allesomvattende regeling van deze algemene principes, dit wil zeggen voor alle bedrijven samen. Deze allesomvattende regeling is vervat in titel I van het ontwerp. De bedrijven zullen beschikken over eigen beheersorganen, een grotere soepelheid in hun personeelsbeheer en een grotere vrijheid op het

marchés de travaux, fournitures et services, ainsi que de possibilités de faire appel au marché de capitaux.

Elles pourront décider elles-mêmes des biens et services qu'elles offrent dans le cadre de leur objet social; elles pourront en outre prendre des participations dans d'autres entreprises ou créer elles-mêmes des filiales. Pour garantir la réalisation des missions de service public, des contrats de gestion pluriannuels seront conclus systématiquement avec les entreprises concernées.

Le deuxième volet de la réforme, telle que prévue dans l'accord de gouvernement, concerne le financement des entreprises publiques concernées. Une augmentation de leur efficacité exige incontestablement la possibilité d'étendre leurs moyens financiers. Compte tenu de la situation budgétaire, il a été prévu que ces entreprises pourront faire appel au marché des capitaux privés. En même temps, des seuils ont été prévus pour sauvegarder leur caractère public.

Voici, en quelques mots, le contenu des règles générales qui seront appliquées à toutes les entreprises concernées par cette réforme et qui sont comprises dans le Titre I<sup>er</sup>. Les Titres II, IV, V et VI concernent spécifiquement les entreprises publiques à réformer : la Régie des Télégraphes et des Téléphones, la Régie des Postes, la Société nationale des Chemins de fer belges et la Régie des Voies aériennes. Ces chapitres précisent notamment l'objet social et les missions de service public des entreprises concernées. Le Titre III de ce projet concerne le secteur des télécommunications. Les Titres II, III et IV feront l'objet d'une introduction générale par le Ministre des PTT.

L'Exposé des Motifs précise les deux aspects — gestion efficace et mission de service public — entre lesquels ce projet tente de réaliser un équilibre. Cet équilibre entre, d'une part, la nécessité de contrôler l'entreprise publique, notamment la réalisation de ses missions de service public, et d'autre part, l'autonomie dont l'entreprise a besoin pour réaliser de la façon la plus efficace son objet social, pourrait difficilement être atteint dans le cadre de la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public. Pour cette raison, l'on a opté pour l'établissement d'une catégorie toute nouvelle d'entreprises publiques, distincte de celles prévues à l'article 1<sup>er</sup> de la loi du 16 mars 1954. Ces entreprises publiques autonomes s'inscrivent dans un modèle d'autonomie qui va au-delà du simple contrôle. Par contre, ce modèle forme un ensemble cohérent de règles concernant le contrôle, la structure, le but et le personnel, valables pour toutes les entreprises concernées. La spécificité du système est en outre démontrée par la nature propre de l'instrumentaire juridique et notamment le contrat de gestion. Celui-ci concerne uniquement les missions de service public définies dans la loi. Dans ce contrat de gestion, ces missions sont précisées et leurs modalités d'exécution sont éventuellement fixées. En

stuk van de opdrachten voor werken, leveringen en diensten, en van de mogelijkheden om een beroep te doen op de kapitaalmarkt.

Zij zullen zelf kunnen beslissen over de goederen en diensten die zij binnen hun maatschappelijk doel aanbieden en zullen daarenboven kunnen participeren in andere ondernemingen of zelf dochterbedrijven oprichten. Om de uitvoering van de opdrachten van openbare dienst te waarborgen zullen stelselmatig meerjaarlijkse beheerscontracten met de betrokken bedrijven worden afgesloten.

Het tweede onderdeel van de hervorming als aangekondigd in het regeerakkoord, betreft de financiering van de betrokken overheidsbedrijven. Een verhoging van hun efficiëntie vereist onbetwistbaar een mogelijkheid tot verruiming van hun financiële middelen. Rekening houdend met de budgettaire realiteit werd bepaald dat deze bedrijven een beroep zullen kunnen doen op privé-kapitaal. Tegelijkertijd werden drempels voorzien om hun publiek karakter te vrijwaren.

Dat is in enkele woorden de inhoud van de algemene regels die op alle bedrijven die bij deze hervorming betrokken zijn, zullen worden toegepast en die vervat zijn in titel I. De titels II, IV, V en VI betreffen specifiek de om te vormen overheidsbedrijven : de Regie van Telegrafie en Telefonie, de Regie der Posterijen, de Nationale Maatschappij van Belgische Spoorwegen en de Regie der Luchtwegen. Deze hoofdstukken preciseren onder meer het maatschappelijk doel en de opdrachten van openbare dienst van de betrokken bedrijven. Titel III van dit ontwerp betreft de sector van de telecommunicatie. De titels II, III en IV zullen het voorwerp uitmaken van een algemene inleiding door de Minister van PTT.

In de Memorie van Toelichting wordt nader ingegaan op de twee aspecten efficiënt beheer en opdrachten van openbare dienst, waartussen dit ontwerp een evenwicht beoogt. Dit evenwicht tussen enerzijds de noodzaak van toezicht op het overheidsbedrijf en inzonderheid op de verwezenlijking van zijn opdrachten van openbare dienst en anderzijds de autonomie die het bedrijf nodig heeft om zijn maatschappelijk doel op de meest doelmatige wijze te verwezenlijken, was niet te bereiken binnen het kader van de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut. Daarom werd geopteerd voor de instelling van een volledig nieuwe categorie van overheidsbedrijven, onderscheiden van die welke bedoeld zijn in artikel 1 van de wet van 16 maart 1954. Deze « autonome overheidsbedrijven » passen in een autonomiemodel dat verder gaat dan het eenvoudige toezicht. Het vormt daarentegen een coherent geheel van regels inzake controle, structuur, doel en personeel die gelden voor alle bedrijven die in het model zijn opgenomen. De eigenheid van het stelsel wordt tevens aangetoond door de eigen aard van het gehanteerde juridische instrumentarium en met name het beheerscontract. Dit betreft uitsluitend de opdrachten van openbare dienst die in de wet worden

ce qui concerne leur structure, les entreprises publiques autonomes seront gérées par un conseil d'administration et un comité de direction et, en ce qui concerne la SNCB, aussi par un comité restreint. Enfin, il faut observer que les relations des entreprises publiques autonomes avec leur personnel seront également soumises à des règles propres.

Le Titre I<sup>e</sup> du projet concerne donc les dispositions communes. Des organisations exerçant une activité industrielle ou commerciale peuvent obtenir de l'autonomie par la conclusion d'un contrat de gestion. Une intervention du législateur pour adapter le statut organique de l'organisme est nécessaire. Pour les entreprises faisant l'objet de ce projet, ceci a été prévu dans les Titres II, IV, V et VI.

Les missions de service public confiées à une entreprise autonome sont déterminées par la loi. Les règles et conditions spécifiques selon lesquelles l'entreprise remplit ces missions sont fixées dans le contrat de gestion conclu entre l'Etat et cette entreprise.

En d'autres mots, ce contrat règle les tâches que l'entreprise publique autonome assume pour réaliser ses missions de services publics, en ce qui concerne les missions elles-mêmes, les règles de base de tarification et de conduite à l'égard des utilisateurs, les indemnités éventuelles des autorités publiques à l'entreprise, ou, inversement, de l'entreprise aux autorités publiques. En outre, le contrat de gestion peut prévoir des matières d'intérêt stratégique économique pour lesquelles l'attribution de marchés est soumise à l'approbation des autorités publiques, les objectifs éventuels en ce qui concerne la structure financière ou des règles concernant l'affectation des bénéfices et les éléments obligatoires du plan d'entreprise. Le contrat peut éventuellement fixer un montant au-dessus duquel une autorisation préalable du Ministre est nécessaire pour des opérations immobilières. Enfin, des sanctions sont prévues pour les cas de non-respect de la convention.

Dans ce système, il est important que les obligations financières éventuelles de l'Etat à l'égard d'une entreprise publique autonome soient limitées à celles découlant de ce contrat de gestion.

Lors de la négociation et de la conclusion du contrat, l'Etat est représenté par le Ministre dont relève l'entreprise; l'entreprise est représentée par son comité de direction. Le personnel est consulté au cours des négociations, via la commission paritaire. Du côté de l'entreprise, le contrat résultant de ces négociations est à approuver par le conseil d'administration; du côté des autorités publiques, l'approbation doit être donnée par arrêté royal délibéré en Conseil des ministres.

Le contrat de gestion sera évalué annuellement. Il est conclu pour au moins trois ans et pour au maximum cinq ans.

gedefinieerd. In dit beheerscontract worden deze opdrachten nader gepreciseerd en worden eventueel de uitvoeringsmodaliteiten vastgesteld. Wat hun structuur betreft, zullen de autonome overheidsbedrijven worden bestuurd door een raad van bestuur en een directiecomité en, wat de NMBS betreft, tevens door een beperkt comité. Tenslotte zij vermeld dat ook de relaties van de autonome overheidsbedrijven met hun personeel aan eigen regels zullen onderworpen zijn.

Titel I van het ontwerp betreft dus de gemeenschappelijke bepalingen. Instellingen die een industriële of commerciële activiteit uitoefenen kunnen, door de afsluiting van een beheerscontract, autonomie verkrijgen. Dit noodzaakt een ingreep van de wetgever om het organieke statuut van die instelling aan te passen. Voor de bedrijven die het voorwerp zijn van dit ontwerp werd dit geregeld in de titels II, IV, V en VI.

De opdrachten van openbare dienst die aan een autonoom overheidsbedrijf worden toevertrouwd, worden door de wet bepaald. De bijzondere regels en voorwaarden waaronder het bedrijf deze opdrachten vervult, worden vastgelegd in het beheerscontract dat wordt afgesloten tussen de Staat en dit bedrijf.

Dit contract regelt met andere woorden de taken die het autonome overheidsbedrijf op zich neemt ter vervulling van zijn opdrachten van openbare dienst, de grondregelen van tarificatie voor de taken van openbare dienst en van gedrag jegens de gebruikers, de eventuele vergoedingen van de overheid aan het bedrijf of, omgekeerd, van het bedrijf aan de overheid. Tevens kan het beheerscontract de aangelegenheden van strategisch economisch belang omschrijven waarvoor de gunning van opdrachten aan de goedkeuring van de overheid wordt toevertrouwd, de eventuele doelstellingen inzake financiële structuur of regels inzake de bestemming van de winst en de verplichte elementen van het ondernemingsplan. Het contract kan eventueel een bedrag vaststellen boven hetwelk een voorafgaande machtiging van de Minister nodig is voor onroerende verrichtingen. Tenslotte voorziet het in sancties in geval van niet-naleving van de overeenkomst.

Belangrijk in dit stelsel is dat de eventuele financiële verplichtingen die de Staat heeft ten opzichte van het autonoom overheidsbedrijf, beperkt worden tot die welke uit dit beheerscontract voortvloeien.

Bij de onderhandeling en de afsluiting van het contract wordt de Staat vertegenwoordigd door de Minister onder wie het bedrijf ressorteert; het bedrijf wordt vertegenwoordigd door zijn directiecomité. De werknemers worden, via het paritair comité, geraadpleegd tijdens de onderhandelingen. Van de kant van de onderneming moet het contract dat uit die onderhandelingen voortvloeit, worden goedgekeurd door de Raad van Bestuur, van de kant van de overheid moet de goedkeuring gebeuren bij een in Ministerraad overleg koninklijk besluit.

Het beheerscontract zal jaarlijks worden getoetst. Het wordt afgesloten voor ten minste 3 en ten hoogste 5 jaar.

Les entreprises publiques autonomes sont libres de déployer toute activité compatible avec leur objet social. Leurs actes sont des actes de commerce. Sans préjudice de l'application de la législation sur la réglementation économique et les prix, elles sont libres de fixer leurs tarifs et leurs structures tarifaires. A cet égard, elles doivent évidemment tenir compte des dispositions du contrat de gestion pour ce qui concerne leurs missions de service public.

En ce qui concerne l'application de la législation sur les marchés publics, la règle est que les entreprises publiques autonomes ne sont soumises à cette législation que pour les marchés qui concernent leurs missions de service public. L'adjudication est décidée par le conseil d'administration; celui-ci peut, pour certains marchés, déléguer ses compétences au comité de direction.

Les entreprises publiques autonomes décident librement de l'ampleur, des techniques et des conditions de leur financement externe. Celles dont les emprunts font, de plein droit, l'objet de la garantie de l'Etat, peuvent choisir si elles font ou non appel à cette garantie pour leurs emprunts. Elles peuvent librement faire des placements en francs belges. Pour leurs placements en monnaies étrangères, elles sont soumises à l'autorisation du Ministre des Finances, sauf pour les opérations en devises couvrant des opérations commerciales. Les bénéfices des activités de service public ne peuvent pas être utilisés pour subventionner des activités du secteur concurrentiel.

Les entreprises publiques autonomes peuvent prendre des participations compatibles avec leur objet social. Pour autant qu'une participation représente moins de 25 % du capital de la société concernée et représente moins qu'un pourcentage, à déterminer, du patrimoine de l'entreprise publique elle-même, elle peut être décidée par le conseil d'administration à la simple majorité des voix exprimées. Si un ou deux de ces seuils sont dépassés, le conseil d'administration décide à la majorité des deux tiers.

Par arrêté royal délibéré en Conseil des ministres, l'entreprise publique peut être autorisée à associer une filiale à ses missions de service public. Dans ce cas, le Roi peut décider de classer ou non ladite filiale parmi les entreprises publiques autonomes et de conclure éventuellement avec cette filiale un contrat de gestion séparé.

Les entreprises publiques autonomes sont gérées par un conseil d'administration et un comité de direction. Le conseil d'administration est compétent pour toutes les actions nécessaires pour réaliser le but de l'entreprise publique. Il a comme compétence spécifique le contrôle de la gestion assurée par le comité de direction, l'approbation du contrat de gestion, la fixation du plan d'entreprise et la politique générale, ainsi que les compétences qui lui sont réservées par la loi. Le conseil d'administration compte 18 membres au maximum, y compris les 6 membres du comité de

De autonome overheidsbedrijven zijn vrij om alle activiteiten te ontplooien die verenigbaar zijn met hun maatschappelijk doel. Hun daden zijn daden van koophandel. Onverminderd de toepassing van de wetgeving betreffende de economische reglementering en de prijzen zijn zij vrij om hun tarieven en tariefstructuur vast te stellen. Zij moeten in dit opzicht natuurlijk rekening houden met de bepalingen van het beheerscontract wat hun opdrachten van openbare dienst betreft.

Voor de toepassing van de wetgeving betreffende de overheidsopdrachten geldt de regel dat de autonome overheidsbedrijven hieraan slechts onderworpen zijn voor de opdrachten die verband houden met hun opdrachten van openbare dienst. De gunning gebeurt door de raad van bestuur; deze kan voor bepaalde opdrachten deze bevoegdheden afstaan aan het directiecomité.

De autonome overheidsbedrijven beslissen vrij over de omvang, de technieken en de voorwaarden van hun externe financiering. Diegene wier leningen van rechtswege de staatswaarborg genieten kunnen kiezen of zij al dan niet een beroep doen op deze staatswaarborg voor de leningen die zij aangaan. Zij kunnen vrij beleggen in Belgische frank. Voor beleggingen in vreemde munt zijn zij onderworpen aan de machtiging van de Minister van Financiën, uitgezonderd voor verrichtingen in deviezen die commerciële verrichtingen dekken. De opbrengsten van de activiteiten van openbare dienst mogen niet worden aangewend ter subsidiëring van de activiteiten in concurrentie.

De autonome overheidsbedrijven kunnen participaties nemen die verenigbaar zijn met hun doel. Voor zover een participatie minder dan 25 % van het kapitaal van de betrokken venootschap verenigt en minder bedraagt dan een te bepalen percentage van het eigen vermogen van het overheidsbedrijf, kan ze worden beslist door de raad van bestuur bij gewone meerderheid van de uitgebrachte stemmen. Indien één of beide van deze grenzen worden overschreden beslist de raad van bestuur bij 2/3 meerderheid.

Bij een in Ministerraad overlegd koninklijk besluit kan het overheidsbedrijf gemachtigd worden om een dochteronderneming te betrekken bij zijn opdrachten van openbare dienst. In dat geval kan de Koning beslissen om het betrokken dochterbedrijf al dan niet in te delen bij de autonome overheidsbedrijven en om er eventueel een afzonderlijk beheerscontract mee af te sluiten.

De autonome overheidsbedrijven worden bestuurd door een raad van bestuur en een directiecomité. De raad van bestuur is bevoegd voor alle handelingen die nodig of dienstig zijn ter verwezenlijking van het doel van het overheidsbedrijf. Hij heeft als bijzondere bevoegdheden het toezicht op het beleid van het directiecomité, de goedkeuring van het beheerscontract, de vaststelling van het ondernemingsplan en het algemeen beleid, alsmede de hem bij wet voorbehouden bevoegdheden. De raad van bestuur telt maximaal 18 leden inbegrepen de 6 leden van het directiecomité die

direction qui y siègent de plein droit. Les membres du conseil d'administration sont nommés pour six ans; leur mandat est renouvelable. En cas de partage des voix, la voix du président est prépondérante.

Le comité de direction est chargé de la gestion journalière, de l'exécution des décisions du conseil d'administration et de la négociation du contrat de gestion. Les membres de ce comité forment un collège et peuvent répartir les tâches entre eux.

Le contrôle sur l'entreprise est exercé via un commissaire du gouvernement. Celui-ci veille à ce que la loi, le statut organique et le contrat de gestion soient respectés. Il fera rapport au Ministre dont relève l'entreprise et au Ministre du Budget pour toutes les décisions qui ont un impact sur le budget de l'Etat. Il est invité à toutes les réunions du conseil d'administration et du comité de direction et dispose d'une voix consultative. Le commissaire du gouvernement peut, dans les quatre jours francs, introduire un recours contre toute décision qu'il estime contraire à la loi, au statut ou au contrat de gestion. Ensuite, le Ministre dispose d'un même délai pour annuler la décision. Si le Ministre n'a pas prononcé l'annulation, la décision devient définitive.

Le contrôle de la situation financière, des comptes annuels et de la régularité des opérations à constater dans les comptes annuels est assuré par un collège de commissaires. Ce collège compte quatre membres, dont deux membres de la Cour des comptes et deux réviseurs d'entreprise.

En ce qui concerne la comptabilité et les comptes annuels, les entreprises concernées sont soumises à la loi du 17 juillet 1975. Le conseil d'administration établit les comptes annuels et le rapport de gestion. Ceux-ci sont, avec le rapport du collège des commissaires, transmis au Ministre dont relève l'entreprise et au Ministre du Budget. L'affectation du bénéfice net est réglé par le statut de l'entreprise. Si l'entreprise n'a pas pris la forme d'une société commerciale et si le statut organique ne règle pas l'affectation du bénéfice, cette affectation doit être réglée par le contrat de gestion. Un montant annuel d'un vingtième des bénéfices nets est retenu pour la constitution d'un fonds de réserve.

Le personnel des entreprises publiques autonomes sera engagé et employé dans un lien statutaire. Du personnel contractuel pourra être engagé pour l'exécution des besoins exceptionnels et temporaires, pour l'exécution des tâches nécessitant une connaissance ou une expérience de haute qualification, pour le remplacement du personnel statutaire pendant certaines périodes ou pour l'accomplissement de tâches auxiliaires ou spécifiques. La nomination ou l'engagement se fait par ou en vertu d'une décision du conseil d'administration.

Il est constitué dans chaque entreprise publique autonome une commission paritaire compétente pour la concertation et l'information générale du personnel, pour la négociation avec les représentants du personnel sur la fixation du statut individuel et collec-

er van rechtswege zitting in hebben. De leden van de raad van bestuur worden benoemd voor een hernieuwbare termijn van 6 jaar. Bij staking van stemmen is de stem van de voorzitter doorslaggevend.

Het directiecomité heeft als bevoegdheden het dagelijks bestuur, de uitvoering van de beslissingen van de raad van bestuur en de onderhandeling van het beheerscontract. De leden van dit comité vormen een college en kunnen de taken onder elkaar verdelen.

Het toezicht op het bedrijf wordt uitgeoefend via een regeringscommissaris. Deze waakt over de naleving van de wet, het organiek statuut en het beheerscontract. Hij brengt verslag uit bij de minister onder wie het bedrijf ressorteert en bij de Minister van Begroting voor alle beslissingen met een weerslag op de Rijksbegroting. Hij wordt uitgenodigd op alle vergaderingen van de raad van bestuur en het directiecomité en heeft daadgemaakte stem. De regeringscommissaris kan binnen vier vrije dagen beroep aan te keren tegen elke beslissing die hij strijdig acht met de wet, het statuut of het beheerscontract. De minister beschikt dan over eenzelfde termijn om de beslissing te vernietigen. Heeft de minister de vernietiging niet uitgesproken, dan wordt de beslissing definitief.

De controle op de financiële toestand, de jaarrkening en de regelmatigheid van de verrichtingen weer te geven in de jaarrekening, gebeurt door een college van commissarissen. Dit college telt vier leden van wie twee leden van het Rekenhof en twee bedrijfsrevisoren.

Inzake boekhouding en jaarrekening zijn de betrokken bedrijven onderworpen aan de wet van 17 juli 1975. De raad van bestuur stelt de jaarrkening en het jaarverslag op. Deze worden met het verslag van het college van commissarissen aan de minister onder wie het bedrijf ressorteert en aan de Minister van Begroting overgezonden. De bestemming van de nettowinst wordt door het statuut van het bedrijf geregeld. Als dit niet de vorm heeft van een handelsvennootschap en het organiek statuut de winstbestemming niet regelt, wordt die in het beheerscontract geregeld. Een jaarlijks bedrag van 1/20 van de nettowinst wordt afgehouden voor de vorming van een reservefonds.

De personeelsleden van de autonome overheidsbedrijven zullen worden aangeworven en tewerkgesteld in statutair verband. Contractuele personeelsleden zullen kunnen worden aangeworven voor de uitvoering van tijdelijke of buitengewone taken, voor de uitvoering van taken die kennis of ervaring op hoog niveau vereisen, ter vervanging van statutaire personeelsleden gedurende bepaalde perioden of voor de uitvoering van bijzondere of bijkomstige taken. Benoeming of indienstneming gebeurt bij of krachtens beslissing van de raad van bestuur.

In elk overheidsbedrijf wordt een paritair comité opgericht dat bevoegd is inzake het algemeen overleg met en de informatie van het personeel, de onderhandeling met de personeelsvertegenwoordigers wat de vaststelling van het individueel en collectief perso-

tif du personnel, pour les matières concernant la santé et la sécurité des travailleurs ainsi que la salubrité du travail et du lieu de travail, pour l'examen de l'information économique et financière visée par la loi de 1948 portant organisation de l'économie, et pour la consultation du personnel dans le cadre de la conclusion du contrat de gestion. La commission paritaire compte 18 membres au maximum. Elle est présidée par le président du conseil d'administration. Le conseil d'administration nomme la moitié des membres; l'autre moitié est nommée par les organisations syndicales représentatives.

En outre, une commission sectorielle « entreprises publiques » est instaurée. Cette commission sectorielle peut agir soit comme organe de recours, soit comme organe de concertation sectorielle. Elle compte également 18 membres, le président non compris. Pour ce qui est des employeurs, elle compte 9 membres nommés par les conseils d'administration des entreprises publiques concernées; du côté des travailleurs, elle compte 9 membres nommés par les organisations syndicales représentatives.

Les entreprises publiques autonomes peuvent être transformées en sociétés commerciales. Dans ce cas, elles sont soumises aux dispositions du droit des sociétés. Lors de semblable transformation, toutes les actions doivent être attribuées à l'Etat. Une éventuelle cession d'actions par l'Etat, soit avant, soit après l'augmentation du capital, ne peut jamais conduire à une situation où les autorités publiques disposeraient de moins de 50 % du capital ni de moins de 75 % des droits de vote. Si c'est quand même le cas, les droits de vote des autres actionnaires sont réduits proportionnellement. Le conseil d'administration prend la décision de transformation en société anonyme. Il appartient également au conseil d'administration de fixer les statuts de la nouvelle entreprise. La dissolution d'une entreprise publique autonome qui a pris la forme d'une société commerciale ne peut être prononcée que par ou en vertu d'une loi.

Auprès de chaque entreprise publique, un service « ombudsman » est créé. Ceci n'est applicable qu'aux entreprises dont les utilisateurs sont principalement des personnes physiques. Ce service « ombudsman » a pour mission d'examiner des plaintes des utilisateurs, d'essayer de faciliter un compromis à l'amiable en ce qui concerne les différends entre l'entreprise publique et les usagers et, au cas où un règlement à l'amiable n'est pas possible, de se prononcer en tant qu'arbitre sur ces différends. En outre, un comité consultatif est instauré auprès de chaque entreprise publique autonome. Celui-ci remet son avis sur toute question concernant le service fourni aux utilisateurs. En plus, ce comité consultatif fait annuellement rapport sur les activités de l'entreprise publique au Ministre dont relève l'entreprise.

\*  
\* \* \*

neelsstatuut betreft, de aangelegenheden inzake gezondheid en veiligheid van de werknemers en de bedrijfshygiëne, onderzoek van economische en financiële informatie bedoeld in de wet van 1948 houdende organisatie van het bedrijfsleven en raadpleging van het personeel voor wat het sluiten van het beheerscontract betreft. Het paritair comité telt maximaal 18 leden. Het wordt voorgezeten door de voorzitter van de raad van bestuur. De raad van bestuur benoemt de helft van de leden, de representatieve vakorganisaties benoemen de andere helft.

Er wordt daarenboven een sectorieel comité autonome overheidsbedrijven opgericht. Dit sectorieel comité kan optreden hetzij als beroepsorgaan, hetzij als sectorieel overlegorgaan. Het telt eveneens 18 leden de voorzitter niet meegerekend. Van werkgeverszijde telt het 9 leden benoemd uit de raden van bestuur van de betrokken overheidsbedrijven, van werknemerskant 9 leden benoemd door de representatieve vakorganisaties.

De autonome overheidsbedrijven kunnen worden omgezet in een handelsvennootschap. In dat geval zijn zij onderworpen aan de bepalingen inzake het vennootschapsrecht. Bij een dergelijke omzetting moeten alle aandelen aan de Staat worden toegekend. Eventuele overdracht van aandelen door de Staat, hetzij vóór, hetzij na kapitaalsverhoging, kan er nooit toe leiden dat de overheid minder dan 50 % van het kapitaal heeft, noch minder dan 75 % van het stemrecht. Mocht dat toch het geval zijn, worden de stemrechten van de andere aandeelhouders proportioneel verminderd. De raad van bestuur neemt de beslissing tot omzetting in N.V. Het is ook de raad van bestuur die de statuten van de nieuwe onderneming in dat geval zal vaststellen. De ontbinding van een autonoom overheidsbedrijf dat de vorm van een handelsvennootschap heeft aangenomen kan slechts door of krachts een wet worden uitgesproken.

Bij elk overheidsbedrijf wordt een ombudsdienst opgericht. Dit geldt slechts voor overheidsbedrijven waarvan de gebruikers voornamelijk natuurlijke personen zijn. Deze ombudsdienst heeft als taak klachten van gebruikers te onderzoeken, bij geschillen tussen de onderneming en gebruikers een minnelijke regeling proberen te bereiken, een advies uit te brengen aan het overheidsbedrijf in het geval een minnelijke regeling niet kan worden bereikt en zich als scheidsrechter uitspreken in geschillen tussen het overheidsbedrijf en de gebruiker. Bij elk autonoom overheidsbedrijf wordt tevens een raadgevend comité opgericht, dat advies uitbrengt over elke vraag betreffende de diensten die aan de gebruikers worden geleverd. Dit adviescomité brengt daarenboven, aan de minister waarvan het bedrijf afhangt, jaarlijks verslag uit over de activiteiten van het openbaar bedrijf.

\*  
\* \* \*

En ce qui concerne les Titres spécifiques relatifs à la Société nationale des Chemins de fer belges et à la Régie des Voies aériennes, ceux-ci précisent notamment l'objet social et les missions de service public de ces entreprises.

En ce qui concerne la Société nationale des Chemins de fer belges, son objet social est le transport de voyageurs et de marchandises par chemin de fer. Il a été précisé que la fabrication et la vente de biens ou de services ayant trait directement ou indirectement à l'activité ferroviaire est considérée comme susceptible de favoriser la réalisation ou le développement de l'objet social. Les missions de service public de la société comprennent le transport intérieur de voyageurs en service ordinaire, l'acquisition, la construction, l'entretien, la gestion et l'exploitation de l'infrastructure et l'exécution de certaines prestations pour les besoins de la Nation.

L'objet social de la Régie des Voies aériennes comprend la construction, l'aménagement, l'entretien et l'exploitation de l'aéroport de Bruxelles National, de son infrastructure et de ses dépendances, l'assurance de la sécurité de la navigation aérienne civile ainsi que la prise de participation dans des organismes qui peuvent contribuer à la réalisation de son objet.

Les missions des services publics sont la construction, l'aménagement, l'entretien et l'exploitation de l'infrastructure nécessaire à l'atterrissement, au stationnement et au décollage des aéronefs sur l'aéroport de Bruxelles National ainsi que la garantie de la sécurité de la navigation aérienne civile.

Les autres dispositions de ces deux chapitres sont principalement de nature technique et n'ont pas de portée générale. »

#### **B. Exposé introductif du Ministre des Postes, Télégraphes et Téléphones**

« La réforme de la RTT et celle de la Régie des Postes telles qu'elles sont prévues respectivement aux Titres II et IV de ce projet de loi, s'inscrivent dans le cadre :

- d'une part, de l'accord de Gouvernement qui exprime la nécessité d'un nouveau statut pour « les entreprises publiques de communication et de transport » (Point D, 2.3) avec maintien de leur caractère public et possibilités d'extension de leurs moyens financiers en vue de les armer dans la perspective du marché unique européen, de la concurrence croissante et des nouveaux besoins;

- d'autre part, des règles générales définies au Titre I<sup>e</sup>.

Ce projet de loi règle, dans le Titre III, l'organisation du secteur des télécommunications dans notre pays.

De specifieke titels betreffende de Nationale Maatschappij van Belgische Spoorwegen en de Regie der Luchtwege precisieren inzonderheid het maatschappelijk doel en de opdrachten van openbare dienst van die bedrijven.

Het maatschappelijk doel van de Nationale Maatschappij van Belgische Spoorwegen is het vervoer per spoorweg van reizigers en goederen. Hierbij werd gepreciseerd dat de bouw en de verkoop van goederen of diensten die rechtstreeks of onrechtstreeks verband houden met de spoorwegactiviteit, geacht worden het maatschappelijk doel te kunnen verwezenlijken of bevorderen. De opdrachten van openbare dienst van de Maatschappij zijn het binnenlands vervoer van reizigers in gewone dienst, het verwerven, de aanleg, het onderhoud, het beheer en de exploitatie van de infrastructuur en het verrichten van sommige prestaties ten behoeve van de Natie.

Het Maatschappelijk doel van de Regie der Luchtwegen bestaat uit de bouw, de inrichting, het onderhoud en de exploitatie van de nationale luchthaven van Zaventem, haar infrastructuur en aanhorigheden, het garanderen van de veiligheid van de burgerluchtvaart alsook de deelneming in instellingen die tot dit doel kunnen bijdragen.

De opdrachten van openbare dienst zijn de bouw, inrichting, onderhoud en exploitatie van de infrastructuur nodig voor het landen, stationeren en opstijgen van luchtvaartuigen op de nationale luchthaven van Zaventem alsook het verzekeren van de veiligheid van de burgerluchtvaart.

De overige bepalingen van deze twee hoofdstukken zijn hoofdzakelijk van technische aard en hebben geen algemene draagwijdte. »

#### **B. Inleiding van de Minister van Posterijen, Telegrafie en Telefonie**

« De hervorming van de RTT en de Regie der Posterijen zoals geregeld in de Titels II en IV van dit wetsontwerp, past in het kader van :

- enerzijds het regeerakkoord dat stelt dat de overheidsbedrijven voor « Communicatie en Vervoer » nood hebben aan een vernieuwd statuut met behoud van hun publiek karakter en aan de mogelijkheid tot uitbreiding van hun financiële middelen om also gewapend te zijn voor de Europese eenheidsmarkt (Punt D, 2.3), de groeiende concurrentie en nieuwe behoeften;

- anderzijds de in Titel I omschreven algemene regels.

Voorts regelt dit ontwerp via Titel III de organisatie van de Telecommunicatiesector in ons land.

### *1. Belgacom et la Poste : caractère d'entreprise publique*

Conformément à la déclaration gouvernementale, BELGACOM et la POSTE conservent leur caractère d'entreprise publique.

Ce caractère se fonde sur la notion d'intérêt général. L'intérêt général exige en effet que les missions de service public soient assurées. Dans ce sens, ces entreprises publiques sont chargées de la réalisation de missions de prestations de services publics. Il s'agit ici de services de base qui doivent être offerts à tous (particuliers, entreprises privées, représentants de l'Autorité).

Par ce moyen, le secteur public conserve également la possibilité d'orienter les décisions sur le plan de la stratégie économique et sociale dans les secteurs considérés.

Cette manière de voir est concrétisée au chapitre IX du Titre I<sup>er</sup> du projet de loi.

En outre, le projet règle la possibilité pour les entreprises concernées de prendre des participations, de créer des filiales ou de conclure des joint-ventures avec des entreprises aussi bien belges qu'étrangères.

Cette politique dans le secteur concurrentiel est aussi nécessaire à BELGACOM qu'à la POSTE :

- d'une part, en vue de bien positionner les deux entreprises dans un contexte économique où l'évolution technologique est galopante et où des besoins nouveaux se créent sans cesse;

- d'autre part, en vue de donner à ces entreprises les moyens de leur avenir dans le cadre d'une intégration croissante de l'Europe et d'un développement qui se situe au niveau mondial.

Sur la base des considérations émises ci-dessus, les deux entreprises peuvent déterminer certains domaines pour lesquels elles concluent des accords de coopération avec d'autres partenaires ou entre elles.

### *2. Autonomie et souplesse de gestion*

Le caractère public de BELGACOM et de la POSTE n'exclut pas le fait qu'il s'agit d'*« Entreprises »* pour lesquelles les critères suivants doivent être appliqués : gestion moderne, rentabilité et efficience, de sorte que les résultats positifs escomptés puissent être atteints dans un climat social favorable et être mis en œuvre au bénéfice de la communauté et du consommateur.

En ce sens, les notions d'autonomie et de souplesse maximale de gestion sont développées en fonction des activités croissantes que BELGACOM aussi bien que la POSTE devront exercer sur un plan national et international dans un environnement concurrentiel. La rapidité dans les décisions, la possibilité de se soustraire aux handicaps bureaucratiques et aux tutelles paralysantes sont essentielles pour les deux entreprises dans le marché où elles doivent agir.

### *1. Belgacom en de Post : karakter van overheidsbedrijven*

Conform de regeringsverklaring behouden BELGACOM en de POST het karakter van een overheidsbedrijf.

De motivering ervan ligt vervat in de notie « algemeen belang ». Het algemeen belang vereist immers dat de uitvoering van de opdrachten van openbare dienstverlening verzekerd is. Het gaat hier om basisdiensten die op een gelijkaardige wijze, op het hele grondgebied, aan iedereen (particulieren, privé-bedrijven, overheid) moeten worden aangeboden.

Hierdoor behoudt de publieke sector tevens de mogelijkheid tot medeoriëntering van strategisch belangrijke maatschappelijke en economische beslissingen in de betrokken sectoren.

Deze benaderingswijze wordt geconcretiseerd in hoofdstuk IX van Titel I van dit ontwerp.

Voorts regelt het ontwerp de mogelijkheid voor de betrokken bedrijven tot het nemen van participaties, het oprichten van filialen, of het aangaan van joint-ventures met zowel Belgische als buitenlandse, privé-en/of openbare bedrijven.

Een dergelijk beleid is noodzakelijk in de concurrentiële sector, zowel voor BELGACOM als voor de POST :

- enerzijds, met het oog op het positioneren van beide bedrijven in een omgeving waarin de technologische evolutie razendsnel vordert en nieuwe behoeften gecreëerd worden;

- anderzijds, om deze bedrijven in het kader van een groeiende Europese integratie en de ontwikkelingen op wereldvlak een stevige toekomstbasis te geven.

Op basis van de hierboven vermelde overwegingen, kunnen beide bedrijven een aantal domeinen bepalen waarin zij met andere partners (of samen) samenwerkingsakkoorden afsluiten.

### *2. Autonomie en soepelheid van beheer*

Het overheidskarakter van BELGACOM en de POST doet niets af aan de vaststelling dat het om « bedrijven » gaat waarvoor bijgevolg criteria moeten worden gehanteerd als modern beheer, efficiëntie en rentabiliteit. Daarbij moeten de beoogde positieve resultaten in een gunstig sociaal klimaat tot stand kunnen komen en worden aangewend ten bate van de gemeenschap en de consument.

In die zin zijn de noties autonomie en soepel beheer maximaal opgevat voor wat betreft de groeiende activiteiten die zowel BELGACOM als de POST op nationaal en internationaal vlak in een concurrentiële sfeer zullen moeten uitoefenen. Een snelle besluitvorming en het zich kunnen ontdoen van bureaucratische handicaps en verlammende voogdijmechanismen zijn essentieel voor beide bedrijven in de marktsituatie waarin ze zich bevinden.

En ce qui concerne les activités que BELGACOM et la POSTE exercent sous le statut des droits réservés, lesdites entreprises se trouvent à un croisement : les impératifs économiques de l'entreprise, d'une part, l'intérêt général, d'autre part. A côté d'une autonomie sensiblement plus grande qui jouera aussi sur ce plan, un rôle est réservé à l'autorité en tant qu'émanation de l'intérêt général. C'est aussi dans ce sens qu'un équilibre est recherché et que doivent être appréciés des instruments tels que le contrat de gestion et le plan d'entreprise, qui peuvent être réévalués et adaptés chaque année.

A côté de la réalisation d'un statut de notre temps pour BELGACOM et la POSTE, est apparue la nécessité d'une réorganisation interne.

La modernisation de BELGACOM et de la POSTE exige deux volets : un statut renouvelé par le présent projet et une restructuration interne complémentaire.

Le défi à relever pour les deux entreprises est d'évoluer du stade d'administration à celui d'une entreprise orientée vers le client. Cela implique le développement d'une culture d'entreprise qui associe une gestion efficace et un esprit commercial à un climat social favorable.

### *3. Droits exclusifs et services en concurrence*

Des droits exclusifs bien définis sont attribués par la loi aux entreprises publiques autonomes.

Pour BELGACOM, ces droits exclusifs sont repris dans le Titre III, Chapitre V, sous le Titre « Télécommunications publiques ».

La détermination de ces droits réservés a été faite conformément aux directives européennes.

Les droits exclusifs ont trait à l'infrastructure et aux services de base : service téléphonique, télex, service de mobilophonie et de sémaphonie, service télégraphique et mise à disposition de liaisons fixes.

Pour le réseau de commutation par paquets de données, il est prévu un cahier de charges.

Tous les autres services et les appareils terminaux sont mis en concurrence.

Pour la POSTE, il est déjà tenu compte de la discussion qui se développe sur le plan européen; les droits exclusifs sont déterminés au Titre IV, Chapitre V.

La correspondance avec adresse (lettres, cartes postales et imprimés) relève des droits réservés.

Les imprimés sans adresse, les périodiques, les colis et les paquets, les services financiers postaux relèvent des services non-réservés, c'est-à-dire des services qui peuvent être offerts par la POSTE et des tiers.

Pour la poste rapide, les conditions sont déterminées par arrêté royal délibéré en Conseil des Ministres.

Le principe des droits exclusifs pour BELGACOM et la POSTE découle de leurs missions de service

Inzake de activiteiten die BELGACOM en de POST uitoefenen in het kader van de openbare dienstverleningen, bevinden zij zich op het kruispunt van de bedrijfseconomische imperatieven, enerzijds, en het algemeen belang, anderzijds. Naast een merkelijk grotere autonomie die ook op dit vlak zal spelen, blijft een rol weggelegd voor de overheid als emanatie van het algemeen belang. Het is ook in die zin dat een evenwicht werd nagestreefd en dat instrumenten als het beheerscontract en het ondernemingsplan, die jaarlijks kunnen worden getoetst en bijgestuurd, moeten worden opgevat.

Naast de realisatie van een eigentijds statuut voor BELGACOM en de POST is een interne reorganisatie noodzakelijk.

Modernisering van BELGACOM en de POST vereist met andere woorden twee dingen : een vernieuwd statuut via dit ontwerp en complementair daaraan een interne herstructurering.

De uitdaging voor beide bedrijven bestaat erin de stap te zetten van een administratie naar een klantgericht bedrijf. Dit veronderstelt het opbouwen van een bedrijfscultuur die een efficiënt beheer en een commerciële ingesteldheid koppelt aan een gunstig sociaal klimaat.

### *3. Exclusieve rechten en diensten in concurrentie*

Aan de autonome overheidsbedrijven worden in de wet welomlijnde exclusieve rechten toegekend.

Voor BELGACOM worden deze exclusieve rechten omschreven in Titel III, Hoofdstuk V, onder de titel « Openbare Telecommunicatie ».

De afbakening van deze exclusieve rechten gebeurt conform de Europese richtlijnen.

De exclusieve rechten hebben betrekking op de infrastructuur en de basisdiensten, de zogenaamde gereserveerde diensten : telefoondienst, telex-, mobilofoon- en semafoondienst, telegraafdienst en de terbeschikkingstelling van vaste verbindingen.

Voor de dienst voor gegevensschakeling wordt in een bestek van openbare dienstverlening voorzien.

Al de andere diensten en de eindapparatuur worden in concurrentie geplaatst.

Voor de POST is reeds rekening gehouden met de discussie die zich op Europees vlak ontwikkelt en worden de exclusieve rechten bepaald in Titel IV, Hoofdstuk V.

Tot de exclusieve rechten behoort de geadresseerde briefwisseling (brieven, postkaarten en drukwerken).

Tot de niet-gereserveerde diensten, met andere woorden diensten die in concurrentie door de POST en derden kunnen worden aangeboden, behoren onder andere : niet-geadresseerde drukwerken, dagbladen, colli's, pakjes en de financiële postdiensten.

Voor de snelpost zullen de voorwaarden vastgelegd worden bij een in Ministerraad overlegd koninklijk besluit.

Het principe van de exclusieve rechten voor BELGACOM en de POST vloeit voort uit hun opdrachten

public, ce qui implique que l'on évite le phénomène d'« écrémage ».

L'attribution de droits exclusifs doit aussi être considérée comme la garantie de chances égales de développement socio-économique dans toutes les régions et de l'exercice d'une concurrence loyale entre tous ceux qui doivent ou veulent faire usage de ces services. Il doit également être tenu compte de la dimension de notre pays.

En outre, il faut remarquer qu'en matière de services réservés, BELGACOM et la POSTE agissent dans un contexte concurrentiel. Ils sont d'ailleurs confrontés à des opérateurs publics étrangers, en particulier européens. La qualité, la quantité et le prix des services offerts sous le statut des droits exclusifs constituent d'ailleurs, particulièrement dans le domaine des télécommunications, un facteur de plus en plus déterminant dans la position concurrentielle des entreprises. L'attrait et le maintien d'activités et d'emplois dépendront dès lors toujours de la qualité et des conditions d'accès des biens et services qui seront offerts par les différents opérateurs (avec statut public ou privé).

Au surplus, des obligations déterminées ont été imposées à BELGACOM et à la POSTE, qui veillent à un équilibre entre, d'une part, l'exploitation des services réservés et, d'autre part, l'intérêt du consommateur :

— En ce qui concerne BELGACOM, l'accès sur un plan d'égalité, transparent et non-discriminatoire, aux services réservés est garanti par le Titre III, Chapitre X. Dans le même ordre d'idées, des mesures peuvent être prises pour garantir un accès égal aux services non-réservés qui sont offerts par chaque opérateur.

— En ce qui concerne la POSTE, un certain nombre d'obligations sont imposées à l'entreprise, pour entre autres lever et distribuer le courrier, par le Titre IV, article 142.

La loi en projet n'attribue pas seulement des droits exclusifs clairement circonscrits, mais assure également dans le secteur des télécommunications et ce, sur la base du Titre III et des Chapitres VI et VIII, une concurrence complète en matière de service de télécommunications non réservés et d'appareillages terminaux : de la sorte, l'extension nécessaire de l'offre de télécommunications est réalisée, le marché des télécommunications est ouvert dans une importante mesure et de larges chances de développement sont offertes à tous les opérateurs.

En ce qui concerne les services postaux, un équilibre équitable est établi, par ce projet de loi, entre des services qui, du fait de leur intérêt général, sont seulement offerts par la POSTE et les services qui sont placés ou restent en concurrence.

Une approche rationnelle et équilibrée a donc été choisie, qui ne conduit ni à une option purement bu-

inzake de openbare dienstverlening, wat impliceert dat het verschijnsel « afroming » moet worden vermeden.

Het toewijzen van exclusieve rechten moet dan ook gezien worden als een garantie voor gelijke sociaal-economische ontwikkelingskansen in alle regio's en voor het waarborgen van een eerlijke concurrentie tussen allen die van deze diensten willen of moeten gebruik maken. Tevens moet rekening worden gehouden met de dimensie van ons land.

Voorts moet worden opgemerkt dat BELGACOM en de POST ook inzake de gereserveerde diensten in een concurrentiële context opereren. Zij worden immers, inzonderheid in Europees verband, met de concurrentie van buitenlandse publieke operatoren geconfronteerd. De kwaliteit, de kwantiteit en de prijs van de diensten, aangeboden onder het stelsel van exclusieve rechten, vormen immers, inzonderheid op telecom-vlak een steeds meer bepalende factor in de concurrentiepositie van bedrijven. Het aantrekken of het behoud van bedrijvigheden en werkgelegenheid zal bijgevolg steeds meer afhangen van de kwaliteit en de toepassingsvooraarden van de produkten en diensten die door de diverse operatoren (met overheds- of privé-statut) worden aangeboden.

Daarenboven worden aan BELGACOM en de POST bepaalde verplichtingen opgelegd die voor een evenwicht zorgen tussen de uitbating van gereserveerde diensten, enerzijds, en het belang van de consument, anderzijds :

— Wat BELGACOM betreft, wordt via Titel III, Hoofdstuk X, de gelijke, transparante en non-discriminatoire toegang tot gereserveerde diensten gewaarborgd. In dezelfde zin kunnen maatregelen worden getroffen om de gelijke toegang te garanderen tot niet-gereserveerde diensten die door elke operator worden aangeboden.

— Wat de POST betreft, wordt via Titel IV, artikel 142, aan het bedrijf een aantal verplichtingen opgelegd, onder meer inzake ophaling en distributie van zendingen.

Het ontwerp kent niet alleen duidelijk omschreven exclusieve rechten toe, maar waarborgt eveneens in de telecommunicatie-sector en wel op basis van Titel III en de Hoofdstukken VI en VIII een volledige concurrentie inzake de niet-gereserveerde telecom-diensten en de eindapparatuur : aldus wordt de noodzakelijke verruiming van het telecomaanbod gerealiseerd, wordt de telecom-markt in belangrijke mate opengesteld en worden aan alle operatoren ruime ontwikkelingskansen geboden.

Inzake de postdiensten wordt via dit ontwerp een billijk evenwicht tot stand gebracht tussen diensten die omwille van hun algemeen belang alleen door de POST worden aangeboden en de diensten die in concurrentie blijven of geplaatst worden.

Gekozen is dus voor een rationele en evenwichtige benadering die aansluit, noch op een puur bureaucra-

reiaucratique ou monopolistique, ni à une situation de marché désordonnée.

#### *4. Séparation entre les fonctions d'exploitation et de réglementation*

Conformément aux directives européennes en matière de télécommunications et dans l'attente à bref délai d'une décision européenne sur le plan des services postaux, les fonctions d'exploitation de BELGACOM et de la POSTE sont rendues distinctes des fonctions de réglementation. De cette manière, les positions de force inacceptables sont combattues et une concurrence loyale est garantie.

Les fonctions de réglementation sont confiées à l'IBPT (Institut belge des services postaux et des télécommunications).

L'option qui a été prise est de créer un seul Institut pour les secteurs Poste et Télécommunications. L'Institut prend la forme d'un parastatal de la catégorie A.

Le Titre III (Chapitre III, articles 71-74) et le Titre IV (Chapitre III, articles 133-137) règlent la création, la composition, les compétences et définit les moyens financiers de cet Institut.

Les missions de cet Institut comprennent :

- la réglementation, l'agrément, l'autorisation et la surveillance selon les conditions fixées par la loi.

Des procédures d'appel sont prévues.

L'IBPT reprend un certain nombre de tâches qui étaient exercées jusqu'à présent par la RTT : la fixation des spécifications techniques et des procédures d'agrément des appareillages terminaux, les reconnaissances des installateurs et des laboratoires de tests, les agréments mêmes, la surveillance, etc.

A côté de cela, il jouera aussi un rôle essentiel en matière de services non-réservés.

- assistance et avis à l'autorité dans ses relations avec les entreprises publiques concernées (en particulier à l'intention du Ministre de tutelle lors de l'élaboration du contrat de gestion; à la demande du Commissaire du Gouvernement dans l'exercice de sa fonction de contrôle) et en matière de définition d'une politique générale.

- avis, assistance et étude à l'intention des comités consultatifs qui sont créés auprès de l'IBPT.

#### *5. Les entreprises publiques BELGACOM et la POSTE et leur contexte social*

La loi en projet ne revoit pas seulement les rapports entre les entreprises publiques et l'autorité, mais règle aussi une nouvelle relation culturelle entre ces entreprises et leur contexte social; elle identifie également mieux les consommateurs qui font usage de leurs services.

Dans ce sens, il est procédé à la création d'un service « Ombudsman » et de Comités consultatifs.

tische of monopolistische optie, noch op een ongeordende marktsituatie.

#### *4. Scheiding van exploitatie- en regelgevende functies*

Conform de Europese richtlijnen inzake de telecommunicatie en de in korte tijd te verwachten Europese besluitvorming op het vlak van de postdiensten worden de exploitatiefuncties van BELGACOM en de POST gescheiden van de regelgevende functies. Op deze wijze worden onaanvaardbare machtsposities tegengegaan en wordt een eerlijke concurrentie gegarandeerd.

De regelgevende functies worden toevertrouwd aan het BIPT (Belgisch Instituut voor Postdiensten en Telecommunicatie).

Er is voor gekozen om slechts één Instituut op te richten voor de sectoren Post en Telecommunicatie. Het Instituut neemt de vorm aan van een parastatale A.

Titel III (Hoofdstuk III, artikelen 71-74) en Titel IV (Hoofdstuk III, artikelen 133-137) regelen de oprichting, de samenstelling, de bevoegdheden en de financiële middelen van het Instituut.

De opdrachten van het Instituut omvatten :

- regelgeving, goedkeuring, machtiging en toezicht voor zover bij deze wet bepaald.

Er is voorzien in beroeps mogelijkheden.

Het BIPT neemt een aantal taken over die tot nu door de RTT worden waargenomen : de vaststelling van technische specificaties en procedures voor goedkeuring van eindapparatuur, erkenningen van installateurs en van testlaboratoria, de goedkeuringen zelf, het toezicht, enz.

Daarnaast zal het ook inzake de niet-gereserveerde diensten en essentiële rol spelen.

- bijstand en advies van de overheid in hun relatie met de desbetreffende overheidsbedrijven (inzonderheid ten aanzien van de bevoegde Minister bij het opstellen van het beheerscontract; en ten aanzien van de Regeringscommissaris in zijn controle-functie) en inzake het uitstippelen van een algemeen beleid.

- advies, bijstand en onderzoek ter attentie van de « Raadgevende Comités » die bij het BIPT opgericht worden.

#### *5. De overheidsbedrijven BELGACOM en de POST en hun maatschappelijke context*

De ontworpen wet herziet niet alleen de verhouding tussen de overheidsbedrijven en de overheid, maar regelt tevens een nieuwe structurele relatie tussen deze bedrijven en hun maatschappelijke context en meer bepaald de consumenten die van hun diensten gebruik maken.

In die zin wordt overgegaan tot de oprichting van een Ombudsdiest en van Raadgevende Comités.

### *Service « Ombudsman »*

On crée un service « Ombudsman » qui peut intervenir non seulement pour prévenir et résoudre des conflits, mais aussi pour jouer un rôle de médiateur entre l'entreprise publique et les usagers de ses services. En l'espèce, il est précisé ce qu'il faut entendre par usager, à savoir : aussi bien le particulier que les personnes juridiques industrielles et commerciales qui font usage des services de l'entreprise publique.

Ce service doit bien entendu pouvoir profiter du soutien logistique de l'entreprise considérée, mais doit pouvoir agir en toute indépendance. Etant donné qu'en outre, par l'intermédiaire du rapport annuel, le service « Ombudsman » peut formuler des suggestions pour l'amélioration des relations avec les usagers, on peut dire que, de cette manière, on a mis sur pied dans notre pays une importante innovation.

Des services « Ombudsman » sont créés pour BELGACOM et pour la POSTE par le Titre I<sup>e</sup>, Chapitre X, articles 43-46.

Pour une protection plus étendue encore du consommateur, ce dernier, dans le cadre de la réglementation sur la protection de la concurrence économique, peut s'adresser au « Conseil de la concurrence », composé de magistrats et d'experts, au cas où une entreprise publique autonome abuserait de ses positions de force ou ne jouerait pas correctement le jeu de la concurrence loyale. En outre, il faut rappeler que la loi relative aux pratiques commerciales est d'application aux entreprises publiques.

### *Comités consultatifs*

La création d'un « Comité consultatif » auprès des entreprises publiques vise à établir une relation optimale entre l'entreprise et son environnement, en ce sens que complémentairement au rôle du service « Ombudsman », les diverses catégories d'utilisateurs et de fournisseurs de services sont intéressées par le rôle de ce Comité dans la définition des stratégies et ce, dans le cadre d'un dialogue permanent et structurel organisé entre toutes les parties intéressées.

Le « Comité consultatif » peut donner des avis relatifs à toute question concernant le secteur. Le Comité est également consulté sur les dispositions du contrat de gestion qui concernent les usagers.

Le « Comité consultatif » a le droit d'initiative, mais peut également être consulté, soit par l'entreprise publique concernée, soit par le Ministre de tutelle.

Le « Comité consultatif » pour les télécommunications (Titre III — Chapitre IV, art. 80-81) et le « Comité Consultatif » pour les services postaux (Titre IV — chapitre IV, art. 138-139) sont créés auprès de l'IBPT.

En ce qui concerne les télécommunications, le Comité est en tout cas composé de représentants de BELGACOM, de prestataires de services en matière

### *Ombudsdiest*

Men richt een ombudsdiest op die niet alleen conflictvoorkomend en conflictoplossend kan optreden, maar tevens een bemiddelingsrol kan spelen tussen het bedrijf en de consument. Hierbij wordt uitdrukkelijk onder consument verstaan, met name : zowel de individuele afnemer als industriële of commerciële rechtspersonen die van de diensten van het overheidsbedrijf gebruik maken.

Deze dienst moet weliswaar de logistieke ondersteuning van het betrokken bedrijf kunnen genieten, maar zal in volle onafhankelijkheid kunnen optreden. Aangezien de ombudsdiest daarenboven via het jaarverslag suggesties kan formuleren ter verbetering van de relatie met de verbruikers, wordt op deze wijze een belangrijke innovatie in ons land tot stand gebracht.

Voor BELGACOM en de POST worden ombudsdiesten opgericht krachtens Titel I, Hoofdstuk X, artikelen 43-46.

Ter verdere bescherming van de gebruiker kan deze laatste zich, in het kader van een wetgeving houdende de bescherming van de economische concurrentie, ingeval een autonoom overheidsbedrijf zijn zogenaamde machtsposities zou misbruiken of de regels van eerlijke concurrentie niet correct naleeft, wenden tot de « Raad voor Mededinging », samengesteld uit magistraten en deskundigen. Verder moet eraan herinnerd worden dat de wet betreffende de handelspraktijken van toepassing is op de overheidsbedrijven.

### *Raadgevende comité's*

De oprichting van een « Raadgevend comité » bij de overheidsbedrijven beoogt een optimale relatie tussen het bedrijf en zijn omgeving, in die zin dat complementair aan de rol van de ombudsdiest onder meer de diverse categorieën van gebruikers en dienstenleveranciers betrokken worden bij het beleidsvoorbereidend werk, waarbij een permanente en structurele dialoog tussen alle betrokken partijen georganiseerd wordt.

Dit « Raadgevend Comité » kan adviezen verstreken betreffende alle aangelegenheden die betrekking hebben op de sector. Het Comité wordt tevens geraadpleegd wat de bepalingen in het beheerscontract, die de verbruikers aanbelangen, betreft.

Het « Raadgevend Comité » heeft initiatiefrecht, maar kan tevens door het betrokken overheidsbedrijf zelf of door de bevoegde Minister geraadpleegd worden.

Het « Raadgevend Comité » voor de Telecommunicatie (Titel III — Hoofdstuk IV, art. 80-81) en het « Raadgevend Comité » voor de Postdiensten (Titel IV — Hoofdstuk IV, art. 138-139) worden opgericht bij het BIPT.

Inzake telecommunicatie is het Comité in elk geval samengesteld uit vertegenwoordigers van BELGACOM, van aanbieders van telecomdiensten, van

de télécommunications, des utilisateurs résidentiels et professionnels, de producteurs d'équipements de télécommunications ainsi que de personnes désignées en raison de leur compétence en matière de télécommunications.

En ce qui concerne les services postaux, le Comité est composé de représentants de la Poste, d'autres prestataires de services postaux, et d'usagers, ainsi que de personnes choisies pour leur compétence en matière postale.

Etant donné en outre que, pour les relations avec le personnel, des structures de négociations spécifiques sont prévues, la loi contient un ensemble de dispositions qui ont pour résultat de créer une cohabitation harmonieuse et optimale entre l'entreprise publique et les composantes sociales qui sont en relation avec l'entreprise.

#### *6. Titre II — La transformation de la RTT en BELGACOM*

Les dispositions essentielles de la loi du 19 juillet 1930 créant la Régie des Télégraphes et des Téléphones sont mises en concordance avec le Titre I commun et avec le Titre III, qui règle l'organisation des télécommunications dans notre pays.

Le Titre II règle :

- la transformation de la RTT en BELGACOM;
- l'objet social;
- la mission de service public;
- l'administration de BELGACOM;
- la tutelle de BELGACOM;
- les moyens de BELGACOM;
- le personnel de BELGACOM;
- la responsabilité de BELGACOM.

#### *7. Titre III — L'organisation des télécommunications dans notre pays*

Ce titre complète les autres titres de la loi, en ce sens que le Titre I énonce les règles générales d'application aux quatre entreprises publiques tandis que les Titres II, IV, V et VI déterminent leur application concrète à chacune de ces entreprises publiques.

Le Titre III règle, conformément à la législation européenne, l'organisation du secteur des télécommunications dans notre pays pour que ce secteur puisse affronter avec succès l'énorme défi qui se manifeste sur ce plan.

Ainsi, conjointement à la réforme des entreprises publiques, on crée dans notre pays, en matière de télécommunications, un cadre juridique moderne et des instruments qui :

- tiennent compte de l'énorme évolution technologique qui se manifeste en Europe et mondialement en matière de télécommunications, en particulier à la suite de la conjonction de l'informatique et des télécommunications;

residentiële en professionele gebruikers, van producenten van telecom-uitrustingen, evenals uit personen die terzake wetenschappelijke deskundigheid bezitten.

Inzake postdiensten is het Comité zeker samengesteld uit vertegenwoordigers van de POST, andere aanbieders van postdiensten, gebruikers en personen die in de sector deskundig zijn.

Aangezien daarenboven voor de relatie met het personeel in specifieke overlegstructuren voorzien wordt, omvat de wet een geheel van maatregelen die resulteren in een harmonieuze en optimaal samenleven tussen het overheidsbedrijf en de maatschappelijke componenten die in relatie staan tot het bedrijf.

#### *6. Titel II — De omvorming van de RTT in BELGACOM*

De essentiële bepalingen van de wet van 19 juli 1930 tot oprichting van de Regie van Telegraaf en Telefoon worden afgestemd op de gemeenschappelijke Titel I en op Titel III, die de organisatie van de telecommunicatie in ons land regelt.

**Titel II regelt :**

- de omvorming van de RTT tot BELGACOM;
- het maatschappelijk doel;
- de opdracht van openbare diensten;
- het bestuur van BELGACOM;
- het toezicht op BELGACOM;
- de middelen van BELGACOM;
- het personeel van BELGACOM;
- de aansprakelijkheid van BELGACOM.

#### *7. Titel III — De organisatie van de telecommunicatie in ons land*

Deze titel vult de andere titels in de wet aan, in die zin dat Titel I de algemene regels bepaalt die van toepassing zijn op de vier betrokken overheidsbedrijven terwijl de Titels II, IV, V en VI de concrete toepassing ervan op elk van de overheidsbedrijven regelen.

Titel III regelt conform de Europese wetgeving de organisatie van de telecommunicatie-sector in ons land opdat deze sector gewapend zou zijn om de enorme uitdagingen die op dat vlak rijzen, met succes aan te gaan.

Aldus wordt tegelijk met de hervorming van de overheidsbedrijven aan ons land inzake telecommunicatie een modern juridisch kader en instrumentarium verschafft dat :

- inspeelt op de enorme technologische evolutie, die zich in Europa en wereldwijd inzake telecommunicatie voltrekt, inzonderheid als gevolg van het samenspel tussen informatica en telecommunicatie;

— tiennent compte de ce que le secteur des services a tendance à devenir prépondérant et qu'au sein de celui-ci, le secteur des télécommunications est de plus en plus le support d'une croissance économique et de l'emploi;

— offrent des chances maximales à notre économie en la faisant profiter d'une infrastructure des plus modernes ainsi que d'une offre de produits et de services les plus avancés;

— sont dirigés vers le client, pour mettre à sa disposition un éventail de services le plus large possible aux meilleures conditions de prix et de qualité;

— s'intègrent dans le marché unique européen en construction, permettant ainsi à notre pays de jouer le rôle de plaque tournante européenne;

— établissent une approche équilibrée entre, d'une part, les télécommunications publiques et les services réservés et, d'autre part, les services non réservés et les appareillages terminaux qui, dans le cadre défini dans la loi en projet, peuvent être offerts par l'opérateur public aussi bien que par des opérateurs privés.

Ainsi, l'autorité, l'entreprise publique de télécommunications de même que le secteur privé pourront-ils accomplir pleinement leur rôle respectif.

Il est en outre évident qu'à l'avenir toutes les possibilités d'accords de coopération entre les divers opérateurs devront être examinées d'une façon approfondie.

Le projet témoigne d'une approche dynamique, qui est du reste requise par l'évolution technologique permanente dans ce secteur.

De cette approche dynamique témoignent :

— le rôle confié à l'IBPT. Dans plusieurs articles, il est stipulé que l'IBPT jouera un rôle essentiel dans l'élaboration et l'application de la nouvelle loi ainsi que dans la formulation de propositions de modification;

— la manière souple dont la législation européenne relative à des domaines bien définis peut être traduite dans le présent projet;

— le fait de prévoir un cadre juridique approprié permettant d'appliquer les principes de base de ce projet, indépendamment de l'évolution de la technologie utilisée.

Le Titre III est réparti en plusieurs chapitres :

Le Chapitre I fournit les définitions des termes spécifiques utilisés dans les chapitres qui suivent. Les autres chapitres ont pour but d'assurer des chances de développement optimales au secteur des télécommunications.

Le Chapitre II énonce d'une part le principe que toutes les activités dans le domaine des télécommunications sont libres, dans les limites du présent projet, et réaffirme d'autre part que les télécommunications publiques sont confiées en concession exclusive à BELGACOM, vu leur caractère d'intérêt général.

— inspeelt op een trend waarbij de dienstensector, en daarbinnen vooral de telecommunicatiesector, steeds meer uitgroeien tot « de » dragers van economische groei en werkgelegenheid;

— maximale kansen geeft aan onze economie door haar gebruik te laten maken van zowel de meest moderne infrastructuur als van een zo modern mogelijk produkten- en dienstenaanbod;

— klantgericht is met het oog op het ter beschikking stellen van de consument van het ruimst mogelijk aanbod tegen de beste voorwaarden inzake kwaliteit en prijs;

— zich inschakelt in de zich ontwikkelende Europese eenheidsmarkt, waarbij aldus aan ons land de mogelijkheid wordt geboden om een Europese draaischijf te worden;

— een evenwichtige benadering voorstelt tussen enerzijds de openbare telecommunicatie en de gereserveerde diensten en anderzijds de niet-gereserveerde diensten en de eindapparatuur die, onder de voorwaarden bepaald in dit ontwerp, zowel door publieke als privé-operatoren kunnen worden aangeboden.

Op die manier kunnen de overheid, het overheidsbedrijf in de telecommunicatiesector en de privé-sector volop hun eigen rol vervullen. Het is bovendien duidelijk dat in de toekomst alle mogelijkheden om tot nuttige samenwerkingsverbanden te komen tussen de verschillende operatoren, grondig zullen moeten worden onderzocht.

Het ontwerp getuigt van een dynamische aanpak, die trouwens noodzakelijk is gelet op de voortdurende technologische ontwikkeling in deze sector.

Deze dynamische aanpak blijkt uit :

— de rol die aan het BIPT toevertrouwd wordt. In verschillende artikelen wordt bepaald dat het BIPT een essentiële rol zal spelen bij de uitwerking en de toepassing van de nieuwe wet en ook bij het formuleren van voorstellen tot wijziging;

— de soepele wijze waarop een rechtsgeldige Europese wetgeving over duidelijk afgebakende materies kan vertaald worden in dit ontwerp;

— het uitwerken van een juridisch kader waarbij de basisprincipes van het ontwerp kunnen toegepast worden ongeacht de ontwikkeling van de gebruikte technologie.

Titel III is onderverdeeld in verschillende hoofdstukken :

Hoofdstuk I bevat de definities voor de specifieke termen, die in de volgende hoofdstukken gebruikt worden. De andere hoofdstukken hebben tot doel het functioneren van de telecommunicatie-sector in ons land maximale ontwikkelingskansen te geven.

Hoofdstuk II bevat het beginsel dat enerzijds alle telecommunicatie-activiteiten, binnen de perken van dit ontwerp, vrij zijn en anderzijds dat de openbare telecommunicatie, wegens haar karakter van algemeen belang, in exclusieve concessie aan BELGACOM wordt toevertrouwd.

Le Chapitre III est consacré à l'Institut belge des services postaux et des télécommunications déjà cité, qui sera créé dans le cadre de la loi du 16 mars 1954.

Le Chapitre IV crée un Comité consultatif. Cet organe permettra une concertation organisée entre toutes les instances concernées du secteur, l'IBPT et le Ministre compétent.

Le Chapitre V a trait aux télécommunications publiques qui sont du ressort exclusif de BELGACOM.

Le chapitre VI traite des services non réservés à BELGACOM. Ces services pourront être offerts par chacun dans le respect des règles de ce chapitre.

En ce qui concerne les télécommunications publiques et les services non réservés, il y a lieu d'attirer l'attention sur le fait que le Gouvernement introduit un amendement concernant certaines dispositions figurant dans ces deux chapitres. En effet, deux directives européennes récentes rendent nécessaire cette adaptation. Le texte de cet amendement vise essentiellement le service de commutation par paquets de données et les procédures pour l'offre de services non réservés.

Le Chapitre VII traite des dispositifs de télécommunications établis hors du cadre de l'infrastructure publique ou en dérogation de la concession à BELGACOM.

Le Chapitre VIII a trait à l'appareillage terminal. D'une part, il est permis à chacun de connecter, de mettre en service et d'entretenir des appareillages terminaux. D'autre part, cette liberté est soumise à des règles précises.

En effet, la mise en concurrence des appareillages terminaux ne peut conduire à mettre en danger la qualité de l'infrastructure des télécommunications publiques et des services de télécommunications en général, ni la sécurité du personnel et des usagers.

Le Chapitre IX a trait aux câbles, lignes aériennes et équipements associés.

Le Chapitre X contient les mesures dont le but est, au bénéfice de tous les usagers, de garantir un accès libre, objectif, transparent et non discriminatoire aux réseaux et services.

Ces règles sont applicables aux opérateurs publics et privés.

Le Chapitre XI concerne le dépistage et le constat d'infractions, le secret de la communication et certaines dispositions prohibitives ayant trait à des documents relatifs à la télécommunication.

Enfin, le chapitre XII a trait à certaines dispositions générales ainsi qu'à certaines dispositions de transition, de modification et de suppression.

#### 8. Titre IV — *La réforme de la Régie des Postes et l'organisation des services postaux*

Ce Titre concerne aussi bien la réforme de la Régie des Postes que l'organisation des services postaux.

Hoofdstuk III is gewijd aan het reeds vermelde Belgische Instituut voor Postdiensten en Telecommunicatie, dat wordt opgericht binnen het kader van de wet van 16 maart 1954.

Hoofdstuk IV richt een raadgevend Comité op. Dit orgaan maakt georganiseerd overleg mogelijk tussen al diegenen die betrokken zijn bij de telecommunicatie-sector, het BIPT en de bevoegde minister.

Hoofdstuk V handelt over de openbare telecommunicatie die in exclusieve concessie aan BELGACOM wordt toegewezen.

Hoofdstuk VI behandelt de niet aan BELGACOM gereserveerde diensten. Deze diensten kunnen vrij door iedereen aangeboden worden mits de bepalingen van dit hoofdstuk worden nageleefd.

In verband met de openbare telecommunicatie en de niet-gereserveerde dienst dient de aandacht gevestigd te worden op het feit dat de Regering een amendement indient op sommige bepalingen vervat in deze twee hoofdstukken. Zeer recent werden immers twee Europese richtlijnen uitgevaardigd die sommige aanpassingen noodzakelijk maken. De tekst van het amendement is voornamelijk van invloed op de dienst voor gegevensschakeling en op de procedures voor het aanbieden van de niet-gereserveerde diensten.

Hoofdstuk VII heeft het over de telecommunicatie-inrichtingen die buiten de openbare telecommunicatie-infrastructuur of in afwijking van de concessie van BELGACOM tot stand gebracht worden.

Hoofdstuk VIII handelt over de eindapparatuur. Enerzijds wordt het iedereen toegestaan telecommunicatie-eindapparaten aan te sluiten, in dienst te stellen en te onderhouden. Anderzijds wordt dit echter aan duidelijke regels onderworpen.

Het in concurrentie stellen van de eindapparaten mag er immers niet toe leiden dat de kwaliteit van de openbare telecommunicatie-infrastructuur en van de telecommunicatiediensten in het algemeen, noch de veiligheid van het personeel of van de gebruikers in het gedrang worden gebracht.

Hoofdstuk IX handelt over de kabels, bovengrondse lijnen en bijbehorende uitrusting.

Hoofdstuk X bevat maatregelen om, in het voordeel van alle gebruikers een vrije, objectieve, transparante en niet-discriminatoire toegang tot de netwerken en diensten te garanderen.

Deze regels zijn zowel op openbare als op privé-operatoren van toepassing.

Hoofdstuk XI behandelt het opsporen en vaststellen van overtredingen, de geheimhouding en sommige verbodsbeperkingen inzake documenten die betrekking hebben op de telecommunicatie.

Hoofdstuk XII bevat tenslotte enkele algemene bepalingen evenals sommige overgangs-, wijzigings- en opheffingsbepalingen.

#### 8. Titel IV — *De hervorming van de Régie der Posterijen en de organisatie van de postdiensten*

Deze Titel regelt zowel de hervorming van de Régie der Posterijen als de organisatie van de postdiensten.

Ainsi, les dispositions de la loi du 2 mai 1956 sur le service des Chèques postaux, de la loi du 26 décembre 1956 sur le service des Postes et de la loi du 6 juillet 1971 portant création de la Régie des Postes, seront alignées sur la réglementation générale reprise dans le Titre I de la loi en projet.

Le Chapitre I concerne la modification des dénominations « Régie des Postes », « Administration des Postes » et Administration des Chèques postaux » en celle de « LA POSTE ».

Le Chapitre II comporte quelques définitions essentielles.

Le Chapitre III précise les objectifs de l'IBPT en ce qui touche les services postaux.

Le Chapitre IV règle la création, les compétences et la composition du Comité consultatif, en ce qui concerne les services postaux instaurés au sein de L'IBPT.

Le Chapitre V définit l'objet social, les missions de service public et les droits réservés de la POSTE. Il circonscrit en outre les services postaux à exécuter en concurrence.

Au surplus, ce Chapitre règle les obligations imposées à la POSTE. Elles disposent notamment que :

- chaque commune ou partie de commune doit être pourvue d'au moins une boîte aux lettres pour le dépôt des correspondances;
- pour chacune de ces communes ou parties de commune, seront organisées au moins une fois par jour, une levée, une expédition et une distribution de ces correspondances (sauf le samedi, le dimanche et les jours fériés légaux);
- la distribution doit s'étendre à toutes les habitations du Royaume.

Le Chapitre VI concerne les dispositions nécessaires en matière de biens immeubles de la POSTE.

Le Chapitre VII précise, en ce qui concerne les organes de gestion, quelques principes généraux repris sous le Titre I, et règle certaines incompatibilités.

Le Chapitre VIII, enfin, contient quelques dispositions abrogatoires, modificatives et transitoires. »

\*  
\* \*

Le Ministre annonce d'autre part le dépôt par le Gouvernement d'amendements modifiant un certain nombre des dispositions du Titre III (« Les télécommunications »), afin d'adapter le projet à la directive 90/387/CEE du Conseil du 28 juin 1990, relative à l'établissement du marché intérieur des services de télécommunications par la mise en œuvre de la fourniture d'un réseau ouvert de télécommunications et à la directive 90/388/CEE de la Commission du 28 juin 1990, relative à la concurrence dans les marchés des services de télécommunications (amendements n° 67 à 75, Doc. n° 1287/2).

Hierbij worden de bepalingen van de wet van 2 mei 1956 op de Postcheque, de wet van 26 december 1956 op de Postdienst en de wet van 6 juli 1971 houdende oprichting van de Regie der Posterijen afgestemd op de algemene regels vervat in Titel I van de ontworpen wet.

Hoofdstuk I regelt de omvorming van de benamingen Regie der Posterijen, Bestuur der Posterijen en Bestuur der Postcheques in « DE POST ».

Hoofdstuk II bevat de definities van de specifieke begrippen.

Hoofdstuk III regelt de bevoegdheden van het BIPT met betrekking tot de postdiensten.

Hoofdstuk IV regelt de oprichting, de bevoegdheden en de samenstelling van het Raadgevend Comité inzake postdiensten, dat bij het BIPT wordt ondergebracht.

Hoofdstuk V definieert het doel, de opdrachten van openbare dienstverlening en de exclusieve rechten van de POST. Het omschrijft verder de postdiensten die in concurrentie worden uitgevoerd.

Daarenboven regelt dit hoofdstuk de verplichtingen die aan de POST worden opgelegd. Zij houden onder meer in dat :

- in elke gemeente of deelgemeente zich tenminste één bus bevindt voor het deponeren van poststukken;
- De Post in elke gemeente of deelgemeente ten minste, één maal per dag (uitgezonderd op zaterdagen, zon- en feestdagen) een lichting, een verzending en een bestelling van die poststukken organiseert;
- bij de bestelling elke woning van het Rijk moet worden betrokken.

Hoofdstuk VI heeft betrekking op bepalingen inzake de goederen van de POST.

Hoofdstuk VII vult inzake de beheersorganen de algemene bepalingen van Titel I aan en regelt een aantal onverenigbaarheden.

Hoofdstuk VIII tenslotte bevat een aantal ophefings-, overgangs- en wijzigingsbepalingen. »

\*  
\* \*

De Minister deelt voorts ook mede dat de Regering amendementen tot wijziging van een aantal bepalingen van titel III (« De telecommunicatie ») heeft ingediend, ten einde het ontwerp aan te passen aan Richtlijn 90/387/EEG van de Raad van 28 juni 1990 betreffende de totstandbrenging van de interne markt voor telecommunicatiediensten door middel van de tenuitvoerlegging van Open Network Provision (ONP) en aan Richtlijn 90/388/EEG van de Commissie van 28 juni 1990 betreffende de mededinging op de markten voor telecommunicatiediensten (amendementen n° 67 tot 75, Stuk n° 1287/2).

## II. — DISCUSSION GENERALE

### A. Observations des membres

Un premier membre juge mauvaise la philosophie même de la réforme proposée. Celle-ci se fonde en effet sur une approche purement défensive, inspirée en fait par la constatation que la qualité et la quantité d'un certain nombre de services et d'infrastructures laissent à désirer, et que ces déficiences pourraient détourner de la Belgique des investisseurs potentiels. La solution proposée consiste à renforcer la protection des entreprises publiques — sous le couvert de les adapter au double défi du développement de la concurrence du secteur privé et de l'achèvement du grand marché européen —, alors qu'il faudrait libérer le capital technologique accumulé dans les entreprises publiques en le mettant sur le marché, et, parallèlement, supprimer les monopoles.

Alors que l'objectif déclaré de la réforme, c'est-à-dire la garantie de la compétitivité des entreprises publiques dans leurs activités en concurrence et l'amélioration des conditions dans lesquelles elles assument leurs missions de service public est légitime, la formule utilisée constitue un total renversement des priorités : on se préoccupe d'abord d'intervenir dans la gestion des entreprises, via le contrat de gestion, et ensuite seulement de les mettre en position de développer des activités profitables. C'est à cette deuxième option qu'il faudrait pourtant donner la priorité, pour que ces entreprises, devenues compétitives, puissent alors vendre aux pouvoirs publics le paquet de services relevant des missions de services publics au prix le plus bas.

Les moyens utilisés donnent matière à critique (le Conseil d'Etat ne s'est d'ailleurs pas fait faute de poser des questions d'opportunité) :

- la détermination d'un corpus de règles communes : pourquoi faut-il des règles propres aux entreprises publiques ?

- le contrat de gestion : il instaure un double monopole : monopole du producteur et monopole du client, représenté par un seul des pouvoirs publics, l'Etat; pourquoi ne pas autoriser plusieurs producteurs et la représentation de la collectivité par d'autres pouvoirs publics ?

- la structure organique : pourquoi tant de dispositions pour régler le conseil d'administration et le comité de direction, alors qu'il s'agit d'une structure courante dans toutes les entreprises privées ?

- les relations avec le personnel : pourquoi un statut propre aux entreprises publiques, alors qu'il y a maintenant plus de difficultés entre employeurs et employés dans le secteur public que dans le secteur privé ? Pourquoi ne pas adopter la même solution que pour le personnel des entreprises publiques de crédit ?

## II. — ALGEMENE BESPREKING

### A. Opmerkingen van de leden

Een eerste lid vindt de filosofie die aan de voorgestelde hervorming ten grondslag ligt niet deugen. Ze berust immers op een louter defensieve aanpak die eigenlijk uitgaat van de vaststelling dat de kwaliteit en de kwantiteit van een aantal diensten en infrastructuur te wensen over laten, waardoor potentiële investeerders België de rug zouden kunnen toekeren. De voorgestelde oplossing bestaat erin de overheidsbedrijven beter te beschermen — onder het mom dat ze aan een tweevoudige uitdaging moeten worden aangepast : toenemende concurrentie van de particuliere sector en voltooiing van de Europese Binnenmarkt — terwijl het in de overheidsbedrijven opgestapelde technologische kapitaal zou moeten worden vrijgemaakt door het op de markt te brengen en tegelijkertijd de monopolieposities moeten worden afgeschaft.

Hoewel het officiële doel van de hervorming — met name waarborging van de concurrentiepositie van de overheidsbedrijven voor hun aan concurrentie onderhevige activiteiten en verbetering van de voorwaarden waaronder ze hun opdrachten als overheidsdienst moeten uitvoeren — legitiem is, worden in de gekozen formule de prioriteiten radicaal verlegd : in de eerste plaats wil men via het beheerscontract in het beheer van die ondernemingen ingrijpen en hen pas daarna de mogelijkheid bieden om winstgevende activiteiten te ontwikkelen. Aan die laatste optie zou evenwel voorrang moeten worden verleend, zodat die ondernemingen, die dan in staat zijn om te concurreren, het dienstenpakket dat de taken van openbaar nut omvat, voor de laagste prijs aan de overheid kunnen verkopen.

De gebruikte middelen bieden stof tot kritiek (De Raad van State heeft trouwens niet nagelaten een aantal opportunitetsvragen te stellen) :

- een gemeenschappelijke regelgeving : waarom moeten voor de overheidsbedrijven specifieke regels bestaan ?

- het beheerscontract voert een dubbel monopolie in : monopolie van de producent en monopolie van de cliënt, vertegenwoordigd door één overheid, met name de Staat. Waarom niet verschillende producenten toestaan en de gemeenschap ook door andere overheden laten vertegenwoordigen ?

- de structuur van de organisatie : waarom worden zoveel bepalingen gewijd aan de raad van bestuur en het directiecomité, terwijl dat de gangbare structuur in alle particuliere ondernemingen is ?

- de relaties met het personeel : waarom moeten de overheidsbedrijven een eigen statuut krijgen, net nu er zich tussen de werkgevers en werknemers van de overheid meer moeilijkheden voordoen dan tussen die van de particuliere sector ? Waarom wordt niet voor dezelfde oplossing gekozen als bij het personeel van de openbare kredietinstellingen ?

Le membre conteste d'autre part que le projet apporte aux entreprises publiques l'autonomie de gestion :

- le contrat de gestion permet de s'approprier une partie des moyens de production (chapitre II);
- les organes de gestion sont définis jusque dans les détails (chapitre IV);
- il est question de la tutelle administrative et du contrôle (chapitre V);
- on s'immisce le plan d'entreprise, la comptabilité et les comptes annuels (chapitres VI-VII);
- on réglemente les relations avec le personnel (chapitre VIII).

Il est évident que le contrat de gestion, que le ministre conclura avec « son » conseil d'administration, et l'ancre maximal au sein de l'Etat du capital ou de l'avoir propre, feront que les entreprises resteront sous la tutelle du pouvoir politique. Ce sont des critères politiques, et non des critères économiques, qui détermineront l'avenir de ces entreprises publiques.

Comment peut-on, dans de telles conditions, motiver les directions et le personnel de ces entreprises ? Comment peut-on, en outre, parler d'autonomie si, lors du recrutement, il faut tenir compte des cadres linguistiques au lieu de juger les capacités des candidats ?

La solution choisie rend impossible la mise en œuvre d'une politique du personnel dynamique.

L'article 21 du Titre I<sup>er</sup> prévoit en effet que les administrateurs qui sont fonctionnaires au moment de leur nomination, sont automatiquement mis en congé tout en gardant leurs titres à la promotion et à l'avancement de traitement. Ceci démontre que le but prioritaire n'est pas d'attirer dans ces fonctions des cadres du secteur privé.

Le même membre constate d'autre part que le projet est quasi muet sur le rôle même des gestionnaires; il déplore cette omission.

L'Etat-actionnaire n'est en effet pas en mesure de contrôler, ni a fortiori d'évaluer le travail des nombreux administrateurs qu'il désigne.

C'est précisément pour cette raison qu'il convient de prévoir des règles en cette matière :

- il faut établir une procédure transparente pour la nomination des administrateurs;
- les entreprises doivent établir le profil de l'administrateur qui doit siéger dans leur conseil d'administration; les candidats doivent correspondre à ce profil;
- il faut définir les tâches et les responsabilités des administrateurs.

Le même intervenant constate d'autre part que, dans les secteurs où la constitution d'entreprises publiques autonomes est prévue par le projet, la croissance de la demande est énorme. Les entreprises publiques en cause risquent donc de se trouver confrontées à une privatisation progressive de leur terrain d'activité.

Het lid betwist bovendien dat het ontwerp de overheidsbedrijven beheersautonomie verleent :

- met het beheerscontract legt men beslag op een deel van de produktiemiddelen (Hoofdstuk II);
- de beheersorganen worden tot in detail gedefinieerd (Hoofdstuk IV);
- men heeft het over administratief toezicht en controle (Hoofdstuk V);
- men mengt zich in het ondernemingsplan, de boekhouding en de jaarrekening (Hoofdstukken VI-VII);
- men reguleert de verhoudingen met het personeel (Hoofdstuk VIII).

Het ligt voor de hand dat het beheerscontract dat de minister met « zijn » raad van bestuur zal afsluiten, samen met de maximale verankering bij de Staat van het aandelenkapitaal of het eigen vermogen, maken dat de politieke betutteling voortgaat. Politieke en niet bedrijfseconomische criteria zullen de toekomst van deze overheidsbedrijven bepalen.

Hoe kan men in zulke omstandigheden de directies en het personeel van deze bedrijven motiveren ? Hoe kan men daarenboven van autonomie spreken, indien bij aanwerving rekening wordt gehouden met taalkaders in plaats van talenten ?

De gekozen aanpak maakt het onmogelijk een dynamische manpower politiek te voeren.

Artikel 21 van Titel I stelt immers dat bestuurders die bij hun benoeming tot bestuurder ambtenaar zijn, automatisch ter beschikking worden gesteld met behoud van rechten op bevordering en weddeverhoging; dit wijst erop dat het aantrekken van management uit het bedrijfsleven niet de eerste prioriteit is.

Hetzelfde lid constateert voorts dat het ontwerp nauwelijks gewag maakt van de eigenlijke rol van de beheerders, wat hij betreurt.

De Staat-aandeelhouder is immers niet in staat het werk van vele, door hem aangestelde bestuurders te controleren, laat staan te evalueren.

Daarom is het juist op dit terrein nodig te reguleren :

- een glasheldere procedure voor het benoemen van bestuurders moet worden vastgelegd;
- de bedrijven dienen een profielbeschrijving op te stellen van de bestuurder die moet zetelen in hun Raad van Bestuur; de kandidaten moeten hieraan worden getoetst;
- de taak en verantwoordelijkheid van de bestuurders moet worden vastgelegd.

Voorts stelt dezelfde spreker vast dat de vraag zeer sterk toeneemt in de sectoren waarvoor het ontwerp de oprichting van autonome overheidsbedrijven in het vooruitzicht stelt. Die overheidsbedrijven lopen derhalve het gevaar met een geleidelijke privatisering van hun specifieke werkterrein te moeten kamperen.

Force est de constater que l'offre monopolistique du secteur public ne peut répondre adéquatement à cette explosion de la demande; l'absence de résultats en Belgique en matière de services avancés de télécommunications le montre d'ailleurs à suffisance. En fait, les entreprises publiques sont structurellement inadaptées : elles sont anesthésiées par la réduction à un minimum de leur confrontation avec les mécanismes du marché; leurs dysfonctionnements reçoivent non pas des sanctions mais des subventions. Ce constat d'échec est maintenant tiré partout, même dans les pays de l'Est.

En Belgique, pourtant, le Gouvernement n'a pas posé ce diagnostic. Ainsi qu'observé ci-avant, la voie choisie n'est pas celle de l'autonomie, elle est au contraire étroitement conservatrice et inspirée par une vision corporatiste. Elle va donc paradoxalement à l'encontre de son objectif de protection des entreprises publiques, car l'évolution des marchés concernés vers une libéralisation globale et une intensification de la concurrence est rendue inévitable par la réalisation du grand marché européen. Ainsi, les monopoles, déjà dénoncés par l'orateur, se sont créés sur une base nationale, que le marché unique et les dispositions des directives européennes font voler en éclats.

Il faudra absolument établir une distinction entre le producteur et le distributeur, entre l'exploitant du réseau de distribution (transporteur) et les activités concurrentielles dans les fournitures de produits et de services (exploitation). L'Etat pourra alors acheter auprès de ces entreprises, aux conditions économiques les plus avantageuses, les « services d'utilité publique ». Qu'est-ce que le contrat de gestion, sinon un achat global par l'Etat, au nom de la collectivité, d'une gamme complète de services ? L'Etat et, partant, la collectivité ont tout intérêt à se comporter comme un consommateur ordinaire, avec des entreprises modernes qui tournent bien et qui produisent au prix de revient le plus faible.

Pratiquement, cela signifie qu'il faut privatiser les réseaux de distribution de base, après quoi on pourra accorder des concessions pour leur exploitation. Si celui qui accorde une concession (l'Etat) impose des obligations exclusives au concessionnaire, une contrepartie financière s'impose.

L'intervenant conclut en constatant que le projet de loi à l'examen est un coup d'épée dans l'eau. Il n'est nullement tenu compte du personnel de ces entreprises, pas plus que du consommateur. Les problèmes de consommation ne seront pas résolus par un ombudsman.

Ces entreprises connaîtront le même sort que les charbonnages campinois et que Cockerill-Sambre. A un moment donné, la norme de subventionnement ne pourra plus être défendue politiquement, et des dégraissages et des mesures draconiennes seront nécessaires.

Cette évolution peut encore être évitée à l'heure actuelle, mais ce projet de loi constitue à cet égard une

Toch moeten we constateren dat het aanbodmonopoli van de openbare sector die steeds grotere vraag niet kan beantwoorden. Zulks wordt overduidelijk aangetoond door het uitblijven in België van resultaten aangaande hoogontwikkelde diensten op het stuk van telecommunicatie. De overheidsbedrijven zijn in feite structureel onaangepast : zij blijven achterop doordat de confrontatie met de marktmechanismen tot een minimum wordt teruggebracht. Hun slechte werking leidt niet tot bestrafing maar tot subsidies. Thans wordt die mislukking overal vastgesteld, zelfs in Oost-Europa.

In België heeft de Regering die analyse echter niet gemaakt. Zoals reeds is gezegd, heeft men niet voor autonomie gekozen, maar integendeel voor een strikt conservatief beleid dat door corporatisme wordt ingegeven. Paradoxaal genoeg gaat zulks in tegen de doelstelling om overheidsbedrijven te beschermen, aangezien met de verwezenlijking van de Europese interne markt de ontwikkeling naar een algemene liberalisering van de betrokken markten en een grotere mededinging onvermijdelijk wordt. De door spreker reeds aan de kaak gestelde monopolies ontstonden op nationaal viak; de interne markt en de bepalingen van de Europese richtlijnen maken een einde aan die monopolies.

Essentieel zal een onderscheid dienen te worden gemaakt tussen producent en distributeur, tussen distributienetuitbater (carrierbeheerder) en concurrentiële activiteiten in de produktie- en dienstenleveranties (exploitatie). Bij die bedrijven kan de Staat dan aan de meest economische voorwaarden de diensten van openbaar nut aankopen. Wat is het beheerscontract anders dan een globale aankoop door de Staat, in naam van de gemeenschap, van een volledig dienstenpakket ? De Staat, en dus de gemeenschap, heeft er alle belang bij, zoals een gewone consument te handelen met goed werkende moderne bedrijven die aan de laagste kostprijs produceren.

Praktisch betekent dit dat basisdistributienetten moeten worden geprivatiseerd, waarna een concessie of concessies kunnen worden verleend tot uitbating ervan. Indien een concessiegever (de Staat) exclusieve verplichtingen oplegt aan de concessiehouder, dan dient hiervoor te worden betaald.

Als besluit stelt spreker vast dat dit wetsontwerp een slag in het water is. Er wordt in generlei mate rekening gehouden met het personeel van deze bedrijven en met de consument. Een ombudsman zal de consumptieproblemen niet oplossen.

Deze bedrijven zullen dezelfde weg opgaan als de Kempense Steenkoolmijnen en Cockerill Sambre. Op een bepaald ogenblik zal de subsidienorm politiek niet meer verdedigbaar zijn, waardoor afslankingen en drastische maatregelen nodig zullen worden.

Dit kan nu nog worden vermeden; dit wetsontwerp is in dit opzicht een gemiste kans. De mededinging in

occasion manquée. La concurrence est inévitable dans ces secteurs, ainsi que l'affirme formellement la CE. Les entreprises qui s'isolent et se protègent de manière artificielle ne pourront survivre. Ce qui sera maintenu, c'est le cadre politique et les nominations potentielles. On peut se demander si cette seule catégorie d'intéressés justifie un tel effort.

Il serait préférable de faire prévaloir l'intérêt général, de remanier complètement le projet de loi dans cette optique et de tenir compte de la libéralisation d'exploitations, qui ne peut être couronnée de succès que si l'on opte résolument pour la privatisation et que si l'on encourage celle-ci.

Enfin, le membre s'étonne d'une omission : pas plus que le projet de loi consacré à la réforme des institutions publiques de crédit, le projet ne contient de dispositions relatives à l'Office des Chèques postaux. Or, cet organisme, bien que très malade, joue un rôle non négligeable en ce qui concerne l'emploi dans les bureaux de poste.

L'intervenant ajoute que l'absence d'indépendance de gestion de l'Office constitue un problème majeur. Néanmoins, il semble que l'on s'apprête à étendre le monopole de la Poste, plutôt qu'à le restreindre.

Pourquoi n'abroge-t-on pas, par ailleurs, l'article 15 de la loi du 6 juillet 1971 portant création de la Régie des Postes ?

Le membre tient à faire observer que le Titre III, c'est-à-dire la nouvelle législation en matière de télécommunications, n'a rien à voir avec les autres parties de la loi-cadre.

Ce membre estime d'ailleurs que la loi organique portant le statut des entreprises publiques, donc la RTT, n'a absolument aucun rapport avec la réglementation qui devra être mise en place dans la perspective du marché unique de 1992 et qui concerne à la fois les entreprises privées et publiques.

Pourquoi la législation sur les télécommunications a-t-elle été incorporée du projet ?

Le Titre I<sup>er</sup> concerne la réforme de certaines entreprises publiques en général et les 4 autres titres portent chacun sur une des 4 entreprises. Il s'agit en l'occurrence de modifications apportées aux lois organiques, et non de législation nouvelles.

A titre documentaire, le membre demande encore que soient communiqués à la Commission :

- un tableau montrant à quelles dispositions des lois coordonnées sur les sociétés commerciales la loi en projet déroge;

- pour chacune des quatre entreprises publiques concernées, une liste à valeur exemplative de ce qui ressortit respectivement aux missions de service public et aux activités en concurrence.

(Les autres observations formulées par l'intervenant se rapportent plus spécifiquement aux différents titres du projet. Elles ont dès lors été regroupées en li-

deze sectoren is onvermijdelijk. De EG is daaromtrent formeel. Bedrijven die zich ter zake afschermen en beschermen met artificiële middelen kunnen niet overleven. Wat behouden wordt is het politiek kader en de potentiele benoemingen. Het is de vraag of enkel voor deze categorie van belanghebbenden een dergelijke inspanning verantwoord is.

Best zou zijn het algemeen belang te doen primeren, het wetsontwerp in die zin totaal te herwerken en rekening te houden met de liberalisering van exploitations die enkel met succes kan worden opgevangen door resoluut te kiezen voor en aan te zetten tot privatisering.

Tot slot stelt het lid met verbazing een vergetelheid vast : evenmin als het wetsontwerp over de hervorming van de openbare kredietinstellingen, bevat dit ontwerp enige bepaling aangaande het Bestuur der Postchecks. Dat bestuur speelt een niet onaanzienlijke rol bij de werkverschaffing in de postkantoren, hoewel het zelf heel veel problemen kent.

Spreker voegt eraan toe dat het feit dat het Bestuur geen onafhankelijk beheer heeft een ernstig probleem vormt. Toch ziet het er naar uit dat men van plan is het monopolie van de Post uit te breiden, in plaats van het te beperken.

Waarom wordt artikel 15 van de wet van 6 juillet 1971 houdende oprichting van de Regie der Posterijen ten andere niet opgeheven ?

Het lid wenst bovendien op te merken dat Titel III, namelijk de nieuwe wetgeving inzake telecommunicatie, niet samen hoort met de overige delen van de kaderwet.

De organieke wet inzake het statuut van de overheidsbedrijven, waaronder de RTT, heeft volgens dit lid trouwens geen enkel verband met de reglementering zoals die zou moeten inspelen op de opening van de concurrentiemarkt in 1992, die zowel privé- als publieke ondernemingen betreft.

Waarom werd de telecommunicatiewetgeving op die manier ingekapseld ?

Titel I is het algemeen gedeelte van de overheidsbedrijven en de 4 overige titels behandelen respectievelijk elk van de 4 bedrijven. Het betreft hier in feite wijzigingen aan de organieke wetgeving maar geen nieuwe wetgevingen.

Vervolgens vraagt het lid volgende gegevens bij wijze van documentatie aan de Commissie ter beschikking te stellen :

- een tabel met de bepalingen van de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen die door het wetsontwerp worden gewijzigd;

- voor elk van de vier betrokken overheidsbedrijven een lijst met, bijvoorbeeld, de respectieve opdrachten van openbare dienst en de aan concurrentie onderhevige activiteiten.

(De andere opmerkingen van spreker hebben meer bepaald betrekking op de verschillende titels van het ontwerp; ze worden derhalve vermeld bij het begin

minaire de l'examen des dispositions des titres concernés).

\* \* \*

Au nom de son groupe, un autre membre déclare que la réforme des entreprises publiques est nécessaire et urgente. Il faut en effet à la fois préparer les entreprises belges à affronter le grand marché européen et réconcilier les entreprises publiques avec le citoyen; pour cela, le concept d'usager doit céder la place à celui de client-roi.

Or, on ne peut nier les contre-performances actuelles des entreprises concernées par le projet. Ainsi, en matière de télécommunications, une comparaison entre la Belgique et les pays voisins met très négativement en lumière la faiblesse de la densité téléphonique, le caractère élevé des tarifs et la longueur des délais d'attente pour obtenir un simple raccordement téléphonique.

En ce qui concerne la Poste, le volume total des envois traités est en forte baisse, alors qu'à l'étranger, il est en hausse. On assiste par ailleurs à l'émergence d'activités de fret express et de sociétés de courrier qui développent, avec un succès croissant, une activité postale parallèle à celle de la Régie des Postes.

Pour ce qui est du transport ferroviaire, la substitution de la route à ce mode de transport est un phénomène généralisé en Europe, mais, une fois encore, la comparaison avec les autres pays européens n'est pas à l'avantage de la Belgique. La baisse constante du nombre de voyageurs transportés contraste en effet avec le dynamisme de la SNCF, qui investit actuellement dans le projet TGV en très forte expansion et qui a développé une politique en faveur d'un transport économique et attristant par le développement d'infrastructures modernes, ainsi que par une offre étendue de différents services.

Pour réaliser le triple objectif d'amélioration du service public, de diminution des coûts pour le consommateur et de redynamisation des entreprises publiques, il convient que le rôle du politique se limite à définir les missions des entreprises et que l'entreprise ait clairement la responsabilité de gérer efficacement.

Pour cela :

- le contrat de gestion doit se limiter à déterminer les tâches de service public;
- il faut permettre aux entreprises publiques de s'associer avec des partenaires privés, y compris pour les missions de service public;
- les services publics ne doivent pas devenir autant de forteresses sans contact ni opération avec l'extérieur;
- la question des relations avec le personnel ne doit pas être réduite à la seule alternative statut/con-

van de besprekking over de bepalingen van de desbetreffende titels).

\* \* \*

Een ander lid verklaart namens zijn fractie dat de hervorming van de overheidsbedrijven noodzakelijk en dringend is geworden. Men moet tegelijk de Belgische ondernemingen voorbereiden om de grote Europese markt aan te kunnen en de overheidsbedrijven met de burger verzoenen. Het begrip « gebruiker » moet daarom plaats ruimen voor het begrip « koninklant ».

De huidige ondermaatse prestaties van de overheidsbedrijven die bij het ontwerp zijn betrokken, zijn echter onbetwistbaar. Inzake telecommunicatie maakt een vergelijking van België met de buurlanden duidelijk hoe gering het aantal lijnen per inwoner wel is, hoe hoog de kosten zijn en hoe lang er op een gewone telefoonaansluiting moet worden gewacht.

Wat de Post betreft, daalt het totale pakket van de verhandelde stukken aanzienlijk, in tegenstelling tot de stijging in het buitenland. Voorts maakt men een ongemeen forse expansie mee van het express-vrachtvervoer en de pakjesdiensten die met steeds groter succes een postdienst ontwikkelen die parallel met de Régie der Posterijen opereert.

Inzake spoorvervoer noteert men overal in Europa een vervanging van dit vervoertype door wegvervoer; een vergelijking met de andere Europese landen valt al evenmin in het voordeel van België uit. De aanhoudende daling van het aantal vervoerde reizigers staat immers in contrast met de dynamische aanpak van de SNCF. Die investeert thans in het SST-project dat een grote groei kent en stemt haar beleid af op een voordeilig en aantrekkelijk vervoer via de uitbouw van een moderne infrastructuur en een uitgebreid aanbod van allerlei diensten.

Ter verwezenlijking van dat drievoudige doel — verbetering van de overheidsdienst, verlaging van de kosten voor de gebruiker en het geven van een nieuwe dynamiek aan de overheidsbedrijven — dient de politiek zich te beperken tot het vastleggen van de opdrachten van de bedrijven. Het moet duidelijk zijn dat het bedrijf zelf de verantwoordelijkheid krijgt voor een doeltreffender beheer.

Daarom :

- moeten in het beheerscontract alleen de opdrachten van overheidsdienst zijn vastgelegd;
- moeten de overheidsbedrijven met particuliere partners vennootschappen kunnen aangaan, ook voor hun opdrachten van overheidsdienst;
- mogen de overheidsdiensten geen afgesloten burchten zonder enig contact of interactie met de buitenwereld worden;
- mogen de betrekkingen met het personeel niet worden teruggebracht tot het ene alternatief : statuut/

trat. Il est essentiel que la réforme des entreprises publiques permette le développement d'une véritable gestion des ressources humaines : ainsi, il ne devrait plus y avoir, dans ces entreprises, de programmation d'investissements physiques qui ne s'accompagne d'une programmation des investissements humains. Il faut avant tout assouplir la politique du personnel, tout en garantissant à celui-ci un certain nombre de droits. Enfin, la restauration de la dignité des agents du service public et leur responsabilisation sont primordiales.

L'orateur analyse ensuite les grands axes de la réforme.

En matière de structure juridique, il souligne que la constitution de l'entreprise sous forme de société commerciale apparaît comme une nécessité.

En ce qui concerne les missions de service public, il insiste sur le fait que leur définition appartient au Parlement et celle des tâches de service public au Gouvernement, via le contrat de gestion; leur exécution doit relever de la responsabilité des organes de gestion.

L'intervenant observe que la définition des missions de service public de la SNCB est beaucoup moins claire et incontestable qu'en ce qui concerne la Poste. La SNCB a en effet comme première mission (article 156) le transport intérieur de voyageurs, mais le facteur de la densité de la population ne peut être totalement ignoré. Il conviendrait de garantir que le service offert dans le cadre de cette première mission ne présente pas de diminution par rapport à la desserte du réseau actuel.

L'entreprise publique doit par ailleurs être parfaitement autonome, en dehors de ce qui est contenu dans le contrat de gestion. Il faut absolument éviter que ce dernier ne devienne une sorte de cahier des charges qui fixerait tant les objectifs que les moyens pour les atteindre.

En matière tarifaire, la négociation du contrat de gestion doit permettre à l'entreprise de lier les tarifs qui sont imposés dans le cadre des missions de service public au subventionnement par la collectivité des pertes éventuelles que ces tarifs peuvent entraîner. Pour les activités concurrentielles, les organes de gestion doivent déterminer librement les tarifs pour les prestations qu'ils fournissent, sans préjudice des dispositions du contrat de gestion ou des principes généraux définis par la loi.

L'intervenant estime le projet équilibré en matière de financement en ce qu'il permet aux EPA d'atteindre un équilibre raisonnable entre leur caractère public et l'accès au financement privé.

Il faudra veiller à ce que, à travers les filiales, on n'en revienne pas à des règles plus strictes que celles en vigueur actuellement; c'est en effet dans les filiales que vont se situer les vrais enjeux d'une participation du secteur privé.

contract. Het is van wezenlijk belang dat de hervorming van de overheidsbedrijven een echt beheer van het menselijk potentieel mogelijk maakt : zo zouden er in die bedrijven geen materieelinvesteringen meer mogen worden geprogrammeerd zonder programmatie van investeringen in mensen. Vóór alles dient het personeelsbeleid te worden versoepeld, waarbij een aantal rechten wordt gewaarborgd. Het herstel van de waardigheid van het overheidspersoneel dat voor zijn handelingen verantwoordelijk moet worden gesteld, is ten slotte van doorslaggevend belang.

Spreker belicht vervolgens de krachtlijnen van de hervorming.

Wat de juridische structuur betreft, wijst hij op de noodzaak die bedrijven tot een handelsvennootschap om te vormen.

Voor hun opdrachten van overheidsdienst onderstreept hij dat die door het Parlement moeten worden vastgelegd, terwijl dat voor de taken van overheidsdienst door de Regering dient te gebeuren via het beheerscontract; de tenuitvoerlegging daarvan moet tot de bevoegdheid van de beheersorganen behoren.

Spreker merkt op dat de opdrachten van openbare dienst van de NMBS heel wat minder duidelijk en onbetwistbaar kunnen worden gedefinieerd dan die van de Post. De NMBS heeft immers als eerste opdracht (artikel 156) het binnenlandse vervoer van reizigers, maar de bevolkingsdichtheid kan niet helemaal over het hoofd worden gezien. Hier zou moeten worden gewaarborgd dat de in het raam van die eerste opdracht aangeboden dienst niet minder mag zijn dan het huidige dienstenaanbod.

Naast hetgeen in het beheerscontract staat, moet het overheidsbedrijf volkomen zelfstandig werken. Er dient volstrekt te worden vermeden dat het beheerscontract een soort van bestek wordt, waarin zowel de doelstellingen als de middelen om die te bereiken zijn vastgelegd.

Inzake tarieven moet het bedrijf de mogelijkheid hebben om bij de onderhandelingen over het beheerscontract de tarieven die in het raam van de opdrachten van overheidsdienst worden opgelegd, te koppelen aan subsidiëring van mogelijke verliezen die uit die tarieven kunnen voortvloeien, door de gemeenschap. Voor de concurrerende activiteiten moeten de beheersorganen de tarieven voor de verstrekte prestaties vrijelijk bepalen, ongeacht de bepalingen van het beheerscontract of de in de wet bepaalde algemene beginselen.

Het lid acht het ontwerp goed uitgebalanceerd wat de financiering betreft, aangezien het de autonome overheidsbedrijven de mogelijkheid biedt een redelijk evenwicht tussen hun openbaar karakter en de toegang tot de privé-financiering te bereiken.

Men zal erop moeten toezien dat men via de dochtermaatschappijen niet terugkeert naar regels die nog strenger zijn dan die welke thans gelden; de echte problemen in verband met een deelneming van de privé-sector zullen zich immers vooral bij de dochtermaatschappijen voordoen.

Enfin, l'entreprise publique doit pouvoir bénéficier d'une réelle liberté d'achat.

Le membre conclut que, pour son parti, l'état d'esprit qui doit guider cette réforme consiste à ce que le service public devienne un service au public. Il importe donc que ces entreprises — publiques également par le rôle vital qu'elles jouent pour l'économie du pays — soient transformées pour répondre aux attentes des usagers, en ce qui concerne l'assouplissement des horaires d'ouverture, la réduction des systèmes d'attente et la pratique d'une véritable approche de marché.

\*  
\* \*

Un autre membre déclare pouvoir souscrire à la philosophie générale du projet, ainsi qu'à un certain nombre des remarques formulées par l'orateur précédent.

Il se réjouit de l'autonomie dont vont bénéficier les entreprises publiques et il estime qu'à travers les dispositions du projet, un équilibre raisonnable a pu être trouvé entre l'intérêt général d'une part et les impératifs du fonctionnement économique de l'entreprise d'autre part.

La réforme proposée à travers le projet devrait dès lors avoir valeur d'exemple pour d'autres entreprises publiques, en ce compris des entreprises régionales, communautaires ou locales. La formule pourrait en effet s'avérer intéressante pour des entreprises comme le Port d'Anvers ou pour un bon nombre d'intercommunales, empêchées, à l'heure actuelle, de commercialiser leur savoir-faire.

L'intervenant pose ensuite les questions suivantes :

— Quel contrôle le Parlement peut-il exercer, en ce qui concerne le contrat de gestion ? Certes, il est clair que, lors de la négociation et de la conclusion du contrat de gestion entre l'Etat et l'entreprise publique autonome, l'Etat est représenté par le ministre dont relève cette entreprise. Mais le contrat est susceptible d'avoir des répercussions budgétaires; or, c'est au Parlement qu'il appartiendra de se prononcer sur le budget. En outre, une tension ne pourrait-elle pas apparaître entre le caractère pluriannuel des engagements découlant du contrat de gestion et l'annualité du budget ?

— En matière de personnel, l'article 29 pose le principe d'un régime statutaire propre aux besoins de chaque EPA., mais il permet également l'engagement de contractuels dans un certain nombre de cas. Ces cas doivent-ils s'entendre de manière restrictive, ou serait-il possible que les projets et les tâches dynamiques soient systématiquement confiés à des contractuels ?

\*  
\* \*

Ten slotte moet het overheidsbedrijf volstrekt ongehinderd aankopen kunnen doen.

Tot besluit vertolkt het lid de mening van zijn partij dat die hervorming ernaar dient te streven van de openbare dienst een dienst voor het publiek te maken. Het is dus van belang dat die ondernemingen — die ook openbaar zijn omwille van de essentiële rol die zij in de economie van ons land vervullen — worden omgevormd om te beantwoorden aan de verwachtingen van de gebruikers op het gebied van de versoepeling van de openingsuren, de vermindering van de wachttijden en een werkelijk marktgerichte benadering.

\*  
\* \*

Een ander lid is het eens met de algemene opzet van het ontwerp alsmede met een aantal opmerkingen van de vorige spreker.

Hij verheugt zich over de autonomie die de overheidsbedrijven zullen krijgen en meent dat de bepalingen van het ontwerp in een redelijk evenwicht hebben voorzien tussen enerzijds het algemeen belang en anderzijds de noodwendigheden van de economisch verantwoorde werking van het bedrijf.

De in het ontwerp voorgestelde hervorming zou dus als voorbeeld kunnen dienen voor andere overheidsbedrijven, met inbegrip van de gewestelijke, communautaire of plaatselijke bedrijven. De formule zou inderdaad interessant kunnen zijn voor bedrijven zoals de Antwerpse haven of een groot aantal intercommunale bedrijven die thans verhinderd worden hun specialistische kennis te gelde te maken.

Het lid stelt vervolgens de volgende vragen :

— Welke controle kan het Parlement op het beheerscontract uitoefenen ? Het is weliswaar duidelijk dat de Staat, bij de onderhandelingen over en het afsluiten van het beheerscontract tussen de Staat en het autonome overheidsbedrijf, vertegenwoordigd wordt door de minister onder wie dat bedrijf ressorteert. Een en ander neemt niet weg dat het contract budgettaire gevolgen kan hebben en het zal de taak van het Parlement zijn zich over de begroting uit te spreken. Zouden er bovendien geen spanningen kunnen ontstaan tussen het feit dat de uit het beheerscontract voortvloeiende verbintenissen zich over verscheidene jaren uitstrekken en het feit dat de begroting een jaarlijks karakter heeft ?

— Inzake personeel huldigt artikel 29 het beginsel van een statutaire regeling die aan de specifieke behoeften van ieder autonoom overheidsbedrijf beantwoordt, maar het biedt tevens de mogelijkheid in een aantal gevallen personeelsleden op arbeidsovereenkomst aan te werven. Moeten die gevallen op beperkende wijze geïnterpreteerd worden of zou het mogelijk zijn dat aan die contractuele personeelsleden systematisch dynamische projecten en taken worden opgedragen ?

\*  
\* \*

Un autre membre marque son désaccord avec le point de vue exprimé par le premier orateur à avoir pris la parole dans la discussion générale, selon lequel la réforme des entreprises publiques proposée dans le projet ne serait en fait qu'une opération purement cosmétique. Il dénonce les conséquences qu'aurait la privatisation prônée par cet intervenant : dans cette hypothèse, les impératifs de rentabilité n'auraient-ils pas pour effet que tous les usagers ne pourraient bénéficier des services essentiels ? Il faut en effet souligner qu'une partie des services dispensés par les quatre entreprises concernées par le projet sont véritablement essentiels et que l'intérêt général est donc clairement en cause.

Le membre estime que le projet réalise un équilibre entre les principes économiques d'une part et les missions de service public d'autre part. Il redessine en effet les rapports entre les pouvoirs publics et les entreprises publiques, en mettant clairement l'accent sur l'autonomie de ces entreprises et sur la responsabilisation de leurs gestionnaires. La pierre d'angle du système mis en place est évidemment le contrat de gestion.

Comme le deuxième orateur, l'intervenant s'inquiète de la définition des missions de service public. Rappelant que, dans le Plan STAR 21 de la SNCB, il est fait référence au concept de taux de couverture des charges pour ne pas garantir la desserte des lignes les moins rentables à moins d'un subventionnement par les pouvoirs publics locaux, il demande si ce concept ne risque pas d'être appliqué aux missions de service public des EPA.

Il se réjouit d'autre part de ce que le projet mette l'attention sur le service au public.

Pour conclure, l'intervenant souligne que, aussi positives que soient les possibilités ouvertes par le projet, celui-ci ne tend qu'à déterminer des structures; la mise en exécution de la réforme sera l'affaire de ceux qui œuvrent dans les entreprises publiques.

\*  
\* \*

Un autre intervenant estime que ce sont les objectifs qui constituent l'essentiel. Il éprouve dès lors quelque appréhension devant le fait que, dans le projet en discussion, plus d'attention est peut-être consacrée aux moyens qu'aux objectifs.

L'angle sous lequel doit être abordée la réflexion est celui de l'intérêt de l'usager. Dans cette optique, il convient de toujours se demander si l'intervention de l'Etat est socialement justifiée. Celui-ci n'a pas à faire ce que le secteur privé peut faire également, voire mieux. C'est lorsque l'action de ce dernier ne garantit pas la satisfaction de besoins essentiels qu'il appar-

Een ander lid is het oneens met het standpunt van de spreker die tijdens de algemene besprekking als eerste het woord genomen heeft en volgens wie de in het ontwerp voorgestelde hervorming van de overheidsbedrijven in feite niet meer dan een kosmetische operatie zou zijn. Voorts heeft het lid geen goed woord voor de gevolgen van de privatisering waarvan zijn collega voorstander is : mocht die privatisering er komen, zouden de rentabiliteitsvereisten dan niet met zich brengen dat niet alle burgers van de essentiële dienstverlening gebruik kunnen maken ? Er dient immers op te worden gewezen dat een gedeelte van de diensten die verstrekt worden door de vier bedrijven waarop het ontwerp betrekking heeft, werkelijk essentieel zijn en dat het algemeen belang dus duidelijk op het spel staat.

Het lid meent dat het ontwerp een evenwicht tot stand brengt tussen de economische beginselen enerzijds en de taken van de overheidsdienst anderzijds. Het herkent immers de betrekkingen tussen de overheid en de openbare bedrijven doordat het duidelijk de klemtoon legt op de autonomie van die bedrijven en op de noodzaak om de beheerders ervan verantwoordelijkheidszin bij te brengen. Het beheerscontract vormt uiteraard de hoeksteen van het nieuwe systeem.

Evenals de tweede spreker maakt het lid zich zorgen over de definitie van de taken van de openbare dienst. Hij herinnert eraan dat in het STAR 21-plan van de NMBS verwezen wordt naar het concept « dekkingspercentage van de lasten » om te stellen dat de bediening van de minst rendabele lijnen niet kan worden gegarandeerd zonder subsidiëring door de plaatselijke overheid en hij vraagt of er geen gevaar bestaat dat dit concept ook toepassing vindt op de opdrachten die de autonome overheidsbedrijven als openbare dienst uitvoeren.

Voorts verheugt het hem dat het ontwerp de aandacht vestigt op de openbare dienstverlening.

Tot slot onderstreept spreker dat het ontwerp beperkt blijft tot het bepalen van de structuren, hoe positief de mogelijkheden die het opent ook zijn. De uitvoering van de hervorming berust bij de mensen die in de overheidsbedrijven werken.

\*  
\* \*

Een andere spreker is van oordeel dat de taakstellingen het belangrijkste zijn; hij tekent derhalve enig voorbehoud aan bij het feit dat in het ontwerp dat ter tafel ligt misschien meer aandacht gaat naar de middelen dan naar het doel.

Het belang van de gebruiker moet bij de besprekking voorop staan. In dat verband moet men zich steeds afvragen of het optreden van de Staat sociaal verantwoord is. De overheid heeft niet tot taak te doen wat de particuliere sector even goed kan en soms zelfs beter. Indien de particuliere sector niet aan alle essentiële behoeften kan voldoen, moet de Staat zijn ver-

tient à l'Etat de prendre ses responsabilités, mais, même dans ce cas, il convient de ne jamais négliger la possibilité d'inciter le secteur privé à exécuter le maximum de ce qui est réalisable dans le cadre de l'initiative privée, la structure publique se réservant en tout état de cause l'aspect normatif.

Le membre insiste par ailleurs sur la nécessité d'effectuer une analyse des besoins, tant quantitatifs que qualitatifs, qui conduise à une rationalisation interdépartementale fondamentale de l'appareil public. En effet, non seulement l'Etat a-t-il été amené au cours du temps à prendre en charge des tâches qui correspondent à des besoins maintenant dépassés, mais on constate également un grand nombre de doubles emplois. C'est notamment le cas pour les services météorologiques où l'Institut royal météorologique, la Défense nationale et la Régie des Voies aériennes accomplissent actuellement des tâches fort similaires, alors que ce dont la communauté a besoin, c'est d'un service météorologique opérationnel.

L'analyse des besoins doit en outre prendre en compte tant l'élargissement d'échelle qui résulte de l'internationalisation en cours que la demande de service personnalisé exprimée par l'usager.

Enfin, il convient d'introduire la flexibilité qui, à l'heure actuelle, fait défaut au secteur public : ainsi que dénoncé ci-avant, le maintien de tâches dépassées pèse lourdement dans les performances de celui-ci, hypothéquant dès lors ses possibilités de répondre aux nouvelles attentes et aux défis de l'accélération technologique.

L'intervenant craint que le projet ne réalise que partiellement les objectifs qui viennent d'être énumérés. Le projet lui paraît dès lors devoir se concevoir comme une étape de transition sur la voie des objectifs de flexibilité, de rationalisation et de service à la clientèle tels que lui-même les a définis.

\*  
\* \* \*

Un autre membre souligne l'importance fondamentale du projet, qui modifiera le visage du secteur public.

Il se réjouit de la priorité accordée au projet, conformément à l'accord de gouvernement, et il plaide pour que, dans le cadre d'un travail parlementaire correct, la réforme se réalise au plus tôt. La structure actuelle des entreprises publiques n'est en effet pas satisfaisante et elle ne leur permet plus de répondre aux conditions du marché.

Au nom de son parti, l'intervenant plaide dès lors pour la levée des rigidités qui pèsent sur la gestion des entreprises publiques et pour l'octroi d'une plus grande autonomie à celles-ci. Il se réjouit de ce que l'idée du contrat de gestion soit retenue dans le projet.

antwoordelijkheid opnemen; maar zelfs in dat geval moet het steeds mogelijk blijven de particuliere sector aan te moedigen om in het raam van het particulier initiatief zoveel mogelijk uit te voeren. De overheidsstructuur behoudt daarbij hoe dan ook het normatieve aspect van de zaak.

Voorts onderstreept het lid de noodzaak om zowel kwantitatief als kwalitatief een behoeftenanalyse uit te voeren; die analyse moet leiden tot een fundamentele interdepartementale rationalisatie van de overheidsdiensten. In de loop der jaren kreeg de Staat niet alleen taken opgelegd die overeenstemden met thans achterhaalde behoeften, maar er zijn ook tal van overlappenden. Dat is met name het geval voor de weerkundige diensten : het Koninklijk Meteorologisch Instituut, Landsverdediging en de Regie der Luchtwegen voeren vandaag sterk op elkaar lijkende taken uit; de gemeenschap heeft echter een operationele meteorologische dienstverlening nodig.

De behoeftenanalyse moet overigens rekening houden met zowel de schaalvergroting die het gevolg is van de huidige internationralisering als met de gebruiker die een meer persoonlijke dienstverlening verwacht.

Tot slot moet de momenteel in de overheidssector afwezige flexibiliteit haar intrede doen. Zoals reeds aan de kaak is gesteld, weegt het behoud van voorbijgestreefde opdrachten zwaar door op de prestatie van de openbare dienst; daardoor komen de mogelijkheden om aan de nieuwe verwachtingen te voldoen en om de technologische ontwikkelingen te volgen, in het gedrang.

Spreker vreest dat het ontwerp de opgesomde doelstellingen slechts gedeeltelijk kan waarmaken. Hij vindt derhalve dat het ontwerp een overgang is naar flexibiliteit, rationalisatie en dienstverlening aan de gebruiker, zoals hij die zelf heeft omschreven.

\*  
\* \* \*

Een ander lid wijst op het fundamentele belang van het ontwerp dat het uitzicht van de overheidssector zal wijziggen.

Hij verheugt er zich over dat het ontwerp, overeenkomstig het regeerakkoord, prioriteit krijgt; hij wenst dat de hervorming zo snel mogelijk wordt doorgevoerd in het raam van een correcte parlementaire behandeling. De huidige structuur van de overheidsbedrijven voldoet immers niet en ze maakt het niet langer mogelijk aan de marktvoorraarden te voldoen.

Uit naam van zijn partij pleit spreker bijgevolg voor opheffing van de strenge bepalingen waaronder het beheer van overheidsbedrijven gebukt gaat en ook voor meer autonomie voor die bedrijven. Hij verheugt er zich over dat het ontwerp de idee van het beheerscontract heeft opgenomen.

Il souligne le fait que le projet résulte d'équilibres précis et en énonce les points positifs :

— La réforme assure en premier lieu une base légale aux missions de service public qui devront être exercées par les entreprises publiques concernées.

— Il y a primauté du caractère public de l'entreprise, ainsi qu'il ressort du régime de l'ouverture du capital et des filialisations.

— Le verrouillage par l'autorité publique en matière de filialisation est clairement précisé (majorité des deux tiers dans les organes de gestion et règles strictes quant au régime juridique des filiales). Tout risque d'écrémage et de privatisation rampante dans l'exercice des missions de service public apparaît écarté.

— Par le placement des contractants sur un strict pied d'égalité, le contrat de gestion constitue une innovation marquante, qui rompt avec les expériences précédentes de l'administration économique par voie contractuelle en Belgique.

— La contractualisation de la tutelle qui marque la réduction des pouvoirs du commissaire du Gouvernement constitue une innovation en droit belge et consacre l'autonomie des E.P.A.

— Le caractère statutaire du personnel est maintenu, l'engagement de contractuels pour des missions spécifiques demeurant l'exception. La procédure de négociations collectives par la commission paritaire d'entreprise et la confirmation de ce que le comité A reste le seul lieu de négociation des projets de loi ou d'arrêté concernant les matières communes à tous les agents du secteur public sont de nature à apaiser les craintes des organisations syndicales.

L'intervenant conclut dès lors que le projet proposé est un bon projet, qui n'évacue aucun problème. Il souligne également l'urgence de l'installation des nouveaux organes de gestion des EPA dans la perspective de 1993, ainsi que la nécessité d'un travail d'information sur la réforme auprès du personnel des entreprises concernées, dont la collaboration, fondée sur une remotivation, est indispensable à la réussite de la réforme.

\*  
\* \*

Un autre membre s'étonne de ce que l'intervenant précédent ait salué la priorité accordée au projet : il juge au contraire son dépôt tardif, et ce retard lui paraît dommageable tant pour les entreprises publiques concernées que pour l'ensemble de l'économie belge. En particulier dans le secteur en mutation des télécommunications, la Belgique a pris dans l'intervalle un retard qui se traduit par une réglementation et une approche commerciale désuète, des coûts

Hij wijst erop dat het ontwerp het resultaat is van haarscherpe evenwichten en somt de positieve aspecten ervan op :

— de hervorming verleent in de eerste plaats een wettelijke grondslag aan de taken van openbare dienst die door de betrokken overheidsbedrijven moeten worden vervuld;

— het overheidskarakter van het bedrijf overweegt, zoals blijkt uit de regeling voor de openstelling van het kapitaal en het oprichten van dochterondernemingen;

— het oprichten van dochterondernemingen wordt door de overheid streng ingeperkt (tweederde meerderheid in de bestuursorganen en stringente regels betreffende de rechtsregeling van de dochters). Op die manier lijken afstroming en sluipende privatisering bij de uitvoering van de taken van openbare dienst uitgesloten;

— het beheerscontract, waarin alle partijen uitdrukkelijk op gelijke voet staan, is een opvallende vernieuwing, die breekt met elk eerder uitgevoerd Belgisch experiment om via overeenkomsten tot een economisch verantwoord bestuur te komen;

— het toezicht wordt bij overeenkomst vastgelegd. Een en ander beperkt de bevoegdheden van de regeringscommissaris. Ook dat is een echte vernieuwing in het Belgische recht en bekraftigt de autonomie van de autonome overheidsbedrijven;

— het personeel blijft over een statuut beschikken, de werving van contractuelen om specifieke opdrachten te vervullen, blijft een uitzondering. De procedure van collectief overleg in het paritaire comité van het bedrijf, alsmede de bevestiging dat over ontwerpen van zowel wetten als besluiten die betrekking hebben op alle personeelsleden van de overheid net als vroeger uitsluitend in het Comité A overleg zal worden gepleegd, zorgen ervoor dat ook aan de vrees van de vakbonden tegemoet wordt gekomen.

Spreker concludeert dan ook dat het voorgestelde ontwerp een goed ontwerp is, dat geen enkel probleem uit de weg gaat. Hij wijst er ook op dat de nieuwe bestuursorganen van de autonome overheidsbedrijven met het oog op 1993 zo snel mogelijk moeten worden geïnstalleerd. Bovendien moet het personeel van de betrokken bedrijven worden ingelicht. Van hun medewerking, gebaseerd op een hernieuwde motivering, zal het welslagen van de hervorming immers afhangen.

\*  
\* \*

Een ander lid verbaast zich erover dat de vorige spreker zich verheugt over de voorrang die aan het ontwerp wordt verleend. Hij is integendeel van mening dat het ontwerp te laat werd ingediend. Die vertraging lijkt hem nadelig voor zowel de betrokken overheidsbedrijven als het Belgische bedrijfsleven in het algemeen. Vooral in de op dit ogenblik sterk aan veranderingen onderhevige sector van de telecommunicatie heeft België ondertussen een achterstand opge-

élevés pour les utilisateurs, un préjudice important pour les entreprises et des moins-values pour la RTT elle-même, privée d'importantes recettes.

Ce retard contraste regrettablement avec la situation dans les pays voisins, qui ont déjà largement entamé un processus de réforme de ce secteur.

En outre, le projet, déjà tardif, reporte encore à plus tard la résolution d'un certain nombre de questions — comme, par exemple, la définition des services à valeur ajoutée. En fait, le manque d'accord politique — malgré le laps de temps écoulé — se traduit par le dépôt d'un projet que l'intervenant estime être un projet de pouvoirs spéciaux.

Le membre juge par ailleurs que le projet, parce qu'il octroie au secteur public des avantages exorbitants par rapport au droit privé, ne favorise pas la conclusion d'accords de coopération, que celle-ci soit nationale ou internationale.

L'intervenant dénonce également le manque de transparence qui résultera du projet. Ainsi, la scission imposée par la directive CEE/301/89, entre les fonctions de réglementation et de surveillance d'une part et l'exploitation de services de télécommunications d'autre part, est-elle réalisée de manière discutable. L'Institut belge des services postaux et des télécommunications sera en effet placé sous la tutelle directe du ministre dont relève également BELGACOM : ce ministre sera dès lors juge et partie. De la même manière, le statut du personnel n'est guère assoupli et on fait la part belle à la politisation et à la syndicalisation, alors que le problème central de la démotivation des agents résulte largement de la non-reconnaissance du mérite et de la partialité des promotions. Enfin, l'article 11 du projet organise l'immixion du pouvoir politique pour la passation d'une partie des marchés de travaux.

L'orateur estime que le projet ne vise guère qu'à conserver aux entreprises publiques leur monopole, ce qui risque de mettre en péril les activités d'autres entreprises, soumises à des conditions de concurrence déloyale.

En outre, cet objectif même de protection frileuse des entreprises publiques risque fort d'être battu en brèche par l'absence de réelle autonomie laissée aux entreprises publiques. Celles-ci se voient en effet imposer de nombreuses rigidités, comme dans les deux cas déjà dénoncés du caractère statutaire du personnel et des impératifs en matière de passation des marchés de travaux. Dans ces conditions, il est douteux que les EPA puissent jamais être concurrentielles.

Il aurait au contraire fallu leur accorder une totale autonomie de gestion, qui permettre l'optimisation de leurs activités. Tant pour leur production que pour leur recrutement, on peut en effet prévoir que ces entreprises seront soumises à une très dure concurrence.

lopen, die vooral tot uiting komt in een verouderde reglementering, een achterhaalde commerciële aanpak, een hoge kostprijs voor de gebruikers, aanzienlijke nadelen voor de ondernemingen en waardeverlies voor de RTT zelf, die belangrijke inkomsten ziet wegvalen.

Die achterstand staat in schijnend contrast met de situatie in onze buurlanden, die al lang met de hervorming van de sector bezig zijn.

Voorts wordt in het ontwerp, dat al zo laat komt, de oplossing van een aantal problemen, zoals het bepalen van de diensten met toegevoegde waarde, nog eens uitgesteld tot later. Ondanks de inmiddels verstreken tijd is bij gebrek aan politieke overeenstemming in werkelijkheid een ontwerp ingediend dat het lid een ontwerp krachtens bijzondere machten noemt.

Spreker meent overigens dat het ontwerp het niet gemakkelijk zal maken om nationale of internationale samenwerkingsakkoorden te sluiten doordat aan de overheidssector ten overstaan van het privaatrecht overdreven voordelen toegekend worden.

Het lid laakt ook het gebrek aan doorzichtigheid dat uit het ontwerp zal voortvloeien. Zo is de door richtlijn EEG/301/89 opgelegde splitsing tussen de taken van reglementering en toezicht enerzijds en de exploitatie van telecommunicatiediensten anderzijds op een betwistbare manier uitgevoerd. Het Belgisch Instituut voor postdiensten en telecommunicatie komt immers onder rechtstreeks toezicht van de minister onder wiens bevoegdheid ook BELGACOM valt : die minister wordt dus tezelfdertijd rechter en partij. Ook wordt het personeelsstatuut niet versoepeld en wordt de politisering en syndicalisering in de hand gewerkt, terwijl de voornaamste oorzaken waarom het personeel niet meer gemotiveerd is, juist in ruime mate het niet erkennen van verdiensten en de partijdigheid van de bevorderingen zijn. Ten slotte houdt artikel 11 van het ontwerp de inmenging van de politieke overheid in voor de gunning van een deel van de opdrachten voor de aanneming van werken.

Volgens spreker is het ontwerp alleen maar bedoeld om de overheidsbedrijven hun monopolie te doen behouden, wat de bedrijvigheid van andere ondernemingen, die met oneerlijke concurrentie te maken krijgen, in het gedrang dreigt te brengen.

Die beoogde bescherming van de overheidsbedrijven dreigt bovendien te worden ondergraven door het gemis aan zelfstandigheid voor die bedrijven. Hun worden inderdaad tal van strenge voorschriften opgelegd, onder meer in de twee reeds aan de kaak gestelde gevallen : de statutaire aard van het personeel en de regels inzake de gunning van opdrachten voor de aanneming van werken. Het is onder die omstandigheden dan ook twijfelachtig of de AOB's ooit zullen kunnen concurreren.

Zij hadden integendeel volledige beheersautonomie moeten krijgen om hun bedrijvigheid in de gunstigste omstandigheden te kunnen uitoefenen. Zowel voor hun produktie als voor de werving kan immers worden verwacht dat zij met een bikkelsechte concurrentie.

rence de la part des entreprises privées et des entreprises étrangères.

N'aurait-il pas été préférable de préciser ce qui ressort du service public sensu stricto et qui peut nécessiter l'intervention de l'Etat, et d'introduire également la formule de la concession, dans laquelle le rôle de la puissance publique se limite au contrôle ? Le système de l'entreprise étroitement liée à l'Etat, retenu par le Gouvernement, n'a-t-il pas largement démontré ses effets nocifs ?

Le projet proposé a donc pour effet de ralentir un mouvement en fait irrésistible et d'établir une digue contre la volonté de la Communauté européenne de faire régner la concurrence. Il risque dès lors d'être battu en brèche par la Commission. Dans l'intervalle, il n'aura fait qu'accroître l'insécurité juridique.

Enfin, il apparaît que l'octroi de certains droits à BELGACOM se fait aux dépens de ceux d'autres concessionnaires : c'est le cas de la SNCB, qui estime que la concession à BELGACOM de droits d'installation permettant l'arrêt du trafic ferroviaire aurait des conséquences dommageables pour la sécurité ferroviaire; c'est également le cas des télédistributeurs, qui rappellent que, à l'occasion des pannes dans les installations RTT lors des grandes tempêtes, les réparations n'ont pu se faire que via les circuits de télédistribution.

\*  
\* \*

Un dernier intervenant juge le projet globalement positif et déclare pouvoir en tout cas marquer son accord sur le double objectif de la réforme, c'est-à-dire la garantie de la compétitivité des entreprises publiques dans leurs activités en concurrence et l'amélioration des conditions dans lesquelles elles assument leurs missions de service public. Eu égard au fait que les impératifs d'une gestion efficace et la défense de l'intérêt général constituent des objectifs en apparence inconciliables, il estime que le projet a au moins le mérite de tenter d'apporter une réponse à ce dilemme.

Il se demande toutefois si l'intérêt général est suffisamment garanti en cas de filialisation, lorsque la filiale est impliquée dans l'exécution des tâches de service public.

Il approuve la formule du contrat de gestion et la soumission des EPA dans certains cas à la loi du 14 juillet 1976 relative aux marchés publics de travaux. Il s'interroge toutefois sur le contrôle que le Parlement pourra exercer sur le contrat de gestion : le contrat sera-t-il communiqué aux parlementaires ? Il souhaite qu'un débat puisse en tout état de cause

tie van particuliere en buitenlandse bedrijven te maken krijgen.

Zou het niet beter zijn geweest te bepalen wat onder de openbare dienst in enge zin valt en inmenging van het Rijk kan vergen, en voorts de concessieformule in te voeren, waarbij de taak van de overheid ophoudt bij het toezicht ? Heeft het door de Regering aangenomen systeem van het nauw met de Staat verbonden bedrijf niet ruimschoots bewezen dat het schadelijke gevolgen heeft ?

Het ingediende ontwerp heeft dus tot gevolg dat een onweerstaanbare stroming wordt vertraagd en dat een dam wordt opgeworpen tegen de wil van de Europese Gemeenschap om ruim plaats te laten voor mededinging. Het ontwerp dreigt dus banbliksems van de Commissie uit te lokken en ondertussen zal het de rechtsonzekerheid alleen maar doen toenemen.

Ten slotte blijkt dat de toekenning van bepaalde rechten aan BELGACOM gebeurt ten koste van de rechten van andere concessiehouders : dat is het geval met de NMBS, die meent dat de concessie aan BELGACOM van installatierechten waarmee het spoorwegverkeer kan worden stilgelegd nadelige gevolgen zou kunnen hebben voor de veiligheid van de spoorwegen; dat is ook het geval met de kabelexploitanten die eraan herinneren dat toen de RTT-installaties tijdens de voorbije zware stormen defect raakten, de herstellingswerken alleen via de kabeltelevisienetten konden worden uitgevoerd.

\*  
\* \*

Een laatste spreker vindt het ontwerp algemeen beschouwd positief en is het althans eens met de beide doelstellingen van de hervorming, met name het waarborgen van het concurrentievermogen van de overheidsbedrijven waarvan de activiteiten met die van andere bedrijven samenlopen en de verbetering van de voorwaarden waaronder zij hun opdracht als overheidsdienst uitvoeren. Aangezien de behoeften van een efficiënt beheer en de verdediging van het algemeen belang schijnbaar onverenigbare oogmerken zijn, heeft het ontwerp volgens hem tenminste de verdienste dat het probeert een antwoord op dat dilemma te vinden.

Het lid vraagt zich niettemin af of bij het creëren van dochtermaatschappijen het algemeen belang voldoende gevrijwaard is wanneer de dochtermaatschappij bij de uitvoering van taken van openbare dienstverlening wordt betrokken.

Hij is het eens met de formule van het beheerscontract en met het feit dat de autonome overheidsbedrijven in sommige gevallen onderworpen zijn aan de wet van 14 juli 1976 betreffende de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten. Hij heeft evenwel vragen bij de controle die het Parlement op het beheerscontract zal kunnen uit-

avoir lieu au Parlement, même si ce débat ne doit pas être sanctionné par un vote.

L'intervenant s'étonne par ailleurs de ce que, lors de la constitution de filiales, il soit expressément envisagé (article 13, § 2, 1°) que la participation de l'entreprise publique autonome soit inférieure à 25 % du capital de la filiale concernée, ce qui ne constitue même pas une minorité de blocage. Pourquoi d'autre part exiger une décision du conseil d'administration de l'E.P.A. à la majorité des deux tiers pour prendre une participation excédant les limites ou l'une des limites visées à l'article 13, § 2, 1° et 2° ?

Pour l'E.P.A. elle-même, pourquoi n'introduire que la possibilité et non l'obligation (article 37) d'adopter la forme de société anonyme de droit public ?

En matière de personnel, l'orateur regrette les pesanteurs historiques qui ont pour conséquence le maintien dans le projet du lien statutaire. Il craint d'autre part que ne se constituent des entreprises à deux vitesses, où les postes à responsabilités seraient attribués aux contractuels, tandis que les emplois sans responsabilité seraient systématiquement laissés au personnel statutaire.

Les entreprises publiques autonomes pourront-elles d'autre part engager des étrangers extra-communautaires ?

En ce qui concerne la commission paritaire qui sera installée dans chaque entreprise publique, il est prévu qu'elle soit composée d'organisations syndicales représentatives, dans le sens donné à ce concept à l'article 30, § 5. L'intervenant fait observer que, ainsi que les actions de « LOCO » et du S.I.C. l'ont montré dans le cas des chemins de fer, ce sont parfois des associations officiellement considérées comme non représentatives qui sont à la base des blocages rencontrés.

D'autre part, la commission paritaire instituée pour l'ensemble des entreprises publiques autonomes garderait-elle son unité si d'autres pouvoirs publics que l'Etat créaient à leur tour des E.P.A. ?

En ce qui concerne les dispositions permettant une cessibilité limitée des actions de l'entreprise publique transformée en société anonyme, ne serait-il pas préférable, plutôt que de disposer que les autorités publiques doivent détenir en tout temps plus de 50 % du capital (article 39), de prévoir un maximum dans le pourcentage des actions qui peuvent être détenues par un seul partenaire privé.

L'intervenant s'informe par ailleurs de la composition du comité consultatif, laquelle aux termes de l'article 47, § 1<sup>er</sup> du projet, est réglée par le Roi par

oefenen : zal de inhoud van dat contract aan de Parlementsleden worden meegedeeld ? Hij wenst dat hoe dan ook een parlementair debat zou worden gehouden, zelfs indien dat debat niet door een stemming bekrachtigd hoeft te worden.

Overigens verwondert het lid er zich over dat bij de oprichting van dochterondernemingen uitdrukkelijk overwogen wordt (artikel 13, § 2, 1°) dat de belangen die het autonome overheidsbedrijf in de dochteronderneming neemt niet meer dan 25 % van het kapitaal van die dochteronderneming mogen vertegenwoordigen, hetgeen zelfs geen blokkeringsminderheid vormt. Waarom wordt voorts geëist dat de Raad van Bestuur bij tweederde meerderheid van de uitgebrachte stemmen kan beslissen om in een dochteronderneming een belang te nemen dat de in artikel 13, § 2, 1° en 2° bedoelde grenzen of één van die grenzen overschrijdt ?

Waarom wordt voor het autonome overheidsbedrijf zelf alleen in de mogelijkheid en niet in de verplichting (artikel 37) voorzien om de vorm van naamloze vennootschap van publiek recht aan te nemen ?

Inzake personeel betreurt het lid de historische logheid die tot gevolg heeft gehad dat de statutaire band in het ontwerp behouden wordt. Voorts is hij beducht voor het ontstaan van bedrijven met twee snelheden waarin de betrekkingen die met verantwoordelijkheid gepaard gaan aan de contractuele personeelsleden zouden worden toegekend terwijl de banen zonder verantwoordelijkheid systematisch aan de statutaire personeelsleden zouden worden overgelaten.

Mogen de autonome overheidsbedrijven voorts vreemdelingen van buiten de EG in dienst nemen ?

Met betrekking tot het paritair comité dat bij ieder overheidsbedrijf wordt opgericht, wordt bepaald dat het wordt samengesteld uit representatieve vakbondsorganisaties in de zin die daaraan gegeven wordt in artikel 30, § 5. Het lid merkt op dat, zoals uit de acties van « LOCO » en de zelfstandige vakbond van het spoorwegpersoneel gebleken is, de strubbelingen soms te wijten zijn aan verenigingen die officieel als niet-representatief beschouwd worden.

Zou het voor het geheel van de autonome overheidsbedrijven opgerichte paritair comité bovendien zijn eenheidskarakter bewaren mochten andere overheidsinstanties dan de Staat op hun beurt A.O.B.'s oprichten ?

Zou het, in verband met de bepalingen die een beperkte overdracht van de aandelen van het tot naamloze vennootschap omgevormde overheidsbedrijf mogelijk maken, niet de voorkeur verdienen te voorzien in een maximumpercentage van de aandelen die één privépartner mag bezitten in plaats van te stellen dat de overheid te allen tijde meer dan 50 % van het kapitaal dient te bezitten (artikel 39).

Voorts informeert het lid naar de samenstelling van het raadgevend comité, die luidens artikel 47, § 1, door de Koning bij een in de Ministerraad overlegd

arrêté délibéré en Conseil des Ministres : quel sera le poids des associations de consommateurs ?

Ces associations auront-elles d'autre part le droit d'ester en justice, comme le prévoit le projet de loi sur les pratiques du commerce et sur la protection du consommateur (Doc. n° 1240/1) ?

Quelle sera la responsabilité des entreprises publiques ? Quelles seront les indemnités des usagers ?

En conclusion, l'intervenant réaffirme le caractère globalement positif du projet, mais souligne la nécessité d'être attentif aux conséquences négatives qui pourraient en résulter pour les consommateurs et pour les usagers les plus défavorisés. Il ne faudrait pas en effet que le projet place un certain nombre de services publics hors de portée des groupes sociaux les moins favorisés, ce que risque pourtant d'entraîner une trop grande attention portée aux réalisations commerciales et au développement des technologies prometteuses. Enfin, il ne faut pas perdre de vue que les entreprises publiques concernées constituent autant d'outils dans une planification plus globale des besoins de la société, qui prendrait par exemple en considération les conséquences écologiques différentes du transport de marchandises, selon qu'il s'effectue par le rail ou par le trafic d'armadas de camions.

## B. Réponses du Gouvernement

### 1. Considérations générales

Le Vice-Premier Ministre et Ministre des Communications déclare que, si l'on peut regretter que la réforme des entreprises publiques économiques n'ait pu être réalisée plus tôt, il convient en tout cas de ne pas attendre 1992 pour procéder à des réformes de structure favorisant la préparation du pays au grand marché européen.

De toute manière, tout débat sur la problématique de la réforme des entreprises publiques se focalise sur l'opposition des thèses de la privatisation, d'une part, et du statu quo au sein du service public, d'autre part. Le problème se pose donc de trouver un juste point d'équilibre et c'est ce qui est tenté à travers le projet.

A ceux qui estiment que la réforme proposée ne va pas assez loin, et qui, comme l'un des intervenants dans la discussion générale, demandent une rationalisation fondamentale du secteur public, il convient de faire observer que les auteurs du projet ont dû tenir compte d'une situation existante.

L'objectif fondamental du Gouvernement a été de rendre autonomes les entreprises publiques économiques de manière à renforcer leur efficacité.

Pour juger pleinement du chemin parcouru et de la mesure dans laquelle cet objectif est atteint, il convient de ne pas perdre de vue que trois des quatre entreprises concernées sont, à l'heure actuelle, des Régies.

koninklijk besluit geregeld wordt : wat zal daarin het gewicht van de verbruikersvereniging zijn ?

Zullen die verenigingen in rechte mogen optreden conform het bepaalde in het wetsontwerp betreffende de handelspraktijken en de voorlichting en de bescherming van de verbruiker (Stuk n° 1240/1) ?

In hoeverre zullen de overheidsbedrijven aansprakelijk kunnen worden gesteld ? In welke mate zullen de verbruikers vergoed worden ?

Tot besluit van zijn betoog bevestigt het lid andermaal dat het ontwerp in zijn geheel genomen positief is ofschoon hij toch meent dat men oog dient te hebben voor de negatieve gevolgen die er voor de consumenten en voor de minst begunstigde gebruikers uit kunnen voortvloeien. Het mag immers niet zo zijn dat het ontwerp een aantal openbare diensten onbereikbaar maakt voor de minst begunstigde sociale categorieën. Dat gevaar is echter niet denkbeeldig als teveel aandacht zou worden besteed aan commerciële realisaties en aan de ontwikkeling van veelbelovende technieken. Ten slotte mag niet uit het oog worden verloren dat de bedoelde overheidsbedrijven zonder uitzondering de hefbomen vormen voor een meer algemene planning van de behoeften van de maatschappij die bijvoorbeeld rekening zou houden met de milieu-effecten van het goederenvervoer, welke verschillen naargelang dat vervoer langs de spoorweg dan wel met lange konvooien vrachtwagens gebeurt.

## B. Antwoorden van de Regering

### 1. Algemene beschouwingen

De Vice-Eerste Minister en Minister van Verkeerswezen stelt dat het wellicht jammer is dat de hervorming van de economische overheidsbedrijven niet eerder tot stand kwam; toch mag men in geen geval tot 1992 wachten met structurele hervormingen die het land beter voorbereiden op de Europese interne markt.

In elke discussie rond het probleem van de hervorming van de overheidsbedrijven staat de tegenstelling tussen de privatiseringsgedachte en het behoud van de bestaande toestand in de overheidsdiensten hoe dan ook centraal. De moeilijkheid bestaat er dus in een juist evenwicht te bereiken; het ontwerp poogt zulks tot stand te brengen.

Sommigen zijn van oordeel dat de voorgestelde hervorming niet ver genoeg gaat en vragen, zoals een van de sprekers tijdens de algemene besprekking, om de openbare dienst fundamenteel te rationaliseren; tegen dat standpunt behoort te worden ingebracht dat de auteurs van het ontwerp met een bestaande toestand rekening moesten houden.

De fundamentele doelstelling van de Regering bestond erin de economische overheidsbedrijven autonomie te verlenen om ze efficiënter te maken.

Bij een beoordeling over het traject dat is afgelegd of over de mate waarin dat doel is bereikt, mag men niet uit het oog verliezen dat thans drie van de vier betrokken ondernemingen Regies zijn.

Elles constituent donc davantage des administrations que des entreprises, et elles ne disposent d'aucune autonomie. Il en va différemment pour la SNCB, qui est d'ores et déjà une entreprise. Le Gouvernement a pris pour hypothèse que le statut actuel de la SNCB représentait le minimum de l'autonomie à accorder aux entreprises publiques économiques, et il a jugé qu'il fallait aller au-delà de ce seuil minimal. Dans ces conditions, il va de soi que si, pour la SNCB, il y a gain d'autonomie par la réforme proposée, ce gain sera beaucoup plus considérable pour les trois Régies; pour ces dernières, la réalisation de la réforme devrait en effet représenter un véritable bouleversement.

L'autonomie accordée aux EPA dépend à la fois du contrat de gestion et des conditions mises à l'intervention de la tutelle. Contrairement aux dispositions de la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public, le projet de loi abandonne la tutelle d'opportunité. Le commissaire du Gouvernement exercera son contrôle exclusivement sur la base de la conformité à la loi, aux statuts et au contrat de gestion.

Dans cette optique d'autonomie des entreprises publiques, il est essentiel que les décisions relatives aux achats soient entièrement laissées aux gestionnaires au sein de l'entreprise, à l'exception des matières économiques stratégiques ayant trait à la mise en œuvre des tâches de service public, pour autant que ces matières aient été expressément désignées dans le contrat de gestion.

Ainsi qu'il a été souligné dans la discussion générale, le projet, qui apporte un cadre juridique au sein duquel les entreprises concernées pourront travailler, constitue un pari : il s'agit essentiellement d'un pari sur les gestionnaires des EPA, qui auront à mettre en œuvre les possibilités ouvertes par la loi en projet. Il est possible qu'il faille aller chercher à l'extérieur certains responsables disposant d'une culture d'entreprise; l'article 20 prévoit d'ailleurs que les membres du conseil de direction n'occupent leurs fonctions que sur la base d'un contrat (renouvelable), d'une durée de six ans. Il va de soi que le caractère contractuel des désignations au conseil de direction n'empêche aucunement la nomination de membres du personnel statutaires, qui seraient détachés au sein du conseil pour un terme de six ans.

Enfin, le Ministre souligne la nécessité, pour les responsables des entreprises publiques, d'adopter une approche de concurrence, même là où des activités s'exercent en monopole.

## *2. Le contrôle parlementaire*

En ce qui concerne la demande de contrôle parlementaire, il faut souligner que, d'une manière générale, dans la mesure où les entreprises publiques acquièrent l'autonomie, le contrôle exercé par les institutions politiques devient moins direct.

Het zijn dus eerder besturen dan ondernemingen en ze beschikken over geen enkele autonomie. Dat ligt anders voor de NMBS die nu al een onderneming is. De Regering is uitgegaan van de hypothese dat het huidige statuut van de NMBS het minimum vormde van de autonomie die moet worden toegekend aan de economische overheidsbedrijven; de Regering was van oordeel dat die basis verbreed moest worden. Als de voorgestelde hervorming daardoor voor de NMBS meer autonomie betekent, spreekt het voor zich dat de drie Regies er nog meer baat bij hebben. De uitvoering van die hervorming zou voor die Regies immers een ware omwenteling moeten betekenen.

De aan de autonome overheidsbedrijven toegekende autonomie is afhankelijk van zowel het beheerscontract als de voorwaarden waaronder het toezicht wordt uitgeoefend. Het wetsontwerp stapt af van het opportunitetstoezicht, in tegenstelling tot de bepalingen van de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut. De Regeringscommissaris oefent uitsluitend toezicht uit op het feit of er overeenkomst is met de wet, de statuten en het beheerscontract.

Met het oog op de autonomie van de overheidsbedrijven is het van zeer groot belang dat alleen de beheerders van de onderneming de beslissingen inzake aankopen nemen; uitzondering wordt dan wel gemaakt voor de aangelegenheden van strategisch economisch belang die noodzakelijk zijn voor de uitvoering van de taken van openbare dienst, op voorwaarde dat die aangelegenheden uitdrukkelijk in het beheerscontract zijn vermeld.

Tijdens de algemene bespreking is al onderstreept dat dit ontwerp, dat een juridisch kader biedt waarbinnen de ondernemingen hun werkzaamheden kunnen uitoefenen, een uitdaging inhoudt, vooral voor de beheerders van de autonome overheidsbedrijven die de mogelijkheden die de ontworpen wet opent zullen moet invullen. Het is best mogelijk dat er leidinggevende personen met een ondernemingsgeest van buiten uit moeten worden aangetrokken; artikel 20 bepaalt overigens dat de leden van het directiecomité voor hun opdracht alleen op grond van een (hernieuwbare) contract van zes jaar mogen worden benoemd. Het spreekt voor zich dat een contractuele aanstelling voor het directiecomité de aanstelling van vast benoemde personeelsleden, die voor zes jaar naar de raad worden gedetacheerd, niet belet.

Tot slot onderstreept de Minister dat de leiding van de overheidsbedrijven de zaken concurrentieel moet aanpakken, zelfs op die gebieden waar er een monopolie bestaat.

## *2. Parlementaire controle*

Over de vraag om parlementaire controle zij opgemerkt dat over het algemeen de controle door de politieke instellingen minder rechtstreeks wordt naarmate de overheidsbedrijven meer autonomie krijgen.

Il convient de noter que l'article 23, § 6 met en place un système d'information du Parlement quant à la mise en œuvre du présent projet de loi et, notamment, l'exécution du contrat de gestion. (« Chaque année, le ministre dont relève l'entreprise publique autonome fait rapport aux Chambres législatives ... »)

L'article 6 établit en outre que les dispositions du contrat de gestion sont publiées au *Moniteur belge*, dans la mesure où elles ne contiennent pas des informations utiles pour les concurrents des entreprises publiques.

D'autre part, si la négociation du contrat de gestion est un acte du Pouvoir exécutif qui doit pouvoir être contrôlé par le Parlement, il faut exclure, en tout état de cause, que ce dernier puisse s'immiscer dans la négociation en discutant le sujet à l'avance. Enfin, il faut souligner combien est primordial le fait que, via le contrat de gestion, les EPA doivent pouvoir disposer d'une perspective à long terme.

Par ailleurs, si les engagements découlant de la négociation du contrat de gestion sont susceptibles d'avoir des répercussions budgétaires pendant plusieurs années, il convient de noter qu'il en va déjà de même à l'heure actuelle pour la plupart des décisions d'investissements.

### *3. La constitution de filiales*

Les dispositions retenues en ce qui concerne la constitution de filiales visent essentiellement à ce que le processus de décision de filialisation reste au sein de l'EPA : c'est son conseil d'administration qui est seul habilité à prendre la décision, pour autant que la filiale ne soit pas impliquée dans l'exécution des tâches de service public.

S'il est prévu que la décision du conseil d'administration se prenne à la majorité des deux tiers lorsqu'il s'agit d'une prise de participation plus importante (cf. article 13, § 2, premier alinéa), c'est pour que le point de vue des membres du comité de direction (six sur un nombre maximum de dix-huit membres du conseil d'administration), négociateurs de la prise de participation, ne pèse pas indûment au sein du conseil.

### *4. Le personnel*

La nécessité de maintenir le caractère statutaire du personnel, qui tient compte de la situation existante, n'empêche pas la possibilité d'engager des contractuels pour des tâches spécifiques, ce qui permet aux entreprises publiques de mieux coller aux évolutions en cours.

A la question de savoir si, le cas échéant, des différences salariales pour des fonctions semblables pourraient être introduites sur une base géographique (facteurs mieux payés à Bruxelles ou à Anvers qu'en région rurale, par exemple), le Ministre répond qu'il

Artikel 23, § 6, voert een regeling in om het Parlement in te lichten over de tenuitvoerlegging van dit wetsontwerp en met name over de toepassing van het beheerscontract. (« Elk jaar brengt de minister onder wie het overheidsbedrijf ressorteert verslag uit bij de Wetgevende Kamers ... »)

Artikel 6 zegt boven dien dat de bepalingen van het beheerscontract in het *Belgisch Staatsblad* worden bekendgemaakt, voor zover zij geen inlichtingen bevatten die concurrenten van de overheidsbedrijven dienstig kunnen zijn.

Waar anderzijds de onderhandelingen over het beheerscontract een aangelegenheid zijn voor de uitvoerende macht, waarop dan weer toezicht moet kunnen worden uitgeoefend door het Parlement, dient in elk geval te worden uitgesloten dat dit laatste zich in de onderhandelingen kan mengen, door die kwestie vooraf te bespreken. Ten slotte moet worden onderstreept hoe belangrijk het is dat de AOB's via het beheerscontract vooruitzichten op lange termijn moeten kunnen hebben.

Waar anderzijds de uit de onderhandelingen over het beheerscontract voortvloeiende verbintenis gedurende verscheidene jaren gevolgen voor de begroting kunnen hebben, dient te worden aangestipt dat dit ook nu al het geval is voor de meeste beslissingen inzake investeringen.

### *3. Oprichting van dochtermaatschappijen*

De bepalingen over de oprichting van dochtermaatschappijen strekken er vooral toe de besluitvorming ter zake bij het AOB te houden : alleen zijn raad van bestuur is gemachtigd om de beslissing te treffen, wanneer de dochtermaatschappij niet betrokken is bij de uitvoering van de taken van openbare dienst.

Dat de raad van bestuur met een tweederde meerderheid moet beslissen, wanneer een groter belang wordt genomen (cfr artikel 13, § 2, eerste lid), is voorgeschreven om het standpunt van de leden van het directiecomité (zes op een maximum aantal van achttien leden van de raad van bestuur), die over de belangstelling onderhandelen, in de raad niet ten onrechte te doen doorwegen.

### *4. Personeel*

De noodzaak de statutaire aard van het personeel te handhaven, en waarbij rekening wordt gehouden met de bestaande toestand, verhindert niet dat voor specifieke taken personeel op arbeidsovereenkomst wordt in dienst genomen, hetgeen de overheidsbedrijven de mogelijkheid biedt om de aan gang zijnde ontwikkelingen beter te volgen.

Op de vraag of er voor gelijkaardige taken wedderschillen naargelang van de geografische ligging kunnen voorkomen (bij voorbeeld postboden in Antwerpen of Brussel beter betaald dan op het platteland) antwoordt de Minister dat het betrokken bedrijf daar-

s'agit là d'une décision qui ressortit à l'autonomie de l'entreprise concernée : c'est au sein de celle-ci, c'est-à-dire au sein de sa commission paritaire, qu'un accord en ce sens devrait alors être négocié.

En ce qui concerne la conclusion de conventions collectives, il convient de noter que l'article 31, § 4, octroie cette compétence à la Commission Entreprises publiques; les EPA constitueront donc un secteur autonome, auquel ne s'appliqueront pas les protocoles conclus au Comité A entre les pouvoirs publics et les organisations syndicales du secteur public.

Si, dans la discussion générale, un membre a déclaré que le Comité A restait le seul lieu de négociation des projets de loi ou d'arrêté concernant les matières communes à tous les agents du secteur public, il faut encore ajouter qu'est seul visé le régime commun à l'ensemble des agents statutaires, notamment le système des pensions (art. 29 et suivants).

**Enfin, l'ancre des négociations au sein de l'EPA elle-même — ou, le cas échéant, de la Commission Entreprises publiques — a pour effet d'augmenter considérablement la souplesse de l'entreprise en matière de gestion du personnel : les engagements pourront se faire sans passer par une autorisation ministérielle, et la marge de manœuvre dans les négociations salariales sera un peu plus large que lorsque c'est toute la fonction publique qui est en cause. La politique de l'entreprise en la matière pourra être déterminée en fonction de ses besoins d'une part et des impératifs de rentabilité d'autre part.**

##### 5. *EPA régionales ou communautaires ?*

**Le classement dans la catégorie des entreprises publiques autonomes d'organismes relevant des Régions ou des Communautés ne peut être exclu, mais seules celles-ci peuvent prendre une initiative en ce sens; une telle initiative nécessitera en tout état de cause un décret. Le cas échéant, la Commission Entreprises publiques instituée par l'article 31 du projet pourrait être également rendue compétente pour les EPA ainsi créées.**

\*  
\* \* \*

Le Ministre des Postes, Télégraphes et Téléphones fait observer, en réponse à l'une des questions posées par le premier intervenant, que l'Office des Chèques postaux continue à faire partie de LA POSTE.

Il est inclus dans les services financiers postaux visés à l'article 141, 4°. Il est dès lors compris dans les missions de service public dont est chargée LA POSTE, mais il constitue néanmoins une activité en concurrence.

over autonoom beslist : over een dergelijk akkoord zou in het bedrijf zelf, dat wil zeggen in zijn paritair comité, moeten worden onderhandeld.

Wat het sluiten van collectieve overeenkomsten betreft, dient te worden aangestipt dat artikel 31, § 4, die bevoegdheid aan de Commissie Overheidsbedrijven verleent; de AOB's vormen dus een zelfstandige sector waarop de protocollen van het comité A tussen de overheid en de vakorganisaties van de overheidssector niet van toepassing zijn.

Aan de verklaring van een lid tijdens de algemene vergadering, dat het Comité A het enige orgaan is waar kan worden onderhandeld over ontwerpen van wet of besluit betreffende voor alle leden van het overheidspersoneel geldende gemeenschappelijke aangelegenheden, dient te worden toegevoegd dat hier alleen de gemeenschappelijke regeling voor alle statutaire personeelsleden wordt bedoeld, inzonderheid de pensioenregeling (art. 29 e.v.).

Dat de onderhandelingen binnen het AOB zelf — of desnoods in de Commissie Overheidsbedrijven — worden gehouden, heeft tot gevolg dat het personeelsbeheer van het bedrijf aanzienlijk wordt versoepeld : werven zal zonder toestemming van de minister kunnen en bij loononderhandelingen zal men over iets meer speelruimte beschikken dan wanneer alle overheidsdiensten erbij betrokken zijn. Het bedrijfsbeleid ter zake kan worden uitgestippeld op grond van de noden enerzijds en van de rentabiliteitseisen anderzijds.

##### 5. *Gewest- of Gemeenschaps-AOB's ?*

Er kan niet bij voorbaat worden uitgesloten dat instellingen die onder de Gewesten of de Gemeenschappen ressorteren in de categorie van de autonome overheidsbedrijven worden opgenomen. Wel kunnen alleen de betrokken Gemeenschappen en Gewesten een initiatief in die zin nemen; voor een dergelijk initiatief zal in ieder geval een decreet nodig zijn. In voorkomend geval kan het bij artikel 31 van het ontwerp opgerichte Comité Overheidsbedrijven ook voor de aldus opgerichte autonome overheidsbedrijven bevoegd worden gemaakt.

\*  
\* \* \*

De Minister van Posterijen, Telegrafie en Telefonie antwoordt op een van de door de eerste spreker gestelde vragen dat het Bestuur der Postchecks deel van de Post blijft uitmaken.

Het is een onderdeel van de in artikel 140, 4°, bedoelde financiële postdiensten en bijgevolg een van de opdrachten van openbare dienst van de Post, maar toch gaat het om een aan concurrentie onderhevige bedrijvigheid.

Le Ministre précise au même intervenant que, pour l'envoi des enveloppes destinées au courrier des CCP et avec les CCP, l'Office des Chèques postaux ne bénéficie en fait pas, de la part de la Régie des Postes, de la franchise postale : dans la comptabilité de la Régie des Postes, cette correspondance est imputée à l'OCP. Celui-ci ne jouit donc pas d'avantages indus vis-à-vis des institutions bancaires.

### III. — DISCUSSION DES ARTICLES

#### TITRE I<sup>er</sup>

##### *Les entreprises publiques autonomes*

###### 1. Observations générales d'un membre sur le Titre I<sup>er</sup>

###### — *Le contrat de gestion*

Si une entreprise publique parvenait à réaliser des bénéfices, ceux-ci seront rapidement absorbés par les besoins financiers insatiables des pouvoirs publics, ce qui aura pour effet de démotiver les responsables.

###### — *Le personnel*

Le fait que le personnel puisse être recruté sur une base contractuelle en fonction des nécessités du service constitue un élément positif. Mais il apparaît dès à présent que la collaboration ne sera pas facile et qu'elle pourra être à l'origine de tensions.

###### — *La commission paritaire*

Le pouvoir des syndicats est confirmé. Il n'est tenu aucun compte de la spécificité de certaines tâches, qui requièrent une approche particulière.

La stabilité d'emploi constitue une lourde contrainte pour une entreprise, surtout en cas d'incompétence du travailleur. Elle ne favorisera d'ailleurs ni la motivation, ni le rendement.

###### — *Transformation en société anonyme de droit public*

La possibilité qu'a le personnel d'acquérir des actions de sa propre entreprise est néanmoins fortement dévalorisée par la privation du droit de vote.

###### — *Protection des usagers*

On peut s'interroger sur l'objectivité du médiateur. Le médiateur nommé statutairement ne sera-t-il pas

De Minister verklaart ook nog aan dezelfde spreker dat het Bestuur der Postchecks voor het versturen van enveloppes voor de correspondentie van en voor de PCR eigenlijk niet over een door de Regie der Posterijen toegekende portvrijdom beschikt : in de boekhouding van de Regie der Posterijen wordt die correspondentie bij het Bestuur der Postchecks ondergebracht, dat ten opzichte van de bankinstellingen bijgevolg geen onrechtmatige voordelen geniet.

### III. — BESPREKING VAN DE ARTIKELEN

#### TITEL I

##### *De autonome overheidsbedrijven*

###### 1. Algemene opmerkingen van een lid over Titel I

###### — *Het beheerscontract*

Indien een overheidsbedrijf er in zou slagen winst te boeken, zal deze snel worden gebruikt om de nimmer aflatende geldhonger van de overheid te stillen. Dit zal dan leiden tot demotivering bij de verantwoordelijken.

###### — *Het personeel*

Gunstig element is dat personeel kan worden aangeworven op contractuele basis in overeenstemming met de noodwendigheid van de dienst. Maar het blijkt nu al dat de samenwerking stroef zal verlopen : deze situatie van verschillende taken voor hetzelfde werk kan immers aanleiding geven tot toestanden van spanning.

###### — *Het paritair comité*

Vooral de macht van de vakbond wordt bevestigd en bestendigd. Geen rekening wordt gehouden met specificiteiten van sommige taken, welke een bijzondere aanpak vereisen.

Vastheid van betrekking blijft een zware belasting voor een bedrijf vooral in geval van inefficiëntie van de werknemer. Het zal trouwens de motivering en het rendement niet ten goede komen.

###### — *Omzetting in naamloze vennootschap van publiek recht*

De mogelijkheid die geschapen wordt voor het personeel om aandelen te verwerven van hun eigen bedrijf wordt toch enorm beperkt door het algemeen gebrek aan stemrecht.

###### — *Bescherming van de gebruikers*

De onpartijdigheid van de ombudsman kan wel in vraag gesteld worden. Zal er heus geen politieke druk

soumis à des pressions politiques ? Il n'a en outre aucune formation juridique effective et ne peut imposer aucune sanction.

— *L'incidence des dispositions du Titre I<sup>er</sup> sur le secteur des télécommunications*

Le membre souligne que plusieurs années ont été perdues depuis la publication du « Rapport des sages » en 1988.

Dans l'intervalle, d'autres pays ont, à l'instar du Royaume-Uni et avec l'appui de la Commission européenne, modernisé leur politique de télécommunications. Il s'avère en outre qu'aucune étude d'opportunité n'a été réalisée avant le dépôt de ce projet. Le membre estime que, compte tenu des délais requis pour mettre en œuvre les textes à l'examen, la Belgique ne sera pas prête à temps pour le marché unique de 1992.

Un aspect positif des dispositions du titre I<sup>er</sup> est qu'elles soustraient les entreprises publiques à l'application de la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public. C'est là également l'élément le plus marquant de cette loi-cadre. Pour le reste, la situation actuelle de la RTT handicappée par la tutelle étatique, ne change guère, si ce n'est en façade. La politisation se poursuivra par le biais des nominations, des contrôles et des verrouillages. La loi a été élaborée sous la pression de l'échéance qui représente l'ouverture du marché unique de 1992. Elle semble par trop servir des objectifs politiques et reste beaucoup trop conservatrice.

Comment la Belgique pourra-t-elle à présent aussi et surtout après 1992, faire face à la concurrence du Royaume-Uni, des Pays-Bas et d'autres pays, qui ont modernisé leur politique de télécommunications ? L'intervenant estime qu'il n'est pas pertinent de prendre les règles applicables à la SNCB comme exemple pour la présente loi-cadre. Pourquoi ne pas prendre comme exemple pour la RTT notre concurrent le plus proche, à savoir les Telecom néerlandais, qui fonctionnent très bien ?

Des entreprises étrangères et également des entreprises belges envisagent de transférer leur centre de télécommunications aux Pays-Bas, en France, ou au Royaume-Uni. Dans ces pays, les sociétés privées ou autonomes, dirigées par des managers privés, sont associées à la politique commerciale. Le membre doute que BELGACOM dispose d'une autonomie et d'un dynamisme suffisants pour pouvoir faire face à cette concurrence. L'apport de savoir-faire commercial extérieur est indispensable pour la RTT.

Le membre se demande si le projet de loi à l'examen respecte bien toutes les directives et règlements européens relatifs à la dérégulation et à la libéralisation. Il estime qu'il aurait fallu énumérer, dans l'exposé des motifs, les directives et règlements européens existants et ceux entrant en vigueur.

op de statutair benoemde ombudsman uitgeoefend worden ? Bovendien bezit hij geen echt juridische opleiding en de sancties zijn nihil.

— *De invloed van de bepalingen van Titel I op de telecomsector*

Het lid merkt op dat verscheidene jaren verloren zijn gegaan sinds de publicatie van het « Verslag der Wijzen » in 1986.

Andere landen hebben intussen, naar het voorbeeld van het Verenigd Koninkrijk met de steun van de Europese Commissie, hun telecombeleid gemoderniseerd. Bovendien blijkt dat aan dit wetsontwerp geen opportunitetsstudie is voorafgegaan. Rekening houdend met de benodigde tijd voor het operationeel maken van onderhavige teksten komt het lid tot het besluit dat België niet tijdig klaar zal zijn voor de gemeenschappelijke markt van 1992.

Positief in Titel I is wel het onttrekken van de overheidsbedrijven aan de toepassing van de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut. Het is ook het belangrijkste feit in deze kaderwet. Voor de rest blijft de huidige gehandicapte RTT-situatie door overheidsbetutteling in grote mate bestaan, maar stekelt in een nieuw kleedje. Politisering blijft behouden door benoemingen, controles en grenzels. De wettekst, die is gemaakt uit hoge noodzaak in het vooruitzicht van de aankomende eenheidsmarkt van 1992, lijkt te sterk politieke objectieven te dienen en blijft veel te behoudsgezind.

Hoe zal België nu en vooral na 1992 kunnen optrekken tegen de concurrentie van het Verenigd Koninkrijk en Nederland en andere landen die hun telecombeleid gemoderniseerd hebben ? Volgens spreker is het irrelevant om de regels die gelden voor de NMBS als voorbeeld te kiezen voor de kaderwet. Waarom niet, voor de RTT, onze dichtsbijgelegen concurrent namelijk Nederland Telecom, nemen, die zeer efficiënt werkt ?

Buitenlandse bedrijven en ook nationale bedrijven overwegen om hun telecomcentrum te verplaatsen naar Nederland, Frankrijk of het Verenigd Koninkrijk. Privé-maatschappijen of onafhankelijke maatschappijen met privé-managers zorgen er voor het commercieel beleid. Het lid heeft er de grootste twijfels over of BELGACOM over voldoende autonomie en dynamiek zal beschikken om de concurrentie te kunnen aangaan. De inbreng van externe commerciële know-how is absoluut nodig in de RTT.

Het lid vraagt zich af of onderhavig wetsontwerp wel alle Europese verordeningen en richtlijnen voor deregulering en liberalisering respecteert. Volgens hem ware een opsomming van de bestaande en in voege tredende verordeningen en richtlijnen van de EEG onontbeerlijk in de Memorie van Toelichting.

On mentionnera à cet égard :

— certains articles du Traité de Rome (notamment les articles 85, 86 et 90 relatifs à l'abus de monopole);

— la directive relative à la concurrence sur les marchés des services de télécommunications (90/388) et la directive relative à la réalisation du marché intérieur pour les services de télécommunications par la mise en œuvre de l'Open Network Provision (ONP) (90/387), qui ont toutes deux été approuvées, le 28 juin 1990, par le Conseil de ministres européen quant à leur contenu en vue de leur notification;

— l'ouverture de marchés publics, Conseil de ministres européen du 17 septembre 1990 (directive du Conseil portant coordination des dispositions législatives, réglementaires et administratives relatives à l'application des règles communautaires sur les procédures de passation de marchés dans les secteurs de l'eau, de l'énergie, des transports et des télécommunications);

— le règlement n° 1762 sur la conclusion d'accords entre les Etats-membres et avec des pays tiers (point J. du « Livre vert »);

— et le « Livre vert » de la Commission européenne sur le développement du marché commun pour les services et les équipements de télécommunications (juin 1987).

L'intervenant estime que le monopole de BELGACOM en matière d'infrastructure ne peut pas donner lieu à des abus au niveau de la concurrence avec le secteur privé.

BELGACOM devrait se limiter aux activités pour lesquelles le monopole lui a été accordé. Toutes les activités soumises à la libre concurrence devraient être exercées par des filiales de BELGACOM, ce qui offrirait une garantie minimale contre les distorsions de la concurrence.

Le projet de loi à l'examen n'offre aucune garantie en la matière, étant donné que le monopole de l'infrastructure peut être exercé en même temps que des activités concurrentielles dans les secteurs libres.

La filialisation permet un apport de savoir-faire commercial et technique ainsi qu'une internationalisation. Le membre se demande dès lors ce que les syndicats craignent à cet égard. La mentalité qui sous-tend la gestion actuelle et le manque d'aptitudes commerciales ôtent tout espoir à la RTT de conquérir une position favorable sur le marché libre.

Le membre demande ensuite ce qui il faut entendre par « missions de service public » dans le domaine des télécommunications.

La conclusion la plus importante du Livre vert (1987), le rapport général sur les télécommunications en Europe, est que les Etats-membres doivent limiter l'importance des monopoles accordés aux concessionnaires publics de télécommunications.

La Commission s'efforce d'en arriver à ce que les PTT ne conservent plus qu'un seul privilège, à savoir le monopole de la téléphonie, car il permet de disposer

Te vermelden zijn :

— bepaalde artikelen van het Verdrag van Rome (o.a. art. 85, 86 en 90 met betrekking tot het misbruik van monopolie);

— de richtlijn betreffende de mededinging op de markten voor telecommunicatiediensten (90/388) en de richtlijn betreffende de totstandbrenging van de interne markt voor telecommunicatiediensten door middel van de tenuitvoerlegging van Open Network Provision (ONP) (90/387), die beide door de Europese Ministerraad inhoudelijk en voor notificatie goedgekeurd werden op 28 juni 1990;

— de openstelling van overheidsopdrachten, EEG-ministerraad van 17 september 1990 (directive du Conseil portant coordination des dispositions législatives, réglementaires et administratives relatives à l'application des règles communautaires sur les procédures de passation de marchés dans les secteurs de l'eau, de l'énergie, des transports et des télécommunications);

— de verordening n° 1 762 over het sluiten van overeenkomsten onderling of met derde landen (punt J van het « Groenboek »);

— en het « Groenboek » van de Europese Commissie over de ontwikkeling van de Gemeenschappelijke markt voor telecommunicatiediensten en -uitrustingen (juni 1987).

Volgens spreker mag de monopoliepositie van BELGACOM over de infrastructuur niet leiden tot misbruiken inzake concurrentie met de privé-sector.

BELGACOM zou zich uitsluitend moeten beperken tot de activiteiten waarvoor het monopolie is toegekend. Alle activiteiten in concurrentie zouden moeten worden uitgeoefend via filialen van BELGACOM. Dit zou een minimum waarborg bieden om de concurrentievervalsing in toom te houden.

Onderhavig ontwerp biedt die waarborg niet omdat het monopolie van de infrastructuur samen kan worden uitgeoefend met concurrerende activiteiten in de vrije sectoren.

Via filialisering kunnen commerciële en technische know-how alsook internationale dienstverlening ingebracht worden; het lid vraagt zich af wat de vakbonden daarbij vrezen. De huidige beleidsmentaliteit en het gebrek aan commerciële kennis maken het hopeloos voor de RTT om zelf een gunstige positie te veroveren op de vrije markt.

Verder stelt het lid zich de vraag wat moet worden verstaan onder opdrachten van « openbare dienst » op telecommunicatiegebied.

Het belangrijkste besluit van het Groenboek (1987), het overzichtsrapport voor de telecommunicaties in Europa, is dat de Lidstaten de omvang van de toegestane monopolies aan de openbare telecommunicatie concessiehouders moeten beperken.

De Commissie streeft er naar de PTT's slechts één voorrecht te laten behouden, namelijk het monopolie op de telefonie omdat dit toelaat over voldoende inkom-

de revenus suffisants pour poursuivre le développement de l'infrastructure de base et des réseaux.

Les Etats membres ne devraient résERVER aux concessionnaires que la fourniture de l'infrastructure publique de base et devraient limiter au maximum les services réservés (à savoir la téléphonie jusqu'à fin 1992). Les règles en matière de concurrence pourraient être d'application pour les équipements terminaux et pour les réseaux de services à valeur ajoutée.

L'« intérêt général » n'implique donc pas qu'il faille conserver à BELGACOM le champ d'action le plus large possible, et certainement pas dans des secteurs potentiellement concurrentiels dans lesquels nous accusons déjà un certain retard par rapport à l'étranger.

Le membre insiste sur la nécessité pour BELGACOM de se hisser au niveau des pays voisins.

Les textes légaux ne suffiront pas à assouplir les critères qui président au choix de notre pays pour l'implantation d'un centre de télécommunications :

1. Les tarifs des lignes louées sont beaucoup trop élevés, surtout au niveau national;
2. Le service 24 h sur 24 et 7 jours sur 7 est déficient;
3. Le caractère coercitif des dispositions réglementaires en matière d'interconnections, etc. fait fuir les entreprises étrangères.

Les connaissances individuelles et les capacités de management seront-elles encore considérées comme des éléments secondaires pour l'attribution des promotions chez BELGACOM, comme c'est le cas à la RTT ?

En ce qui concerne l'incidence des dispositions du titre I<sup>er</sup> sur le secteur des télécommunications, le membre pose les questions suivantes :

1. Qui sera responsable chez BELGACOM en ce qui concerne l'exécution du contrat de gestion ? Le conseil d'administration ou le comité de direction ? Comment les attributions et les tâches se répartiront-elles entre ces deux organes ? Quelle rentabilité pourront-ils viser avec le contrat de gestion ?

2. BELGACOM sera-t-elle une société anonyme ? Le membre renvoie à cet égard au statut ambigu de la Sabena.

3. Pourquoi prévoir toutes sortes de verrous et de restrictions en ce qui concerne la filialisation ?

4. Qu'adviendra-t-il des OSTT (Œuvres sociales TT) et des autres services gérés ou cogérés par les syndicats (école TT) ?

Les tâches des OSTT sont les suivantes :

- gestion de restaurants, homes et centres de vacances;
- intervention dans les frais médicaux et pharmaceutiques;
- assistance de toute nature.

5. Quand y aura-t-il des élections syndicales ? Les dernières remontent à 1959.

sten te beschikken om de basisinfrastructuur en de netten verder uit te bouwen. Telefonie betekent in België nog meer dan 80 % van de inkomsten van de RTT.

De Lidstaten zouden aan de concessiehouders slechts het leveren van de openbare basis-infrastructuur moeten voorbehouden en de voorbehouden diensten (= telefonie tot en met 1992) tot het minimum beperken. De concurrentieregels moeten van toepassing zijn voor de einduitrustingen en voor de netten van diensten met toegevoegde waarde.

« Algemeen belang » betekent dus niet het actieterrein van BELGACOM maximaal houden en zeker niet in mogelijk concurrentiële sectoren waar het buitenland ons nu voorop loopt.

Het lid wijst op de noodzaak voor BELGACOM om zich op het niveau van de ons omringende landen te hijsen.

De wetteksten zullen niet volstaan om reële criteria voor keuze van inplanting van een telecomcenter in ons land gunstiger te maken :

1. De tarieven voor verhuurde geleidingen liggen veel te hoog, vooral de nationale;
2. De permanente, voltijdse dienstverlening is gebrekig;
3. De reglementaire dwangmaatregelen voor interconnecties en dergelijke verjagen de buitenlandse bedrijven.

Zullen individuele kennis en managementcapaciteiten ook bij BELGACOM als bijkomstig beschouwd worden voor interne bevordering, zoals bij de RTT ?

In verband met de invloed van de bepalingen van Titel I op de telecommunicatie-sector, stelt het lid de volgende vragen :

1. Wie is bij BELGACOM verantwoordelijk voor het uitvoeren van het beheerscontract ? De Raad van Bestuur of het Directiecomité ? Hoe gebeurt de scheiding van attributies en taken tussen beide ? Welke rentabiliteit kunnen zij nastreven door het beheerscontract ?

2. Wordt BELGACOM een N.V. ? Het lid verwijst hier naar het ambivalente statuut van SABENA.

3. Waarom allerlei grenzels en beperkingen plaatsen op de filialiseringen ?

4. Wat gebeurt er met SWTT (Sociale Werken TT) en andere syndicaal beheerde of medebeheerde diensten (TT-school) ?

Taken van de SWTT zijn :

- beheer van restaurants, homes en vakantiecentra
- tussenkomst in medische- en farmaceutische kosten
- allerlei bijstand.
- 5. Wanneer zullen er syndicale verkiezingen plaatsvinden ? De laatste dateren van 1959.

6. Le tarif téléphonique social sera-t-il maintenu et qui en supportera éventuellement la charge ?

7. Quels impôts directs et indirects BELGACOM devra-t-elle payer ?

Le membre se propose d'examiner plus en détail la réforme du secteur des télécommunications lors de la discussion des titres II et III.

— *Incidence des dispositions du Titre I<sup>er</sup> sur le secteur des chemins de fer*

Un membre demande pourquoi l'Etat, qui est le plus gros client de la SNCB, est exclu de la formation normale des prix fondée sur l'offre et la demande lorsqu'il s'agit de l'achat de services (le contrat de gestion est en effet l'achat global d'un ensemble de services). L'expérience montre en effet qu'en cas de double monopole, l'acheteur (en l'occurrence l'Etat) est lésé.

Comment va-t-on motiver les entreprises et les directions de ces entreprises si l'Etat pourra continuer à s'occuper de la structure financière de l'entreprise, de l'affectation des bénéfices nets, du plan d'entreprise et des opérations immobilières ?

Le but est-il vraiment d'accorder l'autonomie (à l'article 7 - chapitre III, l'autonomie est interprétée au sens très strict) ?

Le conseil d'administration est-il responsable à l'égard des actionnaires (en l'occurrence l'Etat) ?

L'instauration du contrat de gestion ne contribue en tout cas ni à définir plus clairement ni à simplifier le rôle de l'Etat à l'égard des chemins de fer.

Le même membre demande comment l'application d'une disposition telle que l'article 12, § 4, peut être contrôlée.

Par le passé, on a mis au point, du moins à la SNCB, une véritable technique pour contourner cette obligation. Ainsi, pour ne citer que l'exemple le plus flagrant, tout le monde sait que l'activité « colis » est subventionnée mais personne ne peut le prouver.

L'article 13 prévoit également toute une série de limitations de l'autonomie de gestion, limitations qui ne font qu'illustrer le manque de confiance du législateur dans le bon fonctionnement des structures qu'il est en train de créer : les conseils d'administration sont considérés comme incompétents a priori et il convient dès lors d'éviter qu'il prennent des risques injustifiés.

Pourquoi maintient-on le « Comité restreint » à la SNCB (art. 15) ?

Cette structure se justifiait parce que :

— le conseil d'administration comptait trop de membres et que tous n'étaient pas toujours très versés dans les domaines techniques;

— il n'existe pas de comité de direction.

Par mérite de la création du comité de direction comprenant un administrateur délégué (en tant que président), cette structure intermédiaire est toutefois devenue superflue.

6. Blijft het sociaal telefoontarief behouden en wie neemt het eventueel ten laste ?

7. Welke rechtstreekse en onrechtstreekse belastingen zal BELGACOM moeten betalen ?

Het lid neemt zich voor om bij titel II en III meer uitgebreid in te gaan op de hervorming van de telecomsector.

— *De invloed van de bepalingen van Titel I op de sector van de spoorwegen*

Het lid vraagt waarom de Staat, die de grootste klant van de NMBS is, wanneer het om het kopen van diensten gaat (want dat is het beheerscontract : een globale aankoop van een pakket van diensten) uitgesloten wordt van de normale prijsvorming gebaseerd op vraag en aanbod. De ervaring leert immers dat bij dubbel monopolie de koper (aldus de Staat) bedrogen wordt.

Hoe gaat men de bedrijven en de directies van die bedrijven motiveren wanneer de Staat zich verder kan inlaten met de financiële structuur van het bedrijf, de bestemming van de nettowinst, het ondernemingsplan en de onroerende verrichtingen ?

Is het echt de bedoeling autonomie te verlenen (in artikel 7 - hoofdstuk III, wordt autonomie zeer beperkt geïnterpreteerd) ?

Is de Raad van Bestuur verantwoordelijk ten overstaan van de aandeelhouders (in dit geval de Staat) ?

Het invoeren van een beheerscontract leidt alleszins niet tot een verduidelijking en vereenvoudiging van de rol van de Staat ten aanzien van de spoorwegen.

In verband met artikel 12, § 4, vraagt hetzelfde lid hoe men de toepassing van dergelijke bepaling kan controleren.

In het verleden heeft men, althans bij de NMBS, een ware « techniek » uitgewerkt om die verplichting te omzeilen. Zo bijvoorbeeld : iedereen weet dat de colis-activiteit wordt gesubsidieerd maar men kan het nooit bewijzen, om maar het meest flagrante voorbeeld te nemen.

In artikel 13 is opnieuw een hele reeks beperkingen van de bedrijfsautonomie te vinden, die alleen maar het wantrouwen illustreren van de wetgever ten overstaan van de goede werking van de structuren die hij aan het oprichten is : de Raden van Bestuur worden a priori als niet competent beschouwd en daarom moet men vermijden dat ze onverantwoorde risico's nemen.

Waarom behoudt men bij de NMBS het « Beperkt Comité » (art. 15) ?

Deze structuur was verantwoord omdat :

— de Raad van Bestuur te veel leden telde en alle leden niet altijd technisch onderlegd waren;

— er geen Directiecomité bestond.

Met de oprichting van het Directiecomité waarin een gedelegeerde bestuurder zetelt (als voorzitter), is deze tussenstructuur evenwel overbodig geworden.

L'expérience nous enseigne en outre qu'en plus d'être superflu, cet organe intermédiaire s'avère même franchement néfaste au bon fonctionnement de l'entreprise.

L'article 22, § 1<sup>er</sup>, 6<sup>o</sup> prévoit une curieuse exception dans le chef de la SNCB, où les permanents syndicaux font traditionnellement fonction d'administrateurs, avec toutes les conséquences que cela implique.

## 2. Discussion par article

### Art. 1

#### 1. Discussion

L'article 1<sup>er</sup> instaure la catégorie des entreprises publiques autonomes et prévoit les conditions dans lesquelles un organisme d'intérêt public peut obtenir une autonomie de gestion par la conclusion d'un contrat de gestion avec l'Etat.

MM. De Croo et Knoops introduisent deux amendements complémentaires l'un par rapport à l'autre, proposés en ordre principal (amendements n°s 1 et 2).

L'amendement n° 1 vise à remplacer, dans l'intitulé, les titres et tous les articles du projet, la dénomination « entreprise(s) publique(s) » par celle d'« entreprise(s) ».

L'amendement n° 2 supprime l'exigence du contrat de gestion pour l'accès de ces entreprises à l'autonomie.

L'un des auteurs observe que tant la notion même d'entreprise « publique » que la conclusion d'un contrat de gestion impliquent que les entreprises concernées ne jouiront pas de l'indépendance que le projet vise à leur conférer, parce que le recours à ces concepts confirme l'emprise des autorités sur ces entreprises. C'est là une philosophie que les auteurs des amendements récusent.

Le même membre attire d'autre part l'attention sur le manque de clarté de la notion de société anonyme de droit public dont, aux termes de l'article 37, les entreprises publiques autonomes telles que définies à l'article 1<sup>er</sup> pourraient adopter la forme : le modèle auquel l'on se réfère est-il la SNCB ou la SABENA ? Il faut en outre souligner que la SABENA, par exemple, déroge au statut des sociétés anonymes sur pas moins de onze points.

Des membres attirent l'attention sur les questions de principe soulevées par le Conseil d'Etat (Doc. n° 1287/1, p. 160).

En ce qui concerne les trois premières questions du Conseil d'Etat, le Ministre des Postes, Télégraphes et Téléphones renvoie à l'Exposé des motifs (*ibid.*, p. 7).

En réponse à la quatrième question du Conseil d'Etat, qui porte sur le régime juridique des contrats

De ervaring leert bovendien dat dit tussenorgaan niet alleen overbodig is, maar zelfs ronduit nadelig voor de goede werking van het bedrijf.

In artikel 22, § 1, 6<sup>o</sup> wordt voorzien in een merkwaardige uitzondering bij de NMBS, waar traditioneel vrijgestelden van de vakbonden als beheerders optreden — met alle gevolgen vandien.

## 2. Artikelsgewijze bespreking

### Art. 1

#### 1. Bespreking

Artikel 1 voorziet in de oprichting van autonome overheidsbedrijven en bepaalt onder welke voorwaarden een instelling van openbaar nut beheersautonomie kan verkrijgen door een beheerscontract met de Staat te sluiten.

De heren De Croo en Knoops dienen twee amendementen in hoofdorde in die elkaar aanvullen (amendementen n°s 1 en 2).

Amendement n° 1 wil in het opschrift, in de titels en in alle artikelen van het ontwerp de benaming « overheidsbedrijf(-ven) » vervangen door de benaming « bedrijf(-ven) ».

Amendement n° 2 beoogt de opheffing van de verplichting een beheerscontract te sluiten waaraan die bedrijven moeten voldoen om de beheersautonomie te verkrijgen.

Een van de indieners merkt op dat zowel het begrip « overheidsbedrijf » als het sluiten van een beheerscontract betekenen dat de betrokken bedrijven niet de zelfstandigheid zullen krijgen die het ontwerp hun wil toeekennen omdat het hanteren van die noties de greep van de overheid op die bedrijven verstevigt. Een dergelijke opvatting vindt geen genade in de ogen van de indieners van het amendement.

Hetzelfde lid vestigt enerzijds de aandacht op het gebrek aan duidelijkheid van het begrip « naamloze vennootschap van publiek recht » waarvan de in artikel 1 omschreven overheidsbedrijven krachtens artikel 37 de vorm kunnen aannemen : zijn de modellen waarnaar hierbij verwezen wordt de NMBS of de SABENA ? Bovendien dient erop te worden gewezen dat de SABENA bijvoorbeeld op niet minder dan 11 punten van het statuut van de naamloze vennootschappen afwijkt.

Een aantal leden vestigen de aandacht op de door de Raad van State aan de orde gestelde principiële vragen (Stuk n° 1287/1, blz. 160).

Wat de eerste drie vragen van de Raad van State betreft, verwijst de Minister van Posterijen, Telegrafie en Telefonie naar de memorie van toelichting (*ibid.*, blz. 7).

In antwoord op de vierde vraag van de Raad van State, met name of de rechtsregeling van de beheers-

de gestion et des conventions collectives, le Ministre déclare que l'article 3, § 5 précise la nature juridique du contrat de gestion. Bien qu'il s'agisse d'un contrat conclu entre des personnes publiques relativement à l'exercice de missions de service public, le projet tend à soumettre ledit contrat au régime du droit commun dans les limites précisées à l'article 3 et, dès lors, exclure l'exercice des prérogatives exorbitantes de la puissance publique, liées aux contrats administratifs.

Il en résulte que, pour les actions dirigées contre l'Etat, les juridictions civiles seront compétentes; tandis que, pour les actions de l'Etat contre l'entreprise publique, les juridictions commerciales seront compétentes, compte tenu de l'article 8, alinéa premier.

En ce qui concerne les conventions collectives, le Ministre renvoie à l'article 31, § 4 et surtout au commentaire de cette disposition (p. 29) : « quand le caractère public du statut est en jeu, le Conseil d'Etat est compétent. Les autres cas relèvent de la compétence des cours et tribunaux ordinaires ». Le Ministre précise que, dans le cas du personnel statutaire, son lien avec l'entreprise est considéré comme un acte administratif et, comme tel, soumis à la juridiction du Conseil d'Etat, tandis que les relations avec le personnel contractuel relèvent de la compétence du tribunal du travail.

Un membre demande s'il ne faut pas distinguer les nominations de personnel statutaire, pour lesquelles la juridiction compétente est en effet indéniablement le Conseil d'Etat, des promotions de ce même personnel décidées par le conseil d'administration de l'EPA : est-ce encore le Conseil d'Etat qui est compétent ?

De la même manière, la nature juridique des actes posés par le conseil d'administration dans le cadre de l'exercice des missions de service public est-elle incontestable ?

Les Ministres s'engagent à introduire une note juridique sur ces points.

MM. De Croo et Knoops proposent trois amendements en ordre subsidiaire (amendements n°s 3, 8 et 15) aux amendements n°s 1 et 2 déjà déposés.

En ce qui concerne les amendements n°s 15 et 3, qui portent sur le § 4, les auteurs s'étonnent de la technique législative utilisée à l'art. 1<sup>er</sup> : on organise le classement d'organismes d'intérêt public dans la catégorie des EPA par arrêté royal délibéré en Conseil des Ministres après le vote de la loi. En outre, le Conseil d'Etat a observé que compte tenu du § 3, le § 4 ne se justifie pas et doit être omis (Doc. n° 1287/1, p. 161).

contracten en van de collectieve overeenkomsten voldoende precies vastgesteld is, verklaart de Minister dat artikel 3, § 5, de juridische aard van het beheerscontract preciseert. Hoewel het om een overeenkomst gaat, die tussen publiekrechtelijke personen gesloten werd betreffende de uitoefening van opdrachten van openbare dienst, wil het ontwerp dit contract onderwerpen aan het stelsel van gemeen recht binnen de hierboven (art. 3) vermelde grenzen en derhalve de uitoefening van overdreven prerogatieven van de openbare macht, die met administratieve contracten gepaard gaan, vermijden.

Daaruit vloeit voort dat voor sommige tegen de Staat ingestelde vorderingen de burgerlijke rechbanken bevoegd zullen zijn, terwijl voor de vorderingen die de Staat instelt tegen het overheidsbedrijf, de handelsrechtbanken bevoegd zullen zijn, gelet op artikel 8, eerste lid.

In verband met de collectieve overeenkomsten verwijst de Minister naar artikel 31, § 4, en vooral naar het commentaar bij die bepaling (blz. 29) : « indien het openbaar karakter van het statuut in het gedrang is, is de Raad van State bevoegd. De andere gevallen behoren tot de bevoegdheid van de gewone hoven en rechbanken ». De Minister merkt op dat wanneer het om statutair personeel gaat de band tussen het personeel en het bedrijf beschouwd wordt als een administratieve rechtshandeling die als zodanig onder de rechtspraak van de Raad van State valt, terwijl de betrekkingen van het bedrijf met het contractueel personeel tot de bevoegdheid van de arbeidsrechtbank behoren.

Een lid vraagt of er geen onderscheid moet worden gemaakt tussen de benoemingen van statutair personeel waarvoor de Raad van State wel degelijk zonder enige twijfel het bevoegde rechtscollege is en de bevordering van datzelfde personeel waartoe door de Raad van Bestuur van het AOB wordt besloten : is de Raad van State ook daarvoor bevoegd ?

Is bovendien de juridische aard van de handelingen die door de Raad van Bestuur in het raam van de uitvoering van zijn opdrachten als overheidsdienst gesteld worden niet voor betwisting vatbaar ?

De Ministers beloven daaromtrent een juridische nota in te dienen.

De heren De Croo en Knoops stellen drie amendementen in bijkomende orde (amendementen n°s 3, 8 en 15) op de reeds ingediende amendementen n°s 1 en 2 voor.

De indieners van de amendementen n°s 15 en 3, die betrekking hebben op § 4, uiten hun verwondering over de in artikel 1 gebruikte wetgevingstechniek waardoor de indeling, bij een in de Ministerraad overlegd koninklijk besluit, van sommige instellingen van openbaar nut in de categorie van de autonome overheidsbedrijven georganiseerd wordt nadat de wet is goedgekeurd. Bovendien heeft de Raad van State opgemerkt dat § 4, gelet op § 3, niet nodig is en moet vervallen (stuk n° 1287/1, blz. 161).

Le Ministre des Postes, Télégraphes et Téléphones, fait observer que cette technique avait déjà été utilisée dans la loi du 16 mars 1954, relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public. Elle permet une plus grande célérité.

Une intervention du législateur est néanmoins nécessaire dans tous les cas : préalablement à la conclusion d'un contrat de gestion et à la classification parmi les entreprises publiques autonomes, il faut que la loi adapte le statut organique de l'organisme d'intérêt public concerné et définitive ses missions de service public (c'est ce qui est déjà fait pour quatre entreprises à travers les titres II, IV, V et VI du présent projet).

Un membre souligne que le Pouvoir législatif n'est dès lors pas mis hors concours dans la procédure de la transformation d'organismes publics en entreprises publiques autonomes; l'initiative d'une telle modification — en tout cas, en ce qui concerne la première étape, celle de la modification du statut organique — peut être le fait tant du Parlement que du Gouvernement.

La discussion porte ensuite sur les caractéristiques que doivent présenter les organismes publics pour être susceptibles de devenir des entreprises publiques autonomes. Des membres demandent si la Régie des Bâtiments ou le Bureau du Plan pourraient, le cas échéant, se voir accorder ce statut.

Le Ministre des Postes, Télégraphes et Téléphones rappelle que les organismes concernés doivent oeuvrer dans un secteur industriel ou commercial, c'est-à-dire qu'ils doivent s'occuper de production ou de vente de produits.

## 2. Votes

Les amendements n°s 1, 8 et 2 (MM. De Croo et Knoops), 15 (MM. Knoops et De Croo) et 3 (MM. De Croo et Knoops) sont successivement rejetés par 14 voix contre 4.

L'article est adopté par 14 voix contre 4.

## Art. 2

### 1. Discussion

Trois amendements sont déposés.

Les amendements n°s 4 (M. De Croo) et 18 (MM. Draps et Knoops) visent tous deux à supprimer l'article 2. L'amendement subsidiaire (n° 16) de MM. Knoops et De Croo tend, en ordre principal, à supprimer le § 1<sup>er</sup>, 1<sup>er</sup> alinéa de cet article et, en ordre subsidiaire, à supprimer dans ce même alinéa les mots « compléter, modifier ou remplacer ». Ces différents amendements sont inspirés par des considérations identiques. Leurs auteurs font observer que :

De Minister van Posterijen, Telegrafie en Telefonie wijst erop dat die techniek reeds gebezigd werd in de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut. Zij biedt de mogelijkheid sneller te werken.

Het optreden van de wetgever is niettemin hoe dan ook noodzakelijk : vóór het sluiten van een beheerscontract en voordat de indeling bij de autonome overheidsbedrijven gebeurt, dient de wet het organiek statuut van de betrokken instelling van openbaar nut aan te passen en haar opdrachten van openbare dienst te definiëren (dat is via de titels II, IV, V en VI van dit ontwerp reeds het geval geweest met vier bedrijven).

Een lid beklemtoont dat de wetgever bij de omvorming van openbare instellingen tot autonome overheidsbedrijven derhalve niet buiten spel gezet wordt; het initiatief voor een dergelijke wijziging kan — in ieder geval in de eerste fase, namelijk die van de wijziging van het organiek statuut — zowel van het Parlement als van de Regering uitgaan.

De discussie heeft vervolgens betrekking op de kenmerken die de openbare instellingen moeten bezitten om autonome overheidsbedrijven te kunnen worden. Een aantal leden vragen of de Regie der Gebouwen of het Planbureau voor dat statuut in aanmerking kunnen komen.

De Minister van Posterijen, Telegrafie en Telefonie herinnert eraan dat de betrokken instellingen in een bepaalde industriële of commerciële sector bedrijvig moeten zijn, wat betekent dat ze zich met de productie of de verkoop van produkten moeten bezighouden.

### 2. Stemmingen

De amendementen n°s 1, 8 en 2 van de heren De Croo en Knoops, 15 van de heren Knoops en De Croo, en 3 van de heren De Croo en Knoops, worden achtereen volgends verworpen met 14 tegen 4 stemmen.

Het artikel wordt aangenomen met 14 tegen 4 stemmen.

## Art. 2

### 1. Besprekking

Er zijn drie amendementen ingediend.

De amendementen n° 4 (van de heer de Croo) en n° 18 (van de heren Draps en Knoops) strekken ertoe artikel 2 weg te laten. Het amendement in bijkomende orde (n° 16) van de heren Knoops en De Croo strekt er in hoofdorde toe § 1, eerste lid, van dat artikel weg te laten, en in bijkomende orde, in dat lid de woorden « aanvullen, wijzigen of vervangen » weg te laten. Die amendementen zijn ingegeven door dezelfde bedenkingen. Volgens de auteurs :

— l'habilitation donnée au Roi est excessive, comme l'a fait remarquer le Conseil d'Etat (Doc. n° 1287/1, p. 161); il s'agit d'une véritable demande de pouvoirs spéciaux;

— les modifications législatives nécessaires peuvent parfaitement être apportées dans le cadre des Titres II, IV, V et VI du présent projet comme l'a observé le Conseil d'Etat; de l'avis de l'un des auteurs, deux hypothèses, également inquiétantes, peuvent expliquer cette omission : soit le Gouvernement ne sait pas encore ce qu'il va modifier, soit ces modifications portent sur des points tellement sensibles qu'il préfère cacher ce dont il s'agit;

— l'article 2 devient de toute manière sans objet dans la logique du rejet du contrat de gestion qui était déjà à la base de l'un des amendements à l'article 1<sup>er</sup> (voir ci-dessus).

Le Vice-Premier Ministre et Ministre des Communications fait observer que le Conseil d'Etat n'a nullement comparé l'habilitation demandée à une demande de pouvoirs spéciaux.

Le Ministre des PTT ajoute que la formule proposée à l'article 2 est parfaitement cohérente avec le système de la loi-cadre, utilisé pour des raisons d'efficacité et de rationalité. L'auteur de l'un des amendements fait observer qu'à l'alinéa 1<sup>er</sup> du § 1<sup>er</sup>, l'habilitation demandée vise bien au-delà de la coordination (traitée, elle, au 2<sup>e</sup> alinéa) admissible.

Le Vice-Premier Ministre et Ministre des Communications déclare expressément que les arrêtés visés à l'alinéa premier, par lesquels des dispositions législatives pourront être abrogées, complétées, modifiées ou remplacées — c'est-à-dire les seuls arrêtés portant approbation du premier contrat de gestion — seront soumis au Conseil d'Etat, sans que le Gouvernement ne demande l'urgence.

Le Conseil d'Etat pourra ainsi pleinement se prononcer sur la manière dont ont été respectées les limites de l'attribution de pouvoirs au Roi visée à l'article 2, § 1<sup>er</sup>, premier alinéa : aux termes de cet alinéa, le Roi ne peut en effet que rendre compatibles des dispositions législatives réglant le statut organique, le financement et le fonctionnement de l'organisme concerné avec les dispositions du Titre I<sup>er</sup> du présent projet de loi.

Enfin, étant donné qu'il s'agit d'arrêtés royaux ordinaires, ils sont susceptibles d'annulation par le Conseil d'Etat.

Le Ministre fait en outre observer que, pour les quatre organismes déjà concernés par le statut d'E.P.A., les principales dispositions sont de toute manière contenues dans les Titres II, IV, V et VI du présent projet. L'existence dans le projet de la disposition contenue au premier alinéa de l'article 2, § 1<sup>er</sup> se justifie principalement par des raisons de prudence.

Un membre déclare que, quelles que soient les justifications et les sécurités invoquées, le recours à cette disposition n'en a pas moins pour effet de court-circuiter le Parlement.

— is de aan de Koning verleende machtiging overdreven, zoals de Raad van State heeft aangetoond (Stuk n° 1287/1, blz. 161); dat komt neer op een onverholen vraag om bijzondere machten;

— de nodige wetswijzigingen kunnen zeer goed worden aangebracht in het raam van de titels II, IV, V en VI, zoals de Raad van State zegt; volgens een van de auteurs zijn er voor die leemte twee verklaringen die allebei bedenkelijk zijn; ofwel weet de Regering nog niet wat zij gaat wijzigen, ofwel liggen de punten waarop die wijzigingen slaan zo gevoelig dat de Regering verkiest verborgen te houden waarover het gaat;

— artikel 2 dient in elk geval geen doel meer aangezien het beheerscontract waarover al een amendement op artikel 1 werd ingediend (zie hierboven) wordt verworpen.

De Vice-Eerste Minister en Minister van Verkeerswezen merkt op dat de Raad van State de gevraagde machtiging helemaal niet met een verzoek om bijzondere machten heeft vergeleken.

De Minister van PTT voegt daaraan toe dat de in artikel 2 voorgestelde formule zeer goed strookt met de regeling van de kaderwetten waarvan om redenen van doeltreffendheid en rationaliteit gebruik wordt gemaakt. De auteur van een van de amendementen merkt op dat in het eerste lid van § 1 de gevraagde machtiging verder reikt dan de aanvaardbare coördinatie (waarvan sprake is in het tweede lid).

De Vice-Eerste Minister en Minister van Verkeerswezen verklaart uitdrukkelijk dat de in het eerste lid bedoelde besluiten waarbij wetsbepalingen kunnen worden opgeheven, aangevuld, gewijzigd of vervangen, — d.w.z. alleen de besluiten tot goedkeuring van het eerste beheerscontract — aan de Raad van State zullen worden voorgelegd zonder dat de Regering om de spoedbehandeling zal vragen.

De Raad van State zal zich aldus ten volle kunnen uitspreken over de manier waarop de beperkingen voor de toekenning van bevoegdheden aan de Koning, zoals bedoeld bij artikel 2, § 1, eerste lid, nageleefd zijn : volgens dat eerste lid kan de Koning slechts die wetsbepalingen die het organiek statuut, de financiering en de werking van het betrokken organisme regelen, in overeenstemming brengen met de bepalingen van Titel I van dit wetsontwerp.

Aangezien het om gewone koninklijke besluiten gaat, kunnen zij door de Raad van State worden vernietigd.

De Minister wijst er bovendien op dat voor de vier instellingen die reeds voor het A.O.B.-statuut in aanmerking komen, de voornaamste bepalingen in elk geval opgenomen zijn in de Titels II, IV, V en VI van dit ontwerp. De in het eerste lid van artikel 2, § 1, vervatte bepaling is hoofdzakelijk uit voorzichtigheid in het ontwerp opgenomen.

Een lid verklaart dat, welke rechtvaardighingen en zekerheden men ook moge inroepen, het gebruik van die bepaling desalniettemin tot gevolg heeft dat het Parlement uitgeschakeld wordt.

Il s'inquiète d'autre part de l'éventualité où le contrat de gestion nécessiterait des modifications législatives au-delà de la mise en concordance avec les dispositions du Titre I<sup>er</sup> du présent projet.

Le Vice-Premier Ministre et Ministre des Communications répond que l'examen des projets d'arrêtés d'approbation par le Conseil d'Etat n'est pas limité au contrôle de la seule conformité avec les dispositions du Titre I<sup>er</sup>.

Il en va de même pour le contrôle judiciaire de ces arrêtés, prévu à l'article 107 de la Constitution, et qui sera un contrôle général et non réduit, puisqu'il s'agit d'arrêtés royaux ordinaires : les cours et les tribunaux pourront donc contrôler la conformité de ces arrêtés avec la Constitution et les lois.

D'autre part, en réponse au rappel par un membre de ce que, eu égard à la difficulté de savoir toujours clairement ce qui ressortit respectivement aux missions de service public et aux activités en concurrence, il ne sera pas toujours facile de déterminer la juridiction compétente (cf. la discussion de l'article 1<sup>er</sup>), le Ministre fait observer que les conflits éventuels sont davantage susceptibles de naître de l'interprétation du contrat de gestion que des arrêtés royaux visés ici. Ceux-ci ne contiennent en effet que l'approbation du contrat de gestion. Il est donc peu vraisemblable qu'ils servent de base à une action auprès du Conseil d'Etat.

Quant au contrat de gestion lui-même, il ne constitue pas, aux termes de l'article 3, § 5, un acte ou un règlement visé à l'article 14 des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973.

A la question de savoir si, au motif d'établir une discrimination vis-à-vis d'autres entreprises du secteur, le contrat de gestion est susceptible d'être porté devant la Cour d'Arbitrage qui vérifierait sa conformité aux normes des articles 6 et 6bis de la Constitution, le Ministre répond par la négative : un tel recours n'est possible que pour une loi ou un décret.

En cas de conflit portant sur l'interprétation du contrat de gestion, ce sont donc les juridictions ordinaires qui sont compétentes.

Enfin, le Ministre des Postes, Télégraphes et Téléphones signale qu'au § 1<sup>er</sup>, premier alinéa, *in fine*, il convient de faire référence à l'ensemble de la présente loi et non au seul Titre I<sup>er</sup>. Le texte doit dès lors être corrigé en ce sens (cf. amendement n° 204 du Gouvernement).

## 2. Votes

L'amendement n° 16 de MM. Knoops et De Croo est rejeté par 14 voix contre 4.

L'amendement n° 204 du Gouvernement et l'article ainsi modifié sont successivement adoptés par 14 voix contre 4.

Overigens maakt hij zich ongerust over de mogelijkheid dat het beheerscontract wijzigingen van de wetgeving zou vergen die verder gaan dan het in overeenkomstig brengen met de bepalingen van Titel I van het ontwerp.

De Vice-Eerste Minister en Minister van Verkeerswezen antwoordt dat het onderzoek, door de Raad van State, van de ontwerpen van goedkeuringsbesluiten er zich niet toe beperkt die besluiten op hun overeenstemming met de bepalingen van Titel I te toetsen.

Dat geldt ook voor de gerechtelijk controle op die besluiten zoals die wordt opgelegd bij artikel 107 van de Grondwet, een controle die algemeen en niet beperkt zal zijn aangezien het om gewone koninklijke besluiten gaat. De hoven en rechtbanken zullen dus kunnen nagaan of die besluiten met de Grondwet en de wetten.

In antwoord op een lid dat eraan herinnerd heeft dat het, gezien de moeilijkheid om altijd precies te weten te komen wat respectievelijk onder taken van openbare dienst en in concurrentie uitgeoefende activiteiten ressorteert, niet altijd gemakkelijk zal zijn om vast te stellen welke rechtbank bevoegd is (cf. de besprekking van artikel 1), merkt de Minister op dat eventuele conflicten eerder kunnen voortvloeien uit de interpretatie van het beheerscontract dan uit de hier bedoelde koninklijke besluiten. Die besluiten bevatten immers alleen de goedkeuring van het beheerscontract en het is dus weinig waarschijnlijk dat ze als grond voor een eis bij de Raad van State kunnen dienen.

Het beheerscontract zelf vormt overeenkomstig artikel 3, § 5, geen akte of reglement, als bedoeld in artikel 14 van de gecoördineerde wetten op de Raad van State van 12 januari 1973.

De Minister antwoordt ontkennend op de vraag of het beheerscontract voor het Arbitragehof kan gebracht worden dat dan zou moeten nagaan of het, doordat het een voorkeursbehandeling ten opzichte van andere bedrijven uit de sector instelt, met de bepalingen van de artikelen 6 en 6bis van de Grondwet overeenstemt. Een dergelijk rechtsmiddel is immers slechts mogelijk voor een wet of een decreet.

Derhalve zijn de gewone rechtbanken bevoegd in geval er een conflict rijst over de interpretatie van het beheerscontract.

Ten slotte wijst de Minister van PTT erop dat in § 1, eerste lid, *in fine*, verwezen dient te worden naar de gehele wet en niet alleen naar Titel I. De tekst moet bijgevolg in die zin verbeterd worden (cf. amendement n° 204 van de Regering).

## 2. Stemmingen

Amendement n° 16 van de heren Knoops en De Croo wordt verworpen met 14 tegen 4 stemmen.

Amendement n° 204 van de Regering en het aldus gewijzigde artikel worden achtereen volgens aangenomen met 14 tegen 4 stemmen.

Les amendements n° 4 (M. De Croo) et 18 (MM. Draps et Knoops), qui visent à supprimer l'article, deviennent dès lors sans objet.

### Art. 3

#### 1. Discussion

Cet article porte sur la définition du contrat de gestion et son contenu.

MM. De Croo et Knoops déposent un amendement (n° 5) en ordre principal qui tend à supprimer l'ensemble des dispositions contenues au chapitre II, c'est-à-dire les dispositions relatives au contrat de gestion, en ce compris l'article 3. Les auteurs soulignent que, eu égard à l'option qu'ils ont retenue dans l'amendement n° 2 (voir article 1<sup>er</sup>) et défendue plus largement dans le cadre de la discussion générale, le chapitre II devient automatiquement sans objet.

#### § 1<sup>er</sup>.

Un second amendement des mêmes auteurs (amendement n° 6), introduit en ordre subsidiaire, propose au § 1<sup>er</sup> un nouveau texte, qui ne maintient le système du contrat de gestion qu'aussi longtemps que les entreprises publiques concernées se voient confier certaines prestations en concession exclusive. Les auteurs justifient cet amendement par la nécessité d'inciter les entreprises publiques à ne pas abuser de leur monopole.

#### § 2.

1° (Les missions de service public et leur mise en œuvre par les tâches de service public définies dans le contrat de gestion)

A la suite de la discussion sur les juridictions compétentes en matière de contrat de gestion, qui a clôturé l'examen de l'article 2, un membre demande si un usager des chemins de fer pourrait attaquer en justice les dispositions du contrat de gestion au motif que cet usager ne bénéficie que d'une desserte inférieure.

Le Vice-Premier Ministre et Ministre des Communications fait observer que, si les missions de service public assignées à la SNCB comprennent bien le transport intérieur de voyageurs en service ordinaire (cf. l'article 156), cela n'implique cependant pas que tous les usagers doivent pouvoir trouver une gare à distance égale de leur domicile.

Comme ils l'ont déjà fait dans la discussion générale, des membres attirent l'attention sur le fait que la définition des missions de service public est beaucoup moins précise dans le projet pour la SNCB que dans le cas d'autres EPA, comme LA POSTE. Ils souhaitent que le contrat de gestion conclu avec la SNCB lui impose comme minimum la desserte actuelle du réseau en trafic voyageurs. L'un des intervenants suggère

De amendementen n° 4 (de heer De Croo) en 18 (de heren Draps en Knoops) tot weglatting van het artikel, vervallen derhalve.

### Art. 3

#### 1. Bespreking

Dit artikel bevat de omschrijving en de inhoud van het beheerscontract.

De heren De Croo en Knoops dienen een amendement n° 5 (in hoofdorde) in dat ertoe strekt alle bepalingen van hoofdstuk II weg te laten, met name de bepalingen inzake het beheerscontract, met inbegrip van artikel 3. De auteurs onderstrepen dat hoofdstuk II automatisch vervalt ten gevolge van de zienswijze die zij in amendement n° 2 (cf. artikel 1) hebben ontwikkeld en die bij de algemene bespreking uitgebreider aan bod kwam.

#### § 1.

Dezelfde auteurs dienen in bijkomende orde een tweede amendement (n° 6) in. Het beoogt § 1 te vervangen door een nieuwe tekst om de regeling van het beheerscontract alleen te handhaven zolang de betrokken overheidsbedrijven bepaalde prestaties in exclusieve concessie krijgen. In hun verantwoording van dit amendement wijzen de indieners op de noodzaak overheidsbedrijven ertoe aan te zetten geen misbruik te maken van hun monopoliepositie.

#### § 2.

1° (Opdrachten van openbare dienst en de uitvoering ervan door taken van openbare dienst die in het beheerscontract zijn bepaald)

Na de discussie over de rechtbanken die bevoegd zijn voor het beheerscontract, waarmee de bespreking van artikel 2 is afgesloten, vraagt een lid of een gebruiker van de spoorwegen met de bepalingen van het beheerscontract naar de rechtbank kan stappen omdat hij vindt dat hij een minderwaardige bediening krijgt.

De Vice-Eerste Minister en Minister van Verkeerswezen merkt op dat, hoewel de opdrachten van openbare dienst die de NMBS krijgt opgelegd het binnenlands vervoer van reizigers in de gewone dienst omvat (zie artikel 156), zulks echter niet betekent dat alle gebruikers op gelijke afstand van hun woonplaats een station moeten kunnen aantreffen.

Zoals ze al deden tijdens de algemene bespreking, vestigen leden andermaal de aandacht op het feit dat de omschrijving van opdrachten van openbare dienst voor de NMBS een stuk minder precies is dan voor andere autonome overheidsbedrijven, zoals « DE POST ». Ze wensen dat het met de NMBS afgesloten beheerscontract de verplichting bevat om voor het reizigersvervoer ten minste de huidige bediening te

que toute dérogation à ce minimum requiert l'autorisation du Ministre dont relève l'entreprise publique.

En réponse à cette dernière suggestion, le Vice-Premier Ministre et Ministre des Communications fait observer que c'est là la procédure existante à l'heure actuelle. Cette formule apparaît toutefois peu compatible avec la volonté des auteurs du projet d'augmenter l'autonomie de la SNCB.

Il est dès lors préférable d'insérer dans le contrat de gestion des tâches que la SNCB doit accomplir, en matière de service, dans le cadre de ses missions de service public — énumérées, elles, dans la loi (article 156). Il ne peut toutefois être question que les limites imposées par l'Etat aient pour effet de transformer le contrat de gestion en indicateur des chemins de fer : les tâches doivent plutôt s'entendre comme l'indication de seuils à respecter.

## 2° (les tarifs)

Un membre demande s'il n'y a pas contradiction entre l'article 3, § 2, 2°, qui dispose que les principes gouvernant les tarifs pour les prestations de service public sont réglés par le contrat de gestion, et l'article 9 in fine, selon lequel « ... les tarifs maximums, ou les formules pour leur calcul, qui ne sont pas réglés par le contrat de gestion, sont soumis à l'approbation du Ministre dont relève l'entreprise publique » : les tarifs sont-ils ou non réglés par le contrat de gestion ? La disposition de l'article 9 in fine ne constitue-t-elle pas une excuse commode pour le Ministre, lui permettant d'alourdir la tutelle sur l'entreprise publique ?

Le Ministre des PTT répond que, pour les activités en concurrence, les EPA déterminent librement leurs tarifs; elles sont cependant soumises à la législation sur le contrôle des prix.

Les tarifs pour les prestations de service public sont par contre réglés dans le contrat de gestion. La disposition prévue in fine de l'article 9 ne vise que des prestations de service public nouvelles.

Il s'agit donc d'une formule qui permet de sortir de la rigidité résultant de la durée du contrat de gestion.

Le membre fait observer que, conformément à l'article 5, le contrat de gestion est de toutes manières réévalué chaque année.

Le Ministre répond que cette réévaluation annuelle est davantage une procédure récurrente.

## 4° (les subventions de l'Etat)

MM. Draps et Knoops introduisent un amendement (n° 19) tendant à modifier l'article 3, § 2, 4°, in fine. Les auteurs déclarent que, compte tenu de la volonté manifestée d'octroyer aux EPA une réelle auto-

behouden. Een van de sprekers stelt voor dat elke afwijking van dat minimum de machtiging vereist van de Minister onder wie het overheidsbedrijf ressorteert.

In antwoord op die laatste suggestie merkt de Vice-Eerste Minister en Minister van Verkeerswezen op dat dit de huidige procedure is, maar dat die formule niet erg verenigbaar lijkt met de wil van de indieners van het ontwerp om de autonomie van de NMBS te vergroten.

Het verdient derhalve de voorkeur in het beheerscontract taken op te nemen die de NMBS qua dienstverlening in het raam van haar in de wet opgesomde opdrachten van openbare dienst dient te verwezenlijken (artikel 156). De door de Staat gestelde perken mogen echter niet tot gevolg hebben dat het beheerscontract in een spoorboekje verandert : de taken moeten eerder worden bekeken als een aanwijzing betreffende de drempels die niet mogen worden overschreden.

## 2° (de tarieven)

Het lid vraagt of er geen tegenspraak bestaat tussen artikel 3, § 2, 2°, waarin bepaald wordt dat de grondregelen inzake de tarieven voor de prestaties van openbare dienst in het beheerscontract worden vastgelegd en artikel 9 in fine, luidens hetwelk « ... de maximumtarieven, of de formules voor hun berekening, die niet in het beheerscontract zijn geregeld, ter goedkeuring worden voorgelegd aan de minister onder wie het overheidsbedrijf ressorteert » : worden de tarieven al of niet door het beheerscontract geregeld ? Vormt het bepaalde in fine van artikel 9 voor de Minister geen gemakkelijk excuus waardoor hij zijn toezicht op het overheidsbedrijf kan verscherpen ?

De Minister van PTT antwoordt dat, voor de activiteiten in concurrentie met andere diensten, de AOB's naar believen hun tarieven mogen vaststellen, maar die tarieven zijn wel onderworpen aan de wetgeving op de prijzencontrole.

De tarieven voor de prestaties van openbare dienst daarentegen worden geregeld door het beheerscontract. De in fine van artikel 9 opgenomen bepaling doelt alleen op de nieuwe prestaties van openbare dienst.

Met die formule ontsnapt men aan de stroefheid die het gevolg is van de duur van het beheerscontract.

Het lid merkt op dat het beheerscontract, conform artikel 5, hoe dan ook jaarlijks getoetst wordt.

De Minister werpt op dat die jaarlijkse toetsing veleer neerkomt op een recurrente procedure.

## 4° (de rijkstoelagen)

De heren Draps en Knoops dienen een amendement n° 19 in tot wijziging van artikel 3, § 2, 4°, in fine. De indieners verklaren dat het, aangezien men de wil te kennen geeft om aan de AOB's reële beheersautono-

nomie de gestion, il convient de ne pas lier, dans l'application des règles du contrat de gestion, l'évolution du coût du personnel à l'évolution des salaires dans les administrations de l'Etat.

Le Ministre des Postes, Télégraphes et Téléphones fait observer qu'il n'est nullement question de lier l'évolution des salaires dans les EPA à celle des traitements dans les administrations de l'Etat : les négociations salariales ont lieu au sein de l'entreprise elle-même, ainsi qu'expliqué dans le cadre de la discussion générale, indépendamment de l'évolution des traitements dans les administrations de l'Etat et sans qu'une autorisation ministérielle soit nécessaire; il y a donc totale autonomie de l'entreprise.

Le sens de la disposition figurant à l'article 3, § 2, 4° in fine se limite en fait à indiquer que les augmentations salariales qui seraient accordées par l'EPA à son personnel ne pourront influencer la hauteur de la subvention octroyée par l'Etat qu'à concurrence de l'évolution des salaires comparables dans les administrations de l'Etat.

Il s'agit donc d'éviter de répercuter sur l'intervention financière de l'Etat des hausses salariales propres à l'entreprise.

#### 6° (passation des marchés pour des matières économiques stratégiques)

Plusieurs craintes sont exprimées par des membres de la Commission :

— Est-il possible de trouver une définition des matières économiques stratégiques qui reste valide pour toute la durée du contrat de gestion ? Ne risque-t-on pas, dès lors, de recourir à une définition très générale, susceptible de permettre en fait toutes les échappatoires et de donner un pouvoir exorbitant au Ministre ?

— La disposition prévue n'est-elle pas en opposition avec les réglementations européennes en matière de passation des marchés publics ?

— Si la définition donnée n'est pas incontestable, le Gouvernement ne sera-t-il pas à la fois juge et partie pour trancher le différend ?

En réponse à cette dernière question, le Ministre des PTT fait observer que les matières économiques et stratégiques seront de toutes manières définies dans le contrat de gestion, et qu'il y aura deux parties lors de la négociation de celui-ci.

Le Vice-Premier Ministre et Ministre des Communications déclare que la philosophie du projet en matière d'achats et d'investissements est que ceux-ci sont pleinement déterminés par l'entreprise elle-même.

La disposition insérée à l'article 3, § 2, 6°, ne constitue dès lors qu'une soupape (qui ne joue de toute manière que pour les tâches de service public) et représente, en tout état de cause, un maximum. Le Ministre espère qu'il ne sera pas fait usage de cette disposition.

mie te geven, aanbeveling verdient om voor de toepassing van de regels van het beheerscontract, de ontwikkeling van de personeelskosten niet aan de ontwikkeling van de wedden in de Rijksbesturen te koppelen.

De Minister van Posterijen, Telegrafie en Telefonie merkt op dat er hoegenaamd niet aan gedacht wordt de ontwikkeling van de wedden bij de AOB's te koppelen aan die van de wedden in de Rijksbesturen : zoals in het kader van de algemene bespreking uitgelegd is, worden de loononderhandelingen gevoerd in het bedrijf zelf; de ontwikkeling van de in de Rijksbesturen uitbetaalde wedden wordt daarbij buiten beschouwing gelaten en er is geen ministeriële toestemming verleend; het bedrijf is dus op dat vlak volledig autonoom.

De in artikel 3, § 2, 4°, in fine opgenomen bepaling beperkt er zich in feite toe aan te geven dat de salarisverhogingen die het AOB eventueel aan zijn personeel kan toeekennen, het bedrag van de door de Staat verleende toelage slechts in de mate van de kwantitatieve ontwikkeling van de in de Rijksbesturen uitbetaalde vergelijkbare wedden zullen kunnen beïnvloeden.

Men dient dus te voorkomen dat de specifieke loonsverhogingen van het bedrijf doorberekend worden in de financiële bijdrage van de Staat.

#### 6° (Gunning van opdrachten voor aangelegenheden van strategisch economisch belang)

Sommige leden spreken in dat verband hun ongerustheid uit :

— Kan van de strategisch economisch belangrijke aangelegenheden een definitie worden gegeven die voor de gehele duur van het beheerscontract geldig blijft ? Bestaat er dan geen gevaar dat men zijn toevlucht gaat nemen tot een zeer algemene definitie die alle uitvluchten mogelijk maakt en aan de Minister een buitensporige bevoegdheid toekent ?

— Is de bedoelde bepaling niet strijdig met de Europese regelgeving op het stuk van de gunning van overheidsopdrachten ?

— Zal de Regering, als de gegeven definitie voor betwisting vatbaar is, niet optreden als rechter en partij om de knoop door te hakken ?

In antwoord op de laatste vraag verklaart de Minister van PTT dat de aangelegenheden van strategisch economisch belang in ieder geval in het beheerscontract zullen worden omschreven en dat twee partijen bij de desbetreffende onderhandeling betrokken zullen zijn.

De Vice-Eerste Minister en Minister van Verkeerswezen stelt in dit verband dat, volgens de strekking van het ontwerp, alleen het bedrijf zelf over aankopen en investeringen beslist.

Derhalve fungeert de in artikel 3, § 2, 6°, ingevoegde bepaling (die in elk geval alleen voor de taken van openbare dienst geldt) slechts als uitlaatklep, die hoe dan ook de uiterste limiet vormt. De Minister hoopt dat die bepaling niet moet worden toegepast.

Le Gouvernement introduit ensuite un amendement (n° 61) visant à ajouter au 6° les mots « le cas échéant ». Il est souligné que, ainsi que l'indiquent clairement l'exposé des motifs de cet article et l'article 11 lui-même, le contrat de gestion peut, mais ne doit pas, désigner des matières « qui sont d'intérêt économique stratégique et pour lesquelles la décision de passer le marché est soumise, selon le montant du marché, à l'approbation du Ministre dont relève l'entreprise publique ou du Comité ministériel compétent en matière d'investissements publics ».

Des questions sont ensuite posées sur la finalité de la disposition prévue au 6° : vise-t-on à apporter des compensations régionales, à assister les exportations ou l'aide au développement, à promouvoir la recherche, à aider des entreprises en difficulté ? Ne risque-t-on pas d'empêter là sur des compétences régionales ?

Le Vice-Premier Ministre et Ministre des Communications souligne que, si la question de la finalité est une question ouverte, la combinaison des dispositions de l'article 3, § 2, 6° et de l'article 11, dernier alinéa, a le mérite de bien poser le débat : « Si la décision du Ministre ou du Comité ministériel n'est pas conforme à la proposition de l'entreprise publique concernée et qu'il en résulte pour celle-ci un coût supplémentaire, ce coût supplémentaire devra être couvert par une intervention équivalente à charge du budget général des dépenses de l'Etat » (article 11 in fine). Il n'est donc plus question que le surcoût puisse être imposé à l'entreprise.

Un amendement (n° 20) est déposé par MM. Draps et Knoops. Il tend à supprimer le 6°, cette disposition étant jugée à la fois incompatible avec l'autonomie de gestion visée et inefficace.

7°, 8°, 9° et 10°(structure financière, bénéfices nets, plan d'entreprise et opérations immobilières)

Trois amendements sont proposés.

L'amendement n° 7 de MM. De Croo et Knoops vise à supprimer les 7°, 8°, 9° et 10°. Les auteurs font observer que, par ces dispositions, l'Etat continue à s'immiscer dans les affaires internes des entreprises autonomes, ce qui est contraire à l'objet initial du projet.

L'amendement n° 21 de MM. Draps et Knoops a le même objet que l'amendement n° 7, mais pour le seul 10°.

L'amendement n° 17 de MM. Knoops et De Croo tend à supprimer les mots « le cas échéant » aux 7°, 8° et 10°, pour répondre à la remarque du Conseil d'Etat, qui estime ces termes ambigus.

Le Vice-Premier Ministre et Ministre des Communications conteste qu'il y ait ambiguïté à cet égard.

Vervolgens dient de Regering een amendement nr 61 in, dat in 6° de woorden « in voorkomend geval » wil invoegen. Er wordt onderstreept dat, zoals de memorie van toelichting bij dit artikel en ook artikel 11 duidelijk stellen, het beheerscontract — zonder enige verplichting — « aangelegenheden van strategisch economisch belang kan aanwijzen waarvoor de gunningsbeslissing, naar gelang van het bedrag van de opdracht, is onderworpen aan de goedkeuring van de Minister onder wie het overheidsbedrijf ressorteert of van het terzake van overheidsinvesteringen bevoegde Ministerieel Comité ».

Daarop worden vragen gesteld over de bedoeling van de in het 6° ingevoegde bepaling. Denkt men aan gewestelijke compensaties, steun aan de uitvoer of de ontwikkelingshulp, aanmoediging van onderzoek of bijstand voor de ondernemingen in moeilijkheden ? Bestaat er geen gevaar dat men aldus gewestelijke bevoegdheden uitoefent ?

De Vice-Eerste Minister en Minister van Verkeerswezen onderstreept dat er vragen blijven rond die uiteindelijke bedoeling; niettemin worden een aantal zaken duidelijk wanneer men de bepalingen van artikel 3, § 2, 6°, en van artikel 11, laatste lid samenleest : « Indien de beslissing van de minister of van het Ministerieel Comité niet overeenstemt met het voorstel van het betrokken overheidsbedrijf voor laatstgenoemde leidt tot bijkomende kosten, worden deze kosten gedekt door een gelijkwaardige tegemoetkoming ten laste van de algemene uitgavenbegroting van het Rijk » (artikel 11, in fine). De bijkomende kosten kunnen dus in geen geval ten laste van het bedrijf komen.

De heren Draps en Knoops dienen een amendement nr 20 in. Het strekt ertoe het 6° weg te laten omdat de auteurs van oordeel zijn dat die bepaling haaks staat op de beoogde beheersautonomie en ondoeltreffend is.

7°, 8°, 9° en 10° (Financiële structuur, nettowinst, ondernemingsplan en onroerende verrichtingen)

Er worden drie amendementen ingediend.

Amendement n° 7 van de heren De Croo en Knoops wil het 7°, 8°, 9° en 10° weglaten. De auteurs stellen dat de Staat zich met die bepalingen in de interne aangelegenheden van de autonome bedrijven blijft mengen; dat is in tegenstelling met de aanvankelijke bedoeling van het ontwerp.

Amendement n° 21 van de heren Draps en Knoops heeft dezelfde strekking als amendement n° 7, maar heeft alleen betrekking op het 10°.

Amendement n° 17 van de heren Knoops en De Croo strekt ertoe in het 7°, 8° en 10° de woorden « in voorkomend geval » weg te laten, overeenkomstig het advies van de Raad van State, die van oordeel is dat die woorden dubbelzinnig zijn.

De Vice-Eerste Minister en Minister van Verkeerswezen betwist dat er op dat vlak dubbelzinnigheid zou bestaan.

On vise en effet à indiquer que l'insertion des dispositions citées aux 7°, 8° et 10° ne sera pas automatiquement nécessaire.

Ainsi, en ce qui concerne le 7° (objectifs relatifs à la structure financière), il y a déjà ailleurs dans la loi des éléments concernant la structure financière, auxquels le contrat de gestion ne pourra évidemment déroger. La disposition du 7° indique simplement que, via le contrat de gestion, on pourrait éventuellement prévoir des objectifs supplémentaires relatifs à la structure financière — éventuellement, car la situation varie selon l'entreprise.

À titre d'exemple de la variété des situations, le Ministre des PTT mentionne les cas respectifs de la Régie des TT et de la Régie des Postes en matière d'endettement : la Régie des TT étant endettée, au contraire de la Poste, l'un des contrats de gestion pourrait prévoir un objectif d'assainissement de la structure financière de l'entreprise, et l'autre pas.

A la suite de cette discussion, le Gouvernement dépose un amendement n° 76, qui complète le 10° par « et, le cas échéant, la fixation d'un délai à l'expiration duquel l'autorisation est supposée accordée » (cf. Doc. n° 1287/4), ainsi qu'un amendement n° 205, qui remplace au 9° les mots « et l'approbation du plan » par « et le délai au-delà duquel l'autorisation est censée être donnée » (cf. Doc. n° 1287/7).

11°.

Le Vice-Premier Ministre et Ministre des Communications attire l'attention sur le fait que, dans le commentaire de l'article 3 (Doc. n° 1287/1, p. 13) il a été donné suite à la remarque du Conseil d'Etat demandant que soit précisée la nature des sanctions envisagées (ibid. p. 161).

§ 3.

La deuxième partie de l'amendement n° 17 de MM. Knoops et De Croo propose la suppression du § 3, deuxième alinéa.

L'un des auteurs fait observer qu'il paraît inadéquat de désavouer à l'avance les auteurs du contrat de gestion; l'une des parties au contrat est d'ailleurs le Ministre dont l'entreprise relève.

Le Ministre des PTT répond que la disposition prévue au § 3 garantit le principe de continuité.

§ 4.

Ce paragraphe précise que les obligations financières de l'Etat à l'égard de l'EPA sont limitées à celles qui résultent du contrat de gestion, l'entreprise ne

Het is immers de bedoeling dat de invoeging van de in het 7°, 8° en 10° opgenomen bepalingen niet automatisch noodzakelijk is.

Inzake het 7° bijvoorbeeld (doelstellingen betreffende de financiële structuur), staan er elders in de wet al gegevens betreffende de financiële structuur; het beheerscontract mag daarvan vanzelfsprekend niet afwijken. De bepaling in het 7° stelt alleen dat men middels het beheerscontract eventueel bijkomende bestanddelen inzake de financiële structuur kan invoeren —eventueel, want de toestand verschilt naar gelang van het bedrijf.

Om dat laatste toe te lichten wijst de Minister van PTT op de respectieve toestand die de Regie van Telegrafie en Telefonie en de Regie der Posterijen kennen op het stuk van de schulden. Aangezien de Regie van Telegrafie en Telefonie — in tegenstelling tot de Posterijen — schulden heeft aangegaan, zou één van de beheerscontracten een gezondmaking van de financiële structuur van de onderneming kunnen voorstellen, en het andere niet.

Als gevolg van deze bespreking dient de Regering een amendement n° 76 in dat het 10° aanvult met « en, in voorkomend geval, de bepaling van een termijn na dewelke de toestemming geacht wordt gegeven te zijn » (cf. Stuk n° 1287/4), en een amendement n° 205 dat in het 9° de woorden « de goedkeuring van het plan » vervangt door « de termijn van overschrijding waarvan de goedkeuring geacht wordt gegeven te zijn » (cf. Stuk n° 1287/7).

11°.

De Vice-Eerste Minister en Minister van Verkeerswezen vestigt er de aandacht op dat in de commentaar bij artikel 3 (Stuk n° 1287/1, blz. 13) ingegaan is op het verzoek van de Raad van State om de aard van de geplande sancties nader te bepalen (ibid. blz. 161).

§ 3.

In het tweede deel van amendement n° 17 van de heren Knoops en De Croo wordt voorgesteld het tweede lid van § 3 weg te laten.

Een van de indieners merkt op dat de auteurs van het beheerscontract beter niet bij voorbaat kunnen worden gewraakt; een van de partijen van het contract is trouwens de minister die voor het betrokken bedrijf bevoegd is.

De Minister van Posterijen, Telegrafie en Telefonie antwoordt dat de bepaling van § 3 het continuïteitsbeginsel waarborgt.

§ 4.

Krachtens § 4 beperken de financiële verplichtingen van de Staat ten opzichte van een autonoom overheidsbedrijf zich tot diegene die uit het beheerscon-

pouvant faire appel à des régimes de subvention légaux ou contractuels.

Un membre rappelle que la Commission a eu un certain nombre d'échanges de vues avec le Vice-Premier Ministre et Ministre des Communications et les dirigeants de la SNCB sur le Plan STAR 21. Il a alors été question que, le taux de couverture des charges d'exploitation variant d'une ligne à l'autre, la couverture de la non-rentabilité d'une ligne puisse faire l'objet, outre d'une intervention financière de l'Etat, d'une aide accordée par les Régions concernées.

Le § 4 exclut-il que les Régions puissent ainsi participer au financement des prestations de service public ?

Le Ministre des Postes, Télégraphes et Téléphones répond que, s'il ne peut évidemment être question d'obliger les Régions à participer à ce financement, rien au § 4 ne permet d'exclure un accord en ce sens. Le § 4 ne vise en tout état de cause que les subventions de l'Etat. Il ajoute que rien n'empêche le Ministre de tenir compte d'un éventuel accord de coopération.

## 2. Votes

Les amendements n°s 61, 76 et 205 du Gouvernement sont successivement adoptés à l'unanimité.

Les amendements n°s 6 et 7 (MM. De Croo et Knoops), 17 (MM. Knoops et De Croo), 19, 20 et 21 (MM. Draps et Knoops) sont successivement rejetés par 14 voix contre 4.

L'article tel qu'amendé est adopté par 14 voix contre 4.

L'amendement n° 5 de MM. De Croo et Knoops, qui vise à supprimer l'article, devient dès lors sans objet.

### Art. 4

Cet article n'appelle aucune observation. (Il constitue toutefois l'un des articles que l'amendement n° 5 de MM. De Croo et Knoops vise à supprimer — cf. la discussion de l'article 3).

L'article est adopté par 14 voix contre 4.

L'amendement n° 5, qui vise à supprimer l'article, devient dès lors sans objet.

### Art. 5

#### 1. Discussion

Un membre estime plutôt réduite la durée prévue pour le contrat de gestion (trois ans au moins et cinq ans au plus).

Le Ministre des Postes, Télégraphes et Téléphones déclare qu'une durée de cinq ans peut être tenue pour une hypothèse vraisemblable.

tract voortvloeien. Het bedrijf zal immers geen beroep kunnen doen op wettelijke of contractuele toelageregelingen.

Een lid brengt in herinnering dat de commissie verscheidene keren met de Vice-Eerste Minister en Minister van Verkeerswezen en de NMBS-directie van gedachten heeft gewisseld over het STAR 21-Plan. Aangezien het dekkingspercentage van de exploitatielasten voor elke lijn verschillend is, was er toen sprake van dat de lasten van een niet rendabele lijn niet alleen door een tegemoetkoming van de Staat, maar daarnaast ook door steun van de betrokken Gewesten zouden kunnen worden gedeekt.

Sluit § 4 een dergelijke tegemoetkoming van de Gewesten in de financiering van de openbare dienstverlening uit ?

De Minister van Posterijen, Telegrafie en Telefonie antwoordt dat de Gewesten natuurlijk niet tot enige financiële bijdrage kunnen worden verplicht. Paragraaf 4 bevat evenwel geen enkele bepaling die een dergelijke overeenkomst uitsluit. Hij beoogt in ieder geval alleen de Rijkstoelagen. Hij voegt eraan toe dat niets de Minister verhindert om rekening te houden met een eventueel samenwerkingsakkoord.

### 2. Stemmingen

De amendementen n°s 61, 76 en 205 van de Regering worden achtereenvolgens eenparig aangenomen.

De amendementen n°s 6 en 7 (de heren De Croo en Knoops), 17 (de heren Knoops en De Croo), 19, 20 en 21 (de heren Draps en Knoops) worden achtereenvolgens verworpen met 14 tegen 4 stemmen.

Het aldus geamendeerde artikel wordt aangenomen met 14 tegen 4 stemmen.

Amendement n° 5 van de heren De Croo en Knoops tot weglatting van het artikel vervalt dientengevolge.

### Art. 4

Over dit artikel worden geen opmerkingen gemaakt. (Het gaat om een van de artikelen die in amendement n° 5 van de heren De Croo en Knoops worden opgeheven — cf. besprekking van artikel 3).

Het artikel wordt aangenomen met 14 tegen 4 stemmen.

Amendement n° 5 tot weglatting van het artikel vervalt dientengevolge.

### Art. 5

#### 1. Besprekking

Een lid vindt de voor het beheerscontract vastgelegde duur nogal kort (ten minste drie en ten hoogste vijf jaar).

De Minister van Posterijen, Telegrafie en Telefonie verklaart dat een looptijd van vijf jaar als een vrij waarschijnlijke hypothese kan worden beschouwd.

La possibilité d'abaisser cette durée à trois ans a cependant été prévue, pour tenir compte des évolutions très rapides qui peuvent avoir lieu dans certains secteurs.

Un amendement (n° 22) est déposé par MM. Draps et Knoops. Il vise à porter la durée maximale du contrat à six ans, ce qui correspond à l'usage en matière de durée des mandats publics dans ce type de société.

(Cet article constitue en outre l'un des articles que l'amendement n° 5 de MM. De Croo et Knoops vise à supprimer — cf. la discussion de l'article 3).

## 2. Votes

L'amendement n° 22 de MM. Draps et Knoops est rejeté par 14 voix contre 4.

L'article est adopté par 14 voix contre 4.

L'amendement n° 5, qui vise à supprimer l'article, devient dès lors sans objet.

## Art. 6

### 1. Discussion

(Cet article constitue l'un des articles que l'amendement n° 5 de MM. De Croo et Knoops vise à supprimer — cf. la discussion de l'article 3).

Un membre demande s'il n'y a pas contradiction entre le texte de l'article 6, qui lui semble garantir la publication du contrat de gestion au *Moniteur belge*, et le commentaire de l'article, qui prévoit que « les dispositions du contrat de gestion sont publiées, dans la mesure où elles ne contiennent pas des informations utiles pour les concurrents des entreprises publiques ».

Le Ministre des PTT fait observer que l'alinéa premier n'a pas trait à la publication du contrat de gestion, mais à celle des arrêtés d'approbation du contrat; ce n'est donc pas le contenu de celui-ci qui est visé.

Le deuxième alinéa vise par contre bien la publication, en annexe à l'arrêté royal, de dispositions du contrat de gestion, mais précise qu'il s'agit de celles qui concernent directement les usagers.

Pour prévenir toute ambiguïté, la Commission propose de modifier la ponctuation dans le deuxième alinéa du texte néerlandais : « De bepalingen van het beheerscontract, of, in voorkomend geval, van de voorlopige regelen, die ... ».

Le Ministre indique par ailleurs que la formulation de cette disposition sera réexaminée.

La Commission examine ensuite le problème de l'information spécifique du Parlement en ce qui concerne le contrat de gestion. Les arguments de plusieurs membres, qui demandaient la communication au Parlement du contrat de gestion, ont été largement étayés dans la discussion générale (voir ci-avant).

Toch werd in de mogelijkheid voorzien om die duur op drie jaar terug te brengen, zodat eventueel op de zeer snelle ontwikkeling van sommige sectoren kan worden ingespeeld.

De heren Draps en Knoops dienen een amendement (n° 22) in dat ertoe strekt de maximumduur van het contract op zes jaar te brengen, wat overeenstemt met de gebruikelijke duur van openbare mandaten in dergelijke ondernemingen.

(Dit artikel is bovendien een van de artikelen die in amendement n° 5 van de heren De Croo en Knoops worden opgeheven — cf. besprekking van artikel 3).

## 2. Stemmingen

Amendement n° 22 van de heren Draps en Knoops worden verworpen met 14 tegen 4 stemmen.

Het artikel wordt aangenomen met 14 tegen 4 stemmen.

Amendement n° 5 tot weglatting van het artikel vervalt dientengevolge.

## Art. 6

### 1. Besprekking

(Dit is een van de artikelen die in amendement n° 5 van de heren De Croo en Knoops worden opgeheven — cf. besprekking van artikel 3).

Een lid vraagt of de tekst van artikel 6, die de bekendmaking van het beheerscontract in het *Belgisch Staatsblad* garandeert, niet in tegenspraak is met de toelichting bij het artikel, die stelt : « De bepalingen van het beheerscontract worden bekendgemaakt voor zover ze geen informatie bevatten, die van nut kan zijn voor de concurrenten van het overheidsbedrijf ».

De Minister van PTT merkt op dat het eerste lid geen betrekking heeft op de bekendmaking van het beheerscontract, maar op de goedkeuringsbesluiten ervan; het gaat dus niet om de inhoud van dat contract.

Het tweede lid daarentegen heeft wel betrekking op de bekendmaking, als bijlage bij het koninklijk besluit, van de bepalingen van het beheerscontract; er wordt echter gepreciseerd dat het gaat om de bepalingen die de gebruikers rechtstreeks aanbelangen.

Om elke dubbelzinnigheid te voorkomen stelt de Commissie voor de interpunctie in het tweede lid van de Nederlandse tekst : « De bepalingen van het beheerscontract, of, in voorkomend geval, van de voorlopige regelen, die ... » te wijzigen.

De Minister stelt dat de redactie van genoemde bepaling opnieuw zal worden onderzocht.

De Commissie bespreekt vervolgens de problemen inzake de specifieke inlichting van het Parlement over het beheerscontract. De argumenten van verscheidene leden die vragen dat het beheerscontract aan het Parlement wordt meegedeeld, zijn al ruimschoots tijdens de algemene besprekking aan bod gekomen. (cf. supra).

Certains membres préféreraient cependant que les dispositions du contrat de gestion soient publiées intégralement en annexe de l'arrêté royal d'approbation.

A la suite de cette discussion, le Gouvernement dépose un amendement (n° 115), qui remplace le deuxième alinéa par :

« Les dispositions du contrat de gestion, ou le cas échéant des règles provisoires, sont publiées en annexe de l'arrêté royal, à l'exception de celles qui contiennent des secrets industriels ou commerciaux ».

(Les différentes précisions apportées dans la justification figurent à la p. 14 du Doc. n° 1287/4).

## 2. Votes

L'amendement n° 115 du Gouvernement et l'article ainsi modifié sont successivement adoptés par 14 voix contre 4.

L'amendement n° 5, qui vise à supprimer l'article, devient dès lors sans objet.

### Art. 7

Le Ministres des Postes, Télégraphes et Téléphones signale que, dans le commentaire néerlandais de cet article, il convient de remplacer chaque fois les mots « filialen » par « bijhuizen ».

L'article est adopté par 14 voix contre 4.

### Art. 8

#### 1. Discussion

Afin de garantir la continuité de la prestation des services publics, le deuxième alinéa de cet article dispose que les EPA sont exclues de l'application du Livre III du Code du Commerce, qui règle le régime de la faillite, et qu'elles bénéficient en outre d'un immunité d'exécution limitée aux biens affectés à l'exécution des tâches de service public.

Un membre estime que la précision ajoutée dans la loi à la suite de la remarque du Conseil d'Etat, et qui a pour effet que l'affectation partielle d'un bien à l'exécution des tâches de services public suffit à l'immuniser, ne résout pas clairement le problème soulevé : il restera souvent impossible de déterminer si tel ou tel bien est ou n'est pas affecté à la mise en œuvre de tâches de service public. Pour le surplus, le membre est d'avis que les biens d'une EPA risquent d'être de toutes manières aussi insaisissables que ceux d'un pouvoir public.

Een aantal leden geven er toch de voorkeur aan dat de bepalingen van het beheerscontract als bijlage bij het koninklijk goedkeuringsbesluit onverkort bekend gemaakt worden.

Na deze bespreking dient de Regering een amendement (n° 115) in ten einde het tweede lid te vervangen door wat volgt :

« De bepalingen van het beheerscontract, of in voor komend geval van de voorlopige regelen, met uitzondering van die welke industriële of commerciële geheimen bevatten, worden in bijlage bij het koninklijk besluit bekendgemaakt ».

(De diverse preciseringen bij de verantwoording staan op blz. 14 van Stuk n° 1287/4).

## 2. Stemmingen

Amendement n° 115 van de Regering en het aldus gewijzigde artikel worden achtereenvolgens aangenomen met 14 tegen 4 stemmen.

Amendement n° 5 tot weglatting van het artikel vervalt dientengevolge.

### Art. 7

De Minister van Posterijen, Telegrafie en Telefonie wijst erop dat in de Nederlandse commentaar bij dat artikel, het woord « filialen » telkens dient te worden vervangen door het woord « bijhuizen ».

Het artikel wordt met 14 stemmen tegen 4 aangenomen.

### Art. 8

#### 1. Bespreking

Ten einde de continuïteit van de prestaties van openbare dienst te waarborgen wordt in het tweede lid van dit artikel bepaald dat de autonome overheidsbedrijven uitgesloten zijn van de toepassing van Boek III van het Wetboek van Koophandel, dat betrekking heeft op faillissement, bankbreuk en uitstel van betaling en dat zij bovendien een vrijstelling van tenuitvoerlegging genieten voor de goederen die voor de uitvoering van hun taken van openbare dienst bestemd zijn.

*Een lid* meent dat de precisering die, ingevolge de opmerking van de Raad van State aan de wet toegevoegd werd en tot gevolg heeft dat de gedeeltelijke bestemming van een goed voor de uitvoering van de taken van openbare dienst toereikend is om de tenuitvoerlegging te immuniseren, het aan de orde gestelde vraagstuk niet duidelijk oplöst : men zal er vaak nooit in slagen om vast te stellen of een of ander goed al dan niet voor de uitvoering van taken van openbare dienst bestemd is. Voor het overige is het lid de mening toegedaan dat de goederen van een AOB hoe dan ook evenmin als die van een overheidsinstantie voor beslag vatbaar kunnen zijn.

Le Vice-Premier Ministre et Ministre des Communications fait observer que l'article 27 du projet prévoit que les entreprises publiques autonomes doivent établir un système de comptes distinct pour leurs tâches de service public, d'une part, et leurs activités concurrentielles, d'autre part.

En cas de saisie, on pourra donc déterminer à quelle destination les achats ont été effectués, et on disposerà pour ce faire d'une base objective, puisqu'il s'agira de la comptabilité analytique établie pour les années antérieures et soumise annuellement au contrôle du collège de commissaires créé par l'article 25.

## 2. Vote

L'article est adopté par 14 voix contre 4.

### Art. 9

#### 1. Discussion

Au premier alinéa, un membre voudrait qu'il soit précisé que les entreprises publiques autonomes sont soumises non seulement à la législation sur le contrôle des prix, mais également à celle sur la protection du consommateur.

Le Vice-Premier Ministre et Ministre des Communications fait observer que l'article 8, premier alinéa, dispose déjà que « les actes des entreprises publiques autonomes sont réputés commerciaux. » Il en découle que ces entreprises sont soumises à toute la législation sur les pratiques commerciales; de même, la législation en préparation sur la protection de la concurrence s'appliquera également aux EPA.

Le deuxième point abordé concerne la dernière phrase du 3<sup>e</sup> alinéa.

Deux amendements visent à supprimer cette disposition (les amendements n°s 9 de M. De Croo et 23 de MM. Draps et Knoops).

Le premier auteur estime que l'intervention du Ministre va à l'encontre de l'autonomie que l'on prétend donner aux EPA. Les auteurs du second amendement font observer que, si les missions visées ne sont pas couvertes par le contrat de gestion, elles ne sont pas de service public et devraient donc être entièrement soumises aux règles de concurrence.

Pour ce qui est de la raison pour laquelle des prestations de service public pourraient ne pas être couvertes par les dispositions du contrat de gestion, les Ministres rappellent ce qui a été dit dans la discussion de l'article 3 (voir ci-avant).

Le Vice-Premier Ministre et Ministre des Communications précise par ailleurs que la structure de l'article 9 est la suivante : l'alinéa premier, qui prévoit l'intervention de la Commission des prix, a une portée générale et vaut dès lors pour toute détermination de

De Vice-Eerste Minister en Minister van Verkeerswezen merkt op dat artikel 27 van het ontwerp, luidens hetwelk de autonome overheidsbedrijven voor hun taken van openbare dienst enerzijds en voor hun concurrentiële activiteiten anderzijds, een afzonderlijke boekhouding voeren.

In geval van faillissement zal men dus kunnen vaststellen waarvoor de aankopen verricht werden en men zal daarbij kunnen steunen op een objectieve basis, met name de analytische boekhouding die voor de voorgaande jaren opgemaakt werd en jaarlijks aan het bij artikel 25 opgerichte College van Commissarissen ter controle wordt voorgelegd.

#### 2. Stemming

Het artikel wordt met 14 tegen 4 stemmen aangenomen.

### Art. 9

#### 1. Bespreking

Een lid wenst in de eerste alinea gepreciseerd te zien dat de autonome overheidsbedrijven niet alleen aan de wetten op de prijzencontrole doch tevens aan die op de bescherming van de consument onderworpen zijn.

De Vice-Eerste Minister en Minister van Verkeerswezen merkt op dat in artikel 8, eerste lid, reeds gezegd wordt dat « de handelingen van de autonome overheidsbedrijven geacht worden daden van koophandel te zijn ». Daaruit volgt dat die bedrijven aan de gehele wetgeving op de handelspraktijken onderworpen zijn terwijl ook de thans in voorbereiding zijnde wetgeving tot bescherming van de mededinging van toepassing zal zijn.

Een tweede opmerking heeft betrekking op de laatste zin van het derde lid.

Twee amendementen willen die bepaling weglaten (de amendementen n°s 9 van de heer De Croo en 23 van de heren Draps en Knoops).

De eerste indiener meent dat de bemoeiing van de Minister indruist tegen de autonomie die men de AOB's beweert toe te kennen. De indieners van het tweede amendement wijzen erop dat indien de bedoelde opdrachten niet in het beheerscontract geregeld worden, zij geen opdrachten van openbare dienst vormen en dus volledig aan de concurrentieregels zouden moeten worden onderworpen.

In verband met de reden waarom prestaties van openbare dienst eventueel niet door de bepalingen van het beheerscontract geregeld kunnen zijn, herinneren de Ministers aan wat bij de besprekking van artikel 3 gezegd werd (cf. *supra*).

De Vice-Eerste Minister en Minister van Verkeerswezen wijst er overigens op dat artikel 9 als volgt gestructureerd is : het eerste lid, dat in de desbetreffende bevoegdheid van de prijzencommissie voorziet, heeft een algemene strekking en geldt derhalve voor

tarif; les deuxièmes et troisième alinéas portent spécifiquement sur la tarification des prestations en concurrence, d'une part, et des prestations de service public, d'autre part; pour la détermination des limites des tarifs de ces dernières, il y a en tout état de cause intervention du Ministre, soit parce que les principes gouvernant ces tarifs sont déterminés par le contrat de gestion, auquel le Ministre est partie (article 3, § 2, 2°, et première phrase du 3<sup>e</sup> alinéa de l'article 9), soit parce que les tarifs maximums ou les formules pour leur calcul, n'étant pas réglés dans le contrat de gestion, sont soumis à l'approbation du Ministre (article 9, 3<sup>e</sup> alinéa *in fine*).

Un membre s'inquiète de ce que, contrairement à la déclaration du Ministre selon laquelle la disposition de l'alinéa premier — c'est-à-dire l'intervention de la Commission des prix — vaut pour toute détermination de tarif, il n'en soit rien pour les tarifs des prestations de service public qui ne sont pas réglés dans le contrat de gestion.

Le passage par la Commission des prix n'est en effet requis qu'en cas de disposition de hausse des tarifs; or, ainsi qu'il ressort de la discussion de l'article 3 (voir ci-dessus), il est vraisemblable que les tarifs de prestation de service public non réglés dans le contrat de gestion concerneront des services nouveaux. Ne conviendrait-il pas dès lors de modifier l'article 9, troisième alinéa *in fine* pour prévoir, dans ce cas-là, l'intervention de la Commission des prix ?

Le Vice-Premier Ministre et Ministre des Communications ne conteste pas l'interprétation de l'intervenant. Il estime cependant qu'il n'est pas nécessaire de modifier le troisième alinéa dans le sens suggéré. Il y a en effet des garanties à ce que, même dans le cas d'un service nouveau, les prestations de service public soient assurées à un tarif socialement acceptable. La loi prévoit en effet que l'approbation du Ministre est requise pour régler les tarifs maximums ou les formules pour leur calcul; il conviendra d'insérer des critères à ce sujet dans le contrat de gestion.

M. Simons dépose un amendement qui vise à rendre obligatoire l'avis de la Commission des prix (n° 116).

## 2. Votes

Les amendements n°s 9 (MM. De Croo et Knoops) et 23 (MM. Draps et Knoops), qui ont le même objet, sont rejetés par 14 voix contre 4.

L'amendement n° 116 de M. Simons est rejeté à l'unanimité.

L'article est adopté par 14 voix contre 4.

Iedere vaststelling van tarieven; het tweede en het derde lid hebben respectievelijk betrekking enerzijds op de tarivering van de prestaties die in concurrentie met andere diensten geleverd worden en anderzijds op die van de prestaties van openbare dienst; voor de afbakening van deze laatste soorten tarivering is hoe dan ook het optreden van de Minister vereist, hetzij omdat de grondregelen waaraan die tarieven onderworpen worden, vastgesteld worden door het beheerscontract waarin ook de Minister zeggenschap heeft (artikel 3, § 2, 2°, en eerste zin van het derde lid van artikel 9), hetzij omdat de maximumtarieven of de formules volgens welke die berekend worden, als zij niet in het beheerscontract geregeld worden, aan de goedkeuring van de Minister onderworpen zijn (artikel 9, derde lid *in fine*).

Een lid spreekt zijn ongerustheid uit over het feit dat, in tegenstelling met de verklaring van de Minister als zou de bepaling van het eerste lid — met name de bemoeiing van de prijzencommissie — voor iedere tarivering gelden, zulks helemaal niet het geval is met de tarieven voor de prestaties van openbare dienst die niet in het beheerscontract geregeld worden.

Het optreden van de prijzencommissie is immers alleen vereist wanneer een tariefverhoging voorgesteld wordt; uit de besprekking van artikel 3 (cf. *supra*) blijkt echter dat de tarieven voor prestaties van openbare dienst die niet in het beheerscontract geregeld zijn, waarschijnlijk verband zullen houden met nieuwe diensten. Zou het derhalve geen aanbeveling verdienbaar artikel 9, derde lid *in fine*, te wijzigen om ook in dat geval in het optreden van de prijzencommissie te voorzien ?

De Vice-Eerste Minister en Minister van Verkeerswezen spreekt de interpretatie van de vorige spreker niet tegen. Toch acht hij een wijziging van de derde alinea in de voorgestelde zin niet noodzakelijk. Er zijn immers waarborgen voorhanden opdat de tarieven van de prestaties van openbare dienst, zelfs als het om een nieuwe dienst gaat, op een sociaal aanvaardbaar peil kunnen worden verzekerd. De wet bepaalt immers dat de goedkeuring van de Minister vereist is voor de regeling van de maximumtarieven of voor de formules voor de berekening ervan; de desbetreffende criteria dienen in het beheerscontract te worden opgenomen.

De heer Simons dient een amendement (n° 116) in ten einde het advies van de Prijzencommissie verplicht te stellen.

## 2. Stemmingen

De amendementen n°s 9 (de heren De Croo en Knoops) en 23 (de heren Draps en Knoops) die hetzelfde doel hebben, worden met 14 tegen 4 stemmen verworpen.

Amendement n° 116 van de heer Simons wordt eenparig verworpen.

Het artikel wordt met 14 tegen 4 stemmen aangenomen.

## Art. 10

## 1. Discussion

Un amendement (n°10) visant à supprimer l'article est proposé par MM. De Croo et Knoops. Les auteurs jugent que cet article, en limitant par trop l'autonomie de gestion des entreprises publiques, va à l'encontre de l'autonomie que le projet vise à accorder à ces entreprises.

Un deuxième amendement (l'amendement n°29 de MM. Draps, Knoops et De Croo) est présenté subsidiairement au précédent. Il tend à supprimer les deuxième et troisième alinéas du § 1<sup>er</sup>, lesquels subordonnent toute décision d'acquérir, de construire ou d'aliéner un immeuble ou un droit immobilier à l'avis préalable du Conseil d'acquisition d'immeubles et, le cas échéant, à l'autorisation préalable du Ministre.

L'un des auteurs souligne que ces dispositions sont nettement en retrait par rapport à l'article 167 de la loi programme du 30 décembre 1988 (*Moniteur Belge* du 5 janvier 1989) qui permettait à la SNCB d'acquérir et d'aliéner des biens immeubles sans avis préalable et en autonomie complète.

Le Ministre des Postes, Télégraphes et Téléphones répond que l'intervention du Comité d'acquisition d'immeubles n'a pas pour but d'entraver le fonctionnement autonome de l'entreprise publique, mais bien d'aider les gestionnaires de celle-ci, lorsqu'ils sont amenés à prendre des décisions en matière de gestion immobilière; en tout état de cause, les administrateurs d'une EPA n'auront pas nécessairement de connaissances spécifiques en ce dernier domaine.

L'auteur de l'amendement rétorque que, sans avoir de connaissances spécifiques concernant la gestion immobilière les administrateurs sont, en tous les cas, à même de s'informer. Il convient de souligner que le délai d'un mois accordé au Comité d'acquisition pour donner son avis introduira des lenteurs peu compatibles avec la mobilité du marché immobilier, où la rapidité de la décision est d'importance fondamentale.

L'auteur ajoute que son souhait de voir l'entreprise publique pleinement autonome en matière de gestion immobilière n'implique pas son opposition à tout contrôle : un contrôle à posteriori — de la part, par exemple, du collège des commissaires ou de la Cour des comptes — pourrait au contraire se justifier.

Le Vice-Premier Ministre et Ministre des Communications concède que, bien qu'en fait plus complexe, l'exemple de la SNCB, mis en avant par les auteurs de l'amendement, s'est jusqu'à ce jour avéré être un succès. Eu égard à ceci, il réserve sa réponse quant à soit la suppression de la disposition du § 1<sup>er</sup>, deuxième alinéa, 1<sup>o</sup> (c'est-à-dire la suppression de l'avis pré-

## Art. 10

## 1. Besprekking

De heren De Croo en Knoops stellen een amendement (n<sup>r</sup> 10) tot weglatting van dat artikel voor. De indieners menen dat dit artikel, doordat het de beheersautonomie van de overheidsbedrijven al te zeer beperkt, indruist tegen de autonomie die het ontwerp aan die bedrijven wil toekennen.

Een tweede amendement (amendement n<sup>r</sup> 29 van de heren Draps, Knoops en De Croo) wordt in bijkomende orde op het voorgaande ingediend. Het beoogt de weglatting van het tweede en het derde lid van § 1, die iedere beslissing over de verwerving, de oprichting of de vervreemding van een onroerend goed of van een desbetreffend recht aan het voorafgaand advies van het bevoegde Aankoopcomité en in voorkomend geval aan de voorafgaande machtiging van de Minister onderwerpen.

Een van de indieners beklemtoont dat die bepalingen duidelijk een achteruitgang betekenen ten opzichte van artikel 167 van de programmawet van 30 december 1988 (*Belgisch Staatsblad* van 5 januari 1989). Krachtens dat artikel is de NMBS er immers toe gemachtigd onroerende goederen zonder voorafgaand advies en totaal autonoom te verwerven en te vervreemden.

De Minister van Posterijen, Telegrafie en Telefonie antwoordt dat de bemoeiingen van het Aankoopcomité voor onroerende goederen niet tot doel hebben de autonome werking van het overheidsbedrijf te belemmeren, doch wel de beheerders ervan te helpen als zij beslissingen inzake het beheer van onroerende goederen dienen te nemen; de bestuurders van een AOB zullen niet noodzakelijk de daartoe vereiste specifieke kennis bezitten.

De indiener van het amendement brengt daartegen in dat de bestuurders, zelfs al zijn zij niet bepaald onderlegd in vastgoedbeheer, in ieder geval in staat zijn daarover informatie in te winnen. Hierbij zij erop gewezen dat de aan het Aankoopcomité opgelegde termijn voor adviesverstrekking van één maand aanleiding zal geven tot traagheid die niet erg verenigbaar is met de mobiliteit van de vastgoedmarkt waar snelle beslissingen van fundamenteel belang zijn.

De indiener van het amendement voegt eraan toe dat zijn wens om de overheidsbedrijven volledig autonoom te zien optreden als het om vastgoedbeheer gaat, niet betekent dat hij tegen iedere controle gekant is : een controle achteraf — bijvoorbeeld vanwege het College van Commissarissen of het Rekenhof — kan daarentegen verantwoord zijn.

De Vice-Eerste Minister en Minister van Verkeerswezen geeft toe dat het door de indieners aangehaalde voorbeeld van de NMBS, ofschoon het in feite complexer is, tot nog toe een succes gebleken is. Gelet daarop verklaart hij zijn antwoord betreffende de weglatting van de bepaling van § 1, tweede lid, 1<sup>o</sup> (met name de opheffing van het voorafgaand advies van

lable du Comité d'acquisition), soit la mise en parallèle de cette disposition avec celle du 2<sup>e</sup> du même alinéa (l'avis préalable du Comité d'acquisition ne serait dès lors requis que si la valeur du bien ou du droit concerné excédait le montant déterminé dans le contrat de gestion).

Le Ministre des PTT indique qu'il souhaite maintenir la disposition du 2<sup>e</sup>, qui prévoit que le contrat de gestion peut fixer un montant au-delà duquel toute décision d'acquérir, construire ou aliéner un immeuble ou un droit immobilier est soumise, le cas échéant, à l'autorisation préalable du Ministre dont relève l'entreprise publique.

Lors de la réunion suivante, le Gouvernement dépose un amendement (n° 77), qui remplace les 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> alinéas du § 1<sup>er</sup> par le texte ci-après :

« Par dérogation à l'alinéa 1<sup>er</sup> et sans préjudice de l'application de l'article 167 de la loi-programme du 30 décembre 1988, le contrat de gestion peut déterminer un montant au-delà duquel toute décision d'acquérir, construire ou aliéner un immeuble ou un droit immobilier est soumise à l'autorisation préalable du ministre dont relève l'entreprise publique, le cas échéant, dans le délai fixé dans le contrat de gestion. »

Au § 3, un troisième amendement est proposé. Il s'agit de l'amendement n° 30 de MM. Draps, Knoops et De Croo, qui vise à supprimer ce paragraphe.

L'un des auteurs déclare que l'habilitation donnée à l'Etat de vendre à une EPA des biens affectés à l'exécution par cette EPA de prestations de service public constitue une ponction déguisée sur les actifs de l'entreprise, dont l'Etat est en fait le seul actionnaire.

Le Vice-Premier Ministre et Ministre des Communications répond que l'objet de cette disposition est tout différent. Il fait observer qu'à l'heure actuelle, trois des quatre futures entreprises publiques autonomes sont des Régies, lesquelles ne constituent guère qu'une forme spéciale de l'administration de l'Etat : ainsi, les bâtiments utilisés par la Régie des Postes sont, pour l'essentiel, la propriété de la Régie des Bâtiments. A l'avenir, les entreprises publiques autonomes pourront au contraire devenir propriétaires des bâtiments qu'elles occupent. La décision de cession ne pourra être prise qu'à un seul moment : à travers des dispositions en ce sens, inscrites dans le premier contrat de gestion. Il est prévu que l'Etat puisse éventuellement demander une contrepartie pour cette cession, pour autant que des conditions à cet effet aient été fixées dans l'arrêté royal portant approbation du premier contrat de gestion.

A la suite de cette explication, l'amendement n° 30 est retiré.

het Aankoopcomité), of de wenselijkheid om een parallel te trekken tussen die bepaling en die van het 2<sup>e</sup> van hetzelfde lid, in beraad te houden (het voorafgaande advies van het Aankoopcomité zou derhalve alleen vereist zijn indien de waarde van het bedoelde goed of recht op dat goed het in het beheerscontract vastgestelde bedrag zou overschrijden).

De Minister van PTT geeft aan dat hij de bepaling van het 2<sup>e</sup> wenst te handhaven, luidens welke het beheerscontract een bedrag kan vaststellen waarboven elke beslissing tot verwerving, oprichting of vervreemding van een onroerend goed of recht in voorkomend geval zou worden onderworpen aan de voorafgaande machtiging van de Minister onder wie het overheidsbedrijf ressorteert.

Tijdens de volgende vergadering dient de Regering een amendement (n° 77) in ten einde in § 1, het tweede en derde lid te vervangen door wat volgt :

« In afwijking van het eerste lid en onverminderd de toepassing van artikel 167 van de programlawet van 30 december 1988, kan het beheerscontract een bedrag bepalen boven hetwelk elke beslissing tot verwerving, oprichting of vervreemding van een onroerende goed of recht onderworpen is aan de voorafgaande machtiging van de minister onder wie het overheidsbedrijf ressorteert, in voorkomend geval binnen de termijn die in het beheerscontract wordt bepaald. »

Op § 3 wordt een derde amendement voorgesteld. Het gaat om amendement n° 30 van de heren Draps, Knoops en De Croo tot weglatting van die paragraaf.

Een van de indieners verklaart dat de aan de Staat verleende bevoegdheid om aan een AOB de goederen te verkopen die bestemd zijn voor de uitvoering van prestaties van openbare dienst door het AOB, er eigenlijk op neerkomt dat de Staat een verkapteaderlating uitvoert op de activa van het bedrijf waarvan hij in feite de enige aandeelhouder is.

De Vice-Eerste Minister en Minister van Verkeerswezen antwoordt dat die bepaling een totaal ander oogmerk nastreeft. Hij wijst erop dat drie van de vier toekomstige autonome overheidsbedrijven regieën zijn waarvan kan worden gezegd dat het om niet meer dan een bijzondere vorm van de Rijksbesturen gaat : zo zijn de gebouwen van de Regie der Posterijen hoofdzakelijk eigendom van de Regie der Gebouwen. Voortaan zullen de autonome overheidsbedrijven daarentegen eigenaar kunnen worden van de gebouwen waarin zij gevestigd zijn. De beslissing tot overdracht van de eigendom van die goederen zal slechts op één enkel ogenblik kunnen worden genomen, via de in het eerste beheerscontract uitgestippelde bepalingen dienaangaande. Er wordt gesteld dat de Staat eventueel een compensatie voor die overdracht kan vragen, mits de desbetreffende voorwaarden vastgesteld zijn in het koninklijk besluit houdende goedkeuring van het eerste beheerscontract.

Na die toelichting wordt amendement n° 30 ingetrokken.

## 2. Votes

L'amendement n° 29 de M. Draps et consorts est rejeté par 14 voix contre 4.

L'amendement n° 77 du Gouvernement et l'article ainsi modifié sont successivement adoptés par 14 voix contre 4.

L'amendement n° 10 de MM. De Croo et Knoops, qui vise à supprimer l'article, devient dès lors sans objet.

## Art. 11

### 1. Discussion

Trois amendements sont proposés.

L'amendement n° 11 de MM. De Croo et Knoops, qui vise à supprimer l'article, est proposé en ordre principal. Sa justification est la même que celle des amendements tendant au même objet introduits lors de la discussion des articles précédents.

Les amendements n°s 31 et 32 de MM. Draps, Knoops et De Croo sont dès lors déposés en ordre subsidiaire; ils visent à supprimer respectivement le § 1<sup>er</sup> et les deuxième et troisième alinéas du § 2.

Le Ministre des Postes, Télégraphes et Téléphones fait observer que l'adoption de l'amendement n° 31 aurait pour effet de maintenir la situation actuelle : les entreprises publiques autonomes seraient donc soumises à la loi du 14 juillet 1976 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services dans tous les cas — et non pour les seuls marchés ayant trait à la mise en œuvre de leurs tâches de service public —, ce qui est en complète opposition avec la justification de l'amendement donnée par les auteurs (cf. Doc n° 1287/2, p. 10).

L'amendement n° 31 est retiré.

Un membre fait observer que la SNCB, qui n'est actuellement pas soumise aux dispositions de la loi du 14 juillet 1976, va le devenir en tout cas pour les marchés ayant trait à la mise en œuvre de ses tâches de service public.

Le Vice-Premier Ministre et Ministre des Communications précise ensuite la structure de l'article : le § 1<sup>er</sup> (soumission à la loi du 14 juillet 1976), ne concerne que les seuls marchés ayant trait aux tâches de service public des EPA; le § 2, premier alinéa (prise de décision au sein de l'EPA, par le Conseil d'administration ou le cas échéant, par le comité de direction, avec possibilité de délégation) vise les décisions de passation de tous les marchés; l'alinéa deux du § 2, et son corollaire l'alinéa trois, (intervention du Ministre ou du Comité ministériel et financement d'un éventuel surcoût) constitue une exception au principe général, mais n'est susceptible d'être utilisé que pour les marchés ayant trait à la mise en œuvre de tâches de service public et ce, pour autant que le contrat de gestion ait désigné des matières d'intérêt économique

## 2. Stemmingen

Amendement n° 29 van de heer Draps c.s. wordt verworpen met 14 tegen 4 stemmen.

Amendement n° 77 van de Regering en het aldus gewijzigde artikel worden achtereenvolgens aangenomen met 14 tegen 4 stemmen.

Amendement n° 10 van de heren De Croo en Knoops tot weglatting van het artikel vervalt dientengevolge.

## Art. 11

### 1. Besprekking

Drie amendementen worden voorgesteld.

Amendement n° 11 van de heren De Croo en Knoops tot weglatting van het artikel wordt voorgesteld in hoofdorde. De verantwoording ervan is precies dezelfde als die van de amendementen die hetzelfde doel hebben en die bij de besprekking van de vorige artikelen ingediend werden.

De amendementen n°s 31 en 32 van de heren Draps, Knoops en De Croo worden derhalve in bijkomende orde ingediend; zij beogen de respectieve weglatting van § 1 en van de tweede en het derde lid van § 2.

De Minister van Posterijen, Telegrafie en Telefonie merkt op dat, mocht amendement n° 31 aangenomen worden, dit tot gevolg zou hebben dat de huidige toestand gehandhaafd wordt : de autonome overheidsbedrijven zouden dus onderworpen zijn aan de wet van 14 juli 1976 betreffende de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten, en zulks in alle gevallen — en niet alleen voor de opdrachten in verband met de uitvoering van hun taken van openbare dienst. Dat is volledig in tegenstrijd met de door de indieners gegeven verantwoording van hun amendement (cf. Stuk n° 1287/2, blz. 10).

Amendement n° 31 wordt ingetrokken.

Een lid merkt op dat, ofschoon de NMBS thans niet aan de bepalingen van de wet van 14 juli 1976 onderworpen is, dat in de toekomst wel het geval zal zijn, in ieder geval voor de opdrachten in verband met de toepassing van haar taken van openbare dienst.

De Vice-Eerste Minister en Minister van Verkeerswezen licht vervolgens de structuur van het artikel toe : § 1 (onderwerping aan de wet van 14 juli 1976) heeft alleen betrekking op de overheidsopdrachten met betrekking tot de door de AOB's uitgeoefende taken van openbare dienst; § 2, eerste lid (besluitvorming in het AOB, door de raad van bestuur of, in voorkomend geval, door het directiecomité, met mogelijkheid van « subdelegatie ») doelt op de beslissingen voor de gunning van alle opdrachten; het tweede lid van § 2 en het corollarium ervan, het derde lid (tegenkomst van de Minister of van het Ministerieel Comité en financiering van de eventuele bijkomende kosten) vormen een uitzondering op het algemeen beginsel, maar de kans dat er gebruik van wordt gemaakt, bestaat alleen voor de overheidsopdrachten

stratégique et un montant de référence (voir ci-avant, la discussion de l'article 3, § 2, 6°).

Enfin, le Ministre attire l'attention sur le fait que, dans le commentaire de l'article (Doc. n° 1287/1, pp. 17-18), il a été répondu à l'objection formulée par le Conseil d'Etat concernant la Régie des Voies aériennes.

En réponse à un membre qui demande comment classer la commande par la SNCB de matériel de signalisation, destiné au trafic de tous les trains, qu'ils soient utilisés pour les missions de service public ou non, le Ministre renvoie à l'article 156, 2°, qui dispose que « l'acquisition, la construction, l'entretien, la gestion et l'exploitation de l'infrastructure » relèvent des missions de service public de la SNCB; l'alinéa suivant exclut par ailleurs explicitement les équipements de signalisation dans l'infrastructure.

Plusieurs membres soulignent la difficulté qu'il y aura à délimiter strictement, dans les achats, ce qui a trait ou non à la mise en œuvre des tâches de service public.

Le Vice-Premier Ministre et Ministre des Communications ne nie pas que la classification des tâches en tâches de service public et en activités concurrentielles soit susceptible de donner lieu à des contestations entre la tutelle, exercée à l'intervention du Commissaire du Gouvernement, et l'entreprise publique.

Pour ce qui est des achats, toutefois, le Ministre rappelle que l'entreprise sera dorénavant tenue d'établir une comptabilité analytique (article 27) et il renvoie à la réponse déjà fournie lors de l'examen de l'article 8.

Le Ministre renvoie également aux listes exemplatives classifiant les tâches des entreprises publiques selon qu'il s'agit de missions de service public ou d'activités en concurrence (cf. la demande en ce sens formulée lors de la discussion générale); ces listes seront communiquées dans le cadre de l'examen des Titres II, IV, V et VI (voir ci-après).

Un membre demande de quel recours l'entreprise publique est susceptible de disposer, si elle n'est pas d'accord avec la classification voulue par la tutelle, lors de la passation d'un marché.

Le Vice-Premier Ministre et Ministre des Communications répond que, pour les marchés soumis à la loi du 14 juillet 1976 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services, c'est le Conseil d'Etat qui est compétent.

Le membre demande quelle serait la juridiction compétente, si le différend reposait sur une décision inverse, c'est-à-dire sur la décision de la tutelle de ne pas considérer le marché concerné comme ayant trait à la mise en œuvre des tâches de service public.

met betrekking tot de uitoefening van taken van openbare dienst mits het beheerscontract de aangelegenheden van strategisch-economisch belang en een referentiebedrag aangeduid heeft (cf. supra, de besprekking van artikel 3, § 2, 6°).

Tenslotte vestigt de Minister er de aandacht op dat in de commentaar bij het artikel (Stuk n° 1287/1, blz. 17-18), het bezwaar van de Raad van State aan-gaande de Regie der Luchtwegen weerlegd werd.

In antwoord op de vraag van een lid hoe de bestelling door de NMBS van signalisatiematerieel voor het treinverkeer, ongeacht of dat materieel al dan niet voor taken van openbare dienst gebezield wordt, dient te worden ingedeeld, verwijst de Minister naar artikel 156, 2°, waarin gesteld wordt dat « het verwerken, de aanleg, het onderhoud, het beheer en de exploitatie van de infrastructuur » tot de opdrachten van openbare dienst van de NMBS behoren. In het volgende lid wordt de signalisatieuitrusting overigens uitdrukkelijk onder de infrastructuur gerangschikt.

Verscheidene leden wijzen erop dat het moeilijk zal zijn om een strikte grens te trekken tussen hetgeen bij de aankopen al of niet betrekking heeft op de uitvoering van de taken van openbare dienst.

De Vice-Eerste Minister en Minister van Verkeerswezen ontkennt niet dat de indeling in taken van openbare dienst en in concurrentie uitgeoefende activiteiten aanleiding kan geven tot bewistingen tussen enerzijds het toezicht dat door toedoen van de Regeringscommissaires uitgeoefend wordt, en anderzijds het overheidsbedrijf zelf.

Wat de aankopen betreft herinnert de Minister er evenwel aan dat het bedrijf voortaan een analytische boekhouding dient te voeren (artikel 27) en verwijst naar het antwoord dat hij daaromtrent reeds bij de besprekking van artikel 8 gegeven heeft.

Bovendien verwijst de Minister naar de lijsten met voorbeelden van de indeling van de taken van de overheidsbedrijven naargelang het om taken van openbare dienst dan wel om in concurrentie uitgeoefende activiteiten gaat (cf. de vraag die tijdens de algemene besprekking in die zin werd gesteld); die lijsten zullen worden bezorgd in het raam van de besprekking van de Titels II, IV, V en VI (cf. infra).

Een lid vraagt welk beroep het overheidsbedrijf kan instellen indien het niet akkoord gaat met de indeling die de toezichthoudende instantie bij de gunning van een overheidsopdracht gewild heeft.

De Vice-Eerste Minister en Minister van Verkeerswezen antwoordt dat de Raad van State bevoegd is voor de overheidsopdrachten die vallen onder de wet van 14 juli 1976 betreffende de overheidsopdrachte voor aanneming van werken, leveringen en diensten.

Het lid vraagt welke rechtbank bevoegd is indien het geschil zou berusten op een andersluidende beslissing, dus op de beslissing van de toezichthoudende instantie om de bedoelde overheidsopdracht niet te beschouwen als een opdracht die betrekking heeft op de uitvoering van de taken van openbare dienst.

Le Ministre des Postes, Télégraphes et Téléphones fait observer que l'hypothèse d'un différend dans ce cas ne peut être tenue pour vraisemblable.

## 2. Votes

L'amendement n° 32 de M. Draps et consorts est rejeté par 15 voix contre 4.

L'article est adopté par 15 voix contre 4.

L'amendement n° 11 de MM. De Croo et Knoops, qui vise à supprimer l'article, devient dès lors sans objet.

## Art. 12

Un amendement (n° 12) est proposé par MM. De Croo et Knoops. Il vise à supprimer l'article. Sa justification est la même que celle des amendements tendant au même objet introduits lors de la discussion des articles précédents.

L'article est adopté par 15 voix contre 4.

L'amendement n° 12 de MM. De Croo et Knoops, qui vise à supprimer l'article, devient dès lors sans objet.

## Art. 13

### 1. Discussion

Un amendement (n° 13), qui vise à supprimer l'article, est proposé par MM. De Croo et Knoops en ordre principal. Sa justification est la même que celle des amendements tendant au même objet introduits lors de la discussion des articles précédents.

En ordre subsidiaire, MM. Draps, Knoops et De Croo déposent deux amendements (n°s 33 et 35) qui portent respectivement sur les paragraphes 3 et 6 (voir ci-après).

### § 2.

Un membre demande pourquoi, au § 2, premier alinéa, 2°, le pourcentage des capitaux propres de l'entreprise publique, que la participation ne peut excéder lorsque le conseil d'administration décide à la majorité simple, n'est pas déjà précisé dans le projet.

Le Vice-Premier Ministre et Ministre des Communications répond que ce pourcentage peut varier d'une entreprise à l'autre. C'est pour cette raison qu'il sera déterminé dans l'arrêté royal portant approbation du premier contrat de gestion.

Le Ministre des Postes, Télégraphes et Téléphones ajoute que ce pourcentage est en outre susceptible d'être modifié par arrêté royal délibéré en Conseil des Ministres (article 13, § 2, deuxième alinéa), s'il s'avère que le pourcentage retenu initialement n'est pas réaliste.

De Minister van Posterijen, Telegrafie en Telefonie merkt op dat de mogelijkheid dat er in die gevallen een geschil zou rijzen, niet waarschijnlijk kan worden geacht.

## 2. Stemmingen

Amendement n° 32 van de heer Draps c.s. wordt verworpen met 15 tegen 4 stemmen.

Het artikel wordt aangenomen met 15 tegen 4 stemmen.

Amendement n° 11 van de heren De Croo en Knoops tot weglatting van het artikel vervalt dientengevolge.

## Art. 12

De heren De Croo en Knoops stellen in een amendement (n° 12) voor dit artikel weg te laten. De verantwoording ervan is dezelfde als die van de amendementen met hetzelfde oogmerk die bij de besprekking van de vorige artikelen ingediend werden.

Het artikel wordt aangenomen met 15 tegen 4 stemmen.

Amendement n° 12 van de heren De Croo en Knoops tot weglatting van het artikel vervalt dientengevolge.

## Art. 13

### 1. Besprekking

De heren de Croo en Knoops stellen in een amendement (n° 13) in hoofdorde voor dit artikel weg te laten. De verantwoording ervan is dezelfde als die van de amendementen met hetzelfde oogmerk die bij de besprekking van de vorige artikelen ingediend werden.

De heren Draps, Knoops en De Croo dienen twee amendementen in bijkomende orde in (n°s 33 en 35) die respectievelijk betrekking hebben op de paragrafen 3 en 6 (cf. infra).

### § 2.

Een lid vraagt waarom het in § 2, eerste lid, 2°, bedoelde percentage van het eigen vermogen van het overheidsbedrijf, dat voor het nemen van belangen als maximum geldt indien de beslissingen van de raad van bestuur bij gewone meerderheid worden genomen, niet meteen in het ontwerp wordt gepreciseerd.

De Vice-Eerste Minister en Minister van Verkeerswezen antwoordt dat het percentage naar gelang van de onderneming kan verschillen. Daarom zal het in het koninklijk besluit tot goedkeuring van het eerste beheerscontract worden bepaald.

De Minister van Posterijen, Telegrafie en Telefonie voegt eraan toe dat datzelfde percentage trouwens nog bij een in Ministerraad overlegd koninklijk besluit kan worden gewijzigd (artikel 13, § 2, tweede lid), indien zou blijken dat het oorspronkelijke percentage niet realistisch is.

Le membre estime que le Gouvernement s'attribue là les pleins pouvoirs.

Le Vice-Premier Ministre et Ministre des Communications rétorque que l'adoption par le Gouvernement d'une modification telle que réglée par le § 2, deuxième alinéa ne modifie rien au principe même qui gouverne la prise de décision en matière de filialisation : c'est au conseil d'administration que revient la décision de toute prise de participation. (Pour ce qui est de la justification de la prise de décision à la majorité des deux tiers lorsque les limites fixées sont dépassées, voir les réponses données par le Gouvernement dans la discussion générale).

En réponse à un membre qui l'interroge sur la procédure permettant à la SNCB de participer à une filiale pour la mise en œuvre du projet TGV, le Vice-Premier Ministre et Ministre des Communications attire l'attention sur les conditions particulières imposées par l'article 161 du projet en matière de transport international de voyageurs par train : bien qu'il ne fasse pas partie des missions de service public de la SNCB, ce transport ne peut être confié ou cédé en tout ou en partie à un tiers que moyennant, d'une part, l'autorisation préalable du Roi par arrêté délibéré en Conseil des Ministres et, d'autre part, l'obligation imposée à la SNCB de détenir en tout temps plus de 50 % du capital, des voix et des mandats dans les organes de gestion de la filiale.

### § 3.

L'amendement n° 33 de M. Draps et consorts (voir ci-avant) vise à supprimer l'obligation que les autorités publiques détiennent statutairement plus de 75 % des voix et des mandats dans tous les organes de la filiale associée à la mise en œuvre des tâches de service public, alors même que, pour la participation en capital correspondante, cette obligation n'est fixée qu'à plus de 50 %.

L'auteur principal fait observer que cette disposition, dérogatoire au droit des sociétés, s'oppose au principe de l'égalité des actionnaires et qu'elle risque de rendre singulièrement plus difficiles les « joint ventures » avec le secteur privé. Le fait même que ces conditions ne soient pas imposées en cas de participation à des projets de coopération internationale (§ 3, troisième alinéa) ne montre-t-il pas à suffisance qu'il s'agit d'une disposition indéfendable ?

Le Ministre des Postes, Télégraphes et Téléphones fait observer que les activités en concurrence ne sont de toute manière pas visées par cette disposition. Celle-ci ne concerne que les filiales associées aux tâches de service public, pour lesquelles la réglementation concernant l'actionnariat est calquée sur les dispositions prévues pour l'entreprise-mère, en cas de

Het lid is van mening dat de Regering hiermee zichzelf volmachten toekent.

De Vice-Eerste Minister en Minister van Verkeerswezen replicaert dat de goedkeuring van een wijziging zoals in § 2, tweede lid, geen enkele invloed heeft op het eigenlijke beginsel dat aan de in verband met de oprichting van dochterondernemingen te nemen beslissingen ten grondslag ligt : de beslissingsbevoegdheid voor het nemen van belangen ligt volledig bij de raad van bestuur. (Voor de verantwoording van de beslissingen die bij tweederde meerderheid moeten worden genomen indien de vastgelegde grenzen worden overschreden, verwijzen wij naar antwoorden die de Regeringen bij de algemene besprekking heeft verstrekt).

In antwoord op de vraag van een lid over de procedure die de NMBS in staat moet stellen om voor de verwezenlijking van het SST-project belangen in een dochteronderneming te nemen, vestigt de Vice-Eerste Minister en Minister van Verkeerswezen de aandacht op de bijzondere voorwaarden die krachtens artikel 161 van het ontwerp inzake het internationaal vervoer van reizigers per spoor worden opgelegd : hoewel dat vervoer geen deel uitmaakt van de taken van openbare dienst van de NMBS, mag het noch geheel, noch gedeeltelijk aan derden worden toevertrouwd of afgestaan, tenzij de Koning daartoe bij een in Ministerraad overlegd besluit zijn voorafgaande toestemming heeft verleend en de NMBS te allen tijde meer dan 50 % van het kapitaal, van het stemrecht en van de mandaten in de bestuursorganen van de dochter bezit.

### § 3.

Amendment n° 33 van de heren Draps c.s. (cf. supra) strekt ertoe de aan de overheid opgelegde verplichting op te heffen om statutair meer dan 75 % van de stemmen en mandaten in alle bestuursorganen van de bij de uitvoering van de taken van openbare dienst betrokken dochterondernemingen te bezitten, terwijl diezelfde verplichting voor het overeenstemmende aandeel in het kapitaal meer dan 50 % bedraagt.

De hoofdindiner merkt op dat die aan het vennootschapsrecht derogerende bepaling indruist tegen het beginsel dat alle aandeelhouders gelijk zijn en vooral eventuele joint-ventures met de particuliere sector dreigt te bemoeilijken. Toont alleen al het feit dat dergelijke voorwaarden niet worden opgelegd wanneer het om internationale samenwerkingsprojecten gaat (§ 3, derde lid), niet voldoende aan dat die bepaling onhoudbaar is ?

De Minister van Posterijen, Telegrafie en Telefonie wijst erop dat die bepaling in geen geval de aan concurrentie onderhevige bedrijvigheden beoogt. Zij geldt alleen voor de dochters die bij de taken van openbare dienst worden betrokken en waarvan de regeling met betrekking tot de aandeelhouderskring een kopie is van de voor het moederbedrijf geldende

transformation de celle-ci en société anonyme de droit public (art. 39 du projet).

Quant à l'exception prévue pour les projets de coopération internationale, dont le champ d'application excède le territoire du Royaume, le Ministre la justifie par le fait que ces projets, comme le projet INFONET auquel est associée la RTT, regroupent souvent un nombre élevé de participants.

### § 5.

Un membre demande ce qui est visé au § 5, lorsqu'il est précisé que le transfert ou l'attribution de droits exclusifs légaux à une filiale peut être nécessaire au développement de celle-ci.

Il lui est répondu que, dans le cas de la mise en oeuvre du RNIS (réseau numérique à intégration de services), une prise de participation pourrait ne concerner qu'une cellule d'ingénieurs; dans ce cas, l'attribution de droits exclusifs n'a pas de sens. Par contre, la situation d'une filiale chargée d'exploiter l'ensemble de l'infrastructure serait évidemment différente et il convient alors que cette concession exclusive soit confiée en même temps à la filiale.

### § 6.

L'amendement n° 35 de M. Draps et consorts vise à supprimer la possibilité de constitution de sociétés anonymes par l'entreprise publique seule, ainsi que les dispositions dérogatoires au droit des sociétés que le § 6, deuxième alinéa associe à cette possibilité.

Le Vice-Premier Ministre et Ministre des Communications fait observer que cette possibilité existe déjà. C'est notamment la situation de la Société nationale d'Investissement. De même la SABENA a créé des filiales dont elle était, dans un premier temps actionnaire à 100 %; à l'heure actuelle, c'est d'ailleurs toujours le cas pour SABENA Technics et SABENA Catering.

Ainsi que le montre le cas de la SABENA, dont les filiales — sauf les deux exceptions citées — se sont ensuite ouvertes à d'autres partenaires, le recours à cette formule a pour objectif de faciliter l'entrée de capital extérieur, une fois l'activité en cause isolée dans une filiale.

L'auteur principal de l'amendement n'en estime pas moins critiquable qu'il soit ainsi dérogé au droit commun. Pourquoi ne pas recourir à une formule plus orthodoxe, comme la constitution d'une filiale au capital détenu pour 99 % par l'entreprise publique autonome-mère et pour 1 % par, par exemple, la SNI ?

bepalingen, indien laatstgenoemde in een naamloze vennootschap wordt omgezet (art. 39 van het ontwerp).

In verband met de uitzondering voor internationale samenwerkingsprojecten waarvan het toepassingsgebied het grondgebied van het Koninkrijk overschrijdt, antwoordt de Minister dat zij rechtvaardiging kan vinden in het feit dat bij dergelijke projecten, zoals bijvoorbeeld het INFONET-project waaraan ook de RTT meewerkt, vaak een groot aantal belanghebbenden zijn betrokken.

### § 5.

Een lid vraagt wat in § 5 precies wordt bedoeld, wanneer wordt bepaald dat de overdracht of de toewijzing van wettelijke alleenrechten aan een dochteronderneming noodzakelijk kan zijn voor de ontwikkeling van laatstgenoemde.

Men antwoordt hem dat de voor de verwezenlijking van ISDN (Integrated Service Digital Network) een deelneming zich zou kunnen beperken tot een cel van ingenieurs; in dat geval heeft het toekennen van exclusieve rechten geen zin. Een dochteronderneming die wordt belast met de exploitatie van de hele infrastructuur is natuurlijk iets totaal anders. In dat geval is het dan ook aangewezen dat die alleenrechten tegelijkertijd ook aan de dochter worden toegekend.

### § 6.

Amendement n° 35 van de heer Draps c.s. strekt ertoe de mogelijkheid van een overheidsbedrijf om alleen naamloze vennootschappen op te richten, alsmede de aan het vennootschapsrecht derigerende bepalingen die in § 6, tweede lid met die mogelijkheid in verband worden gebracht, op te heffen.

De Vice-Eerste Minister en Minister van Verkeerswezen wijst erop dat die mogelijkheid al bestaat. De Nationale Investeringsmaatschappij bevindt zich onder meer in die situatie. Ook SABENA heeft dochterondernemingen opgericht waarvan zij oorspronkelijk zelf alle aandelen bezat; op dit ogenblik is dat trouwens nog steeds zo voor SABENA TECHNICS en SABENA CATERING.

Uit het geval van SABENA — wier dochterondernemingen, met uitzondering van de twee vernoemde gevallen, sindsdien ook voor andere partners openstaan — blijkt duidelijk dat die formule ernaar street gemakkelijker extern kapitaal toe te laten zodra de betrokken activiteit nog slechts door één bepaalde dochteronderneming wordt uitgevoerd.

Desalniettemin blijft het voor de hoofdindiener van het amendement laakbaar dat op die manier van het gemene recht wordt afgeweken. Waarom beroeft men zich niet op een meer orthodoxe formule, zoals de oprichting van een dochteronderneming bijvoorbeeld, waarvan 99 % van het kapitaal in handen is van het autonome overheidsbedrijf en 1 % in handen van bijvoorbeeld de NIM ?

Le Ministre des Postes, Télégraphes et Téléphones répond que le recours à une telle formule est parfaitement possible. L'article 13, § 6 vise à créer une possibilité supplémentaire.

## 2. Votes

Les amendements n°s 33 et 35 de M. Draps et consorts sont successivement rejetés par 15 voix contre 4.

L'article est adopté par 15 voix contre 4.

L'amendement n° 13 de MM. De Croo et Knoops, qui vise à supprimer l'article, devient dès lors sans objet.

## Art. 14

### 1. Discussion

L'amendement n° 14 de MM. De Croo et Knoops vise à supprimer cet article (la justification de cet amendement figure à la p. 5 du Doc. n° 1287/2).

L'un des auteurs demande en outre quelles sont les personnes physiques avec lesquelles, aux termes de l'article 14, toute convention d'arbitrage conclue avant la naissance du différend est nulle : est-ce le personnel qui est visé ?

Le Vice-Premier Ministre et Ministre des Communications répond que cette disposition a pour objet de protéger les utilisateurs, qu'il s'agisse de personnes privées ou de petits indépendants n'ayant pas constitué de société; il n'a par contre pas été jugé nécessaire d'étendre cette protection aux personnes morales, par définition mieux armées dans toute relation contractuelle.

L'article 14 n'exclut toutefois pas la conclusion d'une convention d'arbitrage, si la personne physique concernée l'accepte dans le cadre du différend surgi; seule la convention d'arbitrage qui serait conclue avant la naissance du différend est réputée nulle.

## 2. Votes

L'article est adopté par 15 voix contre 4.

L'amendement n° 14 de MM. De Croo et Knoops, qui vise à supprimer l'article, devient dès lors sans objet.

## Art. 15

### 1. Discussion

MM. De Croo et Knoops déposent un amendement (n° 36) qui porte, non pas sur l'article 15 lui-même, mais sur l'intitulé du chapitre IV. Les auteurs pro-

De Minister van Posterijen, Telegrafie en Telefonie antwoordt dat een dergelijke formule heel goed kan. Artikel 13, § 6, wil alleen maar een extra mogelijkheid scheppen.

## 2. Stemmingen

De amendementen n°s 33 en 35 van de heer Draps c.s. worden achtereenvolgens verworpen met 15 tegen 4 stemmen.

Het artikel wordt aangenomen met 15 tegen 4 stemmen.

Amendement n° 13 van de heren De Croo en Knoops tot weglatting van het artikel vervalt dientengevolge.

## Art. 14

### 1. Bespreking

Amendement n° 14 van de heren De Croo en Knoops strekt ertoe dat artikel weg te laten (voor de verantwoording van dat amendement zie Stuk n° 1287/2, blz. 5).

Een van de indieners vraagt voorts wie de natuurlijke personen zijn met wie, krachtens artikel 14, elke overeenkomst tot arbitrage die werd gesloten vooraleer het geschil is gerezen, nietig is : wordt hierop het personeel gedoeld ?

De Vice-Eerste Minister en Minister van Verkeerswezen antwoordt dat die bepaling tot doel heeft de gebruikers te beschermen, ongeacht of dat particulieren zijn of kleine zelfstandigen die geen venootschap hebben opgericht; uitbreiding van die bescherming tot rechtspersonen, die per definitie sterker staan in een contractuele relatie, is daarentegen niet raadzaam geacht.

Artikel 14 sluit evenwel niet uit dat een overeenkomst tot arbitrage wordt gesloten indien de betrokken natuurlijke persoon daarmee instemt tegen de achtergrond van het conflict dat is gerezen; alleen de overeenkomst tot arbitrage die zou zijn gesloten vooraleer het geschil is gerezen wordt geacht nietig te zijn.

## 2. Stemmingen

Het artikel wordt aangenomen met 15 tegen 4 stemmen.

Het artikel n° 14 van de heren De Croo en Knoops tot weglatting van het artikel vervalt dientengevolge.

## Art. 15

### 1. Bespreking

De heren De Croo en Knoops stellen een amendement (n° 36) voor dat niet op artikel 15 zelf, maar op het opschrift van hoofdstuk IV betrekking heeft. De

posent de remplacer l'intitulé « Administration » par « Statuts », parce que ce dernier terme correspond à la terminologie judiciaire afférente aux sociétés anonymes.

Certains membres estimant préférable de substituer le terme « Gestion » à celui d'« Administration » dans la version française de l'intitulé, alors que d'autres souhaitent maintenir le mot « Administration », la Commission décide de demander l'avis du Service de traduction de la Chambre.

Celui-ci communique la réponse suivante :

« Il faut faire observer que les termes sont pratiquement synonymes.

Considérant toutefois que tant la terminologie que les règles en projet sont largement inspirées de celles qui s'appliquent aux sociétés (anonymes) commerciales, il paraît opportun de reprendre en l'occurrence le terme qui figure — dans le même contexte — dans les lois sur les sociétés commerciales coordonnées par l'arrêté royal du 30 novembre 1935, dont la Section 4, § 4, a pour titre « De l'*administration* et du contrôle des sociétés anonymes ». »

L'amendement n° 37 de MM. De Croo et Knoops vise à supprimer le deuxième alinéa de l'article 15, qui prévoit un régime distinct pour les organes de gestion de la SNCB. L'un des auteurs fait observer qu'il n'y a aucune raison de structurer la SNCB autrement que les autres entreprises publiques autonomes.

Le Vice-Premier Ministre et Ministre des Communications répond que le régime particulier de la SNCB s'explique par des raisons historiques.

## 2. Votes

Les amendements n°s 36 et 37 de MM. De Croo et Knoops sont successivement rejetés par 15 voix contre 3.

L'article est adopté par 15 voix contre 3.

## Art. 16

### 1. Discussion

Un membre souhaite que le conseil d'administration et le comité de direction soient composés de manière strictement paritaire, plutôt que de permettre d'excepter de la composition paritaire le président du conseil d'administration et l'administrateur délégué.

Le Vice-Premier Ministre et Ministre des Communications répond que l'expression « ... à l'exception éventuellement du Président » constitue la formule classique.

Le même membre souhaiterait que soit réalisé un équilibre global pour l'ensemble des fonctions de présidence dans les organes des entreprises publiques.

Le Ministre des Postes, Télégraphes et Téléphones répond que, aux termes de l'article 20 du projet, au

indieners stellen voor het opschrift « Bestuur » te vervangen door het opschrift « Statuten », omdat die laatste term overeenkomt met de rechtsterminologie in verband met de naamloze vennootschappen.

Sommige leden spreken de voorkeur uit in de Franse tekst van het opschrift « Administration » te vervangen door « Gestion », anderen dan weer willen « Administration » handhaven. De Commissie besluit daarom het advies van de Vertaaldienst van de Kamer in te winnen.

Deze dienst verstrekkt het volgende antwoord :

« Er zij aangestipt dat de termen praktisch synoniem zijn.

Overwegende echter dat zowel de terminologie als de regels in het ontwerp in ruime mate steunen op die welke voor de naamloze vennootschappen gelden, lijkt het aangewezen in dit geval de term te hanteren die — in dezelfde context — voorkomt in de wetten op de handelsvennootschappen, gecoördineerd bij koninklijk besluit van 30 november 1935, waarvan Afdeeling 4, § 4, in het Frans als volgt luidt : « De l'*administration* et du contrôle des sociétés anonymes ». »

Amendement n° 37 van de heren De Croo en Knoops beoogt de weglatting van het tweede lid van artikel 15 dat in aparte regeling voor de beheersorganen van de NMBS voorziet. Een van de indieners merkt op dat er niet de minste reden is om de NMBS anders te structureren dan de andere autonome overheidsbedrijven.

De Vice-Eerste Minister en Minister van Verkeerswezen antwoordt dat de bijzondere regeling voor de NMBS historische redenen heeft.

## 2. Stemmingen

De amendementen n°s 36 en 37 van de heren De Croo en Knoops worden achtereenvolgens verworpen met 15 tegen 3 stemmen.

Het artikel wordt aangenomen met 15 tegen 3 stemmen.

## Art. 16

### 1. Bespreking

Een lid wenst dat de raad van bestuur en het directiecomité stikt paritair worden samengesteld, in plaats van de mogelijkheid open te laten dat de voorzitter van de raad van bestuur en de gedelegeerd bestuurder van de pariteitsregel worden uitgezonderd.

De Vice-Eerste Minister en Minister van Verkeerswezen antwoordt dat de zinsnede « de voorzitter van de raad van bestuur eventueel uitgezonderd » de gebruikelijke formule is.

Hetzelfde lid wenst dat het voor alle voorzittersambten in de organen van de overheidsbedrijven tot een algemeen evenwicht komt.

De Minister van Posterijen, Telegrafie en Telefonie antwoordt dat, overeenkomstig artikel 20 van het

sein de chaque entreprise publique, « l'administrateur délégué » appartient à un rôle linguistique différent de celui du président du conseil d'administration.

Le Vice-Premier Ministre et Ministre des Communications fait observer que l'alternance linguistique ainsi organisée est déjà source de rigidités par la liaison qu'elle établit entre les deux fonctions, et qu'il ne paraît dès lors pas souhaitable de la réglementer encore davantage.

Après discussion, la Commission corrige ensuite le texte français de l'article 16, afin, entre autres, d'assurer une meilleure concordance entre les versions française et néerlandaise : « ... comptent autant de membres d'expression française que d'expression néerlandaise, éventuellement à l'exception respectivement du président du conseil d'administration et de l'administrateur délégué ».

## 2. Vote

L'article, tel que corrigé dans sa version française, est adopté par 15 voix contre 3.

## Art. 17

### 1. Discussion

L'amendement n° 38 de MM. De Croo et Draps tend à supprimer le § 3, qui a trait au cas où l'entreprise publique n'a pas la forme de société anonyme de droit public. Les auteurs jugent que les entreprises publiques autonomes adopteront a priori la forme de société anonyme et ils estiment dès lors ce paragraphe superflu.

Un membre s'étonne en outre que le cas de l'entreprise publique autonome qui n'aurait pas la forme de société anonyme puisse être envisagé, dès lors que l'article 13, § 6 a explicitement prévu la constitution de sociétés anonymes ne comptant qu'un seul actionnaire.

Le Vice-Premier Ministre et Ministre des Communications fait observer que l'article 17, § 3 doit être mis en rapport avec les dispositions du chapitre IX du projet, qui règle la transformation des entreprises publiques autonomes en sociétés anonymes, et plus spécifiquement avec l'article 38.

Selon la philosophie du présent projet, les organismes d'intérêt public devenus entreprises publiques autonomes ont donc ensuite la possibilité de se transformer en sociétés anonymes de droit public.

Le Ministre ajoute que, paradoxalement, cette opération en deux temps permet un gain de temps sur le chemin de l'autonomie de gestion. En effet, la transformation la plus urgente, c'est-à-dire celle qui, en faisant de l'organisme une entreprise publique autonome, lui donnera l'autonomie de gestion, pourra

ontwerp, in elk overheidsbedrijf de gedelegeerd bestuurder « behoort tot een andere taalrol dan deze waartoe de voorzitter van de raad van bestuur behoort ».

De Vice-Eerste Minister en Minister van Verkeerswezen merkt op dat het aldus ingestelde alterneren van taalrol, door de band die het tussen beide functies tot stand brengt, al aanleiding tot onbuigzaamheid geeft. Het lijkt derhalve niet aangewezen om dat alterneren nog nader te beregelen.

Na beraadslaging verbetert de Commissie vervolgens de Franse tekst van artikel 16, om onder meer de Nederlandse en Franse versies beter met elkaar in overeenstemming te brengen : « ... comptent autant de membres d'expression française que d'expression néerlandaise, éventuellement à l'exception respectivement du président du conseil d'administration et de l'administrateur délégué ».

### 2. Stemming

Het aldus in de Franse redactie verbeterde artikel wordt aangenomen met 15 tegen 3 stemmen.

## Art. 17

### 1. Besprekking

Amendement n° 38 van de heren De Croo en Draps wil § 3 weglaten; die paragraaf heeft betrekking op overheidsbedrijven die niet de vorm van een naamloze vennootschap van publiek recht hebben. De indieners zijn van oordeel dat de autonome overheidsbedrijven a priori de vennootscrechtelijke vorm van een naamloze vennootschap aannemen; zij menen derhalve dat deze paragraaf overbodig is.

Voorts verbaast een lid er zich over dat er sprake kan zijn van een autonoom overheidsbedrijf dat niet de vorm van een naamloze vennootschap zou hebben; artikel 13, § 6, maakt immers de oprichting van naamloze vennootschappen met slecht één aandeelhouder expliciet mogelijk.

De Vice-Eerste Minister en Minister van Verkeerswezen merkt op dat artikel 17, § 3, moet gelezen worden samen met de bepalingen van hoofdstuk IX van het ontwerp, inzonderheid met artikel 38, waarin de omzetting van autonome overheidsbedrijven in naamloze vennootschappen wordt geregeld.

Volgens de strekking van dit ontwerp kunnen de instellingen van openbaar nut die autonome overheidsbedrijven zijn geworden, vervolgens overgaan tot de omzetting in naamloze vennootschappen van publiek recht.

De Minister voegt eraan toe dat dit proces in twee fasen paradoxaal genoeg sneller tot beheersautonomie leidt. De dringendste omzetting, met name de ingreep waardoor de instelling een autonoom overheidsbedrijf met beheersautonomie wordt, kan immers vrij vlug plaatsvinden. De omzetting in naamloze ven-

avoir lieu dans des délais réduits. La transformation en société anonyme, postposée par la scission de l'opération totale en deux phases, nécessite au contraire d'assez longs délais par la lourdeur des procédures qu'elle implique (évaluation du capital...)

Le Ministre fait en outre observer que, si la transformation des entreprises publiques autonomes en sociétés anonymes de droit public n'est ni automatique ni obligatoire, c'est pourtant, à son avis, la solution de la transformation qui s'imposera s'il se crée dans les EPA une philosophie d'entreprise.

## 2. Votes

L'amendement n° 38 de MM. De Croo et Knoops est rejeté par 15 voix contre 3.

L'article est adopté par 15 voix contre 3.

## Art. 18

### 1. Discussion

Deux amendements (amendements n°s 39 et 40) sont déposés par MM. De Croo et Knoops (voir Doc. n° 1287/2, p. 12).

Un membre émet par ailleurs le souhait qu'un représentant des usagers siège au conseil d'administration.

Le Ministre des Postes, Télégraphes et Téléphones fait observer que le projet instaure déjà un double mécanisme de protection des consommateurs. Le projet prévoit en effet la création d'un service « ombudsman », qui pourra recevoir les plaintes des usagers, émettre des avis et, le cas échéant, jouer un rôle d'arbitre (Chapitre X). Un comité consultatif est également instauré, pour prendre connaissance du point de vue des usagers et émettre des avis sur les services dispensés.

Le membre n'en estime pas moins que la représentation des usagers au sein du conseil d'administration serait souhaitable.

Un troisième amendement (n° 117) est proposé par M. Simons (voir Doc. n° 1287/4, p. 15).

## 2. Votes

Les amendements n°s 39, 40 (MM. De Croo et Knoops) et 117 (M. Simons) sont successivement rejetés par 15 voix contre 3.

L'article est adopté par 15 voix contre 3.

## Art. 19

Cet article ne donne matière à aucune observation.  
Il est adopté par 15 voix contre 3.

nootschap, die wordt uitgesteld doordat de hele operatie in twee fasen verloopt, vereist daarentegen vrij lange termijnen ten gevolge van de omslachtige procedures die daarvoor noodzakelijk zijn (raming van het kapitaal, ...)

Voorts merkt de Minister op dat volgens hem de omzetting de aangewezen oplossing is als er bij de autonome overheidsbedrijven een echte ondernemersgeest ontstaat, ofschoon de omzetting van de autonome overheidsbedrijven in naamloze vennootschappen van publiek recht automatisch noch verplicht is.

## 2. Stemmingen

Amendment n° 38 van de heren De Croo en Knoops wordt verworpen met 15 tegen 3 stemmen.

Het artikel wordt aangenomen met 15 tegen 3 stemmen.

## Art. 18

### 1. Bespreking

De heren De Croo en Knoops dienen twee amendementen in (amendementen n°s 39 en 40 — cf. Stuk n° 1287/2, blz. 12).

Een lid wenst overigens dat een vertegenwoordiger van de gebruikers zitting krijgt in de raad van beheer.

De Minister van Posterijen, Telegrafie en Telefonie stipt aan dat het ontwerp een dubbele bescherming ten gunste van de gebruikers invoert. Het ontwerp voorziet immers in de oprichting van een ombuds-dienst om de klachten van de gebruikers op te vangen, advies te verspreken en, in voorkomend geval, als scheidsrechter uitspraak te doen (hoofdstuk X). Er wordt tevens een Raadgevend Comité ingesteld dat kennis moet nemen van het standpunt van de gebruikers en over de dienstverlening moet adviseren.

Niettemin meent het lid dat het wenselijk zou zijn de gebruikers in de raad van bestuur te vertegenwoorden.

Een derde amendement (n° 117) wordt voorgesteld door de heer Simons (zie Stuk n° 1287/4, blz. 15).

## 2. Stemmingen

De amendementen n°s 39, 40 (de heren De Croo en Knoops) en 117 (de heer Simons) worden achtereenvolgens verworpen met 15 tegen 3 stemmen.

Het artikel wordt aangenomen met 15 tegen 3 stemmen.

## Art. 19

Over dit artikel worden geen opmerkingen gemaakt.  
Het wordt aangenomen met 15 stemmen tegen 3.

## Art. 20

1. *Discussion*

Un membre demande quelle est la procédure prévue au cas où un membre ordinaire du conseil d'administration est nommé en qualité d'administrateur délégué.

Il lui est répondu que l'intéressé ne pouvant évidemment cumuler les deux mandats, (cf., sur un plan plus général, le § 3, deuxième alinéa), il doit être pourvu à son remplacement en tant que membre ordinaire. La procédure usuelle est d'application (voir l'art. 18).

Un autre membre demande si la disposition du § 2, qui prévoit que l'administrateur délégué est nommé pour un terme renouvelable de six ans, doit se comprendre limitativement; en d'autres termes, le renouvellement du mandat ne peut-il avoir lieu qu'une fois?

Le Ministre répond par la négative.

2. *Vote*

L'article est adopté par 15 voix contre 3.

## Art. 21

1. *Discussion*§ 1<sup>er</sup>.

MM. Draps et Knoops déposent un amendement (n° 34), qui vise à instaurer l'interdiction, pour l'administrateur délégué et les administrateurs-directeurs, de se trouver dans un lien statutaire ou contractuel avec l'Etat. Les auteurs déclarent que leur amendement a pour objet de tenter de préserver l'entreprise publique de la politisation des fonctions dirigeantes. Dans le secteur public, seules des personnes appartenant au personnel de l'entreprise publique concernée seraient autorisées à devenir membres du comité de direction.

A défaut que la totalité des membres du comité de direction soient nommés parmi les membres du personnel, il conviendrait d'avoir recours aux possibilités offertes par la société civile et d'y recruter des personnes dotées de talents de gestionnaires, plutôt que d'aller puiser dans d'autres compartiments du secteur public.

Le Vice-Premier Ministre et Ministre des Communications ne conteste pas la possibilité d'un risque de politisation des fonctions dirigeantes, mais il fait observer que, eu égard au manque de mobilité trop souvent constaté, il est nécessaire de n'exclure aucune possibilité.

Un autre intervenant se demande si l'incompatibilité proposée par les auteurs de l'amendement n° 34 ne devrait pas être étendue aux personnes se trouvant

## Art. 20

1. *Besprekking*

Een lid vraagt welke procedure in uitzicht wordt gesteld in geval een gewoon lid van de raad van bestuur tot gedelegeerd bestuurder wordt benoemd.

Hem wordt geantwoord dat, aangezien de betrokkenen vanzelfsprekend beide functies niet terzelfder tijd kan uitoefenen (zie, meer in het algemeen, § 3, tweede lid), hij als gewoon lid moet vervangen worden. De gebruikelijke procedure (zie artikel 18) is van toepassing.

Een ander lid vraagt of de bepaling van § 2 — die stelt dat de gedelegeerd bestuurder voor een hernieuwbare termijn van zes jaar wordt benoemd — als limitatief moet worden beschouwd. Kan, met andere woorden, de hernieuwing van de functie maar één keer plaatsvinden?

De Minister antwoordt ontkennend.

2. *Stemming*

Het artikel wordt aangenomen met 15 tegen 3 stemmen.

## Art. 21

1. *Besprekking*

## § 1.

De heren Draps en Knoops dienen amendement n° 34 in, dat de gedelegeerd bestuurder en de bestuurders-directeurs het verbod oplegt statutair of contractueel met de Staat verbonden te zijn. De auteurs verklaren dat hun amendement wil voorkomen dat de leidinggevende functies bij het overheidsbedrijf verpolitiek worden. In overheidsdiensten kunnen alleen de personeelsleden van het bewuste overheidsbedrijf lid worden van het bestuurscomité.

Indien niet alle leden van het bestuurscomité uit het personeel zelf kunnen worden benoemd, moet gebruik worden gemaakt van de mogelijkheid om in de particuliere sector mensen met beheerstalent aan te trekken, in plaats van die elders in de overheidsdiensten te halen.

De Vice-Eerste Minister en Minister van Verkeerswezen ontket niet dat de mogelijkheid tot politivering kan bestaan bij leidinggevende functies; hij merkt echter op dat men in het licht van het al te vaak vastgestelde gebrek aan mobiliteit geen enkele mogelijkheid onverlet mag laten.

Een andere spreker vraagt zich af of de onvereinbaarheid die de auteurs van amendement n° 34 voorstellen, niet moet worden uitgebreid tot de per-

dans un lien statutaire ou contractuel avec les Communautés et les Régions.

Le Ministre fait observer qu'une telle disposition ne pourrait être instaurée que par les Communautés et les Régions elles-mêmes.

Un autre membre s'étonne de ce que, pour les membres du comité de direction se trouvant, au moment de leur nomination, dans un lien soit statutaire soit contractuel avec l'Etat ou toute autre personne de droit public relevant de l'Etat, l'art. 21, § 1<sup>er</sup> prévoit respectivement la mise en congé pour mission ou la suspension du contrat, avec maintien des droits à l'avancement de traitement (et, dans le cas d'un lien statutaire, à la promotion). Que faudrait-il penser d'un administrateur délégué ou d'un administrateur-directeur, issu du secteur privé, dont le contrat avec son employeur privé contiendrait des clauses similaires ?

Le Vice-Premier Ministre et Ministre des Communications déclare que, conformément aux règles du droit privé, le fait de servir et son employeur actuel et une autre entreprise constituerait une faute grave et, dès lors, une raison de mettre fin au contrat. La convention particulière visée au § 1<sup>er</sup> pourrait donc comprendre une clause de non-concurrence.

Sur un plan plus général, le Ministre précise que le lien entre l'administrateur délégué ou l'administrateur-directeur, d'une part, et l'entreprise publique autonome, d'autre part, est de nature contractuelle. Ce sont dès lors les règles de droit privé qui sont applicables.

## § 2.

Deux amendements (n°s 41 de MM. De Croo et Knoops et 64 de MM. Draps et Knoops) sont introduits, qui tendent au même objet : il s'agit de supprimer la disposition octroyant au Roi le droit de déterminer la rémunération des membres du conseil d'administration, au cas où l'entreprise n'a pas la forme de société anonyme de droit public. Les auteurs estiment en effet que l'entreprise publique doit en fait systématiquement avoir cette forme.

### 2. Votes

Les amendements n°s 41 (MM. De Croo et Knoops) et 64 (MM. Draps et Knoops), qui ont le même objet, sont rejetés par 15 voix contre 3.

L'amendement n° 34 de MM. Draps et Knoops est également rejeté par 15 voix contre 3.

L'article est adopté par 15 voix contre 3.

sonen die statutair of contractueel met de Gemeenschappen en de Gewesten verbonden zijn.

De Minister stelt dat alleen de Gemeenschappen en de Gewesten zelf een dergelijke bepaling kunnen invoeren.

Een ander lid verbaast zich erover dat de leden van het directiecomité die op het ogenblik van hun benoeming ofwel statutair ofwel door een overeenkomst met de Staat of met enige andere publiekrechtelijke, onder de Staat ressorterende persoon verbonden zijn, krachtens § 1 van artikel 21 in het eerste geval ter beschikking worden gesteld, terwijl in het tweede geval hun overeenkomst wordt geschorst. Wel behouden zij alle rechten op weddeverhoging (en in geval van een statutaire verbintenis ook hun promotierechten). Kan men zich een gedelegeerd bestuurder of een bestuurder-directeur uit de particuliere sector indenken wiens overeenkomst met zijn particuliere werkgever gelijkaardige clausules bevat ?

De Vice-Eerste Minister en Minister van Verkeerswezen verklaart dat een werknemer die zijn diensten niet alleen aan zijn werkgever van het ogenblik maar tegelijkertijd nog aan een andere onderneming aanbiedt, krachtens de regels van het privaatrecht een ernstige tekortkoming begaat, die bijgevolg als dringende reden kan worden beschouwd om de overeenkomst te beëindigen. De in § 1 bedoelde bijzondere overeenkomst zou dan ook een concurrentiebeding kunnen bevatten.

Meer algemeen wijst de Minister er nog op dat de band tussen de gedelegeerd bestuurder of de bestuurder-directeur enerzijds en het autonome overheidsbedrijf anderzijds stoelt op een overeenkomst. Bijgevolg gelden hier de privaatrechtelijke regels.

## § 2.

Er worden twee amendementen ingediend (n°s 41 van de heren De Croo en Knoops en 64 van de heren Draps en Knoops) die eenzelfde doel nastreven : opheffing van de bepaling krachtens welke de Koning de bezoldiging van de leden van de raad van bestuur kan vaststellen indien de onderneming geen naamloze vennootschap van publiek recht is. De auteurs zijn immers van mening dat de overheidsondernemingen in feite stelselmatig die rechtsvorm moeten hebben.

### 2. Stemmingen

De amendementen n°s 41 (de heren De Croo en Knoops) en 64 (de heren Draps en Knoops), die hetzelfde doel hebben, worden verworpen met 15 tegen 3 stemmen.

Amendment n° 34 van de heren Draps en Knoops wordt eveneens verworpen met 15 tegen 3 stemmen.

Het artikel wordt aangenomen met 15 tegen 3 stemmen.

## Art. 22

## 1. Discussion

Cet article règle, en ce qui concerne les membres du conseil d'administration, l'incompatibilité entre leur mandat et d'autres mandats.

Quatre amendements sont proposés : les amendements n°s 27 (MM. Knoops et De Croo), 42 (MM. De Croo et Knoops), 80 (MM. Draps et De Croo) et 65 (MM. Draps et Knoops). Bien qu'ils visent des dispositions différentes (voir Doc. n°s 1287/2 et 4), ces amendements s'intègrent dans une même approche et ont dès lors des justifications similaires : il s'agit d'élargir les incompatibilités prévues, afin de garantir le choix des administrateurs en fonction de leurs compétences de gestionnaire et de leur expérience technique, et d'éviter ainsi la politisation de ces fonctions.

L'amendement n° 27 a d'autre part un deuxième objet : abaisser à un mois le délai laissé à l'administrateur pour se démettre des mandats ou fonctions en question.

Le Ministre des Postes, Télégraphes et Téléphones fait observer que, quelle que soit la durée qui lui est impartie, le délai laissé aux intéressés sera toujours arbitraire.

Il ne souhaite pas davantage modifier les dispositions contenues dans le projet, en ce qui concerne les incompatibilités : le choix des personnes susceptibles de siéger au conseil d'administration doit en effet être laissé le plus ouvert possible, afin de pouvoir faire appel à un maximum de talents.

En ce qui concerne l'exception prévue pour les membres du personnel de la SNCB, le Ministre fait observer qu'il s'agit là du maintien du système existant et que le fonctionnement de celui-ci donne satisfaction.

L'un des auteurs des amendements déclare que, dans ces conditions, les administrateurs des futures entreprises publiques risquent fort d'être recrutés exactement dans les mêmes sphères que les gestionnaires des parastataux actuels et qu'il y a dès lors tout lieu de craindre que les nominations dans les conseils d'administration soient circonstancielles et politiques.

Deux autres amendements (n°s 167 et 168) sont proposés par M. Simons, dans le but d'élargir aux mandataires communaux les incompatibilités prévues.

## 2. Votes

Les amendements n°s 27 (MM. Knoops et De Croo), 42 (MM. De Croo et Knoops), 80 (MM. Draps et De Croo), 65 (MM. Draps et Knoops) sont successivement rejetés par 15 voix contre 3.

## Art. 22

## 1. Besprekking

Dit artikel regelt de onverenigbaarheid tussen het mandaat van lid van de raad van bestuur en andere mandaten.

Er worden vier amendementen ingediend : de amendementen nrs 27 (de heren Knoops en De Croo), 42 (de heren De Croo en Knoops), 80 (de heren Draps en De Croo) en 65 (de heren Draps en Knoops). Alhoewel zij op onderling uiteenlopende bepalingen betrekking hebben (zie stuk n° 1287/2 en 4), moeten zij in hetzelfde perspectief worden bekeken en zijn de respectieve verantwoordingen dus van dezelfde aard : het is de bedoeling de opgelegde onverenigbaarheden uit te breiden om te garanderen dat de bestuurders gekozen worden met inachtneming van hun bestuursbekwaamheid en van hun technische ervaring, zodat de politisering van die functies op die manier wordt voorkomen.

Amendement n° 27 streeft overigens een tweede oogmerk na : de voor de bestuurder gestelde termijn om de bedoelde mandaten of functies neer te leggen tot één maand reduceren.

De Minister van Posterijen, Telegrafie en Telefonie merkt op dat die aan de betrokkenen verleende termijn, ongeacht de duur ervan, toch altijd willekeurig zal worden vastgesteld.

Hij wenst evenmin de in het ontwerp vervatte bepalingen betreffende de onverenigbaarheden te wijzigen : de keuzemogelijkheid met betrekking tot de personen die in aanmerking komen om in de Raad van Bestuur zitting te hebben, dient immers zo ruim mogelijk te zijn als men zoveel mogelijk talentvolle personen wil aantrekken.

In verband met de uitzondering waarin voor de personeelsleden van de NMBS voorzien wordt, merkt de Minister op dat de werking van het bestaande systeem voldoening schenkt, en dat hij het dus wenst te behouden.

Een van de indieners van de amendementen verklaart dat in dat geval de kans groot is dat de bestuurders van de toekomstige openbare bedrijven uit dezelfde kringen zullen aangetrokken worden als de bestuurders van de huidige parastatale instellingen, en dat dan ook volkomen terecht gevreesd moet worden dat de benoemingen in de raden van bestuur politiek getinte gelegenheidsbenoemingen zullen zijn.

Twee andere amendementen (nrs 167 en 168) worden ingediend door het heer Simons ten einde de onverenigbaarheden voor de gemeentemandatarissen te verruimen.

## 2. Stemmingen

De amendementen nrs 27 (de heren Knoops en De Croo), 42 (de heren De Croo en Knoops), 80 (de heren Draps en Knoops), 65 (de heren Draps en Knoops) worden achtereenvolgens verworpen met 15 tegen 3 stemmen.

Les amendements n<sup>o</sup> 167 et 168 sont successivement rejetés à l'unanimité.

L'article est adopté par 15 voix contre 3.

### Art. 23

#### 1. Discussion

L'amendement n<sup>o</sup> 79 de MM. Draps, et De Croo, présenté en ordre principal, vise à supprimer la tutelle administrative, jugée par les auteurs en opposition avec le principe d'autonomie des entreprises publiques. Cette tutelle serait remplacée par le contrôle de l'assemblée générale, conformément au droit commun des sociétés, et par celui exercé par les Chambres législatives, pour ce qui est de l'accomplissement des missions de service public.

L'un des auteurs relève en outre que, dans le cas des télécommunications, il est anormal que le même Ministre soit à la fois compétent pour l'IBPT chargé de la mission normative et à même d'exercer une tutelle administrative sur l'entreprise exploitante BELGACOM.

L'amendement subsidiaire n<sup>o</sup> 81 de MM. De Croo et Draps se justifie, comme plusieurs des amendements proposés aux articles précédents, par le fait que les auteurs estiment impensable que l'entreprise publique puisse avoir une autre forme que celle de société anonyme.

Le Vice-Premier Ministre et Ministre des Communications déclare que ces amendements relèvent d'une philosophie qui n'est pas celle du projet.

Les Ministres font ensuite observer, en réponse à l'objection que le même Ministre serait à la fois juge et partie dans le cas des télécommunications, que la scission entre, d'une part, l'activité commerciale ou industrielle, laissée à BELGACOM, et les fonctions de réglementation et de surveillance, assurées dorénavant par l'IBPT est réalisée dans le présent projet, conformément à la directive (88/301/CEE) de la Commission du 16 mai 1988 relative à la concurrence dans les marchés de terminaux de télécommunication (JOCE n<sup>o</sup> L 131/73 du 27 mai 1988). De plus, l'intervention du Ministre, par le biais du Commissaire du Gouvernement se limite au respect de la loi, du statut et du contrat de gestion.

Etant donné que cette directive fait l'objet d'un recours devant la Cour européenne de justice, un membre demande si ce recours est suspensif. Il lui est répondu par la négative : la directive reste donc d'application.

#### 2. Votes

L'amendement n<sup>o</sup> 81 de MM. De Croo et Draps est rejeté par 15 voix contre 3.

De amendementen n<sup>o</sup> 167 en 168 worden achtereenvolgens eenparig verworpen.

Het artikel wordt aangenomen met 15 tegen 3 stemmen.

### Art. 23

#### 1. Bespreking

Amendment n<sup>r</sup> 79, in hoofdorde, van de heren Draps en De Croo beoogt de opheffing van het administratief toezicht dat door de indieners geacht wordt in strijd te zijn met het beginsel van de autonomie van de overheidsbedrijven. Dat toezicht zou worden vervangen door dat van de algemene vergadering, conform het voor de vennootschappen geldende gemeen recht, en door een toezicht van het Parlement op de uitvoering van de taken van openbare dienst.

Een van de indieners wijst er daarenboven op dat het in het geval van de telecommunicatie niet normaal is dat dezelfde Minister tegelijkertijd bevoegd is voor het BIPT waaraan de normatieve taak opgedragen wordt, en daarnaast administratief toezicht kan uitoefenen op het met de exploitatie belaste bedrijf BELGACOM.

Amendment n<sup>r</sup> 81 in bijkomende orde van de heren De Croo en Draps wordt zoals verschillende op de vorige artikelen ingediende amendementen verantwoord door het feit dat de indieners het ondenkbaar achten dat het overheidsbedrijf een andere vorm dan die van een naamloze vennootschap kan aannemen.

De Vice-Eerste Minister en Minister van Verkeerswezen verklaart dat die amendementen steunen op opvattingen die niet dezelfde zijn als die van het ontwerp.

Als antwoord op de opmerking als zou dezelfde minister inzake telecommunicatie tegelijk rechter en partij zijn, merken de Ministers vervolgens op dat de splitsing tussen handels- en industriële activiteit die aan BELGACOM wordt overgelaten, enerzijds, en de regelgevende en controle-opdrachten die BIPT voorstaan uitoefent, anderzijds, door dit ontwerp wordt geregeld overeenkomstig de richtlijn van de Commissie van 16 mei 1988 betreffende de mededinging op de markten van telecommunicatie-eindapparatuur (88/301/EEG) (Publikatieblad van de Europese Gemeenschappen n<sup>o</sup> L 131/73 van 27 mei 1988). Bovendien is de rol van de Minister via de regeringscommissaris beperkt tot de naleving van de wet, de statuten en het beheerscontract.

Een lid zegt dat tegen die richtlijn bij het Europees Hof van Justitie beroep werd ingesteld; hij vraagt of dat beroep opschortend is. Het antwoord is negatief; de richtlijn blijft dus van kracht.

#### 2. Stemmingen

Amendment n<sup>r</sup> 81 van de heren Knoops en Draps wordt verworpen met 15 tegen 3 stemmen.

L'article est adopté par 15 voix contre 3.

L'amendement n° 79 de MM. Draps et De Croo, qui vise à supprimer l'article, devient dès lors sans objet.

#### Art. 24

Cet article concerne le pouvoir d'injonction du Ministre ou du Commissaire du Gouvernement à l'égard de l'entreprise publique.

Un amendement n° 82 est déposé par MM. De Croo et Draps. Comme d'autres amendements déposés précédemment par les mêmes auteurs, il vise à modifier les dispositions de l'article, en fonction de la volonté des auteurs de voir systématiquement conférer aux entreprises publiques économiques la forme de société anonyme.

L'amendement n° 82 de MM. De Croo et Knoops est rejeté par 15 voix contre 3.

L'article est adopté par 15 voix contre 3.

#### Art. 24bis (*nouveau*)

MM. Draps et De Croo proposent dans un amendement (n° 156) l'insertion d'un article 24bis, libellé comme suit :

« Art. 24bis. — § 1. Chaque année, le conseil d'administration fait rapport à l'assemblée générale. Il fait également rapport au Ministre concerné de l'accomplissement par l'entreprise de ses tâches de service public.

§ 2. Chaque année, le Ministre concerné fait rapport aux Chambres législatives. »

Cet amendement est rejeté par 15 voix contre 3.

#### Art. 25

##### 1. Discussion

Des modifications à cet article sont proposées par les amendements n°s 43 et 44 (MM. De Croo et Knoops), 62 et 63 (MM. Draps et Knoops), 45 et 46 (MM. De Croo et Knoops) et 26 (MM. Knoops et De Croo) (cf. Doc. n° 1287/2).

La justification des différentes modifications que ces amendements visent à apporter repose sur la volonté des auteurs que les entreprises autonomes adoptent a priori la forme de société anonyme, jugée optimale, et qu'elles se conforment totalement aux règles générales applicables à ces sociétés.

Le Vice-Premier Ministre et Ministre des Communications déclare que, lorsque les EPA se transforment en sociétés anonymes — ce qui leur est possible de

Het artikel wordt aangenomen met 15 tegen 3 stemmen.

Amendement n° 79 van de heren Draps en De Croo tot weglatting van het artikel vervalt dientengevolge.

#### Art. 24

Dit artikel heeft betrekking op het aanmaningsrecht van de Minister of van de Regeringscommissarissen overstaan van het overheidsbedrijf.

De heren De Croo en Draps dienen een amendement n° 82 in. Net als andere amendementen die eerder door dezelfde auteurs werden ingediend, wil het de bepalingen van het artikel wijzigen overeenkomstig de wens van de auteurs om de economische overheidsbedrijven systematisch de vorm van een naamloze vennootschap te geven.

Amendement n° 82 van de heren De Croo en Knoops wordt verworpen met 15 tegen 3 stemmen.

Het artikel wordt aangenomen met 15 tegen 3 stemmen.

#### Art. 24bis (*nieuw*)

De heren Draps en De Croo stellen bij amendement n° 156 voor een artikel 24bis (*nieuw*) in te voegen, luidend als volgt :

« Art. 24bis. — § 1. De raad van bestuur brengt jaarlijks verslag uit bij de algemene vergadering. Hij brengt tevens bij de betrokken Minister verslag uit over de uitvoering van de taken van openbare dienst door het bedrijf.

§ 2. De betrokken Minister brengt jaarlijks bij de Wetgevende Kamers verslag uit. »

Dit amendement wordt verworpen met 15 tegen 3 stemmen.

#### Art. 25

##### 1. Besprekking

Er worden wijzigingen in dit artikel voorgesteld door de amendementen n°s 43 en 44 (van de heren De Croo en Knoops), 62 en 63 (van de heren Draps en Knoops), 45 en 46 (van de heren De Croo en Knoops) en 26 (van de heren Knoops en De Croo) (zie stuk n° 1287/2).

De verantwoording van de verschillende wijzigingen die deze amendementen willen aanbrengen, berust op de wens van de auteurs dat de autonome bedrijven a priori de vorm aannemen van een naamloze vennootschap, die zij de beste vinden, en dat die bedrijven zich volledig aanpassen aan de algemene regels welke voor die vennootschappen gelden.

De Vice-Eerste Minister en Minister van Verkeerswezen antwoordt dat zodra de autonome overheidsbedrijven tot naamloze vennootschappen worden omge-

faire, conformément aux dispositions du Chapitre IX du présent Titre — elles sont automatiquement soumises « aux dispositions légales et réglementaires de droit commercial qui sont applicables aux sociétés anonymes pour tout ce qui n'est pas expressément autrement prévu par ou en vertu du présent Titre ou par ou en vertu d'une loi spécifique quelconque » (article 37).

L'un des auteurs d'amendements demande si cette application des règles régissant les sociétés anonymes a pour conséquence la disparition du collège des commissaires.

Le Vice-Premier Ministre et Ministre des Communications répond que le maintien de celui-ci est expressément prévu à l'article 25, § 3, deuxième alinéa, mais que la transformation en société anonyme modifie le mode de désignation de deux des quatre commissaires : c'est en effet à l'assemblée générale des actionnaires qu'échoira la nomination des deux membres qui étaient nommés par le Ministre dont relève l'entreprise avant que celle-ci n'adopte la forme de société anonyme de droit public.

Les amendements n°s 62 et 63 sont retirés.

Un des auteurs des amendements qui sont par contre maintenus fait observer que le mode de désignation du collège des commissaires constitue une dérogation de plus aux règles générales applicables aux sociétés anonymes.

Enfin, en ce qui concerne l'amendement n° 26, dont les auteurs jugent anticonstitutionnel que les comptables des entreprises publiques autonomes ne soient pas soumis à la loi du 29 octobre 1846 relative à l'organisation de la Cour des comptes (§ 7), le Vice-Premier Ministre et Ministre des Communications attire l'attention sur la réponse apportée à cette objection dans le commentaire de l'article 25 (Doc. n° 1287/1, pp. 24-25).

Un amendement (n° 187) est également déposé par MM. Cuyvers et Simons (cf. Doc. n° 1287/6, p. 8).

## 2. Votes

Les amendement n°s 43, 44, 45, 46 (MM. De Croo et Knoops) et 26 (MM. Knoops et De Croo) sont successivement rejetés par 15 voix contre 3.

L'amendement n° 187 de MM. Cuyvers et Simons est rejeté à l'unanimité.

L'article est adopté par 15 voix contre 3.

## Art. 26

### 1. Discussion

Un membre s'étonne de ce que, aux termes de l'alinéa deux, les éléments du plan d'entreprise qui con-

vormd — wat overeenkomstig de bepalingen van Hoofdstuk IX van deze Titel mogelijk is — ze automatisch onderworpen zijn « voor al wat niet uitdrukkelijk anders is geregeld door of krachtens deze Titel of door of krachtens enige specifieke wet (...) aan de wettelijke en reglementaire handelsrechtelijke bepalingen die van toepassing zijn op de naamloze vennootschappen » (artikel 37).

Een van de auteurs de amendementen vraagt of de toepassing van de voorschriften op de werking van naamloze vennootschappen tot gevolg heeft dat het college van commissarissen verdwijnt.

De Vice-Eerste Minister en Minister van Verkeerswezen antwoordt dat dit college gehandhaafd blijft, zoals artikel 25, § 3, tweede lid, uitdrukkelijk stelt. De omvorming tot naamloze vennootschap wijzigt daarentegen de manier waarop twee van de vier commissarissen worden aangewezen. De algemene vergadering van aandeelhouders zal immers de twee leden moeten benoemen die vroeger werden benoemd door de Minister onder wie het bedrijf ressorteert vóór het de vorm van een naamloze vennootschap naar publiek recht had aangenomen.

De amendementen n°s 62 en 63 worden ingetrokken.

Een van de auteurs de amendementen die wel worden gehandhaafd, merkt op dat de wijze waarop het college van commissarissen wordt benoemd, een bijkomende afwijking vormt op de algemene regels die voor naamloze vennootschappen gelden.

Inzake amendement n° 26, waarin de auteurs stellen dat het ongrondwettig is dat de rekenplichtigen van de autonome overheidsbedrijven niet onderworpen zijn aan de wet van 29 oktober 1846 op de inrichting van het Rekenhof (§ 7), verwijst de Vice-Eerste Minister en Minister van Verkeerswezen tot slot naar het antwoord op dat bezwaar bij de toelichting bij artikel 25 (Stuk n° 1287/1, blz. 24-25).

De heren Cuyvers en Simons dienen eveneens een amendement in (Stuk n° 1287/6, blz. 8).

### 2. Stemmingen

De amendementen n°s 43, 44, 45, 46 (de heren De Croo en Knoops) en 26 (de heren Knoops en De Croo) worden achtereenvolgens verworpen met 15 tegen 3 stemmen.

Amendement n° 187 van de heren Cuyvers en Simons wordt eenparig verworpen.

Het artikel wordt aangenomen met 15 tegen 3 stemmen.

## Art. 26

### 1. Bespreking

Een lid verbaast er zich over dat krachtens het tweede lid de onderdelen van het ondernemingsplan

cernent l'exécution des tâches de service public soient soumis à l'approbation du Ministre dont relève l'entreprise publique. Une telle disposition n'est-elle pas superflue, dès lors que, conformément à l'article 23, le commissaire du Gouvernement veille au respect de la loi, du statut organique et du contrat de gestion, et qu'il peut introduire un recours auprès du Ministre contre toute décision qu'il estimerait y être contraire ? Cette dernière procédure a en outre l'avantage de prévoir le respect de courts délais, tant pour l'introduction du recours (quatre jours francs) que pour la réaction du Ministre (huit jours francs pour l'annulation de la décision et trente jours francs en cas de manque d'accord entre le Ministre du Budget et le Ministre dont relève l'entreprise).

Un autre membre relève que l'article 26, outre qu'il ne fixe nul délai de ce type, ne précise pas les conséquences de la non-approbation du plan d'entreprise par le Ministre : le Conseil d'administration est-il tenu de suivre le Ministre ?

Le Ministre des Postes, Télégraphes et Téléphones fait observer que des délais seront prévus, conformément à l'article 3, § 2, 9°, qui dispose que le contrat de gestion règle « les éléments que le plan d'entreprise doit contenir et les délais pour la communication et l'approbation du plan ». Il est essentiel que les délais prescrits obligent les parties à une réaction rapide. D'autre part, ainsi que l'indique le commentaire de l'article 26, le contrat de gestion peut contenir des sanctions au cas où les organes compétents failliraient à établir le plan.

Le Vice-Premier Ministre et Ministre des Communications précise que, dans l'hypothèse où, à l'issue du délai imparti conformément à l'article 3, § 2, 9°, le Ministre n'aurait pas procédé à l'évaluation requise et n'aurait pas pris de décision d'approbation ou de non-approbation du plan d'entreprise, ce dernier serait réputé approuvé. Une proposition sera introduite à cet égard.

Quatre amendements sont déposés, qui portent sur la diffusion du plan d'entreprise en tout ou en partie. Les amendements n°s 118, 169 et 170 de M. Simons proposent respectivement la transmission du plan pour information aux Chambres législatives, aux commissions paritaires des entreprises publiques concernées et aux Exécutifs régionaux. L'amendement n° 107 de MM. Draps et De Croo vise, au contraire, à restreindre la diffusion prévue, en excluant des éléments du plan d'entreprise communiqués à la commission paritaire de l'entreprise et au Ministre, toute donnée pouvant intéresser la concurrence, c'est-à-dire toute donnée relative à la stratégie de l'entreprise.

Le Ministre des Postes, Télégraphes et Téléphones fait observer que les personnes, auxquelles le projet

de la uitvoering van de taken van openbare dienst betreffen, ter goedkeuring aan de Minister onder wie het overheidsbedrijf ressorteert, worden voorgelegd. Is een dergelijke bepaling niet overbodig aangezien de Regeringscommissaris overeenkomstig artikel 23 waakt over de naleving van de wet, het organiek statuut en het beheerscontract, en bij de Minister beroep kan instellen tegen elke beslissing die hij daarmee strijdig acht ? Die laatste procedure heeft bovendien het voordeel dat er korte termijnen opgelegd kunnen worden, zowel voor het instellen van een beroep (vier vrije dagen) als voor het antwoord van de Minister (acht vrije dagen voor de nietigverklaring van de beslissing en dertig vrije dagen indien de Minister van Begroting en de Minister onder wie het bedrijf ressorteert, het niet eens kunnen worden).

Een ander lid merkt op dat artikel 26 niet alleen geen enkele dergelijke termijn bepaalt, maar evenmin preciseert wat de gevolgen zijn indien de Minister het ondernemingsplan niet goedkeurt. Is de Raad van Bestuur verplicht de Minister te volgen ?

De Minister van Posterijen, Telegrafie en Telefonie wijst erop dat termijnen zullen worden gesteld overeenkomstig artikel 3, § 2, 9°, luidens hetwelk het beheerscontract in de regeling voorziet van « de verplichte bestanddelen van het ondernemingsplan en van de termijnen voor de mededeling en de goedkeuring van het plan ». Het is van het grootste belang dat de gestelde termijnen de partijen verplichten snel te reageren. Zoals in de commentaar bij artikel 26 opgemerkt wordt, kan het beheerscontract overigens sancties opleggen ingeval de betrokken instellingen nalaten dat plan op te stellen.

De Vice-Eerste Minister en Minister van Verkeerswezen preciseert dat, in de onderstelling dat de Minister, na het verstrijken van de overeenkomstig artikel 3, § 2, 9° gestelde termijn, niet zou hebben voldaan aan de verplichting om het plan aan het beheerscontract te toetsen en geen beslissing tot goedkeuring of afkeuring van het bedrijfsplan zou hebben genomen, het plan geacht wordt te zijn goedgekeurd. Te dien einde zal een voorstel worden ingediend.

Er worden vier amendementen ingediend die betrekking hebben op de gehele of gedeeltelijke mededeling van de onderdelen van het plan. De amendementen n°s 118, 169 en 170 van de heer Simons stellen respectievelijk voor het plan ter informatie aan de wetgevende Kamers, aan de paritaire comités van de betrokken overheidsbedrijven en aan de Gewestexecutieven mede te delen. Amendement n° 107 van de heren Draps en De Croo wil de in uitzicht gestelde mededeling van dat plan daarentegen beperken door van de aan het paritaire comité van het bedrijf en aan de Minister medegedeelde onderdelen van het bedrijfsplan ieder gegeven uit te sluiten dat de nieuwsgierigheid van de concurrentie kan opwekken, met name ieder gegeven in verband met de strategie van het bedrijf.

De Minister van Posterijen, Telegrafie en Telefonie merkt op dat de personen die volgens het ontwerp in-

prévoit la transmission des éléments du plan d'entreprise qui concernent l'exécution des tâches de service public (c'est-à-dire les membres de la commission paritaire et le Ministre dont relève l'entreprise), sont tenues à la confidentialité.

Un autre membre serait prêt à restreindre dans le sens souhaité par les auteurs de l'amendement n° 107 la portée des informations diffusées, mais il se demande comment concilier ce souci avec la nécessité, pour les autorités publiques, d'apprécier les besoins et leur évolution, de donner les impulsions nécessaires pour qu'il soit répondu, le cas échéant, à de nouveaux besoins et d'informer les usagers des développements en projet.

Le Ministre des Postes, Télégraphes et Téléphones déclare que c'est précisément dans le but de créer une structure de dialogue permanent entre l'entreprise publique, les producteurs et les utilisateurs que sera installé un comité consultatif (articles 80 et 81 en particulier) pour le secteur des télécommunications : c'est en effet principalement ce secteur qui devrait connaître un développement considérable, ce qui rendra impératif qu'il réponde au maximum aux besoins qui se feront jour.

## 2. Votes

Les amendements n°s 107 (MM. Draps et De Croo), 118, 169, 170 (M. Simons) sont successivement rejetés par 15 voix contre 3.

L'article est adopté par 15 voix contre 3.

## Art. 27

### 1. Discussion

MM. De Croo et Draps introduisent un amendement (n° 83), qui vise à supprimer le deuxième alinéa du § 3, c'est-à-dire la procédure de l'approbation des comptes annuels par le Ministre, si l'entreprise publique n'a pas la forme de société anonyme. Comme pour les amendements proposés dans le même esprit aux articles précédent, les auteurs soulignent leur souhait que les entreprises publiques adoptent a priori la forme de société anonyme.

Comme précédemment également, les Ministres font observer que la philosophie choisie dans le projet consiste à laisser ouverte l'option de la transformation de l'entreprise publique autonome en société anonyme de droit public. Ils demandent dès lors le rejet de l'amendement. Ils soulignent toutefois que, comme pour d'autres amendements introduits précédemment dans le même but, la proposition faite par les auteurs de l'amendement devrait cependant bel et bien se réaliser, une fois effectuée la transformation en société anonyme.

zage zouden kunnen krijgen van de bestanddelen van het bedrijfsplan die betrekking hebben op de uitvoering van de taken van openbare dienst (namelijk de leden van het paritaire comité en de Minister onder wie het bedrijf ressorteert) zwijgplicht hebben.

Een ander lid verklaart zich eventueel bereid om de aard van de verstrekte informatie in de door de indieners van amendement n° 107 gewenste zin te beperken, maar vraagt zich af hoe dat punt verenigbaar is met de voor de overheid geldende verplichting om de behoeften en de ontwikkeling ervan in te schatten, om de impulsen te geven die noodzakelijk zijn zodat in voorkomend geval in nieuwe behoeften kan worden voorzien, en om de consument over de geplande ontwikkelingen in te lichten.

De Minister van Posterijen, Telegrafie en Telefonie verklaart dat, uitgerekend met de bedoeling een structuur voor permanente dialoog tussen het overheidsbedrijf, de producenten en de verbruikers op te zetten, een Raadgevend Comité voor de telecommunicatie zal worden opgericht (in het bijzonder, artikelen 80 en 81) : het laat zich immers aanzien dat precies die sector sterk aan belang zal winnen en dan ook zo goed mogelijk in de toekomstige behoeften moet kunnen voorzien.

## 2. Stemmingen

De amendementen n°s 107 (de heren Draps en De Croo), 118, 169 en 170 (de heer Simons) worden achtereenvolgens verworpen met 15 tegen 3 stemmen.

Het artikel wordt aangenomen met 15 tegen 3 stemmen.

## Art. 27

### 1. Besprekking

De heren De Croo en Draps dienen een amendement in tot weglating van het tweede lid van § 3, dat betrekking heeft op de procedure in verband met goedkeuring van de jaarrekening door de Minister indien het overheidsbedrijf niet de vorm van een naamloze vennootschap heeft. Zoals dat ook met de op de vorige artikelen in dezelfde geest ingediende amendementen het geval was, wensen de indieners met klem dat de overheidsbedrijven a priori de vorm van een naamloze vennootschap aannemen.

Zoals dat reeds eerder het geval was, merken de Ministers op dat de in het ontwerp gehuldigde opvatting de keuze laat om het openbaar overheidsbedrijf in een publiekrechtelijke vennootschap om te zetten. Zij vragen derhalve dat het amendement verworpen wordt. Zij wijzen er echter op dat het door de indieners van het amendement gedane voorstel, zoals andere amendementen die eerder in die zin door hen werden ingediend, niettemin wel degelijk zou kunnen worden gerealiseerd zodra de omzetting in naamloze vennootschap plaatsgevonden heeft.

L'amendement n° 109 de MM. Draps et De Croo a, entre autres, le même objet que l'amendement précédent, mais il apporte quelques autres modifications qui, selon les auteurs, devraient alléger les procédures prévues.

L'un des auteurs demande en outre si, dans le chef des auteurs du projet, les dispositions des troisième et quatrième alinéas du § 3, réglant respectivement la communication des comptes à la Cour des comptes par le Ministre et le contrôle et la publication éventuels des comptes par la Cour, restent d'application en cas de transformation de l'EPA en société anonyme.

Le Vice-Premier Ministre et Ministre des Communications répond par l'affirmative. Il souligne en outre que le contrôle que peut opérer sur place la Cour des comptes porte exclusivement sur les comptes et opérations ayant trait à l'exécution des tâches de service public, et qu'il s'effectue à l'intervention des deux représentants de la Cour au sein du collège des commis-saires (§ 3, quatrième alinéa).

En d'autres termes, lorsque l'EPA adopte la forme de société anonyme, elle est soumise aux règles générales applicables aux sociétés anonymes, en ce qui concerne la partie de ses comptes qui se rapporte à ses activités en concurrence; par contre, des règles particulières lui sont imparties pour la partie des comptes ayant trait à l'exécution des tâches de service public. Le système repose sur l'établissement d'un système de comptes distinct pour les tâches de service public (§ 1<sup>er</sup>).

## 2. Votes

Les amendements n°s 83 (MM. De Croo et Draps) et 109 (MM. Draps et De Croo) sont successivement rejetés par 15 voix contre 3.

L'article est adopté par 15 voix contre 3.

## Art. 28

### 1. Discussion

MM. De Croo et Knoops déposent un amendement (n° 47), qui vise à attribuer à l'assemblée générale la compétence en matière d'affectation des bénéfices nets conformément à la volonté des auteurs de voir les EPA adopter la forme de société anonyme et se conformer aux règles générales applicables à ce type de société (cf. supra).

L'un des auteurs demande en outre si, même dans le cadre de la philosophie différente qui gouverne le projet de loi, la décision quant à l'affectation des bénéfices nets, lorsque l'entreprise aura pris la forme d'une société anonyme, se prendra selon la procédure proposée dans l'amendement.

Amendement n° 109 van de heren Draps en De Croo streeft onder meer hetzelfde oogmerk als het vorige amendement na, maar voorziet tevens in enkele andere wijzigingen die, volgens de indieners, de in uitzicht gestelde procedures zouden moeten verlichten.

Een van de indieners van het amendement vraagt bovendien of, naar de opvatting van de indieners van het ontwerp, de bepalingen van het derde en vierde lid van § 3, die respectievelijk de overzending van de rekeningen aan het Rekenhof door de Minister en de eventuele controle op en de bekendmaking van die rekeningen door het Hof regelen, van toepassing blijven ingeval het AOB tot een naamloze vennootschap omgevormd wordt.

De Vice-Eerste Minister en Minister van Verkeerswezen antwoordt bevestigend. Hij benadrukt daarenboven dat de controle die het Rekenhof ter plekke kan uitvoeren, uitsluitend betrekking heeft op de rekeningen en verrichtingen in verband met de uitvoering van de taken van openbare dienst en dat die controle gebeurt door bemiddeling van twee vertegenwoordigers van het Hof bij het College van Commissarissen (§ 3, vierde lid).

Met andere woorden, wanneer een AOB de vorm van een naamloze vennootschap aanneemt, is het onderworpen aan de op de naamloze vennootschappen toepasselijke algemene regels met betrekking tot het gedeelte van de rekeningen dat verband houdt met de in concurrentie uitgeoefende activiteiten. De regeling voorziet in een afzonderlijke boekhouding voor de taken van openbare dienst (§ 1).

## 2. Stemmingen

De amendementen n°s 83 (de heren De Croo en Draps) en 109 (de heren Draps en De Croo) worden achtereenvolgens verworpen met 15 tegen 3 stemmen.

Het artikel wordt aangenomen met 15 tegen 3 stemmen.

## Art. 28

### 1. Bespreking

De heren De Croo en Knoops dienen een amendement (n° 47) in dat aan de algemene vergadering de bevoegdheid voor de bestemming van de nettowinst wil toekennen overeenkomstig de wens van de indieners dat de AOB's de vorm van een naamloze vennootschap aannemen en zich richten naar de voor dat type van vennootschap geldende algemene regels (cf. supra).

Een van de indieners vraagt bovendien of, ook al is het concept van het wetsontwerp verschillend, de beslissing in verband met de bestemming van de nettowinst, wanneer het bedrijf de vorm van een naamloze vennootschap zal hebben aangenomen, volgens de in het amendement voorgestelde procedure zal worden genomen.

Le Ministre des Postes, Télégraphes et Téléphones répond que, si la transformation de l'EPA en société anonyme de droit public a eu lieu, c'est en effet l'assemblée générale qui décide de l'affectation des bénéfices nets; l'assemblée devra toutefois tenir compte des priorités en la matière déterminées par le statut organique.

Le membre formule deux remarques.

Il déplore, tout d'abord, que la formulation de la deuxième phrase du premier alinéa, en ce qu'elle porte l'attention sur le cas de l'entreprise publique qui n'a pas adopté la forme de société anonyme, puisse donner à penser que l'intention des auteurs du projet est de maintenir les entreprises publiques économiques dans le premier état envisagé par eux, c'est-à-dire dans celui d'entreprise publique autonome n'ayant pas adopté la forme de société anonyme de droit public.

L'intervenant s'interroge par ailleurs sur le bien-fondé de la disposition figurant au deuxième alinéa, qui règle le prélèvement affecté à la formation d'un fonds de réserve, lorsque l'entreprise a pris la forme d'une société anonyme.

Le Vice-Premier Ministre et Ministre des Communications reconnaît qu'il existe un problème de concordance entre cette disposition et l'article 77 des lois coordonnées sur les sociétés commerciales.

Le Gouvernement introduit dès lors un amendement (n° 206), qui vise à ne rendre la disposition du deuxième alinéa applicable qu'aux EPA n'ayant pas encore adopté la forme de société anonyme. Lorsque cette transformation a eu lieu, les règles ordinaires du droit des sociétés sont donc d'application.

Un membre note avec satisfaction que la formulation proposée (« ... n'a pas encore pris la forme ... ») semble indiquer de la part du Gouvernement l'intention de voir les EPA évoluer vers la forme de société anonyme. Il estime toutefois qu'une formule identique devrait être employée au premier alinéa.

## 2. Votes

L'amendement n° 47 de MM. De Croo et Knoops est rejeté par 15 voix contre 2.

L'amendement n° 206 du Gouvernement ainsi que l'article ainsi modifié sont successivement adoptés par 15 voix contre 2.

## Art. 29

### 1. Discussion

#### § 1<sup>er</sup>.

Un amendement n° 48 est déposé par MM. De Croo et Knoops. Comme d'autres amendements proposés

De Minister van Posterijen, Telegrafie en Telefonie antwoordt dat, indien een AOB in een naamloze vennootschap van publiek recht omgezet is, de algemene vergadering inderdaad over de bestemming van de nettowinst moet beslissen; de algemene vergadering dient niettemin rekening te houden met de daarover in het orgaan statuut gestelde prioriteiten.

Het lid brengt twee opmerkingen naar voren.

Hij betreurt in de eerste plaats de formulering van de tweede zin van het eerste lid, die de aandacht vestigt op het geval van het overheidsbedrijf dat niet de vorm van een naamloze vennootschap aangenomen heeft. Daardoor zou men kunnen denken dat het in de bedoeling van de indieners van het ontwerp ligt de economische overheidsbedrijven te handhaven in de eerste status waaraan zij dachten, met name die van een autonoom overheidsbedrijf dat niet de vorm van een publiekrechtelijke naamloze vennootschap aangenomen heeft.

Overigens betwijfelt spreker de gegrondeheid van de in het tweede lid voorkomende bepaling, die voorziet in de afname van een voor de vorming van een reservefonds bestemd bedrag wanneer het bedrijf de vorm van een naamloze vennootschap aangenomen heeft.

De Vice-Eerste Minister en Minister van Verkeerswezen geeft toe dat er vragen kunnen rijzen over de overeenstemming tussen die bepaling en artikel 77 van de gecoördineerde wetten op de handelsvennotschappen.

De Regering dient bijgevolg een amendement (n° 206) in teneinde de bepaling van het tweede lid alleen van toepassing te laten zijn op de AOB's die nog niet de vorm van een naamloze vennootschap hebben aangenomen. Zodra die omzetting heeft plaatsgehad, zijn bijgevolg de gewone regels van het vennootschapsrecht van toepassing.

Een lid noteert met genoegen dat de voorgestelde formulering « ... nog niet de vorm ... heeft aangenomen » er vanwege de Regering lijkt op te wijzen dat zij de bedoeling heeft de AOB's naar de vorm van een naamloze vennootschap te zien evolueren. Hij meent evenwel dat een gelijkaardige formule ook in het eerste lid zou moeten worden gebruikt.

### 2. Stemmingen

Amendement n° 47 van de heren De Croo en Knoops wordt verworpen met 15 stemmen tegen 3.

Amendement n° 206 van de Regering evenals het aldus gewijzigde artikel worden achtereenvolgens aangenomen met 15 tegen 3 stemmen.

## Art. 29

### 1. Bespreking

#### § 1.

De heren De Croo en Knoops dienen een amendement n° 48 in. Net als reeds eerder ingediende amen-

précédemment, cet amendement se justifie par la volonté des auteurs de voir les EPA adopter la forme de société anonyme et se conformer aux règles générales applicables à ce type de société (cf. supra).

La discussion porte ensuite sur les conditions du recours à l'engagement de personnel contractuel.

Un premier intervenant estime que la condition visée au 2° (« exécuter des tâches nécessitant une connaissance ou expérience de haute qualification ») qui, à la différence des trois autres, n'a pas été rendue applicable à l'ensemble de la fonction publique par la loi-programme du 31 décembre 1988, constitue une innovation intéressante et qu'elle se justifie par le caractère spécifique des EPA, placées en concurrence avec les entreprises privées. Il estime toutefois que cette possibilité de recrutement contractuel ne devrait pas être limitée aux seules fonctions d'expertise et de direction. En raison, entre autres, des rigidités découlant du statut, ces entreprises peuvent en effet se trouver confrontées à des difficultés de recrutement pour des tâches qui ne nécessitent pas la haute qualification spécifiée au 2°.

Le Ministre des Postes, Télégraphes et Téléphones fait observer qu'au sein de la commission paritaire propre à l'entreprise concernée, il est possible de négocier des modifications au statut du personnel qui seraient adaptées à la situation spécifique de l'entreprise.

Le Ministre fait également observer qu'une « connaissance ou expérience de haute qualification » n'impliquent pas nécessairement le niveau universitaire. D'autre part, le 4° permet également le recrutement contractuel pour des tâches spécifiques.

Un autre membre élargit la demande de souplesse formulée par l'intervenant précédent, en soulignant la nécessité d'introduire dans le statut du personnel des entreprises publiques autonomes les principes d'examen des besoins, de mobilité et de flexibilité; cette dernière doit toucher tant l'organisation des carrières que les rémunérations.

Enfin, un amendement n° 110, introduit dans un premier temps par MM. Draps et De Croo et visant également le § 1<sup>er</sup>, est ensuite retiré par ses auteurs.

## § 2.

Un amendement n° 25 visant à supprimer ce paragraphe est déposé par MM. Knoops et De Croo. Les auteurs soulignent l'objection d'anticonstitutionnalité formulée par le Conseil d'Etat (cf. Doc. n° 1287/1, p. 165).

Le Ministre des Postes, Télégraphes et Téléphones renvoie à la réponse détaillée fournie dans le commentaire de l'article, et fait observer que l'argumentation qui y est développée se fonde sur un autre avis du Conseil d'Etat (cf. Doc. n° 1287/1, pp. 27-28).

Un membre demande si, en cas de transformation de l'entreprise en société anonyme de droit public, le statut syndical réglant les relations entre l'entreprise

dementen, is dit amendement verantwoord door de wens van de indieners om de AOB's de vorm van een naamloze vennootschap te zien aannemen en zich aan de op dat type van vennootschap toepasselijke algemene regels te conformeren (cf. supra).

Voorts komen de voorwaarden ter sprake om personeel onder arbeidsovereenkomst aan te werven.

Een eerste spreker meent dat de in het 2° bedoelde voorwaarde (« uitvoering van taken die een kennis of ervaring op hoog niveau vereisen »), die in tegenstelling tot de overige drie voorwaarden krachtens de programmawet van 31 december 1988 niet op het gehele openbaar ambt van toepassing is, een interessante vernieuwing is die gewettigd wordt door de specifieke aard van de autonome overheidsbedrijven die met de particuliere bedrijven moeten concurreren. Hij vindt echter dat die mogelijkheid om personeel onder arbeidsovereenkomst aan te werven, niet tot expertise- en directiefuncties beperkt mag blijven. Een strak statuut kan er immers onder meer toe leiden dat die bedrijven het moeilijk krijgen om mensen aan te trekken voor taken waarvoor de in het 2° bedoelde kennis of ervaring op hoog niveau niet vereist is.

De Minister van Posterijen, Telegrafie en Telefonie merkt op dat binnen het paritair comité van het betrokken bedrijf zelf onderhandeld kan worden over wijzigingen in het personeelsstatuut die aangepast zijn aan de specifieke toestand van het bedrijf.

De Minister merkt eveneens op dat « kennis of ervaring op hoog niveau » niet noodzakelijk impliceert dat het om het universitaire niveau gaat. Het 4° maakt overigens voor specifieke opdrachten aanwervingen met arbeidsovereenkomst mogelijk.

Een ander lid verruimt de vraag tot soepelheid die een vorige spreker heeft gesteld; hij onderstreept de noodzaak om in het personeelsstatuut van de autonome overheidsbedrijven de beginselen behoeftenraming, mobiliteit en flexibiliteit in te voeren; dat laatste moet zowel op de carrièreplanning als op de bezoldiging betrekking hebben.

Tot slot wordt een amendement n° 110 dat de heren Draps en De Croo eerst hadden ingediend en ook op § 1 betrekking had, door de auteurs ingetrokken.

## § 2.

De heren Knoops en De Croo dienen een amendement n° 25 in dat die paragraaf wil weglaten. De indieners onderstrepen dat de Raad van State heeft opgemerkt dat het om een ongrondwettelijke bepaling gaat (zie Stuk n° 1287/1, blz. 165).

De Minister van Posterijen, Telegrafie en Telefonie verwijst naar het omstandige antwoord bij de toelichting op het artikel. Hij merkt op dat de daar aangehaalde argumenten op een ander advies van de Raad van State berusten (zie Stuk n° 1287/1, blz. 27-28).

Een lid vraagt of bij een omvorming van het bedrijf in een naamloze vennootschap naar publiek recht, het vakbondsstatuut dat de betrekkingen tussen het be-

et les organisations syndicales représentatives de son personnel est toujours susceptible d'être arrêté par le conseil d'administration ou par le Roi.

Il lui est répondu affirmativement; la transformation en société anonyme de droit public ne modifie d'ailleurs pas la règle générale du régime statutaire.

## 2. Votes

Les amendements n°s 48 (MM. De Croo et Knoops) et 25 (MM. Knoops et De Croo) sont successivement rejetés par 15 voix contre 2.

L'article est adopté par 15 voix contre 2.

## Art. 30

### 1. Discussion

Quatre amendements de MM. De Croo et Knoops (n°s 49, 50, 51 et 52) ont trait à des dispositions différentes de l'article, mais relèvent d'une seule et même justification.

L'un des auteurs fait observer que le projet a pour effet de restreindre considérablement les possibilités de représentation des travailleurs et qu'il vise au maintien des monopoles syndicaux.

La justification des différentes dispositions proposées par les auteurs pour éviter la situation qu'ils dénoncent figure au doc. n° 1287/2, pp. 15 et 16.

Deux autres amendements sont proposés. L'amendement n° 84 de MM. De Croo et Draps tend à supprimer le § 6 et l'amendement n° 111 de MM. Draps et De Croo y ajoute la suppression du § 7. Ces amendements visent principalement à supprimer le régime particulier prévu pour la commission paritaire de la SNCB.

Le Vice-Premier Ministre et Ministre des Communications fait observer que le système actuel retenu par les auteurs du projet pour l'organisation des relations collectives de travail découle de l'option prise de maintenir le régime statutaire, ainsi que de la volonté de réaliser une formule indépendante à la fois du régime du secteur privé et de celui des services publics. Le système retenu s'inspire de celui en vigueur à la SNCB, mais sans le rejoindre totalement. Dans le cas de cette dernière société, toutefois, des raisons historiques plaident pour le maintien des règles applicables actuellement.

Le Vice-Premier Ministre et Ministre des Communications fait en outre remarquer que les dispositions relatives à la composition de la commission paritaire d'une entreprise publique reprises à l'article 30, § 5, constituent déjà un élargissement par rapport à la si-

drijf en de representatieve vakbondsorganisaties regelt, nog steeds door de Raad van Beheer of door de Koning kan worden vastgesteld.

Het antwoord is bevestigend. De omvorming in een publiekrechtelijke naamloze vennootschap wijzigt overigens de algemene regel van het statutair stelsel niet.

### 2. Stemmingen

De amendementen n°s 48 (de heren De Croo en Knoops) en 25 (de heren Knoops en De Croo) worden achtereenvolgens verworpen met 15 stemmen tegen 2 stemmen.

Het artikel wordt aangenomen met 15 tegen 2 stemmen.

## Art. 30

### 1. Bespreking

Vier amendementen van de heren De Croo en Knoops (n°s 49, 50, 51 en 52) slaan op verschillende bepalingen van het artikel, maar hebben een en dezelfde verantwoording.

Een van de indieners merkt op dat het ontwerp tot gevolg zal hebben dat de mogelijkheden inzake vertegenwoordiging van de werknemers aanzienlijk zullen worden beperkt en dat het de handhaving van het vakbondsmonopolie op het oog heeft.

De verantwoording van de diverse, door de indieners voorgestelde maatregelen ter voorkoming van de door hen aan de kaak gestelde situatie, komt voor in stuk n° 1287/2, blz. 15 en 16.

Er worden twee andere amendementen voorgesteld. Amendement n° 84 van de heren De Croo en Draps wil § 6 weglaten en amendement n° 111 van de heren Draps en De Croo stelt bovendien de weglatting van § 7 voor. Die amendementen beogen hoofdzakelijk de afschaffing van de bijzondere regeling waarin voor het paritair comité van de NMBS voorzien wordt.

De Vice-Eerste Minister en Minister van Verkeerswezen merkt op dat de regeling die de indieners van het ontwerp in aanmerking nemen voor de organisatie van de collectieve arbeidsovereenkomsten, voortvloeit uit de keuze om de statutaire regeling te behouden en uit de wil om een formule te vinden die zowel losstaat van de regeling voor de privé-sector als van die welke voor de overheidsdienst geldt. De gekozen regeling is ingegeven door die welke bij de NMBS van kracht is zonder dat ze er evenwel volledig bij aansluit. In het geval van de bedoelde maatschappij zijn echter historische redenen vorhanden die voor het behoud van de thans toepasselijke regels pleiten.

De Vice-Eerste Minister en Minister van Verkeerswezen merkt op dat de in artikel 30, § 5, opgenomen bepalingen over de samenstelling van het paritair comité van een overheidsbedrijf, in vergelijking met de huidige toestand al een uitbreiding vormen. De ver-

tuation actuelle; l'ouverture qu'elles rendent possible est en outre plus grande que ce n'est le cas dans le secteur privé. Il y aurait un danger à élargir exagérément la composition de la commission paritaire, car l'émission de la représentation qui en résulterait ne pourrait être que néfaste à l'entreprise elle-même.

## 2. Votes

L'amendement n° 49 (MM. De Croo et Knoops) est rejeté par 14 voix contre 2.

Les amendements n°s 50, 51, 52 (MM. De Croo et Knoops), 84 (MM. De Croo et Draps) et 111 (MM. Draps et De Croo) sont successivement rejetés par 15 voix contre 2.

L'article est adopté par 15 voix contre 2.

## Art. 31

### 1. Discussion

MM. De Croo et Knoops déposent un amendement (n° 53), visant à supprimer l'article.

Les auteurs estiment inutile la création d'une Commission Entreprises publiques. L'un d'entre eux fait remarquer que cette formule, dérogatoire tant au système du secteur public qu'à celui du secteur privé, n'a par ailleurs pas non plus son équivalent dans la législation sur les ICP qui est en préparation.

Il en va de même pour les IPC, pour lesquelles existe une commission paritaire spécifique.

Le Vice-Premier Ministre et Ministre des Communications fait observer que, quelle que soit l'option retenue — régime du secteur public ou régime du secteur privé — l'intégration dans un espace de négociation globale est inévitable : il en va ainsi, dans le secteur public, des protocoles conclus au Comité A entre les pouvoirs publics et les organisations syndicales et, dans le secteur privé, des accords interprofessionnels signés entre employeurs et syndicats.

En l'occurrence, c'est une troisième voie qui a été choisie. Le secteur des entreprises publiques ayant été jugé différent à la fois des services publics proprement dits et des entreprises privées, le choix d'une voie spécifique traduit cette différence.

L'auteur de l'amendement estime que la formule choisie par le Gouvernement n'éliminera en rien le corporatisme et qu'elle ne s'écarte d'ailleurs pas assez clairement du système qui prévaut dans les services publics.

Il craint d'autre part que la création d'une Commission Entreprises publiques ne réduise à néant la liberté d'action des entreprises publiques autonomes, en ne tenant pas en compte le fait que chaque entreprise publique a sa dynamique et ses possibilités financières propres.

ruiming die ze mogelijk maken is uitgebreider dan wat thans in de particuliere sector het geval is. Het zou gevvaarlijk zijn de samenstelling van het paritair comité ongebredeld te verruimen, omdat de versnipperde representativiteit die er uit kan voortvloeien voor het bedrijf zelf alleen maar nadelig kan uitvallen.

## 2. Stemmingen

Amendement n° 49 (de heren De Croo en Knoops) wordt verworpen met 14 tegen 2 stemmen.

De amendementen n°s 50, 51, 52 (de heren De Croo en Knoops), 84 (de heren De Croo en Draps) en 111 (de heren Draps en De Croo) worden achtereenvolgens verworpen met 15 tegen 2 stemmen.

Het artikel wordt aangenomen met 15 tegen 2 stemmen.

## Art. 31

### 1. Bespreking

De heren De Croo en Knoops dienen een amendement (n° 53) in ten einde het artikel weg te laten.

De indieners achten de oprichting van een Comité Overheidsbedrijven nutteloos. Een van hen merkt op dat die formule, die zowel van het systeem van de openbare sector als van dat van de privé-sector afwijkt, trouwens evenmin haar gelijke vindt in de wet op de OKI's waaraan thans de laatste hand gelegd wordt.

Hetzelfde geldt voor de OKI's, waarvoor een bijzonder paritair comité bestaat.

De Vice-Eerste Minister en Minister van Verkeerswezen verklaart dat, welke keuze men ook moge doen — regeling van de overheidssector of regeling van de privé-sector — de integratie in een allesomvattend onderhandelingspakket onvermijdelijk is : in de overheidssector is dat het geval met de protocols die in het A-comité tussen de overheid en de vakbondsorganisaties worden gesloten, en in de privé-sector met de tussen werkgevers en vakbonden aangegane interprofessionele akkoorden.

In dit geval kiest men voor een derde oplossing. Aangezien de sector van de overheidsbedrijven geacht wordt tegelijkertijd van de eigenlijke openbare diensten en van de privé-bedrijven te verschillen, heeft men dat verschil willen weergeven door de keuze van een specifieke weg.

De indiener van het amendement is de mening toegedaan dat de door de Regering gekozen formule de corporatistische ingesteldheid hoegenaamd niet zal uitschakelen en trouwens niet voldoende duidelijk van het in de openbare diensten gehanteerde systeem afwijkt.

Voorts vreest hij dat de oprichting van een Comité Overheidsbedrijven de autonome overheidsbedrijven hun vrijheid van handelen zal ontnemen omdat geen rekening wordt gehouden met het feit dat ieder overheidsbedrijf een eigen dynamiek en eigen financiële mogelijkheden bezit.

A titre d'exemple, le membre attire l'attention sur les modalités différentes qui règlent le financement des pensions dans les quatre organismes destinés à devenir des entreprises publiques autonomes, et sur les incidences que ces différents modes de financement sont susceptibles d'avoir sur le budget de l'Etat, en cas de recours, dans l'une ou plusieurs de ces entreprises, à la formule de la prépension. Or, dans un secteur en pleine mutation technologique comme celui des télécommunications, le risque de devoir procéder à des dégagements de personnel non recyclable, en relevant par exemple à la prépension, est certainement très réel. D'autre part, il ne faut pas sous-estimer le handicap que le maintien d'un système de pensions propre, aux lourdes charges de financement, est susceptible de constituer pour les entreprises publiques autonomes, dorénavant confrontées à la concurrence.

Le Ministre des Postes, Télégraphes et Téléphones déclare qu'une note sur le système de pensions en vigueur dans chaque entreprise publique concernée sera communiquée à la Commission (voir ci-après : Titres II, IV, V et VI).

## 2. Votes

L'article est adopté par 15 voix contre 2.

L'amendement n° 53 de MM. De Croo et Knoops, qui vise à supprimer l'article, devient dès lors sans objet.

### Art. 32

Cet article n'appelle aucune observation.  
Il est adopté par 15 voix contre 2.

### Art. 33

#### 1. Discussion

Plusieurs amendements sont proposés (n°s 24 de MM. Knoops et De Croo, 54 et 55 de MM. De Croo et Knoops et 112 de MM. Draps et De Croo).

Ils sont justifiés par les considérations suivantes :

— l'habilitation donnée au Roi est excessive; il s'agit du recours à de véritables pouvoirs spéciaux, sans qu'il y ait même de loi de confirmation et sans, en outre, que le Gouvernement semble savoir ce qu'il se propose de faire de ces pouvoirs;

— si le Roi peut modifier le statut du personnel et le statut syndical, il y a tout lieu de craindre des interventions politiques;

— lors de la discussion de l'article 23, les auteurs ont déjà affirmé leur opposition à l'intervention d'un commissaire du Gouvernement (voir ci-avant), à laquelle l'article 33 fait une nouvelle fois référence.

Le Vice-Premier Ministre et Ministre des Communications fait observer que l'habilitation demandée au

Bij wijze van voorbeeld vestigt het lid de aandacht op de uiteenlopende wijze van financiering van de pensioenregelingen bij de vier instellingen die autonome overheidsbedrijven moeten worden, evenals op de eventuele gevolgen daarvan voor de Rijksbegroting ingeval een of meer van die bedrijven de brugpensioenregeling toepassen. Welnu, in een sector zoals die van de telecommunicatie, die een grondige technologische omwenteling doormaakt, valt terecht te vrezen dat personeelsleden die niet voor herscholing vatbaar zijn, zullen moeten afvloeien door hen bijvoorbeeld met brugpensioen te laten gaan. Overigens is het behoud van een eigen pensioenregeling die met zware financieringslasten gepaard gaat, voor de autonome overheidsbedrijven die voortaan tegen de concurrentie moeten optornen, een zware handicap die niet te onderschatten valt.

De Minister van Posterijen, Telegrafie en Telefonie verklaart dat een betreffende pensioenregeling die in elk betrokken overheidsbedrijf van toepassing is, nota aan de Commissie zal worden voorgelegd (zie hieronder : Titels II, IV, V en VI).

#### 2. Stemmingen

Het artikel wordt aangenomen met 15 tegen 2 stemmen.

Amendement n° 53 van de heren De Croo en Knoops tot weglatting van het artikel vervalt dientengevolge.

### Art. 32

Over dit artikel worden geen opmerkingen gemaakt.  
Het wordt aangenomen met 15 tegen 2 stemmen.

### Art. 33

#### 1. Besprekking

Er worden verscheidene amendementen ingediend (n°s 24 van de heren Knoops en De Croo, 54 en 55 van de heren De Croo en Knoops en 112 van de heren Draps en De Croo).

Zij worden als volgt verantwoord :

— de aan de Koning verleende bevoegdheid is te uitgebreid; dat zijn echte bijzondere machten zonder dat er zelfs een bekrachtigingswet is, en bovendien zonder dat de Regering schijnt te weten wat zij daarmee gaat doen;

— als de Koning het personeels- en het vakbondsstatuut kan wijzigen, dan is de vrees voor politieke inmenging gewettigd;

— bij de behandeling van artikel 23 hebben de indieners zich al uitgesproken tegen de controle van een regeringscommissaris (zie hoger) waarnaar in artikel 33 andermaal verwezen wordt.

De Vice-Eerste Minister en Minister van Verkeerswezen merkt op dat de bij § 1 gevraagde machtiging

§ 1<sup>er</sup> ne vise que la seule mise en concordance des dispositions légales avec celles du premier statut du personnel et du premier statut syndical, tels que ceux-ci ont été fixés par le Conseil d'administration de l'EPA, sur avis conforme de la Commission paritaire. Il faut en outre souligner que semblable mise en concordance ne peut avoir lieu qu'une seule fois, c'est-à-dire à la suite de la fixation des premiers statuts. Pour le surplus, il est renvoyé à la discussion de l'article 2 : ce qui y a été dit sur le contrôle judiciaire et le contrôle par le Conseil d'Etat vaut également pour les arrêtés royaux délibérés en Conseil des Ministres pris en application du § 1<sup>er</sup>, troisième alinéa, du présent article.

A la suite de ceci, le Gouvernement introduit un amendement (n° 207), qui formule de manière plus explicite la limitation des compétences du Roi visées au dernier alinéa du § 1<sup>er</sup>.

Le Ministre fait également observer qu'une adaptation des dispositions légales n'est possible que si les dispositions du premier statut du personnel et du premier statut syndical requièrent une initiative législative; cela signifie, dans la pratique, que cette adaptation ne sera nécessaire que pour autant que les négociations au sein de la Commission paritaire débouchent sur un accord aux dispositions suffisamment innovatrices pour requérir une modification législative.

La modification législative possible est en outre limitée par le fait que le Roi ne peut adapter les dispositions légales que sans préjudicier aux dispositions du Titre I<sup>er</sup> du présent projet de loi.

L'un des auteurs des amendements constate que cette limitation exclut toute possibilité de négocier un statut du personnel et un statut syndical s'inspirant des dispositions en vigueur dans le secteur privé. Il juge dès lors que l'obligation imposée de respecter en tous les cas les dispositions du Titre I<sup>er</sup> ne pourra que déboucher sur l'adoption de statuts extrêmement conservateurs.

En ce qui concerne le § 2, le Vice-Premier Ministre et Ministre des Communications fait observer que la présence du Commissaire du Gouvernement aux travaux de la Commission paritaire relatifs à la fixation du premier statut du personnel et du premier statut syndical, conformément au § 1<sup>er</sup>, troisième alinéa, se justifie en regard des dispositions du § 2, qui prévoit que, faute d'un accord au sein de la Commission paritaire après un délai d'un an, le Roi peut imposer à titre provisoire un premier statut du personnel et un premier statut syndical.

Un membre demande à partir de quand on considère qu'il y a un projet de statut susceptible d'être soumis à la ratification du Conseil d'administration.

Le Ministre des Postes, Télégraphes et Téléphones déclare que cette détermination résulte de l'accord des parties à la négociation.

Un autre intervenant demande si, en cas de désaccord entre celles-ci, c'est le statu quo qui prévaut.

alleen bedoeld is om de wetsbepalingen in overeenstemming te brengen met de bepalingen van het eerste personeelsstatuut en het eerste vakbondsstatuut die door de raad van bestuur van het AOB worden vastgelegd op eensluidend advies van het paritair comité. Voorts dient te worden onderstreept dat die bepalingen slechts één enkele maal in overeenstemming kunnen worden gebracht, namelijk na de vaststelling van de eerste statuten. Bovendien wordt verwezen naar de besprekking van artikel 2 : wat daar over de gerechtelijke controle en de controle door de Raad van State gezegd is, geldt eveneens voor de in toepassing van § 1, derde lid, van dit artikel uitgevaardigde, in de Ministerraad behandelde koninklijke besluiten.

Dientengevolge dient de Regering een amendement (n° 207) in dat de beperking van de in het laatste lid van § 1 bedoelde bevoegdheden van de Koning expliciter formuleert.

De Minister wijst er ook op dat een aanpassing van de wetsbepalingen alleen mogelijk is als voor de bepalingen van het eerste personeels- en het eerste vakbondsstatuut een initiatief van de wetgever vereist is, wat in de praktijk hierop neerkomt dat die aanpassing slechts nodig zal zijn wanneer de onderhandelingen in het paritair comité tot een akkoord leiden met voldoende baanbrekende bepalingen om een wetswijziging noodzakelijk te maken.

Een mogelijke wetswijziging wordt bovendien beperkt door het feit dat de Koning de wetsbepalingen alleen kan aanpassen zonder aan de bepalingen van Titel I van dit wetsontwerp te raken.

Een van de indieners van het amendement stelt vast dat die beperking elke mogelijkheid uitsluit om te onderhandelen over een personeels- en een vakbondsstatuut dat uitgaat van de in het bedrijfsleven geldende bepalingen. Hij meent dan ook dat de verplichting om in elk geval de bepalingen van Titel I in acht te nemen, slechts tot de goedkeuring van uiterst behoudende statuten kan leiden.

Wat § 2 betreft, wijst de Vice-Eerste Minister en Minister van Verkeerswezen erop dat de aanwezigheid van een regeringscommissaris bij de werkzaamheden van het paritair comité aangaande het vaststellen van het eerste personeelsstatuut en het eerste vakbondsstatuut overeenkomstig § 1, derde lid, vooral gewettigd is gezien de bepalingen van § 2, luidens welke bij ontstentenis van een akkoord in het paritair comité na verloop van één jaar, de Koning voorlopig een eerste personeelsstatuut en een eerste vakbondsstatuut kan opleggen.

Een lid vraagt vanaf wanneer men oordeelt dat er een ontwerp-statutuut is dat ter goedkeuring aan de raad van bestuur kan worden voorgelegd.

De Minister van Posterijen, Telegrafie en Telefonie verklaart dat die beslissing voortvloeit uit het akkoord onder de bij de onderhandelingen betrokken partijen.

Een andere spreker vraagt of in geval van onenigheid onder de onderhandelaars het status-quo geldt.

Le Ministre répond qu'il en est ainsi jusqu'au moment où, soit la Commission paritaire arrive à un accord, soit le Roi impose un premier statut.

Un autre membre demande quelle serait la situation du personnel engagé durant la période de transition qui fera immédiatement suite au classement de l'entreprise.

Le Vice-Premier Ministre et Ministre des Communications répond que le statu quo serait également applicable à ces membres du personnel.

## 2. Votes

L'amendement n° 207 du Gouvernement est adopté à l'unanimité.

Les amendements n°s 24 (MM. Knoops et De Croo), 112 (MM. Draps et De Croo), 54 et 55 (MM. De Croo et Knoops) sont successivement rejetés par 15 voix contre 3.

L'article tel qu'amendé est adopté par 15 voix contre 3.

## Art. 34

### 1. Discussion

#### — Subdivision B

Le membre qui, dans le cadre de l'examen de l'article 29, a souligné la nécessité de voir s'instaurer mobilité et flexibilité dans les carrières (cf. ci-avant), demande si ces concepts peuvent être intégrés dans l'énumération des réglementations de base qui figure au présent article.

Le Vice-Premier Ministre et Ministre des Communications répond que les réglementations de base auxquelles le membre fait allusion sont reprises sous la subdivision F.

#### — Subdivision D

MM. Draps et De Croo déposent un amendement n° 114 visant à ce que la disposition relative aux avantages accordés aux affiliés des organisations syndicales fasse référence aux organisations agréées plutôt qu'aux organisations représentatives.

L'un des auteurs se réfère aux amendements n°s 49 à 52 proposés à l'article 30 par MM. De Croo et Knoops, dont les auteurs dénonçaient la volonté de maintenir les monopoles syndicaux (voir ci-avant).

Il ajoute que le rejet des amendements proposés à l'article 30 ne devrait pas amener le refus automatique de l'amendement n° 114 : ce qui est en cause à travers ce dernier, c'est le principe fondamental d'équité, puisqu'il s'agit ici de l'octroi d'avantages aux affiliés.

L'un des rapporteurs déclare qu'à son introduction, la prime syndicale était conçue comme un avantage

De Minister antwoordt dat zulks het geval is tot het ogenblik waarop het paritair comité een akkoord bereikt, of waarop de Koning een eerste statuut oplegt.

Een ander lid vraagt wat de toestand van het in dienst genomen personeel wordt tijdens de overgangsperiode die onmiddellijk op de indeling van het bedrijf onder de AOB's volgt.

De Vice-Eerste Minister en Minister van Verkeerswezen antwoordt dat het status-quo ook voor die personeelsleden geldt.

## 2. Stemmingen

Amendement n° 207 van de Regering wordt eenparig aangenomen.

De amendementen n°s 24 (de heren Knoops en De Croo), 112 (de heren Draps en De Croo), 54 en 55 (de heren De Croo en Knoops) worden achtereenvolgens verworpen met 15 tegen 3 stemmen.

Het aldus geamendeerde artikel wordt aangenomen met 15 tegen 3 stemmen.

## Art. 34

### 1. Bespreking

#### — Onderverdeling B

Het lid dat bij de behandeling van artikel 29 de noodzaak van de invoering van mobiliteit en flexibiliteit in de loopbanen onderstreepte (zie hierboven), vraagt of die begrippen kunnen worden opgenomen onder de in dit artikel opgesomde grondregelen.

De Vice-Eerste Minister en Minister van Verkeerswezen antwoordt daarop dat de grondregelen waarnaar het lid verwijst, opgenomen zijn in onderverdeling F.

#### — Onderverdeling D

De heren Draps en De Croo dienen een amendement n° 114 in dat ertoe strekt in de bepaling over de voordelen die aan leden van de representatieve vakorganisaties worden toegekend, te spreken van erkende en niet van representatieve organisaties.

Een van de indieners verwijst naar de amendementen n°s 49 tot 52 die de heren De Croo en Knoops bij artikel 30 hebben ingediend, waarbij de indieners kritiek hadden op het voornemen om de vakbondsmonopoliën te behouden (cf. supra).

Hij voegt eraan toe dat het verworpen van de bij artikel 30 voorgestelde amendementen niet hoeft te leiden tot een automatisch verworpen van amendement n° 114. In dat laatste staat het fundamentele gelijkheidsbeginsel voorop, aangezien het in dit geval gaat om de toekenning van voordelen aan de leden.

Een andere spreker stelt dat de vakbondspremie oorspronkelijk bedoeld was als een voordeel dat aan

consent aux affiliés syndicaux en général et que la notion d'organisation représentative en était absente. La situation actuelle représente donc une dérive du concept initial; ne devrait-elle pas dès lors faire l'objet d'une révision ?

L'auteur principal de l'amendement fait en outre observer que le syndicalisme évolue et que des exemples récents, tel celui des actions de LOCO et du SIC aux chemins de fer, ont montré l'influence de syndicats estimés non représentatifs. De tels exemples se multiplient et peuvent de moins en moins souvent être considérés comme des mouvements corporatistes.

Le Gouvernement dépose un amendement (n° 208), qui complète le point D, 5°, par les mots « et des organisations syndicales agréées ».

Un membre proteste contre le fait que cet amendement constitue une reprise de l'amendement n° 114 de MM. Draps et De Croo.

Il lui est fait observer que la formulation de l'amendement du Gouvernement n'est pas identique à celle de l'amendement n° 114.

#### — Subdivision F

Le Ministre des Postes, Télégraphes et Téléphones attire l'attention sur le fait qu'il convient de corriger l'intitulé néerlandais en : « De grondregelen betreffende ... »

#### — Subdivision G

Un membre estime qu'en ce qui concerne le personnel contractuel, il conviendrait de régler le moins possible dans la loi, afin d'éviter les rigidités. Ne serait-il dès lors pas préférable de supprimer le G, 2° ?

Le Ministre répond que l'article 29, § 1<sup>er</sup>, détermine clairement le cadre dans lequel cette concertation peut avoir lieu. L'entreprise publique autonome et les organisations syndicales représentatives devront en conséquence respecter les dispositions dudit article 29.

### 2. Votes

L'amendement n° 208 du Gouvernement est adopté par 15 voix et 3 abstentions.

L'amendement n° 114 de MM. Draps et De Croo est rejeté par 15 voix contre 3.

L'article tel qu'amendé est adopté par 15 voix contre 3.

### Art. 35

#### 1. Discussion

Des amendements se situant dans le prolongement d'amendements proposés dans la discussion des arti-

vakbondsleden in het algemeen werd toegekend en dat het begrip representatieve vakorganisatie niet ter sprake kwam. De huidige toestand wijkt dus van de oorspronkelijke bedoeling af. Zou die derhalve niet moeten worden herzien ?

Voorts merkt de hoofdindiner van het amendement op dat het vakbondswezen evolueert en dat recente voorbeelden — zoals de acties van LOCO en OVS bij de spoorwegen — wijzen op de invloed van de als niet representatief beschouwde bonden. Dergelijke voorbeelden komen steeds vaker voor en kunnen alsmaar minder als corporatistische bewegingen worden afgedaan.

De Regering dient een amendement (n° 208) in dat in punt D, 5°, de woorden « en van de erkende » invoegt.

Een lid protesteert tegen het feit dat dit amendement het amendement n° 114 van de heren Draps en De Croo overneemt.

Er wordt geantwoord dat de formulering van het amendement van de Regering niet dezelfde is als die van amendement n° 114.

#### — Onderafdeling F

De Minister van Posterijen, Telegrafie en Telefonie vestigt de aandacht op het feit dat het Nederlandse opschrift gewijzigd dient te worden in : « De grondregelen betreffende ... »

#### — Onderafdeling G

Aangaande personeelsleden met een arbeidsovereenkomst meent een lid dat de wet zo weinig mogelijk regelgevende bepalingen moet bevatten om te voorkomen dat er een strak keurslijf ontstaat. Is het derhalve niet aangewezen G, 2°, weg te laten ?

De Minister antwoordt dat artikel 29, § 1, duidelijk het kader bepaalt waarbinnen dit overleg kan plaatshebben. Het overleg tussen het autonoom overheidsbedrijf en de representatieve vakorganisaties zal dan ook rekening moeten houden met de bepalingen van dit artikel 29.

### 2. Stemmingen

Amendement n° 208 van de Regering wordt aangenomen met 15 tegen 3 stemmen.

Amendement n° 114 van de heren Draps en De Croo wordt verworpen met 15 tegen 3 stemmen.

Het aldus geamendeerde artikel wordt aangenomen met 15 tegen 3 stemmen.

### Art. 35

#### 1. Bespreking

De heren De Croo en Knoops dienen amendementen in die in het verlengde liggen van de amendemen-

cles précédents sont déposés par MM. De Croo et Knoops. Il s'agit des amendements n° 56 (cf. les amendements n° 49 à 52 et la discussion de l'article 30) et n° 57, 58 et 59 (cf. l'amendement n° 53 et la discussion de l'article 31).

Les amendements n° 85 et 113 de MM. Draps et De Croo ont un objet identique. Les auteurs proposent de supprimer le § 5, lequel prévoit des dispositions spécifiques pour la SNCB. Ils estiment qu'il n'y a aucune raison d'introduire une exception pour cette seule entreprise. Sur un plan plus général, l'un d'entre eux ajoute que les dispositions organiques relatives à la SNCB ayant été modifiées dans un passé récent (principalement par l'arrêté royal n° 452 modifiant la loi du 23 juillet 1926 créant la société nationale des Chemins de fer belges — *Moniteur belge* du 16 septembre 1986), il n'est peut-être pas opportun de modifier à nouveau la législation organique de la SNCB en faisant d'elle une EPA.

Le Vice-Premier Ministre et Ministre des Communications répond que les exceptions dans le projet relatives à la SNCB ont trait essentiellement au maintien du comité restreint (article 15), au maintien de la présence de représentants des syndicats au conseil d'administration (articles 18 et 22) et au maintien du fonctionnement de la commission paritaire nationale. Certes, sur le plan du principe, le projet aurait gagné en cohérence s'il avait instauré un système identique dans toutes les EPA, mais il est apparu difficile de ne pas tenir compte des réalités historiques.

Un membre demande si chaque décision visée à l'article 35 doit être communiquée au Ministre dont relève l'entreprise et est susceptible d'être annulée par lui.

Le Ministre des Postes, Télégraphes et Téléphones répond que tel n'est le cas que lorsque le conseil d'administration, à la majorité des deux tiers des voix exprimées, passe outre, après un délai d'un mois, au défaut d'une réglementation arrêtée par la Commission Entreprises publiques, quand celle-ci a été saisie d'un recours.

Sur le plan global des négociations sociales dans l'entreprise publique autonome, plusieurs membres plaident pour l'instauration d'un maximum de concertation et pour un assouplissement fondamental de la politique du personnel.

Le Ministre des Postes, Télégraphes et Téléphones déclare que l'établissement d'une véritable culture d'entreprise est essentiel, mais que ceci ne sera possible qu'avec la coopération du personnel de l'entreprise publique. Il conviendra de changer certaines mentalités. En tout état de cause, la disparition de la tutelle assumée par la Fonction publique augmentera considérablement les possibilités de souplesse et d'autonomie.

ten die bij de besprekking van de vorige artikelen werden ingediend. Het gaat om de amendementen n° 56 (zie amendementen n° 49 tot 52 en de besprekking van artikel 30) en n° 57, 58 en 59 (zie amendement n° 53 en de besprekking van artikel 31).

De amendementen n° 85 en 113 van de heren Draps en De Croo hebben dezelfde strekking. De indieners stellen voor § 5 weg te laten, waarin voor de NMBS specifieke bepalingen in het vooruitzicht worden gesteld. Zij zijn van oordeel dat er geen enkele reden is om alleen voor dat bedrijf een uitzondering in te voeren. Een van hen voegt er meer in het algemeen aan toe dat aangezien de organieke bepalingen aangaande de NMBS recent werden gewijzigd (vooral door het koninklijk besluit nr 452 tot wijziging van de wet van 23 juli 1926 tot oprichting van de Nationale Maatschappij der Belgische Spoorwegen — *Belgisch Staatsblad* van 16 september 1986), het wellicht niet aangewezen is de organieke wet van de NMBS opnieuw te wijzigen om ze in een autonoom overheidsbedrijf te veranderen.

De Vice-Eerste Minister en Minister van Verkeerswezen antwoordt dat in het ontwerp de uitzonderingen inzake de NMBS vooral betrekking hebben op het behoud van het Beperkt Comité (artikel 15), op de aanwezigheid in de raad van bestuur van vertegenwoordigers van de vakbonden (artikelen 18 en 22) en op de werking van het nationaal paritair comité. In principe zou het ontwerp wellicht coherenter zijn geweest indien er voor alle autonome overheidsbedrijven een identieke regeling was ingevoerd, maar het bleek moeilijk te zijn een rekening te houden met de met de jaren gegroeide situatie.

Een lid vraagt of elke in artikel 35 bedoelde beslissing moet worden meegedeeld aan de Minister onder wie het bedrijf ressorteert en of deze die beslissing kan vernietigen.

De Minister van Posterijen, Telegrafie en Telefonie antwoordt dat zulks alleen het geval is indien de raad van bestuur ze met twee derde meerderheid van de uitgebrachte stemmen na een termijn van één maand beslist, nadat het Comité overheidsbedrijven, waarbij een beroep werd ingesteld, geen akkoord kan bereiken.

Inzake het sociaal overleg in het algemeen binnen het autonoom overheidsbedrijf, pleiten meerdere leden voor de invoering van een zo ruim mogelijk overleg en voor een fundamentele versoepeling van het personeelsbeleid.

De Minister van Posterijen, Telegrafie en Telefonie stelt dat er een daadwerkelijke bedrijfscultuur moet komen, maar dat zulks alleen mogelijk is mits het personeel van het overheidsbedrijf eraan meewerkt. Hier en daar zal de mentaliteit moeten veranderen. Het wegvalLEN van de door Openbaar Ambt uitgeoefende controle zal hoe dan ook nieuwe mogelijkheden bieden om soepel en autonoom te handelen.

**2. Votes**

Les amendements n°s 56, 57, 58 et 59 (MM. De Croo et Knoops) et 85 (MM. De Croo et Draps) sont successivement rejetés par 15 voix contre 3 (l'amendement n° 113, dont l'objet est identique à celui de l'amendement n° 85, est retiré).

L'article est adopté par 15 voix contre 3.

**Art. 36**

Des amendements (n°s 86 et 119 respectivement) sont introduits par MM. De Croo et Simons. Leur justification figure au Doc. n° 1287/4.

L'amendement n° 86 de M. De Croo est rejeté par 15 voix contre 3.

L'amendement n° 119 de M. Simons est rejeté par 15 voix et 3 abstentions.

L'article est adopté par 15 voix contre 3.

**Art. 37**

Un amendement n° 87 visant à remplacer le texte de l'article est déposé par MM. De Croo et Draps. Comme d'autres amendements proposés précédemment, il se justifie par la volonté des auteurs de voir les entreprises publiques autonomes adopter a priori la forme de société anonyme.

L'amendement n° 87 est rejeté par 15 voix contre 3.

L'article est adopté par 15 voix contre 3.

**Art. 38****1. Discussion**

MM. De Croo et Draps proposent, par l'amendement n° 88, de laisser au conseil d'administration la totale liberté de transformer l'entreprise en société anonyme.

Le Vice-Premier Ministre et Ministre des Communications fait observer que la procédure retenue par les auteurs du projet laisse également l'initiative de la décision de transformation au conseil d'administration.

Aux termes du § 3, la transformation ne produit cependant ses effets qu'après l'approbation par le Roi, par arrêté délibéré en Conseils des Ministres, de la décision de transformation et des statuts.

Un membre demande quel est l'intérêt qu'il y a à opter pour le statut de société anonyme.

Le Ministre des Postes, Télégraphes et Téléphones répond que l'intérêt principal est l'accès à de nouveaux capitaux.

**2. Stemmingen**

De amendementen n°s 56, 57, 58 en 59 (de heren De Croo en Knoops) en 85 (de heren De Croo en Draps) worden achtereenvolgens verworpen met 15 tegen 3 stemmen. Amendement n° 113, dat hetzelfde doel heeft als amendement n° 85, wordt ingetrokken.

Het artikel wordt aangenomen met 15 tegen 3 stemmen.

**Art. 36**

De heren de De Croo en Simons dienen amendementen in (respectievelijk n°s 86 en 119). De verantwoording werd in Stuk n° 1287/4 opgenomen.

Amendement n° 86 van de heer De Croo wordt verworpen met 15 tegen 3 stemmen.

Amendement n° 119 van de heer Simons wordt verworpen met 15 stemmen en 3 onthoudingen.

Het artikel wordt aangenomen met 15 tegen 3 stemmen.

**Art. 37**

De heren De Croo en Draps dienen een amendement (n° 87) in dat de tekst van het artikel wil wijzigen. Net als andere eerder voorgestelde amendementen, wordt het verantwoord door de wens van de indieners om de autonome overheidsbedrijven a priori de vorm van een naamloze vennootschap te zien aannemen.

Amendement n° 87 wordt verworpen met 15 tegen 3 stemmen.

Het artikel wordt aangenomen met 15 tegen 3 stemmen.

**Art. 38****1. Bespreking**

De heren De Croo en Draps stellen via amendement n° 88 voor de raad van bestuur volledige vrijheid te laten om het bedrijf in een naamloze vennootschap om te zetten.

De Vice- Eerste Minister en Minister van Verkeerswezen merkt op dat de procedure die de indieners van het ontwerp hebben gekozen, ook aan de raad van bestuur het initiatief laat om tot de omzetting te besluiten.

Luidens § 3 heeft die omzetting slechts uitwerking na goedkeuring door de Koning, bij een in Ministerraad overlegd besluit, van de omzettingsbeslissing en de statuten.

Een lid vraagt welke voordelen aan de keuze voor het statuut van naamloze vennootschap verbonden zijn.

De Minister van Posterijen, Telegrafie en Telefonie antwoordt dat het grootste voordeel erin bestaat dat men toegang tot nieuw kapitaal krijgt.

Le membre demande dans quelle mesure la transformation affecte la législation applicable à l'entreprise.

Le Vice-Premier Ministre et Ministre des Communications répond que l'entreprise publique devenue société anonyme est soumise aux règles générales applicables aux sociétés anonymes, sauf en ce qui concerne les dispositions pour lesquelles le présent projet ou une disposition légale prévoient des clauses dérogatoires. Il renvoie dès lors à la liste des dérogations aux lois coordonnées sur les sociétés commerciales, reprise à l'annexe III.

Le Ministre des Postes, Télégraphes et Téléphones attire l'attention sur le fait qu'un grand nombre des dispositions des lois coordonnées sur les sociétés commerciales sont en fait également applicables aux EPA qui ne se sont pas transformées en sociétés anonymes. Elles sont, dans ce cas, expressément citées dans le projet de loi.

Le membre demande si les dispositions relatives à l'impôt des sociétés seront applicables aux entreprises publiques autonomes.

Les Ministres font observer que les futures EPA sont déjà soumises à l'impôt des sociétés.

## 2. Votes

L'amendement n° 88 de MM. De Croo et Draps est rejeté par 15 voix contre 3.

L'article est adopté par 15 voix contre 3.

## Art. 39

### 1. Discussion

Le Gouvernement propose d'amender le § 5 du texte initialement déposé (amendement n° 78), dans un souci de conformité avec la terminologie utilisée à l'article 13, § 3, alinéa premier.

MM. De Croo et Draps déposent un amendement n° 89, qui tend à supprimer les §§ 3, 4 et 5. Les auteurs rejettent en effet la philosophie du projet qui vise à imposer aux entreprises publiques des restrictions en ce qui concerne la négociation des actions ou l'émission de nouvelles actions. Ils souhaitent que soient d'application les règles générales sur les sociétés anonymes.

## 2. Votes

L'amendement n° 89 de MM. De Croo et Draps est rejeté par 15 voix contre 3.

L'amendement n° 78 du Gouvernement est adopté par 15 voix et 3 abstentions.

L'article ainsi modifié est adopté par 15 voix contre 3.

Het lid vraagt in welke mate die omzetting de voor het bedrijf geldende wetgeving zal beïnvloeden.

De Vice-Eerste Minister en Minister van Verkeerswezen antwoordt dat voor een overheidsbedrijf dat naamloze vennootschap wordt, de algemene regels voor naamloze vennootschappen gelden, met uitzondering van de bepalingen waarvoor dit ontwerp of een wetsbepaling in afwijkingen voorzien. Hij verwijst dan ook naar de bijgevoegde lijst waarin de afwijkingen op de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen zijn opgenomen.

De Minister van Posterijen, Telegrafie en Telefonie vestigt de aandacht op het feit dat een groot aantal bepalingen van de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen in feite ook van toepassing kunnen zijn op de autonome overheidsbedrijven die niet in een naamloze vennootschap worden omgezet. In dit geval worden ze uitdrukkelijk in het wetsontwerp vermeld.

Het lid vraagt of de bepalingen betreffende de vennootschapsbelasting ook gelden voor de autonome overheidsbedrijven.

De Ministers wijzen erop dat de toekomstige autonome overheidsbedrijven al aan de vennootschapsbelasting zijn onderworpen.

## 2. Stemmingen

Amendement n° 88 van de heren De Croo en Draps wordt verworpen met 15 tegen 3 stemmen.

Het artikel wordt aangenomen met 15 tegen 3 stemmen.

## Art. 39

### 1. Besprekking

De Regering stelt voor § 5 van de oorspronkelijk ingediende tekst te amenderen (amendement n° 78) ten einde in overeenstemming te blijven met de in artikel 13, § 3, eerste lid, gebruikte terminologie.

De heren De Croo en Draps dienen een amendement n° 89 in dat ertoe strekt de §§ 3, 4 en 5 weg te laten. De auteurs verwerpen de filosofie van het ontwerp, die de overheidsbedrijven een aantal beperkingen wil opleggen inzake de verhandeling van aandelen of de uitgifte van nieuwe aandelen. Zij wensen dat ter zake de voor de naamloze vennootschappen geldende algemene regels worden toegepast.

## 2. Stemmingen

Amendement n° 89 van de heren De Croo en Draps wordt verworpen met 15 tegen 3 stemmen.

Amendement n° 78 van de Regering wordt aangenomen met 15 stemmen en 3 onthoudingen.

Het aldus gewijzigde artikel wordt aangenomen met 15 tegen 3 stemmen.

## Art. 40

## 1. Discussion

L'amendement n° 90 de MM. De Croo et Draps, qui tend à supprimer l'article, se justifie par les mêmes considérations que l'amendement n° 89 proposé par les mêmes auteurs à l'article précédent.

Par ailleurs, le Ministre des Postes, Télégraphes et Téléphones attire l'attention sur la correction qu'il convient d'apporter au texte néerlandais du § 3, deuxième alinéa : « De personeelsleden oefenen hun voorkeurrecht tot inschrijving uit voor de *andere* aandeelhouders ... »

Un orateur s'interroge sur la constitutionnalité de la disposition qui accorde aux membres du personnel de l'entreprise un droit préférentiel de souscription avant les autres actionnaires : la priorité ainsi accordée ne s'oppose-t-elle pas au principe de l'égalité des Belges devant la loi ?

Le Vice-Premier Ministre et Ministre des Communications fait remarquer qu'il s'agit d'une disposition classique et que le projet de loi contient les précautions requises pour garantir les droits des autres actionnaires.

Le même intervenant demande quelles sont les dispositions prévues en matière de revente opérée par des membres du personnel.

Le Vice-Premier Ministre et Ministre des Communications répond que le régime de cessibilité limitée instauré par l'article 39 ne vise que les autorités publiques. Aucune limitation à la cession n'est donc imposée aux membres du personnel.

Enfin, la Commission s'interroge sur la manière dont il convient de traduire le terme néerlandais « verhandelbaar », rendu dans le texte français par « négociable » (§ 3, deuxième alinéa).

Consulté, le service de traduction de la Chambre confirme le bien-fondé de la traduction proposée par les auteurs du projet.

## 2. Votes

L'article, tel que corrigé dans sa version néerlandaise, est adopté par 15 voix contre 3.

L'amendement n° 90 de MM. De Croo et Draps, qui tend à supprimer l'article, devient dès lors sans objet.

## Art. 41

## 1. Discussion

MM. De Croo et Draps introduisent un amendement (n° 91) qui remodelle les dispositions de l'article, de manière à donner entièrement le pouvoir de décision à l'assemblée générale.

L'un des auteurs dénonce l'interventionnisme rampant de l'Etat, qui a poussé les auteurs du projet

## Art. 40

## 1. Bespreking

De verantwoording van amendement n° 90 van de heren De Croo en Draps tot weglatting van het artikel berust op dezelfde overwegingen als amendement n° 89 dat dezelfde auteurs bij het voorgaande artikel hebben ingediend.

De Minister van Posterijen, Telegrafie en Telefonie wijst ook nog op een verbetering die in § 3, tweede lid, van de Nederlandse tekst zou moeten worden aangebracht : « De personeelsleden oefenen hun voorkeurrecht tot inschrijving uit voor de *andere* aandeelhouders ... »

Een spreker vraagt zich af of de bepaling krachtens welke de personeelsleden van het bedrijf ten opzichte van de andere aandeelhouders over een voorkeurrecht tot inschrijving beschikken, wel grondwettelijk is. Druist dit voorkeurrecht niet in tegen het beginsel dat alle Belgen gelijk zijn voor de wet ?

De Vice-Eerste Minister en Minister van Verkeerswezen merkt op dat dat een gebruikelijke bepaling is en dat het wetsontwerp de nodige voorzorgen bevat om de rechten van de andere aandeelhouders te beschermen.

Hetzelfde lid vraagt in welke maatregelen is voorzien ingeval personeelsleden hun aandelen doorverkopen.

De Vice-Eerste Minister en Minister van Verkeerswezen antwoordt dat de in artikel 39 ingevoerde regeling van een beperkte overdraagbaarheid alleen op de overheid betrekking heeft. Aan het personeel wordt ter zake geen enkele beperking opgelegd.

Tot slot vraagt de Commissie zich ook af hoe de Nederlandse term « verhandelbaar » — in de Franse tekst nu « négociable » (§ 3, tweede lid) — eigenlijk moet worden vertaald.

Na raadpleging van de vertaaldienst van de Kamer blijkt dat de door de indieners van het ontwerp voorgestelde vertaling correct is.

## 2. Stemmingen

Het aldus in de Nederlandse redactie verbeterde artikel wordt aangenomen met 15 tegen 3 stemmen.

Amendement n° 90 van de heren De Croo en Draps tot weglatting van het artikel vervalt dientengevolge.

## Art. 41

## 1. Bespreking

De heren De Croo en Draps dienen een amendement n° 91 in dat de bepalingen van het artikel zo formuleert dat de beslissingsbevoegdheid volledig bij de algemene vergadering ligt.

Een van de indieners klaagt het ongemerkt voortschrijdende interventionisme van de Staat aan, dat de

à prévoir une approbation par arrêté royal délibéré en Conseil des Ministres pour toute modification aux statuts et l'intervention du législateur pour la dissolution de l'entreprise. Il juge que pareilles dispositions traduisent un manque de confiance envers l'assemblée générale, laquelle devrait pourtant — comme c'est le cas dans toutes les sociétés anonymes — pouvoir décider en toute autonomie.

Enfin, dans le même souci de voir s'appliquer aux entreprises publiques autonomes les règles générales applicables aux sociétés anonymes, l'auteur s'insurge contre l'introduction du concept de société anonyme de droit public. Il fait observer que cette distinction n'est pas nécessaire, comme le montre l'exemple des chemins de fer néerlandais, constitués en société anonyme.

L'amendement n° 123 de M. Daems se justifie également par la critique du manque de réelle autonomie accordée aux entreprises publiques autonomes. L'auteur propose dès lors de supprimer le mot « autonome ».

Le Vice-Premier Ministre et Ministre des Communications souligne que la philosophie des auteurs du projet est différente : les missions de service public données aux EPA par la loi justifient certaines obligations de contrôle des pouvoirs publics sur ces entreprises. D'autre part, même en cas de transformation en société anonyme, la participation directe des autorités publiques dans le capital doit en tout temps excéder 50 % (article 39).

## 2. Votes

Les amendements n°s 91 (MM. De Croo et Draps) et 123 (M. Daems) sont successivement rejetés par 15 voix contre 3.

L'article est adopté par 15 voix contre 3.

## Art. 42

### 1. Discussion

MM. De Croo et Draps déposent un amendement (n° 92) tendant à supprimer l'article. Cette proposition est le prolongement des amendements introduits par les mêmes auteurs lors de la discussion des articles précédents. Il est renvoyé, entre autres, à la critique à l'encontre de l'introduction du concept de société anonyme de droit public formulée par l'un des auteurs lors de l'examen de l'article 41, ainsi qu'aux questions sur d'éventuels précédents posées dans la discussion de l'article 1<sup>er</sup>.

Le Vice-Premier Ministre et Ministre des Communications fait observer que la portée de l'article 42 se limite à définir ce qu'il y a lieu d'entendre par « au-

ndieners van het ontwerp ertoe heeft aangezet elke statutenwijziging bij een in Ministerraad overlegd koninklijk besluit te laten goedkeuren en ook voor de ontbinding van het bedrijf de wetgever te laten ingrijpen. Dergelijke bepalingen wijzen volgens hem op een gebrek aan vertrouwen in de algemene vergadering, die nochtans net als in alle naamloze vennootschappen volledig autonoom zou moeten kunnen beslissen.

Nog steeds met het oog op de toepassing op de autonome overheidsbedrijven van de voor de naamloze vennootschappen geldende algemene regels, protesteert de indiener tegen de invoering van een « naamloze vennootschap van publiek recht ». Hij wijst erop dat een dergelijk onderscheid overbodig is, zoals blijkt uit het voorbeeld van de Nederlandse spoorwegen, die ook een naamloze vennootschap vormen.

Amendement n° 123 van de heer Daems vindt eveneens rechtvaardiging in het gebrek aan werkelijke autonomie voor de autonome overheidsbedrijven. De auteur stelt dan ook voor het woord « autonome » weg te laten.

De Vice-Eerste Minister en Minister van Verkeerswezen onderstreept dat de filosofie van de indiener van het ontwerp anders luidt : het feit dat de autonome overheidsbedrijven bij de wet een aantal taken van openbare dienst moeten vervullen, rechtvaardigt de verplichting van de overheid om die ondernemingen in bepaalde opzichten te controleren. Zelfs in geval van omzetting in een naamloze vennootschap moet het rechtstreekse belang van de overheid in het kapitaal op elk ogenblik meer dan 50 % bedragen (artikel 39).

### 2. Stemmingen

De amendementen n°s 91 (de heren De Croo en Draps) en 123 (de heer Daems) worden achterenvolgens verworpen met 15 tegen 3 stemmen.

Het artikel wordt aangenomen met 15 tegen 3 stemmen.

## Art. 42

### 1. Bespreking

De heren De Croo en Draps dienen een amendement (n° 92) tot weglating van dit artikel in. Hun voorstel ligt in het verlengde van de amendementen die zij bij de besprekking van de vorige artikelen hebben ingediend. Er wordt ondermeer verwezen naar de kritiek die een van hen bij de behandeling van artikel 4 had op de invoering van het concept naamloze vennootschap van publiek recht, alsmede naar de bij de besprekking van artikel 1 gestelde vragen over mogelijke precedenten.

De Vice-Eerste Minister en Minister van Verkeerswezen merkt op dat artikel 42 er zich alleen toe beperkt te bepalen wat, voor de toepassing van artikel

torité publique » pour l'application de l'article 13 et du chapitre IX du Titre I<sup>er</sup> du présent projet.

Quant à l'absence de précédents, elle est inévitable, étant donné que les entreprises publiques autonomes constitueront une catégorie nouvelle.

Un membre attire l'attention sur le fait que, dans le passé, les sociétés mixtes se sont parfois avérées difficiles à classer. Il cite l'exemple de la BATC (Brussels Airport Terminal Company), où la Régie des Voies aériennes ne détient qu'un quart des actions, bien qu'elle dispose d'une possibilité de blocage. Or, malgré le fait que la BATC devrait apparemment relever du droit privé, des plaignants ont pu s'adresser au Conseil d'Etat.

Le Vice-Premier Ministre et Ministre des Communications fait observer que la position de la RVA dans la BATC découle des accords signés lors de la constitution de cette dernière, et non de dispositions légales.

Les dispositions du présent projet de loi ne rendront pas plus confus mais au contraire plus clair le caractère privé de la BATC. Ayant parmi ses actionnaires la RVA, cette société deviendra en effet une filiale d'une entreprise publique autonome, la Société nationale des Voies aériennes. Or, en ce qui concerne la constitution de filiales d'EPA, l'article 13 du projet distingue deux régimes différents, selon que la filiale est impliquée ou non dans l'exécution des tâches de service public. C'est cette association à la mission de service public d'une entreprise publique et non la hauteur de la participation financière des autorités publiques qui détermine le caractère public d'une filiale. En l'occurrence, la BATC n'étant pas impliquée dans l'accomplissement des missions de service public de la future SNVA, il n'y a aucune raison de classer cette filiale parmi les entreprises publiques autonomes.

En ce qui concerne le 3<sup>e</sup> de l'article, un membre demande ce qui est visé par « sociétés, institutions ou associations du droit public qui relèvent exclusivement du Gouvernement national ».

Le Vice-Premier Ministre et Ministre des Communications déclare que sont visés au 2<sup>e</sup> et au 3<sup>e</sup>, tous les organismes dans lesquels l'Etat peut faire valoir une influence décisive, tant ceux qui relèvent de la loi du 16 mars 1954 que ceux qui ne sont pas soumis à cette loi et ce, indépendamment de la forme juridique qu'ils ont adoptée.

A la suite de cette précision, le Gouvernement dépose un amendement (n° 210), qui remplace en les reformulant les 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> anciens en un seul 2<sup>e</sup> : « 2<sup>e</sup> les organismes d'intérêt public, sociétés, institutions ou associations de droit public qui relèvent de l'Etat, en ce compris les entreprises publiques autonomes ».

13 en van Hoofdstuk IX van Titel I van het ontwerp, dient te worden verstaan onder het begrip « overheid ».

Overigens is het ontbreken van precedenter onvermijdelijk aangezien de autonome overheidsbedrijven een nieuwigheid vormen.

Een lid vestigt er de aandacht op dat gemengde vennootschappen in het verleden soms moeilijk in te delen waren. Hij haalt het voorbeeld aan van BATC (Brussels Airport Terminal Company) waarin de Regie der Luchtwegen slechts een vierde van de aandelen bezit alhoewel zij over een blokkeringsmogelijkheid beschikt. Welnu, niettegenstaande het feit dat BATC naar alle schijn onder het privaat recht zou moeten ressorteren, is het al gebeurd dat bepaalde klagers naar de Raad van State konden stappen.

De Vice-Eerste Minister en Minister van Verkeerswezen wijst erop dat de positie van de RLW in BATC niet voortvloeit uit wetsbepalingen, doch wel uit overeenkomsten die bij de oprichting van die maatschappij gesloten werden.

De bepalingen van dit wetsontwerp zullen het privé-karakter van BATC niet verwijder maar integendeel duidelijker maken. Die maatschappij, waarvan onder meer de Regie der Luchtwegen aandeelhouder is, wordt immers een dochter van een autonoom overheidsbedrijf, de Nationale Maatschappij der Luchtwegen. Nu is het zo dat artikel 13 van het ontwerp voor de oprichting van dochterondernemingen van AOB's in twee verschillende regelingen voorziet naargelang de dochteronderneming al of niet bij de uitvoering van taken van openbare dienst betrokken is. Het openbaar karakter van een dochtermaatschappij wordt immers bepaald door de betrokkenheid bij een opdracht van openbare dienst van een overheidsbedrijf en niet door de omvang van het financiële belang dat de overheid in dat bedrijf houdt. Aangezien BATC in dit geval niet betrokken is bij de uitvoering van de taken van openbare dienst van de toekomstige NMLW, is er geen enkele reden om die dochter bij de autonome overheidsbedrijven onder te brengen.

In verband met het 3<sup>e</sup> vraagt een lid wat er bedoeld wordt met « vennootschappen, instellingen of verenigingen van publiek recht die ressorteren onder de exclusieve bevoegdheid van de nationale Regering ».

De Vice-Eerste Minister en Minister van Verkeerswezen verklaart dat in het 2<sup>e</sup> en het 3<sup>e</sup> alle instellingen bedoeld worden waarin de Staat een doorslaggevende invloed kan doen gelden. Dat geldt zowel de instellingen die vallen onder dewet van 16 maart 1954 als die welke er niet onder vallen, ongeacht de rechtsform die ze hebben aangenomen.

Na die toelichting dient de Regering een amendement (n° 210) in dat de vroegere 2<sup>e</sup> en 3<sup>e</sup> vervangt en herschrijft tot een enkel 2<sup>e</sup> : « 2<sup>e</sup> de organismen van openbaar nut, vennootschappen, instellingen of verenigingen van publiek recht die ressorteren onder de Staat, daaronder begrepen de autonome overheidsbedrijven ».

Un membre déclare que le fait que les EPA soient explicitement incluses dans cette liste d'organismes relevant de l'Etat est révélateur du rôle que les auteurs du projet veulent continuer à faire jouer à l'Etat au sein de ces entreprises.

Un membre demande si la limite minimale de 51 % imposée à la participation financière des autorités publiques conformément à l'article 39 peut être atteinte par l'addition des participations prises par les différents types d'autorités publiques énumérés à l'article 42 (1<sup>o</sup>, 2<sup>o</sup> et 3<sup>o</sup>).

Le Ministre des Postes, Télégraphes et Téléphones répond par l'affirmative.

Un membre fait observer que, en fonction de cette définition, une entreprise pourrait rester entreprise publique autonome, sans que l'Etat ne détienne plus du tout de son capital.

Le Ministre des Postes, Télégraphes et Téléphones confirme cette interprétation.

Le Vice-Premier Ministre et Ministre des Communications explique la philosophie des différentes dispositions du chapitre IX. D'une manière générale, il apparaît aux auteurs du projet qu'au sein des entreprises auxquelles sont confiées des missions de service public, les autorités publiques doivent bénéficier d'une représentation suffisante (cf. les dispositions des articles 39, 40 et 41). Etant donné qu'il ne s'indique pas que les difficultés financières de l'Etat puissent handicaper le fonctionnement et le développement des entreprises publiques autonomes, il apparaît préférable de ne pas limiter la notion d'autorité publique à l'Etat; la définition reprise à l'article 42 donne donc de ce concept une définition plus large, via les 2<sup>o</sup> et 3<sup>o</sup> (anciens).

En réponse à la question d'un autre intervenant, les Ministres précisent que l'ordre adopté dans l'énumération figurant à l'article 42 n'a aucune implication en termes de priorité (à la différence de ce qui est prévu à l'article 40).

L'orateur demande si des participations croisées sont possibles.

Les Ministres répondent par l'affirmative.

L'intervenant attire l'attention sur les dangers qui pourraient résulter de montages financiers tels que pratiqués par certains flibustiers de la finance.

Le Vice-Premier Ministre et Ministre des Communications répond que les règles qui, dans le secteur privé, délimitent ce qui est licite et ce qui est illicite, seront également d'application ici.

Un membre met en doute l'attraction réelle que peut avoir une EPA pour des capitaux extérieurs.

Les Ministres rappellent que, conformément à l'article 13, certains services peuvent être isolés en étant confiés à des filiales.

A propos du dernier alinéa du présent article, le même membre estime que l'habilitation donnée au Roi est trop large : en étant autorisé à limiter la notion d'autorité publique à une ou plusieurs des autorités

Een lid verklaart dat het feit dat de AOB's niet explicet in die lijst van onder de Staat ressorterende bedrijven zijn opgenomen, duidelijk aantoont welke rol de indieners van het ontwerp in die bedrijven in de Staat willen blijven spelen.

Een lid vraagt of de deelneming van 51 % die de overheid overeenkomstig artikel 39 minimaal in een AOB dient te houden, kan worden bereikt door de deelnemingen van de in artikel 42 (1<sup>o</sup>, 2<sup>o</sup> en 3<sup>o</sup>) opgesomde diverse soorten overheidsorganen samen te tellen.

De Minister van Posterijen, Telegrafie en Telefonie antwoordt bevestigend.

Een lid merkt op dat, gelet op die definitie, een bedrijf een autonoom overheidsbedrijf zou kunnen blijven zonder dat de Staat er nog enig belang in houdt.

De Minister van Posterijen, Telegrafie en Telefonie bevestigt die interpretatie.

De Vice-Eerste Minister en Minister van Verkeerswezen licht de strekking van de diverse bepalingen van Hoofdstuk IX toe. Algemeen beschouwd zijn de indieners van het ontwerp de mening toegedaan dat de overheid voldoende vertegenwoordigd moet zijn in de bedrijven waaraan taken van openbare dienst opgedragen worden (cf. de bepalingen van artikelen 39, 40 en 41). Aangezien het niet aangewezen is dat de financiële moeilijkheden van de Staat de werking en de ontplooiing van de autonome overheidsbedrijven hinderen, lijkt het beter het begrip « overheid » niet tot de Staat te beperken; de in artikel 42 gegeven definitie geeft dus, via de (gewezen) punten 2<sup>o</sup> en 3<sup>o</sup>, een ruimere definitie van dat begrip.

In antwoord op de vraag van een ander lid preciseren de Ministers dat de rangorde in de opsomming van artikel 42 (in tegenstelling met wat in artikel 40 bepaald wordt), geen consequenties heeft wat de voorrang betreft.

Dezelfde spreker vraagt of kruiselingse deelnemingen mogelijk zijn.

De Ministers antwoorden bevestigend.

Hetzelfde lid waarschuwt nog voor het gevaar van financiële constructies in de aard van die welke door sommige financiële vrijbueters opgezet worden.

De Vice-Eerste Minister en Minister van Verkeerswezen antwoordt dat de regels die in de privé-sector gelden voor wat mag en niet mag, ook in dit geval van toepassing zullen zijn.

Een lid betwijfelt of een AOB werkelijk kapitaal van buitenaf kan aantrekken.

De Ministers herinneren eraan dat, conform artikel 13, bepaalde diensten kunnen worden afgezonderd doordat ze aan dochtermaatschappijen worden toevertrouwd.

Hetzelfde lid meent dat de in het laatste lid van dit artikel aan de Koning verleende bevoegdheid veel te ruim opgevat is : aangezien de Uitvoerende Macht het begrip overheid kan beperken tot een of meer van de

visées au premier alinéa de l'article 42, le Pouvoir exécutif peut donc changer la loi.

Le Vice-Premier Ministre et Ministre des Communications déclare qu'il ne s'agit que d'une classique compétence d'exécution. Ce qui est en cause, c'est la possibilité pour le Gouvernement d'indiquer, dans un cas concret, qu'il ne juge pas opportun qu'un organisme d'intérêt public, une société, une institution ou une association relevant de l'Etat participe au financement d'une entreprise publique autonome à titre d'autorité publique. Il ne peut toutefois être question d'interdire cette participation, dans la mesure où l'organisme, la société, l'institution ou l'association en cause la réalise en tant qu'actionnaire autre qu'une autorité publique.

## 2. Votes

L'amendement n° 210 du Gouvernement est adopté par 15 voix et 3 abstentions.

L'article tel qu'amendé est adopté par 15 voix contre 3.

L'amendement n° 92 de MM. De Croo et Draps, qui vise à supprimer l'article, devient dès lors sans objet.

## Art. 43

### 1. Discussion

MM. De Croo et Knoops déposent un amendement (n° 60) en ordre principal, qui vise à supprimer cet article.

Les auteurs expriment une opposition totale à la création d'une service « ombudsman ». Ils estiment cette création démagogique. Ce service ne sera guère qu'unurre, qui s'avérera totalement inefficace.

L'un des auteurs déclare que l'obligation faite à l'entreprise de se conformer au cahier des charges, pour autant qu'y soit associée la volonté des autorités publiques de faire respecter celui-ci, constitue une meilleure façon de protéger les usagers.

Le Ministre des Postes, Télégraphes et Téléphones répond que l'utilité d'un service « ombudsman » a été largement démontrée en Suède, ou dans les villes et communes néerlandaises. Il y a d'ailleurs une demande de la part des consommateurs pour un service de médiation qui se différencie des actuels services de réclamation, perçus comme à la fois juges et parties.

Le Vice-Premier Ministre et Ministre des Communications ajoute que l'une des missions du service « ombudsman » sera de s'entremettre pour faciliter un compromis à l'amiable des différends entre les parties, c'est-à-dire entre l'entreprise publique et les usagers. Il s'agit là d'une formule qui a déjà été utilisée avec succès en Belgique même, dans le domaine des rapports sociaux.

L'un des auteurs fait observer que, si cette formule a pu s'avérer utile en ce qui concerne les rapports

bij het eerste lid van artikel 42 bedoelde instanties, kan zij dus de wet veranderen.

De Vice-Eerste Minister en Minister van Verkeerswezen verklaart dat het hier een louter klassieke uitvoeringsbevoegdheid betreft. Van belang hier is de mogelijkheid dat de Regering in een concreet geval kan zeggen dat zij het niet opportun acht dat een instelling van openbaar nut, een vennootschap, een instelling of een vereniging die ressorteert onder de Staat, zoals die in artikel 42, 2<sup>e</sup> en 3<sup>e</sup> omschreven worden, als « overheid » belangen neemt in de financiering van een autonoom overheidsbedrijf. Die belangeneming mag evenwel niet worden verboden mits die instelling van openbaar nut, vennootschap, instelling of vereniging in staat is ze te nemen als aandeelhouder die geen overheidsinstantie is.

### 2. Stemmingen

Amendement n° 210 van de Regering wordt aangenomen met 15 stemmen en 3 onthoudingen.

Het aldus gemaendeerde artikel wordt aangenomen met 15 tegen 3 stemmen.

Amendment n° 92 van de heren De Croo en Draps tot weglatting van het artikel vervalt dientengevolge.

## Art. 43

### 1. Bespreking

De heren De Croo en Knoops dienen een amendement (n° 60) in hoofdorde in ten einde dit artikel weg te laten.

De auteurs zijn volstrekt tegen de oprichting van een ombudsdienst gekant. Ze vinden die oprichting een staaltje van demagogie en volkomen ondoeltreffend boerenbedrog.

Een van de auteurs vindt dat de gebruikers beter beschermd zullen zijn als het bedrijf verplicht wordt zich aan de algemene voorwaarden te houden, voor zover bij de overheid de wil aanwezig is om die in acht te nemen.

De Minister van Posterijen, Telegrafie en Telefonie antwoordt daarop dat het nut van een ombudsdienst duidelijk is gebleken in Zweden en in de Nederlandse steden en gemeenten. De verbruikers vragen trouwens naar een dienst voor bemiddeling die iets anders moet zijn dan de huidige klachtendiensten, want die worden gezien als partij en rechter tegelijk.

De Vice-Eerste Minister en Minister van Verkeerswezen voegt daaraan toe dat een van de opdrachten van de ombudsman erin zal bestaan bij geschillen tussen overheidsbedrijf en verbruikers te bemiddelen om een minnelijke schikking te bereiken. Die formule is in België al met succes toegepast op het stuk van de sociale betrekkingen.

Een van de auteurs wijst erop dat die formule inzake sociale betrekkingen haar nut heeft bewezen,

sociaux, c'est parce que les salariés se sont constitués en associations organisées. Il n'en va pas de même pour les usagers. La constitution d'un service « ombudsman » ne vise d'ailleurs que les entreprises publiques autonomes dont les usagers sont principalement des personnes physiques (§ 1<sup>er</sup>, deuxième alinéa).

En réponse aux questions que suscite cette limitation, le Ministre des Postes, Télégraphes et Téléphones apporte les précisions suivantes :

— La limitation de l'instauration d'un service « ombudsman » aux EPA dont les usagers sont principalement des personnes physiques se justifie par la constatation que ce sont précisément ces usagers qui ont le plus besoin de protection.

— En pratique, parmi les quatre entreprises publiques visées par le projet, cette limitation ne concerne que la future Société nationale des Voies aériennes.

— Dans les EPA où est créé un service « ombudsman », celui-ci est compétent pour les matières relevant des usagers. Par « usagers », il faut entendre non seulement l'usager individuel, mais également la personne juridique, industrielle ou commerciale faisant usage des services de l'entreprise publique autonome.

— Les usagers des entreprises publiques autonomes dont les utilisateurs ne sont pas principalement des personnes physiques pourront, comme l'ensemble des usagers, s'adresser au Conseil de la Concurrence, qui sera créé par ailleurs (voir les précisions apportées dans le cadre de la discussion de l'article 64).

Un membre s'étonne que, dans la dernière catégorie d'EPA citée, ceux des usagers qui sont des personnes physiques — et donc, par définition, minoritaires — ne puissent s'adresser à un service « ombudsman » : ne courrent-ils pas davantage de risques de constituer, pour l'entreprise publique, une clientèle négligée et n'est-ce donc pas dans leur cas que la constitution d'un service « ombudsman » se justifierait le plus ?

Le Ministre des Postes, Télégraphes et Téléphones répond que les auteurs du projet ont considéré la probabilité du nombre de personnes susceptibles de faire appel à ce service.

M. Simons dépose un amendement (n° 234), qui vise à placer le service de médiation sous la tutelle du Ministre des Affaires économiques, ce dernier ayant dans ses attributions la protection des consommateurs.

Deux amendements à l'objet quasi identique sont introduits (amendement n° 28 de MM. Knoops et De Croo, proposé en ordre subsidiaire à l'amendement n° 60 et à l'amendement n° 120 de M. Simons). Dans le texte français, les auteurs proposent de remplacer chaque fois le mot « Ombudsman » par « Médiation » ou « Médiateur ». Ils se réfèrent à la législation française et à la charte de la langue française, adoptée

maar dan in de eerste plaats doordat de werknemers in een goed georganiseerd verband zijn opgetreden. Dat kan echter niet van de gebruikers worden gezegd. Een ombudsdiest komt er trouwens slechts voor de autonome overheidsbedrijven waarvan de gebruikers hoofdzakelijk natuurlijke personen zijn (zie § 1, tweede lid).

Op de vragen die deze beperking doet rijzen antwoordt de Minister van Posterijen, Telegrafie en Telefonie met de volgende verduidelijkingen :

— Dat de invoering van de ombudsdiest blijft beperkt tot de AOB's waarvan de gebruikers hoofdzakelijk natuurlijke personen zijn, steunt op de vaststelling dat juist die gebruikers het meest bescherming nodig hebben.

— Onder de vier overheidsbedrijven waarop het ontwerp slaat, zal die beperking in feite alleen voor de toekomstige Nationale Maatschappij der Luchtwegen gelden.

— Bij de AOB's waar een ombudsdiest komt, is deze bevoegd voor gebruikersaangelegenheden. Onder « gebruiker » moet niet alleen de afzonderlijke gebruiker worden verstaan, maar ook de rechts-, rijverheids- of handelspersoon die van de diensten van het autonome overheidsbedrijf gebruik maakt.

— Gebruikers van de diensten van autonome overheidsbedrijven waarvan de gebruikers niet hoofdzakelijk natuurlijke personen zijn, kunnen zich, zoals alle andere gebruikers, tot de op te richten Raad voor de Concurrentie wenden.

Een lid vindt het vreemd dat bij de laatstgenoemde categorie AOB's de gebruikers die natuurlijke personen zijn — en die dus uiteraard in een minderheidspositie verkeren — (zie de toelichting bij de besprekking van artikel 64) zich niet tot een ombudsdiest kunnen wenden : lopen zij dan geen nog groter risico om voor het overheidsbedrijf een veronachtzaamde cliëntel te worden, en zou niet juist voor hen de oprichting van een ombudsdiest het meest verantwoord zijn ?

De Minister van Posterijen, Telegrafie en Telefonie antwoordt dat de opstellers van het ontwerp uitgegaan zijn van het potentiële aantal personen dat op die dienst een beroep zou kunnen doen.

De heer Simons dient een amendement (n° 234) in ten einde de ombudsdiest te plaatsen onder het toezicht van de Minister van Economische Zaken, aangezien die bevoegd is inzake de bescherming van de gebruiker.

Er worden twee amendementen met nagenoeg dezelfde strekking ingediend (amendementen n°s 28 van de heren Knoops en De Croo in bijkomende orde op amendementen n°s 60 en 120 van de heer Simons). De auteurs stellen voor om in de Franse tekst « ombudsman » telkens te vervangen door « médiation » of « médiateur ». Zij verwijzen hierbij naar de Franse wetgeving en naar het door de Franse Gemeenschaps-

par le Conseil de la Communauté française, qui demandent l'emploi du mot français.

Un membre attire en outre l'attention sur le fait que le Conseil de Bruxelles-Capitale a déjà été amené à examiner cette alternative et qu'il a tranché en faveur de l'expression « service de médiation » (article 19 du projet d'ordonnance relatif à l'organisation des transports en commun dans la Région de Bruxelles-Capitale).

A la suggestion du Vice-Premier Ministre et Ministre des Communications, la Commission décide de solliciter l'avis des services de traduction de la Chambre.

La réponse fournie est la suivante : « La législation française a adopté le terme « médiateur » (loi du 3 janvier 1973). *Le Petit Robert* comporte une rubrique « ombudsman » précisant « En France = médiateur ». *Le Trésor de la Langue française* ne comporte pas de rubrique « ombudsman », mais uniquement une rubrique « médiateur », avec définition adéquate, où « ombudsman » figure seulement à titre de synonyme. Il paraît donc préférable d'adopter la terminologie officielle française et de parler de service de médiation. »

## 2. Votes

Les amendements n°s 211 du Gouvernement et 28 de MM. Knoops et De Croo sont successivement adoptés à l'unanimité.

A la suite de l'adoption de l'amendement n° 28, l'amendement n° 20 du M. Simons devient sans objet.

L'amendement n° 234 de M. Simons est rejeté par 15 voix contre 3.

L'article tel qu'amendé est adopté par 15 voix contre 3.

L'amendement n° 60 de MM. De Croo et Knoops, qui vise à supprimer l'article, devient dès lors sans objet.

## Art. 44

### 1. Discussion

Les amendements n°s 28, 60, 120 et 211, présentés à l'article 43, portent également sur l'article 44 (voir ci-avant).

Des membres, qui ont exprimé dans la discussion de l'article précédent leur opposition à la création d'un service « ombudsman », font observer que le médiateur sera désigné pour une entreprise particulière — ce qui constitue une situation très différente du modèle suédois cité par le Ministre — et qu'il sera nommé et révoqué par le Roi — ce qui en fait presque un deuxième commissaire du Gouvernement — : dans ces conditions, il sera inévitablement perçu très différemment

raad goedgekeurde « Chartre de la langue française » waarin nadrukkelijk wordt gevraagd Franse woorden te gebruiken.

Een lid vestigt er bovendien de aandacht op dat ook de Brusselse Hoofdstedelijke Raad al voor die woordkeuze is geplaatst en de voorkeur gegeven heeft aan de uitdrukking « service de médiation » (artikel 19 van het ontwerp van ordannantie betreffende de organisaties van het openbaar vervoer in het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest).

Op voorstel van de Vice-Eerste Minister en Minister van Verkeerswezen besluit de Commissie het advies van de vertaaldiensten van de Kamer in te winnen.

Dat advies luidt als volgt (in vertaling) : « De Franse wetgeving hanteert de uitdrukking « médiateur » (wet van 3 januari 1973). *Le Petit Robert* bevat een lemma « ombudsman » waarin het volgende vermeld wordt : « En France : « médiateur ». *Le Trésor de la langue française* bevat geen lemma « ombudsman », maar uitsluitend een trefwoord « médiateur » met een adequate definitie waarin het woord « ombudsman » alleen als synoniem voorkomt. Het lijkt dus aangewezen de officiële Franse terminologie over te nemen en de uitdrukking « service de médiation » te gebruiken. »

## 2. Stemmingen

De amendementen n°s 211 van de Regering en 28 van de heren Knoops en De Croo worden achtereenvolgens eenparig aangenomen.

Ingevolge de aanname van amendement n° 28 vervalt amendement n° 120 van de heer Simons.

Amendement n° 234 van de heer Simons wordt verworpen met 15 tegen 3 stemmen.

Het aldus geamendeerde artikel wordt aangeomen met 15 tegen 3 stemmen.

Amendement n° 60 van de heren De Croo en Knoops, tot weglating van het artikel vervalt dientengevolge.

## Art. 44

### 1. Besprekking

De op artikel 43 ingediende amendementen n°s 28, 60 en 120 hebben ook betrekking op artikel 44 (cf. supra).

Leden die bij de besprekking van het vorige artikel tegen de oprichting van een ombudsdiest gekant waren, wijzen erop dat de ombudsman enerzijds zal worden aangewezen voor een bepaald bedrijf — en die opvatting wijkt dus in zeer ruime mate af van het door de Minister geciteerde Zweedse model — en anderzijds door de Koning benoemd en afgezet zal worden, wat die persoon in feite bijna een tot tweede Regeringscommissaris maakt : derhalve zal tegen die functie hele-

de l'ombudsman suédois et il ne jouira pas du prestige moral de ce dernier.

De plus, à la différence des magistrats, les membres du service « ombudsman » ne se voient pas garantir l'inamovibilité et la fixation du traitement par la loi (cf. les §§ 1<sup>er</sup>, 4 et 5). Aucune garantie n'est donc apportée à l'indépendance du service « ombudsman ».

En ce qui concerne le § 3, un membre demande si l'incompatibilité avec la profession d'avocat (3<sup>o</sup>) implique que le membre du service « ombudsman » ne peut pas non plus être un ancien avocat.

Le Ministre des Postes, Télégraphes et Téléphones déclare que seul le cumul de la profession d'avocat et de l'exercice de la fonction de médiateur est considéré comme incompatible.

Au § 5, le même membre demande ce qu'il faut entendre par « juste motif ».

Le Ministre répond que cette disposition exclut toute révocation pour raison d'opportunité.

## 2. Votes

L'article tel qu'amendé par l'adoption des amendements n°s 28 et 211 (voir art. 43) est adopté par 15 voix contre 3.

L'amendement n° 60 de MM. De Croo et Knoops, qui vise à supprimer l'article, devient dès lors sans objet.

## Art. 45

### 1. Discussion

Les amendements n°s 28, 60, 120 et 211, présentés à l'article 43, portent également sur l'article 45 (voir ci-avant).

Des membres, qui ont exprimé dans la discussion de l'article 43 leur opposition à la création d'un service « ombudsman », craignent que les ressources humaines et matérielles que, conformément à l'article 45, l'entreprise publique autonome doit affecter à son service « ombudsman », ne soient appelées à gonfler démesurément.

Tous les voyageurs ferroviaires pénalisés pour avoir voyage sans billet conforme ne risquent-ils pas, dorénavant, de s'adresser au service de médiation de la SNCB ?

Le Ministre des Postes, Télégraphes et Téléphones cite la disposition qui figure *in fine* de l'article 45 : « Toutefois, le Roi peut soumettre l'appel au service au paiement d'une contribution aux frais ».

Le membre craint qu'il ne s'instaure dès lors une forme de justice sociale.

maal anders worden aangekeken dan tegen die van de Zweedse ombudsman wiens moreel prestige hij niet kan evenaren.

Voorts is voor de leden van de ombudsdiest, in tegenstelling met magistraten, niet gegarandeerd dat zij niet kunnen worden afgezet en evenmin dat hun wedde bij wet wordt vastgesteld (zie §§ 1, 4 en 5). Er is dus geen enkele waarborg voor de onafhankelijkheid van de ombudsdiest.

Wat § 3 betreft, vraagt een lid of de onverenigbaarheid met het beroep van advocaat betekent dat ook een gewezen advocaat geen lid van de ombudsdiest kan worden.

De Minister van Posterijen, Telegrafie en Telefonie verklaart dat alleen cumulatie van het beroep van advocaat (3<sup>o</sup>) met de uitoefening van de functie van bemiddelaar onverenigbaar wordt geacht.

Bij § 5 vraagt hetzelfde lid wat onder « wettige reden » dient te worden verstaan.

De Minister antwoordt dat die bepaling afzetting uit opportuniteitsoverwegingen uitsluit.

### 2. Stemmingen

Het door de aanneming van de amendementen n°s 28 en 211 (zie art. 43) aldus geamendeerde artikel wordt aangenomen met 15 tegen 3 stemmen.

Amendement n° 60 van de heren De Croo en Knoops tot weglatting van het artikel vervalt dientengevolge.

## Art. 45

### 1. Besprekking

De op artikel 43 ingediende amendementen n°s 28, 60 en 120 slaan ook op artikel 45 (cf. supra).

Leden die zich bij de behandeling van artikel 43 tegen de oprichting van een ombudsdiest uitspraken, vrezen dat de mensen en middelen die het autonome overheidsbedrijf volgens artikel 43 ter beschikking van zijn ombudsdiest moet stellen, bovenmatig zullen worden opgeblazen.

Bestaat niet het gevaar dat alle treinreizigers die betrapt worden op zwartrijden, zich voortaan tot de ombudsdiest van de NMBS gaan wenden ?

De Minister van Posterijen, Telegrafie en Telefonie verwijst naar de bepaling op het einde van artikel 45 : « De Koning kan echter het beroep op de ombudsdiest aan een kostenbijdrage onderwerpen ».

Het lid vreest dan ook voor een vorm van klassejustitie.

## 2. Votes

L'article tel qu'amendé par l'adoption des amendements n°s 28 et 211 (voir art. 43) est adopté par 15 voix contre 3.

L'amendement n° 60 de MM. De Croo et Knoops, qui vise à supprimer l'article, devient dès lors sans objet.

### Art. 46

Cet article ne donne matière à aucune observation.

Les amendements n°s 28, 60, 120 et 211, présentés à l'article 43, portent toutefois également sur l'article 46 (voir ci-avant).

## 2. Votes

L'article tel qu'amendé par l'adoption des amendements n°s 28 et 211 (voir art. 43) est adopté par 15 voix contre 3.

L'amendement n° 60 de MM. De Croo et Knoops, qui vise à supprimer l'article, devient dès lors sans objet.

### Art. 47

## 1. Discussion

MM. Draps et Knoops présentent un amendement (n° 66), tendant à supprimer cet article. Ils estiment en effet inutile la création d'un comité consultatif.

Le Ministre des Postes, Télégraphes et Téléphones fait observer que la création de ce comité répond à un souhait des usagers, en ce compris les usagers professionnels.

Il attire en outre l'attention sur le fait qu'en ce qui concerne les entreprises publiques de postes et de télécommunications, les comités consultatifs sont rattachés, en vertu des Titres III et IV, à l'Institut belge des services postaux et des télécommunications (IBPT).

L'un des rapporteurs demande s'il est prévu que les membres du service de médiation siègent au sein du comité consultatif.

Le Ministre des Postes, Télégraphes et Téléphones répond que ce n'est pas prévu.

Un membre demande comment seront composés les comités consultatifs.

En ce qui concerne les télécommunications, le Ministre renvoie à l'article 81, qui dispose que le comité dont la composition est fixée par arrêté royal délibéré en Conseil des Ministres, comprend en tous cas des représentants de BELGACOM, des prestataires de services en matière de télécommunication, des utilisateurs, résidentiels et professionnels, des producteurs d'équipements de télécommunications ainsi que des personnes désignées en raison de leur compétence scientifique en matière de télécommunications.

## 2. Stemmingen

Het door de aanneming van de amendementen n°s 28 en 211 (zie art. 43) aldus geamendeerde artikel wordt aangenomen met 15 tegen 3 stemmen.

Amendement n° 60 van de heren De Croo en Knoops tot weglatting van het artikel vervalt dientengevolge.

### Art. 46

Bij dat artikel worden geen opmerkingen gemaakt.

De op artikel 43 ingediende amendementen n°s 28, 60 en 120 hebben echter ook betrekking op artikel 46.

## 2. Stemmingen

Het door de aanneming van de amendementen n°s 28 en 211 (zie art. 43) aldus geamendeerde artikel wordt aangenomen met 15 tegen 3 stemmen.

Amendement n° 60 van de heren De Croo en Knoops tot weglatting van het artikel vervalt dientengevolge.

### Art. 47

## 1. Besprekking

De heren Draps en Knoops stellen een amendement (n° 66) voor om dat artikel weg te laten. Zij achten de oprichting van een raadgevend comité nutteloos.

De Minister van Posterijen, Telegrafie en Telefonie antwoordt dat de oprichting van dat comité beantwoordt aan een wens van de gebruikers, onder wie de professionele gebruikers.

Hij vestigt er bovendien de aandacht op dat voor de overheidsbedrijven van post en telecommunicatie, de raadgevende comités krachtens Titels III en IV onder het bestuur van het Belgisch Instituut voor Postdiensten en Telecommunicatie (BIPT) komen.

Een van de rapporteurs vraagt of de leden van de ombudsdiest zitting hebben in het raadgevend comité.

De Minister van Posterijen, Telegrafie en Telefonie antwoordt dat dit niet voorzien is.

Een lid vraagt hoe de raadgevende comités worden samengesteld.

Voor de sector telecommunicatie verwijst de Minister naar artikel 81, dat zegt dat het comité, waarvan de samenstelling bij een in Ministerraad overlegd koninklijk besluit wordt vastgelegd, in ieder geval bestaat uit vertegenwoordigers van BELGACOM, van de aanbieders van telecommunicatiediensten, van residentiële en professionele gebruikers, evenals uit personen aangewezen omwille van hun wetenschappelijke bevoegdheid inzake telecommunicatie.

Le membre demande que des indications similaires soient données sur la composition des autres comités consultatifs.

M. Simons propose un amendement (n° 121), dont l'objet est de garantir qu'un tiers au moins des membres du comité consultatif représentera les usagers.

Un deuxième amendement (n° 122) du même auteur vise à ce que le rapport fait annuellement par le comité soit communiqué, pour information, aux Chambres législatives.

Un autre intervenant s'étonne de ce que la diffusion de ce rapport annuel soit différente de celle qui est prévue pour le rapport annuel du service de médiation (article 46) : dans ce dernier cas, le rapport est non seulement communiqué à l'entreprise publique et au Ministre dont celle-ci relève, mais également aux Chambres législatives.

Le Ministre des Postes, Télégraphes et Téléphones déclare qu'il ne voit aucune objection à ce que le rapport sur les activités du comité consultatif pour les télécommunications soit transmis aux Chambres, puisqu'il est publié.

## 2. Votes

Les amendements n°s 121 et 122 de M. Simons sont successivement rejetés par 15 voix et trois abstentions.

L'article est adopté par 15 voix contre 3.

L'amendement n° 66 de MM. Draps et Knoops, qui vise à supprimer l'article, devient dès lors sans objet.

## Art. 48

### 1. Discussion

MM. De Croo et Draps présentent, en ordre principal, un amendement (n° 93) tendant à supprimer l'ensemble du chapitre XII (« Dispositions transitoires et modificatives »), soit les articles 48 à 54.

Comme d'autres amendement proposés précédemment, cet amendement traduit la volonté des auteurs de voir les entreprises publiques autonomes adopter a priori la forme de société anonyme; dans cette optique, les dispositions transitoires et modificatives doivent être prises lors de la transformation en une société anonyme.

Un second amendement (n° 124 de MM. Draps et De Croo) est présenté en ordre subsidiaire (cf. Doc. n° 1287/4).

A la suite de questions posées par les membres, le Ministre des Postes, Télégraphes et Téléphones précise l'objet général de l'article 48 : en vue des négociations et de la conclusion du premier contrat de gestion — instrument juridique qui constitue la pierre angulaire des entreprises publiques autonomes — il est procédé, pour chacun des organismes visés par le

Het lid vraagt gelijkaardige gegevens te verstrekken over de samenstelling van de overige raadgevende comités.

De heer Simons dient een amendement (n° 121) in dat ertoe strekt te waarborgen dat ten minste één derde van de leden van het raadgevend comité de gebruikers vertegenwoordigt.

Een tweede amendement (n° 122) van dezelfde auteur strekt ertoe het jaarlijks door het raadgevende comité uit te brengen verslag ter informatie aan de Wetgevende Kamers te doen voorleggen.

Het verbaast een andere spreker dat voormeld verslag een andere bestemming krijgt dan het jaarverslag van de ombudsdienst (artikel 46). Dat moet niet alleen aan het overheidsbedrijf en aan de Minister onder wie het overheidsbedrijf ressorteert, maar ook aan de Wetgevende Kamers worden voorgelegd.

De Minister van Posterijen, Telegrafie en Telefonie heeft er geen enkel bezwaar tegen dat het verslag over de werkzaamheden van het raadgevend comité voor de telecommunicatie aan de Kamers wordt voorgelegd, aangezien het bekendgemaakt wordt.

## 2. Stemmingen

De amendementen n°s 121 en 122 van de heer Simons worden achtereenvolgens verworpen met 15 stemmen en 3 onthoudingen.

Het artikel wordt aangenomen met 15 tegen 3 stemmen.

Amendement n° 60 van de heren De Croo en Knoops tot weglatting van het artikel vervalt dientengevolge.

## Art. 48

### 1. Besprekking

De heren De Croo en Draps dienen een amendement (n° 93) in dat er in hoofdorde toe strekt het hele Hoofdstuk XII (« Overgangs- en Wijzigingsbepalingen », artikelen 48 tot 54) weg te laten.

Net als uit eerder voorgestelde amendementen blijkt uit dit amendement de wil van de indieners om de autonome overheidsbedrijven a priori de rechtsvorm van een naamloze vennootschap te laten aannemen. In die optiek dienen de overgangs- en wijzigingsbepalingen bij de omzetting in een naamloze vennootschap te worden vastgelegd.

Een tweede amendement (n° 124 van de heren Draps en De Croo) wordt in bijkomende orde ingediend (cf. Stuk n° 1287/4).

Na de vragen van de leden te hebben gehoord, geeft de Minister van Posterijen, Telegrafie en Telefonie enige toelichting bij de algemene opzet van artikel 48 : met het oog op de onderhandelingen over en het sluiten van het eerste beheerscontract — een rechtsinstrument dat de hoeksteen van de autonome overheidsbedrijven zal vormen — worden in elke door de

projet, à la constitution d'un conseil d'administration et d'un comité de direction, et ce, dès l'entrée en vigueur de la loi. Les personnes ainsi nommées se voient investies d'une double mission : non seulement négocient-elles le premier contrat de gestion, mais elles reprennent en outre les compétences des organes de gestion et des conseils de direction, telles que ces compétences existent au moment de l'entrée en vigueur de la loi.

L'un des rapporteurs fait observer qu'à l'heure actuelle, les conseils de direction des régies n'ont qu'une compétence d'avis. Ne peut-on dès lors estimer que l'organe de gestion est en fait le Ministre ? N'y a-t-il pas, dans cette hypothèse, contradiction entre l'article 48, § 1<sup>er</sup>, troisième alinéa, qui dispose que les personnes nommées dans les nouveaux organes reprennent les compétences des organes de gestion correspondants, et l'article 66, qui, dans le cas de BELGACOM, ne mentionne la reprise des pouvoirs que de l'Administration générale de la Régie des TT ?

Il lui est répondu que le Ministre est aujourd'hui effectivement le gestionnaire des régies. Les membres des nouveaux organes reprennent dans la période transitoire les compétences des fonctionnaires dirigeants dans leur état actuel, c'est-à-dire souvent des compétences d'avis, mais, en cas de délégation, des compétences de décision. Ceci est logique, puisque l'autonomie de gestion n'est attribuée qu'au moment du classement dans la catégorie des EPA.

Un membre demande ce qui adviendrait au cas où, à la suite d'une crise gouvernementale, le Gouvernement ne serait plus chargé que de la gestion des affaires courantes. Dans cette situation, l'une des parties à la négociation, en l'occurrence l'Etat représenté par le Ministre, serait empêchée de négocier, sans que le Gouvernement démissionnaire ne puisse recourir à l'échappatoire à l'absence de contrat de gestion prévue au § 2 de l'article 48 (c'est-à-dire la possibilité donnée au Roi, après un délai de six mois, de fixer des règles provisoires valant comme contrat de gestion).

Le Ministre répond que, si on ne pouvait considérer la conclusion du premier contrat de gestion comme une affaire courante, se prolongerait alors la situation transitoire visée au § 1<sup>er</sup>; les compétences des organes de gestion actuels seraient donc exercées par les personnes nommées au sein des nouveaux organes.

La double mission des personnes ainsi nommées ayant été clairement circonscrite (cf. ci-avant), le membre en conclut que, sur tous les autres points, la situation actuelle est maintenue. Par exemple, le Ministre continue à nommer le personnel de l'entreprise, puisque ses compétences actuelles ne disparaissent qu'à la conclusion du contrat de gestion.

Le Ministre confirme cette interprétation.

wet beoogde instelling onmiddellijk na de inwerkingtreding van de wet een raad van bestuur en een directiecomité opgericht. De personen die in een van beide worden benoemd moeten een tweevoudige opdracht vervullen : niet alleen voeren zij de onderhandelingen over het eerste beheerscontract, maar zij nemen van de beheersorganen en directieraden ook de bevoegdheden over die bestaan op het ogenblik dat de wet in werking treedt.

Een van de rapporteurs merkt op dat de directieraden van de regie slechts adviserende bevoegdheid hebben. Kan men daaruit niet afleiden dat het eigenlijke beheersorgaan de Minister zelf is ? Is in die onderstelling artikel 48, § 1, derde lid, waarin wordt bepaald dat de in de nieuwe organen benoemde personen de bevoegdheden van de overeenstemmende beheersorganen overnemen, niet in tegenspraak met artikel 66, dat het wat Belgacom betreft uitsluitend over de overname van de bevoegdheden van het Algemeen Bestuur van de Regie van Telegraaf en Telefoon heeft ?

Hij krijgt als antwoord dat de Minister vandaag inderdaad de beheerder van de regies is. De leden van de nieuwe organen nemen in de overgangsfase de bevoegdheden van de leidinggevende ambtenaren over, zoals die vandaag bestaan, dit wil zeggen vaak adviserend, soms, in geval van delegatie, beslissend. Dit is normaal, vermits de beheersautonomie slechts verleend wordt bij de indeling in de categorie AOB.

Een lid vraagt wat er zal gebeuren indien de Regering als gevolg van een regeringscrisis alleen nog de lopende zaken mag afhandelen. In dat geval zou één van de bij de onderhandelingen betrokken partijen — met name de door de Minister vertegenwoordigde Staat — niet langer aan het overleg kunnen deelnemen. Tegelijkertijd zou de ontslagnemende Regering onmogelijk haar toevlucht kunnen nemen tot de smoes die men in § 2 van artikel 48 wist te bedenken voor het geval een beheerscontract zou uitblijven (met name de aan de Koning geboden mogelijkheid om na zes maanden voorlopige regels vast te leggen die dan als beheerscontract gelden).

De Minister antwoordt dat, indien men het sluiten van het eerste beheerscontract niet kan beschouwen als een lopende zaak, de in § 1 bedoelde overgangssituatie dan wordt verlengd. De bevoegdheden van de huidige beheersorganen zouden dus door de in de nieuwe organen benoemde personen worden uitgedeeld.

De dubbele opdracht van de aldus benoemde personen werd duidelijk aangeboden (cf. supra). Het lid besluit daaruit dat de huidige situatie dus op alle andere punten blijft gelden. Zo blijft bijvoorbeeld de Minister het personeel van de onderneming benoemen, aangezien zijn huidige bevoegdheden pas verdwijnen op het ogenblik dat het beheerscontract wordt gesloten.

De Minister beaamt die interpretatie.

Le membre demande si, pour qu'il soit mis fin à cette première phase transitoire, la fixation d'un premier contrat de gestion suffit, ou si celle du statut du personnel et du statut syndical doit s'y ajouter.

Le Ministre répond que l'approbation du premier contrat de gestion suffit.

Le membre demande si on pourrait dès lors envisager que soit parcourue toute l'évolution qui va des actuels organismes d'intérêt public jusqu'à l'éventuel stade ultime, c'est-à-dire la transformation en société anonyme de droit public, sans que le statut du personnel et le statut syndical ne soient modifiés.

Le Ministre répond qu'une telle éventualité est théoriquement possible. L'article 33, § 2 donne toutefois au Roi la possibilité de fixer ces statuts après un délai total de quinze mois.

Des membres font remarquer qu'il serait impensable de conserver indéfiniment le statut du personnel et le statut syndical anciens.

Un membre demande si le Conseil d'Etat reste compétent.

Il lui est répondu que c'est en toute hypothèse le cas pour le personnel statutaire.

Le membre demande ensuite si d'autres obligations actuelles demeurent : les entreprises publiques autonomes pourront-elles engager des étrangers hors CEE ? Les cadres linguistiques seront-ils d'application dans les filiales ?

Il est répondu que l'engagement d'étrangers extra-communautaires ne pourra porter que sur des contractuels. En ce qui concerne l'emploi des langues dans les filiales, il est renvoyé à l'article 36, § 1<sup>er</sup>, qui ne soumet aux dispositions des lois sur l'emploi des langues en matière administrative que celles des filiales qui sont associées à la mise en œuvre des tâches de service public.

A une question sur la situation particulière prévue au § 1<sup>er</sup> pour la SNCB, le Vice-Premier Ministre et Ministre des Communications indique que le maintien d'un Comité restreint auprès de la SNCB s'explique par des raisons d'ordre historique.

## 2. Votes

L'amendement n° 124 de MM. Draps et De Croo est rejeté par 15 voix contre 3.

L'article est adopté par 15 voix contre 3.

L'amendement n° 93 de MM. De Croo et Draps, qui vise à supprimer l'article, devient dès lors sans objet.

## Art. 49

L'amendement n° 93 déposé en ordre principal à l'article précédent propose également la suppression de l'article 49 (voir ci-avant).

Un second amendement est introduit à titre subsidiaire (amendement n° 125 de MM. Draps et De Croo).

Het lid vraagt of die eerste overgangsfase afloopt op het ogenblik dat het eerste beheerscontract wordt gesloten of pas nadat ook het personeels- en het vakbondsstatuut werden vastgelegd ?

De Minister antwoordt dat het bekraftigen van het eerste beheerscontract volstaat.

Het lid vraagt of de hele ontwikkeling — tot de eventueel laatste stap, met name de omzetting in naamloze vennootschappen naar publiek recht — van de huidige instellingen van openbaar nut derhalve mogelijk is zonder het personeels- en vakbondsstatuut te wijzigen.

De Minister antwoordt dat zulks in theorie mogelijk is. Artikel 33, § 2, geeft de Koning echter de mogelijkheid die statuten te bepalen na een termijn van in totaal vijftien maand.

Een aantal leden merkt op dat het ondenkbaar zou zijn het vroegere personeels- en vakbondsstatuut eeuwig te behouden.

Een lid vraagt of de Raad van State bevoegd blijft.

Hem wordt geantwoord dat zulks in elk geval voor het vastbenoemd personeel geldt.

Het lid vraagt vervolgens of andere bestaande verplichtingen gehandhaafd blijven. Kunnen de autonome overheidsbedrijven niet-EG-onderdanen aanwerven ? Zijn de taalkaders van toepassing in de dochterondernemingen ?

De Minister antwoordt dat de werving van buitenlanders van buiten de Gemeenschap alleen voor personeelsleden op arbeidsovereenkomst mogelijk is. Inzake het taalgebruik in de dochterondernemingen wordt verwezen naar artikel 36, § 1, waarin wordt gesteld dat de bepalingen van de wetten op het gebruik der talen in bestuurszaken alleen gelden voor dochterondernemingen die betrokken zijn bij de uitvoering van taken van openbare dienst.

Op een vraag over de aparte situatie waarin § 1 voor de NMBS voorziet, geeft de Vice-Eerste Minister en Minister van Verkeerswezen aan dat de handhaving van een beperkt comité bij de NMBS historische gronden heeft.

## 2. Stemmingen

Amendement n° 124 van de heren Draps en De Croo wordt verworpen met 15 tegen 3 stemmen.

Het artikel wordt aangenomen met 15 tegen 3 stemmen.

Amendement n° 93 van de heren De Croo en Draps tot weglatting van het artikel vervalt dientengevolge.

## Art. 49

Amendement n° 93 dat bij het vorige artikel in hoofdorde werd ingediend, stelt voor ook artikel 49 weg te laten (cf. supra).

Een tweede amendement wordt in bijkomende orde ingediend (amendement n° 125 van de heren Draps en

Il est renvoyé au doc. n° 1287/4, ainsi qu'aux amendements déposés par les mêmes auteurs dans le cadre de l'examen du Chapitre VIII.

L'amendement n° 125 de MM. Draps et De Croo est rejeté par 15 voix contre 3.

L'article est adopté par 15 voix contre 3.

L'amendement n° 93 de MM. De Croo et Draps, qui vise à supprimer l'article, devient dès lors sans objet.

#### Art. 50

L'amendement n° 93, déposé lors de l'examen de l'article 48, propose également la suppression de l'article 50.

L'article est adopté par 15 voix contre 3.

L'amendement devient dès lors sans objet.

#### Art. 51

##### *1. Discussion*

L'amendement n° 93, déposé en ordre principal lors de l'examen de l'article 48, propose également la suppression de l'article 51.

MM. Draps et De Croo introduisent encore deux amendements à titre subsidiaire.

L'amendement n° 126 tend à supprimer le § 2 (voir l'article 31, où un amendement visant également à la suppression de la Commission Entreprises publiques a déjà été proposé).

L'amendement n° 127 modifie le texte du § 3, c), de manière à supprimer l'exception faite en faveur de la SNCB, que les auteurs estiment injustifiée.

L'un d'entre eux rappelle l'existence dans le projet d'autres exceptions en faveur de la SNCB, déjà dénoncées ci-dessus. Il souligne que le maintien des monopoles syndicaux a déjà eu des conséquences négatives, comme l'ont montré la création de LOCO et du SIC pour exprimer un certain nombre de revendications.

Le Vice-Premier Ministre et Ministre des Communications précise que, pour la SNCB, le problème de la représentativité se posera jusqu'au moment où un nouveau comptage des affiliations aura pu avoir lieu en 1993. A partir de 1996, les systèmes seront identiques pour les quatre entreprises. Ce décalage n'est dû qu'à des considérations pratiques.

Le Ministre des Postes, Télégraphes et Téléphones conteste que les différentes dispositions critiquées aient pour objet de figer la représentation syndicale. Il met en avant l'exemple de la RTT pour souligner le caractère évolutif de cette représentation.

De Croo). Er wordt verwezen naar Stuk n° 1287/4, alsmede naar de amendementen die dezelfde indieners bij de besprekking van Hoofdstuk VIII hebben voorgesteld.

Amendement n° 125 van de heren Draps en De Croo wordt verworpen met 15 tegen 3 stemmen.

Het artikel wordt aangenomen met 15 tegen 3 stemmen.

Amendement n° 93 van de heren De Croo en Draps tot weglatting van het artikel vervalt dientengevolge.

#### Art. 50

Amendement n° 93 dat bij de besprekking van artikel 48 werd ingediend, stelt eveneens voor om artikel 50 weg te laten.

Het artikel wordt aangenomen met 15 tegen 3 stemmen.

Het amendement vervalt dientengevolge.

#### Art. 51

##### *1. Besprekking*

Amendement n° 93 dat bij de besprekking van artikel 48 in hoofdorde werd ingediend, stelt voor om ook artikel 51 weg te laten.

De heren Draps en De Croo dienen in bijkomende orde nog twee amendementen in.

Amendement n° 126 wil § 2 weglaten (zie artikel 31 waarop al een amendement werd voorgesteld, dat eveneens het Comité Overheidsbedrijven wil opheffen).

Amendement n° 127 wijzigt de tekst van § 3, c), om de uitzondering die ten gunste van de NMBS wordt gemaakt, op te heffen. De indieners zijn van oordeel dat die uitzondering niet gewettigd is.

Een van hen herinnert eraan dat het ontwerp ten gunste van de NMBS in andere uitzonderingen voorziet, die al aan de kaak werden gesteld. Hij onderstreept dat het behoud van vakbondsmonopolies al negatieve gevolgen heeft gehad, zoals aangetoond wordt door het feit dat LOCO en OVS werden opgericht om een aantal eisen te verwoorden.

De Vice-Eerste Minister en Minister van Verkeerswezen preciseert dat het vraagstuk van de representativiteit zal blijven rijzen tot het ogenblik waarop in 1993 nieuwe ledentallen zullen bekend zijn. Vanaf 1996 zullen de regelingen voor de vier bedrijven gelijk zijn. Dat tijdverschil is uitsluitend aan praktische overwegingen te wijten.

De Minister der Posterijen, Telegrafie en Telefonie betwist dat de verschillende bekritiseerde bepalingen tot doel hebben de positie van de vakbondsvertegenwoordiging te consolideren. Als voorbeeld dat die vertegenwoordiging kan evolueren verwijst hij naar de RTT.

## 2. Votes

Les amendements n°s 126 et 127 de MM. Draps et De Croo sont successivement rejetés par 15 voix contre 3.

L'article est adopté par 15 voix contre 3.

L'amendement n° 93 de MM. De Croo et Draps, qui vise à supprimer l'article, devient dès lors sans objet.

### Artt. 52 à 54

Ces articles ne donnent matière à aucune observation.

Ils sont successivement adoptés par 15 voix contre 3.

## TITRE II

### *Réforme de la Régie des Télégraphes et des Téléphones*

#### 1. Observations générales sur le Titre II

Un membre dénonce l'imprécision avec laquelle la mission de BELGACOM est définie (article 56). Lorsqu'il compare la définition proposée avec le texte de l'article 1<sup>er</sup>, deuxième alinéa, de la loi du 19 juillet 1930, qui dispose que « la Régie des télégraphes et des téléphones exploite, dans l'intérêt général, avec application des méthodes industrielles et commerciales, la télégraphie et la téléphonie avec et sans fil. », il en conclut que l'exploitation du réseau d'infrastructure disparaît des missions de BELGACOM.

Le membre cite, à titre de comparaison, la mission de France Télécom :

« France Télécom a pour objet, selon les règles propres à chacun de ses domaines d'activité, contenues notamment dans le code des postes et télécommunications :

- d'assurer tous services publics de télécommunications dans les relations intérieures et internationales et, en particulier, d'assurer l'accès au service du téléphone à toute personne qui en fait la demande;

- d'établir, de développer et d'exploiter les réseaux publics nécessaires à la fourniture de ces services et d'assurer leur connexion avec les réseaux étrangers;

- de fournir, dans le respect des règles de concurrence, tous autres services, installations et réseaux de télécommunications ainsi que d'établir des réseaux distribuant par câble des services de radiodiffusion sonore ou de télévision et de concourir par des prises de participation, à l'exploitation de ces derniers réseaux ».

Le membre constate ensuite le manque de rigueur du projet lorsqu'il définit la responsabilité de BELGACOM et les conditions de fourniture de services par cet organisme.

## 2. Stemmingen

De amendementen n°s 126 en 127 van de heren Draps en De Croo worden achtereenvolgens verworpen met 15 tegen 3 stemmen.

Het artikel wordt aangenomen met 15 tegen 3 stemmen.

Amendment n° 93 van de heren De Croo en Draps tot weglatting van het artikel vervalt dientengevolge.

### Artt. 52 tot 54

Over die artikelen worden geen opmerkingen gemaakt.

Zij worden achtereenvolgens aangenomen met 15 tegen 3 stemmen.

## TITEL II

### *Hervorming van de Regie van Telegraaf en Telefoon*

#### 1. Algemene bedenkingen bij Titel II

Een lid stelt vast dat de opdracht van BELGACOM nevelachtig wordt omschreven (artikel 56). Bij vergelijking met de oude tekst in artikel 1 van de wet van 19 juli 1930, 2<sup>de</sup> lid, waarin wordt gesteld « dat de RTT exploiteert, in het algemeen belang en volgens rijverheids- en handelsmethodes, de telegrafie en telefonie met en zonder draad » met de nieuwe tekst komt hij tot het besluit dat BELGACOM niet meer de exploitatie van het infrastructuurnet als opdracht heeft.

Ter vergelijking citeert het lid de opdracht van France Télécom :

« France Télécom » is, volgens de voor elk van zijn activiteitenbranches vigerende regels, die onder meer vervat zijn in de « Code des postes et télécommunications », belast met :

- alle openbare telecommunicatiediensten, met name het verzorgen van binnenlandse en internationale telefoonverbindingen en eenieder die erom vraagt toegang te verschaffen tot de telefoondiensten;

- de aanleg, de ontwikkeling en de exploitatie van de openbare netten die voor de levering van die diensten noodzakelijk zijn, alsmede met de aansluiting van die netten op de buitenlandse netten;

- het verstreken, met naleving van de concurrentieregels, van alle andere diensten, installaties en telecommunicatiennetten, alsmede met de aanleg van kabelinstallaties voor radio en televisie en met de medewerking, via belangenneming, aan de uitbating van laatstgenoemde netten ».

Verder stelt het lid vast dat de aansprakelijkheid en de leveringsvoorraarden van BELGACOM onzuiver bepaald zijn (artikel 64).

Il faut que les conditions d'une « Open Network Provision » prévues par la directive européenne du 28 juin 1990 relative à la réalisation du marché intérieur, à savoir les conditions harmonisées régissant l'accès libre et efficace aux réseaux de télécommunications publics et leur utilisation ainsi que, le cas échéant, les services de télécommunications publics, soient reprises dans le texte de la loi même et ce, à l'intérieur du cadre de référence suivant :

1. Principes communs.
2. Interfaces techniques harmonisées et/ou caractéristiques de services harmonisées.
3. Conditions de fourniture et d'utilisation harmonisées.
4. Principes tarifaires harmonisés.

L'intervenant estime que le texte de l'Exposé des motifs est trop négatif et inacceptable.

Il conclut son intervention concernant le titre II en posant les questions suivantes :

1. Pourquoi la loi de 1930 créant le RTT a-t-elle été maintenue dans ses principes ?
2. Tous les actes posés par la RTT sont-ils des actes commerciaux ? Même dans le domaine des services publics ?

## 2. Discussion par article

### Art. 55

#### 1. Discussion

L'article lui-même n'appelle aucune observation. Toutefois, en préalable à la discussion de l'ensemble du Titre II, un membre demande :

— qu'un tableau soit fourni dégageant clairement ce qui, dans la législation organique de la RTT (loi du 19 juillet 1930 créant la Régie des télégraphes et téléphones, loi du 13 octobre 1930 coordonnant les différentes dispositions législatives concernant la télégraphie et la téléphonie avec fil et loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public), est abrogé et ce qui y est maintenu, ainsi que ce qui constitue des ajouts et des modifications résultant des dispositions du présent titre;

— que l'objet des différentes modifications apportées soit clairement indiqué.

Lors des réunions des 4 et 5 décembre, des documents de travail répondant à cette demande sont communiqués à la Commission pour les quatre futures entreprises publiques autonomes visées aux Titres II, IV, V et VI.

#### 2. Vote

L'article est adopté à l'unanimité.

Volgens hem zouden hier de voorwaarden voor een Open Network Provision volgens de EEG-richtlijn van 28 juni 1990 betreffende de totstandbrenging van de interne markt, namelijk geharmoniseerde voorwaarden die betrekking hebben op open en efficiënte toegang tot gebruik van openbare telecommunicatienetwerken en, indien van toepassing, openbare telecommunicatiediensten moeten in de tekst van de wet zelf opgenomen zijn en zulks binnen het volgende referentiekader :

1. Gemeenschappelijke beginselen.
2. Geharmoniseerde technische interfaces en/of geharmoniseerde kenmerken van diensten.
3. Geharmoniseerde leverings- en gebruiksvoorraarden.
4. Geharmoniseerde tariefbeginselen.

De huidige tekst in de Memorie van Toelichting is te negatief en voor spreker onaanvaardbaar.

Tot besluit van zijn intervention over titel II stelt hij volgende vragen :

1. Waarom werd de wetgeving over de RTT van 1930 principieel behouden ?
2. Zijn alle handelingen die de RTT stelt, daden van kapitalisme ? Ook in de domeinen van openbare dienst ?

## 2. Artikelsgewijze bespreking

### Art. 55

#### 1. Bespreking

Over het artikel zelf worden geen opmerkingen gemaakt. Alvorens tot de bespreking van de volledige titel II over te gaan, formuleert een lid evenwel volgende vragen :

— er dient een tabel te worden opgemaakt waaruit duidelijk moet blijken wat in de organieke wetten inzake de RTT (wet van 19 juli 1930 tot oprichting van de Regie van Telegraaf en Telefoon, wet van 13 oktober 1930 tot samenordening der verschillende wetsbepalingen op de telegrafie en de telefonie met draad en wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut) werd opgeheven en wat werd behouden, alsmede wat de uit de bepalingen van deze titel voortvloeiende toevoegingen en wijzigingen zijn;

— voorts moet duidelijk worden gesteld welk doel de aangebrachte wijzigingen nastreven.

Tijdens de vergaderingen van 4 en 5 december worden werkdocumenten betreffende die vragen aan de Commissie meegedeeld voor de vier toekomstige autonome overheidsbedrijven, bedoeld in de Titels II, IV, V en VI.

#### 2. Stemming

Het artikel wordt eenparig aangenomen.

Art. 55bis (*nouveau*)

## 1. Discussion

MM. De Croo et Draps déposent un amendement n° 94 tendant à insérer un article 55bis. L'objet de celui-ci est de modifier fondamentalement la technique législative adoptée pour procéder à la transformation de la RTT en BELGACOM, de manière à tenir compte de la remarque formulée par le Conseil d'Etat. L'un des auteurs rappelle que ce dernier a fait observer dans chacun des trois avis rendus sur le présent projet que :

« La lisibilité des lois organiques, d'une part, et de la loi en projet, d'autre part, sera difficile ».

Il serait d'une meilleure technique légistique d'adopter de nouveaux textes organiques des institutions concernées en y insérant les modifications envisagées dans le projet et l'indication de leur soumission au régime des entreprises publiques autonomes. »

Le Ministre des Postes, Télégraphes et Téléphones répond que, sur le plan de la technique législative, l'approche adoptée par les auteurs du projet se justifie par le souci de garantir la continuité des prestations de service public, lors du classement de la Régie des TT parmi les entreprises publiques autonomes. Le Ministre cite, entre autres, la nécessité d'assurer la continuité dans des domaines aussi importants que ceux du personnel occupé, des contrats avec les abonnés, de la fiscalité.

L'auteur fait observer que cette situation se rencontre lors de chaque reprise ou fusion d'entreprises et qu'elle ne pose pas de problème insurmontable. Pourquoi ne pas prendre une disposition transitoire, jusqu'à la mise à exécution des dispositions s'appliquant à la nouvelle EPA ?

L'auteur met par ailleurs en avant la nécessité d'abroger les articles 13 et 25 de la loi du 19 juillet 1930, ce que fait l'amendement n° 94, puisqu'il abroge l'ensemble des dispositions de cette loi, mais ce qu'omettent de faire les auteurs du projet.

L'article 13, qui règle la constitution du fonds de réserve, ne peut être conservé dans sa forme initiale, car ce fonds est supprimé par l'abrogation de l'article 10 de la loi; en outre, l'article 13 renvoie à un article 4, qui est lui aussi abrogé.

Le Ministre concède qu'une modification de l'article 60 ou de l'article 62 du projet devait être envisagée, afin de rencontrer le problème mis en lumière par les auteurs de l'amendement n° 94.

L'un des auteurs attire également l'attention sur le fait que le maintien de l'article 25 de la loi du 19 juillet 1930, que le projet omet également d'abroger, exempte BELGACOM d'impôt. BELGACOM jouirait dès lors d'un avantage indû par rapport à ses concurrents.

Art. 55bis (*nieuw*)

## 1. Besprekking

De heren De Croo en Draps dienen een amendement n° 94 in dat ertoe strekt in titel II een artikel 55bis (*nieuw*) in te voegen. Dit artikel heeft tot doel de wetgevingstechniek die bij de hervorming van de RTT en BELGACOM wordt gehanteerd, grondig te wijzigen, zodat rekening kan worden gehouden met de opmerking van de Raad van State. Een van de indieners herinnert eraan dat de Raad van State er in elk van de drie adviezen die over het ontwerp werden uitgebracht, op heeft gewezen dat het moeilijk zal worden « om de organieke wetten enerzijds en de ontworpen wet anderzijds te begrijpen ».

Uit wetgevingstechnisch oogpunt zou het beter zijn nieuwe teksten tot organisatie van de betrokken instellingen aan te nemen en er de in het ontwerp geplande wijzigingen in te voegen en er ook in te vermelden dat die instellingen onder de toepassing vallen van de regeling van de autonome overheidsbedrijven. »

De Minister van Posterijen, Telegrafie en Telefonie antwoordt dat de beslissing van de auteurs van het ontwerp om de Regie van Telegrafie en Telefonie bij de autonome overheidsbedrijven in te delen, op wets-technisch vlak gewettigd wordt door de zorg om de continuïteit van de openbare dienstverlening te waarborgen. De Minister wijst onder meer op de noodzaak om voor belangrijke aspecten, zoals tewerkgestelde personeelsleden, contracten met de abonnees en fiscaliteit, die continuïteit te waarborgen.

De indiener merkt op dat die toestand bij elke overname of samenvoeging van ondernemingen ontstaat zonder dat zulks onoverkomelijke problemen doet rijzen. Waarom komt er geen overgangsmaatregel, tot wanneer de bepalingen aangaande het nieuwe autonome overheidsbedrijf uitgevoerd worden ?

Voorts wijst de indiener op de noodzaak om de artikelen 13 en 25 van de wet van 19 juli 1930 op te heffen; amendement n° 94 brengt zulks tot stand daar het alle bepalingen van die wet opheft; de indieners van het ontwerp daarentegen hebben verzuimd dat te doen.

Artikel 13 dat de oprichting van een reservefonds regelt, kan niet in de oorspronkelijke vorm behouden blijven daar dit fonds door de opheffing van artikel 10 van de wet wordt afgeschaft. Voorts verwijst artikel 13 naar een artikel 4 dat eveneens opgeheven wordt.

De Minister geeft toe dat een wijziging van artikel 60 of 62 van het ontwerp overwogen dient te worden om een oplossing te vinden voor het probleem waarop de auteurs van amendement n° 94 hebben gewezen.

Een van de auteurs vestigt eveneens de aandacht op het feit dat het behoud van artikel 25 van de wet van 19 juli 1930 dat door het ontwerp evenmin wordt opgeheven, meebrengt dat Belgacom vrijstelling van belastingen krijgt. In vergelijking met de concurrentie zou Belgacom derhalve over een onrechtmatig voordeel beschikken.

En outre, si l'intention des auteurs est d'exempter la future entreprise publique de tout impôt, le maintien de l'article 25 de la loi ne suffira pas à réaliser cette intention, puisqu'un éventuel impôt régional ne se rait pas visé par l'article 25. Enfin, dans quelle mesure l'article 25 *in fine*, qui exempte les revenus des emprunts effectués par la RTT de « tout impôt au profit (...) des provinces ou des communes » n'est-il pas en contradiction avec la nouvelle répartition des compétences qui résulte de la réforme de l'Etat ?

Le Ministre concède que le régime maintenu pour les entreprises publiques déroge pour certains points aux règles générales applicables aux sociétés commerciales. Il justifie cette situation particulière par les missions de service public imposées à la future entreprise publique autonome.

En réponse à une demande d'un membre, le Ministre communique la liste suivante, qui énumère les points sur lesquels BELGACOM bénéficie d'un régime particulier :

1. Article 56 : l'objet social de l'entreprise publique autonome BELGACOM est fixé par le législateur.

2. Article 59 : sans préjudice de l'article 22, des incompatibilités supplémentaires concernant le mandat d'administrateur ordinaire en qualité de représentant des autorités publiques sont fixées à l'article 59.

3. Article 62 : une part des bénéfices de l'E.P.A. est réservée au personnel.

4. Comme l'article 22 de la loi du 19 juillet 1930 reste maintenu, BELGACOM est légalement tenue d'assurer les pensions et secours à ses anciens agents et à leurs veufs et orphelins.

5. L'article 64 instaure une réglementation spécifique sur la responsabilité pour certaines activités bien déterminées de BELGACOM.

## 2. Vote

L'amendement n°94 de MM. De Croo et Draps, tendant à insérer un art. 55bis, est rejeté par 15 voix contre 3.

### Art. 56

#### 1. Discussion

MM. De Croo et Draps introduisent un amendement n°95, qui propose un autre texte pour l'article 56. Les auteurs considèrent que le texte ainsi proposé par voie d'amendement définit plus précisément les objectifs, tâches, obligations et possibilités de BELGACOM. L'un d'entre eux demande en outre pourquoi l'article 56, tel que proposé par le Gouvernement, attribue à BELGACOM un objet social si différent de ce qui avait été défini pour la RTT à l'article 1<sup>er</sup> de la loi de création de la Régie.

Indien het overigens de bedoeling van de auteurs is om het toekomstige overheidsbedrijf van elke belasting vrij te stellen, volstaat het niet zulks met het behoud van artikel 25 van de wet waar te maken, daar dit artikel geen betrekking heeft op een mogelijke gewestelijke heffing. In welke mate staat artikel 25 *in fine* (waarbij de renten van de door de RTT aangegane leningen vrijgesteld worden van « alle belasting ten gunste van (...) provinciën en gemeenten ») haaks op de nieuwe bevoegdheidsverdeling die het gevolg is van de Staatshervorming ?

De Minister geeft toe dat de voor de overheidsbedrijven uitgewerkte regeling op sommige punten afwijkt van de algemene regels die voor handelsgenootschappen gelden. Hij verantwoordt die bijzondere toestand door de opdrachten van openbare dienst die het toekomstige autonome overheidsbedrijf opgelegd krijgt.

In antwoord op een vraag van een lid deelt de Minister de volgende lijst mee, waarin de punten worden opgesomd waarvoor BELGACOM een bijzonder regime heeft :

1. Artikel 56 : het doel van het autonoom overheidsbedrijf BELGACOM wordt door de wetgever vastgesteld.

2. Artikel 59 : onverminderd artikel 22 worden er in artikel 59 bijkomende onverenigbaarheden inzake het mandaat van gewoon bestuurder als vertegenwoordiger van de overheid vastgelegd.

3. Artikel 62 : een deel van de winst van het A.O.B. is gereserveerd voor het personeel.

4. Doordat artikel 22 van de wet van 19 juli 1930 behouden blijft, wordt BELGACOM wettelijk verplicht om zelf de pensioenen en hulpgelden uit te betalen aan zijn gewezen personeelsleden en hun weduwen en wezen.

5. Artikel 64 voert een specifieke aansprakelijkheidsregeling in voor welbepaalde activiteiten en BELGACOM.

#### 2. Stemming

Amendement n°94 van de heren De Croo en Draps tot invoeging van een art. 55bis wordt verworpen met 15 tegen 3 stemmen.

### Art. 56

#### 1. Besprekking

De heren De Croo en Draps dienen een amendement n°95 in dat voor artikel 56 een andere tekst voorstelt. De indieners zijn van oordeel dat de via het amendement voorgestelde tekst beter de doelstellingen, taken, verplichtingen en mogelijkheden van BELGACOM omschrijft. Overigens vraagt een van de auteurs waarom het door de Regering voorgestelde artikel 56 aan BELGACOM een doel toekent dat zo sterk afwijkt van wat wordt bepaald door artikel 1 van de wet tot oprichting van de Regie.

Le Ministre fait observer que :

- des développements technologiques considérables ont totalement bouleversé le monde des télécommunications, devenu très différent de ce qu'il était lors de l'adoption de la loi du 19 juillet 1930;
- il convient dès lors d'élargir l'objet social de l'entreprise;
- la disposition prévue au 3° (la prise de participation dans des organismes ou sociétés publics ou privés, existants ou à créer, belges, étrangers ou internationaux, laquelle peut contribuer directement ou indirectement à la réalisation de son objet social) a déjà été préparée par les modifications à l'objet social de la RTT introduites par la loi du 7 décembre 1984 (*Moniteur belge* du 8 février 1985).

En ce qui concerne la précision ajoutée par rapport au 3° de l'article 56 par les auteurs de l'amendement (soit, dans l'amendement, le 4° *in fine*) à propos du caractère obligatoirement majoritaire de la participation de BELGACOM lorsque son infrastructure est concernée, le Ministre fait observer que le texte proposé par le Gouvernement, en n'instaurant pas cette obligation, permet davantage de souplesse. Ceci s'avère nécessaire lorsqu'il s'agit de sociétés ou d'organismes internationaux, au sein desquels BELGACOM pourrait difficilement imposer des prétentions à une participation majoritaire.

L'auteur fait observer que la disposition proposée dans l'amendement n° 4 *in fine* ne serait d'application que lorsqu'est concernée l'infrastructure propre de BELGACOM : la participation dans Infonet ne serait donc pas visée, puisqu'Infonet possède sa propre infrastructure. Dans ce dernier cas, il n'y a en effet aucune raison d'imposer un pourcentage de participation minimum.

Le Gouvernement dépose un amendement (n° 212), qui modifie le 3° en précisant que les prises de participation de BELGACOM pourront également porter sur des associations.

## 2. Votes

L'amendement n° 212 du Gouvernement est adopté par 15 voix et 3 abstentions.

L'amendement n° 95 de MM. De Croo et Draps est rejeté par 15 voix contre 3.

L'article tel qu'amendé est adopté par 15 voix contre 3.

## Art. 57

Un amendement n° 96 tendant à supprimer l'article est présenté par MM. De Croo et Draps, dans la logique de l'approche proposée par l'amendement n° 94 (article 55bis).

De Minister merkt op :

- dat zeer belangrijke technologische ontwikkelingen de telecommunicatie-sector grondig hebben veranderd; in vergelijking met de toestand op het ogenblik dat de wet van 19 juli 1930 werd goedgekeurd, werden enorme veranderingen genoteerd;

— dat het doel van het bedrijf derhalve moet worden verruimd;

— dat de bepaling waarin voorzien bij het 3° (het deelnemen in reeds bestaande of nog op te richten openbare of privé-instellingen of maatschappijen, hetzij Belgische, buitenlandse of internationale, waarmee rechtstreeks of onrechtstreeks bijgedragen kan worden tot het bereiken van haar doel) reeds werd voorbereid door de wijzigingen die bij de wet van 7 december 1984 (*Belgisch Staatsblad* van 8 februari 1985) in het doel van de RTT aangebracht werden.

In verband met de precisering die door de indieners van het amendement aan het 3° van artikel 56 toegevoegd is (zijnde in het amendement, 4° *in fine*) met betrekking tot het verplicht gestelde meerderheidsbelang van BELGACOM als het om haar infrastructuur gaat, merkt de Minister op dat de door de Regering voorgestelde tekst meer soepelheid biedt omdat hij niet in die verplichting voorziet. Die soepelheid blijkt noodzakelijk als het gaat om internationale vennootschappen of instellingen waarin BELGACOM blijkbaar aanspraak zou kunnen maken op een meerderheidsbelang.

De indiener wijst erop dat de in het amendement op 4° *in fine* voorgestelde regeling alleen van toepassing zou zijn als het om de eigen infrastructuur van BELGACOM gaat : de deelneming in Infonet zou dus niet worden beoogd aangezien die instelling een eigen infrastructuur heeft. In dit laatste geval is er immers geen reden om een minimumgrens op die deelneming te stellen.

De Regering dient een amendement (n° 212) in dat het 3° wijzigt en erin preciseert dat de deelnemingen van BELGACOM tevens betrekking kunnen hebben op verenigingen.

## 2. Stemmingen

Amendement n° 212 van de Regering wordt met 15 stemmen en 3 onthoudingen aangenomen.

Amendement n° 95 van de heren De Croo en Draps wordt verworpen met 15 tegen 3 stemmen.

Het aldus gemaendeerde artikel wordt aangenomen met 15 tegen 3 stemmen.

## Art. 57

De heren De Croo en Draps dienen een amendement n° 96 in tot weglating van dit artikel; dat amendement stemt uit een logisch oogpunt overeen met de in amendement n° 94 voorgestelde benadering (artikel 55bis).

L'article est adopté par 15 voix contre 3.

L'amendement devient dès lors sans objet.

### Art. 58

#### 1. Discussion

En ordre principal, MM. De Croo et Draps déposent un amendement n° 97, dont l'objectif est de dissocier totalement l'infrastructure des services réservés, afin d'obtenir un meilleur équilibre entre le monopole de l'infrastructure publique et la libre concurrence des services de télécommunications. Pour ce faire, les mots « des télécommunications publiques visées à l'article 82 » sont remplacés par « d'une infrastructure de télécommunications publiques et, le cas échéant, de services réservés tels que ceux visés aux articles 83 et 84 ».

Le Ministre fait observer qu'à l'article 82, auquel il est fait référence à l'article 58, les « télécommunications publiques » sont énumérées en trois ensembles distincts.

M. De Croo propose un second amendement n° 157 à titre subsidiaire, qui précise un certain nombre d'éléments (voir Doc. n° 1287/5). L'auteur est en effet d'avis que les conditions relatives à la fourniture d'un réseau ouvert de télécommunications (ONP) doivent trouver leur traduction dans le contrat de gestion. Il s'étonne en outre de la manière sommaire dont sont définies les missions de service public de BELGACOM, à la différence de ce qui est prévu pour les autres entreprises publiques autonomes visées par le projet.

#### Le Ministre répond que :

— l'article 58 du projet indique les missions de service public de BELGACOM, tout en distinguant entre, d'une part, celles qui ont trait à la mise à la disposition du public des télécommunications publiques est, d'autre part, celles qui concernent les prestations de nature sociale ou humanitaire à effectuer en matière de télécommunications publiques;

— la définition des télécommunications publiques est davantage élaborée au chapitre V du Titre III. Il serait superflu d'apporter deux fois les mêmes précisions;

— le 4<sup>e</sup> de l'amendement n° 157 est, en toute hypothèse, superflu, car ce qu'il vise est déjà prévu et réglé au Titre I<sup>er</sup>.

#### 2. Votes

Les amendements n°s 97 (MM. De Croo et Draps) et 157 (M. De Croo) sont successivement rejetés par 15 voix contre 3.

L'article est adopté par 15 voix contre 3.

Het artikel wordt aangenomen met 15 tegen 3 stemmen.

Het amendement vervalt dientengevolge.

### Art. 58

#### 1. Besprekking

De heren De Croo en Draps dienen in hoofdorde een amendement n° 97 in dat ertoe strekt de infrastructuur volledig van de gereserveerde diensten te scheiden om een beter evenwicht te krijgen tussen het monopolie op de openbare infrastructuur en de vrije mededinging van de telecommunicatiediensten. Daartoe worden de woorden « openbare telecommunicatie bedoeld in artikel 82 » vervangen door de woorden « openbare telecommunicatie-infrastructuur en in voorbeeld geval gereserveerde diensten zoals bedoeld in de artikelen 83 en 84 ».

De Minister wijst erop dat de « openbare telecommunicatie » in artikel 82, waarnaar artikel 58 verwijst, in drie groepen is ingedeeld.

De heer De Croo stelt een tweede amendement n° 157 in bijkomende orde voor, waarin een aantal punten worden verduidelijkt (Stuk n° 1287/5). De auteur oordeelt dat de voorwaarden betreffende het open telecommunicatienet (ONP) hun neerslag in het beheerscontract moeten hebben. Hij verbaast zich bovendien over de oppervlakkige definitie van de opdrachten van openbare dienst van BELGACOM, in tegenstelling met datgene waarin voor de andere bij het ontwerp bedoelde autonome overheidsbedrijven is voorzien.

De Minister antwoordt daarop :

— dat artikel 58 de opdrachten van openbare dienst van BELGACOM vermeldt, waarbij een onderscheid wordt gemaakt tussen die welke betrekking hebben op de terbeschikkingstelling van de openbare telecommunicatie voor het publiek, en die welke de opdrachten van sociale of humanitaire aard betreffen die inzake openbare telecommunicatie verwezenlijkt moeten worden;

— dat de definitie van openbare telecommunicatie in Hoofdstuk V van Titel III nader bepaald wordt. Het zou overbodig zijn tweemaal hetzelfde te zeggen;

— dat het 4<sup>e</sup> van amendement n° 157 in elk geval overbodig is want wat daar bedoeld is, is al onder Titel I geregeld.

#### 2. Stemmingen

De amendementen n°s 97 (de heren De Croo en Draps) en 157 (de heer De Croo) worden achtereenvolgens verworpen met 15 tegen 3 stemmen.

Het artikel wordt aangenomen met 15 tegen 3 stemmen.

## Art. 59

1. *Discussion*

MM. De Croo et Draps proposent un amendement (n° 98), visant à rendre le mandat d'administrateur à BELGACOM incompatible avec l'exercice d'une fonction à l'IPBT. L'un des auteurs fait observer qu'il faut qu'il y ait une séparation entre l'organe de réglementation et l'opérateur.

Le Ministre se déclare favorable à l'introduction de cette incompatibilité.

Le Gouvernement présente un amendement (n° 213) dont l'objet est identique à celui de l'amendement n° 98, mais la formulation différente.

2. *Votes*

L'amendement n° 213 du Gouvernement est adopté à l'unanimité.

L'amendement n° 98 de MM. De Croo et Draps devient dès lors sans objet.

L'article tel qu'amendé est adopté par 15 voix et 3 abstentions.

## Art. 60

MM. De Croo et Draps introduisent un amendement (n° 99) tendant à supprimer cet article, dans la logique de l'amendement n° 94 déposé précédemment (voir article 55bis ci-avant).

A la suite des observations formulées lors de la discussion de l'article 55bis (voir ci-avant), le Gouvernement dépose un amendement (n° 215) tendant à maintenir l'article 10, 3° de la loi organique de la Régie.

L'amendement n° 215 du Gouvernement est adopté par 15 voix et 3 abstentions.

L'article tel qu'amendé est adopté par 15 voix contre 3.

L'amendement n° 99 de MM. De Croo et Draps, qui tend à supprimer l'article, devient dès lors sans objet.

Art. 60bis (*nouveau*)1. *Discussion*

MM. De Croo et Draps déposent un amendement (n° 108), visant à insérer un chapitre IVbis (*nouveau*) intitulé « Dispositions particulières » et contenant un article 60bis. Ce nouvel article se situe dans la logique de l'amendement n° 94 (voir article 55bis ci-avant) et il reprend celles des dispositions de la loi de création de la Régie qu'il convient de maintenir.

En ce qui concerne l'article 13 de cette loi de création, auquel il a été fait référence dans la discussion de

## Art. 59

1. *Besprekking*

De heren De Croo en Draps stellen een amendement nr 98 voor dat het mandaat van bestuurder bij BELGACOM onverenigbaar maakt met de uitoefening van welke functie ook bij het BIPT. Een van de indieners merkt op dat een scheiding moet worden gemaakt tussen het regelgevend orgaan en de exploitant.

De Minister verklaart voorstander te zijn van een dergelijke onverenigbaarheid.

De Regering dient een amendement (nr 213) in waarvan het opzet gelijk is aan dat van amendement nr 98, maar het is wel anders geformuleerd.

2. *Stemmingen*

Amendement nr 213 van de Regering wordt eenparig aangenomen.

Amendement nr 98 van de heren De Croo en Draps vervalt dientengevolge.

Het aldus geamendeerde artikel wordt aangenomen met 15 stemmen en 3 onthoudingen.

## Art. 60

De heren De Croo en Draps dienen een amendement nr 99 in dat ertoe strekt dit artikel weg te laten, als logisch uitvloeisel van het eerder ingediende amendement nr 94 (cf. supra artikel 55bis).

Ingevolge de opmerkingen die bij de besprekking van artikel 55bis (cf. supra) werden gemaakt, dient de Regering een amendement (nr 215) in ten einde artikel 10, 3°, van de organieke wet van de Regie te handhaven.

Amendement nr 215 van de Regering wordt aangenomen met 15 stemmen en 3 onthoudingen.

Het aldus geamendeerde artikel wordt aangenomen met 15 stemmen en 3 onthoudingen.

Amendement nr 99 van de heren De Croo en Draps tot weglatting van het artikel vervalt dientengevolge.

Art. 60bis (*nieuw*)1. *Besprekking*

De heren De Croo en Draps dienen een amendement nr 108 in, dat ertoe strekt een hoofdstuk IVbis (*nieuw*) met als opschrift « Bijzondere bepalingen » in te voegen. Dat hoofdstuk bevat een artikel 60bis dat aansluit bij amendement nr 94 (cf. supra artikel 55bis) en waarin die bepalingen van de oprichtingswet van de RTT worden opgenomen die moeten worden behouden.

In verband met artikel 13 van die oprichtingswet, waarnaar tijdens de besprekking van artikel 55bis

l'article 55bis, l'un des auteurs demande s'il est prévu de maintenir la disposition actuelle, qui règle que 5 % des bonus annuels sont alloués à la direction et au personnel au titre de leur participation dans les bénéfices.

Le Ministre répond par l'affirmative.

Lors de la discussion de l'article 55bis, l'un des intervenants a souligné qu'une partie des dispositions de l'article 13 sont supprimées de facto à la suite de l'abrogation de l'article 10 (par l'article 60, 3<sup>e</sup> du projet).

Le Ministre conteste cette interprétation; toutefois une modification du texte supprimant toute ambiguïté éventuelle est proposée à l'article 60 (voir ci-dessus = amendement n° 215).

L'un des auteurs de l'amendement n° 108 demande ce qui est prévu en matière de pensions.

Le Ministre répond que le système actuel est maintenu. L'article 22 n'est d'ailleurs pas abrogé. Au demeurant, pour les agents statutaires, le régime général applicable aux agents de l'Etat demeure. Les dispositions particulières ressortissant à l'autonomie ne peuvent concerner que le régime extra-légal. Pour les contractuels, la situation en matière de pensions ne change pas davantage, et les règles du droit commun du régime de pension privé restent d'application.

L'auteur demande si les dispositions de l'arrêté royal du 11 octobre 1930 pris en exécution de la loi de création de la Régie pour en régler le régime des pensions sont également maintenues.

Le Ministre répond par l'affirmative.

L'auteur constate que le système d'autofinancement des pensions du personnel statutaire de la RTT est donc maintenu dans BELGACOM et que, organisé à travers un arrêté d'exécution, il est susceptible d'être modifié par un autre arrêté royal. BELGACOM se trouvera dès lors dans une situation tout à fait dérogatoire par rapport aux sociétés avec lesquelles elle sera en concurrence.

Le Ministre déclare que ce type de situation — c'est à dire l'existence d'un système propre de pensions — devrait être pris en compte pour la détermination de la subvention éventuelle de l'Etat à l'entreprise publique ou pour celles des indemnités à verser par BELGACOM à l'Etat, en contrepartie de ses droits exclusifs, matières que règle le contrat de gestion.

L'auteur demande si, dans ce cas, il sera établi une distinction selon que le personnel statutaire est affecté à des tâches de service public ou à des tâches ressortissant aux activités en concurrence.

Le Ministre répond par l'affirmative.

L'auteur estime qu'on créerait sinon une distorsion à la concurrence.

Tout en soulignant que des précisions sur le régime actuellement en vigueur dans les quatre futures EPA doivent être communiquées à la Commission, il demande qui sera habilité à prendre les décisions en la

werd verwezen, vraagt een van de indieners of de bepaling behouden blijft die voorschrijft dat 5 % van de jaarlijkse overschotten aan het bestuur en aan het personeel worden uitgekeerd als aandeel in de winst.

De Minister antwoordt bevestigend.

Een van de sprekers heeft er bij de besprekking van artikel 55bis op gewezen dat een deel van de bepalingen van artikel 13 de facto werden opgeheven, als gevolg van de opheffing van artikel 10 (door artikel 60, 3<sup>e</sup>, van het ontwerp).

De Minister betwist die interpretatie. In ieder geval wordt bij artikel 60 een tekstdwijziging voorgesteld die elke eventuele dubbelzinnigheid moet wegwerken (cf. supra amendement n° 215).

Een van de indieners van amendement n° 108 vraagt welke pensioenregeling in het vooruitzicht wordt gesteld.

De Minister antwoordt dat de bestaande regeling wordt behouden; artikel 22 wordt trouwens niet opgeheven. De algemene regeling voor het rijkspersoneel blijft overigens van kracht voor statutaire personeelsleden. De bijzondere bepalingen waarvoor de autonomie geldt hebben alleen betrekking op de bovenwettelijke regeling. Voor personeelsleden met een arbeidsovereenkomst zijn er inzake pensioenen evenmin wijzigingen; de gemeenrechtelijke bepalingen van de pensioenregeling blijven van toepassing.

De auteur vraagt of de bepalingen van het koninklijk besluit van 11 oktober 1930, dat ter uitvoering van de wet tot oprichting van de Régie werd genomen om de pensioenregeling vast te stellen, eveneens gehandhaafd blijven.

De Minister antwoordt bevestigend.

De auteur constateert dat de regeling waarbij de RTT de pensioenen van haar statutaire personeelsleden zelf financiert, bij BELGACOM dus behouden blijft; daar een uitvoeringsbesluit de regeling bepaalt, kan een ander koninklijk besluit ze wijzigen. De toestand bij BELGACOM zal dan totaal anders zijn dan bij de bedrijven waarmee geconcurreerd wordt.

De Minister verklaart dat met deze toestand — met name een eigen pensioenregeling — rekening moet worden gehouden bij de vaststelling van een eventuele overheidssubsidie of van een vergoeding die BELGACOM in ruil voor zijn monopolierecht aan de overheid moet betalen; zulks zal in het beheerscontract opgenomen worden.

De auteur vraagt of er in dat geval een onderscheid zal worden gemaakt naargelang de statutaire personeelsleden opdrachten van openbare dienst of opdrachten in mededinging uitvoeren.

De Minister antwoordt bevestigend.

De auteur is van oordeel dat de mededinging anders zou worden verstoord.

Hij onderstreept dat de Commissie toelichting moet krijgen over de regeling die momenteel in de vier toekomstige autonome overheidsbedrijven van toepassing is. Hij vraagt eveneens wie, in geval het bedrijf in een

matière, au cas où l'entreprise se serait transformée en société anonyme.

D'autre part, si un arrêté royal était pris qui alourdisait les charges imposées à l'entreprise publique en matière de financement des pensions de son personnel statutaire, BELGACOM pourrait-elle prétendre à une compensation à travers la subvention reçue de l'Etat ? L'auteur attire l'attention sur le fait que le régime spécifique en matière de pensions qui existe non seulement à la RTT, mais dans d'autres des futures EPA a, déjà à l'heure actuelle, un impact sur le budget de l'Etat. Ainsi, le fonctionnement du régime d'autofinancement qui existe à la SNCB n'est possible que parce que ce régime est, en fait, complété par des subventions versées par l'Etat. Les mises à la retraite ont donc des effets bénéfiques pour le budget de la SNCB, mais négatifs pour celui de l'Etat. Or, il ne faut pas perdre de vue que, dans le cas de BELGACOM, le progrès technique rendra sans doute nécessaire de procéder à d'importants dégagements, et que l'entreprise pourrait trouver son intérêt dans l'encouragement des départs à la retraite. Dans la mesure où le financement des pensions dans le secteur privé est organisé tout à fait différemment, puisque employeurs et travailleurs y contribuent, n'y aurait-il pas là distorsion à la concurrence ?

Enfin, l'un des rapporteurs demande des précisions sur ce qui est prévu en matière de pensions en cas de carrière mixte, selon que la carrière a été partagée entre EPA et secteur privé ou entre EPA et fonction publique.

#### Le Ministre répond :

- que l'Etat intervient aussi, via la sécurité sociale, dans les régimes d'anticipation de la pension au bénéfice d'entreprises du secteur privé;
- que les règles actuelles en cas de carrière mixte restent d'application.

A la suite des différentes questions posées sur la réglementation sur les pensions, le Ministre communique la note suivante :

#### « A. BASES LEGALES

##### 1. *Pension de retraite*

Les membres du personnel de la RTT mis à la retraite jouissent d'une pension de retraite en application de l'arrêté royal n° 117 du 27 février 1935 qui traite du statut du personnel des institutions publiques et des régies créées par l'Etat. La réglementation sur les pensions est identique à celle qui est applicable au personnel de l'Etat.

L'article 55 du projet de loi relatif à la réforme de certaines entreprises publiques économiques prévoit que dans toutes les lois et règlements l'appellation « RTT » est remplacée par BELGACOM, ce qui revient à dire que l'arrêté royal n° 117 reste applicable au personnel de BELGACOM.

naamloze vennootschap wordt omgezet, de beslissingen ter zake mag nemen.

Kan BELGACOM voorts aanspraak maken op compensatie via de overheidssubsidie mocht een koninklijk besluit worden genomen tot verruiming van de lasten die het overheidsbedrijf op zich neemt inzake financiering van de pensioenen van zijn statutair personeel ? De auteur wijst erop dat de specifieke pensioenregeling, die niet alleen bij de RTT maar ook in andere toekomstige autonome overheidsbedrijven bestaat, nu al een weerslag op de Rijksbegroting heeft. De regeling bij de NMBS kan eigenlijk maar behouden blijven door aanvullingen via overheidssubsidies. De pensioneringen hebben derhalve een gunstige weerslag op de begroting van de NMBS, maar ze zijn ongunstig voor de Rijksbegroting. Voor BELGACOM mag men echter niet uit het oog verliezen dat de technische ontwikkeling wellicht aanzienlijke uitgaven zal vergen en dat het bedrijf er alle voordeel bij kan hebben om pensioneringen aan te moedigen. Wordt ook in dat geval de mededinging niet verstoord, aangezien de financiering van de pensioenen in de particuliere sector helemaal anders is georganiseerd, doordat werkgevers en werknemers bijdragen betalen ?

Tot slot vraagt een van de rapporteurs toelichting bij wat wordt bepaald inzake pensioenen na een gemengde loopbaan, naargelang het een loopbaan in een autonoom overheidsbedrijf en de particuliere sector, of een loopbaan in een autonoom overheidsbedrijf en het openbaar ambt betreft.

#### De Minister antwoordt :

- dat de Staat via de sociale zekerheid eveneens tegemoetkomt in de stelsels van vervroegde pensionering, voor ondernemingen uit de privé-sector;
- dat de huidige bepalingen met betrekking tot de gemengde loopbaan van toepassing blijven.

Als gevolg van de verschillende vragen over de pensioenregeling geeft de Minister kennis van de volgende nota :

#### « A. WETTELIJKE BASIS

##### 1. *Rustpensioenen*

De op rustgestelde statutaire personeelsleden van de RTT genieten van een rustpensioen bij toepassing van het koninklijk besluit n° 117 van 27 februari 1935 dat handelt over het personeelsstatuut van de openbare instellingen en regieën opgericht door de Staat. De pensioenregeling is dezelfde als die welke geldt voor het personeel van de Staat.

Artikel 55 van het wetsontwerp betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven voorziet dat in alle wetten en reglementen de benaming « RTT » vervangen wordt door BELGACOM wat er op neerkomt dat het koninklijk besluit n° 117 van toepassing blijft op het personeel van BELGACOM.

## 2. Pensions de survie

Une pension de survie est payée à l'époux ou à l'épouse du conjoint survivant sous certaines conditions (c'est surtout le revenu du conjoint survivant qui importe).

## 3. Pensions de d'orphelins

Une pension d'orphelin est accordée à l'orphelin, enfant d'un membre du personnel, âgé de moins de 18 ans.

4. Les membres du personnel non statutaires tombent sous l'application du régime général de la sécurité, c'est-à-dire que l'employeur, en l'occurrence la RTT, verse la retenue prévue sur le salaire (7,5 %) augmentée de la cotisation patronale (8,86 %) comme cotisation à la caisse de retraite au compte de la sécurité sociale. Le travailleur a droit en son temps à une pension de retraite à charge du service de l'Etat pour les pensions des travailleurs salariés pour la période pendant laquelle il ou elle a travaillé à la RTT.

## B. ASPECT FINANCIER

### 1. Pensions de retraite

Celles-ci sont versées à un peu plus de 8000 travailleurs pensionnés. Durant la carrière active, les travailleurs ne versent aucune cotisation. Ils ne contribuent pas davantage à un fonds de sécurité sociale. La dépense pour les pensions est prise en charge par le compte d'exploitation de l'exercice en cours.

Dépenses 1989 = 4 198 198 000 francs.

Budget 1990 = 4 672 812 000 francs.

### 2. Pensions de survie, pensions d'orphelins

Celles-ci sont versées par le Ministère des Finances. Le financement s'effectue par le membre du personnel via une retenue obligatoire de 7,5 % sur le salaire. Cette retenue est versée mensuellement au Ministère des Finances (fonds des pensions de survie).

Montant total retenu en 1989 = 1,214 milliards de francs.

### 3. Personnel non statutaire

La dépense pour la RTT est limitée aux cotisations patronales de 8,86 % du salaire des membres du personnel et est versée avec la cotisation personnelle de 7,5 % au compte de sécurité sociale.

## C. PREVISIONS

Depuis un certain temps, des études d'actuariat sont en cours à la RTT en vue de calculer de la manière

## 2. Overlevingspensioenen

Aan de echtgenoot of echtgenote van het vooroverleden statutair personeelslid wordt onder bepaalde voorwaarden (vooral het inkomen van de overlevende echtgenoot speelt een rol) een overlevingspensioen uitbetaald.

## 3. Wezenpensioenen

Aan de volle wezen van minder dan 18 jaar, kinderen van een personeelslid, wordt een wezenpensioen toegekend.

4. De niet-statutaire personeelsleden vallen onder de toepassing van het algemeen stelsel van de sociale zekerheid. Dit wil zeggen dat de werkgever, i.c. de RTT, de voorziene inhouding op het loon (7,5 %) verhoogt met de werkgeversbijdrage (8,86 %) stort als pensioenbijdrage aan de RSZ. De werknemer heeft te zijner tijd recht op een rustpensioen ten laste van de Rijksdienst voor Werknemerspensioenen voor de periode die hij of zij heeft gewerkt bij de RTT.

## B. FINANCIËL ASPECT

### 1. Rustpensioenen

Deze worden uitgekeerd aan ruim 8000 gepensioneerde werknemers. Er worden tijdens de actieve loopbaan geen bijdragen betaald door de werknemers. Er wordt evenmin aan fondsvoorziening gedaan. De uitgave van de pensioenen wordt ten laste genomen van de exploitatierekening van het dienstjaar.

Uitgaven 1989 = 4 198 198 000 frank.

Begroting 1990 = 4 672 812 000 frank.

### 2. Overlevingspensioenen, wezenpensioenen

Deze worden uitgekeerd door het Ministerie van Financiën. De financiering gebeurt door het statutair personeelslid via een verplichte inhouding van 7,5 % op het loon. Deze inhouding wordt maandelijks overgemaakt aan het Ministerie van Financiën (Fonds voor Overlevingspensioenen).

Totaal bedrag in 1989 ingehouden = 1,214 miljard frank.

### 3. Niet-statutair personeel

De uitgave gedragen door de RTT is beperkt tot de patronale bijdrage van 8,86 % van het loon van deze personeelsleden en wordt overgemaakt samen met de persoonlijke bijdrage van 7,5 % aan de RSZ.

## C. VOORUITZICHTEN

Sedert geruime tijd zijn actuariaatsstudies aan de gang bij de RTT teneinde op een zo juist mogelijke

la plus exacte possible la valeur de la charge des pensions, sur la base d'un nombre de certains paramètres tels que les traitements individuels, les tables de mortalité, l'évolution estimatoire de l'index, le rendement des investissements, etc.

Au 1<sup>er</sup> janvier 1990, cette charge atteignait 98,218 milliards de francs.

	(en millions de francs)
1. pensionnés	50 892,4
2. le personnel en service entré après le 1 <sup>er</sup> janvier 1986	108,2
3. le personnel en service pour les années prestées avant le 1 <sup>er</sup> janvier 1986	35 449,8
4. le personnel en service entré après le 1 <sup>er</sup> janvier 1986 pour les années prestées	11 767,6
	<hr/>
	98 218

Seule la provision prévue sub 2) a été mise en place en application de l'article 45 de l'arrêté royal du 6 novembre 1987.

La décision est déjà prise de constituer un fonds de pension, étalé sur une période de 35 ans et alimenté par les dotations nécessaires à charge du compte d'exploitation. Une période aussi longue est nécessaire étant donné, d'une part, l'énorme montant des obligations et, d'autre part, la nécessité de ne pas surcharger le compte d'exploitation.

La gestion de ce fonds doit, à tous égards, être effectuée en dehors de la RTT ou de BELGACOM. La préférence est donnée à un fonds qui sera géré par un consortium d'assureurs belges et qui sera placé sous le contrôle de services propres et du Service de Contrôle des Assurances relevant du Ministère des Affaires économiques. »

## 2. Vote

L'amendement n° 108 de MM. De Croo et Draps, visant à insérer un Chapitre IVbis (*nouveau*) contenant un article 60bis (*nouveau*), est rejeté par 15 voix contre 3.

### Artt. 61 à 63

MM. De Croo et Draps proposent un amendement à chacun de ces articles (respectivement les amendements n°s 100, 101 et 102).

Ces amendements visent chaque fois à supprimer l'article, dans la logique de l'amendement n° 94 déposé précédemment (voir article 55bis ci-avant).

A la suite des observations formulées lors de la discussion de l'article 55bis (voir ci-avant), le Gouvernement introduit un amendement (n° 215), qui abroge l'article 13 de la loi organique de la Régie, mais maintient le droit du personnel à une part des bénéfices.

wijze en steunend op een aantal parameters zoals individuele wedden, sterftetafels, vermoede indexevolutie, rendement van beleggingen, enzovoort de actuele waarde van de pensioenlast te berekenen.

Per 1 januari 1990 bedroeg deze last 98,218 miljard frank verdeeld als volgt :

	(in miljoenen frank)
1. de gepensioneerden	50 892,4
2. de actieven na 1 januari 1986 in dienst getreden	108,2
3. de actieven voor de gepresteerde jaren vóór 1 januari 1986	35 449,8
4. de actieven vóór 1 januari 1986 in dienst getreden en voor de jaren gepresteerd na 1 januari 1986	11 767,6
	<hr/>
	98 218

Alleen de voorziening sub 2) werd aangelegd in toepassing van artikel 45 van het koninklijk besluit van 6 november 1987.

De beslissing tot het vormen van een pensioenfonds dat gespreid over een periode van 35 jaar, via de nodige dotaties ten laste van de exploitatierekening wordt gestijfd, is reeds genomen. Een zo lange periode is vereist gelet enerzijds op het enorme bedrag van de verplichtingen en anderzijds op de noodzaak de exploitatierekening niet al te veel te bezwaren.

Het beheer van dit fonds dient alleszins buiten de RTT of BELGACOM gehouden. De voorkeur gaat naar een fonds dat beheerd wordt door een Consortium van Belgische Verzekeraars en onder toezicht staat van eigen diensten en van de Kontroledienst der Verzekeringen afhangend van het Ministerie van Economische Zaken. »

### 2. Stemming

Amendement n° 108 van de heren De Croo en Draps tot invoeging van een Hoofdstuk IVbis (*nieuw*) met een artikel 60bis (*nieuw*) wordt verworpen met 15 tegen 3 stemmen.

### Artt. 61 tot 63

De heren De Croo en Draps stellen bij elk van die artikelen een amendement voor (respectievelijk amendement n° 100, 101 en 102).

Die amendementen hebben telkens tot doel het artikel weg te laten, als logisch uitvloeisel van het eerder ingediende amendement n° 94 (cf. supra artikel 55bis).

Ingevolge de opmerkingen die bij de besprekking van artikel 55bis (cf. supra) werden gemaakt, dient de Regering een amendement (n° 215) in dat artikel 13 van de organieke wet van de Régie opheft maar het recht van het personeel op een aandeel in de winst handhaaft.

L'article 61 est adopté par 15 voix contre 3.

L'amendement n° 100 de MM. De Croo et Draps, qui vise à supprimer l'article, devient dès lors sans objet.

L'amendement n° 215 du Gouvernement est adopté par 15 voix et 3 abstentions.

L'article 62 tel qu'amendé et l'article 63 sont successivement adoptés par 15 voix contre 3.

Les amendements n°s 101 et 102 de MM. De Croo et Draps, qui visent à supprimer ces articles, deviennent dès lors sans objet.

#### Art. 64

##### 1. Discussion

MM. De Croo et Draps déposent un amendement n° 103 au § 1<sup>er</sup>, dont cet amendement vise à améliorer la formulation et à compléter le 1<sup>o</sup> en précisant que la responsabilité de BELGACOM pour des dommages ayant entraîné le décès ou une lésion corporelle concerne exclusivement les cas où les victimes sont des utilisateurs.

Le Ministre confirme que les victimes visées au § 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, sont les usagers.

Constatant que cette précision ne figure pas dans le § 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, du projet, l'un des auteurs de l'amendement demande si, au cas où mort d'homme ou lésion corporelle résulterait d'un accident de la route à la suite duquel des tiers n'auraient pu prévenir à temps les services de secours par la faute du non-fonctionnement de l'infrastructure des télécommunications publiques, la responsabilité de BELGACOM serait engagée : la victime ne serait en effet pas l'utilisateur de BELGACOM lui-même.

Le Ministre rappelle que le mot « utilisateur » est contenu explicitement dans l'article. Il souligne que l'objectif des auteurs du projet a été d'augmenter la responsabilité de BELGACOM. Il faut rappeler que, jusqu'à présent, l'article 24 de la loi de création de la RTT disposait que la Régie n'était pas responsable pour les services de la correspondance par télégraphe et par téléphone avec ou sans fil.

Les grandes lignes du régime retenu pour BELGACOM sont les suivantes :

- pour tout ce qui est extra-contractuel, BELGACOM est soumise aux dispositions du droit commun;

- il en va de même pour l'ensemble des services non réservés. Cela signifie qu'aucune limitation légale à la responsabilité de BELGACOM n'est prévue pour les activités développées par BELGACOM en concurrence avec d'autres opérateurs;

- en ce qui concerne les télécommunications publiques, BELGACOM est responsable sans limitation lorsque l'entreprise a causé le dommage soit in-

Artikel 61 wordt aangenomen met 15 tegen 3 stemmen.

Amendement n° 100 van de heren De Croo en Draps tot weglatting van het artikel vervalt dientengevolge.

Amendement n° 215 van de Regering wordt aangenomen met 15 stemmen en 3 onthoudingen.

Het aldus geamendeerde artikel 62 en artikel 63 worden achtereenvolgens aangenomen met 15 tegen 3 stemmen.

De amendementen n°s 101 en 102 van de heren De Croo en Draps tot weglatting van deze artikelen vervallen dientengevolge.

#### Art. 64

##### 1. Bespreking

De heren De Croo en Draps stellen op § 1 een amendement n° 103 voor om die paragraaf begrijpelijk te formuleren en het 1<sup>o</sup> aan te vullen met de precisering dat BELGACOM uitsluitend aansprakelijk is voor schade die de dood of lichamelijk letsel bij gebruikers als gevolg heeft gehad.

De Minister beaamt dat de in § 1, 1<sup>o</sup>, bedoelde slachtoffers de gebruikers zijn.

Nadat hij heeft geconstateerd dat die precisering niet voorkomt in § 1, 1<sup>o</sup>, vraagt een van de indieners van het amendement of, wanneer doodslag of lichamelijk letsel zouden voortvloeien uit een verkeersongeval en derden de hulpdiensten niet tijdig hebben kunnen waarschuwen doordat de openbare telecommunicatie-infrastructuur niet functioneert, BELGACOM hiervoor aansprakelijk zal zijn : het slachtoffer zou namelijk niet de gebruiker van BELGACOM zelf zijn.

De Minister herinnert eraan dat de term « gebruiker » expliciet voorkomt in het artikel. Hij verduidelijkt dat het de bedoeling van de indieners van het ontwerp is geweest de aansprakelijkheid van BELGACOM te verruimen. Gememoreerd zij dat artikel 24 van de wet tot oprichting van de RTT tot dusver bepaalde dat de Regie niet aansprakelijk was voor de diensten van het telegraaf- en telefoonverkeer met en zonder draad.

De voor BELGACOM uitgewerkte regeling vertoont de volgende krachtlijnen :

- voor alles wat niet onder een overeenkomst valt, zijn op BELGACOM de bepalingen van het gemeen recht van toepassing;

- hetzelfde geldt voor alle niet-gereserveerde diensten. Dat betekent dat geen wettelijke beperking wordt gelegd op de aansprakelijkheid van BELGACOM voor alle activiteiten die BELGACOM ontwikkelt in concurrentie met andere exploitanten;

- voor openbare telecommunicatie is BELGACOM onbeperkt aansprakelijk wanneer het bedrijf de schade ofwel opzettelijk ofwel roekeloos heeft veroorzaakt in

tentionnellement soit inconsidérément et en sachant que ce dommage en résulterait; lorsque ces conditions ne sont pas remplies, BELGACOM ne reste responsable vis-à-vis de l'utilisateur que dans les trois cas précisés aux 1<sup>e</sup>, 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> du § 1<sup>er</sup>, premier alinéa;

— toujours en matière de télécommunications publiques, est nulle toute autre restriction ou exclusion de responsabilité, à moins qu'un arrêté royal délibéré en Conseil des Ministres, sur la proposition de l'IBPT et après avis du comité consultatif, ne modifie les règles contenues dans le § 1<sup>er</sup>. Pour les télécommunications publiques, BELGACOM ne peut donc limiter sa responsabilité par voie de contrat avec ses usagers (§§ 2 et 3).

Après cette réponse du Ministre, M. De Croo introduit un amendement (n° 162), qui vise à supprimer l'article. Cet amendement prend rang d'amendement en ordre principal. L'auteur souligne le caractère dérogatoire du régime instauré en matière de responsabilité lorsque sont en cause les télécommunications publiques.

Le Ministre répond que l'acceptation d'une responsabilité plus étendue dans le trafic très intense de télécommunications serait impensable et placerait en outre BELGACOM dans une position plus défavorable que celle des opérateurs des pays voisins.

Enfin, le Ministre fait observer que l'interdiction faite à BELGACOM d'établir des restrictions ou exclusions de responsabilité supplémentaires (§ 3), protège davantage l'usager que ce n'est le cas dans d'autres secteurs, où les dispositions du droit commun sont en principe d'application, mais où fleurissent les contrats d'adhésion limitant considérablement la responsabilité vis-à-vis de l'usager.

MM. De Croo et Draps déposent un second amendement subsidiaire (amendement n° 104), qui ajoute un § 4. L'objet de cette disposition supplémentaire est de créer une commission des litiges, afin d'éviter que l'on puisse s'adresser au juge au moindre problème, même minime.

Le Ministre fait observer que le projet instaure déjà un service de médiation (cf. la discussion du Chapitre X ci-avant). En outre, le problème du recours en cas d'abus de position dominante renvoie à un autre projet, déposé par le Ministre des Affaires Économiques « sur la protection de la concurrence économique ».

Directement inspiré des textes européens en la matière, ce texte, déjà déposé au Parlement, poursuit un triple but :

- lutter contre les ententes, accords ou associations entre entreprises qui résulteraient en pratiques restrictives de concurrence (<sup>1</sup>);

de wetenschap dat die schade er waarschijnlijk uit zou voortvloeien; is niet aan die voorwaarden voldaan, dan blijft BELGACOM jegens zijn klanten alleen aansprakelijk in de drie gevallen die worden vermeld in 1<sup>e</sup>, 2<sup>e</sup> en 3<sup>e</sup> van het eerste lid van alinea 1;

— nog steeds op het vlak van de openbare telecommunicatie is elke andere beperking of uitsluiting van aansprakelijkheid nietig, tenzij op voorstel van de BIPT en na advies van het raadgevend comité, een in Ministerraad overlegd koninklijk besluit de regels van § 1 zou wijzigen. Voor de openbare telecommunicatie, kan BELGACOM bijgevolg haar aansprakelijkheid niet beperken via een overeenkomst met haar gebruikers (§§ 2 en 3).

Na dit antwoord van de Minister, stelt de heer De Croo een amendement (n° 162) voor om dat artikel weg te laten. Dat amendement krijgt de rang van amendement in hoofdorde. De indiener wijst op het afwijkend karakter van de regeling die inzake aansprakelijkheid wordt ingevoerd wanneer de openbare telecommunicatie in het geding is.

De Minister antwoordt dat een ruimere aansprakelijkheid in het zeer drukke telecommunicatieverkeer zonder meer ondenkbaar is en BELGACOM bovendien in een ongunstiger positie dan de exploitanten in de buurlanden zou plaatsen.

Tot slot merkt de Minister op dat het aan BELGACOM opgelegde verbod om bijkomende beperking of uitsluitingen van aansprakelijkheid vast te stellen (§ 3), de gebruiker beter beschermt dan het geval is met andere sectoren waar de bepalingen van het gemeen recht in principe van toepassing zijn, maar waar toetredingscontracten die de aansprakelijkheid tegenover de gebruiker aanzienlijk beperken, welig tieren.

De heren De Croo en Draps dienen een tweede amendement in bijkomende orde (amendement n° 104) in, dat een § 4 toevoegt. Zij willen met die bijkomende bepaling in de oprichting van een Geschillencommissie voorzien om te vermijden dat men bij het kleinste probleem naar de rechter kan stappen.

De Minister wijst erop dat het ontwerp reeds een ombudsdiest wil oprichten (cf. de bespreking van Hoofdstuk I van de vorige Titel). Bovendien verwijst het probleem van het beroep bij misbruik van monopoliepositie naar een ander ontwerp, ingediend door de Minister van Economische Zaken, « betreffende de bescherming van de economische mededinging ».

Bij het opstellen van dat reeds bij het Parlement neergelegde ontwerp, heeft men zich rechtstreeks laten leiden door de Europese teksten ter zake. Het ontwerp beoogt een drievoudig doel :

- bestrijding van kartels, akkoorden of afspraken tussen bedrijven die zouden leiden tot concurrentiebeperkende praktijken (<sup>1</sup>);

(<sup>1</sup>) Article 2, §§ 1<sup>er</sup> et 2, calqué sur l'article 85 du Traité de Rome.

(<sup>1</sup>) Artikel 2, §§ 1 en 2, overgenomen uit artikel 85 van het Verdrag van Rome.

2. interdire les abus de position dominante, telle qu'imposition d'un prix non équitable, autolimitation de la production, etc. (2);

3. subordonner les concentrations entre grandes entreprises à un contrôle a priori, de manière à éviter qu'elles ne renforcent une position dominante, voire éliminent toute concurrence (3).

Par rapport aux projets antérieurs en la matière, ce texte innove sur deux points essentiels :

1. Il crée une véritable magistrature économique : le Conseil de la Concurrence, composé d'experts, juristes et économistes, statuera de manière tout à fait indépendante, le Ministre n'intervenant à aucun stade de la décision, contrairement aux pratiques observées dans la plupart des pays européens.

2. Il porte sur l'ensemble de l'économie belge, en ce compris le secteur public (4). Ceci implique que les ménages et les entreprises qui auraient à se plaindre des pratiques d'une entreprise publique — notamment, BELGACOM — peuvent porter l'affaire devant le Conseil de la Concurrence, comme s'il s'agissait d'une entreprise privée. Le projet prévoit qu'une coopération peut être mise en place entre le Service de la Concurrence, logé au Ministère des Affaires Économiques et chargé d'instruire les affaires, et les organismes publics qui contrôlent ou surveillent un secteur économique particulier (5); l'Institut belge des Services postaux et des Télécommunications est cité à titre d'exemple dans l'Exposé des Motifs. De plus, lesdits organismes de contrôle — en ce compris l'IBPT — peuvent soumettre eux-mêmes une affaire au Service de la Concurrence (6); ceci a été jugé utile, parce que les personnes physiques ou morales qui souffrent des abus d'une entreprise — qu'elle soit publique ou privée — n'osent pas toujours prendre le risque de porter un recours, notamment lorsque la bonne fin de leurs activités dépend largement des fournitures de biens ou de services de l'abuseur.

A la suite de cette réponse, l'amendement n° 104 est retiré.

Deux amendements (n°s 171 et 232) sont déposés par M. Simons (voir Doc. n°s 1287/6 et 1287/7).

(2) Article 3, calqué sur l'article 86 du Traité de Rome.

(3) Article 10, inspiré du règlement du Conseil des Communautés Européennes du 21 décembre 1989.

(4) Voir l'article 46 du projet de loi sur la protection de la concurrence économique, qui soumet « les entreprises publiques et les entreprises auxquelles les autorités publiques accordent des droits spéciaux ou exclusifs [...] dans les limites où cette application ne fait pas échec en droit ou en fait à la mission particulière qui leur a été impartie par ou en vertu de la loi ».

(5) Article 25, § 2 du même projet de loi.

(6) Article 23, § 1<sup>er</sup>, du même projet de loi.

2. de misbruiken van een monopoliepositie, zoals het opleggen van een onrechtvaardig tarief, zelfbeperking inzake produktie, enz, verbieden (2);

3. de concentraties van grote bedrijven aan een controle a priori onderwerpen, om te vermijden dat ze hun monopoliepositie nog versterken, of zelfs elke mededinging uitschakelen (3).

In vergelijking met de vroegere ontwerpen ter zake, voert deze tekst op twee essentiële punten een vernieuwing in :

1. Het ontwerp roept een echte economische magistratuur in het leven : de Raad voor de Mededinging, samengesteld uit deskundigen, juristen en economen, zal op een geheel onafhankelijke wijze uitspraak doen, waarbij de Minister, in tegenstelling tot de praktijken die plaatsvinden in de meeste Europese landen, in geen enkele fase van de besluitvorming ingrijpt.

2. Het ontwerp heeft betrekking op de hele Belgische economie, met inbegrip van de overheidssector (4). Dit betekent dat de huishoudingen en de bedrijven die te klagen zouden hebben van de praktijken van een overheidsbedrijf — met name BELGACOM — de zaak aanhangig kunnen maken bij de Raad voor de Mededinging, als betrof het een particuliere onderneming. Het ontwerp bepaalt dat een samenwerking kan worden tot stand gebracht tussen de Dienst voor de Mededinging, die ondergebracht is in het Ministerie van Economische Zaken en ermee belast is de zaken in vooronderzoek te nemen, en de overheidsinstellingen die de controle hebben over een specifieke economische sector (5); het Belgisch Instituut voor Postdiensten en Telecommunicatie wordt in de Memorie van Toelichting als voorbeeld genoemd. Bovendien kunnen die controle-instellingen — met inbegrip van het BIPT — zelf een zaak voorleggen aan de Dienst voor de Mededinging (6); dat werd nuttig geacht omdat natuurlijke personen of rechtspersonen die te lijden hebben van de misbruiken van een bedrijf — zowel in de publieke als in de openbare sector — niet altijd het risico durven te nemen beroep in te stellen, inzonderheid wanneer de goede afloop van hun werkzaamheden grotendeels afhankelijk is van de levering van goederen of diensten door de overtreder.

Na dit antwoord wordt amendement n° 104 ingetrokken.

Twee amendementen (n°s 171 en 232) worden ingediend door de heer Simons (zie Stuk n° 1287/6 en 1287/7).

(2) Artikel 3, gebaseerd op artikel 86 van het Verdrag van Rome.

(3) Artikel 10, ingegeven door de verordening van de Raad van de Europese Gemeenschap van 21 december 1989.

(4) Zie artikel 46 van het wetsontwerp tot bescherming van de economische mededinging, waaraan « de openbare ondernemingen en de ondernemingen waaraan de overheid bijzondere of exclusieve rechten verleent [...] voor zover de toepassing daarvan de vervulling, in feite of in rechte, van de hun door of krachtens de wet toevertrouwde bijzondere taak niet verhindert » onderworpen zijn.

(5) Artikel 25, § 2 van hetzelfde wetsontwerp.

(6) Artikel 23, § 1 van hetzelfde wetsontwerp.

## 2. Votes

L'amendement n° 232 de M. Simons est rejeté par 15 voix et 3 abstentions.

L'amendement n° 171 du même auteur est rejeté à l'unanimité.

L'amendement n° 103 de MM. De Croo et Draps est rejeté par 15 voix contre 3.

L'article est adopté par 15 voix contre 3.

L'amendement n° 162 de M. De Croo, qui vise à supprimer l'article, devient dès lors sans objet.

## Artt. 65 à 67

Les amendements n°s 105 et 106 de MM. De Croo et Draps visent respectivement à supprimer l'article 65 et à modifier l'article 67, dans la logique de l'amendement n° 94 déposé précédemment par les mêmes auteurs (cf. discussion de l'article 55bis).

Les articles 65 à 67 n'appellent pas d'autre observation.

L'article 65 est adopté par 15 voix contre 3.

L'amendement n° 105 de MM. De Croo et Draps, qui vise à supprimer l'article, devient dès lors sans objet.

L'article 66 est adopté par 15 voix et trois abstentions.

L'amendement n° 106 de MM. De Croo et Draps est rejeté par 15 voix contre 3.

L'article 67 est adopté par 15 voix contre 3.

## TITRE III

### *Les télécommunications*

#### 1. Observations générales sur le Titre III

Un membre souhaite exposer son point de vue au sujet des télécommunications modernes dans le cadre de la discussion du présent titre.

Alors qu'elle ne recouvrat au départ que l'ensemble des systèmes de commutation et de transport destinés à assurer les services téléphoniques et les services télex, et donc uniquement le transport d'informations « parlées », domaine qui était traditionnellement exploité en monopole par les RTT nationales, propriété de l'Etat, la notion de « télécommunications » a évolué.

A l'heure actuelle, le développement, l'offre et la demande de services à valeur ajoutée (Value Added Network Services) sont particulièrement importants par suite de la convergence entre l'informatique et les télécommunications.

Après l'automatisation des processus internes au sein des entreprises, c'est à présent l'échange de documents (sur support papier) entre les entreprises qui

## 2. Stemmingen

Amendement n° 232 van de heer Simons wordt verworpen met 15 stemmen en 3 onthoudingen.

Amendement n° 171 van dezelfde indiener wordt eenparig verworpen.

Amendement n° 103 van de heren De Croo en Draps wordt verworpen met 15 tegen 3 stemmen.

Het artikel wordt aangenomen met 15 tegen 3 stemmen.

Amendement n° 162 van de heer De Croo tot weglatting van het artikel vervalt dientengevolge.

## Artt. 65 tot 67

De amendementen n°s 105 en 106 van de heren De Croo en Draps beogen respectievelijk artikel 65 weg te laten en artikel 67 te wijzigen, zulks als logisch uitvloeisel van het reeds door dezelfde leden ingediende amendement n° 94 (cf. besprekking van artikel 55bis).

Over de artikelen 65 tot 67 worden geen andere opmerkingen gemaakt.

Artikel 65 wordt aangenomen met 15 tegen 3 stemmen.

Amendement n° 105 van de heren De Croo en Draps tot weglatting van het artikel vervalt dientengevolge.

Artikel 66 wordt aangenomen met 15 stemmen en 3 onthoudingen.

Amendement n° 106 van de heren De Croo en Draps wordt verworpen met 15 tegen 3 stemmen.

Artikel 67 wordt aangenomen met 15 tegen 3 stemmen.

## TITEL III

### *De telecommunicatie*

#### 1. Algemene opmerkingen over Titel III

Bij de besprekking van deze titel wenst een lid zijn visie toe te lichten op de moderne telecommunicatie.

Van het geheel van schakel- en transportsystemen teneinde telefonie- en telexdiensten te verzekeren, endus louter transport van spraak-informatie, traditioneel in monopolie uitgebaat door nationale RTT's, eigendom van de Staat, evolueerde het begrip telecommunicatie.

Momenteel, tengevolge van de convergentie tussen informatica en telecommunicatie is de ontwikkeling en het aanbod van en de vraag naar zogenaamde « diensten met toegevoegde waarde » (Value Added Network Services) ongemeen groot.

Na de automatisering van de interne processen binnen de bedrijven wordt nu ook de uitwisseling van documenten (op basis van papier) tussen bedrijven

est remplacé par une liaison de télécommunication entre systèmes informatiques.

Cette technique est appelée *Electronic Data Interchange* et doit être distinguée du courrier électronique traditionnel. Il n'y a en effet plus d'opérateurs humains, la communication s'établissant directement entre des applications informatiques.

Ces évolutions ne se limiteront pas aux entreprises. C'est ainsi que d'après les prévisions des Communautés européennes, 20 % des ménages européens recourront au *home shopping* en 1995. La base de ce marché est constitué par le nombre croissant de PC.

Les autres applications sont légion : correspondance électronique, *home banking*, paiements électroniques, marché des valeurs électronique, consultation de banques de données, systèmes d'alarme, télémétrie d'eau, de gaz et d'électricité, communication vidéo interactive et télévision à péage, systèmes de traduction par ordinateur, etc.

Compte tenu de cette évolution, le membre arrive aux conclusions suivantes :

- les réseaux informatiques constituent un élément essentiel de l'infrastructure économique;
- un réseau de transmission accessible et de qualité constitue toujours la base d'une telle infrastructure;
- il est impensable que face à la multiplicité des développements et des applications technologiques, les usagers dépendent, en ce qui concerne ce réseau de transmission, d'une seule organisation, à savoir une RTT nationale.

L'intervenant estime que ces services fondés sur les télécommunications sont pratiquement inexistantes en Belgique, alors qu'ils sont déjà très développés dans certains pays comme le Royaume-Uni, la France ou les Etats-Unis. L'environnement peu attrayant qu'offre notre pays dans ce domaine a d'ailleurs provoqué le départ de plusieurs fournisseurs de VANS (Value added network systems) tels que SWIFT, SITA, EDS, GESCO, qui ont tous transféré leurs centres à l'étranger. En raison de l'internationalisation de l'économie, la compétitivité des entreprises est toutefois de plus en plus déterminée par la rapidité de l'accès aux informations et du transport de celles-ci. La demande de Value added networks est dès lors considérable, particulièrement chez les usagers industriels. L'ULB a réalisé une étude à ce sujet et a calculé que si le Gouvernement (RTT) réagissait de façon adéquate à la demande et à l'offre, le chiffre d'affaires de ces services VAN atteindrait jusqu'à 68 milliards de francs en 1995, ce qui entraînerait une augmentation considérable du nombre d'emplois. Un autre élément essentiel est qu'il s'agit en l'occurrence d'un nouveau secteur d'activité qui se crée (*a learning industry*), dans lequel il convient de se positionner dès à présent. D'ici quelques années, les énormes avantages acquis par les réseaux en place constitueront en effet un obstacle quasi insurmontable pour les nouveaux candidats voulant accéder à ce marché.

La Commission européenne a parfaitement pris conscience de l'importance de la situation et les direc-

onderling, vervangen door een telecommunicatieverbinding tussen computersystemen.

Deze techniek wordt *Electronic Data Interchange* genoemd en moet worden onderscheiden van traditionele electronic mail. Er zijn immers geen menselijke operatoren meer, de verbinding is rechtstreeks tussen computertoepassingen.

Deze evoluties zullen niet beperkt blijven tot het bedrijfsleven. Zo zouden volgens EG-prognoses, in 1995, 20 % van de Europese gezinnen gebruik maken van *home shopping*. Basis voor deze markt zijn de groeiende aantallen PC's.

Andere toepassingen zijn legio : elektronische briefwisseling, *home-banking*, elektronisch geldverkeer, geëlektroniseerde effecten-markten, raadplegen van data-banken, alarmsystemen, telemeting van water, gas en elektriciteit, interactieve video-communicatie en Kies-TV, vertaalcomputer-systemen, enz.

**Uitgaande van deze evolutie komt het lid tot de volgende besluiten :**

- computernetwerken worden een essentieel infrastructuurelement van de economie;
- de basis daarvan is steeds een beschikbaar en kwalitatief goed basis-transmissienet;
- het is ondenkbaar dat de eindgebruikers voor de veelheid van technologische ontwikkelingen en toepassingen die kunnen ontstaan bovenop dit transmissienet, afhankelijk zouden worden van één organisatie, met name een nationale RTT.

Volgens spreker staat de ontwikkeling van deze op telecommunicatie gebaseerde diensten in België nog nergens, in tegenstelling tot bijvoorbeeld het Verenigd Koninkrijk, Frankrijk of de Verenigde Staten. Het terzake weinig aantrekkelijk klimaat in ons land wordt geïllustreerd door het vertrek van VANS-leveranciers (Value added network systems) als SWIFT, SITA, EDS, GESCO en andere die allen hun centra verlegden naar het buitenland. Door de internationalisering van de economie wordt evenwel de competitiviteit van ondernemingen steeds meer bepaald door snelle toegang tot en transport van informatie. De vraag naar zulke Value Added Networks is dan ook aanzienlijk, in eerste instantie bij industriële gebruikers. Een studie hierover van de ULB becijferde dat, indien de Regering (RTT) adequaat zou inspelen op vraag en aanbod, het zakencijfer van deze VAN-diensten zou oplopen tot 68 miljard frank in 1995, met een grote stijging van de tewerkstelling tot gevolg. Essentieel is bovendien dat het hier om een nieuwe bedrijfstak gaat die momenteel ontstaat (*« a learning industry »*) en waarin de posities nu worden ingenomen. Over enige jaren zullen de enorme schaalvoordelen van reeds uitgebouwde netwerken een vrijwel onoverkomelijke drempel betekenen voor nieuwe toetredingen tot deze markt.

Op Europees niveau heeft de Commissie het belang van dit alles ten volle beseft en de richtlijnen ter zake

tives en la matière sont parfaitement claires. L'offre de terminaux réseau et de services VAN doit être libre et concurrentielle. Les RTT nationales peuvent conserver le monopole de l'infrastructure et des fonctions de commutation et de téléphonie. Pour ce qui est du reste, elles doivent se conformer à la directive *Open Network Provision*, c'est-à-dire prévoir des « gateways », afin de permettre aux fournisseurs VANS d'utiliser le réseau de manière optimale.

Le membre fait observer que le projet de loi à l'examen est entaché de conservatisme et perpétue le monopole de l'Etat, au détriment de l'offre de services.

BELGACOM devra en effet continuer à fixer le prix des télécommunications commerciales sans tenir compte de leur coût.

L'absence de réduction pour les volumes importants équivaut en effet à un subventionnement du secteur des téléphones résidentiels.

L'offre de services manque de flexibilité et est axée sur le réseau au lieu du client, ce qui entraîne une augmentation des coûts pour celui-ci.

BELGACOM est en outre centrée sur la Belgique et n'a guère de contacts avec l'étranger.

Bien que les services à valeur ajoutée ne soient pas réservés dans le projet de loi, celui-ci prévoit un instrument pratique permettant une intervention régulatrice des pouvoirs publics par le biais du Ministre ayant la RTT dans ses attributions, et ce sans critères objectifs : il s'agit de l'Institut belge des services postaux et des télécommunications (IBPT). Les licences d'exploitation seront rares. Banksys et Assurnet seront tolérés. En jouant habilement sur des joint-ventures et des accords de coopération, notamment avec Infonet, MCI et Telinfo, la RTT essaie de créer des monopoles intérieurs au sein du marché des systèmes à valeur ajoutée. Le volume de transport augmenterait toutefois considérablement si l'offre libre de services pouvait être assurée par l'intermédiaire d'un réseau qualitatif. Cette augmentation du volume et du chiffre d'affaires, liée à une rationalisation, pourrait comprimer de façon naturelle les coûts pour tous les usagers, même résidentiels. Eu égard au résultat d'exploitation actuel de la RTT, le rendement ne pourrait être qu'amélioré. A cette fin, le membre propose le programme concret suivant :

1. Libéralisation de toutes les applications des télécommunications suivant les directives ONP, offre libre de tous les appareillages.

2. Conversion de l'actif propre de la RTT en capital par actions. Vente des parts de l'Etat et appel de capitaux frais afin d'acquérir l'actif propre mobilisé.

3. Rationalisation et commercialisation.

4. Désignation du conseil d'administration et comité de direction par l'assemblée générale.

5. Conclusion entre les pouvoirs publics et la SA d'une convention de concession pour l'exploitation d'une infrastructure de base. Le contrat de gestion ne pourrait plus porter que sur la tarification basée sur

laten aan duidelijkheid maar weinig te wensen over. Het aanbieden van netwerkterminals en VAN-diensten moet vrij en concurrentieel kunnen gebeuren. De nationale RTT's kunnen de infrastructuur, de schakel- en telefoniefuncties in monopolie behouden. Voor het overige dienen zij de *Open Network Provision*-richtlijn te volgen, namelijk het voorzien van « gateways » teneinde de VANS-leveranciers toe te laten op optimale wijze het netwerk te gebruiken.

Het lid wijst er op dat onderhavig wetsontwerp conservatief is en het staatsmonopolie bestendigt, ten nadele van de dienstverlening.

BELGACOM blijft immers werken met een niet-kostprijsgerichte prijszetting voor bedrijfstelecommunicatie.

Doordat geen reductie voor grote volumes wordt toegepast gebeurt er in feite een subsidiëring van de residentiële (telefoon)sector.

De dienstverlening is weinig flexibel en is netwerkgericht in plaats van klantgericht, wat kostenverhogend werkt voor de klant.

Bovendien is zij nationaal gericht met weinig of geen internationale contacten.

Alhoewel in de ontwerptelecomwetgeving de diensten met toegevoegde waarde niet gereserveerd worden, voorziet dezelfde wet in een handig instrument om onder de voogdij van de RTT-minister zonder objectieve criteria, regulerend op te treden namelijk het BIPT, het Belgisch Instituut voor Post en Telecommunicatie. Exploitatievergunningen worden zelden toegestaan, Banksys en Assurnet worden getoelreerd. Door handig gebruik te maken van joint-ventures en samenwerkingsakkoorden, onder andere met Infonet, MCI en Telinfo probeert de RTT exclusieve binnemonopolies te creëren in de VAS-markt. Mocht evenwel het vrije aanbod van diensten via een kwalitatief net kunnen opgevangen worden zou het transportvolume enorm stijgen. Deze volume- en omzetstijging, gekoppeld aan een rationalisatie kan de kostprijs voor alle gebruikers, ook de residentiële, op een natuurlijke manier drukken. Gelet op het huidig exploitatieresultaat van de RTT kan het rendement enkel verbeterd worden. Te dien einde stelt het lid het volgende concrete programma voor :

1. Liberalisering van alle telecomtoepassingen volgens de ONP-richtlijnen, vrij aanbod van alle apparatuur.

2. Omzetten van het eigen vermogen van de RTT in aandelenkapitaal. Verkoop van staatsaandelen en aantrekken van nieuw kapitaal teneinde het benodigd eigen vermogen te verwerven.

3. Rationalisatie en commercialisering.

4. Raad van Bestuur en Directiecomité worden aangeduid door de algemene vergadering.

5. De overheid sluit met de NV een concessieovereenkomst ter exploitatie van een basisinfrastructuur. Het beheerscontract kan enkel nog handelen over bepaalde op de kostprijs gebaseerde tarificering en af-

le coût et les contrats relatifs à la téléphonie et à l'utilisation de l'infrastructure de base.

Le même membre examine ensuite la manière dont la Belgique relève le défi international en matière de télécommunications.

### *1. Développement de service télécom novateurs (services à valeur ajoutée)*

#### **1.1. Création de télézones**

Une télézone est un parc de services doté d'une infrastructure de pointe en matière de télécommunications (avec ordinateur central commun, salle de vidéo-conférence).

Ces télézones peuvent être interconnectées au moyen de canaux de télécommunications à haute capacité et donnent accès, via des gateways, aux services du réseau RTT.

Le rôle fondamental de la RTT est de proposer l'infrastructure de base, telle que les fibres optiques, avec accès protégé sur deux voies. Le développement au sein d'une télézone peut être assuré par des firmes privées ou par la RTT. La RTT doit se concerter notamment avec les SDR (sociétés de développement régional) et l'Aménagement du territoire.

La loi sur les télécommunications doit stimuler la création de ces télézones.

#### **1.2. « Facilities management » et « telehouse »**

La « telehouse » est un bâtiment câblé de manière « intelligente » dans lequel les entreprises peuvent déployer leur appareillage de télécommunications sous surveillance. L'intervenant estime toutefois que des alternatives sont possibles. Le *facilities management* et l'hébergement d'appareils de télécommunications peuvent tout aussi bien être proposés par la RTT que par une firme privée. Le développement à la RTT d'un centre de télécommunications international à l'usage des entreprises est important à cet égard.

#### **1.3. Services à valeur ajoutée pour les PME**

La RTT s'adresse principalement aux multinationales étrangères et ne prête pas assez d'attention aux PME belges pour le développement de services ciblés à valeur ajoutée.

#### **1.4. Services de pointe « à la carte »**

La RTT doit proposer des services de pointe par région et en fonction des besoins des utilisateurs.

La politique uniforme de tarification menée à l'échelon national, basée sur une obligation de fourniture nationale, engendre un nivellation de l'offre.

spraken voor telefonie en het gebruik van de basisinfrastructuur.

Vervolgens houdt hetzelfde lid een uiteenzetting over de wijze waarop België kan antwoorden op de internationale uitdaging inzake telecommunicatie :

### *1. Uitbouw van innoverende telecomdiensten (diensten met toegevoegde waarde)*

#### **1.1. Oprichting van telezones**

Een telezone is een dienstenpark met geavanceerde telecominfrastructuur (met gemeenschappelijke centrale computer, videoconferentie enz).

Deze telezones kunnen onderling verbonden worden met telecomwegen van hoge capaciteit en geven via gateways toegang tot de RTT netwerkdiensten.

De fundamentele rol van de RTT bestaat erin om de basisinfrastructuur zoals optische vezels met beveiligde toegang via twee wegen aan te bieden. De uitbouw binnen de Telezone kan geschieden door privé-firma's of RTT. De RTT dient overleg te plegen met onder meer de GOM (Gewestelijke Ontwikkelingsmaatschappij) en de ruimtelijke ordening.

De telecomwet dient de creatie van deze telezones te stimuleren.

#### **1.2. Facilities management en Telehouse**

« Telehouse » is een intelligent bekabeld gebouw waar bedrijven hun telecomapparatuur kunnen opstellen onder bewaking, volgens spreker bestaan hiervoor evenwel alternatieven. Facilities management en housing van telecomapparatuur kan evengoed door de RTT als door een privé-firma worden aangeboden. In deze context is de uitbouw van een internationaal bedrijfstelecomcentrum in de RTT van belang.

#### **1.3. Diensten met toegevoegde waarde voor de KMO's**

De RTT richt zich voornamelijk tot de buitenlandse multinationale bedrijven en schenkt onvoldoende aandacht aan de Belgische KMO's voor de uitbouw van doelgerichte diensten met toegevoegde waarde.

#### **1.4. Geavanceerde diensten « à la carte »**

De RTT moet geavanceerde diensten aanbieden per streek en in functie van de behoeften van de gebruiker.

Door de nationale eenvormige tariefpolitiek, gebaseerd op een nationale leveringsverplichting ontstaat een nivellering van het dienstenaanbod.

### 1.5. Politique en matière de télécommunications de masse

Les télécommunications ne constituent pas l'apanage de l'Etat, mais doivent être considérées comme un ensemble de services pouvant être commercialisés conformément aux directives et normes européennes et comme un produit se prêtant à la consommation de masse.

#### 2. Relation entre la RTT et l'utilisateur

##### 2.1. La RTT témoigne d'un mauvais esprit commercial à l'égard des PME

Cette attitude se traduit notamment par l'interdiction de partager la capacité des moyens de télécommunications, même dans un même bâtiment.

Une liaison télex Anvers-Hasselt via un opérateur britannique coûte moins cher qu'une liaison nationale directe.

Le monopole de la RTT constitue un frein empêchant l'utilisation de réseaux de données spécialisés.

##### 2.2. Politique commerciale dynamique au niveau régional

La RTT est scindée en départements qui offrent chacun des services en concurrence.

La stratégie commerciale est insuffisante pour permettre des innovations dans le domaine des télécommunications à l'usage des entreprises.

En outre, il est nécessaire de disposer de services commerciaux régionaux et de gestionnaires comptables qui ont pour mission d'informer les PME au sujet des possibilités existant en matière de télécommunications et de leur proposer des solutions globales.

#### 2.3. Tarifs fixés en fonction des coûts

Les tarifs pour les liaisons nationales de télécommunication doivent être réduits et fixés en fonction des coûts.

Les tarifs internationaux doivent être ramenés au niveau de ceux de la concurrence (Grande-Bretagne, Pays-Bas et France).

#### 2.4. La RTT doit développer un activité de consultant dans le domaine des télécommunications

La « consultance » dans le domaine des télécommunications est un segment de marché dans lequel la RTT n'est guère active. Ne serait-il pas opportun de créer, au sein de la RTT, un bureau d'études qui offrirait ses services aux utilisateurs ?

#### 2.5. Qualité du service

Des services à temps plein, axés sur les besoins des usagers, et des contrats d'entretien seront nécessaires.

### 1.5. Datacommunicatiepolitiek voor de massa

Telecommunicatie is geen staatsheilig domein, maar dient te worden beschouwd als een dienstenpakket dat verkoopbaar is gebaseerd op Europese richtlijnen en standaarden en geschikt voor massaconsumptie.

#### 2. Relatie RTT en gebruiker

##### 2.1. De RTT is klantonvriendelijk voor de KMO's

Zulks uit zich ondermeer in het verbod om te delen, zelfs niet de capaciteit van telecommunicatiemiddelen.

Een telexverbinding Antwerpen-Hasselt via een Britse operator is goedkoper dan een rechtstreekse nationale verbinding.

Het monopolie van de RTT is een remmende factor die niet toelaat om gespecialiseerde datanetten te gebruiken.

#### 2.2. Dynamisch regionaal commercieel beleid

De RTT is opgesplitst in departementen die onderlinge diensten aanbieden in competitie. Er is onvoldoende commerciële strategische organisatie voor innoverende bedrijfstelecommunicatie.

Bovendien zijn regionale commerciële diensten en accountmanagers nodig die de KMO's voorlichten omtrent de teleommogelijkheden en die totaaloplossingen voorstellen.

#### 2.3. Tarieven volgens kosten

De tarieven voor de nationale telecomwegen dienen verlaagd te worden en georiënteerd op de kostprijs.

De internationale tarieven dienen te worden verlaagd tot het peil van onze concurrenten (Groot-Brittannië, Nederland en Frankrijk).

#### 2.4. De RTT dient aan telecomconsulting te doen.

Zou het niet opportuun zijn om een consultingbureau op te richten binnen de RTT, met oriëntatie naar de gebruikers ?

#### 2.5. Dienstkwaliteit

Een voltijdse dienstverlening afgestemd op de noden van de gebruikers en onderhoudscontracten zijn noodzakelijk.

### *3. La Belgique et le défi international*

#### 3.1. Développer une image de marque des télécommunications

Du fait de l'expansion des services offerts, les télécommunications contribueront dans une large mesure à l'augmentation de 4 à 5 % du PNB escomptée lors de l'ouverture des frontières européennes en 1992. Une attitude introvertie et monopolistique isolerait la Belgique.

#### 3.2. La Belgique : un pays de services

La libéralisation des appareils terminaux devrait entraîner une croissance exponentielle du secteur et une baisse des tarifs (par exemple Mobilophone et Fax).

En ce qui concerne ces deux exemples, la RTT rencontre des problèmes techniques pour faire face à l'explosion de la demande au sein du réseau de télécommunications.

#### 3.3 Obligation économique

Sur le plan économique, les autorités responsables des télécommunications ont le devoir d'axer leur politique sur celle de nos principaux partenaires commerciaux.

#### 3.4. « BELGACOM International » en tant que transporteur paneuropéen

La RTT doit rester active sur le plan international. Il n'est pas impensable que la CEE accorde une licence à des transporteurs pour l'exploitation de télécommunications au sein de l'Europe et au niveau intercontinental.

Si la RTT ne mène pas une politique fortement axée sur l'extérieur, le secteur des télécommunications internationales en Belgique risque d'être repris à terme par un transporteur spécialisé tel que British Telecom International, France Telecom International ou Nederland Telecom International.

La création, éventuellement dans le cadre du Benelux, d'une filiale, BELGACOM International, est la meilleure garantie d'un développement rapide et efficace des services internationaux.

### *4. Moyens de dynamismes le secteur des télécommunications*

#### 4.1. Filialisation

Le projet de loi sur les télécommunications comporte peu d'informations à cet égard. La voie à suivre consisterait à créer des filiales en collaboration avec les grandes entreprises belges du secteur des télécommunications.

### *3. België en de internationale uitdaging*

#### 3.1. Telecomvriendelijk imago uitbouwen

Door de expansieve aard van dienstverlening zal de telecommunicatie in belangrijke mate bijdragen tot de te verwachten verhoging van het BNP van 4 à 5 % bij de opening van de Europese grenzen in 1992. Een introverte, monopoliegezinde houding zal België isoleren.

#### 3.2. België een « service nation »

Via liberalisering van de eindapparatuur kunnen een explosieve groei en goedkopere tarieven verwezenlijkt worden (bijvoorbeeld Mobilofoon en Fax).

Voor beide voorbeelden heeft de RTT moeilijkheden om binnen het telecomnetwerk de explosieve groei technisch op te vangen.

#### 3.3 Economische verplichting

Het is de economische plicht van de telecomoverheid het beleid af te stemmen op dat van onze voorname handelspartners.

#### 3.4. « BELGACOM International » als paneuropese « carrier »

De RTT moet actief blijven op internationaal vlak. Het gevaar is niet denkbeeldig dat door de EEG carriers worden aangeduid via een vergunning voor telecomexploitatie binnen Europa en intercontinentaal.

Indien de RTT geen sterk internationaal gerichte politiek voert loopt zij het risico dat de internationale telecombedrijvigheid in België op termijn overgenomen wordt door een gespecialiseerde carrier zoals British Telecom International.

De oprichting, eventueel in Benelux-verband, van een dochtermaatschappij BELGACOM International is de beste garantie voor de snelle en efficiënte uitbouw van internationale diensten.

### *4. Middelen tot dynamisering van de telecomsector*

#### 4.1. Filialisering

Het ontwerp van telecomwet geeft weinig informatie omtrent de filialisering. Filialisering in samenwerking met de grote Belgische telecombedrijven is de te volgen weg.

#### 4.2. La loi sur les télécommunications

Il serait préférable de voter une loi distincte axée sur les objectifs définis précédemment.

Sur le plan réglementaire, l'exemple à suivre serait l'Oftel, l'organe régulateur en Grande-Bretagne.

#### 4.3. Concertation continue avec les associations d'usagers

Les associations d'usagers devraient être associées, en tant que partenaires à part entière, à l'élaboration d'une stratégie des télécommunications pour la Belgique en concertation avec les pouvoir publics, la RTT et les constructeurs.

#### 4.4. Responsabilisation de BELGACOM

BELGACOM doit obtenir l'autonomie et les moyens nécessaires pour devenir une entreprise performante capable d'assumer ses responsabilités.

### 2. Discussion par article

#### Art. 68

##### 1. Discussion

Le Gouvernement dépose les amendements n°s 67 et 68 qui remplacent le 9<sup>e</sup> de l'article 68 par un 9<sup>e</sup>, 9<sup>bis</sup> et 9<sup>ter</sup> définissant respectivement le service de commutation de données, le service de téléphonie et le service de télex.

Le Ministre des PTT fait observer qu'en présentant ces amendements, le Gouvernement vise à mettre les définitions contenues dans le projet en concordance avec les directives européennes du 28 juin 1990 relatives à la concurrence dans les marchés des services de télécommunications et à l'ONP.

MM. Knoops, Draps et De Croo déposent un amendement (n° 128) au 5<sup>e</sup> de l'article 68 visant à éviter l'inclusion des équipements et des moyens y afférents, dans la définition de l'Infrastructure publique de télécommunications. L'adoption de cet amendement permettrait de limiter le monopole de BELGACOM au seul transport de données et non à l'ensemble des équipements de télécommunications utilisés pour transmettre ces données, tels que modem, télex ou terminaux.

Le Ministre des PTT rejette catégoriquement l'affirmation selon laquelle la définition proposée aurait pour conséquence d'inclure les appareils terminaux dans la notion d'infrastructure publique de télécommunications.

Il attire l'attention sur la valeur juridique d'une directive. Une directive est contraignante quant aux objectifs à atteindre, mais laisse aux Etats membres

#### 4.2. De telecomwet

Een afzonderlijke wet, gericht op de reeds vermelde doelstellingen waren een betere oplossing.

Op regelgevend vlak is het voorbeeld van Oftel, het regulerend orgaan in Groot-Brittannië, te volgen.

#### 4.3. Continu overleg met de gebruikersunies

De gebruikersunies dienen als een volwaardige partner, in gezamenlijk overleg met de overheid de RTT en de constructeurs, een telecomstrategie voor België te kunnen uitwerken.

#### 4.4. Responsabilisering van BELGACOM

BELGACOM dient de nodige autonomie en de nodige middelen te krijgen om zich tot een efficiënt bedrijf te ontpplooi en zijn verantwoordelijkheid te kunnen opnemen.

### 2. Artikelsgewijze bespreking

#### Art. 68

##### 1. Bespreking

De Regering dient de amendementen n°s 67 en 68 in, waarbij het 9<sup>e</sup> van artikel 68 wordt vervangen door een 9<sup>e</sup>, 9<sup>bis</sup> en 9<sup>ter</sup> die een definitie bevatten van respectievelijk de dienst voor gegevenschakeling, de telefoonbediening en de telexdienst.

De Minister van PTT wijst erop dat de Regering via deze amendementen de definities van het ontwerp wil afstemmen op de Europese richtlijnen van 28 juni 1990 inzake de mededinging op de markten voor telecommunicatiediensten en inzake de ONP.

De heren Knoops, Draps en De Croo dienen een amendement (n° 128) op het 5<sup>e</sup> van artikel 68 in, waarmee zij willen voorkomen dat de uitrusting met daarbij behorende middelen worden opgenomen in de definitie van « openbare telecommunicatie-infrastructuur ». Met de goedkeuring van dit amendement zou het monopolie van BELGACOM uitsluitend beperkt blijven tot het transport van gegevens, en niet de hele telecommunicatie-uitrusting voor de overbrenging van die gegevens, zoals modem, telex of eindapparatuur omvatten.

De Minister van PTT verwerpt met klem de bewering dat de voorgestelde definitie er toe zou leiden dat de eindapparaten onder de notie openbare telecommunicatie-infrastructuur valt.

Hij vestigt de aandacht erop dat een richtlijn rechtsgeeldig is. Een richtlijn is bindend ten aanzien van de doelstellingen, maar laat de lidstaten vrij te kiezen

le libre choix des moyens à mettre en œuvre pour atteindre ces objectifs. Les définitions du projet de loi contiennent un certain nombre de précisions requises par la conception du texte dans son ensemble. On notera d'ailleurs que la définition de certains termes n'est pas toujours identique dans les différentes directives. C'est ainsi que la définition de la notion d'appareil terminal figurant à l'article 2 de la directive 86/361/CEE est différente de celle figurant à l'article 1<sup>er</sup> de la directive 88/301/CEE.

Compte tenu de leur utilisation dans le texte, les définitions proposées sont dès lors plus précises que certaines définitions données par les directives.

Il est faux de prétendre que les terminaux sont inclus dans la notion d'infrastructure publique de télécommunications. Il est en effet clairement précisé dans la définition du projet que l'infrastructure publique de télécommunications est limitée par ses points de raccordement.

Or, il ressort de la lecture conjointe des articles 68, 5<sup>e</sup>, et 68, 7<sup>e</sup>, que les appareils terminaux ne font pas partie de l'infrastructure publique de télécommunications : les terminaux sont définis comme étant des installations susceptibles d'être raccordées directement à l'infrastructure de télécommunications par un point de raccordement. Ils ne font par conséquent pas partie de l'infrastructure publique de télécommunications. L'exposé des motifs ne laisse d'ailleurs planer aucun doute à ce sujet (p. 47).

En outre, la définition proposée dans l'amendement n° 128 n'envisage pas l'infrastructure des réseaux de radiodistribution et de télédistribution et n'aborde pas le problème du franchissement du domaine public.

Le Ministre fait observer qu'en ne faisant pas référence au franchissement du domaine public, la définition proposée par le membre va précisément beaucoup plus loin que ce qu'il voulait manifestement lui faire dire.

Le Ministre précise que l'on entend par « franchissement du domaine public » le fait d'« emprunter le domaine public ». Dès que l'on entre dans le domaine public, il y a franchissement du domaine public.

Un des auteurs retire l'amendement, parce que la réponse du ministre fait apparaître que, dans la définition proposée, les terminaux sont exclus de l'infrastructure publique de télécommunications.

Le Ministre déclare que la définition de l'infrastructure publique de télécommunications donnée au 5<sup>e</sup> de l'article 68 doit être globalement envisagée à la lumière d'éléments d'explication apparaissant dans les articles 91, 92 et 120 concernant les installations non publiques de télécommunication.

MM. Draps, Knoops et De Croo déposent un second amendement (n° 129) au 5<sup>e</sup> de l'article 68, visant à englober dans la définition de l'infrastructure publique de télécommunications les infrastructures parallèles des organismes d'utilité publique telles que les sociétés de transport public, les sociétés d'électricité paral-

welque middelen zij aanwenden om die doelstellingen te bereiken. De definities van het wetsontwerp bevatten een aantal preciseringen die door het concept van de tekst in zijn geheel zijn vereist. Trouwens, terloops zij opgemerkt dat bepaalde termen in verschillende richtlijnen niet steeds op dezelfde wijze gedefinieerd worden : bijvoorbeeld het begrip eindapparaat dat in artikel 2 van Richtlijn 86/361/EEG anders gedefinieerd wordt dan in artikel 1 van Richtlijn 88/301/EEG.

De voorgestelde definities zijn, rekening houdende met het gebruik ervan in de tekst, dan ook preciezer dan sommige definities uit de richtlijnen.

Het is onjuist te beweren dat de eindapparaten binnen de openbare telecommunicatie-infrastructuur vallen. In de definitie van het ontwerp wordt duidelijk gesteld dat de openbare telecommunicatie-infrastructuur begrensd wordt door de daartoe behorende aansluitpunten.

Welnu, wanneer men artikel 68, 5<sup>e</sup>, samenleest met artikel 68, 7<sup>e</sup>, dan blijkt dat de eindapparaten buiten de openbare telecommunicatie-infrastructuur vallen : eindapparaten worden omschreven als inrichtingen die rechtstreeks op de telecommunicatie-infrastructuur kunnen worden aangesloten via het aansluitpunt. Bijgevolg maken zij geen deel uit van de openbare telecommunicatie-infrastructuur. De memorie van toelichting laat er op blz. 47 trouwens geen twijfel over bestaan.

In de bij amendement n° 128 voorgestelde omschrijving is bovendien geen sprake van de infrastructuur van de radio- en TV-distributienetten, noch van het overschrijden van het openbaar domein.

De Minister merkt op, dat door niet te verwijzen naar het overschrijden van het openbaar domein, de door het lid voorgestelde definitie juist veel verder gaat dan hij blijkbaar beoogde.

De Minister verduidelijkt dat met « het overschrijden van het openbaar domein » bedoeld wordt « het ontlenen van het openbaar domein ». Van zodra men op het openbaar domein komt, is er sprake van het overschrijden van het openbaar domein.

Een van de indieners trekt het amendement in omdat uit het antwoord van de Minister blijkt dat de eindapparaten in de voorgestelde definitie niet tot de openbare telecommunicatie-infrastructuur behoren.

De Minister verklaart dat de in 5<sup>e</sup> van artikel 68 gegeven definitie van de openbare telecommunicatie-infrastructuur evenwel in een algemene context moet worden geplaatst, en wel in het licht van de toelichtingen die in de artikelen 91, 92 en 120 over niet-openbare telecommunicatie-uitrustingen worden gegeven.

De heren Draps, Knoops en De Croo dienen een tweede amendement (n° 129) op het 5<sup>e</sup> van artikel 68 in, waarmee zij beogen de niet-officiële infrastructuur van instellingen van openbaar nut zoals de openbare vervoermaatschappijen, de niet-officiële elektriciteitsmaatschappijen, de transmissie-installaties voor

lèles, les installations de transmissions exploitées à des fins militaires ou de sécurité publique, les réseaux de téléphonie du chemin de fer, les réseaux de transmission privés des communes. Ces réseaux parallèles de communications doivent être maintenus car ils sont bien organisés, ils couvrent parfois de larges zones géographiques et ils garantissent la sécurité des habitants du pays ainsi que le bon fonctionnement des services publics.

De plus, le texte actuel contrevient au principe d'égalité qui doit prévaloir entre tous les services publics.

Le Ministre fait observer que la définition de l'infrastructure publique de télécommunications, figurant à l'article 68, 5°, doit évidemment aussi être placée dans le contexte des articles 82, 92 et 120. Il se déclare dès lors disposé à revenir sur ce point lors de la discussion de ces articles.

Il souligne dès à présent qu'un autre important débat de société s'annonce pour l'avenir, à savoir celui relatif au R.N.I.S. à large bande. Sans vouloir anticiper sur le débat, le Ministre fait observer dès à présent que le réseau optique du R.N.I.S. à large bande sera le réseau de télécommunications de demain. Ce système, qui sera très performant, mais exigera cependant d'importants investissements. Dans un petit pays comme le nôtre, il serait absurde, du point de vue économique, de tout dupliquer. Ce débat important a déjà eu lieu aux Pays-Bas et le réseau a été confié aux PTT néerlandais.

L'un des auteurs de l'amendement attire l'attention du Ministre sur le fait que certaines lignes ferroviaires supprimées sont déférées par l'intermédiaire du Comité d'acquisition d'immeubles à différents pouvoirs publics ou privés avec le maintien de lignes téléphoniques autonomes qui peuvent alors éventuellement passer du secteur privé au domaine public.

Un membre se félicite que le présent projet de loi ne touche pas aux droits déjà acquis par les installations non publiques de télécommunications. Cependant, il s'interroge sur le passage in fine du 1<sup>er</sup> alinéa du 5° de l'article 68 visant à exclure les équipements de radio-diffusion et les réseaux de radiodistribution et de télédistribution de la définition de l'infrastructure publique.

Un membre demande si cette exclusion signifie également l'exclusion de toute forme d'utilisation de ces réseaux par BELGACOM.

Dans sa réponse, le Ministre fait observer que les droits existants en matière de télécommunications à usage propre exercés par l'Etat, les provinces, les communes et les services d'utilité publique sont garantis par l'article 120. Il n'y a donc aucun problème en ce qui concerne les réseaux existants des chemins de fer. En outre, le Ministre fait observer qu'il serait préférable d'aborder la discussion sur le fond lors de l'examen des articles 92 et 120.

militaire doeleinden of voor de openbare veiligheid, de telefoonnetten van de spoorwegen, de particuliere transmissienetten van de gemeenten in de communicatie-infrastructuur op te nemen. Die niet-officiële communicatiennetten dienen behouden te blijven want zij zijn goed georganiseerd, bestrijken soms grote geografische gebieden en waarborgen de veiligheid van de inwoners van het land en de goede werking van de overheidsdiensten.

De huidige tekst drukt bovendien in tegen het beginsel van de gelijkheid van alle overheidsdiensten.

De in artikel 68, 5° gegeven definitie van de openbare telecommunicatie-infrastructuur moet volgens de Minister uiteraard ook bekeken worden in de context van de artikelen 82, 92 en 120. Hij verklaart dan ook bereid te zijn om hierop terug te komen, wanneer men bij de besprekking van die artikelen is aanbeland.

Hij vestigt er nu reeds de aandacht op dat er zich naar zijn mening in de toekomst een ander belangrijk debat over de maatschappij zal aankondigen, namelijk inzake de ISDN-breedband. Zonder vooruit te willen lopen op die discussie wijst de Minister er nu reeds op dat een optisch ISDN-breedbandnet het communicatiennetwerk van morgen zal zijn. Dit zal uitstekende prestaties mogelijk maken, maar ook belangrijke investeringen vergen. In een klein land als het onze is het economisch gesproken onzinnig alles in tweevoud te doen. In Nederland heeft dit belangrijk debat reeds plaatsgehad en werd het net toevertrouwd aan de Nederlandse PTT.

Een van de indieners van het amendement vestigt er de aandacht van de Minister op dat bepaalde afgeschatte spoorweglijnen via het comité tot aankoop van onroerende goederen aan verscheidene openbare of particuliere instellingen worden overgedragen met behoud van de autonome telefoonlijnen, die dan eveneens van de privé-sector naar de overheidssector kunnen overgaan.

Een lid verheugt er zich over dat dit wetsontwerp geen afbreuk doet aan de eerder verkregen rechten van de niet openbare telecommunicatie-inrichtingen. Toch heeft hij een aantal vragen bij de tekst in fine van artikel 68, 5°, eerste lid, die ertoe strekt de uitrustingen voor de radio-omroepdienst en de radio- en tele-distributienetten van de definitie van de openbare telecommunicatie-infrastructuur uit te sluiten.

Een lid vraagt of die uitsluiting ook tot gevolg heeft dat BELGACOM op geen enkele manier van die netten gebruik kan maken.

In zijn antwoord merkt de Minister op dat de bestaande rechten inzake telecommunicatie voor eigen gebruik uitgeoefend door de Staat, provincie, gemeenten en openbare nutscharen door artikel 120 gegarandeerd worden. Er rijst dus geen probleem voor bijvoorbeeld de bestaande netten van de spoorwegen. Bovendien wijst de Minister er op dat de discussie ten gronde best gevoerd wordt bij de artikelen 92 en 120.

MM. Knoops, Draps et De Croo déposent un amendement (n° 130) visant à remplacer au 6<sup>e</sup> la définition du point de raccordement par une nouvelle définition portant cette fois sur le point de terminaison. En effet, la présente définition du point de raccordement est tellement large qu'elle pourrait avoir comme conséquence que des circuits de données comme les modems et les NT1 situés chez l'utilisateur, ainsi que certains RSVA, tomberaient sous le monopole de BELGACOM.

La nouvelle définition du point de terminaison est, elle, conforme aux directives CEE, qui soumettent la connexion à l'infrastructure publique aux seules conditions limitées aux spécifications techniques d'accès. Cette modification est dès lors en ligne avec celle d'infrastructure publique de télécommunications.

Le Ministre répond que la définition de point de raccordement est bien conforme aux directives CEE. La justification de l'amendement n° 130 est incorrecte. En effet, les auteurs prétendent que la définition figurant dans le projet de loi permet de faire tomber certains services à valeur ajoutée sous le régime des droits exclusifs.

L'article 68, 6<sup>e</sup>, ne peut pas être dissocié de l'article 86, qui dispose que l'Institut définit pour chaque service réservé le point de raccordement sur la base de critères précis : intégrité, interopérabilité et possibilité de raccorder des terminaux agréés à l'infrastructure publique de télécommunications.

Il est dès lors possible de réagir de façon souple et dynamique à des situations changeantes; de plus, toutes les caractéristiques techniques du point de raccordement pour chaque service réservé seront publiées de façon détaillée.

L'amendement présenté par le membre procède d'une autre conception; en se référant en termes généraux à un ensemble de caractéristiques techniques, il ne donne aucune indication utile à l'utilisateur.

On peut d'ailleurs aisément inférer au commentaire de l'article 93 que les modems font partie, en principe, des appareils terminaux. Il convient toutefois d'être conscient que dans certains cas, il s'agit d'appareils qui existent déjà sous une forme similaire dans le réseau, à savoir les modems sur le réseau DCS et le NT-1 en matière de RNIS. La mission de l'Institut consistera dès lors à clarifier la situation sur la base des critères énoncés à l'article 86.

MM. Knoops, Draps et De Croo déposent un amendement (n° 131) donnant au 7<sup>e</sup> une nouvelle définition de l'appareil terminal et remplaçant le terme « installation » par le terme « appareil ». Ils veulent ainsi limiter le champ d'application du projet.

En effet, le terme « d'installation » proposé dans la définition du projet peut être interprété de façon à inclure l'ensemble des équipements connectés à l'infrastructure publique, y compris « une installation »

De heren Knoops, Draps en De Croo dienen een amendement n° 130 in dat ertoe strekt de definitie van het aansluitpunt te vervangen door een definitie van het begrip « eindpunt ». Het begrip « aansluitpunt » is immers dermate ruim dat bij de verbruiker opgestelde datacircuits (modems en NT1), alsmede sommige netwerken en diensten met een toegevoegde waarde (NDTW) onder het monopolie van BELGACOM zouden vallen.

De nieuwe definitie van het eindpunt strookt met de EG-richtlijnen waarbij de aansluiting op de openbare infrastructuur alleen onderworpen is aan de voorwaarden die beperkt zijn tot de technische toegangsspecificaties. Die wijziging strookt derhalve met de inhoud van het begrip openbare telecommunicatie-infrastructuur.

De Minister antwoordt dat de definitie van aansluitpunt wel degelijk strookt met de EG-richtlijnen. De verantwoording van het ingediende amendement n° 130 is onjuist. Men beweert immers dat de definitie van het wetsontwerp het mogelijk maakt zekere zogenaamde diensten met toegevoegde waarde onder de exclusieve rechten te brengen.

Artikel 68, 6<sup>e</sup>, kan niet los worden gezien van artikel 86 dat bepaalt dat het Instituut voor elke gereserveerde dienst het aansluitpunt slechts kan vastleggen op grond van duidelijke criteria : integriteit, interoperabiliteit en de mogelijkheid tot aansluiting van goedgekeurde eindapparaten op de openbare telecommunicatie-infrastructuur.

Aldus kan op een soepele en dynamische wijze ingespeeld worden op veranderende situaties en worden voor elke gereserveerde dienst alle technische kenmerken van het aansluitpunt op nauwkeurige wijze bekendgemaakt.

Het door dit lid ingediende amendement gaat uit van een ander concept; door op algemene wijze te refereren aan een geheel van fysische kenmerken, geeft het de verbruiker geen enkele bruikbare aanwijzing.

Uit de toelichting bij het artikel 93 kan trouwens duidelijk afgeleid worden dat in principe de modems tot de eindapparaten behoren. Men moet er zich echter van bewust zijn dat er gevallen zijn waar het gaat om apparaten die hun spiegelbeeld in het netwerk hebben, namelijk de modems op het DCS-net en de NT-1 inzake ISDN. Het is dan ook de opdracht van het Instituut om hier duidelijkheid te brengen op grond van de criteria vermeld in het artikel 86.

De heren Knoops, Draps en De Croo dienen bij 7<sup>e</sup> een amendement (n° 131) in, dat een nieuwe definitie van het eindapparaat wil invoeren en het begrip « inrichting » door het begrip « apparaat » wil vervangen. Aldus wensen zij het toepassingsgebied van het ontwerp te beperken.

De in het ontwerp voorgestelde term « inrichting » kan immers zodanig worden geïnterpreteerd dat hij alle op de openbare infrastructuur aangesloten apparatuur omvat, met inbegrip van een « inrichting »

d'ordinateurs connectés aux réseaux privés, mais qui ne peut être considérée comme « équipement terminal ».

L'amendement limite la définition d'appareil terminal à l'équipement qui est soumis aux conditions de raccordement au réseau telles que définies dans l'amendement n° 159, à savoir que cet équipement est soumis aux exigences essentielles de connexion au réseau public de télécommunications (l'infrastructure), tel que défini par la directive 86/361/CEE (art. 2.10 et 2.17).

**MM. Draps et De Croo** déposent un amendement (n° 159) ajoutant un *7<sup>obis</sup>* à l'article 68 et visant à déterminer les exigences essentielles pour l'établissement des éléments de conformité et des procédures d'agrément en ce qui concerne les appareils terminaux.

En effet, le projet de loi actuel prévoit des procédures d'agrément non définies, ainsi que des spécifications techniques non limitées aux exigences essentielles. Cela poserait des problèmes pratiques pour l'utilisateur qui voudrait intégrer lui-même les équipements de différents vendeurs.

D'autre part, BELGACOM serait peut-être tenté de développer en sa faveur les procédures d'agrément des appareils terminaux pour renforcer son monopole. Il convient donc de délimiter clairement toutes les procédures d'agrément des appareils terminaux qui ne dépendent pas de l'infrastructure publique de télécommunications, pour éviter que BELGACOM n'accapare cet appareillage.

Le Ministre fait observer que, dans l'amendement qui a été présenté, le critère des exigences essentielles est déjà inclus dans la définition d'« appareil terminal ». Il y est donc anticipé sur les conditions d'agrément qui sont fixées plus loin à l'article 94.

Le Ministre précise quant au fond que l'amendement vise d'ores et déjà à limiter les conditions d'agrément aux exigences essentielles.

La philosophie du projet est toutefois que l'Institut peut fixer des exigences supplémentaires, par exemple en ce qui concerne le niveau de qualité, et ce, conformément à la directive 86/361/CEE, qui prévoit que les spécifications techniques doivent comprendre en tout cas les exigences essentielles, mais n'exclut pas la possibilité de prévoir des conditions complémentaires (cf. article 3).

Le Ministre rappelle qu'ainsi qu'il a déjà été précisé lors de la définition du « point de raccordement », on a délibérément opté pour un concept dans le cadre duquel les caractéristiques techniques ne sont pas fixées par la loi, mais qui tienne compte des évolutions éventuelles, de sorte que l'Institut a un rôle essentiel à jouer en l'occurrence.

L'un des auteurs de l'amendement estime que le Ministre des PTT donne volontairement une définition générale et imprécise des terminaux pour pouvoir

van op de privé-netten aangesloten computer, maar niet als « eindapparatuur » kan worden beschouwd.

Het amendement beperkt het begrip eindapparaat tot de uitrusting die aan de voor de aansluiting op het net gestelde voorwaarden onderworpen is, zoals omschreven in amendement n° 159, met andere woorden uitsluitend die welke implicaties kunnen hebben voor de wezenlijke vereisten die gelden voor de aansluiting op het openbaar telecommunicatienet (de infrastructuur), zoals dat in Richtlijn 86/361/EEG (artikelen 2.10 en 2.17) omschreven wordt.

De heren Draps en De Croo dienen een amendement (n° 159) in dat aan artikel 68 een *7<sup>obis</sup>* wil toevoegen, dat de essentiële vereisten voor het vaststellen van de conformiteitsgegevens en de erkenningsprocedures inzake eindapparatuur bepaalt.

Het huidige wetsontwerp voorziet immers in niet-gedefinieerde erkenningsprocedures en in technische specificaties die niet tot de essentiële vereisten beperkt blijven. Zulks kan praktische moeilijkheden doen rijzen voor de gebruiker die eraan denkt om van verschillende verkopers afkomstige apparatuur zelf te integreren.

Voorts zou BELGACOM misschien geneigd zijn de erkenningsprocedures voor eindapparatuur in een voor zichzelf gunstige zin te ontwikkelen, om het eigen monopolie te versterken. Alle erkenningsprocedures voor eindapparatuur die niet van de openbare telecommunicatie-infrastructuur afhangt, moeten derhalve duidelijk omschreven worden om te voorkomen dat BELGACOM die apparatuur oplorpt.

De Minister merkt op dat in het ingediende amendement het criterium van de essentiële vereisten reeds in de definitie « eindapparaat » wordt ingebouwd. Hierdoor wordt reeds vooruitgelopen op de erkenningsvoorraarden die later in artikel 94 bepaald worden.

Ten gronde stelt de Minister dat het amendement beoogt nu reeds de erkenningsvoorraarden tot de essentiële vereisten te beperken.

De strekking van het ontwerp is echter dat het Instituut bijkomende eisen kan opleggen, bijvoorbeeld inzake het kwaliteitsniveau. Dit is conform Richtlijn 86/361/EEG omdat deze bepaalt dat de technische specificaties in ieder geval de essentiële vereisten moeten bevatten, maar niet uitsluit dat daar nog aanvullende voorwaarden kunnen worden bijgevoegd (cf. artikel 3).

Hij herinnert eraan dat, zoals reeds is aangegeven bij de definitie « aansluitpunt », bewust gekozen werd voor een concept waarbij de technische kenmerken niet in de wet worden vastgelegd, maar rekening gehouden wordt met mogelijke ontwikkelingen, zodat het Instituut hier een essentiële rol te vervullen krijgt.

Een van de indieners van het amendement denkt dat de Minister van PTT doelbewust een algemene en onduidelijke omschrijving van eindapparatuur geeft

exercer plus tard un monopole sur lesdits appareils. Il dénonce les réticences persistantes du Ministre à libéraliser le marché des terminaux.

Le Ministre fait observer qu'à l'heure actuelle, la RTT n'a plus de droits exclusifs que sur un nombre limité d'appareils terminaux. Les terminaux de mobilophones et de sémaphones ont par exemple déjà été libéralisés. Il prévoit la libéralisation des appareils terminaux dont la RTT a encore le monopole au cours de 1991. Le Ministre précise en outre que l'article 93 du projet de loi à l'examen met explicitement tous les appareils terminaux en libre concurrence.

MM. Knoops, Draps et De Croo déposent un amendement (n° 132) visant à remplacer la définition de la liaison fixe par la définition du circuit loué. Ils estiment en effet que la définition à l'article 68, 8°, est trop limitative pour l'utilisateur et qu'elle doit donc être remplacée par celle de « circuit loué », qui est conforme à la définition technique du CCITT (Comité Consultatif International Technique pour les télécommunications).

Le Ministre des PTT demande ce que l'auteur entend exactement par un ensemble de deux voies associées pour assurer la transmission entre deux points. Il souligne que, contrairement à la définition du projet de loi, il n'est pas question, dans l'amendement du « franchissement du domaine public ». L'adoption de cet amendement aurait dès lors pour effet d'élargir le monopole de BELGACOM, ce qui n'est sans doute pas conforme à l'intention des auteurs.

En outre, un point important a été négligé, à savoir que l'utilisateur ne peut influencer l'établissement ou la cessation de la liaison par le biais de son point de raccordement. Il n'est dès lors pas exact de prétendre que la définition de l'article 68, 8°, est trop limitative.

Un membre estime que le projet confond les liaisons fixes et lignes louées. Il demande quelle est la taxation pratiquée dans chacun de ces deux cas.

Le Ministre fait observer que ni les liaisons fixes ni les lignes louées ne sont plus frappées d'une taxe sur le volume; dans les deux cas, la tarification est forfaitaire.

MM. Knoops, Draps et De Croo ont déposé un amendement (n° 133) visant à remplacer la définition de « service de transport » proposée au 9° de l'article 68 par celle de commutation de données par paquets ou par circuits.

La définition de service de transport est, en effet, une extension du monopole sur le traitement des signaux par l'utilisateur lors de l'établissement, ou de la cessation de la communication via son point de raccordement.

Pourtant, à l'exception du service téléphonique « voix », la directive « services » de la CEE garantit que tous les services de télécommunications doivent être libres, avec accès égal à l'infrastructure publique des télécommunications (article 2). Cette directive

om later over die apparatuur een monopolie te kunnen uitoefenen. Hij hekelt de terughoudendheid van de Minister, die de sector van de eindapparatuur al een hele tijd had kunnen liberaliseren.

De Minister merkt op dat vandaag nog slechts een beperkt aantal eindapparaten onder de exclusieve rechten van de RTT vallen. Mobifoon- en semafoon-terminals werden bijvoorbeeld reeds geliberaliseerd. Hij voorziet de liberalisering van de nog onder monopolie vallende eindapparaten in de loop van 1991. Daarboven stelt de Minister dat dit wetsontwerp via artikel 93 op ondubbelzinnige wijze alle eindapparaten in de vrije concurrentie brengt.

De heren Knoops, Draps en De Croo dienen een amendement (n° 132) in dat de definitie van vaste verbinding wil vervangen door die van « huurlijnen ». Ze zijn immers van oordeel dat de definitie die in artikel 68, 8°, wordt gegeven te eng is voor de gebruiker en dat ze derhalve moet worden vervangen door die van « huurlijnen », die strookt met de technische definitie van het CCITT.

De Minister van PTT vraagt wat de indiener juist bedoelt met een samenstel van twee verbonden routes waarmee de overbrenging tussen twee punten mogelijk is. Hij wijst er op dat, in tegenstelling tot de definitie van het wetsontwerp, dit amendement geen gewag maakt van « het overschrijden van het openbaar domein ». De goedkeuring van dit amendement zou dan ook het monopolie van BELGACOM verruimen, wat waarschijnlijk niet de bedoeling van de indieners is.

Bovendien werd er een belangrijk punt over het hoofd gezien, namelijk dat de gebruiker het tot stand komen of verbreken van de verbinding via zijn aansluitpunt niet kan beïnvloeden. Het is dan ook niet juist dat de definitie van artikel 68, 8° te limitatief zou zijn.

Een lid meent dat het ontwerp vaste verbindingen en gehuurde lijnen verwart. Hij vraagt welke belasting voor elk van die twee gevallen van toepassing is.

De Minister merkt op dat de vaste verbindingen en de gehuurde lijnen niet langer qua omvang belast worden; voor beide gevallen geldt een forfaitair tarief.

De heren Knoops, Draps en De Croo hebben een amendement (n° 133) ingediend dat ertoe strekt de onder het 9° van artikel 68 voorgestelde definitie van « transportdienst » te vervangen door « pakket- of circuitgeschakelde gegevensoverdracht ».

De definitie van « Transportdienst » is immers een uitbreiding van het monopolie over de behandeling van signalen door de gebruiker tijdens de totstandbrenging van de communicatie via zijn aansluitpunt.

De « spraak »-telefoonbediening uitgezonderd, garandeert de « dienstenrichtlijn » van de EG dat alle telecommunicatiebedieningen vrij moeten zijn, met een gelijke toegang tot de openbare telecommunicatievoorzieningen (artikel 2). Die richtlijn wijst erop dat de ex-

met en évidence que les droits exclusifs octroyés aux entreprises publiques pour l'établissement du réseau, les restrictions sur le libre accès et le traitement des informations avant la transmission, ou après que les messages ont été reçus (article 6) sont contraires au Traité.

Effectivement, tous les services de réseau, qui ont leur valeur ajoutée dans le transport (Electronic Data Interchange, gestion de réseau, transfert de fichier ...) ne seraient pas admis par le projet. Or, ce sont les services qui connaîtront la plus forte croissance en Europe pour les dix années à venir.

L'un des auteurs ajoute qu'il convient de tenir compte également des amendements 67 et 68 déposés par le Gouvernement sur le point 9° de l'article 68, dont il estime cependant que l'esprit est contraire au Traité de Rome.

Le Ministre souligne que les amendements du Gouvernement ne sont pas contraires au Traité de Rome, étant donné qu'ils se basent sur une directive européenne dont on peut raisonnablement supposer qu'elle n'est pas contraire au Traité de Rome.

Le Ministre ne voit pas très bien quelle différence on pourrait établir entre « grand » public et « petit » public.

Il fait enfin observer que la définition du service de commutation de données proposée dans l'amendement n° 67 du Gouvernement précise que les fonctions de ces services se limitent au transport pur et simple et à la commutation par paquets ou par circuit. Il n'est donc pas question de valeur ajoutée.

Un membre juge par ailleurs que la définition du service de commutation de données, telle qu'elle est proposée par le Gouvernement, ne correspond pas au sens donné à ce concept dans la directive sur la fourniture du réseau ouvert.

Le Ministre répond que la définition de « service de commutation de données », telle qu'elle figure à l'amendement n° 67 du Gouvernement, découle de la directive relative à la concurrence dans les marchés des services de télécommunications, déjà citée.

Le membre estime qu'en toute hypothèse, il s'agit d'un élargissement de la définition telle qu'elle est donnée par la Communauté.

A la suite de l'examen de l'art. 68, un membre, après avoir souligné que les définitions apportées dans cet article constituent la pierre angulaire du monopole que les auteurs du projet veulent accorder à BELGACOM, communique à la Commission, sous forme de tableau, une liste des points sur lesquels les dispositions de l'art. 68 dérogent aux directives européennes. Il accompagne cette liste de commentaires, repris dans la troisième colonne du tableau figurant ci-après.

Au préalable, il commente comme suit les points 68, 5° et 68, 6°, c'est-à-dire les définitions d'« infrastructure publique de télécommunications » et de « point de raccordement » :

Cette infrastructure ne comprend toutefois pas uniquement des équipements physiques. Le critère de

clusieve rechten die aan de overheidsbedrijven worden verleend voor de totstandbrenging van het net, de beperkingen op de vrije toegang en de behandeling van de informatie vóór de overbrenging of nadat de berichten zijn ontvangen (artikel 6) strijdig zijn met het Verdrag.

Alle diensten van het net die van toegevoegde waarde voor het transport zijn (Electronic Data Interchange, netbeheer, overdracht van gegevensbestand, ...) zouden door het ontwerp worden geweerd. Welnu, dat zijn uitgerekend de diensten die de komende tien jaar in Europa de sterkste uitbreiding zullen nemen.

Een van de indieners voegt daaraan toe dat ook rekening moet worden gehouden met de amendementen n° 67 en 68 van de Regering op punt 9° van artikel 68, waarvan hij de strekking echter strijdig acht met het Verdrag van Rome.

De Minister wijst er op dat de amendementen van de Regering niet strijdig zijn met het Verdrag van Rome, aangezien ze gebaseerd zijn op een richtlijn waarvan redelijkerwijze mag worden aangenomen dat ze niet strijdig is met het Verdrag van Rome.

De Minister ziet niet goed in hoe men een onderscheid kan maken tussen « groot » en « klein » publiek.

Hij merkt tot slot op dat de in het amendement n° 67 van de Regering voorgestelde bepaling van dienst voor gegevensschakeling zegt dat de functies van die diensten zich beperken tot het puur transport en de schakeling via pakket- of circuitschakeling, wat dus geen toegevoegde waarde toelaat.

Een lid meent overigens dat de definitie van de dienst voor gegevensschakeling, zoals die door de Regering voorgesteld wordt, niet overeenstemt met de betekenis die aan dat begrip in de richtlijn betreffende de levering van het open net gegeven wordt.

De Minister antwoordt dat de definitie van « dienst voor gegevensschakeling » zoals die in amendement n° 67 van de Regering staat, voortvloeit uit de reeds aangehaalde richtlijn betreffende de concurrentie op de markten voor telecommunicatiediensten.

Het lid meent dat het hier hoe dan ook gaat om een uitbreiding van de definitie zoals die door de Europese Gemeenschap gegeven wordt.

Na het onderzoek van artikel 68 bezorgt een lid, na erop te hebben gewezen dat de in dat artikel gegeven definities de hoeksteen vormen van het monopolie dat de indieners van het ontwerp van BELGACOM willen toekennen, aan de Commissie, in de vorm van een tabel, een lijst van de punten waarop de bepalingen van artikel 68 van de Europese richtlijnen afwijken. Die lijst gaat vergezeld van commentaar dat in de derde kolom van de onderstaande tabel is opgenomen.

In de eerste plaats verstrekt hij de volgende toelichting bij de punten 68, 5°, en 68, 6°, met name de definities van « openbare telecommunicatie-infrastructuur en « aansluitpunt » :

Deze infrastructuur omvat echter niet alleen fysieke uitrusting. Het basiscriterium voor de defini-

base sur lequel se fonde la définition de l'infrastructure en situation de monopole est sa fonction et les droits exclusifs y afférents. Dans le projet à l'examen, cette fonction est la télécommunication. Dans la directive CE, cette fonction est limitée au transport direct entre des points de raccordement définis.

Selon la définition donnée à l'article 68.4 du projet à l'examen, les télécommunications comprennent le transport, l'émission ou la réception de données / images. En d'autres termes, la fonction de l'infrastructure telle qu'elle est définie par le projet belge ne recouvre pas seulement la fonction de transport à l'intérieur du monopole, mais également une série d'autres fonctions telles que les importants protocoles de communication, qui relèvent encore du libre choix de l'utilisateur. En incluant ces protocoles dans le monopole, on pourrait imposer à l'utilisateur les protocoles publics (ISDN, X 25) et des services supplémentaires, qui, en vertu des directives, doivent être offerts en concurrence (par exemple les conversions de protocole).

tie van de infrastructuur in monopolie is haar functie en de exclusieve rechten hierop. In het ontwerp is deze functie : de telecommunicatie. In de EG-richtlijn wordt deze functie beperkt tot het direkte transport tussen gedefinieerde aansluitpunten.

Zoals gedefinieerd in artikel 68.4 van het voorliggende ontwerp, omvat telecommunicatie transport, uitzending of ontvangst van gegevens / beelden. Met andere woorden, de functie van de infrastructuur in het Belgische ontwerp omvat niet alleen de transportfunctie in het monopolie, maar ook een reeks andere functies zoals de belangrijke communicatieprotocollen, die nog altijd van de vrije keuze van de gebruiker deel uitmaken. Door deze protocollen in monopolie te brengen, zou men aan de gebruiker de publieke protocollen (ISDN, X 25) en supplementaire diensten kunnen opleggen, die krachtens de richtlijnen in concurrentie worden aangeboden (bijvoorbeeld protocolconversies).

**Points de divergence entre le projet de loi et les directives européennes**

**I. Concordance avec les directives européennes en ce qui concerne les appareils terminaux**

**Afwijkingen van het wetsontwerp ten overstaan van de EG-Richtlijnen**

**I. Overeenstemming met de EG-richtlijnen voor eindapparaten**

Texte du projet de loi du 24 septembre 1990 et des amendements du 7 novembre 1990  <i>Tekst van het wetsontwerp van 24 september 1990 en amendementen van 7 november 1990</i>	Définition figurant dans la Directive européenne  <i>Definitie in de EG-Richtlijn</i>	Commentaire concernant les points de divergence  <i>Toelichting bij de afwijkingen</i>
<p>Art. 68.7. : Appareil terminal : toute installation qui peut être raccordée directement à l'infrastructure de télécommunication par un point de raccordement pour transmettre, traiter ou recevoir les informations visées au 4°; —</p> <p><i>Art. 68.7. : Eindapparaat : elke inrichting die rechtstreeks kan aangesloten worden op de telecommunicatie-infrastructuur door middel van een aansluitpunt, om de informatie bedoeld in 4° over te brengen, te behandelen of te ontvangen.</i></p>	<p>Art. 68.7. : Appareil terminal : tout appareil qui est connecté directement ou indirectement à la terminaison d'une infrastructure publique de télécommunications pour transmettre, traiter ou recevoir des informations. Une connexion est indirecte si un appareil est interposé entre le terminal et la terminaison du réseau. Dans les deux cas, direct ou indirect, la connexion peut être établie par fil, fibre optique ou voie électromagnétique. Sont également à considérer comme terminaux les stations satellites assurant la seule réception pour autant qu'elles ne soient pas reconnectées à l'infrastructure publique d'un Etat membre.</p> <p>NOTE : Par souci de clarté, l'expression « réseau public de télécommunications », utilisée dans la directive européenne, a été remplacée par l'expression « infrastructure publique de télécommunication » utilisée dans la législation belge. —</p>	<p>Le terme d'installation proposé dans la définition de l'avant-projet peut être interprété de façon à inclure un ensemble d'équipements connectés à l'infrastructure publique de télécommunications. L'exposé des motifs du projet de loi précise que sont également considérées comme appareils terminaux, la partie des appareils complexes et celle des réseaux propres à l'utilisateur. L'interprétation de cette définition élargie ne se situe pas dans le droit fil des directives 86/361/CEE et 88/301/CEE, puisqu'elle impliquerait des droits exclusifs qui empêcheraient les utilisateurs de choisir librement les combinaisons d'équipements. Les utilisateurs doivent pouvoir faire leur choix parmi les différents types d'appareils terminaux et leurs possibilités d'utilisation, en ce compris une « installation » d'ordinateurs connectés à des réseaux privés mais qui ne peuvent être considérés comme des « appareils terminaux ». L'article 92, § 1<sup>er</sup>, impose en outre des conditions d'utilisation restrictives en cas d'interconnexion d'installations. —</p>
	<p><i>Art. 68.7. : Eindapparatuur : de apparaten die voor overbrenging of ontvangst van informatie direct of indirect op de eindpunten van de openbare telecommunicatie-infrastructuur zijn aangesloten. Een aansluiting is indirect wanneer een apparaat geplaatst is tussen het eindapparaat en het eindpunt van de infrastructuur. In beide gevallen, direct of indirect, kan de aansluiting geschieden per draad, per optische vezel, of via elektromagnetische golven. Eveneens als eindapparaten worden beschouwd de satellietontvangstations die niet op de openbare infrastructuur van een lidstaat aangesloten zijn.</i></p> <p><i>NOTA : Duidelijkheidshalve werd de term van de EG-Richtlijn « openbaar telecommunicatiennet » vervangen door de term « openbare telecommunicatie-infrastructuur » die door de Belgische wet gebruikt wordt.</i></p>	<p><i>De term « inrichting » die wordt voorgesteld in de definitie van het voorontwerp kan zo uitgelegd worden dat een verzameling van apparatuur die op de openbare telecommunicatie-infrastructuur aangesloten is, onder deze ruime definitie zou vallen. In de memorie van toelichting zegt het wetsontwerp dat ook als eindapparaat wordt beschouwd, het gedeelte van complexe apparaten en van de eigen netwerken van de gebruiker. De interpretatie van deze uitgebreide definitie strookt niet met de EG-richtlijnen 86/361/EEG en 88/301/EEG, omdat ze exclusieve rechten zou omvatten die de gebruikers zou beletten combinaties van apparatuur vrijelijk te kiezen. De gebruikers moeten uit verschillende types van eindapparaten en hun gebruiksmogelijkheden kunnen kiezen met inbegrip van « een inrichting » van computers die aan privénetwerken gekoppeld zijn, maar die niet beschouwd kunnen worden als één « eindapparaat ». Artikel 92, § 1, legt bovendien beperkende gebruiksvoorwaarden op wanneer inrichtingen onderling met elkaar verbonden worden.</i></p>

**II. Les droits exclusifs sur l'infrastructure publique**
**II. De exclusieve rechten op de openbare infrastructuur**

Texte du projet de loi du 24 septembre 1990 et amendements du 7 novembre 1990  <i>Tekst van het wetsontwerp van 24 september 1990 en amendementen van 7 november 1990</i>	Définition figurant dans la Directive européenne  <i>Definitie in de EG-Richtlijn</i>	Commentaire sur les points de divergence  <i>Toelichting bij de afwijkingen</i>
<p>Art. 68.5° Infrastructure de télécommunications : l'ensemble des équipements et des moyens y afférents qui franchissent le domaine public et qui sont destinés à la télécommunication à l'exception de ceux destinés au service de radiodiffusion et des réseaux de radiodistribution et de télédistribution.</p> <p>Art. 68.4° Télécommunications : toute transmission, émission ou réception de signes, de signaux, d'écrits, d'images, de sons ou de données de toute nature.</p> <p><i>Art. 68.5° Openbare telecommunicatie-infrastructuur : het geheel van uitrusting met daarbijhorende middelen, die het openbaar domein overschrijden en die bestemd zijn voor de telecommunicatie met uitzondering van deze bestemd voor de radioomroepdienst en de radio- en teledistributienetten.</i></p> <p><i>Art. 68.4° Telecommunicatie : elke overbrenging, uitzending of ontvangst van tekens, seinen, geschriften, beelden, klanken of gegevens van alle aard, ...</i></p>	<p>Réseau public de télécommunications : l'infrastructure publique de télécommunications qui permet le transport de signaux entre des points de terminaison définis du réseau, par fils, par faisceaux hertziens, par moyens optiques ou par d'autres moyens électromagnétiques.</p> <p>Note : Pour plus de clarté, les termes « réseau public de télécommunications » figurant dans la directive européenne ont directement été remplacés dans le projet de loi par les termes « infrastructure publique de télécommunications », ce qui contribue à rendre le projet de loi plus clair.</p> <p><i>Openbare telecommunicatie : de openbare telecommunicatie-infrastructuur, die het transport mogelijk maakt van signalen tussen gedefinieerde aansluitpunten via draadverbindingen, microgolfsystemen, optische middelen of door andere elektromagnetische middelen.</i></p> <p><i>Nota : Duidelijkheidshalve werd de term van de EG-Richtlijn « openbaar telecommunicatienet » in het wetsontwerp rechtstreeks vervangen door de term « openbare telecommunicatie-infrastructuur » wat de duidelijkheid van het wetsontwerp ten goede komt.</i></p>	<p>La définition d'infrastructure publique de télécommunication figurant dans le projet de loi prévoit non seulement la transmission de signaux, mais inclut aussi les équipements ainsi que les moyens y afférents destinés à l'émission et de réception de données. Cette définition englobe notamment les moyens de communication réciproques et, par conséquent, les protocoles des utilisateurs, d'une extrême importance, qui établissent le dialogue entre les appareils et/ou les services des utilisateurs. Ils sont de ce fait réservés et peuvent être imposés par BELGACOM. Les définitions d'« infrastructure publique de télécommunications » et de « droits exclusifs » figurent dans la directive ONP (Open Network Provision) et dans la directive sur les services. L'adoption de définitions plus larges que ces définitions européennes constitue une extension illégale du monopole de BELGACOM.</p> <p><i>De definitie « openbare telecommunicatie-infrastructuur » van het wetsontwerp omvat niet alleen de transmissie van signalen, maar ook de daaraan verbonden uitrusting en middelen die bestemd zijn voor het uitzenden en ontvangen van gegevens. Deze definitie bevat onder andere de onderlinge communicatiemiddelen en dus de zo belangrijke protocollen van de gebruikers, die de dialoog tussen de gebruikersapparatuur en/of diensten opzet.</i></p> <p><i>Zij worden hierdoor gereserveerd en kunnen opgelegd worden door BELGACOM.</i></p> <p><i>De definities « Openbare telecommunicatie-infrastructuur » en « exclusieve rechten » worden gedefinieerd in de ONP-richtlijn (Open Network Provision) en de dienstrichtlijn. Het overschrijden van deze EG-definities is een onwettige uitbreiding van het BELGACOM-monopolie.</i></p>

**Points de divergence entre le projet de loi et les directives CE**

**III. Délimitation de l'infrastructure publique de télécommunications**

**Afwijkingen van het wetsontwerp ten opzichte van de EG-Richtlijnen**

**III. Begrenzing van de openbare telecommunicatie-infrastructuur :**

<p>Texte du projet de loi du 24 septembre 1990 et des amendements du 7 novembre 1990.</p> <p><i>Tekst van het wetsontwerp van 24 september 1990 en amendementen van 7 november 1990</i></p>	<p>Définition de la directive CE</p> <p><i>Definitie in de EG-Richtlijn</i></p>	<p>Commentaire sur les points de divergence</p> <p><i>Toelichting bij de afwijkingen</i></p>
<p>Article 68.6° Point de raccordement : un point terminal de l'infrastructure publique de télécommunications qui sert à la connexion d'un appareil terminal. — <i>Artikel 68.6° Aansluitpunt : een eindpunt van de openbare telecommunicatie-infrastructuur dat dient voor de aansluiting van een eindapparaat.</i></p> <p>Article 86. Sur proposition de l'Institut, le Ministre définit pour chaque service réservé le point de raccordement sur la base exclusivement des critères suivants : [...] — <i>Artikel 86. Op voorstel van het Instituut bepaalt de Minister voor elke gereserveerde dienst het aansluitpunt enkel op grond van de volgende criteria : [...]</i></p>	<p>Point de terminaison du réseau : l'ensemble des connexions physiques et des spécifications techniques d'accès qui font partie du réseau public de télécommunications et sont nécessaires pour avoir accès à ce réseau public et communiquer efficacement par son intermédiaire. — <i>Netwerkaansluitpunt : het geheel van fysieke verbindingen, met hun technische toegangsspecificaties, die deel uitmaken van de openbare telecommunicatie-infrastructuur en nodig zijn om toegang te verkrijgen tot deze openbare infrastructuur en om efficiënt via deze infrastructuur te kunnen communiceren.</i></p>	<p>La définition du « point de raccordement » proposée par le projet est large. A l'article 86, le point de raccordement n'est défini que pour l'accès aux services réservés, ce qui signifie que les spécifications des circuits de données (modems et NT1) ainsi que certains protocoles d'utilisateurs et l'accès des prestataires de service à l'infrastructure constituerait des services réservés et tomberaient sous le monopole de Belgacom. La directive ONP définit les points de terminaison comme un élément essentiel du concept ONP. Etant donné que ces points constituent l'interface physique entre l'infrastructure publique et l'appareillage des utilisateurs et des autres prestataires de service, la définition de la notion du « point de raccordement » doit être remplacée dans le projet de loi. En obligeant les utilisateurs à utiliser des services réservés pour l'accès à des services non réservés, le projet de loi subordonne l'utilisation de l'infrastructure à l'acceptation de prestations supplémentaires sans aucun rapport. Cela est contraire aux directives européennes précitées. — <i>De definitie « aansluitpunt » van het wetsontwerp is ruim opgevat. In artikel 86 wordt het aansluitpunt enkel bepaald voor toegang tot gereserveerde diensten, wat betekent dat de specificaties van gegevenscircuits (modems en NT1) alsook bepaalde gebruikersprotocollen en de toegang van de dienstenleveranciers tot de infrastructuur allemaal deel uitmaken van de gereserveerde dienst en onder het monopolie van Belgacom vallen. De ONP-richtlijn definiert de aansluitpunten als essentieel onderdeel van het ONP-concept. Daar zij de fysieke interface vormen tussen de openbare infrastructuur en de apparatuur van de gebruikers en van de andere dienstenleveranciers, moet de definitie « aansluitpunt » van het wetsontwerp vervangen worden. Door de gebruikers te dwingen gebruik te maken van gereserveerde diensten bij het aanbod van niet-gereserveerde diensten, stelt het wetsontwerp het gebruik van de infrastructuur afhankelijk van de aanvaarding van bijkomende prestaties die hier geen verband mee houden. Dit is in strijd met de genoemde Europese richtlijnen.</i></p>

**Points de divergence entre le projet de loi et les directives européennes**  
**IV. Mise à disposition et utilisation de circuits loués**

**Afwijkingen van het wetsontwerp ten overstaan van de EG Richtlijnen**  
**IV. Terbeschikkingstelling en gebruik van huurlijnen**

Texte du projet de loi du 24 septembre 1990 et des amendements du 7 novembre 1990  <i>Tekst van het wetsontwerp van 24 september 1990 en amendementen van 7 november 1990</i>	Définition figurant dans la directive européenne  <i>Definitie in de EG Richtlijn</i>	Commentaire concernant les points de divergence  <i>Toelichting bij de afwijkingen</i>
<p>Art. 68.8° : Liaison fixe : une liaison qui franchit le domaine public et qui permet la télécommunication directe entre, d'une part, un point de raccordement ou un raccordement à une infrastructure de télécommunication d'un pays étranger et, d'autre part, un ou plusieurs points de raccordement ou un raccordement à une infrastructure de télécommunication d'un pays étranger et par laquelle l'utilisateur ne peut influencer l'établissement ou la cessation de la liaison via son point de raccordement; —</p> <p>Art. 68.8° : <i>Vaste verbinding : een verbinding, die het openbaar domein overschrijdt en die de rechtstreekse telecommunicatie toelaat tussen, enerzijds, een aansluiting of een aansluiting op een buitenlandse telecommunicatie-infrastructuur, anderzijds, een of meer aansluitpunten of aansluitingen op een buitenlandse telecommunicatie-infrastructuur, en waarbij de gebruiker het totstandkomen of verbreken van de verbinding niet via zijn aansluitpunt kan beïnvloeden;</i></p>	<p>Selon la directive ONP relative aux circuits loués, qui doit encore être modifiée.</p> <p>Circuit loué : moyens de télécommunications qui prévoient la capacité de transmission équivalente entre les points de raccordement de l'infrastructure publique et qui ne comportait aucune interconnexion sur demande. —</p> <p><i>Volgens de nog te wijzigen ONP- richtlijn met betrekking tot huurlijnen.</i></p> <p><i>Huurlijnen : bestaat uit telecomcommunicatiemiddelen die de transmissiecapaciteit voorzien, tussen de aansluitpunten van de openbare infrastructuur, en die geen schakelen op aanvraag bevat.</i></p>	<p>La définition contenue à l'article 68, 8°, est trop limitative pour l'utilisateur et doit être conforme à la définition technique du CCITT et des conditions de fourniture ONP.</p> <p>La directive relative aux services supprime toutes les limitations relatives à l'interdiction de liaisons de circuits loués par le truchement de concentrateurs, multiplexeurs et d'autres installations et avec le réseau téléphonique connecté ainsi que le prélèvement d'<i>« access charges »</i> (indemnités d'accès), telles qu'en prévoit l'article 106 du projet de loi à l'examen.</p> <p>La directive-cadre ONP prévoit la fixation de conditions ONP pour l'obligation de fourniture de circuits loués.</p> <p>La définition de liaison fixe du projet de loi prévoit l'interdiction pour l'utilisateur d'influencer l'établissement ou la cessation de la liaison via son point de raccordement.</p> <p>Le projet de loi n'est pas conforme à la directive CE, car il interdit la commutation à l'utilisateur mais l'autorise expressément dans le chef de Belgacom (de même que la liaison semi-permanente ou la liaison connectée en permanence), ce qui ne cadre pas avec la notion de circuit loué puisque la commutation n'en fait pas partie. —</p> <p><i>De definitie in artikel 68.8° is te beperkt voor de gebruiker en moet conform zijn met de technische definitie van het CCITT en van de ONP- leveringsvoorwaarden.</i></p> <p><i>De dienstenrichtlijn heeft alle beperkingen op in verband met het verbod op verbindingen van huurlijnen via concentrators, multiplexers en andere installaties en met het geschakelde telefoonnet en ook het heffen van « access charges », zoals bepaald in artikel 106 van het wetsontwerp.</i></p> <p><i>De ONP-kaderrichtlijn voorziet in de vaststelling van de ONP-voorwaarden voor de leveringsplicht van gehuurde lijnen. De definitie vaste verbinding van het wetsontwerp houdt het verbod in voor de gebruiker om het tot stand brengen of het verbreken van de verbinding via zijn aansluitpunt te beïnvloeden.</i></p> <p><i>Het wetsontwerp is niet conform de EG-richtlijn, daar het de gebruiker het schakelen verbiedt, maar staat het aan BELGACOM explicet toe, (zoals de semi-permanente verbinding of de permanent geschakelde verbinding) wat niet met een huurlijn overeenstemt, daar het schakelen hiervan geen deel uitmaakt.</i></p>

**Points de divergence entre le projet de loi et les directives européennes**  
**V. Extension des services réservés**

**Afwijkingen van het wetsontwerp ten opzichte van de EG-Richtlijnen**  
**III. Uitbreidung van de gereserveerde diensten**

<i>Texte du projet de loi du 24 septembre 1990 et des amendements du 7 novembre 1990.</i>  <i>Tekst van het wetsontwerp van 24 september 1990 en amendementen van 7 november 1990.</i>	<i>Définition figurant sous la Directive européenne</i>  <i>Definitie in de EG-Richtlijn</i>	<i>Commentaire sur les points de divergence</i>  <i>Toelichting bij de afwijkingen</i>
<p>Article 68.9° Service de commutation de données : service de télécommunications dont les fonctions se limitent au transport et à la commutation de données par commutation par paquets ou par circuit, en ce compris les fonctions nécessaires à son exploitation. — Artikel 68.9° Dienst voor gegevensschakeling : de telecommunicatie-dienst waarvan de functies zich beperken tot het transport en de schakeling van gegevens via pakket- of circuitschakeling, met inbegrip van de functies die noodzakelijk zijn voor zijn exploitatie.</p>	<p>Services de transmission de données par commutation de paquets et par commutation de circuits : l'exploitation commerciale pour le public du transport direct de données à travers un ou des réseaux publics commutés permettant à un équipement connecté à un point de terminaison d'un réseau de communiquer avec un équipement connecté à un autre point de terminaison. — Pakket- en circuitgeschakelde datadiensten : de commerciële uitbating ten behoeve van het publiek van direct datatransport van en naar aansluitpunten van de openbaar geschakelde infrastructuur, waarvan iedere gebruiker van op een dergelijk aansluitpunt aangesloten apparatuur gebruik kan maken om te communiceren met een ander aansluitpunt.</p>	<p>Cette définition est contraire aux directives européennes :</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. Les fonctions requises pour l'« exploitation » du service constituent un monopole. Ce traitement s'effectue avant ou après la réception de la transmission de données, et relève donc clairement du domaine des services fournis en concurrence.</li> <li>2. La notion de « transport et de commutation de données » est nettement plus large que ce que l'on entend par service de commutation de paquets et de circuits. Ce service est réservé lorsqu'il remplit exclusivement les conditions spécifiques et limitées suivantes :             <ol style="list-style-type: none"> <li>1) il doit être exploité de manière commerciale, c'est-à-dire avec une offre concurrentielle et compétitive au niveau du prix;</li> <li>2) il doit être offert au public, c'est-à-dire à la population, indépendamment de la qualité ou de l'activité. Tout autre transport de données à destination de tiers ou de groupes fermés d'utilisateurs est libre;</li> <li>3) il peut seulement effectuer des transports directs, c'est-à-dire que des services tels que la conversion de protocole ou de vitesse et le transfert de fichiers, de même que la gestion de réseaux et l'EDI sont libres;</li> <li>4) il doit être fourni dans le cadre de points de raccordement bien définis, c'est-à-dire que ces points de raccordement doivent être définis et publiés. — <i>Deze definitie is strijdig met de EG-richtlijnen :</i> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. <i>Functies noodzakelijk voor de « exploitatie » van de dienst zijn monopolie. Deze verwerking gebeurt voor of na de ontvangst van de transmissie van gegevens, wat duidelijk in het domein van de competitieve diensten ligt.</i></li> <li>2. <i>Het begrip « transport en schakelen van gegevens » is veel breder dan wat verstaan wordt door de dienst voor het schakelen van paketten en circuits. Deze dienst is gereserveerd wanneer hij uitsluitend aan volgende specifieke en gelimiteerde voorwaarden voldoet :</i> <ol style="list-style-type: none"> <li>1) moet commercieel geëxploiteerd worden, dat wil zeggen met een concurrentieel en prijscompetitief aanbod;</li> <li>2) moet aan het publiek aangeboden worden, dat wil zeggen aan de bevolking en ongeacht de kwaliteit of activiteit. Elk ander gegevenstransport naar derden of gesloten gebruikersgroepen is vrij.</li> <li>3) mag alleen aan direct transport doen, dat wil zeggen dat diensten zoals protocol- of snelheidsconversie en file transfer eveneens als netwerkbeheer en EDI vrij zijn.</li> <li>4) moet binnen wel gedefinieerde aansluitpunten geleverd worden, dat wil zeggen deze aansluitpunten gedefinieerd en gepubliceerd moeten zijn.</li> </ol> </li> </ol> </li> </ol> </li> </ol>

D'autre part, le même membre et un autre intervenant estiment qu'il est faux de dire — comme l'a affirmé le Ministre des PTT au début de la discussion de l'article — qu'« une directive est contraignante quant aux objectifs à atteindre, mais laisse aux Etats membres le libre choix des moyens à mettre en œuvre pour atteindre ces objectifs ». En réalité, il faut distinguer entre les directives du Conseil et les directives de la Commission : ces dernières sont en fait de stricte application.

Enfin, l'intervenant s'étonne que la philosophie du présent projet paraisse en totale contradiction avec celle qui a inspiré au Gouvernement le projet de loi sur la protection de la concurrence économique, dont certains passages de l'Exposé des motifs constituent une véritable ode à la concurrence (cf. Doc. n° 1282/1, pp. 1 et 2).

## 2. Votes

Les amendements n°s 129 (M. Draps et consorts), 130 et 131 (M. Knoops et consorts), 159 (MM. Draps et De Croo), 132 et 133 (M. Knoops et consorts) sont successivement rejetés par 15 voix contre 3.

Les amendements n°s 67 et 68 du Gouvernement sont successivement adoptés par 15 voix et 3 abstentions.

L'article tel qu'amendé est adopté par 15 voix contre 3.

## Art. 69

### 1. Discussion

Un membre fait observer que doivent être dès lors considérées comme libres toutes les activités en matière de télécommunications autres que publiques. Dans cette optique, les télécommunications établies entre les différents services administratifs d'une commune opérant sur son propre domaine peuvent-elles être considérées comme non publiques et donc libres, au même titre que les infrastructures de télécommunication des différents organismes d'intérêt public ?

Le Ministre renvoie aux articles 88, 92 et 120, relatifs aux possibilités qu'ont, par exemple, les communes d'organiser et d'utiliser des réseaux propres. Il répondra aux questions posées à ce sujet lors de la discussion de ces articles.

Le Gouvernement dépose un amendement (n° 216), qui précise la portée de l'article.

## 2. Votes

L'amendement n° 216 du Gouvernement et l'article ainsi modifié sont successivement adoptés à l'unanimité.

Voorts is hetzelfde lid samen met een andere spreker de mening toegedaan dat het onjuist is te beweren — zoals de Minister van PTT in het begin van de besprekking van dit artikel heeft gedaan — dat een richtlijn bindend is wat de te verwezenlijken doelstellingen betreft maar de Lid-Staten vrij laat kiezen welke middelen ze aanwenden om die doelstellingen te bereiken. In werkelijkheid dient een onderscheid te worden gemaakt tussen de richtlijnen van de Raad en de richtlijnen van de Commissie : de laatste moeten immers strikt worden toegepast.

Tot slot verbaast spreker er zich ook over dat de strekking van het ter besprekking liggende ontwerp blijkbaar totaal in tegenspraak is met die waardoor de Regering zich heeft laten leiden bij het wetsontwerp tot bescherming van de economische mededinging, waarin bepaalde passages van de memorie van toelichting een ware ode aan de concurrentie zijn (cf. Stuk n° 1282/1, blz. 1 en 2).

## 2. Stemmingen

De amendementen n°s 129 (de heer Draps c.s.), 130 en 131 (de heer Knoops c.s.), 159 (de heren Draps en De Croo), 132 en 133 (de heer Knoops c.s.) worden achtereenvolgens verworpen met 15 tegen 3 stemmen.

De amendementen n°s 67 en 68 van de Regering worden achtereenvolgens aangenomen met 15 stemmen en 3 onthoudingen.

Het aldus geamendeerde artikel wordt aangenomen met 15 tegen 3 stemmen.

## Art. 69

### 1. Besprekking

Een lid merkt op dat dan elke bedrijvigheid op het stuk van andere dan openbare telecommunicatie moet worden geacht vrij te zijn. Kunnen in dat opzicht de telecommunicaties tussen de verschillende bestuurlijke diensten van een gemeente op haar eigen terrein worden beschouwd als niet-openbaar en dus vrij, juist zoals de telecommunicatie-infrastructuur van de verschillende instellingen van algemeen nut ?

De Minister verwijst naar de artikelen 88, 92 en 120 die handelen over de mogelijkheden die bijvoorbeeld gemeenten geboden worden om eigen netten aan te leggen en te gebruiken. Hij zal bij die artikelen op de vragen ingaan.

De Regering dient een amendement (n° 216) in dat de draagwijdte van het artikel preciseert.

## 2. Stemmingen

Amendement n° 216 van de Regering en het aldus gewijzigde artikel worden eenparig aangenomen.

## Art. 70 et 71

Ces articles ne suscitent aucun commentaire.

L'article 70 est adopté par 15 voix contre 3.

L'article 71 est adopté à l'unanimité.

## Art. 72

*1. Discussion*

MM. Draps et De Croo déposent un amendement (n° 160) visant à faire du Ministre des Affaires économiques le Ministre de tutelle de l'IBPT.

Un des auteurs de l'amendement fait observer que la création de l'IBPT répond aux recommandations des directives de la CEE mais il déplore que ce nouvel Institut soit placé sous la tutelle du Ministre des PTT, qui peut déterminer lui-même les délégations de pouvoirs accordées au fonctionnaire dirigeant assurant la gestion journalière de l'Institut. Cela aboutit concrètement à une main-mise totale du Ministre des PTT sur l'Institut. Il faut à tout prix que la fonction de gestion journalière de l'Institut demeure indépendante de la tutelle du Ministre des PTT pour éviter une gestion arbitraire. L'indépendance de cet Institut à vocation normative et de son gestionnaire est d'ailleurs voulue par les directives européennes et notamment par la directive 88/301/CEE sur les terminaux, prévoyant la création d'un organe indépendant (cfr. article 6) pour l'établissement des procédures d'agrément des terminaux pour le 1<sup>er</sup> juillet 1989.

Le Ministre des PTT fait remarquer que, conformément aux directives européennes, une séparation structurelle est faite entre les tâches de réglementation qui sont confiées à l'Institut, et les tâches d'exploitation en ce qui concerne les télécommunications publiques, qui sont laissées à BELGACOM. De cette façon est écartée la crainte d'une situation dans laquelle une même instance serait à la fois juge et partie. La réglementation des télécommunications relève de la responsabilité du Ministre des PTT, qui n'est plus le gestionnaire de BELGACOM.

Le mot « indépendant » de l'article 6 de la directive précitée porte sur la séparation à effectuer entre l'organisme d'exploitation et l'organisme de normalisation et de contrôle, pas entre celui-ci et le pouvoir politique.

Il ajoute qu'il n'est pas opportun de confier la gestion des télécommunications à deux Ministres de tutelle différents, car cela nuirait à une gestion efficace des télécommunications et cela pourrait aboutir à des conflits internes de gestion.

## Art. 70 en 71

Bij die artikelen worden geen opmerkingen gemaakt.

Artikel 70 wordt aangenomen met 15 tegen 3 stemmen.

Artikel 71 wordt eenparig aangenomen.

## Art. 72

*1. Besprekung*

De heren Draps en De Croo dienen een amendement (nr 160) in dat ertoe strekt het BIPT onder het toezicht van de Minister van Economische Zaken te brengen.

Een van de indieners van het amendement merkt op dat de oprichting van het BIPT beantwoordt aan de aanbevelingen van de EG-richtlijnen. Hij betreurt echter dat het nieuwe Instituut onder het toezicht komt van de Minister van PTT die zelf kan bepalen welke bevoegdheden worden overgedragen aan de leidinggevende ambtenaar die het dagelijks bestuur van het Instituut waarneemt. Concreet betekent zulks dat het Instituut volkomen in de greep van de Minister van PTT komt. Het dagelijks bestuur van het Instituut moet tot elke prijs onafhankelijk blijven van de Minister van PTT, om willekeur in het bestuur te vermijden. De onafhankelijkheid van dat Instituut met normatieve opdracht en van zijn bestuurder is trouwens aanbevolen in de Europese richtlijnen, met name in Richtlijn 88/301/EWG over de eindapparaten. Die voorziet in de oprichting van een onafhankelijke instelling (cf. artikel 6) die procedures voor de erkenning van de eindapparaten tegen 1 juli 1989 moet uitwerken.

De Minister van PTT vestigt de aandacht op de structurele scheiding tussen regelgevende opdrachten die aan het Instituut worden toevertrouwd en de exploitatieopdrachten voor de openbare telecommunicaties die aan BELGACOM worden gelaten, conform de Europese richtlijnen staat. Zo hoeft niet te worden gevreesd voor een toestand waarin een zelfde instantie tegelijk rechter en partij zou zijn. De regelgeving inzake telecommunicaties valt onder de verantwoordelijkheid van de Minister van PTT, die niet langer de beheerder van BELGACOM is.

Het woord « onafhankelijk », gebruikt in artikel 6 van vermelde richtlijn, slaat op de door te voeren scheiding tussen de uitbater en het normalisatie- en controleorgaan, en niet op de scheiding tussen deze laatste en de politieke overheid.

Hij vindt het overigens niet raadzaam het beheer van de telecommunicatie aan twee verschillende toezichthoudende ministers op te dragen, want dat zou een doelmatige aanpak in de weg staan en tot interne bestuursgeschillen kunnen leiden.

Le maintien d'une unité de conception est d'ailleurs vital dans la perspective de la compétitivité du futur marché européen des télécommunications. En outre, dans tous les autres pays de la CEE les Instituts similaires à l'IBPT sont placés sous la tutelle du Ministre qui a les télécommunications dans ses attributions.

Le Ministre communique à la Commission une liste reprenant la manière dont sont exercées les fonctions de réglementation et de contrôle dans les autres pays de la CEE.

Eenheid van opvatting is trouwens met het oog op de komende concurrentie op de Europese telecomunicatiemarkt van levensbelang. In alle andere EG-landen staan de met het BIPT vergelijkbare Instituten onder het toezicht van de Minister die voor de telecommunicatie bevoegd is.

De Minister deelt de Commissie een lijst mee met de wijze waarop de regelgevende en controlefuncties in de overige EG-landen worden uitgeoefend.

Pays — Land	Ministre compétent — Bevoegde Minister	Organe de réglementation — Regelgevend orgaan
1. Allemagne. — Duitsland.	Ministre fédéral des Postes et Télécommunications. — <i>Federale Minister van Post en Telecommunicatie.</i>	Ministère des P et T. — <i>Ministerie van P.T.T.</i>
2. Belgique. — België.	Ministre des PTT. — <i>Minister van PTT.</i>	R.T.T. — <i>R.T.T.</i>
3. Danemark. — Denemarken.	Ministre des Télécommunications. — <i>Minister van Telecommunicatie.</i>	Direction générale des P et T et le Telecom Inspectorate en dépendant. — <i>Algemene Directie van P en T en de Telecominspectie die ervan afhangt.</i>
4. Espagne. — Spanje.	Ministre des Transports, du Tourisme et des Communications. — <i>Minister van Verkeer, Toerisme.</i>	Direction générale des Télécommunications. — <i>Algemene Directie van Telecommunicatie.</i>
5. France. — Frankrijk.	Ministre des Postes, des Télécommunications et de l'Espace. — <i>Minister van Post, Telecommunicatie en Ruimte.</i>	Direction de la Réglementation générale (DRG). — <i>Directie Algemene Regeling.</i>
6. Grèce. — Griekenland.	Ministre des Transports et des Communications. — <i>Minister van Verkeerswezen en Communicatie.</i>	Ministère des Transports et Communications. — <i>Ministerie van Verkeer en Communicatie.</i>
7. Irland. — Ierland.	Ministre de la Justice et de la Télécommunication. — <i>Minister van Justitie en Telecommunicatie.</i>	Departement of Communications. — <i>Departement voor Communicatie.</i>
8. Italie. — Italië.	Ministre des Postes et Télécommunications. — <i>Minister van Post en Telecommunicatie.</i>	Ministère des Postes et Télécommunications (PT). — <i>Ministerie van Post en Telecommunicatie.</i>
9. Luxembourg. — Luxemburg.	Ministre des Communications. — <i>Minister van Communicatie.</i>	P.T.T. — <i>P.T.T.</i>
10. Pays-Bas. — Nederland.	Ministre des Transports et des Voies Navigables. — <i>Minister van Verkeer en Waterstaat.</i>	Hoofd Directie Telecommunicatie en Post, Directie Regelgeving en Vergunning Telecommunicatie. — <i>Hoofddirectie Telecommunicatie en Post, Directie Regelgeving en vergunning.</i>
11. Portugal. — Portugal.	Ministre des Travaux publics, Transports et Communications. — <i>Minister van Openbare Werken, Verkeer en Communicatie.</i>	Institut des Communications du Portugal (I.C.P.). — <i>Instituut voor Communicatie.</i>
12. Royaume-Uni. — Verenigd Koninkrijk.	Ministre du Commerce et de l'Industrie. — <i>Minister van Handel en Industrie.</i>	— Directorate of Trade and Industry (DTI). — <i>Directoraat voor Handel en Nijverheid.</i> — OFTEL (Organe dépendant du Parlement + Conseiller du Ministre). — <i>OFTEL (orgaan afhankelijk van Parlement + Raadgever van de Minister).</i>

L'un des auteurs de l'amendement précité approuve totalement l'idée que l'IBPT doive édicter des normes de contrôle, mais estime que l'Institut doit rester indépendant pour pouvoir jouer son rôle d'arbitre en matière de normes de télécommunication. D'autre part, il ne convient pas de comparer notre situation avec celle d'autres pays européens où les exploitations de télécommunications sont souvent privées.

Een van de indieners van het bovenvermelde amendement is het er volstrekt mee eens dat het BIPT controlenormen moet uitvaardigen, maar het Instituut moet onafhankelijk blijven, wil het zijn taak als scheidsrechter inzake telecommunicatieregels naar behoren kunnen vervullen. Het gaat anderzijds niet op de toestand in ons land te vergelijken met die in andere Europese landen, waar de exploitatie van de telecommunicatie vaak in privé-handen berust.

Enfin, on pourrait fort bien imaginer que BELGACOM puisse conclure des accords avec certaines sociétés de construction d'appareils de télécommunication et qu'elle s'entende avec l'IBPT pour que celle-ci délivre des certificats d'agrément uniquement à ces sociétés pour préserver les intérêts de BELGACOM.

Le Ministre rétorque que les risques évoqués sont tout aussi présents dans le cas d'un Institut indépendant et que la responsabilité du Ministre, telle qu'en-gagée par l'article 72, garantit que le contrôle parlementaire pourra en empêcher la réalisation dans le cas de l'IBPT.

M. Simons dépose un amendement (n° 233), qui vise à placer l'Institut sous la tutelle du Ministre des Affaires économiques.

## 2. Votes

Les amendements n°s 160 (MM. Draps et De Croo) et 233 (M. Simons) sont successivement rejetés par 15 voix contre 3.

L'article est adopté par 15 voix contre 3.

## Art. 73

### 1. Discussion

MM. Draps et De Croo déposent un amendement (n° 134) visant à ramener le délai de fixation du statut administratif et pécuniaire du personnel de l'Institut de 1 an à 3 mois.

L'un des auteurs estime en effet qu'il est impératif que ce délai soit le plus bref possible afin de permettre au Roi de procéder aux nominations des membres du personnel en application de l'article 74 et ainsi, d'éviter les primo-nominations et de rendre rapidement l'Institut opérationnel.

Le Ministre des PTT déclare avoir l'intention d'écourter ce délai jusqu'à 3 mois si possible. Il veut, en effet, concrétiser l'installation de l'Institut au plus vite, car l'ensemble des mesures reprises sous le Titre III ne seront d'application qu'après l'installation de l'Institut.

Quant au cadre organique et linguistique de l'Institut, celui-ci est réglé par le 1<sup>er</sup> alinéa de l'article 74.

Après cette réponse, l'amendement n° 134 est retiré.

L'un des rapporteurs fait observer qu'il est prévu au § 2 de l'article 73 que le Roi détermine, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, les grades qui correspondent à des fonctions spécialisées, ainsi que les règlements administratifs et pécuniaires spécifiques relatifs à ces grades.

Il demande ce que l'on entend par fonction spécialisée. S'agit-il de fonctions déjà exercées à la Régie des

Tot slot is het helemaal niet ondenkbaar dat BELGACOM overeenkomsten sluit met firma's die telecommunicatieapparatuur vervaardigen en met het BIPT afspreekt dat het Instituut alleen aan die firma's erkenningsattesten uitreikt zodat de belangen van BELGACOM worden gevrijwaard.

De Minister replieert dat de vermelde risico's eveneens bestaan voor een onafhankelijk Instituut. De verantwoordelijkheid van de Minister, zoals vastgelegd in het artikel 72, waarborgt dat de parlementaire controle dergelijke risico's voorkomt.

De heer Simons dient een amendement (n° 233) in ten einde het Instituut onder het toezicht te plaatsen van de Minister van Economische Zaken.

## 2. Stemmingen

De amendementen n°s 160 (de heren Draps en De Croo) en 233 (de heer Simons) worden achtereenvolgens verworpen met 15 tegen 3 stemmen.

Het artikel wordt aangenomen met 15 tegen 3 stemmen.

## Art. 73

### 1. Bespreking

De heren Draps en De Croo dienen een amendement (n° 134) in waarbij de termijn voor het vastleggen van het administratieve en geldelijke statuut van het personeel van het Instituut van 1 jaar tot drie maanden wordt teruggebracht.

Een van de indieners meent immers dat die termijn absoluut zo kort mogelijk moet zijn. Op die manier kan de Koning met toepassing van artikel 74 het personeel benoemen en aldus eerste benoemingen vermijden, waardoor het Instituut snel bedrijfsklaar wordt.

De Minister verklaart voornemens te zijn die termijn indien mogelijk tot 3 maanden in te korten. Hij wil opschieten met de installatie van het Instituut, want alle onder Titel III opgesomde maatregelen zijn pas na die installatie uitvoerbaar.

De personeelsformatie en het taalkader van het Instituut worden geregeld in het eerste lid van artikel 74.

Na dat antwoord wordt amendement n° 134 ingetrokken.

Een van de rapporteurs wijst erop dat de Koning krachtens § 2 van artikel 73 bij een in Ministerraad overlegd besluit de graden, die overeenstemmen met de gespecialiseerde functies, evenals de desbetreffende specifieke administratieve en geldelijke regelingen bepaalt.

Hij wenst te vernemen wat onder « gespecialiseerde functie » moet worden verstaan. Gaat het om functies

TT et/ou à la Poste ? Dans l'affirmative, de quels grades s'agit-il ?

Quant aux règlements administratifs, il demande s'il s'agit d'un statut administratif spécifique ou de règlements particuliers relatifs aux conditions de recrutement ou de promotion, par exemple.

Il voudrait savoir si le Ministre a a priori l'intention de déroger aux règles générales applicables à l'ensemble du personnel de cet Institut pour ces matières.

Enfin, les règlements pécuniaires envisagés ont-ils pour objet de déterminer des échelles spécifiques ou visent-ils à fixer des conditions dérogatoires en matière d'avancement de traitement, de calculs des services admissibles, etc. ?

Le paragraphe 3 introduit une mesure de sauvegarde en faveur des agents statutaires quelle que soit leur origine, basée sur la situation administrative et pécuniaire des agents de la RTT à la date d'entrée en vigueur du présent article.

Le rapporteur demande quelle est la portée réelle d'une telle mesure, étant donné qu'il faudra à tout moment comparer la situation des agents en service à l'Institut avec une situation figée à une date déterminée et progressivement dépassée par l'évolution générale des rémunérations.

Il s'interroge également sur le sens à donner aux termes « grade équivalent » : s'agit-il de celui qui correspond à la définition statutaire : grade d'un même rang ou de celui dont le titulaire exerçait à la RTT des fonctions de même nature que celles qui sont depuis exercées à l'IBPT.

Dans la première hypothèse, lorsqu'il y a plusieurs grades du même rang à la RTT, avec lequel la comparaison s'effectuera-t-elle en supposant que tous les grades d'un même rang n'ont pas tous les mêmes avantages en matière d'allocation, primes, indemnités, etc. ?

Dans la seconde hypothèse, la sauvegarde ne s'appliquerait qu'aux seuls agents exerçant des fonctions transférées de la RTT.

Enfin, il demande si la participation aux bénéfices de la RTT est incluse dans la situation pécuniaire visée au dernier alinéa de l'article 73. Si oui, s'agit-il de la participation aux bénéfices appliquée pour ce qui concerne l'exercice au cours duquel l'article 73 sera entré en vigueur ?

Ces agents pourraient éventuellement être mieux traités à cet égard que les agents de BELGACOM dans l'hypothèse où les bénéfices de cette entreprise diminueraient par rapport à la situation actuelle.

Le Ministre des PTT communique la réponse suivante :

die al bij de RTT'en/of de Post worden uitgeoefend ? Zo ja, om welke graden gaat het dan ?

In verband met de betrokken administratieve regelingen vraagt hij of hier een specifiek administratief statuut wordt bedoeld of bepaalde regelingen inzake de voorwaarden voor werving en bevordering bijvoorbeeld.

Hij wenst ook te vernemen of de Minister a priori de bedoeling heeft om van de voor het voltallige personeel van dat Instituut ter zake geldende regels af te wijken.

Tot slot vraagt hij of de geplande geldelijke regelingen inhouden dat specifieke weddeschalen worden vastgelegd of eerder dat in afwijkende voorwaarden inzake weddeverhoging, diensten die in aanmerking komen voor de berekening van wedden enz. worden voorzien.

In § 3 wordt een maatregel ingevoerd ter bescherming van het statutaire personeel — waar dat ook vandaan komt — die gebaseerd is op de administratieve en geldelijke toestand van het personeel van de RTT op de dag dat dit artikel in werking treedt.

De rapporteur vraagt wat de eigenlijke draagwijdte is van een dergelijke maatregel. De toestand van het bij het Instituut werkzame personeel zal immers altijd worden vergeleken met een op een welbepaalde dag vastgelegde toestand die evenwel geleidelijk door de algemene loonontwikkeling zal worden ingehaald.

Hij plaatst ook een aantal vraagtekens bij de betekenis die aan het begrip « gelijkwaardige graad » moet worden gegeven. Gaat het over de graad die overeenstemt met de statutaire definitie, namelijk graad van een zelfde rang, of over de graad waarvan de houder bij de RTT functies uitoefende die vergelijkbaar zijn met die welke sindsdien bij het BIPT worden uitgeoefend.

Indien er in de eerste hypothese bij de RTT verschillende graden van eenzelfde rang bestaan, met welke graad zal dan worden vergeleken, wanneer ervan wordt uitgegaan dat de graden van eenzelfde rang niet allemaal dezelfde voordelen inzake toelagen, premies, vergoedingen enz. bieden ?

In de tweede hypothese zal de beschermingsmaatregel alleen gelden voor het personeel dat een functie uitoefent die van de RTT werd overgeheveld.

Tot slot vraagt hij of het in het laatste lid van artikel 73 bedoelde geldelijke statuut deelneming in de winst van de RTT omvat. Zo ja, gaat het dan om deelneming in de winst voor het boekjaar waarin artikel 73 in werking zal zijn getreden ?

Het betrokken personeel zou in dat geval meer voordelen kunnen genieten dan het personeel van BELGACOM, in de onderstelling dat de winst van laatstgenoemde onderneming lager zou liggen dan nu het geval is.

De Minister van PTT geeft het volgende antwoord :

« Les explications figurant à l'exposé des motifs (p. 50) répondent en grande partie aux questions relatives à cet article.

Il s'agit donc de fonctionnaires qu'il faudra attirer à l'Institut au moyen d'avantages pécuniaires mieux en rapport avec ce qui leur est offert sur le marché de l'emploi dans le secteur privé des télécommunications.

Les modalités de recrutement devront être plus souples et notamment permettre de raccourcir les délais de recrutement.

Le statut administratif et pécuniaire de ce personnel spécialisé pourrait donc déroger aux règles générales applicables aux autres agents. Ce régime dérogatoire sera fixé par un arrêté royal délibéré en Conseil des Ministres. Il est encore prématûr de dire par quels grades seront identifiés ces fonctions spécialisées. Un inventaire précis des besoins est actuellement en cours.

Concernant le § 3 :

1) La sauvegarde introduite par ce paragraphe n'aura pas une portée limitée dans le temps, même si les échelles barémiques et les montants des avantages divers d'ordre pécuniaire en application au moment de l'entrée en vigueur de ces dispositions seront, comme l'a fait observer le rapporteur, progressivement dépassés par l'évolution générale des rémunérations.

En effet, la sauvegarde ne porte pas uniquement sur la situation pécuniaire au sens large, mais aussi (et surtout) sur la situation administrative à laquelle est liée la structure barémique.

Il faut savoir que le régime quasi général des carrières administratives et pécuniaires est fondé à la RTT sur l'existence de carrières planes spécifiques basées sur l'article 58 de l'arrêté royal du 8 juillet 1977 fixant le statut du personnel de la RTT. Les agents ont donc la possibilité d'obtenir une ou plusieurs promotions ou changements de grade successifs dans l'exercice des mêmes fonctions.

Cette possibilité est désormais garantie aux futurs agents de l'IBPT et implique qu'à chacun des grades successifs qu'ils pourront obtenir, il faudra attacher une échelle barémique, celle appliquée à la RTT au début et, ultérieurement, une autre échelle fixée en fonctions de l'évolution du coût de la vie.

2) En principe, les grades sont équivalents lorsqu'ils sont classés au même rang.

Cependant, les difficultés évoquées par le rapporteur n'ont pas échappé à l'attention. S'il le fallait, un arrêté royal pourrait être pris pour régler le problème de ces équivalences de la manière la plus judicieuse.

De uitleg verstrekt in de memorie van toelichting (blz. 50) beantwoordt in grote mate uw vraag met betrekking tot dit artikel.

Het gaat er om ambtenaren naar het Instituut aan te trekken door middel van geldelijke voordelen die beter te vergelijken zijn met deze, die hun in privé-sector van de telecommunicatie op de arbeidsmarkt worden aangeboden.

De wervingsmodaliteiten moeten soepeler zijn en inzonderheid toelaten de wervingstermijnen in te korten.

Het administratief en geldelijk statuut van dit gespecialiseerd personeel zou dus kunnen afwijken van de algemene regels die toepasselijk zijn op de andere personeelsleden. Dit afwijkend regime zal door middel van een in Ministerraad overlegd koninklijk besluit worden vastgelegd. Het is vooralsnog voorbarig te zeggen door welke graden die gespecialiseerde graden zullen geïdentificeerd worden. Een nauwkeurige inventaris van de behoeften wordt momenteel opgesteld.

Wat de § 3 betreft :

1) De vrijwaring die door die paragraaf wordt ingevrocd zal in de tijd geen beperkte duur hebben, zelfs indien, zoals de rapporteur opmerkt, de barema-schalen en de verscheidene geldelijke voordelen, toepasselijk op het ogenblik van de inwerkingtreding van die beschikkingen overtroffen worden door de algemene evolutie van de bezoldigingen.

De vrijwaring slaat inderdaad niet alleen op de geldelijke toestand in de brede zin maar ook (en vooral) op de administratieve toestand waaraan de baremieke structuur is gebonden.

U moet weten dat quasi het volledig stelsel van administratieve en geldelijke loopbanen bij de RTT gesteund is op het bestaan van specifieke vlakke loopbanen, gegrond op het artikel 58 van het koninklijk besluit van 8 juli 1977 tot vaststelling van het statuut van het personeel van de RTT. De ambtenaren hebben dus de mogelijkheid om bij de uitoefening van dezelfde functies, een of meerdere bevorderingen of graadveranderingen te krijgen.

Die mogelijkheid wordt voortaan gegarandeerd aan de toekomstige ambtenaren van het BIPT en sluit in dat aan ieder van de opeenvolgende graden, die ze zullen kunnen bekleden, er een barema-schaal moet gebonden worden, zoals ze bij het begin toepasselijk is bij de RTT en later een andere schaal, vastgesteld in functie van de evolutie van de kosten van het levensonderhoud.

2) In principe zijn de graden gelijkwaardig als ze in dezelfde rang gerangschikt zijn.

De moeilijkheden waarop de rapporteur zijn evenwel aan de aandacht niet ontsnapt.

Indien het nodig mocht blijven, kan er een koninklijk besluit getroffen worden om het probleem van die gelijkwaardigden op de meest oordeelkundige manier te regelen.

3) La participation aux bénéfices sera une composante de la rémunération dans son sens large, telle qu'elle est visée à l'article 73, § 2.

La sauvegarde portera effectivement sur les avantages de l'espèce accordés pour l'exercice de référence au moment de l'entrée en vigueur de cet arrêté royal.

Il n'est en effet théoriquement pas impossible que cet avantage puisse être supérieur à l'avantage de même nature accordé aux agents de BELGACOM en fonction de la fluctuation du montant des bénéfices de cette entreprise. Pour la même raison, il pourrait aussi, et plus vraisemblablement, être inférieur.

L'autre rapporteur demande pourquoi il n'est pas fait mention de **LA POSTE** au § 3 de l'article 73.

Le Ministre des PTT fait observer que le statut pécuniaire du personnel de la RTT est plus avantageux que celui de **LA POSTE** et des deux administrations citées à l'article 74.

M. Draps dépose un amendement (n° 163) visant à supprimer in fine du § 2, dernier alinéa, 4° les mots « ou spécifique ». L'auteur estime qu'il ne convient pas d'accepter trop d'agents contractuels au sein de l'Institut employés à des tâches dites spécifiques.

En effet, le recours à l'emploi d'agents contractuels doit avoir un caractère exceptionnel.

L'alinéa 2 prévoit qu'une entreprise publique peut, dans les cas énumérés à l'alinéa 1<sup>er</sup>, « recruter et employer du personnel en vertu d'un contrat de travail ».

Le Conseil d'Etat attire l'attention des auteurs du projet sur le fait qu'en principe, des agents contractuels ne pourraient être engagés que pour remplir des fonctions qui ne peuvent pas l'être par des agents statutaires; il ne pourra s'agir que d'un procédé exceptionnel, réservé aux emplois intrinsèquement temporaires ou extérieurs à l'activité principale de l'organisme.

Il ne convient donc pas de défavoriser les agents issus de l'administration ou d'autres parastataux, qui ont déjà trop peu de possibilités de recrutement, en engageant à leur place du personnel contractuel hautement qualifié issu du privé.

Le Ministre des PTT estime qu'une partie du personnel doit être engagée comme contractuel, notamment pour attirer certains cadres de haut niveau de spécification.

L'auteur de l'amendement défend la théorie inverse, à savoir que les fonctionnaires de haut grade doivent bénéficier d'un statut qui les met à l'abri de l'arbitraire du pouvoir politique, et ce, surtout dans les organismes ayant des tâches de contrôle ou normatives.

3) Het winstaandeel zal een component van de bezoldiging in haar brede zin zijn, zoals bepaald in artikel 73, § 2.

De vrijwaring zal effectief slaan op dergelijke voordeLEN die voor het boekjaar worden toegekend op het ogenblik van de inwerkingtreding van dit koninklijk besluit.

Het is inderdaad theoretisch niet onmogelijk dat dit voordeel hoger kan zijn dan het gelijkaardig voordeel dat toegekend wordt aan de ambtenaren van BELGACOM, en dit in functie van de fluctuatie van de winst van die onderneming. Om dezelfde reden, kan het ook en meer waarschijnlijk, kleiner zijn.

De tweede rapporteur vraagt waarom artikel 73, § 3, geen melding maakt van **DE POST**.

De Minister van PTT merkt op dat het geldelijk statuut van het RTT-personnel voordeliger is dan dat van **DE POST** en de twee administraties vermeld in artikel 74.

De heer Draps dient een amendement (n° 163) in dat in fine van § 2, laatste lid, 4°, de woorden « of bijzondere » wil weglaten. De auteur is van oordeel dat er bij het Instituut voor zogenaamde bijzondere taken niet teveel personeel op arbeidsovereenkomst ingezet mag worden.

Personnel op arbeidsovereenkomst mag immers niet dan in uitzonderlijke gevallen worden ingezet.

Het tweede lid bepaalt dat een overheidsbedrijf, in de in het eerste lid opgesomde gevallen « personeel kan aanwerven en tewerkstellen onder arbeidsovereenkomst ».

De Raad van State attendeert de indieners van het ontwerp erop dat in principe alleen personeel op arbeidsovereenkomst mag worden aangeworven voor betrekkingen die niet door statutair personeel kunnen worden bezet. Het mag alleszins alleen een uitzonderlijk procédé zijn dat wordt gereserveerd voor intrinsiek tijdelijke betrekkingen of betrekkingen die buiten de hoofdwerkzaamheid van de instelling vallen.

Zulks mag derhalve geen nadeel opleveren voor de personeelsleden uit het bestuur of uit andere parastatale instellingen; die laatste beschikken nu al over te weinig wervingsmogelijkheden om in hun plaats op arbeidsovereenkomst personeel op hoog niveau uit de particuliere sector of uit andere sectoren aan te trekken.

De Minister van PTT meent dat een deel van het personeel contractueel moet aangeworven worden, inzonderheid voor het aantrekken van sommige kaderleden op hoog niveau.

De auteur van het amendement verdedigt de tegenovergestelde stelling, met name dat ambtenaren met een hoge graad recht hebben op een statuut dat hen tegen de willekeur van de politieke overheid beveilt en zulks vooral in instellingen die met controle- of normatieve taken belast zijn.

## 2. Votes

L'amendement n° 163 de M. Draps est rejeté par 15 voix contre 3.

L'article est adopté par 14 voix contre 3.

### Art. 74

#### 1. Discussion

MM. Draps et De Croo déposent un amendement (n° 135) visant à supprimer la première phase du deuxième alinéa de l'article 74 : « Ces nominations sont soustraîtes à tous droits de priorité ».

Un des auteurs de l'amendement s'interroge sur le contenu de ces droits de priorité et demande sur quels critères ils seront basés. Il estime que la phrase est ambiguë et peut laisser supposer que les qualités et mérites des candidats ne seront pas examinés en toute équité. Il souligne que les examens pour recruter des agents statutaires doivent être établis sur des critères objectifs de compétence. Le système contractuel ne présente pas les mêmes critères d'objectivité et risque de déboucher sur l'engagement d'agents de moindre compétence.

Le Ministre des PTT répond que, par droits de priorité, on entend :

— ceux prévus à l'arrêté royal n° 3 du 18 avril 1967, modifié par la loi du 4 juin 1970, facilitant le recrutement ou l'engagement, dans les services publics, de personnes licenciées à la suite de la fermeture totale ou partielle de charbonnages;

— ceux prévus dans les lois relatives au personnel d'Afrique, coordonnées le 21 mai 1964 et l'arrêté royal du 30 octobre 1964 d'exécution de ces lois.

## 2. Votes

L'amendement n° 135 de MM. Draps et De Croo est rejeté par 15 voix contre 3.

L'article est adopté par 15 voix contre 3.

### Art. 75

#### 1. Discussion

MM. Draps et De Croo déposent un amendement (n° 136) visant à supprimer le troisième alinéa du § 1<sup>er</sup>.

Un des auteurs de l'amendement estime que la définition de stratégies de développement des télécommunications doit demeurer du ressort du conseil d'administration de BELGACOM.

## 2. Stemmingen

Amendement n° 163 van de heer Draps wordt verworpen met 15 tegen 3 stemmen.

Het artikel wordt aangenomen met 14 tegen 3 stemmen.

### Art. 74

#### 1. Bespreking

De heren Draps en De Croo dienen een amendement (n° 135) in teneinde de eerste zin van het tweede lid van artikel 74, « Voor deze benoemingen gelden geen voorrangsregelen », weg te laten.

Een van de indieners van het amendement vraagt wat die voorrangsregelen behelzen en op welke criteria ze zullen stoelen. Volgens hem is die bepaling dubbelzinnig en kan ze de indruk wekken dat de bekwaamheden en verdiensten van de kandidaten niet met de nodige billijkheid zullen worden onderzocht. Hij beklemtoont dat bij de examens voor de werving van statutaire ambtenaren objectieve bekwaamheidscriteria in acht moeten worden genomen. Het stelsel van overeenkomsten hanteert niet dezelfde objectiviteitscriteria en kan tot de werving van minder bekwame ambtenaren leiden.

De Minister van PTT antwoordt dat onder voorrangsrechten moet worden verstaan :

— deze bepaald in het koninklijk besluit n° 3 van 18 april 1967, gewijzigd bij de wet van 4 juni 1970, ter bevordering van een gemakkelijker werving of indienstneming, in overheidsdienst, van personen ontslagen wegens gehele of gedeeltelijke sluiting van steenkolenmijnen;

— deze bepaald in de op 21 mei 1964 gecoördineerde wetten, betreffende het personeel in Afrika en het koninklijk besluit van 30 oktober 1964 tot uitvoering van de voormelde wetten.

## 2. Stemmingen

Amendement n° 135 van de heren Draps en De Croo wordt verworpen met 15 tegen 3 stemmen.

Het artikel wordt aangenomen met 15 tegen 3 stemmen.

### Art. 75

#### 1. Bespreking

De heren Draps en De Croo dienen een amendement n° 136 in dat ertoe strekt het derde lid van § 1 weg te laten.

Een van de indieners van het amendement is van mening dat de raad van bestuur van BELGACOM bevoegd moet blijven om ontwikkelingsstrategieën voor de telecommunicatie vast te stellen.

Il insiste également sur le fait que toute entreprise de télécommunications tient à maintenir une grande discréétion sur sa propre stratégie de développement.

Le Ministre des PTT répond qu'il est important pour l'autorité publique de connaître ce qui se passe dans le secteur des télécommunications et de définir une stratégie de politique générale. Il insiste qu'il ne s'agit pas ici de la stratégie de BELGACOM.

L'amendement n° 136 est retiré.

MM. Draps et De Croo déposent un amendement (n° 137) visant à supprimer le § 2 de l'article 75.

Ce paragraphe n'a plus de raison d'être si le système de contrat de gestion est rejeté et si la fonction de commissaire du Gouvernement disparaît.

Les mêmes auteurs déposent un amendement (n° 138) visant à supprimer le § 5 de l'article 75 qui prévoit que l'Institut assiste le comité consultatif pour les télécommunications dans l'exécution de ses tâches et en assure le secrétariat.

Un des auteurs, estimant que le projet de loi multiplie les instances diverses et les comités coûteux, propose la suppression du comité consultatif, car il ne représente pas d'intérêt et parce que ce comité, vu son mode de désignation, ne regroupera que des organisations professionnelles.

Le Ministre des PTT fait observer que le comité consultatif est indispensable car l'ensemble des interlocuteurs concernés par la gestion des télécommunications demandent de pouvoir établir un dialogue par ce biais avec le Ministre et l'Institut.

## 2. Votes

Les amendements n°s 137 et 138 de MM. Draps et De Croo sont rejettés par 15 voix contre 3.

L'article est adopté par 15 voix contre 3.

### Artt. 76 et 77

Ces articles ne font l'objet d'aucun commentaire.

L'article 76 est adopté à l'unanimité.

L'article 77 est adopté par 15 voix contre 3.

### Art. 78

#### 1. Discussion

MM. Draps et De Croo déposent un amendement (n° 139) visant à supprimer le 2<sup>e</sup> de l'article 78.

Hij wijst bovendien met klem op het feit dat elk telecommunicatiebedrijf probeert over de eigen ontwikkelingsstrategie het grootst mogelijke stilzwijgen te bewaren.

De Minister van PTT antwoordt dat het voor de politieke overheid van belang is dat zij weet wat er in de telecommunicatiesector gebeurt, en een strategie voor een algemeen beleid kan bepalen. Hij benadrukt echter dat het hier niet om de strategie van BELGACOM gaat.

Amendement n° 136 wordt ingetrokken.

De heren Draps en De Croo dienen een amendement n° 137 in dat ertoe strekt § 2 van artikel 75 weg te laten.

Die paragraaf is immers overbodig als de regeling van het beheerscontract wordt verworpen en de functie van Regeringscommissaris verdwijnt.

Dezelfde auteurs dienen een amendement n° 138 in dat ertoe strekt § 5 van artikel 75 weg te laten. In die paragraaf werd bepaald dat het Instituut het raadgevend comité bijstaat in de uitvoering van zijn opdrachten en het secretariaat ervan waarneemt.

Een van de auteurs is van mening dat het ontwerp de uiteenlopende instellingen en kostbare comités hand over hand doet toenemen. Hij stelt dan ook voor het raadgevend comité af te schaffen aangezien het geen nut heeft. Afgaande op de wijze waarop het wordt aangewezen, blijkt bovendien dat het comité uitsluitend beroepsorganisaties zal groeperen.

De Minister van PTT merkt op dat het raadgevend comité onontbeerlijk is, aangezien alle gesprekspartners die bij het beheer van de telecommunicatie zijn betrokken al hebben gevraagd om in dit comité een dialoog te kunnen aangaan met de Minister en het Instituut.

### 2. Stemmingen

De amendementen n°s 137 en 138 van de heren Draps en De Croo worden achtereenvolgens verworpen met 15 tegen 3 stemmen.

Het artikel wordt aangenomen met 15 tegen 3 stemmen.

### Artt. 76 en 77

Die artikelen geven geen aanleiding tot opmerkingen.

Artikel 76 wordt eenparig aangenomen.

Artikel 77 wordt aangenomen met 15 tegen 3 stemmen.

### Art. 78

#### 1. Bespreking

De heren Draps en De Croo dienen een amendement (n° 139) in om het 2<sup>e</sup> van artikel 78 weg te laten.

Ils estiment qu'il est inacceptable qu'un organisme, disposant d'une activité normative, puisse avoir pour ressources des legs et des donations en sa faveur. Il faut éviter de rémunérer le personnel de l'Institut avec des moyens financiers issus de donations et de legs pour empêcher toute volonté d'influence du généreux donateur sur la gestion de l'Institut.

Enfin, l'IBPT ne doit pas être considéré comme n'importe quel autre parastatal A, car il exerce des fonctions normatives et de contrôle, et doit donc bénéficier d'un système de financement distinct de celui des autres parastataux.

Le Ministre des PTT répond que, afin que l'IBPT puisse accepter des dons et des legs, cela doit être prévu dans la loi. Cette possibilité est prévue pour un certain nombre des parastataux, même si ceux-ci ont une mission de contrôle. A titre d'exemple sont énumérés quelques parastataux qui ont des missions de contrôle et auxquels s'applique une telle disposition :

— Institut d'expertise vétérinaire (article 9 de la loi du 13 juillet 1981 portant création d'un Institut d'expertise vétérinaire).

— Institut belge de Normalisation (article 24 des statuts de l'Institut belge de Normalisation approuvés par l'arrêté royal du 7 juillet 1958 approuvant la refonte des statuts de l'Institut belge de Normalisation).

— Institut national pour l'assurance maladie-invalidité (article 121, 9<sup>e</sup>, de la loi du 9 août 1963 instituant et organisant un régime d'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité).

— Banque-carrefour de la sécurité sociale (article 35, 4<sup>e</sup>, de la loi du 15 janvier 1990 relative à l'institution et à l'organisation d'une Banque-carrefour de la sécurité sociale).

Les frais de fonctionnement du Service de contrôle des assurances et de la Commission pour les assurances sont même intégralement supportés par les compagnies d'assurances (article 36 de la loi du 9 juillet 1975 relative au contrôle des entreprises d'assurances).

## 2. Votes

L'amendement n° 139 de MM. Draps et De Croo est rejeté par 15 voix contre 3.

L'article est adopté par 15 voix contre 3.

Art. 79

Cet article n'appelle aucun commentaire.  
Il est adopté par 15 voix et 3 abstentions.

Zij vinden het onaanvaardbaar dat een instelling met normatieve bevoegdheid in haar voordeel gedane schenkingen en legaten als middelen kan aanwenden. Bezoldiging van het personeel van het Instituut met van schenkingen en legaten afkomstige geldmiddelen dient te worden vermeden om elke neiging tot beïnvloeding van het bestuur van het Instituut vanwege de milde schenker te voorkomen.

Tenslotte mag het BIPT niet als de eerste de beste parastatale instelling worden beschouwd. Het Instituut oefent immers een normatieve en controle-functie uit en moet derhalve een andere financieringsregeling krijgen dan de overige parastatale instellingen.

De Minister van PTT antwoordt dat, opdat het BIPT schenkingen en legaten zou mogen aanvaarden, dit wettelijk dient te worden vastgelegd. Dergelijke mogelijkheid wordt voorzien voor tal van parastataLEN, ook al zijn ze met een controletaak belast. Bij wijze van voorbeeld worden een aantal parastataLEN met controletaken opgesomd waarvoor dergelijke bepaling geldt :

— Instituut voor Veterinaire Keuring (artikel 9 van de wet van 13 juli 1981 tot oprichting van een Instituut voor Veterinaire Keuring).

— Belgisch Instituut voor Normalisatie (artikel 24 van de statuten van het Belgisch Instituut voor Normalisatie goedgekeurd bij koninklijk besluit van 7 juli 1958 tot goedkeuring van de omwerking der statuten van het Belgisch Instituut voor Normalisatie).

— Rijksinstituut voor Ziekte- en Invaliditeitsverzekering (artikel 121, 9<sup>e</sup> van de wet van 9 augustus 1963 tot instelling van een regeling voor de verplichte ziekte- en invaliditeitsverzekering).

— Kruispuntbank van de Sociale Zekerheid (artikel 35, 4<sup>e</sup>, van de wet van 15 januari 1990 houdende oprichting en organisatie van een Kruispuntbank van de Sociale Zekerheid).

De werkingskosten van Controledienst voor de Verzekeringen en de Commissie voor Verzekeringen worden zelfs volledig gedragen door de verzekeringsondernemingen (artikel 36 van de wet van 9 juli 1975 betreffende de controle der verzekeringsondernemingen).

## 2. Stemmingen

Amendment n° 139 van de heren Draps en De Croo wordt verworpen met 15 tegen 3 stemmen.

Het artikel wordt aangenomen met 15 tegen 3 stemmen.

Art. 79

Over dit artikel worden geen opmerkingen gemaakt.  
Het wordt aangenomen met 15 stemmen en 3 ont-houdingen.

## Art. 80

1. *Discussion*

MM. Draps et De Croo déposent un amendement en ordre principal (n° 140) visant à supprimer cet article et par conséquent à ne pas instaurer un Comité consultatif. Un des auteurs reprend le raisonnement développé à l'amendement n° 138. Il ajoute qu'il souhaiterait obtenir des précisions sur la composition de ce futur comité consultatif, notamment en ce qui concerne la proportion d'utilisateurs et de producteurs d'appareils de télécommunication représentés au sein dudit Comité consultatif, ainsi que sur les types d'utilisateurs représentés.

Le Ministre des PTT déclare que ces problèmes seront réglés par arrêté royal.

Un membre fait observer que le type d'utilisateur est défini à l'article 81, § 1<sup>er</sup> qui fait la distinction entre utilisateurs résidentiels et professionnels.

MM. Knoops, Draps et De Croo déposent un amendement en ordre subsidiaire (n° 141) visant à élargir le rôle du Comité consultatif en général et à étendre sa compétence en matière de contrôle du respect des normes européennes si la décision de créer un tel Comité est maintenue.

L'un des auteurs de l'amendement fait observer que le besoin d'avoir une participation des utilisateurs, spécifiquement dans la définition des exigences essentielles, a bien été compris par le Parlement européen lors de la préparation de la Directive Cadre sur l'ONP (Open Network Provision - fourniture d'un Réseau ouvert de télécommunication). Le même besoin s'applique au Comité consultatif belge lors des décisions sur l'application des normes aux exigences essentielles sur l'accès à l'infrastructure publique.

L'amendement proposé est en ligne avec les dispositions adoptées par la Directive Cadre sur l'ONP (Open Network Provision). L'article 9 de la directive ONP (Com(89)325) prévoit en effet l'obligation de consulter les représentants de toutes les organisations et des représentants des Etats Membres et l'article 10 considère le Comité comme étant réglementaire. L'article 12 de la directive sur la reconnaissance mutuelle des équipements terminaux (Com(89)289), contient cette même obligation. Comme la Belgique sera représentée dans le Comité européen, une concertation avec toutes les organisations belges doit donc avoir lieu au préalable.

Le Ministre des PTT estime inacceptable que le Comité consultatif pour les télécommunications devienne l'interlocuteur officiel représentant la Belgique auprès des pays de la CEE pour discuter des problèmes inhérents au secteur des télécommunications lors des réunions du Comité européen. Ce rôle de représentation de la Belgique auprès de la CEE incombe prioritairement au Gouvernement.

## Art. 80

1. *Besprekking*

De heren Draps en De Croo dienen een amendement in hoofdorde (nr 140) in, dat ertoe strekt dit artikel weg te laten en bijgevolg voorstelt geen raadgevend comité op te richten. Een van de auteurs herhaalt de in amendement nr 138 gevuld redenering. Hij voegt er nog aan toe dat hij enige toelichting wenst over de samenstelling van dat toekomstige raadgevend comité, meer bepaald over de verhouding van het aantal gebruikers ten opzichte van het aantal producenten van telecommunicatie-apparatuur in dat comité, alsmede over de soort van gebruikers dat er wordt vertegenwoordigd.

De Minister van PTT verklaart dat die problemen bij koninklijk besluit zullen worden geregeld.

Een lid merkt op dat in § 1 van artikel 81 wordt bepaald om welke gebruikers het gaat. Daarin wordt een onderscheid gemaakt tussen residentiële en professionele gebruikers.

De heren Knoops, Draps en De Croo dienen een amendement in bijkomende orde in (nr 141). Als inderdaad wordt besloten een dergelijk raadgevend comité op te richten, willen ze de rol van het raadgevend comité in het algemeen uitbreiden en het ook meer bevoegdheid verlenen inzake het toezicht op de naleving van de Europese normen.

Een van de indieners van het amendement merkt op dat het Europese Parlement bij de voorbereiding van de kaderrichtlijn over de ONP (Open Network Provision) duidelijk heeft ingezien dat inspraak van de gebruikers noodzakelijk is, vooral wanneer het de definiëring van essentiële eisen betreft. Diezelfde noodzaak geldt eveneens voor het Belgische Raadgevend Comité wanneer beslissingen moeten worden genomen over de toepassing van de normen op de essentiële eisen betreffende de toegang tot de overheidsinfrastructuur.

Dit amendement strookt met de in de Kaderrichtlijn over de ONP (Open Network Provision) goedgekeurde bepalingen. Artikel 9 van de ONP-richtlijn (Com(89)325) voorziet inderdaad in de verplichting om de vertegenwoordigers van alle organisaties en de vertegenwoordigers van de Lidstaten te raadplegen en ook artikel 10 gaat ervan uit dat het Comité regelgevende bevoegdheid heeft. Artikel 12 van de richtlijn over de onderlinge erkenning van de eindapparatuur (Com(89)289), bevat dezelfde verplichting. Aangezien België in het Europese Comité vertegenwoordigd zal zijn, moet vooraf met alle Belgische organisaties worden overlegd.

De Minister van PTT acht het onaanvaardbaar dat het Raadgevend Comité voor de telecommunicatie de officiële Belgische gesprekspartner bij de EG-landen zou worden die op de vergaderingen van het Europees Comité de problemen van de telecommunicatie-sector te behandelen krijgt. De Regering heeft absolute prioriteit om België bij de EG te vertegenwoordigen.

L'un des auteurs de l'amendement explique que le Ministre pourra consulter le Comité belge pour avis avant de consulter les autres Etats membres de la CEE. Le but de cet amendement n'est donc pas de faire du Comité consultatif le représentant privilégié de la Belgique auprès de la CEE, mais bien d'étendre sa compétence d'avis en matière de directives européennes.

M. Simons dépose un amendement n° 235 (voir Doc. n° 1287/7).

## 2. Votes

Les amendements n°s 141 (M. Knoops et consorts) et 235 (M. Simons) sont successivement rejetés par 15 voix contre 3.

L'article est adopté par 15 voix contre 3.

L'amendement n° 140 de MM. Draps et De Croo, qui vise à supprimer l'article, devient dès lors sans objet.

## Art. 81

MM. Draps et De Croo déposent un amendement (n° 142) qui tend à supprimer l'article. Cet amendement se situe dans le prolongement de l'opposition à la création d'un comité consultatif exprimée par les auteurs dans la discussion de l'article précédent.

L'article est adopté par 15 voix contre 3.

L'amendement devient dès lors sans objet.

## Art. 82

### 1. Discussion

En préalable à la discussion de cet article, deux membres soulignent que, comme pour les définitions apportées à l'article 68 (voir ci-avant) le problème de la conformité des dispositions du projet avec celles des différentes directives européennes est central dans l'examen des articles 82ss.

Rappelant que, ainsi que mentionné lors de la discussion de l'article 23, un recours a été introduit par les autorités belges contre la directive 88/301/CEE de la Commission du 16 mai 1988 relative à la concurrence dans les marchés de terminaux de télécommunication, l'un de ces intervenants demande ce qui est accepté et ce qui est contesté par la Belgique dans les différentes directives relatives aux télécommunications (voir également ce qui a été dit à l'article 68 sur le caractère strict ou non de l'application des directives en fonction de l'organe qui les a prises).

Le Ministre précise que, pour la directive mentionnée ci-dessus, au sujet de laquelle un recours a en effet été introduit auprès de la Cour de Justice, la

Een van de auteurs van het amendement maakt duidelijk dat de Minister voor overleg met de overige Lidstaten van de EG, het Belgisch Comité voor advies kan raadplegen. Dit amendement heeft dus geenszins de bedoeling om van het Raadgevend Comité de bevoordeerde Belgische gesprekspartner bij de EG te maken, wel om de adviserende bevoegdheden van het comité inzake Europese richtlijnen uit te breiden.

De heer Simons dient een amendement n° 235 in (zie Stuk n° 1287/7).

## 2. Stemmingen

De amendementen n°s 141 (de heer Knoops c.s.) en 235 (de heer Simons) worden verworpen met 15 tegen 3 stemmen.

Het artikel wordt aangenomen met 15 tegen 3 stemmen.

Amendement n° 140 van de heren Draps en De Croo tot weglatting van het artikel vervalt dientengevolge.

## Art. 81

De heren Draps en De Croo dienen een amendement (n° 142) in teneinde dit artikel weg te laten. Dit amendement ligt in het verlengde van de tegenkanting tegen de oprichting van een Raadgevend Comité, waarvan de indieners tijdens de besprekking van het vorige artikel blijk hebben gegeven.

Het artikel wordt aangenomen met 15 tegen 3 stemmen.

Het amendement vervalt dientengevolge.

## Art. 82

### 1. Bespreking

Vooraleer de besprekking van dit artikel wordt aangevat, onderstrepen twee leden dat, juist zoals voor de in artikel 68 gegeven (zie hierboven) definities, het probleem van de conformiteit van de bepalingen van het ontwerp aan de verschillende Europese richtlijnen in het onderzoek van de artikelen 82 sq. centraal staat.

Een van die sprekers herinnert eraan dat bij de besprekking van artikel 23 werd vermeld dat de Belgische overheid beroep heeft ingesteld tegen Richtlijn 88/301/EEG van de Commissie van 16 mei 1988 betreffende de mededinging op de markten voor telecommunicatie-eindapparatuur. Hij vraagt wat België in de verschillende richtlijnen betreffende telecommunicatie aanvaardt en aanvecht (zie tevens wat gezegd werd bij artikel 68 over het al dan niet strikte karakter van de toepassing van de richtlijnen naargelang van het orgaan dat ze heeft uitgevaardigd).

De Minister preciseert dat het Belgische bezwaar aangaande de bovenvermelde richtlijn, waartegen inderdaad bij het Hof van Justitie beroep werd inge-

contestation belge ne porte que sur la procédure suivie et non sur le contenu de la directive.

Par contre, la directive 90/387/CEE du Conseil relative à l'établissement du marché intérieur des services de télécommunications par la mise en oeuvre de la fourniture d'un réseau ouvert de télécommunications n'a fait l'objet d'aucun recours par la Belgique. Cependant, la directive 90/388/CEE de la Commission relative à la concurrence dans les marchés des services des télécommunications a fait l'objet d'un recours pour des raisons de procédure. Le Ministre des PTT insiste sur le fait qu'il n'en remet pas le contenu en cause. Il ajoute que le contenu de ces deux directives ne reflète le point de vue particulier d'aucune des parties aux discussions du Conseil des Ministres au niveau européen — et donc, pas non plus celui du Ministre belge des PTT —, mais que l'ensemble représente un compromis, auquel se range la Belgique, qui a d'ailleurs largement oeuvré à son élaboration.

Le membre s'étonne que le Ministre déclare accepter la directive relative à la concurrence dans les marchés des services, alors que, de l'avis de l'orateur, les dispositions du projet ne sont pas la traduction de cette directive — laquelle est pourtant de stricte application, puisqu'elle a été prise par la Commission (cf. la discussion de l'article 68).

Quant à la directive contestée par la Belgique, c'est-à-dire celle relative à la concurrence dans les marchés de terminaux, le membre n'est pas convaincu par la déclaration du Ministre selon laquelle sa contestation ne porterait que sur la procédure suivie et non sur le fond : il estime au contraire qu'il faut voir dans le recours introduit par les autorités belges une tentative d'échapper aux contraintes de dispositions européennes en fait non acceptées.

Le Ministre conteste cette interprétation et souligne que l'article 122 du projet a précisément pour objet, non seulement d'organiser la transposition dans l'ordre judiciaire interne des directives et règlements communautaires relatifs à la reconnaissance mutuelle d'appareillages terminaux de télécommunications, à la concurrence sur les marchés des services des télécommunications et à l'O.N.P., mais encore de garantir le caractère souple et rapide de cette transposition.

Toujours préalablement à l'examen de l'article 82, un membre demande que, dans la discussion du Titre III, le Gouvernement indique clairement où les dispositions du projet s'écartent des différentes directives européennes qui ont suivi la publication du Livre Vert.

Le même intervenant fait état de la correspondance adressée aux membres de la Commission le 27 novembre 1990 par la Fédération des Entreprises de Belgique et des contre-propositions qu'elle contient sur trois des articles du présent chapitre, à savoir les articles 82, 83 et 84. Quel est le point de vue du Ministre ? Dans le cadre de l'article 82, MM. Knoops, Draps

steld, alleen betrekking heeft op de werkwijze die werd gevolgd, en niet op de inhoud van de richtlijn.

Daarentegen heeft België geen enkel beroep ingesteld tegen de richtlijn 90/387/EEG van de Raad betreffende de totstandbrenging van de interne markt voor telecommunicatiediensten door middel van de tenuitvoerlegging van Open Network Provision (ONP). Tegen de richtlijn 90/388/EEG van de Commissie betreffende de mededinging op de markten voor telecommunicatiediensten werd eveneens om procedureredenen beroep ingesteld. De Minister van PTT benadrukt evenwel dat hij de inhoud ervan niet betwist. Hij merkt op dat de inhoud van die beide richtlijnen niet het persoonlijke standpunt van enige partij bij de besprekingen in de Europese Ministerraad weergeeft, en bijgevolg ook niet dat van de Belgische Minister van PTT, maar dat het geheel een compromis vormt dat België heeft aanvaard en waartoe het overigens in ruime mate heeft bijgedragen.

Het lid verbaast zich erover dat de Minister verklaart de richtlijn betreffende de mededinging op de markten voor telecommunicatiediensten te aanvaarden, terwijl de bepalingen van het ontwerp zijns inziens niet die richtlijn weergeven, hoewel die nochtans strikt van toepassing is, aangezien ze door de Commissie werd uitgevaardigd (cf. de besprekking van artikel 68).

Wat de door België gewraakte richtlijn betreft, met andere woorden die betreffende de mededinging op de markten voor eindapparatuur, is spreker niet overtuigd door de verklaring van de Minister, luidens dewelke zijn bezwaar alleen op de gevuldde werkwijze en niet op de inhoud van de richtlijn betrekking heeft. Hij meent daarentegen dat in het door de Belgische overheid ingestelde beroep een poging moet worden gezien om aan de dwingende Europese bepalingen te ontsnappen omdat zij ze in feite niet aanvaardt.

De Minister spreekt die interpretatie tegen. Hij beklemtoont dat artikel 122 van het ontwerp juist tot doel heeft niet alleen de communautaire richtlijnen en verordeningen betreffende de wederzijdse erkenning van telecommunicatie-eindapparatuur of betreffende de mededinging op de markten voor telecommunicatiediensten en betreffende de ONP in de interne rechtsorde om te zetten, maar ook een vlugge en ongecompliceerde omzetting ervan wil garanderen.

Nog steeds voorafgaand aan de behandeling van artikel 82, vraagt een lid dat de Regering bij de besprekking van Titel III duidelijk zou aangeven op welke punten de bepalingen van het ontwerp afwijken van de verschillende Europese richtlijnen die op de publicatie van het Groenboek zijn gevolgd.

Hetzelfde lid maakt gewag van de brieven die op 27 november 1990 door het Verbond van Belgische Ondernemingen aan de commissieleden toegezonden werden en van de daarin vervatte tegenvoorstellen betreffende drie van de artikelen van dit hoofdstuk, namelijk de artikelen 82, 83 en 84. Wat is daarover het standpunt van de Minister ? In het raam van

et De Croo présentent un amendement en ordre principal visant à supprimer cet article (amendement n° 143) et, en ordre subsidiaire, un amendement tendant à supprimer le 2<sup>e</sup> et le 3<sup>e</sup> (l'amendement n° 184). L'un des auteurs déclare que les dispositions du 2<sup>e</sup> et du 3<sup>e</sup> du projet constituent un élargissement excessif « telle qu'elle ressort des directives relatives à l'ONP (fourniture d'un réseau ouvert de télécommunications) et à la concurrence dans les marchés des services de télécommunications, déjà citées.

*Le Ministre* attire l'attention sur l'exiguïté du territoire national. Une libéralisation complète du secteur des télécommunications aurait pour conséquence que les services de base ne seraient guère profitables que dans certaines zones à forte concentration de population et à activité économique intense. De vastes régions seraient laissées dans un état de réel sous-développement en matière de télécommunications, faute d'offrir une rentabilité suffisante aux entreprises oeuvrant dans ce secteur.

Dénormes distorsions à la concurrence en résulteraient pour les différents acteurs de la vie économique, puisque les entreprises des différentes régions ne bénéficieraient pas toutes d'un environnement aussi favorable en matière de services de télécommunications de base.

Le Gouvernement a jugé inacceptable que puisse s'établir une telle situation. La seule solution de rechange possible suppose la concession à une seule entreprise — en l'occurrence, BELGACOM — d'un certain nombre de droits exclusifs, de manière à ce que les services considérés comme services publics soient offerts à chacun sur tout le territoire et aux mêmes conditions, afin de créer dans tout le pays des chances égales de développement social et économique.

L'un des auteurs des amendements cités ci-dessus a fait observer que l'opposition des auteurs à un élargissement excessif de la notion de télécommunications publiques n'implique pas un rejet de tout monopole : il s'agit en fait de mieux balancer les intérêts du monopole sur l'infrastructure publique et ceux de la libre concurrence des services de télécommunications (cf. l'amendement n° 158 de MM. Knoops, Draps et De Croo à l'article 84, qui prévoit l'octroi à BELGACOM d'une concession exclusive et qui la délimite).

Un membre demande si les protocoles sont inclus dans l'infrastructure et s'ils tombent sous le monopole de BELGACOM.

Le Ministre répond que les protocoles font en principe partie de l'appareillage terminal et qu'ils ne font dès lors l'objet d'aucun droit réservé à moins qu'ils ne soient nécessaires pour garantir le respect des exigences essentielles telles que définies à l'article 86.

artikel 82 dienen de heren Knoops, Draps en De Croo een amendement in hoofdorde tot weglatting van dit artikel (amendement n° 143) en — in bijkomende orde — een amendement tot weglatting van het 2<sup>e</sup> en 3<sup>e</sup> (amendement n° 184) in. Een van de indieners verklaart dat de bepalingen van het 2<sup>e</sup> en het 3<sup>e</sup> van het ontwerp neerkomen op een overdreven uitbreiding van begrip « openbare telecommunicatie » zoals dat omschreven wordt in de richtlijnen betreffende de « ONP » (Open Network Provision — levering van een open telecommunicatienet) en de concurrentie op de telecommunicatiemarkt, waarover men het reeds gehad heeft.

*De Minister* vestigt er de aandacht op dat ons land een beperkte oppervlakte heeft. Een volledige liberalisering van de telecommunicatiesector zou tot gevolg hebben dat de basisdiensten alleen in bepaalde zones met een grote bevolkingsdichtheid en een belangrijke economische bedrijvigheid rendabel zouden kunnen zijn. Aangezien de in die sector werkzame telecombedrijven geen toereikende rentabiliteitsmogelijkheden zouden krijgen, zouden grote streken op telecommunicatiegebied in een echte toestand van onderontwikkeling blijven verkeren.

Dat zou voor de diverse acteurs van het economische leven een geweldige scheeftrekking van hun concurrentiepositie tot gevolg hebben aangezien niet alle ondernemingen in de diverse regio's op het gebied van basistelecommunicatiediensten van een gunstig kader zouden kunnen profiteren.

De Regering acht het onaanvaardbaar dat een dergelijke situatie zou kunnen ontstaan. De enige wisseloplossing veronderstelt de concessie aan één bedrijf — in casu BELGACOM — van een aantal exclusieve rechten zodat de diensten die als openbaar worden beschouwd aan een ieder over het gehele grondgebied en onder dezelfde voorwaarden kunnen worden versterkt met als eindresultaat dat overal in het land inzake sociale en economische ontwikkeling dezelfde kansen worden geboden.

Volgens een van de indieners van voormalde amendementen betekent het feit dat hij en zijn collega's tegen een overdreven verruiming van het begrip telecommunicatie gekant zijn nog niet dat ieder monopolie verworpen wordt : het is in feite de bedoeling om naar een beter evenwicht te streven tussen de belangen van het monopolie inzake openbare infrastructuur en die van de vrije concurrentie op het stuk van de telecommunicatiediensten (cf. amendement n° 158 van de heren Knoops, Draps en De Croo op artikel 184 dat aan BELGACOM een exclusieve en afgebakende concessie wil toekennen).

Een lid vraagt of de protocollen in de infrastructuur begrepen zijn en of zij onder het monopolie van BELGACOM vallen.

*De Minister* antwoordt dat de protocollen in principe deel uitmaken van de eindapparatuur en men er dus geen enkel gereserveerd recht voor kan doen gelden tenzij zij noodzakelijk zijn om de essentiële eisen, zoals gedefinieerd in artikel 86, te waarborgen.

A une question précise concernant le DCS et le NT1, le Ministre répond en renvoyant à ce qu'il a dit lors de la discussion de l'article 68.

Un amendement (n° 217) est déposé par le Gouvernement, dans le but d'assurer la concordance de la terminologie employée dans les articles 82, 87 et 88.

## 2. Votes

L'amendement n° 184 de MM. De Croo et Knoops est rejeté par 15 voix contre 3.

L'amendement n° 217 du Gouvernement et l'article ainsi modifié sont successivement adoptés par 15 voix contre 3.

L'amendement n° 143 de MM. Knoops, Draps et De Croo, qui vise à supprimer l'article, devient dès lors sans objet.

## Art. 83

### 1. Discussion

Cet article définit les services réservés.

Le Gouvernement dépose un amendement (n° 69), qui modifie le 3<sup>e</sup> (cf. Doc. n° 1287/2, pp. 20 et 23-26).

MM. Draps, Knoops et De Croo proposent, en ordre principal, la suppression de l'article (amendement n° 177) et, à titre subsidiaire, un amendement qui remplace le texte de l'article 83 (amendement n° 144 — cf. Doc. n° 1287/5).

L'un des auteurs rappelle que le Livre vert sur le développement du marché des services et équipements des télécommunications a conclu que « dans la mesure où la fourniture exclusive des services se justifie actuellement par la nécessité de sauvegarder la viabilité financière des administrations des télécommunications, il semble que la téléphonie vocale constitue le seul candidat évident pour ce type de service » (Doc. COM(87) 290, p. 62).

Il juge dès lors trop étendue la définition des services réservés proposée par le Gouvernement.

## 2. Votes

L'amendement n° 144 de MM. Knoops, Draps et De Croo est rejeté par 15 voix contre 3.

L'amendement n° 69 du Gouvernement et l'article ainsi modifié sont successivement adoptés par 15 voix contre 3.

L'amendement n° 177 de MM. Draps, Knoops et De Croo, qui vise à supprimer l'article, devient dès lors sans objet.

Op een specifieke vraag betreffende DCS en NT1, verwijst de Minister naar zijn antwoord bij de besprekking van artikel 68.

De Regering dient een amendement (n° 217) in met het doel de in de artikelen 82, 87 en 88 gebruikte terminologie in onderlinge overeenstemming te brengen.

## 2. Stemmingen

Amendement n° 184 van de heren De Croo en Knoops wordt met 15 tegen 3 stemmen verworpen.

Amendement n° 217 van de Regering en het aldus gewijzigde artikel worden achtereenvolgens met 15 tegen 3 stemmen aangenomen.

Amendement n° 143 van de heren Knoops, Draps en De Croo, dat de weglatting van het artikel beoogt, vervalt derhalve.

## Art. 83

### 1. Besprekking

Dit artikel omschrijft de gereserveerde diensten.

De Regering dient een amendement (n° 69) tot wijziging van het 3<sup>e</sup> in (cf. stuk n° 1287/2, blz. 20 en 23-26).

De heren Draps, Knoops en De Croo stellen in hoofdorde de weglatting van het artikel voor (amendement n° 177) en dienen in bijkomende orde een amendement ter vervanging van de tekst van artikel 83 in (amendement n° 144 — cf. Stuk n° 1287/5).

Een van de indieners wijst erop dat in het Groenboek over de ontwikkeling van de gemeenschappelijke markt voor telecommunicatiediensten en -apparatuur wordt geconcludeerd : « voor zover de exclusieve levering van diensten op dit ogenblik wordt gemotiveerd door de noodzaak om de financiële draagkracht van de telecommunicatieadministraties te handhaven, lijkt alleen spraaktelefonie in aanmerking te komen. » (Doc. COM(87) 290, blz. 62).

Hij is derhalve de mening toegedaan dat de door de Regering voorgestelde definitie van het begrip « gereserveerde diensten » te ruim is.

## 2. Stemming

Amendement n° 144 van de heren Knoops, Draps en De Croo wordt met 15 tegen 3 stemmen verworpen.

Amendement n° 69 van de Regering en het aldus gewijzigde artikel worden achtereenvolgens met 15 tegen 3 stemmen aangenomen.

Amendement n° 177 van de heren Draps, Knoops en De Croo tot vrijlating van dit artikel komt dienstengesvolge te vervallen.

## Art. 84

MM. Knoops, Draps et De Croo proposent un amendement n° 158 (il est renvoyé au Doc. n° 1287/5, p. 2, ainsi qu'à la justification de cet amendement déjà présentée dans la discussion de l'article 82).

L'amendement n° 158 est rejeté par 15 voix contre 3.

L'article est adopté par 15 voix contre 3.

## Art. 85

Le Gouvernement dépose un amendement (n° 70), qui remplace l'article (cf. Doc. n° 1287/2, pp. 20 et 23-26).

Un sous-amendement à l'amendement n° 70 est proposé par MM. De Croo et Knoops (n° 178 — cf. Doc. n° 1287/6, p. 5).

Le sous-amendement n° 178 est rejeté par 15 voix contre 3.

L'amendement n° 70 qui remplace l'article est adopté par 15 voix contre 3 abstentions.

## Art. 86

MM. Knoops, Draps et De Croo introduisent un amendement qui vise à supprimer l'article (n° 145 — cf. Doc. n° 1287/4, pp. 25 en 26).

L'article est adopté par 15 voix contre 3.

L'amendement n° 145 devient dès lors sans objet.

## Art. 87

### 1. Discussion

MM. Knoops, Draps et De Croo introduisent un amendement n° 146 visant à supprimer l'article. Ils estiment en effet qu'il est inutile de définir dans cet article la notion de service non-reservé, puisque ces services sont libres.

Le Ministre des Postes, Télégraphes et Téléphones souligne que les services réservés correspondent parfaitement aux dispositions de la directive (90/388/CEE) de la Commission du 28 juin 1990 relative à la concurrence dans les marchés des services de télécommunications.

Un amendement (n° 218) est proposé par le Gouvernement. Il vise à mettre en concordance la terminologie des articles 82, 87, 88 et 89.

## Art. 84

De heren Knoops, Draps en De Croo stellen een amendement n° 158 voor (zie Stuk n° 1287/5, blz. 2, alsmede de verantwoording van dit amendement die al bij de besprekking van artikel 82 is gegeven).

Amendement n° 158 wordt met 15 tegen 3 stemmen verworpen.

Dit artikel wordt met 15 tegen 3 stemmen goed-gekeurd.

## Art. 85

De Regering dient amendement n° 70 in ter vervanging van dit artikel (cf. Stuk n° 1287/2, blz. 20 en 23-26).

Een subamendement op amendement n° 70 wordt door de heren De Croo en Knoops voorgesteld (n° 178 — cf. Stuk n° 1287/6, blz. 5).

Subamendement n° 178 wordt met 15 tegen 3 stemmen verworpen.

Amendement n° 70 ter vervanging van dit artikel wordt met 15 stemmen en drie onthoudingen aangenomen.

## Art. 86

De heren Knoops, Draps en De Croo dienen een subamendement in tot weglating van dit artikel (n° 145 — cf. Stuk n° 1287/4, blz. 25 en 26).

Dit artikel wordt met 15 tegen 3 stemmen aangenomen.

Amendement n° 145 komt derhalve te vervallen.

## Art. 87

### 1. Besprekking

De heren Knoops, Draps en De Croo stellen een amendement (n° 146) voor teneinde dit artikel weg te laten. Ze zijn immers van mening dat het nutteloos is in dit artikel het begrip « niet-gereserveerde dienst » te definiëren, aangezien die diensten vrij zijn.

De Minister van PTT beklemtoont dat de in artikel 87 bedoelde niet-gereserveerde diensten volkomen overeenstemmen met de bepalingen van Richtlijn (90/388/EEG) van de Commissie van 28 juni 1990 betreffende de mededinging op de markten voor telecommunicatiediensten en die niet betrokken zijn bij het actieprogramma voor de geleidelijke openstelling van de telecommunicatiemarkt voor mededinging.

De Regering stelt een amendement (n° 218) voor ten einde de terminologie van de artikelen 82, 87, 88 en 89 onderling in overeenstemming te brengen.

## 2. Votes

L'amendement n° 218 du Gouvernement est adopté à l'unanimité.

L'article ainsi modifié est adopté par 15 voix contre 3.

L'amendement n° 146 de M. Knoops et consorts, qui vise à supprimer l'article, devient dès lors sans objet.

### Art. 88

#### 1. Discussion

MM. Knoops, Draps et De Croo introduisent un amendement n° 147 visant à supprimer cet article qu'il qualifient de contradictoire à la directive européenne ONP (Open Network Provision).

Le Ministre des Postes, Télégraphes et Téléphones rappelle que l'article 8 de la directive ONP auquel la justification de l'amendement n° 147 se réfère, ne fait que donner à la Commission européenne la possibilité de procéder à une évaluation après un certain temps. La directive ONP stipule à l'article 3, § 3 que l'on ne peut imposer des restrictions supplémentaires, sauf en conséquence des droits exclusifs accordés par les Etats membres.

Deux amendements à cet article (n°s 219 et 220) sont présentés par le Gouvernement (voir Doc. n° 1287/7, pp. 16 et 17).

## 2. Votes

Les amendements n°s 219 et 220 du Gouvernement et l'article ainsi modifié sont successivement adoptés par 15 voix contre 3.

L'amendement n° 147 de M. Knoops et consorts, qui vise à supprimer l'article, devient dès lors sans objet.

### Art. 89

#### 1. Discussion

L'amendement n° 64 de M. Candries visant à supprimer le § 2 est retiré.

L'amendement n° 148 de MM. Knoops, Draps et De Croo vise à supprimer les §§ 2, 3 et 4.

Les auteurs sont contre l'instauration d'une procédure d'autorisation, d'autant plus que les critères ne sont pas définis. Cette procédure n'est pas prévue pour la directive de la CEE et constitue une barrière pour les PME fournisseurs de services à valeurs ajoutées.

Un des auteurs de l'amendement n° 148 demande au Ministre si les faits relatés dans la justification de l'amendement n° 164 de M. Candries, qui visait la suppression du § 2, sont exacts.

Le Ministre répond que les dispositions relatives aux réseaux de commutation de données par paquets

## 2. Stemmingen

Amendement n° 218 van de Regering wordt eenparig aangenomen.

Het aldus gewijzigde artikel wordt met 15 tegen 3 stemmen aangenomen.

Amendement n° 146 van de heer Knoops c.s. tot weglatting van het artikel, dient bijgevolg geen doel meer.

### Art. 88

#### 1. Bespreking

De heren Knoops, Draps en De Croo stellen een amendement n° 147 voor om dit artikel, dat zij strijdig achten met de Europese ONP-richtlijn (Open Nework Provision), weg te laten.

De Minister van PTT herinnert eraan dat artikel 8 van de ONP-richtlijn waarnaar in de verantwoording van het amendement n° 147 wordt verwezen, de EG-Commissie alleen maar de mogelijkheid verschafft om na verloop van tijd een beoordeling te geven. In artikel 3, § 3, van de ONP-richtlijn wordt bepaald dat geen extra beperkingen mogen worden opgelegd tenzij ingevolge de door de Lidstaten toegekende exclusieve rechten.

De Regering stelt op dat artikel twee amendementen (n°s 219 en 220) voor (zie Stuk n° 1287/7, blz. 16 en 17).

## 2. Stemmingen

De amendementen n°s 219 en 220 van de Regering en het aldus gewijzigde artikel worden achtervolgens met 15 tegen 3 stemmen aangenomen.

Amendement n° 147 van de heer Knoops c.s. tot weglatting van het artikel dient bijgevolg geen doel meer.

### Art. 89

#### 1. Bespreking

Amendement n° 64 van de heer Candries tot weglatting van § 2 wordt ingetrokken.

Amendment n° 148 van de heren Knoops, Draps en De Croo beoogt de §§ 2, 3 en 4 weg te laten.

De indieners zijn tegenstander van de invoering van een vergunningsprocedure, te meer daar de criteria daarvan niet zijn vastgesteld. In de desbetreffende EG-Richtlijn is niet voorzien in een dergelijke procedure, die een belemmering vormt voor KMO's die diensten met toegevoegde waarde leveren.

Een van de indieners van amendement n° 148 vraagt de Minister of de feiten die worden vermeld in de verantwoording bij het tot weglatting van § 2 strekkende amendement n° 164 van de heer Candries exact zijn.

De Minister antwoordt dat de bepalingen betreffende de diensten voor gegevensschakeling via pak-

ou par circuits sont conformes à la directive CEE qui stipule que ces réseaux peuvent être offerts sur base d'un cahier des charges. Bien qu'il ne s'agisse que d'une possibilité, cette disposition a également été reprise par la France.

Le présent projet prévoit une obligation de déclaration pour différentes raisons :

- il convient de vérifier que le service désiré n'est pas réservé;
- il faut pouvoir disposer d'une vue d'ensemble sur les activités de télécommunications du pays, dès lors que l'Institut assiste le Ministre dans la définition d'une stratégie de développement de télécommunications et dans la négociation du contrat de gestion, lequel devrait notamment fixer des objectifs en matière de développement de l'infrastructure.

De plus, le projet garantit, d'une part, une procédure d'appel pour le demandeur et prévoit, d'autre part, la possibilité de fixer, par arrêté royal délibéré en Conseil des Ministres, une liste de services non réservés qui, par dérogation, sont autorisés de plein droit. Le Ministre pense, par exemple au Videotex et au Voice Mail. Le Gouvernement a introduit l'amendement n° 71 qui tend à remplacer le texte de l'article 89 par un nouveau texte par lequel le Gouvernement veut faire usage de la possibilité qu'offre la directive CEE (90/388) d'imposer à celui qui veut exploiter un service de commutation de données de satisfaire aux conditions d'un cahier des charges de service public.

Cet amendement a été déposé à la suite de la notification de la directive qui prévoit que les services de commutation de données par paquets ou par circuits — c'est à dire le transport de données — peuvent être offerts librement, sur base d'un cahier des charges de services publics. Le nouveau texte abandonne la notion de services à valeur ajoutée significative.

Le Ministre précise que ce cahier des charges, s'appliquera aussi à BELGACOM.

Ce cahier des charges sera établi par l'Institut belge des services postaux et des télécommunications et sera communiqué à la commission européenne qui en vérifiera la conformité à la directive.

Un membre s'insurge contre la longueur des délais prévus à cet article et contre le fait que la décision finale revient au Ministre. Il demande ce qu'il faut entendre par un cahier des charges dont les conditions doivent être objectives, transparentes et sans effets discriminatoires. Il craint qu'à l'avenir, nos services publics de télécommunications se voient voler leur clientèle par les services privés et soient fortement concurrencés par les services de télécommunications d'autres pays.

ketten of circuits in overeenstemming zijn met de EG-Richtlijn waarin is bepaald dat deze diensten op grond van een bestek van openbare dienstverlening kunnen worden aangeboden. Ofschoon het hier slechts om een mogelijkheid gaat, heeft ook Frankrijk deze bepaling overgenomen.

In dit wetsontwerp is de aangifteplicht om verschillende redenen opgenomen, met name om de mogelijkheid te bieden :

- na te gaan of het niet om een gereserveerde dienst gaat;

— een totaalbeeld van de telecommunicatieactiviteit van ons land te krijgen; een dergelijk totaalbeeld is voor het Instituut van belang aangezien het de Minister bijstaat bij de definitie van een ontwikkelingsstrategie voor de telecommunicatie en bij de onderhandeling over het beheerscontract, dat o.a. de doelstellingen zal dienen vast te leggen op het vlak van de ontwikkeling van de infrastructuur.

Bovendien heeft de aanvrager op grond van het ontwerp eensdeels de garantie dat hij een beroep kan instellen. Anderdeels is de mogelijkheid opgenomen om bij een in Ministerraad overlegd koninklijk besluit een lijst van niet-gereserveerde diensten op te stellen die van rechtswege worden toegestaan. Daarbij denkt de Minister bijvoorbeeld aan videotex en voice mail. Amendement n° 71 is door de Regering ingediend met het oog op de vervanging van artikel 89 door een nieuwe tekst. De Regering wil daarbij gebruik maken van de in Richtlijn 90/388/EEG geboden mogelijkheid om diegenen die een dienst voor gegevensschakeling willen exploiteren, ertoe te verplichten te beantwoorden aan de bepalingen van een bestek van openbare dienstverlening.

Dit amendement werd voorgesteld ingevolge de kennisgeving van de bovengenoemde Richtlijn, waarin wordt bepaald dat de diensten voor gegevensschakeling via pakketten of circuits, dat wil zeggen de overbrenging van gegevens, op grond van een bestek van openbare diensten vrij kunnen worden aangeboden. De nieuwe tekst spreekt niet langer van diensten met betekenisvolle toegevoegde waarde.

De Minister benadrukt dat het bestek ook zal gelden voor BELGACOM.

Dit bestek kan door het Belgisch Instituut voor Postdiensten en Telecommunicatie worden opgesteld, en zal worden meegedeeld aan de Europese Commissie, die zal toetsen of het bestek in overeenstemming met de Richtlijn is.

Een lid is van oordeel dat de in dit artikel bepaalde termijnen te lang zijn, en maakt bezwaar tegen het feit dat de eindbeslissing door de Minister wordt genomen. Hij wenst te weten wat moet worden begrenzen onder een bestek dat moet voldoen aan objectieve, doorzichtige en niet-discriminerende voorwaarden. Hij vreest dat de particuliere sector de cliënt van onze openbare telecommunicatiediensten zal wegkappen, en dat laatstgenoemde diensten aan forse concurrentie vanwege buitenlandse telecommunicatiediensten zullen worden blootgesteld.

Le Ministre précise que ce cahier des charges est prévu uniquement pour les services de commutation de données; dans les autres cas, la procédure générale de déclaration est d'application. Cette dernière procédure est de moins de quatre mois, le délai du recours compris. Lorsqu'il n'y a pas lieu d'introduire un recours, la procédure dure deux mois.

Le délai de la procédure relative aux services de commutation de données dure moins de cinq mois, y compris le recours.

En ce qui concerne l'alinéa 3 du § 5 de l'article 89 (tel que modifié par l'amendement n° 71), le Ministre précise que, lors de la déclaration du demandeur, l'Institut vérifie si le service demandé n'est pas réservé. Si l'Institut se prononce favorablement, le Ministre n'intervient pas. Il n'y a possibilité de recours auprès du Ministre que lorsque l'Institut s'oppose à l'exploitation du service.

MM. De Croo et Knoops déposent un amendement n° 185 visant à libérer l'utilisation des autres services de télécommunication qui ne sont pas mentionnés à l'article 83 sans préjudice des conditions intrinsèques prévues dans la loi. Cet amendement vise à mettre le texte en conformité avec l'article 4 de la directive européenne du 28 juin 1990 sur les services (n° 90/388/CEE).

Le Ministre répond que cette disposition est déjà contenue dans l'article 87.

Le Gouvernement dépose un amendement n° 201 visant à préciser que les modalités qui doivent être remplies lors de la déclaration ou de la cession d'un service non réservé sont proposées par l'Institut qui devra traiter les déclarations et sont discutées au sein du Comité consultatif entre autres par les représentants de ceux qui devront remplir ces déclarations.

De Minister wijst erop dat het bestek alleen voor de diensten voor gegevensschakeling is vereist. In alle andere gevallen is de algemene aangifteplicht van toepassing, wat een procedure van minder dan vier maanden, de beroepstermijn daaronder begrepen, meebrengt. Indien geen beroep wordt ingesteld, beleeft de termijn twee maanden.

De termijn voor de procedure betreffende de diensten voor gegevensschakeling bedraagt minder dan vijf maanden, inclusief de beroepstermijn.

Met betrekking tot artikel 89 (*nieuw*), § 5, derde lid, (zoals gewijzigd door amendement n° 71) preciseert de Minister dat het Instituut bij de indiening van het dossier door de aanvrager nagaat of het een verzoek om een niet-gereserveerde dienst betreft. Indien het Instituut gunstig adviseert, hoeft de Minister niet op te treden. De mogelijkheid tot het instellen van beroep bij de Minister bestaat alleen ingeval het Instituut zich tegen de exploitatie van de gevraagde dienst verzet.

De heren De Croo en Knoops dienen amendement n° 185 in, waarmee wordt beoogd het gebruik van andere dan de in artikel 83 genoemde telecommunicatiедiensten vrij te maken, onverminderd de in de wet opgenomen intrinsieke voorwaarden. Dit amendement strekt ertoe de tekst in overeenstemming te brengen met artikel 4 van Richtlijn 90/388/EWG van 28 juni 1990 betreffende de diensten.

In antwoord daarop laat de Minister weten dat deze bepaling reeds in artikel 87 is vervat.

De Regering dient amendement n° 201 in. In dit amendement wordt gestipuleerd dat het met de behandeling van de aangiften belaste Instituut bepaalt aan welke voorschriften bij aangifte of overdracht van een niet-gereserveerde dienst moet worden voldaan. Over deze voorschriften zal in het Raadgevend Comité worden overlegd onder anderen door de vertegenwoordigers van degenen die de aangiften moeten invullen.

## 2. Votes

Les amendements n°s 148 (M. Knoops et consorts) et 185 (MM. De Croo et Knoops) sont successivement rejetés par 15 voix contre 2.

Les amendements n°s 201 et 71 du Gouvernement sont successivement adoptés par 15 voix contre 2.

L'article, tel qu'amendé, est adopté par 15 voix contre 3.

## Art. 90

### 1. Discussion

L'amendement n° 72 du Gouvernement vise à préciser que le Ministre doit motiver son refus de fournir un service non réservé. Cela signifie que la

## 2. Stemmingen

De amendementen nrs 148 (de heer Knoops c.s.) en 185 (de heren De Croo en Knoops) worden achtereenvolgens verworpen met 15 tegen 2 stemmen.

De amendementen nrs 201 en 71 van de Regering worden achtereenvolgens met 15 tegen 2 stemmen aangenomen.

Het aldus gemaendeerde artikel wordt met 15 tegen 3 stemmen aangenomen.

## Art. 90

### 1. Bespreking

In amendement n° 72 van de Regering wordt bepaald dat de Minister zijn eventuele weigering een niet-gereserveerde dienst te leveren, met redenen moet

décision du Ministre doit être prise dans le cadre des dispositions du projet, ceci dans le respect du demandeur et dans l'intérêt du consommateur.

Le Ministre précise que cette disposition vise à éviter une décision arbitraire en prévoyant que l'Institut et le Ministre doivent motiver leur décision. En dernière instance, les intéressés peuvent adresser les recours habituels, tels que par exemple au Conseil d'Etat.

## 2. Vote

L'amendement n° 72 du Gouvernement, qui remplace l'article, est adopté par 15 voix et 3 abstentions.

### Artt. 91 et 92

#### 1. Discussion

MM. Knoops, Draps et De Croo déposent les amendements n°s 149 et 150.

L'amendement n° 149 vise, d'une part, à prévoir que les dispositions du présent chapitre ne sont pas applicables aux réseaux existants établis et exploités par les autorités et les organismes d'utilité publique et d'autre part, à préciser que ces structures futures feront l'objet d'une simple déclaration à faire parvenir à l'Institut dans le mois de leur établissement ou de leur suppression. En vue de garantir la sécurité des habitants, ils estiment que les principes de la loi du 13 octobre 1930 doivent être maintenus pour ces organismes.

En outre, un des auteurs estime plus logique d'insérer à l'article 91 les dispositions proposées par l'amendement n° 202 du Gouvernement plutôt qu'à l'article 92. En effet, l'article 91 exclut de l'application de la loi les installations spéciales établies et exploitées à des fins militaires ou de sécurité publique, par les services relevant du Ministre de la Défense nationale, du Ministre de l'Intérieur, par l'OTAN ou par les Forces alliées.

Il convient à cet égard de prévoir également une exception pour les liaisons franchissant les limites d'une propriété particulière et exploitée par l'Etat, les Régions, les Communautés, les provinces et les communes, ainsi que les concessionnaires de services publics de transport en commun, les propriétaires de réseaux de transport ou de distribution d'énergie électrique, de gaz, d'eau et d'autres services d'utilité publique tel que le prévoit l'amendement n° 150 de MM. Knoops, Draps et De Croo.

omkleden. Zulks houdt in dat de beslissing van de Minister in overeenstemming met de bepalingen van dit wetsontwerp moet worden genomen, en wel met eerbied voor de aanvrager en in het belang van de consument.

De Minister beklemtoont dat met deze bepaling wordt beoogd willekeurige beslissingen te voorkomen, door voor te schrijven dat het Instituut en de Minister hun beslissing met redenen moeten omkleden. Ten slotte beschikken de belanghebbenden over de gebruikelijke beroepsmogelijkheden, zoals bijvoorbeeld het indienen van een verzoekschrift bij de Raad van State.

#### 2. Stemming

Amendement n° 72 van de Regering ter vervanging van het artikel wordt met 15 stemmen en 3 onthoudingen aangenomen.

### Artt. 91 en 92

#### 1. Bespreking

De heren Knoops, Draps en De Croo dienen de amendementen n° 149 en 150 in.

Amendement n° 149 stelt enerzijds dat de bepalingen van dit hoofdstuk niet van toepassing zijn op de bestaande netten die opgericht en geëxploiteerd worden door de overheden en de openbare nutsinstellingen en anderzijds dat van de toekomstige structuren binnen een maand na de oprichting of de afschaffing ervan eenvoudig aangifte bij het Instituut moeten worden gedaan. Om de veiligheid van de bewoners te waarborgen, zijn zij van mening dat de beginselen van de wet van 13 oktober 1930 voor die instellingen moeten worden behouden.

Een van de indieners vindt het trouwens logischer de in amendement n° 202 van de Regering voorgestelde bepalingen in artikel 91 in plaats van in artikel 92 in te voegen. Artikel 91 bepaalt immers dat de wet niet geldt voor bijzondere inrichtingen die voor militaire doeleinden of met het oog op de openbare veiligheid worden aangelegd en geëxploiteerd door de diensten die onder de Minister van Landsverdediging of onder de Minister van Binnenlandse Zaken ressorteren, door de Noord-Atlantische Verdragsorganisatie en door de Geallieerde Strijdkrachten.

In dat verband zou — zoals in amendement n° 150 van de heren Knoops, Draps en De Croo wordt voorgesteld — ook een uitzondering moeten worden gemaakt voor verbindingen die de grenzen van een particuliere eigendom overschrijden en door het Rijk, de Gewesten, de Gemeenschappen, de provincies en de gemeenten, door concessiehouders van openbare diensten voor gemeenschappelijk vervoer, door eigenaars van netten voor de overbrenging of voorziening van elektrische energie, gas en water en door andere diensten van openbaar nut worden geëxploiteerd.

En effet, certaines administrations doivent également disposer, pour leur usage privé, de réseau propres ne tombant pas sous le monopole de BELGACOM en matière d'infrastructure.

L'amendement n° 202 du Gouvernement complétant l'article 92 tend à trouver une solution pour le même problème que celui posé dans l'amendement n° 150. A cet égard, le Ministre répond à l'orateur précédent qu'il ne peut accepter son amendement n° 150, parce qu'il permettrait aux sociétés de distribution de gaz et d'électricité d'exploiter des services non réservés, sur la base de leur propre réseau, en contravention avec l'article 92, § 1<sup>er</sup>. Pour le reste, le problème auquel veut remédier l'amendement n° 149 est rencontré par l'amendement n° 202 du Gouvernement.

Le Ministre ajoute que les installations visées à l'article 91 sont par exemple Bemilcom (Défense nationale) ou Regetel (Intérieur).

Le Ministre répond à un membre que l'article 92, § 1<sup>er</sup> complète, en quelque sorte, le principe de base de l'article 88, à savoir qu'il est possible de relier des installations de télécommunications. Toutefois, si celles-ci franchissent le domaine public, il doit être fait usage de services réservés; le Ministre ajoute qu'il est important de rappeler dans ce contexte que la mise à disposition de liaisons fixes (lignes louées) fait partie des services réservés, ce qui implique l'utilisation de l'infrastructure publique.

Certaines exceptions sont toutefois prévues (article 92, § 2 à 5 — article 120 et article 125(*nouveau*)) :

a) Une première exception est prévue à l'article 120 amendé par le Gouvernement. Actuellement, certaines personnes morales peuvent déjà utiliser des lignes privées pour des services de télécommunications destinés à leur usage exclusif (par exemple, alarme). L'article 120 consolide cette situation et lui fournit une base légale.

b) Une deuxième exception est créée par l'ajout d'un § 5 de l'article 92 qui stipule que l'Etat, les communautés, les Régions, etc. peuvent déroger au § 1<sup>er</sup> de l'article 92, également en ce qui concerne leur usage exclusif.

c) Le nouvel article 125 prévoit une exception pour les sociétés de distribution par câble qui pourront aux conditions déterminées par le Roi, utiliser leur réseau pour exploiter un service non réservé sans faire usage de services réservés.

Cette disposition remplace l'article 7 de la loi du 6 février 1987 relative aux réseaux de radio-distribution et de télédistribution et à la publicité commerciale à la radio et à la télévision et l'on évite ainsi d'avoir recours à deux procédures différentes.

d) Conformément aux §§ 2 et 3 de l'article 92, des exceptions sont possibles par arrêté royal délibéré en

Bepaalde besturen moeten immers voor privé-gebruik over eigen netten kunnen beschikken die niet onder het infrastructuurmonopolie van BELGACOM ressorteren.

Amendement n° 202 van de Regering stelt een aanvulling van artikel 92 voor en zoekt een oplossing voor hetzelfde probleem als amendement n° 150.

De Minister antwoordt aan vorige spreker dat hij het door laatstgenoemde ingediende amendement n° 150 niet kan accepteren, omdat de gas- en elektriciteitsmaatschappijen op die manier niet-gereserveerde diensten zouden kunnen exploiteren, op basis van hun eigen net, in strijd met artikel 92, § 1. Overigens wordt het probleem dat men in amendement n° 149 wenst te verhelpen, in amendement n° 202 van de Regering opgelost.

De Minister voegt eraan toe dat de in artikel 91 bedoelde installaties bijvoorbeeld Bemilcom (Landsverdediging) of Regetel (Binnenlandse Zaken) zijn.

De Minister antwoordt aan een lid dat artikel 92, § 1, in zekere zin een aanvulling vormt op het grondbeginsel van artikel 88, en meer bepaald op het feit dat telecommunicatie-inrichtingen met elkaar kunnen worden verbonden. Indien deze evenwel het openbare domein overschrijden, moet van de gereserveerde diensten gebruik worden gemaakt; de Minister voegt hieraan toe dat het in dit verband belangrijk is eraan te herinneren dat de terbeschikkingstelling van vaste verbindingen (huurlijnen) deel uitmaakt van de gereserveerde diensten, wat het gebruik van de openbare infrastructuur impliceert.

Artikel 92, §§ 2 tot 5, en de artikelen 120 en 125 (*nieuw*) voorzien evenwel in een aantal uitzonderingen :

a) een eerste uitzondering vinden we terug in het door de Regering geamendeerde artikel 120. Nu al kunnen zekere rechtspersonen privé-lijnen aanwenden voor telecommunicatiediensten voor hun eigen gebruik (bijvoorbeeld alarm,...). Artikel 120 bevestigt die situatie en zorgt voor een wettelijke grondslag.

b) Een tweede uitzondering wordt gevormd door toevoeging van een § 5 aan artikel 92 waarin wordt bepaald dat het Rijk, de Gemeenschappen, de Gewesten enz. ook voor hun eigen gebruik van § 1 van artikel 92 mogen afwijken.

c) Het nieuwe artikel 125 bevat een uitzondering voor de kabeldistributiemaatschappijen die hen in staat stelt, overeenkomstig de voorwaarden bepaald door de Koning, hun netwerk aan te wenden voor de exploitatie van niet-gereserveerde diensten zonder gebruik te moeten maken van gereserveerde diensten.

Die bepaling vervangt artikel 7 van de wet van 6 februari 1987 betreffende de radiodistributie- en teledistributienetten en betreffende de handelspubliciteit op radio en televisie en er wordt aldus voorkomen dat twee verschillende procedures gehanteerd moeten worden.

d) Overeenkomstig de paragrafen 2 en 3 van artikel 92 kunnen, bij in Ministerraad overlegd konink-

Conseil des Ministres ou lorsqu'elles sont prévues au contrat de gestion.

Le Président demande, si en cas de modification du statut juridique des sociétés de transport (par exemple : fusion, transfert, ...), les dérogations qui leur auraient été accordées seront automatiquement transférées à la nouvelle société.

Le Ministre répond par l'affirmative et ajoute qu'il suffira que la nouvelle société signale à l'Institut qu'elle s'inscrit dans le champ d'application du § 5.

MM. Lebrun et Tomas introduisent un amendement n° 231 visant à remplacer dans le texte du § 5 de l'article 92 les mots « les sociétés de transport public pour les transports urbains et régionaux » par les mots « les sociétés de transport public pour les transports en commun ».

Ils estiment que le terme « régionaux » ne recouvre pas la notion de transport dans les alentours des villes. Le terme « transports en commun » recouvre une réalité générale qui reprend les motions de transports urbains et de transports ruraux.

Le Ministre est d'accord avec la modification de ce terme. Il propose toutefois de reprendre la formulation de la loi du 8 août 1980, modifiée par la loi du 8 août 1988 : « transport en commun urbain et vicinal » (cf. amendement n° 242 du Gouvernement).

Un membre fait remarquer que dans le § 5 de l'article 92 (amendement n° 202) les termes du texte néerlandais « op voorstel van het Instituut » ne sont pas traduits dans le texte français. En outre, le texte précisant déjà que la dérogation pouvait être demandée « moyennant déclaration préalable à l'Institut », les mots « sur proposition de l'Institut » sont superflus.

Un autre intervenant précise que la même procédure est prévue à l'article 125 pour les sociétés de télédistribution par cable. Si dès lors l'article 92 est modifié, il convient également de modifier l'article 125.

Le Ministre répond, d'une part, qu'il convient d'adapter le texte français au texte néerlandais d'insérer dans les deux textes « après avis de l'Institut » et, d'autre part, qu'il convient, d'ajouter à l'énumération des sociétés, les sociétés de distribution par cable.

L'amendement n° 242 du Gouvernement qui remplace l'amendement n° 202, tend en outre à apporter ces corrections.

MM. Draps, Knoops et De Croo introduisent un amendement n° 186 visant à supprimer le § 3 de l'article 92.

Un des auteurs rappelle que par son obstination, la RTT a créé un préjudice aux banques et à l'économie nationale lorsque, lors de la fusion entre les cartes de crédit Mister Cash et Bancontact, le Ministre a refusé qu'une ligne particulière soit utilisée.

Une telle situation risque de se reproduire sur base du § 3 de l'article 92.

lijk besluit of wanneer het beheerscontract daarin voorziet, uitzonderingen worden toegestaan.

De Voorzitter vraagt of, in geval van wijziging van het rechtsstatuut van de vervoermaatschappijen (bijvoorbeeld fusie, overdracht, ...) de eventueel toegestane afwijkingen automatisch zullen overgaan op de nieuwe vennootschappen.

De Minister antwoordt bevestigend en voegt eraan toe dat het zal volstaan dat de nieuwe vennootschap aan het Instituut meedeelt dat zij binnen het toepassingsgebied van § 5 valt.

De heren Lebrun et Tomas dienen een amendement n° 231 in teneinde in de tekst van § 5 van artikel 92, de woorden « de openbare vervoersmaatschappijen voor stad- en streekvervoer » te vervangen door de woorden « de openbare vervoersmaatschappijen voor gemeenschappelijk vervoer ».

Zij zijn de mening toegedaan dat de term « streekvervoer » niet samenvalt met het begrip « vervoer in de stadsrand ». De term « gemeenschappelijk vervoer » is ruimer en omvat de begrippen stadsvervoer en platelandsvervoer.

Ofschoon de Minister het met de wijziging van die term eens is, stelt hij toch voor de formulering van de bijzondere wet van 8 augustus 1980, gewijzigd bij de wet van 8 augustus 1988, over te nemen : « gemeenschappelijk stads- en streekvervoer » (cf. amendement n° 242 van de Regering).

Een lid merkt op dat, in § 5 van artikel 92 (amendement n° 202), de bewoordingen van de Nederlandse tekst « op voorstel van het Instituut » niet in de Franse tekst vertaald zijn. Aangezien in de tekst reeds aangestipt wordt dat de afwijking kon worden aangevraagd « mits daarvan voorafgaandelijk aangifte aan het Instituut gedaan wordt », zijn de woorden « op voorstel van het Instituut » overbodig.

Een ander lid merkt op dat in artikel 125 dezelfde procedure voorgeschreven wordt voor de kabeltelevisiemaatschappijen. Als artikel 92 gewijzigd wordt, dient derhalve ook artikel 125 te worden gewijzigd.

De Minister antwoordt enerzijds dat het best zou zijn in beide teksten « na advies van het Instituut » op te nemen en anderzijds dat aan de opsomming van de vennootschappen de kabeltelevisiemaatschappijen moeten worden toegevoegd.

Amendement n° 242 van de Regering, dat amendement n° 202 vervangt, heeft bovendien tot doel die verbeteringen aan te brengen.

De heren Draps, Knoops en De Croo dienen een amendement n° 186 tot weglatting van § 3 van artikel 92 in.

Een van de indieners herinnert eraan dat de RTT, door haar halsstarrigheid, aan de banken en aan 's lands economie nadeel berokkend heeft, toen de Minister, naar aanleiding van de fusie tussen de kredietkaarten Mister Cash en Bancontact, het gebruik van een aparte lijn geweigerd had.

Een dergelijke situatie zou zich op grond van § 3 van artikel 92 opnieuw kunnen voordoen.

L'intervenant rappelle que l'Administrateur général de la RTT plaide en faveur d'une plus grande autonomie de gestion, ce que le présent projet ne permet pas étant donné que BELGACOM reste sous la tutelle du Ministre.

Le projet risque de léser l'intérêt privé et même général.

Le Ministre rappelle qu'il a déjà assoupli la réglementation des lignes louées.

En ce qui concerne le cas cité par l'orateur précédent, le Ministre confirme que le projet stipule clairement que BELGACOM doit accorder une ligne louée à la personne qui le demande.

Enfin, il précise que les §§ 2 et 3 de l'article 92 ne concernent pas l'octroi ou non de lignes louées. Il s'agit plutôt d'autoriser ou non de connecter deux installations par une ligne privée plutôt que par une ligne louée. Dès lors, si une banque, par exemple, veut développer un réseau sur la base de lignes louées, BELGACOM est tenue d'accorder ces lignes, même si ce réseau livre des services non réservés à plusieurs personnes juridiquement différentes.

Le problème de la fusion Mister Cash-Bancontact a dû être réglé sur base d'une ancienne législation qui ignorait les évolutions technologiques et qui tenait encore compte de la notion de valeur ajoutée.

Le projet actuel ne tient plus compte de la valeur ajoutée et stipule que lorsqu'il s'agit du transport pur et simple de données, les services sont accordés sur base d'un cahier des charges de service public.

En ce qui concerne la dernière phrase du § 3 de l'article 92, un membre demande quelles sont les conditions visées et par qui le délai est fixé.

Le Ministre répond qu'il ne s'agit pas ici de l'octroi de lignes louées; il s'agit au contraire de lignes privées qui franchissent le domaine public.

Dans ce cas, soit BELGACOM est à même de fournir ces lignes, soit elle ne le peut pas et le Ministre accorde, par dérogation, l'autorisation au demandeur.

La notion de « délai raisonnable » peut être définie dans le contrat de gestion.

Cette disposition est, en outre, conforme aux directives CEE.

Un membre estime que l'on doit permettre aux entreprises, demandeuses d'une dérogation pour installer une liaison de télécommunications propre, techniquement équivalente à une liaison BELGACOM, de pouvoir consulter le Comité consultatif de l'Institut pour exercer un droit légitime de recourir au cas où ils n'obtiendraient pas leur dérogation.

Le Ministre des PTT répond que le passage in fine de l'article 92, § 3 précise que le Ministre peut, sur proposition de l'Institut, accorder une dérogation con-

Het lid herinnert eraan dat de administrateur-generaal van de RTT voorstander is van een ruimere beheersautonomie, wat met het huidige ontwerp onmogelijk is aangezien BELGACOM onder toezicht van de Minister blijft.

Het is niet denkbeeldig dat het ontwerp het particulier en zelfs het algemeen belang zal schaden.

De Minister herinnert eraan dat hij de regelgeving betreffende de gehuurde lijnen reeds versoepeld heeft.

In verband met het door de vorige spreker aangehaalde geval bevestigt de Minister dat in het ontwerp duidelijk bepaald wordt dat BELGACOM een gehuurde lijn moet toestaan aan wie erom vraagt.

Ten slotte merkt hij op dat de §§ 2 en 3 van artikel 92 niet slaan op het al of niet toekennen van gehuurde lijnen; het gaat veeleer om het al dan niet toestaan dat twee inrichtingen met een privé-lijn worden verbonden in plaats van met een gehuurde lijn. Als een bank bijvoorbeeld, met behulp van gehuurde lijnen, een privé-net wil opzetten, is BELGACOM dan ook verplicht deze toe te staan zelfs als dat net niet-gereserveerde diensten levert aan verschillende rechtspersonen.

Het probleem van de fusie van « Mister Cash — Bancontact » diende te worden geregeld op grond van een vroegere wetgeving die geen rekening hield met de ontwikkeling van de techniek en nog het begrip toegevoegde waarde hanteerde.

Het huidige ontwerp houdt niet langer rekening met die toegevoegde waarde en bepaalt dat als het om louter transport van gegevens gaat, de dienstverlening geschiedt op basis van een bestek van openbare dienstverlening.

Met betrekking tot de laatste zin van § 3 van artikel 92 vraagt een lid om welke voorwaarden het gaat en wie de termijn vaststelt.

De Minister antwoordt dat het hier niet om de toekenning van gehuurde lijnen gaat doch wel integendeel om privé-lijnen die het openbaar domein overschrijden.

In dat geval is BELGACOM ofwel in staat die lijnen te leveren ofwel is zij daar niet toe in staat en dan verleent de Minister, bij afwijking, de toestemming aan de aanvrager.

Het begrip « redelijke termijn » kan in het beheerscontract worden omschreven.

Bovendien strookt die bepaling met de EEG-richtlijnen.

Een lid is van mening dat de ondernemingen die een afwijking wensen om in een eigen telecommunicatieverbinding — die technisch gezien overeenstemt met een verbinding van BELGACOM — te kunnen voorzien, het raadgevend comité van het Instituut moeten kunnen raadplegen zodat zij een wettig verhaalrecht kunnen uitoefenen indien de afwijking hen niet wordt toegestaan.

De Minister van PTT antwoordt dat de laatste zin van artikel 92, § 3, bepaalt dat de Minister op voorstel van het Instituut een voorwaardelijke afwijking kan

ditionnelle au cas où l'engagement pris par BELGACOM ne serait pas tenu dans le délai fixé.

Le membre fait observer que cette disposition n'offre aucune garantie à l'intéressé que son recours sera effectivement accepté et examiné par le Comité consultatif de l'Institut.

A la dernière phrase du § 1<sup>er</sup> de l'article 92, un membre demande pour quelles raisons les membres d'une même famille sont considérées comme une personne.

Le Ministre répond que deux immeubles contigus peuvent être reliés par une ligne privée.

De plus, le même paragraphe permet de relier les lignes de deux entreprises situées par exemple au 3<sup>e</sup> et 6<sup>e</sup> étage d'un immeuble.

MM. Draps, Knoops et De Croo déposent un amendement n° 225 visant à définir la notion de personne.

Ils proposent de considérer comme une personne, une famille, une entité économique ou financière telle que mentionnée à l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté royal du 27 novembre 1973 portant réglementation des informations économiques et financières à fournir aux Conseil d'entreprise, pris en exécution de la loi du 20 septembre 1948 portant organisation de l'économie, une association de fait non assujettie à la TVA ainsi qu'une association momentanée.

Les auteurs estiment que l'usage d'un service réservé pour l'interconnexion d'installations de télécommunications ne doit pas être une obligation.

Le choix doit être laissé entre le passage direct par l'infrastructure publique et l'usage d'un quelconque service réservé.

Le terme « famille » employé dans le projet est trop restrictif par rapport à la diversité des situations qui peuvent se présenter.

Le Ministre estime que la notion d'« association de fait » contenue dans l'amendement n° 225 est trop large et permet une interprétation trop vaste; ce sera à l'Institut de donner un contenu précis à la notion de famille.

MM. Draps, Knoops et De Croo déposent les amendements n°s 224 et 226.

Le premier tend à laisser le choix entre le passage direct par l'infrastructure publique et l'usage d'un quelconque service réservé.

Le deuxième vise la publication des dérogations accordées par l'Institut en vue d'éviter des décisions arbitraires.

toekennen voor het geval waarin de door BELGACOM aangegekte verbintenis niet binnen de gestelde termijn zou worden nagekomen.

Het lid merkt op dat die bepaling de betrokkenen niet de minste waarborg biedt dat zijn bezwaar door het raadgevend comité van het Instituut ook werkelijk zal worden aanvaard en onderzocht.

Inzake de laatste zin van § 1 van artikel 92 vraagt een lid waarom leden van eenzelfde gezin als één persoon worden beschouwd.

De Minister antwoordt dat twee belendende gebouwen die aan hetzelfde gezin toebehoren, kunnen worden verbonden door een privé-lijn.

Daarenboven biedt dezelfde paragraaf de mogelijkheid twee bedrijven die respectievelijk op de derde en zesde verdieping van een gebouw gevestigd zijn, onderling te verbinden.

De heren Draps, Knoops en De Croo dienen een amendement n° 255 in dat ertoe strekt het begrip persoon te omschrijven.

Zij stellen voor dat voor de toepassing van het eerst lid, een gezin, een economische of financiële entiteit als bedoeld in artikel 1 van het koninklijk besluit van 27 november 1973 houdende reglementering van de economische en financiële inlichtingen te verstrekken aan de ondernemingsraden, genomen ter uitvoering van de wet van 29 september 1948 houdende organisatie van het bedrijfsleven, een niet BTW-plichtige feitelijke vereniging alsmede een tijdelijke vereniging, als één persoon zouden worden beschouwd.

De indieners van het amendement menen dat het gebruik van een gereserveerde dienst voor de onderlinge verbinding van telecommunicatie-installaties geen verplichting mag zijn.

De keuze moet worden gelaten tussen de rechtstreekse verbinding via de openbare infrastructuur en het gebruik van welke gereserveerde dienst ook.

De in het ontwerp gebezigde term « gezin » is gelet op de uiteenlopende situaties die zich kunnen voordoen veel te beperkend.

De Minister is de mening toegedaan dat het begrip « tijdelijke vereniging », dat in het amendement n° 225 gebezigd wordt, veel te breed is opgevat en een te ruime interpretatie mogelijk maakt; het komt het Instituut toe een precieze inhoud te geven aan het begrip « gezin ».

De heren Draps, Knoops en De Croo dienen de amendementen n°s 224 en 226 in.

Het eerste amendement wil de keuze laten tussen de rechtstreekse verbinding visa de openbare infrastructuur.

Om door willekeur ingegeven beslissingen te voorkomen beoogt het tweede amendement de bekendmaking van de door het Instituut toegestande afwijking.

## 2. Votes

Les amendements n°s 149 et 150 de MM. Knoops, Draps et De Croo sont successivement rejetés par 16 voix contre 3.

L'article 91 est adopté par 16 voix contre 3.

Les amendements n°s 224, 225, 186 et 226 sont successivement rejetés par 15 voix contre 3.

L'amendement n° 242 du Gouvernement qui remplace l'amendement n° 202, est adopté à l'unanimité.

L'amendement n° 231 de MM. Lebrun et Tomas devient dès lors sans objet.

L'article 92 tel qu'amendé est adopté par 15 voix contre 3.

### Art. 93

Cet article n'appelle aucun commentaire.  
Il est adopté à l'unanimité.

### Art. 94

#### 1. Discussion

MM. Draps et De Croo déposent deux amendements n°s 151 et 152.

L'amendement n° 151 vise à limiter les compétences du Ministre en ne lui laissant pas le soin de fixer librement les spécifications techniques. En effet, ils estiment que la directive 86/361/CEE, d'application depuis le 24 août 1986, doit être suivie. Ils ont également proposé par leur amendement n° 159 à l'article 68 d'inscrire les exigences essentielles dans la loi même.

Le Ministre se réfère à la directive du Conseil du 24 juillet 1986 concernant la première étape de la reconnaissance mutuelle des agréments d'équipements terminaux de télécommunications. Cette directive fait état non seulement des « exigences essentielles » (art. 2, 17°) mais aussi des « spécifications communes de conformité » (art. 2, 13°).

Il ressort de cette directive que les exigences minimales sont les exigences essentielles. En outre, la proposition de directive relative à la deuxième phase de cette reconnaissance mutuelle (Com (90) 263) modifie la définition des exigences essentielles.

En conséquence, le Ministre demande le rejet l'amendement n° 151.

L'amendement n° 152 a pour but de prévoir que lors du développement et d'essais d'un équipement, d'expérimentations, expositions et d'autres circonstances exceptionnelles, l'opérateur du réseau public peut permettre la connexion de cet équipement à son réseau.

## 2. Stemmingen

De amendementen n°s 149 en 150 van de heren Knoops, Draps en De Croo worden achtereenvolgens met 16 tegen 3 stemmen verworpen.

Artikel 91 wordt met 16 tegen 3 stemmen aangenomen.

De amendementen n°s 224, 225, 186 en 226 worden achtereenvolgens met 15 tegen 3 stemmen verworpen.

Amendement n° 242 van de Regering, dat amendement n° 202 vervangt, wordt eenparig aangenomen.

Amendement n° 231 van de heren Lebrun en Tomas dient bijgevolg geen doel meer.

Het aldus gemaandeerde artikel 92 wordt met 15 tegen 3 stemmen aangenomen.

### Art. 93

Over dit artikel worden geen opmerkingen gemaakt.  
Het wordt eenparig aangenomen.

### Art. 94

#### 1. Besprekking

De heren Draps en De Croo dienen twee amendementen n°s 151 en 152 in. Het amendement n° 151 wil de bevoegdheden van de Minister beperken en het niet aan hem overlaten om zelfs de technische specificaties vast te leggen. De indieners menen inderdaad dat richtlijn 86/361/EEG, die sedert 24 augustus 1986 van toepassing is, in acht moet worden genomen. Zij hebben via hun amendement n° 159 op artikel 68 ook voorgesteld om de essentiële vereisten in de wet zelf in te schrijven.

De Minister verwijst naar de Richtlijn van de Raad betreffende de eerste fase van de onderlinge erkenning van eindapparatuur voor telecommunicatie. In die Richtlijn worden niet alleen essentiële vereisten (art. 2, 17°), maar ook « gemeenschappelijke specificaties van conformiteit » (art. 2, 15°) vermeld. Hieruit blijkt dat de essentiële vereisten niets anders zijn dan de minimumvereisten.

Bovendien wordt de definitie van de essentiële vereisten door het voorstel van Richtlijn betreffende de tweede fase van de onderlinge erkenning van eindapparatuur voor telecommunicatie (Com (90) 263) gewijzigd.

Om die reden vraagt de Minister amendement n° 151 te verworpen.

Amendement n° 152 heeft tot doel ervoor te zorgen dat bij de ontwikkeling van apparatuur, ingeval van proefnemingen of experimenten daarmee, bij tentoonstellingen, of wanneer bijzondere omstandigheden vorhanden zijn, de exploitant van het openbare netwerk de aansluiting van deze apparatuur op zijn netwerk kan toestaan.

Un des auteurs estime qu'il est raisonnable de permettre la connexion sans agrément dans des circonstances exceptionnelles, et ceci après que l'opérateur public en a étudié le risque. Ceci est une pratique normale dans le contexte du système de reconnaissance mutuelle des agréments d'appareils terminaux. C'est pour cette raison qu'une telle procédure d'exception est proposée dans la loi.

Le Ministre souligne que ces pratiques existent déjà actuellement. En outre, cette pratique est rendue possible par l'application du § 2 de l'article 94.

Le Ministre déclare que cette procédure sera inscrite dans les procédures d'agrément fixées sur proposition de l'Institut.

L'amendement n° 152 est retiré.

Un amendement n° 165, déposé dans un premier temps par M. Candries, est également retiré.

Enfin, un quatrième amendement (n° 209) est proposé par MM. Knoops, Draps et De Croo (il est renvoyé au Doc. n° 1287/7, pp. 13-14).

## 2. Votes

Les amendements n°s 151 (MM. Draps et De Croo) et 209 (M. Knoops et consorts) sont successivement rejetés par 15 voix contre 3.

L'article est adopté par 15 voix contre 3.

## Artt. 93 et 94

Ces articles ne donnent lieu à aucun commentaire.

## Art. 95

### 1. Discussion

MM. Draps et De Croo déposent un amendement n° 161 visant à remplacer l'article 95 par de nouvelles dispositions en conformité avec la directive 86/361/CEE. En effet, la procédure de retrait basée sur des spécifications techniques non limitées est contraire à l'article 8 de ladite directive. Le nouveau texte permet également d'adapter le projet de loi à l'article 7 de la directive en préparation pour la mise en œuvre de la reconnaissance mutuelle (COM (89)325).

Le Ministre des PTT fait observer que le projet de loi va au-delà de ceci et qu'il ajoute des exigences à celles de la directive susnommée.

MM. Knoops, Draps et De Croo déposent un amendement n° 227 visant à ajouter *in fine* de l'article 95, 2°, les mots : « conformes aux directives européennes ».

Il s'agit d'admettre le maintien d'anciens appareils terminaux qui ne sont pas en règle avec les nouvelles

Een van de auteurs is de mening toegedaan dat aansluiting in uitzonderlijke omstandigheden zonder goedkeuring redelijkerwijze moet worden toegestaan, nadat de exploitant van het openbare net heeft uitgemaakt welk risico dat inhoudt. Dat is een normale praktijk in een context van onderlingen erkenning van de eindapparaten. Daarom wordt voorgesteld een dergelijke uitzonderingsprocedure in de wet op te nemen.

De Minister wijst erop dat die praktijk al bestaat. Bovendien wordt zulks mogelijk door toepassing van artikel 94, § 2.

De Minister verklaart dat deze procedure zal worden ingevoerd in de op voorstel van het Instituut vastgestelde goedkeuringsprocedures.

Amendement n° 152 wordt ingetrokken.

Ook amendement n° 165, dat aanvankelijk door de heer Candries was ingediend, wordt ingetrokken.

Tot slot wordt een vierde amendement (n° 209) ingediend door de heren Knoops, Draps en De Croo (er wordt verwezen naar Stuk n° 1287/7, blz. 13-14).

### 2. Stemmingen

De amendementen n°s 151 (de heren Draps en De Croo) en 209 (de heer Knoops c.s.) worden achtereenvolgens met 15 tegen 3 stemmen verworpen.

Het artikel wordt met 15 tegen 3 stemmen aangenomen.

## Artt. 93 en 94

Over die artikelen worden geen opmerkingen gemaakt.

## Art. 95

### 1. Bespreking

De heren Draps en De Croo stellen een amendement n° 161 voor om artikel 95 te vervangen door bepalingen die met Richtlijn 86/361/EEG overeenstemmen. De op niet beperkte technische specificaties gebaseerde intrekingsprocedure is namelijk strijdig met artikel 8 van voormelde richtlijn. Dank zij de nieuwe tekst kan het wetsontwerp tevens worden aangepast aan artikel 7 van de richtlijn ter voorbereiding van de tenuitvoerlegging van de onderlinge erkenning (COM (89)325).

De Minister van PTT merkt op dat het wetsontwerp verder gaat dan voornoemde richtlijn en er vereisten aan toevoegt.

De heren Knoops, Draps en De Croo dienen een amendement n° 227 in om *in fine* van artikel 95, 2°, de woorden : « conform de Europese richtlijnen » toe te voegen.

Het gaat erom toe te staan dat oude eindapparaten die niet aan de nieuwe normen beantwoorden, maar

normes, mais qui conviennent encore à leurs utilisateurs et ne mettent pas en danger l'infrastructure publique.

Le Ministre répond que les normes européennes devront être appliquées à tous les appareils terminaux, en respectant une période de transition en ce qui concerne les anciens appareils.

## 2. Votes

Les amendements n°s 161 (MM. Draps et De Croo) et 227 (de M. Knoops et consorts) sont successivement rejetés par 15 voix contre 3.

L'article est adopté par 15 voix contre 3.

## Art. 96

### 1. Discussion

Le Gouvernement dépose un amendement n° 203 visant à remplacer l'article 96, 2°, par de nouvelles dispositions permettant d'informer clairement l'utilisateur d'un terminal sur l'agrément ou l'absence de l'appareil en y mentionnant ces données. Ces dispositions favorisent la protection du consommateur.

MM. Draps et De Croo déposent un amendement n° 153 visant à supprimer au 1° de l'article 96 les mots « et l'usage pour lequel il est agréé ».

En effet, les directives européennes ne font nullement mention de ce que l'usage que l'on fait d'un terminal pourrait être un critère d'agrément. Celui-ci n'est obligatoire que s'il y a une intention de connecter l'appareil à un réseau public ou privé.

Dans le même contexte, l'interdiction de commercialisation ne peut s'appliquer qu'en cas de non-respect des exigences essentielles (article 2 COM (90) 263). Tout aspect technique autre que l'agrément d'un appareil terminal, tel que l'interopérabilité de bout en bout, relève du domaine des relations entre fabricant, fournisseur et client, en d'autres termes, de la liberté de commerce. Tout autre aspect de la relation client/fournisseur tel que la vente, la location, la mise à disposition ou le prêt ne peuvent pas non plus être réglementés à travers les conditions d'agrément.

Il convient donc de respecter les différentes possibilités qu'a le candidat acheteur d'utiliser son terminal, même si elles ne sont pas conformes à l'usage standard.

Le Ministre répond que la directive en préparation pour la mise en œuvre de la reconnaissance mutuelle (COM (90) 263) stipule clairement que le constructeur doit mentionner l'usage précis du terminal. Cette mention obligatoire de l'usage constitue, en outre, une information intéressante pour l'utilisateur du terminal.

nog bruikbaar worden geacht door de gebruikers ervan en voorts geen gevaar vormen voor de openbare infrastructuur, worden behouden.

De Minister antwoordt dat op alle eindapparaten de Europese normen zullen moeten worden toegepast, waarbij evenwel een overgangsperiode in acht wordt genomen.

### 2. Stemmingen

De amendementen n°s 161 (de heren Draps en De Croo) en 227 (de heer Knoops c.s.) worden achtereenvolgens verworpen met 15 tegen 3 stemmen.

Het artikel wordt aangenomen met 15 tegen 3 stemmen.

## Art. 96

### 1. Bespreking

De Regering stelt een amendement n° 203 voor om artikel 96, 2°, te vervangen door nieuwe bepalingen dank zij welke de gebruiker er duidelijk kan over worden ingelicht of zijn apparaat al of niet is goedgekeurd, doordat zulks op het apparaat wordt vermeld. Die bepalingen dragen bij tot de bescherming van de consument.

De heren Draps en De Croo stellen een amendement n° 153 voor dat ertoe strekt in het 1° van artikel 96, de woorden « en het gebruik waarvoor het is goedgekeurd » weg te laten.

De Europese richtlijnen vermelden immers niet dat het gebruik van een eindapparaat een criterium voor goedkeuring zou zijn. Dat wordt pas een verplichting indien het de bedoeling is het apparaat op een openbaar of particulier net aan te sluiten.

In hetzelfde verband geldt het verbod tot commercialisatie alleen indien aan de essentiële vereisten niet wordt voldaan (artikel 2 COM (90) 263). Elk ander technisch aspect dan de goedkeuring van een eindapparaat, zoals de interoperabiliteit van het begin tot het einde, behoort tot de relaties tussen fabrikant, leverancier en klant, met andere woorden tot de vrijheid van handel. Ook de andere facetten van de relatie leverancier-klant, zoals verkoop, huur, terbeschikkingstelling of in leen geven, kunnen evenmin via de goedkeuringsvoorraarden worden geregeld.

De verschillende mogelijkheden die voor de potentiële koper openstaan om zijn eindapparaat te gebruiken dienen dus in acht te worden genomen, zelfs als die mogelijkheden van de standaardnormen afwijken.

De Minister antwoordt dat de in voorbereiding zijnde richtlijn betreffende de toepassing van de onderlinge erkenning (COM (90) 263) duidelijk bepaalt dat de constructeur het juiste gebruik van het eindapparaat dient te vermelden.

Un des auteurs de l'amendement fait remarquer que cette disposition n'est cependant pas conforme aux directives européennes actuellement en vigueur.

## 2. Votes

L'amendement n° 153 de MM. Draps et De Croo est rejeté par 15 voix contre 3.

L'amendement n° 203 du Gouvernement est adopté par 15 voix et 3 abstentions.

L'article tel qu'amendé est adopté par 15 voix contre 3.

## Art. 97

### 1. Discussion

MM. Draps, Knoops et De Croo déposent un amendement n° 154 visant à limiter dans des proportions raisonnables les droits qui sont attribués par le projet à BELGACOM en ce qui concerne l'établissement de câbles, lignes aériennes et équipements connexes dans le domaine public et les propriétés privées.

BELGACOM doit être tenu pour responsable et sanctionné en cas de dommages causés à des tiers lors de la pose d'équipements de télécommunication sur leurs propriétés.

Le Ministre fait observer que des restrictions claires engageant la responsabilité de BELGACOM sont reprises dans le texte du § 1<sup>er</sup>.

Ainsi, il est stipulé que les travaux d'installation d'équipements de télécommunication doivent être exécutés dans le respect de la destination du bien et des dispositions légales et réglementaires régissant leur utilisation. La responsabilité de BELGACOM est donc implicite.

Un des auteurs de l'amendement demande quels droits supplémentaires seront octroyés à BELGACOM par rapport à ceux de la RTT, tels qu'indiqués dans la loi du 13 octobre 1930 coordonnant les différentes dispositions législatives concernant la télégraphie et la téléphonie avec fil.

Il demande également si les sanctions pénales prévues pour protéger la destruction, même involontaire, des câbles de la RTT valent également pour BELGACOM.

Le Ministre répond que l'article 97 constitue en fait une remise à jour de l'ancien article 2 de la loi du 13 octobre 1930 susnommée.

Alors que l'ancienne loi de 1930 évoquait uniquement l'établissement de lignes aériennes et souterraines, l'article 97 évoque l'installation d'équipements connexes.

La prise en compte des travaux nécessaires au maintien, à la modification, à la réparation, à l'enlèvement et au contrôle des câbles, lignes aériennes et

Een van de indieners van het amendement merkt op dat die bepaling echter niet met de thans vigerende Europese richtlijnen strookt.

### 2. Stemmingen

Amendement n° 153 van de heren Draps en De Croo wordt verworpen met 15 tegen 3 stemmen.

Amendement n° 203 van de Regering wordt aangenomen met 15 tegen 3 stemmen.

Het aldus geamendeerde artikel wordt aangenomen met 15 tegen 3 stemmen.

## Art. 97

### 1. Besprekking

De heren Draps, Knoops en De Croo dienen een amendement n° 154 in, dat beoogt de door het ontwerp aan BELGACOM toegekende rechten met betrekking tot de aanleg, op het openbaar domein en op particuliere eigendommen, van kabels, bovengrondse lijnen en bijbehorende uitrusting binnен redelijke proporties te houden.

BELGACOM moet aansprakelijk kunnen worden gesteld en bestraft kunnen worden voor het geval dat derden ten gevolge van het aanleggen van telecommunicatie-uitrustingen op hun eigendommen schade lijden.

De Minister merkt op dat de tekst van § 1 duidelijke beperkingen bevat waardoor BELGACOM aansprakelijk kan worden gesteld.

Zo wordt bepaald dat de werken voor de aanleg van telecommunicatie-uitrusting moeten worden uitgevoerd mits de bestemming van het goed en de wettelijke en bestuursrechtelijke bepalingen die het gebruik ervan regelen, in acht worden genomen. De aansprakelijkheid van BELGACOM is dus impliciet.

Een van de indieners van het amendement vraagt welke extra rechten aan BELGACOM zullen worden toegekend in vergelijking met die welke de RTT bezit en die zijn opgesomd in de wet van 13 oktober 1930 « tot samenordening der verschillende wetsbepalingen op de telegrafie en de telefonie met draad ».

Voorts vraagt hij of de strafbepalingen waarin voorzien wordt om de kabels van de RTT tegen zelfs onvrijwillige vernieling te beveiligen, ook voor BELGACOM gelden.

De Minister antwoordt dat artikel 97 in feite een aanpassing is van het vroegere artikel 2 van voormalde wet van 13 oktober 1930.

Terwijl in de vroegere wet van 1930 alleen sprake was van het aanleggen van bovengrondse en ondergrondse lijnen, heeft artikel 97 het ook over de aanleg van bijbehorende uitrusting.

Ook het feit dat rekening wordt gehouden met de werken die nodig zijn voor de instandhouding, de wijziging, de herstelling, de opruiming en de controle op

équipements connexes constitue également un élément nouveau par rapport au texte de la loi de 1930.

Le préopinant fait observer que l'article 1<sup>er</sup> de la loi de 1930 susnommée prévoyait qu'aucun travail de pose de câbles sur des propriétés privées ne pouvait être entrepris sans l'accord préalable du propriétaire ou du locataire et que cet article protégeait le tiers contre tout abus de la part de la RTT.

Le Ministre fait observer que le système de protection des propriétés privées est plus amplement détaillé dans l'ensemble des articles du Chapitre IX.

Il ajoute que l'article 100, par exemple, constitue à cet égard une modernisation de l'article 5 de la loi de 1930, car il permet au propriétaire qui ne serait pas d'accord avec l'exécution de travaux aux câbles de télécommunication se trouvant sur sa propriété, servant au raccordement de l'utilisateur du bâtiment, de formuler une contre-proposition dont il devra toutefois supporter le coût supplémentaire.

## 2. Votes

L'amendement n° 154 de M. Draps et consorts est rejeté par 15 voix contre 3.

L'article est adopté par 15 voix contre 3.

## Art. 98

### 1. Discussion

Un membre fait allusion à une note de l'Union des Villes et Communes faisant référence au manque de coordination entre les autorités locales et la RTT pour l'exécution de travaux.

La RTT ne tient pas assez compte des désiderata des pouvoirs locaux dans la réalisation de sa politique d'installation des équipements de télécommunication. L'intervenant ajoute qu'il souscrit d'ailleurs à l'esprit des amendements n°s 193, 194 et 195 déposés par MM. Draps et De Croo, défendant le même point de vue.

Le manque de coordination a comme conséquence que des aménagements exécutés par la commune sont endommagés.

Ce souci d'une plus grande coordination des travaux doit être traduit dans un arrêté royal ou dans le texte même.

Le membre voudrait également savoir comment le Ministre entend organiser la coordination entre la RTT et les autorités des Régions.

Un autre membre fait état de problèmes concrets. La RTT n'avise pas à temps les autorités locales des rues qu'elle compte mettre en chantier. Elle ne se concerte pas avec les associations de commerçants. La

de kabels, bovengrondse lijnen en bijbehorende uitrustingen is in vergelijking met de wettekst uit 1930 een nieuw gegeven.

De vorige spreker wijst erop dat artikel 1 van voormalde wet van 1930 bepaalde dat geen werken voor het leggen van kabels op particuliere eigendommen kunnen worden aangevat zonder voorafgaande instemming van de eigenaar of van de huurder en dat het artikel de derde tevens beschermd tegen enigerlei misbruik van de RTT.

De Minister merkt op dat de regeling voor de bescherming van de particuliere eigendommen op meer omstandige wijze toegelicht wordt in de artikelen van Hoofdstuk IX.

Hij voegt eraan toe dat bijvoorbeeld artikel 100 in dat verband een moderne versie van artikel 5 van de wet van 1930 is, aangezien de eigenaar die het er niet mee eens is dat aan telecommunicatiekabels in zijn eigendom werken worden uitgevoerd om de gebruiker van het gebouw aan te sluiten, nu een tegenvoorstel kan doen, waarvan hij evenwel de extra kosten zal moeten dragen.

## 2. Stemmingen

Amendement n° 154 van de heer Draps c.s. wordt verworpen met 15 tegen 3 stemmen.

Het artikel wordt aangenomen met 15 tegen 3 stemmen.

## Art. 98

### 1. Bespreking

Een lid verwijst naar een nota van de Vereniging van Steden en Gemeenten waarin het gebrek aan coördinatie wordt aangeklaagd tussen de lokale overheid en de RTT wanneer werken moeten worden uitgevoerd.

De RTT houdt in haar beleid inzake de aanleg van telecommunicatie-infrastructuur te weinig rekening met de wensen van de lokale overheid. Spreker voegt eraan toe dat hij zich kan aansluiten bij de inhoud van de amendementen n°s 193, 194 en 195 van de heren Draps en De Croo, waarin een zelfde standpunt wordt verdedigd.

Het gebrek aan coördinatie heeft tot gevolg dat door de gemeente uitgevoerde aanpassingen worden beschadigd.

De wens om de werken beter te coördineren, moet tot uiting komen in een koninklijk besluit of in de tekst van het ontwerp zelf.

Het lid wenst ook te vernemen hoe de Minister de coördinatie tussen de RTT en de gewestelijke overheden denkt te organiseren.

Een ander lid brengt een aantal concrete problemen ter sprake. Zo deelt de RTT de lokale overheid niet tijdig mee welke straten ze zal openbreken en overlegt zij niet met de verenigingen van handelaren.

remise en état des rues après, les travaux laisse également à désirer.

MM. Knoops, Draps et De Croo déposent une série d'amendements basés sur des suggestions de l'Union des Villes et des Communes.

L'amendement (n° 194) vise à assurer une meilleure exécution des travaux de réfection du domaine public. A l'heure actuelle, la RTT se limite trop souvent à remettre en état les revêtements existants après clôture du chantier sans s'occuper des travaux de fondation et en ne se souciant pas des directives techniques des autorités locales.

Le Ministre acquiesce à l'idée d'une concertation entre les autorités communales et BELGACOM et du respect d'un code de bonne conduite pour la RTT dans le cadre de travaux de télécommunications sur le territoire communal.

Il souligne que l'article 98, § 1<sup>er</sup> constitue une amélioration par rapport à la situation que l'on connaît actuellement. En effet, la commune, à l'heure actuelle, doit donner ses avis dans les vingt jours sur le plan des lieux et les caractéristiques d'aménagement proposés par la RTT, alors que l'Etat n'est pas soumis à ce délai.

Dans l'article 98, § 1<sup>er</sup> du présent projet de loi, il est proposé que la commune et l'Etat puissent disposer pour ce faire de deux mois. Cette procédure existe déjà pour les sociétés de distribution de télévision.

Il va de soi qu'en cas de panne ou de défectuosité nécessitant une réparation urgente, aucun délai ne sera établi préalablement et l'intervention sera immédiate.

Un membre fait remarquer que BELGACOM a intérêt à augmenter ces délais autant que possible et ce, surtout en cas de chantiers groupés qui permettraient de coordonner les travaux des communes et de BELGACOM.

Un des auteurs de l'amendement estime également que s'il y avait une coordination entre la RTT et l'autorité communale, les frais seraient avantageusement partagés.

Un membre demande ce qu'il en est du cadastre des équipements d'utilité publique. Ne faudrait-il pas en effet obliger la RTT à communiquer aux autorités locales le plan indiquant l'endroit exact où se trouvent les câbles de télécommunication ?

Le Ministre des PTT fait observer que l'organisation des travaux relatifs à l'installation de lignes de télécommunication dans les communes est souvent perturbée par l'urgence de certains raccordements. D'autre part, le réseau de câbles étant extrêmement dense, l'endommagement et le remplacement sont normaux. La RTT dépense actuellement des sommes importantes pour établir des cartes reprenant le réseau de câbles de télécommunication en sous-sol. La Belgique devrait s'inspirer de ce qui se fait à l'étranger en matière de cadastre des équipements d'utilité publique où l'ensemble des conduites de gaz, d'électricité, et des réseaux de télécommunication sont dessinés.

Ook de manier waarop de RTT de straten na afloop van de werken herstelt, laat te wensen over.

De heren Knoops, Draps en De Croo dienen een reeks amendementen in die gebaseerd zijn op voorstellen van de Vereniging van Steden en Gemeenten.

Amendement n° 194 wil een betere uitvoering van herstelwerkzaamheden op openbare plaatsen garanderen. Na afloop van de werken beperkt de RTT er zich nu maar al te vaak immers toe het bestaande wegdek te herstellen, zonder zich om de funderingswerken of om technische instructies van de lokale overheid te bekommeren.

De Minister hecht zijn goedkeuring aan de idee van een overleg tussen de gemeentelijke overheden en BELGACOM. Ook is hij het ermee eens dat er een gedragscode komt voor de RTT in het raam van de telecommunicatiewerkzaamheden op het grondgebied van de gemeente.

Hij wijst erop dat artikel 98, § 1, een duidelijk betere situatie schept dan wat we tot nu toe kennen. Momenteel moet de gemeente binnen twintig dagen advies uitbrengen over het plan van aanleg en de door de RTT voorgestelde bijzonderheden ervan; de Staat is daarentegen niet aan die termijnen onderworpen.

In artikel 98, § 1, van het wetsontwerp wordt voorgesteld dat de gemeente en de Staat, twee maanden krijgen om te beslissen. Die procedure bestaat nu al voor de kabeltelevisemaatschappijen.

Het spreekt vanzelf dat in geval van panne of defect die een dringende herstelling vergen vooraf geen termijn wordt vastgesteld en de interventie dadelijk zal geschieden.

Een lid merkt op dat BELGACOM er belang bij heeft die termijnen zoveel mogelijk te verlengen, vooral in het geval van gegroepeerde werken; op die manier kunnen de werkzaamheden van de gemeente met die van BELGACOM worden gecoördineerd.

Ook een van de indieners van het amendement vindt dat samenwerking tussen de gemeenteoverheid en BELGACOM tot een voordelige kostenverdeling zou leiden.

Een lid vraagt hoe het staat met het kadaster van de nutsvoorzieningen. Moet de RTT niet worden verplicht aan de lokale overheid het plan over te leggen waarop is aangegeven waar de telecommunicatiekabels zich precies bevinden ?

De Minister van PTT merkt op dat de organisatie van de werkzaamheden betreffende de installatie van telecommunicatielijnen in de gemeenten vaak verstoord wordt omdat aan bepaalde aansluitingen voorrang moet worden gegeven. Voorts is het kabelnet uiterst dicht, zodat beschadiging en vervanging daadelijk kost zijn. De RTT besteedt thans aanzienlijke bedragen om het ondergrondse kabelnet in kaart te brengen. België zou echter een voorbeeld moeten nemen aan wat in het buitenland gebeurt inzake het kadaster van nutsvoorzieningen, waarop alle gas- en elektriciteitsleidingen en het telecommunicatienetwerk staan uitgetekend.

Il serait bon que d'autres sociétés de distribution de gaz ou d'électricité s'associent à ce projet de cadastre modernisé pour en partager les coûts.

Le Ministre se déclare également partisan d'une concertation entre la RTT, les communes et les intercommunales de gaz et d'électricité préalablement à toute installation d'équipements au niveau local.

Un membre estime qu'il est paradoxal que, vu le peu d'information dont on dispose sur la localisation exacte des lignes de télécommunication, on puisse sanctionner un éventuel déprédateur.

Le Ministre des PTT répond que l'exécuteur de travaux ne sera sanctionné qu'au cas où son manque de précaution est prouvé. Il appartient au juge de décider si c'est le cas ou non.

Il fait en outre remarquer que certaines communes profitent des travaux entièrement financés par la RTT pour réaliser des plus-values en leur faveur.

MM. Knoops, Draps et De Croo déposent un amendement (n° 193) visant à permettre à l'autorité dont relève le domaine public de déterminer elle-même la façon de réparer son domaine. BELGACOM est alors tenu de lancer une offre de prix pour effectuer les travaux de réfection. Si le prix proposé par l'autorité dépasse de 10 % celui de BELGACOM, l'autorité choisira le mode d'exécution à adopter et versera la différence à BELGACOM. Dans l'autre cas, l'autorité est libre d'effectuer elle-même les travaux de réparation pour le prix offert, aux frais de BELGACOM.

Le Ministre répond que l'article 98 n'empêche pas la conclusion d'un accord entre BELGACOM et la Commune pour mettre sur pied un règlement en la matière. Il rappelle que le plan des lieux et les caractéristiques d'aménagement doivent être soumis à l'approbation de l'autorité dont relève le domaine public avant que la décision pour la pose des câbles de télécommunication ne soit exécutée.

Un des auteurs de l'amendement fait observer que, malgré les concertations préalables, l'arrêté royal d'exécution des travaux ne reflète pas toujours l'accord intervenu entre les communes et la RTT et qu'il impose le point de vue de la RTT.

MM. Knoops, Draps et De Croo déposent un amendement (n° 195) visant à ajouter in fine de l'article 98, § 2 les mots : « au moment de soumettre les plans des travaux au gestionnaire de la voirie ».

En effet, la définition « situés dans le domaine public » n'est pas assez explicite. Qu'entend-on par là ? S'agit-il des seuls ouvrages existants ou aussi de ceux qui doivent encore être entamés, qui sont prévus par le gestionnaire de la voirie lui-même ou par des tiers ? Les auteurs estiment qu'il faut limiter le droit

Het ware een goede zaak indien andere gas- en elektriciteitsdistributiemaatschappijen zich bij het project van een gemoderniseerd kadaster zouden aansluiten om de kosten ervan te delen.

De Minister verklaart er eveneens voorstander van te zijn dat de RTT, de gemeenten en de gas- en elektriciteitsintercommunales eerst onderling overleg plegen vooraleer op plaatselijk vlak een nutsvoorziening wordt aangelegd.

Een lid acht het paradoxaal dat men, gezien de geringe informatie die over de telecommunicatielijnen vorhanden is, toch een eventuele vernieler kan straffen.

De Minister van PTT antwoordt dat de uitvoerder van werken slechts gestraft wordt indien bewezen is dat hij onvoldoende voorzorgsmaatregelen heeft genomen. De rechter moet uitmakenwanneer dat al dan niet het geval is.

Bovendien maken bepaalde gemeenten van de volledig door de RTT gefinancierde werken gebruik om verbeteringen ten opzichte van de oorspronkelijke staat tot stand te brengen.

De heren Knoops, De Croo en Draps stellen een amendement (n° 193) voor om de overheid waaronder het openbaar domein ressorteert in staat te stellen zelf te bepalen hoe haar domein wordt hersteld. BELGACOM is dan verplicht een prijsofferte te doen om de herstellingswerkzaamheden uit te voeren. Zo de door de overheid voorgestelde prijs die van BELGACOM met 10 % overschrijdt, kiest de overheid de wijze van uitvoering en betaalt ze het prijsverschil aan BELGACOM. In het andere geval staat het de overheid vrij zelf de herstellingswerkzaamheden op basis van de offerte uit te voeren op kosten van BELGACOM.

De Minister antwoordt dat artikel 98 niet verhindert dat tussen BELGACOM en de gemeente een overeenkomst kan worden gesloten om ter zake een regeling uit te werken. De Minister herinnert eraan dat het plan van aanleg en de bijzonderheden daarover moeten worden goedgekeurd door de overheid waaronder het openbaar domein ressorteert behoort vóór de beslissing om kabels aan te leggen wordt genomen.

Een van de indieners van het amendement merkt op dat uit het koninklijk besluit tot uitvoering van de werken, ondanks overleg vooraf, niet altijd blijkt dat tussen de gemeenten en BELGACOM een overeenkomst is gesloten : het besluit legt namelijk het standpunt van de RTT op.

De heren Knoops, Draps en De Croo stellen een amendement (n° 195) voor dat ertoe strekt in fine van artikel 95 de woorden « op het ogenblik dat het plan van aanleg aan de beheerder van de weg wordt gestuurd » toe te voegen.

De omschrijving « die in het openbaar domein wordt aangebracht » is immers niet duidelijk genoeg. Wat wordt daaronder verstaan ? Alleen de bestaande bouwwerken of ook de nog op te trekken bouwwerken die door de beheerder van de wegen zelf of door een derde in uitzicht worden gesteld ? Volgens de indie-

de passage aux ouvrages existants parce qu'il est impossible d'accorder des droits sur des biens encore inexistants.

Si, par la suite, on procède à des travaux qui gênent le « premier occupant », il faut que le « second occupant » en subisse les conséquences.

MM. Knoops, Draps et De Croo déposent un amendement (n° 196) visant à donner également le droit aux autorités de faire modifier ou déplacer, même provisoirement, l'installation, et ce, même si ces modifications ou ce déplacement servent uniquement à faciliter les travaux prévus ou à en réduire le prix.

Ils entendent ainsi accentuer la souveraineté du gestionnaire du domaine public et obliger la RTT à intervenir, même en vue de faciliter certains travaux souterrains.

Il faudrait aussi veiller à ce que la RTT soit obligée d'enlever les câbles ou canalisations désaffectés et chercher à limiter les marges de déviation pour la localisation des canalisations.

Le Ministre des PTT fait observer que les frais de modification ou de déplacement des câbles, lignes aériennes et équipements connexes sur les propriétés privées sont à charge de BELGACOM, comme stipulé au § 3 de l'article 99.

Un membre demande si ce principe est également d'application dans le domaine public.

Le Ministre des PTT répond que le § 3 de l'article 98 stipule que l'autorité a le droit de faire modifier l'installation ou le plan d'aménagement des câbles, lignes aériennes et équipements connexes sur le domaine public aux frais de BELGACOM, si elle veut exécuter des travaux sur son propre domaine et que le déplacement des installations de BELGACOM est nécessaire à cet effet.

Un des auteurs insiste pour que le terme « domaine public » soit interprété comme « Le domaine public ... dans l'état où il se trouve au moment du dépôt des plans des travaux » et non « le domaine public qui résulterait de constructions ultérieures ».

Le Ministre acquiesce à cette proposition et les auteurs retirent leur amendement n° 195.

Un membre demande de quelle autorité dépendra la décision en cas de contestation persistante.

Le Ministre répond qu'il est alors statué par arrêté royal.

## 2. Votes

Les amendements n°s 194, 193 et 196 de MM. Knoops, Draps et De Croo sont successivement rejetés par 15 voix contre 3.

L'article est adopté par 15 voix contre 3.

Indien later werken worden uitgevoerd die « de eerste gebruiker » hinder bezorgen, moet « de tweede gebruiker » daarvan de gevolgen dragen.

De heren Knoops, Draps en De Croo stellen een amendement (n° 196) voor dat ertoe strekt de overheid ook het recht te geven de installatie te wijzigen of, zelfs tijdelijk, te verplaatsen ook al dienen die wijzigingen of verplaatsingen alleen om de geplande werkzaamheden te vergemakkelijken of de kostprijs ervan te verlagen.

Op die manier willen zij de soevereiniteit van de beheerder van het openbaar domein beklemtonen en de RTT ertoe verplichten tussenbeide te komen om bepaalde ondergrondse werkzaamheden te vergemakkelijken.

Ook moet erop worden toegezien dat de RTT verplicht wordt niet meer gebruikte kabels of leidingen weg te halen; voorts moet ernaar worden gestreefd de marges inzake afwijkingen bij de plaatsbepaling van de leidingen zo klein mogelijk te houden.

De Minister van PTT merkt op dat BELGACOM moet betalen voor het wijzigen of verplaatsen van kabels, bovengrondse lijnen en bijbehorende uitrusting op particuliere eigendommen, zoals wordt bepaald in § 3 van artikel 99.

Een lid vraagt of dat beginsel ook wordt toegepast waar het installaties op het openbaar domein betreft.

De Minister van PTT antwoordt dat § 3 van artikel 98 bepaalt dat de overheid het recht heeft om de installatie of het plan van aanleg van de kabels, bovengrondse lijnen en bijbehorende uitrusting voor rekening van BELGACOM te doen wijzigen, indien zij op haar domein werken wenst uit te voeren waarvoor bepaalde installaties van BELGACOM moeten worden verplaatst.

Een van de indieners vraagt met aandrang dat de term « openbaar domein » wordt geïnterpreteerd als « het openbaar domein ... in de staat waarin het zich bevindt op het ogenblik dat de plannen van aanleg worden ingediend » en niet als « het openbaar domein dat uit latere bouwwerkzaamheden voortkomt ».

De Minister willigt dat voorstel in, waarop de indieners hun amendement (n° 195) intrekken.

Een lid vraagt welke gezagdrager in geval van blijvende betwisting de beslissing neemt.

De Minister antwoordt dat dan bij koninklijk besluit wordt beslist.

## 2. Stemmingen

De amendementen n°s 194, 193 en 196 van de heren Knoops, Draps en De Croo worden achtereenvolgens verworpen met 15 tegen 3 stemmen.

Het artikel wordt aangenomen met 15 tegen 3 stemmen.

Art. 99

1. *Discussion*

Un membre demande si la décision motivée prise par l'Institut dans un délai d'un mois après réception d'une réclamation motivée (§ 2 in fine) a un caractère final.

Le Ministre répond par l'affirmative mais remarque que, confirmant l'Institut étant classé parmi les parastataux de la catégorie A, un recours est donc possible auprès du Conseil d'Etat.

2. *Vote*

L'article est adopté par 15 voix contre 3.

Art. 100

1. *Discussion*

En réponse à une question d'un membre, le Ministre précise que cet article s'inspire des dispositions de l'article 5, deuxième alinéa, de la loi du 13 octobre 1930 coordonnant les différentes dispositions législatives concernant la télégraphie et la téléphonie avec fil. La possibilité de faire une contre-proposition constitue toutefois une innovation.

Le membre fait observer que cette possibilité n'empêche pas que la décision revienne en tout état de cause à BELGACOM.

Le Ministre attire l'attention sur le fait que la situation visée ici diffère des situations envisagées dans les articles précédents : il s'agit ici des travaux nécessités par le raccordement de bâtiments à l'infrastructure de BELGACOM.

2. *Vote*

L'article est adopté par 15 voix contre 3.

Art. 101

Un membre demande que soient donnés des exemples des « autres cas » visés au § 2, 2°, c'est-à-dire ceux où les frais du raccorciissement des branches ou des racines sont à charge de BELGACOM.

Le Ministre répond que c'est notamment le cas lorsque les arbres ou plantations se trouvent sur le domaine public.

L'article est adopté par 15 voix contre 3.

Art. 99

1. *Besprekking*

Een lid vraagt of de gemotiveerde beslissing die het Instituut binnen de termijn van een maand na ontvangst van een gemotiveerd bezwaarschrift (§ 2 in fine) neemt, de uiteindelijke beslissing is.

De Minister antwoordt bevestigend maar wijst erop dat het Instituut tot de parastatale instellingen van categorie A behoort, en bijgevolg bij de Raad van State beroep kan worden ingesteld.

2. *Stemming*

Het artikel wordt aangenomen met 15 tegen 3 stemmen.

Art. 100

1. *Besprekking*

De Minister preciseert in antwoord op een vraag van een lid, dat dit artikel is geïnspireerd op de bepalingen van artikel 5, tweede lid, van de wet van 13 oktober 1930 tot samenordening der verschillende wetsbepalingen op de telegrafie en de telefonie met draad. De mogelijkheid tot tegenvoorstel is echter een nieuw element.

Het lid merkt op dat die mogelijkheid niet verhindert dat de beslissing hoe dan ook bij BELGACOM ligt.

De Minister vestigt de aandacht op het feit dat de hier bedoelde toestand verschilt van de toestanden die in de vorige artikelen aan de orde waren. Hier gaat het om werken die nodig zijn ten gevolge van de aansluiting van gebouwen op de infrastructuur van BELGACOM.

2. *Stemming*

Het artikel wordt aangenomen met 15 tegen 3 stemmen.

Art. 101

Een lid wenst andere voorbeelden van « overige gevallen » die in § 2, 2°, worden bedoeld, met name de kosten ten laste van BELGACOM voor het inkorten van takken of wortels.

De Minister antwoordt dat dit onder andere het geval is voor op openbaar domein geplante bomen.

Het artikel wordt aangenomen met 15 tegen 3 stemmen.

## Arts. 102 et 103

Ces articles n'appellent pas d'observation. Ils sont successivement adoptés par 15 voix contre 3.

## Art. 104

1. *Discussion*

MM. Draps, Knoops et De Croo déposent un amendement (n° 155) qui apporte au texte de l'article un certain nombre de modifications (cf. Doc. n° 1287/4, p. 30) dans le but de garantir les droits du premier occupant, pour autant que celui-ci respecte les règlements en vigueur et pour autant que la notion de sécurité reste centrale lors de l'exécution de travaux. L'un des auteurs souligne que les contraintes imposées à l'article 104 ne devraient viser que les gestionnaires de nouvelles installations électriques.

Le Ministre fait observer que, par exemple, une personne occupée par BELGACOM à travailler à l'infrastructure de télécommunication peut tout aussi bien être victime d'accidents dus à des installations anciennes que nouvelles. Il convient dès lors de se prémunir contre ce risque.

Le Ministre attire en outre l'attention sur le fait que les dispositions proposées à l'art. 104 s'inspirent de ce qui est prévu à l'art. 32 du Règlement Général de Protection du Travail.

2. *Votes*

L'amendement n° 155 de MM. Draps, Knoops et De Croo est rejeté par 15 voix contre 3.

L'article est adopté par 15 voix contre 3.

## Art. 105

Cet article n'appelle aucune observation.  
Il est adopté par 15 voix contre 3.

## Art. 106

1. *Discussion*

Un membre demande ce qu'il faut entendre par les concepts de « marge bénéficiaire raisonnable » et d'« indemnité d'accès raisonnable ».

Le Ministre déclare que ces notions s'inspirent des principes de tarification harmonisés, définis au point 4 de l'annexe II de la directive du Conseil du 28 juin 1990 relative à l'établissement d'un marché intérieur des services de télécommunications par la mise en œuvre de la fourniture d'un réseau ouvert de télécommunications.

## Arts. 102 en 103

Over die artikelen worden geen opmerkingen gemaakt. Ze worden achtereenvolgens aangenomen met 15 tegen 3 stemmen.

## Art. 104

1. *Besprekning*

De heren Draps, Knoops en De Croo dienen een amendement (nr 155) in dat aan het artikel een aantal wijzigingen wil aanbrengen (zie Stuk nr 1287/4, blz. 30). Het amendement wil de rechten van de eerste gebruiker waarborgen op voorwaarde dat deze de bestaande regelgeving in acht neemt en dat het begrip veiligheid bij de uitvoering van de werken centraal staat. Een van de auteurs onderstreept dat de in artikel 104 bepaalde voorwaarden alleen op de beheerders van nieuwe elektrische installaties mogen slaan.

De Minister stelt dat bijvoorbeeld de mensen die bij BELGACOM tewerkgesteld zijn en die aan de infrastructuur voor telecommunicatie werken, het slachtoffer kunnen zijn van ongevallen met zowel oude als nieuwe elektrische installaties. Dat gevaar moet derhalve voorkomen worden.

Voorts vestigt de Minister de aandacht op het feit dat de in artikel 104 voorgestelde bepalingen geïnspireerd zijn door artikel 32 van het Algemeen Reglement voor de Arbeidsbescherming.

2. *Stemmingen*

Het amendement nr 155 van de heren Draps, Knoops en De Croo wordt verworpen met 15 tegen 3 stemmen.

Het artikel wordt aangenomen met 15 tegen 3 stemmen.

## Art. 105

Over dit artikel worden geen opmerkingen gemaakt.  
Het wordt aangenomen met 15 tegen 3 stemmen.

## Art. 106

1. *Besprekning*

Een lid vraagt wat men verstaat onder de begrippen « redelijke winstmarge » en « redelijke toegangsvergoeding ».

De Minister verklaart dat die begrippen zijn geïnspireerd door de geharmoniseerde tariefsbeginstellen die zijn omschreven in punt 4 van bijlage II van de Richtlijn van de Raad van 28 juni 1990 betreffende de totstandbrenging van de interne markt voor telecomunicatiediensten door middel van de tenuitvoerlegging van de Open Network Provision (ONP).

Le membre fait observer que les notions en cause ne figurent pas explicitement dans la directive citée.

Le Ministre renvoie au deuxième alinéa (« les tarifs doivent ... être *en principe* orientés vers les coûts ... ») et au troisième alinéa du point 4 cité ci-dessus (« Toute taxe pour l'accès aux ressources ou services du réseau doit ... tenir compte également ... de la nécessité d'un taux de retour raisonnable par rapport aux investissements effectués »), dont les notions de « prix de revient majoré d'une marge bénéficiaire raisonnable » et d'« indemnité d'accès raisonnable » constituent respectivement la transposition. Le niveau des tarifs reste en effet, de la compétence des autorités nationales. En Belgique, ce sera fait via les dispositions du contrat de gestion (article 3, § 2, 2°).

MM. Knoops, Draps et De Croo déposent un amendement n° 179, qui vise à supprimer la référence à l'indemnité d'accès raisonnable. L'un des auteurs déplore que l'introduction de charges d'accès pour circuits loués est contraire à l'accord entre la Conférence européenne des administrations des postes et télécommunications (CEPT) et la Commission du 6 mars 1990. Le profit potentiel des sociétés belges qui voudraient se présenter sur le marché européen en serait par ailleurs affecté. Enfin, cette disposition risque d'influencer négativement des investisseurs potentiels.

Le Ministre fait observer que la disposition contestée par les auteurs de l'amendement ne représente en fait qu'une faculté (« ... ce tarif peut être majoré d'une indemnité d'accès raisonnable ») et que l'usage qui en sera fait dépendra de la formule retenue dans la directive en projet sur les lignes louées. Enfin, le Ministre exprime son souci de garantir la position concurrentielle de BELGACOM et de l'ensemble du secteur des télécommunications en Belgique.

Un second alinéa est proposé par l'amendement n° 73 du Gouvernement. Il instaure la communication par BELGACOM à la Commission des Communautés européennes des éléments permettant d'apprécier le bien-fondé des augmentations des tarifs applicables aux liaisons fixes.

Le Ministre précise que cet ajout découle de l'obligation instaurée par l'article 4, dernier alinéa, de la directive de la Commission du 28 juin 1990 relative à la concurrence dans les marchés des services de télécommunications.

A la question d'un membre de savoir si l'avis de la Commission des Communautés européennes remplace celui de la Commission des prix ou s'il s'y superpose, le Ministre renvoie à la référence aux règles établies à l'article 9, qui figure au début du premier alinéa : la législation sur le contrôle des prix reste donc d'application.

Le membre conclut de ceci que les tarifs applicables aux liaisons fixes doivent satisfaire à trois conditions : être basés sur le prix de revient majoré d'une marge bénéficiaire raisonnable et être acceptés par la Com-

Het lid merkt op dat de betrokken begrippen niet expliciet in de aangehaalde richtlijn staan.

De Minister verwijst naar het tweede lid (« de tarieven moeten ... *in beginsel* op de kostprijs zijn georiënteerd ... ») en naar het derde lid van het bovenvermelde punt 4 (« indien de kosten voor toegang tot netwerkhuipmiddelen in rekening worden gebracht, ... moet ook rekening worden gehouden met de noodzaak van een redelijk rendement van de gedane investeringen ») waarvan de begrippen « de kostprijs verhoogd met een redelijke winstmarge » en « redelijke toegangsvergoeding » respectievelijk de omzetting zijn. Het niveau van de tarieven blijft immers tot de bevoegdheid van de nationale overheid behoren; in België zal dit gebeuren via de bepalingen van het beheerscontract (artikel 3, § 2, 2°).

De heren Knoops, Draps en De Croo dienen een amendement n° 179 in, dat de verwijzing naar de redelijke toegangsvergoeding wil weglaten. Een van de indieners stelt dat de invoering van toegangslasten voor gehuurde netwerken in tegenspraak is met het akkoord dat op 6 maart 1990 tussen de Commissie en de Europese Conferentie van Posterijen en Telecommunicatiebesturen werd gesloten. Het mogelijke financiële voordeel van de Belgische bedrijven die op de Europese markt willen opereren, zou er overigens door beïnvloed worden. Tot slot bedreigt die bepaling de potentiële investeerders.

De Minister merkt op dat de door de auteurs van het amendement betwiste bepaling, feitelijk alleen een mogelijkheid is (« ... kan dit tarief worden verhoogd met een redelijke toegangsvergoeding ») en dat de toepassing ervan ondergeschikt is aan de formule die in de ontwerprichtlijn aangaande de huurlijnen, gebruikt zal worden. Tot slot toont de Minister zich bezorgd om de concurrentiepositie van BELGACOM en van de gehele telecomsector in België te waarborgen.

Amendement n° 73 van de Regering stelt een tweede lid voor. Daarbij deelt BELGACOM aan de Commissie van de Europese Gemeenschap de elementen mee die toelaten de gegrondheid van de tariefverhogingen voor vaste verbindingen te beoordelen.

De Minister preciseert dat die aanvulling voortvloeit uit de verplichting die wordt opgelegd door artikel 4, laatste lid, van de Richtlijn van de Raad van 28 juni 1990 betreffende de mededinging op de markten voor telecommunicatiediensten.

Een lid vraagt of het advies van de Commissie van de Europese Gemeenschap het advies van de Prijzencommissie vervangt of daarop een aanvulling vormt. De Minister verwijst naar wat in het begin van artikel 9, eerste lid, werd bepaald; de wetgeving betreffende de controle der prijzen blijft dus van toepassing.

Het lid besluit daaruit dat de tarieven die van toepassing kunnen zijn op de vaste verbindingen, aan drie voorwaarden moeten voldoen : ze moeten gebaseerd zijn op de kostprijs verhoogd met een redelijke winstmarge en aanvaard worden door de Prijzencom-

mission des prix d'une part et par la Commission des Communautés européennes d'autre part.

Le même intervenant demande quelles sont les prescriptions applicables en ce qui concerne la réaction de cette dernière instance.

Le Ministre répond que la directive « services » déjà citée ne prévoit pas de délai précis. En tout état de cause, les procédures classiques ouvertes aux Etats membres sont d'application.

Enfin, un amendement (n° 166), introduit dans un premier temps par M. Candries est ensuite retiré.

## 2. Votes

L'amendement n° 179 de M. Knoops et consorts est rejeté par 15 voix contre 3.

L'amendement n° 73 du Gouvernement et l'article ainsi complété sont successivement adoptés par 15 voix contre 3.

## Art. 107

### 1. Discussion

MM. Knoops, Draps et De Croo introduisent trois amendements (n°s 180, 182 et 181) qui, respectivement, modifient le § 1<sup>er</sup>, le § 2 et suppriment les §§ 3 et 4.

L'auteur principal souligne que l'article 107 du projet n'accorde l'accès égal qu'aux seuls services réservés, alors que la directive ONP applique les « exigences essentielles » pour permettre l'accès aussi bien aux services réservés qu'à l'infrastructure publique des télécommunications. Or, l'article 3, 3<sup>o</sup> de la directive stipule qu'aucune restriction supplémentaire n'est permise.

Le Ministre estime que les amendements proposés sont à la fois plus vagues et moins complets que le texte du projet. Ainsi, dans la disposition proposée pour le § 1<sup>er</sup> par l'amendement n° 180, que faut-il entendre par « l'utilisation effective de l'infrastructure publique » ?

En outre, il faut souligner que le § 1<sup>er</sup> du projet, qui assure l'accès égal « aux services réservés », implique en toute hypothèse la mise à disposition de l'infrastructure publique des télécommunications, par laquelle transitent nécessairement les services réservés. L'article 83, 5<sup>o</sup> inclut d'ailleurs expressément la mise à disposition de liaisons fixes dans les services réservés.

En outre, si le § 3, que les auteurs des amendements souhaitent supprimer (cf. amendement n° 181) permet à BELGACOM de poser des conditions à l'accès aux services réservés, seul le respect des « exigences essentielles » peut être ainsi imposé, ce qui est strictement conforme à ce que prévoit la directive ONP, dont la terminologie est d'ailleurs intégralement reprise.

missionne enerzijds en door de Commissie van de Europese Gemeenschap anderzijds.

Dezelfde spreker vraagt welke voorschriften van toepassing zijn aangaande de reactie van die laatste instantie.

De Minister antwoordt dat de bovenvermelde « diensten »-richtlijn geen precieze termijn bepaalt. De klassieke procedures waarover de Lidstaten beschikken, zijn hoe dan ook van toepassing.

Tot slot wordt een amendement (n° 166) dat eerst door de heer Candries was ingediend, ingetrokken.

### 2. Stemmingen

Amendement n° 179 van de heer Knoops c.s. wordt verworpen met 15 tegen 3 stemmen.

Amendement n° 73 van de Regering en het aldus aangevulde artikel worden achtereenvolgens met 15 tegen 3 stemmen aangenomen.

## Art. 107

### 1. Bespreking

De heren Knoops, Draps en De Croo dienen drie amendementen (n°s 180, 182 en 181) in die, respectievelijk, § 1 en § 2 wijzigen en de §§ 3 en 4 weglaten.

De hoofdindier onderstreept dat artikel 107 van het ontwerp alleen voor gereserveerde diensten gelijke toegang verleent, ofschoon de ONP-richtlijn de essentiële vereisten toepast om een gelijke toegang mogelijk te maken, voor zowel gereserveerde diensten als voor de openbare infrastructuur voor telecommunicatie. Artikel 3, 3<sup>o</sup> van de richtlijn bepaalt echter dat er geen enkele bijkomende beperking mag bestaan.

De Minister is van oordeel dat de voorgestelde amendementen vager en ook onvollediger zijn dan de tekst van het ontwerp. Wat moet men in de bepaling die amendement n° 180 voor § 1 voorstelt verstaan onder « effectief gebruik van de openbare infrastructuur » ?

Voorts zij onderstreept dat § 1 van het ontwerp, dat een gelijke toegang voor « gereserveerde diensten » verzekert, in elk geval de terbeschikkingstelling van de openbare infrastructuur voor telecommunicatie impliceert, waardoor noodzakelijkerwijs de gereserveerde diensten transiteren. Artikel 83, 5<sup>o</sup>, bepaalt overigens dat de terbeschikkingstelling van vaste verbindingen tot de gereserveerde diensten behoren.

Voorts wensen de auteurs van de amendementen § 3 (cf. amendement n° 181) weg te laten. Die paragraaf biedt BELGACOM de mogelijkheid om de toegang tot de gereserveerde diensten aan verplichtingen te onderwerpen. Enkel de naleving van de essentiële vereisten kan aldus worden opgelegd; dit is helemaal in overeenstemming met het bepaalde van de ONP-richtlijn, waarvan de terminologie overigens volledig werd overgenomen.

L'auteur principal des amendements souligne que le caractère dépassé des réglementations existantes a, durant les dernières années, considérablement freiné le développement économique, et placé la Belgique à la traîne en ce domaine par rapport aux pays voisins. La tentative de modernisation de la législation que constitue le présent projet est trop limitée par rapport à la situation qui se développe ou qui s'est déjà développée dans les autres pays. Dans ces conditions, il y a tout lieu de craindre que BELGACOM ne profite de la législation trop restrictive qui est mise en place pour ne pas assurer l'accès à son infrastructure à des concurrents qui seraient pourtant à même de développer avec succès des services à valeur ajoutée. Il serait navrant que, d'ici quelques années, la situation actuelle se répète et que BELGACOM finisse par ne pas laisser développer par la concurrence les services qu'elle n'est pas capable d'assurer adéquatement elle-même, créant de la sorte un sous-développement en matière de télécommunications qui serait préjudiciable à l'ensemble de la vie économique.

Un membre demande si un concurrent de BELGACOM pourrait développer un réseau.

Le Ministre souligne que, à la suite de la modification apportée à l'article 83, 3<sup>e</sup> par adoption de l'amendement n° 69, le service de commutation de données n'est inclus dans les services réservés à BELGACOM que « jusqu'à sept mois après l'entrée en vigueur du cahier des charges visé à l'article 126 et au plus tard le 31 décembre 1992 »; ceci est conforme à l'article 3 de la directive « services » du 28 juin 1990.

Le membre demande s'il serait possible à un concurrent de développer un réseau via une infrastructure dont BELGACOM n'a pas besoin.

Il lui est répondu que si un concurrent veut créer un réseau, il doit le faire en principe via des lignes louées.

## 2. Votes

Les amendements n°s 80, 81 et 82 de M. Knoops et consorts sont successivement rejetés par 15 voix contre 3.

L'article est adopté par 15 voix contre 3.

## Art. 108

### 1. Discussion

MM. Knoops, Draps et De Croo déposent un amendement (n° 228), qui limite l'obligation de publication par l'IBPT aux seules conditions de fourniture par BELGACOM de l'infrastructure publique des télécommunications et des services réservés. Les auteurs expriment la crainte que la publication des caractéristiques techniques précises se rapportant

De hoofdindiner van de amendementen onderstreept dat de economische ontwikkeling de jongste jaren aanzienlijk werd afgeremd doordat de bestaande regelgevingen verouderd zijn. België liep daardoor in vergelijking met de buurlanden vertraging op. Dit ontwerp vormt een aanzet tot modernisering van de wetgeving; die aanzet is echter te beperkt in vergelijking met de toestand die zich in de andere landen ontwikkelt of ontwikkeld heeft. In die omstandigheden is het helemaal niet uitgesloten dat BELGACOM gebruik maakt van de te beperkende wetgeving die wordt ingevoerd om de toegang tot de eigen infrastructuur te weigeren aan concurrenten die nochtans in staat zouden zijn om met gunstig gevolg diensten met toegevoegde waarde te creëren. Het ware jammer dat de huidige toestand zich over enkele jaren herhaalt en dat BELGACOM uiteindelijk de diensten waar ze zelf niet meer voor kan instaan ook niet door de concurrentie laat ontwikkelen. Daardoor zou een soort onderontwikkeling inzake telecommunicatie ontstaan die het gehele economische bestel nadeel zou berokkenen.

Een lid vraagt of een concurrent van BELGACOM een netwerk kan ontwikkelen.

De Minister onderstreept dat door de wijziging die na het aannemen van amendement n° 69 en artikel 83, 3<sup>e</sup>, werd aangebracht, de dienst voor gegevensschakeling nog slechts tot de gereserveerde diensten van BELGACOM behoort « tot zeven maanden na de inwerkingtreding van het lastenboek bedoeld in artikel 126 en uiterlijk tot en met 31 december 1992 »; zulks is in overeenstemming met artikel 3 van de « diensten-richtlijn » van 28 juni 1990.

Een lid vraagt of het mogelijk zou zijn dat een concurrent met een infrastructuur die BELGACOM niet nodig heeft, een netwerk kan ontwikkelen.

Als antwoord wordt erop gewezen dat indien een concurrent een netwerk wil ontwikkelen, hij dat in principe via huurlijnen moet doen.

## 2. Stemmingen

De amendementen n°s 80, 81 en 82 van de heer Knoops c.s. worden achtereenvolgens verworpen met 15 tegen 3 stemmen.

Het artikel wordt aangenomen met 15 tegen 3 stemmen.

## Art. 108

### 1. Besprekking

De heren Knoops, Draps en De Croo dienen een amendement (n° 228) in dat de aan de BIPT opgelegde verplichting tot bekendmaking tot de voorwaarden voor levering van de openbare infrastructuur voor telecommunicatie door BELGACOM en tot de gereserveerde diensten wil beperken. De indieners vrezen dat de bekendmaking van welbepaalde technische

aux services non réservés ne soit contraire à la confidentialité nécessaire et ne fausse la concurrence, principalement au bénéfice de BELGACOM.

Le Ministre fait observer que la publication prévue ne concerne que celles des caractéristiques techniques nécessaires à l'usage des services. Il n'est donc pas question de léser les autres exploitants mais, au contraire, d'améliorer la qualité de la concurrence. La transparence ainsi créée vise en effet, entre autres, à protéger l'exploitant de services non réservés de l'imposition de caractéristiques techniques ayant pour effet d'exclure certaines possibilités d'accès et, par exemple, d'imposer de la sorte certains constructeurs. La publication des caractéristiques techniques précises visées à l'article 108 est nécessaire pour garantir les possibilités d'accès aux réseaux et services de manière objective, transparente et non discriminatoire tel que défini à l'article 107.

Ceci doit être mis en relation avec les spécifications techniques de la partie de l'appareillage terminal qui permet le raccordement au réseau ou au service.

Cela ne concerne donc ni la conception, ni les secrets de fabrication qui sont propres au développement et à la fabrication des appareillages terminaux ou des services dont il est question.

Il convient d'ailleurs de souligner que, aux termes de l'Exposé des motifs, la possibilité d'intervention donnée au Roi, après avis de l'Institut, à l'article 107, § 4 a précisément pour objectif « d'empêcher des limitations injustifiées en matière d'accès aux services, en imposant certains standards techniques universels pour le raccordement d'appareillages terminaux. Il va de soi que le Roi doit tenir compte à cet égard de la primauté des spécifications techniques établies au niveau européen et qu'il ne veut imposer d'autres caractéristiques techniques pour les types de services pour lesquels il existe des spécifications techniques au niveau européen. Le Roi ne peut davantage intervenir en matière de caractéristiques et facilités de base d'un service » (Doc n° 1287/1, p. 65).

En conclusion, il va de soi que la publication des caractéristiques techniques des services non réservés ne vise qu'à rendre publiques les interfaces techniques nécessaires à l'utilisation appropriée des services concernés, sans que cela puisse rendre publics des secrets de fabrication ou des informations protégés par des brevets relatifs au service même.

## 2. Votes

L'amendement n° 228 de M. Knoops et consorts est rejeté par 15 voix contre 3.

L'article est adopté par 15 voix contre 3.

kenmerken aangaande niet gereserveerde diensten in tegenspraak is met de noodzakelijke vertrouwelijkheid, en vooral ten gunste van BELGACOM de concurrentie dreigt te verstoren.

De Minister merkt op dat de in uitzicht gestelde bekendmaking alleen betrekking heeft op de technische kenmerken die noodzakelijk zijn voor het gebruik van diensten. Het is dus uitgesloten dat de overige exploitanten nadeel wordt berokkend; het gaat er integendeel alleen om de concurrentie kwalitatief te verbeteren. De aldus bekomen doorzichtigheid heeft onder meer tot doel de exploitant van niet gereserveerde diensten te beschermen tegen de invoering van technische kenmerken die uitsluiting van bepaalde toegangsmogelijkheden tot gevolg hebben en op die wijze bijvoorbeeld bepaalde constructeurs opleggen. De publicatie van de preciese technische kenmerken zoals bedoeld in artikel 108 is noodzakelijk om de objectieve, transparante en non-discriminatoire toegangsmogelijkheden tot netwerken en diensten zoals vastgelegd in artikel 107 te waarborgen.

Dit houdt ook verband met de technische specificaties van dat deel van het eindapparaat dat de aansluiting op het netwerk of de dienst mogelijk maakt.

Het gaat dus niet om het concept, noch om fabrieks- of procesgeheimen die eigen zijn aan de ontwikkeling en de fabricage van bedoelde eindapparaten of diensten.

Voorts zij onderstreept dat luidens de memorie van toelichting de in artikel 107, § 4, voorziene mogelijkheid voor de Koning om na advies van het Instituut op te treden, tot doel heeft « ongerechtvaardigde beperkingen inzake de toegang tot de diensten te beletten door het opleggen van bepaalde algemeen geldende technische standaarden voor de aansluiting van eindapparaten. Uiteraard dient de Koning hierbij rekening te houden met primauteit van de technische specificaties die op Europees vlak worden vastgesteld en kan Hij geen bijkomende technische kenmerken opleggen voor types van diensten waarvoor op Europees vlak technische specificaties bestaan. Evenmin kan door de Koning worden ingegrepen in de basiskenmerken en faciliteiten van een dienst. » (Stuk n° 1287/1, blz. 65).

Tot slot spreekt het voor zich dat de publicatie van de technische kenmerken van de niet gereserveerde diensten er enkel toe strekt de technische interfaces bekend te maken die nodig zijn voor het nuttig gebruik van de betrokken diensten, zonder dat dit mag leiden tot het publiek maken van fabrieksgeheimen of informatie beschermd door brevetten en octrooien met betrekking tot de dienst zelf.

## 2. Stemmingen

Amendement n° 228 van de heer Knoops c.s. wordt verworpen met 15 tegen 3 stemmen.

Het artikel wordt aangenomen met 15 tegen 3 stemmen.

## Art. 109

1. *Discussion*

MM. De Croo, Knoops et Draps présentent un amendement (n° 183) qui dispose que « BELGACOM organise une comptabilité détaillée séparant les comptes relatifs aux infrastructures et services réservés de ceux des autres activités ». Les auteurs estiment que ce texte est plus clair, et qu'il garantira donc mieux la transparence des comptes.

Le Ministre fait observer que la référence aux télécommunications publiques, telle qu'elle est faite dans le projet, est préférable, car l'amendement proposé oublie le 3<sup>e</sup> de la définition des télécommunications publiques donnée à l'article 82, c'est-à-dire « l'établissement, la maintenance et le fonctionnement des installations accessibles au public et situées dans le domaine public, destinées aux télécommunications ».

2. *Votes*

L'amendement n° 183 de M. De Croo et consorts est rejeté par 15 voix contre 3.

L'article est adopté par 15 voix contre 3.

## Art. 110

1. *Discussion*

MM. Draps et De Croo introduisent un amendement (n° 197), qui dispose que « les agents de l'Institut de rang d'un grade 20 ou supérieur et chargés de la constatation des infractions à la présente loi et aux arrêtés pris en exécution de celle-ci ont la qualité d'officier de police judiciaire ».

L'un des auteurs attire l'attention sur la remarque formulée par le Conseil d'Etat, lequel estime que ce n'est pas au Roi qu'il appartient de conférer la qualité d'officier de police judiciaire mais bien à la loi (cf. Doc. n° 1287/1, p. 172).

Le Ministre renvoie à la réponse à cette observation qui figure dans le commentaire de l'article (Doc. n° 1287/1, p. 66).

Un membre demande si le Roi pourrait, le cas échéant, conférer la qualité d'officier de police judiciaire à un membre du personnel de BELGACOM, pour la constatation des infractions visées au § 1<sup>er</sup>.

Le Ministre répond que cette éventualité est totalement exclue.

2. *Votes*

L'amendement n° 197 de MM. Draps et De Croo est rejeté par 15 voix contre 3.

## Art. 109

1. *Besprekking*

De heren De Croo, Knoops en Draps stellen een amendement (n° 183) voor dat stelt : « BELGACOM organiseert een gedetailleerde boekhouding waarbij de rekeningen betreffende de infrastructuur en de gereserveerde diensten van die van de andere activiteiten gescheiden worden ». De auteurs zijn van oordeel dat die tekst duidelijker is en een betere doorzichtigheid van de boekhouding mogelijk maakt.

De Minister merkt op dat de verwijzing naar « openbare telecommunicatie » zoals in het ontwerp, te verkiezen valt omdat het voorgestelde amendement het 3<sup>e</sup> van de in artikel 82 gegeven omschrijving van openbare telecommunicatie over het hoofd ziet, te weten : « de aanleg, het onderhoud en de werking van de voor het publiek toegankelijke en op het openbaar domein geplaatste inrichtingen, die bestemd zijn voor telecommunicatie ».

2. *Stemmingen*

Amendement n° 183 van de heer De Croo c.s. wordt verworpen met 15 tegen 3 stemmen.

Het artikel wordt aangenomen met 15 tegen 3 stemmen.

## Art. 110

1. *Besprekking*

De heren Draps en De Croo dienen een amendement (n° 197) in, luidens hetwelke « de ambtenaren van het Instituut die behoren tot rang 20 of hoger en de overtredingen van deze wet en van de ter uitvoering ervan genomen besluiten moeten constateren, de hoedanigheid van officier van gerechtelijke politie hebben ».

Een van de auteurs vestigt de aandacht op de opmerking van de Raad van State, die van oordeel is dat niet de Koning maar de wet tot taak heeft de hoedanigheid van officier van gerechtelijke politie toe te kennen (Stuk n° 1287/1, blz. 172).

Voor het antwoord op die opmerking verwijst de Minister naar de toelichting bij het artikel (Stuk n° 1287/1, blz. 66).

Een lid vraagt of de Koning in voorkomend geval voor de vaststelling van de in § 1 bedoelde overtredingen een personeelslid van BELGACOM de hoedanigheid van officier van gerechtelijke politie kan toe-kennen.

De Minister antwoordt dat zulks volkomen uitgesloten is.

2. *Stemmingen*

Amendement n° 197 van de heren Draps en De Croo wordt verworpen met 15 tegen 3 stemmen.

L'article est adopté par 15 voix contre 3.

### Art. 111

#### 1. Discussion

MM. Knoops, Draps et De Croo présentent un amendement (n° 229) qui a pour objet d'insérer au 2° après les mots « d'enregistrer » les mots « de transformer ou de supprimer ». L'auteur principal souligne que cet ajout a pour but de permettre une lutte efficace contre les fraudes.

Plusieurs membres s'interrogent sur ce qu'englobent les données transmises par voie de télécommunications.

Le Ministre souligne le caractère global et complet des données de télécommunications telles que définies à l'article 111, 1° (« signes, signaux, écrits, images, sons ou données de toute nature transmis par voie de télécommunications ») et de la définition des télécommunications telle qu'elle figure à l'article 68, 4° (« toute transmission, émission ou réception de signes, de signaux, d'écrits, d'images, de sons ou de données de toute nature, par fil, radio-électricité, signalisation optique ou un autre système électromagnétique »).

En ce qui concerne un cas comme celui du télécopieur, il est précisé qu'une fois le fax sorti de l'appareil, il est considéré comme un document écrit; il est dès lors protégé par la législation sur le secret des lettres et non par les dispositions de l'article 111 du présent projet.

A propos du mot « intentionnellement » qui figure au 3°, un membre demande si, au pénal, l'intention de nuire, dans le chef du contrevenant qui a pris connaissance de données en matière de télécommunications relatives à une autre personne, n'est donc pas nécessaire.

Le Ministre confirme cette interprétation. L'introduction de cette précision — à savoir, que la prise de connaissance doit être intentionnelle — a pour but d'éviter que ne soit pénalisée une prise de connaissance tout à fait involontaire comme, par exemple, lorsque des messages radio sont captés fortuitement. En ce cas, ce sont la révélation, l'usage, la modification ou l'annulation des données, même obtenues non intentionnellement, qui sont pénalisables (cf. 4°).

#### 2. Votes

L'amendement n° 229 de MM. Knoops, Draps et De Croo et l'article ainsi modifié sont adoptés à l'unanimité.

Het artikel wordt aangenomen met 15 tegen 3 stemmen.

### Art. 111

#### 1. Besprekking

De heren Knoops, Draps en De Croo dienen een amendement nr 229 in dat tussen de woorden « op te nemen » en de woorden « of de andere personen », de woorden « , te wijzigen of weg te laten » wil invoegen. De hoofdindienaar onderstreept dat die toevoeging tot doel heeft alle vormen van fraude doeltreffend te bestrijden.

Verscheidene leden vragen zich af wat allemaal deel uitmaakt van de gegevens die met telecommunicatie worden overgebracht.

De Minister onderstreept dat een algemeen en volledig overzicht wordt gegeven van telecommunicatiegegevens in artikel 111, 1° (« met telecommunicatie overgebrachte tekens, seinen, geschriften, beelden, klanken of gegevens van alle aard ») alsook in de omschrijving van telecommunicatie in artikel 68, 4° (« elke overbrenging, uitzending of ontvangst van tekens, seinen, geschriften, beelden, klanken of gegevens van alle aard, per draad, radio-elektriciteit, optische seingeving of een ander electro-magnetisch systeem »).

Voor gevallen zoals telecopie wordt gepreciseerd dat zodra de fax uit het apparaat komt, deze als een geschreven stuk wordt beschouwd en derhalve beschermd wordt door de wet op het briefgeheim, niet door de bepalingen van artikel 111 van dit ontwerp.

Een lid vraagt aangaande het in 3° opgenomen begrip « met opzet » of het strafrechtelijk gezien dan ook niet nodig is te bepalen dat de overtreder die kennis heeft genomen van telecommunicatiegegevens betreffende een derde persoon, de bedoeling had schade toe te brengen.

De Minister bevestigt die zienswijze. De invoering van die verduidelijking, met name dat de kennismaking met opzet moet gebeuren, moet voorkomen dat elke onvrijwillige kennismaking, zoals het toevallig opvangen van radioberichten, gestraft wordt. In dit geval zijn het kenbaar maken, gebruik maken, wijzigen of vernietigen van de gegevens, zelfs als die zonder opzet werden bekomen, strafbaar (cf. 4°).

#### 2. Stemmingen

Amendement nr 229 van de heren Knoops, Draps en De Croo en het aldus gewijzigde artikel worden eenparig aangenomen.

## Art. 112

## 1. Discussion

Conformément à l'article 112, les dispositions de l'article 111 ne sont pas applicables « lorsque la loi permet ou impose l'accomplissement des actes visés ». Un membre demande dès lors ce que prévoit en la matière le projet de loi insérant un article 88bis dans le code d'instruction criminelle (Doc. Sénat n° 1118/1), actuellement examiné au Sénat.

Le Ministre répond que ce projet prévoit qu'un repérage des numéros des correspondants téléphoniques d'une personne placée sous surveillance puisse être effectué à la demande du juge d'instruction. Il n'est par contre pas question d'autoriser l'écoute du contenu de la communication.

Le membre se demande s'il ne serait pas préférable que l'exception ainsi établie soit plutôt inscrite dans le présent projet de loi.

Le Ministre attire l'attention sur le fait que le projet de loi discuté au Sénat traite ce problème de manière spécifique.

Un autre membre demande quelles sont les sanctions prévues pour les contrevenants aux articles 111 et 112.

Le Ministre renvoie à l'article 114, § 7.

Plusieurs membres estiment insuffisamment restrictive la formulation de l'exception établie au 2° (« Les dispositions de l'article 111 ne sont pas applicables ... 2° lorsque les actes visés sont posés pour assurer un service de télécommunications »). Ne peut-on craindre en effet que l'écoute effectuée par un membre du personnel de l'Institut, de BELGACOM ou d'un autre opérateur ne devienne licite quand bien même elle se prolonge au-delà du temps strictement nécessaire pour assurer le service ?

Le Ministre précise que sont uniquement visés au 2° les actes posés pour assurer un service de télécommunications. Le cas échéant, il appartiendrait au tribunal de juger du caractère lié ou non au service de l'acte posé.

Un membre s'informe de la responsabilité d'un agent agissant sur l'ordre de ses supérieurs.

Le Ministre attire l'attention sur les précisions apportées *in fine* du commentaire de l'article « ... il est évident que l'interdiction de donner connaissance ne s'applique pas lorsque la personne visée au préambule de l'exposé relatif à l'article 112, 2°, informe ses chefs ou collaborateurs des données visées à l'article 111 pour les besoins de l'exécution de sa tâche (Doc. n° 1287/1, pp. 68-69). »

Un membre signale que, lors d'un cas d'écoute prolongée et intentionnelle par un agent de la RTT qui s'est produit dans le passé, la possibilité de traduire cet agent devant la justice avait été contestée.

Le Ministre répond que les dispositions du présent projet introduisent dorénavant une double protection légale : tout d'abord, la captation d'une communica-

## Art. 112

## 1. Besprekking

Krachtens artikel 112 zijn de bepalingen van artikel 111 niet van toepassing « wanneer de wet het stellen van de bedoelde handelingen toelaat of oplegt ». Een lid vraagt derhalve wat het thans in de Senaat behandelde ontwerp van wet tot invoeging van een artikel 88bis in het Wetboek van Strafvordering (Stuk Senaat, n° 1118/1) in dat verband stelt.

De Minister antwoordt dat dit ontwerp bepaalt dat op vraag van de onderzoeksrechter de telefoonnummers van correspondenten van een geschaduwde persoon genoteerd kunnen worden. De inhoud van het gesprek daarentegen mag in geen geval worden afgeluisterd.

Het lid vraagt of het niet aangewezen zou zijn de aldus gestelde uitzondering in het voorliggende wetsontwerp op te nemen.

De Minister preciseert dat het in de Senaat besproken ontwerp van wet, dit probleem specifiek behandelt.

Een ander lid vraagt welke straffen in uitzicht worden gesteld tegen de personen die de artikelen 111 en 112 overtreden.

De Minister verwijst naar artikel 114, § 7.

Verscheidene leden vinden de in het 2° bepaalde uitzondering onvoldoende beperkend (« de bepalingen van artikel 111 zijn niet van toepassing wanneer de bedoelde handelingen worden gesteld ten behoeve van de verzorging van een dienst voor telecommunicatie »). Valt immers niet te vrezen dat een personeelslid van het Instituut, van BELGACOM of van een andere operator, dat afluisteringen verricht, dat mag doen, zelfs indien het langer duurt dan de voor dienstlevering strikt noodzakelijke tijd ?

De Minister verduidelijkt dat in het 2° uitsluitend de handelingen voor het verlenen van een telecommunicatielid zijn bedoeld. In voorkomend geval zal de rechbank moeten uitmaken of de gestelde handeling al dan niet met de dienst verband houdt.

Een lid vraagt naar de verantwoordelijkheid van een beambte die op bevel van een meerdere handelt.

De Minister verwijst naar de commentaar bij artikel 112, *in fine* : « het is ten slotte vanzelfsprekend dat het verbod van bekendmaking niet geldt wanneer de persoon die in de aanhef van de toelichting bij artikel 112, 2°, is vermeld, de in artikel 111 bedoelde aangelegenheden ten behoeve van de uitoefening van zijn taak ter kennis brengt aan zijn chefs of aan personen die met hem samenwerken (Stuk n° 1287/1, blz. 68-69). »

Een lid meldt dat ooit in een geval van langdurig en opzettelijk afluisteren aan de mogelijkheid om de betrokken RTT-beambte voor de rechbank te brengen werd betwist.

De Minister antwoordt dat met dit wetsontwerp een dubbele wettelijke bescherming wordt ingevoerd : ten eerste is captatie van een communicatie alleen

tion ne pourra se faire qu'en fonction de ce qui est nécessaire par l'entretien des installations de télécommunications ou par le contrôle de leur fonctionnement; ensuite, la révélation des informations ainsi obtenues est interdite, sauf en fonction des mêmes limitations.

## 2. Votes

L'amendement n° 230 de M. Knoops et consorts est rejeté par 15 voix contre 3.

L'article est adopté par 15 voix contre 3.

## Art. 113

### 1. Discussion

Un membre demande si l'interdit visé au 2° concerne également la publication d'un guide des numéros de télifax, par exemple, (la RTT ne disposant pas de toutes les informations à ce sujet), ou celle d'une brochure du type de celles regroupant des « informations utiles » souvent produites par les communes.

Le Ministre communique la réponse suivante :

En ce qui concerne l'annuaire télifax, il est en effet normal que tous les raccordements télifax ne figurent pas dans l'annuaire télifax. Chaque propriétaire d'un appareil télifax, agréé par la RTT, peut en effet, comme c'est le cas pour le titulaire d'un raccordement téléphonique, choisir entre :

- mention dans l'annuaire télifax;
- pas de mention dans cet annuaire.

Subsidiairement, le Ministre attire l'attention sur les appareils télifax qui sont achetés et raccordés sans que la Régie des TT ne soit mise au courant. Dans ce cas, il va de soi qu'il n'est pas possible de les reprendre dans l'annuaire en question.

En ce qui concerne les critères en vigueur pour pouvoir éditer d'autres annuaires (article 113, 2°), il convient de souligner que les annuaires dont le contenu n'est pas contraire aux dispositions de l'article 113 peuvent être édités librement par des tiers.

Le contenu ne peut par conséquent pas être uniquement ou principalement, c'est-à-dire essentiellement, basé sur les données dont il est question à l'article mentionné.

Les principaux critères sont :

- un quasi-plagiat, en tout ou en partie, des annuaires officiels;
- la mention de données relatives à l'abonné en vue de recolter de la publicité;
- la protection de la RTT et de ses abonnés contre des données qualitativement contestables, par exemples des numéros d'appel non actualisés.

Le membre conclut de ceci que l'interdiction faite à l'article 113 ne concerne que la protection du monopole actuellement attribué à la s.a. ITT Promedia.

toegestaan op grond van hetgeen nodig is voor het onderhoud van de telecommunicatie-installaties of voor het toezicht op de werking ervan, en ten tweede is bekendmaking van aldus verkregen informatie verboden, tenzij op grond van dezelfde beperkingen.

## 2. Stemmingen

Amendement n° 230 van de heer Knoops c.s. wordt met 15 tegen 3 stemmen verworpen.

Het artikel wordt met 15 tegen 3 stemmen aangenomen.

## Art. 113

### 1. Besprekung

Een lid vraagt of het in het 2° bedoelde verbod ook de publikatie geldt van bijvoorbeeld een lijst met telefaxnummers (de RTT heeft daarover namelijk niet alle informatie beschikbaar) of die van een brochure van het genre « nuttige inlichtingen », zoals die vaak door de gemeenten worden uitgegeven.

De Minister antwoordt het volgende :

Wat de telefaxgids betreft, is het inderdaad normaal dat niet alle telefaxaansluitingen daarin voorkomen. Elke bezitter van een door de RTT erkend telefaxtoestel kan immers, net als de bezitter van een telefoonaansluiting kiezen voor :

- vermelding in de telefaxgids;
- niet-vermelding in die gids.

Subsidiair wijst de Minister op de telefaxtoestellen die aangekocht en aangesloten worden zonder dat de RTT hiervan op de hoogte wordt gesteld. Het is dan uiteraard ook niet mogelijk ze in de betrokken gids op te nemen.

In verband met de criteria die worden aangelegd om andere gidsen te mogen uitgeven (artikel 113, 2°) moet worden beklemtoond dat gidsen waarvan de inhoud niet indruist tegen het bepaalde in artikel 113, 2°, vrij door derden mogen worden uitgegeven.

De inhoud mag derhalve niet uitsluitend of hoofdzakelijk gebaseerd zijn op de gegevens waarvan sprake is in voormeld artikel.

Als voornaamste criteria kunnen worden vermeld :

- een quasi-plagiaat (geheel of gedeeltelijk) van de officiële gids;
- het vermelden van abonneegegevens met het oog op het werven van reclame;
- de bescherming van de RTT en haar abonnees tegen kwalitatief aanvechtbare, bijvoorbeeld niet geactualiseerde, oproepnummers.

Het lid concludeert daaruit dat het in artikel 113 opgenomen verbod er alleen toe strekt het monopolie te beschermen dat momenteel aan de NV ITT Promedia is verleend.

## 2. Votes

L'article est adopté par 15 voix contre 3.

### Art. 114

#### 1. Discussion

Un membre attire l'attention sur le fait qu'aucun montant minimal n'est prévu pour l'amende visée au § 8, alors qu'il est fixé un maximum qui est par contre extrêmement élevé (cent mille francs, soit quelque 8 millions de francs à l'heure actuelle). N'est-ce pas disproportionné ?

A la suite de cette observation, le Gouvernement dépose un amendement (n° 243) qui instaure une amende minimale de mille francs.

Le même membre estime excessivement élevés les montants prévus pour les différentes amendes établies à l'article 114. Il rappelle que ces chiffres correspondent à des montants réels beaucoup plus élevés à l'heure actuelle. Certes, les dispositions pénales prévues par la loi du 13 octobre 1930 coordonnant les différentes dispositions législatives concernant la télégraphie et la téléphonie sans fil sont insuffisantes, mais une aggravation excessive des peines prévues risque d'avoir en effet inverse à celui qui est recherché : des amendes théoriques excessives risquent, dans les faits, de rester inappliquées.

A la suite de cette argumentation, le Gouvernement présente un amendement (n° 249), qui diminue de moitié les amendes prévues au § 2 et suivants.

Le membre estime que les montants ainsi réduits restent toutefois encore trop élevés.

## 2. Votes

Les amendements n° 243 et 249 du Gouvernement sont successivement adoptés à l'unanimité.

L'article tel qu'amendé est adopté par 15 voix et 3 abstentions.

### Art. 115

#### 1. Discussion

Un membre estime trop étendue la portée de cette disposition : il n'a pas de sens d'appliquer les articles 269 à 274 du Code pénal à l'égard des agents de BELGACOM agissant dans des domaines où BELGACOM entre en concurrence avec d'autres entreprises.

A la suite de cette remarque, le Gouvernement dépose un amendement (n° 244) qui limite dans le sens demandé la portée de la disposition figurant à l'article 115.

## 2. Stemming

Het artikel wordt met 15 tegen 3 stemmen aangenomen.

### Art. 114

#### 1. Bespreking

Een lid vestigt de aandacht op het feit dat aan de in § 8 bedoelde geldboete geen minimumbedrag is verbonden, terwijl wel een maximum is vastgesteld, dat trouwens buitengewoon hoog is (honderdduizend frank, of op dit ogenblik zowat 8 miljoen frank). Is dat niet buiten alle proporties ?

Ingevolge die opmerking dient de Regering een amendement (n° 243) in waarbij een minimumgeldboete van duizend frank wordt ingesteld.

Hetzelfde lid acht de bedragen voor de verschillende in artikel 114 vastgestelde geldboetes buitensporig hoog. Hij memoreert dat die cijfers overeenkomen met bedragen die in werkelijkheid vandaag veel hoger liggen. De strafbepalingen van de wet van 13 oktober 1930 tot samenordening der verschillende wetsbepalingen op de telegrafie en de telefonie met draad mogen dan al ontoereikend zijn, een overdreven verzwaring van de strafmaat dreigt een omgekeerde uitwerking te hebben van wat wordt nagestreefd : overdreven theoretische geldboetes dreigen in de feiten nooit te worden toegepast.

Ingevolge die bewijsvoering stelt de Regering een amendement (n° 249) voor dat de in § 2 en volgende voorgeschreven geldboetes met de helft verminderd.

Het lid vindt de aldus verlaagde bedragen evenwel nog te hoog.

## 2. Stemmingen

De amendementen nrs 243 en 249 van de Regering worden achtereenvolgens eenparig aangenomen.

Het artikel zoals het werd gewijzigd wordt met 15 stemmen en 3 onthoudingen aangenomen.

### Art. 115

#### 1. Bespreking

Volgens een lid heeft dit artikel een te ruime strekking : het heeft geen zin de artikelen 269 tot 274 van het Strafwetboek toe te passen op personeelsleden van BELGACOM die handelen in domeinen waarop BELGACOM in concurrentie treedt met andere bedrijven.

Ingevolge die opmerking dient de Regering een amendement (n° 244) in dat de draagwijdte van het bepaalde in artikel 115 in de gevraagde zin beperkt.

## 2. Votes

L'amendement n° 244 du Gouvernement et l'article ainsi modifié sont successivement adoptés à l'unanimité.

### Art. 116

#### 1. Discussion

Un membre rappelle l'objection formulée par le Conseil d'Etat à propos de l'article 110 : il n'appartient pas au Roi de conférer la qualité d'officier de police judiciaire, mais bien à la loi.

Comme lors de la discussion de l'article 110, le Ministre renvoie à la réponse à cette observation qui figure dans le commentaire de cet article (cf. Doc. n° 1287/1, p. 66).

L'intervenant conteste l'argument de l'existence d'un précédent légal, en faisant observer qu'un problème ne manquerait pas de se poser au cas où, dans le futur, une instance se verrait habilitée à contrôler la constitutionnalité des lois.

Enfin, à la demande d'un autre membre, il est précisé que les agents de l'Institut ne se voient conférer la qualité d'officier de police judiciaire que dans le cadre strict de la constatation des infractions visées à l'article 110, § 1<sup>er</sup>.

#### 2. Vote

L'article est adopté à l'unanimité.

### Artt. 117 et 118

Ces articles ne font l'objet d'aucune observation. Ils sont successivement adoptés à l'unanimité.

### Art. 119

#### 1. Discussion

Un membre demande si l'habilitation donnée au Roi ne vise qu'à adapter les deux lois citées à l'article 119 aux dispositions du présent projet et à les coordonner avec celles-ci, en matière de réglementation et de surveillance.

Le Ministre répond affirmativement à cette question.

Le membre s'étonne que la formule prévue au dernier alinéa pour la ratification de l'arrêté royal de coordination soit beaucoup plus contraignante que ce qui est prévu à l'article 122 pour la confirmation de l'arrêté royal transposant les directives et règlements communautaires : étant donné qu'à cette occasion-là,

## 2. Stemmingen

Amendement n° 224 van de Regering en het aldus gewijzigde artikel worden achtereenvolgens eenparig aangenomen.

### Art. 116

#### 1. Bespreking

Een lid memoreert het bezwaar van de Raad van State bij artikel 110 : het is geen aangelegenheid van de Koning om de hoedanigheid van officier van gerechtelijke politie toe te kennen, maar wel van de wet.

Net als bij de besprekking van artikel 110 verwijst de Minister naar het in de besprekking van artikel 110 voorkomende antwoord op die opmerking (cf. Stuk n° 1287/1, blz. 66).

Spreker betwist het argument dat er een wettelijk precedent bestaat met de opmerking dat zich ongetwijfeld een probleem zal voordoen in het geval voortaan een instantie wordt gemachtigd om de grondwettigheid van de wetten te toetsen.

Op de vraag van een ander lid wordt tot slot gepreciseerd dat de personeelsleden van het Instituut alleen de hoedanigheid van officier van gerechtelijke politie krijgen binnen het strikt afgebakende terrein van de vaststelling van de in artikel 110, § 1, bedoelde overtredingen.

#### 2. Stemming

Het artikel wordt eenparig aangenomen.

### Artt. 117 en 118

Over die artikelen worden geen opmerkingen gemaakt. Ze worden achtereenvolgens eenparig aangenomen.

### Art. 119

#### 1. Bespreking

Een lid vraagt of de aan de Koning verleende machting alleen tot doel heeft de twee in artikel 119 aangehaalde wetten aan te passen aan de bepalingen van dit ontwerp en ze hiermee te coördineren op het stuk van de regelgeving en het toezicht.

De Minister antwoordt bevestigend op die vraag.

Het lid verbaast zich erover dat de formule die in het laatste lid is opgenomen voor de bekraftiging van het koninklijk besluit veel dwingender is dan wat in artikel 122 wordt bepaald voor de bekraftiging van het koninklijk besluit tot omzetting van de Gemeenschapsrichtlijnen en -verordeningen : zou de

la loi pourra être modifiée, ne serait-ce pas là qu'il y aurait lieu de retenir la formule la plus contraignante ?

Le Ministre fait observer que la formule qui figure *in fine* de l'article 119 représente une procédure classique pour la coordination des lois.

Après une remarque du même membre signalant l'existence d'exceptions à cette procédure (notamment pour la coordination, le 18 juillet 1966, des lois sur l'emploi des langues en matière administrative), un accord apparaît au sein de la Commission pour estimer superflue la disposition du dernier alinéa.

Un amendement supprimant cet alinéa est déposé par le Gouvernement (n° 245).

## 2. Votes

L'amendement n° 245 du Gouvernement et l'article ainsi modifié sont successivement adoptés à l'unanimité.

### Art. 120

#### 1. Discussion

Le Ministre fait observer qu'il convient de compléter la référence à l'article 92, étant donné que cet article a été modifié par l'adoption de l'amendement n° 202 du Gouvernement, qui y a ajouté un § 5; dans la logique de cet ajout, la référence à l'article 92 doit dorénavant viser les §§ 2 et 5.

Un membre demande si les bénéficiaires de la dérogation établie par l'article 120 risquent de se voir réclamer une indemnisation.

Le Ministre répond par la négative.

L'amendement n° 221 du Gouvernement traduit les deux précisions apportées ci-dessus.

## 2. Votes

L'amendement n° 221 du Gouvernement et l'article ainsi modifié sont successivement adoptés à l'unanimité.

### Art. 121

Cet article n'appelle aucune observation. Il est adopté à l'unanimité.

### Art. 122

#### 1. Discussion

Un membre déclare que, si la nécessité d'une transposition souple et rapide des directives et règlements communautaires dans l'ordre juridique interne est

meest dwingende formule niet in dat geval in aanmerking worden genomen, aangezien de wet bij die gelegenheid kan worden gewijzigd ?

De Minister merkt op dat de *in fine* van artikel 119 opgenomen formulering een gewone procedure tot coördinatie der wetten vormt.

Na een opmerking van hetzelfde lid, waarin wordt gewezen op uitzonderingen op die procedure (met name de coördinatie op 18 juli 1966 van de wetten op het gebruik van de talen in bestuurszaken), wordt de Commissie het eens om te stellen dat de bepaling van het laatste lid overbodig is.

De Regering dient een amendement (n° 245) in dat dit lid wil weglaten.

## 2. Stemmingen

Amendement n° 245 van de Regering en het aldus gewijzigde artikel worden achtereenvolgens eenparig aangenomen.

### Art. 120

#### 1. Besprekung

De Minister merkt op dat de verwijzing naar artikel 92 moet worden aangevuld. Dat artikel is namelijk gewijzigd doordat amendement n° 202 van de Regering, dat daaraan een § 5 toevoegt, is aangenomen; in het logische verlengde van die aanvulling behoort de verwijzing naar artikel 92 voortaan betrekking te hebben op de §§ 2 en 5.

Een lid vraagt of degenen die voor de bij artikel 120 ingestelde afwijking in aanmerking komen niet het gevaar lopen een vergoeding te moeten betalen.

De Minister antwoordt ontvankelijk.

Amendement n° 221 van de Regering is de weergave van de twee hiervoor aangebrachte preciseringen.

## 2. Stemmingen

Amendement n° 221 van de Regering en het aldus gewijzigde artikel worden achtereenvolgens eenparig aangenomen.

### Art. 121

Over dit artikel worden geen opmerkingen gemaakt. Het wordt eenparig aangenomen.

### Art. 122

#### 1. Besprekung

Een lid wijst erop dat een soepele en snelle omzetting van de Gemeenschapsrichtlijnen en -verordeningen in de interne rechtsorde een reële noodzaak is,

bien réelle, il ne faudrait cependant pas qu'il soit recouru systématiquement à la procédure visée à l'article 122. En tout état de cause, une procédure qui court-circuite de la sorte le Parlement ne se justifie qu'en cas d'urgence.

Le Président fait observer qu'il est erroné de dire que le Parlement serait mis hors concours : le § 3 précise en effet que l'arrêté royal organisant la transposition visée est abrogé lorsqu'il n'a pas été confirmé par la loi dans l'année qui suit la publication au *Moniteur belge*.

Le Ministre ajoute que l'habilitation donnée au Roi est soumise à des conditions strictes, qui en constituent autant de limitations (cf. le commentaire de cet article, Doc. n° 1287/1, p. 73).

Le membre demande si la directive en projet sur les lignes louées est comprise dans les deux domaines pour lesquels il peut être recouru à la procédure organisée à l'article 122.

Le Ministre répond par l'affirmative.

## 2. Vote

L'article est adopté par 15 voix et 3 abstentions.

### Artt. 123 et 124

Ces articles n'appellent aucune observation. Ils sont successivement adoptés à l'unanimité.

### Art. 125

Dans un premier temps, cet article fait l'objet d'un amendement (n° 74), qui remplace le texte de l'article (cf. Doc. n° 1287/2).

Le Gouvernement dépose ensuite deux autres amendements (n°s 222 et 223), qui visent respectivement à regrouper l'amendement n° 74 avec un amendement n° 75 en un seul article 126, et à remplacer par une nouvelle disposition le texte de l'article 125.

A l'article 125, l'amendement n° 74 est donc remplacé par l'amendement n° 223.

Cette nouvelle disposition remplace l'article 7 de la loi du 6 février 1987 relative aux réseaux de radiodistribution et de télédistribution et à la publicité commerciale à la radio et à la télévision (voir Doc. n° 1287/7, p. 18).

L'amendement n° 223, qui remplace l'article 125, est adopté par 16 voix contre 3.

maar dat daarom nog niet stelselmatig een beroep behoeft te worden gedaan op artikel 122. Een procedure die het Parlement op die manier buiten spel zet, mag hoe dan ook alleen in spoedeisende gevallen gewetigd zijn.

De Voorzitter attendeert erop dat het een vergissing is te beweren dat het Parlement buiten spel wordt gezet : § 3 bepaalt namelijk dat het koninklijk besluit tot tenuitvoerlegging van bedoelde omzetting wordt opgeheven wanneer het niet binnen het jaar na de bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad* door de wet werd bekrachtigd.

De Minister voegt daaraan toe dat de machtiging die aan de Koning wordt gegeven is onderworpen aan strikte voorwaarden die tegelijk de beperking ervan inhouden (cf. bespreking van dit artikel, Stuk n° 1287/1, blz. 73).

Het lid vraagt of de ontworpen richtlijn over de huurlijnen valt binnen de twee domeinen waarvoor een beroep op de bij artikel 122 ingestelde procedure kan worden gedaan.

De Minister antwoordt bevestigend.

### 2. Stemming

Het artikel wordt met 15 stemmen en 3 onthoudingen aangenomen.

### Artt. 123 en 124

Over die artikelen worden geen opmerkingen gemaakt. Ze worden eenparig aangenomen.

### Art. 125

In eerste instantie werd op dit artikel door de Regering het amendement n° 74 ingediend ter vervanging van de tekst van dit artikel (cf. Stuk n° 1287/2).

Vervolgens dient de Regering twee nieuwe amendementen (n°s 222 en 223) in, waarmee respectievelijk wordt beoogd de amendementen n° 74 en n° 75 in een artikel 126 samen te voegen, en de tekst van artikel 125 door een nieuwe bepaling te vervangen.

Amendement n° 74 op artikel 125 wordt derhalve door amendement n° 223 vervangen.

Deze nieuwe bepaling vervangt artikel 7 van de wet van 6 februari 1987 betreffende de radiodistributie- en teledistributienetten en betreffende de handelspubliciteit op radio en televisie (cf. Stuk n° 1287/7, blz. 18).

Amendement n° 223, dat artikel 125 vervangt, wordt met 16 tegen 3 stemmen aangenomen.

## Art. 126

1. *Discussion*

Le nouveau texte proposé pour cet article résulte de l'amendement n° 222, qui regroupe les anciens amendements n°s 74 et 75.

Le Ministre souligne que sont visés ici les services non réservés déjà offerts au moment de l'entrée en vigueur du présent article. Ces services, qui correspondent donc à une situation de fait, sont autorisés de plein droit. L'obligation de déclaration à l'Institut qui est cependant imposée se justifie par la nécessité pour l'Institut d'être informé de manière complète de l'état du marché, vu le rôle qu'il joue tant en matière de surveillance du secteur des télécommunications que pour la négociation et le suivi du contrat de gestion.

Deux membres s'étonnent que, des services non réservés puissent déjà être offerts à l'heure actuelle. Si tel est cependant le cas, n'y a-t-il pas par ailleurs lieu de craindre que la nouvelle législation ne soit paradoxalement plus restrictive que l'ancienne, puisque des services existants pourraient se heurter à l'opposition de l'Institut, une fois passé le délai prévu de sept mois ?

Le Ministre fait observer que, si cette possibilité n'était pas prévue, et que le maintien des droits acquis était automatique même là où il y aurait eu instauration illégale d'un service, il y aurait risque que des entreprises ne se dépêchent maintenant d'entrer sur ce marché, afin de pouvoir invoquer une situation de fait lors de l'entrée en vigueur de la loi.

Il est d'autre part rappelé que la décision de l'Institut interdisant l'exploitation d'un service doit être motivée (article 89, § 5).

Un membre estime que le délai prévu est trop court. Il craint d'autre part que la décision de l'Institut ne soit en fin de compte rien d'autre que la décision du Ministre de tutelle de l'IBPT.

Le Ministre rappelle :

- que seules les dispositions du présent projet de loi peuvent être invoquées pour refuser la continuation d'un service : il faudra essentiellement vérifier qu'il ne s'agit pas d'un service réservé ou d'un service soumis au cahier des charges de service public;
- que le Ministre n'intervient que comme organe de recours.

2. *Vote*

L'amendement n° 222 qui remplace l'article est adopté par 16 voix contre 3.

## Art. 126

1. *Besprekking*

De nieuw voorgestelde tekst voor dit artikel resulteert uit amendement n° 222, dat de vroegere amendementen n°s 74 en 75 samenvoegt.

De Minister wijst erop dat hier de niet-gereserveerde diensten worden bedoeld die al bij de inwerkingtreding van dit artikel worden aangeboden. Deze diensten, die derhalve aan een feitelijke situatie beantwoorden, worden van rechtswege erkend. De in de tekst opgenomen verplichting tot aangifte bij het Instituut is verantwoord doordat het Instituut, gezien zijn rol bij de controle op de telecomsector, alsmede bij de onderhandelingen over en de opvolging van de beheerscontracten, een volledig overzicht van de marktsituatie dient te hebben.

Twee leden spreken hun verwondering uit over het feit dat nu al niet-gereserveerde diensten kunnen worden aangeboden. Indien zulks het geval is, moet dan niet worden gevreesd dat de nieuwe wetgeving paradoxaal genoeg restrictiever is dan de vroegere, aangezien de huidige diensten na het verstrijken van de in de tekst vastgestelde termijn van zeven maanden op het verzet van het Instituut kunnen stuiten.

De Minister wijst erop dat indien niet in deze mogelijkheid was voorzien en de verworven rechten automatisch werden gehandhaafd, ook al betrof het een op onwettelijke wijze tot stand gebrachte dienst, het risico bestaat dat de ondernemingen thans zo snel mogelijk toegang tot de markt trachten te krijgen om zich bij de inwerkingtreding van de wet aldus op een feitelijke situatie te kunnen beroepen.

Daarnaast wordt eraan herinnerd dat de beslissing van het Instituut tot verbod van de exploitatie van een dienst met redenen dient te worden omkleed (artikel 89, § 5).

Een lid is van oordeel dat de genoemde termijn te kort is. Bovendien vreest hij dat de beslissing van het Instituut uiteindelijk zal neerkomen op de beslissing van de Minister onder wiens bevoegdheid het BIPT valt.

De Minister herinnert eraan :

- dat alleen de bepalingen van dit wetsontwerp kunnen worden ingeroepen om de voortzetting van een dienst te weigeren : er dient nagegaan te worden of het een gereserveerde dienst is, of een dienst waarop het bestek van openbare dienstverlening van kracht is;
- dat de Minister alleen optreedt als persoon bij wie beroep kan worden aangetekend.

2. *Stemming*

Amendement n° 222 ter vervanging van het artikel wordt met 16 tegen 3 stemmen aangenomen.

## Art. 127

1. *Discussion*

Un membre fait observer que, l'Institut étant un parastatal A, il sera donc étroitement soumis à la tutelle du Ministre. Il apparaît donc erroné de présenter l'IBPT comme indépendant; il constituera au contraire un instrument politique.

Le Ministre attire l'attention sur le fait que la loi détermine un grand nombre des compétences de l'Institut.

Par ailleurs, si la directive de la Commission du 16 mai 1988 relative à la concurrence dans les marchés de terminaux de télécommunications impose que le contrôle des spécifications et des règles d'agrément soit confié à une entité indépendante du gestionnaire du réseau et de ses concurrents, elle n'interdit pas que cette entité indépendante soit placée sous la tutelle du Ministre qui a les télécommunications dans ses attributions. Or, il convient qu'il y ait dans le cas d'un tel organe un responsable soumis au contrôle politique.

En outre, ainsi qu'expliqué en détail lors de la discussion de l'article 72, des formules similaires ont été retenues dans les autres pays européens.

2. *Vote*

L'article est adopté à l'unanimité.

## Art. 128

Un membre souligne que, si l'Institut belge des services postaux et des télécommunications est appelé à être créé dès l'entrée en vigueur de la loi, BELGACOM ne sera par contre constituée qu'après la réalisation des conditions fixées aux 1<sup>o</sup> et 2<sup>o</sup> de l'article 128.

L'article est adopté par 15 voix et 3 abstentions.

## TITRE IV

*Réforme de la Régie des postes*

Conformément à une demande formulée lors de la discussion du Titre II (BELGACOM), le Ministre communique les informations suivantes sur le régime des pensions à l'actuelle Régie des Postes et dans la future entreprise publique autonome **LA POSTE**:

1. *Situation actuelle :*

A dater du 1<sup>er</sup> janvier 1972, l'Administration des Postes devint la Régie des Postes.

## Art. 127

1. *Bespreking*

Een lid wijst erop dat het Instituut een parastatale instelling A is, en dientengevolge onder strikt toezicht van de Minister zal staan. Derhalve lijkt het verkeerd het BIPT als een onafhankelijke instelling aan te merken; het Instituut zal daarentegen een politiek instrument zijn.

De Minister brengt onder de aandacht dat de bevoegdheden van het Instituut grotendeels in de wet zijn vastgesteld.

Opschoon de Richtlijn van de Commissie van 16 mei 1988 betreffende de mededinging op de markten van telecommunicatie-eindapparatuur de verplichting oplegt, de controle van de specificaties en de erkenningsregelen aan een onafhankelijk van de netwerkbeheerder en zijn concurrenten staande instelling toe te vertrouwen, is het op grond van deze richtlijn niet verboden deze onafhankelijke instelling onder het toezicht te plaatsen van de Minister tot wiens bevoegdheid de telecommunicatie behoort. Bovendien moet er op iemand politiek toezicht worden uitgeoefend indien men een dergelijke instelling opricht.

Daarbij komt dat in de overige EEG-Lidstaten zoals tijdens de besprekking van artikel 72 uitvoerig is uiteengezet, soortgelijke formuleringen zijn goedgekeurd.

2. *Stemming*

Het artikel wordt eenparig aangenomen.

## Art. 128

Een lid benadrukt dat het Belgisch Instituut voor Postdiensten en Telecommunicatie bij de inwerkingtreding van de wet zal worden opgericht, terwijl BELGACOM pas na de totstandbrenging van de onderde punten 1<sup>o</sup> en 2<sup>o</sup> van artikel 128 opgenomen voorwaarden zal worden opgericht.

Het artikel wordt met 15 stemmen en 3 onthoudingen aangenomen.

## TITEL IV

*Hervorming van de Regie der Posterijen*

Ingaand op een verzoek dat tijdens de besprekking van Titel II (BELGACOM) werd gedaan, deelt de Minister de volgende inlichtingen mee over de pensioenregeling bij de huidige Regie der Posterijen en in het toekomstige overheidsbedrijf **DE POST**:

1. *Huidige situatie :*

Per 1 januari 1972 werd het Bestuur der Posterijen omgevormd tot Regie der Posterijen.

Pour ce qui est des pensions, le régime suivant fut instauré :

les agents de la Régie, titulaires d'une nomination à titre définitif ou d'une nomination y assimilée en vertu d'une loi, relèvent du même régime de pension que les agents ressortissant à l'administration générale de l'Etat.

Les services prestés au sein de l'Administration des Postes sont pris en considération lors du calcul de la pension de retraite des agents de la Régie mis à la retraite.

Les pensions de retraite sont payées par l'Etat, avec respect des modalités suivantes :

- la partie de la pension de retraite ayant trait aux services prestés auprès de l'Administration des Postes est à la charge du Trésor;

- la partie de la pension de retraite ayant trait aux services prestés auprès de la Régie est restituée par cette dernière au Trésor.

Le financement de cette restitution s'opère par l'intermédiaire d'un prélèvement à charge du compte d'exploitation de la Régie au prorata de la cotisation patronale dans le régime de pension du secteur privé.

En 1989, ce prélèvement s'élevait à 2244 millions de francs, dont 1800 millions de francs furent restitués au Trésor. Le reste, à savoir 444 millions de francs, a été versé sur un fonds à titre de provision pour les charges de pension à venir.

Au 31 décembre 1989, ce fonds atteignait 849 millions de francs.

*2. Les dispositions du présent projet de loi relatif au régime des pensions du personnel de l'entreprise publique autonome **LA POSTE** impliquent que :*

- aux agents de **LA POSTE** nommés à titre définitif, il est octroyé une pension de retraite identique à celle des agents de l'administration générale de l'Etat;

- les services actifs prestés auprès de l'Administration des Postes et de la Régie des Postes sont pris en compte lors du calcul de la pension de retraite des agents de l'entreprise publique autonome **LA POSTE** mis à la retraite;

- la pension de retraite est liquidée par l'Etat.

Par analogie avec le régime existant :

- la partie de la pension de retraite ayant trait aux services prestés au sein de l'Administration des Postes reste à la charge du Trésor;

- la partie de la pension de retraite ayant trait aux services prestés au sein de la Régie des Postes et de l'entreprise publique autonome **LA POSTE** sera restituée par **LA POSTE** au Trésor.

Le financement de cette restitution s'opérera par le biais d'un prélèvement à charge du compte d'exploitation de **LA POSTE**.

*3. La création d'un fonds propre de pension afin de couvrir à l'avenir les charges des pensions découlant*

Wat de pensioenen betreft werd volgende regeling getroffen :

de personeelsleden van de Regie die in het bezit zijn van een vaste of een door of krachtens een wet daarmee gelijkgestelde benoeming vallen onder hetzelfde pensioenregime als de personeelsleden van 's Rijks algemeen bestuur.

De aan het Bestuur der Posterijen verleende diensten worden in aanmerking genomen bij de berekening van het rustpensioen van de op rust gestelde personeelsleden van de Regie.

De rustpensioenen worden uitbetaald door de Staat, waarbij :

- het aandeel van het rustpensioen dat betrekking heeft op de diensten verleend aan het Bestuur der Posterijen ten laste is van de Schatkist;

- het aandeel van het rustpensioen dat betrekking heeft op de diensten verleend aan de Regie, door de Regie teruggestort wordt in de Schatkist.

De financiering van deze terugstorting gebeurt via een afneming ten laste van de exploitatierekening van de Regie à rato van het werkgeversaandeel in het pensioenregime van de privé-sector.

In 1989 was deze afneming 2244 miljoen frank. Hiervan werd 1800 miljoen frank teruggestort aan de Schatkist. De rest, zijnde 444 miljoen frank, werd als provisie voor toekomstige pensioenlasten gestort in een fonds.

Per 31 december 1989 was dit fonds aangegroeid tot 849 miljoen frank.

*2. De bepalingen in het onderhavige wetsontwerp betreffende de pensioenregeling voor de personeelsleden van het autonome overheidsbedrijf **DE POST** houden in dat :*

- aan de vastbenoemde personeelsleden van **DE POST** eenzelfde rustpensionering wordt verleend als aan de personeelsleden van 's Rijks algemeen bestuur;

- de bij het Bestuur der Posterijen en bij de Regie der Posterijen bewezen actieve diensten in aanmerking worden genomen bij de berekening van het rustpensioen van de op rust gestelde personeelsleden van het autonome overheidsbedrijf **DE POST**;

- het rustpensioen wordt uitbetaald door de Staat.

Naar analogie met de bestaande regeling :

- blijft het aandeel van het rustpensioen dat betrekking heeft op de diensten verleend aan het Bestuur der Posterijen ten laste van de Schatkist;

- zal het aandeel van het rustpensioen dat betrekking heeft op de diensten verleend aan de Regie der Posterijen en aan het autonome overheidsbedrijf **DE POST**, door **DE POST** aan de Schatkist worden teruggestort.

De financiering van die terugstorting zal gebeuren via een afneming ten laste van de exploitatierekening van **DE POST**.

*3. De oprichting van een eigen pensioenfonds om in de toekomst de lasten te dekken van de pensioenen*

de services prestés au sein de **LA POSTE** est actuellement à l'étude.

D'autre part, et toujours à la suite d'une demande en ce sens formulée lors de la discussion des Titres I<sup>er</sup> et II, le Ministre passe en revue les caractéristiques spécifiques de la législation concernant **LA POSTE**, par rapport aux dispositions des lois coordonnées sur les sociétés commerciales :

- Projet de loi portant réforme de certaines entreprises publiques économiques, Titre IV, article 148 :

- certaines personnes ne peuvent être appelées à faire partie du Conseil d'administration;

- Loi de 6 juillet 1971 portant création de la Régie des Postes, article 12 :

- l'Etat garantit le bon déroulement des opérations relatives aux fonds des tiers;

- Loi de 6 juillet 1971 portant création de la Régie des Postes, article 15 :

- pour ce qui est des lois fiscales, **LA POSTE** est assimilée à l'Etat;

- Loi de 6 juillet 1971 portant création de la Régie des Postes, article 16 :

- LA POSTE** dispose d'un privilège légal sur tous les biens de ses comptables;

- Loi de 6 juillet 1971 portant création de la Régie des Postes, article 18 :

- les délais de prescription abrégés prévus dans la loi du 6 février 1970 relative à la prescription des créances à charge ou au profit de l'Etat sont applicables à **LA POSTE**.

## Art. 129

### 1. Discussion

Un membre se demande comment s'est opéré le choix de la dénomination « **LA POSTE** » et en conteste l'originalité. Ce changement de dénomination n'entraînera-t-il d'ailleurs pas de nombreux frais supplémentaires ?

Le Ministre confirme que ces modifications seront apportées au fur et à mesure, par exemple lors de l'aménagement de nouveaux bureaux de postes. Il n'y aura donc pas de « révolution de palais ».

### 2. Vote

L'article est adopté à l'unanimité.

## Art. 130

Le Gouvernement dépose un amendement n° 236 qui vise à remplacer le deuxième alinéa par ce qui suit (Doc. n° 1287/8) :

« Les mots « Régie des Postes », « Administration des Postes », « Office des chèques postaux » et « Régie », lorsque l'on vise la Régie des Postes, sont remplacés par les mots « **LA POSTE** » dans toutes les lois et règlements. »

verbonden aan de diensten geleverd aan **DE POST**, is momenteel in onderzoek.

Nog steeds ingaand op een vraag in die zin tijdens de besprekking van de Titels I en II, overloopt de Minister voorts de specifieke karakteristieken van de wetgeving betreffende **DE POST** vergeleken bij de bepalingen van de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen :

- Wetsontwerp betreffende de hervorming van sommige overheidsbedrijven, Titel IV, artikel 148 :

- bepaalde onverenigbaarheden met betrekking tot de leden van de Raad van Bestuur;

- Wet van 6 juli 1971 houdende oprichting van de Régie der Posterijen, artikel 12 :

- de Staat waarborgt de goede afloop van de verrichtingen met betrekking tot fondsen van derden;

- Wet van 6 juli 1971 houdende oprichting van de Régie der Posterijen, artikel 15 :

- DE POST** wordt met de Staat gelijkgesteld voor de toepassing van de belastingwetten;

- Wet van 6 juli 1971 houdende oprichting van de Régie der Posterijen, artikel 16 :

- DE POST** heeft een wettelijk voorrecht op alle goederen van haar rekenplichtigen;

- Wet van 6 juli 1971 houdende oprichting van de Régie der Posterijen, artikel 18 :

- de korte verjaringstermijnen van de wet van 6 februari 1970 betreffende de verjaring van schuldborderingen ten laste of ten voordele van de Staat, zijn van toepassing op **DE POST**.

## Art. 129

### 1. Besprekking

*Een lid* vraagt zich af hoe men tot de benaming « **DE POST** » kwam. Hij heeft zijn twijfels bij de originaliteit ervan. Zal die naamsverandering voorts niet tal van bijkomende kosten veroorzaken ?

De Minister bevestigt dat die wijzigingen er geleidelijk aan zullen komen, zoals bij de inrichting van nieuwe postkantoren. Er zal dus geen « paleisrevolutie » plaatsvinden.

### 2. Stemming

Het artikel wordt eenparig aangenomen.

## Art. 130

De Regering dient een amendement n° 236 in, dat het laatste lid wil vervangen door wat volgt (Stuk n° 1287/8) :

« De woorden « Régie der posterijen », « Bestuur der posterijen », « Bestuur der postchecks » en « Régie », indien men de Régie der posterijen bedoelt, worden in alle wetten en besluiten vervangen door de woorden « **DE POST** ».

Le Ministre précise que le texte devient de cette manière plus précis et correspond d'une manière plus adéquate à l'intention du projet.

L'amendement n° 236 du Gouvernement et l'article ainsi modifié sont successivement adoptés à l'unanimité.

### Art. 131

#### 1. Discussion

Un membre se réfère aux différentes définitions reprises à cet article. Au 3°, il voudrait savoir ce qu'il faut entendre par « l'ensemble de prestations en matière de poste aux lettres », dans la mesure où le concept de « poste aux lettres » est défini au 4°. Cette précision est importante puisqu'elle concerne directement le monopole dont bénéficie le poste.

Le Ministre répond que les services postaux sont constitués par tous les services rendus dans ce secteur soit par **LA POSTE**, soit par des entreprises privées. Il relève également que « la poste aux lettres » comprend le traitement accéléré pour lequel le monopole ne joue pas.

Pour ce qui concerne toujours la poste aux lettres, le même intervenant demande s'il existe une différence entre les dispositions proposées et celles de la loi du 26 décembre 1956 sur le service des postes.

Le Ministre fait valoir que la notion de poste aux lettres n'existe pas en tant que telle dans le législation actuelle. Pour les présentes dispositions, l'on s'est effectivement inspiré des prescrits de l'article 1<sup>er</sup> de la loi du 26 décembre 1956 précitée.

Le même membre cherche également à savoir si la notion de « poste aux lettres » a la même signification, selon qu'il s'agisse ou non de l'application du monopole. En effet, une partie des missions que l'article 141 du projet attribue à **LA POSTE** est réservée au monopole. Il en déduit donc que tout ce qui n'est pas repris au 1° de l'article 141 mais figure au 4° de l'article 131 ne relève pas du monopole.

Le Ministre confirme cette vision des choses. A une question en ce sens, il répond que les « Services financiers postaux » repris au 5° de l'article 131 comprennent bien actuellement les Services des virements et des chèques postaux ainsi que les autres services financiers.

Un intervenant se demande pourquoi la lettre avec valeur déclarée n'est pas reprise parmi les services financiers postaux.

Le Ministre précise qu'il s'agit ici d'un envoi recommandé pour lequel il est fait une déclaration de valeur, ce qui assure l'envoi. Il ajoute que l'énumération reprise du 1° au 8° de l'article est limitative.

Un autre membre fait remarquer que l'exposé des motifs (Doc. n° 1287/1, p. 77) laisse apparaître que « le monopole postal concerne donc uniquement les opérations postales qui, traditionnellement, sont appelées « la poste aux lettres ». »

*De Minister* preciseert dat de tekst aldus aan duidelijkheid wint en nauwer aansluit bij de bedoeling van het ontwerp.

Amendement n° 236 van de Regering en het aldus gewijzigde artikel worden achtereenvolgens eenparig aangenomen.

### Art. 131

#### 1. Besprekking

Een lid verwijst naar de verschillende definities die dit artikel bevat. Hij wenst te weten wat men in 3° verstaat onder « het geheel van de prestaties inzake brievenpost », daar het begrip « brievenpost » in 4° wordt omschreven. Die verduidelijking is van belang aangezien zulks rechtstreeks het monopolie van de posterijen raakt.

De Minister antwoordt dat de postdiensten bestaan uit alle diensten die **DE POST** of de particuliere bedrijven in die sector verlenen. Hij stipt eveneens aan dat de « brievenpost » ook de versnelde behandeling omvat, waarvoor geen monopolie geldt.

Dezelfde spreker vraagt, nog steeds aangaande de brievenpost, of er een verschil bestaat tussen de voorgestelde bepalingen en die van de wet van 26 december 1956 op de Postdienst.

De Minister stelt dat het begrip brievenpost als zodanig niet in de huidige wetgeving bestaat. Voor deze bepalingen heeft men zich inderdaad laten leiden door het bepaalde in artikel 1 van de bovenvermelde wet van 26 december 1956.

Hetzelfde lid wenst ook nog te weten of het begrip « brievenpost » dezelfde betekenis heeft naargelang het monopolie al of niet wordt toegepast. Voor een deel van de opdrachten die artikel 141 van het ontwerp aan **DE POST** toekent, geldt immers een monopolie. Daaruit volgt dat al wat niet in artikel 141, 1°, wordt opgenomen, maar wel in artikel 131, 4°, niet onder dat monopolie valt.

De Minister bevestigt die zienswijze. In antwoord op een vraag in die zin antwoordt hij dat de in artikel 131, 5°, opgenomen « financiële postdiensten » thans wel degelijk de Dienst overschrijvingen en postchecks alsook de andere financiële diensten omvatten.

Een spreker vraagt zich af waarom een brief met aangegeven waarde niet bij de financiële postdiensten werd opgenomen.

De Minister preciseert dat het in dit geval een aangegetekende zending betreft waarvoor een waarde is aangegeven, waardoor de zending verzekerd wordt. Hij voegt eraan toe dat de opsomming in 1° tot en met 8° van het artikel beperkend is.

Een ander lid merkt op dat uit de memorie van toelichting (Stuk n° 1287/1, blz. 77) blijkt dat « het huidige monopolie dus enkel slaat op de postverrichtingen die bij traditie « brievenpost » genoemd worden ». »

Comme la poste aux lettres est définie à l'article 131, si l'on se réfère à l'Exposé des motifs, l'on pourrait, par exemple, comprendre que le monopole postal concerne, par exemple, l'envoi d'imprimés sans destinataire.

Il faut donc clairement spécifier que le résultat de la « soustraction » entre la définition de la poste aux lettres de l'article 131 et les dispositions du 1<sup>o</sup> relatives au monopole de l'article 141 ne relève pas de ce monopole.

Le Ministre déclare partager également cette vision des choses.

## 2. Vote

L'article est adopté à l'unanimité.

## Art. 132

### 1. Discussion

MM. Knoops, Draps et De Croo déposent un amendement n° 198 (Doc. n° 1287/ 7), qui vise à supprimer à cet article, après le mot « Belgique », les mots « et à l'étranger ».

Un des auteurs se demande quels types d'activités peuvent spécifiquement être envisagés à l'étranger.

Le Ministre répond qu'il s'agit là de possibilités qui sont laissées à **LA POSTE**. Il cite, par exemple, l'accord qui lie **LA POSTE** avec la MCI américaine au niveau de « l'electronic mail ». Dans le cadre de la promotion d'un tel accord, il peut s'aviser intéressant d'ouvrir, même temporairement, une agence aux USA. De telles opportunités se présentent parfois à l'étranger et il est donc intéressant d'envisager légalement cette faculté.

Un autre intervenant fait remarquer que cette disposition permet d'organiser à l'étranger tout ce qui est fait en Belgique. L'établissement de sièges d'exploitation et de succursales à l'étranger ne profitera guère au contribuable.

N'est-il donc pas indiqué d'envisager la suppression de cette possibilité ou tout au moins de la réduire strictement ?

Le Ministre plaide pour le maintien du texte actuel, dans la mesure où il permet à **LA POSTE**, en fonction des circonstances, de faire les choix qu'elle juge les plus judicieux possible, à un moment où les services postaux ont également tendance à s'internationaliser. Il peut ainsi se révéler intéressant de s'associer à certains trafics postaux internationaux pour permettre d'augmenter les recettes actuelles. Pour ce type de décision, le Conseil d'administration jouit d'une autonomie maximale.

## 2. Votes

L'amendement n° 198 de M. Knoops et consorts est rejeté par 15 voix contre 3.

Daar de brievenpost in artikel 131 wordt omschreven, zou men luidens de memorie van toelichting kunnen denken dat het postmonopolie bijvoorbeeld betrekking heeft op het verzenden van drukwerk zonder vermelding van geadresseerde.

Er moet dus duidelijk gesteld worden dat het resultaat van de « aftrekking » van de omschrijving van de brievenpost in artikel 131 en van de bepalingen aangaande het monopolie van artikel 141, 1<sup>o</sup>, niet onder dat monopolie valt.

De Minister verklaart dat hij die zienswijze deelt.

## 2. Stemming

Het artikel wordt eenparig aangenomen.

## Art. 132

### 1. Besprekking

De heren Knoops, Draps en De Croo dienen een amendement n° 198 (Stuk n° 1287/ 7) in dat in dit artikel na het woord « België », de woorden « en in het buitenland » wil weglaten.

Een van de auteurs vraagt welke activiteiten specifiek in het buitenland kunnen plaatsvinden.

De Minister antwoordt dat het gaat om mogelijkheden die **DE POST** worden geboden. Hij geeft het voorbeeld van het akkoord tussen **DE POST** en het Amerikaanse MCI inzake « electronic mail ». Om een dergelijk akkoord te stimuleren kan het interessant zijn in de VS een agentschap te openen, al is het maar tijdelijk. In het buitenland worden dergelijke kansen soms geboden en het is derhalve interessant op wettelijk vlak in die mogelijkheid te voorzien.

Een andere spreker merkt op dat men met die bepaling in het buitenland alles wat in België al bestaat, kan organiseren. De oprichting van exploitatietels en filialen in het buitenland levert de belastingplichtige niets op.

Moet derhalve niet worden overwogen die mogelijkheid af te schaffen of moet ze althans niet fors worden beperkt ?

De Minister pleit voor de handhaving van de huidige tekst aangezien die **DE POST** in staat stelt, naargelang van de omstandigheden, de meest geschikte keuze te bepalen nu er een trend tot internationalisering van de postdiensten merkbaar is. Zo kan het interessant zijn aan te pikken bij bepaalde internationale postverkeersstromen om aldus de huidige inkomsten op te trekken. Voor dergelijke beslissing beschikt de Raad van Bestuur over de ruimst mogelijke autonomie.

## 2. Stemmingen

Amendement n° 198 van de heer Knoops c.s. wordt verworpen met 15 tegen 3 stemmen.

L'article est adopté par 15 voix contre 3.

### Art. 133

#### 1. Discussion

L'amendement n° 237 du Gouvernement (Doc. n° 1287/8) vise à compléter l'article par un cinquième et un sixième alinéa, libellés comme suit : « L'Institut assiste le Comité Consultatif visé à l'article 138 dans l'exécution de ses tâches et en assure le secrétariat. L'Institut assiste le Ministre dans l'élaboration des règles que **LA POSTE** doit respecter en organisant sa comptabilité conformément à l'article 27, § 1<sup>er</sup>, de la présente loi ».

Le Ministre ajoute que par analogie avec les tâches exercées par l'Institut pour ce qui concerne BELGACOM et le secteur des télécommunications, ces dispositions complètent les tâches de l'Institut pour ce qui concerne **LA POSTE** et les services postaux. Cette assistance est particulièrement précieuse pour l'organisation de la comptabilité, établissant un système distinct de comptes pour les activités ayant trait à leurs tâches de service public, d'une part, et pour leurs autres activités, d'autre part. Cela permet d'éviter la subsidiarité croisée.

Un membre fait observer que d'un point de vue légistique, il aurait été indiqué de regrouper l'ensemble des dispositions relatives au fonctionnement de l'Institut. On fournit ici des précisions supplémentaires au sujet d'un organisme insuffisamment décrit dans l'article qui prévoit sa création. Ces remarques valent d'ailleurs également pour BELGACOM.

Le Ministre comprend la remarque mais précise qu'elle nécessiterait une réécriture complète du projet. On a prévu les tâches spécifiques pour BELGACOM et pour **LA POSTE** dans leurs titres respectifs.

L'intervenant rétorque qu'on introduit par voie d'amendement des missions d'ordre général. C'est totalement différent pour les articles 134 et 135, qui visent des attributions de l'Institut en matière postale uniquement.

Un autre membre relève que le rôle de l'Institut est d'assister le Ministre. Cela signifie-t-il que le Ministre peut réquisitionner des membres de l'Institut et faire ensuite ce qu'il veut des conseils et des travaux que ceux-ci lui ont communiqués ?

Il ajoute qu'aux termes de l'amendement n° 237 du Gouvernement, l'Institut « assiste le Ministre dans l'élaboration des règles que **LA POSTE** doit respecter en organisant sa comptabilité ». On demande en quelque sorte à l'Institut de fournir un travail d'expert-comptable, en organisant, par exemple, une comptabilité analytique.

Le Ministre rappelle que l'essentiel est d'opérer au niveau comptable une distinction entre les activités

Het artikel wordt aangenomen met 15 tegen 3 stemmen.

### Art. 133

#### 1. Besprekking

Amendement n° 237 van de Regering (Stuk n° 1287/7) heeft tot doel dit artikel aan te vullen met een vijfde en zesde lid, luidend als volgt : « Het Instituut staat het in artikel 138 opgerichte Raadgevend Comité bij in de uitvoering van zijn opdracht en neemt het secretariaat ervan waar. Het Instituut staat de Minister bij in het opstellen van de regels die **DE POST** moet naleven bij het organiseren van zijn boekhouding, conform artikel 27, § 1, van onderhavige wet ».

De Minister voegt daaraan toe dat die bepalingen, naar analogie met de taken die het Instituut voor BELGACOM en de telecomsector uitoefent, een aanvulling inhouden op de taken van het Instituut wat **DE POST** en de postdiensten betreft. Die bijstand is bijzonder waardevol op het stuk van de organisatie van de boekhouding, waarbij een aparte boekhouding wordt gevoerd voor de activiteiten die betrekking hebben op de taken van openbare dienst enerzijds, en op de overige activiteiten anderzijds. Daardoor kan kruissubsidiëring worden voorkomen.

Een lid merkt op dat het uit wetstechnisch oogpunt verkeerslijker is alle bepalingen betreffende de werking van het Instituut te groeperen. Hier worden aanvullende preciseringen verstrekt over een bedrijf dat onvoldoende nauwkeurig is beschreven in het artikel waarbij het wordt opgericht. Die opmerkingen gelden trouwens ook voor BELGACOM.

De Minister heeft begrip voor die opmerking, maar wijst erop dat ze een volledige herschrijving van het ontwerp zou vergen. De specifieke taken voor BELGACOM en **DE POST** zijn in de desbetreffende titels opgenomen.

Spreker werpt op dat bij wege van een amendement opdrachten van algemene aard worden ingevoerd. Dat is volkomen verschillend voor de artikelen 134 en 135 die betrekking hebben op de exclusieve bevoegdheden die het Instituut heeft inzake postaangelegenheden.

Een ander lid wijst erop dat het Instituut tot taak heeft de Minister bij te staan. Betekent zulks dat de Minister leden van het Instituut kan opvorderen en vervolgens met de adviezen en het voorbereidend werk van die mensen kan doen wat hij wil ?

Hij voegt daaraan toe dat luidens amendement n° 327 van de Regering « het Instituut de Minister bijstaat in het opstellen van de regels die **DE POST** moet naleven bij het organiseren van zijn boekhouding ». In feite wordt aan het Instituut het werk van een accountant gevraagd doordat het bijvoorbeeld een analytische boekhouding moet opzetten.

De Minister herinnert eraan dat het er vooral op aankomt op boekhoudkundig vlak een onderscheid te

de service public et les autres (article 27, § 1<sup>er</sup>). La subvention croisée doit être impossible et cet instrument comptable rend ce contrôle possible.

Le Ministre confirme également que l'Institut peut se voir confier des missions par lui-même, par **LA POSTE** ou par son Comité consultatif.

## 2. Votes

L'amendement n° 237 du Gouvernement et l'article ainsi complété sont successivement adoptés à l'unanimité.

### Art. 134

#### 1. Discussion

Un membre fait valoir que l'on applique dans cet article « mutatis mutandis » des dispositions déjà prévues pour BELGACOM.

Le Ministre indique que ces dispositions sont beaucoup plus limitées que celles qui valent pour BELGACOM en matière de télécommunications. Cet agrément concerne, par exemple, des timbreuses détenues par des tiers.

Pour donner suite aux futures dispositions européennes, on opère déjà une distinction entre la société d'exploitation qu'est **LA POSTE** et l'Institut qui édicte les normes d'agrément.

Le même intervenant remarque qu'on n'a pas prévu de procédures de recours contre un refus d'agrément, alors que c'est le cas pour BELGACOM.

Le Ministre répond que cette procédure de recours n'existe qu'au niveau de la fourniture de services pour BELGACOM. Le parallèle doit ici être fait avec l'article 94 du projet.

Le Ministre précise toutefois qu'il est déterminé à prévoir une possibilité de recours dans la procédure d'agrément qu'il lui appartiendra de fixer. Cela vaudra également pour les dispositions contenues à l'article 94.

Le même membre s'interroge encore sur l'opportunité de prévoir un traitement différent pour les services et pour l'équipement. Quelle est la raison de cette distinction ?

Le Ministre fait valoir que la fourniture des services de télécommunications constitue une matière très sensible, pour laquelle ce recours se justifiait davantage. Ce recours sera donc étendu aux équipements.

#### 2. Vote

L'article est adopté par 16 voix contre 3.

maken tussen de activiteiten van openbare dienst en de andere (artikel 27, § 1). Kruissubsidiëring moet onmogelijk zijn en dank zij voormeld boekhoudkundig instrument wordt controle daarop mogelijk.

De Minister bevestigt tevens dat hij zelf, **DE POST** of het Raadgevend Comité aan het Instituut opdrachten kunnen toevertrouwen.

#### 2. Stemmingen

Amendement n° 237 van de Regering en het aldus aangevulde artikel worden achtereenvolgens eenparig aangenomen.

### Art. 134

#### 1. Bespreking

Een lid wijst erop dat in dit artikel « mutatis mutandis » bepalingen worden toegepast waarin reeds was voorzien voor BELGACOM.

De Minister geeft aan dat die bepalingen veel beperkter zijn dan die welke voor BELGACOM op het vlak van telecommunicatie gelden. Die erkenning betreft bijvoorbeeld de frankeermachines in het bezit van derden.

Ter uitvoering van de aanstaande Europese richtlijnen wordt nu al een onderscheid gemaakt tussen de exploitatiemaatschappij, namelijk **DE POST**, en het Instituut dat de erkenningsnormen uitvaardigt.

Dezelfde spreker merkt op dat niet in beroepsprocedures tegen een weigering tot erkenning is voorzien, ofschoon dat wel het geval is voor BELGACOM.

De Minister antwoordt dat die beroepsprocedure bij BELGACOM alleen bestaat voor de levering van diensten. Hier moet een parallel met artikel 94 van het ontwerp worden getrokken.

De Minister beklemtoont evenwel dat hij vast van plan is in de erkenningsprocedure die hij moet vastleggen een beroepsmogelijkheid in te bouwen. Dat geldt ook voor het bepaalde in artikel 94.

Hetzelfde lid vraagt of het wel raadzaam is de diensten anders te behandelen dan de uitrusting. Wat is de reden voor dat onderscheid ?

De Minister onderstreept dat de levering van telecommunicatiediensten een zeer kiese aangelegenheid is, waarvoor een mogelijkheid tot beroep zeker verantwoord is. De beroepsmogelijkheid moet bijgevolg tot de uitrusting worden uitgebreid.

#### 2. Stemming

Het artikel wordt aangenomen met 16 tegen 3 stemmen.

## Art. 135

## 1. Discussion

Un orateur demande si le Ministre peut prendre une décision en l'absence d'un avis motivé de l'Institut.

Le Ministre observe que ces trois matières précises (numéros postaux, boîtes aux lettres et envoi recommandés) relèvent autant de l'intérêt général que de celui de la poste. On dépasse ici l'intérêt particulier de **LA POSTE** comme entreprise. La décision appartient effectivement au Ministre mais **LA POSTE** a un droit d'initiative. L'avis motivé de l'Institut n'est pas contraignant.

Il s'agit dans ce cas d'une application du 3<sup>e</sup> alinéa de l'article 133 du projet.

Un autre intervenant se demande sur base de quelles dispositions légales le Ministre prend actuellement les décisions relatives aux numéros postaux, aux boîtes aux lettres et aux envois recommandés. Ne risque-t-on pas de se trouver à un moment devant un vide juridique ?

Le Ministre rappelle qu'il est actuellement l'administrateur de la Régie des Postes. Dans le futur, ce qui touche aux boîtes aux lettres sera réglé par l'article 142, 3<sup>e</sup>. Les codes postaux sont envisagés dans l'article 3 relatif au contrat de gestion (règles de conduite vis-à-vis des usagers des prestations de service public). Quant aux envois recommandés, ils sont visés par le 7<sup>e</sup> de l'article 131 du projet.

En tout état de cause, ces trois éléments entrent donc clairement dans les missions de service public et relèvent donc du contrat de gestion. En cas de conflit entre l'Institut et le Ministre à ce propos, le dernier mot reste à celui-ci en vertu de l'article 5, § 3.

Un membre évoque l'émission de valeurs postales, qui constitue également une des missions de service public : que se passe-t-il si sur base de sa nouvelle autonomie, **LA POSTE** choisit de procéder à des émissions commerciales ? Dans le cadre de cette autonomie, cette possibilité existe-telle ?

Le Ministre répond que c'est impossible en vertu du § 1<sup>er</sup> de l'article 143 du projet. Rien ne changera d'ailleurs par rapport à la situation actuelle.

Le Président fait observer qu'il existe peu de pays procédant à de telles émissions de type commercial. Ce sont alors de petits pays comme le Liechtenstein, Monaco, ...

## 2. Vote

L'article est adopté par 16 voix contre 3.

## Art. 135

## 1. Besprekking

Een spreker vraagt of de Minister een beslissing kan nemen als het Instituut geen met redenen omkleed advies heeft verstrekt.

De Minister merkt op dat juist die drie aangelegenheden (postnummers, brievenbussen en aangetekende zendingen) zowel het algemeen belang als het belang van de post betreffen. Men gaat hier verder dan het bijzondere belang van **DE POST** als bedrijf. De Minister moet inderdaad de beslissing nemen, maar **DE POST** beschikt over een recht van initiatief. Het met redenen omkleed advies van het Instituut is niet bindend.

Het gaat in dit geval om de toepassing van het derde lid van artikel 133 van het ontwerp.

Een andere spreker vraagt zich af op grond van welke wetsbepalingen de Minister momenteel beslissingen over postnummers, brievenbussen en aangetekende zendingen neemt. Dreigt men op een bepaald ogenblik niet met een rechtsvacuum te worden geconfronteerd ?

De Minister herinnert eraan dat hij op dit ogenblik de bestuurder is van de Regie der Posterijen. Voorstaan zal alles wat de brievenbussen betreft geregeld worden door artikel 142, 3<sup>e</sup>. De postnummers worden geregeld in artikel 3 betreffende het beheerscontract (gedragsregels t.a.v. de gebruikers van de prestaties van openbare dienst). Voor de aangetekende zendingen wordt een regeling getroffen door het 7<sup>e</sup> van artikel 131 van het ontwerp.

Die drie aangelegenheden behoren dus hoe dan ook tot de taken van openbare dienst en maken bijgevolg deel uit van het beheerscontract. In geval daarover een geschil rijst tussen het Instituut en de Minister heeft laatstgenoemde het laatste woord op grond van artikel 5, § 3.

Een lid staat stil bij de uitgifte van postwaarden, wat ook een van de opdrachten van openbare dienst is : wat gebeurt er indien **DE POST**, op grond van haar nieuw verworven autonomie, voor commerciële uitgiften kiest ? Bestaat die mogelijkheid in het raam van die autonomie ?

De Minister antwoordt dat zulks onmogelijk is krachtens § 1 van artikel 143 van het ontwerp. Vergelijken bij de huidige toestand verandert er overigens niets.

De Voorzitter wijst erop dat maar weinig landen dergelijke commerciële uitgiften verzorgen. Het gaat dan nog meestal om kleine landen zoals Liechtenstein, Monaco, ...

## 2. Stemming

Het artikel wordt aangenomen met 16 tegen 3 stemmen.

## Art. 136

## 1. Discussion

L'amendement n° 199 de MM. Knoops, Draps et De Croo tend à remplacer le 1<sup>er</sup> alinéa de l'article par la disposition suivante :

« Les agents de l'Institut de rang d'un grade 20 ou supérieur et chargés de la constatation des infractions à la présente loi ont la qualité d'officier de police judiciaire ».

L'un des auteurs renvoie à la justification de l'amendement déposé à l'article 110 du projet, qui contient des dispositions similaires. Le Conseil d'Etat a d'ailleurs précisé « qu'il n'appartient pas au Roi de conférer la qualité d'officier de police judiciaire mais bien à la loi. La loi doit préciser le rang auquel les agents désignés doivent appartenir » (Doc. n° 1287/1, p. 172).

Le membre ajoute que l'arrêté royal désignant la qualité d'officier de police judiciaire pourrait être attaqué, ce qui entraînerait une insécurité juridique. Il faut, en effet une conformité des arrêtés royaux à la loi d'habilitation. Ce n'est qu'à cette condition que les cours et tribunaux peuvent les appliquer. Sur base de l'avis du Conseil d'Etat, il n'est pas interdit de penser qu'une procédure d'excès de pouvoir de la part du Gouvernement pourrait être introduite.

Le Ministre renvoie aux avis du Conseil d'Etat précédents et relatifs aux lois de 1979 et de 1987. A ce moment, le Parlement s'est clairement exprimé en faveur d'un tel système. La qualité d'officier de police judiciaire ne peut être attribuée qu'aux fonctionnaires de l'Institut. Il n'est pas question de prévoir de telles dispositions pour les agents de la poste.

Un autre membre déclare ne pas comprendre que l'on se ménage une telle souplesse dans ce domaine. Il ne saurait être question d'attribuer cette qualité d'officier judiciaire à de simples secrétaires de cet Institut. Il faut que le Parlement qui a, par deux fois, abandonné ses droits les reprenne. Au moment où l'on évoque, dans le cadre de la troisième phase de la réforme de l'Etat, un contrôle de la constitutionnalité des lois, le risque ultérieur sera grand de voir contestée la qualité d'officier judiciaire des agents de l'Institut devant les tribunaux. Au nom d'une certaine souplesse, on crée donc les conditions d'une future insécurité juridique, comme ce fut déjà le cas pour l'article 110 du projet.

Un membre fait encore observer que la saisie, prévue au dernier alinéa de l'article, est différente de celle qui figurait à l'article 32 de la loi du 26 décembre 1956. On évoque désormais uniquement la saisie des envois faisant l'objet de l'infraction, alors que l'ancien

## Art. 136

## 1. Besprekung

Amendement n° 199 van de heren Knoops, Draps en De Croo heeft tot doel het eerste lid van artikel 136 te vervangen door de volgende bepaling :

« De ambtenaren van het Instituut met rang 20 of hoger die belast zijn met het vaststellen van overtredingen op deze wet hebben de hoedanigheid van officier van gerechtelijke politie ».

Een van de indieners verwijst naar de verantwoording bij het amendement dat op artikel 110 van het ontwerp is ingediend. Daarin zijn gelijksoortige bepalingen vervat. De Raad van State heeft overigens gepreciseerd dat « het geen aangelegenheid van de Koning is om de hoedanigheid van officier van gerechtelijke politie toe te kennen, maar wel van de wet. » (Stuk n° 1287/1, blz. 172).

Het lid voegt daaraan toe dat het koninklijk besluit tot toekenning van de hoedanigheid van officier van gerechtelijke politie zou kunnen worden aangevochten, wat tot rechtsonzekerheid kan leiden. De koninklijke besluiten moeten immers in overeenstemming zijn met de machtingswet. Alleen onder die voorwaarde kunnen de hoven en rechtkanten ze toepassen. Met het advies van de Raad van State voor ogen, is de mogelijkheid niet uitgesloten dat tegen bevoegdheidsoverschrijding vanwege de Regering een procedure wordt ingeleid.

De Minister verwijst naar adviezen die de Raad van State heeft uitgebracht over de wetten van 1979 en 1987. Op dat ogenblik had het Parlement zich ondubbelzinnig voor een dergelijke regeling uitgesproken. De hoedanigheid van officier van gerechtelijke politie mag hoe dan ook alleen maar aan de ambtenaren van het Instituut worden toegekend. Er kan geen sprake van zijn die hoedanigheid ook aan personeelsleden van de post toe te kennen.

Een andere spreker zegt niet te begrijpen dat men op dat vlak een zodanige soepelheid aan de dag legt. Het is ondenkbaar dat de hoedanigheid van officier van gerechtelijke politie aan gewone secretarissen van dat Instituut wordt toegekend. Het Parlement, dat tot tweemaal toe van zijn rechten heeft afgezien, moet die opnieuw laten gelden. Op een ogenblik dat men in het raam van de derde fase van de Staatsherstelling de idee oppert om de wetten op hun grondwettigheid te toetsen, is het gevaar groot dat men de hoedanigheid van officier van gerechtelijke politie van de personeelsleden van het Instituut voor de rechter zal aanvechten. Terwille van een zogenaamde soepelheid creëert men de voorwaarden voor rechtsonzekerheid, zoals dat al het geval was voor artikel 110 van het ontwerp.

Een lid merkt voorts op dat de inbeslagneming waarin wordt voorzien in het laatste lid van het artikel, verschilt van die in artikel 32 van de wet van 26 december 1956. Voortaan wordt nog alleen gewag gemaakt van de inbeslagneming van zendingen die

article 32 envisageait également des perquisitions sur les messagers et entrepreneurs de transports et sur leur matériel. Pourquoi une formulation différente ?

Le Ministre répond que le premier alinéa de l'article 32 de la loi de 26 décembre 1956 est abrogé et remplacé par l'article 136 de ce projet. La qualité d'officier de police judiciaire sera conférée exclusivement aux agents de l'Institut.

Les compétences des employés des douanes, réglées dans cet article 32, restent inchangées. L'article 152, paragraphe 4, de ce projet adapte les dispositions actuelles à la nouvelle situation. L'observation du membre est donc sans objet.

## 2. Votes

L'amendement n° 199 de M. Knoops et consorts est rejeté par 16 voix contre 3.

L'article est adopté par 16 voix contre 3.

## Art. 137

### 1. Discussion

Un orateur attire l'attention de la Commission sur l'importance de l'article 137, qui détermine des concepts repris à l'article 141. Il rappelle que le monopole postal ne visait que les points a), b) et c) repris au 1<sup>e</sup> de cet article 141. Toute autre exploitation de services est donc libre, moyennant le respect des autres dispositions légales en vigueur.

Le deuxième alinéa de l'article évoque la nécessité d'obtenir une déclaration préalable pour les services rémunérés.

Le Ministre répond que seuls les services repris dans la liste arrêtée par le Roi sont soumis à l'obligation d'une déclaration préalable.

La Commission décide d'apporter une modification d'ordre technique au second alinéa de ce même article. Dans le texte néerlandais, il faut lire « maakt een lijst op van diensten », tandis que le texte français doit reprendre les mots « arrête la liste de services »).

## 2. Vote

L'article, tel que corrigé en son texte néerlandais, est adopté par 16 voix et 3 abstentions.

het voorwerp zijn van het misdrijf, terwijl het vroegere artikel 32 ook voorzag in huiszoeken bij koerieren en transportbedrijven en hun materieel. Waarom wordt nu een andere formulering gehanteerd ?

De Minister antwoordt dat de eerste alinea van artikel 32 van de wet van 26 december 1956 wordt opgeheven en vervangen door artikel 136 van dit wetsontwerp. De hoedanigheid van officier van gerechtelijke politie zal enkel worden toegekend aan personeelsleden van het Instituut.

De bevoegdheden van het douanepersoneel, gereeld door het artikel 32, blijven ongewijzigd. Artikel 152, paragraaf 4, van het ontwerp past de huidige bepalingen aan, aan de nieuwe situatie. De opmerking van het lid is dus zonder voorwerp.

## 2. Stemmingen

Amendement n° 199 van de heer Knoops c.s. wordt verworpen met 16 tegen 3 stemmen.

Het artikel wordt aangenomen met 16 tegen 3 stemmen.

## Art. 137

### 1. Bespreking

Een spreker vestigt de aandacht van de Commissie op het belang van artikel 137, dat een aantal in artikel 141 opgenomen begrippen nader omschrijft. Hij memoreert dat het postmonopolie alleen betrekking had op de punten a), b) en c), als vermeld in het 1<sup>e</sup> van dat artikel 141. Elke andere exploitatie van diensten is bijgevolg vrij, op voorwaarde dat de overige vigerende wetsbepalingen in acht worden genomen.

Het laatste lid van het artikel handelt over de verplichting voor de tegen vergoeding gepresteerde diensten een voorafgaande verklaring te verkrijgen.

De Minister antwoordt dat alleen voor de diensten, vermeld in de door de Koning vastgestelde lijst een voorafgaande verklaring vereist is.

De Commissie besluit een technische wijziging aan te brengen in het tweede lid van datzelfde artikel. In de Nederlandse tekst lezen we « maakt een lijst op van diensten », terwijl in de Franse tekst de woorden « arrête la liste de services » moet voorkomen.

## 2. Stemming

Het aldus in de Nederlandse redactie verbeterde artikel wordt aangenomen met 16 stemmen en 3 ontvoldingen.

## Art. 138

## 1. Discussion

Le Gouvernement dépose un amendement n° 246, qui vise à remplacer, à cet article, les mots « LA POSTE » par les mots « les services postaux ».

Le Ministre indique qu'il s'agit là d'une erreur matérielle. Le Comité consultatif a, en effet, des prestations à assurer en matière de l'ensemble des services postaux.

Un membre conteste cette vision des choses. En effet, les « services postaux » sont définis limitativement à l'article 131, 3<sup>e</sup>, du projet comme étant l'ensemble des prestations en matière de poste aux lettres. Il faut donc retirer l'amendement.

Un autre intervenant remarque que la définition des « services postaux » est complétée par le 4<sup>e</sup> de l'article 131 (« poste aux lettres »). Les 6<sup>e</sup>, 7<sup>e</sup> et 8<sup>e</sup> de ce même article se sont pas considérés comme étant des services postaux.

Le Ministre fait observer qu'il faut se référer à la définition de « poste aux lettres », où la poste rapide est également reprise. Par services postaux, il faut donc entendre tous les services, à l'exception des services financiers postaux. Le Comité consultatif est donc compétent pour ces différents services. L'amendement permet donc de voir siéger dans ce Comité, outre des membres de LA POSTE, également, par exemple, des représentants du secteur privé.

Un membre constate que le Comité consultatif n'a donc pas de compétences en matière de services financiers postaux. Comment explique-t-on qu'au second alinéa de l'article 138, il est stipulé que le Comité donne des avis sur toutes les questions relatives aux services financiers postaux ?

A la suite de cette observation, le Gouvernement dépose un amendement (n° 248), qui tend à supprimer les mots « aux services financiers postaux » au deuxième alinéa.

L'amendement n° 172 de M. Simons vise à compléter l'article par ce qui suit : « Ce rapport est transmis, pour information, aux Chambres législatives ».

Le Ministre rappelle que le Comité publie son rapport annuellement. Ce rapport est donc par essence public. Il peut, le cas échéant, également être ajouté en annexe au rapport de l'Institut.

## 2. Votes

Les amendements n°s 246 et 248 du Gouvernement sont successivement adoptés à l'unanimité.

L'amendement n° 172 de M. Simons est rejeté à l'unanimité.

L'article tel qu'amendé est adopté par 16 voix contre 3.

## Art. 138

## 1. Bespreking

De Regering stelt een amendement n° 246 voor dat tot doel heeft in dat artikel de woorden « DE POST » te vervangen door de woorden « de postdiensten ».

De Minister geeft aan dat het een materiële vergissing betreft. Het Raadgevend Comité heeft namelijk bevoegdheden die zich over de hele sector van postdiensten uitstrekken.

Een lid betwist die zienswijze. De « postdiensten » worden in artikel 131, 3<sup>e</sup>, van het ontwerp namelijk beperkend gedefinieerd als het geheel van de prestaties inzake brievenpost. Het amendement moet bijgevolg worden ingetrokken.

Een andere spreker merkt op dat de definitie van « postdiensten » wordt aangevuld door het 4<sup>e</sup> van artikel 131 (« brievenpost »). Het 6<sup>e</sup>, 7<sup>e</sup> en 8<sup>e</sup> van hetzelfde artikel worden niet als postdiensten beschouwd.

Volgens de Minister moet worden teruggegrepen naar de definitie van « brievenpost », waarin ook de snelpost is opgenomen. Onder postdiensten behoort bijgevolg te worden verstaan, alle diensten uitgenomen de financiële postdiensten. Het Raadgevend Comité is dus voor die diensten bevoegd. Luidens het amendement mogen in die Raad, naast de leden van DE POST bijvoorbeeld ook vertegenwoordigers van de privé-sector zitting hebben.

Een lid constateert dat het Raadgevend Comité niet bevoegd is inzake financiële postdiensten. Hoe wordt dan verklaard dat het tweede lid van artikel 138 bepaalt dat het Comité advies uitbrengt over alle aangelegenheden die de financiële postdiensten betreffen ?

Ingevolge deze opmerking dient de Regering een amendement (n° 248) in ten einde in het tweede lid de woorden « financiële postdiensten » weg te laten.

Amendement n° 172 van de heer Simons heeft tot doel dit artikel aan te vullen met wat volgt : « Dat verslag wordt ter informatie aan de Wetgevende Kamers gestuurd ».

De Minister herinnert eraan dat het Comité jaarlijks zijn verslag publiceert. Dat verslag is bijgevolg per definitie openbaar. Desnoods kan het als bijlage bij het verslag van het Instituut worden gevoegd.

## 2. Stemmingen

De amendementen n°s 246 en 248 van de Regeirng worden achtereenvolgens eenparig aangenomen.

Amendement n° 172 van de heer Simons wordt eenparig verworpen.

Het aldus geamendeerde artikel wordt aangenomen met 16 tegen 3 stemmen.

## Art. 139

1. *Discussion*

Un membre insiste sur l'intérêt de ne pas limiter la composition de ce Comité aux seuls fonctionnaires.

Le Ministre estime qu'il est intéressant de pouvoir intégrer dans ce Comité, par exemple, un professeur d'université qui s'occupe de questions liées aux services postaux, comme personne choisie pour sa compétence en matière postale. Il n'est nullement question de s'en tenir uniquement à des fonctionnaires. Le secteur privé concerné sera d'ailleurs également représenté dans le Comité.

2. *Vote*

L'article est adopté par 16 voix contre 3.

## Art. 140

1. *Discussion*

L'amendement n° 173 de M. Simons tend à insérer un 1<sup>bis</sup> libellé comme suit :

« 1<sup>bis</sup> — L'exploitation des services postaux en vue d'assurer la distribution des journaux et des publications d'information afin de garantir concrètement la liberté de la presse. »

Le Ministre précise que la distribution des journaux et des publications d'information constitue une activité concurrentielle, sauf si une législation ultérieure venait à en décider autrement.

Un membre fait observer que certaines chaînes de distribution existent déjà pour ces journaux et publications.

Le Ministre rétorque que les discussions avec les éditeurs de journaux et d'hebdomadaires à propos de la création d'un joint-venture Poste-Editeurs pour la distribution de ces publications ont déjà débuté.

Le même intervenant fait encore remarquer que la loi du 2 mai 1956 sur le chèque postal n'est pas modifiée par le présent projet. Seuls, les articles 131 et 140 du projet y renvoient.

Le Ministre ajoute que l'article 141 y fait également allusion, puisque l'on évoque les services financiers postaux, qui ne relèvent également pas du monopole postal. La suppression éventuelle du Service des virements et des chèques postaux ne pourrait donc être envisagée que par une modification de l'article 141 du projet.

Cet article 141 reprend les missions de service public, qu'elles relèvent ou non du monopole.

## Art. 139

1. *Bespreking*

Een lid wijst op de noodzaak in dat Comité niet alleen maar ambtenaren op te nemen.

Volgens de Minister ware het interessant dat aan dit Comité bijvoorbeeld een hoogleraar kan worden toegevoegd, zulks omwille van diens bevoegdheid inzake postaangelegenheden. Hij zou zich dan meer bepaald bezighouden met de vraagstukken die de postdiensten aanbelangen. Het is geenszins de bedoeling alleen maar ambtenaren in het Comité zitting te laten hebben. Ook de betrokken privé-sector zal in het Comité vertegenwoordigd zijn.

2. *Stemming*

Het artikel wordt aangenomen met 16 tegen 3 stemmen.

## Art. 140

1. *Bespreking*

Amendement n° 173 van de heer Simons heeft tot doel in het artikel een 1<sup>bis</sup> in te voegen, luidend als volgt :

« 1<sup>bis</sup> — de exploitatie van postdiensten teneinde in de bezorging van dag- en informatiebladen te voorzien, zodat de persvrijheid daadwerkelijk wordt gewaarborgd. »

De Minister preciseert dat de bezorging van dag- en informatiebladen een aan concurrentie onderworpen activiteit is, behalve indien een latere wetgeving daar anders over beslist.

Een lid merkt op dat voor die dagbladen en publikaties al een aantal distributieketens bestaat.

De Minister werpt op dat met de dag- en weekblad-uitgevers al besprekingen worden gevoerd over de oprichting van een joint-venture Post-Uitgevers met het oog op de distributie van die publikaties.

Hetzelfde lid wijst er nog op dat de wet van 2 mei 1956 over de postcheque niet door dit ontwerp wordt gewijzigd. Alleen de artikelen 131 en 140 van het ontwerp verwijzen naar die wet.

De Minister voegt daaraan toe dat ook artikel 141 naar die wet verwijst aangezien daarin de financiële postdiensten worden vermeld, die evenmin onder het postmonopolie vallen. De eventuele afschaffing van de Dienst der stortingen en postcheques kan bijgevolg alleen via een wijziging van artikel 141 van het ontwerp worden overwogen.

Dat artikel 141 vermeldt de opdrachten van openbare dienst, ongeacht of die al of niet onder het monopolie vallen.

## 2. Votes

L'amendement n° 173 de M. Simons est rejeté à l'unanimité.

L'article est adopté à l'unanimité.

### Art. 141

#### 1. Discussion

Un membre rappelle que, depuis plusieurs années, le monopole postal est contourné. Dans notre pays, comme en France, l'on s'est efforcé, au niveau de l'établissement public, d'essayer de la préserver. N'est-il, dès lors, pas temps de s'adapter et d'en terminer avec ce monopole ?

Il est évident qu'il faut préserver la distribution des lettres dans l'ensemble du pays. Il y a là certes une partie de la mission de service public mais il n'est pas certain qu'en maintenant le monopole, on améliorera nécessairement la situation financière de LA POSTE.

On constate d'ailleurs aujourd'hui que LA POSTE est submergée par des flots d'envois et que sans son monopole, elle aurait encore suffisamment de travail.

Il a d'ailleurs déjà fallu laisser échapper au privé les envois rapides et les envois d'entreprises. Il existe donc une série de pratiques illégales mais tolérées visant à contourner le monopole. Il faut par conséquent mettre fin à cette situation légale mais dépassée dans les faits.

Il est d'ailleurs intéressant de relever qu'il n'y a jamais eu de poursuites judiciaires engagées à l'encontre d'organismes importants pour violation du monopole. On s'est limité à traîner quelques petits distributeurs devant les tribunaux. On hante ici donc deux poids et deux mesures. Au nom de la justice sociale, la suppression du monopole se justifie également pleinement.

L'orateur suivant constate que toutes les missions de service public dont est chargée LA POSTE ne relèvent pas du monopole. Contrairement aux autres organismes repris dans le projet (BELGACOM, SNCB et RVA), ces missions de service public ne coïncident donc pas avec le monopole.

Pour ce qui concerne LA POSTE, la législation en vigueur n'est pas modifiée en la matière.

Le membre fait également observer que le Parlement contourne à sa façon le monopole, en acceptant le dépôt de lettres closes à l'intention des parlementaires. Ces envois devraient normalement transiter par la poste. Les banques utilisent aussi des techniques similaires.

L'intervenant souhaite donc, ces dispositions en la matière n'étant pas revues, obtenir la jurisprudence établie par la Cour de Cassation, pour faire l'état de la question. En tout état de cause, il est difficile de déter-

## 2. Stemmingen

Amendement n° 173 van de heer Simons wordt eenparig verworpen.

Het artikel wordt eenparig aangenomen.

### Art. 141

#### 1. Besprekking

*Een lid* herinnert eraan dat het postmonopolie al meerdere jaren wordt omzeild. Net als Frankrijk heeft ook ons land geprobeerd dat monopolie voor het overheidsbedrijf in stand te houden. Wordt het bijgevolg geen tijd zich aan de gang van zaken aan te passen en dat monopolie te doorbreken ?

Vanzelfsprekend moet de brievenbestelling in het hele land worden behouden. Daar zit vanzelfsprekend voor een stuk een opdracht van openbare dienst in, maar het is niet zeker dat de financiële situatie van DE POST door het behoud van het monopolie wordt verbeterd.

Overigens kan vandaag worden geconstateerd dat DE POST met zendingen wordt overspoeld en dat ze zonder haar monopolie ongetwijfeld nog voldoende werk en verzendingsopdrachten zou hebben.

De spoed- en bedrijfszendingen moesten overigens al aan de particuliere sector worden afgestaan. Bijgevolg bestaan er een aantal onwettige, maar gedoogde praktijken waarmee het monopolie wordt omzeild. Aan die wettelijke, maar door de feiten achterhaalde toestand moet dan ook een einde worden gemaakt.

Overigens is het interessant te weten dat grote bedrijven nooit gerechtelijk zijn vervolgd wegens schending van het monopolie. Men heeft ermee volstaan een aantal kleine distributeurs voor de rechtbank te brengen. Men hanteert hier bijgevolg twee maten en twee gewichten. In naam van de sociale rechtvaardigheid is de afschaffing van het monopolie dus eveneens ten volle verantwoord.

De volgende spreker constateert dat niet alle opdrachten van openbare dienst waarmee DE POST is belast onder het monopolie vallen. In tegenstelling tot andere in het ontwerp besproken bedrijven (BELGACOM, NMBS en RLW), lopen die opdrachten van openbare dienst bijgevolg niet met het monopolie samen.

Voor DE POST wordt de vigerende wetgeving terzake niet gewijzigd.

Het lid merkt ook op dat het Parlement op zijn manier het monopolie omzeilt, doordat het aanvaardt dat gesloten brieven ten behoeve van de Parlementsleden worden gedeponeerd. Die brieven moeten normaal via de post gaan. De banken gaan op een gelijksoortige manier te werk.

Aangezien de bepalingen in dat verband ongewijzigd blijven, wenst spreker bijgevolg te kunnen beschikken over de rechtspraak terzake van het Hof van Cassatie om een stand van zaken op te maken. Het is in elk

miner ce qu'il faut entendre par lettre close ou ouverte. Il est important de savoir où se situe exactement la limite.

Le membre rappelle que lorsque le courrier express a été développé par les sociétés privées, on a alors estimé que cet envoi était un colis contenant une lettre d'accompagnement, ce qui permettait de ne pas considérer ce type de courrier comme lettre close.

Le membre voudrait également connaître la définition de ce qu'est une carte postale. Quant aux éléments repris au c) du 1<sup>o</sup> de l'article, il se demande s'ils constituent bien le contraire de ce qu'on appelle les « non-adressés ».

Enfin, lorsqu'on fait valoir que LA Poste a le monopole de ce service, se réfère-t-on au 3<sup>o</sup> de l'article 131 ?

Le Ministre confirme que les prestations en matière de poste comprennent le recueil, le transport et la distribution. C'est ce service qui est visé.

Le même intervenant demande alors quelles sont les sanctions prévues pour ceux qui, personnes publiques ou privées, contournent le monopole. Quelle est l'attitude qu'adoptera LA POSTE à l'avenir ?

Cette situation sera-t-elle revue dans le cadre du contrat de gestion ? Allant à contre-courant, ne voudrait-on pas renforcer le monopole existant ? Puisqu'il n'y a pas d'arrêté royal prévu pour intégrer ultérieurement les directives européennes en la matière, que fera-t-on lorsque celles-ci seront publiées ?

Le Ministre fait valoir qu'il est inexact de vouloir prétendre que LA POSTE tend à garder sous monopole les activités non-rentables. Le courrier des lettres constitue, par exemple, une activité très rentable, qui permet notamment de financer la distribution des journaux.

Il faut d'ailleurs mettre ce monopole en rapport avec l'article 142 du projet, qui reprend les obligations qu'assume LA POSTE. Il est peu probable que n'importe quelle autre entreprise accepterait d'assurer de telles missions, si elle ne pouvait bénéficier d'une exclusivité à l'égard de certaines activités.

Au niveau européen, la législation n'en est qu'à des balbutiements, même si l'idée d'un Livre vert fait son chemin. La Commission semble pourtant estimer qu'en matière postale, des droits exclusifs doivent continuer à subsister. Il est cependant difficile de trancher, dans la mesure où la situation est fondamentalement différente de pays à pays. C'est ainsi que dans certains Etats, le monopole est une question de tarif, tandis que dans d'autres, on se réfère au poids ou à la quantité.

En cas de directives européennes à ce sujet, il faudrait dans le futur modifier les présentes dispositions.

D'autre part, le Ministre confirme que seule une partie des missions du service public dont est chargée

geval moeilijk om uit te maken wat onder een open of gesloten brief moet worden verstaan. Het is van belang te weten waar de grens precies ligt.

Het lid herinnert eraan dat op het ogenblik dat privé-maatschappijen de expresspost ontwikkelden, men oordeelde dat zulke zendingen een begeleidende brief bevatten : daardoor behoefden ze niet als een gesloten brief te worden aangemerkt.

Ook wil het lid de definitie van een « briefkaart » kennen. Over de gegevens in c) van het 1<sup>o</sup> van artikel 141 vraagt hij zich af of ze wel het tegengestelde zijn van wat men « niet geadresseerde zendingen » noemt.

Wanneer men tot slot aanvoert dat DE POST het monopolie van die dienst heeft, verwijst men dan naar het 3<sup>o</sup> van artikel 131 ?

De Minister beaamt dat de prestaties inzake verwerking van poststukken de verzameling, het vervoer en de bestelling omvatten. Die dienst wordt in het artikel bedoeld.

Dezelfde spreker vraagt vervolgens in welche straffen is voorzien voor overheidsdiensten of particulieren die het monopolie omzeilen. Welk standpunt zal DE POST voortaan innemen ?

Zal die toestand worden herzien in het raam van het beheerscontract ? Zal men tegen de gang van zaken in, het bestaande monopolie niet willen versterken ? Aangezien er geen koninklijk besluit wordt uitgewerkt om later de Europese richtlijnen terzake in Belgische wetgeving om te zetten, wat zal de reactie zijn op het ogenblik dat die richtlijnen worden bekendgemaakt ?

De Minister wijst erop dat het onjuist is te stellen dat DE POST de niet rendabele activiteiten onder het monopolie wil houden. De brievenpost is bijvoorbeeld een zeer rendabele activiteit waarmee onder meer de dagbladverdeling kan worden gefinancierd.

Dat monopolie moet trouwens worden gezien tegen de achtergrond van artikel 142 van het ontwerp waarin de door DE POST na te komen verplichtingen worden opgenomen. Het is weinig waarschijnlijk dat enig ander bedrijf zou accepteren om dergelijke opdrachten uit te voeren, indien het op sommige van die activiteiten geen exclusief recht zou kunnen doen gelden.

Op Europees vlak staat de wetgeving daarover nog in de kinderschoenen, ook al maakt de idee van een Groenboek opgang. De Commissie lijkt er evenwel van uit te gaan dat in postzaken exclusieve rechten moeten blijven bestaan. Een definitief besluit daarover is evenwel niet gemakkelijk aangezien de situatie van land tot land sterk verschilt. Zo betreft het monopolie in sommige Lidstaten vooral de tarieven, terwijl in andere Lidstaten een monopolie geldt voor het gewicht of de hoeveelheid van de zendingen.

Zodra daarover Europese richtlijnen verschijnen, zal het bepaalde in artikel 141 moeten worden gewijzigd.

Voorts bevestigt de Minister dat maar een gedeelte van de opdrachten van openbare dienst van DE POST

le poste relève du monopole. Quant aux exemples cités par le préopinant au sujet du contournement du monopole postal, le Ministre indique que ces situations sont rencontrées par les a), b) et c) des exceptions au monopole postal, prévues au 1<sup>o</sup> de l'article 141.

Pour les annonces, circulaires, prospectus, prix courants et avis de toute nature visés au c), il s'agit en fait de ce qu'on appelle plus couramment les « imprimés adressés ». La notion de « carte postale » se conçoit par rapport à la description qui en est faite dans la liste de tarification des postes. Le présent article confère également un cadre légal au traitement accéléré des correspondances. Une certaine souplesse a été prévue dans ces dispositions, puisqu'une directive européenne en la matière paraît plus imminente. Cette directive reprendra les critères à utiliser en la matière. Un des critères sera « le tracking and tracing », à savoir la possibilité de suivre à chaque instant le cheminement de ce type de courrier.

Un orateur évoque encore les services obligatoires exclusifs, repris au 2<sup>o</sup> de l'article 141. Il rappelle qu'il a déposé un amendement n° 241 (Doc. n° 1287/8), tendant à supprimer le 2<sup>o</sup>, estimant qu'il n'y avait plus lieu de prévoir de nouveaux monopoles.

Un amendement n° 240 de MM. Knoops et De Croo (Doc. n° 1287/8) vise d'ailleurs à supprimer toute référence à un monopole dans l'article 141.

Le Ministre met en doute le bien fondé de l'amendement n° 241 précité. Ces services obligatoires exclusifs sont imposés à LA POSTE par ou en vertu d'une disposition légale et ne constituent pas en tant que tels des activités de monopole. Il s'agit, par exemple, du paiement à domicile des pensions de retraite ou de survie.

## 2. Votes

Les amendements n°s 240 et 241 de MM. Knoops et De Croo sont successivement rejétés par 16 voix contre 3.

L'article est adopté par 16 voix contre 3.

## Art. 142

### 1. Discussion

Un membre relève dans les présentes dispositions une différence fondamentale par rapport aux prescrits de la législation actuelle. Un arrêté royal prévoit, en effet, pour l'instant, la possibilité de distribuer la correspondance le samedi et le dimanche. On a ici renoncé à cette possibilité.

Le Ministre relève que l'article 141 n'interdit pas une telle possibilité. Il existe une obligation d'expé-

onder het monopolie valt. In verband met de voorbeelden die vorige spreker aanhaalt inzake de omzetting van het postmonopolie geeft de Minister aan dat die situaties worden ondervangen door de a), b) en c) van de uitzonderingen op het postmonopolie, als bepaald in het 1<sup>o</sup> van artikel 141.

De aankondigingen, omzendbrieven, prospectussen, prijscouranten en kennisgevingen allerhande als bedoeld in c) zijn in feite wat men doorgaans « ge-adresseerd drukwerk » noemt. Voor het begrip « briefkaart » kijkt men naar de beschrijving die daarvan wordt gegeven in de tarieflijsten van de posterijen. Dit artikel schept tevens een wettelijk kader voor de spoedbehandeling van correspondentie. Die bepalingen zijn vrij soepel opgevat aangezien daarover een Europese richtlijn op het getouw staat. Die richtlijn vermeldt de criteria die in dat verband moeten worden gehanteerd. Een van die criteria wordt het « tracking and tracing », met name de mogelijkheid om op elk ogenblik te weten welk traject dat type van poststukken volgt.

Een spreker staat stil bij de verplichte exclusieve opdrachten als vermeld in het 2<sup>o</sup> van artikel 141. Hij memoreert dat hij een amendement n° 241 (Stuk n° 1287/8) heeft ingediend tot weglatting van het 2<sup>o</sup> aangezien hij van mening is dat geen nieuwe monopolies meer moeten worden gecrééerd.

Amendement n° 240 van de heren Knoops en De Croo (Stuk n° 1287/8) heeft trouwens tot doel elke verwijzing naar een monopolie in artikel 141 weg te laten.

De Minister betwijfelt de rechtmatigheid van voormeld amendement n° 241. Die verplichte exclusieve diensten worden aan DE POST door of krachtdiensten een wetsbepaling opgelegd en zijn als dusdanig geen onder het monopolie vallende activiteiten. Het gaat bijvoorbeeld over de uitbetaling aan huis van rust- of overlevingspensioenen.

## 2. Stemmingen

De amendementen n°s 240 en 241 van de heren Knoops en De Croo worden achtereenvolgens verworpen met 16 tegen 3 stemmen.

Het artikel wordt aangenomen met 16 tegen 3 stemmen.

## Art. 142

### 1. Bespreking

Een lid constateert in de bepalingen van dit artikel een fundamenteel verschil met de voorschriften van de vigerende wetgeving. Op dit ogenblik voorziet een koninklijk besluit namelijk in de mogelijkheid om correspondentie op zaterdag en zondag te bestellen. In artikel 142 is van die mogelijkheid afgezien.

De Minister wijst erop dat artikel 141 die mogelijkheid niet uitsluit. Er bestaat een verplichting

dition et de distribution pour certains jours mais rien ne s'oppose à ce que cela soit étendu à d'autres jours. Cette décision relève de l'autonomie de LA POSTE.

## 2. Vote

L'article est adopté à l'unanimité.

### Art. 143

#### 1. Discussion

La Commission apporte à l'unanimité une correction technique au § 2 de l'article, où il doit être fait référence aux dispositions de l'article 134.

En réponse à une question en ce sens, le Ministre précise qu'au § 3, les définitions de la distribution des imprimés électoraux à un tarif réduit et du régime de la franchise de port gardent leur contenu respectif.

L'amendement n° 174 (Doc. n° 1287/8 de M. Simons tend à donner au Roi la possibilité d'obliger LA POSTE à distribuer les journaux et périodiques d'information à un tarif réduit.

Le Ministre renvoie à la réponse qu'il a fournie à ce sujet, lors de la discussion de l'article 140.

Cette distribution constitue une activité concurrentielle.

#### 2. Votes

L'amendement n° 174 de M. Simons est rejeté par 16 voix contre 3.

L'article, tel que corrigé, est adopté par 16 voix contre 3.

### Art. 144

Cet article ne donne lieu à aucune observation et est adopté à l'unanimité.

### Art. 145

#### 1. Discussion

Un membre voudrait savoir si les immeubles mis à la disposition de LA POSTE deviennent propriété de celle-ci.

Le Ministre lui répond que la propriété n'est pas transférée, sauf application de l'article 10, § 3. Simplement, les immeubles mis à la disposition de LA POSTE et affectés pour l'instant à l'exploitation des services de LA POSTE aux lettres et des services financiers postaux, demeurent affectés à cet usage. Rien n'empêche LA POSTE d'acquérir elle-même des immeubles.

tot verzending en bestelling voor bepaalde dagen, maar niets belet dat die verplichting tot andere dagen wordt uitgebreid. DE POST moet daarover autonoom beslissen.

#### 2. Stemming

Het artikel wordt eenparig aangenomen.

### Art. 143

#### 1. Bespreking

De Commissie keurt eenparig een technische correctie aan § 2 van het artikel goed, waar moet worden verwezen naar het bepaalde in artikel 134.

In antwoord op een vraag terzake preciseert de Minister dat in § 3 de definities van de verdeling van verkiezingsdrukwerk tegen een verminderd tarief en de portvrijdom hun respectieve inhoud behouden.

Amendement n° 174 (Stuk n° 1287/8) van de heer Simons heeft tot doel de Koning de mogelijkheid te geven DE POST te verplichten tegen een lager tarief voor de verdeling van dag- en informatiebladen te zorgen.

De Minister verwijst naar het antwoord dat hij terzake heeft gegeven bij de besprekking van artikel 140.

Die verdeling is een aan concurrentie onderhevige activiteit.

#### 2. Stemmingen

Amendement n° 174 van de heer Simons wordt verworpen met 16 tegen 3 stemmen.

Het aldus gewijzigde artikel wordt aangenomen met 16 tegen 3 stemmen.

### Art. 144

Over dat artikel worden geen opmerkingen gemaakt. Het wordt eenparig aangenomen.

### Art. 145

#### 1. Bespreking

Een lid wenst te vernemen of DE POST eigenares wordt van de gebouwen die haar ter beschikking zijn gesteld.

De Minister antwoordt dat de eigendom niet wordt overgedragen, tenzij artikel 10, § 3, toegepast wordt. De gebouwen die ter beschikking van DE POST zijn gesteld en momenteel bestemd zijn voor de exploitatie van de brievenpostdiensten en de financiële postdiensten blijven gewoon voor dat gebruik bestemd. Niets verhindert dat DE POST zelf gebouwen aankoopt.

Le même intervenant s'interroge sur les possibilités de saisie relatives à des biens mobiliers ou immobiliers, selon que ces biens servent ou non à l'exercice des missions de service public. Pour certains biens, cette distinction est d'ailleurs très difficile à opérer, si bien que concrètement aucune saisie d'immobilier sera possible.

Le Ministre renvoie à la réponse qu'il a fournie à ce sujet lors de la discussion du titre I du projet.

## 2. Vote

L'article est adopté à l'unanimité.

### Art. 146

Cet article ne donne lieu à aucune observation et est adopté à l'unanimité.

### Art. 147

A une question en ce sens, le Ministre confirme que cette disposition vise également les Services des virements et chèques postaux.

L'article est adopté à l'unanimité.

### Art. 148

L'amendement n° 238 du Gouvernement (Doc. n° 1287/8) complète cet article par un 3<sup>e</sup> libellé comme suit :

« 3<sup>e</sup> les membres du personnel de l'Institut ».

Le Ministre explique que cet amendement vise à rencontrer les objections émises au sujet des incompatibilités. Il convient, par analogie avec ce qui fut fait pour BELGACOM, de confirmer le principe de la séparation entre les tâches de réglementation et les tâches d'exploitation.

L'amendement n° 238 du Gouvernement est adopté à l'unanimité.

L'article tel qu'amendé est adopté par 16 voix et 3 abstentions.

### Arts. 149 à 154

Ces articles n'appellent aucun observation et sont successivement adoptés à l'unanimité.

Dezelfde spreker vraagt zich af welke mogelijkheden bestaan om roerende of onroerende goederen in beslag te nemen naar gelang die goederen al of niet dienen voor de uitoefening van opdrachten van openbare dienst. Voor sommige goederen is dat onderscheid trouwens zeer moeilijk te maken zodat in de praktijk vrijwel geen onroerende goederen in beslag zullen kunnen worden genomen.

De Minister verwijst naar het antwoord dat hij daarover heeft gegeven tijdens de besprekking van Titel I van het ontwerp.

## 2. Stemming

Het artikel wordt eenparig aangenomen.

### Art. 146

Over dit artikel worden geen opmerkingen gemaakt. Het wordt eenparig aangenomen.

### Art. 147

In antwoord op een vraag terzake bevestigt de Minister dat die bepaling ook voor de Dienst der stortingen en postcheques geldt.

Het artikel wordt eenparig aangenomen.

### Art. 148

Amendement n° 238 van de Regering (Stuk n° 1287/8) vult dat artikel aan met een 3<sup>e</sup>, luidend als volgt :

« 3<sup>e</sup> de personeelsleden van het Instituut ».

De Minister verklaart dat dit amendement tot doel heeft de bezwaren over de onverenigbaarheden te ondervangen. Naar analogie met wat voor BELGACOM is gedaan, moet het beginsel van de scheiding tussen regelgevende taken en exploitatietaken worden bevestigd.

Amendement n° 238 van de Regering wordt eenparig aangenomen.

Het aldus geamendeerde artikel wordt aangenomen met 16 tegen 3 stemmen.

### Arts. 149 tot 154

Over die artikelen worden geen opmerkingen gemaakt. Ze worden achtereenvolgens eenparig aangenomen.

## TITRE V

*Réforme de la Société nationale des chemins de fer belges***1. Observations générales sur le Titre V**

Un membre propose une série d'alternatives au systèmes prévu dans le projet de loi à l'examen pour les chemins de fer.

Il constate que le commissaire européen chargé des transports, M. Van Miert, insiste pour que des entreprises agréées aient accès à l'infrastructure ferroviaire nationale.

A l'instar de ce qui se pratique dans le secteur de transports routiers, les sociétés de chemins de fer pourront satisfaire la demande de transport de personnes et de marchandises sur l'ensemble du territoire européen et dans un contexte concurrentiel.

Le réseau, c'est-à-dire les voies, pourront être gérés et entretenus par une entreprise publique ou par un ou plusieurs concessionnaires.

Dans ce contexte, l'Etat n'aura plus qu'une compétence réglementaire et normative et devra renoncer à son rôle d'entrepreneur.

Grâce à la concurrence, le consommateur pourra bénéficier d'un service efficace et peu coûteux. L'emploi et le chiffre d'affaires progresseront de concert et les rémunérations du personnel pourront être fixées sur une base plus réaliste.

Pour pouvoir faire face aux frais d'exploitation très élevés qui devront être proposés pour reprendre sa position, la SNCB devra attirer du capital et du management privés, adopter le statut de société d'exploitation et accepter la privatisation.

Sous sa forme actuelle, le projet de loi ne conduit ni à la libéralisation ni à la privatisation. En effet, la SNCB conserve le monopole de l'infrastructure (« carrier ») et de l'exploitation (« gateways ») (art. 157 et 158).

En cas de création d'une SA, la majorité des actions resteront, en toute hypothèse, entre les mains de l'Etat (art. 39, § 4).

Le projet de loi ne réalise qu'une amélioration/ adoption marginale de la loi de 1926 et ne modifie donc que dans une mesure très limitée les structures de gestion et le statut juridico-commercial de la SNCB.

Il ne tient donc compte ni de la tendance européenne (voire mondiale) à la libéralisation, ni de la proposition Van Miert (proposition de directive du Conseil du 25 janvier 1990 relative à une politique commune en matière ferroviaire).

Le projet à l'examen étend, certes, les droits et les potentialités de la SNCB, mais il ne prévoit aucun contrepoint, à savoir l'organisation d'une forme de concurrence qui devrait assurer une équilibre et garantir la bonne gestion indispensable.

## TITEL V

*Hervorming van de Nationale Maatschappij der Belgische Spoorwegen***1. Algemene opmerkingen over Titel V**

Een lid wenst een aantal alternatieven naar voor te schuiven voor de regeling die in het wetsontwerp wordt uitgewerkt voor de Spoorwegen.

Hij stelt vast dat EG-vervoercommissaris Van Miert pleit voor openstellen van de nationale spoorweginfrastructuur voor vervoer per spoor door gemachtingde ondernemingen.

Zoals voor het wegvervoer zullen over gans Europa in een concurrentiële context spoorwegmaatschappijen de vraag naar goederen- en personentransport kunnen voldoen.

Het netwerk, dat wil zeggen de sporen, kunnen door een staatsbedrijf dan wel door een of verscheidene concessionairissen beheerd en in stand gehouden worden.

De Staat zal in deze context nog enkel regelgevend en normerend optreden en zijn rol van ondernemer afstoten.

Door de concurrentie zal de consument goedkoop en efficiënt bediend worden. De werkgelegenheid zal parallel met de omzet stijgen en de beloning van het personeel kan op een realistischer basis gebeuren.

De zeer hoge investeringskosten om de teloor gegane marktpositie terug in te nemen zal het aantrekken van privé-kapitaal en privé-management noodzakelijk maken en de NMBS verplichten om te evolueren naar het statuut van exploitatiemaatschappij en naar privatisering.

Het wetsontwerp in zijn huidige vorm leidt niet tot liberalisering noch tot privatisering. De NMBS behoudt immers het monopolie van de infrastructuur (carrier) en de exploitatie (gateways) (art. 157 en 158).

De aandelen, bij het eventueel oprichten van een NV, blijven in elk geval grotendeels in handen van de Staat (art. 39, § 4).

Het wetsontwerp beperkt zich tot een marginale verbetering/aanpassing van de wet van 1926 en verandert dus in zeer beperkte mate de beheersstructuren en het juridisch-commercieel statuut van de NMBS.

Het negeert aldus de Europese (zelfs wereldwijde) liberaliseringstrend en ook het zogenaamde voorstel Van Miert — voorstel voor een Richtlijn van de Raad inzake een gemeenschappelijk spoorwegbeleid (25 januari 1990).

In dit wetsontwerp worden wel de rechten en mogelijkheden van de huidige NMBS enigszins uitgebred, maar het tegenwicht, organisatie van een vorm van concurrentie dat voor evenwicht en verplicht goed beheer zou moeten zorgen, ontbreekt volledig.

La loi du 23 juillet 1926 et la structure de la SNCB sont bonnes, mais cette structure n'a jamais fonctionné, en raison :

- a) de l'influence politique et syndicale dans la gestion de l'entreprise;
- b) de l'absence d'objectifs commerciaux précis (une conséquence de l'absence de concurrence et de l'obstination trop aisée de subventions de l'Etat).

L'intervenant fait observer que cette problématique est également à la base de la proposition Van Miert (p. 4, n° 4).

Selon lui, cette proposition situe correctement les mesures à prendre :

- « — la liberté pour les transporteurs d'adapter leurs activités aux besoins du marché;
- la clarification et la simplification du rôle de l'Etat dans les transports; ce rôle ne serait plus que normatif et régulateur;
- la liberté d'établissement et de prestation de services dans toute la Communauté;
- la protection des consommateurs et des travailleurs par des moyens efficaces;
- le souci de l'environnement. »

Les exemples étrangers montrent que la privatisation s'accompagne d'un assainissement. En outre, les chemins de fer réclament depuis longtemps « l'égalité de traitement » entre le transport par voie d'eau et le transport ferroviaire pour ce qui est de l'aménagement et de l'entretien de l'infrastructure.

Il existe déjà un proposition allemande visant à permettre à des sociétés d'exploitation d'offrir des services concurrents sur la même liaison (infrastructure) ou à attribuer la concession d'une liaison à la société d'exploitation qui offre les meilleures conditions en matière de qualité et de prix de revient.

Il conviendrait dès lors que le Gouvernement dépose, en ce qui concerne la gestion (aménagement et entretien) de l'infrastructure ferroviaire, un projet précis qui permette de privatiser la société d'exploitation.

L'intervenant constate toutefois que la situation n'est, au contraire, quasi pas modifiée.

La SNCB est constituée en société d'exploitation (art. 157) et ce n'est que par le biais de contrat de gestion qu'elle se voit également attribuer la propriété, la construction, l'entretien et la gestion de l'infrastructure (art. 158, n° 2).

Le membre demande à ce propos les éclaircissements suivants :

1. La SNCB reprend-elle cette infrastructure (qui ne peut être expropriée - art. 161) dans ses actifs ?
  2. Comment l'utilisation de cette infrastructure est-elle réglée; droits de circulation ?
  3. Cette infrastructure peut-elle également être utilisée par d'autres exploitants ?
- Il s'agit en l'occurrence tant des voies et de leur assiette que des bâtiments.

De wet van 23 juli 1926 en de structuur van de NMBS zijn goed, doch deze structuur heeft in de praktijk nooit gewerkt, wegens :

- a) de politieke en syndicale inmenging in het beheer van het bedrijf;
- b) het ontbreken van duidelijke commerciële doelstellingen (een gevolg van het ontbreken van echte concurrentie en een te gemakkelijke toegang tot de staatssubsidies).

Spreker wijst er op dat deze problematiek ook in het voorstel Van Miert als uitgangspunt wordt genomen (blz. 4, n° 4).

Volgens hem situeert dit voorstel correct de maatregelen die dienen genomen te worden :

- « — de vrijheid voor vervoersondernemers om hun activiteiten op de marktbehoeften af te stemmen;
- een verduidelijking en vereenvoudiging van de rol van de Staat ten aanzien van het vervoer; die rol zou enkel nog normerend en regulerend zijn;
- de vrijheid van vestiging en van dienstverlening overal in de Gemeenschap.
- de bescherming van de gebruikers en werkneemers aan de hand van doeltreffende middelen;
- aandacht voor het milieu. »

Buitenlandse voorbeelden tonen aan dat privatisering leidt tot sanering. Het is bovendien een oude eis van de spoorwegen dat water- en spoortransport voor de aanleg en het onderhoud van de infrastructuur « gelijkberechtigd » zouden zijn.

Er bestaat reeds een Duits voorstel om op eenzelfde verbinding (infrastructuur) door exploitatiemaatschappijen concurrerende diensten te laten aanbieden of om de concessie voor een verbinding te gunnen aan de exploitatiemaatschappij die de beste voorwaarden qua kwaliteit en kostprijs aanbiedt.

Daarom moet de Regering een duidelijk voorstel aangaande het beheer (aanleg en onderhoud) van de spoorweginfrastructuur indienen dat de mogelijkheid biedt de exploitatiemaatschappij te privatiseren.

Spreker stelt echter integendeel vast dat de bestaande toestand nagenoeg niet wordt gewijzigd.

De NMBS wordt opgericht als een exploitatiemaatschappij (artikel 157) en slechts via het beheerscontract krijgt de maatschappij ook eigendom, aanleg, onderhoud en beheer van de infrastructuur toegevoegd (artikel 158, n° 2).

Het lid wenst terzake volgende verduidelijkingen te krijgen :

1. Neemt de NMBS deze infrastructuur (die niet kan onteigend worden — artikel 161) op in haar activa ?
2. Hoe wordt het gebruik van deze infrastructuur geregeld; rijrechten ?
3. Kan deze infrastructuur ook door andere exploitanten gebruikt worden ?

Het gaat hier zowel om de sporen en hun bedding als om de gebouwen.

Qu'en est-il de l'harmonisation des conditions de concurrence au sein des différentes catégories de transport ?

4. Que se passe-t-il lorsque la SNCB néglige délibérément d'entretenir l'infrastructure de manière à pouvoir exercer un avantage sur l'Etat au moment de la conclusion du contrat de gestion ?

\*  
\* \* \*

Conformément à une demande formulée lors de la discussion du Titre II (BELGACOM), le Ministre communique les informations suivantes sur le régime des pensions à la SNCB :

Le système actuel est le suivant :

a) La SNCB paie elle-même les pensions à ses agents retraités.

b) Le calcul des pensions est similaire à celui opéré pour l'ensemble du secteur public. Il existe cependant certaines spécificités.

c) Le financement des pensions est assuré,

— par les cotisations des agents (retenues identiques à celles du secteur public);

— par la contribution de la société (charge sociale identique à celle de pension légale dans le secteur privé — principe de la « normalisation » des comptes);

— par des crédits budgétaires pour le solde du compte.

Le projet de loi « Entreprises Publiques Autonomes », ne modifie pas ce système.

Une intégration du système de pensions SNCB dans le système général des pensions du secteur public est à l'examen. Cela ne modifierait en rien les bases de calcul actuelles.

\*  
\* \* \*

## 2. Discussion par article

L'amendement n° 247 du Gouvernement (Doc. n° 1287/8) vise à remplacer l'intitulé du Chapitre II du Titre V, qui est remplacé par les mots « missions de service public ».

Il est adopté par 16 voix contre 3.

Art. 155

A une question en ce sens, le Vice-Premier Ministre et Ministre des Communications répond que ce nouvel article 1<sup>er</sup> bis inséré confirme la situation actuelle. Il confirme que le transport international de voyageurs ne figure pas parmi les missions de service public de la SNCB.

Pour plus de précisions, le Ministre renvoie au commentaire des articles 155 et 156 (Doc. n° 1287/1, pp. 79-80).

Hoever staat het met de harmonisering van de concurrentievoorraarden in de verschillende vervoertakken ?

4. Wat gebeurt er indien de NMBS het onderhoud van de infrastructuur opzettelijk verwaarloost, zodat ze de Staat bij het afsluiten van het beheerscontract kan chanteren ?

\*  
\* \* \*

Ingaand op een verzoek dat bij de besprekking van Titel II (BELGACOM) gedaan werd, deelt de Minister de volgende inlichtingen mee in verband met de pensioenregeling bij de NMBS :

Huidige regeling :

a) De NMBS betaalt zelf de pensioenen van haar gepensioneerde personeelsleden.

b) De wijze van berekening van de pensioenen is te vergelijken met die welke voor de hele overheidssector geldt. Er zijn evenwel specifieke kenmerken.

c) De pensioenen worden gefinancierd met :

— de bijdragen van de personeelsleden (precies dezelfde inhoudingen als in de overheidssector);

— de bijdrage van de maatschappij zelf (precies dezelfde sociale lasten als voor het wettelijk pensioen in de privé-sector — principe van de « normalisatie van de rekeningen »);

— begrotingskredieten voor het rekeningsaldo.

Het wetsontwerp betreffende de autonome overheidsbedrijven wijzigt die regeling niet.

Een integratie van de pensioenregeling bij de NMBS in de algemene pensioenregeling voor de overheidssector wordt onderzocht, maar zij zou de huidige berechningsgronden helemaal niet wijzigen.

\*  
\* \* \*

## 2. Artikelsegewijze besprekking

Amendement n° 247 van de Regering (Stuk n° 1287/8) heeft tot doel het opschrift van Hoofdstuk II van Titel V te vervangen door de woorden « opdrachten van openbare dienst ».

Het wordt met 16 tegen 3 stemmen aangenomen.

Art. 155

Op een vraag daarover antwoordt de Vice-Eerste Minister en Minister van Verkeerswezen dat dit ingevoegde nieuwe artikel 1<sup>er</sup> bis de bestaande situatie bevestigt. Hij beaamt dat het internationale reizigersvervoer niet tot de taken van openbare dienst van de NMBS behoort.

Voor meer uitleg verwijst de Minister naar de commentaar bij de artikelen 155 en 156 (Stuk n° 1287/1, blz. 79-80).

L'article est adopté à l'unanimité.

#### Art. 155bis (*nouveau*)

##### 1. Discussion

L'amendement n° 189 (Doc. n° 1287/7) de MM. De Croo et Knoops insère un article 155bis rédigé comme suit :

« Art. 155bis. — Le premier alinéa de l'article 4 de la loi du 23 juillet 1926 créant la Société nationale des chemins de fer belges est remplacé par la disposition suivante :

« L'Etat donne à la Société accès à l'infrastructure ferroviaire nationale pour la réalisation de son objet social ». »

L'un des auteurs explique que cette disposition s'aligne sur la future directive européenne en la matière.

Le Ministre indique qu'il y a, pour l'instant, peu de chances pour que cette directive aille dans ce sens. Peu de pays souscrivent, en effet, aux options de la formulation actuelle. Si toutefois elle était adoptée, il faudrait alors modifier les présentes dispositions des articles 155 et 156. A l'instar de ce qui fut fait par BELGACOM, on n'a pas opté ici pour la technique de l'insertion de la directive par arrêté royal, dans la mesure où la norme européenne est loin d'avoir atteint le même stade de finalisation.

##### 2. Votes

L'amendement est rejeté par 16 voix contre 3.

#### Art. 156

##### 1. Discussion

Un membre relève que l'acquisition, la construction, l'entretien, la gestion et l'exploitation de l'infrastructure fait partie des missions de service public de la SNCB, alors que cette infrastructure sert également pour assurer des missions concurrentielles. Ne s'agit-il pas d'une subsidiation croisée ?

Le Ministre confirme cette vision des choses. La situation dans les faits est la suivante : les investissements sont supportés par l'autorité publique, qui subside donc une partie de l'infrastructure, partiellement utilisée pour des missions concurrentielles. Le 2° de l'article 156 aboutit donc à un résultat comparable à celui d'une exception légale au principe de l'interdiction de la subsidiation croisée. Il est, en effet, impossible de faire la part des choses au niveau de l'infrastructure. Ceci ne vaut cependant que partiellement.

Het artikel wordt eenparig aangenomen.

#### Art. 155bis (*nieuw*)

##### 1. Bespreking

Amendement n° 189 (Stuk n° 1287/7) van de heren Knoops en De Croo voegt een artikel 155bis in, luidend als volgt :

« Art. 155bis. — Het eerste lid van artikel 4 van de wet van 23 juli 1926 houdende oprichting van de Nationale Maatschappij der Belgische Spoorwegen, wordt vervangen door volgende bepaling : « De Staat verleent aan de Maatschappij voor het uitoefenen van haar maatschappelijk doel, toegang tot de nationale spoorweginfrastructuur. »

Een van de indieners verklaart dat die bepaling zich conformeert aan de toekomende Europese richtlijn ter zake.

De Minister geeft aan dat er op dit ogenblik weinig kans bestaat dat vorenbedoelde richtlijn die kant opgaat. Maar weinig landen zijn het namelijk eens met de keuzemogelijkheden die de huidige formulering biedt. Mocht zij evenwel toch worden aangenomen, dan zal het bepaalde in de artikelen 155 en 156 moeten worden aangepast. Naar het voorbeeld van wat voor BELGACOM is geschied, heeft men hier niet gekozen voor een opneming van de richtlijn in de Belgische wetgeving bij koninklijk besluit, aangezien de Europese norm nog lang niet zover staat.

##### 2. Stemmingen

Het amendement wordt verworpen met 16 tegen 3 stemmen.

#### Art. 156

##### 1. Bespreking

Een lid wijst erop dat de verwerving, de bouw, het onderhoud, het beheer en de exploitatie van de infrastructuur deel uitmaakt van de taken van openbare dienst van de NMBS, terwijl die infrastructuur ook dient om aan concurrentie onderhevige opdrachten uit te voeren. Is hier geen sprake van kruissubsidiëring ?

De Minister beaamt die zienswijze. In feite is de toestand als volgt : de overheid betaalt voor de investeringen en subsidieert bijgevolg een gedeelte van de infrastructuur die gedeeltelijk wordt gebruikt voor aan concurrentie onderhevige opdrachten. Het 2° van artikel 156 bereikt bijgevolg een resultaat dat vergelijkbaar is met dat van een wettelijke uitzondering op het beginsel dat kruissubsidies verboden zijn. Het is immers onmogelijk de opdrachten inzake infrastructuur nauwkeurig af te bakenen. Dit geldt evenwel slechts ten dele.

L'intervenant concède le bien fondé d'une telle exception au niveau de la SNCB.

MM. De Croo et Knoops déposent un amendement n° 188 (Doc. n° 1287/7) L'un des auteurs estime que la notion de « service ordinaire » reprise au 1<sup>o</sup> de l'article n'a pas de sens en tant que telle et qu'elle est source de confusion.

Le Ministre répond que la notion de « service ordinaire » est à comprendre dans son sens usuel, tel qu'expliqué dans l'Exposé des Motifs et dans la note déposée par le Gouvernement sur la séparation entre les tâches des services publics et les autres activités.

Le Ministre constate en outre que l'amendement induit également un contenu au niveau du contrat de gestion. Les éléments invoqués figureront probablement dans le contrat de gestion, mais ne doivent pas nécessairement s'y trouver.

L'amendement n° 190 (Doc. n° 1287/7) des mêmes auteurs tend à remplacer au 2<sup>o</sup> du même article, les mots « l'ensemble des équipements de voie » par les mots « l'ensemble des voies ».

*Le Ministre* répond que le concept de l'ensemble des équipements de voies ne peut pas être identifié à la notion d'infrastructure. Par ailleurs, la restriction au terme « voies » est trop limitative. Il incline dès lors pour le maintien des termes « ensemble des équipements de voie ».

L'amendement n° 175 (Doc. n° 1287/6) de M. Simons vise à insérer un 1<sup>obis</sup> libellé comme suit : « 1<sup>obis</sup>. Le transport transfrontalier de voyageurs assuré par les trains du service ordinaire ».

## 2. Votes

Les amendements n°s 188 (MM. De Croo et Knoops), 175 (M. Simons) et 190 (MM. De Croo et Knoops) sont successivement rejetés par 16 voix contre 3.

L'article est adopté par 16 voix contre 3.

### Art. 156bis

MM. De Croo et Knoops déposent un amendement n° 191 (Doc. n° 1287/7) qui vise à insérer un nouvel article 156bis. *Un des auteurs* précise que l'amendement constitue la conséquence logique de la subsidiation croisée qui existe au niveau de l'article 156 et qu'il entend limiter au minimum.

L'adoption de l'amendement permettrait de laisser apparaître ce montant dans les comptes de la société.

Le Ministre estime que, vu les explications qu'il a fournies, cet amendement devient superflu, puisqu'il fait double emploi avec les dispositions de l'article 27 du projet. Des comptes distincts pour chaque mission de service public devront de toute façon exister non

Spreker geeft toe dat een dergelijke uitzondering voor de NMBS gewettigd is.

De heren De Croo en Knoops dienen een amendement n° 188 (Stuk n° 1287/7) in. Volgens een van de indieners heeft het in het 1<sup>o</sup> van het artikel voorkomende begrip « gewone dienst » geen zin en leidt het alleen maar tot verwarring.

De Minister antwoordt dat het begrip « gewone dienst » in zijn normale betekenis moet worden begrenzen zoals wordt uiteengezet in de Memorie van Toelichting en in de door de Regering ingediende nota betreffende de scheiding tussen de taken van openbare dienst en de andere activiteiten.

De Minister constateert bovendien dat het amendement een extra onderdeel aan het beheerscontract toevoegt. De ingeroepen elementen zullen waarschijnlijk in het beheerscontract voorkomen maar moeten er niet noodzakelijk deel van uitmaken.

Amendement n° 190 (Stuk n° 1287/7) van dezelfde indieners heeft tot doel in het 2<sup>o</sup> van hetzelfde artikel de woorden « heel de spoorweguitrusting » te vervangen door de woorden « het geheel van de sporen ».

*De Minister* antwoordt dat het begrip « heel de spoorweguitrusting » niet hetzelfde is als het begrip infrastructuur. Overigens is de beperking tot de « sporen » alleen te eng. Hij is dan ook voorstander van de term « heel de spoorweguitrusting ».

Amendement n° 175 (Stuk n° 1287/6) van de heer Simons heeft tot doel een 1<sup>obis</sup> in te voegen, luidend als volgt : « 1<sup>obis</sup>. Het grensoverschrijdend vervoer van reizigers met treinen van de gewone dienst; ».

## 2. Stemmingen

De amendementen n°s 188 (de heren De Croo en Knoops), 175 (de heer Simons) en 190 (de heren De Croo en Knoops) worden achtereenvolgens verworpen met 16 tegen 3 stemmen.

Het artikel wordt aangenomen met 16 tegen 3 stemmen.

### Art. 156bis

De heren De Croo en Knoops stellen een amendement n° 191 voor (Stuk n° 1287/7) dat tot doel heeft een nieuw artikel 156bis in het ontwerp in te voegen. *Een van de indieners* preciseert dat het amendement het logische uitvloeisel is van de kruissubsidiëring die in artikel 156 wordt ingesteld en die hij zoveel mogelijk wil beperken.

Dank zij de goedkeuring van dit amendement zou dat bedrag in de rekeningen van de maatschappij voorkomen.

Volgens de Minister wordt dat amendement, gelet op de toelichting die hij heeft verstrekt, overbodig aangezien het een doublure kan vormen met het bepaalde in artikel 27 van het ontwerp. Afzonderlijke rekeningen voor elke opdracht van openbare dienst zul-

seulement à la SNCB, mais aussi dans toutes les autres entreprises publiques autonomes.

Le Ministre ajoute encore que reprendre spécifiquement ici ces dispositions relatives à la comptabilité pourrait laisser supposer qu'a contrario, il ne faut pas le faire ailleurs.

A la suite de la réponse donnée, l'amendement n° 191 est retiré.

#### Artt. 157 et 158

Ces articles ne donnent lieu à aucune observation et sont adoptés à l'unanimité.

#### Art. 159

##### 1. Discussion

Un membre relève que contrairement à ce qui a été prévu pour LA POSTE, la SNCB devient propriétaire de tous les biens immeubles. Il est donc possible d'autoriser l'expropriation de tels biens lorsque ceux-ci ne seraient plus nécessaires à l'exploitation.

Le Ministre renvoie aux prescrits de l'article 8 du projet, qui stipule que « les entreprises publiques autonomes bénéficient de l'immunité d'exécution pour les biens entièrement ou partiellement affectés à la mise en œuvre de leurs tâches de service public ».

A une question en ce sens, le Ministre répond qu'il existe à la SNCB des biens qui ne sont pas affectés à la mise en œuvre de ses tâches de service public. Il cite, à cet effet, l'exemple des dépôts utilisés pour les marchandises.

Pour ce qui concerne encore l'immunité d'exécution, le Ministre renvoie à l'annexe II relative à la distinction entre les tâches de service public et les activités commerciales.

Il est également renvoyé à la discussion du Titre I<sup>er</sup>.

L'amendement n° 200 de MM. Knoops, Draps et De Croo (Doc. n° 1287/7) concerne la problématique du rapport entre l'Etat et la concession des immeubles qu'il avait donné en jouissance à la SNCB. Le Ministre se réfère à la même annexe précitée.

##### 2. Votes

L'amendement n° 200 de M. Knoops et consorts est rejeté par 16 voix contre 3.

L'article est adopté par 16 voix contre 3.

#### Art. 160

Cet article ne donne lieu à aucune observation et est adopté à l'unanimité.

len in elk geval niet alleen bij de NMBS, maar ook bij alle andere autonome overheidsbedrijven moeten worden gebruikt.

De Minister voegt daar nog aan toe dat indien hier specifiek bepalingen betreffende de boekhouding worden opgenomen, zulks zou doen veronderstellen dat dit a contrario elders niet hoeft te worden gedaan.

Na dit antwoord wordt amendement n° 191 ingetrokken.

#### Artt. 157 en 158

Over die artikelen worden geen opmerkingen gemaakt. Ze worden eenparig aangenomen.

#### Art. 159

##### 1. Bespreking

Een lid stelt dat de NMBS, in tegenstelling tot DE POST, eigenares wordt van alle onroerende goederen. Het wordt bijgevolg mogelijk toe te staan dat die goederen worden onteigend wanneer ze voor de exploitatie niet langer nodig zijn.

De Minister verwijst naar artikel 8 van het ontwerp dat bepaalt dat « de autonome overheidsbedrijven de immuniteit van tenuitvoerlegging genieten voor de goederen die geheel of gedeeltelijk zijn bestemd voor de uitvoering van hun taken van openbare dienst ».

Desgevraagd antwoordt de Minister dat er bij de NMBS goederen bestaan die niet bestemd worden voor de tenuitvoerlegging van de taken van openbare dienst van de maatschappij. In verband hiermee citeert hij het voorbeeld van de opslagplaatsen die voor goederen worden gebruikt.

Wat voorts de immuniteit van tenuitvoerlegging betreft, verwijst de Minister naar bijlage II van het verslag betreffende het onderscheid tussen de taken van openbare dienst en de commerciële activiteiten.

Er wordt tevens verwezen naar de bespreking van Titel I.

Amendement n° 200 van de heren Draps, Knoops en De Croo (Stuk n° 1287/7) betreft de relatie tussen Staat en de concessie van de onroerende goederen die hij aan de NMBS in genot heeft gegeven. De Minister verwijst naar dezelfde bijlage als voornoemd.

##### 2. Stemmingen

Amendement n° 200 van de heer Knoops c.s. wordt verworpen met 16 tegen 3 stemmen.

Het artikel wordt aangenomen met 16 tegen 3 stemmen.

#### Art. 160

Over dat artikel worden geen opmerkingen gemaakt. Het wordt eenparig aangenomen.

## Art. 161

L'amendement n° 192 de MM. De Croo et Knoops est relatif à l'intégration de la proposition de directive européenne concernant les chemins de fer de la Communauté et plus précisément les accords de coopération internationaux.

Le Ministre renvoie à la réponse qu'il a fournie lors de la discussion de l'amendement n° 189 (article 155bis nouveau).

L'amendement n° 192 de MM. De Croo et Knoops est rejeté par 16 voix contre 3.

L'article est adopté par 16 voix contre 3.

## Art. 162

Pour ce qui concerne le comité restreint, *le Ministre* se réfère à son intervention lors de l'évocation de l'article 48 du projet.

L'article est adopté à l'unanimité.

## Artt. 163 à 168

Ces articles ne donnent lieu à aucune observation.

L'article 163 est adopté à l'unanimité.

Les articles 164 à 168 sont successivement adoptés par 16 voix et 3 abstentions.

## TITRE VI

*Réforme de la Régie des voies aériennes***1. Observations générales sur le Titre VI**

Un membre souhaite approfondir la question de l'opportunité de la libéralisation-privalisation de la Régie des voies aériennes.

En ce qui concerne la libéralisation, la prudence est de mise pour des raisons de sécurité.

En matière de trafic aérien, il convient d'appliquer une réglementation conforme aux recommandations de l'ICAO applicables sur le plan international et de veiller attentivement à l'application des normes de sécurité.

Or, le membre constate que dans son projet, le Gouvernement s'obstine à maintenir les structures actuelles de monopoles de fait et d'immixtion de l'Etat. Si certaines formules laissent supposer que l'on songe à la privatisation et à la libéralisation, il n'en est en fait pas question. Le membre doute qu'un service public soit opte à remplir une mission de nature commerciale.

En ce qui concerne la RVA, alors qu'aucun élément ne peut indiquer l'existence d'un forme de concurrence

## Art. 161

Amendement n° 192 van de heren De Croo en Knoops betreft de opneming in het Belgisch recht van het voorstel voor een Europese richtlijn betreffende de spoorwegen van de Gemeenschap en meer bepaald de internationale samenwerkingsverbanden.

De Minister verwijst naar het antwoord dat hij tijdens de besprekking van amendement 189 op artikel 155 (*nieuw*) heeft gegeven.

Het amendement n° 192 van de heren De Croo en Knoops wordt verworpen met 16 tegen 3 stemmen.

Het artikel wordt aangenomen met 16 tegen 3 stemmen.

## Art. 162

In verband met het beperkt comité verwijst *de Minister* naar zijn toelichting bij artikel 48 van het ontwerp.

Het artikel wordt eenparig aangenomen.

## Artt. 163 tot 168

Over die artikelen worden geen opmerkingen gemaakt.

Artikel 163 wordt eenparig aangenomen.

De artikelen 164 tot 168 worden achtereenvolgens aangenomen met 16 stemmen en 3 onthoudingen.

## TITEL VI

*Hervorming van de Regie der Luchtwegen***1. Algemene opmerkingen over Titel VI**

Een lid wenst nader in te gaan op de wenselijkheid van liberalisering-privatisering van de Regie der Luchtwegen.

Wat de liberalisering betreft is, wegens het aspect veiligheid, omzichtigheid geboden. Qua luchtverkeer dient een reglementering te worden toegepast die in overeenstemming is met de internationaal geldende aanbevelingen van ICAO en dient streng te worden toegezien op de toepassing van de veiligheidsnormen.

Het lid stelt vast dat in het ontwerp echter halsstarrig wordt vastgehouden aan de huidige structuren van feitelijke monopolies en staatsinmenging. Sommige bewoordingen doen privatisering en liberalisering vermoeden. In feite is daar geen sprake van. Het lid twijfelt aan de geschiktheid van een overhedsdienst voor het uitoefenen van een commerciële taak.

Wat betreft de RLW is er geen element dat op enige vorm van concurrentie kan wijzen : het monopolie

rence, le monopole est conservé, avec toutes les conséquences que cette option entraîne en termes d'efficacité.

Le membre constate également que les recommandations du Conseil d'Etat sont systématiquement contredites dans l'exposé des motifs, quel qu'en soit le bien-fondé. Ainsi, par exemple, à la page 10, deuxième alinéa : « ... en Belgique, la tradition veut qu'ils (les administrateurs) veillent en premier lieu aux intérêts de la société qui leur est confiée. » Dans la structure globale, le rôle de police doit être attribué à un autre élément que la simple confiance au sein d'une structure étatique.

Dans ce contexte, ces administrateurs seront en fait essentiellement contrôlés par des personnes issues du même milieu qui n'ont aucun intérêt financier ou direct à ce que le contrôle soit vraiment efficace.

En ce qui concerne le contexte européen dans le cadre duquel l'entreprise publique va déployer ses activités, le membre souligne le caractère obsolète de la division de l'espace aérien qui est toujours d'application.

Il est question de la création d'agences à l'étranger, mais dans le cas de la RVA, cela appelle certaines questions. Il est très possible d'effectuer des missions à l'étranger, comme cela s'est fait par le passé et se fait encore aujourd'hui. Ouvrira-t-on toutefois la position de monopole de fait dans notre pays à la concurrence étrangère, fût-elle européenne ?

Le membre estime que le manque d'imagination et d'originalité et la volonté fanatique de maintenir les structures actuelles feront que rien ne changera. La possibilité de subventionnement subsiste, fût-ce en d'autres termes.

L'intervenant souligne en outre qu'en offrant ses services, la RVA ne doit pas tenir compte des utilisateurs les plus faibles. Les compagnies aériennes font payer grassement leurs propres services, l'argent ne manque pas. Le seul déterminant de la valeur est la nécessité et la qualité des services.

Dans une région aussi peuplée que l'Europe occidentale, avec un aéroport international tous les 300 ou 400 kilomètres, la concurrence joue un rôle au même titre que la capacité et les structures périphériques.

Le seul rôle sociale de l'aéroport est sa fonction de hall d'accueil en Belgique pour des voyageurs du monde entier. Le membre fait observer que la qualité de ce hall d'accueil n'atteint pas un niveau très élevé et qu'il est urgent de procéder à des travaux d'aménagement.

La RVA est définie comme une entreprise publique autonome.

Le membre constate toutefois que même pour l'avenir, il n'est guère d'autonomie. Il estime que même la conclusion d'un contrat de gestion constitue un frein à l'autonomie et à la concurrence.

Le contrôle est exercé par un commissaire du Gouvernement. En fait, il s'agira en l'occurrence d'un mandat politique. En ce qui concerne la législation linguistique également, l'autonomie est battue en

blijft bestaan met alle gevolgen vandien voor de doelmaatigheid.

Verder stelt het lid vast dat in de toelichting de aanbevelingen van de Raad van State systematisch worden tegengesproken, ongeacht de gegrondheid. Zo bijvoorbeeld op blz. 10, 2<sup>e</sup> lid : « de traditie in België wil dat die (de bestuurders) ... in de eerste plaats waken over de belangen van de vennootschap die hun is toevertrouwd. » In de totale structuur dient een ander element de rol van politie te spelen dan het louter goed vertrouwen binnen een staatsstructuur.

In die context zullen deze bestuurders in feite voornameklik gecontroleerd worden door personen uit hun eigen kring, die er geen enkel financieel of direct belang bij hebben dat die controle echt efficiënt is.

Wat betreft de Europese context waarbinnen het overheidsbedrijf actief zal moeten zijn, wijst het lid op de achterhaalde indeling van het luchtruim die nog steeds van toepassing is.

Er is sprake van het oprichten van agentschappen in het buitenland, doch in het geval van de RLW roept dit vragen op. Het is zeer goed mogelijk om taken in het buitenland te verrichten, zoals in het verleden ook gebeurd is en nog gebeurt. Zal men echter de feitelijke monopoliepositie in eigen land willen openstellen voor buitenlandse inmenging, ook al is die Europees ?

Het lid wenst te benadrukken dat gebrek aan verbeeldingskracht, originaliteit en lef alsmede het fanatiek vasthouden aan de huidige structuren geen verandering zal brengen. De mogelijkheid van subsidie blijft bestaan, zij het in andere bewoordingen.

Hij wijst er bovendien op dat de RLW bij het verstrekken van zijn diensten rekening moet houden met de zwakste gebruikers. De luchtvaartmaatschappijen laten voor hun eigen diensten rijkelijk betalen, het geld is vorhanden. De enige waardebepaler is de noodzaak en de kwaliteit van de dienstverlening.

In een dichtbevolkt gebied als West-Europa, met internationale luchthavens om de 300-400 km, zal de concurrentie zowel als de capaciteit en de omringende structuren een rol spelen.

De enige « sociale » rol van de luchthaven is het feit dat het de inkomhal is van België voor reizigers niet de hele wereld. Het lid merkt op dat het niveau van deze inkomhal niet erg hoog ligt. Aanpassingswerken zijn dringend nodig.

De RLW wordt omschreven als een autonoom overheidsbedrijf.

Het lid stelt vast dat er ook in de toekomst van autonomie weinig sprake is. Ook het afsluiten van een beheerscontract is voor hen een belemmering van de autonomie en de concurrentie.

Het toezicht wordt uitgeoefend door een Regeringscommissaris. Het zal hier in feite gaan om een politiek mandaat. Ook inzake taalwetgeving worden de verplichtingen groter dan het recht op zelfbe-

brôche par les obligations imposées. Le statut du personnel et la manière dont les salaires sont fixées montrent à suffisance que l'autonomie n'est qu'un vain mot.

Le membre conclut en déclarant que la RVA doit se retirer de BATC afin de lui permettre de devenir une société véritablement autonome, tant sur le plan financier que sur le plan social, qui ait des obligations et des responsabilités propres.

La Régie doit abandonner sa structure actuelle, pour permettre une privatisation effective. Les services qui subsistent sont financièrement viables. Une adaptation permanente en fonction de l'évolution technologique est cependant requise à cet effet. En ce qui concerne par exemple le contrôle du trafic aérien, des réajustements n'ont eu lieu qu'en 1958 et en 1980, alors que les technologies ont fortement évolué depuis lors.

\*  
\* \*

Conformément à une demande formulées lors de la discussion du Titre II (BELGACOM), le Ministre communique les informations suivantes au sujet du régime de pensions de la RVA :

La RVA paie elle-même les pensions de son personnel.

Base légale : arrêté royal n° 117 du 27 février 1935 établissant le statut des pensions du personnel des établissements publics autonomes et des régies institués par l'Etat.

Budget-poste 511.03 — charges des pensions.

Pour 1991, un montant de 408 998 000 francs a été prévu au budget.

## 2. Discussion des articles

### Arts. 169 et 170

Ces articles ne donnent lieu à aucune observation et sont adoptés à l'unanimité.

### Art. 171

#### 1. Discussion

Un membre se demande si les dispositions du présent article permettent de préserver le caractère privé des missions de la BATC.

Le Ministre répond par l'affirmative. La BATC devient une filiale de la Société nationale des voies aériennes (SNVA). Cette filiale n'est cependant pas associée à des missions de service public. En fait, le statut de la BATC n'est pas modifié mais sa position

schikking. Het personeelsstatuut en de manier waarop de lonen worden bepaald tonen ten overvloede aan dat de autonomie ver te zoeken is.

Het lid komt tot het besluit dat de RLW zich dient terug te trekken uit BATC ten einde deze maatschappij in staat te stellen zich zowel financieel als sociaal volledig tot een echt autonome vennootschap te ontwikkelen met haar eigen plichten en verantwoordelijkheden.

De Régie dient af te stappen van haar huidige structuur om een echte privatisering mogelijk te maken. De overblijvende diensten zijn financieel leefbaar. Hier voor is wel een voortdurende aanpassing aan de nieuwe technologische ontwikkelingen noodzakelijk. Bijvoorbeeld bij de luchtverkeersleiding hebben sinds het ontstaan enkel in 1958 en in 1980 heraanpassingen plaatsgevonden, terwijl de technologie sindsdien nochtans een enorme ontwikkeling te zien gaf.

\*  
\* \*

Overeenkomstig een verzoek dat tijdens de besprekking van Titel II (BELGACOM) is gedaan, deelt de Minister volgende inlichtingen mee over de pensioenregeling bij de RLW :

De RLW betaalt zelf het overlevingspensioen van haar personeelsleden.

Wettelijke basis : koninklijk besluit n° 117 van 27 februari 1935 tot vaststelling van het statuut der pensioenen van het personeel der zelfstandige openbare inrichtingen en de Régieën ingesteld door de Staat.

Begrotingspost 511.03 — lasten van pensioenen.

Voor 1991 is hiervoor een bedrag gebudgetteerd van 408 998 000 frank op de begroting uitgetrokken.

### 2. Artikelsegewijze bespreking

### Arts. 169 en 170

Over deze artikelen worden geen opmerkingen gemaakt. Ze worden eenparig aangenomen.

### Art. 171

#### 1. Bespreking

Een lid vraagt of met de bepalingen van dit artikel het privaatrechtelijk karakter van de opdrachten van de BATC kan worden behouden.

De Minister antwoordt bevestigend. De BATC wordt een dochtermaatschappij van de Nationale Maatschappij der Luchtwegen (NMLW). Die dochter wordt evenwel niet betrokken bij opdrachten van openbare dienst. In feite wordt het statuut van de BATC niet gewijzigd,

juridique par rapport à l'ancienne RVA est intégrée dans ces nouvelles dispositions.

Dans ce cadre, le Ministre rappelle que, conformément aux prescrits de l'article 13 du projet, les entreprises publiques autonomes reprennent les participations qu'avaient les régies dans les filiales. Pour la SNVA, cette participation s'élève toutefois désormais au minimum à 25 % dans toute société chargée d'assurer l'exploitation de l'aéroport de Bruxelles-National.

Plus généralement, l'expression « filiale » vaut pour toute participation, quelle qu'en soit le niveau.

A une question en ce sens, le Ministre confirme encore que la BATC n'est pas soumise aux cadres linguistiques, ni au statut de personnel de l'Etat.

L'amendement n° 176 de M. Simons (Doc. n° 1287/6) vise à soumettre toute nouvelle construction, tout nouvel aménagement et toute nouvelle exploitation à une préalable étude d'impact sur l'environnement.

Le Ministre fait valoir que tout aménagement doit répondre aux exigences des décrets applicables en la matière. Il lui semble d'ailleurs que l'amendement vise à interférer sur une compétence désormais régionale (aménagement du territoire et environnement).

## 2. Votes

L'amendement n° 176 de M. Simons est rejeté à l'unanimité.

L'article est adopté à l'unanimité.

### Art. 172

MM. De Croo et Knoops déposent un amendement n° 239 qui tend à remplacer le texte dudit article pour garantir davantage l'indépendance des sociétés d'exploitation.

Cet amendement est rejeté par 16 voix contre 3.

L'article est adopté par 16 voix contre 3.

### Arts. 173 à 177

Ces articles ne donnent lieu à aucune observation et sont successivement adoptés à l'unanimité.

\*  
\* \* \*

L'ensemble du projet est adopté par 16 voix contre 3.

*Les Rapporteurs,*

F. BOSMANS  
J.-P. PERDIEU

*Le Président,*

E. TOMAS

maar zijn rechtstoestand ten opzichte van de voormalige RLW wordt in de nieuwe bepalingen opgenomen.

In dat verband herinnert de Minister eraan dat overeenkomstig het bepaalde in artikel 13 van het ontwerp, de autonome overheidsbedrijven deelname overnemen die de Regieën in die dochtermaatschappijen hadden. Voor de NMLW moet die deelneming voortaan evenwel tenminste 25 % bedragen in elke vennootschap die belast is met de exploitatie van de nationale luchthaven van Zaventem.

Meer in het algemeen geldt de term « dochter » voor elke deelneming, wat daarvan ook het niveau is.

Desgevraagd bevestigt de Minister nog dat op de BATC geen regeling in verband met de taalkaders noch het statuut van het Rijkspersoneel van toepassing is.

Amendement n° 176 van de heer Simons (Stuk n° 1287/6) heeft tot doel elk nieuw bouwwerk, elke nieuwe inrichting en elke nieuwe aanzienlijke exploitatie aan een milieu-effectrapportering te onderwerpen.

De Minister wijst erop dat elke inrichting moet beantwoorden aan de vereisten van de decreten die ter zake van toepassing zijn. Het komt hem overigens voor dat het amendement interfereert met een bevoegdheid die voortaan tot de Gewesten behoort (ruimtelijk ordening en milieu).

## 2. Stemmingen

Het amendement n° 176 van de heer Simons wordt eenparig verworpen.

Het artikel wordt eenparig aangenomen.

### Art. 172

De heren De Croo en Knoops stellen een amendement n° 239 voor ter vervanging van dat artikel, om de onafhankelijkheid van de exploitatievennootschappen beter waarborgen.

Dit amendement wordt verworpen met 16 tegen 3 stemmen.

Het artikel wordt verworpen met 16 tegen 3 stemmen.

### Arts. 173 tot 177

Over deze artikelen worden geen opmerkingen gemaakt. Ze worden achtereenvolgens eenparig aangenomen.

\*  
\* \* \*

Het gehele ontwerp wordt aangenomen met 16 tegen 3 stemmen.

*De Rapporteurs,*

F. BOSMANS  
J.-P. PERDIEU

*De Voorzitter,*

E. TOMAS

**TEXTE SOUMIS A LA COMMISSION****TITRE I<sup>er</sup>**

*Les entreprises publiques autonomes*

**CHAPITRE I<sup>er</sup>**

**Classification de certains organismes d'intérêt public parmi les entreprises publiques autonomes**

**Article 1<sup>er</sup>**

§ 1<sup>er</sup>. Chaque organisme d'intérêt public qui doit disposer d'une autonomie de gestion dans un secteur industriel ou commercial donné, peut, après adaptation par la loi de son statut organique aux dispositions du présent titre, obtenir une telle autonomie par la conclusion d'un contrat de gestion avec l'Etat, aux conditions du présent titre.

§ 2. Le Roi, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, supprime à l'article 1<sup>er</sup> de la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public, remplacé par l'arrêté royal n° 431 du 5 août 1986, modifié par l'arrêté royal n° 429 du 5 août 1986, complété par le décret du 23 avril 1986, modifié par l'arrêté royal n° 526 du 31 mars 1987 et par le décret du 13 juillet 1988, tout organisme visé au § 1<sup>er</sup>, à partir de la date d'entrée en vigueur de son premier contrat de gestion, au cas où l'organisme concerné était soumis à la loi du 16 mars 1954 visée.

§ 3. Le Roi classe, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, à partir de la date d'entrée en vigueur de son premier contrat de gestion, tout organisme visé au § 1<sup>er</sup> parmi les entreprises publiques autonomes. Celles-ci sont reprises au § 4.

§ 4. Les organismes classés conformément au § 3 parmi les entreprises publiques autonomes sont :

**Art. 2**

§ 1<sup>er</sup>. Par dérogation à l'article 1<sup>er</sup>, § 1<sup>er</sup>, le Roi peut, dans l'arrêté portant approbation du premier contrat de gestion d'un organisme visé au § 2, abroger, compléter, modifier ou remplacer les dispositions législatives qui règlent le statut organique, le financement et le fonctionnement de l'organisme concerné afin de rendre les règles qu'elles contiennent compatibles avec les dispositions du présent titre.

Le Roi peut, dans l'arrêté visé à l'alinéa premier, coordonner les dispositions législatives réglant les organismes visés au § 2 ainsi que les dispositions qui les auraient expressément ou implicitement modifiées.

**TEKST VOORGELEGD AAN DE COMMISSIE****TITEL I**

*De autonome overheidsbedrijven*

**HOOFDSTUK I**

**Indeling van sommige organismen van openbaar nut bij de autonome overheidsbedrijven**

**Artikel 1**

§ 1 Elk organisme van openbaar nut dat over beheersautonomie moet beschikken in een gegeven industriële of commerciële sector kan, na aanpassing bij wet van zijn organiek statuut aan de bepalingen van deze titel, dergelijke autonomie verkrijgen door het sluiten van een beheerscontract met de Staat onder de voorwaarden van deze wet.

§ 2. De Koning schrappt, bij in Ministerraad overlegd besluit, een in § 1 bedoeld organisme, met ingang van de datum van inwerkingtreding van zijn eerste beheerscontract, in artikel 1 van de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut, vervangen bij koninklijk besluit n° 431 van 5 augustus 1986, gewijzigd bij koninklijk besluit n° 429 van 5 augustus 1986, aangevuld bij decreet van 23 april 1986, gewijzigd bij koninklijk besluit n° 526 van 31 maart 1987 en bij decreet van 13 juli 1988, ingeval het betrokken organisme onderworpen was aan bedoelde wet van 16 maart 1954.

§ 3. De Koning, bij in Ministerraad overlegd besluit, deelt een in § 1 bedoeld organisme, met ingang van de datum van inwerkingtreding van zijn eerste beheerscontract, in bij de autonome overheidsbedrijven. Laatstgenoemden worden gerangschikt in § 4.

§ 4. De organismen die overeenkomstig § 3 zijn ingedeeld bij de autonome overheidsbedrijven zijn:

**Art. 2**

§ 1. In afwijking van artikel 1, § 1, kan de Koning in het besluit tot goedkeuring van het eerste beheerscontract van een in § 2 bedoeld organisme de wetsbepalingen die het organiek statuut, de financiering en de werking regelen van het betrokken organisme, opheffen, aanvullen, wijzigen of vervangen, teneinde de daarin vervatte regelen in overeenstemming te brengen met de bepalingen van deze titel.

De Koning kan bij het in het eerste lid bedoelde besluit de wetsbepalingen die de in § 2 bedoelde organismen regelen, coördineren, evenals de bepalingen waardoor ze uitdrukkelijk of impliciet gewijzigd zouden

**TEXTE ADOpte PAR LA COMMISSION****TITRE I<sup>er</sup>**

*Les entreprises publiques autonomes*

**CHAPITRE I<sup>er</sup>**

**Classification de certains organismes d'intérêt public parmi les entreprises publiques autonomes**

**Article 1<sup>er</sup>**

§ 1<sup>er</sup>. Chaque organisme d'intérêt public qui doit disposer d'une autonomie de gestion dans un secteur industriel ou commercial donné, peut, après adaptation par la loi de son statut organique aux dispositions du présent titre, obtenir une telle autonomie par la conclusion d'un contrat de gestion avec l'Etat aux conditions du présent titre.

§ 2. Le Roi, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, supprime à l'article 1<sup>er</sup> de la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public, remplacé par l'arrêté royal n° 431 du 5 août 1986, modifié par l'arrêté royal n° 429 du 5 août 1986, complété par le décret du 23 avril 1986, modifié par l'arrêté royal n° 526 du 31 mars 1987 et par le décret du 13 juillet 1988, tout organisme visé au § 1<sup>er</sup>, à partir de la date d'entrée en vigueur de son premier contrat de gestion, au cas où l'organisme concerné était soumis à la loi du 16 mars 1954 visée.

§ 3. Le Roi classe, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, à partir de la date d'entrée en vigueur de son premier contrat de gestion, tout organisme visé au § 1<sup>er</sup> parmi les entreprises publiques autonomes. Celles-ci sont reprises au § 4.

§ 4. Les organismes classés conformément au § 3 parmi les entreprises publiques autonomes sont :

**Art. 2**

§ 1<sup>er</sup>. Par dérogation à l'article 1<sup>er</sup>, § 1<sup>er</sup>, le Roi peut, dans l'arrêté portant approbation du premier contrat de gestion d'un organisme visé au § 2, abroger, compléter, modifier ou remplacer les dispositions législatives qui règlent le statut organique, le financement et le fonctionnement de l'organisme concerné afin de rendre les règles qu'elles contiennent compatibles avec les dispositions de la présente loi.

Le Roi peut, dans l'arrêté visé à l'alinéa premier, coordonner les dispositions législatives réglant les organismes visés au § 2 ainsi que les dispositions qui les auraient expressément ou implicitement modi-

**TEKST AANGENOMEN DOOR DE COMMISSIE****TITEL I**

*De autonome overheidsbedrijven*

**HOOFDSTUK I**

**Indeling van sommige organismen van openbaar nut bij de autonome overheidsbedrijven**

**Artikel 1**

§ 1. Elk organisme van openbaar nut dat over beheersautonomie moet beschikken in een gegeven industriële of commerciële sector kan, na aanpassing bij wet van zijn organiek statuut aan de bepalingen van deze titel, dergelijke autonomie verkrijgen door het sluiten van een beheerscontract met de Staat onder de voorwaarden van deze wet.

§ 2. De Koning schrapt, bij in Ministerraad overlegd besluit, een in § 1 bedoeld organisme, met ingang van de datum van inwerkingtreding van zijn eerste beheerscontract, in artikel 1 van de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut, vervangen bij koninklijk besluit n° 431 van 5 augustus 1986, gewijzigd bij koninklijk besluit n° 429 van 5 augustus 1986, aangevuld bij decreet van 23 april 1986, gewijzigd bij koninklijk besluit n° 526 van 31 maart 1987 en bij decreet van 13 juli 1988, ingeval het betrokken organisme onderworpen was aan bedoelde wet van 16 maart 1954.

§ 3. De Koning, bij in Ministerraad overlegd besluit, deelt een in § 1 bedoeld organisme, met ingang van de datum van inwerkingtreding van zijn eerste beheerscontract, in bij de autonome overheidsbedrijven. Laatstgenoemde worden gerangschikt in § 4.

§ 4. De organismen die overeenkomstig § 3 zijn ingedeeld bij de autonome overheidsbedrijven zijn:

**Art. 2**

§ 1. In afwijking van artikel 1, § 1, kan de Koning in het besluit tot goedkeuring van het eerste beheerscontract van een in § 2 bedoeld organisme de wetsbepalingen die het organiek statuut, de financiering en de werking regelen van het betrokken organisme, opheffen, aanvullen, wijzigen of vervangen, teneinde de daarin vervatte regelen in overeenstemming te brengen met de bepalingen van deze wet.

De Koning kan bij het in het eerste lid bedoelde besluit de wetsbepalingen die de in § 2 bedoelde organismen regelen, coördineren, evenals de bepalingen waardoor ze uitdrukkelijk of impliciet gewijzigd zouden

**TEXTE SOUMIS A LA COMMISSION**

fiées au moment où cette coordination est établie. A cette fin, Il peut :

1<sup>o</sup> modifier l'ordre, le numérotage et, en général, la présentation des dispositions à coordonner;

2<sup>o</sup> modifier les références qui seraient contenues dans les dispositions à coordonner, en vue de les mettre en concordance avec le numérotage nouveau;

3<sup>o</sup> modifier la rédaction des dispositions à coordonner en vue d'assurer leur concordance et d'en unifier la terminologie, sans qu'il puisse être porté atteinte aux principes inscrits dans ces dispositions autrement qu'en vertu de l'alinéa premier;

4<sup>o</sup> reprendre des dispositions de la présente loi dans le texte coordonné, dans l'ordre et avec le numérotage qu'il détermine;

5<sup>o</sup> arrêter l'intitulé de la coordination.

§ 2. Le paragraphe premier est applicable aux organismes d'intérêt public suivants :

1<sup>o</sup> la Régie des voies aériennes;

2<sup>o</sup> la Société nationale des chemins de fer belges;

3<sup>o</sup> la Régie des postes;

4<sup>o</sup> la Régie des télégraphes et des téléphones.

**TEKST VOORGELEGD AAN DE COMMISSIE**

zijn op het tijdstip van deze coördinatie. Daartoe kan Hij:

1<sup>o</sup> de volgorde, de nummering van de te coördineren bepalingen en, in het algemeen, de teksten naar de vorm wijzigen;

2<sup>o</sup> de verwijzingen die voorkomen in de te coördineren bepalingen met de nieuwe nummering overeenbrengen;

3<sup>o</sup> de redactie van de te coördineren bepalingen wijzigen ten einde ze onderling te doen overeenstemmen en eenheid in de terminologie te brengen, zonder afbreuk te doen aan de beginselen welke in deze bepalingen vervat zijn behoudens bij toepassing van het eerste lid;

4<sup>o</sup> bepalingen van deze wet hervennen, in de volgorde en met de nummering die Hij vaststelt;

5<sup>o</sup> het opschrift van de coördinatie vaststellen.

§ 2. Paragraaf 1 is van toepassing op de volgende organismen van openbaar nut:

1<sup>o</sup> de Regie der luchtwegen;

2<sup>o</sup> de Nationale Maatschappij der Belgische spoorwegen;

3<sup>o</sup> de Regie der posterijen;

4<sup>o</sup> de Regie van telegraaf en telefoon.

**CHAPITRE II****Le contrat de gestion****Section I<sup>e</sup>***Définition et contenu***Art. 3**

§ 1<sup>er</sup>. Les règles et conditions spéciales selon lesquelles une entreprise publique autonome exerce les missions de service public qui lui sont confiées par la loi, sont arrêtées dans un contrat de gestion conclu entre l'Etat et l'entreprise publique concernée.

§ 2. Le contrat de gestion règle les matières suivantes :

1<sup>o</sup> les tâches que l'entreprise publique assume en vue de l'exécution de ses missions de service public, ci-après dénommées les « tâches de service public »;

2<sup>o</sup> les principes gouvernant les tarifs pour les prestations fournies dans le cadre des tâches de service public, ci-après dénommées les « prestations de service public »;

3<sup>o</sup> des règles de conduite vis-à-vis des usagers des prestations de service public;

4<sup>o</sup> la fixation, le calcul et les modalités de paiement des subventions éventuelles à charge du budget général

**HOOFDSTUK II****Het beheerscontract****Afdeling I***Definitie en inhoud***Art. 3**

§ 1. De bijzondere regels en voorwaarden waaronder een autonoom overheidsbedrijf de opdrachten van openbare dienst vervult die het door de wet zijn toevertrouwd, worden vastgelegd in een beheerscontract tussen de Staat en het betrokken overheidsbedrijf.

§ 2. Het beheerscontract regelt de volgende aangelegenheden:

1<sup>o</sup> de taken die het overheidsbedrijf op zich neemt ter vervulling van zijn opdrachten van openbare dienst, hierna de « taken van openbare dienst » genoemd;

2<sup>o</sup> de grondregelen inzake de tarieven voor de prestaties geleverd in het kader van de taken van openbare dienst, hierna de « prestaties van openbare dienst » genoemd;

3<sup>o</sup> gedragsregels ten aanzien van de gebruikers van de prestaties van openbare dienst;

4<sup>o</sup> de vaststelling, de berekening en de betalingsmodaliteiten van eventuele toelagen ten laste van de

**TEXTE ADOpte PAR LA COMMISSION****TEKST AANGENOMEN DOOR DE COMMISSIE**

fiées au moment où cette coordination est établie. A cette fin, Il peut :

1<sup>o</sup> modifier l'ordre, le numérotage et, en général, la présentation des dispositions à coordonner;

2<sup>o</sup> modifier les références qui seraient contenues dans les dispositions à coordonner, en vue de les mettre en concordance avec le numérotage nouveau;

3<sup>o</sup> modifier la rédaction des dispositions à coordonner en vue d'assurer leur concordance et d'en unifier la terminologie, sans qu'il puisse être porté atteinte aux principes inscrits dans ces dispositions autrement qu'en vertu de l'alinéa premier;

4<sup>o</sup> reprendre des dispositions de la présente loi dans le texte coordonné, dans l'ordre et avec le numérotage qu'Il détermine;

5<sup>o</sup> arrêter l'intitulé de la coordination.

§ 2. Le paragraphe premier est applicable aux organismes d'intérêt public suivants :

1<sup>o</sup> la Régie des voies aériennes;

2<sup>o</sup> la Société nationale des chemins de fer belges;

3<sup>o</sup> la Régie des postes;

4<sup>o</sup> la Régie des télégraphes et des téléphones.

**CHAPITRE II****Le contrat de gestion****Section I<sup>e</sup>***Définition et contenu***Art. 3**

§ 1<sup>er</sup>. Les règles et conditions spéciales selon lesquelles une entreprise publique autonome exerce les missions de service public qui lui sont confiées par la loi, sont arrêtées dans un contrat de gestion conclu entre l'Etat et l'entreprise publique concernée.

§ 2. Le contrat de gestion règle les matières suivantes :

1<sup>o</sup> les tâches que l'entreprise publique assume en vue de l'exécution de ses missions de service public, ci-après dénommées les « tâches de service public »;

2<sup>o</sup> les principes gouvernant les tarifs pour les prestations fournies dans le cadre des tâches de service public, ci-après dénommées les « prestations de service public »;

3<sup>o</sup> des règles de conduite vis-à-vis des usagers des prestations de service public;

4<sup>o</sup> la fixation, le calcul et les modalités de paiement des subventions éventuelles à charge du budget général

zijn op het tijdstip van deze coördinatie. Daartoe kan Hij:

1<sup>o</sup> de volgorde, de nummering van de te coördineren bepalingen en, in het algemeen, de teksten naar de vorm wijzigen;

2<sup>o</sup> de verwijzingen die zouden voorkomen in de te coördineren bepalingen met de nieuwe nummering overeenbrengen;

3<sup>o</sup> de redactie van de te coördineren bepalingen wijzigen ten einde ze onderling te doen overeenstemmen en eenheid in de terminologie te brengen, zonder afbreuk te doen aan de beginselen welke in deze bepalingen vervat zijn behoudens bij toepassing van het eerste lid;

4<sup>o</sup> bepalingen van deze wet hernemen, in de volgorde en met de nummering die Hij vaststelt;

5<sup>o</sup> het opschrift van de coördinatie vaststellen.

§ 2. Paragraaf 1 is van toepassing op de volgende organismen van openbaar nut:

1<sup>o</sup> de Regie der luchtwegen;

2<sup>o</sup> de Nationale Maatschappij der Belgische spoorwegen;

3<sup>o</sup> de Regie der posterijen;

4<sup>o</sup> de Regie van telegraaf en telefoon.

**HOOFDSTUK II****Het beheerscontract****Afdeling I***Definitie en inhoud***Art. 3**

§ 1. De bijzondere regels en voorwaarden waaronder een autonoom overheidsbedrijf de opdrachten van openbare dienst vervult die het door de wet zijn toevertrouwd, worden vastgelegd in een beheerscontract tussen de Staat en het betrokken overheidsbedrijf.

§ 2. Het beheerscontract regelt de volgende aangelegenheden:

1<sup>o</sup> de taken die het overheidsbedrijf op zich neemt ter vervulling van zijn opdrachten van openbare dienst, hierna de « taken van openbare dienst » genoemd;

2<sup>o</sup> de grondregelen inzake de tarieven voor de prestaties geleverd in het kader van de taken van openbare dienst, hierna de « prestaties van openbare dienst » genoemd;

3<sup>o</sup> gedragsregels ten aanzien van de gebruikers van de prestaties van openbare dienst;

4<sup>o</sup> de vaststelling, de berekening en de betalingsmodaliteiten van eventuele toelagen ten laste van de

## TEXTE SOUMIS A LA COMMISSION

---

des dépenses de l'Etat que l'Etat accepte d'affecter à la couverture des charges qui découlent pour l'entreprise publique de ses tâches de service public, compte tenu des coûts et recettes propres à ces tâches et des conditions d'exploitation imposées par ou en vertu de la loi, ou par le contrat de gestion et, pour ce qui concerne le coût du personnel, de l'évolution des salaires comparables dans les administrations de l'Etat;

5° la fixation, le calcul et les modalités de paiement des indemnités éventuelles à verser par l'entreprise publique à l'Etat, notamment en ce qui concerne les avantages liés aux droits exclusifs éventuels de l'entreprise publique et, le cas échéant, les droits d'usage qui sont concédés par l'Etat à l'entreprise publique sur des biens;

6° les matières d'intérêt économique stratégique pour lesquelles la passation des marchés est soumise à l'approbation, selon le montant, du ministre dont relève l'entreprise publique ou du Comité ministériel compétent, ainsi que la détermination du montant visé;

7° le cas échéant, des objectifs relatifs à la structure financière de l'entreprise publique;

8° le cas échéant, des règles relatives à la répartition des bénéfices nets;

9° les éléments que le plan d'entreprise doit contenir et les délais pour la communication et l'approbation du plan;

10° le cas échéant, la fixation d'un montant, pour ce qui concerne les opérations immobilières soumises à l'autorisation préalable du ministre dont relève l'entreprise publique;

11° les sanctions en cas de non-respect par une partie de ses engagements résultant du contrat de gestion.

§ 3. Toute clause résolutoire expresse dans le contrat de gestion est réputée non écrite.

L'article 1184 du Code Civil n'est pas applicable au contrat de gestion. La partie envers laquelle une obligation dans le contrat de gestion n'est pas exécutée, ne peut poursuivre que l'exécution de l'obligation, et, le cas échéant, demander des dommages-intérêts, sans préjudice de l'application de toute sanction spéciale prévue dans le contrat de gestion.

§ 4. Les obligations financières générales éventuelles de l'Etat à l'égard d'une entreprise publique autonome sont limitées à celles qui résultent des dispositions du contrat de gestion conclu avec l'entre-

## TEKST VOORGELEGD AAN DE COMMISSIE

---

algemene uitgavenbegroting van het Rijk, die de Staat aanvaardt toe te kennen tot dekking van de lasten die voor het overheidsbedrijf voortvloeien uit zijn taken van openbare dienst, rekening houdend met de kosten en ontvangsten eigen aan deze taken, en met de exploitatievoorwaarden die bij of krachtens de wet, of door het beheerscontract, worden opgelegd en, wat de personeelskosten betreft, met de evolutie van vergelijkbare lonen in de Rijksbesturen;

5° de vaststelling, de berekening en de betalingsmodaliteiten van gebeurlijke vergoedingen door het overheidsbedrijf te betalen aan de Staat, inzonderheid wat betreft de voordelen verbonden aan de gebeurlijke alleenrechten van het overheidsbedrijf en, in voorkomend geval, de door de Staat aan het overheidsbedrijf verleende gebruiksrechten op goederen;

6° de aangelegenheden van strategisch economisch belang waarvoor de gunning van opdrachten, naar gelang het bedrag, onderworpen is aan de goedkeuring van de minister onder wie het overheidsbedrijf ressorteert of van het bevoegde Ministerieel Comité, alsmede de vaststelling van bedoeld bedrag;

7° in voorkomend geval, doelstellingen betreffende de financiële structuur van het overheidsbedrijf;

8° in voorkomend geval, regelen betreffende de bestemming van de netto-winst;

9° de verplichte bestanddelen van het ondernemingsplan en de termijnen voor de mededeling en de goedkeuring van het plan;

10° in voorkomend geval, de vaststelling van een bedrag, wat de onroerende verrichtingen betreft die onderworpen zijn aan de voorafgaande machtiging van de minister onder wie het overheidsbedrijf ressorteert;

11° de sancties bij niet-naleving door een partij van haar verbintenissen uit hoofde van het beheerscontract.

§ 3. Elke uitdrukkelijke ontbindende voorwaarde in het beheerscontract wordt voor niet geschreven gehouden.

Artikel 1184 van het Burgerlijk Wetboek is niet van toepassing op het beheerscontract. De partij jegens wie een verbintenis in het beheerscontract niet is uitgevoerd kan slechts de uitvoering van de verbintenis vorderen alsmede, in voorkomend geval, schadevergoeding, onvermindert de toepassing van eventuele bijzondere sancties bepaald in het beheerscontract.

§ 4. De eventuele algemene financiële verplichtingen van de Staat ten overstaan van een autonoom overheidsbedrijf zijn beperkt tot deze die voortvloeien uit de bepalingen van het met het betrokken over-

**TEXTE ADOPTE PAR LA COMMISSION**

des dépenses de l'Etat que l'Etat accepte d'affecter à la couverture des charges qui découlent pour l'entreprise publique de ses tâches de service public, compte tenu des coûts et recettes propres à ces tâches et des conditions d'exploitation imposées par ou en vertu de la loi, ou par le contrat de gestion et, pour ce qui concerne le coût du personnel, de l'évolution des salaires comparables dans les administrations de l'Etat;

5° la fixation, le calcul et les modalités de paiement des indemnités éventuelles à verser par l'entreprise publique à l'Etat, notamment en ce qui concerne les avantages liés aux droits exclusifs éventuels de l'entreprise publique et, le cas échéant, les droits d'usage qui sont concédés par l'Etat à l'entreprise publique sur des biens;

6° le cas échéant, les matières d'intérêt économique stratégique pour lesquelles la passation des marchés est soumise à l'approbation, selon le montant, du ministre dont relève l'entreprise publique ou du Comité ministériel compétent, ainsi que la détermination du montant visé;

7° le cas échéant, des objectifs relatifs à la structure financière de l'entreprise publique;

8° le cas échéant, des règles relatives à la répartition des bénéfices nets;

9° les éléments que le plan d'entreprise doit contenir et les délais pour la communication et le délai au-delà duquel l'autorisation est censée être donnée;

10° le cas échéant, la fixation d'un montant, pour ce qui concerne les opérations immobilières soumises à l'autorisation préalable du ministre dont relève l'entreprise publique et, le cas échéant, la fixation d'un délai à l'expiration duquel l'autorisation est supposée être accordée;

11° les sanctions en cas de non-respect par une partie de ses engagements résultant du contrat de gestion.

§ 3. Toute clause résolutoire expresse dans le contrat de gestion est réputée non écrite.

L'article 1184 du Code Civil n'est pas applicable au contrat de gestion. La partie envers laquelle une obligation dans le contrat de gestion n'est pas exécutée, ne peut poursuivre que l'exécution de l'obligation, et, le cas échéant, demander des dommages-intérêts, sans préjudice de l'application de toute sanction spéciale prévue dans le contrat de gestion.

§ 4. Les obligations financières générales éventuelles de l'Etat à l'égard d'une entreprise publique autonome sont limitées à celles qui résultent des dispositions du contrat de gestion conclu avec l'entre-

**TEKST AANGENOMEN DOOR DE COMMISSIE**

algemene uitgavenbegroting van het Rijk, waarvan de Staat de toekenning aanvaardt tot dekking van de lasten die voor het overheidsbedrijf voortvloeien uit zijn taken van openbare dienst, rekening houdend met de kosten en ontvangsten eigen aan deze taken, en met de exploitatievoorraarden die bij of krachtens de wet, of door het beheerscontract, worden opgelegd en, wat de personeelskosten betreft, met de evolutie van vergelijkbare lonen in de Rijksbesturen;

5° de vaststelling, de berekening en de betalingsmodaliteiten van gebeurlijke vergoedingen door het overheidsbedrijf te betalen aan de Staat, inzonderheid wat betreft de voordelen verbonden aan de gebeurlijke alleenrechten van het overheidsbedrijf en, in voorkomend geval, de door de Staat aan het overheidsbedrijf verleende gebruiksrechten op goederen;

6° in voorkomend geval, de aangelegenheden van strategisch economisch belang waarvoor de gunning van opdrachten, naar gelang het bedrag, onderworpen is aan de goedkeuring van de minister onder wie het overheidsbedrijf ressorteert of van het bevoegde Ministerieel Comité, alsmede de vaststelling van bedoeld bedrag;

7° in voorkomend geval, doelstellingen betreffende de financiële structuur van het overheidsbedrijf;

8° in voorkomend geval, regelen betreffende de bestemming van de netto-winst;

9° de verplichte bestanddelen van het ondernemingsplan en de termijnen voor de mededeling en de termijn na overschrijding waarvan de goedkeuring geacht wordt gegeven te zijn;

10° in voorkomend geval, de vaststelling van een bedrag, wat de onroerende verrichtingen betreft die onderworpen zijn aan de voorafgaande machtiging van de minister onder wie het overheidsbedrijf ressorteert en, in voorkomend geval, de bepaling van een termijn waarna de toestemming geacht wordt gegeven te zijn;

11° de sancties bij niet-naleving door een partij van haar verbintenissen uit hoofde van het beheerscontract.

§ 3. Elke uitdrukkelijke ontbindende voorwaarde in het beheerscontract wordt voor niet geschreven gehouden.

Artikel 1184 van het Burgerlijk Wetboek is niet van toepassing op het beheerscontract. De partij jegens wie een verbintenis in het beheerscontract niet is uitgevoerd kan slechts de uitvoering van de verbintenis vorderen alsmede, in voorkomend geval, schadevergoeding, onvermindert de toepassing van eventuele bijzondere sancties bepaald in het beheerscontract.

§ 4. De eventuele algemene financiële verplichtingen van de Staat ten overstaan van een autonoom overheidsbedrijf zijn beperkt tot deze die voortvloeien uit de bepalingen van het met het betrokken over-

**TEXTE SOUMIS A LA COMMISSION**

prise concernée. Les régimes légaux particuliers de subvention existant en faveur de l'entreprise publique ne sont plus d'application à partir de la date d'entrée en vigueur du classement de l'entreprise publique parmi les entreprises publiques autonomes.

§ 5. Le contrat de gestion ne constitue pas un acte ou règlement visé à l'article 14 des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973. Toutes ses clauses sont réputées contractuelles.

**Section II***Conclusion, approbation, fin et renouvellement***Art. 4**

§ 1<sup>er</sup>. Lors de la négociation et de la conclusion du contrat de gestion, l'Etat est représenté par le ministre dont relève l'entreprise publique.

§ 2. Lors de la négociation du contrat de gestion, l'entreprise publique est représentée par son comité de direction. Le contrat de gestion est soumis à l'approbation du conseil d'administration statuant à la majorité des deux tiers des voix exprimées.

Le projet de contrat de gestion ou de modification du contrat de gestion est soumis pour concertation à la commission paritaire.

La commission paritaire est appelée périodiquement, sur convocation de son président, à donner son avis motivé à propos de l'état d'avancement des négociations.

§ 3. Le contrat de gestion n'entre en vigueur qu'après son approbation par le Roi, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, et à la date fixée par cet arrêté.

**Art. 5**

§ 1<sup>er</sup>. Le contrat de gestion est réévalué chaque année et, le cas échéant, adapté aux modifications des conditions du marché et aux développements techniques par application de paramètres objectifs prévus dans le contrat de gestion.

Toutefois, toute autre adaptation, proposée par une des parties ou par les deux parties, est faite conformément à l'article 4.

§ 2. Le contrat de gestion est conclu pour une durée de trois ans au moins et de cinq ans au plus.

§ 3. Au plus tard six mois avant l'expiration d'un contrat de gestion, le comité de direction soumet au

**TEKST VOORGELEGD AAN DE COMMISSIE**

heidsbedrijf gesloten beheerscontract. De bestaande bijzondere wettelijke toelageregelingen ten gunste van het overheidsbedrijf zijn niet meer van toepassing vanaf de datum met ingang waarvan het overheidsbedrijf wordt ingedeeld bij de autonome overheidsbedrijven.

§ 5. Het beheerscontract is geen akte of reglement bedoeld in artikel 14 van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973. Alle clausules in het beheerscontract worden geacht contractueel te zijn.

**Afdeling II***Sluiting, goedkeuring, einde en vernieuwing***Art. 4**

§ 1. Bij de onderhandeling en het sluiten van het beheerscontract wordt de Staat vertegenwoordigd door de minister onder wie het overheidsbedrijf ressorteert.

§ 2. Het overheidsbedrijf wordt bij de onderhandeling van het beheerscontract vertegenwoordigd door zijn directiecomité. Het beheerscontract wordt ter goedkeuring voorgelegd aan de raad van bestuur die er bij meerderheid van twee derden van de uitgebrachte stemmen over beslist.

Het ontwerp van beheerscontract of van wijziging van het beheerscontract wordt voor overleg voorgelegd aan het paritair comité.

Het paritair comité wordt op geregelde tijdstippen door zijn voorzitter bijeengeroepen om zijn gemotiveerd advies te verlenen betreffende de vooruitgang van de onderhandelingen.

§ 3. Het beheerscontract treedt slechts in werking na goedkeuring door de Koning, bij in Ministerraad overlegd besluit, vanaf de datum vastgesteld bij dat besluit.

**Art. 5**

§ 1. Het beheerscontract wordt jaarlijks getoetst en, in voorkomend geval, aangepast aan gewijzigde marktomstandigheden en technische ontwikkelingen met toepassing van in het beheerscontract vastgelegde objectieve parameters.

Echter, elke andere aanpassing voorgesteld door één van de partijen, of door hen beiden, kan slechts tot stand komen overeenkomstig artikel 4.

§ 2. Het beheerscontract wordt gesloten voor een duur van ten minste drie jaar en ten hoogste vijf jaar.

§ 3. Uiterlijk zes maanden voor het verstrijken van een beheerscontract legt het directiecomité aan

**TEXTE ADOPTE PAR LA COMMISSION**

prise concernée. Les régimes légaux particuliers de subvention existant en faveur de l'entreprise publique ne sont plus d'application à partir de la date d'entrée en vigueur du classement de l'entreprise publique parmi les entreprises publiques autonomes.

§ 5. Le contrat de gestion ne constitue pas un acte ou règlement visé à l'article 14 des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973. Toutes ses clauses sont réputées contractuelles.

**Section II***Conclusion, approbation, fin et renouvellement***Art. 4**

§ 1<sup>er</sup>. Lors de la négociation et de la conclusion du contrat de gestion, l'Etat est représenté par le ministre dont relève l'entreprise publique.

§ 2. Lors de la négociation du contrat de gestion, l'entreprise publique est représentée par son comité de direction. Le contrat de gestion est soumis à l'approbation du conseil d'administration statuant à la majorité des deux tiers des voix exprimées.

Le projet de contrat de gestion ou de modification du contrat de gestion est soumis pour concertation à la commission paritaire.

La commission paritaire est appelée périodiquement, sur convocation de son président, à donner son avis motivé à propos de l'état d'avancement des négociations.

§ 3. Le contrat de gestion n'entre en vigueur qu'après son approbation par le Roi, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, et à la date fixée par cet arrêté.

**Art. 5**

§ 1<sup>er</sup>. Le contrat de gestion est réévalué chaque année et, le cas échéant, adapté aux modifications des conditions du marché et aux développements techniques par application de paramètres objectifs prévus dans le contrat de gestion.

Toutefois, toute autre adaptation, proposée par une des parties ou par les deux parties, est faite conformément à l'article 4.

§ 2. Le contrat de gestion est conclu pour une durée de trois ans au moins et de cinq ans au plus.

§ 3. Au plus tard six mois avant l'expiration d'un contrat de gestion, le comité de direction soumet au

**TEKST AANGENOMEN DOOR DE COMMISSIE**

heidsbedrijf gesloten beheerscontract. De bestaande bijzondere wettelijke toelageregelingen ten gunste van het overheidsbedrijf zijn niet meer van toepassing vanaf de datum met ingang waarvan het overheidsbedrijf wordt ingedeeld bij de autonome overheidsbedrijven.

§ 5. Het beheerscontract is geen akte of reglement bedoeld in artikel 14 van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973. Alle clausules in het beheerscontract worden geacht contractueel te zijn.

**Afdeling II***Sluiting, goedkeuring, einde en vernieuwing***Art. 4**

§ 1. Bij de onderhandeling en het sluiten van het beheerscontract wordt de Staat vertegenwoordigd door de minister onder wie het overheidsbedrijf ressorteert.

§ 2. Het overheidsbedrijf wordt bij de onderhandeling van het beheerscontract vertegenwoordigd door zijn directiecomité. Het beheerscontract wordt ter goedkeuring voorgelegd aan de raad van bestuur die er bij meerderheid van twee derden van de uitgebrachte stemmen over beslist.

Het ontwerp van beheerscontract of van wijziging van het beheerscontract wordt voor overleg voorgelegd aan het paritair comité.

Het paritair comité wordt op geregelde tijdstippen door zijn voorzitter bijeengeroepen om zijn gemotiveerd advies te verlenen betreffende de vooruitgang van de onderhandelingen.

§ 3. Het beheerscontract treedt slechts in werking na goedkeuring door de Koning, bij in Ministerraad overlegd besluit, vanaf de datum vastgesteld bij dat besluit.

**Art. 5**

§ 1. Het beheerscontract wordt jaarlijks getoetst en, in voorkomend geval, aangepast aan gewijzigde marktomstandigheden en technische ontwikkelingen met toepassing van in het beheerscontract vastgelegde objectieve parameters.

Echter, elke andere aanpassing voorgesteld door één van de partijen, of door hen beiden, kan slechts tot stand komen overeenkomstig artikel 4.

§ 2. Het beheerscontract wordt gesloten voor een duur van ten minste drie jaar en ten hoogste vijf jaar.

§ 3. Uiterlijk zes maanden voor het verstrijken van een beheerscontract legt het directiecomité aan

**TEXTE SOUMIS A LA COMMISSION**

ministre dont relève l'entreprise publique un projet de nouveau contrat de gestion.

Si, à l'expiration d'un contrat de gestion, un nouveau contrat de gestion n'est pas entré en vigueur, le contrat est prorogé de plein droit jusqu'à l'entrée en vigueur d'un nouveau contrat de gestion. Cette prorogation est publiée au *Moniteur belge* par le ministre dont relève l'entreprise publique.

Si, un an après la prorogation visée à l'alinéa précédent, un nouveau contrat de gestion n'est pas entré en vigueur, le Roi peut, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, fixer des règles provisoires concernant les matières visées à l'article 3, § 2. Ces règles provisoires valent comme nouveau contrat de gestion et sont d'application jusqu'à l'entrée en vigueur d'un nouveau contrat de gestion conclu conformément à l'article 4.

**Art. 6**

Les arrêtés portant approbation d'un contrat de gestion, ou de son adaptation, ainsi que les arrêtés fixant des règles provisoires sont publiés au *Moniteur belge*.

Les dispositions du contrat de gestion ou, le cas échéant, des règles provisoires, concernant directement les usagers, sont publiées en annexe de l'arrêté royal.

**CHAPITRE III****Autonomie****Art. 7**

Les entreprises publiques autonomes sont libres de développer, dans les limites de la présente loi, toutes les activités qui sont compatibles avec leur objet social. Elles peuvent constituer des succursales ou des agences en Belgique et à l'étranger sur décision de leur conseil d'administration.

**Art. 8**

Les actes des entreprises publiques autonomes sont réputés commerciaux.

Les entreprises publiques autonomes ne sont toutefois pas soumises aux dispositions du Livre III du Code de Commerce. Elles bénéficient de l'immunité d'exécution pour les biens entièrement ou partielle-

**TEKST VOORGELEGD AAN DE COMMISSIE**

de minister onder wie het overheidsbedrijf ressorteert een ontwerp van nieuw beheerscontract voor.

Indien bij het verstrijken van een beheerscontract geen nieuw beheerscontract is in werking getreden, wordt het van rechtswege verlengd, tot op het ogenblik dat een nieuw beheerscontract is in werking getreden. Deze verlenging wordt in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt door de minister onder wie het overheidsbedrijf ressorteert.

Indien geen nieuw beheerscontract is in werking getreden binnen een termijn van één jaar na de in het voorgaande lid bedoelde verlenging, kan de Koning, bij in Ministerraad overlegd besluit, voorlopige regelen vaststellen inzake de in artikel 3, § 2, bedoelde aangelegenheden. Deze voorlopige regelen zullen als nieuw beheerscontract gelden tot op het ogenblik dat een nieuw beheerscontract, gesloten overeenkomstig artikel 4, in werking treedt.

**Art. 6**

De besluiten tot goedkeuring van een beheerscontract, of van een aanpassing ervan, alsmede de besluiten tot vaststelling van voorlopige regelen, worden bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad*.

De bepalingen van het beheerscontract of, in voorkomend geval, van de voorlopige regelen die rechtstreeks de gebruikers aanbelangen, worden in bijlage bij het koninklijk besluit bekendgemaakt.

**HOOFDSTUK III****Autonomie****Art. 7**

De autonome overheidsbedrijven kunnen vrij, binnen de grenzen van deze wet, alle bedrijvigheden ontwikkelen die verenigbaar zijn met hun doel. Zij kunnen bij beslissing van hun raad van bestuur bijhuizen of agentschappen oprichten in België en in het buitenland.

**Art. 8**

De handelingen van de autonome overheidsbedrijven worden geacht daden van koophandel te zijn.

De autonome overheidsbedrijven zijn echter niet onderworpen aan de bepalingen van Boek III van het Wetboek van Koophandel. Zij genieten de immunité van tenuitvoerlegging voor de goederen die geheel of

**TEXTE ADOpte PAR LA COMMISSION**

ministre dont relève l'entreprise publique un projet de nouveau contrat de gestion.

Si, à l'expiration d'un contrat de gestion, un nouveau contrat de gestion n'est pas entré en vigueur, le contrat est prorogé de plein droit jusqu'à l'entrée en vigueur d'un nouveau contrat de gestion. Cette prorogation est publiée au *Moniteur belge* par le ministre dont relève l'entreprise publique.

Si, un an après la prorogation visée à l'alinéa précédent, un nouveau contrat de gestion n'est pas entré en vigueur, le Roi peut, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, fixer des règles provisoires concernant les matières visées à l'article 3, §2. Ces règles provisoires valent comme nouveau contrat de gestion et sont d'application jusqu'à l'entrée en vigueur d'un nouveau contrat de gestion, conclu conformément à l'article 4.

**Art. 6**

Les arrêtés portant approbation d'un contrat de gestion, ou de son adaptation, ainsi que les arrêtés fixant des règles provisoires sont publiés au *Moniteur belge*.

Les dispositions du contrat de gestion ou, le cas échéant, des règles provisoires, sont publiées en annexe de l'arrêté royal, à l'exception de celles qui contiennent des secrets industriels ou commerciaux.

**CHAPITRE III****Autonomie****Art. 7**

Les entreprises publiques autonomes sont libres de développer, dans les limites de la présente loi, toutes les activités qui sont compatibles avec leur objet social. Elles peuvent constituer des succursales ou des agences en Belgique et à l'étranger sur décision de leur conseil d'administration.

**Art. 8**

Les actes des entreprises publiques autonomes sont réputés commerciaux.

Les entreprises publiques autonomes ne sont toutefois pas soumises aux dispositions du Livre III du Code de Commerce. Elles bénéficient de l'immunité d'exécution pour les biens entièrement ou partiellement

**TEKST AANGENOMEN DOOR DE COMMISSIE**

de minister onder wie het overheidsbedrijf ressorteert een ontwerp van nieuw beheerscontract voor.

Indien bij het verstrijken van een beheerscontract geen nieuw beheerscontract is in werking getreden, wordt het van rechtswege verlengd, tot op het ogenblik dat een nieuw beheerscontract is in werking getreden. Deze verlenging wordt in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt door de minister onder wie het overheidsbedrijf ressorteert.

Indien geen nieuw beheerscontract in werking is getreden binnen een termijn van één jaar na de in het voorgaande lid bedoelde verlenging, kan de Koning, bij in Ministerraad overlegd besluit, voorlopige regels vaststellen inzake de in artikel 3, § 2, bedoelde aangelegenheden. Deze voorlopige regels zullen als nieuw beheerscontract gelden tot op het ogenblik dat een nieuw beheerscontract, gesloten overeenkomstig artikel 4, in werking treedt.

**Art. 6**

De besluiten tot goedkeuring van een beheerscontract, of van een aanpassing ervan, alsmede de besluiten tot vaststelling van voorlopige regels, worden bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad*.

De bepalingen van het beheerscontract of, in voorkomend geval, van de voorlopige regels met uitzondering van die welke industriële of commerciële geheimen bevatten, worden in bijlage bij het koninklijk besluit bekendgemaakt.

**HOOFDSTUK III****Autonomie****Art. 7**

De autonome overheidsbedrijven kunnen vrij, binnen de grenzen van deze wet, alle bedrijvigheden ontwikkelen die verenigbaar zijn met hun doel. Zij kunnen bij beslissing van hun raad van bestuur bijhuizen of agentschappen oprichten in België en in het buitenland.

**Art. 8**

De handelingen van de autonome overheidsbedrijven worden geacht daden van koophandel te zijn.

De autonome overheidsbedrijven zijn echter niet onderworpen aan de bepalingen van Boek III van het Wetboek van Koophandel. Zij genieten de immuniteit van tenuitvoerlegging voor de goederen die geheel of

**TEXTE SOUMIS A LA COMMISSION**

ment affectés à la mise en oeuvre de leurs tâches de service public.

**Art. 9**

Les entreprises publiques autonomes sont soumises à la législation sur le contrôle des prix.

Elles déterminent librement les tarifs et les structures tarifaires pour les prestations qu'elles fournissent, autres que les prestations de service public.

Elles déterminent les tarifs et les structures tarifaires pour les prestations de service public dans les limites des principes concernant les tarifs contenus dans le contrat de gestion. Toutefois, les tarifs maximums, ou les formules pour leur calcul, qui ne sont pas réglés dans le contrat de gestion, sont soumis à l'approbation du ministre dont relève l'entreprise publique.

**Art. 10**

§ 1<sup>er</sup>. Les entreprises publiques autonomes décident librement, dans les limites de leur objet social, de l'acquisition, l'utilisation et l'aliénation de leurs biens matériels et immatériels, de la constitution ou la suppression de droits réels sur ces biens, ainsi que de l'exécution de telles décisions.

Par dérogation à l'alinéa premier, toute décision d'acquérir, construire ou aliéner un immeuble ou un droit immobilier est soumise :

1<sup>o</sup> à l'avis préalable du Comité d'acquisition d'immeubles compétent, constitué par l'arrêté royal du 3 novembre 1960;

2<sup>o</sup> le cas échéant, à l'autorisation préalable du ministre dont relève l'entreprise publique si la valeur du bien ou du droit concerné excède le montant déterminé dans le contrat de gestion.

Le Comité d'acquisition d'immeubles dispose d'un délai d'un mois pour donner son avis.

§ 2. Les entreprises publiques autonomes chargent le Comité d'acquisition d'immeubles compétent de :

1<sup>o</sup> la passation des actes authentiques de transmission, déclaration ou création d'un droit réel sur des immeubles;

2<sup>o</sup> l'introduction et la poursuite des procédures d'expropriation d'immeubles décidées par l'entreprise publique conformément à la loi.

§ 3. L'Etat peut, aux conditions fixées dans l'arrêté royal portant approbation du premier contrat de gestion, notamment en ce qui concerne une contrepartie éventuelle, céder à une entreprise publique auto-

**TEKST VOORGELEGD AAN DE COMMISSIE**

gedeeltelijk zijn bestemd voor de uitvoering van hun taken van openbare dienst.

**Art. 9**

De autonome overheidsbedrijven zijn onderworpen aan de wetgeving betreffende de controle der prijzen.

Zij stellen vrij de tarieven en de tariefstructuren vast voor de door hen geleverde prestaties andere dan prestaties van openbare dienst.

Zij stellen de tarieven en de tariefstructuren voor de door hen geleverde prestaties van openbare dienst vast binnen de grenzen van de in het beheerscontract bepaalde grondregelen inzake tarivering. De maximumtarieven, of de formules voor hun berekening, die niet in het beheerscontract zijn geregeld worden evenwel ter goedkeuring voorgelegd aan de minister onder wie het overheidsbedrijf ressorteert.

**Art. 10**

§ 1. De autonome overheidsbedrijven beslissen vrij, binnen de grenzen van hun doel, over de verwerving, de aanwending en de vervreemding van hun lichamelijke en onlichamelijke goederen, de vestiging of opheffing van zakelijke rechten op deze goederen, alsmede over de uitvoering van dergelijke beslissingen.

In afwijking van het eerste lid is elke beslissing tot verwerving, oprichting of vervreemding van een onroerend goed of recht onderworpen :

1<sup>o</sup> aan het voorafgaand advies van het bevoegd Aankoopcomité voor onroerende goederen, opgericht bij koninklijk besluit van 3 november 1960;

2<sup>o</sup> in voorkomend geval, aan de voorafgaande machting van de minister onder wie het overheidsbedrijf ressorteert indien de waarde van het betrokken goed of recht het bedrag bepaald in het beheerscontract overschrijdt.

Het Aankoopcomité voor onroerende goederen beschikt over een termijn van één maand voor het verlenen van zijn advies.

§ 2. De autonome overheidsbedrijven belasten het bevoegde Aankoopcomité voor onroerende goederen met:

1<sup>o</sup> het verlijden van de authentieke akten tot overdracht, aanwijzing of vestiging van een onroerend zakelijk recht;

2<sup>o</sup> het inleiden en vervolgen van de procedures tot onteigening van onroerende goederen waartoe het overheidsbedrijf overeenkomstig de wet beslist.

§ 3. De Staat kan, onder de voorwaarden bepaald in het koninklijk besluit tot goedkeuring van het eerste beheerscontract, inzonderheid wat een eventuele vergoeding betreft, de eigendom van roerende

**TEXTE ADOPTÉ PAR LA COMMISSION**

ment affectés à la mise en oeuvre de leurs tâches de service public.

**Art. 9**

Les entreprises publiques autonomes sont soumises à la législation sur le contrôle des prix.

Elles déterminent librement les tarifs et les structures tarifaires pour les prestations qu'elles fournissent, autres que les prestations de service public.

Elles déterminent les tarifs et les structures tarifaires pour les prestations de service public dans les limites des principes concernant les tarifs contenus dans le contrat de gestion. Toutefois, les tarifs maximums, ou les formules pour leur calcul, qui ne sont pas réglés dans le contrat de gestion, sont soumis à l'approbation du ministre dont relève l'entreprise publique.

**Art. 10**

§ 1<sup>er</sup>. Les entreprises publiques autonomes décident librement, dans les limites de leur objet social, de l'acquisition, l'utilisation et l'aliénation de leurs biens matériels et immatériels, de la constitution ou la suppression de droits réels sur ces biens, ainsi que de l'exécution de telles décisions.

Par dérogation à l'alinéa 1<sup>er</sup> et sans préjudice de l'application de l'article 167 de la loi-programme du 30 décembre 1988, le contrat de gestion peut déterminer un montant au delà duquel toute décision d'acquérir, construire ou aliéner un immeuble ou un droit immobilier est soumise à l'autorisation préalable du ministre dont relève l'entreprise publique, le cas échéant, dans le délai fixé dans le contrat de gestion.

§ 2. Les entreprises publiques autonomes chargent le Comité d'acquisition d'immeubles compétent de :

1° la passation des actes authentiques de transmission, déclaration ou création d'un droit réel sur des immeubles;

2° l'introduction et la poursuite des procédures d'expropriation d'immeubles décidées par l'entreprise publique conformément à la loi.

§ 3. L'Etat peut, aux conditions fixées dans l'arrêté royal portant approbation du premier contrat de gestion, notamment en ce qui concerne une contrepartie éventuelle, céder à une entreprise publique auto-

**TEKST AANGENOMEN DOOR DE COMMISSIE**

gedeeltelijk zijn bestemd voor de uitvoering van hun taken van openbare dienst.

**Art. 9**

De autonome overheidsbedrijven zijn onderworpen aan de wetgeving betreffende de controle der prijzen.

Zij stellen vrij de tarieven en de tariefstructuren vast voor de door hen geleverde prestaties andere dan prestaties van openbare dienst.

Zij stellen de tarieven en de tariefstructuren voor de door hen geleverde prestaties van openbare dienst vast binnen de grenzen van de in het beheerscontract bepaalde grondregelen inzake tarivering. De maximumtarieven, of de formules voor hun berekening, die niet in het beheerscontract zijn geregeld, worden evenwel ter goedkeuring voorgelegd aan de minister onder wie het overheidsbedrijf ressorteert.

**Art. 10**

§ 1. De autonome overheidsbedrijven beslissen vrij, binnen de grenzen van hun doel, over de verwerving, de aanwending en de vervreemding van hun lichamelijke en onlichamelijke goederen, de vestiging of opheffing van zakelijke rechten op deze goederen, alsmede over de uitvoering van dergelijke beslissingen.

In afwijking van het eerste lid en onverminderd de toepassing van artikel 167 van de programlawet van 30 december 1988, kan het beheerscontract een bedrag bepalen boven hetwelk elke beslissing tot verwerving, oprichting of vervreemding van een onroerend goed of recht onderworpen is aan de voorafgaande machting van de minister onder wie het overheidsbedrijf ressorteert, in voorkomend geval binnen de termijn die in het beheerscontract wordt bepaald.

§ 2. De autonome overheidsbedrijven belasten het bevoegde Aankoopcomité voor onroerende goederen met:

1° het verlijden van de authentieke akten tot overdracht, aanwijzing of vestiging van een onroerend zakelijk recht;

2° het inleiden en vervolgen van de procedures tot onteigening van onroerende goederen waartoe het overheidsbedrijf overeenkomstig de wet beslist.

§ 3. De Staat kan, onder de voorwaarden bepaald in het koninklijk besluit tot goedkeuring van het eerste beheerscontract, inzonderheid wat een eventuele vergoeding betreft, de eigendom van roerende

**TEXTE SOUMIS A LA COMMISSION**

nomé la propriété de biens meubles ou immeubles dont il est propriétaire et qui sont affectés, à la date d'entrée en vigueur du contrat visé, à l'exécution de prestations de service public assumées par l'entreprise concernée.

**Art. 11**

§ 1<sup>er</sup>. Les entreprises publiques autonomes ne sont soumises à la loi du 14 juillet 1976 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services, qu'en ce qui concerne les marchés ayant trait à la mise en oeuvre de leurs tâches de service public.

§ 2. Les marchés de travaux, de fournitures et de services sont passés par ou en vertu d'une décision du conseil d'administration de l'entreprise publique. Le conseil d'administration détermine les marchés pour lesquels le comité de direction est seul compétent et les marchés pour lesquels le comité peut déléguer la décision.

Par dérogation à l'alinéa premier, le contrat de gestion peut, pour les marchés ayant trait à la mise en oeuvre de tâches de service public, désigner les matières qui sont d'intérêt économique stratégique et pour lesquelles la décision de passer le marché est soumise, selon le montant du marché, à l'approbation du ministre dont relève l'entreprise publique ou du Comité ministériel compétent en matière d'investissements publics.

Si la décision du ministre ou du Comité ministériel n'est pas conforme à la proposition de l'entreprise publique concernée et qu'il en résulte pour celle-ci un coût supplémentaire, ce coût supplémentaire devra être couvert par une intervention équivalente à charge du budget général des dépenses de l'Etat.

**Art. 12**

§ 1<sup>er</sup>. Les entreprises publiques autonomes décident librement, dans les limites de leur objet social et, le cas échéant, conformément aux dispositions de leur contrat de gestion concernant la structure financière, de l'étendue, des techniques et des conditions de leur financement externe.

§ 2. Les entreprises publiques autonomes dont les emprunts bénéficient de plein droit de la garantie de l'Etat par ou en vertu d'une loi, peuvent, nonobstant toute disposition contraire, choisir de faire appel ou non à la garantie de l'Etat pour les emprunts qu'elles contractent.

**TEKST VOORGELEGD AAN DE COMMISSIE**

en onroerende goederen die hem toebehoren en die worden aangewend ten behoeve van de uitvoering van prestaties van openbare dienst die het autonoom overheidsbedrijf op zich neemt, aan het betrokken bedrijf overdragen.

**Art. 11**

§ 1. De autonome overheidsbedrijven zijn slechts onderworpen aan de wet van 14 juli 1976 betreffende de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten, voor de opdrachten die verband houden met de uitvoering van hun taken van openbare dienst.

§ 2. De opdrachten voor de aanneming van werken, leveringen en diensten worden gegund bij of krachtens beslissing van de raad van bestuur van het overheidsbedrijf. De raad van bestuur duidt de opdrachten aan waarvan de gunning behoort tot de uitsluitende bevoegdheid van het directie-comité alsmede de opdrachten waarvoor de beslissing door het comité mag worden gesubdelegeerd.

Voor de opdrachten die verband houden met de uitvoering van taken van openbare dienst kan het beheerscontract de aangelegenheden van strategisch economisch belang aanwijzen waarvoor de gunningsbeslissing, naargelang het bedrag van de opdracht, in afwijking van het eerste lid, is onderworpen aan de goedkeuring van de minister onder wie het overheidsbedrijf ressorteert of van het terzake van overheidsinvesteringen bevoegde Ministerieel Comité.

Indien de beslissing van de minister of van het Ministerieel Comité niet overeenstemt met het voorstel van het betrokken overheidsbedrijf en voor laatstgenoemde leidt tot bijkomende kosten, worden deze kosten gedekt door een gelijkwaardige tegemoetkoming ten laste van de algemene uitgavenbegroting van het Rijk.

**Art. 12**

§ 1. De autonome overheidsbedrijven beslissen vrij, binnen de grenzen van hun doel en, in voorkomend geval, overeenkomstig de bepalingen van hun beheerscontract betreffende de financiële structuur, over de omvang, de technieken en de voorwaarden van hun externe financiering.

§ 2. De autonome overheidsbedrijven wier leningen bij of krachtens wet van rechtswege de staatswaarborg genieten, hebben, niettegenstaande elke strijdige bepaling, de keuze om al dan niet een beroep te doen op de staatswaarborg voor de leningen die zij aangaan.

**TEXTE ADOPTÉ PAR LA COMMISSION**

nomé la propriété de biens meubles ou immeubles dont il est propriétaire et qui sont affectés, à la date d'entrée en vigueur du contrat visé, à l'exécution de prestations de service public assumées par l'entreprise concernée.

**Art. 11**

**§ 1<sup>er</sup>.** Les entreprises publiques autonomes ne sont soumises à la loi du 14 juillet 1976 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services, qu'en ce qui concerne les marchés ayant trait à la mise en œuvre de leurs tâches de service public.

**§ 2.** Les marchés de travaux, de fournitures et de services sont passés par ou en vertu d'une décision du conseil d'administration de l'entreprise publique. Le conseil d'administration détermine les marchés pour lesquels le comité de direction est seul compétent et les marchés pour lesquels le comité peut déléguer la décision.

Par dérogation à l'alinéa premier, le contrat de gestion peut, pour les marchés ayant trait à la mise en œuvre de tâches de service public, désigner les matières qui sont d'intérêt économique stratégique et pour lesquelles la décision de passer le marché est soumise, selon le montant du marché, à l'approbation du ministre dont relève l'entreprise publique ou du Comité ministériel compétent en matière d'investissements publics.

Si la décision du ministre ou du Comité ministériel n'est pas conforme à la proposition de l'entreprise publique concernée et qu'il en résulte pour celle-ci un coût supplémentaire, ce coût supplémentaire devra être couvert par une intervention équivalente à charge du budget général des dépenses de l'Etat.

**Art. 12**

**§ 1<sup>er</sup>.** Les entreprises publiques autonomes décident librement, dans les limites de leur objet social et, le cas échéant, conformément aux dispositions de leur contrat de gestion concernant la structure financière, de l'étendue, des techniques et des conditions de leur financement externe.

**§ 2.** Les entreprises publiques autonomes dont les emprunts bénéficient de plein droit de la garantie de l'Etat par ou en vertu d'une loi, peuvent, nonobstant toute disposition contraire, choisir de faire appel ou non à la garantie de l'Etat pour les emprunts qu'elles contractent.

**TEKST AANGENOMEN DOOR DE COMMISSIE**

en onroerende goederen die hem toebehoren en die op de datum van inwerkingtreding van het bedoelde contract, worden aangewend ten behoeve van de uitvoering van prestaties van openbare dienst die het autonoom overheidsbedrijf op zich neemt, aan het betrokken bedrijf overdragen.

**Art. 11**

**§ 1.** De autonome overheidsbedrijven zijn slechts onderworpen aan de wet van 14 juli 1976 betreffende de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten, voor de opdrachten die verband houden met de uitvoering van hun taken van openbare dienst.

**§ 2.** De opdrachten voor de aanneming van werken, leveringen en diensten worden gegund bij of krachtens beslissing van de raad van bestuur van het overheidsbedrijf. De raad van bestuur duidt de opdrachten aan waarvan de gunning behoort tot de uitsluitende bevoegdheid van het directie-comité alsmede de opdrachten waarvoor de beslissing door het comité mag worden gesubdelegeerd.

Voor de opdrachten die verband houden met de uitvoering van taken van openbare dienst kan het beheerscontract de aangelegenheden van strategisch economisch belang aanwijzen waarvoor de gunningsbeslissing, naargelang het bedrag van de opdracht, in afwijking van het eerste lid, is onderworpen aan de goedkeuring van de minister onder wie het overheidsbedrijf ressorteert of van het terzake van overheidsinvesteringen bevoegde Ministerieel Comité.

Indien de beslissing van de minister of van het Ministerieel Comité niet overeenstemt met het voorstel van het betrokken overheidsbedrijf en voor laatstgenoemde leidt tot bijkomende kosten, worden deze kosten gedekt door een gelijkwaardige tegemoetkoming ten laste van de algemene uitgavenbegroting van het Rijk.

**Art. 12**

**§ 1.** De autonome overheidsbedrijven beslissen vrij, binnen de grenzen van hun doel en, in voorkomend geval, overeenkomstig de bepalingen van hun beheerscontract betreffende de financiële structuur, over de omvang, de technieken en de voorwaarden van hun externe financiering.

**§ 2.** De autonome overheidsbedrijven wier leningen bij of krachtens wet van rechtswege de staatswaarborg genieten, hebben, niettegenstaande elke strijdige bepaling, de keuze om al dan niet een beroep te doen op de staatswaarborg voor de leningen die zij aangaan.

**TEXTE SOUMIS A LA COMMISSION**

A compter de la date à partir de laquelle une entreprise publique est classée parmi les entreprises publiques autonomes :

1<sup>o</sup> les limitations et modalités de contrôle imposées par les lois susvisées ne s'appliquent qu'aux emprunts contractés par l'entreprise publique concernée avec la garantie de l'Etat;

2<sup>o</sup> l'entreprise publique concernée est ou reste soumise à l'arrêté royal n° 517 du 31 mars 1987 instaurant une prime annuelle sur les nouveaux engagements garantis par l'Etat de certaines institutions du secteur public.

§ 3. Les entreprises publiques autonomes décident librement, dans les limites de leur objet social, du placement de leurs fonds disponibles en francs belges. Les placements en devises sont soumis à l'autorisation préalable du Ministre des Finances, à l'exception des opérations en devises couvrant des opérations commerciales.

§ 4. A l'exception de la couverture temporaire de besoins de trésorerie, les entreprises publiques autonomes n'utilisent des moyens provenant de subventions de l'Etat ou de revenus de prestations de service public, pour le développement, le financement ou l'exploitation d'activités autres que dans le cadre de leurs tâches de service public.

**Art. 13**

§ 1<sup>er</sup>. Les entreprises publiques autonomes peuvent, aux conditions déterminées ci-dessous, prendre des participations directes ou indirectes dans des sociétés, associations et institutions de droit public ou privé dont l'objet est compatible avec leur objet social, ci-après dénommées les « filiales ».

§ 2. Le conseil d'administration décide à la majorité simple des voix exprimées de toute prise de participation conformément au § 1<sup>er</sup> pour autant que la participation dans son intégralité :

1<sup>o</sup> représente moins de 25 % du capital de la filiale concernée; et

2<sup>o</sup> n'excède pas un pourcentage des capitaux propres de l'entreprise publique concernée déterminé dans l'arrêté royal portant approbation du premier contrat de gestion.

Le Roi peut, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, ramener la limite prévue à l'alinéa précédent, 1<sup>o</sup>, au dessous de 25 % et modifier la limite visée à l'alinéa précédent, 2<sup>o</sup>, pour les entreprises publiques autonomes qu'il désigne.

Le conseil d'administration peut décider, à la majorité des deux tiers des voix exprimées, de prendre une participation qui excède l'une ou les limites déterminées à l'alinéa premier.

**TEKST VOORGELEGD AAN DE COMMISSIE**

Vanaf de datum met ingang waarvan een overheidsbedrijf wordt ingedeeld bij de autonome overheidsbedrijven:

1<sup>o</sup> zijn de in voornoemde wetten gestelde beperkingen en controlemodaliteiten nog slechts van toepassing op de door dat overheidsbedrijf onder staatswaarborg aangegeven leningen;

2<sup>o</sup> is of blijft het betrokken overheidsbedrijf onderworpen aan koninklijk besluit n° 517 van 31 maart 1987 tot invoering van een jaarlijkse premie op de door de Staat gewaarborgde nieuwe verbintenissen van bepaalde instellingen van de openbare sector.

§ 3. De autonome overheidsbedrijven beslissen vrij, binnen de grenzen van hun doel, over de belegging van hun beschikbare gelden in Belgische frank. Beleggingen in vreemde munt zijn onderworpen aan de voorafgaande machtiging van de Minister van Financiën, uitgezonderd de verrichtingen in deviezen die commerciële verrichtingen dekken.

§ 4. Tenzij ter tijdelijke dekking van kasbehoeften wenden de autonome overheidsbedrijven geen middelen aan, afkomstig van Rijkstoelagen of van inkomsten uit prestaties van openbare dienst, voor de ontwikkeling, financiering of uitbating van activiteiten andere dan deze in het kader van hun taken van openbare dienst.

**Art. 13**

§ 1. De autonome overheidsbedrijven kunnen onder de hierna bepaalde voorwaarden rechtstreeks of onrechtstreeks belangen nemen in vennootschappen, verenigingen en instellingen van publiek of privaat recht waarvan het doel verenigbaar is met hun doel, hierna « dochterondernemingen » genoemd.

§ 2. De raad van bestuur beslist bij gewone meerderheid van uitgebrachte stemmen over het nemen van een in § 1 bedoeld belang voor zover het belang in zijn geheel:

1<sup>o</sup> minder dan 25 % van het kapitaal van de betrokken dochteronderneming vertegenwoordigt; en

2<sup>o</sup> minder bedraagt dan een percentage van het eigen vermogen van het betrokken overheidsbedrijf bepaald in het koninklijk besluit tot goedkeuring van het eerste beheerscontract.

De Koning kan bij in Ministerraad overlegd besluit de in voorgaand lid, 1<sup>o</sup>, bedoelde grens van 25 % verlagen en de in voorgaand lid, 2<sup>o</sup>, bedoelde grens wijzigen voor de autonome overheidsbedrijven die Hij aanduidt.

De raad van bestuur kan bij twee derde meerderheid van de uitgebrachte stemmen beslissen een belang te nemen dat één of beide der in het eerste lid bedoelde grenzen overschrijdt.

**TEXTE ADOPTÉ PAR LA COMMISSION**

A compter de la date à partir de laquelle une entreprise publique est classée parmi les entreprises publiques autonomes :

1° les limitations et modalités de contrôle imposées par les lois susvisées ne s'appliquent qu'aux emprunts contractés par l'entreprise publique concernée avec la garantie de l'Etat;

2° l'entreprise publique concernée est ou reste soumise à l'arrêté royal n° 517 du 31 mars 1987 instaurant une prime annuelle sur les nouveaux engagements garantis par l'Etat de certaines institutions du secteur public.

§ 3. Les entreprises publiques autonomes décident librement, dans les limites de leur objet social, du placement de leurs fonds disponibles en francs belges. Les placements en devises sont soumis à l'autorisation préalable du Ministre des Finances, à l'exception des opérations en devises couvrant des opérations commerciales.

§ 4. A l'exception de la couverture temporaire de besoins de trésorerie, les entreprises publiques autonomes n'utilisent des moyens provenant de subventions de l'Etat ou de revenus de prestations de service public, pour le développement, le financement ou l'exploitation d'activités autres que dans le cadre de leurs tâches de service public.

**Art. 13**

§ 1<sup>er</sup>. Les entreprises publiques autonomes peuvent, aux conditions déterminées ci-dessous, prendre des participations directes ou indirectes dans des sociétés, associations et institutions de droit public ou privé dont l'objet est compatible avec leur objet social, ci-après dénommées les « filiales ».

§ 2. Le conseil d'administration décide à la majorité simple des voix exprimées de toute prise de participation conformément au § 1<sup>er</sup> pour autant que la participation dans son intégralité :

1° représente moins de 25 % du capital de la filiale concernée; et

2° n'excède pas un pourcentage des capitaux propres de l'entreprise publique concernée déterminé dans l'arrêté royal portant approbation du premier contrat de gestion.

Le Roi peut, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, ramener la limite prévue à l'alinéa précédent, 1°, au dessous de 25 % et modifier la limite visée à l'alinéa précédent, 2°, pour les entreprises publiques autonomes qu'il désigne.

Le conseil d'administration peut décider, à la majorité des deux tiers des voix exprimées, de prendre une participation qui excède l'une des limites ou les limites déterminées à l'alinéa premier.

**TEKST AANGENOMEN DOOR DE COMMISSIE**

Vanaf de datum met ingang waarvan een overheidsbedrijf wordt ingedeeld bij de autonome overheidsbedrijven:

1° zijn de in voornoemde wetten gestelde beperkingen en controlemodaliteiten nog slechts van toepassing op de door dat overheidsbedrijf onder staatswaarborg aangegeven leningen;

2° is of blijft het betrokken overheidsbedrijf onderworpen aan koninklijk besluit n° 517 van 31 maart 1987 tot invoering van een jaarlijkse premie op de door de Staat gewaarborgde nieuwe verbintenissen van bepaalde instellingen van de openbare sector.

§ 3. De autonome overheidsbedrijven beslissen vrij, binnen de grenzen van hun doel, over de belegging van hun beschikbare gelden in Belgische frank. Beleggingen in vreemde munt zijn onderworpen aan de voorafgaande machtiging van de Minister van Financiën, uitgezonderd de verrichtingen in deviezen die commerciële verrichtingen dekken.

§ 4. Tenzij ter tijdelijke dekking van kasbehoeften wenden de autonome overheidsbedrijven geen middelen aan, afkomstig van Rijkstoelagen of van inkomsten uit prestaties van openbare dienst, voor de ontwikkeling, financiering of uitbating van activiteiten andere dan deze in het kader van hun taken van openbare dienst.

**Art. 13**

§ 1. De autonome overheidsbedrijven kunnen onder de hierna bepaalde voorwaarden rechtstreeks of onrechtstreeks belangen nemen in vennootschappen, verenigingen en instellingen van publiek of privaat recht waarvan het doel verenigbaar is met hun doel, hierna « dochterondernemingen » genoemd.

§ 2. De raad van bestuur beslist bij gewone meerderheid van uitgebrachte stemmen over het nemen van een in § 1 bedoeld belang voor zover het belang in zijn geheel:

1° minder dan 25 % van het kapitaal van de betrokken dochteronderneming vertegenwoordigt; en

2° minder bedraagt dan een percentage van het eigen vermogen van het betrokken overheidsbedrijf bepaald in het koninklijk besluit tot goedkeuring van het eerste beheerscontract.

De Koning kan bij in Ministerraad overlegd besluit de in voorgaand lid, 1°, bedoelde grens van 25 % verlagen en de in voorgaand lid, 2°, bedoelde grens wijzigen voor de autonome overheidsbedrijven die Hij aanduidt.

De raad van bestuur kan bij twee derde meerderheid van de uitgebrachte stemmen beslissen een belang te nemen dat één of beide der in het eerste lid bedoelde grenzen overschrijdt.

**TEXTE SOUMIS A LA COMMISSION**

§ 3. Le Roi peut, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, autoriser, le cas échéant, sous les conditions spéciales qu'il détermine, une entreprise publique autonome à associer une filiale à la mise en œuvre de ses tâches de service public, pour autant que la participation directe ou indirecte des autorités publiques dans la filiale concernée excède 50 % du capital et donne droit statutairement à plus de 75 % des voix et des mandats dans tous les organes de la filiale concernée.

Toute cession d'actions représentatives du capital, suite à laquelle la participation directe ou indirecte des pouvoirs publics visée à l'alinéa précédent n'excéderait plus 50 %, est nulle de plein droit à défaut de porter cette participation au-delà de 50 % dans un délai de trois mois de ladite cession par une augmentation de capital entièrement ou partiellement souscrite par les autorités publiques.

Les conditions concernant la participation des autorités publiques déterminées par les alinéas premier et deuxième ne sont pas applicables aux projets de coopération internationale dont le champ d'application excède le territoire du Royaume.

Pour l'application du présent article, il y a lieu d'entendre par autorité publique, une ou plusieurs des autorités visées à l'article 42.

§ 4. Le Roi peut, dans l'arrêté visé au § 3, premier alinéa, classer, parmi les entreprises publiques autonomes, la filiale, constituée conformément au droit belge, le cas échéant, pour la durée qu'il détermine. Dans ce cas, la filiale et l'entreprise publique autonome concernée sont solidairement responsables envers l'Etat de l'exécution par la filiale des tâches de service public auxquelles la filiale est associée, et ce, jusqu'à l'entrée en vigueur d'un contrat de gestion avec la filiale.

A défaut de classement conformément à l'alinéa précédent, l'entreprise publique autonome concernée reste responsable envers l'Etat de l'exécution par la filiale des tâches de service public auxquelles celle-ci est associée.

L'alinéa précédent n'est pas applicable aux projets de coopération internationale dont le champ d'application excède le territoire du Royaume.

§ 5. Le Roi peut dans l'arrêté visé au § 3, premier alinéa, transférer ou attribuer des droits exclusifs légaux de l'entreprise publique autonome à une filiale de celle-ci dans la mesure où un tel transfert ou une telle attribution est nécessaire pour le développement de la filiale. Dans ce cas, le Roi peut classer la

**TEKST VOORGELEGD AAN DE COMMISSIE**

§ 3. De Koning kan bij in Ministerraad overlegd besluit een autonoom overheidsbedrijf machtigen, in voorkomend geval onder de bijzondere voorwaarden die Hij bepaalt, een dochteronderneming te betrekken bij de uitvoering van zijn taken van openbare dienst voor zover het rechtstreeks of onrechtstreeks belang van de overheid in de betrokken dochteronderneming meer dan 50 % van het kapitaal vertegenwoordigt en statutair recht geeft op meer dan 75 % van de stemmen en mandaten in alle organen van de bedoelde dochteronderneming.

Elke overdracht van aandelen die het kapitaal vertegenwoordigen, waardoor het in voorgaand lid bedoelde rechtstreeks of onrechtstreeks belang van de overheid in dat kapitaal niet langer meer dan 50 % bedraagt, is van rechtswege nietig indien, binnen een termijn van drie maanden na de overdracht, het belang van de overheid, door middel van een kapitaalverhoging geheel of gedeeltelijk geplaatst bij de overheid, niet boven de 50 % wordt gebracht.

De in het eerste en het tweede lid gestelde voorwaarden betreffende het belang van de overheid zijn niet van toepassing op projecten van internationale samenwerking waarvan het toepassingsgebied het grondgebied van het Rijk overschrijdt.

Onder overheid in de zin van dit artikel moet worden verstaan, één of meerdere van de overheden bedoeld in artikel 42.

§ 4. De Koning kan bij het in § 3, eerste lid, bedoelde besluit de dochteronderneming die is opgericht naar Belgisch recht, indelen bij de autonome overheidsbedrijven, in voorkomend geval, voor de duur die Hij aanduidt. In dat geval zijn de dochteronderneming en het betrokken autonoom overheidsbedrijf hoofdelijk aansprakelijk ten overstaan van de Staat wat de uitvoering door de dochteronderneming betreft van de taken van openbare dienst waarbij zij wordt betrokken, tot op het ogenblik dat een beheerscontract met bedoelde dochteronderneming in werking treedt.

Bij ontstentenis van indeling overeenkomstig het voorgaand lid, blijft het betrokken autonoom overheidsbedrijf ten overstaan van de Staat aansprakelijk wat de uitvoering betreft van de taken van openbare dienst waarbij de dochtervennootschap wordt betrokken.

Het voorgaand lid is niet van toepassing op projecten van internationale samenwerking waarvan het toepassingsgebied het grondgebied van het Rijk overschrijdt.

§ 5. De Koning kan bij het in § 3, eerste lid, bedoelde besluit, wettelijke alleenrechten van het autonoom overheidsbedrijf overdragen of toewijzen aan een dochteronderneming van laatstgenoemde, voor zover zulks noodzakelijk is voor de ontwikkeling van de dochteronderneming. In dat geval kan de Koning de be-

**TEXTE ADOPTÉ PAR LA COMMISSION**

§ 3. Le Roi peut, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, autoriser, le cas échéant, sous les conditions spéciales qu'il détermine, une entreprise publique autonome à associer une filiale à la mise en œuvre de ses tâches de service public, pour autant que la participation directe ou indirecte des autorités publiques dans la filiale concernée excède 50 % du capital et donne droit statutairement à plus de 75 % des voix et des mandats dans tous les organes de la filiale concernée.

Toute cession d'actions représentatives du capital, suite à laquelle la participation directe ou indirecte des pouvoirs publics visée à l'alinéa précédent n'excèderait plus 50 %, est nulle de plein droit à défaut de porter cette participation au-delà de 50 % dans un délai de trois mois de ladite cession par une augmentation de capital entièrement ou partiellement souscrite par les autorités publiques.

Les conditions concernant la participation des autorités publiques déterminées par les alinéas premier et deux ne sont pas applicables aux projets de coopération internationale dont le champ d'application excède le territoire du Royaume.

Pour l'application du présent article, il y a lieu d'entendre par autorité publique, une ou plusieurs des autorités visées à l'article 42.

§ 4. Le Roi peut, dans l'arrêté visé au § 3, premier alinéa, classer, parmi les entreprises publiques autonomes, la filiale, constituée conformément au droit belge, le cas échéant, pour la durée qu'il détermine. Dans ce cas, la filiale et l'entreprise publique autonome concernée sont solidairement responsables envers l'Etat de l'exécution par la filiale des tâches de service public auxquelles la filiale est associée, et ce, jusqu'à l'entrée en vigueur d'un contrat de gestion avec la filiale.

A défaut de classement conformément à l'alinéa précédent, l'entreprise publique autonome concernée reste responsable envers l'Etat de l'exécution par la filiale des tâches de service public auxquelles celle-ci est associée.

L'alinéa précédent n'est pas applicable aux projets de coopération internationale dont le champ d'application excède le territoire du Royaume.

§ 5. Le Roi peut dans l'arrêté visé au § 3, premier alinéa, transférer ou attribuer des droits exclusifs légaux de l'entreprise publique autonome à une filiale de celle-ci dans la mesure où un tel transfert ou une telle attribution est nécessaire pour le développement de la filiale. Dans ce cas, le Roi peut classer la

**TEKST AANGENOMEN DOOR DE COMMISSIE**

§ 3. De Koning kan bij in Ministerraad overlegd besluit een autonoom overheidsbedrijf machtigen, in voorkomend geval onder de bijzondere voorwaarden die Hij bepaalt, een dochteronderneming te betrekken bij de uitvoering van zijn taken van openbare dienst voor zover het rechtstreeks of onrechtstreeks belang van de overheid in de betrokken dochteronderneming meer dan 50 % van het kapitaal vertegenwoordigt en statutair recht geeft op meer dan 75 % van de stemmen en mandaten in alle organen van de bedoelde dochteronderneming.

Elke overdracht van aandelen die het kapitaal vertegenwoordigen, waardoor het in voorgaand lid bedoelde rechtstreeks of onrechtstreeks belang van de overheid in dat kapitaal niet langer meer dan 50 % bedraagt, is van rechtswege nietig indien, binnen een termijn van drie maanden na de overdracht, het belang van de overheid, door middel van een kapitaalverhoging geheel of gedeeltelijk geplaatst bij de overheid, niet boven de 50 % wordt gebracht.

De in het eerste en het tweede lid gestelde voorwaarden betreffende het belang van de overheid zijn niet van toepassing op projecten van internationale samenwerking waarvan het toepassingsgebied het grondgebied van het Rijk overschrijdt.

Onder overheid in de zin van dit artikel moet worden verstaan, één of meerdere van de overheden bedoeld in artikel 42.

§ 4. De Koning kan bij het in § 3, eerste lid, bedoelde besluit de dochteronderneming die is opgericht naar Belgisch recht, indelen bij de autonome overheidsbedrijven, in voorkomend geval, voor de duur die Hij aanduidt. In dat geval zijn de dochteronderneming en het betrokken autonoom overheidsbedrijf hoofdelijk aansprakelijk ten overstaan van de Staat wat de uitvoering door de dochteronderneming betreft van de taken van openbare dienst waarbij zij wordt betrokken, tot op het ogenblik dat een beheerscontract met bedoelde dochteronderneming in werking treedt.

Bij ontstentenis van indeling overeenkomstig het voorgaande lid, blijft het betrokken autonoom overheidsbedrijf ten overstaan van de Staat aansprakelijk wat de uitvoering betreft van de taken van openbare dienst waarbij de dochtervenootschap wordt betrokken.

Het voorgaande lid is niet van toepassing op projecten van internationale samenwerking waarvan het toepassingsgebied het grondgebied van het Rijk overschrijdt.

§ 5. De Koning kan bij het in § 3, eerste lid, bedoelde besluit, wettelijke alleenrechten van het autonoom overheidsbedrijf overdragen of toewijzen aan een dochteronderneming van laatstgenoemde, voor zover zulks noodzakelijk is voor de ontwikkeling van de dochteronderneming. In dat geval kan de Koning de be-

**TEXTE SOUMIS A LA COMMISSION**

filiale concernée parmi les entreprises publiques autonomes conformément au § 4.

§ 6. Le présent article est également applicable à la constitution de sociétés, d'associations ou d'institutions par une entreprise publique autonome.

Une entreprise publique autonome peut constituer seule des sociétés anonymes. Dans ce cas, l'article 13ter, alinéa 1<sup>er</sup>, 4<sup>e</sup>, des lois coordonnées sur les sociétés commerciales, n'est pas d'application, de même que l'article 104bis, deuxième alinéa, des mêmes lois, aussi longtemps que l'entreprise fondatrice est le seul actionnaire.

**Art. 14**

Une entreprise publique autonome peut transiger et compromettre. Toutefois, toute convention d'arbitrage conclue avec des personnes physiques avant la naissance du différend est nulle.

**CHAPITRE IV****Administration****Section I<sup>e</sup>***Principes***Art. 15**

Les entreprises publiques autonomes sont gérées par un conseil d'administration et un comité de direction.

Toutefois, à la Société nationale des chemins de fer belges, le Comité restreint visé à l'article 7bis de la loi du 23 juillet 1926 portant création de la Société nationale des chemins de fer belges, exerce les compétences lui conférées par le conseil d'administration, sans préjudice des compétences du comité de direction en vertu de l'article 19.

**Art. 16**

Dans les entreprises publiques autonomes dont les tâches de service public couvrent l'ensemble du Royaume, le conseil d'administration et le comité de direction comptent autant de membres d'expression française que d'expression néerlandaise, à l'exception éventuellement, selon le cas, du président du conseil d'administration et de l'administrateur délégué.

**TEKST VOORGELEGD AAN DE COMMISSIE**

trokken dochteronderneming indelen bij de autonome overheidsbedrijven overeenkomstig § 4.

§ 6. Dit artikel is eveneens van toepassing op de oprichting door een autonoom overheidsbedrijf van vennootschappen, verenigingen en instellingen.

Een autonoom overheidsbedrijf kan naamloze vennootschappen alleen oprichten. In dat geval is artikel 13ter, eerste lid, 4<sup>e</sup>, van de gecoördineerde wetten op de handelvennootschappen niet van toepassing, noch artikel 104bis, tweede lid, van dezelfde wetten zolang het oprichtend overheidsbedrijf de enige aandeelhouder is.

**Art. 14**

Een autonoom overheidsbedrijf kan dadingen en overeenkomsten tot arbitrage sluiten. Echter, elke overeenkomst tot arbitrage met natuurlijke personen die werd gesloten vooraleer het geschil is gerezen, is nietig.

**HOOFDSTUK IV****Bestuur****Afdeling I***Beginsele***Art. 15**

De autonome overheidsbedrijven worden bestuurd door een raad van bestuur en een directiecomité.

Echter, bij de Nationale Maatschappij der Belgische spoorwegen oefent het Beperkt Comité bedoeld in artikel 7bis van de wet van 23 juli 1926 tot oprichting van de Nationale Maatschappij der Belgische spoorwegen, de bevoegdheden uit die het door de raad van bestuur worden opgedragen, onverminderd de bevoegdheden van het directiecomité krachtens artikel 19.

**Art. 16**

In de autonome overheidsbedrijven wier taken van openbare dienst het ganse grondgebied van het Rijk bestrijken, tellen de raad van bestuur en het directiecomité elk evenveel Nederlands- als Franstaligen, de voorzitter van de raad van bestuur, respectievelijk de gedelegeerd bestuurder, eventueel uitgezonderd.

**TEXTE ADOPTÉ PAR LA COMMISSION**

filiale concernée parmi les entreprises publiques autonomes conformément au § 4.

§ 6. Le présent article est également applicable à la constitution de sociétés, d'associations ou d'institutions par une entreprise publique autonome.

Une entreprise publique autonome peut constituer seule des sociétés anonymes. Dans ce cas, l'article 13ter, alinéa 1<sup>er</sup>, 4<sup>o</sup>, des lois coordonnées sur les sociétés commerciales, n'est pas d'application, de même que l'article 104bis, deuxième alinéa, des mêmes lois, aussi longtemps que l'entreprise fondatrice est le seul actionnaire.

**Art. 14**

Une entreprise publique autonome peut transiger et compromettre. Toutefois, toute convention d'arbitrage conclue avec des personnes physiques avant la naissance du différend est nulle.

**CHAPITRE IV****Administration****Section I<sup>e</sup>*****Principes*****Art. 15**

Les entreprises publiques autonomes sont gérées par un conseil d'administration et un comité de direction.

Toutefois, à la Société nationale des chemins de fer belges, le Comité restreint visé à l'article 7bis de la loi du 23 juillet 1926 portant création de la Société nationale des chemins de fer belges, exerce les compétences lui conférées par le conseil d'administration, sans préjudice des compétences du comité de direction en vertu de l'article 19.

**Art. 16**

Dans les entreprises publiques autonomes dont les tâches de service public couvrent l'ensemble du Royaume, le conseil d'administration et le comité de direction comptent autant de membres d'expression française que d'expression néerlandaise, éventuellement à l'exception respectivement du président du conseil d'administration et de l'administrateur délégué.

**TEKST AANGENOMEN DOOR DE COMMISSIE**

trokken dochteronderneming indelen bij de autonome overheidsbedrijven overeenkomstig § 4.

§ 6. Dit artikel is eveneens van toepassing op de oprichting door een autonoom overheidsbedrijf van vennootschappen, verenigingen en instellingen.

Een autonoom overheidsbedrijf kan naamloze vennootschappen alleen oprichten. In dat geval is artikel 13ter, eerste lid, 4<sup>o</sup>, van de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen niet van toepassing, noch artikel 104bis, tweede lid, van dezelfde wetten zolang het oprichtend overheidsbedrijf de enige aandeelhouder is.

**Art. 14**

Een autonoom overheidsbedrijf kan dadingen en overeenkomsten tot arbitrage sluiten. Echter, elke overeenkomst tot arbitrage met natuurlijke personen die werd gesloten vooraleer het geschil is gerezen, is nietig.

**HOOFDSTUK IV****Bestuur****Afdeling I*****Beginzelen*****Art. 15**

De autonome overheidsbedrijven worden bestuurd door een raad van bestuur en een directiecomité.

Echter, bij de Nationale Maatschappij der Belgische spoorwegen oefent het Beperkt Comité bedoeld in artikel 7bis van de wet van 23 juli 1926 tot oprichting van de Nationale Maatschappij der Belgische spoorwegen, de bevoegdheden uit die het door de raad van bestuur worden opgedragen, onverminderd de bevoegdheden van het directiecomité krachtens artikel 19.

**Art. 16**

In de autonome overheidsbedrijven wier taken van openbare dienst het ganse grondgebied van het Rijk bestrijken, tellen de raad van bestuur en het directiecomité elk evenveel Nederlands- als Franstaligen, de voorzitter van de raad van bestuur, respectievelijk de gedelegeerd bestuurder, eventueel uitgezonderd.

**TEXTE SOUMIS A LA COMMISSION****Section II***Le conseil d'administration***Art. 17**

§1<sup>er</sup>. Le conseil d'administration a le pouvoir d'accomplir tous les actes nécessaires ou utiles à la réalisation de l'objet social de l'entreprise publique.

Le conseil d'administration contrôle la gestion assurée par le comité de direction. Le comité de direction fait régulièrement rapport au conseil.

Le conseil, ou son président, sans préjudice des pouvoirs lui conférés par l'article 18, § 5, peut, à tout moment, demander au comité de direction un rapport sur les activités de l'entreprise ou sur certaines d'entre elles.

§ 2. Le conseil d'administration peut déléguer au comité de direction en tout ou en partie les compétences visées au § 1<sup>er</sup>, à l'exception de :

1° l'approbation du contrat de gestion, de même que de toute modification de celui-ci;

2° l'élaboration du plan d'entreprise et la définition de la politique générale;

3° le contrôle du comité de direction, notamment en ce qui concerne l'exécution du contrat de gestion;

4° les autres compétences qui sont réservées au conseil d'administration par le présent titre et, si l'entreprise publique a la forme de société anonyme de droit public, par les lois coordonnées sur les sociétés commerciales.

§ 3. Au cas où l'entreprise publique n'a pas la forme de société anonyme de droit public, les articles 54, deuxième alinéa, 60, alinéa 1<sup>er</sup>, 61, 62, 63bis et 67 des lois coordonnées sur les sociétés commerciales, sont applicables par analogie au conseil d'administration.

**Art. 18**

§ 1<sup>er</sup>. Le conseil d'administration est composé de dix-huit membres au plus, y compris les membres du comité de direction, qui en sont membres de plein droit.

Le nombre des membres ordinaires du conseil d'administration est le double du nombre des membres du comité de direction.

§ 2. Au cas où l'entreprise publique n'a pas la forme de société anonyme de droit public, le Roi, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, détermine le nombre d'administrateurs et nomme les administrateurs ordinaires.

**TEKST VOORGELEGD AAN DE COMMISSIE****Afdeling II***De raad van bestuur***Art. 17**

§ 1. De raad van bestuur is bevoegd om alle handelingen te verrichten die nodig of dienstig zijn tot verwezenlijking van het doel van het overheidsbedrijf.

De raad van bestuur houdt toezicht op het beleid van het directiecomité. Het directiecomité doet op geregelde tijdstippen verslag aan de raad.

De raad, of zijn voorzitter, onvermindert de bevoegdheden van laatstgenoemde krachtens artikel 18, § 5, kan op elk ogenblik van het directiecomité een verslag vragen betreffende de activiteiten van het bedrijf of sommige ervan.

§ 2. De raad van bestuur kan de in § 1 bedoelde bevoegdheden geheel of gedeeltelijk opdragen aan het directiecomité, met uitzondering van:

1° de goedkeuring van het beheerscontract, evenals van elke wijziging ervan;

2° het vaststellen van het ondernemingsplan en het algemeen beleid;

3° het toezicht op het directiecomité, inzonderheid wat de uitvoering van het beheerscontract betrifft;

4° de andere bevoegdheden die door deze titel en, ingeval het overheidsbedrijf de vorm van naamloze vennootschap van publiek recht heeft, door de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen uitdrukkelijk aan de raad van bestuur worden toegezien.

§ 3. Ingeval het overheidsbedrijf niet de vorm van naamloze vennootschap van publiek recht heeft, zijn de artikelen 54, tweede lid, 60, eerste lid, 61, 62, 63bis en 67 van de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen, van overeenkomstige toepassing op de raad van bestuur.

**Art. 18**

§ 1. De raad van bestuur telt ten hoogste achttien leden, met inbegrip van de leden van het directiecomité welke er van rechtswege deel van uitmaken.

Het aantal gewone leden van de raad van bestuur bedraagt het dubbel van het aantal leden van het directiecomité.

§ 2. Ingeval het overheidsbedrijf niet de vorm van naamloze vennootschap van publiek recht heeft, wordt het aantal leden van de raad van bestuur vastgesteld en worden de gewone leden benoemd door de Koning, bij in Ministerraad overlegd besluit.

**TEXTE ADOpte PAR LA COMMISSION****TEKST AANGENOMEN DOOR DE COMMISSIE****Section II***Le conseil d'administration***Art. 17**

§1<sup>er</sup>. Le conseil d'administration a le pouvoir d'accomplir tous les actes nécessaires ou utiles à la réalisation de l'objet social de l'entreprise publique.

Le conseil d'administration contrôle la gestion assurée par le comité de direction. Le comité de direction fait régulièrement rapport au conseil.

Le conseil, ou son président, sans préjudice des pouvoirs lui conférés par l'article 18, § 5, peut, à tout moment, demander au comité de direction un rapport sur les activités de l'entreprise ou sur certaines d'entre elles.

§ 2. Le conseil d'administration peut déléguer au comité de direction en tout ou en partie les compétences visées au § 1<sup>er</sup>, à l'exception de :

1<sup>o</sup> l'approbation du contrat de gestion, de même que de toute modification de celui-ci;

2<sup>o</sup> l'élaboration du plan d'entreprise et la définition de la politique générale;

3<sup>o</sup> le contrôle du comité de direction, notamment en ce qui concerne l'exécution du contrat de gestion;

4<sup>o</sup> les autres compétences qui sont réservées au conseil d'administration par le présent titre et, si l'entreprise publique a la forme de société anonyme de droit public, par les lois coordonnées sur les sociétés commerciales.

§ 3. Au cas où l'entreprise publique n'a pas la forme de société anonyme de droit public, les articles 54, deuxième alinéa, 60, alinéa 1<sup>er</sup>, 61, 62, 63bis et 67 des lois coordonnées sur les sociétés commerciales, sont applicables par analogie au conseil d'administration.

**Art. 18**

§ 1<sup>er</sup>. Le conseil d'administration est composé de dix-huit membres au plus, y compris les membres du comité de direction, qui en sont membres de plein droit.

Le nombre des membres ordinaires du conseil d'administration est le double du nombre des membres du comité de direction.

§ 2. Au cas où l'entreprise publique n'a pas la forme de société anonyme de droit public, le Roi, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, détermine le nombre d'administrateurs et nomme les administrateurs ordinaires.

**Afdeling II***De raad van bestuur***Art. 17**

§ 1. De raad van bestuur is bevoegd om alle handelingen te verrichten die nodig of dienstig zijn tot verwezenlijking van het doel van het overheidsbedrijf.

De raad van bestuur houdt toezicht op het beleid van het directiecomité. Het directiecomité doet op geregelde tijdstippen verslag aan de raad.

De raad, of zijn voorzitter, onvermindert de bevoegdheden van laatstgenoemde, hem toegekend krachtens artikel 18, § 5, kan op elk ogenblik van het directiecomité een verslag vragen betreffende de activiteiten van het bedrijf of sommige ervan.

§ 2. De raad van bestuur kan de in § 1 bedoelde bevoegdheden geheel of gedeeltelijk opdragen aan het directiecomité, met uitzondering van:

1<sup>o</sup> de goedkeuring van het beheerscontract, evenals van elke wijziging ervan;

2<sup>o</sup> het vaststellen van het ondernemingsplan en het algemeen beleid;

3<sup>o</sup> het toezicht op het directiecomité, inzonderheid wat de uitvoering van het beheerscontract betreft;

4<sup>o</sup> de andere bevoegdheden die door deze titel en, in geval het overheidsbedrijf de vorm van naamloze vennootschap van publiek recht heeft, door de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen uitdrukkelijk aan de raad van bestuur worden toegewezen.

§ 3. In geval het overheidsbedrijf niet de vorm van naamloze vennootschap van publiek recht heeft, zijn de artikelen 54, tweede lid, 60, eerste lid, 61, 62, 63bis en 67 van de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen, van overeenkomstige toepassing op de raad van bestuur.

**Art. 18**

§ 1. De raad van bestuur telt ten hoogste achttien leden, met inbegrip van de leden van het directiecomité die er van rechtswege deel van uitmaken.

Het aantal gewone leden van de raad van bestuur bedraagt het dubbel van het aantal leden van het directiecomité.

§ 2. In geval het overheidsbedrijf niet de vorm van naamloze vennootschap van publiek recht heeft, wordt het aantal leden van de raad van bestuur vastgesteld en worden de gewone leden benoemd door de Koning, bij in Ministerraad overlegd besluit.

**TEXTE SOUMIS A LA COMMISSION**

Si l'entreprise publique a la forme de société anonyme de droit public, le nombre des membres du conseil d'administration est déterminé par l'assemblée générale des actionnaires. Le Roi nomme, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, un nombre de membres ordinaires proportionnel aux droits de vote attachés aux actions détenues par l'Etat. Les autres membres ordinaires sont ensuite nommés par les autres actionnaires.

Parmi les membres ordinaires du conseil d'administration de la Société nationale des chemins de fer belges à nommer par le Roi, deux sont nommés sur la proposition du ministre dont la Société nationale relève agissant sur proposition des deux organisations syndicales les plus représentatives siégeant à la Commission paritaire nationale auprès de cette entreprise.

Les membres ordinaires du conseil d'administration nommés par le Roi ne peuvent être révoqués que par arrêté royal délibéré en Conseil des Ministres, sur avis conforme motivé du conseil d'administration, approuvé à la majorité des deux tiers des voix exprimées.

§ 3. Les membres ordinaires du conseil d'administration sont nommés pour un terme renouvelable de six ans.

§ 4. En cas de vacance d'une place d'administrateur, les administrateurs restants ont le droit d'y pourvoir provisoirement jusqu'à une nomination définitive conformément à l'article 18 ou 20.

§ 5. Le Roi nomme, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, le président du conseil d'administration parmi les membres ordinaires.

En cas de partage des voix au sein du conseil d'administration, la voix du président est prépondérante.

Le président peut, à tout moment, prendre connaissance, sans déplacement, des livres, de la correspondance, des procès-verbaux et généralement de tous les documents et de toutes les écritures de l'entreprise publique. Il peut requérir des administrateurs, des agents et des préposés de l'entreprise publique toutes les explications ou informations et procéder à toutes les vérifications qui lui paraissent nécessaires pour l'exécution de son mandat. Il peut se faire assister par un expert-comptable désigné par lui. La rémunération de l'expert-comptable incombe à l'entreprise publique.

**TEKST VOORGELEGD AAN DE COMMISSIE**

Ingeval het overheidsbedrijf de vorm van naamloze vennootschap van publiek recht heeft, wordt het aantal leden van de raad van bestuur vastgesteld door de algemene vergadering van de aandeelhouders. De Koning benoemt, bij in Ministerraad overlegd besluit, een aantal gewone leden in verhouding tot het aantal stemmen dat verbonden is aan de aandelen in het bezit van de Staat. De overige gewone leden worden daarna benoemd door de andere aandeelhouders.

Twee van de door de Koning te benoemen gewone leden van de raad van bestuur van de Nationale Maatschappij der Belgische spoorwegen worden benoemd op de voordracht van de minister onder wie de Nationale Maatschappij ressorteert handelend op de voordracht van de twee meest representatieve vakorganisaties die zitting hebben in de Nationale Paritaire Commissie bij het bedoeld bedrijf.

De gewone leden van de raad van bestuur, die werden benoemd door de Koning, kunnen slechts worden ontslagen, bij in Ministerraad overlegd koninklijk besluit, op eensluidend gemotiveerd advies van de raad van bestuur, goedgekeurd bij twee derden van de uitgebrachte stemmen.

§ 3. De gewone leden van de raad van bestuur worden benoemd voor een hernieuwbare termijn van zes jaar.

§ 4. Wanneer een plaats van bestuurder openvalt, hebben de overblijvende bestuurders het recht om voorlopig in de vacature te voorzien tot op het ogenblik dat een definitieve benoeming gebeurt overeenkomstig artikel 18 of artikel 20.

§ 5. De Koning benoemt, bij in Ministerraad overlegd besluit, de voorzitter van de raad van bestuur onder de gewone leden.

Bij staking van de stemmen in de raad van bestuur is de stem van de voorzitter beslissend.

De voorzitter kan te allen tijde ter plaatse inzage nemen van de boeken, brieven, notulen en, in het algemeen, van alle documenten en geschriften van het overheidsbedrijf. Hij kan van de leden van de raad van bestuur, van de gemachtigden en de personeelsleden van het organisme alle ophelderingen en inlichtingen vorderen en alle verificaties verrichten die hij nodig acht voor de uitvoering van zijn mandaat. Hij kan zich laten bijstaan door een door hem aangeduide accountant. De vergoeding van de accountant is ten laste van het overheidsbedrijf.

**TEXTE ADOPTÉ PAR LA COMMISSION****TEKST AANGENOMEN DOOR DE COMMISSIE**

Si l'entreprise publique a la forme de société anonyme de droit public, le nombre des membres du conseil d'administration est déterminé par l'assemblée générale des actionnaires. Le Roi nomme, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, un nombre de membres ordinaires proportionnel aux droits de vote attachés aux actions détenues par l'Etat. Les autres membres ordinaires sont ensuite nommés par les autres actionnaires.

Parmi les membres ordinaires du conseil d'administration de la Société nationale des chemins de fer belges à nommer par le Roi, deux sont nommés sur la proposition du ministre dont la Société nationale relève, agissant sur proposition des deux organisations syndicales les plus représentatives siégeant à la Commission paritaire nationale auprès de cette entreprise.

Les membres ordinaires du conseil d'administration nommés par le Roi ne peuvent être révoqués que par arrêté royal délibéré en Conseil des Ministres, sur avis conforme motivé du conseil d'administration, approuvé à la majorité des deux tiers des voix exprimées.

§ 3. Les membres ordinaires du conseil d'administration sont nommés pour un terme renouvelable de six ans.

§ 4. En cas de vacance d'une place d'administrateur, les administrateurs restants ont le droit d'y pourvoir provisoirement jusqu'à une nomination définitive conformément à l'article 18 ou 20.

§ 5. Le Roi nomme, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, le président du conseil d'administration parmi les membres ordinaires.

En cas de partage des voix au sein du conseil d'administration, la voix du président est prépondérante.

Le président peut, à tout moment, prendre connaissance, sans déplacement, des livres, de la correspondance, des procès-verbaux et généralement de tous les documents et de toutes les écritures de l'entreprise publique. Il peut requérir des administrateurs, des agents et des préposés de l'entreprise publique toutes les explications ou informations et procéder à toutes les vérifications qui lui paraissent nécessaires pour l'exécution de son mandat. Il peut se faire assister par un expert-comptable désigné par lui. La rémunération de l'expert-comptable incombe à l'entreprise publique.

Ingeval het overheidsbedrijf de vorm van naamloze vennootschap van publiek recht heeft, wordt het aantal leden van de raad van bestuur vastgesteld door de algemene vergadering van de aandeelhouders. De Koning benoemt, bij in Ministerraad overlegd besluit, een aantal gewone leden in verhouding tot het aantal stemmen dat verbonden is aan de aandelen in het bezit van de Staat. De overige gewone leden worden daarna benoemd door de andere aandeelhouders.

Twee van de door de Koning te benoemen gewone leden van de raad van bestuur van de Nationale Maatschappij der Belgische spoorwegen worden benoemd op de voordracht van de minister onder wie de Nationale Maatschappij ressorteert, handelend op de voordracht van de twee meest representatieve vakorganisaties die zitting hebben in de Nationale Paritaire Commissie bij het bedoeld bedrijf.

De gewone leden van de raad van bestuur, die werden benoemd door de Koning, kunnen slechts worden ontslagen, bij in Ministerraad overlegd koninklijk besluit, op eensluidend gemotiveerd advies van de raad van bestuur, goedgekeurd bij twee derden van de uitgebrachte stemmen.

§ 3. De gewone leden van de raad van bestuur worden benoemd voor een hernieuwbare termijn van zes jaar.

§ 4. Wanneer een plaats van bestuurder openvalt, hebben de overblijvende bestuurders het recht om voorlopig in de vacature te voorzien tot op het ogenblik dat een definitieve benoeming gebeurt overeenkomstig artikel 18 of artikel 20.

§ 5. De Koning benoemt, bij in Ministerraad overlegd besluit, de voorzitter van de raad van bestuur onder de gewone leden.

Bij staking van de stemmen in de raad van bestuur is de stem van de voorzitter beslissend.

De voorzitter kan te allen tijde ter plaatse inzagen van de boeken, brieven, notulen en, in het algemeen, van alle documenten en geschriften van het overheidsbedrijf. Hij kan van de leden van de raad van bestuur, van de gemachtigden en de personeelsleden van het organisme alle ophelderingen en inlichtingen vorderen en alle verificaties verrichten die hij nodig acht voor de uitvoering van zijn mandaat. Hij kan zich laten bijstaan door een door hem aangeduide accountant. De vergoeding van de accountant is ten laste van het overheidsbedrijf.

**TEXTE SOUMIS A LA COMMISSION****Section III***Le comité de direction***Art. 19**

Le comité de direction est chargé de la gestion journalière et de la représentation en ce qui concerne cette gestion, de même que de l'exécution des décisions du conseil d'administration et de la négociation du contrat de gestion.

Les membres du comité de direction forment un collège. Ils peuvent se répartir les tâches.

A l'exception de celles visées aux articles 4, § 2, et 11, § 2, le comité de direction peut déléguer certaines de ces compétences à un ou plusieurs de ses membres ou à des membres du personnel. Il peut en autoriser la subdélégation.

Au cas où l'entreprise publique n'a pas la forme de société anonyme de droit public, les articles 60, premier alinéa, 61, 62, 63, troisième alinéa, 63bis et 67 des lois coordonnées sur les sociétés commerciales, sont applicables par analogie.

**Art. 20**

§ 1<sup>er</sup>. Le comité de direction est composé de l'administrateur délégué et des administrateurs-directeurs. Le comité de direction est présidé par l'administrateur délégué.

§ 2. Le Roi nomme l'administrateur délégué par arrêté délibéré en Conseil des Ministres pour un terme renouvelable de six ans. L'administrateur délégué appartient à un rôle linguistique différent de celui du président du conseil d'administration. Il ne peut être révoqué que par arrêté royal délibéré en Conseil des Ministres, sur avis conforme motivé de deux tiers des membres ordinaires du conseil d'administration.

§ 3. Les membres ordinaires du conseil d'administration nomment, sur la proposition de l'administrateur délégué, les autres membres du comité de direction pour un terme renouvelable de six ans, afin de compléter le conseil d'administration. Ces membres du comité de direction portent le titre d'administrateur-directeur. Leur nomination est soumise à l'approbation du ministre dont relève l'entreprise publique.

Un membre ordinaire du conseil d'administration ne peut être membre du comité de direction en même temps.

Les administrateurs-directeurs ne peuvent être révoqués que par décision de deux tiers des membres ordinaires du conseil d'administration. La révocation

**TEKST VOORGELEGD AAN DE COMMISSIE****Afdeling III***Het directiecomité***Art. 19**

Het dagelijks bestuur en de vertegenwoordiging wat dat bestuur aangaat, alsmede de uitvoering van de beslissingen van de raad van bestuur en de onderhandeling van het beheerscontract worden opgedragen aan het directiecomité.

Deleden van het directiecomité vormen een college. Zij kunnen hun taken onder elkaar verdelen.

Het directiecomité kan zekere van zijn bevoegdheden, doch met uitzondering van de bevoegdheden bedoeld in de artikelen 4, § 2, en 11, § 2, opdragen aan één of meer van zijn leden of aan leden van het personeel. Het kan subdelegaties toestaan.

Ingeval het overheidsbedrijf niet de vorm van naamloze vennootschap van publiek recht heeft, zijn de artikelen 60, eerste lid, 61, 62, 63, derde lid, 63bis en 67 van de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen, van overeenkomstige toepassing.

**Art. 20**

§ 1. De gedelegeerd-bestuurder en de bestuurder-directeuren vormen het directiecomité. Het directiecomité wordt voorgezeten door de gedelegeerd-bestuurder.

§ 2. De Koning benoemt de gedelegeerd-bestuurder bij in Ministerraad overlegd besluit voor een hernieuwbare termijn van zes jaar. De gedelegeerd-bestuurder behoort tot een andere taalrol dan deze waartoe de voorzitter van de raad van bestuur behoort. Hij kan slechts worden ontslagen, bij in Ministerraad overlegd koninklijk besluit, op eensluidend gemotiveerd advies van twee derden van de gewone leden van de raad van bestuur.

§ 3. De gewone leden van de raad van bestuur benoemen op de voordracht van de gedelegeerd-bestuurder de overige leden van het directiecomité, voor een hernieuwbare termijn van zes jaar, ten einde de raad van bestuur voltallig samen te stellen. Deze leden van het directiecomité voeren de titel van bestuurder-directeur. Hun benoeming wordt ter goedkeuring voorgelegd aan de minister onder wie het overheidsbedrijf ressorteert.

Een gewoon lid van de raad van bestuur kan niet tezelfdertijd lid van het directiecomité zijn.

De bestuurder-directeuren kunnen slechts worden ontslagen bij besluit van twee derden van de gewone leden van de raad van bestuur. Het ontslag wordt ter

**TEXTE ADOpte PAR LA COMMISSION****TEKST AANGENOMEN DOOR DE COMMISSIE****Section III***Le comité de direction***Art. 19**

Le comité de direction est chargé de la gestion journalière et de la représentation en ce qui concerne cette gestion, de même que de l'exécution des décisions du conseil d'administration et de la négociation du contrat de gestion.

Les membres du comité de direction forment un collège. Ils peuvent se répartir les tâches.

A l'exception de celles visées aux articles 4, § 2, et 11, § 2, le comité de direction peut déléguer certaines de ces compétences à un ou plusieurs de ses membres ou à des membres du personnel. Il peut en autoriser la subdélégation.

Au cas où l'entreprise publique n'a pas la forme de société anonyme de droit public, les articles 60, premier alinéa, 61, 62, 63, troisième alinéa, 63bis et 67 des lois coordonnées sur les sociétés commerciales, sont applicables par analogie.

**Art. 20**

§ 1<sup>er</sup>. Le comité de direction est composé de l'administrateur délégué et des administrateurs-directeurs. Le comité de direction est présidé par l'administrateur délégué.

§ 2. Le Roi nomme l'administrateur délégué par arrêté délibéré en Conseil des Ministres pour un terme renouvelable de six ans. L'administrateur délégué appartient à un rôle linguistique différent de celui du président du conseil d'administration. Il ne peut être révoqué que par arrêté royal délibéré en Conseil des Ministres, sur avis conforme motivé de deux tiers des membres ordinaires du conseil d'administration.

§ 3. Les membres ordinaires du conseil d'administration nomment, sur la proposition de l'administrateur délégué, les autres membres du comité de direction pour un terme renouvelable de six ans, afin de compléter le conseil d'administration. Ces membres du comité de direction portent le titre d'administrateur-directeur. Leur nomination est soumise à l'approbation du ministre dont relève l'entreprise publique.

Un membre ordinaire du conseil d'administration ne peut être membre du comité de direction en même temps.

Les administrateurs-directeurs ne peuvent être révoqués que par décision de deux tiers des membres ordinaires du conseil d'administration. La révocation

**Afdeling III***Het directiecomité***Art. 19**

Het dagelijks bestuur en de vertegenwoordiging wat dat bestuur aangaat, alsmede de uitvoering van de beslissingen van de raad van bestuur en de onderhandeling van het beheerscontract worden opgedragen aan het directiecomité.

De leden van het directiecomité vormen een college. Zij kunnen hun taken onder elkaar verdelen.

Het directiecomité kan zekere van zijn bevoegdheden, doch met uitzondering van de bevoegdheden bedoeld in de artikelen 4, § 2, en 11, § 2, opdragen aan één of meer van zijn leden of aan leden van het personeel. Het kan subdelegaties toestaan.

Ingeval het overheidsbedrijf niet de vorm van naamloze vennootschap van publiek recht heeft, zijn de artikelen 60, eerste lid, 61, 62, 63, derde lid, 63bis en 67 van de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen, van overeenkomstige toepassing.

**Art. 20**

§ 1. De gedelegeerd-bestuurder en de bestuurder-directeuren vormen het directiecomité. Het directiecomité wordt voorgezeten door de gedelegeerd-bestuurder.

§ 2. De Koning benoemt de gedelegeerd-bestuurder bij in Ministerraad overlegd besluit voor een hernieuwbare termijn van zes jaar. De gedelegeerd-bestuurder behoort tot een andere taalrol dan deze waartoe de voorzitter van de raad van bestuur behoort. Hij kan slechts worden ontslagen, bij in Ministerraad overlegd koninklijk besluit, op eensluidend gemotiveerd advies van twee derden van de gewone leden van de raad van bestuur.

§ 3. De gewone leden van de raad van bestuur benoemen op de voordracht van de gedelegeerd-bestuurder de overige leden van het directiecomité, voor een hernieuwbare termijn van zes jaar, ten einde de raad van bestuur voltallig samen te stellen. Deze leden van het directiecomité voeren de titel van bestuurder-directeur. Hun benoeming wordt ter goedkeuring voorgelegd aan de minister onder wie het overheidsbedrijf ressorteert.

Een gewoon lid van de raad van bestuur kan niet tezelfdertijd lid van het directiecomité zijn.

De bestuurder-directeuren kunnen slechts worden ontslagen bij besluit van twee derden van de gewone leden van de raad van bestuur. Het ontslag wordt ter

**TEXTE SOUMIS A LA COMMISSION**

est soumise à l'approbation du ministre dont relève l'entreprise publique.

§ 4. L'administrateur délégué et les administrateurs-directeurs remplissent au sein de l'entreprise ou pour la représentation de celle-ci, des fonctions de plein exercice.

**Section IV***Du mandat d'administrateur***Art. 21**

§ 1<sup>er</sup>. Les droits, y compris la rémunération, et obligations mutuels de l'administrateur délégué et des administrateurs-directeurs, d'une part, et de l'entreprise publique, d'autre part, sont réglés dans une convention particulière entre les parties concernées. Lors de la négociation de cette convention, l'entreprise publique est représentée par les membres ordinaires du conseil d'administration.

L'administrateur délégué ou l'administrateur-directeur qui, au moment de sa nomination, se trouve dans un lien statutaire avec l'Etat ou toute autre personne de droit public relevant de l'Etat est mis de plein droit en congé pour mission selon les dispositions du statut en question pour toute la durée de son mandat. Toutefois, durant cette période, il garde ses titres à la promotion et à l'avancement de traitement.

Lorsque l'administrateur délégué ou un administrateur-directeur au moment de sa nomination se trouve dans un lien contractuel avec l'Etat ou toute autre personne de droit public relevant de l'Etat, le contrat concerné est suspendu de plein droit pour toute la durée de son mandat. Toutefois, durant cette période, il garde ses titres à l'avancement de traitement.

§ 2. Le Roi ou, si l'entreprise publique a la forme de société anonyme de droit public, l'assemblée générale, détermine la rémunération des membres du conseil d'administration en vertu de leur mandat d'administrateur.

§ 3. Les rémunérations visées aux §§ 1<sup>er</sup> et 2 sont à charge de l'entreprise publique. Si les rémunérations concernées comportent un élément variable, l'assiette ne peut comprendre des éléments ayant le caractère de charge d'exploitation.

**Art. 22**

§ 1<sup>er</sup>. Sans préjudice des autres limitations prévues par ou en vertu d'une loi ou dans le statut organique

**TEKST VOORGELEGD AAN DE COMMISSIE**

goedkeuring voorgelegd aan de minister onder wie het overheidsbedrijf ressorteert.

§ 4. De gedelegeerd-bestuurder en de bestuurder-directeuren oefenen in of ter vertegenwoordiging van het overheidsbedrijf een voltijdse functie uit.

**Afdeling IV***Het mandaat van bestuurder***Art. 21**

§ 1. De wederzijdse rechten, met inbegrip van de bezoldiging, en plichten van de gedelegeerd-bestuurder en de bestuurder-directeuren, enerzijds, en het overheidsbedrijf, anderzijds, worden geregeld in een bijzondere overeenkomst tussen bedoelde partijen. Bij de onderhandeling over de overeenkomst wordt het overheidsbedrijf vertegenwoordigd door de gewone leden van de raad van bestuur.

De gedelegeerd-bestuurder of een bestuurder-directeur die zich, op het ogenblik van zijn benoeming, in een statutaire band bevindt met de Staat of met enig ander rechtspersoon van publiek recht die onder de Staat ressorteert, wordt van rechtswege ter beschikking gesteld overeenkomstig de modaliteiten van het betrokken statuut voor de gehele duur van zijn mandaat. Gedurende deze periode behoudt hij evenwel zijn rechten op bevordering en weddeverhoging.

Indien de gedelegeerd-bestuurder of een bestuurder-directeur zich op het ogenblik van zijn benoeming in een contractuele band bevindt met de Staat of met enig ander rechtspersoon van publiek recht die onder de Staat ressorteert, wordt de betrokken overeenkomst van rechtswege geschorst voor de gehele duur van zijn mandaat. Gedurende deze periode behoudt hij evenwel zijn rechten op weddeverhoging.

§ 2. De Koning of, indien het overheidsbedrijf de vorm van naamloze vennootschap van publiek recht heeft, de algemene vergadering, stelt de bezoldiging vast die de leden van de raad van bestuur genieten uit hoofde van hun mandaat als bestuurder.

§ 3. De in §§ 1 en 2 bedoelde bezoldigingen zijn ten laste van het overheidsbedrijf. Indien de betrokken bezoldigingen een variabel bestanddeel hebben dan kunnen in de berekeningsbasis geen elementen voorkomen die als bedrijfskost worden aangemerkt.

**Art. 22**

§ 1. Onverminderd andere beperkingen bepaald bij of krachtens wet of door het organiek statuut van

**TEXTE ADOpte PAR LA COMMISSION**

est soumise à l'approbation du ministre dont relève l'entreprise publique.

§ 4. L'administrateur délégué et les administrateurs-directeurs remplissent au sein de l'entreprise ou pour la représentation de celle-ci, des fonctions de plein exercice.

**Section IV***Du mandat d'administrateur***Art. 21**

§ 1<sup>er</sup>. Les droits, y compris la rémunération, et obligations mutuels de l'administrateur délégué et des administrateurs-directeurs, d'une part, et de l'entreprise publique, d'autre part, sont réglés dans une convention particulière entre les parties concernées. Lors de la négociation de cette convention, l'entreprise publique est représentée par les membres ordinaires du conseil d'administration.

L'administrateur délégué ou l'administrateur-directeur qui, au moment de sa nomination, se trouve dans un lien statutaire avec l'Etat ou toute autre personne de droit public relevant de l'Etat est mis de plein droit en congé pour mission selon les dispositions du statut en question pour toute la durée de son mandat. Toutefois, durant cette période, il garde ses titres à la promotion et à l'avancement de traitement.

Lorsque l'administrateur délégué ou un administrateur-directeur au moment de sa nomination se trouve dans un lien contractuel avec l'Etat ou avec toute autre personne de droit public relevant de l'Etat, le contrat concerné est suspendu de plein droit pour toute la durée de son mandat. Toutefois, durant cette période, il garde ses titres à l'avancement de traitement.

§ 2. Le Roi ou, si l'entreprise publique a la forme de société anonyme de droit public, l'assemblée générale, détermine la rémunération des membres du conseil d'administration en vertu de leur mandat d'administrateur.

§ 3. Les rémunérations visées aux §§ 1<sup>er</sup> et 2 sont à charge de l'entreprise publique. Si les rémunérations concernées comportent un élément variable, l'assiette ne peut comprendre des éléments ayant le caractère de charge d'exploitation.

**Art. 22**

§ 1<sup>er</sup>. Sans préjudice des autres limitations prévues par ou en vertu d'une loi ou dans le statut organique

**TEKST AANGENOMEN DOOR DE COMMISSIE**

goedkeuring voorgelegd aan de minister onder wie het overheidsbedrijf ressorteert.

§ 4. De gedelegeerd-bestuurder en de bestuurder-directeuren oefenen in of ter vertegenwoordiging van het overheidsbedrijf een voltijdse functie uit.

**Afdeling IV***Het mandaat van bestuurder***Art. 21**

§ 1. De wederzijdse rechten, met inbegrip van de bezoldiging, en plichten van de gedelegeerd-bestuurder en de bestuurder-directeuren, enerzijds, en het overheidsbedrijf, anderzijds, worden geregeld in een bijzondere overeenkomst tussen bedoelde partijen. Bij de onderhandeling over de overeenkomst wordt het overheidsbedrijf vertegenwoordigd door de gewone leden van de raad van bestuur.

De gedelegeerd-bestuurder of een bestuurder-directeur die zich, op het ogenblik van zijn benoeming, in een statutaire band bevindt met de Staat of met enig ander rechtspersoon van publiek recht die onder de Staat ressorteert, wordt van rechtswege ter beschikking gesteld overeenkomstig de modaliteiten van het betrokken statuut voor de gehele duur van zijn mandaat. Gedurende deze periode behoudt hij evenwel zijn rechten op bevordering en weddeverhoging.

Indien de gedelegeerd-bestuurder of een bestuurder-directeur zich op het ogenblik van zijn benoeming in een contractuele band bevindt met de Staat of met enig ander rechtspersoon van publiek recht die onder de Staat ressorteert, wordt de betrokken overeenkomst van rechtswege geschorst voor de gehele duur van zijn mandaat. Gedurende deze periode behoudt hij evenwel zijn rechten op weddeverhoging.

§ 2. De Koning of, indien het overheidsbedrijf de vorm van naamloze vennootschap van publiek recht heeft, de algemene vergadering, stelt de bezoldiging vast die de leden van de raad van bestuur genieten uit hoofde van hun mandaat als bestuurder.

§ 3. De in §§ 1 en 2 bedoelde bezoldigingen zijn ten laste van het overheidsbedrijf. Indien de betrokken bezoldigingen een variabel bestanddeel hebben dan kunnen in de berekeningsbasis geen elementen voorkomen die als bedrijfskosten worden aangemerkt.

**Art. 22**

§ 1. Onverminderd andere beperkingen bepaald bij of krachtens wet of door het organiek statuut van

**TEXTE SOUMIS A LA COMMISSION**

de l'entreprise publique autonome, le mandat d'administrateur est incompatible avec le mandat ou les fonctions de :

- 1<sup>o</sup> membre du Parlement européen;
- 2<sup>o</sup> membre des Chambres législatives;
- 3<sup>o</sup> ministre ou secrétaire d'Etat;
- 4<sup>o</sup> membre du Conseil ou de l'Exécutif d'une Communauté ou d'une Région;

5<sup>o</sup> gouverneur d'une province ou membre de la députation permanente d'un conseil provincial;

6<sup>o</sup> pour ce qui concerne les membres ordinaires du conseil d'administration, membre du personnel de l'entreprise publique concernée; cette dernière incompatibilité n'est pas applicable aux membres du conseil d'administration de la Société nationale des chemins de fer belges.

En outre, le mandat d'administrateur-directeur est incompatible avec le mandat de bourgmestre, échevin ou président du centre public d'aide sociale, d'une commune de plus de 30 000 habitants.

§ 2. Lorsqu'un administrateur contrevient aux dispositions du § 1<sup>er</sup>, il est tenu de se démettre des mandats ou fonctions en question dans un délai de trois mois. S'il ne le fait pas, il est réputé, à l'expiration de ce délai, s'être démis de plein droit de son mandat auprès de l'entreprise publique, sans que cela ne porte préjudice à la validité juridique des actes qu'il a accomplis, ou des délibérations auxquelles il a pris part pendant la période concernée.

§ 3. Le mandat d'administrateur prend fin de plein droit à l'âge de 65 ans.

**CHAPITRE V****Tutelle administrative et contrôle****Section I<sup>re</sup>***Tutelle administrative***Art. 23**

§ 1<sup>er</sup>. L'entreprise publique autonome est soumise au pouvoir de contrôle du ministre dont elle relève. Ce contrôle est exercé à l'intervention d'un commissaire du Gouvernement, nommé et révoqué par le Roi sur la proposition du ministre concerné.

Le ministre dont relève l'entreprise publique désigne un suppléant pour le cas d'empêchement éventuel du commissaire du Gouvernement.

Le Roi règle l'exercice des missions des commissaires du Gouvernement.

**TEKST VOORGELEGD AAN DE COMMISSIE**

het autonoom overheidsbedrijf, is het mandaat van bestuurder onverenigbaar met het mandaat of de functie van:

- 1<sup>o</sup> lid van het Europees Parlement;
- 2<sup>o</sup> lid van de Wetgevende Kamers;
- 3<sup>o</sup> minister of staatssecretaris;
- 4<sup>o</sup> lid van de Raad of de Executieve van een Gemeenschap of Gewest;

5<sup>o</sup> gouverneur van een provincie of lid van de bestendige deputatie van een provincieraad;

6<sup>o</sup> wat de gewone leden van de raad van bestuur betreft, lid van het personeel van het betrokken overheidsbedrijf; deze laatste voorwaarde is niet van toepassing op de leden van de raad van bestuur van de Nationale Maatschappij der Belgische spoorwegen.

Het mandaat van bestuurder-directeur is bovendien onverenigbaar met het mandaat van burgemeester, schepen of voorzitter van het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn van een gemeente met meer dan 30.000 inwoners.

§ 2. Wanneer een bestuurder zich in overtreding bevindt met de bepalingen van § 1, moet hij binnen een termijn van drie maanden de betrokken mandaten of functies neerleggen. Indien hij nalaat dit te doen wordt hij na afloop van deze termijn van rechtswege geacht zijn mandaat in het overheidsbedrijf te hebben neergelegd, zonder dat dit afbreuk doet aan de rechtsgeldigheid van de handelingen die hij inmiddels heeft gesteld, of van de beraadslagingen waaraan hij inmiddels heeft deelgenomen.

§ 3. Het mandaat van bestuurder neemt van rechtswege een einde op de leeftijd van 65 jaar.

**HOOFDSTUK V****Administratief toezicht en controle****Afdeling I***Administratief toezicht***Art. 23**

§ 1. Het autonoom overheidsbedrijf staat onder de controlebevoegdheid van de minister onder wie het ressorteert. Deze controle wordt uitgeoefend door bemiddeling van een Regeringscommissaris benoemd en ontslagen door de Koning, op de voordracht van de betrokken minister.

De minister onder wie het overheidsbedrijf ressorteert duidt een plaatsvervanger aan voor het geval de Regeringscommissaris verhinderd zou zijn.

De Koning regelt de uitoefening van de opdrachten van de Regeringscommissarissen.

**TEXTE ADOPTÉ PAR LA COMMISSION****TEKST AANGENOMEN DOOR DE COMMISSIE**

de l'entreprise publique autonome, le mandat d'administrateur est incompatible avec le mandat ou les fonctions de :

- 1<sup>o</sup> membre du Parlement européen;
- 2<sup>o</sup> membre des Chambres législatives;
- 3<sup>o</sup> ministre ou secrétaire d'Etat;
- 4<sup>o</sup> membre du Conseil ou de l'Exécutif d'une Communauté ou d'une Région;

5<sup>o</sup> gouverneur d'une province ou membre de la députation permanente d'un conseil provincial;

6<sup>o</sup> membre du personnel de l'entreprise publique concernée pour ce qui concerne les membres ordinaires du conseil d'administration; cette dernière incompatibilité n'est pas applicable aux membres du conseil d'administration de la Société nationale des chemins de fer belges.

En outre, le mandat d'administrateur-directeur est incompatible avec le mandat de bourgmestre, échevin ou président du centre public d'aide sociale, d'une commune de plus de 30 000 habitants.

§ 2. Lorsqu'un administrateur contrevient aux dispositions du § 1<sup>er</sup>, il est tenu de se démettre des mandats ou fonctions en question dans un délai de trois mois. S'il ne le fait pas, il est réputé, à l'expiration de ce délai, s'être démis de plein droit de son mandat auprès de l'entreprise publique, sans que cela ne porte préjudice à la validité juridique des actes qu'il a accomplis ou des délibérations auxquelles il a pris part pendant la période concernée.

§ 3. Le mandat d'administrateur prend fin de plein droit à l'âge de 65 ans.

**CHAPITRE V****Tutelle administrative et contrôle****Section I<sup>re</sup>*****Tutelle administrative*****Art. 23**

§ 1<sup>er</sup>. L'entreprise publique autonome est soumise au pouvoir de contrôle du ministre dont elle relève. Ce contrôle est exercé à l'intervention d'un commissaire du Gouvernement, nommé et révoqué par le Roi sur la proposition du ministre concerné.

Le ministre dont relève l'entreprise publique désigne un suppléant pour le cas d'empêchement éventuel du commissaire du Gouvernement.

Le Roi règle l'exercice des missions des commissaires du Gouvernement.

het autonoom overheidsbedrijf, is het mandaat van bestuurder onverenigbaar met het mandaat of de functie van:

- 1<sup>o</sup> lid van het Europees Parlement;
- 2<sup>o</sup> lid van de Wetgevende Kamers;
- 3<sup>o</sup> minister of staatssecretaris;
- 4<sup>o</sup> lid van de Raad of de Executieve van een Gemeenschap of Gewest;

5<sup>o</sup> gouverneur van een provincie of lid van de bestendige deputatie van een provincieraad;

6<sup>o</sup> lid van het personeel van het betrokken overheidsbedrijf wat de gewone leden van de raad van bestuur betreft; deze laatste voorwaarde is niet van toepassing op de leden van de raad van bestuur van de Nationale Maatschappij der Belgische spoorwegen.

Het mandaat van bestuurder-directeur is bovendien onverenigbaar met het mandaat van burgemeester, schepen of voorzitter van het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn van een gemeente met meer dan 30.000 inwoners.

§ 2. Wanneer een bestuurder zich in overtreding bevindt met de bepalingen van § 1, moet hij binnen een termijn van drie maanden de betrokken mandaten of functies neerleggen. Indien hij nalaat dit te doen wordt hij na afloop van deze termijn van rechtswege geacht zijn mandaat in het overheidsbedrijf te hebben neergelegd, zonder dat dit afbreuk doet aan de rechtsgeldigheid van de handelingen die hij inmiddels heeft gesteld, of van de beraadslagingen waaraan hij inmiddels heeft deelgenomen.

§ 3. Het mandaat van bestuurder neemt van rechtswege een einde op de leeftijd van 65 jaar.

**HOOFDSTUK V****Administratief toezicht en controle****Afdeling I*****Administratief toezicht*****Art. 23**

§ 1. Het autonoom overheidsbedrijf staat onder de controlebevoegdheid van de minister onder wie het ressorteert. Deze controle wordt uitgeoefend door bemiddeling van een Regeringscommissaris benoemd en ontslagen door de Koning, op de voordracht van de betrokken minister.

De minister onder wie het overheidsbedrijf ressorteert duidt een plaatsvervanger aan voor het geval de Regeringscommissaris verhinderd zou zijn.

De Koning regelt de uitoefening van de opdrachten van de Regeringscommissarissen.

## TEXTE SOUMIS A LA COMMISSION

§ 2. Le commissaire du Gouvernement veille au respect de la loi, du statut organique de l'entreprise publique et du contrat de gestion. Il s'assure de ce que la politique de l'entreprise publique, en particulier, celle menée en exécution de l'article 13, ne porte pas préjudice à la mise en oeuvre des tâches de service public.

Le commissaire du Gouvernement fait rapport au ministre dont relève l'entreprise publique. Il fait rapport au Ministre du Budget sur toutes les décisions du conseil d'administration ou du comité de direction qui ont une incidence sur le budget général des dépenses de l'Etat.

§ 3. Le commissaire du Gouvernement est invité à toutes les réunions du conseil d'administration et du comité de direction et y a voix consultative. Il peut, à tout moment, prendre connaissance, sans déplacement, des livres, de la correspondance, des procès-verbaux et généralement de tous les documents et de toutes les écritures de l'entreprise publique. Il peut requérir des administrateurs, des agents et des préposés de l'entreprise publique toutes les explications ou informations et procéder à toutes les vérifications qui lui paraissent nécessaires à l'exécution de son mandat.

L'entreprise publique met à la disposition du commissaire du Gouvernement les ressources humaines et matérielles nécessaires à l'exécution de son mandat.

§ 4. Le commissaire du Gouvernement peut, dans un délai de quatre jours francs, introduire un recours auprès du ministre dont relève l'entreprise publique contre toute décision qu'il estime contraire à la loi, au statut organique ou au contrat de gestion.

Ce délai court à partir du jour de la réunion à laquelle la décision a été prise, pour autant que le commissaire du Gouvernement y ait été régulièrement convoqué et, dans le cas contraire, à partir du jour où il en a reçu connaissance. Le recours est suspensif.

En cas d'incidence sur le budget général des dépenses de l'Etat, le ministre dont relève l'entreprise publique demande l'accord du Ministre du Budget.

Si, dans un délai de huit jours francs commençant le même jour que le délai visé à l'alinéa premier, le ministre dont relève l'entreprise publique n'a pas prononcé l'annulation, la décision devient définitive, sans préjudice des dispositions du dernier alinéa. Le ministre concerné notifie l'annulation à l'organe de gestion.

Si le Ministre du Budget et le ministre dont relève l'entreprise publique ne trouvent pas d'accord dans le délai de huit jours visé à l'alinéa précédent, il est statué dans un délai de trente jours francs com-

## TEKST VOORGELEGD AAN DE COMMISSIE

§ 2. De Regeringscommissaris waakt over de naleving van de wet, het organiek statuut van het overheidsbedrijf en het beheerscontract. Hij ziet er inzonderheid op toe dat het door het overheidsbedrijf gevoerde beleid, inzonderheid wat het beleid bij toepassing van artikel 13 betreft, de uitvoering van de taken van openbare dienst niet in het gedrang brengt.

De Regeringscommissaris brengt verslag uit bij de minister onder wie het overheidsbedrijf ressorteert. Hij brengt verslag uit bij de Minister van Begroting aangaande alle beslissingen van de raad van bestuur of het directiecomité die een weerslag hebben op de algemene uitgavenbegroting van het Rijk.

§ 3. De Regeringscommissaris wordt uitgenodigd op alle vergaderingen van de raad van bestuur en van het directiecomité en heeft er een raadgevende stem. Hij kan te allen tijde ter plaatse inzage nemen van de boeken, brieven, notulen en, in het algemeen, van alle documenten en geschriften van het overheidsbedrijf. Hij kan van de leden van de raad van bestuur, van de gemachtigden en de personeelsleden van het overheidsbedrijf alle ophelderingen en inlichtingen vorderen en alle verificaties verrichten die hij nodig acht voor de uitvoering van zijn mandaat.

Het overheidsbedrijf stelt de menselijke en materiële middelen ter beschikking van de Regeringscommissaris die nodig zijn voor de uitvoering van zijn mandaat.

§ 4. De Regeringscommissaris kan binnen een termijn van vier vrije dagen beroep aantekenen bij de minister onder wie het overheidsbedrijf ressorteert tegen elke beslissing die hij strijdig acht met de wet, met het organiek statuut of met het beheerscontract.

Deze termijn gaat in de dag van de vergadering waarop de beslissing werd genomen, voor zover de Regeringscommissaris daarop regelmatig was uitgenodigd, en, in het tegenovergestelde geval, de dag waarop hij van de beslissing kennis heeft gekregen. Het beroep is opschortend.

In geval van weerslag op de algemene uitgavenbegroting van het Rijk vraagt de minister onder wie het overheidsbedrijf ressorteert het akkoord van de Minister van Begroting.

Heeft de minister onder wie het overheidsbedrijf ressorteert, binnen een termijn van acht vrije dagen, ingaand dezelfde dag als de in het eerste lid bedoelde termijn, de nietigverklaring niet uitgesproken, dan wordt de beslissing definitief, onverminderd de bepalingen van het laatste lid. De minister betekent de nietigverklaring aan het bestuursorgaan.

Indien de Minister van Begroting en de minister onder wie het overheidsbedrijf ressorteert binnen de in het voorgaand lid bedoelde termijn van acht vrije dagen niet tot een akkoord komen, wordt over de

**TEXTE ADOpte PAR LA COMMISSION**

§ 2. Le commissaire du Gouvernement veille au respect de la loi, du statut organique de l'entreprise publique et du contrat de gestion. Il s'assure de ce que la politique de l'entreprise publique, en particulier, celle menée en exécution de l'article 13, ne porte pas préjudice à la mise en oeuvre des tâches de service public.

Le commissaire du Gouvernement fait rapport au ministre dont relève l'entreprise publique. Il fait rapport au Ministre du Budget sur toutes les décisions du conseil d'administration ou du comité de direction qui ont une incidence sur le budget général des dépenses de l'Etat.

§ 3. Le commissaire du Gouvernement est invité à toutes les réunions du conseil d'administration et du comité de direction et y a voix consultative. Il peut, à tout moment, prendre connaissance, sans déplacement, des livres, de la correspondance, des procès-verbaux et généralement de tous les documents et de toutes les écritures de l'entreprise publique. Il peut requérir des administrateurs, des agents et des préposés de l'entreprise publique toutes les explications ou informations et procéder à toutes les vérifications qui lui paraissent nécessaires à l'exécution de son mandat.

L'entreprise publique met à la disposition du commissaire du Gouvernement les ressources humaines et matérielles nécessaires à l'exécution de son mandat.

§ 4. Le commissaire du Gouvernement peut, dans un délai de quatre jours francs, introduire un recours auprès du ministre dont relève l'entreprise publique contre toute décision qu'il estime contraire à la loi, au statut organique ou au contrat de gestion.

Ce délai court à partir du jour de la réunion à laquelle la décision a été prise, pour autant que le commissaire du Gouvernement y ait été régulièrement convoqué et, dans le cas contraire, à partir du jour où il en a reçu connaissance. Le recours est suspensif.

En cas d'incidence sur le budget général des dépenses de l'Etat, le ministre dont relève l'entreprise publique demande l'accord du Ministre du Budget.

Si, dans un délai de huit jours francs commençant le même jour que le délai visé à l'alinéa premier, le ministre dont relève l'entreprise publique n'a pas prononcé l'annulation, la décision devient définitive, sans préjudice des dispositions du dernier alinéa. Le ministre concerné notifie l'annulation à l'organe de gestion.

Si le Ministre du Budget et le ministre dont relève l'entreprise publique ne trouvent pas d'accord dans le délai de huit jours visé à l'alinéa précédent, il est statué dans un délai de trente jours francs com-

**TEKST AANGENOMEN DOOR DE COMMISSIE**

§ 2. De Regeringscommissaris waakt over de naleving van de wet, het organiek statuut van het overheidsbedrijf en het beheerscontract. Hij ziet er inzonderheid op toe dat het door het overheidsbedrijf gevoerde beleid, inzonderheid wat het beleid bij toepassing van artikel 13 betreft, de uitvoering van de taken van openbare dienst niet in het gedrang brengt.

De Regeringscommissaris brengt verslag uit bij de minister onder wie het overheidsbedrijf ressorteert. Hij brengt verslag uit bij de Minister van Begroting aangaande alle beslissingen van de raad van bestuur of het directiecomité die een weerslag hebben op de algemene uitgavenbegroting van het Rijk.

§ 3. De Regeringscommissaris wordt uitgenodigd op alle vergaderingen van de raad van bestuur en van het directiecomité en heeft er een raadgevende stem. Hij kan te allen tijde ter plaatse inzage nemen van de boeken, brieven, notulen en, in het algemeen, van alle documenten en geschriften van het overheidsbedrijf. Hij kan van de leden van de raad van bestuur, van de gemachtigden en de personeelsleden van het overheidsbedrijf alle ophelderingen en inlichtingen vorderen en alle verificaties verrichten die hij nodig acht voor de uitvoering van zijn mandaat.

Het overheidsbedrijf stelt de menselijke en materiële middelen ter beschikking van de Regeringscommissaris die nodig zijn voor de uitvoering van zijn mandaat.

§ 4. De Regeringscommissaris kan binnen een termijn van vier vrije dagen beroep aantekenen bij de minister onder wie het overheidsbedrijf ressorteert tegen elke beslissing die hij strijdig acht met de wet, met het organiek statuut of met het beheerscontract.

Deze termijn gaat in de dag van de vergadering waarop de beslissing werd genomen, voor zover de Regeringscommissaris daarop regelmatig was uitgenodigd, en, in het tegenovergestelde geval, de dag waarop hij van de beslissing kennis heeft gekregen. Het beroep is opschorrend.

In geval van weerslag op de algemene uitgavenbegroting van het Rijk vraagt de minister onder wie het overheidsbedrijf ressorteert het akkoord van de Minister van Begroting.

Heeft de minister onder wie het overheidsbedrijf ressorteert, binnen een termijn van acht vrije dagen, ingaand dezelfde dag als de in het eerste lid bedoelde termijn, de nietigverklaring niet uitgesproken, dan wordt de beslissing definitief, onverminderd de bepalingen van het laatste lid. De minister betekent de nietigverklaring aan het bestuursorgaan.

Indien de Minister van Begroting en de minister onder wie het overheidsbedrijf ressorteert binnen de in het voorgaand lid bedoelde termijn van acht vrije dagen niet tot een akkoord komen, wordt over de

**TEXTE SOUMIS A LA COMMISSION**

mençant le même jour que le délai visé à l'alinéa premier, selon la procédure fixée par le Roi.

§ 5. Chaque année, le conseil d'administration fait rapport au ministre dont relève l'entreprise publique de l'accomplissement par l'entreprise publique de ses tâches de service public.

§ 6. Chaque année, le ministre dont relève l'entreprise publique autonome fait rapport aux Chambres législatives de l'application du présent Titre.

**Art. 24**

Lorsque le respect de la loi, du statut organique ou du contrat de gestion le requiert, le ministre dont relève l'entreprise publique autonome ou le commissaire du Gouvernement, peut requérir l'organe de gestion compétent de délibérer, dans le délai qu'il fixe, sur toute question qu'il détermine.

**Section II***Contrôle***Art. 25**

§ 1<sup>er</sup>. Le contrôle de la situation financière, des comptes annuels et de la régularité, au regard de la loi et du statut organique, des opérations à constater dans les comptes annuels, est confié, dans chaque entreprise publique autonome, à un collège de commissaires qui compte quatre membres. Les membres du collège portent le titre de commissaire.

§ 2. Le Roi peut, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, préciser la mission, les moyens d'action et le statut des commissaires.

§ 3. Au cas où l'entreprise publique n'a pas la forme de société anonyme de droit public, deux membres du collège des commissaires sont nommés par la Cour des Comptes et deux membres sont nommés par le ministre dont relève l'entreprise publique.

Dans les entreprises publiques qui ont la forme de société anonyme de droit public, la Cour des Comptes nomme deux membres. Les autres membres sont nommés par l'assemblée générale des actionnaires.

Les membres nommés par la Cour des Comptes sont nommés parmi les membres de la Cour des Comptes. Les autres membres sont nommés parmi les membres, personnes physiques ou morales, de l'Instituut der

**TEKST VOORGELEGD AAN DE COMMISSIE**

aangelegenheid beslist binnen een termijn van dertig vrije dagen, ingaand dezelfde dag als de in het eerste lid bedoelde termijn, overeenkomstig de door de Koning vastgestelde procedure.

§ 5. Elk jaar brengt de raad van bestuur verslag uit bij de minister onder wie het overheidsbedrijf ressorteert over de uitvoering door het overheidsbedrijf van zijn taken van openbare dienst.

§ 6. Elk jaar brengt de minister onder wie het overheidsbedrijf ressorteert verslag uit bij de Wetgevende Kamers betreffende de toepassing van deze Titel.

**Art. 24**

Wanneer de naleving van de wet, van het organiek statuut of van het beheerscontract het eist, kan de minister onder wie het autonoom overheidsbedrijf ressorteert of de Regeringscommissaris, het bevoegde bestuursorgaan verplichten om, binnen de door hem gestelde termijn, te beraadslagen over iedere door hem bepaalde aangelegenheid.

**Afdeling II***Controle***Art. 25**

§ 1. De controle op de financiële toestand, op de jaarrekening en op de regelmatigheid, vanuit het oogpunt van de wet en van het organiek statuut, van de verrichtingen weer te geven in de jaarrekening, wordt in elk autonoom overheidsbedrijf opgedragen aan een college van commissarissen dat vier leden telt. De leden van het college voeren de titel van commissaris.

§ 2. De Koning kan, bij in Ministerraad overlegd besluit, nadere regelen vaststellen aangaande de opdracht, de actiemiddelen en het statuut van de commissarissen.

§ 3. Ingeval het overheidsbedrijf niet de vorm van naamloze vennootschap van publiek recht heeft, worden twee leden van het college van commissarissen benoemd door het Rekenhof en worden twee leden benoemd door de minister onder wie het overheidsbedrijf ressorteert.

In de overheidsbedrijven die de vorm van naamloze vennootschap van publiek recht hebben, benoemt het Rekenhof twee leden. De andere leden worden benoemd door de algemene vergadering van aandeelhouders.

De leden benoemd door het Rekenhof worden benoemd onder de leden van het Rekenhof. De andere leden worden benoemd onder de leden, natuurlijke personen of rechtspersonen, van het Instituut der

**TEXTE ADOpte PAR LA COMMISSION**

mençant le même jour que le délai visé à l'alinéa premier, selon la procédure fixée par le Roi.

§ 5. Chaque année, le conseil d'administration fait rapport au ministre dont relève l'entreprise publique de l'accomplissement par l'entreprise publique de ses tâches de service public.

§ 6. Chaque année, le ministre dont relève l'entreprise publique autonome fait rapport aux Chambres législatives de l'application du présent Titre.

**Art. 24**

Lorsque le respect de la loi, du statut organique ou du contrat de gestion le requiert, le ministre dont relève l'entreprise publique autonome ou le commissaire du Gouvernement peut requérir l'organe de gestion compétent de délibérer, dans le délai qu'il fixe, sur toute question qu'il détermine.

**Section II***Contrôle***Art. 25**

§ 1<sup>er</sup>. Le contrôle de la situation financière, des comptes annuels et de la régularité, au regard de la loi et du statut organique, des opérations à constater dans les comptes annuels, est confié, dans chaque entreprise publique autonome, à un collège de commissaires qui compte quatre membres. Les membres du collège portent le titre de commissaire.

§ 2. Le Roi peut, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, préciser la mission, les moyens d'action et le statut des commissaires.

§ 3. Au cas où l'entreprise publique n'a pas la forme de société anonyme de droit public, deux membres du collège des commissaires sont nommés par la Cour des Comptes et deux membres sont nommés par le ministre dont relève l'entreprise publique.

Dans les entreprises publiques qui ont la forme de société anonyme de droit public, la Cour des Comptes nomme deux membres. Les autres membres sont nommés par l'assemblée générale des actionnaires.

Les membres nommés par la Cour des Comptes sont nommés parmi les membres de la Cour des Comptes. Les autres membres sont nommés parmi les membres, personnes physiques ou morales, de l'Instituut der

**TEKST AANGENOMEN DOOR DE COMMISSIE**

aangelegenheid beslist binnen een termijn van dertig vrije dagen, ingaand dezelfde dag als de in het eerste lid bedoelde termijn, overeenkomstig de door de Koning vastgestelde procedure.

§ 5. Elk jaar brengt de raad van bestuur verslag uit bij de minister onder wie het overheidsbedrijf ressorteert over de uitvoering door het overheidsbedrijf van zijn taken van openbare dienst.

§ 6. Elk jaar brengt de minister onder wie het overheidsbedrijf ressorteert verslag uit bij de Wetgevende Kamers betreffende de toepassing van deze Titel.

**Art. 24**

Wanneer de naleving van de wet, van het organiek statuut of van het beheerscontract het eist, kan de minister onder wie het autonoom overheidsbedrijf ressorteert of de Regeringscommissaris, het bevoegde bestuursorgaan verplichten om, binnen de door hem gestelde termijn, te beraadslagen over iedere door hem bepaalde aangelegenheid.

**Afdeling II***Controle***Art. 25**

§ 1. De controle op de financiële toestand, op de jaarrekening en op de regelmatigheid, vanuit het oogpunt van de wet en van het organiek statuut, van de verrichtingen weer te geven in de jaarrekening, wordt in elk autonoom overheidsbedrijf opgedragen aan een college van commissarissen dat vier leden telt. De leden van het college voeren de titel van commissaris.

§ 2. De Koning kan, bij in Ministerraad overlegd besluit, nadere regelen vaststellen aangaande de opdracht, de actiemiddelen en het statuut van de commissarissen.

§ 3. Ingeval het overheidsbedrijf niet de vorm van naamloze vennootschap van publiek recht heeft, worden twee leden van het college van commissarissen benoemd door het Rekenhof en worden twee leden benoemd door de minister onder wie het overheidsbedrijf ressorteert.

In de overheidsbedrijven die de vorm van naamloze vennootschap van publiek recht hebben, benoemt het Rekenhof twee leden. De andere leden worden benoemd door de algemene vergadering van aandeelhouders.

De leden benoemd door het Rekenhof worden benoemd onder de leden van het Rekenhof. De andere leden worden benoemd onder de leden, natuurlijke personen of rechtspersonen, van het Instituut der

**TEXTE SOUMIS A LA COMMISSION**

titut des réviseurs d'entreprises proposés conformément à l'article 15ter de la loi du 20 septembre 1948 portant organisation de l'économie, inséré par la loi du 21 février 1985, la commission paritaire remplissant la fonction du conseil d'entreprise.

§ 4. Les commissaires sont nommés pour un terme renouvelable de six ans. Sous peine de dommages-intérêts, ils ne peuvent être revoqués en cours de mandat que pour juste motif. Un commissaire ne peut, sans motifs personnels graves, démissionner de ses fonctions qu'à l'occasion du dépôt de son rapport sur les comptes annuels et après avoir fait un rapport par écrit sur les raisons de sa démission au ministre dont relève l'entreprise publique et, le cas échéant, à l'assemblée générale.

§ 5. Le Roi ou, si l'entreprise publique a la forme de société anonyme de droit public, l'assemblée générale, détermine la rémunération des commissaires. Cette rémunération est à charge de l'entreprise publique concernée.

§ 6. Les articles 64, § 1<sup>er</sup>, quatrième alinéa, 64bis, 64ter, 64sexies, 64octies et 65 des lois coordonnées sur les sociétés commerciales, sont applicables au collège des commissaires par analogie dans les entreprises publiques qui n'ont pas la forme de société anonyme de droit public. Le rapport visé à l'article 65 des lois coordonnées sur les sociétés commerciales, est transmis au conseil d'administration et au ministre dont relève l'entreprise publique.

§ 7. La Cour des Comptes exerce son contrôle exclusivement sur la base de l'article 27, § 3. Les comptables des entreprises publiques autonomes ne sont pas soumis à la loi du 29 octobre 1846 relative à l'organisation de la Cour des Comptes.

**CHAPITRE VI****Plan d'entreprise****Art. 26**

Le conseil d'administration de chaque entreprise publique autonome établit chaque année un plan d'entreprise fixant les objectifs et la stratégie à moyen terme de l'organisme.

Les éléments du plan d'entreprise qui concernent l'exécution des tâches de service public sont communiqués pour information à la commission paritaire auprès de l'entreprise publique autonome. Ils sont soumis à l'approbation du ministre dont relève l'entreprise publique pour évaluation en regard des dispositions du contrat de gestion. Les autres éléments sont communiqués pour information au ministre concerné.

**TEKST VOORGELEGD AAN DE COMMISSIE**

bedrijfsrevisoren voorgedragen overeenkomstig artikel 15ter van de wet van 20 september 1948 houdende organisatie van het bedrijfsleven, ingevoegd door de wet van 21 februari 1985, waarbij het paritair comité de taak van de ondernemingsraad vervult.

§ 4. De commissarissen worden benoemd voor een hernieuwbare termijn van zes jaar. Op straf van schadevergoeding kunnen zij tijdens hun opdracht alleen om wettige redenen worden ontslagen. Behoudens gewichtige persoonlijke redenen mag een commissaris geen ontslag nemen tenzij ter gelegenheid van de neerlegging van zijn verslag bij de jaarrekening en nadat hij de minister onder wie het overheidsbedrijf ressorteert en, in voorkomend geval, de algemene vergadering schriftelijk heeft ingelicht over de beweegredenen van zijn ontslag.

§ 5. De Koning of, indien het overheidsbedrijf de vorm van naamloze vennootschap van publiek recht heeft, de algemene vergadering, stelt de bezoldiging vast van de commissarissen. Deze bezoldiging is ten laste van het overheidsbedrijf.

§ 6. In de overheidsbedrijven die niet de vorm van naamloze vennootschap van publiek recht hebben, zijn de artikelen 64, § 1, vierde lid, 64bis, 64ter, 64sexies, 64octies en 65 van de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen, van overeenkomstige toepassing op het college van commissarissen. Het in artikel 65 van de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen, bedoelde verslag wordt overgemaakt aan de raad van bestuur en aan de minister onder wie het overheidsbedrijf ressorteert.

§ 7. Het Rekenhof oefent zijn toezicht uit uitsluitend op grond van artikel 27, § 3. De rekenplichtigen van de autonome overheidsbedrijven zijn niet onderworpen aan de wet van 29 oktober 1846 op de inrichting van het Rekenhof.

**HOOFDSTUK VI****Ondernemingsplan****Art. 26**

De raad van bestuur van elk autonoom overheidsbedrijf stelt elk jaar een ondernemingsplan op dat de doelstellingen en de strategie op halflange termijn van het overheidsbedrijf vastlegt.

De onderdelen van het plan die de uitvoering van de taken van openbare dienst betreffen worden ter informatie medegedeeld aan het paritair comité bij het autonoom overheidsbedrijf. Zij worden voor toetsing aan de bepalingen van het beheerscontract ter goedkeuring voorgelegd aan de minister onder wie het overheidsbedrijf ressorteert. De overige onderdelen worden ter informatie aan de betrokken minister medegedeeld.

**TEXTE ADOPTÉ PAR LA COMMISSION**

tut des réviseurs d'entreprises proposés conformément à l'article 15ter de la loi du 20 septembre 1948 portant organisation de l'économie, inséré par la loi du 21 février 1985, la commission paritaire remplaçant la fonction du conseil d'entreprise.

§ 4. Les commissaires sont nommés pour un terme renouvelable de six ans. Sous peine de dommages-intérêts, ils ne peuvent être revoqués en cours de mandat que pour juste motif. Un commissaire ne peut, sans motifs personnels graves, démissionner de ses fonctions qu'à l'occasion du dépôt de son rapport sur les comptes annuels et après avoir fait un rapport par écrit sur les raisons de sa démission au ministre dont relève l'entreprise publique et, le cas échéant, à l'assemblée générale.

§ 5. Le Roi ou, si l'entreprise publique a la forme de société anonyme de droit public, l'assemblée générale, détermine la rémunération des commissaires. Cette rémunération est à charge de l'entreprise publique concernée.

§ 6. Les articles 64, § 1<sup>er</sup>, quatrième alinéa, 64bis, 64ter, 64sexies, 64octies et 65 des lois coordonnées sur les sociétés commerciales, sont applicables au collège des commissaires par analogie dans les entreprises publiques qui n'ont pas la forme de société anonyme de droit public. Le rapport visé à l'article 65 des lois coordonnées sur les sociétés commerciales, est transmis au conseil d'administration et au ministre dont relève l'entreprise publique.

§ 7. La Cour des Comptes exerce son contrôle exclusivement sur la base de l'article 27, § 3. Les comptables des entreprises publiques autonomes ne sont pas soumis à la loi du 29 octobre 1846 relative à l'organisation de la Cour des Comptes.

**CHAPITRE VI****Plan d'entreprise****Art. 26**

Le conseil d'administration de chaque entreprise publique autonome établit chaque année un plan d'entreprise fixant les objectifs et la stratégie à moyen terme de l'entreprise publique.

Les éléments du plan d'entreprise qui concernent l'exécution des tâches de service public sont communiqués pour information à la commission paritaire auprès de l'entreprise publique autonome. Ils sont soumis à l'approbation du ministre dont relève l'entreprise publique pour évaluation en regard des dispositions du contrat de gestion. Les autres éléments sont communiqués pour information au ministre concerné.

**TEKST AANGENOMEN DOOR DE COMMISSIE**

bedrijfsrevisoren voorgedragen overeenkomstig artikel 15ter van de wet van 20 september 1948 houdende organisatie van het bedrijfsleven, ingevoegd door de wet van 21 februari 1985, waarbij het paritair comité de taak van de ondernemingsraad vervult.

§ 4. De commissarissen worden benoemd voor een hernieuwbare termijn van zes jaar. Op straf van schadevergoeding kunnen zij tijdens hun opdracht alleen om wettige redenen worden ontslagen. Behoudens gewichtige persoonlijke redenen mag een commissaris geen ontslag nemen tenzij ter gelegenheid van de neerlegging van zijn verslag bij de jaarrekening en nadat hij de minister onder wie het overheidsbedrijf ressorteert en, in voorkomend geval, de algemene vergadering schriftelijk heeft ingelicht over de beweegredenen van zijn ontslag.

§ 5. De Koning of, indien het overheidsbedrijf de vorm van naamloze vennootschap van publiek recht heeft, de algemene vergadering, stelt de bezoldiging vast van de commissarissen. Deze bezoldiging is ten laste van het overheidsbedrijf.

§ 6. In de overheidsbedrijven die niet de vorm van naamloze vennootschap van publiek recht hebben, zijn de artikelen 64, § 1, vierde lid, 64bis, 64ter, 64sexies, 64octies en 65 van de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen, van overeenkomstige toepassing op het college van commissarissen. Het in artikel 65 van de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen, bedoelde verslag wordt overgezonden aan de raad van bestuur en aan de minister onder wie het overheidsbedrijf ressorteert.

§ 7. Het Rekenhof oefent zijn toezicht uit uitsluitend op grond van artikel 27, § 3. De rekenplichtigen van de autonome overheidsbedrijven zijn niet onderworpen aan de wet van 29 oktober 1846 op de inrichting van het Rekenhof.

**HOOFDSTUK VI****Ondernemingsplan****Art. 26**

De raad van bestuur van elk autonoom overheidsbedrijf stelt elk jaar een ondernemingsplan op dat de doelstellingen en de strategie op halflange termijn van het overheidsbedrijf vastlegt.

De onderdelen van het plan die de uitvoering van de taken van openbare dienst betreffen worden ter informatie medegedeeld aan het paritair comité bij het autonoom overheidsbedrijf. Zij worden voor toetsing aan de bepalingen van het beheerscontract ter goedkeuring voorgelegd aan de minister onder wie het overheidsbedrijf ressorteert. De overige onderdelen worden ter informatie aan de betrokken minister medegedeeld.

**TEXTE SOUMIS A LA COMMISSION****CHAPITRE VII****Comptabilité et comptes annuels**

Art. 27

§ 1<sup>er</sup>. Les entreprises publiques autonomes sont soumises à la loi du 17 juillet 1975 relative à la comptabilité et aux comptes annuels des entreprises. Elles établissent leur comptabilité par année civile. Elles établissent un système distinct de comptes pour les activités ayant trait à leurs tâches de service public, d'une part, et pour leurs autres activités, d'autre part.

L'annexe des comptes annuels contient un état récapitulatif des comptes relatifs aux tâches de service public et un commentaire à ce sujet. Le Roi peut arrêter des règles générales ou particulières relatives à la forme et au contenu de cet état récapitulatif et de ce commentaire.

§ 2. Chaque année, le conseil d'administration dresse un inventaire et établit les comptes annuels et un rapport de gestion. Le rapport de gestion contient les informations visées à l'article 77, quatrième alinéa, des lois coordonnées sur les sociétés commerciales.

Sous réserve des règles particulières arrêtées en vertu de l'article 10, § 2, deuxième alinéa, de la loi du 17 juillet 1975 relative à la comptabilité et aux comptes annuels des entreprises, inséré par la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1983, les comptes annuels, le rapport de gestion et le rapport des réviseurs sont publiés de la manière déterminée à l'article 80 des lois coordonnées sur les sociétés commerciales. L'article 80bis des mêmes lois, est applicable par analogie.

§ 3. Le conseil d'administration communique les comptes annuels accompagnés du rapport de gestion et du rapport du collège des commissaires au ministre dont relève l'entreprise publique et au Ministre du Budget, avant le 30 avril de l'année suivant l'exercice concerné.

Les comptes annuels des entreprises publiques qui n'ont pas la forme de société anonyme de droit public et l'affectation des résultats qui y est proposée, sont soumis à l'approbation du ministre dont relève l'entreprise publique.

Avant le 31 mai de l'année suivant l'exercice concerné, le ministre dont relève l'entreprise publique communique les documents visés au premier alinéa à la Cour des Comptes pour vérification.

La Cour des Comptes peut, à l'intervention de ses représentants au collège des commissaires, organiser un contrôle sur place des comptes et opérations ayant

**TEKST VOORGELEGD AAN DE COMMISSIE****HOOFDSTUK VII****Boekhouding en jaarrekening**

Art. 27

§ 1. De autonome overheidsbedrijven zijn onderworpen aan de wet van 17 juli 1975 op de boekhouding en de jaarrekening van de ondernemingen. Zij voeren hun boekhouding per kalenderjaar. Zij voorzien in een afzonderlijk stelsel van rekeningen voor de activiteiten die verband houden met hun taken van openbare dienst, enerzijds, en hun andere activiteiten, anderzijds.

De bijlage bij de jaarrekening bevat een samenvattende staat van de rekeningen betreffende de taken van openbare dienst en een desbetreffend commentaar. De Koning kan algemene of bijzondere regelen bepalen inzake de vorm en inhoud van deze samenvattende staat en commentaar.

§ 2. Elk jaar maakt de raad van bestuur een inventaris op, alsmede de jaarrekening en een jaarverslag.

Het jaarverslag bevat de informatie bepaald in artikel 77, vierde lid, van de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen.

Onder voorbehoud van bijzondere regelen vastgesteld krachtens artikel 10, § 2, tweede lid, van de wet van 17 juli 1975 op de boekhouding en de jaarrekening van de ondernemingen, ingevoegd bij de wet van 1 juli 1983, worden de jaarrekening, het jaarverslag en het verslag van het college van revisoren bekendgemaakt op de wijze bepaald in artikel 80 van de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen. Artikel 80bis van dezelfde wetten, is van overeenkomstige toepassing.

§ 3. De raad van bestuur maakt, voor 30 april van het jaar volgend op het betrokken boekjaar, de jaarrekening tezamen met het jaarverslag en het verslag van het college van commissarissen, over aan de minister onder wie het overheidsbedrijf ressorteert, alsmede aan de Minister van Begroting.

In de overheidsbedrijven die niet de vorm van naamloze vennootschap van publiek recht hebben, wordt de jaarrekening en de daarin voorgestelde resultaatverwerking onderworpen aan de goedkeuring van de minister onder wie het overheidsbedrijf ressorteert.

De minister onder wie het overheidsbedrijf ressorteert, maakt de in het eerste lid bedoelde stukken voor 31 mei van het jaar volgend op het betrokken boekjaar ter nazicht over aan het Rekenhof.

Het Rekenhof kan door bemiddeling van haar tegenwoordigers in het college van commissarissen een toezicht ter plaatse inrichten op de rekeningen en

**TEXTE ADOpte PAR LA COMMISSION****CHAPITRE VII****Comptabilité et comptes annuels**

Art. 27

§ 1<sup>er</sup>. Les entreprises publiques autonomes sont soumises à la loi du 17 juillet 1975 relative à la comptabilité et aux comptes annuels des entreprises. Elles établissent leur comptabilité par année civile. Elles établissent un système distinct de comptes pour les activités ayant trait à leurs tâches de service public, d'une part, et pour leurs autres activités, d'autre part.

L'annexe des comptes annuels contient un état récapitulatif des comptes relatifs aux tâches de service public et un commentaire à ce sujet. Le Roi peut arrêter des règles générales ou particulières relatives à la forme et au contenu de cet état récapitulatif et de ce commentaire.

§ 2. Chaque année, le conseil d'administration dresse un inventaire et établit les comptes annuels et un rapport de gestion. Le rapport de gestion contient les informations visées à l'article 77, quatrième alinéa, des lois coordonnées sur les sociétés commerciales.

Sous réserve des règles particulières arrêtées en vertu de l'article 10, § 2, deuxième alinéa, de la loi du 17 juillet 1975 relative à la comptabilité et aux comptes annuels des entreprises, inséré par la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1983, les comptes annuels, le rapport de gestion et le rapport du collège des réviseurs sont publiés de la manière déterminée à l'article 80 des lois coordonnées sur les sociétés commerciales. L'article 80bis des mêmes lois est applicable par analogie.

§ 3. Le conseil d'administration communique les comptes annuels accompagnés du rapport de gestion et du rapport du collège des commissaires au ministre dont relève l'entreprise publique et au Ministre du Budget, avant le 30 avril de l'année suivant l'exercice concerné.

Les comptes annuels des entreprises publiques qui n'ont pas la forme de société anonyme de droit public et l'affectation des résultats qui y est proposée, sont soumis à l'approbation du ministre dont relève l'entreprise publique.

Avant le 31 mai de l'année suivant l'exercice concerné, le ministre dont relève l'entreprise publique communique les documents visés au premier alinéa à la Cour des Comptes pour vérification.

La Cour des Comptes peut, à l'intervention de ses représentants au collège des commissaires, organiser un contrôle sur place des comptes et opérations ayant

**TEKST AANGENOMEN DOOR DE COMMISSIE****HOOFDSTUK VII****Boekhouding en jaarrekening**

Art. 27

§ 1. De autonome overheidsbedrijven zijn onderworpen aan de wet van 17 juli 1975 op de boekhouding en de jaarrekening van de ondernemingen. Zij voeren hun boekhouding per kalenderjaar. Zij voorzien in een afzonderlijk stelsel van rekeningen voor de activiteiten die verband houden met hun taken van openbare dienst, enerzijds, en hun andere activiteiten, anderzijds.

De bijlage bij de jaarrekening bevat een samenvattende staat van de rekeningen betreffende de taken van openbare dienst en een desbetreffend commentaar. De Koning kan algemene of bijzondere regelen bepalen inzake de vorm en inhoud van deze samenvattende staat en commentaar.

§ 2. Elk jaar maakt de raad van bestuur een inventaris op, alsmede de jaarrekening en een jaarverslag.

Het jaarverslag bevat de informatie bepaald in artikel 77, vierde lid, van de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen.

Onder voorbehoud van bijzondere regelen vastgesteld krachtens artikel 10, § 2, tweede lid, van de wet van 17 juli 1975 op de boekhouding en de jaarrekening van de ondernemingen, ingevoegd bij de wet van 1 juli 1983, worden de jaarrekening, het jaarverslag en het verslag van het college van revisoren bekendgemaakt op de wijze bepaald in artikel 80 van de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen. Artikel 80bis van dezelfde wetten is van overeenkomstige toepassing.

§ 3. De raad van bestuur zendt, voor 30 april van het jaar volgend op het betrokken boekjaar, de jaarrekening tezamen met het jaarverslag en het verslag van het college van commissarissen, over aan de minister onder wie het overheidsbedrijf ressorteert, alsmede aan de Minister van Begroting.

In de overheidsbedrijven die niet de vorm van naamloze vennootschap van publiek recht hebben, wordt de jaarrekening en de daarin voorgestelde resultaatverwerking onderworpen aan de goedkeuring van de minister onder wie het overheidsbedrijf ressorteert.

De minister onder wie het overheidsbedrijf ressorteert, zendt de in het eerste lid bedoelde stukken voor 31 mei van het jaar volgend op het betrokken boekjaar ter nazicht over aan het Rekenhof.

Het Rekenhof kan door bemiddeling van haar tegenwoordigers in het college van commissarissen een toezicht ter plaatse inrichten op de rekeningen en verrichtingen die betrekking hebben op de uitvoering

**TEXTE SOUMIS A LA COMMISSION**

trait à l'exécution des tâches de service public. La Cour peut publier les comptes dans son Cahier d'observations.

Avant la même date, le ministre dont relève l'entreprise publique communique les documents visés au premier alinéa aux Chambres législatives.

**Art. 28**

Le statut organique de l'entreprise publique autonome règle l'affectation des bénéfices nets. Au cas où l'entreprise publique n'a pas la forme de société anonyme de droit public et le statut organique ne règle pas l'affectation des bénéfices, cette affectation est réglée dans le contrat de gestion.

Il est fait annuellement, sur les bénéfices nets, un prélèvement d'un vingtième au moins, affecté à la formation d'un fonds de réserve; ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque le fonds de réserve a atteint un montant déterminé dans le statut organique.

**TEKST VOORGELEGD AAN DE COMMISSIE**

verrichtingen die betrekking hebben op de uitvoering van de taken van openbare dienst. Het Hof kan de rekeningen in zijn Opmerkingenboek bekendmaken.

De minister onder wie het overheidsbedrijf ressorteert, deelt de in het eerste lid bedoelde stukken voor dezelfde datum mee aan de Wetgevende Kamers.

**Art. 28**

Het organiek statuut van het autonoom overheidsbedrijf regelt de bestemming van de nettowinst. Ingeval het overheidsbedrijf niet de vorm van naamloze vennootschap van publiek recht heeft en het organiek statuut de winstbestemming niet regelt, wordt de winstbestemming geregeld in het beheerscontract.

Jaarlijks wordt van de nettowinst een bedrag van ten minste één twintigste afgenomen voor de vorming van een reservefonds; de verplichting tot deze afname houdt op wanneer het reservefonds een in het organiek statuut bepaald bedrag bereikt.

**CHAPITRE VIII****Personnel****Section I<sup>e</sup>**

*Principes gouvernant le statut du personnel et le statut syndical*

**Art. 29**

§ 1<sup>er</sup>. Les membres du personnel d'une entreprise publique autonome sont recrutés et employés en vertu du cadre et du statut du personnel arrêtés par le conseil d'administration ou, le cas échéant, le Roi, conformément au présent Titre.

Toutefois, une entreprise publique autonome peut recruter et employer du personnel en vertu d'un contrat de travail soumis à la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail, afin :

1<sup>o</sup> de répondre à des besoins exceptionnels et temporaires en personnel, qu'il s'agisse soit de la mise en oeuvre d'actions limitées dans le temps, soit d'un surcroît extraordinaire de travail;

2<sup>o</sup> d'exécuter des tâches nécessitant une connaissance ou expérience de haute qualification;

**HOOFDSTUK VIII****Personneel****Afdeling I**

*Beginselen betreffende het statuut van het personeel en van het syndicaal statuut*

**Art. 29**

§ 1. De personeelsleden van een autonoom overheidsbedrijf worden aangeworven en tewerkgesteld krachtens het personeelskader en het personeelsstatuut die door de raad van bestuur of, in voorkomend geval, de Koning overeenkomstig deze Titel worden vastgesteld.

Echter, een autonoom overheidsbedrijf kan personeelsleden aanwerven en tewerkstellen onder arbeidsovereenkomst onderworpen aan de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten, met het oog op:

1<sup>o</sup> de tegemoetkoming aan buitengewone en tijdelijke personeelsbehoeften, ten gevolge van de uitvoering van in de tijd beperkte projecten of een buitengewone toename in het werk;

2<sup>o</sup> de uitvoering van taken die een kennis of ervaring op hoog niveau vereisen;

**TEXTE ADOpte PAR LA COMMISSION**

trait à l'exécution des tâches de service public. La Cour peut publier les comptes dans son Cahier d'observations.

Avant la même date, le ministre dont relève l'entreprise publique communique les documents visés au premier alinéa aux Chambres législatives.

## Art. 28

Le statut organique de l'entreprise publique autonome règle l'affectation des bénéfices nets. Au cas où l'entreprise publique n'a pas la forme de société anonyme de droit public et le statut organique ne règle pas l'affectation des bénéfices, cette affectation est réglée dans le contrat de gestion.

Au cas où l'entreprise publique autonome n'a pas encore pris la forme d'une société anonyme de droit public, il est fait annuellement sur les bénéfices nets, un prélèvement d'un vingtième au moins, affecté à la formation d'un fonds de réserve; ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque le fonds de réserve a atteint un montant déterminé dans le statut organique.

**CHAPITRE VIII****Personnel****Section I<sup>e</sup>**

*Principes gouvernant le statut du personnel et le statut syndical*

## Art. 29

§ 1<sup>er</sup>. Les membres du personnel d'une entreprise publique autonome sont recrutés et employés en vertu du cadre et du statut du personnel arrêtés par le conseil d'administration ou, le cas échéant, le Roi, conformément au présent Titre.

Toutefois, une entreprise publique autonome peut recruter et employer du personnel en vertu d'un contrat de travail soumis à la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail, afin :

1<sup>o</sup> de répondre à des besoins exceptionnels et temporaires en personnel, qu'il s'agisse soit de la mise en oeuvre d'actions limitées dans le temps, soit d'un surcroît extraordinaire de travail;

2<sup>o</sup> d'exécuter des tâches nécessitant une connaissance ou expérience de haute qualification;

**TEKST AANGENOMEN DOOR DE COMMISSIE**

van de taken van openbare dienst. Het Hof kan de rekeningen in zijn Opmerkingenboek bekendmaken.

Voor dezelfde datum deelt de minister onder wie het overheidsbedrijf ressorteert, de in het eerste lid bedoelde stukken mee aan de Wetgevende Kamers.

## Art. 28

Het organiek statuut van het autonoom overheidsbedrijf regelt de bestemming van de nettowinst. Ingeval het overheidsbedrijf niet de vorm van naamloze vennootschap van publiek recht heeft en het organiek statuut de winstbestemming niet regelt, wordt de winstbestemming geregeld in het beheerscontract.

In het geval een autonoom overheidsbedrijf nog niet de vorm van een naamloze vennootschap van publiek recht heeft aangenomen, wordt jaarlijks van de nettowinst een bedrag van ten minste één twintigste afgenomen voor de vorming van een reservefonds; de verplichting tot deze afneming houdt op wanneer het reservefonds een in het organiek statuut bepaald bedrag bereikt.

**HOOFDSTUK VIII****Personeel****Afdeling I**

*Beginselen betreffende het statuut van het personeel en van het syndicaal statuut*

## Art. 29

§ 1. De personeelsleden van een autonoom overheidsbedrijf worden aangeworven en tewerkgesteld krachtens het personeelskader en het personeelsstatuut die door de raad van bestuur of, in voorkomend geval, de Koning, overeenkomstig deze Titel worden vastgesteld.

Echter, een autonoom overheidsbedrijf kan personeelsleden aanwerven en tewerkstellen onder arbeidsovereenkomst onderworpen aan de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten, met het oog op:

1<sup>o</sup> de tegemoetkoming aan buitengewone en tijdelijke personeelsbehoeften, ten gevolge van de uitvoering van in de tijd beperkte projecten of een buitengewone toename in het werk;

2<sup>o</sup> de uitvoering van taken die een kennis of ervaring op hoog niveau vereisen;

**TEXTE SOUMIS A LA COMMISSION**

3° de remplacer des membres du personnel statutaire ou contractuel pendant des périodes d'absence temporaire partielle ou totale;

4° d'accomplir des tâches auxiliaires ou spécifiques.

Les membres du personnel d'une entreprise publique autonome sont nommés ou engagés par ou en vertu d'une décision du conseil d'administration.

§ 2. Les relations entre une entreprise publique autonome et les organisations syndicales représentatives de son personnel sont réglées dans le statut syndical arrêté par le conseil d'administration ou, le cas échéant, le Roi, conformément au présent Titre.

**Section II***La commission paritaire***Art. 30**

§ 1<sup>er</sup>. Il est constitué dans chaque entreprise publique autonome une commission paritaire.

§ 2. La commission paritaire est compétente en ce qui concerne :

1° la concertation et l'information générale du personnel, en ce compris, pour les matières visées à l'article 34, § 2, les réglementations que la commission paritaire n'aurait pas désignées, à la majorité des deux tiers des voix exprimées, comme réglementations de base;

2° la négociation avec les organisations syndicales représentatives au sujet de la fixation du statut du personnel et du statut syndical conformément à l'article 33 ou 35;

3° les matières concernant la santé et la sécurité des travailleurs, ainsi que la salubrité du travail et des lieux de travail, conformément à l'article 36, § 2;

4° l'examen de l'information économique et financière concernant l'entreprise publique et ses entreprises liées, visée à l'article 15, premier alinéa, littera b, et deuxième alinéa, de la loi du 20 septembre 1948 portant organisation de l'économie, modifié par la loi du 17 février 1971, telle que précisée et complétée dans les conventions collectives conclues au sein du Conseil national du travail;

5° la concertation avec les organisations syndicales représentatives au sujet de la conclusion du contrat de gestion, conformément à l'article 4, § 2;

6° l'établissement et la modification du règlement de travail, conformément à l'article 11 de la loi du 8 avril 1965 instituant les règlements de travail, la commission paritaire exerçant les tâches du conseil d'entreprise.

**TEKST VOORGELEGD AAN DE COMMISSIE**

3° de vervanging van statutaire of contractuele personeelsleden gedurende perioden van tijdelijke, gehele of gedeeltelijke, afwezigheid.

4° de uitvoering van bijkomstige of specifieke opdrachten.

De personeelsleden van een autonoom overheidsbedrijf worden benoemd of in dienst genomen bij of krachtens beslissing van de raad van bestuur.

§ 2. De betrekkingen tussen een autonoom overheidsbedrijf en de representatieve vakorganisaties van zijn personeel worden geregeld in het syndicaal statuut dat door de raad van bestuur of, in voorkomend geval, de Koning overeenkomstig deze Titel wordt vastgesteld.

**Afdeling II***Het paritair comité***Art. 30**

§ 1. In elk autonoom overheidsbedrijf wordt een paritair comité opgericht.

§ 2. Het paritair comité is bevoegd inzake:

1° het overleg met en de algemene informatie van het personeel, met inbegrip, wat betreft de aangelegenheden bedoeld in artikel 34, § 2, de regelen die het paritair comité niet heeft aangeduid, bij meerderheid van twee derden van de uitgebrachte stemmen, als grondregel;

2° de onderhandeling met de representatieve vakorganisaties wat de vaststelling van het personeelstatuut en het syndicaal statuut betreft, overeenkomstig artikel 33 of 35;

3° de aangelegenheden betreffende de gezondheid en de veiligheid van de werknemers alsmede de salubriteit van het werk en van de werkplaatsen, overeenkomstig artikel 36, § 2;

4° het onderzoek van de economische en financiële informatie bedoeld in artikel 15, eerste lid, littera b, en tweede lid, van de wet van 20 september 1948 houdende organisatie van het bedrijfsleven, gewijzigd door de wet van 17 februari 1971, met betrekking tot het overheidsbedrijf en haar verbonden ondernemingen, zoals gepreciseerd en aangevuld door de collectieve arbeidsovereenkomsten gesloten in het kader van de Nationale Arbeidsraad;

5° het overleg met de representatieve vakorganisaties wat het sluiten van het beheerscontract betreft, overeenkomstig artikel 4, § 2;

6° het vaststellen en de wijziging van het arbeidsreglement overeenkomstig artikel 11 van de wet van 8 april 1965 tot instelling van de arbeidsreglementen waarbij het paritair comité de taken van de ondernemingsraad vervult.

**TEXTE ADOpte PAR LA COMMISSION**

3<sup>o</sup> de remplacer des membres du personnel statutaire ou contractuel pendant des périodes d'absence temporaire partielle ou totale;

4<sup>o</sup> d'accomplir des tâches auxiliaires ou spécifiques.

Les membres du personnel d'une entreprise publique autonome sont nommés ou engagés par ou en vertu d'une décision du conseil d'administration.

§ 2. Les relations entre une entreprise publique autonome et les organisations syndicales représentatives de son personnel sont réglées dans le statut syndical arrêté par le conseil d'administration ou, le cas échéant, le Roi, conformément au présent Titre.

**Section II***La commission paritaire***Art. 30**

§ 1<sup>er</sup>. Il est constitué dans chaque entreprise publique autonome une commission paritaire.

§ 2. La commission paritaire est compétente en ce qui concerne :

1<sup>o</sup> la concertation et l'information générale du personnel, en ce compris, pour les matières visées à l'article 34, § 2, les réglementations que la commission paritaire n'aurait pas désignées, à la majorité des deux tiers des voix exprimées, comme réglementations de base;

2<sup>o</sup> la négociation avec les organisations syndicales représentatives au sujet de la fixation du statut du personnel et du statut syndical, conformément à l'article 33 ou 35;

3<sup>o</sup> les matières concernant la santé et la sécurité des travailleurs, ainsi que la salubrité du travail et des lieux de travail, conformément à l'article 36, § 2;

4<sup>o</sup> l'examen de l'information économique et financière concernant l'entreprise publique et ses entreprises liées, visée à l'article 15, premier alinéa, littera b, et deuxième alinéa, de la loi du 20 septembre 1948 portant organisation de l'économie, modifié par la loi du 17 février 1971, telle que précisée et complétée dans les conventions collectives conclues au sein du Conseil national du travail;

5<sup>o</sup> la concertation avec les organisations syndicales représentatives au sujet de la conclusion du contrat de gestion, conformément à l'article 4, § 2;

6<sup>o</sup> l'établissement et la modification du règlement de travail, conformément à l'article 11 de la loi du 8 avril 1965 instituant les règlements de travail, la commission paritaire exerçant les tâches du conseil d'entreprise.

**TEKST AANGENOMEN DOOR DE COMMISSIE**

3<sup>o</sup> de vervanging van statutaire of contractuele personeelsleden gedurende perioden van tijdelijke, gehele of gedeeltelijke afwezigheid.

4<sup>o</sup> de uitvoering van bijkomstige of specifieke opdrachten.

De personeelsleden van een autonoom overheidsbedrijf worden benoemd of in dienst genomen bij of krachtens beslissing van de raad van bestuur.

§ 2. De betrekkingen tussen een autonoom overheidsbedrijf en de representatieve vakorganisaties van zijn personeel worden geregeld in het syndicaal statuut dat door de raad van bestuur of, in voorkomend geval, de Koning, overeenkomstig deze Titel wordt vastgesteld.

**Afdeling II***Het paritair comité***Art. 30**

§ 1. In elk autonoom overheidsbedrijf wordt een paritair comité opgericht.

§ 2. Het paritair comité is bevoegd inzake:

1<sup>o</sup> het overleg met en de algemene informatie van het personeel, met inbegrip van, wat betreft de aangelegenheden bedoeld in artikel 34, § 2, de regelen die het paritair comité niet, bij meerderheid van twee derden van de uitgebrachte stemmen, heeft aangeduid, als grondregel;

2<sup>o</sup> de onderhandeling met de representatieve vakorganisaties wat de vaststelling van het personeelsstatuut en het syndicaal statuut betreft, overeenkomstig artikel 33 of 35;

3<sup>o</sup> de aangelegenheden betreffende de gezondheid en de veiligheid van de werknemers alsmede de salubriteit van het werk en van de werkplaatsen, overeenkomstig artikel 36, § 2;

4<sup>o</sup> het onderzoek van de economische en financiële informatie bedoeld in artikel 15, eerste lid, littera b, en tweede lid, van de wet van 20 september 1948 houdende organisatie van het bedrijfsleven, gewijzigd door de wet van 17 februari 1971, met betrekking tot het overheidsbedrijf en haar verbonden ondernemingen, zoals gepreciseerd en aangevuld door de collectieve arbeidsovereenkomsten gesloten in het kader van de Nationale Arbeidsraad;

5<sup>o</sup> het overleg met de representatieve vakorganisaties wat het sluiten van het beheerscontract betreft, overeenkomstig artikel 4, § 2;

6<sup>o</sup> het vaststellen en de wijziging van het arbeidsreglement, overeenkomstig artikel 11 van de wet van 8 april 1965 tot instelling van de arbeidsreglementen waarbij het paritair comité de taken van de ondernemingsraad vervult.

**TEXTE SOUMIS A LA COMMISSION**

§ 3. Le Roi fixe le nombre des membres de la commission paritaire, sans qu'il puisse dépasser dix-huit, le président non compris.

La commission paritaire est présidée par le président du conseil d'administration; le président dispose d'une voix consultative.

§ 4. La moitié des membres de la commission paritaire est nommée par le conseil d'administration. L'autre moitié est nommée par le conseil d'administration sur avis conforme des organisations syndicales représentatives. Il est nommé un suppléant pour chaque membre de la commission paritaire.

Chaque organisation syndicale représentative propose un nombre de membres proportionnel au nombre de ses affiliés cotisants parmi le nombre total des membres du personnel de l'entreprise publique affiliés à une organisation syndicale représentative.

§ 5. Est considérée comme représentative pour siéger dans la commission paritaire d'une entreprise publique :

1° toute organisation syndicale visée à l'article 8, § 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup> de la loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités, tel que modifié par l'article 51, § 3, de la présente loi;

2° sans préjudice du 1<sup>o</sup>, l'organisation syndicale qui, à la fois :

a) défend les intérêts de toutes les catégories du personnel;

b) est affiliée à une organisation syndicale constituée en centrale sur le plan national ou fait partie d'une fédération syndicale constituée sur le même plan;

c) comprend le plus grand nombre d'affiliés cotisants parmi les organisations syndicales autres que celles visées au 1<sup>o</sup> et dont le nombre d'affiliés cotisants représente au moins 10 % de l'effectif de l'entreprise publique concernée.

Le contrôle de la représentativité des organisations syndicales est exercé par la commission visée à l'article 14, § 1<sup>er</sup>, de la loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités. Tous les six ans, la commission visée fixe pour chaque organisation syndicale représentative le nombre de membres de la commission paritaire à nommer par l'organisation conformément au § 4, deuxième alinéa.

§ 6. Le présent article n'est pas applicable à la Société nationale des chemins de fer belges. Les compétences attribuées par le présent titre à la commission paritaire visée au § 1<sup>er</sup>, sont exercées par la Commission paritaire nationale visée à l'article 13 de la loi du 23 juillet 1926 portant création de la Société nationale des chemins de fer belges, tel que modifié par l'article 163 de la présente loi.

**TEKST VOORGELEGD AAN DE COMMISSIE**

§ 3. De Koning bepaalt het aantal leden van het paritair comité, zonder dat het meer dan achttien, de voorzitter niet meegerekend, kan bedragen.

Het paritair comité wordt voorgezeten door de voorzitter van de raad van bestuur; de voorzitter heeft raadgevende stem.

§ 4. De helft van de leden van het paritair comité wordt benoemd door de raad van bestuur. De andere helft wordt benoemd door de raad van bestuur op eensluidend advies van de representatieve vakorganisaties. Voor elk lid van het paritair comité wordt een plaatsvervanger benoemd.

Iedere representatieve vakorganisatie stelt een aantal leden voor in verhouding tot haar aantal bijdrageplichtige leden onder het totaal aantal personeelsleden van het overheidsbedrijf die bij een representatieve vakorganisatie zijn aangesloten.

§ 5. Wordt als representatief beschouwd om te zetelen in het paritair comité van een autonoom overheidsbedrijf:

1° iedere vakorganisatie bedoeld in artikel 8, § 1, 1<sup>o</sup>, van de wet van 19 december 1974 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van haar personeel, zoals gewijzigd door artikel 51, § 3, van deze wet;

2° onverminderd het 1<sup>o</sup>, de vakorganisatie die, tegelijk:

a) de belangen verdedigt van al de categorieën van het personeel;

b) aangesloten is bij een op nationaal vlak als centrale opgerichte vakorganisatie of deel uitmaakt van een op hetzelfde vlak opgericht vakverbond;

c) het grootste aantal bijdrageplichtige leden telt onder de vakorganisaties andere dan die bedoeld onder 1<sup>o</sup> en die een aantal bijdrageplichtige leden telt dat ten minste 10 % vertegenwoordigt van de personeelssterkte van het betrokken overheidsbedrijf.

De controle op de representativiteit van de vakorganisaties wordt uitgevoerd door de commissie bedoeld in artikel 14, § 1, van de wet van 19 december 1974 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van haar personeel. Bedoelde commissie stelt om de zes jaar voor elk van de representatieve vakorganisaties het aantal leden van het paritair comité vast waarvan de benoeming overeenkomstig § 4, tweede lid, aan die organisatie toekomt.

§ 6. Dit artikel is niet van toepassing op de Nationale Maatschappij der Belgische spoorwegen. De bij deze titel aan het in § 1 bedoelde paritair comité opgedragen bevoegdheden, worden bij de Nationale Maatschappij der Belgische spoorwegen uitgeoefend door de Nationale Paritaire Commissie bedoeld in artikel 13 van de wet van 23 juli 1926 tot oprichting van de Nationale Maatschappij der Belgische spoorwegen, zoals gewijzigd door artikel 163 van deze wet.

**TEXTE ADOpte PAR LA COMMISSION**

§ 3. Le Roi fixe le nombre des membres de la commission paritaire, sans qu'il puisse dépasser dix-huit, le président non compris.

La commission paritaire est présidée par le président du conseil d'administration; le président dispose d'une voix consultative.

§ 4. La moitié des membres de la commission paritaire est nommée par le conseil d'administration. L'autre moitié est nommée par le conseil d'administration sur avis conforme des organisations syndicales représentatives. Il est nommé un suppléant pour chaque membre de la commission paritaire.

Chaque organisation syndicale représentative propose un nombre de membres proportionnel au nombre de ses affiliés cotisants parmi le nombre total des membres du personnel de l'entreprise publique affiliés à une organisation syndicale représentative.

§ 5. Est considérée comme représentative pour siéger dans la commission paritaire d'une entreprise publique :

1° toute organisation syndicale visée à l'article 8, § 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, de la loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités, tel que modifié par l'article 51, § 3, de la présente loi;

2° sans préjudice du 1<sup>o</sup>, l'organisation syndicale qui, à la fois :

a) défend les intérêts de toutes les catégories du personnel;

b) est affiliée à une organisation syndicale constituée en centrale sur le plan national ou fait partie d'une fédération syndicale constituée sur le même plan;

c) comprend le plus grand nombre d'affiliés cotisants parmi les organisations syndicales autres que celles visées au 1<sup>o</sup> et dont le nombre d'affiliés cotisants représente au moins 10 % de l'effectif de l'entreprise publique concernée.

Le contrôle de la représentativité des organisations syndicales est exercé par la commission visée à l'article 14, § 1<sup>er</sup>, de la loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités. Tous les six ans, la commission visée fixe pour chaque organisation syndicale représentative le nombre de membres de la commission paritaire à nommer par l'organisation, conformément au § 4, deuxième alinéa.

§ 6. Le présent article n'est pas applicable à la Société nationale des chemins de fer belges. Les compétences attribuées par le présent titre à la commission paritaire visée au § 1<sup>er</sup>, sont exercées par la Commission paritaire nationale visée à l'article 13 de la loi du 23 juillet 1926 portant création de la Société nationale des chemins de fer belges, tel que modifié par l'article 163 de la présente loi.

**TEKST AANGENOMEN DOOR DE COMMISSIE**

§ 3. De Koning bepaalt het aantal leden van het paritair comité, zonder dat het meer dan achttien, de voorzitter niet meegerekend, kan bedragen.

Het paritair comité wordt voorgezeten door de voorzitter van de raad van bestuur; de voorzitter heeft raadgevende stem.

§ 4. De helft van de leden van het paritair comité wordt benoemd door de raad van bestuur. De andere helft wordt benoemd door de raad van bestuur op eensluidend advies van de representatieve vakorganisaties. Voor elk lid van het paritair comité wordt een plaatsvervanger benoemd.

Iedere representatieve vakorganisatie stelt een aantal leden voor in verhouding tot haar aantal bijdrageplichtige leden onder het totaal aantal personeelsleden van het overheidsbedrijf die bij een representatieve vakorganisatie zijn aangesloten.

§ 5. Wordt als representatief beschouwd om te zetelen in het paritair comité van een autonoom overheidsbedrijf:

1° iedere vakorganisatie bedoeld in artikel 8, § 1, 1<sup>o</sup>, van de wet van 19 december 1974 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van haar personeel, zoals gewijzigd door artikel 51, § 3, van deze wet;

2° onvermindert het 1<sup>o</sup>, de vakorganisatie die, tegelijk:

a) de belangen verdedigt van al de categorieën van het personeel;

b) aangesloten is bij een op nationaal vlak als centrale opgerichte vakorganisatie of deel uitmaakt van een op hetzelfde vlak opgericht vakverbond;

c) het grootste aantal bijdrageplichtige leden telt onder de vakorganisaties andere dan die bedoeld onder 1<sup>o</sup> en die een aantal bijdrageplichtige leden telt dat ten minste 10 % vertegenwoordigt van de personeelssterkte van het betrokken overheidsbedrijf.

De controle op de representativiteit van de vakorganisaties wordt uitgevoerd door de commissie bedoeld in artikel 14, § 1, van de wet van 19 december 1974 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van haar personeel. Bedoelde commissie stelt om de zes jaar, voor elk van de representatieve vakorganisaties, het aantal leden van het paritair comité vast waarvan de benoeming, overeenkomstig § 4, tweede lid, aan die organisatie toekomt.

§ 6. Dit artikel is niet van toepassing op de Nationale Maatschappij der Belgische spoorwegen. De bij deze titel aan het in § 1 bedoelde paritair comité opgedragen bevoegdheden, worden bij de Nationale Maatschappij der Belgische spoorwegen uitgeoefend door de Nationale Paritaire Commissie bedoeld in artikel 13 van de wet van 23 juli 1926 tot oprichting van de Nationale Maatschappij der Belgische spoorwegen, zoals gewijzigd door artikel 163 van deze wet.

**TEXTE SOUMIS A LA COMMISSION**

§ 7. Pour l'application du présent titre, les termes « affilié cotisant », « membre du personnel » et « effectif » sont entendus tels que définis en vertu de l'article 14, § 3, de la loi du 19 décembre 1974 précitée.

§ 8. Le Roi règle les modalités d'application du présent article.

**Section III***La Commission Entreprises publiques***Art. 31**

§ 1<sup>er</sup>. Il est créé une commission paritaire pour les entreprises publiques autonomes qui est compétente pour l'ensemble des entreprises publiques autonomes, ci-après dénommée la « Commission Entreprises publiques ».

§ 2. La Commission Entreprises publiques est compétente en ce qui concerne :

- 1<sup>o</sup> le recours visé à l'article 35, § 3, 1<sup>o</sup>;
- 2<sup>o</sup> l'avis visé au § 3;
- 3<sup>o</sup> la conclusion des conventions collectives visée au § 4.

§ 3. Chaque avant-projet de loi ou d'arrêté régulant le statut du personnel ou le statut syndical de plus d'une entreprise publique autonome est soumis à l'avis de la Commission Entreprises publiques. La Commission dispose d'un délai d'un mois à partir de la date de la communication du projet pour rendre son avis.

Elle émet son avis à la majorité des deux tiers des voix exprimées.

§ 4. Il peut être conclu au sein de la Commission Entreprises publiques, à l'unanimité de ses membres présents, des conventions collectives relatives au statut du personnel et au statut syndical des entreprises publiques autonomes, sans préjudice:

- 1<sup>o</sup> des dispositions légales et réglementaires;
- 2<sup>o</sup> dans chaque entreprise publique autonome, des dispositions du statut du personnel et du statut syndical plus avantageuses pour le personnel.

Les conventions collectives lient toutes les entreprises publiques autonomes et les organisations syndicales, qui sont représentées à la Commission Entreprises publiques, ainsi que les membres du personnel de ces entreprises.

Le Roi peut, sur la proposition des ministres dont relèvent les entreprises publiques autonomes concernées, rendre une convention collective obligatoire pour toutes les entreprises publiques non représentées au sein de la Commission Entreprises publiques, les organisations syndicales et les membres du personnel de ces entreprises.

**TEKST VOORGELEGD AAN DE COMMISSIE**

§ 7. Voor de toepassing van deze titel worden de woorden « bijdrageplichtig lid », « personeelslid » en « personeelssterkte » verstaan zoals vastgesteld krachtens artikel 14, § 3, van de vooroemde wet van 19 december 1974.

§ 8. De Koning regelt de toepassing van dit artikel.

**Afdeling III***Het Comité Overheidsbedrijven***Art. 31**

§ 1. Er wordt een paritair comité opgericht voor de autonome overheidsbedrijven bevoegd voor alle autonome overheidsbedrijven, hierna het « Comité Overheidsbedrijven » genoemd.

§ 2. Het Comité Overheidsbedrijven is bevoegd inzake:

- 1<sup>o</sup> het in artikel 35, § 3, 1<sup>o</sup>, bedoelde beroep;
- 2<sup>o</sup> het in § 3 bedoelde advies;
- 3<sup>o</sup> het sluiten van de collectieve overeenkomsten bedoeld in § 4.

§ 3. Elk voorontwerp van wet of van besluit dat het personeelsstatuut of het syndicaal statuut van meer dan één autonoom overheidsbedrijf regelt, wordt voor advies overgemaakt aan het Comité Overheidsbedrijven. Het Comité beschikt over een termijn van één maand vanaf de datum van mededeling voor het verlenen van zijn advies.

Het brengt zijn advies uit bij twee derde meerderheid van de uitgebrachte stemmen.

§ 4. In de schoot van het Comité Overheidsbedrijven kunnen, bij eenstemmigheid van zijn aanwezige leden, collectieve overeenkomsten worden gesloten met betrekking tot het personeelsstatuut en het syndicaal statuut van de autonome overheidsbedrijven, onvermindert:

- 1<sup>o</sup> de wettelijke en reglementaire bepalingen;
- 2<sup>o</sup> in elk autonoom overheidsbedrijf, de bepalingen van het personeelsstatuut en van het syndicaal statuut die meer voordeilig zijn voor het personeel.

De collectieve overeenkomsten binden alle autonome overheidsbedrijven en vakorganisaties, die vertegenwoordigd zijn in het Comité Overheidsbedrijven, alsmede de personeelsleden van die bedrijven.

De Koning kan, op de voordracht van de ministers onder wie de betrokken autonome overheidsbedrijven ressorteren, een collectieve overeenkomst verbindend verklaren voor alle overheidsbedrijven die niet in het Comité Overheidsbedrijven vertegenwoordigd zijn, de vakorganisaties en de personeelsleden van die bedrijven.

**TEXTE ADOpte PAR LA COMMISSION**

§ 7. Pour l'application du présent titre, les termes « affilié cotisant », « membre du personnel » et « effectif » sont entendus tels que définis en vertu de l'article 14, § 3, de la loi du 19 décembre 1974 précitée.

§ 8. Le Roi règle les modalités d'application du présent article.

**Section III***La Commission Entreprises publiques***Art. 31**

§ 1<sup>er</sup>. Il est créé une commission paritaire pour les entreprises publiques autonomes qui est compétente pour l'ensemble des entreprises publiques autonomes, ci-après dénommée la « Commission Entreprises publiques ».

§ 2. La Commission Entreprises publiques est compétente en ce qui concerne :

- 1<sup>o</sup> le recours visé à l'article 35, § 3, 1<sup>o</sup>;
- 2<sup>o</sup> l'avis visé au § 3;
- 3<sup>o</sup> la conclusion des conventions collectives visée au § 4.

§ 3. Chaque avant-projet de loi ou d'arrêté réglant le statut du personnel ou le statut syndical de plus d'une entreprise publique autonome est soumis à l'avis de la Commission Entreprises publiques. La Commission dispose d'un délai d'un mois à partir de la date de la communication du projet pour rendre son avis.

Elle émet son avis à la majorité des deux tiers des voix exprimées.

§ 4. Il peut être conclu au sein de la Commission Entreprises publiques, à l'unanimité de ses membres présents, des conventions collectives relatives au statut du personnel et au statut syndical des entreprises publiques autonomes, sans préjudice :

- 1<sup>o</sup> des dispositions légales et réglementaires;
- 2<sup>o</sup> dans chaque entreprise publique autonome, des dispositions du statut du personnel et du statut syndical plus avantageuses pour le personnel.

Les conventions collectives lient toutes les entreprises publiques autonomes et les organisations syndicales, qui sont représentées à la Commission Entreprises publiques, ainsi que les membres du personnel de ces entreprises.

Le Roi peut, sur proposition des ministres dont relèvent les entreprises publiques autonomes concernées, rendre une convention collective obligatoire pour toutes les entreprises publiques non représentées au sein de la Commission Entreprises publiques, les organisations syndicales et les membres du personnel de ces entreprises.

**TEKST AANGENOMEN DOOR DE COMMISSIE**

§ 7. Voor de toepassing van deze titel worden de woorden « bijdrageplichtig lid », « personeelslid » en « personeelssterkte » verstaan zoals vastgesteld krachtens artikel 14, § 3, van de vooroemde wet van 19 december 1974.

§ 8. De Koning regelt de toepassingsmodaliteiten van dit artikel.

**Afdeling III***Het Comité Overheidsbedrijven***Art. 31**

§ 1. Er wordt een paritair comité opgericht voor de autonome overheidsbedrijven bevoegd voor alle autonome overheidsbedrijven, hierna het « Comité Overheidsbedrijven » genoemd.

§ 2. Het Comité Overheidsbedrijven is bevoegd inzake:

- 1<sup>o</sup> het in artikel 35, § 3, 1<sup>o</sup>, bedoelde beroep;
- 2<sup>o</sup> het in § 3 bedoelde advies;
- 3<sup>o</sup> het sluiten van de collectieve overeenkomsten bedoeld in § 4.

§ 3. Elk voorontwerp van wet of van besluit dat het personeelsstatuut of het syndicaal statuut van meer dan één autonoom overheidsbedrijf regelt, wordt voor advies overgezonden aan het Comité Overheidsbedrijven. Het Comité beschikt over een termijn van één maand vanaf de datum van mededeling voor het verlenen van zijn advies.

Het brengt zijn advies uit bij twee derde meerderheid van de uitgebrachte stemmen.

§ 4. In de schoot van het Comité Overheidsbedrijven kunnen, bij eenstemmigheid van zijn aanwezige leden, collectieve overeenkomsten worden gesloten met betrekking tot het personeelsstatuut en het syndicaal statuut van de autonome overheidsbedrijven, onvermindert:

- 1<sup>o</sup> de wettelijke en reglementaire bepalingen;
- 2<sup>o</sup> in elk autonoom overheidsbedrijf, de bepalingen van het personeelsstatuut en van het syndicaal statuut die voordelijker zijn voor het personeel.

De collectieve overeenkomsten binden alle autonome overheidsbedrijven en vakorganisaties, die vertegenwoordigd zijn in het Comité Overheidsbedrijven, alsmede de personeelsleden van die bedrijven.

De Koning kan, op voordracht van de ministers onder wie de betrokken autonome overheidsbedrijven ressorteren, een collectieve overeenkomst verbindend verklaren voor alle overheidsbedrijven die niet in het Comité Overheidsbedrijven vertegenwoordigd zijn, de vakorganisaties en de personeelsleden van die bedrijven.

**TEXTE SOUMIS A LA COMMISSION**

§ 5. La Commission Entreprises publiques est présidée par une personne choisie pour ses compétences particulières en matière de relations sociales.

Le Roi nomme le président, sur la proposition du Premier Ministre, par arrêté royal délibéré en Conseil des Ministres.

§ 6. La Commission Entreprises publiques compte dix-huit membres, le président non compris.

Le conseil d'administration de chaque entreprise publique autonome, à l'exception des entreprises publiques autonomes qui sont une filiale d'une autre entreprise publique autonome, propose au moins trois candidats. Le Roi nomme, sur la proposition du Premier Ministre, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, neuf membres parmi les candidats proposés par les conseils d'administration. Il nomme au moins deux membres sur proposition de chaque conseil d'administration.

Neuf membres sont nommés par les ministres dont relèvent les entreprises publiques concernées, sur la proposition des organisations syndicales représentatives. Chaque organisation syndicale représentative propose un nombre de membres proportionnel au nombre de ses affiliés cotisants parmi le nombre total des membres du personnel de l'ensemble des entreprises publiques autonomes affiliés à une organisation syndicale représentative.

Il est nommé un suppléant pour chaque membre de la Commission Entreprises publiques conformément aux alinéas précédents.

Est considérée comme représentative pour siéger dans la Commission Entreprises publiques, toute organisation syndicale qui, à la fois :

1° compte un nombre d'affiliés cotisants représentant au moins 10 % du nombre total des membres du personnel de l'ensemble des entreprises publiques autonomes;

2° exerce son activité sur le plan national;

3° défend les intérêts de toutes les catégories du personnel des entreprises publiques autonomes;

4° est affiliée à une organisation syndicale représentée au Conseil national du travail.

§ 7. Un membre d'une commission paritaire ne peut pas être nommé membre de la Commission Entreprises publiques.

§ 8. Le Roi règle les modalités d'application du présent article.

**TEKST VOORGELEGD AAN DE COMMISSIE**

§ 5. Het Comité Overheidsbedrijven wordt voorgezet door een persoon gekozen omwille van zijn bijzondere bevoegdheden aangaande sociale relaties.

De Koning benoemt, op de voordracht van de Eerste Minister, de voorzitter bij in Ministerraad overlegd besluit.

§ 6. Het Comité Overheidsbedrijven telt achttien leden, de voorzitter niet meegerekend.

De raad van bestuur van elk autonoom overheidsbedrijf, met uitzondering van de autonome overheidsbedrijven die dochteronderneming zijn van een ander autonoom overheidsbedrijf, draagt ten minste drie kandidaten voor. De Koning benoemt, op de voordracht van de Eerste Minister, bij in Ministerraad overlegd besluit, negen leden uit de door de raden van bestuur voorgedragen kandidaten. Hij benoemt ten minste twee leden op voordracht van elke raad van bestuur.

Negen leden worden benoemd door de ministers onder wie de betrokken overheidsbedrijven ressorteren, op voordracht van de representatieve vakorganisaties. Iedere representatieve vakorganisatie stelt een aantal leden voor in verhouding tot haar aantal bijdrageplichtige leden onder het totaal aantal personeelsleden van het geheel van de autonome overheidsbedrijven, die bij een representatieve vakorganisatie zijn aangesloten.

Voor elk lid van het Comité Overheidsbedrijven wordt een plaatsvervanger benoemd overeenkomstig de voorgaande leden.

Wordt als representatief beschouwd om te zetelen in het Comité Overheidsbedrijven, iedere vakorganisatie die tegelijk:

1° een aantal bijdrageplichtige leden telt dat ten minste 10 % vertegenwoordigt van het totaal aantal personeelsleden van het geheel van de autonome overheidsbedrijven;

2° zijn bedrijvigheid uitoefent op nationaal vlak;

3° de belangen verdedigt van al de categorieën van het personeel van de autonome overheidsbedrijven;

4° aangesloten is bij een vakorganisatie die zetelt in de Nationale Arbeidsraad.

§ 7. Een lid van een paritair comité kan niet tot lid van het Comité Overheidsbedrijven worden benoemd.

§ 8. De Koning regelt de toepassing van dit artikel.

**TEXTE ADOpte PAR LA COMMISSION****TEKST AANGENOMEN DOOR DE COMMISSIE**

§ 5. La Commission Entreprises publiques est présidée par une personne choisie pour ses compétences particulières en matière de relations sociales.

Le Roi nomme le président, sur proposition du Premier Ministre, par arrêté royal délibéré en Conseil des Ministres.

§ 6. La Commission Entreprises publiques compte dix-huit membres, le président non compris.

Le conseil d'administration de chaque entreprise publique autonome, à l'exception des entreprises publiques autonomes qui sont une filiale d'une autre entreprise publique autonome, propose au moins trois candidats. Le Roi nomme, sur proposition du Premier Ministre, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, neuf membres parmi les candidats proposés par les conseils d'administration. Il nomme au moins deux membres sur proposition de chaque conseil d'administration.

Neuf membres sont nommés par les ministres dont relèvent les entreprises publiques concernées, sur proposition des organisations syndicales représentatives. Chaque organisation syndicale représentative propose un nombre de membres proportionnel au nombre de ses affiliés cotisants parmi le nombre total des membres du personnel de l'ensemble des entreprises publiques autonomes affiliés à une organisation syndicale représentative.

Il est nommé un suppléant pour chaque membre de la Commission Entreprises publiques conformément aux alinéas précédents.

Est considérée comme représentative pour siéger dans la Commission Entreprises publiques, toute organisation syndicale qui, à la fois :

1° compte un nombre d'affiliés cotisants représentant au moins 10 % du nombre total des membres du personnel de l'ensemble des entreprises publiques autonomes;

2° exerce son activité sur le plan national;

3° défend les intérêts de toutes les catégories du personnel des entreprises publiques autonomes;

4° est affiliée à une organisation syndicale représentée au Conseil national du travail.

§ 7. Un membre d'une commission paritaire ne peut pas être nommé membre de la Commission Entreprises publiques.

§ 8. Le Roi règle les modalités d'application du présent article.

§ 5. Het Comité Overheidsbedrijven wordt voorgezet door een persoon gekozen omwille van zijn bijzondere bevoegdheden aangaande sociale relaties.

De Koning benoemt, op voordracht van de Eerste Minister, de voorzitter bij een in Ministerraad overlegd besluit.

§ 6. Het Comité Overheidsbedrijven telt achttien leden, de voorzitter niet meegerekend.

De raad van bestuur van elk autonoom overheidsbedrijf, met uitzondering van de autonome overheidsbedrijven die dochteronderneming zijn van een ander autonoom overheidsbedrijf, draagt ten minste drie kandidaten voor. De Koning benoemt, op voordracht van de Eerste Minister, bij een in Ministerraad overlegd besluit, negen leden uit de door de raden van bestuur voorgedragen kandidaten. Hij benoemt ten minste twee leden op voordracht van elke raad van bestuur.

Negen leden worden benoemd door de ministers onder wie de betrokken overheidsbedrijven ressorteren, op voordracht van de representatieve vakorganisaties. Iedere representatieve vakorganisatie stelt een aantal leden voor in verhouding tot haar aantal bijdrageplichtige leden onder het totaal aantal personeelsleden van het geheel van de autonome overheidsbedrijven die bij een representatieve vakorganisatie zijn aangesloten.

Voor elk lid van het Comité Overheidsbedrijven wordt een plaatsvervanger benoemd overeenkomstig de voorgaande leden.

Wordt als representatief beschouwd om te zetelen in het Comité Overheidsbedrijven, iedere vakorganisatie die tegelijk:

1° een aantal bijdrageplichtige leden telt dat ten minste 10 % vertegenwoordigt van het totaal aantal personeelsleden van het geheel van de autonome overheidsbedrijven;

2° zijn bedrijvigheid uitoefent op nationaal vlak;

3° de belangen verdedigt van al de categorieën van het personeel van de autonome overheidsbedrijven;

4° aangesloten is bij een vakorganisatie die zetelt in de Nationale Arbeidsraad.

§ 7. Een lid van een paritair comité kan niet tot lid van het Comité Overheidsbedrijven worden benoemd.

§ 8. De Koning regelt de toepassingsmodaliteiten van dit artikel.

**TEXTE SOUMIS A LA COMMISSION****Section III***La fixation du statut du personnel  
et du statut syndical***Art. 32**

A l'exception des dispositions introduites par les articles 50, 51, §§ 2 et 3, et 53 de la présente loi, les dispositions légales et réglementaires qui règlent le statut du personnel et le statut syndical restent applicables à une entreprise publique autonome jusqu'à l'entrée en vigueur d'une réglementation y afférente dans un statut du personnel ou dans un statut syndical arrêtée conformément au présent Titre.

**Art. 33**

§ 1<sup>er</sup>. Le conseil d'administration fixe, sans préjudice des dispositions du présent Titre, le premier statut du personnel et le premier statut syndical sur avis conforme de la commission paritaire.

La commission paritaire émet l'avis conforme à la majorité des deux tiers des voix exprimées.

Le commissaire du Gouvernement peut assister aux travaux de la commission paritaire relatifs à la fixation du premier statut du personnel et du premier statut syndical.

Le Roi peut, sans préjudice des dispositions du présent titre, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, abroger, compléter, modifier ou remplacer des dispositions légales afin de les rendre compatibles avec les dispositions du premier statut du personnel et du premier statut syndical arrêtés conformément au premier alinéa.

§ 2. Au cas où un premier statut du personnel ou statut syndical ne serait pas arrêté conformément au § 1<sup>er</sup>, premier alinéa, dans un délai d'un an à partir de la date d'entrée en vigueur du classement de l'entreprise parmi les entreprises publiques autonomes, le Roi peut, dans un délai supplémentaire de trois mois, fixer le premier statut du personnel et le premier statut syndical par arrêté délibéré en Conseil des Ministres sans préjudice des droits du personnel en ce qui concerne la sécurité d'emploi, la pension et la rémunération.

Le Roi peut, dans l'arrêté visé au premier alinéa, abroger, compléter, modifier ou remplacer des dispositions légales, sans préjudice :

1<sup>o</sup> des droits du personnel en ce qui concerne la sécurité d'emploi, la pension et la rémunération;

**TEKST VOORGELEGD AAN DE COMMISSIE****Afdeling III***De vaststelling van het statuut van het personeel en  
van het syndicaal statuut***Art. 32**

De wettelijke en reglementaire bepalingen, met uitzondering van de bepalingen die worden ingevoegd door de artikelen 50, 51, §§ 2 en 3, en 53 van deze wet, die het personeelsstatuut en het syndicaal statuut regelen blijven van toepassing op een autonoom overheidsbedrijf tot op de datum van inwerkingtreding van een desbetreffende regeling in een personeelsstatuut of in een syndicaal statuut die overeenkomstig deze Titel werd vastgesteld.

**Art. 33**

§ 1. De raad van bestuur stelt, onverminderd de bepalingen van deze Titel, het eerste personeelsstatuut en het eerste syndicaal statuut vast op eensluidend advies van het paritair comité.

Het paritair comité brengt het eensluidend advies uit met twee derde meerderheid van de uitgebrachte stemmen.

De Regeringscommissaris kan de werkzaamheden van het paritaire comité wat het eerste personeelsstatuut en het eerste syndicaal statuut betreft, bijwonen.

De Koning kan, bij in Ministerraad overlegd besluit, onverminderd de bepalingen van deze titel, wettelijke bepalingen opheffen, aanvullen, wijzigen of vervangen ten einde hen in overeenstemming te brengen met de bepalingen in het overeenkomstig het eerste lid vastgestelde eerste personeelsstatuut en eerste syndicaal statuut.

§ 2. Ingeval geen eerste personeelsstatuut of syndicaal statuut zou zijn vastgesteld overeenkomstig § 1, eerste lid, binnen een termijn van één jaar na de datum met ingang waarvan het organisme werd ingedeeld onder de autonome overheidsbedrijven, kan de Koning, binnen een bijkomende termijn van drie maanden, bij in Ministerraad overlegd besluit, het eerste personeelsstatuut en het eerste syndicaal statuut vaststellen zonder afbreuk te doen aan de rechten van de personeelsleden inzake werkzekerheid, pensioen en bezoldiging.

De Koning kan in het in het eerste lid bedoelde besluit wettelijke bepalingen opheffen, aanvullen, wijzigen of vervangen, zonder evenwel afbreuk te doen:

1<sup>o</sup> aan de rechten van de personeelsleden inzake werkzekerheid, pensioen en bezoldiging;

**TEXTE ADOPTE PAR LA COMMISSION****Section IV***La fixation du statut du personnel  
et du statut syndical***Art. 32**

A l'exception des dispositions introduites par les articles 50, 51, §§ 2 et 3, et 53 de la présente loi, les dispositions légales et réglementaires qui règlent le statut du personnel et le statut syndical restent applicables à une entreprise publique autonome jusqu'à l'entrée en vigueur d'une réglementation y afférente dans un statut du personnel ou dans un statut syndical, arrêtée conformément au présent Titre.

**Art. 33**

§ 1<sup>er</sup>. Le conseil d'administration fixe, sans préjudice des dispositions du présent Titre, le premier statut du personnel et le premier statut syndical sur avis conforme de la commission paritaire.

La commission paritaire émet l'avis conforme à la majorité des deux tiers des voix exprimées.

Le commissaire du Gouvernement peut assister aux travaux de la commission paritaire relatifs à la fixation du premier statut du personnel et du premier statut syndical.

Le Roi peut, sans préjudice des dispositions du présent titre, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, abroger, compléter, modifier ou remplacer des dispositions légales relatives au statut du personnel et au statut syndical afin de les rendre compatibles avec les dispositions du premier statut du personnel et du premier statut syndical arrêtés conformément au premier alinéa.

§ 2. Au cas où un premier statut du personnel ou statut syndical ne serait pas arrêté conformément au § 1<sup>er</sup>, premier alinéa, dans un délai d'un an à partir de la date d'entrée en vigueur du classement de l'entreprise parmi les entreprises publiques autonomes, le Roi peut, dans un délai supplémentaire de trois mois, fixer le premier statut du personnel et le premier statut syndical par arrêté délibéré en Conseil des Ministres sans préjudice des droits du personnel en ce qui concerne la sécurité d'emploi, la pension et la rémunération.

Le Roi peut, dans l'arrêté visé au premier alinéa, abroger, compléter, modifier ou remplacer des dispositions légales, sans préjudice :

1<sup>o</sup> des droits du personnel en ce qui concerne la sécurité d'emploi, la pension et la rémunération;

**TEKST AANGENOMEN DOOR DE COMMISSIE****Afdeling IV***De vaststelling van het statuut van het personeel en  
van het syndicaal statuut***Art. 32**

De wettelijke en reglementaire bepalingen, met uitzondering van de bepalingen die worden ingevoegd door de artikelen 50, 51, §§ 2 en 3, en 53 van deze wet, die het personeelsstatuut en het syndicaal statuut regelen, blijven van toepassing op een autonoom overheidsbedrijf tot op de datum van inwerkingtreding van een desbetreffende regeling, in een personeelsstatuut of in een syndicaal statuut, die overeenkomstig deze Titel werd vastgesteld.

**Art. 33**

§ 1. De raad van bestuur stelt, onverminderd de bepalingen van deze Titel, het eerste personeelsstatuut en het eerste syndicaal statuut vast op eensluidend advies van het paritair comité.

Het paritair comité brengt het eensluidend advies uit met twee derde meerderheid van de uitgebrachte stemmen.

De Regeringscommissaris kan de werkzaamheden van het paritair comité wat het eerste personeelsstatuut en het eerste syndicaal statuut betreft, bijwonen.

De Koning kan, bij een in Ministerraad overlegd besluit, onverminderd de bepalingen van deze titel, wettelijke bepalingen met betrekking tot het personeelsstatuut en het syndicaal statuut opheffen, aanvullen, wijzigen of vervangen ten einde hen in overeenstemming te brengen met de bepalingen in het overeenkomstig eerste lid vastgestelde eerste personeelsstatuut en eerste syndicaal statuut.

§ 2. Ingeval geen eerste personeelsstatuut of syndicaal statuut zou zijn vastgesteld overeenkomstig § 1, eerste lid, binnen een termijn van één jaar na de datum met ingang waarvan het organisme werd ingedeeld onder de autonome overheidsbedrijven, kan de Koning, binnen een bijkomende termijn van drie maanden, bij een in Ministerraad overlegd besluit, het eerste personeelsstatuut en het eerste syndicaal statuut vaststellen zonder afbreuk te doen aan de rechten van de personeelsleden inzake werkzekerheid, pensioen en bezoldiging.

De Koning kan bij het in het eerste lid bedoelde besluit wettelijke bepalingen opheffen, aanvullen, wijzigen of vervangen, zonder evenwel afbreuk te doen:

1<sup>o</sup> aan de rechten van de personeelsleden inzake werkzekerheid, pensioen en bezoldiging;

**TEXTE SOUMIS A LA COMMISSION**

2<sup>e</sup> des dispositions du présent Titre;  
 3<sup>e</sup> des règles relatives à la constitution et la composition de la Commission paritaire nationale visée à l'article 13 de la loi du 23 juillet 1926 portant création de la Société nationale des chemins de fer belges.

Une réglementation dans le premier statut arrêté par le Roi restera applicable jusqu'à la fixation d'une réglementation y afférente par le conseil d'administration conformément à la procédure visée à l'article 34, § 1<sup>er</sup>, ou 35.

**Art. 34**

§ 1<sup>er</sup>. Une fois le premier statut établi conformément à l'article 33, et au plus tard à partir de l'expiration du délai de quinze mois après la date d'entrée en vigueur du classement de l'organisme parmi les entreprises publiques autonomes, le statut du personnel et le statut syndical sont fixés par le conseil d'administration, sans préjudice des dispositions légales et réglementaires qui règlent le statut concerné. Toutefois, pour ce qui concerne les réglementations de base désignées conformément au § 2, le conseil décide conformément à la procédure visée à l'article 35.

§ 2. Les réglementations suivantes du statut du personnel, respectivement du statut syndical, qui au préalable ont été désignées par la commission paritaire, statuant à la majorité des deux tiers des voix exprimées, soit comme réglementations de base, soit comme principes généraux visés à l'article 35, § 3, 1<sup>o</sup>, sont fixées conformément à la procédure visée à l'article 35 :

**A) Les réglementations de base relatives au statut administratif du personnel statutaire ayant trait :**

- 1<sup>o</sup> au recrutement, à l'admission au stage et à la nomination;
- 2<sup>o</sup> aux droits, aux devoirs et à la responsabilité du personnel;
- 3<sup>o</sup> au régime disciplinaire;
- 4<sup>o</sup> aux positions administratives, notamment l'activité de service, la non-activité de service et la disponibilité;
- 5<sup>o</sup> aux règles applicables en matière de congés;
- 6<sup>o</sup> au calcul de l'ancienneté;
- 7<sup>o</sup> à la cessation définitive des fonctions;
- 8<sup>o</sup> à la durée maximale du travail;
- 9<sup>o</sup> au régime relatif aux accidents du travail, aux accidents sur le chemin du travail et aux maladies professionnelles.

**TEKST VOORGELEGGD AAN DE COMMISSIE**

2<sup>e</sup> aan de bepalingen van deze Titel;  
 3<sup>e</sup> aan de regelen betreffende de oprichting en de samenstelling van de Nationale Paritaire Commissie bedoeld in artikel 13 van de wet van 23 juli 1926 tot oprichting van de Nationale Maatschappij der Belgische spoorwegen.

Een regeling in het door de Koning vastgesteld eerste personeelsstatuut blijft van toepassing tot op het ogenblik dat een desbetreffende regeling wordt vastgesteld door de raad van bestuur overeenkomstig de procedure bepaald in artikel 34, § 1, of 35.

**Art. 34**

§ 1. Eens het eerste statuut is vastgesteld overeenkomstig artikel 33, doch uiterlijk met ingang van het verstrijken van een termijn van vijftien maanden na de datum van inwerkingtreding van de indeling van het organisme bij de autonome overheidsbedrijven, worden het personeelsstatuut en het syndicaal statuut vastgesteld door de raad van bestuur, onverminderd de wettelijke en reglementaire bepalingen die het betrokken statuut regelen. Echter, wat de overeenkomstig § 2 aangeduide grondregelen betreft, beslist de raad overeenkomstig de procedure bepaald in artikel 35.

§ 2. De volgende regelen van het personeelsstatuut, respectievelijk syndicaal statuut, worden vastgesteld overeenkomstig de procedure bepaald in artikel 35 indien zij vooraf door het paritair comité, bij meerderheid van twee derde van de uitgebrachte stemmen, werden aangeduid als grondregel of als algemeen beginsel zoals bedoeld in artikel 35, § 3, 1<sup>o</sup>:

**A) De grondregelen betreffende het administratief statuut van het statutair personeel inzake :**

- 1<sup>o</sup> de aanwerving, de toelating tot de stage en de benoeming;
- 2<sup>o</sup> de rechten, de plichten en de aansprakelijkheid van het personeel;
- 3<sup>o</sup> de tuchtregeling;
- 4<sup>o</sup> de administratieve standen, met name, de dienstactiviteit, de non-activiteit en de disponibiliteit;
- 5<sup>o</sup> de verlofregeling;
- 6<sup>o</sup> de anciënniteitsberekening;
- 7<sup>o</sup> de definitieve ambtsneerlegging;
- 8<sup>o</sup> de maximum arbeidsduur;
- 9<sup>o</sup> de regelen betreffende de arbeidsongevallen, de ongevallen op de weg naar het werk en de beroepsziekten.

**TEXTE ADOpte PAR LA COMMISSION**

2<sup>e</sup> des dispositions du présent Titre;  
 3<sup>e</sup> des règles relatives à la constitution et la composition de la Commission paritaire nationale visée à l'article 13 de la loi du 23 juillet 1926 portant création de la Société nationale des chemins de fer belges.

Une réglementation dans le premier statut arrêté par le Roi restera applicable jusqu'à la fixation d'une réglementation y afférente par le conseil d'administration, conformément à la procédure visée à l'article 34, § 1<sup>er</sup>, ou 35.

**Art. 34**

§ 1<sup>er</sup>. Une fois le premier statut établi conformément à l'article 33, et au plus tard à partir de l'expiration du délai de quinze mois après la date d'entrée en vigueur du classement de l'organisme parmi les entreprises publiques autonomes, le statut du personnel et le statut syndical sont fixés par le conseil d'administration, sans préjudice des dispositions légales et réglementaires qui règlent le statut concerné. Toutefois, pour ce qui concerne les réglementations de base désignées conformément au § 2, le conseil décide conformément à la procédure visée à l'article 35.

§ 2. Les réglementations suivantes du statut du personnel, respectivement du statut syndical, qui au préalable ont été désignées par la commission paritaire, statuant à la majorité des deux tiers des voix exprimées, soit comme réglementations de base, soit comme principes généraux visés à l'article 35, § 3, 1<sup>o</sup>, sont fixées conformément à la procédure visée à l'article 35 :

*A) Les réglementations de base relatives au statut administratif du personnel statutaire ayant trait :*

- 1<sup>o</sup> au recrutement, à l'admission au stage et à la nomination;
- 2<sup>o</sup> aux droits, aux devoirs et à la responsabilité du personnel;
- 3<sup>o</sup> au régime disciplinaire;
- 4<sup>o</sup> aux positions administratives, notamment l'activité de service, la non-activité de service et la disponibilité;
- 5<sup>o</sup> aux règles applicables en matière de congés;
- 6<sup>o</sup> au calcul de l'ancienneté;
- 7<sup>o</sup> à la cessation définitive des fonctions;
- 8<sup>o</sup> à la durée maximale du travail;
- 9<sup>o</sup> au régime relatif aux accidents du travail, aux accidents sur le chemin du travail et aux maladies professionnelles.

**TEKST AANGENOMEN DOOR DE COMMISSIE**

2<sup>e</sup> aan de bepalingen van deze Titel;  
 3<sup>e</sup> aan de regels betreffende de oprichting en de samenstelling van de Nationale Paritaire Commissie bedoeld in artikel 13 van de wet van 23 juli 1926 tot oprichting van de Nationale Maatschappij der Belgische spoorwegen.

Een regeling in het door de Koning vastgesteld eerste personeelsstatuut blijft van toepassing tot op het ogenblik dat een desbetreffende regeling wordt vastgesteld door de raad van bestuur, overeenkomstig de procedure bepaald in artikel 34, § 1, of 35.

**Art. 34**

§ 1. Eens het eerste statuut is vastgesteld overeenkomstig artikel 33, doch uiterlijk met ingang van het verstrijken van een termijn van vijftien maanden na de datum van inwerkingtreding van de indeling van het organisme bij de autonome overheidsbedrijven, worden het personeelsstatuut en het syndicaal statuut vastgesteld door de raad van bestuur, onvermindert de wettelijke en reglementaire bepalingen die het betrokken statuut regelen. Echter, wat de overeenkomstig § 2 aangeduide grondregelen betreft, beslist de raad overeenkomstig de procedure bepaald in artikel 35.

§ 2. De volgende regelen van het personeelsstatuut, respectievelijk syndicaal statuut, worden vastgesteld overeenkomstig de procedure bepaald in artikel 35 indien zij vooraf door het paritair comité, bij meerderheid van twee derde van de uitgebrachte stemmen, werden aangeduid als grondregel of als algemeen beginsel zoals bedoeld in artikel 35, § 3, 1<sup>o</sup>:

*A) De grondregelen betreffende het administratief statuut van het statutair personeel inzake :*

- 1<sup>o</sup> de aanwerving, de toelating tot de stage en de benoeming;
- 2<sup>o</sup> de rechten, de plichten en de aansprakelijkheid van het personeel;
- 3<sup>o</sup> de tuchtregeling;
- 4<sup>o</sup> de administratieve standen, met name de dienstactiviteit, de non-activiteit en de disponibiliteit;
- 5<sup>o</sup> de verlofregeling;
- 6<sup>o</sup> de anciënniteitsberekening;
- 7<sup>o</sup> de definitieve ambtsneerlegging;
- 8<sup>o</sup> de maximum arbeidsduur;
- 9<sup>o</sup> de regelen betreffende de arbeidsongevallen, de ongevallen op de weg naar het werk en de beroepsziekten.

**TEXTE SOUMIS A LA COMMISSION**

B) *Les réglementations de base relatives au statut pécuniaire du personnel statutaire ayant trait :*

- 1° au droit au traitement et à l'avancement de traitement;
- 2° au traitement, à la rémunération, au salaire, y compris la fixation des échelles de traitement, et le calcul de leur montant, y compris les périodes qui entrent en considération pour leur fixation;
- 3° à l'ancienneté pécuniaire;
- 4° à la périodicité du paiement du traitement;
- 5° au traitement garanti;
- 6° à la protection du traitement;
- 7° aux indemnités, allocations, primes et avantages en nature;
- 8° à l'attribution d'un pourcentage éventuel des bénéfices.

C) *Les réglementations de base relatives au régime des pensions du personnel statutaire ayant trait :*

- 1° au champ d'application;
- 2° aux différentes catégories d'ayants-droit;
- 3° à l'âge de la retraite;
- 4° aux conditions d'ouverture du droit à la pension;
- 5° au calcul du montant de la pension;
- 6° à la protection de la pension;

D) *Les réglementations de base relatives aux relations collectives de travail ayant trait :*

- 1° à l'agrément des organisations syndicales du personnel;
- 2° à l'agrément des délégués syndicaux, des dirigeants responsables et des mandataires permanents des organisations syndicales;
- 3° aux prérogatives des organisations syndicales représentatives et des organisations syndicales agréées;
- 4° à l'organisation et aux compétences des commissions paritaires au niveau local;
- 5° aux avantages accordés aux affiliés des organisations syndicales représentatives.

E) *Les réglementations de base ayant trait à l'organisation des services sociaux éventuels ayant trait :*

- 1° au cadre général des missions des services sociaux;
- 2° au fonctionnement, à la gestion et au contrôle;
- 3° à la détermination des bénéficiaires;
- 4° au financement.

**TEKST VOORGELEGD AAN DE COMMISSIE**

B) *De grondregelen betreffende de bezoldiging van het statutair personeel inzake :*

- 1° het recht op wedde en weddeverhoging;
- 2° de wedde, de vergoeding, het salaris, met inbegrip van de vaststelling van de weddeschalen, en hun berekening, met inbegrip van de periodes die voor de berekening in aanmerking worden genomen;
- 3° de geldelijke anciënniteit;
- 4° de periodiciteit van de weddebetaling;
- 5° de gewaarborgde wedde;
- 6° de bescherming van de wedde;
- 7° de vergoedingen, toelagen, premies en voordeelen in natura;
- 8° de toekenning van een eventueel aandeel in de winst.

C) *De grondregelen betreffende het pensioenstelsel van het statutair personeel inzake :*

- 1° het toepassingsgebied;
- 2° de verschillende categorieën van rechthebbenden;
- 3° de pensioenleeftijd;
- 4° de voorwaarden voor het verkrijgen van recht op pensioen;
- 5° de berekening van het pensioen;
- 6° de bescherming van het pensioen;

D) *De grondregelen betreffende de collectieve arbeidsverhoudingen inzake :*

- 1° de erkenning van de vakorganisaties;
- 2° de erkenning van de vakbondsafgevaardigden, de verantwoordelijke leiders en de vaste afgevaardigden van de vakorganisaties;
- 3° de prerogatieven van de representatieve en van de erkende vakorganisaties;
- 4° de organisatie en de bevoegdheid van paritaire comités op lokaal vlak;
- 5° de voordelen die aan de leden van de representatieve vakorganisaties worden toegekend.

E) *De grondregelen betreffende de organisatie van eventuele sociale diensten inzake :*

- 1° het algemeen kader van de opdrachten van de sociale diensten;
- 2° de werking, het bestuur en de controle;
- 3° de bepaling van de begunstigden;
- 4° de financiering.

**TEXTE ADOPTÉ PAR LA COMMISSION****TEKST AANGENOMEN DOOR DE COMMISSIE****B) Les réglementations de base relatives au statut pécuniaire du personnel statutaire ayant trait :**

- 1<sup>o</sup> au droit au traitement et à l'avancement de traitement;
- 2<sup>o</sup> au traitement, à la rémunération, au salaire, y compris la fixation des échelles de traitement, et le calcul de leur montant, y compris les périodes qui entrent en considération pour leur fixation;
- 3<sup>o</sup> à l'ancienneté pécuniaire;
- 4<sup>o</sup> à la périodicité du paiement du traitement;
- 5<sup>o</sup> au traitement garanti;
- 6<sup>o</sup> à la protection du traitement;
- 7<sup>o</sup> aux indemnités, allocations, primes et avantages en nature;
- 8<sup>o</sup> à l'attribution d'un pourcentage éventuel des bénéfices.

**C) Les réglementations de base relatives au régime des pensions du personnel statutaire ayant trait :**

- 1<sup>o</sup> au champ d'application;
- 2<sup>o</sup> aux différentes catégories d'ayants droit;
- 3<sup>o</sup> à l'âge de la retraite;
- 4<sup>o</sup> aux conditions d'ouverture du droit à la pension;
- 5<sup>o</sup> au calcul du montant de la pension;
- 6<sup>o</sup> à la protection de la pension;

**D) Les réglementations de base relatives aux relations collectives de travail ayant trait :**

- 1<sup>o</sup> à l'agrément des organisations syndicales du personnel;
- 2<sup>o</sup> à l'agrément des délégués syndicaux, des dirigeants responsables et des mandataires permanents des organisations syndicales;
- 3<sup>o</sup> aux prérogatives des organisations syndicales représentatives et des organisations syndicales agréées;
- 4<sup>o</sup> à l'organisation et aux compétences des commissions paritaires au niveau local;
- 5<sup>o</sup> aux avantages accordés aux affiliés des organisations syndicales représentatives et des organisations syndicales agréées.

**E) Les réglementations de base ayant trait à l'organisation des services sociaux éventuels ayant trait :**

- 1<sup>o</sup> au cadre général des missions des services sociaux;
- 2<sup>o</sup> au fonctionnement, à la gestion et au contrôle;
- 3<sup>o</sup> à la détermination des bénéficiaires;
- 4<sup>o</sup> au financement.

**B) De grondregelen betreffende de bezoldiging van het statutair personeel inzake :**

- 1<sup>o</sup> het recht op wedde en weddeverhoging;
- 2<sup>o</sup> de wedde, de vergoeding, het salaris, met inbegrip van de vaststelling van de weddeschalen, en hun berekening, met inbegrip van de periodes die voor de berekening in aanmerking worden genomen;
- 3<sup>o</sup> de geldelijke anciënniteit;
- 4<sup>o</sup> de periodicitet van de weddebetaling;
- 5<sup>o</sup> de gewaarborgde wedde;
- 6<sup>o</sup> de bescherming van de wedde;
- 7<sup>o</sup> de vergoedingen, toelagen, premies en voordeelen in natura;
- 8<sup>o</sup> de toekenning van een eventueel aandeel in de winst.

**C) De grondregelen betreffende het pensioenstelsel van het statutair personeel inzake :**

- 1<sup>o</sup> het toepassingsgebied;
- 2<sup>o</sup> de verschillende categorieën van rechthebbenden;
- 3<sup>o</sup> de pensioenleeftijd;
- 4<sup>o</sup> de voorwaarden voor het verkrijgen van recht op pensioen;
- 5<sup>o</sup> de berekening van het pensioen;
- 6<sup>o</sup> de bescherming van het pensioen;

**D) De grondregelen betreffende de collectieve arbeidsverhoudingen inzake :**

- 1<sup>o</sup> de erkenning van de vakorganisaties;
- 2<sup>o</sup> de erkenning van de vakbondsafgevaardigden, de verantwoordelijke leiders en de vaste afgevaardigden van de vakorganisaties;
- 3<sup>o</sup> de prerogatieven van de representatieve en van de erkende vakorganisaties;
- 4<sup>o</sup> de organisatie en de bevoegdheid van paritaire comités op lokaal vlak;
- 5<sup>o</sup> de voordeelen die aan de leden van de representatieve en van de erkende vakorganisaties worden toegekend.

**E) De grondregelen betreffende de organisatie van eventuele sociale diensten inzake :**

- 1<sup>o</sup> het algemeen kader van de opdrachten van de sociale diensten;
- 2<sup>o</sup> de werking, het bestuur en de controle;
- 3<sup>o</sup> de bepaling van de begunstigden;
- 4<sup>o</sup> de financiering.

**TEXTE SOUMIS A LA COMMISSION****TEKST VOORGELEGD AAN DE COMMISSIE**

F) *Les réglementations de base relatives aux matières suivantes en ce qui concerne le personnel statutaire:*

- 1° la détermination, la répartition, le classement et l'équivalence des grades, emplois ou fonctions;
- 2° l'appréciation professionnelle du personnel;
- 3° l'organisation d'un recours à l'encontre de décisions en matière disciplinaire, de nomination à titre définitif, d'appréciation professionnelle et de licenciement pour inaptitude professionnelle;
- 4° la carrière du personnel;
- 5° la procédure relative aux mesures d'ordre, y compris les mutations dans l'intérêt du service;
- 6° la réaffectation du personnel en excédent ou inapte;
- 7° l'interruption de carrière professionnelle;
- 8° la fixation du cadre du personnel;
- 9° la formation et le recyclage; la préparation aux épreuves de carrière;
- 10° les vêtements de travail;
- 11° l'accueil du personnel;
- 12° les horaires de travail;
- 13° la sécurité du personnel;
- 14° les conditions de travail;
- 15° les incompatibilités;
- 16° les missions à l'extérieur de l'entreprise publique en question;
- 17° les aptitudes physiques exigées;
- 18° l'organisation de la médecine du travail.

G) *Pour ce qui concerne le personnel contractuel :*

- 1° la nature ou les catégories de fonctions ouvertes au personnel contractuel;
- 2° les réglementations de base relatives aux droits et obligations du personnel contractuel.

**Art. 35**

§ 1<sup>er</sup>. Le conseil d'administration ou la délégation d'une organisation syndicale représentative siégeant dans la commission paritaire soumet chaque proposition portant fixation ou modification des réglementations de base du statut du personnel ou du statut syndical désignées conformément à l'article 34, § 2, à la commission paritaire.

§ 2. Le conseil d'administration est lié par toute réglementation arrêtée par la commission paritaire à la majorité des deux tiers des voix exprimées au sujet de matières qui font l'objet d'une proposition.

§ 3. A défaut d'une réglementation liant le conseil d'administration arrêtée par la commission paritaire dans un délai d'un mois après la communication de la proposition au président de la commission paritaire :

F) *De uitvoeringsreglementen betreffende de volgende aangelegenheden voor wat het statutair personeel aangaat :*

- 1° de bepaling, indeling, rangschikking en gelijkwaardigheid van de graden, ambten of functies;
- 2° de professionele beoordeling van het personeel;
- 3° de organisatie van het hoger beroep tegen beslissingen inzake tucht, benoeming in vast verband, professionele beoordeling en ontslag wegens professionele ongeschiktheid;
- 4° de loopbaan van het personeel;
- 5° de procedure inzake van ordemaatregelen, met inbegrip van overplaatsing in het belang van de dienst;
- 6° de tewerkstelling van overtollig of ongeschikt personeel;
- 7° de loopbaanonderbreking;
- 8° de vastlegging van het personeelskader;
- 9° de vorming en herscholing; de voorbereiding op de loopbaanproeven;
- 10° de arbeidskledij;
- 11° het onthaal van het personeel;
- 12° de arbeidsuren;
- 13° de veiligheid van het personeel;
- 14° de arbeidsvoorwaarden;
- 15° de onverenigbaarheden;
- 16° de opdrachten buiten het betrokken overheidsbedrijf;
- 17° de vereiste lichamelijke geschiktheid;
- 18° de organisatie van de arbeidsgeneeskunde.

G) *Wat de contractuele personeelsleden betreft :*

- 1° de aard en de categorieën van betrekkingen die openstaan voor het contractueel personeel;
- 2° de grondregelen betreffende de rechten en plichten van het contractueel personeel.

**Art. 35**

§ 1. De raad van bestuur of de delegatie van een representatieve vakorganisatie die in het paritair comité zetelt, legt elk voorstel tot vaststelling of wijziging van de overeenkomstig artikel 34, § 2, aangeduide grondregelen van het personeelsstatuut of van het syndicaal statuut voor aan het paritair comité.

§ 2. Elke regeling vastgesteld door het paritair comité met twee derde meerderheid van de uitgebrachte stemmen betreffende aangelegenheden die het voorwerp uitmaken van een voorstel is bindend voor de raad van bestuur.

§ 3. Bij ontstentenis van een voor de raad van bestuur bindende regeling vastgesteld door het paritair comité binnen een termijn van één maand nadat het voorstel is overgemaakt aan de voorzitter van het paritair comité:

**TEXTE ADOpte PAR LA COMMISSION**

F) *Les réglementations de base relatives aux matières suivantes en ce qui concerne le personnel statutaire:*

- 1° la détermination, la répartition, le classement et l'équivalence des grades, emplois ou fonctions;
- 2° l'appréciation professionnelle du personnel;
- 3° l'organisation d'un recours à l'encontre de décisions en matière disciplinaire, de nomination à titre définitif, d'appréciation professionnelle et de licenciement pour inaptitude professionnelle;
- 4° la carrière du personnel;
- 5° la procédure relative aux mesures d'ordre, y compris les mutations dans l'intérêt du service;
- 6° la réaffectation du personnel en excédent ou inapte;
- 7° l'interruption de carrière professionnelle;
- 8° la fixation du cadre du personnel;
- 9° la formation et le recyclage; la préparation aux épreuves de carrière;
- 10° les vêtements de travail;
- 11° l'accueil du personnel;
- 12° les horaires de travail;
- 13° la sécurité du personnel;
- 14° les conditions de travail;
- 15° les incompatibilités;
- 16° les missions à l'extérieur de l'entreprise publique en question;
- 17° les aptitudes physiques exigées;
- 18° l'organisation de la médecine du travail.

G) *Pour ce qui concerne le personnel contractuel :*

- 1° la nature ou les catégories de fonctions ouvertes au personnel contractuel;
- 2° les réglementations de base relatives aux droits et obligations du personnel contractuel.

**Art. 35**

§ 1<sup>er</sup>. Le conseil d'administration ou la délégation d'une organisation syndicale représentative siégeant dans la commission paritaire soumet chaque proposition portant fixation ou modification des réglementations de base du statut du personnel ou du statut syndical, désignées conformément à l'article 34,§ 2, à la commission paritaire.

§ 2. Le conseil d'administration est lié par toute réglementation arrêtée par la commission paritaire à la majorité des deux tiers des voix exprimées au sujet de matières qui font l'objet d'une proposition.

§ 3. A défaut d'une réglementation liant le conseil d'administration arrêtée par la commission paritaire dans un délai d'un mois après la communication de la proposition au président de la commission paritaire :

**TEKST AANGENOMEN DOOR DE COMMISSIE**

F) *De grondregelen betreffende de volgende aangelegenheden voor wat het statutair personeel aangaat :*

- 1° de bepaling, indeling, rangschikking en gelijkwaardigheid van de graden, ambten of functies;
- 2° de professionele beoordeling van het personeel;
- 3° de organisatie van het hoger beroep tegen beslissingen inzake tucht, benoeming in vast verband, professionele beoordeling en ontslag wegens professionele ongeschiktheid;
- 4° de loopbaan van het personeel;
- 5° de procedure inzake ordemaatregelen, met inbegrip van overplaatsing in het belang van de dienst;
- 6° de reffectie overtollig of ongeschikt personeel;
- 7° de loopaanonderbreking;
- 8° de vastlegging van het personeelskader;
- 9° de vorming en herscholing; de voorbereiding op de loopbaanproeven;
- 10° de arbeidskledij;
- 11° het onthaal van het personeel;
- 12° de arbeidsuren;
- 13° de veiligheid van het personeel;
- 14° de arbeidsvoorwaarden;
- 15° de onverenigbaarheden;
- 16° de opdrachten buiten het betrokken overheidsbedrijf;
- 17° de vereiste lichamelijke geschiktheid;
- 18° de organisatie van de arbeidsgeneeskunde.

G) *Wat de contractuele personeelsleden betreft :*

- 1° de aard en de categorieën van betrekkingen die openstaan voor het contractueel personeel;
- 2° de grondregelen betreffende de rechten en plichten van het contractueel personeel.

**Art. 35**

§ 1. De raad van bestuur of de delegatie van een representatieve vakorganisatie die in het paritair comité zetelt, legt elk voorstel tot vaststelling of wijziging van de overeenkomstig artikel 34,§ 2, aangeduide grondregelen van het personeelsstatuut of van het syndicaal statuut voor aan het paritair comité.

§ 2. Elke regeling vastgesteld door het paritair comité met twee derde meerderheid van de uitgebrachte stemmen betreffende aangelegenheden die het voorwerp uitmaken van een voorstel is bindend voor de raad van bestuur.

§ 3. Bij ontstentenis van een voor de raad van bestuur bindende regeling vastgesteld door het paritair comité binnen een termijn van één maand nadat het voorstel is overgezonden aan de voorzitter van het paritair comité:

## TEXTE SOUMIS A LA COMMISSION

1<sup>o</sup> le conseil d'administration ou la délégation d'une organisation syndicale représentative siégeant dans la commission paritaire peut soumettre la proposition à la Commission Entreprises publiques, au cas où la proposition vise à arrêter ou modifier l'une des réglementations de base visée, à l'article 34, § 2, subdivisions B, C, D et E, ou l'un des principes généraux des réglementations de base visées à la subdivision A;

2<sup>o</sup> le conseil d'administration peut décider sur la proposition à la majorité des deux tiers des voix exprimées, pour toutes les autres propositions.

Dans le cas visé au 1<sup>o</sup> de l'alinéa premier, le délai d'un mois est prorogé d'un délai supplémentaire d'un mois au cas où le conseil d'administration ou la délégation d'une organisation syndicale représentative siégeant dans la commission paritaire charge le président de la Commission Entreprises publiques d'une mission de conciliation préalable.

§ 4. En cas de recours visé au 1<sup>o</sup> de l'alinéa premier du § 3, le conseil d'administration est lié par toute réglementation arrêtée par la Commission Entreprises publiques à la majorité des deux tiers des voix exprimées au sujet de matières qui font l'objet de la proposition à l'origine du recours.

A défaut d'une réglementation liant le conseil d'administration dans un délai d'un mois après la communication du recours au président de la Commission Entreprises publiques, le conseil d'administration peut décider sur la proposition à la majorité des deux tiers des voix exprimées. Le commissaire du Gouvernement communique la décision au ministre dont relève l'entreprise publique autonome. Le ministre dispose d'un délai de huit jours francs pour annuler la décision. Ce délai court à partir du jour de la réunion à laquelle la décision a été prise, pour autant que le commissaire du Gouvernement y ait été régulièrement convoqué et, dans le cas contraire, à partir du jour où il en a reçu connaissance.

§ 5. Les §§ 3 et 4 ne sont pas applicables à la Société nationale des chemins de fer belges. Aucune modification ne pourra être apportée aux réglementations de base désignées conformément à l'article 34, § 2, sauf conformément à une réglementation liant le conseil d'administration arrêtée par la Commission paritaire nationale auprès de cette Société.

### Section V

*Emploi des langues;  
compétences spécifiques de la commission paritaire*

#### Art. 36

§ 1<sup>er</sup>. Les entreprises publiques autonomes, ainsi que leurs filiales qu'elles associent à la mise en oeuvre

## TEKST VOORGELEGD AAN DE COMMISSIE

1<sup>o</sup> kan de raad van bestuur of de delegatie van een representatieve vakorganisatie die in het paritair comité zetelt, het voorstel voorleggen aan het Comité Overheidsbedrijven, ingeval het voorstel strekt tot vaststelling of wijziging van één der grondregelen bedoeld in artikel 34, § 2, onderafdelingen B, C, D en E, of van een algemeen beginsel betreffende één van de grondregels bedoeld in onderafdeling A ;

2<sup>o</sup> kan de raad van bestuur over het voorstel beslissen met twee derde meerderheid van de uitgebrachte stemmen, voor elk ander voorstel.

In het in 1<sup>o</sup> van het eerste lid bedoelde geval wordt de termijn van één maand verlengd met een bijkomende termijn van één maand, ingeval de raad van bestuur of de delegatie van een representatieve vakorganisatie die zetelt in het paritair comité de voorzitter van het Comité Overheidsbedrijven belast met een voorafgaande bemiddelingsopdracht.

§ 4. In geval van beroep zoals bedoeld in § 3, eerste lid, 1<sup>o</sup>, is elke regeling vastgesteld door het Comité Overheidsbedrijven met twee derde meerderheid van de uitgebrachte stemmen betreffende aangelegenheden die het voorwerp uitmaken van een voorstel, dat aan de basis ligt van het beroep, bindend voor de raad van bestuur.

Bij ontstentenis van een voor de raad van bestuur bindende regeling binnen een termijn van één maand nadat het beroep is overgemaakt aan de voorzitter van het Comité Overheidsbedrijven, kan de raad van bestuur over het voorstel beslissen bij twee derde meerderheid van de uitgebrachte stemmen. De Regeringscommissaris deelt de beslissing mede aan de minister onder wie het autonoom overheidsbedrijf ressorteert. De minister kan binnen een termijn van acht vrije dagen de beslissing vernietigen. Deze termijn gaat in de dag van de vergadering waarop de beslissing werd genomen, voor zover de Regeringscommissaris daarop regelmatig was uitgenodigd, en, in het tegenovergestelde geval, de dag waarop hij van de beslissing kennis heeft gekregen.

§ 5. De §§ 3 en 4 zijn niet van toepassing op de Nationale Maatschappij der Belgische spoorwegen. Geen wijziging kan in de overeenkomstig artikel 34, § 2, aangeduide grondregelen worden aangebracht dan bij voor de raad van bestuur bindende regeling vastgesteld door de Nationale Paritaire Commissie bij deze Maatschappij.

### Afdeling V

*Gebruik der talen;  
bijzondere bevoegdheden van het paritair comité*

#### Art. 36

§ 1. De autonome overheidsbedrijven, alsmede hun dochterondernemingen die zij betrekken bij de uitvoe-

**TEXTE ADOPTÉ PAR LA COMMISSION**

1<sup>o</sup> le conseil d'administration ou la délégation d'une organisation syndicale représentative siégeant dans la commission paritaire peut soumettre la proposition à la Commission Entreprises publiques, au cas où la proposition vise à arrêter ou modifier l'une des réglementations de base visées, à l'article 34, § 2, subdivisions B, C, D et E, ou l'un des principes généraux des réglementations de base visées à la subdivision A;

2<sup>o</sup> le conseil d'administration peut décider sur la proposition à la majorité des deux tiers des voix exprimées, pour toutes les autres propositions.

Dans le cas visé au 1<sup>o</sup> de l'alinéa premier, le délai d'un mois est prorogé d'un délai supplémentaire d'un mois, au cas où le conseil d'administration ou la délégation d'une organisation syndicale représentative siégeant dans la commission paritaire charge le président de la Commission Entreprises publiques d'une mission de conciliation préalable.

§ 4. En cas de recours visé au 1<sup>o</sup> de l'alinéa premier du § 3, le conseil d'administration est lié par toute réglementation arrêtée par la Commission Entreprises publiques à la majorité des deux tiers des voix exprimées au sujet de matières qui font l'objet de la proposition à l'origine du recours.

A défaut d'une réglementation liant le conseil d'administration dans un délai d'un mois après la communication du recours au président de la Commission Entreprises publiques, le conseil d'administration peut décider sur la proposition à la majorité des deux tiers des voix exprimées. Le commissaire du Gouvernement communique la décision au ministre dont relève l'entreprise publique autonome. Le ministre dispose d'un délai de huit jours francs pour annuler la décision. Ce délai court à partir du jour de la réunion à laquelle la décision a été prise, pour autant que le commissaire du Gouvernement y ait été régulièrement convoqué et, dans le cas contraire, à partir du jour où il en a reçu connaissance.

§ 5. Les §§ 3 et 4 ne sont pas applicables à la Société nationale des chemins de fer belges. Aucune modification ne pourra être apportée aux réglementations de base désignées conformément à l'article 34, § 2, sauf conformément à une réglementation liant le conseil d'administration, arrêtée par la Commission paritaire nationale auprès de cette Société.

**Section V**

*Emploi des langues;  
compétences spécifiques de la commission paritaire*

**Art. 36**

§ 1<sup>er</sup>. Les entreprises publiques autonomes, ainsi que leurs filiales qu'elles associent à la mise en oeuvre

**TEKST AANGENOMEN DOOR DE COMMISSIE**

1<sup>o</sup> kan de raad van bestuur of de delegatie van een representatieve vakorganisatie die in het paritair comité zetelt, het voorstel voorleggen aan het Comité Overheidsbedrijven, ingeval het voorstel strekt tot vaststelling of wijziging van één der grondregelen bedoeld in artikel 34, § 2, onderafdelingen B, C, D en E, of van een algemeen beginsel betreffende één van de grondregels bedoeld in onderafdeling A;

2<sup>o</sup> kan de raad van bestuur over het voorstel beslissen met twee derde meerderheid van de uitgebrachte stemmen, voor elk ander voorstel.

In het in 1<sup>o</sup> van het eerste lid bedoelde geval wordt de termijn van één maand verlengd met een bijkomende termijn van één maand, ingeval de raad van bestuur of de delegatie van een representatieve vakorganisatie, die zetelt in het paritair comité, de voorzitter van het Comité Overheidsbedrijven belast met een voorafgaande bemiddelingsopdracht.

§ 4. In geval van beroep zoals bedoeld in § 3, eerste lid, 1<sup>o</sup>, is elke regeling vastgesteld door het Comité Overheidsbedrijven met twee derde meerderheid van de uitgebrachte stemmen betreffende aangelegenheden die het voorwerp uitmaken van een voorstel, dat aan de basis ligt van het beroep, bindend voor de raad van bestuur.

Bij ontstentenis van een voor de raad van bestuur bindende regeling binnen een termijn van één maand nadat het beroep is overgezonden aan de voorzitter van het Comité Overheidsbedrijven, kan de raad van bestuur over het voorstel beslissen bij twee derde meerderheid van de uitgebrachte stemmen. De Regeringscommissaris deelt de beslissing mede aan de minister onder wie het autonoom overheidsbedrijf ressorteert. De minister kan binnen een termijn van acht vrije dagen de beslissing vernietigen. Deze termijn gaat in op de dag van de vergadering waarop de beslissing werd genomen, voor zover de Regeringscommissaris daarop regelmatig was uitgenodigd, en, in het tegenovergestelde geval, de dag waarop hij van de beslissing kennis heeft gekregen.

§ 5. De §§ 3 en 4 zijn niet van toepassing op de Nationale Maatschappij der Belgische spoorwegen. Geen wijziging kan in de overeenkomstig artikel 34, § 2, aangeduid grondregelen worden aangebracht dan bij voor de raad van bestuur bindende regeling vastgesteld door de Nationale Paritaire Commissie bij deze Maatschappij.

**Afdeling V**

*Gebruik der talen;  
bijzondere bevoegdheden van het paritair comité*

**Art. 36**

§ 1. De autonome overheidsbedrijven, alsmede hun dochterondernemingen die zij betrekken bij de uitvoe-

**TEXTE SOUMIS A LA COMMISSION**

de leurs tâches de service public et dans lesquelles la participation des autorités publiques dépasse 50 %, sont soumises aux dispositions des lois sur l'emploi des langues en matière administrative, coordonnées le 18 juillet 1966.

§ 2. Les entreprises publiques autonomes sont soumises à la loi du 10 juin 1952 concernant la santé et la sécurité des travailleurs, ainsi que la salubrité du travail et des lieux de travail, étant entendu que la commission paritaire exerce les tâches et est dotée des compétences du comité de sécurité, d'hygiène et d'embellissement des lieux de travail. La commission paritaire organise les tâches et les attributions des organes de sécurité, d'hygiène et d'embellissement, conformément aux dispositions du Règlement général pour la protection du travail.

§ 3. Le conseil d'administration de chaque entreprise publique autonome communique à la commission paritaire les informations économiques et financières visées à l'article 15, premier alinéa, littéra b, et deuxième alinéa, de la loi du 20 septembre 1948 portant organisation de l'économie. L'article 15bis de la loi du 20 septembre 1948 susvisée est applicable aux entreprises publiques autonomes. L'article 30 de la loi du 20 septembre 1948 est applicable aux membres de la commission paritaire et leurs suppléants.

**CHAPITRE IX****Transformation en société anonyme de droit public****Section I<sup>e</sup>***La transformation***Art. 37**

Les entreprises publiques autonomes peuvent adopter la forme de société anonyme de droit public. Dans ce cas, l'entreprise publique concernée est soumise aux dispositions légales et réglementaires de droit commercial qui sont applicables aux sociétés anonymes pour tout ce qui n'est pas expressément autrement prévu par ou en vertu du présent Titre ou par ou en vertu d'une loi spécifique quelconque.

**Art. 38**

§ 1<sup>er</sup>. La décision de transformation en société anonyme de droit public est prise par le conseil d'administration.

Le conseil justifie sa décision dans un rapport.

A ce rapport est joint un état résumant l'actif et le passif, arrêté à une date ne remontant pas à plus de

**TEKST VOORGELEGD AAN DE COMMISSIE**

ring van hun taken van openbare dienst en waarin het belang van de overheid in het kapitaal meer dan 50 % bedraagt, zijn onderworpen aan de bepalingen van de wetten op het gebruik van de talen in bestuurszaken, gecoördineerd op 18 juli 1966.

§ 2. De autonome overheidsbedrijven zijn onderworpen aan de wet van 10 juni 1952 betreffende de gezondheid en de veiligheid van de werknemers, alsmede de salubriteit van het werk en van de werkplaatsen, met dien verstande dat het paritair comité de taken uitvoert en de bevoegdheden heeft van het comité voor veiligheid, gezondheid en verfraaiing der werkplaatsen. Het paritair comité bepaalt de taken en de bevoegdheden van de verschillende organen van veiligheid, gezondheid en verfraaiing overeenkomstig het Algemeen Reglement op de arbeidsbescherming.

§ 3. De raad van bestuur van elk autonoom overheidsbedrijf verstrekkt aan het paritair comité de economische en financiële inlichtingen bedoeld in artikel 15, eerste lid, littera b, en tweede lid, van de wet van 20 september 1948 houdende organisatie van het bedrijfsleven. Artikel 15bis van bedoelde wet van 20 september 1948 is van toepassing op de autonome overheidsbedrijven. Artikel 30 van de wet van 20 september 1948 is van toepassing op de leden van het paritair comité en hun plaatsvervangers.

**HOOFDSTUK IX****Omvzetting in naamloze vennootschap van publiek recht****Afdeling I***De omzetting***Art. 37**

De autonome overheidsbedrijven kunnen de vorm van naamloze vennootschap van publiek recht aannehmen. In dat geval is het betrokken overheidsbedrijf, voor al wat niet uitdrukkelijk anders is geregeld door of krachtens deze Titel of door of krachtens enige specifieke wet, onderworpen aan de wettelijke en reglementaire handelsrechtelijke bepalingen die van toepassing zijn op de naamloze vennootschappen.

**Art. 38**

§ 1. De raad van bestuur beslist tot de omzetting in naamloze vennootschap van publiek recht.

De raad licht zijn beslissing toe in een verslag.

Bij dit verslag wordt een staat van activa en passiva gevoegd, die niet meer dan drie maanden voordien is

**TEXTE ADOpte PAR LA COMMISSION**

de leurs tâches de service public et dans lesquelles la participation des autorités publiques dépasse 50 %, sont soumises aux dispositions des lois sur l'emploi des langues en matière administrative, coordonnées le 18 juillet 1966.

§ 2. Les entreprises publiques autonomes sont soumises à la loi du 10 juin 1952 concernant la santé et la sécurité des travailleurs, ainsi que la salubrité du travail et des lieux de travail, étant entendu que la commission paritaire exerce les tâches et est dotée des compétences du comité de sécurité, d'hygiène et d'embellissement des lieux de travail. La commission paritaire organise les tâches et les attributions des organes de sécurité, d'hygiène et d'embellissement, conformément aux dispositions du Règlement général pour la protection du travail.

§ 3. Le conseil d'administration de chaque entreprise publique autonome communique à la commission paritaire les informations économiques et financières visées à l'article 15, premier alinéa, littéra b, et deuxième alinéa, de la loi du 20 septembre 1948 portant organisation de l'économie. L'article 15bis de la loi du 20 septembre 1948 susvisée est applicable aux entreprises publiques autonomes. L'article 30 de la même loi est applicable aux membres de la commission paritaire et leurs suppléants.

**CHAPITRE IX****Transformation en société anonyme  
de droit public****Section I<sup>e</sup>***La transformation***Art. 37**

Les entreprises publiques autonomes peuvent adopter la forme de société anonyme de droit public. Dans ce cas, l'entreprise publique concernée est soumise aux dispositions légales et réglementaires de droit commercial qui sont applicables aux sociétés anonymes pour tout ce qui n'est pas expressément autrement prévu par ou en vertu du présent Titre ou par ou en vertu d'une loi spécifique quelconque.

**Art. 38**

§ 1<sup>er</sup>. La décision de transformation en société anonyme de droit public est prise par le conseil d'administration.

Le conseil justifie sa décision dans un rapport.

A ce rapport est joint un état résumant l'actif et le passif, arrêté à une date ne remontant pas à plus de

**TEKST AANGENOMEN DOOR DE COMMISSIE**

ring van hun taken van openbare dienst en waarin het belang van de overheid in het kapitaal meer dan 50 % bedraagt, zijn onderworpen aan de bepalingen van de wetten op het gebruik van de talen in bestuurszaken, gecoördineerd op 18 juli 1966.

§ 2. De autonome overheidsbedrijven zijn onderworpen aan de wet van 10 juni 1952 betreffende de gezondheid en de veiligheid van de werknemers, alsmede de salubriteit van het werk en van de werkplaatsen, met dien verstande dat het paritair comité de taken uitvoert en de bevoegdheden heeft van het comité voor veiligheid, gezondheid en verfraaiing der werkplaatsen. Het paritair comité bepaalt de taken en de bevoegdheden van de verschillende organen van veiligheid, gezondheid en verfraaiing, overeenkomstig het Algemeen Reglement op de arbeidsbescherming.

§ 3. De raad van bestuur van elk autonoom overheidsbedrijf verstrekt aan het paritair comité de economische en financiële inlichtingen bedoeld in artikel 15, eerste lid, littera b, en tweede lid, van de wet van 20 september 1948 houdende organisatie van het bedrijfsleven. Artikel 15bis van bedoelde wet van 20 september 1948 is van toepassing op de autonome overheidsbedrijven. Artikel 30 van dezelfde wet is van toepassing op de leden van het paritair comité en hun plaatsvervangers.

**HOOFDSTUK IX****Omvzetting in naamloze vennootschap van  
publiek recht****Afdeling I***De omzetting***Art. 37**

De autonome overheidsbedrijven kunnen de vorm van naamloze vennootschap van publiek recht aannehmen. In dat geval is het betrokken overheidsbedrijf, voor al wat niet uitdrukkelijk anders is geregeld door of krachtens deze Titel of door of krachtens enige specifieke wet, onderworpen aan de wettelijke en reglementaire handelsrechtelijke bepalingen die van toepassing zijn op de naamloze vennootschappen.

**Art. 38**

§ 1. De raad van bestuur beslist tot de omzetting in naamloze vennootschap van publiek recht.

De raad licht zijn beslissing toe in een verslag.

Bij dit verslag wordt een samenvattende staat van activa en passiva gevoegd, die niet meer dan drie

**TEXTE SOUMIS A LA COMMISSION**

trois mois et indiquant le montant du capital social après la transformation. Ce montant ne peut être supérieur à l'actif net tel qu'il résulte de l'état précité. Un réviseur d'entreprises désigné par le ministre dont relève l'entreprise publique fait rapport sur cet état et indique notamment s'il traduit d'une manière complète, fidèle et correcte la situation de l'entreprise publique.

§ 2. Les statuts de l'entreprise publique sous sa forme nouvelle sont établis par le conseil d'administration.

§ 3. La transformation ne produit ses effets qu'après l'approbation par le Roi, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, de la décision de transformation et des statuts.

§ 4. Les articles 170 et 171, alinéa 1<sup>er</sup>, des lois coordonnées sur les sociétés commerciales, sont applicables par analogie à la transformation.

§ 5. Le cas échéant, l'article 118 du Code des impôts sur les revenus n'est pas applicable à la transformation. Par dérogation à l'article 115 du Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe, la transformation est exemptée du droit d'enregistrement proportionnel.

§ 6. Le directeur général de l'Administration de la taxe sur la valeur ajoutée, de l'enregistrement et des domaines, ou son délégué, a qualité pour conférer l'authenticité à l'acte de transformation et aux statuts.

§ 7. Par dérogation au § 1<sup>er</sup>, premier alinéa, et au § 3, le Roi peut, dans l'arrêté portant approbation du premier contrat de gestion, décider de la transformation sous les conditions et avec les statuts qu'il détermine. Les §§ 1<sup>er</sup>, troisième alinéa, 4, 5 et 6 sont applicables à une telle transformation. Les conclusions du réviseur visé au § 1<sup>er</sup>, troisième alinéa, sont reprises dans le rapport au Roi.

Le Roi applique les dispositions de l'alinéa précédent à la Société nationale des chemins de fer belges dans l'arrêté classant ladite Société parmi les entreprises publiques autonomes.

**Section II***Les actions**Art. 39*

§ 1<sup>er</sup>. Toutes les actions émises à l'occasion de la transformation en société anonyme de droit public sont attribuées à l'Etat.

Le premier alinéa n'est pas applicable aux actions émises par la Société nationale des chemins de fer belges qui ne représentent pas la participation de l'Etat.

**TEKST VOORGELEGD AAN DE COMMISSIE**

vastgesteld en waarin het bedrag van het maatschappelijk kapitaal na de omzetting wordt aangegeven. Dit bedrag mag niet hoger zijn dan de uit voornoemde staat blijkende netto activa. Een bedrijfsrevisor aangewezen door de minister onder wie het overheidsbedrijf ressorteert, brengt verslag uit over die staat en vermeldt inzonderheid of daarin de toestand van het overheidsbedrijf op volledige, getrouwe en juiste wijze is weergegeven.

§ 2. De raad van bestuur stelt de statuten vast van het overheidsbedrijf in zijn nieuwe vorm.

§ 3. De omzetting heeft slechts uitwerking na goedkeuring door de Koning, bij in Ministerraad overlegd besluit, van de omzettingsbeslissing en de statuten.

§ 4. De artikelen 170 en 171, eerste lid, van de gecoordineerde wetten op de handelsgenootschappen, zijn van overeenkomstige toepassing op de omzetting.

§ 5. In voorkomend geval is artikel 118 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen niet van toepassing op de omzetting. In afwijking van artikel 115 van het Wetboek der registratie-, hypotheken- en griffierechten is de omzetting vrijgesteld van het evenredig registratierecht.

§ 6. De directeur-generaal van de Administratie van de belasting over de toegevoegde waarde, registratie en domeinen of zijn gemachtigde is bevoegd om authenticiteit te verlenen aan de akte van omzetting en de statuten.

§ 7. In afwijking van § 1, eerste lid, en § 3 kan de Koning in het besluit tot goedkeuring van het eerste beheerscontract tot de omzetting beslissen, onder de voorwaarden en met de statuten die Hij bepaalt. De §§ 1, derde lid, 4, 5 en 6 zijn van toepassing op een dergelijke omzetting. De conclusies van de in § 1, derde lid, bedoelde revisor worden opgenomen in het verslag aan de Koning.

De Koning past het in het eerste lid bepaalde toe op de Nationale Maatschappij der Belgische spoorwegen in het besluit waarbij bedoelde Maatschappij wordt ingedeeld onder de autonome overheidsbedrijven.

**Afdeling II***De aandelen**Art. 39*

§ 1. Alle aandelen die ter gelegenheid van de omzetting in naamloze vennootschap van publiek recht worden uitgegeven, worden toegekend aan de Staat.

Het eerste lid is niet van toepassing op de aandelen uitgegeven door de Nationale Maatschappij der Belgische spoorwegen die niet het belang van de Staat vertegenwoordigen.

**TEXTE ADOpte PAR LA COMMISSION**

trois mois et indiquant le montant du capital social après la transformation. Ce montant ne peut être supérieur à l'actif net, tel qu'il résulte de l'état précité. Un réviseur d'entreprises, désigné par le ministre dont relève l'entreprise publique, fait rapport sur cet état et indique notamment s'il traduit d'une manière complète, fidèle et correcte la situation de l'entreprise publique.

§ 2. Les statuts de l'entreprise publique sous sa forme nouvelle sont établis par le conseil d'administration.

§ 3. La transformation ne produit ses effets qu'après l'approbation par le Roi, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, de la décision de transformation et des statuts.

§ 4. Les articles 170 et 171, alinéa 1<sup>er</sup>, des lois coordonnées sur les sociétés commerciales sont applicables par analogie à la transformation.

§ 5. Le cas échéant, l'article 118 du Code des impôts sur les revenus n'est pas applicable à la transformation. Par dérogation à l'article 115 du Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe, la transformation est exemptée du droit d'enregistrement proportionnel.

§ 6. Le directeur général de l'Administration de la taxe sur la valeur ajoutée, de l'enregistrement et des domaines, ou son délégué, a qualité pour conférer l'authenticité à l'acte de transformation et aux statuts.

§ 7. Par dérogation au §1<sup>er</sup>, premier alinéa, et au § 3, le Roi peut, dans l'arrêté portant approbation du premier contrat de gestion, décider de la transformation sous les conditions et avec les statuts qu'il détermine. Les §§ 1<sup>er</sup>, troisième alinéa, 4, 5 et 6 sont applicables à une telle transformation. Les conclusions du réviseur visé au § 1<sup>er</sup>, troisième alinéa, sont reprises dans le rapport au Roi.

Le Roi applique les dispositions de l'alinéa précédent à la Société nationale des chemins de fer belges dans l'arrêté classant ladite Société parmi les entreprises publiques autonomes.

**Section II***Les actions*

Art. 39

§ 1<sup>er</sup>. Toutes les actions émises à l'occasion de la transformation en société anonyme de droit public sont attribuées à l'Etat.

Le premier alinéa n'est pas applicable aux actions émises par la Société nationale des chemins de fer belges qui ne représentent pas la participation de l'Etat.

**TEKST AANGENOMEN DOOR DE COMMISSIE**

maanden voordien is vastgesteld en waarin het bedrag van het maatschappelijk kapitaal na de omzetting wordt aangegeven. Dit bedrag mag niet hoger zijn dan de uit vooroemde staat blijkende netto activa. Een bedrijfsrevisor aangewezen door de minister onder wie het overheidsbedrijf ressorteert, brengt verslag uit over die staat en vermeldt inzonderheid of daarin de toestand van het overheidsbedrijf op volledige, getrouwe en juiste wijze is weergegeven.

§ 2. De raad van bestuur stelt de statuten vast van het overheidsbedrijf in zijn nieuwe vorm.

§ 3. De omzetting heeft slechts uitwerking na goedkeuring door de Koning, bij een in Ministerraad overlegd besluit, van de omzettingsbeslissing en de statuten.

§ 4. De artikelen 170 en 171, eerste lid, van de gecoordineerde wetten op de handelsvennootschappen, zijn van overeenkomstige toepassing op de omzetting.

§ 5. In voorkomend geval is artikel 118 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen niet van toepassing op de omzetting. In afwijking van artikel 115 van het Wetboek der registratie-, hypothek- en griffierechten is de omzetting vrijgesteld van het evenredig registratierecht.

§ 6. De directeur-generaal van de Administratie van de belasting over de toegevoegde waarde, registratie en domeinen of zijn gemachtigde is bevoegd om authenticiteit te verlenen aan de akte van omzetting en de statuten.

§ 7. In afwijking van § 1, eerste lid, en § 3 kan de Koning in het besluit tot goedkeuring van het eerste beheerscontract tot de omzetting beslissen, onder de voorwaarden en met de statuten die Hij bepaalt. De §§ 1, derde lid, 4, 5 en 6 zijn van toepassing op een dergelijke omzetting. De conclusies van de in § 1, derde lid, bedoelde revisor worden opgenomen in het verslag aan de Koning.

De Koning past het in het eerste lid bepaalde toe op de Nationale Maatschappij der Belgische spoorwegen in het besluit waarbij bedoelde Maatschappij wordt ingedeeld onder de autonome overheidsbedrijven.

**Afdeling II***De aandelen*

Art. 39

§ 1. Alle aandelen die ter gelegenheid van de omzetting in naamloze vennootschap van publiek recht worden uitgegeven, worden toegekend aan de Staat.

Het eerste lid is niet van toepassing op de aandelen uitgegeven door de Nationale Maatschappij der Belgische spoorwegen die niet het belang van de Staat vertegenwoordigen.

**TEXTE SOUMIS A LA COMMISSION**

L'Etat ne peut céder les actions qui lui sont attribuées à l'occasion de la transformation qu'aux autorités publiques désignées par le Roi, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, sous les conditions qu'il détermine et, au maximum, à concurrence de la moitié.

§ 2. Les actions attribuées à l'Etat à l'occasion de la transformation, de même que les actions souscrites par une autorité publique à l'occasion d'une augmentation de capital sont nominatives.

§ 3. De nouvelles actions ou obligations convertibles ou avec droit de souscription ne peuvent être souscrites par des personnes autres que les autorités publiques si, suite à une telle souscription, la participation directe des autorités publiques dans le capital au moment de la souscription n'excédait plus 50 %.

§ 4. Toute cession par une autorité publique, autre que l'Etat, d'actions représentatives du capital est notifiée par l'autorité publique concernée à l'entreprise publique autonome. Une telle cession suite à laquelle la participation directe des autorités publiques n'excéderait plus 50 % est nulle de plein droit à défaut de porter cette participation au-delà de 50 % dans un délai de trois mois de ladite cession par une augmentation de capital entièrement ou partiellement souscrite par les autorités publiques.

§ 5. Les titres détenus par les autorités publiques donnent droit, dans leur ensemble, à 75 % au moins du nombre de voix attachées à l'ensemble des titres. Les droits de vote des autres actionnaires sont réduits proportionnellement.

**Art. 40**

§ 1<sup>er</sup>. Toute émission de nouvelles actions ou d'obligations convertibles ou avec droit de souscription est soumise à l'autorisation préalable du Roi, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres.

§ 2. Par dérogation à l'article 34bis, § 1<sup>er</sup>, premier alinéa, des lois coordonnées sur les sociétés commerciales, les actions à souscrire en espèces sont offertes par préférence à l'Etat, puis aux autres autorités publiques désignées dans l'arrêté visé au § 1<sup>er</sup>, et enfin, sans préjudice du § 3, aux autres actionnaires qui exerceraient alors leur droit de préférence conformément audit article.

§ 3. En cas de souscription d'actions visées au § 2 par des personnes autres que les autorités publiques, une partie de l'émission est offerte par préférence aux membres du personnel de l'entreprise publique émettrice.

**TEKST VOORGELEGD AAN DE COMMISSIE**

De Staat kan de aandelen die hem ter gelegenheid van de omzetting worden toegekend, slechts overdragen aan de overheden aangewezen door de Koning, bij in Ministerraad overlegd besluit, en onder de voorwaarden die Hij bepaalt, en ten belope van ten hoogste de helft.

§ 2. De aandelen die aan de Staat ter gelegenheid van de omzetting worden toegekend, of waarop een overheid, ter gelegenheid van een kapitaalverhoging, inschrijft, zijn op naam.

§ 3. Geen nieuwe aandelen of converteerbare obligaties of obligaties met inschrijvingsrecht kunnen worden geplaatst bij personen andere dan een overheid, indien hierdoor het rechtstreeks belang van de overheid in het kapitaal op het ogenblik van de plaatsing niet langer meer dan 50 % zou bedragen.

§ 4. Elke overdracht door een overheid, andere dan de Staat, van aandelen die het kapitaal vertegenwoordigen wordt door de betrokken overheid betekend aan het autonoom overheidsbedrijf. Elke dergelijke overdracht, waardoor het rechtstreeks belang van de overheid in dat kapitaal niet langer meer dan 50 % bedraagt, is van rechtswege nietig indien, binnen een termijn van drie maanden na de overdracht, het belang van de overheid, door middel van een kapitaalverhoging geheel of gedeeltelijk geplaatst bij de overheid, niet boven de 50 % wordt gebracht.

§ 5. De effecten in het bezit van de overheid geven, tezamen, van rechtswege recht op ten minste 75 % van het aantal stemmen verbonden aan de effecten in hun geheel. De stemrechten van de andere aandeelhouders worden *pro rata* verminderd.

**Art. 40**

§ 1. Elke uitgifte van nieuwe aandelen of van converteerbare obligaties of obligaties met inschrijvingsrecht, moet vooraf door de Koning worden gemachtigd, bij in Ministerraad overlegd besluit.

§ 2. In afwijking van artikel 34bis, § 1, eerste lid, van de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen, worden de aandelen waarop in geld wordt ingeschreven eerst aangeboden aan de Staat, vervolgens aan andere overheden aangeduid in het in § 1 bedoelde besluit en tenslotte, onverminderd het bepaalde in § 3, aan de andere aandeelhouders die alsdan gebruik zouden maken van hun voorkeurrecht overeenkomstig bedoeld artikel.

§ 3. Ingeval van plaatsing van in § 2 bedoelde aandelen bij personen andere dan de overheid, wordt een gedeelte van de uitgifte eerst aangeboden aan de personeelsleden van het uitgevende overheidsbedrijf.

**TEXTE ADOPTE PAR LA COMMISSION**

L'Etat ne peut céder les actions qui lui sont attribuées à l'occasion de la transformation qu'aux autorités publiques désignées par le Roi, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, sous les conditions qu'il détermine et, au maximum, à concurrence de la moitié.

§ 2. Les actions attribuées à l'Etat à l'occasion de la transformation, de même que les actions souscrites par une autorité publique à l'occasion d'une augmentation de capital, sont nominatives.

§ 3. De nouvelles actions ou obligations convertibles ou avec droit de souscription ne peuvent être souscrites par des personnes autres que les autorités publiques si, suite à une telle souscription, la participation directe des autorités publiques dans le capital, au moment de la souscription, n'excédait plus 50 %.

§ 4. Toute cession par une autorité publique, autre que l'Etat, d'actions représentatives du capital est notifiée par l'autorité publique concernée à l'entreprise publique autonome. Une telle cession suite à laquelle la participation directe des autorités publiques n'excéderait plus 50 % est nulle de plein droit, à défaut de porter cette participation au-delà de 50 % dans un délai de trois mois de ladite cession par une augmentation de capital entièrement ou partiellement souscrite par les autorités publiques.

§ 5. Les titres détenus par les autorités publiques donnent droit, dans leur ensemble, de plein droit à plus de 75 % des voix et des mandats dans tous les organes de l'entreprise publique autonome. Les droits de vote et mandats des autres actionnaires sont réduits proportionnellement.

**Art. 40**

§ 1<sup>er</sup>. Toute émission de nouvelles actions ou d'obligations convertibles ou avec droit de souscription est soumise à l'autorisation préalable du Roi, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres.

§ 2. Par dérogation à l'article 34bis, § 1<sup>er</sup>, premier alinéa, des lois coordonnées sur les sociétés commerciales, les actions à souscrire en espèces sont offertes par préférence à l'Etat, puis aux autres autorités publiques désignées dans l'arrêté visé au § 1<sup>er</sup>, et enfin, sans préjudice du § 3, aux autres actionnaires qui exerceraient alors leur droit de préférence conformément audit article.

§ 3. En cas de souscription d'actions visées au § 2 par des personnes autres que les autorités publiques, une partie de l'émission est offerte par préférence aux membres du personnel de l'entreprise publique émettrice.

**TEKST AANGENOMEN DOOR DE COMMISSIE**

De Staat kan de aandelen die hem ter gelegenheid van de omzetting worden toegekend, slechts overdragen aan de overheden aangewezen door de Koning, bij een in Ministerraad overlegd besluit, en onder de voorwaarden die Hij bepaalt, en ten belope van ten hoogste de helft.

§ 2. De aandelen die aan de Staat ter gelegenheid van de omzetting worden toegekend, of waarop een overheid, ter gelegenheid van een kapitaalverhoging, inschrijft, zijn op naam.

§ 3. Geen nieuwe aandelen of converteerbare obligaties of obligaties met inschrijvingsrecht kunnen worden geplaatst bij personen andere dan een overheid, indien hierdoor het rechtstreeks belang van de overheid in het kapitaal, op het ogenblik van de plaatsing, niet langer meer dan 50 % zou bedragen.

§ 4. Elke overdracht door een overheid, andere dan de Staat, van aandelen die het kapitaal vertegenwoordigen, wordt door de betrokken overheid bekend aan het autonoom overheidsbedrijf. Elke dergelijke overdracht, waardoor het rechtstreeks belang van de overheid in dat kapitaal niet langer meer dan 50 % bedraagt, is van rechtswege nietig indien, binnen een termijn van drie maanden na de overdracht, het belang van de overheid, door middel van een kapitaalverhoging geheel of gedeeltelijk geplaatst bij de overheid, niet boven de 50 % wordt gebracht.

§ 5. De effecten in het bezit van de overheid geven, tezamen, van rechtswege recht op meer dan 75 % van de stemmen en mandaten in alle organen van het autonome overheidsbedrijf. De stemrechten en mandaten van de andere aandeelhouders worden *pro rata* verminderd.

**Art. 40**

§ 1. Elke uitgifte van nieuwe aandelen of converteerbare obligaties of obligaties met inschrijvingsrecht, moet vooraf door de Koning worden gemachtigd, bij een in Ministerraad overlegd besluit.

§ 2. In afwijking van artikel 34bis, § 1, eerste lid, van de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen, worden de aandelen waarop in geld wordt ingeschreven eerst aangeboden aan de Staat, vervolgens aan andere overheden aangeduid in het in § 1 bedoelde besluit en tenslotte, onverminderd het bepaalde in § 3, aan de andere aandeelhouders die alsdan gebruik zouden maken van hun voorkeurrecht overeenkomstig bedoeld artikel.

§ 3. Ingeval van plaatsing van in § 2 bedoelde aandelen bij personen andere dan de overheid, wordt een gedeelte van de uitgifte bij voorkeur aangeboden aan de personeelsleden van het uitgevende overheidsbedrijf.

**TEXTE SOUMIS A LA COMMISSION**

Les membres du personnel exercent leur droit préférentiel de souscription avant les autres actionnaires. Ce droit préférentiel n'est pas négociable.

Les actions souscrites par des membres du personnel en vertu du présent article en limitant le droit de préférence des actionnaires autres que l'Etat sont privées du droit de vote, sauf dans le cas visé par l'article 71 des lois coordonnées sur les sociétés commerciales.

Le Roi détermine dans l'arrêté visé au § 1<sup>er</sup> :

1<sup>o</sup> la partie de l'émission qui sera offerte aux membres du personnel;

2<sup>o</sup> les modalités d'exercice du droit préférentiel de souscription des membres du personnel;

3<sup>o</sup> les modalités de l'émission d'actions sans droit de vote.

**Section III***Dispositions diverses***Art. 41**

§ 1<sup>er</sup>. Les articles 13ter, alinéa 1<sup>er</sup>, 4<sup>o</sup>, 75, deuxième alinéa, 76 et 104bis, deuxième alinéa, des lois coordonnées sur les sociétés commerciales, ne sont pas applicables aux entreprises publiques autonomes qui ont la forme de société anonyme de droit public.

§ 2. Le ministre dont relève l'entreprise publique, ou son délégué, représente l'Etat à l'assemblée générale.

§ 3. Tous les actes, factures, annonces, publications, correspondance, lettres de commande et autres documents émanant de l'entreprise publique portent la mention « société anonyme de droit public ».

§ 4. Toute modification aux statuts ne produit ses effets qu'après approbation par le Roi, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres.

§ 5. La dissolution d'une entreprise publique autonome qui a adopté la forme de société anonyme de droit public ne peut être prononcée que par ou en vertu d'une loi. La loi règle le mode et les conditions de la liquidation.

**Art. 42**

Pour l'application de l'article 13 et du Chapitre IX du présent Titre, il y a lieu d'entendre par « autorité publique » :

1<sup>o</sup> l'Etat;

2<sup>o</sup> les organismes d'intérêt public soumis à la loi du 16 mars 1954 qui relèvent exclusivement du Gouvernement national;

**TEKST VOORGELEGD AAN DE COMMISSIE**

De personeelsleden oefenen hun voorkeurrecht tot inschrijving uit voor de aandeelhouders. Dit voorkeurrecht is niet verhandelbaar.

De aandelen waarop personeelsleden inschrijven krachtens dit artikel met inkorting van het voorrecht van aandeelhouders andere dan de Staat geven geen stemrecht, behoudens het geval bedoeld in artikel 71 van de gecoördineerde wetten op de handelsgenootschappen.

De Koning bepaalt in het in § 1 bedoelde besluit:

1<sup>o</sup> het gedeelte van de uitgifte dat aan de personeelsleden zal worden aangeboden;

2<sup>o</sup> de modaliteiten volgens welke de personeelsleden hun voorkeurrecht tot inschrijving uitoefenen;

3<sup>o</sup> de voorwaarden van de uitgifte van aandelen zonder stemrecht.

**Afdeling III***Diverse bepalingen***Art. 41**

§ 1. De artikelen 13ter, eerste lid, 4<sup>o</sup>, 75, tweede lid, 76 en 104bis, tweede lid, van de gecoördineerde wetten op de handelsgenootschappen, zijn niet van toepassing op de autonome overheidsbedrijven die de vorm van naamloze vennootschap van publiek recht hebben.

§ 2. De minister onder wie het overheidsbedrijf ressorteert, of zijn afgevaardigde, vertegenwoordigt de Staat op de algemene vergadering.

§ 3. Alle akten, facturen, aankondigingen, bekendmakingen, brieven, orders en andere stukken uitgaande van het overheidsbedrijf dragen de vermelding « naamloze vennootschap van publiek recht ».

§ 4. Een statutenwijziging heeft slechts uitwerking na haar goedkeuring door de Koning, bij in Ministerraad overlegd besluit.

§ 5. Tot de ontbinding van een autonoom overheidsbedrijf dat de vorm van naamloze vennootschap van publiek recht heeft aangenomen kan slechts worden beslist bij of krachtens wet. De wet regelt de wijze en de voorwaarden van de vereffening.

**Art. 42**

Voor toepassing van artikel 13 en Hoofdstuk IX van deze Titel moet onder « overheid » worden verstaan:

1<sup>o</sup> de Staat;

2<sup>o</sup> de organismen van openbaar nut onderworpen aan de wet van 16 maart 1954, die ressorteren onder de exclusieve bevoegdheid van de nationale Regering;

**TEXTE ADOPTÉ PAR LA COMMISSION**

Les membres du personnel exercent leur droit préférentiel de souscription avant les autres actionnaires. Ce droit préférentiel n'est pas négociable.

Les actions souscrites par des membres du personnel, en vertu du présent article, en limitant le droit de préférence des actionnaires autres que l'Etat, sont privées du droit de vote, sauf dans le cas visé à l'article 71 des lois coordonnées sur les sociétés commerciales.

Le Roi détermine dans l'arrêté visé au § 1<sup>er</sup> :

- 1<sup>o</sup> la partie de l'émission qui sera offerte aux membres du personnel;
- 2<sup>o</sup> les modalités d'exercice du droit préférentiel de souscription des membres du personnel;
- 3<sup>o</sup> les modalités de l'émission d'actions sans droit de vote.

**Section III***Dispositions diverses***Art. 41**

§ 1<sup>er</sup>. Les articles 13ter, alinéa 1<sup>er</sup>, 4<sup>o</sup>, 75, deuxième alinéa, 76 et 104bis, deuxième alinéa, des lois coordonnées sur les sociétés commerciales, ne sont pas applicables aux entreprises publiques autonomes qui ont la forme de société anonyme de droit public.

§ 2. Le ministre dont relève l'entreprise publique, ou son délégué, représente l'Etat à l'assemblée générale.

§ 3. Tous les actes, factures, annonces, publications, correspondance, lettres de commande et autres documents émanant de l'entreprise publique portent la mention « société anonyme de droit public ».

§ 4. Une modification aux statuts ne produit ses effets qu'après approbation par le Roi, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres.

§ 5. La dissolution d'une entreprise publique autonome, qui a adopté la forme de société anonyme de droit public, ne peut être prononcée que par ou en vertu d'une loi. La loi règle le mode et les conditions de la liquidation.

**Art. 42**

Pour l'application de l'article 13 et du Chapitre IX du présent Titre, il y a lieu d'entendre par « autorité publique » :

- 1<sup>o</sup> l'Etat;
- 2<sup>o</sup> les organismes d'intérêt public, sociétés, institutions ou associations de droit public qui relèvent de l'Etat, en ce compris les entreprises publiques autonomes;

**TEKST AANGENOMEN DOOR DE COMMISSIE**

De personeelsleden oefenen hun voorkeurrecht tot inschrijving uit vóór de andere aandeelhouders. Dit voorkeurrecht is niet verhandelbaar.

De aandelen waarop personeelsleden inschrijven krachtens dit artikel, met inkorting van het voorrecht van aandeelhouders andere dan de Staat, geven geen stemrecht, behoudens het geval bedoeld in artikel 71 van de gecoördineerde wetten op de handelsgenootschappen.

De Koning bepaalt in het in § 1 bedoelde besluit:

- 1<sup>o</sup> het gedeelte van de uitgifte dat aan de personeelsleden zal worden aangeboden;
- 2<sup>o</sup> de modaliteiten volgens welke de personeelsleden hun voorkeurrecht tot inschrijving uitoefenen;
- 3<sup>o</sup> de voorwaarden van de uitgifte van aandelen zonder stemrecht.

**Afdeling III***Diverse bepalingen***Art. 41**

§ 1. De artikelen 13ter, eerste lid, 4<sup>o</sup>, 75, tweede lid, 76 en 104bis, tweede lid, van de gecoördineerde wetten op de handelsgenootschappen, zijn niet van toepassing op de autonome overheidsbedrijven die de vorm van naamloze vennootschap van publiek recht hebben.

§ 2. De minister onder wie het overheidsbedrijf ressorteert, of zijn afgevaardigde, vertegenwoordigt de Staat op de algemene vergadering.

§ 3. Alle akten, facturen, aankondigingen, bekendmakingen, brieven, orders en andere stukken uitgaande van het overheidsbedrijf dragen de vermelding « naamloze vennootschap van publiek recht ».

§ 4. Een statutenwijziging heeft slechts uitwerking na haar goedkeuring door de Koning, bij een in Ministerraad overlegd besluit.

§ 5. Tot de ontbinding van een autonoom overheidsbedrijf, dat de vorm van naamloze vennootschap van publiek recht heeft aangenomen, kan slechts worden beslist bij of krachtens wet. De wet regelt de wijze en de voorwaarden van de vereffening.

**Art. 42**

Voor toepassing van artikel 13 en Hoofdstuk IX van deze Titel moet onder « overheid » worden verstaan:

- 1<sup>o</sup> de Staat;
- 2<sup>o</sup> de organismen van openbaar nut, vennootschappen, instellingen of verenigingen van publiek recht, die ressorteren onder de Staat, daaronder begrepen de autonome overheidsbedrijven;

**TEXTE SOUMIS A LA COMMISSION**

3<sup>e</sup> les sociétés, institutions ou associations de droit public qui relèvent exclusivement du Gouvernement national.

Le Roi peut, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, pour l'entreprise publique ou les entreprises publiques qu'il désigne, limiter la notion d'*« autorité publique »* à une ou plusieurs des autorités visées au premier alinéa.

**CHAPITRE X****Protection des usagers****Section I<sup>e</sup>***Les compétences du service « ombudsman »***Art. 43**

§ 1<sup>er</sup>. Il est créé auprès de chaque entreprise publique autonome, ou, le cas échéant, auprès de chaque groupe d'entreprises publiques autonomes liées, un service « ombudsman » compétent pour les matières relevant des usagers.

L'alinéa précédent n'est applicable qu'aux entreprises publiques autonomes dont les usagers sont principalement des personnes physiques et qui sont désignées comme telles par le Roi, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres.

§ 2. Le service « ombudsman » est composé de deux membres; ils appartiennent à un rôle linguistique différent.

Le service « ombudsman » agit en tant que collège.

§ 3. Le service « ombudsman » a les missions suivantes :

1<sup>e</sup> examiner toutes les plaintes des usagers ayant trait aux activités de l'entreprise publique;

2<sup>e</sup> s'entremettre pour faciliter un compromis à l'amiable des différends entre l'entreprise publique et les usagers;

3<sup>e</sup> émettre un avis à l'entreprise publique au cas où un compromis à l'amiable ne peut être trouvé; une copie de l'avis est adressée au plaignant;

4<sup>e</sup> se prononcer en tant qu'arbitre dans tout différend que l'entreprise publique et l'usager soumettent à un tel arbitrage par convention conclue après la naissance du différend.

§ 4. Le service « ombudsman » peut, dans le cadre d'une plainte dont il est saisi, prendre connaissance, sans déplacement, des livres, de la correspondance, des procès-verbaux et généralement de tous les documents et de toutes les écritures de l'entreprise pu-

**TEKST VOORGELEGD AAN DE COMMISSIE**

3<sup>e</sup> de vennootschappen, instellingen of verenigingen van publiekrecht, die ressorteren onder de exclusieve bevoegdheid van de nationale Regering.

De Koning kan, bij in Ministerraad overlegd besluit, voor het overheidsbedrijf of de overheidsbedrijven die Hij aanduidt, het begrip « overheid » beperken tot één of meer van de in het eerste lid bedoelde overheden.

**HOOFDSTUK X****Bescherming van de gebruikers****Afdeling I***Bevoegdheid van de ombudsdienst***Art. 43**

§ 1. Er wordt bij elk autonoom overheidsbedrijf of, in voorkomend geval, bij elke groep van verbonden autonome overheidsbedrijven een ombudsdienst bevoegd voor gebruikersaangelegenheden opgericht.

Het eerste lid is slechts van toepassing op de autonome overheidsbedrijven wier gebruikers hoofdzakelijk natuurlijke personen zijn en die als zodanig door de Koning, bij in Ministerraad overlegd besluit, worden aangeduid.

§ 2. De ombudsdienst bestaat uit twee leden; zij behoren tot een verschillende taalrol.

De ombudsdienst treedt op als college.

§ 3. De ombudsdienst heeft tot opdracht:

1<sup>e</sup> alle klachten van gebruikers te onderzoeken die betrekking hebben op de activiteiten van het overheidsbedrijf;

2<sup>e</sup> te bemiddelen tussen de gebruikers en het overheidsbedrijf met het oog op een minnelijke schikking van de geschillen;

3<sup>e</sup> een advies te verlenen aan het overheidsbedrijf ingeval geen minnelijke schikking kan worden bereikt; een copie van het advies wordt verstuurd naar de klager;

4<sup>e</sup> uitspraak te doen als scheidsrechter in elk geschil dat het overheidsbedrijf en de gebruiker aan dergelijke arbitrage onderwerpen bij overeenkomst gesloten nadat het geschil is gerezen.

§ 4. De ombudsdienst kan, in het kader van een hem voorgelegde klacht, ter plaatse inzage nemen van de boeken, brieven, notulen en, in het algemeen, van alle documenten en geschriften van het overheidsbedrijf die rechtstreeks betrekking hebben op

**TEXTE ADOPTÉ PAR LA COMMISSION****TEKST AANGENOMEN DOOR DE COMMISSIE**

Le Roi peut, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, pour l'entreprise publique ou les entreprises publiques qu'il désigne, limiter la notion d'« autorité publique » à une ou plusieurs des autorités visées au premier alinéa.

**CHAPITRE X****Protection des usagers****Section I<sup>e</sup>***Les compétences du service de médiation***Art. 43**

§ 1<sup>er</sup>. Il est créé auprès de chaque entreprise publique autonome, ou, le cas échéant, auprès de chaque groupe d'entreprises publiques autonomes liées, un service de médiation compétent pour les matières concernant les usagers.

L'alinéa précédent n'est applicable qu'aux entreprises publiques autonomes dont les usagers sont principalement des personnes physiques et qui sont désignées comme telles par le Roi, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres.

§ 2. Le service de médiation est composé de deux membres; ils appartiennent à un rôle linguistique différent.

Le service de médiation agit en tant que collège.

§ 3. Le service de médiation a les missions suivantes :

1° examiner toutes les plaintes des usagers ayant trait aux activités de l'entreprise publique;

2° s'entremettre pour faciliter un compromis à l'amiable des différends entre l'entreprise publique et les usagers;

3° émettre un avis à l'entreprise publique au cas où un compromis à l'amiable ne peut être trouvé; une copie de l'avis est adressée au plaignant;

4° se prononcer en tant qu'arbitre dans tout différend que l'entreprise publique et l'usager soumettent à un tel arbitrage par convention conclue après la naissance du différend.

§ 4. Le service de médiation peut, dans le cadre d'une plainte dont il est saisi, prendre connaissance, sans déplacement, des livres, de la correspondance, des procès-verbaux et généralement de tous les documents et de toutes les écritures de l'entreprise pu-

De Koning kan, bij een in Ministerraad overlegd besluit, voor het overheidsbedrijf of de overheidsbedrijven die Hij aanwijst, het begrip « overheid » beperken tot één of meer van de in het eerste lid bedoelde overheden.

**HOOFDSTUK X****Bescherming van de gebruikers****Afdeling I***Bevoegdheid van de dienst « ombudsman »***Art. 43**

§ 1. Er wordt bij elk autonoom overheidsbedrijf of, in voorkomend geval, bij elke groep van verbonden autonome overheidsbedrijven een dienst « ombudsman » opgericht, bevoegd voor gebruikersaangelegenheden.

Het eerste lid is slechts van toepassing op de autonome overheidsbedrijven wier gebruikers hoofdzakelijk natuurlijke personen zijn en die als zodanig door de Koning, bij een in Ministerraad overlegd besluit, worden aangewezen.

§ 2. De dienst « ombudsman » bestaat uit twee ledessen; zij behoren tot een verschillende taalrol.

De dienst « ombudsman » treedt op als college.

§ 3. De dienst « ombudsman » heeft tot opdracht:

1° alle klachten van gebruikers te onderzoeken die betrekking hebben op de activiteiten van het overheidsbedrijf;

2° te bemiddelen tussen de gebruikers en het overheidsbedrijf met het oog op een minnelijke schikking van de geschillen;

3° een advies te verlenen aan het overheidsbedrijf ingeval geen minnelijke schikking kan worden bereikt; een copie van het advies wordt verstuurd naar de klager;

4° uitspraak te doen als scheidsrechter in elk geschil dat het overheidsbedrijf en de gebruiker aan dergelijke arbitrage onderwerpen bij overeenkomst gesloten nadat het geschil is gerezen.

§ 4. De dienst « ombudsman » kan, in het kader van een hem voorgelegde klacht, ter plaatse inzage nemen van de boeken, brieven, notulen en, in het algemeen, van alle documenten en geschriften van het overheidsbedrijf die rechtstreeks betrekking

**TEXTE SOUMIS A LA COMMISSION**

blique ayant trait directement à l'objet de la plainte. Il peut requérir des administrateurs, des agents et des préposés de l'entreprise publique toutes les explications ou informations et procéder à toutes les vérifications qui sont nécessaires pour son examen. L'information ainsi obtenue est traitée par le service « ombudsman » comme confidentielle lorsque la divulgation pourrait nuire à l'entreprise sur un plan général.

§ 5. L'entreprise publique justifie sa décision au cas où elle ne suivrait pas l'avis visé au §3,3°. La décision motivée est envoyée au plaignant et au service « ombudsman ».

**Section II***Composition et fonctionnement  
du service « ombudsman »***Art. 44**

§ 1<sup>er</sup>. Les membres du service « ombudsman » sont nommés par le Roi, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, pour un terme renouvelable de cinq ans.

Les candidats-membres sont invités par avis publié au *Moniteur belge* à déposer leurs candidatures.

Le membre du service « ombudsman » qui au moment de sa nomination se trouve dans un lien statutaire avec l'Etat ou toute autre personne morale de droit public relevant de l'Etat est mis de plein droit en congé pour mission selon les dispositions du statut en question pour toute la durée de son mandat. Toutefois, durant cette période, il garde ses titres à la promotion et à l'avancement de traitement.

Lorsque le membre du service « ombudsman » au moment de sa nomination se trouve dans un lien contractuel avec l'Etat ou toute autre personne de droit public relevant de l'Etat, le contrat concerné est suspendu de plein droit pour toute la durée de son mandat. Toutefois, durant cette période, il garde ses titres à l'avancement de traitement.

§ 2. Pour pouvoir être nommé membre du service « ombudsman », le candidat doit :

- 1° posséder la nationalité belge;
- 2° être d'une conduite irréprochable et jouir des droits civils et politiques;
- 3° détenir un diplôme donnant accès à des fonctions du niveau 1 aux administrations de l'Etat;
- 4° ne pas avoir exercé un mandat ou une fonction auprès de l'entreprise publique concernée ou de l'une de ses entreprises liées pendant une période de trois ans avant sa nomination.

**TEKST VOORGELEGD AAN DE COMMISSIE**

het voorwerp van de klacht. Hij kan van de leden van de raad van bestuur, van de gemachtigden en de personeelsleden van het overheidsbedrijf alle ophelderingen en inlichtingen vorderen en alle verificaties verrichten die noodzakelijk zijn voor zijn onderzoek. De aldus verkregen informatie wordt door de ombudsdiest als vertrouwelijk behandeld indien de bekendmaking ervan het bedrijf op algemeen vlak schade zou kunnen berokkenen.

§ 5. Ingeval het overheidsbedrijf afwijkt van het in § 3, 3°, bedoelde advies, motiveert het zijn beslissing. De gemotiveerde beslissing wordt gestuurd aan de klager en aan de ombudsdiest.

**Afdeling II***Samenstelling en werking van  
de ombudsdiest***Art. 44**

§ 1. De Koning benoemt de leden van de ombudsdiest, bij in Ministerraad overlegd besluit, voor een hernieuwbare termijn van vijf jaar.

De kandidaat-leden worden opgeroepen tot indiening van hun kandidaturen bij bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad*.

Het lid van de ombudsdiest die zich, op het ogenblik van zijn benoeming, in een statutaire band bevindt met de Staat of met enig ander rechtspersoon van publiek recht die onder de Staat ressorteert, wordt van rechtswege ter beschikking gesteld overeenkomstig de bepalingen van het betrokken statuut voor de gehele duur van zijn mandaat. Gedurende deze periode behoudt hij evenwel zijn rechten op bevordering en weddeverhoging.

Indien het lid van de ombudsdiest zich op het ogenblik van zijn benoeming in een contractuele band bevindt met de Staat of met enig ander rechtspersoon van publiek recht die onder de Staat ressorteert, wordt de betrokken overeenkomst van rechtswege geschorst voor de gehele duur van zijn mandaat. Gedurende deze periode behoudt hij evenwel zijn rechten op bevordering.

§ 2. Om tot lid van de ombudsdiest te worden benoemd, moet men :

- 1° de Belgische nationaliteit bezitten;
- 2° van onberispelijk gedrag zijn en de burgerlijke en politieke rechten genieten;
- 3° houder zijn van een diploma dat bij de Rijks-besturen toegang geeft tot een ambt van niveau 1;
- 4° gedurende een periode van drie jaar voor de benoeming, geen mandaat of functie in het betrokken overheidsbedrijf of een ermee verbonden onderneming hebben bekleed.

**TEXTE ADOpte PAR LA COMMISSION****TEKST AANGENOMEN DOOR DE COMMISSIE**

blique ayant trait directement à l'objet de la plainte. Il peut requérir des administrateurs, des agents et des préposés de l'entreprise publique toutes les explications ou informations et procéder à toutes les vérifications qui sont nécessaires pour son examen. L'information ainsi obtenue est traitée par le service de médiation comme confidentielle, lorsque la divulgation pourrait nuire à l'entreprise sur un plan général.

§ 5. L'entreprise publique justifie sa décision au cas où elle ne suivrait pas l'avis visé au §3,3°. La décision motivée est envoyée au plaignant et au service de médiation.

**Section II***Composition et fonctionnement  
du service de médiation***Art. 44**

§ 1<sup>er</sup>. Les membres du service de médiation sont nommés par le Roi, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, pour un terme renouvelable de cinq ans.

Les candidats membres sont invités, par avis publié au *Moniteur belge*, à déposer leurs candidatures.

Le membre du service de médiation, qui au moment de sa nomination se trouve dans un lien statutaire avec l'Etat ou toute autre personne morale de droit public relevant de l'Etat, est mis de plein droit en congé pour mission selon les dispositions du statut en question pour toute la durée de son mandat. Toutefois, durant cette période, il garde ses titres à la promotion et à l'avancement de traitement.

Lorsque le membre du service de médiation au moment de sa nomination se trouve dans un lien contractuel avec l'Etat ou toute autre personne de droit public relevant de l'Etat, le contrat concerné est suspendu de plein droit pour toute la durée de son mandat. Toutefois, durant cette période, il garde ses titres à l'avancement de traitement.

§ 2. Pour pouvoir être nommé membre du service de médiation, le candidat doit :

- 1<sup>o</sup> posséder la nationalité belge;
- 2<sup>o</sup> être d'une conduite irréprochable et jouir des droits civils et politiques;
- 3<sup>o</sup> détenir un diplôme donnant accès à des fonctions du niveau 1 aux administrations de l'Etat;
- 4<sup>o</sup> ne pas avoir exercé un mandat ou une fonction auprès de l'entreprise publique concernée ou de l'une de ses entreprises liées pendant une période de trois ans avant sa nomination.

hebben op het voorwerp van de klacht. Hij kan van de leden van de raad van bestuur, van de gemachtigden en de personeelsleden van het overheidsbedrijf alle ophelderingen en inlichtingen vorderen en alle verificaties verrichten die noodzakelijk zijn voor zijn onderzoek. De aldus verkregen informatie wordt door de dienst « ombudsman » als vertrouwelijk behandeld, indien de bekendmaking ervan het bedrijf op algemeen vlak schade zou kunnen berokkenen.

§ 5. Ingeval het overheidsbedrijf afwijkt van het in § 3, 3°, bedoelde advies, motiveert het zijn beslissing. De gemotiveerde beslissing wordt gestuurd aan de klager en aan de dienst « ombudsman » .

**Afdeling II***Samenstelling en werking van  
de dienst « ombudsman »***Art. 44**

§ 1. De Koning benoemt de leden van de dienst « ombudsman », bij een in Ministerraad overlegd besluit, voor een hernieuwbare termijn van vijf jaar.

De kandidaat-leden worden opgeroepen tot indiening van hun kandidaturen bij bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad*.

Het lid van de dienst « ombudsman » die zich, op het ogenblik van zijn benoeming, in een statutaire band bevindt met de Staat of met enig ander rechtspersoon van publiek recht die onder de Staat ressorteert, wordt van rechtswege ter beschikking gesteld, overeenkomstig de bepalingen van het betrokken statuut, voor de gehele duur van zijn mandaat. Gedurende deze periode behoudt hij evenwel zijn rechten op bevordering en weddeverhoging.

Indien het lid van de dienst « ombudsman » zich op het ogenblik van zijn benoeming in een contractuele band bevindt met de Staat of met enig ander rechtspersoon van publiek recht die onder de Staat ressorteert, wordt de betrokken overeenkomst van rechtswege geschorst voor de gehele duur van zijn mandaat. Gedurende deze periode behoudt hij evenwel zijn rechten op bevordering.

§ 2. Om tot lid van de dienst « ombudsman » te worden benoemd, moet men :

- 1<sup>o</sup> de Belgische nationaliteit bezitten;
- 2<sup>o</sup> van onberispelijk gedrag zijn en de burgerlijke en politieke rechten genieten;
- 3<sup>o</sup> houder zijn van een diploma dat bij de Rijksbesturen toegang geeft tot een ambt van niveau 1;
- 4<sup>o</sup> gedurende een periode van drie jaar voor de benoeming, geen mandaat of functie in het betrokken overheidsbedrijf of een ermee verbonden onderneming hebben bekleed.

**TEXTE SOUMIS A LA COMMISSION**

§ 3. La fonction de membre du service « ombudsman » est incompatible avec :

- 1° un mandat public rémunéré;
- 2° un mandat public conféré par des élections;
- 3° la profession d'avocat;
- 4° la fonction de notaire, magistrat ou huissier de justice;
- 5° un mandat ou une fonction auprès de l'entreprise publique concernée ou de l'une de ses entreprises liées.

§ 4. Le Roi détermine pour chaque entreprise publique la rémunération des membres du service « ombudsman ». En outre, il peut déterminer pour chaque entreprise publique des conditions de nomination ou des incompatibilités additionnelles.

§ 5. Les membres du service « ombudsman » ne peuvent être révoqués que pour juste motif par arrêté royal délibéré en Conseil des Ministres.

**Art. 45**

Le Roi détermine par arrêté royal délibéré en Conseil des Ministres les ressources humaines et matérielles que doit affecter l'entreprise publique autonome à son service « ombudsman ». Les frais de fonctionnement du service « ombudsman » sont à charge de l'entreprise publique. Toutefois, le Roi peut soumettre l'appel au service au paiement d'une contribution aux frais.

**Art. 46**

Chaque année, le service « ombudsman » fait rapport de ses activités. Le rapport fait état notamment des différentes plaintes ou types de plaintes et de la suite donnée à ces plaintes, sans identifier directement ou indirectement le plaignant. Le rapport est communiqué à l'entreprise publique, au ministre dont relève l'entreprise publique et aux Chambres législatives. Il est mis à la disposition du public.

**CHAPITRE XI****Comité consultatif****Art. 47**

§ 1<sup>er</sup>. Il est créé un comité consultatif auprès de chaque entreprise publique autonome désignée dans

**TEKST VOORGELEGD AAN DE COMMISSIE**

§ 3. Het lidmaatschap van de ombudsdiens is onverenigbaar met:

- 1° een bezoldigd openbaar mandaat;
- 2° een bij verkiezingen verleend openbaar mandaat;
- 3° het beroep van advocaat;
- 4° het ambt van notaris, magistraat of gerechtsdeurwaarder;
- 5° een mandaat of functie in het betrokken overheidsbedrijf of een ermee verbonden onderneming.

§ 4. De Koning bepaalt voor elk overheidsbedrijf de bezoldiging van de leden van de ombudsdiens. Hij kan tevens voor elk overheidsbedrijf bijkomende benoemingsvoorraarden of onverenigbaarheden bepalen.

§ 5. De leden van de ombudsdiens kunnen slechts om wettige reden worden ontslagen bij in Ministerraad overlegd koninklijk besluit.

**Art. 45**

De Koning bepaalt, bij in Ministerraad overlegd besluit, de menselijke en materiële middelen die het autonoom overheidsbedrijf ter beschikking van zijn ombudsdiens stelt. De werkingskosten van de ombudsdiens zijn ten laste van het overheidsbedrijf. De Koning kan echter het beroep op de ombudsdiens aan een kostenbijdrage onderwerpen.

**Art. 46**

De ombudsdiens stelt jaarlijks een verslag op betreffende haar activiteiten. Het verslag bespreekt inzonderheid de verschillende klachten of soorten van klachten en het aan deze klachten gegeven gevolg, zonder evenwel de identiteit van de klager rechtstreeks of onrechtstreeks prijs te geven. Het verslag wordt overgemaakt aan het overheidsbedrijf, de minister onder wie het overheidsbedrijf ressorteert en de Wetgevende Kamers. Het wordt ter beschikking gesteld van het publiek.

**HOOFDSTUK XI****Raadgevend Comité****Art. 47**

§ 1. Er wordt een raadgevend comité opgericht bij elk autonoom overheidsbedrijf aangeduid in het ko-

**TEXTE ADOpte PAR LA COMMISSION**

§ 3. La fonction de membre du service de médiation est incompatible avec :

- 1° un mandat public rémunéré;
- 2° un mandat public conféré par des élections;
- 3° la profession d'avocat;
- 4° la fonction de notaire, magistrat ou huissier de justice;
- 5° un mandat ou une fonction auprès de l'entreprise publique concernée ou de l'une de ses entreprises liées.

§ 4. Le Roi détermine pour chaque entreprise publique la rémunération des membres du service de médiation. En outre, il peut déterminer pour chaque entreprise publique des conditions de nomination ou des incompatibilités additionnelles.

§ 5. Les membres du service de médiation ne peuvent être révoqués que pour juste motif par arrêté royal délibéré en Conseil des Ministres.

**Art. 45**

Le Roi détermine, par arrêté royal délibéré en Conseil des Ministres, les ressources humaines et matérielles que doit affecter l'entreprise publique autonome à son service de médiation. Les frais de fonctionnement du service de médiation sont à charge de l'entreprise publique. Toutefois, le Roi peut soumettre l'appel au service de médiation au paiement d'une contribution aux frais.

**Art. 46**

Chaque année, le service de médiation fait rapport de ses activités. Le rapport fait état notamment des différentes plaintes ou types de plaintes et de la suite donnée à ces plaintes, sans identifier directement ou indirectement le plaignant. Le rapport est communiqué à l'entreprise publique, au ministre dont relève l'entreprise publique et aux Chambres législatives. Il est mis à la disposition du public.

**CHAPITRE XI****Comité consultatif****Art. 47**

§ 1<sup>er</sup>. Il est créé un comité consultatif auprès de chaque entreprise publique autonome désignée dans

**TEKST AANGENOMEN DOOR DE COMMISSIE**

§ 3. Het lidmaatschap van de dienst « ombudsman » is onverenigbaar met:

- 1° een bezoldigd openbaar mandaat;
- 2° een bij verkiezingen verleend openbaar mandaat;
- 3° het beroep van advocaat;
- 4° het ambt van notaris, magistraat of gerechtsdeurwaarder;
- 5° een mandaat of functie in het betrokken overheidsbedrijf of een ermee verbonden onderneming.

§ 4. De Koning bepaalt voor elk overheidsbedrijf de bezoldiging van de leden van de dienst « ombudsman ». Hij kan tevens voor elk overheidsbedrijf bijkomende benoemingsvoorwaarden of onverenigbaarheden bepalen.

§ 5. De leden van de dienst « ombudsman » kunnen slechts om wettige reden worden ontslagen bij een in Ministerraad overlegd koninklijk besluit.

**Art. 45**

De Koning bepaalt, bij een in Ministerraad overlegd besluit, de menselijke en materiële middelen die het autonoom overheidsbedrijf ter beschikking van zijn dienst « ombudsman » stelt. De werkingskosten van de dienst « ombudsman » zijn ten laste van het overheidsbedrijf. De Koning kan echter het beroep op de dienst « ombudsman » aan een kostenbijdrage onderwerpen.

**Art. 46**

De dienst « ombudsman » stelt jaarlijks een verslag op betreffende haar activiteiten. Het verslag bespreekt inzonderheid de verschillende klachten of soorten van klachten en het aan deze klachten gegeven gevolg, zonder evenwel de identiteit van de klager rechtstreeks of onrechtstreeks prijs te geven. Het verslag wordt overgezonden aan het overheidsbedrijf, de minister onder wie het overheidsbedrijf ressorteert en de Wetgevende Kamers. Het wordt ter beschikking gesteld van het publiek.

**HOOFDSTUK XI****Raadgevend Comité****Art. 47**

§ 1. Er wordt een raadgevend comité opgericht bij elk autonoom overheidsbedrijf aangeduid in het ko-

**TEXTE SOUMIS A LA COMMISSION**

l'arrêté royal visé à l'article 43, § 1<sup>er</sup>, deuxième alinéa. Le Roi règle par arrêté délibéré en Conseil des Ministres la composition et le fonctionnement du Comité.

§ 2. Le comité consultatif émet des avis sur toute question relative aux services fournis par l'entreprise publique.

Le comité est consulté sur les dispositions du contrat de gestion qui concernent les usagers.

Le comité émet ses avis à la demande de l'entreprise publique, à la demande du ministre dont relève l'entreprise publique ou de sa propre initiative.

§ 3. Le comité consultatif fait annuellement rapport sur ses activités à l'entreprise publique et au ministre dont relève l'entreprise publique.

**CHAPITRE XII****Dispositions transitoires et modificatives****Section I<sup>re</sup>**

*Constitution et compétences de nouveaux organes auprès de certains organismes*

**Art. 48**

§ 1<sup>er</sup>. Il est procédé, dès l'entrée en vigueur de la présente loi, à la constitution d'un conseil d'administration, d'un comité de direction et, pour ce qui concerne la Société nationale des chemins de fer belges, d'un comité restreint auprès de chaque organisme visé à l'article 2, § 2, conformément aux articles 15, 18 et 20, qui sont d'application par analogie. Au moins un membre du premier comité de direction est nommé parmi les membres du personnel de l'organisme.

Les personnes ainsi nommées ont pour mission la négociation et la conclusion du premier contrat de gestion conformément à l'article 4.

En outre, ils reprennent les compétences des organes de gestion correspondants telles qu'elles existent à la date d'entrée en vigueur de la présente loi et les exercent chacun de manière collégiale. Les mandats des membres des organes de gestion correspondants visés prennent fin de plein droit à la date des nominations conformément à l'alinéa premier.

§ 2. Si, à l'expiration d'un délai de six mois après les nominations conformément au § 1<sup>er</sup>, un contrat de gestion n'est pas entré en vigueur, le Roi peut, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, fixer des

**TEKST VOORGELEGD AAN DE COMMISSIE**

ninkelijk besluit bedoeld in artikel 43, § 1, tweede lid. De Koning regelt de samenstelling en de werking ervan bij in Ministerraad overlegd besluit.

§ 2. Het raadgevend comité verleent advies betreffende alle aangelegenheden die betrekking hebben op de door het overheidsbedrijf verleende diensten.

Het comité wordt geraadpleegd met betrekking tot de bepalingen in het beheerscontract die de gebruikers aanbelangen.

Het comité geeft zijn advies op verzoek van het overheidsbedrijf, van de minister onder wie het overheidsbedrijf ressorteert of op initiatief van het Comité zelf.

§ 3. Het raadgevend comité brengt jaarlijks verslag uit betreffende zijn activiteiten bij het overheidsbedrijf en bij de minister onder wie het overheidsbedrijf ressorteert.

**HOOFDSTUK XII****Overgangs- en wijzigingsbepalingen****Afdeling I**

*Oprichting en bevoegdheden van nieuwe organen bij sommige organismen*

**Art. 48**

§ 1. Bij elk van de in artikel 2, § 2, bedoelde organismen wordt, vanaf de inwerkingtreding van deze wet een raad van bestuur, een directiecomité en, wat de Nationale Maatschappij der Belgische spoorwegen betreft, een beperkt comité gevormd bij overeenkomstige toepassing van de artikelen 15, 18 en 20. Ten minste één lid van het eerste directiecomité wordt benoemd onder het personeel van het organisme.

De aldus benoemde personen hebben als opdracht de onderhandeling en het sluiten van het eerste beheerscontract overeenkomstig artikel 4.

Bovendien nemen zij de bevoegdheden over van de overeenkomstige beheersorganen zoals zij bestaan op het ogenblik van de inwerkingtreding van deze wet en oefenen zij elk deze bevoegdheden op collegiale manier uit. Aan het mandaat van de leden van de bedoelde overeenkomstige beheersorganen komt van rechtswege een einde op de datum van de benoeming overeenkomstig het eerste lid.

§ 2. Indien bij het verstrijken van een termijn van zes maanden na de benoemingen bedoeld in § 1, geen beheerscontract is in werking getreden, kan de Koning, bij in Ministerraad overlegd besluit, voorlopige

**TEXTE ADOpte PAR LA COMMISSION**

l'arrêté royal visé à l'article 43, § 1<sup>er</sup>, deuxième alinéa. Le Roi règle par arrêté délibéré en Conseil des Ministres la composition et le fonctionnement du Comité.

§ 2. Le comité consultatif émet des avis sur toute question relative aux services fournis par l'entreprise publique.

Le comité est consulté sur les dispositions du contrat de gestion qui concernent les usagers.

Le comité émet ses avis à la demande de l'entreprise publique, à la demande du ministre dont relève l'entreprise publique ou de sa propre initiative.

§ 3. Le comité consultatif fait annuellement rapport sur ses activités à l'entreprise publique et au ministre dont relève l'entreprise publique.

**CHAPITRE XII****Dispositions transitoires et modificatives****Section I<sup>re</sup>**

*Constitution et compétences de nouveaux organes auprès de certains organismes*

**Art. 48**

§ 1<sup>er</sup>. Il est procédé, dès l'entrée en vigueur de la présente loi, à la constitution d'un conseil d'administration, d'un comité de direction et, pour ce qui concerne la Société nationale des chemins de fer belges, d'un comité restreint auprès de chaque organisme visé à l'article 2, § 2, conformément aux articles 15, 18 et 20, qui sont d'application par analogie. Au moins un membre du premier comité de direction est nommé parmi les membres du personnel de l'organisme.

Les personnes ainsi nommées ont pour mission la négociation et la conclusion du premier contrat de gestion conformément à l'article 4.

En outre, ils reprennent les compétences des organes de gestion correspondants, telles qu'elles existent à la date d'entrée en vigueur de la présente loi, et les exercent chacun de manière collégiale. Les mandats des membres des organes de gestion correspondants visés prennent fin de plein droit à la date des nominations conformément à l'alinéa premier.

§ 2. Si, à l'expiration d'un délai de six mois après les nominations conformément au § 1<sup>er</sup>, un contrat de gestion n'est pas entré en vigueur, le Roi peut, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, fixer des

**TEKST AANGENOMEN DOOR DE COMMISSIE**

ninkelijk besluit bedoeld in artikel 43, § 1, tweede lid. De Koning regelt de samenstelling en de werking ervan bij een in Ministerraad overlegd besluit.

§ 2. Het raadgevend comité verleent advies betreffende alle aangelegenheden die betrekking hebben op de door het overheidsbedrijf verleende diensten.

Het comité wordt geraadpleegd met betrekking tot de bepalingen in het beheerscontract die de gebruikers aanbelangen.

Het comité geeft zijn advies op verzoek van het overheidsbedrijf, van de minister onder wie het overheidsbedrijf ressorteert of op initiatief van het Comité zelf.

§ 3. Het raadgevend comité brengt jaarlijks verslag uit betreffende zijn activiteiten bij het overheidsbedrijf en bij de minister onder wie het overheidsbedrijf ressorteert.

**HOOFDSTUK XII****Overgangs- en wijzigingsbepalingen****Afdeling I**

*Oprichting en bevoegdheden van nieuwe organen bij sommige organismen*

**Art. 48**

§ 1. Bij elk van de in artikel 2, § 2, bedoelde organismen wordt, vanaf de inwerkingtreding van deze wet, een raad van bestuur, een directiecomité en, wat de Nationale Maatschappij der Belgische spoorwegen betreft, een beperkt comité gevormd bij overeenkomstige toepassing van de artikelen 15, 18 en 20. Ten minste één lid van het eerste directiecomité wordt benoemd onder het personeel van het organisme.

De aldus benoemde personen hebben als opdracht de onderhandeling en het sluiten van het eerste beheerscontract overeenkomstig artikel 4.

Bovendien nemen zij de bevoegdheden over van de overeenkomstige beheersorganen zoals zij bestaan op het ogenblik van de inwerkingtreding van deze wet en oefenen zij elk van deze bevoegdheden op collegiale manier uit. Aan het mandaat van de leden van de bedoelde overeenkomstige beheersorganen komt van rechtswege een einde op de datum van de benoemingen overeenkomstig het eerste lid.

§ 2. Indien bij het verstrijken van een termijn van zes maanden na de benoemingen bedoeld in § 1, geen beheerscontract is in werking getreden, kan de Koning, bij een in Ministerraad overlegd besluit, voorlo-

## TEXTE SOUMIS A LA COMMISSION

règles provisoires concernant les matières visées à l'article 3, § 2. Ces règles provisoires valent comme premier contrat de gestion et sont d'application jusqu'à l'entrée en vigueur d'un contrat de gestion conclu conformément à l'article 4.

§ 3. Les personnes nommées conformément au § 1<sup>er</sup>, premier alinéa, prennent la fonction de membre du premier conseil d'administration à partir de la date d'entrée en vigueur du classement de l'organisme parmi les entreprises publiques autonomes. Le mandat de la moitié des membres ordinaires, d'une part, et des administrateurs-directeurs, d'autre part, désignée dans l'arrêté de nomination, prend fin trois ans après la date visée. Le mandat des autres membres prend fin six ans après la même date.

### Art. 49

§ 1<sup>er</sup>. Dès l'entrée en vigueur de la présente loi, il est constitué auprès de chaque organisme visé à l'article 2, § 2, à l'exception de la Société nationale des chemins de fer belges, une commission paritaire conformément à l'article 30, qui est d'application par analogie. Les membres de cette commission ont pour seule mission l'exercice des compétences visées à l'article 4, § 2, deuxième alinéa, et à l'article 33, § 1<sup>er</sup>, qui sont d'application par analogie et ce à l'exclusion de toute autre organe de négociation. Ils prennent la fonction de membre de la première commission paritaire à partir de la date d'entrée en vigueur du classement de l'organisme parmi les entreprises publiques autonomes.

A la Société nationale des chemins de fer belges, la Commission paritaire nationale constituée conformément à l'article 13 de la loi du 23 juillet 1926, exerce les compétences visées à l'alinéa précédent.

§ 2. Pour l'application de l'article 30, § 5, la commission paritaire visée au § 1<sup>er</sup>, premier alinéa, est constituée sur la base des données établies par la commission visée à l'article 14, § 1<sup>er</sup>, de la loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités, qui sont disponibles à la date d'entrée en vigueur de la présente loi. Ensuite, la composition de la commission paritaire est adaptée aux données établies par ladite commission, dans les trente jours suivant leur notification à l'organisme ou l'entreprise publique autonome concernée.

§ 3. La première des périodes de six ans visées à l'article 30, § 5, prend cours en 1996, à une date à fixer par le Roi. A partir de l'année 1996 incluse, la commission paritaire est composée sur la base des données au premier janvier de l'année de son renouvellement.

## TEKST VOORGELEGD AAN DE COMMISSIE

regelen vaststellen inzake de in artikel 3, § 2, bedoelde aangelegenheden. Deze voorlopige regelen zullen als beheerscontract gelden en zijn van toepassing tot op het ogenblik dat een beheerscontract, gesloten overeenkomstig artikel 4, in werking treedt.

§ 3. De overeenkomstig § 1, eerste lid, benoemde personen treden aan als leden van de eerste raad van bestuur vanaf de datum met ingang waarvan het organisme wordt ingedeeld bij de autonome overheidsbedrijven. Het mandaat van de in het benoemingsbesluit aangeduid helft van de gewone bestuurders, respectievelijk de bestuurder-directeuren, neemt een einde drie jaar na bedoelde datum. Het mandaat van de andere leden neemt een einde zes jaar na dezelfde datum.

### Art. 49

§ 1. Bij elk van de in artikel 2, § 2, bedoelde organismen, met uitzondering van de Nationale Maatschappij der Belgische spoorwegen, wordt vanaf de inwerkingtreding van deze wet een paritair comité gevormd bij overeenkomstige toepassing van artikel 30. De leden van dit comité hebben als enige opdracht de uitoefening van de bevoegdheden bedoeld in de artikelen 4, § 2, tweede lid, en 33, § 1, die van overeenkomstige toepassing zijn, bij uitsluiting van enig ander onderhandelingsorgaan. Zij treden aan als leden van het eerste paritair comité vanaf de datum met ingang waarvan het organisme wordt ingedeeld bij de autonome overheidsbedrijven.

Bij de Nationale Maatschappij der Belgische spoorwegen oefent de Nationale Paritaire Commissie, samengesteld overeenkomstig artikel 13 van de wet van 23 juli 1926, de in het eerste lid bedoelde bevoegdheden uit.

§ 2. Voor de toepassing van artikel 30, § 5, wordt het paritair comité bedoeld in § 1, eerste lid, samengesteld op grond van de gegevens vastgesteld door de commissie bedoeld in artikel 14, § 1, van de wet van 19 december 1974 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van haar personeel, die beschikbaar zijn op de datum van inwerkingtreding van deze wet. Daarna wordt de samenstelling van het paritair comité aangepast aan de gegevens die de bedoelde commissie vaststelt, binnen dertig dagen nadat zij aan het betrokken organisme of autonoom overheidsbedrijf zijn medegedeeld.

§ 3. De eerste der in artikel 30, § 5, bedoelde periodes van zes jaar neemt een aanvang in 1996, op een door de Koning te bepalen datum. Met ingang van 1996 inbegrepen, wordt het paritair comité samengesteld op grond van de gegevens per één januari van het jaar waarin tot de vernieuwing van het comité wordt overgegaan.

**TEXTE ADOpte PAR LA COMMISSION**

règles provisoires concernant les matières visées à l'article 3, § 2. Ces règles provisoires valent comme premier contrat de gestion et sont d'application jusqu'à l'entrée en vigueur d'un contrat de gestion conclu conformément à l'article 4.

§ 3. Les personnes nommées conformément au § 1<sup>er</sup>, premier alinéa, prennent la fonction de membre du premier conseil d'administration à partir de la date d'entrée en vigueur du classement de l'organisme parmi les entreprises publiques autonomes. Le mandat de la moitié des membres ordinaires, d'une part, et des administrateurs-directeurs, d'autre part, désignée dans l'arrêté de nomination, prend fin trois ans après la date visée. Le mandat des autres membres prend fin six ans après la même date.

**Art. 49**

§ 1<sup>er</sup>. Dès l'entrée en vigueur de la présente loi, il est constitué auprès de chaque organisme visé à l'article 2, § 2, à l'exception de la Société nationale des chemins de fer belges, une commission paritaire conformément à l'article 30, qui est d'application par analogie. Les membres de cette commission ont pour seule mission l'exercice des compétences visées à l'article 4, § 2, deuxième alinéa, et à l'article 33, § 1<sup>er</sup>, qui sont d'application par analogie et ce à l'exclusion de toute autre organe de négociation. Ils prennent la fonction de membre de la première commission paritaire à partir de la date d'entrée en vigueur du classement de l'organisme parmi les entreprises publiques autonomes.

A la Société nationale des chemins de fer belges, la Commission paritaire nationale constituée conformément à l'article 13 de la loi du 23 juillet 1926, exerce les compétences visées à l'alinéa précédent.

§ 2. Pour l'application de l'article 30, § 5, la commission paritaire visée au § 1<sup>er</sup>, premier alinéa, est constituée sur la base des données établies par la commission visée à l'article 14, § 1<sup>er</sup>, de la loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités, qui sont disponibles à la date d'entrée en vigueur de la présente loi. Ensuite, la composition de la commission paritaire est adaptée aux données établies par ladite commission, dans les trente jours suivant leur notification à l'organisme ou l'entreprise publique autonome concernée.

§ 3. La première des périodes de six ans visées à l'article 30, § 5, prend cours en 1996, à une date à fixer par le Roi. A partir de l'année 1996 incluse, la commission paritaire est composée sur la base des données au premier janvier de l'année de son renouvellement.

**TEKST AANGENOMEN DOOR DE COMMISSIE**

pige regelen vaststellen inzake de in artikel 3, § 2, bedoelde aangelegenheden. Deze voorlopige regelen zullen als beheerscontract gelden en zijn van toepassing tot op het ogenblik dat een beheerscontract, gesloten overeenkomstig artikel 4, in werking treedt.

§ 3. De overeenkomstig § 1, eerste lid, benoemde personen treden aan als leden van de eerste raad van bestuur vanaf de datum met ingang waarvan het organisme wordt ingedeeld bij de autonome overheidsbedrijven. Het mandaat van de in het benoemingsbesluit aangeduide helft van de gewone bestuurders, respectievelijk de bestuurder-directeuren, neemt een einde drie jaar na bedoelde datum. Het mandaat van de andere leden neemt een einde zes jaar na dezelfde datum.

**Art. 49**

§ 1. Bij elk van de in artikel 2, § 2, bedoelde organismen, met uitzondering van de Nationale Maatschappij der Belgische spoorwegen, wordt vanaf de inwerkingtreding van deze wet een paritair comité gevormd bij overeenkomstige toepassing van artikel 30. De leden van dit comité hebben als enige opdracht de uitoefening van de bevoegdheden bedoeld in de artikelen 4, § 2, tweede lid, en 33, § 1, die van overeenkomstige toepassing zijn, bij uitsluiting van enig ander onderhandelingsorgaan. Zij treden aan als leden van het eerste paritair comité vanaf de datum met ingang waarvan het organisme wordt ingedeeld bij de autonome overheidsbedrijven.

Bij de Nationale Maatschappij der Belgische spoorwegen oefent de Nationale Paritaire Commissie, samengesteld overeenkomstig artikel 13 van de wet van 23 juli 1926, de in het eerste lid bedoelde bevoegdheden uit.

§ 2. Voor de toepassing van artikel 30, § 5, wordt het paritair comité bedoeld in § 1, eerste lid, samengesteld op grond van de gegevens vastgesteld door de commissie bedoeld in artikel 14, § 1, van de wet van 19 december 1974 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van haar personeel, die beschikbaar zijn op de datum van inwerkingtreding van deze wet. Daarna wordt de samenstelling van het paritair comité aangepast aan de gegevens die de bedoelde commissie vaststelt, binnen dertig dagen nadat zij aan het betrokken organisme of het autonoom overheidsbedrijf zijn medegedeeld.

§ 3. De eerste der in artikel 30, § 5, bedoelde periodes van zes jaar neemt een aanvang in 1996, op een door de Koning te bepalen datum. Met ingang van 1996 inbegrepen, wordt het paritair comité samengesteld op grond van de gegevens per één januari van het jaar waarin tot de vernieuwing van het comité wordt overgegaan.

**TEXTE SOUMIS A LA COMMISSION****TEKST VOORGELEGD AAN DE COMMISSIE**

Toutefois, la Commission paritaire nationale auprès de la Société nationale des chemins de fer belges reste composée conformément à l'article 13 de la loi du 23 juillet 1926, étant entendu qu'à partir de l'année 1996 inclusive, il est procédé à son renouvellement tous les six ans, à une date fixée par le Roi, sur la base des données au premier janvier de l'année de renouvellement.

§ 4. Le Roi règle, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, les modalités d'application du présent article.

**Section II***Dispositions modificatives***Art. 50**

L'article 51, § 1<sup>er</sup>, subdivision B, de la loi du 28 décembre 1973 relative aux propositions budgétaires 1973-1974, modifié par la loi du 2 juillet 1981, est complété comme suit :

« 7° les entreprises publiques autonomes classées à l'article 1<sup>er</sup>, § 4, de la loi du ..... portant réforme de certaines entreprises publiques économiques. »

**Art. 51**

§ 1<sup>er</sup>. L'article 1<sup>er</sup>, § 3, de la loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités, est complété par un 3<sup>o</sup>, libellé comme suit :

« 3<sup>o</sup> les autres entreprises publiques autonomes classées à l'article 1<sup>er</sup>, § 4, de la loi du ..... portant réforme de certaines entreprises publiques économiques. »

§ 2. L'article 2, § 2, de la même loi est complété comme suit :

« Au cas où le projet concerne également les entreprises publiques autonomes classées à l'article 1<sup>er</sup>, § 4, de la loi du ..... portant réforme de certaines entreprises publiques économiques, le comité en question demande l'avis de la Commission Entreprises publiques visée à l'article 31 de la loi citée, avant d'entamer la négociation. »

§ 3. L'article 8, § 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, de la même loi, modifié par la loi du 19 juillet 1983, est remplacé par la disposition suivante :

« 1<sup>o</sup> toute organisation syndicale qui siège au comité des services publics nationaux, communautaires et

Echter, de Nationale Paritaire Commissie bij de Nationale Maatschappij der Belgische spoorwegen blijft verder samengesteld overeenkomstig artikel 13 van de wet van 23 juli 1926, met dien verstande dat vanaf het jaar 1996 inbegrepen de Commissie om de zes jaar wordt vernieuwd, op een door de Koning bepaalde datum, op grond van de gegevens per één januari van het jaar waarin tot de vernieuwing wordt overgegaan.

§ 4. De Koning regelt, bij in Ministerraad overlegd besluit, de toepassing van dit artikel.

**Afdeling II***Wijzigingsbepalingen***Art. 50**

Artikel 51, § 1, onderafdeling B, van de wet van 28 december 1973 betreffende de budgettaire voorstellen 1973-1974, gewijzigd bij de wet van 2 juli 1981, wordt aangevuld als volgt:

« 7° op de autonome overheidsbedrijven gerangschikt in artikel 1, § 4, van de wet van ..... betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven. »

**Art. 51**

§ 1. Artikel 1, § 3, van de wet van 19 december 1974 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van haar personeel, wordt aangevuld met een 3<sup>o</sup>, luidend als volgt:

« 3<sup>o</sup> de andere autonome overheidsbedrijven gerangschikt in artikel 1, § 4, van de wet van ..... betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven. »

§ 2. Artikel 2, § 2, van dezelfde wet wordt aangevuld als volgt:

« Ingeval het ontwerp eveneens betrekking heeft op de autonome overheidsbedrijven gerangschikt in artikel 1, § 4, van de wet van ..... betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven, wint het betrokken comité het advies in van het Comité Overheidsbedrijven bedoeld in artikel 31 van bedoelde wet, vooraleer met de onderhandeling aan te vatten. »

§ 3. Artikel 8, § 1, 1<sup>o</sup>, van dezelfde wet, gewijzigd bij wet van 19 juli 1983, wordt vervangen door de volgende bepaling:

« 1<sup>o</sup> iedere vakorganisatie die zitting heeft in het comité voor de nationale, de gemeenschaps- en de ge-

**TEXTE ADOPTÉ PAR LA COMMISSION**

Toutefois, la Commission paritaire nationale auprès de la Société nationale des chemins de fer belges reste composée conformément à l'article 13 de la loi du 23 juillet 1926, étant entendu qu'à partir de l'année 1996 incluse, il est procédé à son renouvellement tous les six ans, à une date fixée par le Roi, sur la base des données au premier janvier de l'année de renouvellement.

§ 4. Le Roi règle, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, les modalités d'application du présent article.

**Section II***Dispositions modificatives***Art. 50**

L'article 51, § 1<sup>er</sup>, subdivision B, de la loi du 28 décembre 1973 relative aux propositions budgétaires 1973-1974, modifié par la loi du 2 juillet 1981, est complété comme suit :

« 7<sup>o</sup> les entreprises publiques autonomes classées à l'article 1<sup>er</sup>, § 4, de la loi du ..... portant réforme de certaines entreprises publiques économiques. »

**Art. 51**

§ 1<sup>er</sup>. L'article 1<sup>er</sup>, § 3, de la loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités, est complété par un 3<sup>o</sup>, libellé comme suit :

« 3<sup>o</sup> les autres entreprises publiques autonomes classées à l'article 1<sup>er</sup>, § 4, de la loi du ..... portant réforme de certaines entreprises publiques économiques. »

§ 2. L'article 2, § 2, de la même loi est complété comme suit :

« Au cas où le projet concerne également les entreprises publiques autonomes classées à l'article 1<sup>er</sup>, § 4, de la loi du ..... portant réforme de certaines entreprises publiques économiques, le comité en question demande l'avis de la Commission Entreprises publiques visée à l'article 31 de la loi citée, avant d'entamer la négociation. »

§ 3. L'article 8, § 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, de la même loi, modifié par la loi du 19 juillet 1983, est remplacé par la disposition suivante :

« 1<sup>o</sup> toute organisation syndicale qui siège au comité des services publics nationaux, communautaires et

**TEKST AANGENOMEN DOOR DE COMMISSIE**

Echter blijft de Nationale Paritaire Commissie bij de Nationale Maatschappij der Belgische spoorwegen verder samengesteld overeenkomstig artikel 13 van de wet van 23 juli 1926, met dien verstande dat, vanaf het jaar 1996 inbegrepen, de Commissie om de zes jaar wordt vernieuwd, op een door de Koning bepaalde datum, op grond van de gegevens per één januari van het jaar waarin tot de vernieuwing wordt overgegaan.

§ 4. De Koning regelt, bij een in Ministerraad overlegd besluit, de toepassingsmodaliteiten van dit artikel.

**Afdeling II***Wijzigingsbepalingen***Art. 50**

Artikel 51, § 1, onderafdeling B, van de wet van 28 december 1973 betreffende de budgettaire voorstellen 1973-1974, gewijzigd bij de wet van 2 juli 1981, wordt aangevuld als volgt:

« 7<sup>o</sup> op de autonome overheidsbedrijven gerangschikt in artikel 1, § 4, van de wet van ..... betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven. »

**Art. 51**

§ 1. Artikel 1, § 3, van de wet van 19 december 1974 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van haar personeel, wordt aangevuld met een 3<sup>o</sup>, luidend als volgt:

« 3<sup>o</sup> de andere autonome overheidsbedrijven gerangschikt in artikel 1, § 4, van de wet van ..... betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven. »

§ 2. Artikel 2, § 2, van dezelfde wet wordt aangevuld als volgt:

« Ingeval het ontwerp eveneens betrekking heeft op de autonome overheidsbedrijven gerangschikt in artikel 1, § 4, van de wet van ..... betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven, wint het betrokken comité het advies in van het Comité Overheidsbedrijven bedoeld in artikel 31 van vernoemde wet, vooraleer met de onderhandeling aan te vatten. »

§ 3. Artikel 8, § 1, 1<sup>o</sup>, van dezelfde wet, gewijzigd bij wet van 19 juli 1983, wordt vervangen door de volgende bepaling:

« 1<sup>o</sup> iedere vakorganisatie die zitting heeft in het comité voor de nationale, de gemeenschaps- en de ge-

**TEXTE SOUMIS A LA COMMISSION**

régionaux et qui compte un nombre d'affiliés cotisants représentant au moins 10 % de l'effectif de l'ensemble :

- a) des services publics visés à l'article 1<sup>er</sup>, § 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup> et 2<sup>o</sup>, et des services des Exécutifs des Communautés et des Régions, aux membres du personnel desquels la présente loi a été rendue applicable;
- b) des entreprises publiques visées à l'article 1<sup>er</sup>, § 3, 3<sup>o</sup>;
- c) à partir de l'an 1996, à une date à fixer par le Roi, de la Société nationale des chemins de fer belges. »

**Art. 52**

Un article 34bis, rédigé comme suit, est inséré dans la loi du 23 décembre 1974 relative aux propositions budgétaires 1974-1975 :

« Art. 34bis. — Les articles 32 et 34 ne sont pas applicables aux entreprises publiques autonomes classées à l'article 1<sup>er</sup>, § 4, de la loi du ..... portant réforme de certaines entreprises publiques économiques. »

**Art. 53**

Un article 17bis est inséré dans l'arrêté royal n° 56 du 16 juillet 1982 relatif au recrutement dans certains services publics, libellé comme suit :

« Art. 17bis. — Le présent arrêté n'est pas applicable aux entreprises publiques autonomes classées à l'article 1<sup>er</sup>, § 4, de la loi du ..... portant réforme de certaines entreprises publiques économiques. »

**Art. 54**

A l'article 87, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, de la loi du 1<sup>er</sup> août 1985 portant des mesures fiscales et autres, les mots « à l'exception des organismes classées à l'article 1<sup>er</sup>, § 4, de la loi du ..... portant réforme de certaines entreprises publiques économiques », sont insérés entre les mots « organismes d'intérêt public » et les mots « que le Roi ».

**TEKST VOORGELEGD AAN DE COMMISSIE**

westelijke overheidsdiensten en die een aantal bijdraagplichtige leden telt dat ten minste 10% vertegenwoordigt van de personeelssterkte van het geheel:

- a) van de in artikel 1, § 1, 1<sup>o</sup> en 2<sup>o</sup>, bedoelde overheidsdiensten, en van de diensten van de Gemeenschaps- en Gewestexecutieven, op wier personeelsleden deze wet toepasselijk is verklaard;
- b) van de overheidsbedrijven bedoeld in artikel 1, § 3, 3<sup>o</sup>;
- c) vanaf het jaar 1996, op een door de Koning te bepalen datum, van de Nationale Maatschappij der Belgische spoorwegen. »

**Art. 52**

Een artikel 34bis, luidend als volgt, wordt ingevoegd in de wet van 23 december 1974 betreffende de budgettaire voorstellen 1974-1975:

« Art. 34bis. — De artikelen 32 en 34 zijn niet van toepassing op de autonome overheidsbedrijven gerangschikt in artikel 1, § 4, van de wet van ..... betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven. »

**Art. 53**

In koninklijk besluit n° 56 van 16 juli 1982 betreffende de werving in sommige overheidsdiensten wordt een artikel 17bis ingevoegd, luidend als volgt:

« Art. 17bis. — Dit besluit is niet van toepassing op de autonome overheidsbedrijven gerangschikt in artikel 1, § 4, van de wet van ..... betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven.

**Art. 54**

In artikel 87, § 1, eerste lid, van de wet van 1 augustus 1985 houdende fiscale en andere bepalingen, worden tussen de woorden « instellingen van openbaar nut » en « die de Koning » de woorden « met uitzondering van de autonome overheidsbedrijven gerangschikt in artikel 1, § 4, van de wet van ..... betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven », ingevoegd.

**TEXTE ADOpte PAR LA COMMISSION**

régionaux et qui compte un nombre d'affiliés cotisants représentant au moins 10 % de l'effectif de l'ensemble :

- a) des services publics visés à l'article 1<sup>er</sup>, § 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup> et 2<sup>o</sup>, et des services des Exécutifs des Communautés et des Régions, aux membres du personnel desquels la présente loi a été rendue applicable;
- b) des entreprises publiques visées à l'article 1<sup>er</sup>, § 3, 3<sup>o</sup>;
- c) à partir de l'an 1996, à une date à fixer par le Roi, de la Société nationale des chemins de fer belges. »

**Art. 52**

Un article 34bis, rédigé comme suit, est inséré dans la loi du 23 décembre 1974 relative aux propositions budgétaires 1974-1975 :

« Art. 34bis. — Les articles 32 et 34 ne sont pas applicables aux entreprises publiques autonomes classées à l'article 1<sup>er</sup>, § 4, de la loi du ..... portant réforme de certaines entreprises publiques économiques. »

**Art. 53**

Un article 17bis est inséré dans l'arrêté royal n° 56 du 16 juillet 1982 relatif au recrutement dans certains services publics, libellé comme suit :

« Art. 17bis. — Le présent arrêté n'est pas applicable aux entreprises publiques autonomes classées à l'article 1<sup>er</sup>, § 4, de la loi du ..... portant réforme de certaines entreprises publiques économiques. »

**Art. 54**

A l'article 87, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, de la loi du 1<sup>er</sup> août 1985 portant des mesures fiscales et autres, les mots « à l'exception des entreprises publiques autonomes classées à l'article 1<sup>er</sup>, § 4, de la loi du ..... portant réforme de certaines entreprises publiques économiques », sont insérés entre les mots « organismes d'intérêt public » et les mots « que le Roi ».

**TEKST AANGENOMEN DOOR DE COMMISSIE**

westelijke overhedsdiensten en die een aantal bijdraagplichtige leden telt dat ten minste 10% vertegenwoordigt van de personeelssterkte van het geheel:

- a) van de in artikel 1, § 1, 1<sup>o</sup> en 2<sup>o</sup>, bedoelde overhedsdiensten, en van de diensten van de Gemeenschaps- en Gewestexecutieven, op wier personeelsleden deze wet toepasselijk is verklaard;
- b) van de overhedsbedrijven bedoeld in artikel 1, § 3, 3<sup>o</sup>;
- c) vanaf het jaar 1996, op een door de Koning te bepalen datum, van de Nationale Maatschappij der Belgische spoorwegen. »

**Art. 52**

Een artikel 34bis, luidend als volgt, wordt ingevoegd in de wet van 23 december 1974 betreffende de budgettaire voorstellen 1974-1975:

« Art. 34bis. — De artikelen 32 en 34 zijn niet van toepassing op de autonome overhedsbedrijven gerangschikt in artikel 1, § 4, van de wet van ..... betreffende de hervorming van sommige economische overhedsbedrijven. »

**Art. 53**

In het koninklijk besluit n° 56 van 16 juli 1982 betreffende de werving in sommige overhedsdiensten wordt een artikel 17bis ingevoegd, luidend als volgt:

« Art. 17bis. — Dit besluit is niet van toepassing op de autonome overhedsbedrijven gerangschikt in artikel 1, § 4, van de wet van ..... betreffende de hervorming van sommige economische overhedsbedrijven.

**Art. 54**

In artikel 87, § 1, eerste lid, van de wet van 1 augustus 1985 houdende fiscale en andere bepalingen, worden tussen de woorden « instellingen van openbaar nut » en « die de Koning » de woorden « met uitzondering van de autonome overhedsbedrijven gerangschikt in artikel 1, § 4, van de wet van ..... betreffende de hervorming van sommige economische overhedsbedrijven », ingevoegd.

**TEXTE SOUMIS A LA COMMISSION****TITRE II**

*Réforme de la Régie des télégraphes et des téléphones*

**CHAPITRE I<sup>er</sup>****Dénomination**

Art. 55

Sans préjudice des dispositions de l'article 119 de la présente loi, les mots « Régie des télégraphes et des téléphones » et « Régie » lorsque l'on vise la Régie des télégraphes et des téléphones, sont remplacés par le mot « BELGACOM » dans toutes les lois et règlements.

**CHAPITRE II****Objet social**

Art. 56

Les deuxième, troisième et quatrième alinéas de l'article 1<sup>er</sup> de la loi du 19 juillet 1930 créant la Régie des télégraphes et des téléphones, telle que modifiée par l'article unique de la loi du 7 décembre 1984, sont remplacés par la disposition suivante :

« BELGACOM a pour objet social :

1<sup>o</sup> le développement de services, à l'intérieur ou à l'extérieur du pays, dans le domaine des télécommunications;

2<sup>o</sup> l'exécution de toutes les opérations destinées à promouvoir directement ou indirectement ses activités ou à permettre une utilisation optimale de son infrastructure;

3<sup>o</sup> la prise de participation dans des organismes, ou sociétés publics ou privés, existants ou à créer, belges, étrangers ou internationaux, laquelle peut contribuer directement ou indirectement à la réalisation de son objet social. »

Art. 57

L'article 1<sup>er</sup>, cinquième alinéa, de la loi du 19 juillet 1930 créant la Régie des télégraphes et des téléphones, est abrogé.

**TEKST VOORGELEGD AAN DE COMMISSIE****TITEL II**

*Hervorming van de Regie van telegraaf en telefoon*

**HOOFDSTUK I****Benaming**

Art. 55

Onverminderd hetgeen bepaald wordt in artikel 119 van onderhavige wet worden de woorden « Regie van telegraaf en telefoon » en « Regie » wanneer hiermee de Regie van telegraaf en telefoon bedoeld wordt, vervangen door het woord « BELGACOM » in alle wetten en reglementen.

**HOOFDSTUK II****Doel**

Art. 56

In artikel 1 van de wet van 19 juli 1930 tot oprichting van de Regie van telegraaf en telefoon worden het tweede, derde en vierde lid, zoals gewijzigd bij het enig artikel van de wet van 7 december 1984, vervangen door de volgende bepaling :

« BELGACOM heeft tot doel :

1<sup>o</sup> het ontwikkelen van diensten, in binnen- of buitenland, op het gebied der telecommunicatie;

2<sup>o</sup> het verrichten van alle handelingen bestemd om rechtstreeks of onrechtstreeks haar activiteiten te bevorderen of het meest efficiënt gebruik van haar infrastructuur mogelijk te maken;

3<sup>o</sup> het deelnemen in reeds bestaande of nog op te richten openbare of privé-instellingen of maatschappijen, hetzij Belgische, buitenlandse of internationale, waarmee rechtstreeks of onrechtstreeks bijgedragen kan worden tot het bereiken van haar doel. »

Art. 57

Artikel 1, vijfde lid, van de wet van 19 juli 1930 tot oprichting van de Regie van telegraaf en telefoon, wordt opgeheven.

**TEXTE ADOpte PAR LA COMMISSION****TEKST AANGENOMEN DOOR DE COMMISSIE****TITRE II**

*Réforme de la Régie des télégraphes et des téléphones*

**CHAPITRE I<sup>er</sup>****Dénomination**

Art. 55

Sans préjudice des dispositions de l'article 119 de la présente loi, les mots « Régie des télégraphes et des téléphones » et « Régie » lorsque l'on vise la Régie des télégraphes et des téléphones, sont remplacés par le mot « BELGACOM » dans toutes les lois et règlements.

**CHAPITRE II****Objet social**

Art. 56

Les deuxième, troisième et quatrième alinéas de l'article 1<sup>er</sup> de la loi du 19 juillet 1930 créant la Régie des télégraphes et des téléphones, telle que modifiée par l'article unique de la loi du 7 décembre 1984, sont remplacés par la disposition suivante :

« BELGACOM a pour objet social :

1<sup>o</sup> le développement de services, à l'intérieur ou à l'extérieur du pays, dans le domaine des télécommunications;

2<sup>o</sup> l'exécution de toutes les opérations destinées à promouvoir directement ou indirectement ses activités ou à permettre une utilisation optimale de son infrastructure;

3<sup>o</sup> la prise de participation dans des organismes, sociétés ou associations publics ou privés, existants ou à créer, belges, étrangers ou internationaux, laquelle peut contribuer directement ou indirectement à la réalisation de son objet social.

Art. 57

L'article 1<sup>er</sup>, cinquième alinéa, de la loi du 19 juillet 1930 créant la Régie des télégraphes et des téléphones, est abrogé.

**TITEL II**

*Hervorming van de Regie van telegraaf en telefoon*

**HOOFDSTUK I****Benaming**

Art. 55

Onverminderd hetgeen bepaald wordt in artikel 119 van onderhavige wet worden de woorden « Regie van telegraaf en telefoon » en « Regie » wanneer hiermee de Regie van telegraaf en telefoon bedoeld wordt, vervangen door het woord « BELGACOM » in alle wetten en reglementen.

**HOOFDSTUK II****Doel**

Art. 56

In artikel 1 van de wet van 19 juli 1930 tot oprichting van de Regie van telegraaf en telefoon worden het tweede, derde en vierde lid, zoals gewijzigd bij het enig artikel van de wet van 7 december 1984, vervangen door de volgende bepaling :

« BELGACOM heeft tot doel :

1<sup>o</sup> het ontwikkelen van diensten, in binnen- of buitenland, op het gebied der telecommunicatie;

2<sup>o</sup> het verrichten van alle handelingen bestemd om rechtstreeks of onrechtstreeks haar activiteiten te bevorderen of het meest efficiënt gebruik van haar infrastructuur mogelijk te maken;

3<sup>o</sup> het deelnemen in reeds bestaande of nog op te richten openbare of private, Belgische, buitenlandse of internationale instellingen, vennootschappen of verenigingen, waarmee rechtstreeks of onrechtstreeks bijgedragen kan worden tot het bereiken van haar doel.

Art. 57

Artikel 1, vijfde lid, van de wet van 19 juli 1930 tot oprichting van de Regie van telegraaf en telefoon, wordt opgeheven.

**TEXTE SOUMIS A LA COMMISSION****CHAPITRE III****Missions de service public**

Art. 58

Les missions de service public de BELGACOM consistent en la mise à la disposition du public des télécommunications publiques visées à l'article 82 de la présente loi, ainsi que des prestations de nature sociale ou humanitaire à effectuer en matière de télécommunications publiques, telles que définies dans le contrat de gestion.

**CHAPITRE IV****Administration**

Art. 59

Sans préjudice des dispositions de l'article 22 de la présente loi, le mandat d'administrateur, en qualité de représentant des autorités publiques visées à l'article 42 de la présente loi, est incompatible avec l'exercice d'une fonction quelconque dans un établissement privé ou public, qui fournit dans un but de lucre des biens ou services de télécommunications.

Art. 60

Dans la loi du 19 juillet 1930 créant la Régie des télégraphes et des téléphones, sont abrogés :

1<sup>o</sup> l'article 3, modifié par l'arrêté royal n° 91 du 11 novembre 1967;

2<sup>o</sup> l'article 8, alinéas 2 et 3 et alinéa 4, modifié par l'arrêté royal n° 91 du 11 novembre 1967;

3<sup>o</sup> l'article 10, modifié par la loi du 18 janvier 1962;

4<sup>o</sup> les articles 11, 12 et 14;

5<sup>o</sup> l'article 14 bis, inséré par la loi du 18 janvier 1962;

6<sup>o</sup> l'article 15, modifié par la loi du 23 décembre 1937;

7<sup>o</sup> l'article 16;

8<sup>o</sup> l'article 18, remplacé par la loi du 23 décembre 1937;

9<sup>o</sup> l'article 19;

10<sup>o</sup> l'article 20, remplacé par la loi du 23 décembre 1937.

**TEKST VOORGELEGD AAN DE COMMISSIE****HOOFDSTUK III****Opdrachten van openbare dienst**

Art. 58

De opdrachten van openbare dienst van BELGACOM bestaan in de terbeschikkingstelling voor het publiek van de openbare telecommunicatie bedoeld in artikel 82 van onderhavige wet evenals de taken van sociale of humanitaire aard die inzake de openbare telecommunicatie moeten verwezenlijkt worden zoals ze in het beheerscontract omschreven zijn.

**HOOFDSTUK IV****Bestuur**

Art. 59

Onverminderd de bepalingen van artikel 22 van onderhavige wet, is het mandaat van bestuurder, als vertegenwoordiger van de overheid bedoeld in artikel 42 van onderhavige wet, onverenigbaar met de uitoefening van welke functie dan ook in een private of openbare instelling, die met winstoogmerk telecommunicatiediensten of -produkten aanbiedt.

Art. 60

In de wet van 19 juli 1930 tot oprichting van de Régie van telegraaf en telefoon, worden opgeheven :

1<sup>o</sup> artikel 3, gewijzigd bij het koninklijk besluit n° 91 van 11 november 1967;

2<sup>o</sup> artikel 8, tweede en derde lid, en het vierde lid, gewijzigd bij het koninklijk besluit n° 91 van 11 november 1967;

3<sup>o</sup> artikel 10, gewijzigd bij de wet van 18 januari 1962;

4<sup>o</sup> de artikelen 11, 12 en 14;

5<sup>o</sup> artikel 14 bis, ingevoegd bij de wet van 18 januari 1962;

6<sup>o</sup> artikel 15, gewijzigd bij de wet van 23 december 1937;

7<sup>o</sup> artikel 16;

8<sup>o</sup> artikel 18, vervangen bij de wet van 23 december 1937;

9<sup>o</sup> artikel 19;

10<sup>o</sup> artikel 20, vervangen bij de wet van 23 december 1937.

**TEXTE ADOpte PAR LA COMMISSION****CHAPITRE III****Missions de service public**

Art. 58

Les missions de service public de BELGACOM consistent en la mise à la disposition du public des télécommunications publiques visées à l'article 82 de la présente loi, ainsi que des prestations de nature sociale ou humanitaire à effectuer en matière de télécommunications publiques, telles que définies dans le contrat de gestion.

**CHAPITRE IV****Administration**

Art. 59

Sans préjudice des dispositions de l'article 22 de la présente loi, le mandat d'administrateur, en qualité de représentant des autorités publiques visées à l'article 42 de la présente loi, est incompatible avec l'exercice d'une fonction quelconque dans l'Institut belge des services postaux et des télécommunications visé à l'article 71 ou dans un établissement privé ou public, qui fournit dans un but de lucre des biens ou services de télécommunications.

Art. 60

Dans la loi du 19 juillet 1930 créant la Régie des télégraphes et des téléphones, sont abrogés :

1° l'article 3, modifié par l'arrêté royal n° 91 du 11 novembre 1967;

2° l'article 8, alinéas 2 et 3 et alinéa 4, modifié par l'arrêté royal n° 91 du 11 novembre 1967;

3° l'article 10, 1°, 2°, 4° et 5°, modifié par la loi du 18 janvier 1962;

4° les articles 11, 12 et 14;

5° l'article 14 bis, inséré par la loi du 18 janvier 1962;

6° l'article 15, modifié par la loi du 23 décembre 1937;

7° l'article 16;

8° l'article 18, remplacé par la loi du 23 décembre 1937;

9° l'article 19;

10° l'article 20, remplacé par la loi du 23 décembre 1937.

**TEKST AANGENOMEN DOOR DE COMMISSIE****HOOFDSTUK III****Opdrachten van openbare dienst**

Art. 58

De opdrachten van openbare dienst van BELGACOM bestaan in de terbeschikkingstelling voor het publiek van de openbare telecommunicatie bedoeld in artikel 82 van onderhavige wet, evenals de taken van sociale of humanitaire aard die inzake de openbare telecommunicatie moeten verwezenlijkt worden zoals ze in het beheerscontract omschreven zijn.

**HOOFDSTUK IV****Bestuur**

Art. 59

Onverminderd de bepalingen van artikel 22 van onderhavige wet, is het mandaat van bestuurder, als vertegenwoordiger van de overheid bedoeld in artikel 42 van onderhavige wet, onverenigbaar met de uitoefening van welke functie dan ook in het Belgisch Instituut voor postdiensten en telecommunicatie bedoeld in artikel 71 of in een private of openbare instelling, die met winstoogmerk telecommunicatie-diensten of -produkten aanbiedt.

Art. 60

In de wet van 19 juli 1930 tot oprichting van de Regie van telegraaf en telefoon, worden opgeheven :

1° artikel 3, gewijzigd bij het koninklijk besluit n° 91 van 11 november 1967;

2° artikel 8, tweede en derde lid, en het vierde lid, gewijzigd bij het koninklijk besluit n° 91 van 11 november 1967;

3° artikel 10, 1°, 2°, 4° en 5°, gewijzigd bij de wet van 18 januari 1962;

4° de artikelen 11, 12 en 14;

5° artikel 14 bis, ingevoegd bij de wet van 18 januari 1962;

6° artikel 15, gewijzigd bij de wet van 23 december 1937;

7° artikel 16;

8° artikel 18, vervangen bij de wet van 23 december 1937;

9° artikel 19;

10° artikel 20, vervangen bij de wet van 23 december 1937.

**TEXTE SOUMIS A LA COMMISSION****CHAPITRE V****Tutelle**

Art. 61

Dans la même loi, sont abrogés :

1<sup>o</sup> l'article 9, remis en vigueur par l'arrêté royal du 18 novembre 1957 et modifié par l'arrêté royal n° 91 du 11 novembre 1967;

2<sup>o</sup> l'article 9 bis, inséré par l'arrêté royal n° 91 du 11 novembre 1967.

**CHAPITRE VI****Moyens**

Art. 62

Dans la même loi, sont abrogés :

1<sup>o</sup> l'article 2;  
 2<sup>o</sup> l'article 4, modifié par l'arrêté royal n° 237 du 31 décembre 1983;  
 3<sup>o</sup> les articles 5,6 et 7;  
 4<sup>o</sup> l'article 23, modifié par la loi du 13 octobre 1930 et par la loi du 30 juillet 1979;  
 5<sup>o</sup> l'article 26.

**CHAPITRE VII****Personnel**

Art. 63

Dans la loi du 19 juillet 1930 créant la Régie des télégraphes et des téléphones, l'article 21 modifié par l'arrêté royal n° 91 du 11 novembre 1967, est abrogé.

**CHAPITRE VIII****Responsabilité**

Art. 64

§ 1<sup>er</sup>. En ce qui concerne les dommages causés aux dépens d'un utilisateur à la suite du non-fonctionnement ou du fonctionnement défectueux de l'infra-

**TEKST VOORGELEGD AAN DE COMMISSIE****HOOFDSTUK V****Toezicht**

Art. 61

In dezelfde wet worden opgeheven :

1<sup>o</sup> artikel 9, dat weer in werking gesteld is bij het koninklijk besluit van 18 december 1957 en gewijzigd bij het koninklijk besluit n° 91 van 11 november 1967;

2<sup>o</sup> artikel 9 bis, ingevoegd bij het koninklijk besluit n° 91 van 11 november 1967.

**HOOFDSTUK VI****Middelen**

Art. 62

In dezelfde wet worden opgeheven :

1<sup>o</sup> artikel 2;  
 2<sup>o</sup> artikel 4, gewijzigd bij het koninklijk besluit n° 237 van 31 december 1983;  
 3<sup>o</sup> de artikelen 5,6 en 7;  
 4<sup>o</sup> artikel 23, gewijzigd bij de wet van 13 oktober 1930 en bij de wet van 30 juli 1979;  
 5<sup>o</sup> artikel 26.

**HOOFDSTUK VII****Personeel**

Art. 63

In de wet van 19 juli 1930 tot oprichting van de Regie van telegraaf en telefoon wordt artikel 21, gewijzigd bij het koninklijk besluit n° 91 van 11 november 1967, opgeheven.

**HOOFDSTUK VIII****Aansprakelijkheid**

Art. 64

§ 1. BELGACOM is voor schade ten aanzien van de gebruiker die het gevolg is van het niet of niet goed functioneren van de openbare telecommunicatie-

**TEXTE ADOPTÉ PAR LA COMMISSION****TEKST AANGENOMEN DOOR DE COMMISSIE****CHAPITRE V****Tutel**

Art. 61

Dans la même loi, sont abrogés :

- 1° l'article 9, remis en vigueur par l'arrêté royal du 18 novembre 1957 et modifié par l'arrêté royal n° 91 du 11 novembre 1967;
- 2° l'article 9 bis, inséré par l'arrêté royal n° 91 du 11 novembre 1967.

**CHAPITRE VI****Moyens**

Art. 62

§ 1. Dans cette loi sont abrogés :

- 1° l'article 2;
  - 2° l'article 4, modifié par l'arrêté royal n° 237 du 31 décembre 1983;
  - 3° les articles 5, 6 et 7;
  - 4° l'article 13, modifié par l'arrêté royal n° 91 du 11 novembre 1967;
  - 5° l'article 23, modifié par la loi du 13 octobre 1930 et par la loi du 30 juillet 1979;
  - 6° l'article 26.
- § 2. Cinq pourcents des bénéfices annuels, avant le prélevement de l'impôt sur les sociétés, seront versés au cadre et au personnel.

**CHAPITRE VII****Personnel**

Art. 63

Dans la loi du 19 juillet 1930 créant la Régie des télégraphes et des téléphones, l'article 21 modifié par l'arrêté royal n° 91 du 11 novembre 1967, est abrogé.

**CHAPITRE VIII****Responsabilité**

Art. 64

§ 1<sup>er</sup>. En ce qui concerne les dommages causés aux dépens d'un utilisateur à la suite du non-fonctionnement ou du fonctionnement défectueux de l'infra-

**HOOFDSTUK V****Toezicht**

Art. 61

In dezelfde wet worden opgeheven :

- 1° artikel 9, dat weer in werking gesteld is bij het koninklijk besluit van 18 december 1957 en gewijzigd bij het koninklijk besluit n° 91 van 11 november 1967;
- 2° artikel 9 bis, ingevoegd bij het koninklijk besluit n° 91 van 11 november 1967.

**HOOFDSTUK VI****Middelen**

Art. 62

§ 1. In dezelfde wet worden opgeheven :

- 1° artikel 2;
  - 2° artikel 4, gewijzigd bij het koninklijk besluit n° 237 van 31 december 1983;
  - 3° de artikelen 5, 6 en 7;
  - 4° artikel 13, gewijzigd bij het koninklijk besluit n° 91 van 11 november 1967;
  - 5° artikel 23, gewijzigd bij de wet van 13 oktober 1930 en bij de wet van 30 juli 1979;
  - 6° artikel 26.
- § 2. Vijf procent van de jaarlijkse winst vóórvenootschapsbelasting wordt uitgekeerd aan het kader en het personeel.

**HOOFDSTUK VII****Personeel**

Art. 63

In de wet van 19 juli 1930 tot oprichting van de Régie van telegraaf en telefoon wordt artikel 21, gewijzigd bij het koninklijk besluit n° 91 van 11 november 1967, opgeheven.

**HOOFDSTUK VIII****Aansprakelijkheid**

Art. 64

§ 1. BELGACOM is voor schade ten aanzien van de gebruiker die het gevolg is van het niet of niet goed functioneren van de openbare telecommunicatie-

**TEXTE SOUMIS A LA COMMISSION**

structure des télécommunications publiques ou de manquements lors de la fourniture de services réservés, BELGACOM ne peut être tenu responsable que pour les dommages causés à la suite :

- 1° d'un décès ou d'une lésion corporelle;
- 2° d'une infraction aux dispositions des articles 111 ou 112, deuxième alinéa, commise par les membres de son personnel, pendant l'exercice de leur fonction;
- 3° de la gestion ou de la maîtrise défectueuse de données concernant les utilisateurs des services réservés.

La restriction de la responsabilité prévue à l'alinéa 1er n'est pas d'application pour autant que les dommages découlent des actes propres ou de la négligence de BELGACOM, soit avec l'intention de causer ces dommages, soit inconsidérément et en sachant que ces dommages en résulteraient probablement.

Le Roi peut, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, sur proposition de l'Institut, déterminer les montants au-delà desquels ne s'applique pas l'indemnisation visée à l'alinéa premier.

§ 2. Le Roi peut, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, sur la proposition de l'Institut et après avis du comité consultatif, modifier la restriction ou l'exclusion de la responsabilité découlant du non-fonctionnement ou du fonctionnement défectueux de l'infrastructure des télécommunications publiques ou des manquements lors de la fourniture de services réservés.

§ 3. Toute autre restriction ou exclusion de responsabilité en ce qui concerne les activités dans le domaine des télécommunications publiques est nulle.

**Art. 65**

L'article 24 de la loi du 19 juillet 1930 créant la Régie des télégraphes et des téléphones, est abrogé.

**CHAPITRE IX****Dispositions transitoires et d'entrée en vigueur****Art. 66**

Le premier conseil d'administration et le premier comité de direction de BELGACOM, établis conformément à l'article 48 du Titre I<sup>er</sup> de la présente loi, exercent une double mission jusqu'à son classement parmi les entreprises publiques autonomes, par dérogation aux dispositions du chapitre IV, du Titre I<sup>er</sup> susmentionné: d'une part, la négociation et la conclu-

**TEKST VOORGELEGD AAN DE COMMISSIE**

infrastructuur of van tekortkomingen bij het leveren van gereserveerde diensten slechts aansprakelijk indien het schade betreft als gevolg van :

1° dood of lichamelijk letsel;

2° een overtreding van de bepalingen van de artikelen 111 of 112, tweede lid, begaan door haar personeelsleden, bij de uitoefening van hun functie;

3° het onzorgvuldig beheren of verwerken van gegevens betreffende gebruikers van de gereserveerde diensten.

De in het eerste lid vastgestelde beperking van de aansprakelijkheid geldt niet, voorzover de schade is ontstaan uit eigen handelen of nalaten van BELGACOM, hetzij met opzet die schade te veroorzaken, hetzij roekeloos en met de wetenschap dat die schade er waarschijnlijk uit zou voortvloeien.

De Koning kan, bij in Ministerraad overlegd besluit, op voorstel van het Instituut, de bedragen vaststellen waarboven de in het eerste lid bedoelde schadevergoeding geen toepassing vindt.

§ 2. De Koning kan, bij in Ministerraad overlegd besluit, op voorstel van het Instituut en na advies van het raadgevend comité, de beperking of de uitsluiting van aansprakelijkheid die het gevolg is van het niet of niet goed functioneren van de openbare telecommunicatie-infrastructuur of van tekortkomingen bij het leveren van gereserveerde diensten wijzigen.

§ 3. Elke andere beperking of uitsluiting van aansprakelijkheid met betrekking tot de activiteiten van openbare telecommunicatie is nietig.

**Art. 65**

Artikel 24 van de wet van 19 juli 1930 tot oprichting van de Regie van telegraaf en telefoon, wordt opgeheven.

**HOOFDSTUK IX****Overgangsbepalingen en bepalingen in verband met de inwerkingtreding****Art. 66**

De eerste raad van bestuur en het eerste directiecomité van BELGACOM, opgericht overeenkomstig artikel 48 van Titel I van huidige wet, zullen tot haar indeling bij de autonome overheidsbedrijven, in afwijking van de bepalingen onder hoofdstuk IV van Titel I, een dubbele opdracht vervullen : enerzijds, het onderhandelen en sluiten van het eerste beheers-

**TEXTE ADOpte PAR LA COMMISSION**

structure des télécommunications publiques ou de manquements lors de la fourniture de services réservés, BELGACOM ne peut être tenu responsable que pour les dommages causés à la suite :

1° d'un décès ou d'une lésion corporelle;  
2° d'une infraction aux dispositions des articles 111 ou 112, deuxième alinéa, commise par les membres de son personnel, lors de l'exercice de leur fonction;

3° de la gestion ou de la maîtrise défectueuse de données concernant les utilisateurs des services réservés.

La restriction de la responsabilité prévue à l'alinéa 1er n'est pas d'application pour autant que les dommages découlent des actes propres ou de la négligence de BELGACOM, soit avec l'intention de causer ces dommages, soit inconsidérément et en sachant que ces dommages en résulteraient probablement.

Le Roi peut, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, sur proposition de l'Institut, déterminer les montants au-delà desquels ne s'applique pas l'indemnisation visée à l'alinéa premier.

§ 2. Le Roi peut, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, sur la proposition de l'Institut et après avis du comité consultatif, modifier la restriction ou l'exclusion de la responsabilité découlant du non-fonctionnement ou du fonctionnement défectueux de l'infrastructure des télécommunications publiques ou des manquements lors de la fourniture de services réservés.

§ 3. Toute autre restriction ou exclusion de responsabilité en ce qui concerne les activités dans le domaine des télécommunications publiques est nulle.

**Art. 65**

L'article 24 de la loi du 19 juillet 1930 créant la Régie des télégraphes et des téléphones, est abrogé.

**CHAPITRE IX****Dispositions transitoires et d'entrée en vigueur****Art. 66**

Le premier conseil d'administration et le premier comité de direction de BELGACOM, établis conformément à l'article 48 du Titre I<sup>er</sup> de la présente loi, exerceront une double mission jusqu'à son classement parmi les entreprises publiques autonomes, par dérogation aux dispositions du chapitre IV, du Titre I<sup>er</sup> susmentionné: d'une part, la négociation et la conclu-

**TEKST AANGENOMEN DOOR DE COMMISSIE**

infrastructuur of van tekortkomingen bij het leveren van gereserveerde diensten slechts aansprakelijk indien het schade betreft als gevolg van :

1° dood of lichamelijk letsel;

2° een overtreding van de bepalingen van de artikelen 111 of 112, tweede lid, begaan door haar personeelsleden, bij de uitoefening van hun functie;

3° het onzorgvuldig beheren of verwerken van gegevens betreffende gebruikers van de gereserveerde diensten.

De in het eerste lid vastgestelde beperking van de aansprakelijkheid geldt niet, voorzover de schade is ontstaan uit de eigen handelingen of nalatigheden van BELGACOM, hetzij met opzet die schade te veroorzaken, hetzij roekeloos en met de wetenschap dat die schade er waarschijnlijk uit zou voortvloeien.

De Koning kan, bij een in Ministerraad overlegd besluit, op voorstel van het Instituut, de bedragen vaststellen waarboven de in het eerste lid bedoelde schadevergoeding geen toepassing vindt.

§ 2. De Koning kan, bij een in Ministerraad overlegd besluit, op voorstel van het Instituut en na advies van het raadgevend comité, de beperking of de uitsluiting van aansprakelijkheid die het gevolg is van het niet of niet goed functioneren van de openbare telecommunicatie-infrastructuur of van tekortkomingen bij het leveren van gereserveerde diensten wijzigen.

§ 3. Elke andere beperking of uitsluiting van aansprakelijkheid met betrekking tot de activiteiten van openbare telecommunicatie is nietig.

**Art. 65**

Artikel 24 van de wet van 19 juli 1930 tot oprichting van de Regie van telegraaf en telefoon, wordt opgeheven.

**HOOFDSTUK IX****Overgangsbepalingen en bepalingen in verband met de inwerkingtreding****Art. 66**

De eerste raad van bestuur en het eerste directiecomité van BELGACOM, opgericht overeenkomstig artikel 48 van Titel I van deze wet, zullen tot haar indeling bij de autonome overheidsbedrijven, in afwijking van de bepalingen onder hoofdstuk IV van Titel I, een dubbele opdracht vervullen : enerzijds, het onderhandelen en sluiten van het eerste beheers-

**TEXTE SOUMIS A LA COMMISSION**

sion du premier contrat de gestion et, d'autre part, la reprise des pouvoirs de l'Administration générale de la Régie des télégraphes et des téléphones dans le cadre de la loi du 19 juillet 1930.

**Art. 67**

Les dispositions du présent Titre entrent en vigueur à la date du classement de BELGACOM parmi les entreprises publiques autonomes, conformément au Titre I<sup>er</sup> de la présente loi, à l'exception :

1<sup>o</sup> des articles 59 et 66, qui entrent en vigueur le jour de la publication au *Moniteur belge*;

2<sup>o</sup> de l'article 63, qui entre en vigueur à la date de l'entrée en vigueur du premier statut du personnel et du premier statut syndical fixés conformément à l'article 33.

**TITRE III***Les télécommunications***CHAPITRE I<sup>er</sup>****Définitions****Art. 68**

Pour l'application de la présente loi, on entend par :

1<sup>o</sup> Ministre : le Ministre ou Secrétaire d'Etat qui est compétent pour les matières relatives aux télécommunications;

2<sup>o</sup> Institut : l'Institut belge des services postaux et des télécommunications, en abrégé « I.B.P.T. », visé à l'article 71;

3<sup>o</sup> BELGACOM : l'organisme d'intérêt public, visé au chapitre V du présent Titre;

4<sup>o</sup> Télécommunications : toute transmission, émission ou réception de signes, de signaux, d'écrits, d'images, de sons ou de données de toute nature, par fil, radio-électricité, signalisation optique ou un autre système électromagnétique;

5<sup>o</sup> Infrastructure publique de télécommunications : l'ensemble des équipements et des moyens y afférents qui franchissent le domaine public et qui sont destinés à la télécommunication à l'exception de ceux destinés au service de radiodiffusion et des réseaux de radio-distribution et de télédistribution.

Cet ensemble est délimité par les points de raccordement qui y sont reliés, en ce compris les raccordements à l'infrastructure de télécommunications de pays étrangers;

**TEKST VOORGELEEGD AAN DE COMMISSIE**

contract en, anderzijds, het overnemen van de bevoegdheden van het Algemeen Bestuur van de Regie van telegraaf en telefoon binnen het kader van de wet van 19 juli 1930.

**Art. 67**

De bepalingen van deze Titel treden in werking op de datum waarop BELGACOM ingedeeld wordt bij de autonome overheidsbedrijven overeenkomstig Titel I van deze wet, behalve :

1<sup>o</sup> de artikelen 59 en 66, die in werking treden op de dag waarop zij in het *Belgisch Staatsblad* worden bekendgemaakt;

2<sup>o</sup> het artikel 63, dat in werking treedt op de datum van de inwerkingtreding van het eerste personeelsstatuut en het eerste syndicaal statuut, die overeenkomstig artikel 33 zijn vastgesteld.

**TITEL III***De telecommunicatie***HOOFDSTUK I****Definities****Art. 68**

Voor de toepassing van deze wet wordt verstaan onder :

1<sup>o</sup> Minister : de Minister of Staatssecretaris, die bevoegd is voor de aangelegenheden, die de telecommunicatie betreffen;

2<sup>o</sup> Instituut : het Belgisch instituut voor postdiensten en telecommunicatie, afgekort « B.I.P.T. », bedoeld in artikel 71;

3<sup>o</sup> BELGACOM : de instelling van openbaar nut bedoeld in hoofdstuk V van deze Titel;

4<sup>o</sup> Telecommunicatie : elke overbrenging, uitzending of ontvangst van tekens, seinen, geschriften, beelden, klanken of gegevens van alle aard, per draad, radio-elektriciteit, optische seingeving of een ander elektro-magnetisch systeem;

5<sup>o</sup> Openbare telecommunicatie-infrastructuur : het geheel van uitrusting met daarbijhorende middelen, die het openbaar domein overschrijden en die bestemd zijn voor de telecommunicatie met uitzondering van deze bestemd voor de radio-omroepdienst en de radio- en teledistributienetten.

Dit geheel wordt begrensd door daartoe behorende aansluitpunten, met inbegrip van de aansluitingen op buitenlandse telecommunicatie-infrastructuur;

**TEXTE ADOpte PAR LA COMMISSION**

sion du premier contrat de gestion et, d'autre part, la reprise des pouvoirs de l'Administration générale de la Régie des télégraphes et des téléphones dans le cadre de la loi du 19 juillet 1930.

**Art. 67**

Les dispositions du présent Titre entrent en vigueur à la date du classement de BELGACOM parmi les entreprises publiques autonomes, conformément au Titre I<sup>e</sup> de la présente loi, à l'exception :

1<sup>o</sup> des articles 59 et 66, qui entrent en vigueur le jour de la publication au *Moniteur belge*;

2<sup>o</sup> de l'article 63, qui entre en vigueur à la date de l'entrée en vigueur du premier statut du personnel et du premier statut syndical fixés conformément à l'article 33.

**TITRE III***Les télécommunications***CHAPITRE I<sup>e</sup>****Définitions****Art. 68**

Pour l'application de la présente loi, on entend par :

1<sup>o</sup> Ministre : le Ministre ou Secrétaire d'Etat qui est compétent pour les matières relatives aux télécommunications;

2<sup>o</sup> Institut : l'Institut belge des services postaux et des télécommunications, en abrégé « I.B.P.T. », visé à l'article 71;

3<sup>o</sup> BELGACOM : l'organisme d'intérêt public, visé au chapitre V du présent Titre;

4<sup>o</sup> Télécommunications : toute transmission, émission ou réception de signes, de signaux, d'écrits, d'images, de sons ou de données de toute nature, par fil, radio-électricité, signalisation optique ou un autre système électromagnétique;

5<sup>o</sup> Infrastructure publique de télécommunications : l'ensemble des équipements et des moyens y afférents qui franchissent le domaine public et qui sont destinés à la télécommunication à l'exception de ceux destinés au service de radiodiffusion et des réseaux de radio-distribution et de télédistribution.

Cet ensemble est délimité par les points de raccordement qui y sont reliés, en ce compris les raccordements à l'infrastructure de télécommunications de pays étrangers;

**TEKST AANGENOMEN DOOR DE COMMISSIE**

contract en, anderzijds, het overnemen van de bevoegdheden van het Algemeen Bestuur van de Regie van telegraaf en telefoon binnen het kader van de wet van 19 juli 1930.

**Art. 67**

De bepalingen van deze Titel treden in werking op de datum waarop BELGACOM ingedeeld wordt bij de autonome overheidsbedrijven overeenkomstig Titel I van deze wet, behalve :

1<sup>o</sup> de artikelen 59 en 66, die in werking treden op de dag waarop zij in het *Belgisch Staatsblad* worden bekendgemaakt;

2<sup>o</sup> het artikel 63, dat in werking treedt op de datum van de inwerkingtreding van het eerste personeelsstatuut en het eerste syndicaal statuut, die overeenkomstig artikel 33 zijn vastgesteld.

**TITEL III***De telecommunicatie***HOOFDSTUK I****Definities****Art. 68**

Voor de toepassing van deze wet wordt verstaan onder :

1<sup>o</sup> Minister : de Minister of Staatssecretaris, die bevoegd is voor de angelegenheden, die de communicatie betreffen;

2<sup>o</sup> Instituut : het Belgisch instituut voor postdiensten en telecommunicatie, afgekort « B.I.P.T. », bedoeld in artikel 71;

3<sup>o</sup> BELGACOM : de instelling van openbaar nut bedoeld in hoofdstuk V van deze Titel;

4<sup>o</sup> Telecommunicatie : elke overbrenging, uitzending of ontvangst van tekens, seinen, geschriften, beelden, klanken of gegevens van alle aard, per draad, radio-elektriciteit, optische seingeving of een ander elektro-magnetisch systeem;

5<sup>o</sup> Openbare telecommunicatie-infrastructuur : het geheel van uitrusting met daarbijhorende middelen, die het openbaar domein overschrijden en die bestemd zijn voor de telecommunicatie met uitzondering van deze bestemd voor de radio-omroepdienst en de radio- en teledistributienetten.

Dit geheel wordt begrensd door daartoe behorende aansluitpunten, met inbegrip van de aansluitingen op buitenlandse telecommunicatie-infrastructuur;

**TEXTE SOUMIS A LA COMMISSION**

6<sup>e</sup> Point de raccordement : un point terminal de l'infrastructure publique de télécommunications qui sert à la connexion d'un appareil terminal;

7<sup>e</sup> Appareil terminal : toute installation qui peut être raccordée directement à l'infrastructure de télécommunication par un point de raccordement pour transmettre, traiter ou recevoir les informations visées au 4<sup>e</sup>;

8<sup>e</sup> Liaison fixe : une liaison qui franchit le domaine public et qui permet la télécommunication directe entre, d'une part, un point de raccordement ou un raccordement à une infrastructure de télécommunication d'un pays étranger et, d'autre part, un ou plusieurs points de raccordement ou un raccordement à une infrastructure de télécommunication d'un pays étranger et par laquelle l'utilisateur ne peut influencer l'établissement ou la cessation de la liaison via son point de raccordement;

9<sup>e</sup> Service de transport : un service dont l'objet principal est de permettre des télécommunications entre différents points de raccordement, ou entre des points de raccordement et des raccordements à une infrastructure de télécommunications de pays étrangers, ou entre des raccordements à des infrastructures de télécommunications de pays étrangers, sans soumettre les signaux échangés à d'autres traitements que ceux nécessaires :

a) à l'établissement ou à la cessation par l'utilisateur lui-même, via son point de raccordement, des communications avec d'autres points de raccordement belges ou étrangers;

b) à l'établissement des communications, au routage, à la levée des dérangements, à la tarification, ainsi qu'aux facilités requises à cet effet;

10<sup>e</sup> Spécification technique : la spécification qui figure dans un document définissant les caractéristiques requises d'un appareil terminal, y compris les essais à effectuer et les méthodes d'essai;

11<sup>e</sup> Certificat de conformité : le document certifiant qu'un type d'appareil terminal déterminé répond aux spécifications techniques prescrites;

12<sup>e</sup> Agrément : la confirmation qu'un type d'appareil terminal déterminé est reconnu apte à être raccordé à l'infrastructure publique de télécommunications;

**TEKST VOORGELEGD AAN DE COMMISSIE**

6<sup>e</sup> Aansluitpunt : een eindpunt van de openbare telecommunicatie-infrastructuur dat dient voor de aansluiting van een eindapparaat;

7<sup>e</sup> Eindapparaat : elke inrichting, die rechtstreeks kan aangesloten worden op de telecommunicatie-infrastructuur door middel van een aansluitpunt, om de informatie bedoeld in 4<sup>e</sup> over te brengen, te behandelen of te ontvangen;

8<sup>e</sup> Vaste verbinding : een verbinding, die het openbaar domein overschrijdt en die rechtstreekse telecommunicatie toelaat tussen, enerzijds, een aansluitpunt of een aansluiting op een buitenlandse telecommunicatie-infrastructuur en, anderzijds, een of meer aansluitpunten of aansluitingen op een buitenlandse telecommunicatie-infrastructuur en waarbij de gebruiker het totstandkomen of verbreken van de verbinding niet via zijn aansluitpunt kan beïnvloeden;

9<sup>e</sup> Transportdienst : een dienst die hoofdzakelijk tot doel heeft telecommunicatie toe te laten tussen verschillende aansluitpunten onderling, of tussen aansluitpunten en aansluitingen op een buitenlandse telecommunicatie-infrastructuur, of tussen aansluitingen op buitenlandse telecommunicatie-infrastructuren, zonder die signalen aan andere behandelingen te onderwerpen dan die welke nodig zijn voor :

a) het tot stand brengen of beëindigen door de gebruiker zelf, via zijn aansluitpunt, van de verbindingen met andere Belgische of buitenlandse aansluitpunten;

b) de verbindingsopbouw, de routering, het opheffen van storingen, de tarivering alsook de faciliteiten, die hiervoor nodig zijn;

10<sup>e</sup> Technische specificatie : de specificatie die vervat is in een document ter omschrijving van de vereiste kenmerken van een eindapparaat, met inbegrip van de uit te voeren testen en testmethodes;

11<sup>e</sup> Conformiteitscertificaat : het document waarin wordt verklaard dat een bepaald type eindapparaat aan de gestelde technische specificaties voldoet;

12<sup>e</sup> Goedkeuring : de bevestiging dat een bepaald type-eindapparaat geschikt is bevonden om te worden aangesloten op de openbare telecommunicatie-infrastructuur;

**TEXTE ADOpte PAR LA COMMISSION**

**6° Point de raccordement :** un point terminal de l'infrastructure publique de télécommunications qui sert à la connexion d'un appareil terminal;

**7° Appareil terminal :** toute installation qui peut être raccordée directement à l'infrastructure de télécommunication par un point de raccordement pour transmettre, traiter ou recevoir les informations visées au 4°;

**8° Liaison fixe :** une liaison qui franchit le domaine public et qui permet la télécommunication directe entre, d'une part, un point de raccordement ou un raccordement à une infrastructure de télécommunication d'un pays étranger et, d'autre part, un ou plusieurs points de raccordement ou un raccordement à une infrastructure de télécommunication d'un pays étranger et par laquelle l'utilisateur ne peut influencer l'établissement ou la cessation de la liaison via son point de raccordement;

**9° Service de commutation de données : service de télécommunications dont les fonctions se limitent au transport et à la commutation de données par commutation par paquets ou par circuit, en ce compris les fonctions nécessaires à son exploitation:**

**10° Service de téléphonie : service de télécommunications destiné au transport direct et à la commutation en temps réel de signaux vocaux au départ et à destination de points de raccordement pour autant qu'il ne comprenne que les fonctions nécessaires à son exploitation:**

**11° Service de télex : service de télécommunications destiné au transport direct et à la commutation de messages télex au départ et à destination de points de raccordement, pour autant qu'il ne comprenne que les fonctions nécessaires à son exploitation;**

**12° Spécification technique :** la spécification qui figure dans un document définissant les caractéristiques requises d'un appareil terminal, y compris les essais à effectuer et les méthodes d'essai;

**13° Certificat de conformité :** le document certifiant qu'un type d'appareil terminal déterminé répond aux spécifications techniques prescrites;

**14° Agrément :** la confirmation qu'un type d'appareil terminal déterminé est reconnu apte à être raccordé à l'infrastructure publique de télécommunications;

**TEKST AANGENOMEN DOOR DE COMMISSIE**

**6° Aansluitpunt :** een eindpunt van de openbare telecommunicatie-infrastructuur dat dient voor de aansluiting van een eindapparaat;

**7° Eindapparaat :** elke inrichting, die rechtstreeks kan aangesloten worden op de telecommunicatie-infrastructuur door middel van een aansluitpunt, om de informatie bedoeld in 4° over te brengen, te behandelen of te ontvangen;

**8° Vaste verbinding :** een verbinding, die het openbaar domein overschrijdt en die rechtstreekse telecommunicatie toelaat tussen, enerzijds, een aansluitpunt of een aansluiting op een buitenlandse telecommunicatie-infrastructuur en, anderzijds, één of meer aansluitpunten of aansluitingen op een buitenlandse telecommunicatie-infrastructuur en waarbij de gebruiker het totstandkomen of verbreken van de verbinding niet via zijn aansluitpunt kan beïnvloeden;

**9° Dienst voor gegevensschakeling : de telecomunicatiedienst waarvan de functies zich beperken tot het transport en de schakeling van gegevens via pakket- of circuitschakeling, met inbegrip van de functies die noodzakelijk zijn voor zijn exploitatie;**

**10° Telefoonbediening : de telecommunicatiedienst bestemd voor het rechtstreekse transport in real-time en de schakeling van vocale signalen van en naar aansluitpunten, in de mate dat hij enkel de functies omvat die noodzakelijk zijn voor zijn exploitatie;**

**11° Telexdienst : de telecommunicatiedienst bestemd voor het rechtstreekse transport en de schakeling van telexberichten van en naar aansluitpunten, in de mate dat hij enkel de functies omvat die noodzakelijk zijn voor zijn exploitatie;**

**12° Technische specificatie :** de specificatie die vervat is in een document ter omschrijving van de vereiste kenmerken van een eindapparaat, met inbegrip van de uit te voeren testen en testmethodes;

**13° Conformiteitscertificaat :** het document waarin wordt verklaard dat een bepaald type eindapparaat aan de gestelde technische specificaties voldoet;

**14° Goedkeuring :** de bevestiging dat een bepaald type-eindapparaat geschikt is bevonden om te worden aangesloten op de openbare telecommunicatie-infrastructuur;

**TEXTE SOUMIS A LA COMMISSION**

13<sup>e</sup> Publicité : toute forme de communication diffusée dans l'intention directe ou indirecte de promouvoir :

- a) la vente, la location, le prêt ou la mise à la disposition de manière généralement quelconque d'appareils terminaux;
- b) l'utilisation d'un service de télécommunication.

**CHAPITRE II****Dispositions générales****Art. 69**

Toutes les activités en matière de télécommunications, à l'exception des télécommunications publiques décrites au chapitre V du présent Titre, sont libres.

**Art. 70**

Lorsque la sécurité publique ou la défense du Royaume l'exigent, le Roi peut, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, interdire en tout ou en partie au cours de la période fixée par Lui :

- 1<sup>e</sup> d'assurer les télécommunications publiques;
- 2<sup>e</sup> d'assurer un service non réservé;
- 3<sup>e</sup> d'utiliser ou de détenir une installation de télécommunication.

Le Roi peut, à cet effet, prescrire toutes les mesures qu'il juge utiles, notamment la mise sous séquestre des équipements ou leur mise en dépôt à un endroit déterminé.

Les mesures visées dans le présent article ne donnent lieu à l'attribution d'aucune indemnité.

**CHAPITRE III****Institut belge des services postaux et des télécommunications****Art. 71**

Il est créé un organisme d'intérêt public, ayant la personnalité civile, sous la dénomination « Institut belge des services postaux et des télécommunications », en abrégé « I.B.P.T. ».

L'Institut est soumis aux règles fixées pour les organismes visés à l'article 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, A, de la loi

**TEKST VOORGELEGD AAN DE COMMISSIE**

13<sup>e</sup> Reclame : elke mededeling, onder welke vorm dan ook, die wordt verspreid met de rechtstreekse of onrechtstreekse bedoeling :

- a) het verkopen, verhuren, in leen geven of op gelijk welke wijze ter beschikking stellen van eindapparaten, te bevorderen;
- b) het gebruik van een telecommunicatiedienst te bevorderen.

**HOOFDSTUK II****Algemene bepalingen****Art. 69**

Alle activiteiten inzake telecommunicatie, met uitzondering van de in hoofdstuk V van deze Titel omschreven openbare telecommunicatie, zijn vrij.

**Art. 70**

Wanneer de openbare veiligheid of de verdediging van het Rijk het vergt, mag de Koning, bij in Ministerraad overlegd besluit, gedurende de termijn die Hij vaststelt, geheel of gedeeltelijk verbieden :

- 1<sup>e</sup> de openbare telecommunicatie te verzorgen;
- 2<sup>e</sup> een niet-gereserveerde dienst te verzorgen;
- 3<sup>e</sup> een telecommunicatie-inrichting te gebruiken of te houden.

De Koning mag terzake alle maatregelen voorschrijven, die Hij nuttig acht, inzonderheid de uitrustingen onder sequester doen plaatsen of op een bepaalde plaats doen deponeren.

De in dit artikel bedoelde maatregelen geven geen aanleiding tot de toekenning van enige vergoeding.

**HOOFDSTUK III****Belgisch Instituut voor postdiensten en telecommunicatie****Art. 71**

Er wordt een instelling van openbaar nut met rechtspersoonlijkheid opgericht, onder de benaming « Belgisch Instituut voor postdiensten en telecommunicatie », afgekort « B.I.P.T. ».

Het Instituut is onderworpen aan de regelen vastgesteld voor de instellingen bedoeld in artikel 1,

**TEXTE ADOPTÉ PAR LA COMMISSION**

15° Publicité : toute forme de communication diffusée dans l'intention directe ou indirecte de promouvoir :

- a) la vente, la location, le prêt ou la mise à la disposition de manière généralement quelconque d'appareils terminaux;
- b) l'utilisation d'un service de télécommunication.

**CHAPITRE II****Dispositions générales****Art. 69**

Toutes les activités en matière de télécommunications, à l'exception des télécommunications publiques décrites au chapitre V du présent Titre, sont libres, sans préjudice des dispositions de ce Titre.

**Art. 70**

Lorsque la sécurité publique ou la défense du Royaume l'exigent, le Roi peut, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, interdire en tout ou en partie au cours de la période fixée par Lui :

- 1<sup>o</sup> d'assurer les télécommunications publiques;
- 2<sup>o</sup> d'assurer un service non réservé;
- 3<sup>o</sup> d'utiliser ou de détenir une installation de télécommunication.

Le Roi peut, à cet effet, prescrire toutes les mesures qu'il juge utiles, notamment la mise sous séquestre des équipements ou leur mise en dépôt à un endroit déterminé.

Les mesures visées dans le présent article ne donnent lieu à l'attribution d'aucune indemnité.

**CHAPITRE III****Institut belge des services postaux et des télécommunications****Art. 71**

Il est créé un organisme d'intérêt public, ayant la personnalité civile, sous la dénomination « Institut belge des services postaux et des télécommunications », en abrégé « I.B.P.T. ».

L'Institut est soumis aux règles fixées pour les organismes visés à l'article 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, A, de la loi

**TEKST AANGEENOMEN DOOR DE COMMISSIE**

15° Reclame : elke mededeling, onder welke vorm dan ook, die wordt verspreid met de rechtstreekse of onrechtstreekse bedoeling :

- a) het verkopen, verhuren, in leen geven of op gelijk welke wijze ter beschikking stellen van eindapparaten, te bevorderen;
- b) het gebruik van een telecommunicatiedienst te bevorderen.

**HOOFDSTUK II****Algemene bepalingen****Art. 69**

Alle activiteiten inzake telecommunicatie, met uitzondering van de in hoofdstuk V van deze Titel omschreven openbare telecommunicatie, zijn vrij, onverminderd de bepalingen van deze Titel.

**Art. 70**

Wanneer de openbare veiligheid of de verdediging van het Rijk het vergt, mag de Koning, bij in Ministerraad overlegd besluit, gedurende de termijn die Hij vaststelt, geheel of gedeeltelijk verbieden :

- 1<sup>o</sup> de openbare telecommunicatie te verzekeren;
- 2<sup>o</sup> een niet-gereserveerde dienst te verzekeren;
- 3<sup>o</sup> een telecommunicatie-inrichting te gebruiken of te houden.

De Koning mag terzake alle maatregelen voorschrijven, die Hij nuttig acht, inzonderheid de uitrustingen onder sequester doen plaatsen of op een bepaalde plaats doen deponeren.

De in dit artikel bedoelde maatregelen geven geen aanleiding tot de toekenning van enige vergoeding.

**HOOFDSTUK III****Belgisch Instituut voor postdiensten en telecommunicatie****Art. 71**

Er wordt een instelling van openbaar nut met rechtspersoonlijkheid opgericht, onder de benaming « Belgisch Instituut voor postdiensten en telecommunicatie », afgekort « B.I.P.T. ».

Het Instituut is onderworpen aan de regelen vastgesteld voor de instellingen bedoeld in artikel 1,

**TEXTE SOUMIS A LA COMMISSION**

du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public.

L'Institut a son siège dans la Région de Bruxelles-Capitale.

**Art. 72**

L'Institut est représenté et géré par le Ministre. Le Ministre est compétent pour accomplir tous les actes de gestion.

La gestion journalière de l'Institut est assurée par un fonctionnaire dirigeant. Le Ministre détermine les délégations de pouvoirs qui lui sont accordées.

**Art. 73**

§ 1<sup>er</sup>. Le statut administratif et pécuniaire du personnel de l'Institut est fixé dans l'année suivant la date de l'entrée en vigueur du présent article.

§ 2. Le Roi détermine, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, les grades qui correspondent à des fonctions spécialisées, ainsi que les règlements administratifs et pécuniaires spécifiques relatifs à ces grades.

Par dérogation au statut administratif et pécuniaire du personnel des organismes d'intérêt public, l'Institut peut recruter et employer du personnel en vertu d'un contrat de travail soumis à la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail, afin :

1<sup>o</sup> de répondre à des besoins exceptionnels et temporaires en personnel, qu'il s'agisse soit de la mise en oeuvre d'actions limitées dans le temps, soit d'un surcroît extraordinaire de travail;

2<sup>o</sup> d'exécuter des tâches nécessitant une connaissance ou expérience de haute qualification;

3<sup>o</sup> de remplacer des membres du personnel statutaire ou contractuel pendant des périodes d'absence temporaire, partielle ou totale;

4<sup>o</sup> d'accomplir des tâches auxiliaires ou spécifiques.

§ 3. La situation administrative et pécuniaire d'un membre du personnel statutaire de l'Institut ne peut jamais être moins favorable que celle d'un agent revêtu d'un grade équivalent de la Régie des télégraphes et des téléphones à la date qui précède celle de l'entrée en vigueur du présent article.

Dans le présent paragraphe, on entend par situation pécuniaire tout ce qui a trait à la rémunération au sens large, notamment, le traitement, le pécule de vacances, les allocations, les indemnités, les primes et les avantages sociaux de toute nature.

**TEKST VOORGELEGD AAN DE COMMISSIE**

eerste lid, A, van de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut.

Het Instituut heeft zijn zetel in het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest.

**Art. 72**

Het Instituut wordt vertegenwoordigd en beheerd door de Minister. De Minister is bevoegd om alle daden van beheer te stellen.

Het dagelijks beheer van het Instituut wordt waargenomen door een leidend ambtenaar. De Minister bepaalt de bevoegdhedsdelegatie die hem wordt verleend.

**Art. 73**

§ 1. Het administratief en geldelijk statuut van het personeel van het Instituut wordt vastgelegd binnen het jaar volgend op de inwerkingtreding van dit artikel.

§ 2. De Koning bepaalt, bij in Ministerraad overlegd besluit, de graden, die overeenstemmen met de gespecialiseerde functies, evenals de desbetreffende specifieke administratieve en geldelijke regelingen.

In afwijking van het administratief en geldelijk statuut van het personeel van de instellingen van openbaar nut, kan het Instituut personeel aanwerven en tewerkstellen onder arbeidsovereenkomst onderworpen aan de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten, met het oog op :

1<sup>o</sup> de tegemoetkoming aan buitengewone en tijdelijke personeelsbehoeften, ten gevolge van de uitvoering van in de tijd beperkte projecten of een plotselinge toename in het werk;

2<sup>o</sup> de uitvoering van taken die een kennis of ervaring op hoog niveau vereisen;

3<sup>o</sup> de vervanging van statutaire of contractuele personeelsleden gedurende perioden van tijdelijke, gehele of gedeeltelijke afwezigheid;

4<sup>o</sup> de uitvoering van bijkomstige of bijzondere taken.

§ 3. De administratieve en geldelijke toestand van een statutair personeelslid van het Instituut kan nooit minder gunstig zijn dan deze van een met een gelijkwaardige graad bekleed personeelslid van de Régie voor telegrafie en telefonie op de dag voorafgaand aan deze waarop dit artikel in werking treedt.

In deze paragraaf wordt 'met geldelijke toestand' bedoeld al wat betrekking heeft op de beloning in brede zin, met name de wedde, het vakantiegeld, de toelagen, de vergoedingen, de premies en de sociale voordelen van alle aard.

**TEXTE ADOpte PAR LA COMMISSION**

du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public.

L'Institut a son siège dans la Région de Bruxelles-Capitale.

**Art. 72**

L'Institut est représenté et géré par le Ministre. Le Ministre est compétent pour accomplir tous les actes de gestion.

La gestion journalière de l'Institut est assurée par un fonctionnaire dirigeant. Le Ministre détermine les délégations de pouvoirs qui lui sont accordées.

**Art. 73**

§ 1<sup>er</sup>. Le statut administratif et pécuniaire du personnel de l'Institut est fixé dans l'année suivant la date de l'entrée en vigueur du présent article.

§ 2. Le Roi détermine, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, les grades qui correspondent à des fonctions spécialisées, ainsi que les règlements administratifs et pécuniaires spécifiques relatifs à ces grades.

Par dérogation au statut administratif et pécuniaire du personnel des organismes d'intérêt public, l'Institut peut recruter et employer du personnel en vertu d'un contrat de travail soumis à la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail, afin :

1<sup>o</sup> de répondre à des besoins exceptionnels et temporaires en personnel, qu'il s'agisse soit de la mise en oeuvre d'actions limitées dans le temps, soit d'un surcroît extraordinaire de travail;

2<sup>o</sup> d'exécuter des tâches nécessitant une connaissance ou expérience de haute qualification;

3<sup>o</sup> de remplacer des membres du personnel statutaire ou contractuel pendant des périodes d'absence temporaire, partielle ou totale;

4<sup>o</sup> d'accomplir des tâches auxiliaires ou spécifiques.

§ 3. La situation administrative et pécuniaire d'un membre du personnel statutaire de l'Institut ne peut jamais être moins favorable que celle d'un agent revêtu d'un grade équivalent de la Régie des télégraphes et des téléphones à la date qui précède celle de l'entrée en vigueur du présent article.

Dans le présent paragraphe, on entend par situation pécuniaire tout ce qui a trait à la rémunération au sens large, notamment, le traitement, le pécule de vacances, les allocations, les indemnités, les primes et les avantages sociaux de toute nature.

**TEKST AANGENOMEN DOOR DE COMMISSIE**

eerste lid, A, van de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut.

Het Instituut heeft zijn zetel in het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest.

**Art. 72**

Het Instituut wordt vertegenwoordigd en beheerd door de Minister. De Minister is bevoegd om alle daden van beheer te stellen.

Het dagelijks beheer van het Instituut wordt waargenomen door een leidend ambtenaar. De Minister bepaalt de bevoegdhedsdelegatie die hem wordt verleend.

**Art. 73**

§ 1. Het administratief en geldelijk statuut van het personeel van het Instituut wordt vastgelegd binnen het jaar volgend op de inwerkingtreding van dit artikel.

§ 2. De Koning bepaalt, bij een in Ministerraad overlegd besluit, de graden, die overeenstemmen met de gespecialiseerde functies, evenals de desbetreffende specifieke administratieve en geldelijke regelingen.

In afwijking van het administratief en geldelijk statuut van het personeel van de instellingen van openbaar nut, kan het Instituut personeel aanwerven en tewerkstellen onder arbeidsovereenkomst onderworpen aan de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten, met het oog op :

1<sup>o</sup> de tegemoetkoming aan buitengewone en tijdelijke personeelsbehoeften, ten gevolge van de uitvoering van in de tijd beperkte projecten of een plotselinge toename in het werk;

2<sup>o</sup> de uitvoering van taken die een kennis of ervaring op hoog niveau vereisen;

3<sup>o</sup> de vervanging van statutaire of contractuele personeelsleden gedurende perioden van tijdelijke, gehele of gedeeltelijke afwezigheid;

4<sup>o</sup> de uitvoering van bijkomstige of bijzondere taken.

§ 3. De administratieve en geldelijke toestand van een statutair personeelslid van het Instituut kan nooit minder gunstig zijn dan deze van een met een gelijkwaardige graad bekleed personeelslid van de Régie voor telegrafie en telefonie op de dag voorafgaand aan deze waarop dit artikel in werking treedt.

In deze paragraaf wordt met geldelijke toestand bedoeld al wat betrekking heeft op de beloning in brede zin, met name de wedde, het vakantiegeld, de toelagen, de vergoedingen, de premies en de sociale voordelen van alle aard.

**TEXTE SOUMIS A LA COMMISSION****Art. 74**

Pendant une période de 3 mois prenant cours à la date de la publication au *Moniteur belge* du statut administratif et pécuniaire du personnel et du cadre organique et du cadre linguistique de l'Institut, le Roi procède, par dérogation à l'arrêté royal n° 56 du 16 juillet 1982 relatif au recrutement dans certains services publics, pour les fonctions indiquées à cet effet dans le cadre organique, aux premières nominations en faisant appel aux agents statutaires de la Régie des postes, de la Régie des télégraphes et des téléphones, du Ministère des Affaires économiques et du Ministère des Communications.

Ces nominations sont soustraites à tous droits de priorité. Elles font l'objet d'un appel aux candidats par la voie d'un avis au *Moniteur belge*, mentionnant notamment les emplois vacants, les conditions d'admissibilité ainsi que les délais et les modalités d'introduction des candidatures.

Pour pouvoir être nommés à l'Institut à un grade supérieur au grade qui est le leur dans leur administration d'origine ou pour pouvoir y être nommés dans un niveau supérieur au niveau qui est le leur dans leur administration d'origine, les candidats doivent répondre à toutes les conditions, notamment d'ancienneté et de diplôme, qui leur permettraient d'accéder à un tel grade ou niveau dans l'administration qu'ils demandent à quitter.

**Art. 75**

§ 1<sup>er</sup>. L'Institut donne un avis motivé dans les cas et dans les formes prévus par ou en vertu du présent Titre, en ce compris dans les cas où l'Institut dispose d'une compétence en vertu des lois mentionnées à l'article 119.

L'Institut peut d'initiative donner au Ministre des avis motivés sur toute question relative aux télécommunications.

L'Institut donne un avis préalable au Ministre sur la définition de stratégies de développement des télécommunications.

§ 2. L'Institut assiste le Ministre dans la négociation du contrat de gestion avec BELGACOM et de ses adaptations.

L'Institut assiste également le commissaire du Gouvernement, à sa demande, dans l'exécution de sa mission.

§ 3. L'Institut assiste le Ministre dans l'élaboration des règles que BELGACOM doit respecter en organisant sa comptabilité en vue de préserver une con-

**TEKST VOORGELEGD AAN DE COMMISSIE****Art. 74**

Gedurende een periode van 3 maanden ingaande op de datum van de bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad* van het administratief en geldelijk statuut van het personeel en van de personeelsformatie en het taalkader van het Instituut, doet de Koning, in afwijking van het koninklijk besluit n° 56 van 16 juli 1982 betreffende de werving in sommige overheidsdiensten, voor de daartoe in de personeelsformatie aangeduide betrekkingen, eerste benoemingen door een beroep te doen op vastbenoemde statutaire personeelsleden van de Regie der posterijen, de Regie voor telegrafie en telefonie, het Ministerie van Economische Zaken en het Ministerie van Verkeerswezen.

Voor deze benoemingen gelden geen voorrangsregelen. Ze geschieden via een oproep tot de kandidaten door middel van een bericht in het *Belgisch Staatsblad* waarin meer bepaald de vacante betrekkingen, de toelatingsvoorwaarden alsook de termijn en de modaliteiten voor het indienen van de kandidaturen worden vermeld.

Om in het Instituut benoemd te kunnen worden in een graad die hoger is dan de graad die ze bezitten in hun eigen administratie of om er benoemd te kunnen worden in een niveau dat hoger is dan het niveau waartoe ze behoren in hun eigen administratie, moeten de kandidaten voldoen aan alle voorwaarden, inzonderheid inzake anciënniteit en diploma, die hun toegang zouden kunnen verlenen tot zulke graad of zulk niveau in de administratie die ze wensen te verlaten.

**Art. 75**

§ 1. Het Instituut geeft een gemotiveerd advies in de gevallen en naar de vorm voorgeschreven door of krachtens de onderhavige Titel met inbegrip van de gevallen waarin het Instituut een bevoegdheid verkrijgt krachtens de wetten vermeld in artikel 119.

Het Instituut kan op eigen initiatief aan de Minister een gemotiveerd advies verlenen over elke aangelegenheid die verband houdt met de telecommunicatie.

Het Instituut geeft de Minister een voorafgaandelijk advies in verband met het vaststellen van ontwikkelingsstrategieën voor de telecommunicatie.

§ 2. Het Instituut staat de Minister bij in de onderhandeling met BELGACOM over het beheerscontract en de aanpassingen ervan.

Het Instituut staat tevens de Regeringscommissaris op zijn verzoek bij in de uitoefening van zijn opdracht.

§ 3. Het Instituut staat de Minister bij in het opstellen van de regels, die BELGACOM moet naleven bij het organiseren van zijn boekhouding met het oog

**TEXTE ADOpte PAR LA COMMISSION****Art. 74**

Pendant une période de 3 mois prenant cours à la date de la publication au *Moniteur belge* du statut administratif et pécuniaire du personnel et du cadre organique et du cadre linguistique de l'Institut, le Roi procède, par dérogation à l'arrêté royal n° 56 du 16 juillet 1982 relatif au recrutement dans certains services publics, pour les fonctions indiquées à cet effet dans le cadre organique, aux premières nominations en faisant appel aux agents statutaires nommés à titre définitif de la Régie des postes, de la Régie des télégraphes et des téléphones, du Ministère des Affaires économiques et du Ministère des Communications.

Ces nominations sont soustraites à tous droits de priorité. Elles font l'objet d'un appel aux candidats par la voie d'un avis au *Moniteur belge*, mentionnant notamment les emplois vacants, les conditions d'admissibilité ainsi que les délais et les modalités d'introduction des candidatures.

Pour pouvoir être nommés à l'Institut à un grade supérieur au grade qui est le leur dans leur administration d'origine ou pour pouvoir y être nommés dans un niveau supérieur au niveau qui est le leur dans leur administration d'origine, les candidats doivent répondre à toutes les conditions, notamment d'ancienneté et de diplôme, qui leur permettraient d'accéder à un tel grade ou niveau dans l'administration qu'ils demandent à quitter.

**Art. 75**

§ 1<sup>er</sup>. L'Institut donne un avis motivé dans les cas et dans les formes prévus par ou en vertu du présent Titre, en ce compris dans les cas où l'Institut dispose d'une compétence en vertu des lois mentionnées à l'article 119.

L'Institut peut d'initiative donner au Ministre des avis motivés sur toute question relative aux télécommunications.

L'Institut donne un avis préalable au Ministre sur la définition de stratégies de développement des télécommunications.

§ 2. L'Institut assiste le Ministre dans la négociation du contrat de gestion avec BELGACOM et de ses adaptations.

L'Institut assiste également le commissaire du Gouvernement, à sa demande, dans l'exécution de sa mission.

§ 3. L'Institut assiste le Ministre dans l'élaboration des règles que BELGACOM doit respecter en organisant sa comptabilité en vue de préserver une con-

**TEKST AANGENOMEN DOOR DE COMMISSIE****Art. 74**

Gedurende een periode van 3 maanden ingaande op de datum van de bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad* van het administratief en geldelijk statuut van het personeel en van de personeelsformatie en het taalkader van het Instituut, doet de Koning, in afwijking van het koninklijk besluit n° 56 van 16 juli 1982 betreffende de werving in sommige overheidsdiensten, voor de daartoe in de personeelsformatie aangeduide betrekkingen, eerste benoemingen door een beroep te doen op vastbenoemde statutaire personeelsleden van de Regie der posterijen, de Regie voor telegrafie en telefonie, het Ministerie van Economische Zaken en het Ministerie van Verkeerswezen.

Voor deze benoemingen gelden geen voorrangsgregelen. Ze geschieden via een oproep tot de kandidaten door middel van een bericht in het *Belgisch Staatsblad* waarin meer bepaald de vacante betrekkingen, de toelatingsvoorraarden alsook de termijn en de modaliteiten voor het indienen van de kandidaturen worden vermeld.

Om in het Instituut benoemd te kunnen worden in een graad die hoger is dan de graad die ze bezitten in hun eigen administratie of om er benoemd te kunnen worden in een niveau dat hoger is dan het niveau waartoe ze behoren in hun eigen administratie, moeten de kandidaten voldoen aan alle voorwaarden, inzonderheid inzake anciënniteit en diploma, die hun toegang zouden kunnen verlenen tot zulke graad of zulk niveau in de administratie die ze wensen te verlaten.

**Art. 75**

§ 1. Het Instituut geeft een gemotiveerd advies in de gevallen en naar de vorm voorgeschreven door of krachtens de onderhavige Titel met inbegrip van de gevallen waarin het Instituut een bevoegdheid krijgt krachtens de wetten vermeld in artikel 119.

Het Instituut kan op eigen initiatief aan de Minister een gemotiveerd advies verlenen over elke aangelegenheid die verband houdt met de telecommunicatie.

Het Instituut geeft de Minister een voorafgaandelijk advies in verband met het vaststellen van ontwikkelingsstrategieën voor de telecommunicatie.

§ 2. Het Instituut staat de Minister bij in de onderhandeling met BELGACOM over het beheerscontract en de aanpassingen ervan.

Het Instituut staat tevens de Regeringscommissaris op zijn verzoek bij in de uitoefening van zijn opdracht.

§ 3. Het Instituut staat de Minister bij in het opstellen van de regels, die BELGACOM moet naleven bij het organiseren van zijn boekhouding met het oog

**TEXTE SOUMIS A LA COMMISSION**

currence loyale telle que prescrite dans les articles 106 à 109 inclus.

§ 4. L'Institut peut être chargé en outre des missions suivantes :

1<sup>o</sup> réaliser des recherches et des études relatives aux télécommunications;

2<sup>o</sup> étudier l'application et la transposition des règles édictées par la Communauté européenne en matière de télécommunications.

§ 5. L'Institut assiste le comité consultatif visé à l'article 80 dans l'exécution de ses tâches et en assure le secrétariat.

§ 6. L'Institut assure la publication des spécifications techniques communes promulguées par la Communauté européenne.

§ 7. L'Institut publie un rapport annuel sur ses activités.

**Art. 76**

L'Institut ne peut exercer aucune activité commerciale.

**Art. 77**

Moyennant accord du Ministre, l'Institut peut faire appel à la collaboration de tiers.

L'appel à la collaboration de tiers pour l'exercice des missions de surveillance prescrites par la présente loi n'est autorisé que pour celles visées par les dispositions mentionnées à l'article 119.

**Art. 78**

L'Institut a pour ressources :

1<sup>o</sup> les crédits repris au budget général des dépenses;

2<sup>o</sup> les legs et donations en sa faveur;

3<sup>o</sup> les subsides et revenus occasionnels;

4<sup>o</sup> toutes autres recettes légales et réglementaires liées à son action et les indemnités pour prestations.

**Art. 79**

L'Institut est assimilé à l'Etat pour l'application des lois et règlements relatifs aux impôts directs, taxes, droits et redevances de l'Etat, des provinces, des communes et des agglomérations de communes.

**TEKST VOORGELEGD AAN DE COMMISSIE**

op de vrijwaring van de eerlijke mededinging zoals voorgeschreven in de artikelen 106 tot en met 109.

§ 4. Het Instituut kan bovendien belast worden met de volgende opdrachten :

1<sup>o</sup> het uitvoeren van onderzoeken en studies in verband met de telecommunicatie;

2<sup>o</sup> de studie van de toepassing en de omzetting van de regelen uitgevaardigd door de Europese Gemeenschap inzake de telecommunicatie.

§ 5. Het Instituut staat het in artikel 80 bedoelde raadgevend comité bij in de uitvoering van zijn opdrachten en neemt het secretariaat ervan waar.

§ 6. Het Instituut verzekert de bekendmaking van de gemeenschappelijke technische specificaties, die door de Europese Gemeenschap zijn uitgevaardigd.

§ 7. Het Instituut maakt een jaarverslag over zijn activiteiten bekend.

**Art. 76**

Het Instituut mag geen enkele commerciële activiteit uitoefenen.

**Art. 77**

Met instemming van de Minister kan het Instituut een beroep doen op de medewerking van derden.

De medewerking van derden is evenwel niet toegestaan voor het toezicht geregeld door de onderhavige wet, met uitsluiting van het toezicht geregeld door de bepalingen vermeld in artikel 119.

**Art. 78**

Het Instituut heeft als middelen :

1<sup>o</sup> de in de algemene uitgavenbegroting opgenomen kredieten;

2<sup>o</sup> de in zijn voordeel gedane schenkingen en legaten;

3<sup>o</sup> subsidies en toevallige inkomsten;

4<sup>o</sup> alle andere wettelijke en reglementaire ontvangsten verbonden aan zijn werkzaamheden en de vergoedingen voor prestaties.

**Art. 79**

Het Instituut wordt met de Staat gelijkgesteld voor de toepassing van de wetten en verordeningen betreffende de directe belastingen, de takken, de rechten en de retributies van de Staat, de provincies, de gemeenten en de agglomeraties van gemeenten.

**TEXTE ADOPTE PAR LA COMMISSION**

currence loyale telle que prescrite dans les articles 106 à 109 inclus.

§ 4. L'Institut peut être chargé en outre des missions suivantes :

1° réaliser des recherches et des études relatives aux télécommunications;

2° étudier l'application et la transposition des règles édictées par la Communauté européenne en matière de télécommunications.

§ 5. L'Institut assiste le comité consultatif visé à l'article 80 dans l'exécution de ses tâches et en assure le secrétariat.

§ 6. L'Institut assure la publication des spécifications techniques communes promulguées par la Communauté européenne.

§ 7. L'Institut publie un rapport annuel sur ses activités.

**Art. 76**

L'Institut ne peut exercer aucune activité commerciale.

**Art. 77**

Moyennant accord du Ministre, l'Institut peut faire appel à la collaboration de tiers.

L'appel à la collaboration de tiers pour l'exercice des missions de surveillance prescrites par la présente loi n'est autorisé que pour celles visées par les dispositions mentionnées à l'article 119.

**Art. 78**

L'Institut a pour ressources :

1° les crédits repris au budget général des dépenses;

2° les legs et donations en sa faveur;

3° les subsides et revenus occasionnels;

4° toutes autres recettes légales et réglementaires liées à son action et les indemnités pour prestations.

**Art. 79**

L'Institut est assimilé à l'Etat pour l'application des lois et règlements relatifs aux impôts directs, taxes, droits et redevances de l'Etat, des provinces, des communes et des agglomérations de communes.

**TEKST AANGENOMEN DOOR DE COMMISSIE**

op de vrijwaring van de eerlijke mededinging zoals voorgeschreven in de artikelen 106 tot en met 109.

§ 4. Het Instituut kan bovendien belast worden met de volgende opdrachten :

1° het uitvoeren van onderzoeken en studies in verband met de telecommunicatie;

2° de studie van de toepassing en de omzetting van de regelen uitgevaardigd door de Europese Gemeenschap inzake de telecommunicatie.

§ 5. Het Instituut staat het in artikel 80 bedoelde raadgevend comité bij in de uitvoering van zijn opdrachten en neemt het secretariaat ervan waar.

§ 6. Het Instituut verzekert de bekendmaking van de gemeenschappelijke technische specificaties, die door de Europese Gemeenschap zijn uitgevaardigd.

§ 7. Het Instituut maakt een jaarverslag over zijn activiteiten bekend.

**Art. 76**

Het Instituut mag geen enkele commerciële activiteit uitoefenen.

**Art. 77**

Met instemming van de Minister kan het Instituut een beroep doen op de medewerking van derden.

De medewerking van derden is evenwel niet toegestaan voor het toezicht geregeld door de onderhavige wet, met uitsluiting van het toezicht geregeld door de bepalingen vermeld in artikel 119.

**Art. 78**

Het Instituut heeft als middelen :

1° de in de algemene uitgavenbegroting opgenomen kredieten;

2° de in zijn voordeel gedane schenkingen en legaten;

3° de subsidies en toevallige inkomsten;

4° alle andere wettelijke en reglementaire ontvangsten verbonden aan zijn werkzaamheden en de vergoedingen voor prestaties.

**Art. 79**

Het Instituut wordt met de Staat gelijkgesteld voor de toepassing van de wetten en verordeningen betreffende de directe belastingen, de taksen, de rechten en de retributies van de Staat, de provincies, de gemeenten en de agglomeraties van gemeenten.

**TEXTE SOUMIS A LA COMMISSION****CHAPITRE IV****Comité consultatif****Art. 80**

§ 1<sup>er</sup>. Par dérogation à l'article 47 de la présente loi, un Comité consultatif pour les télécommunications est créé au sein de l'Institut.

§ 2. Ce Comité donne, soit d'initiative, soit à la demande du fonctionnaire dirigeant de l'Institut ou du Ministre, des avis relatifs à toute question concernant les télécommunications ou l'application de la présente loi. Il peut se concerter avec l'Institut.

Il est consulté sur les dispositions du contrat de gestion qui concernent les usagers.

Ce Comité publie un rapport annuel sur l'évolution du secteur des télécommunications et sur ses propres activités.

**Art. 81**

§ 1<sup>er</sup>. Le Roi fixe, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, la composition et les modalités de fonctionnement de ce Comité.

Le Comité comprend en tous cas, des représentants de BELGACOM, des prestataires de services en matière de télécommunication, des utilisateurs, résidentiels et professionnels, des producteurs d'équipements de télécommunications ainsi que des personnes désignées en raison de leur compétence scientifique en matière de télécommunications.

§ 2. Le Comité arrête son règlement d'ordre intérieur.

§ 3. Les frais de fonctionnement du Comité sont à charge de l'Institut.

**CHAPITRE V****Télécommunications publiques****Art. 82**

Les télécommunications publiques comprennent :

1<sup>o</sup> l'établissement, la maintenance, la modernisation et le fonctionnement de l'infrastructure publique de télécommunications;

2<sup>o</sup> la fourniture des services réservés à des tiers;

**TEKST VOORGELEGD AAN DE COMMISSIE****HOOFDSTUK IV****Raadgevend Comité****Art. 80**

§ 1. In afwijking van artikel 47 van deze wet, wordt een Raadgevend Comité voor de telecommunicatie opgericht bij het Instituut.

§ 2. Dit Comité geeft, hetzij op eigen initiatief, hetzij op verzoek van de leidende ambtenaar van het Instituut of van de Minister, adviezen over alle aangelegenheden inzake telecommunicatie en de toepassing van de onderhavige wet. Het kan overleg plegen met het Instituut.

Het Comité wordt geraadpleegd met betrekking tot de bepalingen in het beheerscontract die de gebruikers aanbelangen.

Dit Comité publiceert een jaarverslag over de evolutie in de telecommunicatiesector en over zijn eigen activiteiten.

**Art. 81**

§ 1. De Koning bepaalt, bij in Ministerraad overlegd besluit, de samenstelling en de werkingsmodi teiten van dit Comité.

Dit Comité is in ieder geval samengesteld uit vertegenwoordigers van BELGACOM, van de aanbieders van telecommunicatiediensten, van residentiële en professionele gebruikers, van de producenten van telecommunicatie-uitrusting, evenals uit personen aangeduid omwille van hun wetenschappelijke bevoegdheid inzake telecommunicatie.

§ 2. Het Comité vaardigt een huishoudelijk reglement uit.

§ 3. De werkingskosten van dit Comité vallen ten laste van het Instituut.

**HOOFDSTUK V****Openbare telecommunicatie****Art. 82**

De openbare telecommunicatie omvat :

1<sup>o</sup> de aanleg, het onderhoud, de modernisering en de werking van de openbare telecommunicatie-infrastructuur;

2<sup>o</sup> de levering van de gereserveerde diensten aan derden;

**TEXTE ADOPTE PAR LA COMMISSION****CHAPITRE IV****Comité consultatif****Art. 80**

§ 1<sup>er</sup>. Par dérogation à l'article 47 de la présente loi, un Comité consultatif pour les télécommunications est créé au sein de l'Institut.

§ 2. Ce Comité donne, soit d'initiative, soit à la demande du fonctionnaire dirigeant de l'Institut ou du Ministre, des avis relatifs à toute question concernant les télécommunications ou l'application de la présente loi. Il peut se concerter avec l'Institut.

Le Comité est consulté sur les dispositions du contrat de gestion qui concernent les usagers.

Ce Comité publie un rapport annuel sur l'évolution du secteur des télécommunications et sur ses propres activités.

**Art. 81**

§ 1<sup>er</sup>. Le Roi fixe, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, la composition et les modalités de fonctionnement de ce Comité.

Le Comité comprend en tous cas, des représentants de BELGACOM, des prestataires de services en matière de télécommunication, des utilisateurs résidentiels et professionnels, des producteurs d'équipements de télécommunications ainsi que des personnes désignées en raison de leur compétence scientifique en matière de télécommunications.

§ 2. Le Comité arrête son règlement d'ordre intérieur.

§ 3. Les frais de fonctionnement du Comité sont à charge de l'Institut.

**CHAPITRE V****Télécommunications publiques****Art. 82**

Les télécommunications publiques comprennent :

1° l'établissement, la maintenance, la modernisation et le fonctionnement de l'infrastructure publique de télécommunications;

2° l'exploitation des services réservés en faveur de tiers;

**TEKST AANGENOMEN DOOR DE COMMISSIE****HOOFDSTUK IV****Raadgevend Comité****Art. 80**

§ 1. In afwijking van artikel 47 van deze wet, wordt een Raadgevend Comité voor de telecommunicatie opgericht bij het Instituut.

§ 2. Dit Comité geeft, hetzij op eigen initiatief, hetzij op verzoek van de leidende ambtenaar van het Instituut of van de Minister, adviezen over alle aangelegenheden inzake telecommunicatie en de toepassing van de onderhavige wet. Het kan overleg plegen met het Instituut.

Het Comité wordt geraadpleegd met betrekking tot de bepalingen in het beheerscontract die de gebruikers aanbelangen.

Dit Comité publiceert een jaarverslag over de evolutie in de telecommunicatiesector en over zijn eigen activiteiten.

**Art. 81**

§ 1. De Koning bepaalt, bij een in Ministeraat overlegd besluit, de samenstelling en de werkingsmodaliteiten van dit Comité.

Dit Comité is in ieder geval samengesteld uit vertegenwoordigers van BELGACOM, van de aanbieders van telecommunicatiediensten, van residentiële en professionele gebruikers, van de producenten van telecommunicatie-uitrustingen, evenals uit personen aangeduid omwille van hun wetenschappelijke bevoegdheid inzake telecommunicatie.

§ 2. Het Comité vaardigt een huishoudelijk reglement uit.

§ 3. De werkingskosten van dit Comité vallen ten laste van het Instituut.

**HOOFDSTUK V****Openbare telecommunicatie****Art. 82**

De openbare telecommunicatie omvat :

1° de aanleg, het onderhoud, de modernisering en de werking van de openbare telecommunicatie-infrastructuur;

2° de uitbating van de gereserveerde diensten ten behoeve van derden;

**TEXTE SOUMIS A LA COMMISSION**

3<sup>o</sup> l'établissement, la maintenance et le fonctionnement des installations accessibles au public et situées dans le domaine public, destinées aux télécommunications.

**Art. 83**

Les services réservés comprennent :

- 1<sup>o</sup> le service de téléphonie;
- 2<sup>o</sup> les services de télex, de mobilophonie et de radiomessagerie;
- 3<sup>o</sup> les autres services de transport qui ne contiennent pas de valeur ajoutée significative.

Le Roi fixe, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, après avis de l'Institut, les critères pour déterminer la valeur ajoutée significative.

Les services de transport que BELGACOM offre au public au moment de la publication de l'arrêté royal constituent le point de comparaison pour déterminer la valeur ajoutée significative;

- 4<sup>o</sup> le service télégraphique;
- 5<sup>o</sup> la mise à disposition de liaisons fixes.

**Art. 84**

Les télécommunications publiques sont accordées en concession exclusive à BELGACOM.

**Art. 85**

BELGACOM met des liaisons fixes à la disposition de tout utilisateur qui le demande.

Il est interdit d'utiliser une liaison fixe pour la seule fourniture à des tiers de services réservés.

L'utilisation d'une liaison fixe pour la fourniture d'un service non réservé à des tiers, est autorisée, conformément aux dispositions du chapitre VI du présent Titre.

**Art. 86**

Sur proposition de l'Institut, le Ministre définit pour chaque service réservé le point de raccordement sur la base exclusivement des critères suivants :

**TEKST VOORGELEGD AAN DE COMMISSIE**

3<sup>o</sup> de aanleg, het onderhoud en de werking van de voor het publiek toegankelijke en op het openbaar domein geplaatste inrichtingen, die bestemd zijn voor telecommunicatie.

**Art. 83**

De gereserveerde diensten bestaan uit :

- 1<sup>o</sup> de telefoondienst;
- 2<sup>o</sup> de telex-, de mobilofoon- en semafoon-diensten;
- 3<sup>o</sup> de andere transportdiensten, die geen betekenisvolle toegevoegde waarde bezitten.

De Koning bepaalt, bij in Ministerraad overlegd besluit, na advies van het Instituut, de criteria voor het vaststellen van de betekenisvolle toegevoegde waarde.

De transportdiensten die BELGACOM aan het publiek aanbiedt op het ogenblik van de bekendmaking van het koninklijk besluit vormen de vergelijkingsbasis voor het bepalen van de betekenisvolle toegevoegde waarde;

- 4<sup>o</sup> de telegraafdienst;
- 5<sup>o</sup> de terbeschikkingstelling van vaste verbindingen.

**Art. 84**

De openbare telecommunicatie wordt in exclusieve concessie toegekend aan BELGACOM.

**Art. 85**

BELGACOM stelt aan elke gebruiker, die erom verzoekt, vaste verbindingen ter beschikking.

Het gebruik van een vaste verbinding voor het louter leveren van gereserveerde diensten aan derden is verboden.

Het gebruik van een vaste verbinding voor het leveren van een niet-gereserveerde dienst aan derden is toegelaten, overeenkomstig de bepalingen van hoofdstuk VI van deze Titel.

**Art. 86**

Op voorstel van het Instituut, bepaalt de Minister voor elke gereserveerde dienst het aansluitpunt enkel op grond van de volgende criteria :

**TEXTE ADOpte PAR LA COMMISSION**

3<sup>e</sup> l'établissement, la maintenance et le fonctionnement des installations accessibles au public et situées dans le domaine public, destinées aux télécommunications.

**Art. 83**

Les services réservés comprennent :

- 1<sup>e</sup> le service de téléphonie;
- 2<sup>e</sup> les services de télex, de mobilophonie et de radiomessagerie;
- 3<sup>e</sup> les services de commutation de données, jusqu'à sept mois après l'entrée en vigueur du cahier des charges visé à l'article 126 et au plus tard le 31 décembre 1992;

- 4<sup>e</sup> le service télégraphique;
- 5<sup>e</sup> la mise à disposition de liaisons fixes.

**Art. 84**

Les télécommunications publiques sont accordées en concession exclusive à BELGACOM.

**Art. 85**

BELGACOM met des liaisons fixes à la disposition de tout utilisateur qui le demande, dans un délai raisonnable tel que fixé dans le contrat de gestion sans préjudice des dispositions de l'article 107, § 3.

L'usage de ces liaisons fixes ne peut faire l'objet d'aucune autre restriction que celles prévues par ou en vertu de la présente loi.

L'utilisation d'une liaison fixe pour la seule fourniture à des tiers de services réservés est prohibée.

**Art. 86**

Sur proposition de l'Institut, le Ministre définit pour chaque service réservé le point de raccordement sur la base exclusivement des critères suivants :

**TEKST AANGENOMEN DOOR DE COMMISSIE**

3<sup>e</sup> de aanleg, het onderhoud en de werking van de voor het publiek toegankelijke en op het openbaar domein geplaatste inrichtingen, die bestemd zijn voor telecommunicatie.

**Art. 83**

De gereserveerde diensten bestaan uit :

- 1<sup>e</sup> de telefoondienst;
- 2<sup>e</sup> de telex-, de mobilofoon- en semafoon-diensten;
- 3<sup>e</sup> de dienst voor gegevensschakeling tot zeven maanden na de inwerkingtreding van het lastenboek bedoeld in artikel 126 en uiterlijk tot en met 31 december 1992;

- 4<sup>e</sup> de telegraafdienst;
- 5<sup>e</sup> de terbeschikkingstelling van vaste verbindingen.

**Art. 84**

De openbare telecommunicatie wordt in exclusieve concessie toegekend aan BELGACOM.

**Art. 85**

BELGACOM stelt aan elke gebruiker, die hierom verzoekt, vaste verbindingen ter beschikking binnen een redelijke termijn zoals vastgesteld in het beheerscontract, onverminderd de bepalingen van artikel 107, § 3.

Het gebruik van deze vaste verbindingen mag aan geen enkele andere beperking worden onderworpen dan die welke voorzien zijn door of krachtens deze wet.

Het gebruik van een vaste verbinding voor het louter leveren van gereserveerde diensten aan derden is verboden.

**Art. 86**

Op voorstel van het Instituut, bepaalt de Minister voor elke gereserveerde dienst het aansluitpunt enkel op grond van de volgende criteria :

**TEXTE SOUMIS A LA COMMISSION**

1<sup>o</sup> intégrité : l'absence de perturbations dans et la possibilité de contrôle du bon fonctionnement des services réservés et de l'infrastructure publique de télécommunications;

2<sup>o</sup> interopérabilité : la possibilité d'interconnexions au sein ou entre des services réservés;

3<sup>o</sup> la possibilité de raccorder des terminaux agréés à l'infrastructure publique de télécommunications.

**CHAPITRE VI****Services non réservés****Art. 87**

Les services non réservés sont les services de télécommunications qui ne sont pas visés à l'article 82.

Ces services peuvent également être offerts par BELGACOM dans les conditions déterminées par la présente loi.

**Art. 88**

Pour tout service non réservé qui franchit le domaine public, il doit être fait usage directement ou indirectement d'un ou plusieurs services réservés.

**Art. 89**

§ 1<sup>er</sup>. L'exploitation des services non réservés est libre, sans préjudice des règles établies aux articles 85, deuxième alinéa, 88 et 107, § 4.

§ 2. La personne qui désire exploiter un service non réservé en faisant usage d'une liaison fixe en fait la déclaration préalable à l'Institut par lettre recommandée à la poste, selon les modalités fixées par le Ministre sur avis de l'Institut.

Dans un délai de trois mois à compter de l'introduction de la déclaration par lettre recommandée à la poste, l'Institut peut s'opposer à l'exploitation du service décrit dans ladite déclaration.

Si, à l'expiration de ce délai, le demandeur n'a pas reçu, par lettre recommandée à la poste, la décision

**TEKST VOORGELEGD AAN DE COMMISSIE**

1<sup>o</sup> integriteit : de afwezigheid van storingen in en de mogelijkheid tot het controleren van de goede werking van de gereserveerde diensten en de openbare telecommunicatie-infrastructuur;

2<sup>o</sup> interoperabiliteit : de mogelijkheid tot verbindingen binnen of tussen gereserveerde diensten;

3<sup>o</sup> de mogelijkheid tot aansluiting van goedgekeurde eindapparaten op de openbare telecommunicatie-infrastructuur.

**HOOFDSTUK VI****Niet-gereserveerde diensten****Art. 87**

Niet-gereserveerde diensten zijn de telecommunicatiediensten die niet begrepen zijn in artikel 82.

Deze diensten kunnen eveneens door BELGACOM aangeboden worden onder de voorwaarden bepaald door de onderhavige wet.

**Art. 88**

Voor het aanbieden van een niet-gereserveerde dienst die het openbaar domein overschrijdt, moet rechtstreeks of onrechtstreeks gebruik gemaakt worden van een of meer gereserveerde diensten.

**Art. 89**

§ 1. De uitbating van de niet-gereserveerde diensten is vrij onverminderd de bepalingen vervat in de artikelen 85, tweede lid, 88 en 107, § 4.

§ 2. Diegene, die een niet-gereserveerde dienst wenst uit te baten, door gebruik te maken van een vaste verbinding, moet hiervan voorafgaandelijk een aangifte bij een ter post aangetekende brief doen bij het Instituut op de wijze bepaald door de Minister, na advies van het Instituut.

Binnen een termijn van drie maanden vanaf het indienen van de aangifte bij een ter post aangetekende brief kan het Instituut zich verzetten tegen de uitbating van de in die aangifte omschreven dienst.

Indien de aanvrager, bij het verstrijken van deze termijn, bij een ter post aangetekende brief, geen

**TEXTE ADOPTÉ PAR LA COMMISSION****TEKST AANGENOMEN DOOR DE COMMISSIE**

1<sup>o</sup> intégrité : l'absence de perturbations dans et la possibilité de contrôle du bon fonctionnement des services réservés et de l'infrastructure publique de télécommunications;

2<sup>o</sup> interopérabilité : la possibilité d'interconnexions au sein ou entre des services réservés;

3<sup>o</sup> la possibilité de raccorder des terminaux agréés à l'infrastructure publique de télécommunications.

1<sup>o</sup> integriteit : de afwezigheid van storingen in en de mogelijkheid tot het controleren van de goede werking van de gereserveerde diensten en de openbare telecommunicatie-infrastructuur;

2<sup>o</sup> interoperabiliteit : de mogelijkheid tot verbindingen binnen of tussen gereserveerde diensten;

3<sup>o</sup> de mogelijkheid tot aansluiting van goedgekeurde eindapparaten op de openbare telecommunicatie-infrastructuur.

**CHAPITRE VI****Services non réservés****Art. 87**

Les services non réservés sont les services de télécommunications qui ne sont pas visés à l'article 82.

Ces services peuvent également être exploités par BELGACOM dans les conditions déterminées par la présente loi.

**Art. 88**

Pour toute exploitation de service non réservé qui franchit le domaine public, il doit être fait usage directement ou indirectement des télécommunications publiques ou d'une liaison établie sur la base d'une dérogation accordée en exécution de l'article 92, § 2.

**Art. 89**

§ 1<sup>er</sup>. — L'exploitation des services non réservés est libre, sans préjudice des règles établies par le présent article, ainsi que par les articles 85, alinéa 3, 88 et 107, § 4.

§ 2. Le Roi peut, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, sur proposition de l'Institut, après avis du Comité consultatif et après notification du projet à la Commission des Communautés européennes, établir un cahier des charges de service public destiné aux services de commutation de données.

Les conditions contenues dans ce cahier des charges doivent être objectives, transparentes et sans effets discriminatoires. Elles ne peuvent viser que le respect :

1<sup>o</sup> des exigences essentielles telles que définies à l'article 107, § 3, alinéa 3;

**HOOFDSTUK VI****Niet-gereserveerde diensten****Art. 87**

Niet-gereserveerde diensten zijn de telecommunicatiediensten die niet begrepen zijn in artikel 82.

Deze diensten kunnen eveneens door BELGACOM uitgebaat worden onder de voorwaarden bepaald door de onderhavige wet.

**Art. 88**

Voor het uitbaten van een niet-gereserveerde dienst die het openbaar domein overschrijdt, moet rechtstreeks of onrechtstreeks gebruik gemaakt worden van de openbare telecommunicatie of van een verbinding aangelegd op basis van een afwijking verleend in uitvoering van artikel 92, § 2.

**Art. 89**

§ 1. — De uitbating van niet-gereserveerde diensten is vrij, onverminderd de regelen vastgesteld bij dit artikel en bij de artikelen 85, derde lid, 88 en 107, § 4.

§ 2. De Koning kan, bij een in Ministeraat overlegd besluit, op voorstel van het Instituut, na advies van het Raadgevend Comité en na betrekking van het ontwerp aan de Commissie van de Europese Gemeenschappen, een lastenboek van openbare dienstverlening opstellen met betrekking tot de diensten voor gegevensschakeling.

De voorwaarden vervat in dat lastenboek moeten objectief en doorzichtig zijn en mogen niet discriminrend werken. Ze mogen enkel tot doel hebben de naleving te waarborgen :

1<sup>o</sup> van de essentiële eisen zoals bedoeld in artikel 107, § 3, derde lid;

**TEXTE SOUMIS A LA COMMISSION**

motivée de l'Institut lui interdisant l'exploitation de ce service non réservé, celle-ci est autorisée et ce demandeur peut commencer l'exploitation dudit service.

Lorsque le demandeur avant l'expiration de ce délai a reçu, par lettre recommandée à la poste, la décision motivée de l'Institut, interdisant l'exploitation de ce service non réservé, il dispose d'un délai de dix jour francs pour introduire un recours auprès du Ministre. Ce délai prend cours le lendemain de la notification de la décision motivée, par lettre recommandée à la poste, par l'Institut.

Le Ministre statue dans un délai d'un mois à compter de l'introduction du recours en vue de confirmer ou de modifier une décision de l'Institut. Si le Ministre n'a pas pris de décision motivée dans ce délai, l'exploitation de ce service non réservé est autorisée.

§ 3. Le Roi arrête sur proposition de l'Institut, la liste des services non réservés autorisés, par dérogation au § 2, de plein droit moyennant l'information préalable de l'Institut.

§ 4. Le Ministre détermine, après avis de l'Institut, dans quels cas le droit d'exploiter un service non réservé autorisé peut être cédé.

**TEKST VOORGELEEGD AAN DE COMMISSIE**

gemotiveerde beslissing van het Instituut tot verbod van de uitbating van de niet-gereserveerde dienst heeft ontvangen, is deze uitbating toegelaten en mag deze aanvrager de uitbating van die dienst starten.

Indien de aanvrager, voor het verstrijken van deze termijn, van het Instituut bij een ter post aangetekende brief een gemotiveerde beslissing heeft ontvangen tot verbod van de uitbating van de niet-gereserveerde dienst, beschikt hij over een termijn van tien vrije dagen om een beroep in te dienen bij de Minister. Deze termijn start de dag na de betrekking van de gemotiveerde beslissing bij een ter post aangetekende brief door het Instituut.

De Minister beschikt over een termijn van een maand vanaf het indienen van het beroep om een beslissing van het Instituut te bevestigen of te wijzigen. Indien de Minister binnen die termijn geen gemotiveerde beslissing heeft genomen, wordt de uitbating van deze niet-gereserveerde dienst toegestaan.

§ 3. De Koning legt op voorstel van het Instituut, de lijst vast van de niet-gereserveerde diensten die in afwijking van § 2, van rechtswege worden toegelaten, mits voorafgaandijke informatie van het Instituut.

§ 4. De Minister bepaalt, na advies van het Instituut, in welke gevallen het recht tot uitbating van een toegelaten niet-gereserveerde dienst kan worden overgedragen.

**TEXTE ADOPTÉ PAR LA COMMISSION**

2° de conditions minimales de disponibilité égale et régulière, de couverture géographique et de fiabilité du service.

La personne qui désire exploiter le service visé à l'alinéa 1<sup>er</sup> doit en faire la déclaration à l'Institut au plus tard trois mois avant de commencer à exploiter le service, par lettre recommandée à la poste.

Dans ce délai de trois mois à compter de l'introduction de ladite déclaration, l'Institut peut s'opposer à l'exploitation de ce service si le cahier des charges de service public ou si les dispositions prises par ou en vertu du présent Titre n'ont pas été respectées.

§ 3. La personne qui désire exploiter un autre service non réservé doit en faire la déclaration à l'Institut, au plus tard deux mois avant de commencer à exploiter le service, par lettre recommandée à la poste.

Dans ce délai de deux mois à compter de l'introduction de ladite déclaration, l'Institut peut s'opposer à l'exploitation de ce service si les dispositions prises par ou en vertu du présent Titre n'ont pas été respectées.

§ 4. Le Roi peut, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, sur proposition de l'Institut et après avis du Comité consultatif, fixer une liste de services non réservés qui, par dérogation au § 3, sont autorisés de plein droit, moyennant déclaration préalable à l'Institut.

§ 5. Si, à l'expiration des délais visés au dernier alinéa des §§ 2 et 3, le demandeur n'a pas reçu, par lettre recommandée à la poste, la décision motivée de l'Institut lui interdisant l'exploitation de ce service, celle-ci est autorisé et ce demandeur peut commencer l'exploitation dudit service.

Lorsqu'avant l'expiration de ce délai, le demandeur a reçu, par lettre recommandée à la poste, la décision motivée de l'Institut interdisant l'exploitation de ce service, il dispose d'un délai de vingt jours francs pour introduire un recours auprès du Ministre. Ce délai prend cours le lendemain de la notification de la décision motivée, par lettre recommandée à la poste, par l'Institut.

Le Ministre statue dans un délai d'un mois à compter de l'introduction du recours en vue de confirmer ou de modifier une décision de l'Institut. Si le Ministre n'a

**TEKST AANGENOMEN DOOR DE COMMISSIE**

2° van minimumvoorwaarden van gelijke en regelmatige beschikbaarheid, geografische bedekking en betrouwbaarheid van de dienst.

Diegene die een dienst bedoeld in het eerste lid wenst uit te baten, moet hiervan ten laatste drie maanden voor het begin van de uitbating van de dienst een aangifte bij een ter post aangetekende brief doen bij het Instituut.

Binnen deze termijn van drie maanden vanaf het indienen van de bedoelde aangifte, kan het Instituut zich verzetten tegen de uitbating van die dienst indien het lastenboek van openbare dienstverlening of indien de bepalingen voorzien door of krachtens deze Titel niet werden nageleefd.

§ 3. Diegene die een andere niet-gereserveerde dienst wenst uit te baten, moet hiervan ten laatste twee maanden voor het begin van de uitbating van de dienst een aangifte bij een ter post aangetekende brief doen bij het Instituut.

Binnen deze termijn van twee maanden vanaf het indienen van bedoelde aangifte, kan het Instituut zich verzetten tegen de uitbating van die dienst indien de bepalingen voorzien door of krachtens deze Titel niet werden nageleefd.

§ 4. De Koning kan, bij een in Ministerraad overlegd besluit, op voorstel van het Instituut en na advies van het Raadgevend Comité, een lijst vastleggen van de niet-gereserveerde diensten die, in afwijking van § 3, van rechtswege worden toegelaten, mits voorafgaande aangifte aan het Instituut.

§ 5. Indien de aanvrager, voor het verstrijken van de termijnen bedoeld in het laatste lid van de §§ 2 en 3, geen gemotiveerde beslissing bij een ter post aangetekende brief van het Instituut heeft ontvangen die hem verbiedt de betrokken dienst uit te baten, is deze uitbating toegelaten en mag de aanvrager de uitbating van die dienst starten.

Indien de aanvrager vóór het verstrijken van deze termijn van het Instituut bij een ter post aangetekende brief de gemotiveerde beslissing heeft ontvangen die hem verbiedt de betrokken dienst uit te baten, beschikt hij over een termijn van twintig vrije dagen om een beroep in te dienen bij de Minister. Deze termijn neemt een aanvang de dag na de betrekking van de gemotiveerde beslissing bij een ter post aangetekende brief door het Instituut.

De Minister beschikt over een termijn van één maand vanaf het indienen van het beroep om een beslissing van het Instituut te bevestigen of te wijzigen.

**TEXTE SOUMIS A LA COMMISSION**

Art. 90

En cas de manquement aux obligations imposées par ou en vertu de la présente loi, l'Institut peut adresser aux intéressés des mises en demeure.

Si les intéressés ne se conforment pas à ces mises en demeure dans le délai imposé, le Ministre peut, sur proposition de l'Institut, sans préjudice des dispositions prévues à l'article 114, § 2, suspendre ou interdire pour la période qu'il détermine, la fourniture d'un service non réservé.

**CHAPITRE VII**

**Installations de télécommunications**

Art. 91

Les dispositions du présent chapitre ne sont pas applicables aux installations spéciales établies et exploitées à des fins militaires ou de sécurité publique, par les services relevant du Ministre de la Défense nationale ou du Ministre de l'Intérieur, par l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord et par les Forces alliées.

**TEKST VOORGELEGD AAN DE COMMISSIE**

\*Art. 90

In geval de verplichtingen opgelegd door of krachtens de onderhavige wet niet worden nageleefd, kan het Instituut een ingebrekestelling zenden aan de belanghebbenden.

Indien de belanghebbenden zich niet binnen de aangegeven termijn naar deze ingebrekestelling schikken, kan de Minister, op voorstel van het Instituut en onverminderd hetgeen bepaald is in artikel 114, § 2, de verzorging van een niet-gereserveerde dienst schorsen of verbieden voor de periode die hij aanduidt.

**HOOFDSTUK VII**

**Telecommunicatie-inrichtingen**

Art. 91

De bepalingen van dit hoofdstuk zijn niet van toepassing op de bijzondere inrichtingen die voor militaire doeleinden of met het oog op de openbare veiligheid worden aangelegd en geëxploiteerd door de diensten, die onder de Minister van Landsverdediging of de Minister van Binnenlandse Zaken ressorteren, door de Noord-Atlantische Verdragsorganisatie en door de Geallieerde Strijdkrachten.

**TEXTE ADOPTÉ PAR LA COMMISSION**

pas pris de décision motivée dans ce délai, l'exploitation de ce service est autorisée.

§ 6. Le Ministre détermine les modalités de déclaration sur proposition de l'Institut et après avis du Comité consultatif. Si un demandeur ne respecte pas lesdites modalités, l'Institut peut suspendre les délais visés au dernier alinéa des §§ 2 et 3 jusqu'au jour du respect par le demandeur desdites modalités, moyennant notification de la décision de suspension motivée au demandeur par lettre recommandée à la poste avant l'expiration du délai visé.

§ 7. La cession d'un service non réservé est libre, moyennant déclaration à l'Institut, au plus tard sept jours francs après la cession, par lettre recommandée à la poste, selon les modalités fixées par le Ministre sur proposition de l'Institut et après avis du Comité consultatif.

**Art. 90**

En cas de manquement aux obligations imposées par ou en vertu de la présente loi, l'Institut peut adresser aux intéressés des mises en demeure motivées.

Si les intéressés ne se conforment pas à ces mises en demeure dans le délai imposé, le Ministre peut, sur proposition de l'Institut, sans préjudice des dispositions prévues à l'article 114, § 2, suspendre ou interdire la fourniture d'un service non réservé pour la période qu'il détermine. Il motive sa décision.

**CHAPITRE VII****Installations de télécommunications****Art. 91**

Les dispositions du présent chapitre ne sont pas applicables aux installations spéciales établies et exploitées à des fins militaires ou de sécurité publique, par les services relevant du Ministre de la Défense nationale ou du Ministre de l'Intérieur, par l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord et par les Forces alliées.

**TEKST AANGENOMEN DOOR DE COMMISSIE**

Indien de Minister binnen die termijn geen gemotiveerde beslissing heeft genomen, wordt de uitbating van de betrokken dienst toegestaan.

§ 6. De Minister bepaalt de aangiftemodaliteiten op voorstel van het Instituut en na advies van het Raadgevend Comité. Indien een aanvrager deze modaliteiten niet naleeft, kan het Instituut de termijnen, bedoeld in het laatste lid van de §§ 2 en 3, ophorten tot op de dag waarop deze modaliteiten door de aanvrager zijn nageleefd, voorzover aan de aanvrager de gemotiveerde beslissing tot ophorting bij een ter post aangetekende brief wordt overgemaakt vóór het verstrijken van de bedoelde termijn.

§ 7. De overdracht van een niet-gereserveerde dienst is vrij, voorzover ze wordt aangegeven bij het Instituut ten laatste zeven vrije dagen na de overdracht, bij een ter post aangetekende brief, volgens de modaliteiten bepaald door de Minister op voorstel van het Instituut en na advies van het Raadgevend Comité.

**Art. 90**

Ingeval de verplichtingen opgelegd door of krachten deze wet niet worden nageleefd, kan het Instituut een gemotiveerde ingebrekestelling zenden aan de belanghebbenden.

Indien de belanghebbenden zich niet binnen de aangegeven termijn naar deze ingebrekestelling schikken, kan de Minister, op voorstel van het Instituut en onverminderd hetgeen bepaald is in artikel 114, § 2, de verzorging van een niet-gereserveerde dienst schorsen of verbieden voor een periode die hij aanduidt. De Minister motiveert zijn beslissing.

**HOOFDSTUK VII****Telecommunicatie-inrichtingen****Art. 91**

De bepalingen van dit hoofdstuk zijn niet van toepassing op de bijzondere inrichtingen die voor militaire doeleinden of met het oog op de openbare veiligheid worden aangelegd en geëxploiteerd door de diensten, die onder de Minister van Landsverdediging of de Minister van Binnenlandse Zaken ressorteren, door de Noord-Atlantische Verdragsorganisatie en door de Geallieerde Strijdkrachten.

**TEXTE SOUMIS A LA COMMISSION****Art. 92**

§ 1<sup>er</sup>. Il doit être fait usage, directement ou indirectement, d'un service réservé pour l'interconnexion d'installations de télécommunications soit situées dans deux ou plusieurs immeubles utilisés en tout ou en partie par des personnes différentes, soit lorsque le domaine public est franchi.

Pour l'application de l'alinéa premier les membres d'une même famille sont considérés comme une personne.

§ 2. Le Ministre peut, sur proposition de l'Institut, déterminer dans quels cas et à quelles conditions il peut être dérogé aux dispositions du § 1<sup>er</sup>.

§ 3. Sans préjudice d'exceptions éventuelles prévues au contrat de gestion, aucune dérogation ne peut être accordée lorsque BELGACOM s'engage à mettre à disposition, au tarif normal, et dans un délai raisonnable qu'elle fixe, une liaison techniquement équivalente à celle pour laquelle est demandée une dérogation. Le Ministre peut toutefois, sur proposition de l'Institut, accorder une dérogation conditionnelle au cas où l'engagement pris par BELGACOM ne serait pas tenu dans le délai fixé.

§ 4. Le Roi peut, après un avis motivé de l'Institut, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres et dans les conditions qu'il détermine, fixer une indemnisation au profit de BELGACOM en cas d'octroi d'une dérogation, visée au § 2, sauf lorsque BELGACOM n'est pas en mesure de mettre à disposition, au tarif normal, et dans un délai raisonnable qu'elle fixe, une liaison techniquement équivalente à celle pour laquelle est demandée une dérogation.

**TEKST VOORGELEGD AAN DE COMMISSIE****Art. 92**

§ 1. Er moet rechtstreeks of onrechtstreeks gebruik gemaakt worden van een gereserveerde dienst voor de onderlinge verbinding van telecommunicatie-inrichtingen hetzij gelegen in twee of meer gebouwen die geheel of gedeeltelijk gebruikt worden door verschillende personen, hetzij indien het openbaar domein wordt overschreden.

Voor de toepassing van het eerste lid worden de leden van eenzelfde gezin beschouwd als één persoon.

§ 2. De Minister kan op voorstel van het Instituut bepalen in welke gevallen en onder welke voorwaarden een afwijking kan worden verleend van de regel bepaald in § 1.

§ 3. Onverminderd de eventuele uitzonderingen bepaald in het beheerscontract, kan geen afwijking worden toegestaan indien BELGACOM de verbintenis aangaat om, aan het normale tarief en binnen een redelijke termijn die zij vaststelt, een verbinding ter beschikking te stellen die technisch gelijkwaardig is als deze waarvoor een afwijking wordt gevraagd. Op voorstel van het Instituut, kan de Minister evenwel een voorwaardelijke afwijking toekennen voor het geval waarin de door BELGACOM aangegeven verbintenis niet zou worden nagekomen binnen de vastgestelde termijn.

§ 4. De Koning kan, na een gemotiveerd advies van het Instituut, bij in Ministerraad overlegd besluit en volgens de voorwaarden die Hij hepaalt, een vergoeding vastleggen voor BELGACOM in geval van het toestaan van een afwijking bedoeld in § 2, behalve wanneer BELGACOM niet in staat is om, aan het normale tarief en binnen een redelijke termijn die zij vaststelt, een verbinding ter beschikking te stellen die technisch gelijkwaardig is als deze waarvoor een afwijking wordt gevraagd.

**TEXTE ADOpte PAR LA COMMISSION****Art. 92**

§ 1<sup>er</sup>. Il doit être fait usage, directement ou indirectement, d'un service réservé pour l'interconnexion d'installations de télécommunications soit situées dans deux ou plusieurs immeubles utilisés en tout ou en partie par des personnes différentes, soit lorsque le domaine public est franchi.

Pour l'application de l'alinéa premier les membres d'une même famille sont considérés comme une personne.

§ 2. Le Ministre peut, sur proposition de l'Institut, déterminer dans quels cas et à quelles conditions il peut être dérogé aux dispositions du § 1<sup>er</sup>.

§ 3. Sans préjudice d'exceptions éventuelles prévues au contrat de gestion, aucune dérogation ne peut être accordée lorsque BELGACOM s'engage à mettre à disposition, au tarif normal, et dans un délai raisonnable qu'elle fixe, une liaison techniquement équivalente à celle pour laquelle est demandée une dérogation. Le Ministre peut toutefois, sur proposition de l'Institut, accorder une dérogation conditionnelle au cas où l'engagement pris par BELGACOM ne serait pas tenu dans le délai fixé.

§ 4. Le Roi peut, après un avis motivé de l'Institut, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres et dans les conditions qu'il détermine, fixer une indemnisation au profit de BELGACOM en cas d'octroi d'une dérogation, visée au § 2, sauf lorsque BELGACOM n'est pas en mesure de mettre à disposition, au tarif normal, et dans un délai raisonnable qu'elle fixe, une liaison techniquement équivalente à celle pour laquelle est demandée une dérogation.

§ 5. L'Etat, les Communautés, les Régions, les provinces, les communes, la Société nationale des chemins de fer belges, les sociétés pour le transport en commun urbain et vicinal, les sociétés pour la production, la transmission ou la distribution d'eau, de gaz ou d'électricité et les personnes qui exploitent un réseau de radiodistribution ou de télédistribution peuvent, moyennant déclaration préalable à l'Institut, déroger au § 1 pour leur usage exclusif tel que défini par le Roi, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, après défini par le Roi, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, après avis de l'Institut; ledit arrêté décrit les modalités de déclaration. La dérogation accordée en vertu du présent paragraphe est exclusive de toute autre dérogation accordée en vertu du § 2.

**TEKST AANGENOMEN DOOR DE COMMISSIE****Art. 92**

§ 1. Er moet rechtstreeks of onrechtstreeks gebruik gemaakt worden van een gereserveerde dienst voor de onderlinge verbinding van telecommunicatie-inrichtingen hetzij gelegen in twee of meer gebouwen die geheel of gedeeltelijk gebruikt worden door verschillende personen, hetzij indien het openbaar domein wordt overschreden.

Voor de toepassing van het eerste lid worden de leden van eenzelfde gezin beschouwd als één persoon.

§ 2. De Minister kan op voorstel van het Instituut, bepalen in welke gevallen en onder welke voorwaarden een afwijking kan worden verleend van de regel bepaald in § 1.

§ 3. Onverminderd de eventuele uitzonderingen bepaald in het beheerscontract, kan geen afwijking worden toegestaan indien BELGACOM de verbintenis aangaat om, aan het normale tarief en binnen een redelijke termijn die zij vaststelt, een verbinding ter beschikking te stellen die technisch gelijkwaardig is als deze waarvoor een afwijking wordt gevraagd. Op voorstel van het Instituut, kan de Minister evenwel een voorwaardelijke afwijking toekennen voor het geval waarin de door BELGACOM aangegane verbintenis niet zou worden nagekomen binnen de vastgestelde termijn.

§ 4. De Koning kan, na een gemotiveerd advies van het Instituut, bij een in Ministerraad overlegd besluit en volgens de voorwaarden die Hij bepaalt, een vergoeding vastleggen voor BELGACOM in geval van het toestaan van een afwijking bedoeld in § 2, behalve wanneer BELGACOM niet in staat is om, aan het normale tarief en binnen een redelijke termijn die zij vaststelt, een verbinding ter beschikking te stellen die technisch gelijkwaardig is als deze waarvoor een afwijking wordt gevraagd.

§ 5. De Staat, de Gemeenschappen, de Gewesten, de provincies, de gemeenten, de Nationale Maatschappij der Belgische Spoorwegen, de maatschappijen voor het gemeenschappelijk stads- en streekvervoer, de maatschappijen voor het produceren, overbrengen of verdelen van gas, water of elektriciteit en de personen die een radiodistributie- of een teledistributienet exploiteren, mogen, mits voorafgaande aangifte aan het Instituut, afwijken van § 1 voor hun eigen gebruik zoals bepaald door de Koning, bij een in Ministerraad overlegd besluit, op advies van het Instituut. Dit besluit beschrijft de modaliteiten van de aangifte. De afwijking verleend in uitvoering van deze paragraaf sluit elke andere afwijking in uitvoering van § 2 uit.

**TEXTE SOUMIS A LA COMMISSION****CHAPITRE VIII****Appareils terminaux****Art. 93**

Quiconque peut mettre des appareils terminaux à disposition, les raccorder à l'infrastructure publique de télécommunications, les mettre en service et les entretenir.

**Art. 94**

§ 1<sup>er</sup>. Les appareils terminaux directement raccordés à l'infrastructure publique de télécommunications doivent être agréés par le Ministre, sur proposition de l'Institut.

§ 2. Les procédures d'agrément, les spécifications techniques, les règles relatives à l'accréditation et au contrôle des laboratoires chargés des tests préalables, les règles relatives à la délivrance de certificats de conformité et à l'accréditation technique des installateurs et réparateurs d'appareils terminaux sont fixées par le Ministre sur proposition de l'Institut.

§ 3. Le Ministre délivre sur proposition de l'Institut les accréditations visées au § 2.

§ 4. Le Ministre peut déléguer à un fonctionnaire de l'Institut son pouvoir d'accorder ou de retirer les agréments et les accréditations visés aux §§ 1<sup>er</sup> à 3 du présent article.

Les laboratoires accrédités délivrent les certificats de conformité selon les règles fixées au § 2.

**Art. 95**

Le Ministre peut, sur proposition de l'Institut, retirer un agrément ou imposer une interdiction de maintenir le raccordement à l'infrastructure publique de télécommunications lorsqu'il s'avère que:

1<sup>o</sup> l'appareil terminal d'un type agréé ne correspond plus à l'appareil agréé initialement;

2<sup>o</sup> l'appareil terminal ne répond plus aux spécifications techniques en vigueur;

3<sup>o</sup> les conditions auxquelles l'agrément a été délivré et qui concernent l'usage pour lequel l'appareil terminal a été agréé, ne sont pas respectées;

4<sup>o</sup> l'appareil terminal est source de dérangements, occasionne des dégâts à l'infrastructure publique de télécommunications, ou comporte un danger pour les utilisateurs ou pour le personnel de BELGACOM.

**TEKST VOORGELEGD AAN DE COMMISSIE****HOOFDSTUK VIII****Eindapparaten****Art. 93**

Iedereen mag eindapparaten ter beschikking stellen, op de openbare telecommunicatie-infrastructuur aansluiten, in dienst stellen en onderhouden.

**Art. 94**

§ 1. De rechtstreeks op de openbare telecommunicatie-infrastructuur aangesloten eindapparaten, moeten goedgekeurd zijn door de Minister, op voorstel van het Instituut.

§ 2. De goedkeuringsprocedure, de technische specificaties, de regelen inzake de erkenning van en het toezicht op de laboratoria belast met de voorafgaande testen, de regelen inzake de aflevering van conformiteitscertificaten en inzake de technische erkenning van installateurs en herstellers van eindapparaten worden op voorstel van het Instituut vastgelegd door de Minister.

§ 3. De Minister levert op voorstel van het Instituut de in § 2 bedoelde erkenningen af.

§ 4. De Minister kan zijn bevoegdheid tot het toe kennen of intrekken van de goedkeuringen en de erkenningen bedoeld in de §§ 1 tot en met 3 van dit artikel overdragen aan een ambtenaar van het Instituut.

De erkende laboratoria leveren de conformiteitscertificaten af overeenkomstig de regelen bepaald in § 2.

**Art. 95**

De Minister kan, op voorstel van het Instituut, een goedkeuring intrekken of een verbod om op de openbare telecommunicatie-infrastructuur aangesloten te blijven opleggen, wanneer blijkt dat :

1<sup>o</sup> het eindapparaat van een goedgekeurd type niet meer overeenstemt met het oorspronkelijk goedgekeurd apparaat;

2<sup>o</sup> het eindapparaat niet meer beantwoordt aan de van kracht zijnde technische specificaties;

3<sup>o</sup> de voorwaarden niet worden nageleefd waaronder de goedkeuring is verleend en die betrekking hebben op het gebruik waarvoor het eindapparaat is goedgekeurd;

4<sup>o</sup> het eindapparaat storing veroorzaakt, schade berokkent aan de openbare telecommunicatie-infrastructuur, of een gevaar betekent voor de gebruikers of het personeel van BELGACOM.

**TEXTE ADOpte PAR LA COMMISSION****CHAPITRE VIII****Appareils terminaux**

Art. 93

Quiconque peut mettre des appareils terminaux à disposition, les raccorder à l'infrastructure publique de télécommunications, les mettre en service et les entretenir.

Art. 94

§ 1<sup>er</sup>. Les appareils terminaux directement raccordés à l'infrastructure publique de télécommunications doivent être agréés par le Ministre, sur proposition de l'Institut.

§ 2. Les procédures d'agrément, les spécifications techniques, les règles relatives à l'accréditation et au contrôle des laboratoires chargés des tests préalables, les règles relatives à la délivrance de certificats de conformité et à l'accréditation technique des installateurs et réparateurs d'appareils terminaux sont fixées par le Ministre sur proposition de l'Institut.

§ 3. Le Ministre délivre sur proposition de l'Institut les accréditations visées au § 2.

§ 4. Le Ministre peut déléguer à un fonctionnaire de l'Institut son pouvoir d'accorder ou de retirer les agréments et les accréditations visés aux §§ 1<sup>er</sup> à 3 du présent article.

Les laboratoires accrédités délivrent les certificats de conformité selon les règles fixées au § 2.

Art. 95

Le Ministre peut, sur proposition de l'Institut, retirer un agrément ou imposer une interdiction de maintenir le raccordement à l'infrastructure publique de télécommunications lorsqu'il s'avère que:

1<sup>o</sup> l'appareil terminal d'un type agréé ne correspond plus à l'appareil agréé initialement;

2<sup>o</sup> l'appareil terminal ne répond plus aux spécifications techniques en vigueur;

3<sup>o</sup> les conditions auxquelles l'agrément a été délivré et qui concernent l'usage pour lequel l'appareil terminal a été agréé, ne sont pas respectées;

4<sup>o</sup> l'appareil terminal est source de dérangements, occasionne des dégâts à l'infrastructure publique de télécommunications, ou comporte un danger pour les utilisateurs ou pour le personnel de BELGACOM.

**TEKST AANGENOMEN DOOR DE COMMISSIE****HOOFDSTUK VIII****Eindapparaten**

Art. 93

Iedereen mag eindapparaten ter beschikking stellen, op de openbare telecommunicatie-infrastructuur aansluiten, in dienst stellen en onderhouden.

Art. 94

§ 1. De rechtstreeks op de openbare telecommunicatie-infrastructuur aangesloten eindapparaten, moeten goedgekeurd zijn door de Minister, op voorstel van het Instituut.

§ 2. De goedkeuringsprocedure, de technische specificaties, de regelen inzake de erkenning van en het toezicht op de laboratoria belast met de voorafgaande testen, de regelen inzake de aflevering van conformiteitscertificaten en inzake de technische erkenning van installateurs en herstellers van eindapparaten worden op voorstel van het Instituut vastgelegd door de Minister.

§ 3. De Minister levert op voorstel van het Instituut de in § 2 bedoelde erkenningen af.

§ 4. De Minister kan zijn bevoegdheid tot het toeckenken of intrekken van de goedkeuringen en de erkenningen bedoeld in de §§ 1 tot en met 3 van dit artikel overdragen aan een ambtenaar van het Instituut.

De erkende laboratoria leveren de conformiteitscertificaten af overeenkomstig de regelen bepaald in § 2.

Art. 95

De Minister kan, op voorstel van het Instituut, een goedkeuring intrekken of een verbod om op de openbare telecommunicatie-infrastructuur aangesloten te blijven opleggen, wanneer blijkt dat :

1<sup>o</sup> het eindapparaat van een goedgekeurd type niet meer overeenstemt met het oorspronkelijk goedgekeurd apparaat;

2<sup>o</sup> het eindapparaat niet meer beantwoordt aan de van kracht zijnde technische specificaties;

3<sup>o</sup> de voorwaarden niet worden nageleefd waaronder de goedkeuring is verleend en die betrekking hebben op het gebruik waarvoor het eindapparaat is goedgekeurd;

4<sup>o</sup> het eindapparaat storing veroorzaakt, schade berokkent aan de openbare telecommunicatie-infrastructuur, of een gevaar betekent voor de gebruikers of het personeel van BELGACOM.

**TEXTE SOUMIS A LA COMMISSION**

L'agrément peut être retiré selon les formes et les conditions déterminées par le Ministre, sur proposition de l'Institut.

Art. 96

Il est interdit :

1<sup>o</sup> de faire de la publicité pour un appareil terminal sans mentionner soit son agrément et l'usage pour lequel il est agréé, soit son non-agrément;

2<sup>o</sup> de vendre, de louer, de prêter, ou de mettre à disposition d'une autre manière, d'offrir en vente ou en location sur le territoire belge ou à destination de ce territoire, un appareil terminal agréé, sans indiquer sur l'appareil terminal son agrément selon les formes déterminées par le Ministre.

**CHAPITRE IX****Câbles, lignes aériennes et équipements connexes**

Art. 97

§ 1<sup>er</sup>. Dans les conditions prévues dans ce chapitre, BELGACOM est autorisée à faire usage du domaine public et des propriétés pour établir des câbles, lignes aériennes et équipements connexes et exécuter tous les travaux y afférents, dans le respect de leur destination et des dispositions légales et réglementaires régissant leur utilisation.

Font partie de ces travaux, ceux qui sont nécessaires au maintien, à la modification, à la réparation, à l'enlèvement et au contrôle des câbles, lignes aériennes et équipements connexes.

§ 2. Les câbles, lignes aériennes et équipements connexes établis restent la propriété de BELGACOM.

Art. 98

§ 1<sup>er</sup>. Avant d'établir des câbles, lignes aériennes et équipements connexes sur le domaine public, BELGACOM soumet le plan des lieux et les caractéristiques d'aménagement à l'approbation de l'autorité dont relève le domaine public.

Cette autorité devra statuer dans les deux mois à compter du dépôt du plan et donner notification de sa décision à BELGACOM. Passé ce délai, le silence de l'autorité vaut approbation.

**TEKST VOORGELEGD AAN DE COMMISSIE**

De goedkeuring kan worden ingetrokken in de vorm en volgens de voorwaarden bepaald door de Minister, op voorstel van het Instituut.

Art. 96

Het is verboden:

1<sup>o</sup> reclame te voeren voor een eindapparaat, zonder melding te maken van hetzij zijn goedkeuring en het gebruik waarvoor het is goedgekeurd, hetzij zijn niet-goedkeuring;

2<sup>o</sup> een goedgekeurd eindapparaat op het Belgische grondgebied of bestemd voor dit grondgebied te verkopen, te verhuren, in leen te geven of op een andere wijze ter beschikking te stellen, te koop of ter verhuring aan te bieden, zonder op het eindapparaat zijn goedkeuring te vermelden op de door de Minister bepaalde wijze.

**HOOFDSTUK IX****Kabels, bovengrondse lijnen en bijbehorende uitrusting**

Art. 97

§ 1. Onder de voorwaarden bepaald in dit hoofdstuk, is BELGACOM gemachtigd om, mits eerbiediging van hun bestemming en de wettelijke en reglementaire bepalingen die hun gebruik regelen, het openbaar domein en de eigendommen te gebruiken om kabels, bovengrondse lijnen en bijbehorende uitrusting aan te leggen en alle nodige werken hieraan uit te voeren.

Tot deze werken behoren deze die nodig zijn voor de instandhouding, de wijziging, de herstelling, de opruiming en de controle op de kabels, bovengrondse lijnen en bijbehorende uitrusting.

§ 2. De aangelegde kabels, bovengrondse lijnen en bijbehorende uitrusting blijven eigendom van BELGACOM.

Art. 98

§ 1. Vooraleer kabels, bovengrondse lijnen en bijbehorende uitrusting aan te leggen op het openbaar domein, onderwerpt BELGACOM het plan van de plaats van aanleg en de bijzonderheden ervan aan de goedkeuring van de overheid van wie het openbaar domein afhangt.

Deze overheid beslist binnen de twee maanden vanaf de dag waarop het plan werd overgezonden en zij geeft BELGACOM kennis van haar beslissing. Na het verstrijken van die termijn geldt het stilzwijgen van de overheid als goedkeuring.

**TEXTE ADOPTÉ PAR LA COMMISSION**

L'agrément peut être retiré selon les formes et les conditions déterminées par le Ministre, sur proposition de l'Institut.

**Art. 96**

Il est interdit :

1° de faire de la publicité pour un appareil terminal sans mentionner soit son agrément et l'usage pour lequel il est agréé, soit son non-agrément;

2° de vendre, de louer, de prêter ou de mettre à disposition d'une autre manière, d'offrir en vente ou en location sur le territoire belge ou à destination de ce territoire, un appareil terminal, sans indiquer sur l'appareil terminal son agrément ou l'absence d'agrément selon les formes déterminées par le Ministre sur proposition de l'Institut.

**CHAPITRE IX****Câbles, lignes aériennes et équipements connexes****Art. 97**

§ 1<sup>er</sup>. Dans les conditions prévues dans ce chapitre, BELGACOM est autorisée à faire usage du domaine public et des propriétés pour établir des câbles, lignes aériennes et équipements connexes et exécuter tous les travaux y afférents, dans le respect de leur destination et des dispositions légales et réglementaires régissant leur utilisation.

Font partie de ces travaux, ceux qui sont nécessaires au maintien, à la modification, à la réparation, à l'enlèvement et au contrôle des câbles, lignes aériennes et équipements connexes.

§ 2. Les câbles, lignes aériennes et équipements connexes établis restent la propriété de BELGACOM.

**Art. 98**

§ 1<sup>er</sup>. Avant d'établir des câbles, lignes aériennes et équipements connexes sur le domaine public, BELGACOM soumet le plan des lieux et les caractéristiques d'aménagement à l'approbation de l'autorité dont relève le domaine public.

Cette autorité devra statuer dans les deux mois à compter du dépôt du plan et donner notification de sa décision à BELGACOM. Passé ce délai, le silence de l'autorité vaut approbation.

**TEKST AANGENOMEN DOOR DE COMMISSIE**

De goedkeuring kan worden ingetrokken in de vorm en volgens de voorwaarden bepaald door de Minister, op voorstel van het Instituut.

**Art. 96**

Het is verboden:

1° reclame te voeren voor een eindapparaat, zonder melding te maken van hetzij zijn goedkeuring en het gebruik waarvoor het is goedgekeurd, hetzij zijn niet-goedkeuring;

2° een eindapparaat op het Belgische grondgebied of bestemd voor dit grondgebied te verkopen, te verhuren, in leen te geven of op een andere wijze ter beschikking te stellen, te koop of ter verhuring aan te bieden, zonder op het eindapparaat zijn goedkeuring of gebrek aan goedkeuring te vermelden op de wijze bepaald door de Minister op voorstel van het Instituut.

**HOOFDSTUK IX****Kabels, bovengrondse lijnen en bijbehorende uitrusting****Art. 97**

§ 1. Onder de voorwaarden bepaald in dit hoofdstuk, is BELGACOM gemachtigd om, mits eerbiediging van hun bestemming en de wettelijke en reglementaire bepalingen die hun gebruik regelen, het openbaar domein en de eigendommen te gebruiken om kabels, bovengrondse lijnen en bijbehorende uitrusting aan te leggen en alle nodige werken hieraan uit te voeren.

Tot deze werken behoren deze die nodig zijn voor de instandhouding, de wijziging, de herstelling, de opruiming en de controle op de kabels, bovengrondse lijnen en bijbehorende uitrusting.

§ 2. De aangelegde kabels, bovengrondse lijnen en bijbehorende uitrusting blijven eigendom van BELGACOM.

**Art. 98**

§ 1. Vooraleer kabels, bovengrondse lijnen en bijbehorende uitrusting aan te leggen op het openbaar domein, onderwerpt BELGACOM het plan van de plaats van aanleg en de bijzonderheden ervan aan de goedkeuring van de overheid van wie het openbaar domein afhangt.

Deze overheid beslist binnen de twee maanden vanaf de dag waarop het plan werd ingedien en zij geeft BELGACOM kennis van haar beslissing. Na het verstrijken van die termijn geldt het stilzwijgen van de overheid als goedkeuring.

**TEXTE SOUMIS A LA COMMISSION**

En cas de contestation persistante, il est statué par arrêté royal.

§ 2. Pour ce droit d'utilisation, l'autorité ne peut imposer à BELGACOM aucun impôt, taxe, péage, rétribution ou indemnité, de quelque nature que ce soit.

BELGACOM détient en outre un droit de passage gratuit pour les câbles, lignes aériennes et équipements connexes dans les ouvrages publics ou privés situés dans le domaine public.

§ 3. L'autorité a le droit de faire modifier l'installation ou le plan d'aménagement des câbles, lignes aériennes et équipements connexes à l'occasion de travaux qu'elle désire effectuer au domaine public qu'elle gère. Elle doit en informer BELGACOM par lettre recommandée à la poste au moins deux mois avant de commencer l'exécution des travaux. Les frais inhérents à la modification des câbles, lignes aériennes et équipements connexes sont à charge de BELGACOM.

Lorsque ces travaux au domaine public ne sont pas entrepris ou lorsque l'autorité a demandé la modification des câbles, lignes aériennes et équipements connexes en faveur d'une autre personne, BELGACOM peut mettre les frais de modification à la charge de l'autorité.

Art. 99

§ 1<sup>er</sup>. BELGACOM dispose à titre gratuit du droit, pour l'établissement des câbles, lignes aériennes et équipements connexes, de fixer à demeure des supports sur des murs et façades donnant sur la voie publique, d'utiliser des terrains ouverts et non bâties, de traverser ou de franchir des propriétés sans attache ni contact.

§ 2. Lorsque BELGACOM a l'intention d'établir des câbles, lignes aériennes et équipements connexes, de les enlever ou d'y exécuter des travaux, il tend à rechercher un accord quant à l'endroit et la méthode d'exécution des travaux, avec la personne dont la propriété sert d'appui, est franchie ou traversée.

A défaut d'accord, BELGACOM transmet par lettre recommandée à la poste une description claire de l'endroit projeté et de la méthode d'exécution des travaux, à la personne dont la propriété sert d'appui, est franchie ou traversée. Dans les huit jours francs de la réception de ce courrier, la personne dont la propriété sert d'appui, est franchie ou traversée peut introduire une réclamation motivée auprès de l'Institut. L'introduction de la réclamation suspend l'exécution de l'intention. L'Institut entend les deux parties

**TEKST VOORGELEGD AAN DE COMMISSIE**

In geval van blijvende onenigheid wordt beslist bij koninklijk besluit.

§ 2. De overheid mag voor dat gebruiksrecht BELGACOM geen belasting, taks, cijns, retributie of vergoeding, van welke aard ook, opleggen.

Bovendien bezit BELGACOM een kosteloos doorgangsrecht voor de kabels, bovengrondse lijnen en bijbehorende uitrusting in de openbare of particuliere bouwwerken, die in het openbaar domein worden aangebracht.

§ 3. De overheid heeft het recht om de inrichting of het plan van aanleg van de kabels, bovengrondse lijnen en bijbehorende uitrusting te doen wijzigen naar aanleiding van werken die zij wenst uit te voeren aan het openbaar domein dat zij beheert. Zij behoort BELGACOM hiervan bij ter post aangetekende brief kennis te geven ten minste twee maanden voor de uitvoering van de werken wordt aangevat. De kosten wegens wijziging van de kabels, bovengrondse lijnen en bijbehorende uitrusting zijn ten laste van BELGACOM.

Wanneer die werken aan het openbaar domein niet worden uitgevoerd of wanneer de overheid de wijziging van de kabels, bovengrondse lijnen en bijbehorende uitrusting heeft aangevraagd ten gunste van een andere persoon, kan BELGACOM de kosten van de wijziging ten laste van de overheid leggen.

Art. 99

§ 1. BELGACOM heeft het recht kosteloos, voor de aanleg van de kabels, bovengrondse lijnen en bijbehorende uitrusting, op blijvende wijze steun te nemen op muren en gevallen, die uitgeven op de openbare weg, gebruik te maken van open en onbebouwde gronden of eigendommen zonder aanhechting of aanraking te overspannen of te overschrijden.

§ 2. Indien BELGACOM het voornemen heeft kabels, bovengrondse lijnen en bijbehorende uitrusting aan te leggen, op te ruimen of hieraan werken uit te voeren, streeft zij naar overeenstemming met degene op wiens eigendom steun wordt genomen of wiens eigendom wordt overspannen of overschreden, over de plaats en de wijze van uitvoering van de werken.

Bij gebreke aan overeenstemming geeft BELGACOM aan degene op wiens eigendom steun wordt genomen of wiens eigendom wordt overspannen of overschreden bij een ter post aangetekend schrijven een duidelijke omschrijving van de voorgenomen plaats en de wijze van uitvoering van de werken. Binnen de acht vrije dagen na de ontvangst van dit schrijven kan degene op wiens eigendom steun wordt genomen of wiens eigendom wordt overspannen of overschreden, een gemotiveerd bezwaarschrift indienen bij het In-

**TEXTE ADOpte PAR LA COMMISSION**

En cas de contestation persistante, il est statué par arrêté royal.

§ 2. Pour ce droit d'utilisation, l'autorité ne peut imposer à BELGACOM aucun impôt, taxe, péage, rétribution ou indemnité, de quelque nature que ce soit.

BELGACOM détient en outre un droit de passage gratuit pour les câbles, lignes aériennes et équipements connexes dans les ouvrages publics ou privés situés dans le domaine public.

§ 3. L'autorité a le droit de faire modifier l'installation ou le plan d'aménagement des câbles, lignes aériennes et équipements connexes à l'occasion de travaux qu'elle désire effectuer au domaine public qu'elle gère. Elle doit en informer BELGACOM par lettre recommandée à la poste au moins deux mois avant de commencer l'exécution des travaux. Les frais inhérents à la modification des câbles, lignes aériennes et équipements connexes sont à charge de BELGACOM.

Lorsque ces travaux au domaine public ne sont pas entrepris ou lorsque l'autorité a demandé la modification des câbles, lignes aériennes et équipements connexes en faveur d'une autre personne, BELGACOM peut mettre les frais de modification à la charge de l'autorité.

**Art. 99**

§ 1<sup>er</sup>. BELGACOM dispose à titre gratuit du droit, pour l'établissement des câbles, lignes aériennes et équipements connexes, de fixer à demeure des supports sur des murs et façades donnant sur la voie publique, d'utiliser des terrains ouverts et non bâties, de traverser ou de franchir des propriétés sans attache ni contact.

§ 2. Lorsque BELGACOM a l'intention d'établir des câbles, lignes aériennes et équipements connexes, de les enlever ou d'y exécuter des travaux, elle tend à rechercher un accord quant à l'endroit et la méthode d'exécution des travaux, avec la personne dont la propriété sert d'appui, est franchie ou traversée.

A défaut d'accord, BELGACOM transmet par lettre recommandée à la poste une description claire de l'endroit projeté et de la méthode d'exécution des travaux, à la personne dont la propriété sert d'appui, est franchie ou traversée. Dans les huit jours francs de la réception de ce courrier, la personne dont la propriété sert d'appui, est franchie ou traversée peut introduire une réclamation motivée auprès de l'Institut. L'introduction de la réclamation suspend l'exécution de l'intention. L'Institut entend les deux parties

**TEKST AANGENOMEN DOOR DE COMMISSIE**

In geval van blijvende onenigheid wordt beslist bij koninklijk besluit.

§ 2. De overheid mag voor dat gebruiksrecht BELGACOM geen belasting, taks, cijns, retributie of vergoeding, van welke aard ook, opleggen.

Bovendien bezit BELGACOM een kosteloos doorgangsrecht voor de kabels, bovengrondse lijnen en bijbehorende uitrusting in de openbare of particuliere bouwwerken, die in het openbaar domein worden aangebracht.

§ 3. De overheid heeft het recht om de inrichting of het plan van aanleg van de kabels, bovengrondse lijnen en bijbehorende uitrusting te doen wijzigen naar aanleiding van werken die zij wenst uit te voeren aan het openbaar domein dat zij beheert. Zij behoort BELGACOM hiervan bij ter post aangetekende brief kennis te geven ten minste twee maanden voor de uitvoering van de werken wordt aangevat. De kosten wegens wijziging van de kabels, bovengrondse lijnen en bijbehorende uitrusting zijn ten laste van BELGACOM.

Wanneer die werken aan het openbaar domein niet worden uitgevoerd of wanneer de overheid de wijziging van de kabels, bovengrondse lijnen en bijbehorende uitrusting heeft aangevraagd ten gunste van een andere persoon, kan BELGACOM de kosten van de wijziging ten laste van de overheid leggen.

**Art. 99**

§ 1. BELGACOM heeft het recht kosteloos, voor de aanleg van de kabels, bovengrondse lijnen en bijbehorende uitrusting, op blijvende wijze steun te nemen op muren en gevels, die uitgeven op de openbare weg, gebruik te maken van open en onbebouwde gronden of eigendommen zonder aanhechting of aanraking te overspannen of te overschrijden.

§ 2. Indien BELGACOM het voornemen heeft kabels, bovengrondse lijnen en bijbehorende uitrusting aan te leggen, op te ruimen of hieraan werken uit te voeren, streeft zij naar overeenstemming met degene op wiens eigendom steun wordt genomen of wiens eigendom wordt overspannen of overschreden, over de plaats en de wijze van uitvoering van de werken.

Bij gebreke aan overeenstemming geeft BELGACOM aan degene op wiens eigendom steun wordt genomen of wiens eigendom wordt overspannen of overschreden bij een ter post aangetekend schrijven een duidelijke omschrijving van de voorgenomen plaats en de wijze van uitvoering van de werken. Binnen de acht vrije dagen na de ontvangst van dit schrijven kan degene op wiens eigendom steun wordt genomen of wiens eigendom wordt overspannen of overschreden, een gemotiveerd bezwaarschrift indienen bij het In-

**TEXTE SOUMIS A LA COMMISSION**

et prend une décision motivée dans un délai d'un mois après réception de la réclamation.

**§ 3.** L'exécution de ces travaux n'entraîne aucune dépossession.

Le propriétaire ou l'ayant droit débiteur de la servitude conserve le droit d'exécuter tous autres travaux à la propriété privée, sous réserve de ne prendre aucune mesure qui viserait uniquement à modifier ou déplacer les câbles, lignes aériennes et équipements connexes.

Il doit en avertir BELGACOM par lettre recommandée à la poste, au moins deux mois avant le début des travaux qui impliquent une modification ou un déplacement des câbles, lignes aériennes et équipements connexes.

Les frais de modification ou de déplacement des câbles, lignes aériennes et équipements connexes sont à charge de BELGACOM.

Sauf en cas de force majeure, lorsque les travaux envisagés n'ont pas débuté dans un délai d'un an à dater de cet avertissement, BELGACOM peut mettre les frais occasionnés par la modification des câbles, lignes aériennes et équipements connexes à charge du propriétaire ou de l'ayant droit et également rétablir la situation primitive aux frais de celui-ci, si cela s'avère nécessaire.

**Art. 100**

L'établissement et l'exécution de tous les autres travaux aux câbles, lignes aériennes et équipements connexes, dans, contre et sur des bâtiments ainsi que dans et sur des terrains y attenant, pour les besoins de raccordements à l'infrastructure dans ces bâtiments, doivent être tolérés par le propriétaire et l'ayant droit, à moins qu'ils aient accepté de supporter le coût supplémentaire d'une contre-proposition.

**Art. 101**

**§ 1<sup>er</sup>.** Lorsque des branches ou des racines constituent raisonnablement un obstacle pour l'établissement, la maintenance et le fonctionnement des câbles, lignes aériennes et équipements connexes, le propriétaire ou l'ayant droit doit les raccourcir à la demande de BELGACOM.

Si le propriétaire ou l'ayant droit n'a pas donné suite à la requête après un mois, BELGACOM peut procéder elle-même au raccorciissement.

**§ 2.** Les frais du raccorciissement sont à charge :

**TEKST VOORGELEGD AAN DE COMMISSIE**

stituut. De indiening van het bezwaarschrift schorst de uitvoering van het voornemen. Het Instituut hoort beide partijen en neemt een gemotiveerde beslissing binnen de termijn van één maand na de ontvangst van het bezwaarschrift.

**§ 3.** De uitvoering van deze werken heeft geen buitenbezitstelling tot gevolg.

De eigenaar of de rechthebbende op wie de gedoogplicht rust, behoudt het recht om alle werken aan het privé-eigendom uit te voeren, onder voorbehoud geen maatregelen te treffen, die alleen een wijziging of verplaatsing van de kabels, bovengrondse lijnen en bijbehorende uitrusting tot doel zouden hebben.

Hij dient ten minste twee maanden vóór het aanvangen van de werken, die een wijziging of verplaatsing van de kabels, bovengrondse lijnen en bijbehorende uitrusting tot gevolg hebben, BELGACOM hiervan bij ter post aangetekende brief te verwittigen.

De kosten wegens wijziging of verplaatsing van de kabels, bovengrondse lijnen en bijbehorende uitrusting zijn ten laste van BELGACOM.

Wanneer, behoudens een geval van overmacht, de voorgenomen werken niet binnen één jaar vanaf de dag van de verwittiging zijn aangevangen, kan BELGACOM de kosten die veroorzaakt zijn door de wijziging van de kabels, bovengrondse lijnen en bijbehorende uitrusting, ten laste leggen van de eigenaar of de rechthebbende en de oorspronkelijke toestand eveneens op zijn kosten herstellen, voor zover dit nodig blijkt.

**Art. 100**

De aanleg en de uitvoering van alle andere werken aan de kabels, bovengrondse lijnen en bijbehorende uitrusting in, tegen en op gebouwen en in en op gronden die daarbij behoren, ten behoeve van de aansluitingen op de infrastructuur in die gebouwen, moeten worden gedoogd door de eigenaar en de rechthebbende, tenzij ze bereid zijn de meerkosten van een tegenvoorstel te dragen.

**Art. 101**

**§ 1.** Wanneer takken of wortels redelijkerwijze hinderlijk zijn voor de aanleg, het onderhoud of de exploitatie van kabels, bovengrondse lijnen en bijbehorende uitrusting, moet de eigenaar of de rechthebbende ze, op verzoek van BELGACOM, inkorten.

Indien de eigenaar of de rechthebbende het verzoek gedurende één maand zonder gevolg heeft gelaten, mag BELGACOM zelf overgaan tot het inkorten.

**§ 2.** De kosten van het inkorten zijn ten laste van :

**TEXTE ADOpte PAR LA COMMISSION**

et prend une décision motivée dans un délai d'un mois après réception de la réclamation.

**§ 3.** L'exécution de ces travaux n'entraîne aucune dépossession.

Le propriétaire ou l'ayant droit débiteur de la servitude conserve le droit d'exécuter tous autres travaux à la propriété privée, sous réserve de ne prendre aucune mesure qui viserait uniquement à modifier ou déplacer les câbles, lignes aériennes et équipements connexes.

Il doit en avertir BELGACOM par lettre recommandée à la poste, au moins deux mois avant le début des travaux qui impliquent une modification ou un déplacement des câbles, lignes aériennes et équipements connexes.

Les frais de modification ou de déplacement des câbles, lignes aériennes et équipements connexes sont à charge de BELGACOM.

Sauf en cas de force majeure, lorsque les travaux envisagés n'ont pas débuté dans un délai d'un an à dater de cet avertissement, BELGACOM peut mettre les frais occasionnés par la modification des câbles, lignes aériennes et équipements connexes à charge du propriétaire ou de l'ayant droit et également rétablir la situation primitive aux frais de celui-ci, si cela s'avère nécessaire.

**Art. 100**

L'établissement et l'exécution de tous les autres travaux aux câbles, lignes aériennes et équipements connexes, dans, contre et sur des bâtiments ainsi que dans et sur des terrains y attenant, pour les besoins de raccordements à l'infrastructure dans ces bâtiments, doivent être tolérés par le propriétaire et l'ayant droit, à moins qu'ils aient accepté de supporter le coût supplémentaire d'une contre-proposition.

**Art. 101**

**§ 1<sup>er</sup>.** Lorsque des branches ou des racines constituent raisonnablement un obstacle pour l'établissement, la maintenance et le fonctionnement des câbles, lignes aériennes et équipements connexes, le propriétaire ou l'ayant droit doit les raccourcir à la demande de BELGACOM.

Si le propriétaire ou l'ayant droit n'a pas donné suite à la requête après un mois, BELGACOM peut procéder elle-même au raccourcissement.

**§ 2.** Les frais du raccourcissement sont à charge :

**TEKST AANGENOMEN DOOR DE COMMISSIE**

stitue. De indiening van het bezwaarschrift schorst de uitvoering van het voornemen. Het Instituut hoort beide partijen en neemt een gemotiveerde beslissing binnen de termijn van één maand na de ontvangst van het bezwaarschrift.

**§ 3.** De uitvoering van deze werken heeft geen buitenbezitstelling tot gevolg.

De eigenaar of de rechthebbende op wie de gedoogplicht rust, behoudt het recht om alle werken aan het privé-eigendom uit te voeren, onder voorbehoud geen maatregelen te treffen, die alleen een wijziging of verplaatsing van de kabels, bovengrondse lijnen en bijbehorende uitrusting tot doel zouden hebben.

Hij dient ten minste twee maanden vóór het aanvangen van de werken, die een wijziging of verplaatsing van de kabels, bovengrondse lijnen en bijbehorende uitrusting tot gevolg hebben, BELGACOM hiervan bij ter post aangetekende brief te verwittigen.

De kosten wegens wijziging of verplaatsing van de kabels, bovengrondse lijnen en bijbehorende uitrusting zijn ten laste van BELGACOM.

Wanneer, behoudens een geval van overmacht, de voorgenomen werken niet binnen één jaar vanaf de dag van de verwittiging zijn aangevangen, kan BELGACOM de kosten die veroorzaakt zijn door de wijziging van de kabels, bovengrondse lijnen en bijbehorende uitrusting, ten laste leggen van de eigenaar of de rechthebbende en de oorspronkelijke toestand eveneens op zijn kosten herstellen, voor zover dit nodig blijkt.

**Art. 100**

De aanleg en de uitvoering van alle andere werken aan de kabels, bovengrondse lijnen en bijbehorende uitrusting in, tegen en op gebouwen en in en op gronden die daarbij behoren, ten behoeve van de aansluitingen op de infrastructuur in die gebouwen, moeten worden gedoogd door de eigenaar en de rechthebbende, tenzij ze bereid zijn de meerkosten van een tegenvoorstel te dragen.

**Art. 101**

**§ 1.** Wanneer takken of wortels redelijkerwijze hinderlijk zijn voor de aanleg, het onderhoud of de exploitatie van kabels, bovengrondse lijnen en bijbehorende uitrusting, moet de eigenaar of de rechthebbende ze, op verzoek van BELGACOM, inkorten.

Indien de eigenaar of de rechthebbende het verzoek gedurende één maand zonder gevolg heeft gelaten, mag BELGACOM zelf overgaan tot het inkorten.

**§ 2.** De kosten van het inkorten zijn ten laste van :

**TEXTE SOUMIS A LA COMMISSION**

1<sup>o</sup> du propriétaire ou de l'ayant droit lorsque les arbres ou plantations se trouvent sur sa propriété privée et que leurs branches ou leurs racines constituent un obstacle, des dérangements aux câbles, lignes aériennes et équipements connexes :

a) qui se trouvent dans ou au-dessus du domaine public;

b) qui se trouvent dans ou au-dessus de sa propriété privée et servent à son raccordement;

2<sup>o</sup> BELGACOM, dans les autres cas.

**Art. 102**

Lorsque la présence d'une installation d'eau, de gaz, d'électricité, de radiodistribution, de télédistribution ou de toute autre installation d'utilité publique gêne l'exécution de travaux aux câbles, lignes aériennes et équipements connexes, BELGACOM prend à sa charge les frais occasionnés par la modification, à sa demande, de l'installation d'utilité publique.

Sauf en cas d'application des articles 98, § 3, et 99, § 3, l'administrateur d'une installation d'utilité publique visée à l'alinéa 1<sup>er</sup> prend à sa charge les frais occasionnés par la modification, à sa demande, des câbles, lignes aériennes et équipements connexes dont la présence gêne l'exécution de travaux à son installation.

Les modifications visées au premier et deuxième alinéa ne peuvent être réclamées qu'en cas de nécessité absolue.

Il peut être dérogé aux dispositions visées au premier et deuxième alinéa par convention réciproque entre BELGACOM et l'administrateur de l'installation d'utilité publique.

Lorsqu'une personne demande de modifier les câbles, lignes aériennes et équipements connexes, dans d'autres cas que ceux visés au deuxième alinéa et aux articles 98, § 3, et 99, § 3, BELGACOM peut effectuer cette modification à condition que cela ne nuise pas à l'usage normal des télécommunications publiques et que le demandeur prenne les frais à sa charge.

**Art. 103**

§ 1<sup>er</sup>. Lorsque BELGACOM exécute les travaux visés aux articles 97 à 102 inclus, elle est tenue de rétablir le bien dans son état primitif dans les meilleurs délais, selon les cas, soit par elle-même, soit par personne interposée.

Il peut être dérogé à la disposition du premier alinéa par convention entre BELGACOM et le propriétaire ou l'ayant droit du bien.

**TEKST VOORGELEGD AAN DE COMMISSIE**

1<sup>o</sup> de eigenaar of de rechthebbende, wanneer de bomen of beplantingen zich op zijn privé-eigendom bevinden en hun takken of wortels hinderlijk zijn voor kabels, bovengrondse lijnen en bijbehorende uitrusting:

a) die zich in of boven openbaar domein bevinden;

b) die zich in of boven zijn privé-eigendom bevinden en die dienstig zijn voor zijn aansluiting;

2<sup>o</sup> BELGACOM, in de overige gevallen.

**Art. 102**

Wanneer de aanwezigheid van een water-, gas-, elektriciteits-, radio of teledistributie- of enige andere inrichting van openbaar nut de uitvoering van werkzaamheden aan de kabels, bovengrondse lijnen en bijbehorende uitrusting belemmt, neemt BELGACOM de kosten ten laste die veroorzaakt worden door de wijziging, op haar aanvraag, van de inrichting van openbaar nut.

Behoudens de toepassing van de artikelen 98, § 3, en 99, § 3, neemt de beheerde van een in het eerste lid bedoelde inrichting van openbaar nut de kosten ten laste die veroorzaakt worden door de wijziging, op zijn aanvraag, van de kabels, bovengrondse lijnen en bijbehorende uitrusting waarvan de aanwezigheid de uitvoering van werken aan zijn inrichting belemmt.

De in het eerste en tweede lid bedoelde wijzigingen mogen slechts in geval van volstrekte noodzakelijkheid worden gevorderd.

Van de bepalingen bedoeld in het eerste en tweede lid kan bij onderlinge overeenkomst tussen BELGACOM en de beheerde van de inrichting van openbaar nut worden afgeweken.

Wanneer in andere gevallen dan die welke bedoeld zijn in het tweede lid en in de artikelen 98, § 3, en 99, § 3, een persoon verzoekt kabels, bovengrondse lijnen en bijbehorende uitrusting te wijzigen, kan BELGACOM die wijziging uitvoeren indien het normaal gebruik van de openbare telecommunicatie niet wordt gestoord en de verzoeker de kosten ten laste neemt.

**Art. 103**

§ 1. Wanneer BELGACOM de werken bedoeld in de artikelen 97 tot en met 102 uitvoert, is zij ertoe gehouden het goed te herstellen in zijn oorspronkelijke staat binnen een redelijke termijn, naargelang van het geval, hetzij door eigen toedoen, hetzij door toedoen van een derde.

Van de bepalingen van het eerste lid kan bij overeenkomst tussen BELGACOM en de eigenaar of de rechthebbende van het goed worden afgeweken.

**TEXTE ADOpte PAR LA COMMISSION**

1<sup>o</sup> du propriétaire ou de l'ayant droit lorsque les arbres ou plantations se trouvent sur sa propriété privée et que leurs branches ou leurs racines constituent un obstacle, des dérangements aux câbles, lignes aériennes et équipements connexes :

- a) qui se trouvent dans ou au-dessus du domaine public;
- b) qui se trouvent dans ou au-dessus de sa propriété privée et servent à son raccordement;
- 2<sup>o</sup> de BELGACOM, dans les autres cas.

**Art. 102**

Lorsque la présence d'une installation d'eau, de gaz, d'électricité, de radiodistribution, de télédistribution ou de toute autre installation d'utilité publique gêne l'exécution de travaux aux câbles, lignes aériennes et équipements connexes, BELGACOM prend à sa charge les frais occasionnés par la modification, à sa demande, de l'installation d'utilité publique.

Sauf en cas d'application des articles 98, § 3, et 99, § 3, l'administrateur d'une installation d'utilité publique visée à l'alinéa 1<sup>er</sup> prend à sa charge les frais occasionnés par la modification, à sa demande, des câbles, lignes aériennes et équipements connexes dont la présence gêne l'exécution de travaux à son installation.

Les modifications visées au premier et deuxième alinéa ne peuvent être réclamées qu'en cas de nécessité absolue.

Il peut être dérogé aux dispositions visées au premier et deuxième alinéa par convention réciproque entre BELGACOM et l'administrateur de l'installation d'utilité publique.

Lorsqu'une personne demande de modifier les câbles, lignes aériennes et équipements connexes, dans d'autres cas que ceux visés au deuxième alinéa et aux articles 98, § 3, et 99, § 3, BELGACOM peut effectuer cette modification à condition que cela ne nuise pas à l'usage normal des télécommunications publiques et que le demandeur prenne les frais à sa charge.

**Art. 103**

§ 1<sup>er</sup>. Lorsque BELGACOM exécute les travaux visés aux articles 97 à 102 inclus, elle est tenue de rétablir le bien dans son état primitif dans les meilleurs délais, selon les cas, soit par elle-même, soit par personne interposée.

Il peut être dérogé à la disposition du premier alinéa par convention entre BELGACOM et le propriétaire ou l'ayant droit du bien.

**TEKST AANGENOMEN DOOR DE COMMISSIE**

1<sup>o</sup> de eigenaar of de rechthebbende, wanneer de bomen of beplantingen zich op zijn privé-eigendom bevinden en hun takken of wortels hinderlijk zijn voor kabels, bovengrondse lijnen en bijbehorende uitrusting:

- a) die zich in of boven het openbaar domein bevinden;
  - b) die zich in of boven zijn privé-eigendom bevinden en die dienstig zijn voor zijn aansluiting;
- 2<sup>o</sup> BELGACOM, in de overige gevallen.

**Art. 102**

Wanneer de aanwezigheid van een water-, gas-, elektriciteits-, radio- of teledistributie- of enige andere inrichting van openbaar nut de uitvoering van werkzaamheden aan de kabels, bovengrondse lijnen en bijbehorende uitrusting belemmt, neemt BELGACOM de kosten ten laste die veroorzaakt worden door de wijziging, op haar aanvraag, van de inrichting van openbaar nut.

Behoudens de toepassing van de artikelen 98, § 3, en 99, § 3, neemt de beheerder van een in het eerste lid bedoelde inrichting van openbaar nut de kosten ten laste die veroorzaakt worden door de wijziging, op zijn aanvraag, van de kabels, bovengrondse lijnen en bijbehorende uitrusting waarvan de aanwezigheid de uitvoering van werken aan zijn inrichting belemmt.

De in het eerste en tweede lid bedoelde wijzigingen mogen slechts in geval van volstrekte noodzakelijkheid worden gevorderd.

Van de bepalingen bedoeld in het eerste en tweede lid kan bij onderlinge overeenkomst tussen BELGACOM en de beheerder van de inrichting van openbaar nut worden afgeweken.

Wanneer in andere gevallen dan die welke bedoeld zijn in het tweede lid en in de artikelen 98, § 3, en 99, § 3, een persoon verzoekt kabels, bovengrondse lijnen en bijbehorende uitrusting te wijzigen, kan BELGACOM die wijziging uitvoeren indien het normaal gebruik van de openbare telecommunicatie niet wordt gestoord en de verzoeker de kosten ten laste neemt.

**Art. 103**

§ 1. Wanneer BELGACOM de werken bedoeld in de artikelen 97 tot en met 102 uitvoert, is zij ertoe gehouden het goed te herstellen in zijn oorspronkelijke staat binnen een redelijke termijn, naargelang van het geval, hetzij door eigen toedoen, hetzij door toedoen van een derde.

Van de bepalingen van het eerste lid kan bij overeenkomst tussen BELGACOM en de eigenaar of de rechthebbende van het goed worden afgeweken.

**TEXTE SOUMIS A LA COMMISSION**

§ 2. Les dispositions du § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, ne sont pas applicables au dommage occasionné inévitablement à un bien lorsque BELGACOM exécute un travail nécessaire pour les raccordements du propriétaire ou de l'ayant droit de ce bien.

**Art. 104**

Le gestionnaire d'installations électriques ou autres, situées dans, contre ou sur un domaine public ou une propriété privée et qui, par leur proximité, leurs caractéristiques physiques ou techniques ou leurs conditions d'utilisation, ont ou peuvent avoir un effet néfaste sur l'infrastructure de télécommunication, sur les personnes travaillant à cette infrastructure ou sur les utilisateurs de cette infrastructure, doit prendre, à ses frais, toutes les dispositions nécessaires pour éviter cet effet néfaste.

Le gestionnaire d'installations électriques ou autres situées au-dessus, dans, contre ou sur un domaine public ou une propriété privée doit, sur demande spécifique de BELGACOM, à ses frais, mettre ces installations hors tension ou encore prendre ou faire prendre toutes les mesures nécessaires pour faire exécuter les travaux à l'infrastructure publique de télécommunications en sécurité.

Le propriétaire ou l'ayant droit d'un bien doit prendre toutes les mesures pour permettre une exécution sans entrave de tous les travaux aux câbles, lignes aériennes et équipements connexes.

**Art. 105**

Les articles 97 à 104 inclus sont également d'application pour l'établissement par BELGACOM des équipements de télécommunications qui font usage de la radio-électricité, ainsi que pour le maintien, la modification, la réparation, l'enlèvement et le contrôle de ceux-ci.

**CHAPITRE X****Mesures en vue de préserver une concurrence loyale****Art. 106**

Sans préjudice des règles établies à l'article 9 de la présente loi, le tarif des services visés à l'article 85 sera basé sur le prix de revient, majoré d'une marge

**TEKST VOORGELEEGD AAN DE COMMISSIE**

§ 2. De bepalingen van § 1, eerste lid, zijn niet van toepassing met betrekking tot de schade die onvermijdelijk wordt aangericht aan een goed, wanneer BELGACOM een werk uitvoert dat nodig is voor de aansluitingen van de eigenaar of de rechthebbende van dit goed.

**Art. 104**

De beheerder van elektrische of andere inrichtingen die zich boven, in, tegen of op openbaar domein of privé-eigendom bevinden en die, wegens hun nabijheid, hun fysieke of technische kenmerken of hun gebruiksomstandigheden, een nadelige invloed uitoefenen of kunnen uitoefenen op de telecommunicatie-infrastructuur, op de personen die aan deze infrastructuur werken of op de gebruikers van deze infrastructuur, moet op zijn kosten alle maatregelen treffen, die noodzakelijk zijn om deze nadelige invloed te vermijden.

De beheerder van elektrische of andere inrichtingen die zich boven, in, tegen of op openbaar domein of privé-eigendom bevinden, moet, op specifiek verzoek van BELGACOM, op zijn kosten deze inrichtingen spanningloos maken of alle andere maatregelen treffen of laten treffen, die nodig zijn om werken aan de openbare telecommunicatie-infrastructuur veilig te laten uitvoeren.

De eigenaar of rechthebbende van een goed moet alle maatregelen treffen om, zonder hinder, de werken te laten uitvoeren aan de kabels, bovengrondse lijnen en bijhorende uitrusting.

**Art. 105**

De artikelen 97 tot en met 104 zijn eveneens van toepassing voor de aanleg door BELGACOM van telecommunicatie-uitrustingen die gebruik maken van radio-elektriciteit, evenals de instandhouding, de herstelling, de opruiming en de controle ervan.

**HOOFDSTUK X****Maatregelen ter vrijwaring van de eerlijke mededinging****Art. 106**

Onvermindert de regelen bepaald in artikel 9 van onderhavige wet wordt het tarief van de diensten, bedoeld in artikel 85, gebaseerd op de kostprijs ver-

**TEXTE ADOpte PAR LA COMMISSION**

§ 2. Les dispositions du § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, ne sont pas applicables au dommage occasionné inévitablement à un bien lorsque BELGACOM exécute un travail nécessaire pour les raccordements du propriétaire ou de l'ayant droit de ce bien.

**Art. 104**

Le gestionnaire d'installations électriques ou autres, situées au-dessus, dans, contre ou sur un domaine public ou une propriété privée et qui, par leur proximité, leurs caractéristiques physiques ou techniques ou leurs conditions d'utilisation, ont ou peuvent avoir un effet néfaste sur l'infrastructure de télécommunication, sur les personnes travaillant à cette infrastructure ou sur les utilisateurs de cette infrastructure, doit prendre, à ses frais, toutes les dispositions nécessaires pour éviter cet effet néfaste.

Le gestionnaire d'installations électriques ou autres situées au-dessus, dans, contre ou sur un domaine public ou une propriété privée doit, sur demande spécifique de BELGACOM, à ses frais, mettre ces installations hors tension ou encore prendre ou faire prendre toutes les mesures nécessaires pour faire exécuter les travaux à l'infrastructure publique de télécommunications en sécurité.

Le propriétaire ou l'ayant droit d'un bien doit prendre toutes les mesures pour permettre une exécution sans entrave de tous les travaux aux câbles, lignes aériennes et équipements connexes.

**Art. 105**

Les articles 97 à 104 inclus sont également d'application pour l'établissement par BELGACOM des équipements de télécommunications qui font usage de la radio-électricité, ainsi que pour le maintien, la modification, la réparation, l'enlèvement et le contrôle de ceux-ci.

**CHAPITRE X****Mesures en vue de préserver une concurrence loyale****Art. 106**

Sans préjudice des règles établies à l'article 9 de la présente loi, le tarif des services visés à l'article 85 sera basé sur le prix de revient, majoré d'une marge

**TEKST AANGENOMEN DOOR DE COMMISSIE**

§ 2. De bepalingen van § 1, eerste lid, zijn niet van toepassing met betrekking tot de schade die onvermijdelijk wordt aangericht aan een goed, wanneer BELGACOM een werk uitvoert dat nodig is voor de aansluitingen van de eigenaar of de rechthebbende van dit goed.

**Art. 104**

De beheerder van elektrische of andere inrichtingen die zich boven, in, tegen of op openbaar domein of privé-eigendom bevinden en die, wegens hun nabijheid, hun fysieke of technische kenmerken of hun gebruiksomstandigheden, een nadelige invloed uitoefenen of kunnen uitoefenen op de telecommunicatie-infrastructuur, op de personen die aan deze infrastructuur werken of op de gebruikers van deze infrastructuur, moet op zijn kosten alle maatregelen treffen, die noodzakelijk zijn om deze nadelige invloed te vermijden.

De beheerder van elektrische of andere inrichtingen die zich boven, in, tegen of op openbaar domein of privé-eigendom bevinden, moet, op specifiek verzoek van BELGACOM, op zijn kosten deze inrichtingen spanningloos maken of alle andere maatregelen treffen of laten treffen, die nodig zijn om werken aan de openbare telecommunicatie-infrastructuur veilig te laten uitvoeren.

De eigenaar of rechthebbende van een goed moet alle maatregelen treffen om, zonder hinder, de werken te laten uitvoeren aan de kabels, bovengrondse lijnen en bijhorende uitrusting.

**Art. 105**

De artikelen 97 tot en met 104 zijn eveneens van toepassing voor de aanleg door BELGACOM van telecommunicatie-uitrustingen die gebruik maken van radio-elektriciteit, evenals de instandhouding, de herstelling, de opruiming en de controle ervan.

**HOOFDSTUK X****Maatregelen ter vrijwaring van de eerlijke mededinging****Art. 106**

Onvermindert de regelen bepaald in artikel 9 van onderhavige wet wordt het tarief van de diensten, bedoeld in artikel 85, gebaseerd op de kostprijs ver-

## TEXTE SOUMIS A LA COMMISSION

bénéficiaire raisonnable. Si la liaison fixe est raccordée à un service réservé, ce tarif peut être majoré d'une indemnité d'accès raisonnable.

### Art. 107

§ 1<sup>er</sup>. BELGACOM assure l'accès égal aux services réservés à tous les usagers qui se trouvent dans des situations équivalentes.

§ 2. Sans préjudice des règles établies au § 1<sup>er</sup>, BELGACOM assure l'accès égal aux services réservés à toute personne, en ce compris elle-même ou une de ses filiales, qui exploite un service non réservé.

§ 3. Le contrat de gestion précise les obligations qui incumbent à BELGACOM en exécution des §§ 1<sup>er</sup> et 2.

Ces obligations doivent répondre à un certain nombre de principes de base. Ces principes consistent en ce que les obligations :

- 1<sup>o</sup> doivent répondre à des critères objectifs;
- 2<sup>o</sup> doivent être transparentes et publiées;

3<sup>o</sup> ne peuvent pas être discriminatoires.

L'accès aux services réservés ne peut être refusé que sur base des exigences essentielles. Ces exigences essentielles sont :

- 1<sup>o</sup> la sécurité du fonctionnement du réseau;
- 2<sup>o</sup> le maintien de l'intégrité du réseau;
- 3<sup>o</sup> l'interopérabilité des services et des réseaux dans les cas justifiés;

4<sup>o</sup> la protection des données transmises dans les cas justifiés.

§ 4. Le Roi peut, sur avis de l'Institut, imposer des caractéristiques techniques pour assurer l'accès égal aux services non réservés.

### Art. 108

L'Institut publie les caractéristiques techniques précises qui rendent possible l'usage des services réservés et non réservés fournis par BELGACOM ainsi que des services non réservés fournis par des exploitants conformément à l'article 89, § 1<sup>er</sup>.

En cas de modification, BELGACOM et les exploitants conformément à l'article 89, § 1<sup>er</sup>, doivent en informer préalablement l'Institut.

## TEKST VOORGELEGD AAN DE COMMISSIE

hoogd met een redelijke winstmarge. Indien de vaste verbinding wordt aangesloten op een gereserveerde dienst kan dit tarief worden verhoogd met een redelijke toegangsvergoeding.

### Art. 107

§ 1. BELGACOM verzekert de gelijke toegang tot de gereserveerde diensten van alle gebruikers die in gelijkwaardige omstandigheden verkeren.

§ 2. Onverminderd de regelen vastgelegd in § 1, verzekert BELGACOM de gelijke toegang tot de gereserveerde diensten aan iedere persoon, die een niet-gereserveerde dienst uitbaat, hieronder begrepen zichzelf of een van haar filialen.

§ 3. Het beheerscontract specificeert de verplichtingen, die voor BELGACOM uit de §§ 1 en 2 voortvloeien.

Deze verplichtingen moeten met een aantal basisbeginselen overeenstemmen. Deze beginselen houden in dat de verplichtingen :

- 1<sup>o</sup> aan objectieve maatstaven dienen te voldoen;
- 2<sup>o</sup> doorzichtig dienen te zijn en bekend gemaakt moeten worden;

3<sup>o</sup> niet discriminerend mogen werken.

De toegang tot de gereserveerde diensten kan slechts geweigerd worden op grond van essentiële eisen. Deze essentiële eisen behelzen :

- 1<sup>o</sup> de operationele veiligheid van netwerken;
- 2<sup>o</sup> het behoud van netwerkintegriteit;
- 3<sup>o</sup> de interoperabiliteit van diensten en netwerken in gegeerde gevallen;

4<sup>o</sup> de bescherming van de overgebrachte gegevens in gegeerde gevallen.

§ 4. De Koning kan, op advies van het Instituut, technische kenmerken opleggen ter verzekering van de gelijke toegang tot de niet-gereserveerde diensten.

### Art. 108

Het Instituut publiceert de preciese technische kenmerken, die het gebruik mogelijk maken van de gereserveerde en niet-gereserveerde diensten door BELGACOM geleverd en van de niet-gereserveerde diensten door uitbaters, overeenkomstig artikel 89, § 1, geleverd.

In geval van wijziging dienen BELGACOM en de uitbaters overeenkomstig artikel 89, § 1, het Instituut vooraf in kennis te stellen.

**TEXTE ADOPTÉ PAR LA COMMISSION**

bénéficiaire raisonnable. Si la liaison fixe est raccordée à un service réservé, ce tarif peut être majoré d'une indemnité d'accès raisonnable.

Lors de chaque augmentation des tarifs applicables aux liaisons fixes, BELGACOM communique à la Commission des Communautés européennes, selon les modalités fixées dans le contrat de gestion, les éléments permettant d'apprécier le bien-fondé de ces augmentations.

**Art. 107**

§ 1<sup>er</sup>. BELGACOM assure l'accès égal aux services réservés à tous les usagers qui se trouvent dans des situations équivalentes.

§ 2. Sans préjudice des règles établies au § 1<sup>er</sup>, BELGACOM assure l'accès égal aux services réservés à toute personne, en ce compris elle-même ou une de ses filiales, qui exploite un service non réservé.

§ 3. Le contrat de gestion précise les obligations qui incombent à BELGACOM en exécution des §§ 1<sup>er</sup> et 2.

Ces obligations doivent répondre à un certain nombre de principes de base. Ces principes consistent en ce que les obligations :

- 1<sup>o</sup> doivent répondre à des critères objectifs;
- 2<sup>o</sup> doivent être transparentes et publiées;

- 3<sup>o</sup> ne peuvent pas être discriminatoires.

L'accès aux services réservés ne peut être refusé que sur base des exigences essentielles. Ces exigences essentielles sont :

- 1<sup>o</sup> la sécurité du fonctionnement du réseau;
- 2<sup>o</sup> le maintien de l'intégrité du réseau;
- 3<sup>o</sup> l'interopérabilité des services et des réseaux dans les cas justifiés;
- 4<sup>o</sup> la protection des données transmises dans les cas justifiés.

§ 4. Le Roi peut, sur avis de l'Institut, imposer des caractéristiques techniques pour assurer l'accès égal aux services non réservés.

**Art. 108**

L'Institut publie les caractéristiques techniques précises qui rendent possible l'usage des services réservés et non réservés fournis par BELGACOM ainsi que des services non réservés fournis par des exploitants conformément à l'article 89, § 1<sup>er</sup>.

En cas de modification, BELGACOM et les exploitants conformément à l'article 89, § 1<sup>er</sup>, doivent en informer préalablement l'Institut.

**TEKST AANGENOMEN DOOR DE COMMISSIE**

hoogd met een redelijke winstmarge. Indien de vaste verbinding wordt aangesloten op een gereserveerde dienst kan dit tarief worden verhoogd met een redelijke toegangsvergoeding.

Bij elke verhoging van de tarieven met betrekking tot vaste verbindingen, deelt BELGACOM aan de Commissie van de Europese Gemeenschappen, op de wijze bepaald in het beheerscontract, de elementen die toelaten de grondheid van de verhoging te beoordelen.

**Art. 107**

§ 1. BELGACOM verzekert de gelijke toegang tot de gereserveerde diensten van alle gebruikers die in gelijkwaardige omstandigheden verkeren.

§ 2. Onvermindert de regelen vastgelegd in § 1, verzekert BELGACOM de gelijke toegang tot de gereserveerde diensten aan iedere persoon, die een niet-gereserveerde dienst uitbaat, hieronder begrepen zichzelf of een van haar filialen.

§ 3. Het beheerscontract specificeert de verplichtingen, die voor BELGACOM uit de §§ 1 en 2 voortvloeien.

Deze verplichtingen moeten met een aantal basisbeginselen overeenstemmen. Deze beginselen houden in dat de verplichtingen :

- 1<sup>o</sup> aan objectieve maatstaven dienen te voldoen;
- 2<sup>o</sup> doorzichtig dienen te zijn en bekend gemaakt moeten worden;

- 3<sup>o</sup> niet discriminerend mogen werken.

De toegang tot de gereserveerde diensten kan slechts geweigerd worden op grond van essentiële eisen. Deze essentiële eisen behelzen :

- 1<sup>o</sup> de operationele veiligheid van netwerken;
- 2<sup>o</sup> het behoud van netwerkintegriteit;
- 3<sup>o</sup> de interoperabiliteit van diensten en netwerken in gegrondde gevallen;

- 4<sup>o</sup> de bescherming van de overgebrachte gegevens in gegrondde gevallen.

§ 4. De Koning kan, op advies van het Instituut, technische kenmerken opleggen ter verzekering van de gelijke toegang tot de niet-gereserveerde diensten.

**Art. 108**

Het Instituut publiceert de preciese technische kenmerken, die het gebruik mogelijk maken van de gereserveerde en niet-gereserveerde diensten door BELGACOM geleverd en van de niet-gereserveerde diensten door uitbaters, overeenkomstig artikel 89, § 1, geleverd.

In geval van wijziging dienen BELGACOM en de uitbaters overeenkomstig artikel 89, § 1, het Instituut vooraf in kennis te stellen.

**TEXTE SOUMIS A LA COMMISSION**

Le Roi arrête les modalités et délais requis pour l'application du présent article.

## Art. 109

BELGACOM organise sa comptabilité de telle manière que ses résultats d'exploitation relatifs aux télécommunications publiques apparaissent séparément de ceux relatifs à ses autres activités.

Aucune subsidiation n'est admise des télécommunications publiques vers les autres activités de BELGACOM.

**CHAPITRE XI****Surveillance, secret et dispositions pénales**

## Art. 110

§ 1<sup>er</sup>. Le Roi peut conférer la qualité d'officier de police judiciaire aux agents de l'Institut qu'il charge de la constatation des infractions à la présente loi et aux arrêtés pris en exécution de celle-ci.

Ces agents ont la priorité sur les autres officiers de police judiciaire, à l'exception du procureur du Roi et du juge d'instruction. Leurs procès-verbaux font loi jusqu'à preuve du contraire.

§ 2. Les agents visés au § 1<sup>er</sup> peuvent, dans l'exercice de leur mission de police judiciaire :

1° accéder aux bâtiments, ateliers et leurs dépendances pendant les heures d'ouverture ou de travail, lorsque ceci est nécessaire à l'exercice de leurs fonctions;

2° faire toutes les constatations utiles, se faire produire et confisquer des documents, pièces, livres et objets nécessaires à l'enquête et à la constatation.

Lorsque ces actes ont le caractère d'une perquisition, ils ne peuvent être posés par les agents visés au § 1<sup>er</sup> que sur autorisation du juge d'instruction.

## Art. 111

Sous réserve de l'autorisation de toutes les autres personnes directement ou indirectement concernées par l'information, l'identification ou les données visées

**TEKST VOORGELEEGD AAN DE COMMISSIE**

De Koning bepaalt de modaliteiten en de termijnen voor de naleving van onderhavig artikel.

## Art. 109

BELGACOM organiseert zijn boekhouding zodanig dat de exploitatiereultaten voortvloeiend uit de openbare telecommunicatie gescheiden blijven van deze voortvloeiend uit de andere activiteiten.

Geen enkele subsidiëring vanuit de openbare telecommunicatie naar de andere activiteiten van BELGACOM wordt toegelaten.

**HOOFDSTUK XI****Toezicht, geheimhouding en strafbepalingen**

## Art. 110

§ 1. De Koning kan de hoedanigheid van officier van gerechtelijke politie toekennen aan de personeelsleden van het Instituut, die Hij belast met het vaststellen van de overtredingen van deze wet en van de ter uitvoering ervan genomen besluiten.

Deze personeelsleden hebben voorrang ten aanzien van andere officieren van gerechtelijke politie, met uitzondering van de procureur des Konings en van de onderzoeksrechter. Hun processen-verbaal zijn rechts geldig tot bewijs van het tegendeel.

§ 2. De in § 1 bedoelde personeelsleden kunnen in de uitoefening van hun opdracht van gerechtelijke politie :

1° gebouwen, werkplaatsen en hun aanhorigheden tijdens de openings- of werkuren betreden, wan neer zulks voor de uitoefening van hun opdracht noodzakelijk is;

2° alle dienstige vaststellingen doen, zich documenten, stukken, boeken en voorwerpen die bij de opsporing en vaststelling nodig zijn, doen vertonen en die in beslag nemen.

Wanneer deze handelingen de kenmerken van een huiszoeking dragen, mogen ze door de in § 1 bedoelde personeelsleden enkel worden gesteld mits machting van de onderzoeksrechter.

## Art. 111

Behoudens toestemming van alle andere personen, die rechtstreeks of onrechtstreeks betrokken zijn bij de hierna bedoelde informatie, identificatie of

**TEXTE ADOPTE PAR LA COMMISSION**

Le Roi arrête les modalités et délais requis pour l'application du présent article.

**Art. 109**

BELGACOM organise sa comptabilité de telle manière que ses résultats d'exploitation relatifs aux télécommunications publiques apparaissent séparément de ceux relatifs à ses autres activités.

Aucune subsidiation n'est admise des télécommunications publiques vers les autres activités de BELGACOM.

**CHAPITRE XI****Surveillance, secret et dispositions pénales****Art. 110**

§ 1<sup>er</sup>. Le Roi peut conférer la qualité d'officier de police judiciaire aux agents de l'Institut qu'il charge de la constatation des infractions à la présente loi et aux arrêtés pris en exécution de celle-ci.

Ces agents ont la priorité sur les autres officiers de police judiciaire, à l'exception du procureur du Roi et du juge d'instruction. Leurs procès-verbaux font loi jusqu'à preuve du contraire.

§ 2. Les agents visés au § 1<sup>er</sup> peuvent, dans l'exercice de leur mission de police judiciaire :

1° accéder aux bâtiments, ateliers et leurs dépendances pendant les heures d'ouverture ou de travail, lorsque ceci est nécessaire à l'exercice de leurs fonctions;

2° faire toutes les constatations utiles, se faire produire et confisquer des documents, pièces, livres et objets nécessaires à l'enquête et à la constatation.

Lorsque ces actes ont le caractère d'une perquisition, ils ne peuvent être posés par les agents visés au § 1<sup>er</sup> que sur autorisation du juge d'instruction.

**Art. 111**

Sous réserve de l'autorisation de toutes les autres personnes directement ou indirectement concernées par l'information, l'identification ou les données visées

**TEKST AANGENOMEN DOOR DE COMMISSIE**

De Koning bepaalt de modaliteiten en de termijnen voor de naleving van onderhavig artikel.

**Art. 109**

BELGACOM organiseert zijn boekhouding zodanig dat de exploitatieresultaten voortvloeiend uit de openbare telecommunicatie gescheiden blijven van deze voortvloeiend uit de andere activiteiten.

Geen enkele subsidiëring vanuit de openbare telecommunicatie naar de andere activiteiten van BELGACOM wordt toegelaten.

**HOOFDSTUK XI****Toezicht, geheimhouding en strafbepalingen****Art. 110**

§ 1. De Koning kan de hoedanigheid van officier van gerechtelijke politie toekennen aan de personeelsleden van het Instituut, die Hij belast met het vaststellen van de overtredingen van deze wet en van de ter uitvoering ervan genomen besluiten.

Deze personeelsleden hebben voorrang ten aanzien van andere officieren van gerechtelijke politie, met uitzondering van de procureur des Konings en van de onderzoeksrechter. Hun processen-verbaal zijn rechts geldig tot bewijs van het tegendeel.

§ 2. De in § 1 bedoelde personeelsleden kunnen in de uitoefening van hun opdracht van gerechtelijke politie :

1° gebouwen, werkplaatsen en hun aanhorigheden tijdens de openings- of werkuren betreden, wanneer zulks voor de uitoefening van hun opdracht noodzakelijk is;

2° alle dienstige vaststellingen doen, zich documenten, stukken, boeken en voorwerpen die bij de opsporing en vaststelling nodig zijn, doen vertonen en die in beslag nemen.

Wanneer deze handelingen de kenmerken van een huiszoeking dragen, mogen ze door de in § 1 bedoelde personeelsleden enkel worden gesteld mits machting van de onderzoeksrechter.

**Art. 111**

Behoudens toestemming van alle andere personen, die rechtstreeks of onrechtstreeks betrokken zijn bij de hierna bedoelde informatie, identificatie of

**TEXTE SOUMIS A LA COMMISSION**

ci-après, il est interdit à quiconque, qu'il agisse personnellement ou par l'entremise d'un tiers :

1° de prendre frauduleusement connaissance de l'existence ou du contenu de signes, de signaux, d'écrits, d'images, de sons ou de données de toute nature transmis par voie de télécommunications, en provenance d'autres personnes et destinées à celles-ci;

2° d'enregistrer frauduleusement par n'importe quel procédé technique l'information visée au 1° ou d'identifier les autres personnes;

3° de prendre connaissance intentionnellement de données en matière de télécommunications, relatives à une autre personne;

4° de révéler ou de faire un usage quelconque de l'information, de l'identification et des données obtenues intentionnellement ou non, et visées aux 1°, 2°, 3°, de les modifier ou de les annuler.

**Art. 112**

Les dispositions de l'article 111 ne sont pas applicables :

1° lorsque la loi permet ou impose l'accomplissement des actes visés;

2° lorsque les actes visés sont posés pour assurer un service de télécommunications.

L'information, l'identification et les données obtenues ensuite de l'alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>e</sup>, peuvent uniquement être révélées pour ces mêmes raisons.

**Art. 113****Il est interdit :**

1° de confectionner, de vendre, de distribuer ou d'afficher des imprimés ou des formulaires qui, par leur forme ou par les données qu'ils contiennent, peuvent être confondus avec ceux qui, pour les services réservés ainsi que pour les communications au public, sont utilisés soit par BELGACOM elle-même, soit par d'autres personnes habilitées à collaborer à ces activités de BELGACOM;

2° de confectionner, de vendre ou de distribuer des livres, des listes, des annuaires ou des fichiers contenant exclusivement ou principalement des données concernant les personnes raccordées aux services réservés, ou qui, par leur forme ou la présentation des données qui y figurent, peuvent être confondus avec ceux qui sont édités soit par BELGACOM même, soit par d'autres personnes habilitées à collaborer aux activités de BELGACOM.

**TEKST VOORGELEGD AAN DE COMMISSIE**

gegevens, is het iedereen verboden zelf of door toedoen van een derde :

1° met bedrieglijk opzet kennis te nemen van het bestaan of van de inhoud van met telecommunicatie overgebrachte tekens, seinen, geschriften, beelden, klanken of gegevens van alle aard, die herkomstig zijn van en bestemd zijn voor andere personen;

2° met bedrieglijk opzet de in 1° bedoelde informatie met gelijk welk technisch procédé op te nemen of de andere personen te identificeren;

3° met opzet kennis te nemen van gegevens inzake telecommunicatie, die betrekking hebben op een ander persoon;

4° de in 1°, 2° en 3° bedoelde informatie, identificatie en gegevens die met of zonder opzet werden bekomen, kenbaar te maken, er enig gebruik van te maken, deze te wijzigen of ze te vernietigen.

**Art. 112**

De bepalingen van artikel 111 zijn niet van toepassing :

1° wanneer de wet het stellen van de bedoelde handelingen toelaat of oplegt;

2° wanneer de bedoelde handelingen worden gesteld ten behoeve van de verzorging van een dienst voor telecommunicatie.

De naar aanleiding van het eerste lid, 2°, bekomen informatie, identificatie en gegevens mogen slechts wegens dezelfde reden worden bekendgemaakt.

**Art. 113****Het is verboden:**

1° drukwerken of formulieren te vervaardigen, te verkopen, te verspreiden of aan te plakken, welke door hun vorm of de erop voorkomende gegevens kunnen verward worden met die, welke voor de gereserveerde diensten, alsook voor de mededelingen aan het publiek worden gebruikt, hetzij door BELGACOM zelf, hetzij door andere personen die gemachtigd zijn aan die activiteiten van BELGACOM mede te werken;

2° boeken, lijsten, gidsen of bestanden te vervaardigen, te verkopen of te verspreiden die uitsluitend of hoofdzakelijk gegevens bevatten betreffende de aangeslotenen op de gereserveerde diensten of die door hun vorm of presentatie van de erin voorkomende gegevens kunnen verward worden met die, welke worden uitgegeven, hetzij door BELGACOM zelf, hetzij door andere personen die gemachtigd zijn aan de activiteiten van BELGACOM mede te werken.

**TEXTE ADOPTE PAR LA COMMISSION**

ci-après, il est interdit à quiconque, qu'il agisse personnellement ou par l'entremise d'un tiers :

1° de prendre frauduleusement connaissance de l'existence ou du contenu de signes, de signaux, d'écrits, d'images, de sons ou de données de toute nature transmis par voie de télécommunications, en provenance d'autres personnes et destinées à celles-ci;

2° d'enregistrer de transformer ou de supprimer frauduleusement par n'importe quel procédé technique l'information visée au 1° ou d'identifier les autres personnes;

3° de prendre connaissance intentionnellement de données en matière de télécommunications, relatives à une autre personne;

4° de révéler ou de faire un usage quelconque de l'information, de l'identification et des données obtenues intentionnellement ou non, et visées aux 1°, 2°, 3°, de les modifier ou de les annuler.

**Art. 112**

Les dispositions de l'article 111 ne sont pas applicables :

1° lorsque la loi permet ou impose l'accomplissement des actes visés;

2° lorsque les actes visés sont posés pour assurer un service de télécommunications.

L'information, l'identification et les données obtenues sur base de l'alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>e</sup>, peuvent uniquement être révélées pour ces mêmes raisons.

**Art. 113**

**Il est interdit :**

1° de confectionner, de vendre, de distribuer ou d'afficher des imprimés ou des formulaires qui, par leur forme ou par les données qu'ils contiennent, peuvent être confondus avec ceux qui, pour les services réservés ainsi que pour les communications au public, sont utilisés soit par BELGACOM elle-même, soit par d'autres personnes habilitées à collaborer à ces activités de BELGACOM;

2° de confectionner, de vendre ou de distribuer des livres, des listes, des annuaires ou des fichiers contenant exclusivement ou principalement des données concernant les personnes raccordées aux services réservés, ou qui, par leur forme ou la présentation des données qui y figurent, peuvent être confondus avec ceux qui sont édités soit par BELGACOM même, soit par d'autres personnes habilitées à collaborer aux activités de BELGACOM.

**TEKST AANGENOMEN DOOR DE COMMISSIE**

gegevens, is het iedereen verboden zelf of door toedoen van een derde :

1° met bedrieglijk opzet kennis te nemen van het bestaan of van de inhoud van met telecommunicatie overgebrachte tekens, seinen, geschriften, beelden, klanken of gegevens van alle aard, die herkomstig zijn van en bestemd zijn voor andere personen;

2° met bedrieglijk opzet de in 1° bedoelde informatie met gelijk welk technisch procédé op te nemen, te wijzigen of weg te laten of de andere personen te identificeren;

3° met opzet kennis te nemen van gegevens inzake telecommunicatie, die betrekking hebben op een ander persoon;

4° de in 1°, 2° en 3° bedoelde informatie, identificatie en gegevens die met of zonder opzet werden bekomen, kenbaar te maken, er enig gebruik van te maken, deze te wijzigen of ze te vernietigen.

**Art. 112**

De bepalingen van artikel 111 zijn niet van toepassing :

1° wanneer de wet het stellen van de bedoelde handelingen toelaat of oplegt;

2° wanneer de bedoelde handelingen worden gesteld ten behoeve van de verzorging van een dienst voor telecommunicatie.

De naar aanleiding van het eerste lid, 2°, bekomen informatie, identificatie en gegevens mogen slechts wegens dezelfde reden worden bekendgemaakt.

**Art. 113**

**Het is verboden:**

1° drukwerken of formulieren te vervaardigen, te verkopen, te verspreiden of aan te plakken, welke door hun vorm of de erop voorkomende gegevens kunnen verward worden met die, welke voor de gereserveerde diensten, alsook voor de mededelingen aan het publiek worden gebruikt, hetzij door BELGACOM zelf, hetzij door andere personen die gemachtigd zijn aan die activiteiten van BELGACOM mede te werken;

2° boeken, lijsten, gidsen of bestanden te vervaardigen, te verkopen of te verspreiden die uitsluitend of hoofdzakelijk gegevens bevatten betreffende de aangeslotenen op de gereserveerde diensten of die door hun vorm of presentatie van de erin voorkomende gegevens kunnen verward worden met die, welke worden uitgegeven, hetzij door BELGACOM zelf, hetzij door andere personen die gemachtigd zijn aan de activiteiten van BELGACOM mede te werken.

**TEXTE SOUMIS A LA COMMISSION****Art. 114**

§ 1<sup>er</sup>. Est punie d'une amende de vingt-six à cinq cents francs :

1° la personne qui, sauf en cas de force majeure, effectue ou fait effectuer, sans en aviser BELGACOM au moins huit jours d'avance par lettre recommandée à la poste, tous travaux pouvant endommager l'infrastructure ou mettre en danger son fonctionnement;

2° la personne qui, lorsqu'elle effectue ou fait effectuer un travail visé au 1°, ne respecte pas les directives prescrites par BELGACOM en vue de la protection de l'infrastructure.

§ 2. Est punie d'une amende de cent à mille francs, la personne qui enfreint les articles 85, deuxième et troisième alinéa, 88, 89, § 2, 92, § 1<sup>er</sup>, 94, § 1<sup>er</sup>, 95, 96 et 113 ainsi qu'aux dispositions prévues en exécution de ces prescriptions.

§ 3. Est punie d'une amende de mille à dix mille francs, la personne qui involontairement, par défaut de prévoyance ou de précaution, endommage ou détériore une partie de l'infrastructure publique de télécommunications, ou en gêne ou empêche le fonctionnement.

Lorsqu'un de ces actes est le fait d'une personne au service d'un tiers, la peine est imposée à l'employeur ou à la personne responsable du travail, selon que celle-ci ou celui-là a omis d'informer le travailleur en question de la présence de l'infrastructure publique de télécommunications ou des directives fournies par BELGACOM en vue de la protection de cette infrastructure.

§ 4. Est punie d'une amende de cinq mille à cinquante mille francs, la personne qui a posé volontairement les actes prévus au § 3.

§ 5. Est punie d'une amende de deux mille à vingt mille francs ou d'un emprisonnement de trois à six mois, la personne condamnée sur base du § 3 et qui involontairement, par défaut de prévoyance et de précaution, récidive dans un délai d'un an à dater du prononcé du jugement ou de l'arrêt coulé en force de chose jugée.

§ 6. Est punie d'une amende de dix mille à cent mille francs ou d'un emprisonnement de six mois à un an, la personne condamnée sur la base du § 3 et qui récidive volontairement dans un des actes prévus à ce paragraphe, dans un délai d'un an à dater du prononcé du jugement ou de l'arrêt coulé en force de chose jugée.

§ 7. Est punie d'une amende de deux cents à dix mille francs et d'un emprisonnement de trois mois à un an ou d'une de ces peines seulement, la personne

**TEKST VOORGELEGD AAN DE COMMISSIE****Art. 114**

§ 1. Met een geldboete van zesentwintig tot vijf-honderd frank wordt gestraft :

1° de persoon die, behalve in geval van overmacht, zonder BELGACOM ten minste acht dagen vooraf bij ter post aangetekende brief in te lichten, eender welk werk uitvoert of laat uitvoeren waardoor de infrastructuur kan worden beschadigd of waardoor de werking ervan in gevaar kan komen;

2° de persoon, die zich bij het uitvoeren of laten uitvoeren van een in 1° bedoeld werk niet gedraagt naar de richtlijnen, die met het oog op de beveiliging van de infrastructuur, door BELGACOM zijn verstrekt.

§ 2. Met een geldboete van honderd tot duizend frank wordt gestraft de persoon, die de artikelen 85, tweede en derde lid, 88, 89, § 2, 92, § 1, 94, § 1, 95, 96 en 113, evenals met de bepalingen, die krachtens deze artikelen zijn uitgevaardigd, overtreedt.

§ 3. Met een geldboete van duizend tot tienduizend frank wordt gestraft de persoon, die onopzettelijk door gebrek aan voorzichtigheid of voorzorg een gedeelte van de openbare telecommunicatie-infrastructuur beschadigt, vernielt, de werking ervan hindert of belet.

Wanneer één van deze handelingen wordt gesteld door een persoon in andermans dienst, dan wordt de straf opgelegd aan de werkgever of aan de voor het werk verantwoordelijke persoon, indien de ene of de andere verzuimd heeft de betrokken werknemer op te hoogte te brengen van de aanwezigheid van de openbare telecommunicatie-infrastructuur of van de richtlijnen, die met het oog op de beveiliging ervan, door BELGACOM zijn verstrekt.

§ 4. Met een geldboete van vijfduizend tot vijftigduizend frank wordt gestraft de persoon, die de in § 3 vermelde handelingen opzettelijk heeft gesteld.

§ 5. Met een geldboete van tweeduizend tot twintigduizend frank of met een gevangenisstraf van drie tot zes maanden wordt gestraft de persoon, die op grond van § 3 is veroordeeld en die onopzettelijk door gebrek aan voorzichtigheid of voorzorg één van de in deze paragraaf vermelde handelingen opnieuw stelt binnen één jaar na de uitspraak van het vonnis of van het arrest dat in kracht van gewijsde is gegaan.

§ 6. Met een geldboete van tienduizend tot honderdduizend frank of met een gevangenisstraf van zes maanden tot één jaar wordt gestraft de persoon, die op grond van § 3 is veroordeeld en die opzettelijk één van de in deze paragraaf bedoelde handelingen opnieuw stelt binnen één jaar na de uitspraak van het vonnis of van het arrest dat in kracht van gewijsde is gegaan.

§ 7. Met een geldboete van tweehonderd tot tienduizend frank en met een gevangenisstraf van drie maanden tot één jaar of met één van deze straffen

**TEXTE ADOpte PAR LA COMMISSION****Art. 114**

§ 1<sup>er</sup>. Est punie d'une amende de 26 à 500 francs :

1° la personne qui, sauf en cas de force majeure, effectue ou fait effectuer, sans en aviser BELGACOM au moins huit jours d'avance par lettre recommandée à la poste, tous travaux pouvant endommager l'infrastructure ou mettre en danger son fonctionnement;

2° la personne qui, lorsqu'elle effectue ou fait effectuer un travail visé au 1°, ne respecte pas les directives prescrites par BELGACOM en vue de la protection de l'infrastructure.

« § 2. Est punie d'une amende de 50 à 500 francs, la personne qui enfreint les articles 85, deuxième et troisième alinéa, 88, 89, § 2, 92, § 1<sup>er</sup>, 94, § 1<sup>er</sup>, 95, 96 et 113 ainsi qu'aux dispositions prévues en exécution de ces prescriptions.

§ 3. Est punie d'une amende de 500 à 5 000 francs, la personne qui involontairement, par défaut de prévoyance ou de précaution, endommage ou détériore une partie de l'infrastructure publique de télécommunications, ou en gêne ou empêche le fonctionnement.

Lorsqu'un de ces actes est le fait d'une personne au service d'un tiers, la peine est imposée à l'employeur ou à la personne responsable du travail, selon que celle-ci ou celui-là a omis d'informer le travailleur en question de la présence de l'infrastructure publique de télécommunications ou des directives fournies par BELGACOM en vue de la protection de cette infrastructure.

§ 4. Est punie d'une amende de 2 500 à 25 000 francs, la personne qui a posé volontairement les actes prévus au § 3.

§ 5. Est punie d'une amende de 1 000 à 10 000 francs ou d'un emprisonnement de trois à six mois, la personne condamnée sur base du § 3 et qui involontairement, par défaut de prévoyance et de précaution, récidive dans un délai d'un an à dater du prononcé du jugement ou de l'arrêt coulé en force de chose jugée.

§ 6. Est punie d'une amende de 5 000 à 50 000 francs ou d'un emprisonnement de six mois à un an, la personne condamnée sur la base du § 3 et qui récidive volontairement dans un des actes prévus à ce paragraphe, dans un délai d'un an à dater du prononcé du jugement ou de l'arrêt coulé en force de chose jugée.

§ 7. Est punie d'une amende de 100 à 5 000 francs et d'un emprisonnement de trois mois à un an ou d'une de ces peines seulement, la personne qui, per-

**TEKST AANGENOMEN DOOR DE COMMISSIE****Art. 114**

§ 1. Met geldboete van 26 tot 500 frank wordt gestraft :

1° de persoon die, behalve in geval van overmacht, zonder BELGACOM ten minste acht dagen vooraf bij ter post aangetekende brief in te lichten, eender welk werk uitvoert of laat uitvoeren waardoor de infrastructuur kan worden beschadigd of waardoor de werking ervan in gevaar kan komen;

2° de persoon, die zich bij het uitvoeren of laten uitvoeren van een in 1° bedoeld werk niet gedraagt naar de richtlijnen, die met het oog op de beveiliging van de infrastructuur, door BELGACOM zijn voorgeschreven.

« § 2. Met geldboete van 50 tot 500 frank wordt gestraft de persoon die de artikelen 85, tweede en derde lid, 88, 89, § 2, 92, § 1, 94, § 1, 95, 96 en 113, evenals met de bepalingen, die krachtens deze artikelen zijn uitgevaardigd, overtreedt.

§ 3. Met geldboete van 500 tot 5 000 frank wordt gestraft de persoon, die onopzettelijk door gebrek aan voorzichtigheid of voorzorg een gedeelte van de openbare telecommunicatie-infrastructuur beschadigt, vernietigt of de werking ervan hindert of belet.

Wanneer één van deze handelingen wordt gesteld door een persoon in andermans dienst, dan wordt de straf opgelegd aan de werkgever of aan de voor het werk verantwoordelijke persoon, indien de ene of de andere verzuimd heeft de betrokken werknemer op de hoogte te brengen van de aanwezigheid van de openbare telecommunicatie-infrastructuur of van de richtlijnen, die met het oog op de beveiliging ervan, door BELGACOM zijn voorgeschreven.

§ 4. Met geldboete van 2 500 tot 25 000 frank wordt gestraft de persoon, die de in § 3 vermelde handelingen opzettelijk heeft gesteld.

§ 5. Met geldboete van 1 000 tot 10 000 frank of met een gevangenisstraf van drie tot zes maanden wordt gestraft de persoon, die op grond van § 3 is veroordeeld en die onopzettelijk door gebrek aan voorzichtigheid of voorzorg één van de in deze paragraaf vermelde handelingen opnieuw stelt binnen één jaar na de uitspraak van het vonnis of van het arrest dat in kracht van gewijsde is gegaan.

§ 6. Met geldboete van 10 000 tot 50 000 frank of met een gevangenisstraf van zes maanden tot één jaar wordt gestraft de persoon, die op grond van § 3 is veroordeeld en die opzettelijk één van de in deze paragraaf bedoelde handelingen opnieuw stelt binnen één jaar na de uitspraak van het vonnis of van het arrest dat in kracht van gewijsde is gegaan.

§ 7. Met geldboete van 100 tot 5 000 frank en met een gevangenisstraf van drie maanden tot één jaar of met één van deze straffen alleen wordt gestraft de

**TEXTE SOUMIS A LA COMMISSION**

qui, personnellement ou par l'entremise d'une autre personne, sous réserve de l'application de l'article 112, viole les dispositions de l'article 111

Les peines sont doublées lorsque la personne condamnée sur la base des dispositions de l'alinéa 1<sup>er</sup>, récidive dans un de ces délits, dans un délai de cinq ans à dater du prononcé du jugement ou de l'arrêt ayant force de chose jugée.

§ 8. Est punie d'une amende de cent mille francs maximum et d'un emprisonnement d'un à quatre ans ou d'une de ces peines seulement :

1<sup>o</sup> la personne qui réalise frauduleusement des télécommunications au moyen de l'infrastructure publique de télécommunications afin de se procurer ou de procurer à autrui un avantage illicite;

2<sup>o</sup> la personne qui utilise l'infrastructure publique de télécommunications ou d'autres moyens de télécommunications afin d'importuner son correspondant ou de provoquer des dommages.

§ 9. L'installation d'un appareil quelconque destinée à commettre une des infractions visées aux §§ 7 et 8, ainsi que la tentative de commettre celle-ci entraîne l'application des peines prévues aux mêmes paragraphes.

**Art. 115**

A l'égard des agents de BELGACOM ou de l'Institut agissant dans l'exercice de leurs fonctions, les articles 269 à 274 du Code pénal sont d'application.

**Art. 116**

Toute entrave mise à l'exécution de la mission des agents visés à l'article 110 est punie d'une amende de deux cents à dix mille francs et d'un emprisonnement de trois mois à un an ou d'une de ces peines seulement.

**Art. 117**

En cas de condamnation, peut être prononcée la confiscation des enregistrements de conversations, de messages ou de données obtenus illicitement et des objets ayant servi à commettre un délit visé aux articles 96, 113, 114, §§ 7, 8 et 9.

**TEKST VOORGELEGD AAN DE COMMISSIE**

alleen wordt gestraft de persoon, die zelf of door toe-doen van een ander persoon, behoudens toepassing van artikel 112, de bepalingen van artikel 111 schendt.

De straffen worden verdubbeld wanneer de persoon die op grond van de bepalingen van het eerste lid is veroordeeld, één van deze misdrijven opnieuw pleegt binnen vijf jaar na de uitspraak van het vonnis of van het arrest, dat in kracht van gewijsde is gegaan.

§ 8. Met een geldboete van ten hoogste honderd-duizend frank en met een gevangenisstraf van één tot vier jaar of met één van deze straffen alleen wordt gestraft :

1<sup>o</sup> de persoon, die op bedrieglijke wijze telecommunicatie door middel van de openbare telecommunicatie-infrastructuur tot stand brengt, ten einde aan zichzelf of aan een ander persoon wederrechtelijk een voordeel te verschaffen;

2<sup>o</sup> de persoon, die de openbare telecommunicatie-infrastructuur of andere middelen van telecommunicatie gebruikt om overlast te veroorzaken aan zijn correspondent of schade te berokkenen.

§ 9. Het opstellen van welk toestel dan ook dat bestemd is om een in de §§ 7 en 8 bedoelde inbreuken te begaan, evenals de poging om deze te begaan hebben de toepassing van de in dezelfde paragrafen voorziene straffen tot gevolg.

**Art. 115**

Ten aanzien van de personeelsleden van BELGACOM of van het Instituut, handelend in uit-oefening van hun functie, zijn de artikelen 269 tot 274 van het Strafwetboek van toepassing.

**Art. 116**

Belemmering van de uitvoering van de opdracht van de in artikel 110 bedoelde personeelsleden wordt gestraft met een geldboete van tweehonderd tot tien-duizend frank en met een gevangenisstraf van drie maanden tot één jaar of met één van die straffen alleen.

**Art. 117**

Ingeval van veroordeling kan de verbeurdverklaring worden uitgesproken van de wederrechtelijk verkregen opnamen van gesprekken, berichten of gegevens en van de voorwerpen, die hebben gediend tot het plegen van een misdrijf bedoeld in de artikelen 96, 113, 114, §§ 7, 8 en 9.

**TEXTE ADOPTE PAR LA COMMISSION**

sonnellement ou par l'entremise d'une autre personne, sous réserve de l'application de l'article 112, viole les dispositions de l'article 111.

Les peines sont doublées lorsque la personne condamnée sur la base des dispositions de l'alinéa 1<sup>er</sup>, récidive dans un de ces délits, dans un délai de cinq ans à dater du prononcé du jugement ou de l'arrêt ayant force de chose jugée.

§ 8. Est punie d'une amende de cinq cents à cinquante mille francs maximum et d'un emprisonnement d'un à quatre ans ou d'une de ces peines seulement :

1° la personne qui réalise frauduleusement des télécommunications au moyen de l'infrastructure publique de télécommunications afin de se procurer ou de procurer à autrui un avantage illicite;

2° la personne qui utilise l'infrastructure publique de télécommunications ou d'autres moyens de télécommunications afin d'importuner son correspondant ou de provoquer des dommages.

§ 9. L'installation d'un appareil quelconque destinée à commettre une des infractions visées aux §§ 7 et 8, ainsi que la tentative de commettre celle-ci entraîne l'application des peines prévues aux mêmes paragraphes.

**Art. 115**

Les articles 269 à 274 du Code pénal sont d'application à l'égard des agents de l'Institut agissant dans l'exercice de leurs fonctions, et à l'égard des agents de BELGACOM agissant dans l'exercice de leurs fonctions dans le cadre des télécommunications publiques.

**Art. 116**

Toute entrave mise à l'exécution de la mission des agents visés à l'article 110 est punie d'une amende de deux cents à dix mille francs et d'un emprisonnement de trois mois à un an ou d'une de ces peines seulement.

**Art. 117**

En cas de condamnation, peut être prononcée la confiscation des enregistrements de conversations, de messages ou de données obtenus illicitement et des objets ayant servi à commettre un délit visé aux articles 96, 113, 114, §§ 7, 8 et 9.

**TEKST AANGENOMEN DOOR DE COMMISSIE**

persoon, die zelf of door toedoen van een ander persoon, behoudens toepassing van artikel 112, de bepalingen van artikel 111 schendt.

De straffen worden verdubbeld wanneer de persoon die op grond van de bepalingen van het eerste lid is veroordeeld, één van deze misdrijven opnieuw pleegt binnen vijf jaar na de uitspraak van het vonnis of van het arrest, dat in kracht van gewijsde is gegaan.

§ 8. Met geldboete van 500 tot 500 000 frank en met een gevangenisstraf van één tot vier jaar of met één van deze straffen alleen wordt gestraft :

1° de persoon, die op bedrieglijke wijze telecommunicatie door middel van de openbare telecommunicatie-infrastructuur tot stand brengt, ten einde aan zichzelf of aan een ander persoon wederrechtelijk een voordeel te verschaffen;

2° de persoon, die de openbare telecommunicatie-infrastructuur of andere middelen van telecommunicatie gebruikt om overlast te veroorzaken aan zijn correspondent of schade te berokkenen.

§ 9. Het opstellen van welk toestel dan ook dat bestemd is om een in de §§ 7 en 8 bedoelde inbreuk te begaan, evenals de poging om deze te begaan hebben de toepassing van de in dezelfde paragrafen voorziene straffen tot gevolg.

**Art. 115**

De artikelen 269 tot 274 van het Strafwetboek zijn van toepassing ten aanzien van de personeelsleden van het Instituut handelend in de uitoefening van hun functie, en van de personeelsleden van BELGACOM, handelend in de uitoefening van hun functie in het kader van de openbare telecommunicatie.

**Art. 116**

Belemmering van de uitvoering van de opdracht van de in artikel 110 bedoelde personeelsleden wordt gestraft met een geldboete van tweehonderd tot tienduizend frank en met een gevangenisstraf van drie maanden tot één jaar of met één van die straffen alleen.

**Art. 117**

Ingeval van veroordeling kan de verbeurdverklaring worden uitgesproken van de wederrechtelijk verkregen opnamen van gesprekken, berichten of gegevens en van de voorwerpen, die hebben gediend tot het plegen van een misdrijf bedoeld in de artikelen 96, 113, 114, §§ 7, 8 en 9.

**TEXTE SOUMIS A LA COMMISSION**

La confiscation peut être prononcée même si les enregistrements ou objets n'appartiennent pas au condamné.

L'article 8, § 1<sup>er</sup>, de la loi du 29 juin 1964 relative à la suspension, au sursis et à la probation, n'est pas applicable à la confiscation prononcée sur la base de cet article.

**Art. 118**

Les dispositions du Livre I<sup>er</sup> du Code pénal, en ce compris le chapitre VII et l'article 84, sont applicables aux infractions à la présente loi et aux arrêtés pris en exécution de celle-ci.

**CHAPITRE XII****Dispositions diverses****Art. 119**

La présente loi ne préjudicie en rien aux dispositions qui figurent dans ou sont prises en exécution de la loi du 30 juillet 1979 relative aux radiocommunications, et de la loi du 6 février 1987 relative aux réseaux de radiodistribution et de télédistribution et à la publicité commerciale à la radio et à la télévision.

Le Roi peut toutefois adapter et coordonner aux dispositions de la présente loi, les dispositions de ces lois qui ont trait à toutes les activités normatives, dont la délivrance de licences, d'autorisations et d'agréments, ainsi que l'exercice du contrôle en la matière.

A cette fin, Il peut seulement:

1<sup>o</sup> modifier l'ordre, le numérotage et, en général, la présentation des dispositions à coordonner;

2<sup>o</sup> modifier les références qui seraient contenues dans les dispositions à coordonner en vue de les mettre en concordance avec le numérotage nouveau;

3<sup>o</sup> modifier la rédaction des dispositions à coordonner en vue d'assurer leur concordance et d'en unifier la terminologie sans qu'il puisse être porté atteinte aux principes inscrits dans ces dispositions.

L'arrêté royal de coordination fera l'objet d'un projet de loi de ratification qui sera soumis aux Chambres législatives, au cours de la session, si elles sont réunies, sinon au début de leur prochaine session.

**TEKST VOORGELEGD AAN DE COMMISSIE**

De verbeurdverklaring kan worden uitgesproken, zelfs indien de opnamen of voorwerpen niet aan de veroordeelde toebehoren.

Artikel 8, § 1, van de wet van 29 juni 1964 betreffende de opschorting, het uitstel en de probatie, is niet van toepassing op de verbeurdverklaring, uitgesproken op grond van dit artikel.

**Art. 118**

De bepalingen van Boek I van het Strafwetboek, met inbegrip van hoofdstuk VII en van artikel 84, zijn van toepassing op de overtredingen van deze wet en van de ter uitvoering ervan genomen besluiten.

**HOOFDSTUK XII****Allerhande bepalingen****Art. 119**

Deze wet doet geen afbreuk aan de bepalingen die opgenomen zijn in of die getroffen zijn ter uitvoering van de wetten van 30 juli 1979 betreffende de radioberichtgeving, en van 6 februari 1987 betreffende de radiodistributie- en teledistributienetten en betreffende de handelspubliciteit op radio en televisie.

De Koning kan evenwel de bepalingen van die wetten welke betrekking hebben op alle regelgevende activiteiten, waaronder het afleveren van vergunningen, machtigingen en goedkeuringen, alsook het uitoefenen van de controle terzake, aanpassen en coördineren met de bepalingen van deze wet.

Daartoe kan Hij enkel :

1<sup>o</sup> de volgorde, de nummering van de te coördineren bepalingen en, in het algemeen, de teksten naar de vorm wijzigen;

2<sup>o</sup> de verwijzingen, die voorkomen in de te coördineren bepalingen met de nieuwe nummering overeenbrengen;

3<sup>o</sup> de redactie van de te coördineren bepalingen wijzigen teneinde ze onderling te doen overeenstemmen en eenheid in de terminologie te brengen, zonder afbreuk te doen aan de beginselen welke in deze bepalingen vervat zijn.

Bij de Wetgevende Kamers zal, tijdens de zitting, indien zij vergaderd zijn, zoniet bij het begin van hun eerstkomende zitting, een ontwerp van wet worden ingediend ter bekragting van het koninklijk besluit tot coördinatie.

**TEXTE ADOPTE PAR LA COMMISSION**

La confiscation peut être prononcée même si les enregistrements ou objets n'appartiennent pas au condamné.

L'article 8, § 1<sup>er</sup>, de la loi du 29 juin 1964 relative à la suspension, au sursis et à la probation, n'est pas applicable à la confiscation prononcée sur la base de cet article.

**Art. 118**

Les dispositions du Livre I<sup>er</sup> du Code pénal, en ce compris le chapitre VII et l'article 84, sont applicables aux infractions à la présente loi et aux arrêtés pris en exécution de celle-ci.

**CHAPITRE XII****Dispositions diverses****Art. 119**

La présente loi ne préjudicie en rien aux dispositions qui figurent dans ou sont prises en exécution de la loi du 30 juillet 1979 relative aux radiocommunications, et de la loi du 6 février 1987 relative aux réseaux de radiodistribution et de télédistribution et à la publicité commerciale à la radio et à la télévision.

Le Roi peut toutefois adapter et coordonner aux dispositions de la présente loi, les dispositions de ces lois qui ont trait à toutes les activités normatives, dont la délivrance de licences, d'autorisations et d'agréments, ainsi que l'exercice du contrôle en la matière.

A cette fin, Il peut seulement:

1<sup>o</sup> modifier l'ordre, le numérotage et, en général, la présentation des dispositions à coordonner;

2<sup>o</sup> modifier les références qui seraient contenues dans les dispositions à coordonner en vue de les mettre en concordance avec le numérotage nouveau;

3<sup>o</sup> modifier la rédaction des dispositions à coordonner en vue d'assurer leur concordance et d'en unifier la terminologie sans qu'il puisse être porté atteinte aux principes inscrits dans ces dispositions.

**TEKST AANGENOMEN DOOR DE COMMISSIE**

De verbeurdverklaring kan worden uitgesproken, zelfs indien de opnamen of voorwerpen niet aan de veroordeelde toebehoren.

Artikel 8, § 1, van de wet van 29 juni 1964 betreffende de opschorting, het uitstel en de probatie, is niet van toepassing op de verbeurdverklaring, uitgesproken op grond van dit artikel.

**Art. 118**

De bepalingen van Boek I van het Strafwetboek, met inbegrip van hoofdstuk VII en van artikel 84, zijn van toepassing op de overtredingen van deze wet en van de ter uitvoering ervan genomen besluiten.

**HOOFDSTUK XII****Allerhande bepalingen****Art. 119**

Deze wet doet geen afbreuk aan de bepalingen die opgenomen zijn in of die getroffen zijn ter uitvoering van de wetten van 30 juli 1979 betreffende de radioberichtgeving, en van 6 februari 1987 betreffende de radiodistributie- en teledistributienetten en betreffende de handelspubliciteit op radio en televisie.

De Koning kan evenwel de bepalingen van die wetten welke betrekking hebben op alle regelgevende activiteiten, waaronder het afleveren van vergunningen, machtigingen en goedkeuringen, alsook het uitoefenen van de controle terzake, aanpassen aan en coördineren met de bepalingen van deze wet.

Daartoe kan Hij enkel :

1<sup>o</sup> de volgorde, de nummering van de te coördineren bepalingen en, in het algemeen, de teksten naar de vorm wijzigen;

2<sup>o</sup> de verwijzingen, die voorkomen in de te coördineren bepalingen met de nieuwe nummering overeenbrengen;

3<sup>o</sup> de redactie van de te coördineren bepalingen wijzigen teneinde ze onderling te doen overeenstemmen en eenheid in de terminologie te brengen, zonder afbreuk te doen aan de beginselen welke in deze bepalingen vervat zijn.

**TEXTE SOUMIS A LA COMMISSION****Art. 120**

Les liaisons établies au jour de l'entrée en vigueur du chapitre VII du présent Titre, qui correspondent à des installations de télécommunication et pour lesquelles une simple déclaration a été faite conformément à l'article 16 de la loi du 13 octobre 1930 coordonnant les différentes dispositions législatives concernant la télégraphie et la téléphonie avec fil, sont censées soumises à la dérogation visée à l'article 92, § 2.

**Art. 121**

L'agrément d'un appareil terminal qui a été délivré avant le jour de l'entrée en vigueur du chapitre VIII du présent Titre par la Régie des télégraphes et des téléphones, est assimilé à un agrément délivré par le Ministre conformément aux dispositions de la présente loi.

**Art. 122**

§ 1<sup>er</sup>. Le Roi peut, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, avant le 1<sup>er</sup> janvier 1993 supprimer, compléter, modifier ou remplacer les dispositions de la présente loi afin de prendre les mesures nécessaires à l'exécution des obligations qui, en matière de reconnaissance mutuelle des agréments d'appareils terminaux de télécommunications, et de libre concurrence sur les marchés des services de télécommunications et des terminaux, résultent des règlements et directives en vigueur de la Communauté européenne.

§ 2. Le projet d'arrêté dont question au § 1<sup>er</sup> de cet article est soumis à l'avis de la Section de législation du Conseil d'Etat.

Cet avis est publié en même temps que le rapport au Roi et l'arrêté royal y relatif.

§ 3. L'arrêté royal pris en exécution du § 1<sup>er</sup> de cet article est abrogé lorsqu'il n'a pas été confirmé par la loi dans l'année qui suit sa publication au *Moniteur belge*.

**Art. 123**

La loi du 13 octobre 1930 coordonnant les différentes dispositions législatives concernant la télégraphie et la téléphonie avec fil, est abrogée.

**TEKST VOORGELEGD AAN DE COMMISSIE****Art. 120**

De op de dag van inwerkingtreding van hoofdstuk VII van deze Titel aangelegde verbindingen, welke overeenkomen met telecommunicatie-inrichtingen en waarvoor overeenkomstig artikel 16 van de wet van 13 oktober 1930 tot samenordening der wetsbepalingen op de telegrafie en telefonie met draad, eenvoudig een aangifte werd gedaan, worden geacht onder een afwijking te vallen bedoeld in artikel 92, § 2.

**Art. 121**

De goedkeuring van een eindapparaat die vóór de dag van inwerkingtreding van hoofdstuk VIII van deze Titel is afgeleverd door de Regie van telegrafie en telefonie, wordt gelijkgesteld met een goedkeuring afgeleverd door de Minister overeenkomstig de bepalingen van de onderhavige wet.

**Art. 122**

§ 1. De Koning kan, bij in Ministerraad overlegd besluit, vóór 1 januari 1993 de bepalingen van onderhavige wet opheffen, aanvullen, wijzigen of vervangen ten einde de vereiste maatregelen te treffen ter uitvoering van de verplichtingen die, inzake de wederzijdse erkenning van de eindapparatuur voor telecommunicatie, inzake de vrije mededinging op de markten voor telecommunicatiediensten en de eindapparatuur, voortvloeien uit de van kracht zijnde verordeningen en richtlijnen van de Europese Gemeenschap.

§ 2. Het in § 1 bedoeld ontwerp van besluit wordt aan het met redenen omkleed advies van de Afdeling Wetgeving van de Raad van State onderworpen.

Dit advies wordt, samen met het verslag aan de Koning en het koninklijk besluit waarop het betrekking heeft, gepubliceerd.

§ 3. Het koninklijk besluit genomen krachtens § 1 van dit artikel wordt opgeheven wanneer het niet binnen het jaar na de bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad* door de wet werd bekrachtigd.

**Art. 123**

De wet van 13 oktober 1930 tot samenordening der verschillende wetsbepalingen op de telegrafie en de telefonie met draad, wordt opgeheven.

**TEXTE ADOPTE PAR LA COMMISSION****Art. 120**

Les liaisons établies au jour de l'entrée en vigueur du chapitre VII du présent Titre, qui correspondent à des installations de télécommunication et pour lesquelles une simple déclaration a été faite conformément à l'article 16 de la loi du 13 octobre 1930 coordonnant les différentes dispositions législatives concernant la télégraphie et la téléphonie avec fil, sont censées être soumises à la dérogation visée à l'article 92, § 2 ou § 5 selon le cas. Dans ces cas, aucune indemnisation peut être exigée.

**Art. 121**

L'agrément d'un appareil terminal qui a été délivré avant le jour de l'entrée en vigueur du chapitre VIII du présent Titre par la Régie des télégraphes et des téléphones, est assimilé à un agrément délivré par le Ministre conformément aux dispositions de la présente loi.

**Art. 122**

§ 1<sup>er</sup>. Le Roi peut, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, avant le 1<sup>er</sup> janvier 1993 supprimer, compléter, modifier ou remplacer les dispositions de la présente loi afin de prendre les mesures nécessaires à l'exécution des obligations qui, en matière de reconnaissance mutuelle des agréments d'appareils terminaux de télécommunications, et de libre concurrence sur les marchés des services de télécommunications et des terminaux, résultent des règlements et directives en vigueur de la Communauté européenne.

§ 2. Le projet d'arrêté dont question au § 1<sup>er</sup> de cet article est soumis à l'avis de la Section de législation du Conseil d'Etat.

Cet avis est publié en même temps que le rapport au Roi et l'arrêté royal y relatif.

§ 3. L'arrêté royal pris en exécution du § 1<sup>er</sup> de cet article est abrogé lorsqu'il n'a pas été confirmé par la loi dans l'année qui suit sa publication au *Moniteur belge*.

**Art. 123**

La loi du 13 octobre 1930 coordonnant les différentes dispositions législatives concernant la télégraphie et la téléphonie avec fil, est abrogée.

**TEKST AANGENOMEN DOOR DE COMMISSIE****Art. 120**

De op de dag van inwerkingtreding van hoofdstuk VII van deze Titel aangelegde verbindingen, welke overeenkomen met telecommunicatie-inrichtingen en waarvoor overeenkomstig artikel 16 van de wet van 13 oktober 1930 tot samenordening der wetsbepalingen op de telegrafie en telefonie met draad, eenvoudig een aangifte werd gedaan, worden geacht onder een afwijking te vallen bedoeld in artikel 92, § 2 of § 5, naargelang het geval. In deze gevallen is geen enkele vergoeding verschuldigd.

**Art. 121**

De goedkeuring van een eindapparaat die vóór de dag van inwerkingtreding van hoofdstuk VIII van deze Titel is afgeleverd door de Regie van telegrafie en telefonie, wordt gelijkgesteld met een goedkeuring afgeleverd door de Minister overeenkomstig de bepalingen van de onderhavige wet.

**Art. 122**

§ 1. De Koning kan, bij een in Ministerraad overlegd besluit, vóór 1 januari 1993 de bepalingen van onderhavige wet opheffen, aanvullen, wijzigen of vervangen ten einde de vereiste maatregelen te treffen ter uitvoering van de verplichtingen die, inzake de wederzijdse erkenning van de eindapparatuur voor telecommunicatie, inzake de vrije mededinging op de markten voor telecommunicatiediensten en de eindapparatuur, voortvloeien uit de van kracht zijnde verordeningen en richtlijnen van de Europese Gemeenschap.

§ 2. Het in § 1 bedoeld ontwerp van besluit wordt aan het met redenen omkleed advies van de Afdeling Wetgeving van de Raad van State onderworpen.

Dit advies wordt, samen met het verslag aan de Koning en het koninklijk besluit waarop het betrekking heeft, gepubliceerd.

§ 3. Het koninklijk besluit genomen krachtens § 1 van dit artikel wordt opgeheven wanneer het niet binnen het jaar na de bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad* door de wet werd bekragtigd.

**Art. 123**

De wet van 13 oktober 1930 tot samenordening der verschillende wetsbepalingen op de telegrafie en de telefonie met draad, wordt opgeheven.

**TEXTE SOUMIS A LA COMMISSION****Art. 124**

L'article 55 de la loi du 14 juillet 1971 relative aux pratiques de commerce est complété comme suit :

« j. les infractions et les violations aux dispositions du titre III de la loi du..... portant réforme de certaines entreprises publiques économiques ».

**Art. 125**

Par dérogation à l'article 89, § 2, le Roi arrête la première liste des services non réservés autorisés de plein droit.

Les personnes qui exploitent un service repris sur la liste visée à l'alinéa précédent en font la déclaration au Ministre selon les modalités qu'il détermine.

**Art. 126**

Par dérogation à l'article 83, 3°, deuxième alinéa, le Roi fixe, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, à titre transitoire les critères et les points de comparaison pour déterminer la valeur ajoutée significative jusqu'à la date d'entrée en vigueur du premier arrêté pris en vertu de la disposition précitée.

**Art. 127**

L'article 1<sup>er</sup>, A, de la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public, est complété par: « Institut belge des services postaux et des télécommunications ».

**TEKST VOORGELEGD AAN DE COMMISSIE****Art. 124**

Artikel 55 van de wet van 14 juli 1971 betreffende de handelspraktijken, wordt aangevuld als volgt :

« j. de overtredingen en de schendingen van de bepalingen van titel III van de wet van ..... betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven ».

**Art. 125**

In afwijking van het artikel 89, § 2, stelt de Koning een eerste lijst op van de niet-gereserveerde diensten die van rechtswege worden toegestaan.

Degenen die een dienst exploiteren die voorkomt op de in het vorige lid bedoelde lijst, dienen hiervoor een verklaring in bij de Minister volgens de nadere regels die hij bepaalt.

**Art. 126**

In afwijking van het artikel 83, 3°, tweede lid, legt de Koning, bij in Ministerraad overlegd besluit, bij wijze van overgang de criteria en de vergelijkingspunten vast voor het bepalen van de betekenisvolle toegevoegde waarde tot de inwerkingtreding van het eerste besluit genomen krachtens de eerder vermelde bepaling.

**Art. 127**

Artikel 1, A, van de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut, wordt aangevuld met : « Belgisch instituut voor postdiensten en telecommunicatie ».

**TEXTE ADOpte PAR LA COMMISSION****Art. 124**

L'article 55 de la loi du 14 juillet 1971 relative aux pratiques de commerce est complété comme suit :

« j. les infractions et les violations aux dispositions du titre III de la loi du ..... portant réforme de certaines entreprises publiques économiques ».

**Art. 125**

L'article 7 de la loi du 6 février 1987 relative aux réseaux de radiodistribution et de télédistribution et à la publicité commerciale à la radio et à la télévision est remplacé par la disposition suivante :

Le Roi peut, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, sur proposition de l'Institut, déterminer les conditions dans lesquelles un réseau de radiodistribution ou de télédistribution peut être utilisé pour l'exploitation d'un service non-réservé au sens du Titre III de la loi du ... portant réforme de certaines entreprises publiques économiques, à condition de ne pas porter ainsi préjudice aux programmes de radio et de télévision acheminés par le réseau. Dans ce cas, les dispositions du Titre III de la loi précitée sont d'application, à l'exception des articles 88 et 92, § 1.

**Art. 126**

Par dérogation à l'article 89, § 2 et 3, les services non réservés offerts au moment de l'entrée en vigueur du présent article sont autorisés de plein droit pour une période de sept mois après la date d'entrée en vigueur du présent article, moyennant une déclaration à l'Institut, conformément à l'article 89, au plus tard deux mois après l'entrée en vigueur du présent article. Pour ces services, le délai visé à l'article 89, § 3 est porté à trois mois.

Par dérogation à l'article 89, § 2, le Roi établit à titre transitoire, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres et après notification du projet à la Commission des Communautés européennes, le cahier des charges de service public visé à cet article.

**Art. 127**

L'article 1<sup>er</sup>, A, de la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public, est complété par: « Institut belge des services postaux et des télécommunications ».

**TEKST AANGENOMEN DOOR DE COMMISSIE****Art. 124**

Artikel 55 van de wet van 14 juli 1971 betreffende de handelspraktijken, wordt aangevuld als volgt :

« j. de overtredingen en de schendingen van de bepalingen van titel III van de wet van ..... betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven ».

**Art. 125**

Artikel 7 van de wet van 6 februari 1987 betreffende de radio- en teledistributienetten en betreffende de handelsgubliciteit op radio en televisie wordt vervangen door volgende bepaling :

De Koning kan, bij een in Ministerraad overlegd besluit, op voorstel van het Instituut, de voorwaarden bepalen waarin een radiodistributie- of een teledistributienet mag worden gebruikt voor het uitbaten van niet-gereserveerde diensten in de zin van Titel III van de wet van ... betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven, mits de langs het net overgebrachte klank- en televisieprogramma's niet worden gehinderd. In dat geval zijn de bepalingen van Titel III van hoger vermelde wet van toepassing, met uitzondering van de artikelen 88 en 92, § 1.

**Art. 126**

In afwijking van artikel 89, §§ 2 en 3, worden de niet-gereserveerde diensten die worden aangeboden op het ogenblik van de inwerkingtreding van dit artikel van rechtswege toegelaten gedurende een periode van zeven maanden ingaand op de datum van inwerkingtreding van dit artikel mits ze bij het Instituut worden aangegeven overeenkomstig artikel 89, binnen twee maanden na de datum van inwerkingtreding van dit artikel. Met betrekking tot deze diensten wordt de termijn bedoeld in artikel 89, § 3, op drie maanden gebracht.

In afwijking van artikel 89, § 2, stelt de Koning, bij een in Ministerraad overlegd besluit en na betrekking van het ontwerp aan de Commissie van de Europese Gemeenschappen, bij wijze van overgangsmaatregel het lastenboek van openbare dienstverlening vast, bedoeld in dat artikel.

**Art. 127**

Artikel 1, A, van de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut, wordt aangevuld met : « Belgisch instituut voor postdiensten en telecommunicatie ».

**TEXTE SOUMIS A LA COMMISSION****Art. 128**

Les articles 71 à 79 inclus entrent immédiatement en vigueur.

Les autres dispositions de ce Titre entrent en vigueur après que :

1<sup>o</sup> BELGACOM soit classée parmi les entreprises publiques autonomes; et

2<sup>o</sup> le délai de trois mois après la publication au *Mouvement belge* du statut administratif et pécuniaire du personnel et du cadre organique et du cadre linguistique de l'Institut soit passé.

**TITRE IV***Réforme de la Régie des postes***CHAPITRE I<sup>er</sup>****Dénomination****Art. 129**

Dans l'article 1<sup>er</sup>, alinéa premier, de la loi du 6 juillet 1971 portant création de la Régie des Postes, les mots « Régie des postes » et « les services des Postes et des chèques postaux » sont remplacés par les mots « LA POSTE » et « les services et activités visés dans son objet social ».

**Art. 130**

Les mots « Régie des postes », « Administration des postes », et « Office des chèques postaux » dans tous les articles de la loi du 6 juillet 1971 portant création de la Régie des postes, de la loi du 26 décembre 1956 sur le Service des postes et de la loi du 2 mai 1956 sur le chèque postal, sont remplacés par les mots « LA POSTE ».

Les mêmes adaptations se font dans toutes les lois et règlements contenant les mots « Régie des postes », « Administration des postes » et « Office des chèques postaux ».

**TEKST VOORGELEGD AAN DE COMMISSIE****Art. 128**

De artikelen 71 tot en met 79 treden onmiddellijk in werking.

De andere bepalingen van deze Titel treden in werking nadat :

1<sup>o</sup> BELGACOM ingedeeld werd bij de autonome overheidsbedrijven; en

2<sup>o</sup> de termijn van drie maanden na de bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad* van het administratief en geldelijk statuut van het personeel en van de personeelsformatie en het taalkader van het Instituut is verstreken.

**TITEL IV***Hervorming van de Regie der posterijen***HOOFDSTUK I****Benaming****Art. 129**

In artikel 1, eerste lid, van de wet van 6 juli 1971 houdende oprichting van de Regie der posterijen worden de woorden « Regie der posterijen » en « van de Postdienst en van de dienst der postchecks » vervangen door de woorden « DE POST » en « van diensten en activiteiten zoals bedoeld in haar doel ».

**Art. 130**

De woorden « Regie der posterijen », « Bestuur der posterijen » en « Bestuur der postchecks » in al de artikelen van de wet van 6 juli 1971 houdende oprichting van de Regie der posterijen, de wet van 26 december 1956 op de Postdienst en de wet van 2 mei 1956 op de Postcheck, worden vervangen door de woorden « DE POST ».

Diezelfde aanpassingen dienen te gebeuren in alle wetten en besluiten waar de termen « Regie der posterijen », « Bestuur der posterijen » en « Bestuur der postchecks » voorkomen.

**TEXTE ADOpte PAR LA COMMISSION****Art. 128**

Les articles 71 à 79 inclus entrent en vigueur le jour de leur publication au Moniteur belge.

Les autres dispositions de ce Titre entrent en vigueur après que :

1° BELGACOM a été classée parmi les entreprises publiques autonomes; et

2° le délai de trois mois après la publication au *Moniteur belge* du statut administratif et pécuniaire du personnel et du cadre organique et du cadre linguistique de l'Institut est passé.

**TITRE IV***Réforme de la Régie des postes***CHAPITRE I<sup>er</sup>****Dénomination****Art. 129**

Dans l'article 1<sup>er</sup>, alinéa premier, de la loi du 6 juillet 1971 portant création de la Régie des Postes, les mots « Régie des postes » et « les services des Postes et des chèques postaux » sont remplacés par les mots « LA POSTE » et « les services et activités visés dans son objet social ».

**Art. 130**

Les mots « Régie des postes », « Administration des postes », et « Office des chèques postaux » dans tous les articles de la loi du 6 juillet 1971 portant création de la Régie des postes, de la loi du 26 décembre 1956 sur le Service des postes et de la loi du 2 mai 1956 sur le chèque postal, sont remplacés par les mots « LA POSTE ».

Les mots « Régie des Postes », « Administration des Postes », « Office des chèques postaux » et « Régie, lorsque l'on vise la Régie des Postes, sont remplacés par les mots « LA POSTE » dans toutes les lois et règlements.

**TEKST AANGENOMEN DOOR DE COMMISSIE****Art. 128**

De artikelen 71 tot en met 79 treden in werking de dag waarop zij in het Belgisch Staatsblad worden bekendgemaakt.

De andere bepalingen van deze Titel treden in werking nadat :

1° BELGACOM ingedeeld werd bij de autonome overheidsbedrijven; en

2° de termijn van drie maanden na de bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad* van het administratief en geldelijk statuut van het personeel en van de personeelsformatie en van het taalkader van het Instituut is verstrekken.

**TITEL IV***Hervorming van de Regie der posterijen***HOOFDSTUK I****Benaming****Art. 129**

In artikel 1, eerste lid, van de wet van 6 juli 1971 houdende oprichting van de Regie der posterijen worden de woorden « Regie der posterijen » en « van de Postdienst en van de dienst der postchecks » vervangen door de woorden « DE POST » en « van diensten en activiteiten zoals bedoeld in haar doel ».

**Art. 130**

De woorden « Regie der posterijen », « Bestuur der posterijen » en « Bestuur der postchecks » in al de artikelen van de wet van 6 juli 1971 houdende oprichting van de Regie der posterijen, de wet van 26 december 1956 op de Postdienst en de wet van 2 mei 1956 op de Postcheck, worden vervangen door de woorden « DE POST ».

De woorden « Regie der Posterijen », « Bestuur der Posterijen », « Bestuur der Postchecks » en « Regie », wanneer de Regie der Posterijen bedoeld wordt, worden vervangen door de woorden « DE POST » in alle wetten en reglementen.

**TEXTE SOUMIS A LA COMMISSION****CHAPITRE II****Définitions et siège social****Art. 131**

Pour l'application du présent Titre IV, on entend par :

1° « LA POSTE » :

L'entreprise publique autonome visée à l'article 2, § 2, 3°;

2° « INSTITUT » :

L'Institut belge des services postaux et des télécommunications, en abrégé « I.B.P.T. », visé à l'article 72;

3° « SERVICES POSTAUX » :

L'ensemble des prestations en matière de poste aux lettres;

4° « POSTE AUX LETTRES » :

Toute correspondance ou envoi,

— personnel ou impersonnel;

— écrit ou imprimé obtenu par un quelconque procédé de reproduction;

— clos ou non clos;

— sous bande ou à découvert;

— adressé ou non;

— affranchi ou non;

— périodique ou non;

— déposé à titre onéreux ou gratuit par une personne physique ou morale en vue de sa distribution à un ou à des tiers;

— en ce compris les correspondances dont le dépôt ou l'acheminement s'effectue, à la demande et aux frais du déposant, dans des conditions spécifiques, telles notamment la recommandation, la déclaration de valeur, l'accusé de réception, le traitement express ou accéléré;

— acheminé par toutes voies;

5° « SERVICES FINANCIERS POSTAUX » :

Les opérations en monnaie fiduciaire, scripturale ou électronique, gratuites ou rétribuées, effectuées par LA POSTE, tant pour son propre compte que pour le compte de tiers;

6° « ENVOIS DU COURRIER ACCELERE » :

Tous les envois bénéficiant, sur tout ou une partie de leur acheminement ou de leur distribution, de conditions particulières qui en activent le traitement et en permettent l'identification ou le suivi;

7° « ENVOI RECOMMANDÉ » :

Tout envoi déposé à LA POSTE contre récépissé, délivré par celle-ci contre décharge et pour lequel il n'est pas fait de déclaration de valeur;

**TEKST VOORGELEGD AAN DE COMMISSIE****HOOFDSTUK II****Bepalingen en maatschappelijke zetel****Art. 131**

Voor de toepassing van deze Titel IV, wordt verstaan onder :

1° « DE POST » :

Het autonome overheidsbedrijf zoals bedoeld in artikel 2, § 2, 3°;

2° « INSTITUUT » :

Het Belgisch Instituut voor postdiensten en telecommunicatie, afgekort « B.I.P.T. », bedoeld in artikel 72;

3° « POSTDIENSTEN » :

Het geheel van de prestaties inzake brievenpost;

4° « BRIEVENPOST » :

Elke correspondentie of zending,

— persoonlijk of niet persoonlijk;

— geschreven of gedrukt met om het even welk reproduktiemiddel;

— al dan niet gesloten;

— al dan niet onder omslag;

— met of zonder adres;

— gefrankeerd of niet;

— periodiek of niet;

— kosteloos of tegen betaling afgegeven door een natuurlijk of rechtspersoon met het oog op haar uitreiking aan één of meerdere derden;

— evenals de briefwisseling waarvan de afgifte of de verzending, op aanvraag en op kosten van de afgever, gebeurt onder specifieke voorwaarden zoals inzonderheid de aantekening, de waarde-aangifte, de kennisgeving van ontvangst, de spoedbestelling of snelpost;

— verzonden langs om het even welke weg;

5° « FINANCIËLE POSTDIENSTEN » :

De bewerkingen met chartale, scripturale of elektronische geldmiddelen, kosteloos of tegen betaling uitgevoerd en voor haar eigen rekening of voor rekening van derden verwezenlijkt door DE POST;

6° « SNELPOSTZENDINGEN » :

Alle zendingen die bijzondere voorwaarden genieten tijdens de gehele of een gedeelte van de verzending of uitreiking, om de behandeling te bespoedigen en de identificatie of opvolging mogelijk te maken;

7° « AANGETEKENDE ZENDING » :

Elke zending die tegen ontvangstbewijs aan DE POST wordt afgegeven, door deze laatste tegen aantekening wordt besteld en voor dewelke er geen waarde wordt aangegeven;

**TEXTE ADOpte PAR LA COMMISSION****CHAPITRE II****Définitions et siège social****Art. 131**

Pour l'application du présent Titre IV, on entend par :

1° « LA POSTE » :

L'entreprise publique autonome visée à l'article 2, § 2, 3°;

2° « INSTITUT » :

L'Institut belge des services postaux et des télécommunications, en abrégé « I.B.P.T. », visé à l'article 72;

3° « SERVICES POSTAUX » :

L'ensemble des prestations en matière de poste aux lettres;

4° « POSTE AUX LETTRES » :

Toute correspondance ou envoi,

— personnel ou impersonnel;

— écrit ou imprimé obtenu par un quelconque procédé de reproduction;

— clos ou non clos;

— sous bande ou à découvert;

— adressé ou non;

— affranchi ou non;

— périodique ou non;

— déposé à titre onéreux ou gratuit par une personne physique ou morale en vue de sa distribution à un ou à des tiers;

— en ce compris les correspondances dont le dépôt ou l'acheminement s'effectue, à la demande et aux frais du déposant, dans des conditions spécifiques, telles notamment la recommandation, la déclaration de valeur, l'accusé de réception, le traitement express ou accéléré;

— acheminé par toutes voies;

5° « SERVICES FINANCIERS POSTAUX » :

Les opérations en monnaie fiduciaire, scripturale ou électronique, gratuites ou rétribuées, effectuées par LA POSTE, tant pour son propre compte que pour le compte de tiers;

6° « ENVOIS DU COURRIER ACCELERE » :

Tous les envois bénéficiant, sur tout ou une partie de leur acheminement ou de leur distribution, de conditions particulières qui en activent le traitement et en permettent l'identification ou le suivi;

7° « ENVOI RECOMMANDÉ » :

Tout envoi déposé à LA POSTE contre récépissé, délivré par celle-ci contre décharge et pour lequel il n'est pas fait de déclaration de valeur;

**TEKST AANGENOMEN DOOR DE COMMISSIE****HOOFDSTUK II****Bepalingen en maatschappelijke zetel****Art. 131**

Voor de toepassing van deze Titel IV, wordt verstaan onder :

1° « DE POST » :

Het autonome overheidsbedrijf zoals bedoeld in artikel 2, § 2, 3°;

2° « INSTITUUT » :

Het Belgisch Instituut voor postdiensten en telecommunicatie, afgekort « B.I.P.T. », bedoeld in artikel 72;

3° « POSTDIENSTEN » :

Het geheel van de prestaties inzake brievenpost;

4° « BRIEVENPOST » :

Elke correspondentie of zending,

— persoonlijk of niet persoonlijk;

— geschreven of gedrukt met om het even welk reproduktiemiddel;

— al dan niet gesloten;

— al dan niet onder omslag;

— met of zonder adres;

— gefrankeerd of niet;

— periodiek of niet;

— kosteloos of tegen betaling afgegeven door een natuurlijk of rechtspersoon met het oog op haar uitreiking aan één of meerdere derden;

— evenals de briefwisseling waarvan de afgifte of de verzending, op aanvraag en op kosten van de afgever, gebeurt onder specifieke voorwaarden zoals inzonderheid de aantekening, de waarde-aangifte, de kennisgeving van ontvangst, de spoedbestelling of snelpost;

— verzonden langs om het even welke weg;

5° « FINANCIËLE POSTDIENSTEN » :

De bewerkingen met chartale, scripturale of elektronische geldmiddelen, kosteloos of tegen betaling uitgevoerd en voor haar eigen rekening of voor rekening van derden verwezenlijkt door DE POST;

6° « SNELPOSTZENDINGEN » :

Alle zendingen die bijzondere voorwaarden genieten tijdens de gehele of een gedeelte van de verzending of uitreiking, om de behandeling te bespoedigen en de identificatie of opvolging mogelijk te maken;

7° « AANGETEKENDE ZENDING » :

Elke zending die tegen ontvangstbewijs aan DE POST wordt afgegeven, door deze laatste tegen aantekening wordt besteld en waarvoor er geen waarde wordt aangegeven;

**TEXTE SOUMIS A LA COMMISSION**

**8° « LETTRE AVEC VALEUR DECLAREE » :**  
Toute correspondance déposée à LA POSTE contre récépissé, délivrée par celle-ci contre décharge et pour laquelle il est fait déclaration de valeur.

Art. 132

LA POSTE a son siège dans la Région de Bruxelles-Capitale et peut établir, sur simple décision de son conseil d'administration, des établissements, sièges d'exploitation, succursales, ou agences en Belgique et à l'étranger.

**CHAPITRE III****Attributions de l'Institut belge des services postaux et télécommunications en matière postale**

Art. 133

Pour ce qui concerne LA POSTE, l'Institut donne un avis selon les formes et dans les cas prévus en vertu du présent Titre.

De sa propre initiative, à la demande du Ministre, de LA POSTE ou du Comité consultatif pour LA POSTE, il donne un avis motivé sur toutes questions relatives aux services postaux et aux services financiers postaux.

L'Institut assiste le Ministre dans la négociation du contrat de gestion avec LA POSTE, ainsi que de ses adaptations.

L'Institut peut, en outre, être chargé des missions suivantes :

1° réaliser des recherches et des études relatives aux services postaux et aux services financiers postaux;

2° proposer des avant-projets de lois ou des projets d'arrêtés en matière de réglementation des services postaux et des services financiers postaux.

**TEKST VOORGELEGD AAN DE COMMISSIE****8° « BRIEF MET AANGEGEVEN WAARDE » :**

Elk poststuk dat tegen ontvangstbewijs aan DE POST wordt aangeleverd, door deze laatste tegen aftrekking wordt besteld en voor hetwelk een waarde is aangegeven.

Art. 132

DE POST heeft haar zetel in het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest en kan, op eenvoudige beslissing van haar raad van bestuur, vestigingen, exploitatiezetels, bijkhuizen of agentschappen oprichten in België en in het buitenland.

**HOOFDSTUK III****Bevoegdheden van het Belgisch Instituut voor postdiensten en telecommunicatie ter zake van post**

Art. 133

Voor wat DE POST betreft, geeft het Instituut een gemotiveerd advies in de gevallen en naar de vorm voorgeschreven krachtens onderhavige Titel.

Op eigen initiatief, op verzoek van de Minister, van DE POST of van het Raadgevend Comité voor DE POST geeft het Instituut een gemotiveerd advies over alle aangelegenheden die betrekking hebben op de postdiensten en de financiële postdiensten.

Het Instituut staat de Minister bij in de onderhandelingen met DE POST over het beheerscontract evenals over de aanpassingen hiervan.

Het Instituut kan bovendien belast worden met de volgende opdrachten :

1° het uitvoeren van onderzoeken en studies in verband met de postdiensten en de financiële postdiensten;

2° het voordragen van voorontwerpen van wetten of van ontwerp-besluiten inzake de reglementering van de postdiensten en de financiële postdiensten.

**TEXTE ADOPTE PAR LA COMMISSION****TEKST AANGENOMEN DOOR DE COMMISSIE****8° « LETTRE AVEC VALEUR DECLAREE » :**

Toute correspondance déposée à LA POSTE contre récépissé, délivrée par celle-ci contre décharge et pour laquelle il est fait déclaration de valeur.

**Art. 132**

LA POSTE a son siège dans la Région de Bruxelles-Capitale et peut établir, sur simple décision de son conseil d'administration, des établissements, sièges d'exploitation, succursales, ou agences en Belgique et à l'étranger.

**CHAPITRE III****Attributions de l'Institut belge des services postaux et des télécommunications en matière postale****Art. 133**

Pour ce qui concerne LA POSTE, l'Institut donne un avis motivé selon les formes et dans les cas prévus en vertu du présent Titre.

De sa propre initiative, à la demande du Ministre, de LA POSTE ou du Comité consultatif pour LA POSTE, l'Institut donne un avis motivé sur toutes questions relatives aux services postaux et aux services financiers postaux.

L'Institut assiste le Ministre dans la négociation du contrat de gestion avec LA POSTE, ainsi que de ses adaptations.

L'Institut peut, en outre, être chargé des missions suivantes :

1° réaliser des recherches et des études relatives aux services postaux et aux services financiers postaux;

2° proposer des avant-projets de lois ou des projets d'arrêtés en matière de réglementation des services postaux et des services financiers postaux.

L'Institut assiste le Comité consultatif visé à l'article 138 dans l'exécution de ses tâches et en assure le secrétariat. L'Institut assiste le Ministre dans l'élaboration des règles que La Poste doit respecter en organisant sa comptabilité conformément à l'article 27, § 1<sup>er</sup> de la présente loi.

**8° « BRIEF MET AANGEGEVEN WAARDE » :**

Elk poststuk dat tegen ontvangstbewijs aan DE POST wordt afgegeven, door deze laatste tegen aftrekking wordt besteld en waarvoor een waarde is aangegeven.

**Art. 132**

DE POST heeft haar zetel in het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest en kan, op eenvoudige beslissing van haar raad van bestuur, vestigingen, exploitatiezetels, bijhuizen of agentschappen oprichten in België en in het buitenland.

**HOOFDSTUK III****Bevoegdheden van het Belgisch Instituut voor postdiensten en telecommunicatie ter zake van post****Art. 133**

Wat DE POST betreft, geeft het Instituut een gemotiveerd advies in de gevallen en naar de vorm voorgeschreven krachtens onderhavige Titel.

Op eigen initiatief, op verzoek van de Minister, van DE POST of van het Raadgevend Comité voor DE POST geeft het Instituut een gemotiveerd advies over alle aangelegenheden die betrekking hebben op de postdiensten en de financiële postdiensten.

Het Instituut staat de Minister bij in de onderhandelingen met DE POST over het beheerscontract evenals over de aanpassingen hiervan.

Het Instituut kan bovendien belast worden met de volgende opdrachten :

1° het uitvoeren van onderzoeken en studies in verband met de postdiensten en de financiële postdiensten;

2° het voordragen van voorontwerpen van wetten of van ontwerp-besluiten inzake de reglementering van de postdiensten en de financiële postdiensten.

Het Instituut staat het in artikel 138 opgerichte Raadgevend Comité bij in de uitvoering van zijn opdracht en neemt het secretariaat ervan waar. Het Instituut staat de Minister bij in het opstellen van de regels die De Post moet naleven bij het organiseren van zijn boekhouding conform artikel 27, § 1 van onderhavige wet.

**TEXTE SOUMIS A LA COMMISSION****Art. 134**

Sur proposition de l'Institut, le Ministre fixe les conditions et la procédure d'agrément des équipements divers destinés à l'accomplissement pour compte et sous le contrôle de LA POSTE des missions spécifiques qui lui sont confiées. L'Institut accorde l'agrément de ces équipements.

**Art. 135**

L'Institut donne un avis motivé au Ministre concernant les propositions de LA POSTE relatives aux numéros postaux, aux boîtes aux lettres et aux envois recommandés.

**Art. 136**

Le Roi peut conférer la qualité d'officier de police judiciaire aux agents de l'Institut, afin de leur permettre de rechercher et de constater les infractions prévues par le présent Titre.

Ils sont autorisés à saisir les envois faisant l'objet de l'infraction.

**Art. 137**

L'exploitation des services autres que ceux couverts par le monopole postal est libre.

Le Roi, par arrêté délibéré en Conseil des Ministers, après avis de l'Institut et du Comité consultatif visé à l'article 139, arrête la liste des services rémunérés pour lesquels une déclaration préalable, effectuée par lettre recommandée à la poste et adressée à l'Institut, est exigée.

**CHAPITRE IV****Protection des usagers****Art. 138**

Par dérogation à l'article 47 de cette loi, le Comité consultatif pour LA POSTE est créé au sein de l'Institut.

Ce Comité donne, soit de sa propre initiative, soit à la demande de l'Institut ou du Ministre, des avis sur toutes questions relatives aux services postaux, aux services financiers postaux et à l'application du présent Titre. Ce Comité publie un rapport annuel sur l'évolution des services postaux et sur ses propres activités.

**TEKST VOORGELEGD AAN DE COMMISSIE****Art. 134**

Op voorstel van het Instituut, bepaalt de Minister de voorwaarden en de procedure van goedkeuring wat betreft diverse uitrusting welke bestemd zijn om voor rekening en onder controle van DE POST specifieke opdrachten die haar toevertrouwd worden, te vervullen. Het Instituut verleent de goedkeuring aan deze uitrusting.

**Art. 135**

Het Instituut geeft een gemotiveerd advies aan de Minister inzake de voorstellen van DE POST met betrekking tot de postnummers, de brievenbussen en aangetekende zendingen.

**Art. 136**

De Koning kan de hoedanigheid van officier van gerechtelijke politie toe客ennen aan de personeelsleden van het Instituut, teneinde hen in staat te stellen om de inbreuken, voorzien in onderhavige Titel, op te sporen en vast te stellen.

Zij zijn gemachtigd de zendingen die het voorwerp uitmaken van misdrijven, in beslag te nemen.

**Art. 137**

De exploitatie van de diensten, die niet tot het postmonopolie behoren, is vrij.

De Koning, bij in Ministerraad overlegd besluit, en na advies van het Instituut en het Raadgevend Comité bedoeld in artikel 139, maakt een lijst op van de diensten, tegen vergoeding gepresteerd, voor dewelke voorafgaandelijk een verklaring aan het Instituut bij een per post aangetekend schrijven dient gezonden.

**HOOFDSTUK IV****Bescherming van de gebruikers****Art. 138**

In afwijking van artikel 47 van deze wet wordt het Raadgevend Comité voor DE POST opgericht bij het Instituut.

Dit Comité geeft hetzij op eigen initiatief, hetzij op verzoek van het Instituut of van de Minister adviezen over alle aangelegenheden inzake de postdiensten, financiële postdiensten en over de toepassing van onderhavige Titel. Dit Comité publiceert een jaarverslag over de evolutie van de postdiensten en over zijn eigen activiteiten.

**TEXTE ADOPTE PAR LA COMMISSION****Art. 134**

Sur proposition de l'Institut, le Ministre fixe les conditions et la procédure d'agrément des équipements divers destinés à l'accomplissement pour compte et sous le contrôle de LA POSTE des missions spécifiques qui lui sont confiées. L'Institut accorde l'agrément de ces équipements.

**Art. 135**

L'Institut donne un avis motivé au Ministre concernant les propositions de LA POSTE relatives aux numéros postaux, aux boîtes aux lettres et aux envois recommandés.

**Art. 136**

Le Roi peut conférer la qualité d'officier de police judiciaire aux agents de l'Institut, afin de leur permettre de rechercher et de constater les infractions prévues par le présent Titre.

Ils sont autorisés à saisir les envois faisant l'objet de l'infraction.

**Art. 137**

L'exploitation des services autres que ceux couverts par le monopole postal est libre.

Le Roi, par arrêté délibéré en Conseil des Ministers, après avis de l'Institut et du Comité consultatif visé à l'article 139, arrête la liste de services rémunérés pour lesquels une déclaration préalable, effectuée par lettre recommandée à la poste et adressée à l'Institut, est exigée.

**CHAPITRE IV****Protection des usagers****Art. 138**

Par dérogation à l'article 47 de cette loi, le Comité consultatif pour les services postaux est créé au sein de l'Institut.

Ce Comité donne, soit de sa propre initiative, soit à la demande de l'Institut ou du Ministre, des avis sur toutes questions relatives aux services postaux, et à l'application du présent Titre. Ce Comité publie un rapport annuel sur l'évolution des services postaux et sur ses propres activités.

**TEKST AANGENOMEN DOOR DE COMMISSIE****Art. 134**

Op voorstel van het Instituut, bepaalt de Minister de voorwaarden en de procedure van goedkeuring wat betreft diverse uitrusting welke bestemd zijn om voor rekening en onder controle van DE POST specifieke opdrachten die haar toevertrouwd worden, te vervullen. Het Instituut verleent de goedkeuring aan deze uitrusting.

**Art. 135**

Het Instituut geeft een gemotiveerd advies aan de Minister inzake de voorstellen van DE POST met betrekking tot de postnummers, de brievenbussen en aangetekende zendingen.

**Art. 136**

De Koning kan de hoedanigheid van officier van gerechtelijke politie toekennen aan de personeelsleden van het Instituut, teneinde hen in staat te stellen om de inbreuken, voorzien in onderhavige Titel, op te sporen en vast te stellen.

Zij zijn gemachtigd de zendingen die het voorwerp uitmaken van misdrijven, in beslag te nemen.

**Art. 137**

De exploitatie van de diensten, die niet tot het postmonopolie behoren, is vrij.

De Koning, bij een in Ministerraad overlegd besluit, en na advies van het Instituut en het Raadgevend Comité bedoeld in artikel 139, maakt een lijst op van de tegen vergoeding gepresteerde diensten, waarvoor voorafgaandelijk een verklaring aan het Instituut bij een per post aangetekend schrijven dient gezonden.

**HOOFDSTUK IV****Bescherming van de gebruikers****Art. 138**

In afwijking van artikel 47 van deze wet wordt het Raadgevend Comité voor de postdiensten opgericht bij het Instituut.

Dit Comité geeft hetzij op eigen initiatief, hetzij op verzoek van het Instituut of van de Minister adviezen over alle aangelegenheden inzake de postdiensten, en over de toepassing van onderhavige Titel. Dit Comité publiceert een jaarverslag over de evolutie van de postdiensten en over zijn eigen activiteiten.

**TEXTE SOUMIS A LA COMMISSION****Art. 139**

Le Roi détermine, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, la composition et le mode de fonctionnement de ce Comité.

Ce Comité est composé de représentants de LA POSTE, d'autres prestataires de services postaux, des usagers ainsi que de personnes choisies pour leur compétence en matière postale.

**CHAPITRE V****Objet social et missions de service public****Section I<sup>e</sup>***Objet social***Art. 140**

L'objet social de LA POSTE comprend :

1° l'exploitation de services postaux et des services financiers postaux, en vue d'assurer de façon permanente l'universalité et la confidentialité de la communication écrite, ainsi que du transport et de l'échange de l'argent et des moyens de paiement;

2° toutes les activités, de quelque nature que ce soit, destinées à promouvoir directement ou indirectement ses services ou à permettre une utilisation optimale de son infrastructure.

**Section II***Missions de service public***Art. 141**

LA POSTE est chargée des missions de service public suivantes :

1° En matière de poste aux lettres, LA POSTE est chargée de recueillir, de transporter et de distribuer dans toute l'étendue du Royaume :

- a) les lettres closes ou ouvertes;
- b) les cartes postales;
- c) les annonces, circulaires, prospectus, prix courants et avis de toute nature, lorsqu'ils portent l'adresse du destinataire;

Elle a le monopole de ce service.

Sont exceptés du monopole postal :

- a) les lettres ou envois transportés par d'autres administrations publiques, dans les conditions à déterminer par le Roi;

**TEKST VOORGELEGD AAN DE COMMISSIE****Art. 139**

De Koning bepaalt, bij in Ministerraad overlegd besluit, de samenstelling en de werkingsmodaliteiten van dit Comité.

Dit Comité is samengesteld uit vertegenwoordigers van DE POST, van andere aanbieders van postdiensten en de gebruikers, evenals personen aangeduid omwille van hun bevoegdheden inzake postaangelegenheden.

**HOOFDSTUK V****Doel en opdrachten van openbare dienst****Afdeling I***Doel***Art. 140**

Het doel van DE POST omvat :

1° de exploitatie van postdiensten en van de financiële postdiensten ten einde op bestendige wijze de universaliteit en het vertrouwelijk karakter van de geschreven mededelingen te waarborgen, evenals van het vervoer en van verkeer van het geld en van de betaalmiddelen;

2° alle activiteiten, van welke aard ook, bestemd om rechtstreeks of onrechtstreeks haar diensten te bevorderen of om het meest efficiënte gebruik van haar infrastructuur mogelijk te maken.

**Afdeling II***Opdrachten van openbare dienst***Art. 141**

DE POST is belast met volgende opdrachten van openbare dienst :

1° Wat de brievenpost betreft, is DE POST belast over heel de uitgestrektheid van het Rijk in te zamenlen, te vervoeren en te bestellen :

- a) de gesloten of open brieven;
- b) de briefkaarten;
- c) de aankondigingen, omzendbrieven, prospectussen, prijscouranten en kennisgevingen allerhande als het adres van de bestemming erop voorkomt.

Zij heeft het monopolie van die dienst.

Buiten het postmonopolie vallen :

- a) brieven of zendingen die door andere openbare besturen onder de door de Koning te bepalen voorwaarden worden vervoerd;

**TEXTE ADOPTE PAR LA COMMISSION****Art. 139**

Le Roi détermine, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, la composition et le mode de fonctionnement de ce Comité.

Ce Comité est composé de représentants de LA POSTE, d'autres prestataires de services postaux, des usagers ainsi que de personnes choisies pour leur compétence en matière postale.

**CHAPITRE V****Objet social et missions de service public****Section I<sup>e</sup>***Objet social***Art. 140**

L'objet social de LA POSTE comprend :

1° l'exploitation de services postaux et des services financiers postaux, en vue d'assurer de façon permanente l'universalité et la confidentialité de la communication écrite, ainsi que du transport et de l'échange de l'argent et des moyens de paiement;

2° toutes les activités, de quelque nature que ce soit, destinées à promouvoir directement ou indirectement ses services ou à permettre une utilisation optimale de son infrastructure.

**Section II***Missions de service public***Art. 141**

LA POSTE est chargée des missions de service public suivantes :

1° En matière de poste aux lettres, LA POSTE est chargée de recueillir, de transporter et de distribuer dans toute l'étendue du Royaume :

- a) les lettres closes ou ouvertes;
- b) les cartes postales;
- c) les annonces, circulaires, prospectus, prix courants et avis de toute nature, lorsqu'ils portent l'adresse du destinataire;

Elle a le monopole de ce service.

Sont exceptés du monopole postal :

- a) les lettres ou envois transportés par d'autres administrations publiques, dans les conditions à déterminer par le Roi;

**TEKST AANGENOMEN DOOR DE COMMISSIE****Art. 139**

De Koning bepaalt, bij een in Ministerraad overlegd besluit, de samenstelling en de werkingsmodaliteiten van dit Comité.

Dit Comité is samengesteld uit vertegenwoordigers van DE POST, van andere aanbieders van postdiensten en de gebruikers, evenals personen aangeduid omwille van hun bevoegdheden inzake postaangelegenheden.

**HOOFDSTUK V****Doel en opdrachten van openbare dienst****Afdeling I***Doel***Art. 140**

Het doel van DE POST omvat :

1° de exploitatie van postdiensten en van de financiële postdiensten ten einde op bestendige wijze de universaliteit en het vertrouwelijk karakter van de geschreven mededelingen, evenals van het vervoer en van het verkeer van het geld en van de betaalmiddelen te waarborgen;

2° alle activiteiten, van welke aard ook, bestemd om rechtstreeks of onrechtstreeks haar diensten te bevorderen of om het meest efficiënte gebruik van haar infrastructuur mogelijk te maken.

**Afdeling II***Opdrachten van openbare dienst***Art. 141**

DE POST is belast met volgende opdrachten van openbare dienst :

1° Wat de brievenpost betreft, is DE POST belast over heel de uitgestrektheid van het Rijk in te zamen, te vervoeren en te bestellen :

- a) de gesloten of open brieven;
- b) de briefkaarten;
- c) de aankondigingen, omzendbrieven, prospectussen, prijscouranten en kennisgevingen allerhande als het adres van de bestemming erop voorkomt.

Zij heeft het monopolie van die dienst.

Buiten het postmonopolie vallen :

- a) brieven of zendingen die door andere openbare besturen onder de door de Koning te bepalen voorwaarden worden vervoerd;

**TEXTE SOUMIS A LA COMMISSION**

- b) les correspondances que des particuliers s'expédient par des personnes attachées à leur service ou celles qu'ils font prendre ou porter à la poste;
  - c) la correspondance qu'un particulier transporte pour son propre service;
  - d) les lettres de voitures et les factures, non cachetées, ne contenant que les énonciations nécessaires à la livraison des marchandises qu'elles accompagnent;
  - e) les papiers relatifs au service des chemins de fer ou de toute autre entreprise de transport public circulant par le matériel des intéressés;
  - f) les envois du courrier accéléré selon les conditions à fixer par arrêté royal délibéré en Conseil des Ministres;
- 2° En ce qui concerne les missions qui ne ressortissent pas de la poste aux lettres, LA POSTE peut être chargée par ou en vertu d'une disposition légale de services obligatoires exclusifs.
- 3° Du débit des timbres-poste et autres valeurs postales.
- 4° Des services financiers postaux.

**Art. 142**

LA POSTE assume les obligations suivantes :

- 1° toute les communes du Royaume sont pourvues d'une boîte, au moins, pour le dépôt des correspondances;
- 2° il doit y avoir, pour chacune de ces subdivisions administratives, au moins une levée, une expédition et une distribution de ces correspondances par jour, sauf le samedi, le dimanche et les jours fériés légaux;
- 3° la distribution doit s'étendre à toutes les habitations du Royaume pour autant qu'elles soient pourvues d'une boîte aux lettres placée à la limite de la voirie publique et à portée de main, répondant à la réglementation édictée par le Ministre sur proposition de l'Institut;
- 4° sont exclus du transport par LA POSTE, les envois qui porteraient extérieurement des inscriptions contraires aux bonnes mœurs ou à l'ordre public.

**Art. 143**

§ 1<sup>er</sup>. Seul le Roi est autorisé à émettre des timbres-poste avec ou sans surtaxe et d'autres valeurs postales qui représentent les taxes ou les droits à percevoir par LA POSTE.

§ 2. Sans préjudice des dispositions de l'article 135, LA POSTE peut appliquer des techniques d'affranchissement.

**TEKST VOORGELEEGD AAN DE COMMISSIE**

- b) correspondentie die particulieren aan elkaar doen geworden door tot hun dienst behorende personen of die zij ter post doen afhalen of bezorgen;
  - c) correspondentie die een particulier voor zijn eigen dienst vervoert;
  - d) niet dichtgeplakte vrachtbrieven en facturen waarop alleen vermeld staat hetgeen nodig is voor het afleveren van de erbij horende koopwaren;
  - e) papieren betreffende de dienst van de spoorwegen of van enige andere onderneming voor openbaar vervoer, die met het materieel van de belanghebbenden worden vervoerd;
  - f) snelpostzendingen waarvan de voorwaarden vastgelegd worden bij in Ministerraad overlegd konklik besluit.
- 2° Wat betreft de opdrachten die niet behoren tot de brievenpost, kan DE POST door of krachtens een wettelijke bepaling belast worden met verplichte, exclusieve opdrachten.
- 3° De verkoop van postzegels en van andere postwaarden.
- 4° De financiële postdiensten.

**Art. 142**

DE POST neemt de volgende verplichtingen op zich :

- 1° in elke gemeente of deelgemeente van het Rijk dient zich ten minste één bus te bevinden voor het deponeren van poststukken;
- 2° voor elk van die administratieve onderverdelingen dient er elke dag, behalve op zaterdagen, zondagen en wettelijke feestdagen, ten minste één lichting, één verzending en één bestelling van die poststukken te geschieden;
- 3° bij de bestelling moeten alle woningen van het Rijk worden betrokken voor zover zij voorzien zijn van een brievenbus binnen handbereik geplaatst aan de grens van de openbare weg en beantwoordend aan de reglementering uitgevaardigd door de Minister, op voorstel van het Instituut;

4° van vervoer door DE POST worden uitgesloten, de zendingen waarop aan de buitenzijde aantekeningen voorkomen die strijdig zijn met de goede zeden of met de openbare orde.

**Art. 143**

§ 1. Alleen de Koning is gemachtigd postzegels met of zonder toeslag en andere postwaarden uit te geven die de door DE POST te heffen taksen of rechten vertegenwoordigen.

§ 2. Onverminderd de bepalingen van artikel 135 kan DE POST andere frankeertechnieken toepassen

**TEXTE ADOPTÉ PAR LA COMMISSION**

- b) les correspondances que des particuliers s'expécient par des personnes attachées à leur service ou celles qu'ils font prendre ou porter à la poste;
- c) la correspondance qu'un particulier transporte pour son propre service;
- d) les lettres de voitures et les factures, non cachetées, ne contenant que les énonciations nécessaires à la livraison des marchandises qu'elles accompagnent;
- e) les papiers relatifs au service des chemins de fer ou de toute autre entreprise de transport public circulant par le matériel des intéressés;
- f) les envois du courrier accéléré selon les conditions à fixer par arrêté royal délibéré en Conseil des Ministres;
- 2° En ce qui concerne les missions qui ne ressortissent pas de la poste aux lettres, LA POSTE peut être chargée par ou en vertu d'une disposition légale de services obligatoires exclusifs.
- 3° Du débit des timbres-poste et autres valeurs postales.
- 4° Des services financiers postaux.

**Art. 142**

LA POSTE assume les obligations suivantes :

- 1° toutes les communes ou sections de communes du Royaume sont pourvues d'une boîte, au moins, pour le dépôt des correspondances;
- 2° il doit y avoir, pour chacune de ces subdivisions administratives, au moins une levée, une expédition et une distribution de ces correspondances par jour, sauf le samedi, le dimanche et les jours fériés légaux;
- 3° la distribution doit s'étendre à toutes les habitations du Royaume pour autant qu'elles soient pourvues d'une boîte aux lettres placée à la limite de la voirie publique et à portée de main, répondant à la réglementation édictée par le Ministre sur proposition de l'Institut;
- 4° sont exclus du transport par LA POSTE, les envois qui porteraient extérieurement des inscriptions contraires aux bonnes mœurs ou à l'ordre public.

**Art. 143**

§ 1<sup>er</sup>. Seul le Roi est autorisé à émettre des timbres-poste avec ou sans surtaxe et d'autres valeurs postales qui représentent les taxes ou les droits à percevoir par LA POSTE.

§ 2. Sans préjudice des dispositions de l'article 134, LA POSTE peut appliquer des techniques d'affranchissement.

**TEKST AANGENOMEN DOOR DE COMMISSIE**

- b) correspondentie die particulieren aan elkaar doen geworden door tot hun dienst behorende personen of die zij ter post doen afhalen of bezorgen;
- c) correspondentie die een particulier voor zijn eigen dienst vervoert;
- d) niet dichtgeplakte vrachtbrieven en facturen waarop alleen vermeld staat het geen nodig is voor het afleveren van de erbij horende koopwaren;
- e) papieren betreffende de dienst van de spoorwegen of van enige andere onderneming voor openbaar vervoer, die met het materieel van de belanghebbenden worden vervoerd;
- f) snelpostzendingen waarvan de voorwaarden vastgelegd worden bij een in Ministerraad overlegd koninklijk besluit.
- 2° Wat betreft de opdrachten die niet behoren tot de brievenpost, kan DE POST door of krachtens een wettelijke bepaling belast worden met verplichte exclusieve opdrachten.
- 3° De verkoop van postzegels en van andere postwaarden.
- 4° De financiële postdiensten.

**Art. 142**

DE POST neemt de volgende verplichtingen op zich :

- 1° in elke gemeente of deelgemeente van het Rijk dient zich ten minste één bus te bevinden voor het deponeren van poststukken;
- 2° voor elk van die administratieve onderverdelingen dient er elke dag, behalve op zaterdagen, zondagen en wettelijke feestdagen, ten minste één lichting, één verzending en één bestelling van die poststukken te geschieden;
- 3° bij de bestelling moeten alle woningen van het Rijk worden betrokken voor zover zij voorzien zijn van een brievenbus binnen handbereik geplaatst aan de grens van de openbare weg en beantwoordend aan de reglementering uitgevaardigd door de Minister, op voorstel van het Instituut;
- 4° van vervoer door DE POST worden uitgesloten, de zendingen waarop aan de buitenzijde aantekeningen voorkomen die strijdig zijn met de goede zeden of met de openbare orde.

**Art. 143**

§ 1. Alleen de Koning is gemachtigd postzegels met of zonder toeslag en andere postwaarden uit te geven die de door DE POST te heffen taksen of rechten vertegenwoordigen.

§ 2. Onverminderd de bepalingen van artikel 134 kan DE POST andere frankeertechnieken toepassen

**TEXTE SOUMIS A LA COMMISSION**

franchissement autres que les timbres-poste pour la représentation des valeurs d'affranchissement.

§ 3. Le Roi peut obliger LA POSTE à assurer la distribution des imprimés électoraux à un tarif réduit; Il détermine les cas dans lesquels LA POSTE est tenue d'assurer la distribution de la poste aux lettres sous le régime de la franchise de port.

Le contrat de gestion définit le mode d'exécution des obligations reprises dans le premier alinéa.

**Art. 144**

LA POSTE détermine les conditions générales et particulières en matière d'offre de ses services et fournitures. Celles-ci font l'objet du « Catalogue des services offerts par LA POSTE » publié au *Moniteur belge*.

**CHAPITRE VI****Des biens****Art. 145**

Les immeubles mis à la disposition de LA POSTE, appartenant à l'Etat et affectés, à la date d'entrée en vigueur de la présente loi, à l'exploitation des services de la poste aux lettres et des services financiers postaux, demeurent affectés à cet usage.

**Art. 146**

LA POSTE prend à sa charge les titres établis au nom de l'Etat en vue notamment de la prise en location ou concession de biens qui, à la date du classement de la Poste parmi les entreprises publiques autonomes, sont mis à la disposition de la Régie des postes.

**Art. 147**

L'actif et le passif de LA POSTE comprennent l'actif et le passif de la Régie des postes.

**TEKST VOORGELEGD AAN DE COMMISSIE**

dan postzegels die een frankeerwaarde vertegenwoordigen.

§ 3. De Koning kan DE POST verplichten in te staan voor de verdeling van verkiezingsdrukwerken tegen een verminderd tarief. Hij bepaalt de gevallen waarin DE POST verplicht is in te staan voor de verdeling van de brievenpost onder portvrijdom.

Het beheerscontract bepaalt de wijze waarop de in het eerste lid vermelde verplichtingen moeten worden uitgevoerd.

**Art. 144**

DE POST bepaalt de algemene en de bijzondere voorwaarden inzake aanbod van haar diensten en leveringen. Deze maken het voorwerp uit van de « Catalogus van de diensten aangeboden door DE POST » die in het *Belgisch Staatsblad* worden bekendgemaakt.

**HOOFDSTUK VI****De goederen****Art. 145**

De onroerende goederen die ter beschikking gesteld zijn van DE POST, doch aan de Staat toebehoren en die, op de dag van de inwerkingtreding van deze wet, gebruikt worden om te voorzien in de diensten brievenpost en financiële postdiensten, worden verder voor dat doel gebruikt.

**Art. 146**

DE POST neemt de titels te haren laste die in naam van de Staat opgemaakt zijn met het oog onder meer op de huur of concessie van goederen die ter beschikking staan van de diensten van de Régie der posterijen op het ogenblik van de indeling van DE POST bij de autonome overheidsbedrijven.

**Art. 147**

Het actief en het passief van DE POST omvatten het actief en passief van de Régie der posterijen.

**TEXTE ADOPTE PAR LA COMMISSION**

franchissement autres que les timbres-poste pour la représentation des valeurs d'affranchissement.

§ 3. Le Roi peut obliger LA POSTE à assurer la distribution des imprimés électoraux à un tarif réduit; Il détermine les cas dans lesquels LA POSTE est tenue d'assurer la distribution de la poste aux lettres sous le régime de la franchise de port.

Le contrat de gestion définit le mode d'exécution des obligations reprises dans le premier alinéa.

Art. 144

LA POSTE détermine les conditions générales et particulières en matière d'offre de ses services et fournitures. Celles-ci font l'objet du « Catalogue des services offerts par LA POSTE » publié au *Moniteur belge*.

**CHAPITRE VI****Des biens**

Art. 145

Les immeubles mis à la disposition de LA POSTE, appartenant à l'Etat et affectés, à la date d'entrée en vigueur de la présente loi, à l'exploitation des services de la poste aux lettres et des services financiers postaux, demeurent affectés à cet usage.

Art. 146

LA POSTE prend à sa charge les titres établis au nom de l'Etat en vue notamment de la prise en location ou concession de biens qui, à la date du classement de la Poste parmi les entreprises publiques autonomes, sont mis à la disposition de la Régie des postes.

Art. 147

L'actif et le passif de LA POSTE comprennent l'actif et le passif de la Régie des postes.

**TEKST AANGENOMEN DOOR DE COMMISSIE**

dan postzegels om een frankeerwaarde te vertegenwoordigen.

§ 3. De Koning kan DE POST verplichten in te staan voor de verdeling van verkiezingsdrukwerken tegen een verminderd tarief. Hij bepaalt de gevallen waarin DE POST verplicht is in te staan voor de verdeling van de brievenpost onder portvrijdom.

Het beheerscontract bepaalt de wijze waarop de in het eerste lid vermelde verplichtingen moeten worden uitgevoerd.

Art. 144

DE POST bepaalt de algemene en de bijzondere voorwaarden inzake aanbod van haar diensten en leveringen. Deze maken het voorwerp uit van de « Catalogus van de diensten aangeboden door DE POST » die in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

**HOOFDSTUK VI****De goederen**

Art. 145

De onroerende goederen die ter beschikking gesteld zijn van DE POST, doch aan de Staat toebehoren en die, op de dag van de inwerkingtreding van deze wet, gebruikt worden om te voorzien in de diensten brievenpost en in de financiële postdiensten, worden verder voor dat doel gebruikt.

Art. 146

DE POST neemt de titels te haren laste, die in naam van de Staat opgemaakt zijn, met het oog onder meer op de huur of concessie van goederen, die ter beschikking staan van de diensten van de Régie der posterijen op het ogenblik van de indeling van DE POST bij de autonome overheidsbedrijven.

Art. 147

Het actief en het passief van DE POST omvatten het actief en het passief van de Régie der posterijen.

**TEXTE SOUMIS A LA COMMISSION****CHAPITRE VII****Administration****Art. 148**

Sans préjudice des dispositions de l'article 22, ne peuvent être appelées à faire partie du Conseil d'administration de LA POSTE en qualité de membre ordinaire nommé par le Roi :

1° les personnes remplissant une fonction quelconque dans un établissement privé ou public de crédit soumis au contrôle de la Commission bancaire ou dans une société commerciale ou à forme commerciale ou une institution détenant directement ou indirectement 25 % du capital d'un tel établissement;

2° les personnes remplissant une fonction quelconque dans un établissement, privé ou public, qui assure des services de messagerie, de vente par correspondance ou qui offre des services postaux.

**CHAPITRE VIII****Dispositions modificatives, transitoires et abrogatoires****Art. 149**

Le premier Conseil d'administration et le premier Comité de direction de LA POSTE, établis conformément à l'article 48 de cette loi, exercent une double mission jusqu'à son classement parmi les entreprises publiques autonomes, par dérogation aux dispositions visées au Chapitre IV du Titre I<sup>er</sup> : d'une part, la négociation et la conclusion du premier contrat de gestion et, d'autre part, la prise en charge des pouvoirs de la direction de la Régie des postes dans le cadre de la loi du 6 juillet 1971.

**Art. 150**

Un article 190bis, rédigé comme suit, est inséré dans le Code pénal :

« Art. 190bis. — Les dispositions des articles 188 à 190 ne s'appliquent pas seulement aux timbres-poste adhésifs, mais également à ceux qui sont imprimés sur des documents émis par LA POSTE, ainsi qu'aux valeurs d'affranchissement représentées par des empreintes de machines ou par des symboles agréés par LA POSTE ».

**TEKST VOORGELEGD AAN DE COMMISSIE****HOOFDSTUK VII****Bestuur****Art. 148**

Onverminderd het bepaalde in artikel 22, mogen geen deel uitmaken van de Raad van bestuur van DE POST als gewoon lid, benoemd door de Koning :

1° de personen die om het even welke functie uitoefenen in een privé of openbare kredietinstelling die onderworpen is aan de controle van de Bankcommissie of in een handelsvennootschap of een vennootschap met handelsvorm of in een instelling die rechtstreeks of onrechtstreeks 25 % van het kapitaal van dergelijke instelling in handen heeft;

2° de personen die enigerlei functie vervullen in een openbare of privé-instelling die voorziet in besteldiensten of verkoop per postorder of die diensten van de post aanbiedt.

**HOOFDSTUK VIII****Opheffings-, overgangs- en wijzigende bepalingen****Art. 149**

De eerste Raad van bestuur en het eerste Directiecomité van DE POST die overeenkomstig artikel 48 van deze wet, worden opgericht, vervullen tot dat hij bij de autonome overheidsbedrijven wordt ingedeeld, in afwijking van de bepalingen onder hoofdstuk IV van Titel I, een tweevoudige opdracht : enerzijds het onderhandelen over en sluiten van het eerste beheerscontract en, anderzijds, het overnemen van de directie van de Regie der posterijen in het kader van de wet van 6 juli 1971.

**Art. 150**

Een artikel 190bis, luidend als volgt, wordt in het Strafwetboek ingevoegd :

« Art. 190bis. — De bepalingen van de artikelen 188 tot 190 zijn niet alleen van toepassing op de plakpostzegels, maar eveneens op deze die gedrukt worden op documenten die DE POST uitgeeft, evenals op de frankeerwaarden die vertegenwoordigd worden door afdrukken van machines of door symbolen die door DE POST erkend zijn ».

**TEXTE ADOpte PAR LA COMMISSION****TEKST AANGENOMEN DOOR DE COMMISSIE****CHAPITRE VII****Administration**

Art. 148

Sans préjudice des dispositions de l'article 22, ne peuvent être appelées à faire partie du Conseil d'administration de LA POSTE en qualité de membre ordinaire nommé par le Roi :

1° les personnes remplissant une fonction quelconque dans un établissement privé ou public de crédit, soumis au contrôle de la Commission bancaire ou dans une société commerciale ou à forme commerciale ou dans une institution détenant directement ou indirectement 25 % du capital d'un tel établissement;

2° les personnes remplissant une fonction quelconque dans un établissement, privé ou public, qui assure des services de messagerie, de vente par correspondance ou qui offre des services postaux;

3° les membres du personnel de l'Institut.

**CHAPITRE VIII****Dispositions modificatives, transitoires et abrogatoires**

Art. 149

Le premier Conseil d'administration et le premier Comité de direction de LA POSTE, établis conformément à l'article 48 de cette loi, exerceront une double mission jusqu'à son classement parmi les entreprises publiques autonomes, par dérogation aux dispositions visées au Chapitre IV du Titre I<sup>er</sup> : d'une part, la négociation et la conclusion du premier contrat de gestion et, d'autre part, la prise en charge des pouvoirs de la direction de la Régie des postes dans le cadre de la loi du 6 juillet 1971.

Art. 150

Un article 190bis, rédigé comme suit, est inséré dans le Code pénal :

« Art. 190bis. — Les dispositions des articles 188 à 190 ne s'appliquent pas seulement aux timbres-poste adhésifs, mais également à ceux qui sont imprimés sur des documents émis par LA POSTE, ainsi qu'aux valeurs d'affranchissement représentées par des empreintes de machines ou par des symboles agréés par LA POSTE ».

**HOOFDSTUK VII****Bestuur**

Art. 148

Onverminderd het bepaalde in artikel 22, mogen geen deel uitmaken van de Raad van bestuur van DE POST als gewoon lid, benoemd door de Koning :

1° de personen die om het even welke functie uitoefenen in een privé of openbare kredietinstelling die onderworpen is aan de controle van de Bankcommissie of in een handelsvennootschap of een vennootschap met handelsvorm of in een instelling die rechtstreeks of onrechtstreeks 25 % van het kapitaal van dergelijke instelling in handen heeft;

2° de personen die enigerlei functie vervullen in een openbare of privé-instelling, die voorziet in besteldiensten of verkoop per postorder of die diensten van de post aanbiedt;

3° de personeelsleden van het Instituut.

**HOOFDSTUK VIII****Opheffings-, overgangs- en wijzigingsbepalingen**

Art. 149

De eerste Raad van bestuur en het eerste Directiecomité van DE POST die overeenkomstig artikel 48 van deze wet worden opgericht, zullen totdat hij bij de autonome overheidsbedrijven wordt ingedeeld, in afwijking van de bepalingen onder hoofdstuk IV van Titel I, een tweevoudige opdracht vervullen : enerzijds het onderhandelen over en sluiten van het eerste beheerscontract en, anderzijds, het overnemen van de bevoegdheden van de directie van de Regie der posten in het kader van de wet van 6 juli 1971.

Art. 150

Een artikel 190bis, luidend als volgt, wordt in het Strafwetboek ingevoegd :

« Art. 190bis. — De bepalingen van de artikelen 188 tot 190 zijn niet alleen van toepassing op de plakpostzegels, maar eveneens op deze die gedrukt worden op documenten die DE POST uitgeeft, evenals op de frankeerwaarden die vertegenwoordigd worden door afdrukken van machines of door symbolen die door DE POST erkend zijn ».

**TEXTE SOUMIS A LA COMMISSION****Art. 151**

§ 1<sup>er</sup>. Dans la loi du 6 juillet 1971 portant création de la Régie des postes, les articles suivants sont abrogés :

- 1<sup>o</sup> article 1<sup>er</sup>, alinéas 2, 3 et 4;
- 2<sup>o</sup> article 2, alinéas 2, 3, 4 et 5;
- 3<sup>o</sup> article 4;
- 4<sup>o</sup> article 5;
- 5<sup>o</sup> article 6;
- 6<sup>o</sup> article 7;
- 7<sup>o</sup> article 8, §§ 4, 5 et 6;
- 8<sup>o</sup> article 9;
- 9<sup>o</sup> article 10, § 1<sup>er</sup>, pts 1 et 4, § 2, § 4 ,pt 2 et dernier alinéa;
- 10<sup>o</sup> article 11;
- 11<sup>o</sup> article 12, alinéas 2 et 3;
- 12<sup>o</sup> article 13;
- 13<sup>o</sup> article 14, §§ 1<sup>er</sup>, 2, 3, et 3bis;
- 14<sup>o</sup> article 14bis;
- 15<sup>o</sup> article 17, alinéa 2;
- 16<sup>o</sup> article 19;
- 17<sup>o</sup> article 20;
- 18<sup>o</sup> article 25;
- 19<sup>o</sup> article 26;
- 20<sup>o</sup> article 28;
- 21<sup>o</sup> article 29.

§ 2. L' article 8, § 2, de la même loi, est modifié comme suit :

« § 2. LA POSTE encaisse ses recettes et effectue ses dépenses par l'intermédiaire de ses caissiers et du caissier de l'Etat. »

§ 3. L'article 24 de la même loi est modifié comme suit :

« Art. 24. — Par dérogation aux dispositions de la loi du 14 avril 1965 établissant certaines relations entre les divers régimes de pensions du secteur public :

1<sup>o</sup> le droit à la pension unique prévu à l'article 2 de ladite loi existe pour les agents visés à l'article 21, si les services rendus successivement à l'Administration des postes, à la Régie des postes et à LA POSTE atteignent un total de vingt années;

2<sup>o</sup> la pension de retraite unique est accordée et payée par l'Etat aux agents retraités de LA POSTE;

3<sup>o</sup> les services actifs rendus au sein de l'Administration des postes et de la Régie des postes interviennent dans le calcul de la pension de retraite unique des agents retraités de LA POSTE à raison, par année, d'un cinquantième du traitement moyen qui sert de base au calcul de la pension. »

**TEKST VOORGELEGD AAN DE COMMISSIE****Art. 151**

§ 1. In de wet van 6 juli 1971 houdende oprichting van de Regie der posterijen, worden volgende artikelen opgeheven :

- 1<sup>o</sup> artikel 1, 2<sup>de</sup>, 3<sup>de</sup> en 4<sup>de</sup> lid;
- 2<sup>o</sup> artikel 2, 2<sup>de</sup>, 3<sup>de</sup>, 4<sup>de</sup> en 5<sup>de</sup> lid;
- 3<sup>o</sup> artikel 4;
- 4<sup>o</sup> artikel 5;
- 5<sup>o</sup> artikel 6;
- 6<sup>o</sup> artikel 7;
- 7<sup>o</sup> artikel 8, §§ 4, 5 en 6;
- 8<sup>o</sup> artikel 9;
- 9<sup>o</sup> artikel 10, § 1, punten 1 en 4, § 2, § 4, punt 2, en laatste lid;
- 10<sup>o</sup> artikel 11;
- 11<sup>o</sup> artikel 12, 2<sup>de</sup> en 3<sup>de</sup> lid;
- 12<sup>o</sup> artikel 13;
- 13<sup>o</sup> artikel 14, §§ 1, 2, 3, en 3bis;
- 14<sup>o</sup> artikel 14bis;
- 15<sup>o</sup> artikel 17, 2<sup>de</sup> lid;
- 16<sup>o</sup> artikel 19;
- 17<sup>o</sup> artikel 20;
- 18<sup>o</sup> artikel 25;
- 19<sup>o</sup> artikel 26;
- 20<sup>o</sup> artikel 28;
- 21<sup>o</sup> artikel 29.

§ 2. Artikel 8, § 2, van dezelfde wet, wordt als volgt gewijzigd :

« § 2. DE POST int haar ontvangsten en doet haar uitgaven door tussenkomst van haar kassiers en van de Staatskassier. »

§ 3. Artikel 24 van dezelfde wet wordt als volgt gewijzigd :

« Art. 24. — Bij afwijking van het bepaalde in de wet van 14 april 1965 tot vaststelling van een zeker verband tussen de onderscheiden pensioenregelingen van de openbare sector :

1<sup>o</sup> bestaat het recht op het pensioen, ingesteld bij artikel 2 van dezelfde wet voor personeelsleden, bedoeld bij artikel 21, indien de opeenvolgende bij het Bestuur der posterijen, bij de Regie der posterijen en DE POST bewezen diensten een totaal van twintig jaar bereiken;

2<sup>o</sup> wordt aan de op rust gestelde personeelsleden van DE POST het enig rustpensioen verleend en uitbetaald door de Staat;

3<sup>o</sup> worden de bij het Bestuur der posterijen en de Regie der posterijen bewezen actieve diensten in aanmerking genomen bij de berekening van het enig rustpensioen van de op rust gestelde personeelsleden van DE POST naar rato, per jaar, van één vijftigste van de gemiddelde wedde, die tot basis dient voor de berekening van het pensioen. »

**TEXTE ADOPTE PAR LA COMMISSION****Art. 151**

§ 1<sup>er</sup>. Dans la loi du 6 juillet 1971 portant création de la Régie des postes, les articles suivants sont abrogés :

- 1<sup>o</sup> article 1<sup>er</sup>, alinéas 2, 3 et 4;
- 2<sup>o</sup> article 2, alinéas 2, 3, 4 et 5;
- 3<sup>o</sup> article 4;
- 4<sup>o</sup> article 5;
- 5<sup>o</sup> article 6;
- 6<sup>o</sup> article 7;
- 7<sup>o</sup> article 8, §§ 4, 5 et 6;
- 8<sup>o</sup> article 9;
- 9<sup>o</sup> article 10, § 1<sup>er</sup>, numéros 1 et 4, § 2, § 4, numéro 2, et dernier alinéa;
- 10<sup>o</sup> article 11;
- 11<sup>o</sup> article 12, alinéas 2 et 3;
- 12<sup>o</sup> article 13;
- 13<sup>o</sup> article 14, §§ 1<sup>er</sup>, 2, 3, et 3bis;
- 14<sup>o</sup> article 14bis;
- 15<sup>o</sup> article 17, alinéa 2;
- 16<sup>o</sup> article 19;
- 17<sup>o</sup> article 20;
- 18<sup>o</sup> article 25;
- 19<sup>o</sup> article 26;
- 20<sup>o</sup> article 28;
- 21<sup>o</sup> article 29.

§ 2. L'article 8, § 2, de la même loi, est modifié comme suit :

« § 2. LA POSTE encaisse ses recettes et effectue ses dépenses par l'intermédiaire de ses caissiers et du caissier de l'Etat. »

§ 3. L'article 24 de la même loi est modifié comme suit :

« Art. 24. — Par dérogation aux dispositions de la loi du 14 avril 1965 établissant certaines relations entre les divers régimes de pensions du secteur public :

1<sup>o</sup> le droit à la pension de retraite unique, prévu à l'article 2 de ladite loi existe pour les agents visés à l'article 21, si les services rendus successivement à l'Administration des postes, à la Régie des postes et à LA POSTE atteignent un total de vingt années;

2<sup>o</sup> la pension de retraite unique est accordée et payée par l'Etat aux agents retraités de LA POSTE;

3<sup>o</sup> les services actifs rendus au sein de l'Administration des postes et de la Régie des postes interviennent dans le calcul de la pension de retraite unique des agents retraités de LA POSTE à raison, par année, d'un cinquantième du traitement moyen qui sert de base au calcul de la pension. »

**TEKSTAANGENOMEN DOOR DE COMMISSIE****Art. 151**

§ 1. In de wet van 6 juli 1971 houdende oprichting van de Regie der posterijen, worden volgende artikelen opgeheven :

- 1<sup>o</sup> artikel 1, 2<sup>de</sup>, 3<sup>de</sup> en 4<sup>de</sup> lid;
- 2<sup>o</sup> artikel 2, 2<sup>de</sup>, 3<sup>de</sup>, 4<sup>de</sup> en 5<sup>de</sup> lid;
- 3<sup>o</sup> artikel 4;
- 4<sup>o</sup> artikel 5;
- 5<sup>o</sup> artikel 6;
- 6<sup>o</sup> artikel 7;
- 7<sup>o</sup> artikel 8, §§ 4, 5 en 6;
- 8<sup>o</sup> artikel 9;
- 9<sup>o</sup> artikel 10, § 1, nummers 1 en 4, § 2, § 4, nummer 2, en laatste lid;
- 10<sup>o</sup> artikel 11;
- 11<sup>o</sup> artikel 12, 2<sup>de</sup> en 3<sup>de</sup> lid;
- 12<sup>o</sup> artikel 13;
- 13<sup>o</sup> artikel 14, §§ 1, 2, 3, en 3bis;
- 14<sup>o</sup> artikel 14bis;
- 15<sup>o</sup> artikel 17, 2<sup>de</sup> lid;
- 16<sup>o</sup> artikel 19;
- 17<sup>o</sup> artikel 20;
- 18<sup>o</sup> artikel 25;
- 19<sup>o</sup> artikel 26;
- 20<sup>o</sup> artikel 28;
- 21<sup>o</sup> artikel 29.

§ 2. Artikel 8, § 2, van dezelfde wet, wordt als volgt gewijzigd :

« § 2. DE POST int haar ontvangsten en doet haar uitgaven door tussenkomst van haar kassiers en van de Staatskassier. »

§ 3. Artikel 24 van dezelfde wet wordt als volgt gewijzigd :

« Art. 24. — In afwijking van het bepaalde in de wet van 14 april 1965 tot vaststelling van een zeker verband tussen de onderscheiden pensioenregelingen van de openbare sector :

1<sup>o</sup> bestaat het recht op het enig rustpensioen, ingesteld bij artikel 2 van dezelfde wet, voor personeelsleden, bedoeld bij artikel 21, indien de opeenvolgend bij het Bestuur der posterijen, bij de Regie der posterijen en DE POST bewezen diensten een totaal van twintig jaar bereiken;

2<sup>o</sup> wordt aan de op rust gestelde personeelsleden van DE POST het enig rustpensioen verleend en uitbetaald door de Staat;

3<sup>o</sup> worden de bij het Bestuur der posterijen en de Regie der posterijen bewezen actieve diensten in aanmerking genomen bij de berekening van het enig rustpensioen van de op rust gestelde personeelsleden van DE POST naar rato, per jaar, van één vijftigste van de gemiddelde wedde, die als basis dient voor de berekening van het pensioen. »

**TEXTE SOUMIS A LA COMMISSION****Art. 152**

§ 1<sup>er</sup>. Dans la loi du 26 décembre 1956 sur le Service des postes, les articles suivants sont abrogés :

- 1<sup>o</sup> article 1<sup>er</sup>;
- 2<sup>o</sup> article 4;
- 3<sup>o</sup> article 7;
- 4<sup>o</sup> article 8;
- 5<sup>o</sup> article 9;
- 6<sup>o</sup> article 10;
- 7<sup>o</sup> article 11;
- 8<sup>o</sup> article 15;
- 9<sup>o</sup> article 25;
- 10<sup>o</sup> article 33;
- 11<sup>o</sup> article 35;
- 12<sup>o</sup> article 37.

§ 2. L'article 18 de la même loi, est modifié comme suit :

« Art. 18. — En cas de perte, de spoliation ou d'avarie d'un envoi recommandé et sous réserve que l'emballage ait été reconnu suffisant pour garantir efficacement le contenu contre les risques accidentels de spoliation ou d'avarie, l'expéditeur a droit à une indemnité correspondant, en principe, au montant réel du dommage; les dommages indirects ou les bénéfices non réalisés ne sont pas pris en considération. Cependant, cette indemnité ne peut en aucun cas dépasser le montant fixé par le Roi. »

§ 3. L'article 26 de la même loi est modifié comme suit :

« Art. 26. — Les infractions à l'article 14 de la présente loi ainsi qu'à l'article 141, 1<sup>o</sup>, de la loi du ..... portant réforme de certaines entreprises publiques économiques sont punies d'un emprisonnement de huit jours à quatorze jours et d'une amende de deux cents francs à dix mille francs ou d'une de ces peines seulement. »

§ 4. L'article 32 de la même loi est modifié comme suit :

« Art. 32. — Les employés des douanes sont autorisés à procéder à des perquisitions sur les messagers et entrepreneurs de transports et sur leur matériel et à saisir les envois faisant l'objet de l'infraction à l'article 141, 1<sup>o</sup>, de la loi du ..... portant réforme de certaines entreprises publiques économiques.

En cas d'infraction, il est immédiatement dressé un procès-verbal contenant éventuellement l'énumération des objets saisis ainsi que l'adresse de leur destinataire. Ce procès-verbal est transmis au bureau de destination, avec les objets saisis frappés d'une double taxe d'affranchissement.

Les agents de l'Institut visés par l'article 136 ont le droit de requérir l'ouverture des lettres présumées contenir des valeurs ou objets prohibés.

**TEKST VOORGELEGD AAN DE COMMISSIE****Art. 152**

§ 1. In de wet van 26 december 1956 op de Postdienst worden volgende artikelen opgeheven :

- 1<sup>o</sup> artikel 1;
- 2<sup>o</sup> artikel 4;
- 3<sup>o</sup> artikel 7;
- 4<sup>o</sup> artikel 8;
- 5<sup>o</sup> artikel 9;
- 6<sup>o</sup> artikel 10;
- 7<sup>o</sup> artikel 11;
- 8<sup>o</sup> artikel 15;
- 9<sup>o</sup> artikel 25;
- 10<sup>o</sup> artikel 33;
- 11<sup>o</sup> artikel 35;
- 12<sup>o</sup> artikel 37.

§ 2. Artikel 18 van dezelfde wet, wordt als volgt gewijzigd :

« Art. 18. — In geval van verlies, beroving of beschadiging van een aangetekende zending en voor zover de verpakking voldoende werd bevonden om de inhoud doeltreffend tegen toevallige risico's van beroving of beschadiging te beschermen, heeft de afzender recht op een vergoeding die in principe gelijk is aan het werkelijke bedrag van de schade; indirekte schade of winstderving komen niet in aanmerking. Deze vergoeding mag echter in geen geval het door de Koning bepaalde bedrag overschrijden. »

§ 3. Artikel 26 van dezelfde wet, wordt als volgt gewijzigd :

« Art. 26. — De inbreuken op artikel 14 van deze wet en op artikel 141, 1<sup>o</sup>, van de wet betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven van ..... worden gestraft met gevangenisstraf van acht tot veertien dagen en met een geldboete van tweehonderd frank tot tienduizend frank of met één van die straffen alleen. »

§ 4. Artikel 32 van dezelfde wet wordt als volgt gewijzigd :

« Art. 32. — Het douanepersoneel is gemachtigd vrachtrijders en vervoerondernemers en dezer materieel te onderzoeken en de zendingen die het voorwerp zijn van de misdrijven van artikel 141, 1<sup>o</sup>, van de wet van ..... betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven in beslag te nemen.

In geval van inbreuk wordt daarvan onmiddellijk een proces-verbaal gemaakt waarin de aangeslagen voorwerpen en het adres van bestemming eventueel vermeld worden. Dat proces-verbaal wordt aan het kantoor van bestemming gezonden, samen met in beslag genomen voorwerpen die met een dubbel frankeerport bezwaard worden.

De agenten van het Instituut bedoeld in artikel 136, hebben het recht te eisen dat brieven worden geopend wanneer wordt vermoed dat zij waarden of voorwerpen inhouden die verboden zijn.

**TEXTE ADOPTE PAR LA COMMISSION****Art. 152**

§ 1<sup>er</sup>. Dans la loi du 26 décembre 1956 sur le Service des postes, les articles suivants sont abrogés :

- 1<sup>o</sup> article 1<sup>er</sup>;
- 2<sup>o</sup> article 4;
- 3<sup>o</sup> article 7;
- 4<sup>o</sup> article 8;
- 5<sup>o</sup> article 9;
- 6<sup>o</sup> article 10;
- 7<sup>o</sup> article 11;
- 8<sup>o</sup> article 15;
- 9<sup>o</sup> article 25;
- 10<sup>o</sup> article 33;
- 11<sup>o</sup> article 35;
- 12<sup>o</sup> article 37.

§ 2. L'article 18 de la même loi, est modifié comme suit :

« Art. 18. — En cas de perte, de spoliation ou d'avarie d'un envoi recommandé et sous réserve que l'emballage ait été reconnu suffisant pour garantir efficacement le contenu contre les risques accidentels de spoliation ou d'avarie, l'expéditeur a droit à une indemnité correspondant, en principe, au montant réel du dommage; les dommages indirects ou les bénéfices non réalisés ne sont pas pris en considération. Cependant, cette indemnité ne peut en aucun cas dépasser le montant fixé par le Roi. »

§ 3. L'article 26 de la même loi est modifié comme suit :

« Art. 26. — Les infractions à l'article 14 de la présente loi ainsi qu'à l'article 141, 1<sup>o</sup>, de la loi du ..... portant réforme de certaines entreprises publiques économiques sont punies d'un emprisonnement de huit jours à quatorze jours et d'une amende de deux cents francs à dix mille francs ou d'une de ces peines seulement. »

§ 4. L'article 32 de la même loi est modifié comme suit :

« Art. 32. — Les employés des douanes sont autorisés à procéder à des perquisitions sur les messagers et entrepreneurs de transports et sur leur matériel et à saisir les envois faisant l'objet de l'infraction à l'article 141, 1<sup>o</sup>, de la loi du ..... portant réforme de certaines entreprises publiques économiques.

En cas d'infraction, il est immédiatement dressé un procès-verbal contenant éventuellement l'énumération des objets saisis ainsi que l'adresse de leur destinataire. Ce procès-verbal est transmis au bureau de destination, avec les objets saisis frappés d'une double taxe d'affranchissement.

Les agents de l'Institut visés par l'article 136 ont le droit de requérir l'ouverture des lettres présumées contenir des valeurs ou objets prohibés.

**TEKST AANGENOMEN DOOR DE COMMISSIE****Art. 152**

§ 1. In de wet van 26 december 1956 op de Postdienst worden volgende artikelen opgeheven :

- 1<sup>o</sup> artikel 1;
- 2<sup>o</sup> artikel 4;
- 3<sup>o</sup> artikel 7;
- 4<sup>o</sup> artikel 8;
- 5<sup>o</sup> artikel 9;
- 6<sup>o</sup> artikel 10;
- 7<sup>o</sup> artikel 11;
- 8<sup>o</sup> artikel 15;
- 9<sup>o</sup> artikel 25;
- 10<sup>o</sup> artikel 33;
- 11<sup>o</sup> artikel 35;
- 12<sup>o</sup> artikel 37.

§ 2. Artikel 18 van dezelfde wet, wordt als volgt gewijzigd :

« Art. 18. — In geval van verlies, beroving of beschadiging van een aangetekende zending en voor zover de verpakking voldoende werd bevonden om de inhoud doeltreffend tegen toevallige risico's van beroving of beschadiging te beschermen, heeft de afzender recht op een vergoeding die in principe gelijk is aan het werkelijke bedrag van de schade; indirecte schade of winstderving komen niet in aanmerking. Deze vergoeding mag echter in geen geval het door de Koning bepaalde bedrag overschrijden. »

§ 3. Artikel 26 van dezelfde wet, wordt als volgt gewijzigd :

« Art. 26. — De inbreuken op artikel 14 van deze wet en op artikel 141, 1<sup>o</sup>, van de wet van ..... betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven worden gestraft met gevangenisstraf van acht tot veertien dagen en met een geldboete van tweehonderd frank tot tienduizend frank of met één van die straffen alleen. »

§ 4. Artikel 32 van dezelfde wet wordt als volgt gewijzigd :

« Art. 32. — Het douanepersoneel is gemachtigd vrachtrijders en vervoerondernemers en dezer materieel te onderzoeken en de zendingen die het voorwerp zijn van de misdrijven van artikel 141, 1<sup>o</sup>, van de wet van ..... betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven in beslag te nemen.

In geval van inbreuk wordt daarvan onmiddellijk een proces-verbaal gemaakt waarin de aangeslagen voorwerpen en het adres van bestemming eventueel vermeld worden. Dat proces-verbaal wordt aan het kantoor van bestemming gezonden, samen met de in beslag genomen voorwerpen die met een dubbel frankeerpost bezwaard worden.

De agenten van het Instituut bedoeld in artikel 136, hebben het recht te eisen dat brieven worden geopend wanneer wordt vermoed dat zij waarden of voorwerpen bevatten die verboden zijn.

**TEXTE SOUMIS A LA COMMISSION**

Ils ont également le droit de requérir l'ouverture des lettres :

- en service international, lorsqu'elles sont présumées contenir des objets soumis à des droits ou taxes ou à des mesures de prohibition, de restriction ou de contrôle;
- en service intérieur, lorsqu'elles sont présumées contenir des objets soumis à des droits d'accise.

L'ouverture et, le cas échéant, la saisie ont lieu en présence de l'expéditeur ou du destinataire. S'il y a impossibilité d'obtenir son concours, soit qu'il le refuse, soit pour toute autre cause, la vérification, suivie de saisie, s'il y a lieu, est effectuée d'office.

Ces formalités ne sont pas exigées pour les envois autres que les lettres closes. »

**Art. 153**

A l'article 11, alinéa 1<sup>er</sup>, de la loi du 2 mai 1956 sur le chèque postal, le mot « Etat » est remplacé par les mots « LA POSTE ».

A l'article 18 de la même loi, les mots « du Trésor » sont remplacés par les mots « de LA POSTE ».

L'article 19 de la même loi, est modifié comme suit :

« Art. 19. — Les copies photographiques, microphotographiques, magnétiques ou optiques des documents détenus par LA POSTE font foi comme les originaux, dont elles sont présumées, sauf preuve contraire, être des copies fidèles lorsqu'elles ont été établies par LA POSTE. »

**Art. 154**

Les dispositions du présent Titre entrent en vigueur à la date à laquelle la Régie est classée parmi les entreprises publiques autonomes conformément au Titre 1<sup>er</sup>.

Les dispositions concernant les attributions de l'Institut en matière postale entrent en vigueur à l'égard de LA POSTE à la même date que celle du classement de la Poste parmi les entreprises publiques autonomes.

Les articles 148 et 149 entrent en vigueur le jour de la publication au *Moniteur belge*.

L'article 151, § 1<sup>er</sup>, 17<sup>e</sup>, entre en vigueur à la date de l'entrée en vigueur du premier statut du personnel et du premier statut syndical, fixés conformément à l'article 33.

**TEKST VOORGELEGD AAN DE COMMISSIE**

Zij hebben het recht te eisen dat brieven worden geopend :

- in buitenlandse dienst, wanneer wordt vermoed dat ze voorwerpen inhouden welke aan rechten of taken, aan verbodsbeperkingen, beperkingen of controlemaatregelen onderworpen zijn;
- in binnenlandse dienst, wanneer wordt vermoed dat ze voorwerpen inhouden welke aan accijnzen onderworpen zijn.

Het openen en, in voorkomend geval, de inbeslagneming geschieden in bijzijn van de afzender of van de geadresseerde. Kan zijn medewerking onmogelijk komen worden, hetzij omdat hij weigert, hetzij om enig andere reden, dan geschiedt het onderzoek, desnoods gevuld door inbeslagneming, van ambtswege.

Deze formaliteiten zijn niet vereist voor andere zendingen dan gesloten brieven. »

**Art. 153**

In artikel 11, eerste lid, van de wet van 2 mei 1956 op de postcheque, dient het woord « Staat » vervangen te worden door de woorden « DE POST ».

In artikel 18 van dezelfde wet, dienen de woorden « aan de Schatkist » vervangen te worden door de woorden « aan DE POST ».

Artikel 19 van dezelfde wet, wordt als volgt gewijzigd :

« Art. 19. — De foto- of microfotocopieën, de magnetische, elektronische of optische copieën van documenten in het bezit van DE POST, hebben dezelfde bewijskracht als de originelen waarvan zij, behoudens tegenbewijs, een getrouwe copie zijn, wanneer zij door DE POST werden gemaakt. »

**Art. 154**

De bepalingen van deze Titel treden in werking op de datum dat de Regie ingedeeld wordt bij de autonome overheidsbedrijven overeenkomstig Titel I.

De bepalingen omtrent de bevoegdheden van het Instituut inzake postale zaken, treden ten aanzien van DE POST in werking op dezelfde dag als deze van de indeling van DE POST bij de autonome overheidsbedrijven.

De artikelen 148 en 149 treden in werking de dag waarop zij in het *Belgisch Staatsblad* worden bekendgemaakt.

Artikel 151, § 1, 17<sup>e</sup>, treedt in werking op de datum van de inwerkingtreding van het eerste personeelsstatuut en het eerste syndicaal statuut, vastgelegd overeenkomstig artikel 33.

## TEXTE ADOPTÉ PAR LA COMMISSION

Ils ont également le droit de requérir l'ouverture des lettres :

— en service international, lorsqu'elles sont présumées contenir des objets soumis à des droits ou taxes ou à des mesures de prohibition, de restriction ou de contrôle;

— en service intérieur, lorsqu'elles sont présumées contenir des objets soumis à des droits d'accise.

L'ouverture et, le cas échéant, la saisie ont lieu en présence de l'expéditeur ou du destinataire. S'il y a impossibilité d'obtenir son concours, soit qu'il le refuse, soit pour toute autre cause, la vérification, suivie de saisie, s'il y a lieu, est effectuée d'office.

Ces formalités ne sont pas exigées pour les envois autres que les lettres closes. »

### Art. 153

§ 1<sup>er</sup>. A l'article 11, alinéa 1<sup>er</sup>, de la loi du 2 mai 1956 sur le chèque postal, le mot « Etat » est remplacé par les mots « LA POSTE ».

§ 2. A l'article 18 de la même loi, les mots « du Trésor » sont remplacés par les mots « de LA POSTE ».

§ 3. L'article 19 de la même loi est modifié comme suit :

« Art. 19. — Les copies photographiques, microphotographiques, magnétiques ou optiques des documents détenus par LA POSTE font foi comme les originaux, dont elles sont présumées, sauf preuve contraire, être des copies fidèles lorsqu'elles ont été établies par LA POSTE. »

### Art. 154

Les dispositions du présent Titre entrent en vigueur à la date à laquelle la Régie est classée parmi les entreprises publiques autonomes, conformément au Titre 1<sup>er</sup>.

Les dispositions concernant les attributions de l'Institut en matière postale entrent en vigueur à l'égard de LA POSTE, à la même date que celle du classement de la Poste parmi les entreprises publiques autonomes.

Les articles 148 et 149 entrent en vigueur le jour de leur publication au *Moniteur belge*.

L'article 151, § 1<sup>er</sup>, 17<sup>o</sup>, entre en vigueur à la date de l'entrée en vigueur du premier statut du personnel et du premier statut syndical, fixés conformément à l'article 33.

## TEKST AANGENOMEN DOOR DE COMMISSIE

Zij hebben het recht te eisen dat brieven worden geopend :

— in buitenlandse dienst, wanneer wordt vermoed dat ze voorwerpen bevatten welke aan rechten of taken, aan verbodsbeperkingen, beperkingen of controlemaatregelen onderworpen zijn;

— in binnenlandse dienst, wanneer wordt vermoed dat ze voorwerpen bevatten welke aan accijnzen onderworpen zijn.

Het openen en, in voorkomend geval, de inbeslagneming geschieden in bijzijn van de afzender of van de geadresseerde. Kan zijn medewerking onmogelijk bekomen worden, hetzij omdat hij weigert, hetzij om enig andere reden, dan geschiedt het onderzoek, desnoods gevuld door inbeslagneming, van ambtswege.

Deze formaliteiten zijn niet vereist voor andere zendingen dan gesloten brieven. »

### Art. 153

§ 1. In artikel 11, eerste lid, van de wet van 2 mei 1956 op de postcheque, dient het woord « Staat » vervangen te worden door de woorden « DE POST ».

§ 2. In artikel 18 van dezelfde wet, dienen de woorden « aan de Schatkist » vervangen te worden door de woorden « aan DE POST ».

§ 3. Artikel 19 van dezelfde wet wordt als volgt gewijzigd :

« Art. 19. — De foto- of microfotocopieën, de magnetische, elektronische of optische copieën van documenten in het bezit van DE POST, hebben dezelfde bewijskracht als de originelen waarvan zij, behoudens tegenbewijs, een getrouwe copie zijn, wanneer zij door DE POST werden gemaakt. »

### Art. 154

De bepalingen van deze Titel treden in werking op de datum waarop de Regie ingedeeld wordt bij de autonome overheidsbedrijven, overeenkomstig Titel I.

De bepalingen omtrent de bevoegdheden van het Instituut ter zake van post, treden ten aanzien van DE POST in werking op dezelfde dag als deze van de indeling van DE POST bij de autonome overheidsbedrijven.

De artikelen 148 en 149 treden in werking de dag waarop zij in het *Belgisch Staatsblad* worden bekendgemaakt.

Artikel 151, § 1, 17<sup>o</sup>, treedt in werking op de datum van de inwerkingtreding van het eerste personeelsstatuut en van het eerste syndicaal statuut, vastgelegd overeenkomstig artikel 33.

**TEXTE SOUMIS A LA COMMISSION****TITRE V**

*Réforme de la Société nationale des chemins de fer belges*

**CHAPITRE I<sup>e</sup>r****Objet social****Art. 155**

L'article 1bis de la loi du 23 juillet 1926 créant la Société nationale des chemins de fer belges, modifié par l'arrêté royal n° 452 du 29 août 1986, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 1bis. — La Société a pour objet le transport de voyageurs et de marchandises par chemin de fer.

La Société peut, par elle-même, ou par voie de participation à des organismes existants ou à créer, belges, étrangers ou internationaux, faire toutes opérations commerciales, industrielles ou financières se rapportant directement ou indirectement, en tout ou en partie, à son objet social ou qui seraient susceptibles d'en faciliter ou d'en favoriser la réalisation ou le développement.

Est notamment considéré comme susceptible de favoriser la réalisation ou le développement de l'objet social, le fait de fabriquer et de vendre des biens ou des services ayant trait directement ou indirectement à l'activité ferroviaire ».

**CHAPITRE II****Contrat de gestion****Art. 156**

Les missions de service public de la S.N.C.B. comprennent:

1° le transport intérieur de voyageurs assuré par les trains du service ordinaire;

2° l'acquisition, la construction, l'entretien, la gestion et l'exploitation de l'infrastructure.

Par infrastructure, l'on entend l'ensemble des équipements de voie, de signalisation, d'alimentation en courant électrique, ainsi que les terrains où ils se situent;

3° les prestations que la Société est tenue de fournir pour les besoins de la Nation.

**TEKST VOORGELEGD AAN DE COMMISSIE****TITEL V**

*Hervorming van de Nationale Maatschappij der Belgische spoorwegen*

**HOOFDSTUK I****Doel van de Maatschappij****Art. 155**

Artikel 1bis van de wet van 23 juli 1926 houdende oprichting van de Nationale Maatschappij der Belgische spoorwegen, gewijzigd bij het koninklijk besluit nr 452 van 29 augustus 1986, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 1bis. — De Maatschappij heeft het vervoer per spoorweg van reizigers en goederen tot doel.

De Maatschappij kan op eigen gezag, of door middel van deelneming in bestaande of op te richten Belgische, vreemde of internationale instellingen, alle commerciële, industriële of financiële handelingen verrichten die, rechtstreeks of zijdelings, geheel of ten dele, in verband staan met haar doel van de maatschappij dan wel de verwezenlijking of de uitbreiding van dat doel kunnen vergemakkelijken of bevorderen.

De fabricage en de verkoop van de goederen of diensten die rechtstreeks of zijdelings verband houden met de spoorwegactiviteit worden met name geacht het doel van de maatschappij te kunnen verwezenlijken of te bevorderen ».

**HOOFDSTUK II****Beheerscontract****Art. 156**

De opdrachten van openbare dienst van de N.M.B.S. omvatten:

1° het binnenlands vervoer van reizigers met treinen van de gewone dienst;

2° het verwerven, de aanleg, het onderhoud, het beheer en de exploitatie van de infrastructuur.

Onder infrastructuur verstaat men heel de spoorweguitrusting, de signalisatie, de voorziening van elektrische stroom evenals de grond waarop zij gelegen zijn;

3° de prestaties die de Maatschappij moet leveren voor de behoeften van de Natie.

**TEXTE ADOPTE PAR LA COMMISSION****TITRE V**

*Réforme de la Société nationale des chemins de fer belges*

**CHAPITRE I<sup>er</sup>****Objet social**

Art. 155

L'article 1bis de la loi du 23 juillet 1926 créant la Société nationale des chemins de fer belges, modifié par l'arrêté royal n° 452 du 29 août 1986, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 1bis. — La Société a pour objet le transport de voyageurs et de marchandises par chemin de fer.

La Société peut, par elle-même, ou par voie de participation à des organismes existants ou à créer, belges, étrangers ou internationaux, faire toutes opérations commerciales, industrielles ou financières se rapportant directement ou indirectement, en tout ou en partie, à son objet social ou qui seraient susceptibles d'en faciliter ou d'en favoriser la réalisation ou le développement.

Est notamment considéré comme susceptible de favoriser la réalisation ou le développement de l'objet social, le fait de fabriquer et de vendre des biens ou des services ayant trait directement ou indirectement à l'activité ferroviaire ».

**CHAPITRE II****Missions de service public**

Art. 156

Les missions de service public de la S.N.C.B. comprennent:

1° le transport intérieur de voyageurs assuré par les trains du service ordinaire;

2° l'acquisition, la construction, l'entretien, la gestion et l'exploitation de l'infrastructure.

Par infrastructure, l'on entend l'ensemble des équipements de voie, de signalisation, d'alimentation en courant électrique, ainsi que les terrains où ils se situent;

3° les prestations que la Société est tenue de fournir pour les besoins de la Nation.

**TEKST AANGENOMEN DOOR DE COMMISSIE****TITEL V**

*Hervorming van de Nationale Maatschappij der Belgische spoorwegen*

**HOOFDSTUK I****Doel van de Maatschappij**

Art. 155

Artikel 1bis van de wet van 23 juli 1926 houdende oprichting van de Nationale Maatschappij der Belgische spoorwegen, gewijzigd bij het koninklijk besluit nr 452 van 29 augustus 1986, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 1bis. — De Maatschappij heeft het vervoer per spoorweg van reizigers en goederen tot doel.

De Maatschappij kan op eigen gezag, of door middel van deelneming in bestaande of op te richten Belgische, buitenlandse of internationale instellingen, alle commerciële, industriële of financiële handelingen verrichten die, rechtstreeks of onrechtstreeks, geheel of ten dele, in verband staan met haar doel, dan wel de verwezenlijking of de uitbreiding van dat doel kunnen vergemakkelijken of bevorderen.

De fabricage en de verkoop van de goederen of diensten die rechtstreeks of onrechtstreeks verband houden met de spoorwegactiviteit worden met name geacht het doel te kunnen verwezenlijken of te bevorderen ».

**HOOFDSTUK II****Opdrachten van openbare dienst**

Art. 156

De opdrachten van openbare dienst van de N.M.B.S. omvatten:

1° het binnenlands vervoer van reizigers met treinen van de gewone dienst;

2° het verwerven, de aanleg, het onderhoud, het beheer en de exploitatie van de infrastructuur.

Onder infrastructuur verstaat men heel de spoorweguitrusting, de signalisatie, de voorziening van elektrische stroom evenals de grond waarop zij gelegen zijn;

3° de prestaties die de Maatschappij moet leveren voor de behoeften van de Natie.

**TEXTE SOUMIS A LA COMMISSION****Art. 157**

La fixation, le calcul et le paiement des subventions visées à l'article 3, § 2, 4°, de la présente loi seront opérés conformément aux règles communes pour la normalisation des comptes des entreprises de chemin de fer, telles qu'elles découlent des règlements CEE n° 1191/69 du 26 juin 1969 du Conseil de la CEE relatif à l'action des Etats membres en matière d'obligations inhérentes à la notion de service public dans le domaine du transport par chemin de fer, par route et par voie navigable, n° 1192/69 du 26 juin 1969 du Conseil de la CEE relatif aux règles communes pour la normalisation des comptes des entreprises de chemin de fer et n° 1107/70 du Conseil de la CEE relatif aux aides accordées dans le domaine du transport par chemin de fer, par route et par voie navigable, ainsi que de la décision n° 75/327/CEE du 20 mai 1975 du Conseil relative à l'assainissement de la situation des entreprises de chemin de fer et à l'harmonisation des règles régissant les relations financières entre ces entreprises et les Etats.

**Art. 158**

Les obligations financières de l'Etat résultant de l'article 76 de la loi du 5 août 1978 de réformes économiques et budgétaires, de l'article 217 de la loi du 8 août 1980 relative aux propositions budgétaires 1979-1980, de la loi du 15 janvier 1981 autorisant la S.N.C.B. à émettre des emprunts à concurrence d'une somme de 1 500 000 000 de francs destinés à couvrir des dépenses de renouvellement de matériel roulant et de voies, de l'article 166 de la loi-programme du 30 décembre 1988 et de l'article 65 de la loi-programme du 6 juillet 1989 seront prises en compte dans la fixation, le calcul et les modalités de paiement des subventions visées à l'article 3, § 2, 4° de la présente loi.

**CHAPITRE III****Autonomie****Art. 159**

Les biens immeubles acquis par la S.N.C.B., ou qui lui ont été cédés par l'Etat en jouissance ou en pleine propriété, ne peuvent faire l'objet d'une mesure d'expropriation.

**TEKST VOORGELEGD AAN DE COMMISSIE****Art. 157**

De vaststelling, de berekening en de betaling van de toelagen bedoeld in art. 3, § 2, 4°, van deze wet, geschieden overeenkomstig de gemeenschappelijke regels voor de normalisatie van de rekeningen van de spoorwegondernemingen, die voortvloeien uit de EEG-verordeningen nr 1191/69 van 26 juni 1969 van de Raad van de EEG betreffende het optreden van de lidstaten ten aanzien van met het begrip openbare dienst verbonden verplichtingen op het gebied van het vervoer per spoor, over de weg en over de binnenvateren, nr 1192/69 van 26 juni 1969 van de Raad van de EEG betreffende de gemeenschappelijke regels voor de normalisatie van de rekeningstelsels op het gebied van de spoorwegondernemingen en nr 1107/70 van de Raad van de EEG betreffende de steunmaatregelen op het gebied van het vervoer per spoor over de weg en over de binnenvateren, evenals uit de beslissing nr 75/327/EEG van 20 mei 1975 van de Raad betreffende de sanering van de toestand bij de spoorwegondernemingen en de harmonisatie van de voorschriften voor de financiële betrekkingen tussen deze ondernemingen en de Staten.

**Art. 158**

Bij de bepaling, de berekening en in de wijzen van betaling van de toelagen bedoeld in artikel 3, § 2, 4°, van deze wet zal rekening worden gehouden met de financiële verplichtingen van de Staat die voortvloeien uit artikel 76 van de wet van 5 augustus 1978 houdende economische en budgettaire hervormingen, uit artikel 217 van de wet van 8 augustus 1980 betreffende de begrotingsvoorstellen 1979-1980, uit de wet van 15 januari 1981 waarbij de N.M.B.S. ertoe gemachtigd wordt leningen uit te geven tot beloop van 1 500 000 000 frank tot dekking van de uitgaven voor de vervanging van rollend materieel en sporen, uit artikel 166 van de programmawet van 30 december 1988 en uit artikel 65 van de programmawet van 6 juli 1989.

**HOOFDSTUK III****Autonomie****Art. 159**

De onroerende goederen die de N.M.B.S. heeft verworven of waarvan de Staat haar het genot of de volle eigendom heeft overgedragen, mogen niet worden onteigend.

**TEXTE ADOpte PAR LA COMMISSION****Art. 157**

La fixation, le calcul et le paiement des subventions visées à l'article 3, § 2, 4°, de la présente loi seront opérés conformément aux règles communes pour la normalisation des comptes des entreprises de chemin de fer, telles qu'elles découlent des règlements CEE n° 1191/69 du 26 juin 1969 du Conseil de la CEE relatif à l'action des Etats membres en matière d'obligations inhérentes à la notion de service public dans le domaine du transport par chemin de fer, par route et par voie navigable, n° 1192/69 du 26 juin 1969 du Conseil de la CEE relatif aux règles communes pour la normalisation des comptes des entreprises de chemin de fer et n° 1107/70 du Conseil de la CEE relatif aux aides accordées dans le domaine du transport par chemin de fer, par route et par voie navigable, ainsi que de la décision n° 75/327/CEE du 20 mai 1975 du Conseil relative à l'assainissement de la situation des entreprises de chemin de fer et à l'harmonisation des règles régissant les relations financières entre ces entreprises et les Etats.

**Art. 158**

Les obligations financières de l'Etat résultant de l'article 76 de la loi du 5 août 1978 de réformes économiques et budgétaires, de l'article 217 de la loi du 8 août 1980 relative aux propositions budgétaires 1979-1980, de la loi du 15 janvier 1981 autorisant la S.N.C.B. à émettre des emprunts à concurrence d'une somme de 1 500 000 000 de francs destinés à couvrir des dépenses de renouvellement de matériel roulant et de voies, de l'article 166 de la loi-programme du 30 décembre 1988 et de l'article 65 de la loi-programme du 6 juillet 1989 seront prises en compte dans la fixation, le calcul et les modalités de paiement des subventions visées à l'article 3, § 2, 4° de la présente loi.

**CHAPITRE III****Autonomie****Art. 159**

Les biens immeubles acquis par la S.N.C.B., ou qui lui ont été cédés par l'Etat en jouissance ou en pleine propriété, ne peuvent faire l'objet d'une mesure d'expropriation.

**TEKST AANGENOMEN DOOR DE COMMISSIE****Art. 157**

De vaststelling, de berekening en de betaling van de toelagen bedoeld in art. 3, § 2, 4°, van deze wet, geschieden overeenkomstig de gemeenschappelijke regels voor de normalisatie van de rekeningen van de spoorwegondernemingen, die voortvloeien uit de EEG-verordeningen n° 1191/69 van 26 juni 1969 van de Raad van de EEG betreffende het optreden van de lidstaten ten aanzien van met het begrip openbare dienst verbonden verplichtingen op het gebied van het vervoer per spoor, over de weg en over de binnenvateren, n° 1192/69 van 26 juni 1969 van de Raad van de EEG betreffende de gemeenschappelijke regels voor de normalisatie van de rekeningstelsels op het gebied van de spoorwegondernemingen en n° 1107/70 van de Raad van de EEG betreffende de steunmaatregelen op het gebied van het vervoer per spoor over de weg en over de binnenvateren, evenals uit de beslissing n° 75/327/EEG van 20 mei 1975 van de Raad betreffende de sanering van de toestand bij de spoorwegondernemingen en de harmonisatie van de voorschriften voor de financiële betrekkingen tussen deze ondernemingen en de Staten.

**Art. 158**

Bij de bepaling, de berekening en in de wijzen van betaling van de toelagen bedoeld in artikel 3, § 2, 4°, van deze wet zal rekening worden gehouden met de financiële verplichtingen van de Staat, die voortvloeien uit artikel 76 van de wet van 5 augustus 1978 houdende economische en budgettaire hervormingen, uit artikel 217 van de wet van 8 augustus 1980 betreffende de begrotingsvoorstellen 1979-1980, uit de wet van 15 januari 1981 waarbij de N.M.B.S. ertoe gemachtigd wordt leningen uit te geven tot beloop van 1 500 000 000 frank tot dekking van de uitgaven voor de vervanging van rollend materieel en sporen, uit artikel 166 van de programmawet van 30 december 1988 en uit artikel 65 van de programmawet van 6 juli 1989.

**HOOFDSTUK III****Autonomie****Art. 159**

De onroerende goederen die de N.M.B.S. heeft verworven of waarvan de Staat haar het genot of de volle eigendom heeft overgedragen, mogen niet worden onteigend.

**TEXTE SOUMIS A LA COMMISSION**

Toutefois, sur proposition du Ministre qui a les Chemins de fer dans ses attributions, et après avis du Conseil d'administration de la Société, le Roi peut autoriser l'expropriation d'un bien immeuble qui ne serait plus nécessaire à l'exploitation.

Le produit de la réalisation de tout bien immeuble revient à la Société.

**Art. 160**

Sans préjudice des dispositions de l'article 26, le plan d'entreprise de la S.N.C.B. contient la description des conditions générales d'exploitation du transport international de voyageurs par train.

**Art. 161**

Sans préjudice des dispositions des §§ 1<sup>er</sup>, 2 et 6 de l'article 13, le transport international de voyageurs par train ne peut être confié ou cédé en tout ou en partie à un tiers qu'aux conditions suivantes :

1° l'autorisation préalable doit en être donnée par le Roi, le cas échéant, aux conditions spéciales qu'il détermine, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres;

2° la S.N.C.B. doit en tout temps détenir plus de 50% du capital, des voix et des mandats dans les organes de gestion de la filiale.

La représentation de la S.N.C.B. dans les organes de la filiale comprend autant de membres d'expression française que d'expression néerlandaise.

Toute cession d'actions représentatives du capital suite à laquelle la participation de la S.N.C.B. visée à l'alinéa premier n'excèderait plus 50% est nulle de plein droit à défaut de porter cette participation au-delà de 50% dans un délai de trois mois de ladite cession par une augmentation de capital entièrement ou partiellement souscrite par la S.N.C.B.

Les conditions fixées au 2° du présent article ne sont pas applicables aux projets de coopération internationale dont le champ d'application excède le territoire du Royaume.

**TEKST VOORGELEGD AAN DE COMMISSIE**

Op de voordracht van de Minister tot wiens bevoegdheid de Spoorwegen behoren en na advies van de Raad van bestuur van de Maatschappij, mag de Koning echter de onteigening toestaan van een onroerend goed dat niet langer voor de exploitatie nodig is.

De opbrengst van alle onroerende vervreemdingen komt toe aan de Maatschappij.

**Art. 160**

Onverminderd de bepalingen van artikel 26, bevat het ondernemingsplan van de N.M.B.S. de beschrijving van de algemene exploitatievoorwaarden van het internationaal vervoer van reizigers per spoor.

**Art. 161**

Onverminderd de bepalingen van de §§ 1, 2 en 6 van artikel 13, kan het internationaal vervoer van reizigers per spoor noch geheel, noch gedeeltelijk toevertrouwd of afgestaan worden aan derden dan onder de volgende voorwaarden :

1° de voorafgaandijke toelating hiertoe moet gegeven worden door de Koning, in voorkomend geval onder de bijzondere voorwaarden die Hij bepaalt, bij in Ministerraad overlegd besluit;

2° de N.M.B.S. moet te allen tijde meer dan 50% van het kapitaal, van het stemrecht en van de mandaten in de bestuursorganen van het filiaal behouden.

De vertegenwoordiging van de N.M.B.S. in de organen van het filiaal telt evenveel Nederlands- als Franstaligen.

Elke overdracht van aandelen die het kapitaal vertegenwoordigen, waardoor het belang van de N.M.B.S. bedoeld in het eerste lid niet langer meer dan 50% bedraagt, is van rechtswege nietig indien, binnen een termijn van drie maanden na de overdracht, het belang van de N.M.B.S. door middel van een kapitaalsverhoging geheel of gedeeltelijk geplaatst bij de N.M.B.S., niet boven de 50% wordt gebracht.

De voorwaarden bepaald onder 2° van dit artikel zijn niet van toepassing op projecten van internationale samenwerking, waarvan het toepassingsgebied het grondgebied van het Rijk overschrijden.

**TEXTE ADOpte PAR LA COMMISSION**

Toutefois, sur proposition du Ministre qui a les Chemins de fer dans ses attributions, et après avis du Conseil d'administration de la Société, le Roi peut autoriser l'expropriation d'un bien immeuble qui ne serait plus nécessaire à l'exploitation.

Le produit de la réalisation de tout bien immeuble revient à la Société.

**Art. 160**

Sans préjudice des dispositions de l'article 26, le plan d'entreprise de la S.N.C.B. contient la description des conditions générales d'exploitation du transport international de voyageurs par train.

**Art. 161**

Sans préjudice des dispositions des §§ 1<sup>er</sup>, 2 et 6 de l'article 13, le transport international de voyageurs par train ne peut être confié ou cédé en tout ou en partie à un tiers qu'aux conditions suivantes :

1° l'autorisation préalable doit en être donnée par le Roi, le cas échéant, aux conditions spéciales qu'il détermine, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres;

2° la S.N.C.B. doit en tout temps détenir plus de 50% du capital, des voix et des mandats dans les organes de gestion de la filiale.

La représentation de la S.N.C.B. dans les organes de la filiale comprend autant de membres d'expression française que d'expression néerlandaise.

Toute cession d'actions représentatives du capital suite à laquelle la participation de la S.N.C.B., visée à l'alinéa premier, n'excèderait plus 50%, est nulle de plein droit à défaut de porter cette participation au-delà de 50% dans un délai de trois mois de ladite cession par une augmentation de capital entièrement ou partiellement souscrite par la S.N.C.B.

Les conditions fixées au 2° du présent article ne sont pas applicables aux projets de coopération internationale dont le champ d'application excède le territoire du Royaume.

**TEKST AANGENOMEN DOOR DE COMMISSIE**

Op de voordracht van de Minister tot wiens bevoegdheid de Spoorwegen behoren en na advies van de Raad van bestuur van de Maatschappij, mag de Koning echter de onteigening toestaan van een onroerend goed dat niet langer voor de exploitatie nodig is.

De opbrengst van alle onroerende vervreemdingen komt toe aan de Maatschappij.

**Art. 160**

Onverminderd de bepalingen van artikel 26, bevat het ondernemingsplan van de N.M.B.S. de beschrijving van de algemene exploitatievoorraarden van het internationaal vervoer van reizigers per spoor.

**Art. 161**

Onverminderd de bepalingen van de §§ 1, 2 en 6 van artikel 13, kan het internationaal vervoer van reizigers per spoor noch geheel, noch gedeeltelijk toevertrouwd of afgestaan worden aan derden dan onder de volgende voorwaarden :

1° de voorafgaandelijke toelating hieraan moet gegeven worden door de Koning, in voorkomend geval onder de bijzondere voorwaarden die Hij bepaalt, bij een in Ministerraad overlegd besluit;

2° de N.M.B.S. moet te allen tijde meer dan 50% van het kapitaal, van het stemrecht en van de mandaten in de bestuursorganen van het filiaal behouden.

De vertegenwoordiging van de N.M.B.S. in de organen van het filiaal telt evenveel Nederlands- als Franstaligen.

Elke overdracht van aandelen die het kapitaal vertegenwoordigen, waardoor het belang van de N.M.B.S. bedoeld in het eerste lid niet langer meer dan 50% bedraagt, is van rechtswege nietig indien, binnen een termijn van drie maanden na de overdracht, het belang van de N.M.B.S. door middel van een kapitaalsverhoging geheel of gedeeltelijk geplaatst bij de N.M.B.S., niet boven de 50% wordt gebracht.

De voorwaarden bepaald onder 2° van dit artikel zijn niet van toepassing op projecten van internationale samenwerking, waarvan het toepassingsgebied het grondgebied van het Rijk overschrijdt.

**TEXTE SOUMIS A LA COMMISSION****CHAPITRE IV****Administration****Art. 162**

Le comité restreint de la S.N.C.B., institué par l'article 5 de la loi du 23 juillet 1926 créant la S.N.C.B., est composé :

- 1° du président du conseil d'administration;
- 2° de deux administrateurs ordinaires désignés par le Roi sur proposition du conseil d'administration; ils portent le titre de vice-président;
- 3° de l'administrateur délégué;
- 4° de deux administrateurs-directeurs désignés par le Roi, sur proposition de l'administrateur-délégué et après avis du Conseil d'administration; ils portent le titre de directeur général et directeur général adjoint.

Les administrateurs nommés sur proposition du personnel assistent avec voix consultative aux réunions du comité restreint.

Le comité restreint est présidé par l'administrateur délégué.

**CHAPITRE V****Personnel****Art. 163**

A l'alinéa 6 de l'article 13, inséré dans la loi du 26 juillet 1926 créant la Société nationale des chemins de fer belges par l'article 1<sup>er</sup> de la loi du 21 avril 1965, les mots « par le Ministre ayant les chemins de fer dans ses attributions ou par son délégué » sont remplacés par les mots « par le Président du Conseil d'administration ».

**CHAPITRE VI****Dispositions transitoires et modifications****Art. 164**

Sont abrogés :

1° l'arrêté royal n° 174 du 30 décembre 1982 instaurant l'adaptation annuelle des tarifs pour le transport des voyageurs appliqués par les sociétés de transports en commun en ce qui concerne la S.N.C.B., de même

**TEKST VOORGELEEGD AAN DE COMMISSIE****HOOFDSTUK IV****Beheer****Art. 162**

Het beperkt comité van de N.M.B.S., dat werd opgericht bij artikel 5 van de wet van 23 juli 1926 tot oprichting van de N.M.B.S., is samengesteld uit:

- 1° de voorzitter van de raad van bestuur;
- 2° twee gewone bestuurders aangeduid door de Koning op de voordracht van de raad van bestuur; zij voeren de titel van ondervoorzitter;
- 3° de gedelegeerd bestuurder;
- 4° de twee bestuurders-directeurs, aangeduid door de Koning, op de voordracht van de gedelegeerd bestuurder, na advies van de Raad van bestuur; zij voeren de titel van directeur-generaal en adjunct-directeur-generaal.

De bestuurders, die benoemd zijn op de voordracht van het personeel, wonen met raadgevende stem de vergadering van het beperkt comité bij.

Het beperkt comité wordt voorgezeten door de gedelegeerd bestuurder.

**HOOFDSTUK V****Personneel****Art. 163**

In artikel 13, 6<sup>de</sup> lid, ingevoegd in de wet van 26 juli 1926 tot oprichting van de Nationale Maatschappij der Belgische spoorwegen bij artikel 1 van de wet van 21 april 1965, worden de woorden « door de Minister tot wiens bevoegdheid de Spoorwegen behoren of door zijn gemachtigde » vervangen door de woorden « door de Voorzitter van de Raad van bestuur ».

**HOOFDSTUK VI****Overgangsbepalingen en wijzigingen****Art. 164**

Worden opgeheven :

1° het koninklijk besluit n° 174 van 30 december 1982 houdende invoering van een jaarlijkse aanpassing van de tarieven toegepast door de maatschappijen voor gemeenschappelijk vervoer wat de N.M.B.S.

**TEXTE ADOpte PAR LA COMMISSION****TEKST AANGENOMEN DOOR DE COMMISSIE****CHAPITRE IV****Administration****Art. 162**

Le comité restreint de la S.N.C.B., institué par l'article 5 de la loi du 23 juillet 1926 créant la S.N.C.B., est composé :

- 1° du président du conseil d'administration;
- 2° de deux administrateurs ordinaires désignés par le Roi sur proposition du conseil d'administration; ils portent le titre de vice-président;
- 3° de l'administrateur délégué;
- 4° de deux administrateurs-directeurs désignés par le Roi, sur proposition de l'administrateur-délégué et après avis du Conseil d'administration; ils portent le titre de directeur général et directeur général adjoint.

Les administrateurs nommés sur proposition du personnel assistent avec voix consultative aux réunions du comité restreint.

Le comité restreint est présidé par l'administrateur délégué.

**CHAPITRE V****Personnel****Art. 163**

A l'alinéa 6 de l'article 13, inséré dans la loi du 26 juillet 1926 créant la Société nationale des chemins de fer belges par la loi du 21 avril 1965, les mots « par le Ministre ayant les chemins de fer dans ses attributions ou par son délégué » sont remplacés par les mots « par le Président du Conseil d'administration ».

**CHAPITRE VI****Dispositions transitoires et modifications****Art. 164**

Sont abrogés :

1° l'arrêté royal n° 174 du 30 décembre 1982 instaurant l'adaptation annuelle des tarifs pour le transport des voyageurs appliqués par les sociétés de transports en commun en ce qui concerne la S.N.C.B., de même

**HOOFDSTUK IV****Beheer****Art. 162**

Het beperkt comité van de N.M.B.S., dat werd opgericht bij artikel 5 van de wet van 23 juli 1926 tot oprichting van de N.M.B.S., is samengesteld uit:

- 1° de voorzitter van de raad van bestuur;
- 2° twee gewone bestuurders aangeduid door de Koning op de voordracht van de raad van bestuur; zij voeren de titel van ondervoorzitter;
- 3° de gedelegeerd bestuurder;
- 4° twee bestuurders-directeurs, aangeduid door de Koning, op de voordracht van de gedelegeerd bestuurder, na advies van de Raad van bestuur; zij voeren de titel van directeur-generaal en adjunct-directeur-generaal.

De bestuurders, die benoemd zijn op de voordracht van het personeel, wonen met raadgevende stem de vergadering van het beperkt comité bij.

Het beperkt comité wordt voorgezeten door de gedelegeerd bestuurder.

**HOOFDSTUK V****Personeel****Art. 163**

In het zesde lid van artikel 13 ingevoegd in de wet van 26 juli 1926 tot oprichting van de Nationale Maatschappij der Belgische spoorwegen bij de wet van 21 april 1965, worden de woorden « door de Minister tot wiens bevoegdheid de Spoorwegen behoren of door zijn gemachtigde » vervangen door de woorden « door de Voorzitter van de Raad van bestuur ».

**HOOFDSTUK VI****Overgangsbepalingen en wijzigingen****Art. 164**

Worden opgeheven :

1° het koninklijk besluit nr 174 van 30 december 1982 houdende invoering van een jaarlijkse aanpassing van de tarieven toegepast door de maatschappijen voor gemeenschappelijk vervoer wat de N.M.B.S.

**TEXTE SOUMIS A LA COMMISSION**

que l'arrêté royal n° 238 du 31 décembre 1983 modifiant la loi du 23 juillet 1926 créant la Société nationale des chemins de fer belges et l'arrêté royal n° 174 du 30 décembre 1982 instaurant l'adaptation annuelle des tarifs pour le transport de voyageurs appliqués par les sociétés de transports en commun ;

2° l'article 1<sup>er</sup> *ter* de la loi du 23 juillet 1926 créant la Société nationale des chemins de fer belges.

**Art. 165**

A la loi du 25 août 1891 portant révision du code de commerce concernant le contrat de transport, modifiée par la loi du 3 juillet 1964, sont apportées les modifications suivantes :

1° l'article 11 est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 11. — La Société nationale des chemins de fer belges est tenue d'effectuer tout transport de personnes en service intérieur compatible avec les moyens de transports normaux permettant de satisfaire aux besoins réguliers du trafic, dans les conditions prévues au contrat de gestion »;

2° l'article 13 est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 13. — Les tarifs applicables aux transports de personnes en service intérieur sont publiés au *Moniteur belge* par voie d'avis »;

3° entre les articles 33 et 34, l'intitulé « §4 - De la responsabilité » est supprimé ;

4° l'article 34 est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 34. — La responsabilité du transporteur ferroviaire en transport intérieur de marchandises est soumise aux dispositions reprises dans le Titre IV des Règles uniformes concernant le contrat de transport international ferroviaire des marchandises (C.I.M.) de l'appendice B à la « Convention relative aux transports internationaux ferroviaires » approuvée par la loi du 25 avril 1983 »;

5° les mots « l'administration » sont remplacés par les mots « le transporteur ferroviaire » dans les articles 17, 18, alinéa 2, 21, alinéas 1<sup>er</sup>, 2 et 4, 27, et 33, alinéa 3 ;

6° les articles 12, 14 et 15, 22 à 26, 29 à 32, et 35 à 46 sont abrogés.

**TEKST VOORGELEGD AAN DE COMMISSIE**

betreft, evenals het koninklijk besluit n° 238 van 31 december 1983 tot wijziging van de wet van 23 juli 1926 houdende oprichting van de Nationale Maatschappij der Belgische spoorwegen, en het koninklijk besluit n° 174 van 30 december 1982 houdende invoering van een jaarlijkse aanpassing van de tarieven toegepast door de maatschappijen voor gemeenschappelijk vervoer;

2° artikel 1<sup>er</sup> *ter* van de wet van 23 juli 1926 houdende oprichting van de Nationale Maatschappij der Belgische spoorwegen.

**Art. 165**

In de wet van 25 augustus 1891 houdende herziening van het Wetboek van Koophandel betreffende de vervoerovereenkomsten, gewijzigd bij de wet van 3 juli 1964, worden volgende wijzigingen aangebracht :

1° artikel 11 wordt vervangen door volgende bepaling :

« Art. 11. — De Nationale Maatschappij der Belgische spoorwegen moet in binnenlandse dienst alle vervoer van personen verrichten dat kan geschieden met de normale vervoermiddelen waarmee aan de regelmatige behoeften van het verkeer kan worden voldaan, onder de voorwaarden bepaald in het beheerscontract »;

2° artikel 13 wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 13. — De tarieven die van toepassing zijn op het personenvervoer in binnenlandse dienst worden met berichten in het *Belgisch Staatsblad* bekend gemaakt »;

3° tussen de artikelen 33 en 34, wordt titel « § 4 - Van de verantwoordelijkheid » afgeschaft ;

4° artikel 34 wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 34. — Voor het binnenlands vervoer van goederen is de aansprakelijkheid van de spoorwegvervoerder onderworpen aan de bepalingen van titel IV van de uniforme regelen betreffende de overeenkomst van internationaal spoorwegvervoer van goederen (C.I.M.) van appendix B aan het « Verdrag betreffende het internationale spoorwegvervoer », goedgekeurd door de wet van 25 april 1983 »;

5° de woorden « het beheer » worden vervangen door de woorden « de spoorwegvervoerder » in de artikelen 17, 18, 2<sup>de</sup> lid, 21, ledens 1, 2 en 4, 27, en 33, 3<sup>de</sup> lid;

6° de artikelen 12, 14 en 15, 22 tot 26, 29 tot 32 en 35 tot 46 worden opgeheven.

**TEXTE ADOpte PAR LA COMMISSION**

que l'arrêté royal n° 238 du 31 décembre 1983 modifiant la loi du 23 juillet 1926 créant la Société nationale des chemins de fer belges et l'arrêté royal n° 174 du 30 décembre 1982 instaurant l'adaptation annuelle des tarifs pour le transport de voyageurs appliqués par les sociétés de transports en commun ;

2° l'article 1<sup>er</sup> *ter* de la loi du 23 juillet 1926 créant la Société nationale des chemins de fer belges.

**Art. 165**

A la loi du 25 août 1891 portant révision du code de commerce concernant le contrat de transport, modifiée par la loi du 3 juillet 1964, sont apportées les modifications suivantes :

1° l'article 11 est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 11. — La Société nationale des chemins de fer belges est tenue d'effectuer tout transport de personnes en service intérieur compatible avec les moyens de transports normaux permettant de satisfaire aux besoins réguliers du trafic, dans les conditions prévues au contrat de gestion »;

2° l'article 13 est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 13. — Les tarifs applicables aux transports de personnes en service intérieur sont publiés au *Moniteur belge* par voie d'avis »;

3° entre les articles 33 et 34, l'intitulé « §4 - De la responsabilité » est supprimé ;

4° l'article 34 est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 34. — La responsabilité du transporteur ferroviaire en transport intérieur de marchandises est soumise aux dispositions reprises dans le Titre IV des Règles uniformes concernant le contrat de transport international ferroviaire des marchandises (C.I.M.) de l'appendice B à la « Convention relative aux transports internationaux ferroviaires » approuvée par la loi du 25 avril 1983 » ;

5° dans les articles 17, 18, alinéa 2, 21, alinéas 1<sup>er</sup>, 2 et 4, 27, et 33, alinéa 3, les mots « l'administration » sont remplacés par les mots « le transporteur ferroviaire »;

6° les articles 12, 14 et 15, 22 à 26, 29 à 32, et 35 à 46 sont abrogés.

**TEKST AANGENOMEN DOOR DE COMMISSIE**

betreft, evenals het koninklijk besluit n° 238 van 31 december 1983 tot wijziging van de wet van 23 juli 1926 houdende oprichting van de Nationale Maatschappij der Belgische spoorwegen, en het koninklijk besluit n° 174 van 30 december 1982 houdende invoering van een jaarlijkse aanpassing van de tarieven toegepast door de maatschappijen voor gemeenschappelijk vervoer;

2° artikel 1<sup>er</sup> *ter* van de wet van 23 juli 1926 houdende oprichting van de Nationale Maatschappij der Belgische spoorwegen.

**Art. 165**

In de wet van 25 augustus 1891 houdende herziening van het Wetboek van Koophandel betreffende de vervoerovereenkomsten, gewijzigd bij de wet van 3 juli 1964, worden volgende wijzigingen aangebracht :

1° artikel 11 wordt vervangen door volgende bepaling :

« Art. 11. — De Nationale Maatschappij der Belgische spoorwegen moet in binnenlandse dienst alle vervoer van personen verrichten dat kan geschieden met de normale vervoermiddelen waarmee aan de regelmatige behoeften van het verkeer kan worden voldaan, onder de voorwaarden bepaald in het beheerscontract »;

2° artikel 13 wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 13. — De tarieven, die van toepassing zijn op het personenvervoer in binnenlandse dienst worden met berichten in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt »;

3° tussen de artikelen 33 en 34, wordt het opschrift « § 4 - Van de verantwoordelijkheid » weggelaten;

4° artikel 34 wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 34. — Voor het binnenlands vervoer van goederen is de aansprakelijkheid van de spoorwegvervoerder onderworpen aan de bepalingen van titel IV van de uniforme regelen betreffende de overeenkomst van internationaal spoorwegvervoer van goederen (C.I.M.) van appendix B aan het « Verdrag betreffende het internationale spoorwegvervoer », goedgekeurd door de wet van 25 april 1983 »;

5° in de artikelen 17, 18, 2<sup>de</sup> lid, 21, ledens 1, 2 en 4, 27, en 33, 3<sup>de</sup> lid, worden de woorden « het beheer » vervangen door de woorden « de spoorwegvervoerder »;

6° de artikelen 12, 14 en 15, 22 tot 26, 29 tot 32 en 35 tot 46 worden opgeheven.

**TEXTE SOUMIS A LA COMMISSION****Art. 166**

Dans la loi du 25 juillet 1891 révisant la loi du 15 avril 1843 sur la police des chemins de fer, sont apportées les modifications suivantes :

1° l'article 2, alinéa 2, est remplacé par la disposition suivante :

« En aucun cas, les arbres ne peuvent être plantés, sans autorisation écrite de la S.N.C.B., à moins de 6 mètres du franc-bord du chemin de fer »;

2° à l'article 3, alinéas 1<sup>er</sup>, 3 et 4, les mots « sans autorisation du Gouvernement » sont remplacés par les mots « sans autorisation écrite de la S.N.C.B. »;

3° à l'article 4, les mots « le Gouvernement » sont remplacés par les mots « la S.N.C.B. »;

4° l'article 5 est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 5. — Sans autorisation écrite de la S.N.C.B., il est défendu d'exécuter des fouilles, déblais ou excavations quelconques, même à titre provisoire, d'ouvrir ou d'exploiter des minières, tourbières, carrières, sablières, phosphatières, soit à ciel ouvert, soit souterraines, ou d'effectuer des travaux de recherches de mines, le long du chemin de fer, dans la distance de 20 mètres du franc-bord »;

5° à l'article 6, alinéa 3, les modifications suivantes sont apportées :

a) les mots « autorisation du Gouvernement » sont remplacés par les mots « autorisation écrite de la S.N.C.B. »;

b) les mots « par le feu des locomotives » sont remplacés par les mots « du fait de l'exploitation du chemin de fer »;

6° à l'article 7, l'alinéa 3 est remplacé par la disposition suivante :

« A l'expiration du délai fixé par le jugement, la S.N.C.B. peut faire procéder d'office à la suppression des ouvrages illicites, aux frais du délinquant »;

7° à l'article 8, les mots « le Gouvernement » sont remplacés par les mots « la S.N.C.B. ».

**Art. 167**

Dans l'article 1<sup>er</sup>, alinéa 2, de la loi du 23 juillet 1926 créant la Société nationale des chemins de fer belges, le mot « Gouvernement » est remplacé par le mot « Roi ».

L'alinéa 3 du même article est abrogé.

**Art. 168**

§ 1<sup>er</sup>. Les articles 5, 7, 7bis, 7ter, 7quater et 7quinquies de la loi du 26 juillet 1926 cessent leurs

**TEKST VOORGELEGD AAN DE COMMISSIE****Art. 166**

De wet van 25 juli 1891 tot herziening van de wet van 15 april 1843 op de politie der spoorwegen, wordt gewijzigd als volgt :

1° Artikel 2, 2<sup>de</sup> lid, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« In geen geval mogen de bomen zonder schriftelijke toestemming van de N.M.B.S. op minder dan 6 meter van de vrije rand van de spoorweg worden geplant »;

2° in artikel 3, leden 1, 3 en 4, worden de woorden « zonder machtiging van de Regering » vervangen door de woorden « zonder schriftelijke toestemming van de N.M.B.S. »;

3° in artikel 4, worden de woorden « de Regering » vervangen door de woorden « de N.M.B.S. »;

4° artikel 5 wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 5. — Zonder schriftelijke toestemming van de N.M.B.S., is het verboden langs de spoorweg binnen een afstand van 20 meter van de vrije rand, zelfs voorlopig, opgravingen, uitgravingen of uithollingen te verrichten, mijnen, venen, steengroeven, zandputten of fosfaatmijnen, in open lucht of ondergronds, te openen of werken tot het opsporen van mijnen uit te voeren »;

5° in artikel 6, 3<sup>de</sup> lid, worden volgende wijzigingen aangebracht :

a) de woorden « zonder machtiging van de Regering » worden vervangen door de woorden « schriftelijke toestemming van de N.M.B.S. »;

b) de woorden « door het vuur van de locomotieven » worden vervangen door de woorden « door de exploitatie zelf van de spoorweg »;

6° in artikel 7, wordt het 3<sup>de</sup> lid vervangen door de volgende bepaling :

« Bij het vervallen van de termijn, bepaald bij het vonnis, mag de N.M.B.S. de onwettig bestaande werken van ambtswege doen wegruimen op de kosten van de overtreder »;

7° in artikel 8, worden de woorden « de Regering » vervangen door de woorden « de N.M.B.S. ».

**Art. 167**

In artikel 1, tweede lid, van de wet van 23 juli 1926 houdende oprichting van de Nationale Maatschappij der Belgische spoorwegen wordt het woord « Regering » vervangen door het woord « Koning ».

Lid 3 van hetzelfde artikel wordt opgeheven.

**Art. 168**

§ 1. De artikelen 5, 7, 7bis, 7ter, 7quater en 7quinquies van de wet van 26 juli 1926 houden op van

**TEXTE ADOpte PAR LA COMMISSION****Art. 166**

Dans la loi du 25 juillet 1891 révisant la loi du 15 avril 1843 sur la police des chemins de fer, sont apportées les modifications suivantes :

1° l'article 2, alinéa 2, est remplacé par la disposition suivante :

« En aucun cas, les arbres ne peuvent être plantés, sans autorisation écrite de la S.N.C.B., à moins de 6 mètres du franc-bord du chemin de fer »;

2° à l'article 3, alinéas 1<sup>er</sup>, 3 et 4, les mots « sans autorisation du Gouvernement » sont remplacés par les mots « sans autorisation écrite de la S.N.C.B. »;

3° à l'article 4, les mots « le Gouvernement » sont remplacés par les mots « la S.N.C.B. »;

4° l'article 5 est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 5. — Sans autorisation écrite de la S.N.C.B., il est défendu d'exécuter des fouilles, déblais ou excavations quelconques, même à titre provisoire, d'ouvrir ou d'exploiter des minières, tourbières, carrières, sablières, phosphatières, soit à ciel ouvert, soit souterraines, ou d'effectuer des travaux de recherches de mines, le long du chemin de fer, dans la distance de 20 mètres du franc-bord »;

5° à l'article 6, alinéa 3, les modifications suivantes sont apportées :

a) les mots « autorisation du Gouvernement » sont remplacés par les mots « autorisation écrite de la S.N.C.B. »;

b) les mots « par le feu des locomotives » sont remplacés par les mots « du fait de l'exploitation du chemin de fer »;

6° à l'article 7, l'alinéa 3 est remplacé par la disposition suivante :

« A l'expiration du délai fixé par le jugement, la S.N.C.B. peut faire procéder d'office à la suppression des ouvrages illicites, aux frais du délinquant »;

7° à l'article 8, les mots « le Gouvernement » sont remplacés par les mots « la S.N.C.B. ».

**Art. 167**

§ 1<sup>er</sup>. Dans l'article 1<sup>er</sup>, alinéa 2, de la loi du 23 juillet 1926 créant la Société nationale des chemins de fer belges, le mot « Gouvernement » est remplacé par le mot « Roi ».

§ 2. L'alinéa 3 du même article est abrogé.

**Art. 168**

§ 1<sup>er</sup>. Les articles 5, 7, 7bis, 7ter, 7quater et 7quinquies de la loi du 26 juillet 1926 cessent leurs

**TEKST AANGENOMEN DOOR DE COMMISSIE****Art. 166**

De wet van 25 juli 1891 tot herziening van de wet van 15 april 1843 op de politie der spoorwegen, wordt gewijzigd als volgt :

1° artikel 2, 2<sup>de</sup> lid, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« In geen geval mogen de bomen zonder schriftelijke toestemming van de N.M.B.S. op minder dan 6 meter van de vrije rand van de spoorweg worden geplant »;

2° in artikel 3, ledens 1, 3 en 4, worden de woorden « zonder machtiging van de Regering » vervangen door de woorden « zonder schriftelijke toestemming van de N.M.B.S. »;

3° in artikel 4, worden de woorden « de Regering » vervangen door de woorden « de N.M.B.S. »;

4° artikel 5 wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 5. — Zonder schriftelijke toestemming van de N.M.B.S., is het verboden langs de spoorweg binnen een afstand van 20 meter van de vrije rand, zelfs voorlopig, opgravingen, uitgravingen of uithollingen te verrichten, mijnen, venen, steengroeven, zandputten of fosfaatmijnen, in open lucht of ondergronds, te openen of werken tot het opsporen van mijnen uit te voeren »;

5° in artikel 6, 3<sup>de</sup> lid, worden volgende wijzigingen aangebracht :

a) de woorden « machtiging van de Regering » worden vervangen door de woorden « schriftelijke toestemming van de N.M.B.S. »;

b) de woorden « door het vuur van de locomotieven » worden vervangen door de woorden « door de exploitatie zelf van de spoorweg »;

6° in artikel 7, wordt het 3<sup>de</sup> lid vervangen door de volgende bepaling :

« Bij het vervallen van de termijn, bepaald bij het vonnis, mag de N.M.B.S. de onwettig bestaande werken van ambtswege doen wegruimen op de kosten van de overtredener »;

7° in artikel 8, worden de woorden « de Regering » vervangen door de woorden « de N.M.B.S. ».

**Art. 167**

§ 1. In artikel 1, tweede lid, van de wet van 23 juli 1926 houdende oprichting van de Nationale Maatschappij der Belgische spoorwegen wordt het woord « Regering » vervangen door het woord « Koning ».

§ 2. Lid 3 van hetzelfde artikel wordt opgeheven.

**Art. 168**

§ 1. De artikelen 5, 7, 7bis, 7ter, 7quater en 7quinquies van de wet van 26 juli 1926 houden op van

**TEXTE SOUMIS A LA COMMISSION**

effets à la date des nominations visées à l'article 48 de la présente loi.

§ 2. L'article 162 de la présente loi entre en vigueur à la date des nominations visées à l'article 48.

§ 3. Les autres dispositions du Titre V entrent en vigueur à la date de l'arrêté portant approbation du premier contrat de gestion de la Société nationale des chemins de fer belges, conformément au Titre 1<sup>er</sup> de la présente loi.

**TITRE VI***Réforme de la Régie des voies Aériennes***CHAPITRE I<sup>er</sup>****Dénomination****Art. 169**

Les mots « Régie des voies aériennes », « R.V.A. » et « Régie » lorsque l'on vise la Régie des voies aériennes, sont remplacés par les mots « Société nationale des voies aériennes (S.N.V.A.) » dans tous les lois et règlements.

**CHAPITRE II****Objet social****Art. 170****La S.N.V.A. a pour objet :**

1<sup>o</sup> la construction, l'aménagement, l'entretien et l'exploitation de l'aéroport de Bruxelles-National, son infrastructure et ses dépendances;

2<sup>o</sup> d'assurer la sécurité de la navigation aérienne civile dans l'espace aérien, pour lequel l'Etat belge a assumé la responsabilité suite au Traité de l'Aviation civile internationale du 7 décembre 1944, approuvé par la loi du 30 avril 1947, notamment l'annexe 2, ou pour lequel des accords internationaux ont été conclus;

3<sup>o</sup> la prise de participation dans des organismes ou sociétés publics ou privés, existants ou à créer, belges, étrangers ou internationaux, qui peuvent contribuer directement ou indirectement à la réalisation de son objet.

**TEKST VOORGELEGD AAN DE COMMISSIE**

kracht te zijn op de datum van de benoemingen bedoeld bij artikel 48 van deze wet.

§ 2. Artikel 162 van deze wet treedt in werking op de datum van de benoemingen bedoeld in artikel 48.

§ 3. De andere bepalingen van Titel V treden in werking op de datum van het besluit houdende goedkeuring van het eerste beheerscontract van de Nationale Maatschappij der Belgische spoorwegen overeenkomstig Titel I van deze wet.

**TITEL VI***Hervorming van de Regie der luchtwegen***HOOFDSTUK I****Benaming****Art. 169**

De woorden « Regie der Luchtwegen », « R.L.W. » en « Regie » wanneer hiermee de Regie der luchtwegen bedoeld wordt, worden vervangen door de woorden « Nationale Maatschappij der luchtwegen (N.M.L.W.) » in alle wetten en reglementen.

**HOOFDSTUK II****Doel****Art. 170****De N.M.L.W. heeft tot doel :**

1<sup>o</sup> het bouwen, het inrichten, het onderhouden en het exploiteren van de luchthaven Brussel-Nationaal, haar infrastructuur en haar aanhorigheden;

2<sup>o</sup> het verzekeren van de veiligheid van de burgerluchtvaart in het luchtruim waarvoor de Belgische Staat verantwoordelijkheid opgenomen heeft ingevolge het Verdrag inzake de Internationale Burgerlijke luchtvaart van 7 december 1944, goedgekeurd bij wet van 30 april 1947, inzonderheid bijlage 2, of waarvoor internationale akkoorden afgesloten werden.

3<sup>o</sup> de deelneming in reeds bestaande of nog op te richten openbare of private, Belgische, buitenlandse of internationale instellingen, die rechtstreeks of onrechtstreeks kunnen bijdragen tot de verwesenlijking van haar doel.

**TEXTE ADOPTÉ PAR LA COMMISSION**

effets à la date des nominations visées à l'article 48 de la présente loi.

§ 2. L'article 162 de la présente loi entre en vigueur à la date des nominations visées à l'article 48.

§ 3. Les autres dispositions du Titre V entrent en vigueur à la date de l'arrêté portant approbation du premier contrat de gestion de la Société nationale des chemins de fer belges, conformément au Titre 1<sup>er</sup> de la présente loi.

**TITRE VI***Réforme de la Régie des voies Aériennes***CHAPITRE I<sup>er</sup>****Dénomination****Art. 169**

Les mots « Régie des voies aériennes », « R.V.A. » et « Régie » lorsque l'on vise la Régie des voies aériennes, sont remplacés par les mots « Société nationale des voies aériennes (S.N.V.A.) » dans toutes les lois et règlements.

**CHAPITRE II****Objet social****Art. 170**

La S.N.V.A. a pour objet :

1<sup>o</sup> la construction, l'aménagement, l'entretien et l'exploitation de l'aéroport de Bruxelles-National, son infrastructure et de ses dépendances;

2<sup>o</sup> d'assurer la sécurité de la navigation aérienne civile dans l'espace aérien, pour lequel l'Etat belge a assumé la responsabilité suite au Traité de l'Aviation civile internationale du 7 décembre 1944, approuvé par la loi du 30 avril 1947, notamment l'annexe 2, ou pour lequel des accords internationaux ont été conclus;

3<sup>o</sup> la prise de participation dans des organismes ou sociétés publics ou privés, existants ou à créer, belges, étrangers ou internationaux, qui peuvent contribuer directement ou indirectement à la réalisation de son objet.

**TEKST AANGENOMEN DOOR DE COMMISSIE**

kracht te zijn op de datum van de benoemingen bedoeld bij artikel 48 van deze wet.

§ 2. Artikel 162 van deze wet treedt in werking op de datum van de benoemingen bedoeld in artikel 48.

§ 3. De andere bepalingen van Titel V treden in werking op de datum van het besluit houdende goedkeuring van het eerste beheerscontract van de Nationale Maatschappij der Belgische spoorwegen overeenkomstig Titel I van deze wet.

**TITEL VI***Hervorming van de Regie der luchtwegen***HOOFDSTUK I****Benaming****Art. 169**

De woorden « Regie der Luchtwegen », « R.L.W. » en « Regie », wanneer hiermee de Regie der luchtwegen wordt bedoeld, worden vervangen door de woorden « Nationale Maatschappij der luchtwegen (N.M.L.W.) » in alle wetten en reglementen.

**HOOFDSTUK II****Doel****Art. 170**

De N.M.L.W. heeft tot doel :

1<sup>o</sup> het bouwen, het inrichten, het onderhouden en het exploiteren van de luchthaven Brussel-National, haar infrastructuur en van haar aanhorigheden;

2<sup>o</sup> het verzekeren van de veiligheid van de burgerluchtvaart in het luchtruim waarvoor de Belgische Staat verantwoordelijkheid opgenomen heeft ingevolge het Verdrag inzake de Internationale Burgerlijke luchtvaart van 7 december 1944, goedgekeurd bij wet van 30 april 1947, inzonderheid bijlage 2, of waarvoor internationale akkoorden afgesloten werden.

3<sup>o</sup> de deelneming in reeds bestaande of nog op te richten openbare of private, Belgische, buitenlandse of internationale instellingen of maatschappijen, die rechtstreeks of onrechtstreeks kunnen bijdragen tot de verwesenlijking van haar doel.

**TEXTE SOUMIS A LA COMMISSION****CHAPITRE III****Missions de service public**

Art. 171

Les missions de service public de la S.N.V.A. visées à l'article 3, § 1<sup>er</sup>, de la présente loi sont :

1° la construction, l'aménagement, l'entretien et l'exploitation de l'infrastructure nécessaire à l'atterrissement, au stationnement et au décollage des aéronefs sur l'aéroport de Bruxelles-National;

2° d'assurer la sécurité de la navigation aérienne visée à l'article 170 de la présente loi.

**CHAPITRE IV****Participation**

Art. 172

Dans toute société chargée d'assurer l'exploitation de l'aéroport de Bruxelles-National et de ses dépendances pour l'accueil des passagers, la S.N.V.A. doit détenir en tout temps au moins 25 % du capital.

**CHAPITRE V**

**Modifications à la loi du 27 juin 1937 portant révision de la loi du 16 novembre 1919 relative à la réglementation de la navigation aérienne**

Art. 173

§ 1<sup>er</sup>. Dans l'alinéa 1<sup>er</sup> de l'article 38 de la loi du 27 juin 1937, les mots « et la Société nationale des voies aériennes » sont insérés après les mots « l'administration de l'aéronautique ».

§ 2. Un article 38bis, libellé comme suit, est inséré dans la même loi :

« Art. 38bis. — La fonction d'agent de police aéronautique peut également être accordée par arrêté royal à certains agents de la S.N.V.A.

Les arrêtés royaux de délégation déterminent le lieu de séjour des agents de la police aéronautique et

**TEKST VOORGELEGD AAN DE COMMISSIE****HOOFDSTUK III****Taken van openbare dienst**

Art. 171

De in art. 3, § 1, van deze wet bedoelde opdrachten van openbare dienst van de N.M.L.W. zijn :

1° het bouwen, inrichten, onderhouden en exploiteren van de infrastructuur nodig voor het landen, stationeren en opstijgen van luchtvaartuigen op de luchthaven Brussel-Nationaal;

2° het verzekeren van de veiligheid van de burgerluchtvaart, bedoeld bij artikel 170 van onderhavige wet.

**HOOFDSTUK IV****Deelneming**

Art. 172

De N.M.L.W. dient in elke vennootschap die met het oog op de ontvangst van passagiers belast is met de exploitatie van de luchthaven Brussel-Nationaal en de aanhorigheden ervan, ten minste 25 % van het kapitaal onder zich te hebben.

**HOOFDSTUK V**

**Wijzigingen in de wet van 27 juni 1937 houdende herziening van de wet van 16 november 1919 betreffende de regeling der luchtvaart**

Art. 173

§ 1. In het eerste lid van artikel 38 van de wet van 27 juni 1937 worden tussen de woorden « het bestuur der luchtvaart » en « worden verleend » de woorden « en van de Nationale Maatschappij der luchtwegen » ingevoegd.

§ 2. In dezelfde wet wordt een artikel 38bis ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 38bis. — Ambten van agent der luchtvaartpolitie kunnen eveneens bij koninklijk besluit aan sommige personeelsleden van de N.M.L.W. worden verleend.

De koninklijke besluiten tot delegatie bepalen de verblijfplaats van de agenten der luchtvaartpolitie en

**TEXTE ADOPTE PAR LA COMMISSION****TEKST AANGENOMEN DOOR DE COMMISSIE****CHAPITRE III****Missions de service public**

Art. 171

Les missions de service public de la S.N.V.A. visées à l'article 3, § 1<sup>er</sup>, de la présente loi sont :

1° la construction, l'aménagement, l'entretien et l'exploitation de l'infrastructure nécessaire à l'atterrissement, au stationnement et au décollage des aéronefs sur l'aéroport de Bruxelles-National;

2° d'assurer la sécurité de la navigation aérienne visée à l'article 170 de la présente loi.

**CHAPITRE IV****Participation**

Art. 172

Dans toute société chargée d'assurer l'exploitation de l'aéroport de Bruxelles-National et de ses dépendances pour l'accueil des passagers, la S.N.V.A. doit détenir en tout temps au moins 25 % du capital.

**CHAPITRE V**

**Modifications à la loi du 27 juin 1937 portant révision de la loi du 16 novembre 1919 relative à la réglementation de la navigation aérienne**

Art. 173

§ 1<sup>er</sup>. Dans l'article 38, 1<sup>er</sup> alinéa, de la loi du 27 juin 1937 portant révision de la loi du 16 novembre 1919 relative à la réglementation de la navigation aérienne, les mots « et la Société nationale des voies aériennes » sont insérés après les mots « l'administration de l'aéronautique ».

§ 2. Un article 38bis, libellé comme suit, est inséré dans la même loi :

« Art. 38bis. — La fonction d'agent de police aéronautique peut également être accordée par arrêté royal à certains agents de la S.N.V.A.

Les arrêtés royaux de délégation déterminent le lieu de séjour des agents de la police aéronautique et

**HOOFDSTUK III****Taken van openbare dienst**

Art. 171

De in art. 3, § 1, van deze wet bedoelde opdrachten van openbare dienst van de N.M.L.W. zijn :

1° het bouwen, inrichten, onderhouden en exploiteren van de infrastructuur nodig voor het landen, stationeren en opstijgen van luchtvaartuigen op de luchthaven Brussel-Nationaal;

2° het verzekeren van de veiligheid van de burgerluchtvaart, bedoeld bij artikel 170 van deze wet.

**HOOFDSTUK IV****Deelneming**

Art.172

De N.M.L.W. dient in elke vennootschap die met het oog op de ontvangst van passagiers belast is met de exploitatie van de luchthaven Brussel-Nationaal en de aanhorigheden ervan, te allen tijde ten minste 25 % van het kapitaal onder zich te hebben.

**HOOFDSTUK V**

**Wijzigingen in de wet van 27 juni 1937 houdende herziening van de wet van 16 november 1919 betreffende de regeling der luchtvaart**

Art. 173

§ 1. In artikel 3, 1<sup>ste</sup> lid, 8 van de wet van 27 juni 1937 houdende herziening van de wet van 16 november 1919 betreffende de regeling van de luchtvaart worden tussen de woorden « het bestuur der luchtvaart » en « worden verleend » de woorden « en van de Nationale Maatschappij der luchtwegen » ingevoegd.

§ 2. In dezelfde wet wordt een artikel 38bis ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 38bis. — Ambten van agent der luchtvaartpolitie kunnen eveneens bij koninklijk besluit aan sommige personeelsleden van de N.M.L.W. worden verleend.

De koninklijke besluiten tot delegatie bepalen de verblijfplaats van de agenten der luchtvaartpolitie en

**TEXTE SOUMIS A LA COMMISSION**

désignent les agents qui sont sous l'autorité de chaque inspecteur. »

§ 3. A l'article 39 de la même loi, dont le texte actuel formera le § 1<sup>er</sup>, il est inséré un § 2 rédigé comme suit :

« § 2. La compétence des inspecteurs principaux et des inspecteurs de police aéronautique de la Société nationale des voies aériennes est limitée à l'aéroport de Bruxelles-National et ses dépendances. »

§ 4. Un article 40ter, libellé comme suit, est inséré dans la même loi :

« Art. 40ter. — Les compétences des agents de la police aéronautique sont limitées à la recherche et aux constatations, par procès-verbaux qui sont valables jusqu'à preuve du contraire, des infractions de police à l'intérieur de l'aéroport de Bruxelles-National et de ses dépendances et aux infractions aux lois et règlements concernant la police de la circulation routière qui peuvent éventuellement survenir dans les limites du terrain qui est soumis à leur surveillance.

Ils peuvent également constater les infractions aux lois et règlements aériens lorsque cette constatation leur est expressément déléguée par ces lois et règlements. »

**Art. 174**

A l'article 5 de la même loi, dont le texte actuel formera le § 1<sup>er</sup>, il est inséré un § 2, rédigé comme suit :

« § 2. Les dispositions du § 1<sup>er</sup> ne sont pas applicables aux tarifs et structures tarifaires fixés par la S.N.V.A. »

**CHAPITRE VI****Dispositions diverses et transitoires****Art. 175**

Le statut de la Régie des voies aériennes, annexé à l'arrêté royal du 5 octobre 1970 portant refonte du statut de la Régie des voies aériennes et modifié par l'arrêté royal du 31 mars 1981, l'arrêté royal n° 240 du 31 décembre 1983 et l'arrêté royal n° 425 du 1<sup>er</sup> août 1986 est abrogé, à l'exception des articles 12 et 20.

**Art. 176**

Le premier conseil d'administration et le premier comité de direction de la S.N.V.A., établis conformé-

**TEKST VOORGELEGD AAN DE COMMISSIE**

wijzen de agenten aan die onder het gezag van elke inspecteur staan. »

§ 3. In artikel 39 van dezelfde wet, waarvan de tegenwoordige tekst § 1 zal vormen, wordt een § 2 ingevoegd, luidend als volgt:

« § 2. De bevoegdheid van de hoofdinspecteurs en de inspecteurs van luchtvaartpolitie van de Nationale Maatschappij der luchtwegen is beperkt tot de luchthaven Brussel-Nationaal en haar aanhorigheden. »

§ 4. In dezelfde wet wordt een artikel 40ter ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 40ter. — De bevoegdheden van de agenten der luchtvaartpolitie zijn beperkt tot het opsporen en vaststellen bij processen-verbaal die gelden tot het bewijs van het tegendeel, van de politieovertredingen binnen de luchthaven Brussel-Nationaal en haar aanhorigheden en van de inbreuken op de wetten en reglementen betreffende de politie van het wegverkeer, die zij eventueel mochten opmerken binnen de grenzen van het terrein dat aan hun toezicht is onderworpen.

Zij kunnen eveneens de inbreuken op de wetten en reglementen betreffende de luchtvaart vaststellen wanneer deze vaststelling hun uitdrukkelijk door deze wetten en reglementen is opgedragen. »

**Art. 174**

In artikel 5 van dezelfde wet, waarvan de tegenwoordige tekst § 1 zal vormen, wordt een § 2 ingevoegd, luidend als volgt :

« § 2. De sub § 1 vermelde bepalingen zijn niet van toepassing op de tarieven en de tariefstructuren vastgesteld door de N.M.L.W. »

**HOOFDSTUK VI****Diverse en overgangsbepalingen****Art. 175**

Het statuut van de Regie der luchtwegen, gevoegd bij het koninklijk besluit van 5 oktober 1970 houdende omwerking van het statuut van de Regie der luchtwegen en gewijzigd bij het koninklijk besluit van 31 maart 1981, het koninklijk besluit nr 240 van 31 december 1983, en het koninklijk besluit nr 425 van 1 augustus 1986, wordt opgeheven, met uitzondering van de artikelen 12 en 20.

**Art. 176**

De eerste raad van bestuur en het eerste directiecomité van de N.M.L.W., opgericht overeenkomstig arti-

**TEXTE ADOpte PAR LA COMMISSION**

désignent les agents qui sont sous l'autorité de chaque inspecteur. »

§ 3. A l'article 39 de la même loi, dont le texte actuel formera le § 1<sup>er</sup>, il est ajouté un § 2 rédigé comme suit :

« § 2. La compétence des inspecteurs principaux et des inspecteurs de police aéronautique de la Société nationale des voies aériennes est limitée à l'aéroport de Bruxelles-National et ses dépendances. »

§ 4. Un article 40ter, libellé comme suit, est inséré dans la même loi :

« Art. 40ter. — Les compétences des agents de la police aéronautique sont limitées à la recherche et aux constatations, par procès-verbaux qui font foi jusqu'à preuve du contraire, des infractions de police à l'intérieur de l'aéroport de Bruxelles-National et de ses dépendances et aux infractions aux lois et règlements concernant la police de la circulation routière qui peuvent éventuellement survenir dans les limites du terrain qui est soumis à leur surveillance.

Ils peuvent également constater les infractions aux lois et règlements aériens lorsque cette constatation leur est expressément déléguée par ces lois et règlements. »

**Art. 174**

L'article 5 de la même loi, dont le texte actuel formera le § 1<sup>er</sup>, est complété par un § 2, rédigé comme suit :

« § 2. Les dispositions du § 1<sup>er</sup> ne sont pas applicables aux tarifs et structures tarifaires fixés par la S.N.V.A. »

**CHAPITRE VI****Dispositions diverses et transitoires****Art. 175**

Le statut de la Régie des voies aériennes, annexé à l'arrêté royal du 5 octobre 1970 portant refonte du statut de la Régie des voies aériennes et modifié par l'arrêté royal du 31 mars 1981, l'arrêté royal n° 240 du 31 décembre 1983 et l'arrêté royal n° 425 du 1<sup>er</sup> août 1986 est abrogé, à l'exception des articles 12 et 20.

**Art. 176**

Le premier conseil d'administration et le premier comité de direction de la S.N.V.A., établis conformé-

**TEKST AANGENOMEN DOOR DE COMMISSIE**

wijzen de agenten aan die onder het gezag van elke inspecteur staan. »

§ 3. Aan artikel 39 van dezelfde wet, waarvan de tegenwoordige tekst § 1 zal vormen, wordt een § 2 toegevoegd, luidend als volgt:

« § 2. De bevoegdheid van de hoofdinspecteurs en de inspecteurs van luchtvaartpolitie van de Nationale Maatschappij der luchtwegen is beperkt tot de luchthaven Brussel-Nationaal en haar aanhorigheden. »

§ 4. In dezelfde wet wordt een artikel 40ter ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 40ter. — De bevoegdheden van de agenten der luchtvaartpolitie zijn beperkt tot het opsporen en vaststellen bij processen-verbaal die bewijskracht hebben behoudens tegenbewijs, van de politieovertredingen binnen de luchthaven Brussel-Nationaal en haar aanhorigheden en van de inbreuken op de wetten en reglementen betreffende de politie van het wegverkeer, die zij eventueel mochten opmerken binnen de grenzen van het terrein dat aan hun toezicht is onderworpen.

Zij kunnen eveneens de inbreuken op de wetten en reglementen betreffende de luchtvaart vaststellen wanneer deze vaststelling hun uitdrukkelijk door deze wetten en reglementen is opgedragen. »

**Art. 174**

In artikel 5 van dezelfde wet, waarvan de huidige tekst § 1 zal vormen, wordt een § 2 toegevoegd, luidend als volgt :

« § 2. De sub § 1 vermelde bepalingen zijn niet van toepassing op de tarieven en de tariefstructuren vastgesteld door de N.M.L.W. »

**HOOFDSTUK VI****Diverse en overgangsbepalingen****Art. 175**

Het statuut van de Regie der luchtwegen, gevoegd bij het koninklijk besluit van 5 oktober 1970 houdende omwerking van het statuut van de Regie der luchtwegen en gewijzigd bij het koninklijk besluit van 31 maart 1981, het koninklijk besluit nr 240 van 31 december 1983, en het koninklijk besluit nr 425 van 1 augustus 1986, wordt opgeheven, met uitzondering van de artikelen 12 en 20.

**Art. 176**

De eerste raad van bestuur en het eerste directiecomité van de N.M.L.W., opgericht overeenkomstig arti-

**TEXTE SOUMIS A LA COMMISSION**

ment à l'article 48 de la présente loi, exerceront une double mission jusqu'à son classement parmi les entreprises publiques autonomes, par dérogation aux dispositions du chapitre IV du Titre I<sup>er</sup> susmentionné : d'une part, la négociation et la conclusion du premier contrat de gestion et, d'autre part, la reprise des compétences respectives des organes de direction de la Régie des voies aériennes conformément à son statut.

**Art. 177**

Les dispositions du présent titre entrent en vigueur à la date du classement de la S.N.V.A. parmi les entreprises publiques autonomes, conformément au Titre I<sup>er</sup> de la présente loi, à l'exception de l'article 176.

**TEKST VOORGELEGD AAN DE COMMISSIE**

kel 48 van deze wet, zullen tot haar indeling bij de autonome overheidsbedrijven, in afwijking van de bepalingen van hoofdstuk IV van Titel I, een dubbele opdracht vervullen : enerzijds, het onderhandelen en het sluiten van het eerste beheerscontract en, anderzijds, het overnemen van de respectieve bevoegdheden van de bestuursorganen van de Regie der luchtwegen overeenkomstig haar statuut.

**Art. 177**

De bepalingen van deze Titel treden in werking op de datum waarop de N.M.L.W., overeenkomstig Titel I van deze wet, bij de autonome overheidsbedrijven wordt ingedeeld, met uitzondering van artikel 176.

**TEXTE ADOpte PAR LA COMMISSION**

ment à l'article 48 de la présente loi, exercent une double mission jusqu'à son classement parmi les entreprises publiques autonomes, par dérogation aux dispositions du chapitre IV du Titre I<sup>er</sup> : d'une part, la négociation et la conclusion du premier contrat de gestion et, d'autre part, la reprise des compétences respectives des organes de direction de la Régie des voies aériennes conformément à son statut.

**Art. 177**

Les dispositions du présent titre entrent en vigueur à la date du classement de la S.N.V.A. parmi les entreprises publiques autonomes, conformément au Titre I<sup>er</sup> de la présente loi, à l'exception de l'article 176.

**TEKST AANGENOMEN DOOR DE COMMISSIE**

kel 48 van deze wet, zullen tot haar indeling bij de autonome overheidsbedrijven, in afwijking van de bepalingen van hoofdstuk IV van Titel I, een dubbele opdracht vervullen : enerzijds, het onderhandelen en het sluiten van het eerste beheerscontract en, anderzijds, het overnemen van de respectieve bevoegdheden van de bestuursorganen van de Regie der luchtwegen overeenkomstig haar statuut.

**Art. 177**

De bepalingen van deze Titel treden in werking op de datum waarop de N.M.L.W., overeenkomstig Titel I van deze wet, bij de autonome overheidsbedrijven wordt ingedeeld, met uitzondering van artikel 176.

**ANNEXE I**

**Nature juridique des relations —  
Compétence judiciaire**

**I. Le contrat de gestion**

1. L'article 3, § 1<sup>er</sup>, du projet de loi portant réforme de certaines entreprises publiques économiques (dénommé ci-après le projet) définit le contrat de gestion comme étant le contrat entre l'Etat et une entreprise publique autonome, dans lequel sont fixées les règles et conditions spéciales selon lesquelles cette entreprise publique autonome exerce les missions de service public.

2. Les clauses de ce contrat de gestion règlent les tâches et les prestations de service public, les relations avec les usagers, le plan d'entreprise et le financement de celui-ci (cf. article 3, § 2, du projet).

3. Aux termes de l'article 14 des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, le Conseil statue sur les recours en annulation pour violation des formes soit substantielles, soit prescrites à peine de nullité, excès ou détournement de pouvoir, formes contre les actes et règlements des diverses autorités.

Conformément à l'article 3, § 5, du projet, ce contrat de gestion ne constitue pas un acte ou règlement visé à l'article 14 des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973. Toutes les clauses du contrat de gestion sont réputées contractuelles.

Il ressort dès lors clairement de l'article 3, § 5, du projet qu'aucune des clauses du contrat de gestion ne peut être contestée devant le Conseil d'Etat.

4. L'article 4, § 3, du projet prévoit que le contrat de gestion n'entre en vigueur qu'après son approbation par le Roi, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, et à la date fixée par cet arrêté.

Cet arrêté est-il susceptible d'annulation ?

Il s'agit en l'occurrence d'un acte relatif à l'approbation et à l'entrée en vigueur du contrat de gestion.

L'une des conditions de base pour qu'un tel acte soit susceptible d'annulation est qu'il ait des conséquences sur la situation juridique du requérant.

Or, étant donné que les clauses du contrat de gestion lui-même n'entrent pas dans le champ d'application de l'article 14 des lois sur le Conseil d'Etat, on peut difficilement affirmer qu'un requérant qui introduirait un recours en annulation contre un tel arrêté royal, pourrait démontrer que sa situation juridique s'en trouve influencée.

Outre cet aspect lié au fond, il convient également de souligner que le projet soumet l'élaboration du contrat de gestion à un certain nombre d'exigences formelles. C'est ainsi que l'article 4, § 2, deuxième alinéa, dispose que le projet de contrat de gestion ou de modification du contrat de gestion est soumis pour concertation à la commission paritaire. Etant donné que les règles d'un statut syndical sont d'ordre public, le fait de soumettre le projet de contrat de gestion à la commission paritaire constitue en tout état de cause une exigence formelle substantielle. Si celle-ci n'était pas respectée, et si un contrat de gestion ainsi entaché d'un vice de forme substantielle devait être approuvé par arrêté royal, le requérant dont les prérogatives en tant que membre

**BIJLAGE I**

**Juridische aard van de relaties —  
Gerechtelijke bevoegdheid**

**I. Het beheerscontract**

1. Artikel 3, § 1 van het ontwerp betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven (hierna het ontwerp) omschrijft het beheerscontract als de overeenkomst tussen de Staat en een autonoom overheidsbedrijf waarin de bijzondere regels en voorwaarden waaronder dit autonoom overheidsbedrijf de opdrachten van openbare dienst vervult, worden vastgelegd.

2. Inhoudelijk regelen de clausules van dit beheerscontract de taken en de prestaties van de openbare dienst, de relatie tot de gebruikers, het ondernemingsplan en de financiering ervan, ... (cf. artikel 3, § 2 van het ontwerp).

3. Overeenkomstig artikel 14 van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, doet de Raad uitspraak over beroepen tot nietigverklaring wegens overtreding van hetzij substantiële, hetzij op straffe van nietigheid voorgeschreven vormen, overschrijding of afwending van macht, ingesteld tegen akten en reglementen van de onderscheiden overheden.

Krachtens artikel 3, § 5 van het ontwerp is dit beheerscontract geen akte of reglement bedoeld in artikel 14 van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973. Alle clausules in het beheerscontract worden geacht contractueel te zijn.

Uit artikel 3, § 5 van het ontwerp blijkt derhalve duidelijk dat geen enkele clausule van het beheerscontract aanvechtbaar is voor de Raad van State.

4. Artikel 4, § 3 van het ontwerp bepaalt dat het beheerscontract slechts in werking treedt na goedkeuring door de Koning, bij in Ministerraad overlegd besluit, vanaf de datum vastgesteld bij dat besluit.

Is dit besluit vatbaar voor vernietiging ?

Het gaat hier over een akte die betrekking heeft op de goedkeuring en de inwerkingtreding van het beheerscontract.

Eén van de basisvoorwaarden opdat een dergelijke akte in aanmerking zou komen voor nietigverklaring is dat ze rechtsgevolgen zou hebben voor de rechtstoestand van de verzoeker.

Aangezien de clausules van het beheerscontract zelf buiten de toepassingssfeer vallen van artikel 14 van de wetten op de Raad van State kan bezwaarlijk aangenomen worden dat een verzoeker, die een beroep tot vernietiging zou indienen tegen een dergelijk koninklijk besluit, zou kunnen aantonen dat zijn rechtssituatie daardoor zou beïnvloed worden.

Naast dit inhoudelijk aspect dient evenwel benadrukt dat het ontwerp voorziet in een aantal vormvereisten bij de totstandkoming van het beheerscontract. Zo bepaalt artikel 4, § 2, lid 2, dat het ontwerp van beheerscontract of van wijziging van het beheerscontract voor overleg wordt voorgelegd aan het paritair comité. Daar de regelen van een syndicaal statuut van openbare orde zijn, is het voorleggen van het ontwerp van beheerscontract aan het paritair comité alleszins een substantiële vormvereiste. Indien deze vormvereiste niet wordt nagekomen en indien bij koninklijk besluit dergelijk door een substantieel vormgebrek aangestast beheerscontract wordt goedgekeurd dan zal de verzoeker, wiens prerogatieven als lid van een paritair comité

d'une commission paritaire auraient été violées, pourrait justifier d'un intérêt fonctionnel et fonder son éventuel recours en annulation de l'arrêté en question sur ce vice de forme substantiel.

5. Pour être complet, il convient également de souligner que l'on ne peut exclure une procédure de suspension d'un arrêté basée sur l'article 17 des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat.

Mais en ce qui concerne une demande éventuelle de suspension d'un arrêté royal, force est également de constater en l'occurrence qu'en raison de son caractère contractuel, le contenu du contrat de gestion ne pourra être soumis à l'appréciation du Conseil d'Etat.

Compte tenu de ce qui précède, une procédure de suspension impliquant une violation des articles 6, 6bis et 17 de la Constitution et un préjudice difficilement réparable dans le chef du requérant, par suite de la décision contestée, ne pourra être entamée que contre la façon dont l'arrêté royal concerné aura été élaborée, de sorte que l'on peut affirmer que les chances de succès du requérant sont quasi nulles.

## II. Le personnel

1. Les membres du personnel d'une entreprise publique autonome sont recrutés et employés en vertu du cadre et du statut du personnel arrêtés par le conseil d'administration ou, le cas échéant, le Roi, conformément au Titre I<sup>e</sup> de la loi portant réforme de certaines entreprises publiques économiques (cf. article 29, § 1<sup>e</sup>, du projet).

Le personnel d'une entreprise publique autonome est donc en principe statutaire.

L'article 29, § 1<sup>e</sup>, du projet fixe également les conditions qui doivent être remplies pour recruter et employer du personnel en vertu d'un contrat de travail soumis à la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail.

2. L'exposé des motifs du projet à l'examen souligne notamment, dans le commentaire de l'article 29, que la règle générale est le régime statutaire et l'exception, le régime contractuel.

Dans le commentaire de l'article 8 figurant dans ce même exposé des motifs, il est précisé que dans le cas où le personnel est statutaire, son lien avec l'entreprise est considéré comme un acte administratif et, comme tel, soumis à la juridiction du Conseil d'Etat, tandis que les relations avec le personnel contractuel relèvent de la compétence du tribunal du travail.

Il conviendrait sans doute de reprendre le commentaire de l'article 8 figurant dans l'exposé des motifs à l'article 29 dans ce même exposé.

Pour être complet, le mot « relations » pourrait être précisé de manière à ce qu'il soit clair qu'il s'agit en l'occurrence du contenu des contrats de travail du personnel contractuel. Ces contrats de travail ne peuvent par contre être conclus que dans les conditions prévues à l'article 29, § 1<sup>e</sup>, du projet. Une décision des pouvoirs publics tendant à la conclusion d'un tel contrat est un acte au sens de l'article 14 des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat. Pour autant que le requérant puisse justifier de l'intérêt requis à cet effet, le conseil peut annuler cet acte si les conditions visées ne sont pas remplies.

zijn geschonden, over het nodige functioneel belang beschikken om zijn gebeurlijke vordering tot nietigverklaring van het vermeld besluit te kunnen gronden op dit substantieel vormgebrek.

5. Volledigheidshalve dient eveneens opgemerkt dat een schorsingsprocedure op grond van artikel 17 van de gecoördineerde wetten op de Raad van State tegen het betrokken besluit niet kan worden uitgesloten.

Wat een gebeurlijke vordering tot schorsing tegen het besluit betreft, dient ook hier vastgesteld dat de inhoud van het beheerscontract omwille van het contractueel karakter niet door de Raad van State zal kunnen worden beoordeeld.

Gelet op het voorgaande zal een schorsingsprocedure, die een schending van de artikelen 6, 6bis en 17 van de Grondwet impliceert en een naar aanleiding van de bestreden beslissing moeilijk te herstellen nadeel vereist in hoofde van de verzoeker, enkel en alleen gevoerd kunnen worden tegen de wijze van totstandkoming van het betrokken koninklijk besluit zodat derhalve kan gesteld worden dat voor een verzoeker de kansen op succes quasi uitgesloten zijn.

## II. Het personeel

1. De personeelsleden van een autonoom overheidsbedrijf worden aangeworven en tewerkgesteld krachtens het personeelskader en het personeelsstatuut die door de raad van bestuur of, in voorkomend geval, de Koning overeenkomstig Titel I van de wet betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven worden vastgesteld (cf. artikel 29, § 1 van het ontwerp).

Het personeel van een autonoom overheidsbedrijf is derhalve principieel statutair.

Artikel 29, § 1 van het ontwerp legt eveneens de voorwaarden vast waaraan moet worden voldaan om personeelsleden aan te werven en te werk te stellen onder arbeidsovereenkomst, onderworpen aan de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten.

2. De memorie van toelichting bij dit ontwerp benadrukt in de bespreking van artikel 29 inzonderheid dat het statutair stelsel de algemene regel is en het contractueel stelsel de uitzondering.

Bij de bespreking van artikel 8 in diezelfde memorie van toelichting wordt gepreciseerd dat wanneer het om statutair personeel gaat de band tussen het personeel en het bedrijf wordt beschouwd als een administratieve rechts-handeling die als zodanig onder de rechtspraak van de Raad van State valt, terwijl de *verhoudingen* van het bedrijf met het contractueel personeel tot de bevoegdheid van de arbeidsrechtbank behoren.

Het is wellicht aangewezen voorgaande uitleg van artikel 8 in de memorie van toelichting over te brengen naar artikel 29 in diezelfde memorie.

Volledigheidshalve zou het woord « verhoudingen » nader verklaard kunnen worden zodat duidelijk is dat het hier over de *inhoud* van de arbeidsovereenkomsten van het contractueel personeel gaat. Het *sluiten* van deze arbeidsovereenkomsten zelf daarentegen mag enkel geschieden in de voorwaarden bepaald bij artikel 29, § 1 van het ontwerp. Een beslissing van de overheid tot het afsluiten van dergelijke overeenkomst is een akte in de zin van artikel 14 van de gecoördineerde wetten op de Raad van State. Voor zover verzoeker kan blijk geven van het daartoe vereiste belang kan de Raad deze akte vernietigen indien aan de bedoelde voorwaarden niet zou voldaan zijn.

En outre, ce même acte peut être suspendu en vertu de l'article 17 des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat si le recours invoque la violation des articles 6, 6bis et 17 de la Constitution et si le requérant démontre que l'acte en question peut lui causer un préjudice grave difficilement réparable.

Eu égard à la jurisprudence actuelle du Conseil d'Etat on peut cependant présumer que les chances qu'a un requérant de satisfaire en cette matière au prescrit de l'article 17 des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat sont plutôt minces (cf. jurisprudence du Conseil d'Etat en matière de suspension, à l'annexe 2).

### III. Marchés publics

Pour ce qui est de l'application de la loi du 14 juillet 1976 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services, il y a lieu de faire la distinction entre les tâches de service public et les activités qui n'en sont pas.

En ce qui concerne les activités « en concurrence », la situation change fondamentalement dans la mesure où la législation concernée ne sera plus d'application.

En ce qui concerne les missions de service public, il n'y a aucune modification par rapport à la situation existante. Cela signifie que la légalité de la procédure qui mène à la passation d'un marché peut être contestée par les intéressés sur la base des critères énoncés à l'article 14 des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat. En ce qui concerne la relation entre l'entreprise et le cocontractant, après la passation du marché, il va de soi que cette matière sera de la compétence du juge ordinaire, étant donné la nature contractuelle de ladite relation. S'ils peuvent prouver qu'ils ont un intérêt, les tiers peuvent toutefois contester la validité d'un procédure administrative de passation de marché. Dans ce cas, il est clair qu'il s'agit d'un contrôle de légalité et non d'un contrôle d'opportunité.

### IV. La décision attaquée doit être une décision unilatérale

Le recours introduit au Conseil d'Etat en vue de l'annulation d'un contrat n'est pas recevable. La dénomination que les parties ont donnée à l'acte attaqué ou la conception qu'elles s'en font, n'est pas déterminante à cet égard; il appartient au Conseil d'Etat d'établir la teneur réelle de cet acte. Les dispositions qui arrêtent les conditions d'exploitation d'un service public sont de nature réglementaire, alors même qu'elles font l'objet d'une prétendue « convention » entre les parties et qu'elles sont signées par celles-ci<sup>(79)</sup>.

Le Conseil d'Etat n'est pas compétent pour interpréter des dispositions contractuelles, ni pour juger de leur validité ou de leur violation<sup>(80)</sup>. Bien que le contrat lui-même échappe au pouvoir d'annulation du Conseil d'Etat, les recours dirigés contre les actes unilatéraux qui le précèdent (par exemple, la délibération fixant les conditions) ou le sui-

<sup>(79)</sup> Conseil d'Etat, Buttgen, n° 310 du 13 mars 1950 avec note J. Lespes, R.J.D.A., 1950, p. 144-148; Widdershoven, n° 11262 du 28 mai 1965; Ferronneries Alexandre et cons., n° 18308 du 9 juin 1977, avec avis M. Th. Bourquin, A.P.(T), 1977-1978, p. 73-80; De Leener et Ballon, n° 30876 du 27 septembre 1988, Vozey n° 69.

<sup>(80)</sup> Conseil d'Etat, Mahy, n° 7212 du 15 septembre 1959; Kempeniers, n° 7254 du 6 octobre 1959; SPRL Algemene Bouwondernemingen Frans Gabriëls, n° 7901 de 31 mai 1960; Tenret, n° 8378 de 20 janvier 1961; Minne, n° 10955 du 8 janvier 1965.

Bovendien kan dezelfde akte op grond van artikel 17 van de gecoördineerde wetten op de Raad van State worden geschorst indien het beroep de schending van de artikelen 6, 6bis en 17 van de Grondwet aanvoert en de verzoeker aantonnt dat de desbetreffende akte hem een moeilijk te herstellen ernstig nadeel kan berokkenen.

Gelet op de huidige rechtspraak van de Raad van State kan echter worden aangenomen dat de kansen van een verzoeker om in deze aangelegenheid te voldoen aan artikel 17 van de gecoördineerde wetten op de Raad van State eerder gering zijn (cf. rechtspraak Raad van State inzake schorsing in bijlage 2).

### III. Overheidsopdrachten

Voor wat betreft de toepassing van de wet van 14 juli 1976 betreffende de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten moet een onderscheid worden gemaakt tussen de taken van openbare dienst en de activiteiten die daar niet toe behoren.

Voor de activiteiten « in concurrentie » veranderen de zaken fundamenteel in de mate dat de betrokken wetgeving niet meer van toepassing zal zijn.

Met betrekking tot de opdrachten van openbare dienst is er geen wijziging ten opzichte van de bestaande situatie. Dit betekent dat de legaliteit van de procedure die leidt tot de gunning van een opdracht kan worden aangevochten door belanghebbenden op grond van de criteria vermeld in artikel 14 van de gecoördineerde wetten op de Raad van State. Voor wat betreft de relatie tussen het bedrijf en de medecontractant, na de gunning van de opdracht, is het uiteraard de gewone rechter die bevoegd is gelet op de contractuele aard van de relatie. Derden kunnen evenwel, indien zij kunnen aantonen een belang te hebben, de geldigheid van de administratieve gunningsprocedure aanvechten. In dit geval bevindt men zich uiteraard in een legaliteitscontrole en niet in een opportuniteitstoezicht.

### IV. De bestreden beslissing moet een eenzijdige beslissing zijn

Het bij de Raad van State ingesteld beroep strekkende tot nietigverklaring van een overeenkomst is niet ontvankelijk. De benaming die de partijen aan de bestreden rechtshandeling hebben gegeven of de opvatting die zij daarvan hebben, is niet beslissend; het komt de Raad van State toe de werkelijke strekking ervan vast te stellen. De bepalingen die de voorwaarden inzake exploitatie van een openbare dienst regelen, zijn van verordenende aard, ook al worden zij door de partijen in een zogenaamde « overeenkomst » opgenomen en door hen ondertekend<sup>(79)</sup>.

De Raad van State mist de bevoegdheid hetzij om contractuele bepalingen te interpreteren, hetzij om de geldigheid of de schending ervan te beoordelen<sup>(80)</sup>. Hoewel de overeenkomst zelf aan de vernietigingsbevoegdheid van de Raad van State ontsnapt, zijn de beroepen gericht tegen de eenzijdige rechtshandelingen die daaraan voorafgaan (machti-

<sup>(79)</sup> Raad van State, Widdershoven, n° 11262 van 28 mei 1965; Ferronneries Alexandre en cons., n° 18308 van 9 juni 1977, met noot in A.P.(M), 1978-1979, blz. 5.

<sup>(80)</sup> Raad van State, Mahy, n° 7212 van 15 september 1959; Kempeniers, n° 7254 van 6 oktober 1959; PVBA Algemene Bouwondernemingen Frans Gabriëls, n° 7901 van 31 mei 1960; Tenret, n° 8378 van 20 januari 1961; Minne, n° 10955 van 8 januari 1965.

vent (par exemple, l'approbation), sont bien recevables. De tels actes, qui peuvent être détachés du contrat, sont pour cette raison dénommés « actes détachables ». Ainsi, l'acte qui au terme d'une procédure d'adjudication désigne l'adjudicataire, peut faire l'objet d'un recours en annulation devant le Conseil d'Etat<sup>(81)</sup>. Il en va de même de la décision par laquelle l'autorité de tutelle approuve ou refuse d'approuver une convention.

### Bibliographie

Cocatre-Zilgien, A., *Recours pour excès de pouvoir et contrat dans la jurisprudence du Conseil d'Etat*, RISA, 1956, p. 87-113.

Vauthier, M., *Analyse d'une construction juridique : les « actes détachables » en droit administratif*, JT, 1958, p. 413-417.

Cons. Et. n° 33.014, 15 septembre 1989, JLMB 1990 (synthèse), 182.

Si l'exécution d'une obligation contenue dans un arrêté de pouvoirs spéciaux n'occasionne pas de préjudice grave difficilement réparable, aucune demande de suspension ne peut être admise [90-01889].

Cons. Et. n° 33.047, 21 septembre 1989, Adm. Publ. (M) 1989 (synthèse), 129.

Le Conseil d'Etat n'est pas compétent pour se prononcer sur des contestations relatives à des droits civils, comme en l'occurrence le droit de propriété sur une voie donnant accès à un bâtiment à construire pour lequel un permis de bâtrir a été accordé [90-01890].

Cons. Et. n° 33048, 21 septembre 1989, Adm. Publ. (M) 1989 (synthèse), 129.

Le Conseil d'Etat n'est pas compétent pour se prononcer sur une requête du fait de dommage extraordinaire si le requérant attribue ce dommage à un comportement fautif ou à une abstention des pouvoirs publics [90-01891].

Cons. Et. n° 33099, 28 septembre 1989, JLMB 1990 (synthèse), 182.

Une demande de suspension fondée sur les articles 6 et 6bis de la Constitution, introduite le 1<sup>er</sup> septembre 1989, est irrecevable si le recours en annulation introduit le 28 juillet 1982 n'était pas fondé sur une violation desdits articles 6 et 6bis de la Constitution [90-01892].

Cons. Et. n° 33.109, 10 octobre 1989, JLMB 1990 (synthèse), 183.

Aucune portée juridique ne peut être attribuée à l'article 17, § 3, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, qui dispose que la demande de suspension de l'exécution doit être introduite par un acte distinct qui est joint à la requête en annulation, lorsqu'une demande de suspension est introduite après la requête en annulation [90-01893].

Cons. Et. n° 33.172, 11 octobre 1989, Adm. Publ. (M) 1989 (synthèse), 145.

Une réclamation introduite auprès de l'autorité de tutelle contre une décision de la commune suspend le délai pour l'introduction d'une requête en annulation. Celui-ci recommence à courir lorsque le délai imparti à l'autorité de tutelle pour annuler l'acte est écoulé [90-01894].

ging), of daarop volgen (goedkeuring), wel ontvankelijk. Zodanige rechtshandelingen zijn afsplitsbaar van de overeenkomst en worden dan ook afsplitsbare rechtshandelingen (actes détachables) genoemd. Zo kan de beslissing waarbij de aannemer, na een procedure tot aanbesteding wordt aangewezen, door een beroep bij de Raad worden bestreden<sup>(81)</sup>. Dit is ook het geval met de beslissing waarbij de toezichthoudende overheid een overeenkomst goedkeurt of weigert goed te keuren.

### Bibliografie

Cocatre-Zilgien, A., *Recours pour excès de pouvoir et contrat dans la jurisprudence du Conseil d'Etat*, RISA, 1956, p. 87-113.

Vauthier, M., *Analyse d'une construction juridique : les « actes détachables » en droit administratif*, JT, 1958, p. 413-417.

R.v.St. n° 33.014, 15 september 1989, *J.L.M.B.* 1990 (weergave), 182.

Indien de uitvoering van een verplichting vervat in een bijzondere-machtenbesluit geen moeilijk te herstellen ernstig nadeel berokkent, kan een schorsingsverzoek niet worden toegestaan [90-01889].

R.v.St. n° 33.047, 21 september 1989, *Adm. Publ. (M)* 1989 (weergave), 129.

De Raad van State is niet bevoegd om zich uit te spreken omtrent betwistingen betreffende burgerlijke rechten, zoals in casu het eigendomsrecht van een weg die toegang geeft tot een op te trekken gebouw waarvoor een bouwvergunning werd verkregen [90-01890].

R.v.St. n° 33.048, 21 september 1989, *Adm. Publ. (M)* 1989 (weergave), 129.

De Raad van State is niet bevoegd om zich uit te spreken over een verzoek wegens buitengewone schade, indien de verzoeker die schade toeschrijft aan een foutieve gedraging of onthouding vanwege de overheid [90-01891].

R.v.St. n° 33.099, 28 september 1989, *J.L.M.B.* 1990 (weergave), 182.

Een schorsingsverzoek gestoeld op art. 6 en 6bis G.W., ingediend op 1 september 1989, is onontvankelijk indien het annulatieberoep, ingediend op 28 juli 1982, niet gesteund was op een schending van de art. 6 en 6bis G.W. [90-01892].

R.v.St. n° 33.109, 10 oktober 1989, *J.L.M.B.* 1990 (weergave), 183.

Er kan geen juridische draagwijde worden toegeschreven aan art. 17, par. 3 R.v.St.-Wet, volgens hetwelk een schorsingsverzoek moet worden ingesteld met een onderscheiden akte die wordt gehecht aan het verzoekschrift tot vernietiging, indien een schorsingsverzoek wordt ingesteld na het annulatieberoep [90-01893].

R.v.St. n° 33.172, 11 oktober 1989, *Adm. Publ. (M)* 1989 (weergave), 145.

Een bezwaarschrift ingediend bij de toezichthoudende overheid tegen een beslissing van de gemeente schorst de termijn voor het indienen van een annulatieverzoek. Hij begint terug te lopen bij het verstrijken van de termijn die de toezichthoudende overheid heeft om de handeling te vernietigen [90-01894].

<sup>(81)</sup> Voir n° 136 et 137.

<sup>(81)</sup> Zie n° 136 en 137.

Cons. Et. n° 33.242, 17 octobre 1989, *J.L.M.B.* 1990 (synthèse), 184.

Lorsque le demandeur ne démontre en aucune façon que la décision attaquée est de nature à lui causer un préjudice grave et difficilement réparable, la demande de suspension doit être rejetée. [90-01895].

Cons. Et. n° 33.264, 20 octobre 1989, *JLMB* 1990 (synthèse), 185.

Lorsqu'un recours en annulation est manifestement irrecevable, la demande de suspension est elle aussi irrecevable [90-01896].

Cons. Et. n° 33.304, 27 octobre 1989, *JLMB* 1990 (synthèse), 185.

Un préjudice financier, en l'occurrence le versement d'une cotisation spéciale, peut être réparé par le remboursement des sommes indûment payées. Il ne s'agit donc pas d'un préjudice grave difficile à réparer, de sorte qu'il ne peut être fait droit à la demande de suspension [90-01897].

Cons. Et. n° 33.323, 31 octobre 1989, *JLMB* 1990 (synthèse), 186.

Une inégalité fondée exclusivement sur une illégalité ne suffit pas pour accorder la suspension d'un permis de bâtir. L'inégalité doit pouvoir justifier en soi une annulation, indépendamment d'autres illégalités éventuelles. Il ne ressort pas des circonstances de la cause qu'un permis de bâtir a été refusé au requérant ni que la partie adverse le refuserait si le requérant le demandait. Le moyen pris de la violation des articles 6 et 6bis de la Constitution n'est donc pas sérieux, de sorte qu'une suspension ne peut être accordée [90-01898].

Cons. Et. n° 33.328, 7 novembre 1989, *JLMB*, 1990 (synthèse), 186.

La requête en suspension doit contenir une description des faits dont il ressort que l'exécution d'un acte administratif risque d'engendrer un préjudice grave difficilement réparable. Si la requête ne satisfait pas à cette condition, la suspension ne peut être accordée [90-01899].

Cons. Et. n° 33.341, 8 novembre 1989, *JLMB* 1990 (synthèse), 186.

Aucun élément ne permet de penser qu'en excluant la Régie des Voies aériennes du champ d'application de l'arrêté royal du 8 août 1989 relatif à l'exercice de fonctions supérieures, le Roi aurait créé une discrimination. A supposer qu'il y ait une discrimination, il ne s'ensuivrait pas que les désignations attaquées, pour l'exercice de fonctions supérieures à la Régie, seraient nécessairement entachées du même vice. Si le requérant n'invoque aucun moyen sérieux permettant de conclure à la violation des articles 6 et 6bis de la Constitution, il n'y a pas lieu de faire droit à la demande de suspension [90-01900].

Cons. Et. n° 33.123, 4 octobre 1989, *Adm. Publ. (M)* 1989 (synthèse), 141.

Une autorité administrative ne peut plus annuler un acte administratif entaché d'excès de pouvoir mais générateur de droits, une fois qu'est venu à expiration le délai fixé pour l'introduction d'un recours devant le Conseil d'Etat, sauf si l'acte est entaché d'une irrégularité telle qu'il y a lieu de tenir pour inexistant, s'il a été pris à la suite de manœuvres frauduleuses ou si une disposition légale expresse autorise ce retrait [90-04578].

Cons. Et. n° 33.172, 11 octobre 1989, *Adm. Publ. (M)* 1989 (synthèse), 145.

Le délai d'introduction d'un recours en annulation contre un acte d'une autorité communale se heurte à l'envoi d'une

R.v.St. n° 33.242, 17 oktober 1989, *J.L.M.B.* 1990 (weergave), 184.

Indien de verzoeker op geen enkele wijze aantoont dat de bestreden beslissing van aard is hem een ernstig en moeilijk te herstellen nadeel te berokkenen, moet het schorsingsverzoek verworpen worden [90-01895].

R.v.St. n° 33.264, 20 oktober 1989, *J.L.M.B.* 1990 (weergave), 185.

Indien een annulatieberoep manifest niet ontvankelijk is, is het schorsingsverzoek eveneens niet ontvankelijk [90-01896].

R.v.St. n° 33.304, 27 oktober 1989, *J.L.M.B.* 1990 (weergave), 185.

Een geldelijk nadeel, in casu het storten van een speciale bijdrage, kan worden hersteld door de terugbetaling van de onverschuldigd betaalde sommen. Het betreft dus geen moeilijk te herstellen ernstig nadeel, zodat een schorsingsverzoek niet kan worden toegestaan [90-01897].

R.v.St. n° 33.323, 31 oktober 1989, *J.L.M.B.* 1990 (weergave), 186.

Een ongelijkheid die uitsluitend gebaseerd is op een onwettigheid volstaat niet om de schorsing van een bouwvergunning toe te staan. De ongelijkheid moet op zich een annulatie kunnen schrappen, los van eventuele andere onwettigheden. Uit de omstandigheden van de zaak blijkt niet dat de verzoeker een bouwvergunning geweigerd werd, of dat de tegenpartij die zou weigeren indien verzoeker er om zou vragen. Het middel afgeleid uit de schending van de art. 6 en 6bis G.W. is dus niet ernstig, zodat een schorsing niet kan worden toegestaan [90-01898].

R.v.St. n° 33.328, 7 november 1989, *J.L.M.B.* 1990 (weergave), 186.

Het verzoekschrift tot schorsing dient een feitenrelaas te omvatten dat aangeeft dat er een moeilijk te herstellen en ernstig nadeel dreigt te ontstaan door de uitvoering van een administratieve rechtshandeling. Voldoet het verzoekschrift niet aan deze voorwaarde, dan kan geen schorsing worden toegestaan [90-01899].

R.v.St. n° 33.341, 8 november 1989, *J.L.M.B.* 1990 (weergave), 186.

Geen enkel gegeven wijst op een discriminatie omdat de Koning de Regie der Luchtwegen ontrokken heeft aan het toepassingsveld van het koninklijk besluit van 8 augustus 1989 betreffende de uitoefening van hogere functies. Zelfs al zou er van een discriminatie sprake zijn, dan nog vloeit daaruit niet noodzakelijk voort dat de bestreden aanwijzingen tot uitoefening van hogere functies bij de Regie door hetzelfde gebrek zijn aangetast. Als verzoeker in casu geen enkel ernstig middel aanvoert dat wijst op een schending van de artikelen 6 en 6bis van de Grondwet, kan het schorsingsverzoek niet worden toegestaan [90-01900].

R.v.St. n° 33.123, 4 oktober 1989, *Adm. Publ. (M)* 1989 (weergave), 141.

Een administratieve overheid kan een administratieve rechtshandeling die is aangetast door machtsoverschrijding maar die rechten toekent, niet meer intrekken nadat de termijn voor het instellen van een annulatieberoep bij de Raad van State verstreken is, tenzij die administratieve rechtshandeling door een zodanige onregelmatigheid is aangetast dat zij voor onbestaande moet worden gehouden, of tenzij zij op frauduleuze wijze tot stand kwam of indien een uitdrukkelijke wetsbepaling zodanige intrekking toelaat. [90-04578]

R.v.St. n° 33.172, 11 oktober 1989, *Adm. Publ. (M)* 1989 (weergave), 145.

De termijn voor het instellen van een annulatieberoep tegen een handeling van een gemeentelijke overheid wordt

plainte à l'autorité de tutelle. Ce délai commence de nouveau à courir à l'expiration du délai au cours duquel l'autorité de tutelle peut annuler l'acte juridique contesté [90-04579].

Cons. Et. n° 33 342, 8 novembre 1989, Adm. Publ. (M) 1989 (synthèse), 162.

Un fonctionnaire a un intérêt direct, personnel et actuel à un recours en annulation d'une décision mettant fin à sa désignation pour l'exercice d'une fonction supérieure [90-04580].

Cons. Et. n° 33 420, 21 novembre 1989, JLMB 1990 (synthèse), 188.

Le requérant doit prouver dans sa demande de suspension que l'exécution immédiate d'une décision entraînerait un grave préjudice difficilement réparable (article 17 Loi Cons. Et.) Si le requérant néglige cette disposition, les exceptions d'irrecevabilité ne doivent même plus être examinées [90-04581].

Cons. Et. n° 33 460, 27 novembre 1989, JLMB 1990 (synthèse), 189.

La violation des articles 6, §bis et 17 de la Constitution doit être invoquée dans le recours en annulation lui-même. Il ne suffit pas que la demande de suspension fasse référence à certaines annexes dans lesquelles est invoquée une violation du principe d'égalité [90-04582].

Cons. Et. n° 33 519, 4 décembre 1989, JLMB 1990 (synthèse), 189.

Lorsqu'un recours en annulation est irrecevable (le requérant, ne pouvant en l'occurrence justifier d'un intérêt) une demande de suspension ne peut être admise [90-04583].

Const. Et. n° 33 526, 5 décembre 1989, JLMB 1990 (synthèse), 190.

Le préjudice grave difficilement réparable au sens de l'article 17, § 2, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat doit être dû à un acte d'une autorité administrative. Si un tel préjudice est dû au requérant lui-même, la suspension de l'exécution ne peut être ordonnée [90-04584].

Cons. Et. n° 33 568, 8 décembre 1989, JLMB 1990 (synthèse), 191.

La loi qui a conféré un pouvoir de suspension au Conseil d'Etat (loi du 16 juin 1989) n'a pas d'effet rétroactif, de sorte qu'elle ne s'applique pas aux demandes de suspension liées à un recours en annulation antérieur à l'entrée en vigueur de cette loi [90-04585].

Cons. Et. n° 33 569, 8 décembre 1989, JLMB 1990 (synthèse), 191.

Une simple illégalité ne signifie pas pour autant qu'il y ait un violation du principe d'égalité au sens de l'article 17 des lois sur le Conseil d'Etat, de sorte que la demande de suspension est rejetée [90-04586].

Cons. Et. n° 33 716, 21 décembre 1989, JLMB 1990 (synthèse), 191.

Dans leur premier recours en annulation, les requérants n'invoquent pas la violation du principe d'égalité. Par la suite, et dans les délais, un deuxième recours en annulation est introduit, où la violation de ce principe est bien invoquée. Toutefois, à partir du moment où il s'avère que l'inégalité ne consisterait qu'en une illégalité ayant été commise, la demande de suspension jointe au recours en annulation ne peut être admise [90-04587].

gestuït door het richten van een bezwaar aan de toezicht-houdende overheid. Die termijn begint opnieuw te lopen bij het verstrijken van de termijn binnen dewelke de toezicht-houdende overheid de bestreden rechtshandeling kan vernietigen. [90-04579]

R.v.St. n° 33.342, 8 november 1989, *Adm. Publ. (M)* 1989 (weergave), 162.

Een ambtenaar heeft een rechtstreeks, persoonlijk en actueel belang bij een beroep tot vernietiging van een beslissing die een einde maakt aan zijn aanstelling tot het uitoefenen van een hoger ambt. [90-04580]

R.v.St. n° 33.420, 21 november 1989, *J.L.M.B* 1990 (weergave), 188.

De verzoeker moet in zijn schorsingsverzoek aantonen dat de onmiddellijke uitvoering van een beslissing een moeilijk te herstellen ernstig nadeel zou berokkenen (artikel 17 Raad van State-Wet). Indien de verzoeker dit nalaat dienen de excepties van onontvankelijkheid van het annulatieberoep zelfs niet onderzocht te worden. [90-04581]

R.v.St. n° 33.460, 27 november 1989, *J.L.M.B* 1990 (weergave), 189.

De schending van de artikelen 6, 6bis en 17 van de Grondwet moet in het annulatieberoep zelf worden ingeroepen. Het volstaat niet dat het schorsingsverzoek verwijst naar bepaalde bijlagen waarin een schending van het gelijkheidsbeginsel wordt aangehaald. [90-04582]

R.v.St. n° 33.519, 4 december 1989, *J.L.M.B* 1990 (weergave), 189.

Als het annulatieberoep onontvankelijk is (i.c. wegens gebrek aan belang in hoofde van de verzoeker), kan een schorsingsverzoek niet worden toegestaan. [90-04583]

R.v.St. n° 33.526, 5 december 1989, *J.L.M.B* 1990 (weergave), 190.

Het moeilijk te herstellen ernstig nadeel in de zin van artikel 17, § 2 R.v.St.-Wet moet te wijten zijn aan een handeling van een administratieve overheid. Als een dergelijk nadeel te wijten is aan de verzoeker zelf kan de opschoring van tenuitvoerlegging niet bevolen worden. [90-04584]

R.v.St. n° 33.568, 8 december 1989, *J.L.M.B* 1990 (weergave), 191.

De wet die de Raad van State een schorsingsbevoegdheid verleende (Wet van 16 juni 1989), heeft geen terugwerkende kracht, zodat deze wet niet mag worden toegepast op schorsingsverzoeken die gekoppeld zijn aan een annulatieberoep dat dateert van vóór de inwerkingtreding van deze wet. [90-04585]

R.v.St. n° 33.569, 8 december 1989, *J.L.M.B* 1990 (weergave), 191.

Een loutere onwettigheid betekent nog geen schending van het gelijkheidsbeginsel in de zin van artikel 17 R.v.St.-Wet, zodat het verzoek tot schorsing wordt afgewezen. [90-04586]

R.v.St. n° 33.716, 21 december 1989, *J.L.M.B* 1990 (weergave), 191.

In hun eerste annulatieberoep roepen de verzoekers de schending van het gelijkheidsbeginsel niet in. Daarop wordt, binnen termijn, een tweede annulatieberoep ingesteld waarin de schending van dit beginsel wel wordt ingeroepen. Wanneer evenwel blijkt dat de ongelijkheid enkel zou bestaan in een onwettigheid die begaan werd, kan het schorsingsverzoek dat bij het annulatieberoep hoort niet worden toegestaan. [90-04587]

Cons. Et. n° 33 717, 21 décembre 1989, *J.L.M.B* 1990 (synthèse), 192.

La suspension ne peut être ordonnée que lorsque le recours en annulation contient un moyen invoquant la violation des articles 6, 6bis ou 17 de la Constitution, en ce sens que ces articles de la Constitution sont violés par l'acte incriminé lui-même, ou par les dispositions réglementaires sur lesquelles l'acte incriminé est fondé [90 - 04588].

Cons. Et. n° 33 723, 8 janvier 1990, *J.L.M.B* 1990 (synthèse), 193.

Il n'y a aucune raison de se prononcer sur les exceptions d'irrecevabilité qui sont invoquées par la partie adverse s'il s'avère qu'il n'a pas été satisfait à toutes les conditions essentielles à l'octroi d'une suspension.

R.v.St. n° 33.717, 21 december 1989, *J.L.M.B* 1990 (weergave), 192.

De schorsing kan pas bevolen worden wanneer het annulatieberoep een middel bevat houdende de schending van de artikelen 6, 6bis of 17 van de Grondwet, in die zin dat deze Grondwetsbepalingen door de bestreden akte zelf worden miskend, of door de reglementaire bepaling waarop de bestreden akte is gegrondvest. [90-04588]

R.v.St. n° 33.723, 8 januari 1990, *J.L.M.B* 1990 (weergave), 193.

Er is geen reden om uitspraak te doen over de exceptions van onontvankelijkheid die door de tegenpartij worden opgeworpen, indien blijkt dat niet aan alle grondvoorwaarden voor het toestaan van een schorsing is voldaan.

**ANNEXE II****Distinction tâches de service public — activités commerciales**

On trouvera ci-après, respectivement pour la RTT, la Poste, la SNCB et la RVA, des exemples de tâches de service public et d'activités commerciales, ainsi que de l'incidence de cette distinction sur l'affectation des ressources.

On se rappellera que le projet de loi impose aux entreprises publiques autonomes de tenir des comptes séparés pour ces deux types d'activités (article 27, § 1<sup>er</sup>); les dépenses de ces entreprises seront donc réparties entre ces deux types d'activités au prorata de l'utilisation effective des ressources; cette pratique est déjà partiellement d'application.

Par ailleurs, ne sont pas saisissables les biens affectés entièrement ou partiellement aux tâches de service public (article 8). Un équipement ou un immeuble de l'entreprise utilisé au moins en partie pour de telles tâches — ce que la comptabilité montrera — bénéficie donc de l'immunité d'exécution.

**1. Les activités de BELGACOM***1. Relèveront des droits exclusifs de Belgacom :*

1° L'infrastructure, y compris les liaisons permanentes.

2° Les installations accessibles au public et situées sur le domaine public qui sont destinées aux télécommunications.

3° Le service téléphonique.

4° Le service télex, mobilophone et radiomessagerie.

5° Le service télégraphie.

*2. Parmi les activités en concurrence, on peut citer les exemples suivants :***2.1. Terminaux**

De nombreux terminaux sont déjà offerts en concurrence totale, notamment tous les terminaux, à l'exception du premier téléphone et téléimprimeur, les PABX de petite capacité (2 lignes et 10 postes au maximum) et les modems non intégrés avec une vitesse jusqu'à 2400 bits/seconde.

Parmi les terminaux qui sont déjà offerts en concurrence, on peut citer par exemple :

- les terminaux téléfax;
- les terminaux télex;
- les modems à grande vitesse;
- les centraux privés importants;
- les terminaux Vidéotex;
- les terminaux de mobilophonie et radiomessagerie.

Dans le courant de 1991, tous les terminaux pourront être offerts en concurrence.

**BIJLAGE II****Het onderscheid tussen taken van openbare dienst en commerciële bedrijvigheden**

Hierna volgen respectievelijk voor de RTT, de Post, de NMBS en de RLW een aantal voorbeelden van taken van openbare dienst en van commerciële bedrijvigheden, alsmede de weerslag van dat onderscheid op de bestemming van de middelen.

Er zij aan herinnerd dat het wetsontwerp de autonome overheidsbedrijven ertoe verplicht voor beide soorten van activiteiten een afzonderlijke boekhouding te voeren (artikel 27, § 1); de uitgaven van die bedrijven worden dus over beide soorten van activiteiten gespreid, en wel naar rata van het effectieve gebruik van de middelen; die werkwijze wordt al gedeeltelijk toegepast.

De goederen die volledig of gedeeltelijk voor de taken van openbare dienst worden gebruikt, zijn niet voor beslag vatbaar (artikel 8). Op installaties of gebouwen van de onderneming die ten minste gedeeltelijk voor dergelijke taken worden benut — wat uit de boekhouding zal moeten blijken — kan dus geen beslag worden gelegd.

**1. Activiteiten van BELGACOM***1. Tot de exclusieve rechten die Belgacom zal behouden behoren :*

1° Infrastructuur, met inbegrip van de vaste verbindingen.

2° Voor het publiek toegankelijke en op het openbaar domein geplaatste inrichtingen, die bestemd zijn voor telecommunicatie.

3° Telefoonbedienst.

4° Telex-, mobilofon- en semafoonbedienst.

5° Telegraafbedienst.

*2. Inzake de activiteiten in concurrentie kunnen de volgende voorbeelden aangehaald worden :***2.1. Eindapparaten**

Wat de eindapparaten betreft worden vandaag reeds heel wat eindapparaten in volledige concurrentie aangeboden, namelijk alle eindapparaten behalve het eerste telefoon- en telextoestel, de PABX- en met kleine capaciteit (maximum 2 lijnen en 10 binnenposten) en de niet-ingebouwde modems met een snelheid tot 2400 bits/seconde.

Als voorbeelden van eindapparaten die nu reeds in concurrentie aangeboden worden, kunnen aangehaald worden :

- telefax-eindapparaten;
- eindapparatuur teletex;
- hoge snelheidsmodems;
- grote huiscentrales;
- videotextterminals;
- mobilofonterminal, semafoonterminal.

In de loop van 1991 zullen alle eindapparaten in concurrentie kunnen worden aangeboden.

## 2.2. Réseaux privés et services offerts sur des réseaux publics ou lignes louées

— *Service de télécopie* : un service de télécopie à haut débit (DCS-Fax) utilise le réseau DCS. Le terminal télefax groupe IV est en concurrence.

— *Service télex* : est comparable au télex. Il s'agit d'un service de courrier électronique d'affaires. La vente des terminaux ressortit dans ce cas également au régime de la concurrence.

### *DCS-MAIL - service de messagerie électronique*

Le service public de messagerie électronique « DCS-Mail » est offert sur le réseau DCS et est accessible à l'aide d'un ordinateur individuel (PC), d'un terminal avec clavier et écran ou imprimante. Il permet aux abonnés d'échanger des informations par le biais d'un système de « boîte aux lettres ».

Des interconnexions ont été établies avec des réseaux de courrier électronique analogues fonctionnant tant en Belgique qu'à l'étranger.

### *Service de messagerie vocale*

Le centre de services de messagerie vocale permet d'assurer plusieurs fonctions en matière de transmission de messages. En réservant une zone de mémoire dans le centre de services, nommée « boîte aux lettres », un abonné pourra recevoir à ce service des messages remis par ses correspondants. Ce centre de services pourra également assurer la transmission d'un message, enregistré à la messagerie par un abonné, à un correspondant du réseau téléphonique communiqué.

### *Le service Vidéotex*

Grâce au raccordement d'un téléphone à un terminal bon marché muni d'un écran (écran équipé d'un décodeur et d'un clavier, un terminal spécifique ou un microprocesseur pourvu d'un logiciel approprié) en vue d'accéder aux banques de données, le vidéotex interactif a des très nombreuses applications tant pour le grand public que pour les professionnels : consultation d'informations diverses, échange de messages, transactions commerciales, réservations, opérations financières (home-banking), jeux électroniques, traitement de données, etc.

### *Le paiement électronique*

Afin de promouvoir les paiements électroniques, la Régie a équipé l'appareil de haut de gamme Télédata-phone d'un lecteur de cartes pouvant être utilisé comme terminal de paiement chez les commerçants. Par l'intermédiaire d'un pin-pad, permettant au détenteur d'une carte de banque de composer son code secret, des paiements par virement peuvent être opérés directement.

### *La télécommande, la télémesure et la téléalarme*

La téléalarme, utilisée dans plusieurs villes au profit de personnes âgées, fonctionne par l'intermédiaire du réseau téléphonique. Des dispositifs antivol, de détection d'incendie ou de signalement de dérangements techniques peuvent également déclencher une alarme à distance par le biais du réseau téléphonique.

Il est à prévoir qu'à l'avenir, de plus en plus d'informations diverses seront transmises par les réseaux de télécom-

## 2.2. Privé netwerken en diensten aangeboden op publieke netwerken of gehuurde lijnen

— *Telecopiedienst* : een snelle telecopiedienst (DCS-Fax) maakt gebruik van het DCS-net. Eindapparaat telefax groep IV is in concurrentie.

— *Teletextdienst* : is vergelijkbaar met de telex. Het is een dienst voor de elektronische zakenpost. Ook hier is het eindapparaat in concurrentie.

### *DCS-Mail. Electronische berichtendienst.*

De openbare dienst voor elektronische briefwisseling « DCS-Mail » wordt aangeboden op het DCS-net en is toegankelijk via een PC, een terminal met klavier en beeldscherm of drukkenheid. Hij laat aan de gebruikers toe informatie uit te wisselen via een systeem van brievenbus.

Interconnecties met soortgelijke mailsystemen zowel in België als in het buitenland werden tot stand gebracht.

### *Vocale boodschappendienst.*

Het dienstencentrum voor vocale boodschappen laat toe verscheidene functies te verzekeren inzake boodschaptransmissie. Door het reserveren van een geheugenzone in het dienstencentrum, « brievenbus » genaamd, zal een abonnee op die dienst boodschappen, afgegeven door zijn correspondenten, kunnen ontvangen. Dat dienstencentrum zal zich eveneens kunnen beladen met de transmissie van een boodschap, opgenomen door een abonnee bij de boodschappendienst, ten behoeve van een correspondent van het gecommuteerde telefoonnet.

### *De videotextdienst.*

Een telefoontoestel koppelend aan een goedkoop eindapparatuur met scherm (beeldscherm uitgerust met een decoder en een klavier, een specifiek eindapparaat of micro-processor voorzien van een aangepaste software) om toegang te krijgen tot databanken, laat de interactieve videotex zeer vele toepassingen toe zowel voor het groot publiek als voor de professionele gebruikers : raadpleging van allerlei informatie, wisselen van berichten, commerciële transacties, reserveringen, financiële verrichtingen (home-banking), elektronische spelletjes, databehandeling, enz.

### *De elektronische betaling*

Ten einde de elektronische betalingen te bevorderen, heeft de Régie het hoge gamma apparaat TELEDATA-foon uitgerust met een kaartlezer, die als betaalterminal bij de handelaars kan worden aangewend. Bij middel van een PIN-pad, langswaar de houder van een bankkaart zijn geheime code kan intikken, kunnen rechtstreeks betalingen door overschrijving worden verricht.

### *Het telecommando, de telemeting en het tele-alarm*

Het tele-alarm, van toepassing in verschillende steden, ten behoeve van oudere personen, werkt via het telefoonnet. Dispositieven ter voorkoming van diefstal of brandmelding, melding van technische storingen kunnen ook via het telefoonnet een alarm op afstand doen aanslaan.

Het is te voorzien dat in de toekomst, meer en meer verscheiden informatie over de telecommunicatiennetten zal

munications en ce qui concerne la télécommande et la télémesure.

— *Télésecrétariats*

Il s'agit d'un service où un certain nombre de fonctions propres à un secrétariat sont exercées pour différents clients par le biais du réseau téléphonique public.

3. *Le service de commutation de données (DCS)*

Les articles 83, 3<sup>e</sup>, et 89, § 2, du projet de loi prévoient une réglementation particulière pour ces services.

Au moment fixé conformément à ces articles, ces services pourront être offerts en concurrence par quiconque satisfait aux dispositions du cahier des charges relatif à la fourniture d'un service public, qui peut être établi conformément à ces mêmes articles.

A l'heure actuelle, c'est la RTT qui offre le service DCS. Le réseau DCS est un réseau de commutation par paquets qui a pour objectif :

- d'offrir une large gamme de débits (jusqu'à 48 Kbits);
- d'être adapté à la grande variété des systèmes grâce à un interface normalisé;
- d'assurer à toutes les catégories d'entreprises l'accès à la téléinformatique, grâce notamment à une tarification par volume indépendamment de la distance.

2. **Les activités de la Poste**

Les activités de l'entreprise publique peuvent être réparties en trois catégories :

- les tâches de service public ressortissant ou non à la poste aux lettres, confiées exclusivement à la Poste;
- les tâches de service public confiées à la Poste, mais que cette dernière exécute en concurrence avec d'autres entreprises publiques ou privées;
- les activités que la Poste exerce dans le secteur concurrentiel.

1. *Tâches de service public, ressortissant ou non à la poste aux lettres, confiées exclusivement à la Poste*

1.1. Tâches de service public ressortissant à la poste aux lettres exercées sous la forme de droits exclusifs :

Ces tâches concernent les envois adressés suivants :

- lettres;
- cartes-lettres;
- l'imprimés, annonces, circulaires, prospectus, prix-courants et avis de toute nature.

Ces tâches sont déjà exécutées par la Poste sous la forme de droits exclusifs.

1.2. Tâches de service public ne ressortissant pas à la poste aux lettres, mais confiées exclusivement à la Poste en vertu d'une disposition légale (la présente loi ne modifie pas ces dispositions légales)

- paiement à domicile de pensions de retraite et de survie;
- comptabilisation des fonds et titres des amendes routières;
- distribution et paiement des titres de l'Office national des vacances annuelles;

— worden overgezonden voor wat betreft telecommando en telemeting.

— *Telesecretariaten*

Een dienst waarbij een aantal functies eigen aan een secretariaat vervuld worden voor verschillende klanten via het openbaar telefoonnet.

3. *De dienst voor gegevensschakeling (DCS)*

Het wetsontwerp voorziet in de artikelen 83, 3<sup>e</sup> en 89, § 2 een aparte regeling voor deze diensten.

Deze diensten zullen op het ogenblik bepaald overeenkomstig deze artikelen in concurrentie kunnen worden aangeboden door iedereen die voldoet aan de bepalingen van het lastenboek van openbare dienstverlening dat overeenkomstig dezelfde artikelen opgesteld kan worden.

Op dit ogenblik biedt de RTT de DCS-dienst aan. Het DCS-net is een pakketten geschakeld net en heeft tot doel :

- een groot gamma van debieten (tot 48 Kbits/s) te leveren;
- aangepast zijn aan de grote variatie van systemen door een genormaliseerde interface;
- alle categorieën van ondernemingen toegang te verlenen tot de tele-informatica, dank zij onder andere een tarifering per volume onafgezien de afstand.

2. **Activiteiten van de Post**

In de activiteiten van het overheidsbedrijf onderscheiden we drie categorieën :

- taken van openbare dienst al of niet behorende tot de brievenpost, die exclusief aan de Post worden toevertrouwd;
- taken van openbare dienst die aan de Post worden toevertrouwd maar die ze uitoefent in concurrentie met andere overheids- of private bedrijven;
- activiteiten die de Post uitoefent in de concurrentiële sfeer.

1. *Taken van openbare dienst, al of niet behorende tot de brievenpost die exclusief aan de Post worden toevertrouwd :*

1.1. Taken van openbare dienst, m.b.t. brievenpost uitgeoefend onder de vorm van exclusieve rechten :

Dit betreft geadresseerde zendingen :

- brieven;
- briefkaarten;
- drukwerken, aankondigingen, omzendbrieven, prospectussen, prijscouranten en kennisgevingen allerhande.

Deze taken worden nu reeds onder de vorm van exclusieve rechten door de Post uitgeoefend.

1.2. Taken van openbare dienst, niet behorende tot de brievenpost, maar krachtens wettelijke bepaling exclusief opgedragen aan de Post (onderhavige wet wijzigt deze wettelijke bepalingen niet) :

- aan huis uitbetaling van rust- en overlevingspensioenen;
- de boeking van gelden en titels van verkeersboeten;
- de uitreiking en betaling van machtigingen van de Rijkskas voor jaarlijks verlof;

- paiement des jetons de présence lors des élections;
- impression de timbres de licence pour le compte de la Commission administrative mixte belgo-luxembourgeoise;
- mandats-poste.

*2. Missions de service public en concurrence :*

- vente de timbres-poste;
- services financiers postaux : compte à vue.

*3. Activités en concurrence :*

La Poste est chargée en vertu de dispositions légales d'exercer les activités suivantes :

- service abonnements journaux et périodiques;
- vente de timbres fiscaux;
- vente de formulaires pour les examens de l'Etat ou d'autres services publics;
- impression et délivrance de permis de pêche;
- effets de commerce et quittances.

Ces missions ne sont toutefois pas confiées exclusivement à la Poste. Celle-ci les accomplit en concurrence avec d'autres opérateurs.

*Autres activités en concurrence :*

- envois du courrier accéléré (dont les conditions sont fixées par arrêté royal délibéré en Conseil des ministres);
- envois toutes boîtes;
- envois de colis (Postpac);
- Lotterie nationale et Lotto;
- Telecards, titres de transport pour les transports en commun vicinaux, guides SNCB, CYP, photocopies, numismatique.

Il n'est pas facile de répartir l'infrastructure et le personnel sur la base de cette subdivision. Tant l'infrastructure que le personnel sont affectés à la fois à des tâches de service public et à des activités concurrentielles.

Une répartition du personnel et de l'infrastructure est par contre possible en ce qui concerne le service des comptes à vue, et plus particulièrement les services centraux (OCP).

L'effectif s'élève à 3 094 unités. Ces services centraux sont logés dans une tour du WTC près de la gare du Nord à Bruxelles ainsi que, pendant quelque temps encore, dans un immeuble de la rue de Louvain. Dans le secteur concurrentiel, et plus particulièrement en ce qui concerne le service de courrier accéléré Taxipost en EMS, on peut noter l'infrastructure suivante :

- un parc automobile propre;
- un système de radioguidage propre;
- un équipement de « tracking-and tracing ».

**3. Les activités de la SNCB**

Le transport intérieur de voyageurs en service ordinaire fait partie des missions de service public, ainsi que la mise en service éventuelle de trains supplémentaires pour les services réguliers (période de vacances, manifestations sportives). En revanche, les trains spéciaux mis en service à la demande de tiers ou le TGV, qui a une vocation quasi exclusivement internationale, ne font pas partie des missions de service public. Certains trains existants ont une vocation nationale et internationale. Le contrat de gestion devra dès lors déterminer la part de « service public » de ces trains.

- de betaling van zitpenningen bij de verkiezingen;
- het drukken van vergunningszegels voor rekening van de Belgisch-Luxemburgse Commissie;
- postwissels.

*2. Taken van openbare dienst, in concurrentie :*

- verkoop van postzegels;
- financiële postdiensten : zichtrekening

*3. Activiteiten in concurrentie :*

De post is via wettelijke bepalingen belast met de uitvoering van volgende activiteiten :

- de dienst abonnementen kranten en tijdschriften;
- verkoop fiscale plakzegels;
- verkoop van formulieren examens Rijksbestuur of andere openbare diensten;
- drukken en afleveren van visverloven;
- handelseffecten en kwijtschriften.

Deze activiteiten zijn echter niet exclusief toegewezen aan de Post. Zij handelt hier in concurrentie met andere operatoren.

*Andere concurrentiële activiteiten :*

- snelpostzendingen (waarvan de voorwaarden vastgelegd worden bij in Ministerraad overlegd koninklijk besluit)
- huis-aan-huis-zendingen;
- verzenden van pakjes (postpac);
- Nationale Loterij en Lotto;
- Telecards, vervoersbewijzen openbaar streekvervoer, treingidsen NMBS, CJP, photocopies, numistiek.

Een verdeling van infrastructuur en personeel op basis van deze opdeling is moeilijk te maken. Zowel infrastructuur als personeel worden ingezet voor taken van openbare dienstverplichting en concurrentiële activiteiten.

Wat betreft de dienst van de zichtrekeningen, en meer bepaald de centrale diensten ervan (BCH), is een toewijzing van personeel en infrastructuur wel mogelijk.

Het aantal personeelsleden bedraagt 3 094 eenheden. Deze centrale diensten zijn samengebracht in een toren van het WTC aan het Noordstation in Brussel en, voor nog een korte tijd, in het gebouw aan de Leuvenseweg.

In de concurrentiële sfeer en meer bepaald met betrekking tot de snelpostdienst Taxipost en EMS kan men volgende infrastructuur aanduiden :

- een eigen wagenpark;
- een eigen radio-begeleidingssysteem;
- tracking-and-tracing uitrusting.

**3. NMBS**

De gewone dienst van reizigersvervoer in binnenlands verkeer behoort tot de opdrachten van openbare dienst, zo ook eventuele versterkingstreinen voor de regelmatige diensten (vakantieperiode, sportmanifestaties). Daar tegenover staat dat bijvoorbeeld speciale treinen die in dienst worden gesteld op vraag van derden of de SST, die een quasi exclusieve internationale roeping heeft, niet onder de opdrachten van openbare dienst vallen. Bepaalde bestaande treinen hebben een internationale en nationale taak. Het beheerscontract zal dan ook het aandeel « openbare dienst » van deze treinen moeten bepalen.

La mise à disposition de l'infrastructure, dont il est question à l'article 156, vise évidemment l'infrastructure ferroviaire au sens propre, en d'autres termes les voies et les installations qui y sont directement rattachées. Cette notion ne couvre dès lors pas, au sens strict, les bâtiments administratifs, les ateliers et le matériel informatique de bureau, mais englobe par contre la construction ou l'extension d'une ligne, la signalisation, l'entretien et la réparation de voies, etc.

Ces derniers exemples peuvent être clairement rangés sous le dénominateur « infrastructure — service public ». Par contre, les frais afférents aux bâtiments administratifs, aux ateliers et au matériel informatique ne peuvent être imputés qu'en partie aux activités de service public. La distinction sera dès lors établie dans le cadre d'une comptabilité analytique.

En guise d'exemple de prestation pour les besoins de la Nation, visées à l'article 156, 3°, on peut citer le maintien éventuel d'une infrastructure spécifique qui n'est pas utilisée pour les besoins propres de la Société. On peut également citer à titre d'exemple l'organisation de trains spéciaux pour le transport de troupes ou de matériel militaire.

En matière d'immunité d'exécution, il est évident que les biens rattachés exclusivement aux missions de service public (tel que les voies, les installations de sécurité, etc.) ne sont pas susceptibles d'exécution forcée. Par contre, les biens utilisés exclusivement pour des activités commerciales, tels que les wagons de marchandises ou le matériel de bureau destinés à des services qui travaillent exclusivement pour des activités concurrentielles, sont évidemment saisisables. Il va de soi que de nombreux biens ne pourront être rattachés exclusivement à l'une ou à l'autre activité, par exemple le bâtiment administratif, le matériel de bureau, etc. L'immunité d'exécution s'applique évidemment aussi à ces biens.

#### 4. Les activités de la SNVA (actuellement Régie des voies aériennes)

1. Exemple de mission de service public (en fait, toutes les activités « Air-side ») : contrôle du trafic aérien, sur l'ensemble du territoire national; donc, tant en ce qui concerne l'aéroport de Bruxelles-National que celui de Liège, par exemple.

En ce qui concerne le règlement des dépenses afférentes au contrôle du trafic aérien sur les aéroports régionaux, il convient de se reporter à l'article 3 de l'accord de coopération entre l'Etat belge agissant pour la Régie des Voies aériennes et les Régions, qui a été publié au *Moniteur belge* du 9 mars 1990.

Tous les frais de personnel et d'équipement seront directement récupérés par le biais de taxes « en route » frappant les utilisateurs, à savoir les compagnies aériennes.

2. Exemple de mission dans le secteur concurrentiel (activités « Land-side ») : exploitation d'immeubles à Brucargo. Le loyer est notamment fonction des loyers des bureaux dans la région bruxelloise.

De ter beschikkingstelling van de infrastructuur waarvan sprake in artikel 156 viseert uiteraard de spoorinfrastructuur in de eigelijke zin, met andere woorden de sporen en de rechtstreeks daaraan gebonden installaties. Het begrip dekt bijgevolg stricto sensu niet de administratieve gebouwen, de ateliers en het informatiematerieel voor de kantoren. Daaronder valt daarentegen wel de bouw of uitbreiding van een spoorlijn, de signalisatie, het onderhoud en herstelling van sporen, enz.

De laatstgenoemde voorbeelden vallen duidelijk onder de noemer « infrastructuur — openbare dienst ». De kosten daarentegen die verbonden zijn aan de administratieve gebouwen, de ateliers en het informaticamaterieel kunnen slechts ten dele worden toegerekend op de activiteiten van openbare dienst. Het onderscheid zal aldus in het kader van een analytische boekhouding worden gemaakt.

Als voorbeeld van de in artikel 156, 3° genoemde prestaties voor de behoeften van de natie kan men verwijzen naar het eventuele behoud van een specifieke infrastructuur die niet wordt gebruikt voor de eigenlijke behoeften van de maatschappij. Aldus kan ook worden verwezen naar de organisatie van speciale treinen voor troepentransport of voor militair materieel.

Inzake immuniteit van uitvoering is het duidelijk dat de goederen die exclusief aan de opdrachten van openbare dienst zijn verbonden (zoals sporen, veiligheidsinstallaties en dergelijke meer) niet vatbaar zijn voor gedwongen uitvoering. Andere goederen die exclusief dienen voor commerciële activiteiten zoals bijvoorbeeld de goederenwagens of kantoormateriaal voor diensten die uitsluitend voor concurrentiële activiteiten werken, zijn uiteraard wel vatbaar voor het beslag. Veel goederen zullen uiteraard noch aan de ene noch aan de andere activiteit bij exclusiviteit kunnen worden verbonden. Als voorbeeld kan hiervoor het administratief gebouw worden gegeven, het kantoormateriaal enz. Uiteraard geldt ook voor deze goederen de immuniteit van uitvoering.

#### 4. Activiteiten van de NMLW (voor het ogenblik Regie der Luchtwegen)

1. Voorbeeld van taak van openbare dienst (eigenlijk alle activiteiten aan de air side) : controle van het luchtverkeer, over het ganse Belgische grondgebied; dus zowel voor de luchthaven Brussel-nationaal als bijvoorbeeld Luik.

Wat de regeling van de kosten van de luchtverkeersleiding op de regionale luchthavens betreft, dient verwezen te worden naar het artikel 3 van het samenwerkingsakkoord tussen de Belgische Staat, die optreedt voor de Regie der Luchtwegen, en de Gewesten, gepubliceerd in het *Belgisch Staatsblad* van 9 maart 1990.

Alle kosten van de personeelsleden en van de uitrusting worden rechtstreeks gerecupereerd via de « en-route » heffingen op de gebruikers, zijnde de luchtvaartmaatschappijen.

2. Voorbeeld van taak in de concurrentiële sector (activiteiten aan de land side) : uitbating van gebouwen op Brucargo. De huur wordt ondermeer bepaald in functie van de huurprijzen voor kantoren in het Brusselse.

ANNEXE III

BILJAGE III

Dérogations du droit commun

Afwijkingen van het gemeenterecht

Artikel Article	Toepassing gemeenrecht bij analogie Application droit com- mun par analogie	AFWIJKING VAN HET GEMEEN RECHT DEROGATION DU DROIT COMMUN	
3		§ 3. Art. 1184 B.W. is niet van toepassing op het beheerscontract	§ 3. l'art. 1184 C.C. n'est pas applicable au contrat de gestion
5		§ 3. van rechtswege ver- lenging van het beheers- contract en mogelijkheid om, na het verstrijken van een bepaalde termijn, bij K.B. bepaalde maatregelen te nemen.	§ 3. prorogation de plein droit du contrat de ges- tion et possibilité de prendre, après l'expira- tion d'un délai déter- miné, certaines mesures par A.R.
6		publicatie van een gedeel- te van het beheerscontract in het Belgisch Staatsblad	Publication d'une partie du contrat de gestion au Moniteur belge
8		Boek III van het Wetboek van Koophandel is niet van toepassing	Le livre III du Code de commerce n'est pas d'ap- plication
		immunité van uitvoering voor de goederen bestemd voor de uitvoering van de taken van openbare dienst	immunité d'exécution pour les biens affectés à la mise en oeuvre des tâches de service public
9		in fine : goedkeuring van de tarieven van openbare dienst	in fine : approbation des tarifs de service public

Artikel Article	Toepassing gemeenrecht bij analogie Application droit com- mun par analogie		AFWIJKING VAN HET GEMEEN RECHT DEROGATION DU DROIT COMMUN
10		<p>§ 1. mogelijkheid om de goedkeuring van de Minister te voorzien voor onroerende verrichtingen boven een bepaald bedrag</p> <hr/> <p>§ 2. tussenkomst van het aankoopcomité voor onroerende goederen bij het verlijden van authentieke akten en inzake onteigeningen</p>	<p>§ 1. possibilité de prévoir l'approbation du Ministre pour des opérations immobilières au delà d'un certain montant</p> <hr/> <p>§ 2. intervention du comité d'acquisition d'immeubles pour la passation d'actes authentiques et en matière d'expropriations</p>
11		<p>§ 1. toepassing van de wet van 14 juli 1976 betreffende de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten, voor de opdrachten die verband houden met de uitvoering van de taken van openbare dienst</p> <p>§ 2. mogelijkheid om aangelegenheden van strategisch economisch belang aan te wijzen waarvoor de gunning van opdrachten niet door het bedrijf maar door de Minister of het MCESC gebeurt</p>	<p>§ 1. application de la loi du 14 juillet 1976 relative aux marchés publics en travaux, de fournitures et de services, en ce qui concerne les marchés ayant trait à la mise en oeuvre des tâches de service public</p> <p>§ 2. possibilité de désigner des matières d'intérêt stratégique économique pour lesquelles la passation de marchés ne relève pas de l'entreprise mais du Ministre ou du CMCES</p>

Artikel Article	Toepassing gemeenrecht bij analogie Application droit com- mun par analogie	AFWIJKING VAN HET GEMEEN RECHT DEROGATION DU DROIT COMMUN	
12		<p>§ 2. leningen : staats-waarborg</p> <p>§ 3. machtiging van de Minister van Financiën voor de beleggingen in vreemde munt</p> <p>§ 4. beperking van de interne subsidiëring voor bepaalde activiteiten</p>	<p>§ 2. emprunts : garantie de l'Etat</p> <p>§ 3. autorisation du Ministre des Finances pour les placements en devises</p> <p>§ 4. limitation des subsides internes pour certaines activités</p>
13		<p>§ 2. filialisering : bepaalde beslissingsmeerderheid als vastgestelde drempels worden overschreden</p> <p>§§ 3 en 4. specifieke regels voor participatie en stemrecht in filialen van openbare dienst</p> <p>§ 6. na omzetting in N.V. : de artikelen 13ter, 1ste lid, 4° en 104bis van de Vennootschapswet zijn niet van toepassing</p>	<p>§ 2. filialisation : majorité déterminée si certains seuils sont dépassés</p> <p>§§ 3 et 4. règles spécifiques en matière de participations et du droit de vote dans les filiales de service public</p> <p>§ 6. après transformation en S.A. : les articles 13ter, alinéa 1er, 4° et 104bis des lois sur les sociétés commerciales ne sont pas d'application</p>
14		geen arbitrageclausule voor het ontstaan van het geschil	pas de clause d'arbitrage avant la survenance du litige

<b>Artikel Article</b>	<b>Toepassing gemeenrecht bij analogie Application droit com- mun par analogie</b>	<b>AFWIJKING VAN HET GEMEEN RECHT DEROGATION DU DROIT COMMUN</b>	
15		beperkt comité N.M.B.S.	comité restreint S.N.C.B.
16		taalpariteit in bestuurs- organen met uitzondering van afgevaardigd-bestuur- der en voorzitter van de raad van bestuur	parité linguistique dans les organes de gestion, à l'exception de l'admini- strateur délégué et du président du conseil d'administration
17	<p>§ 3. vennootschapswet lois sur les sociétés commerciales</p> <p>Art. 54, 2de lid Art. 54, alinéa 2 Art. 60, 1e lid Art. 60, alinéa 1er Art. 61 Art. 62 Art. 63bis Art. 67</p>		

Artikel Article	Toepassing gemeenrecht bij analogie Application droit com- mun par analogie	AFWIJKING VAN HET GEMEEN RECHT DEROGATION DU DROIT COMMUN
18	<p>§ 1. maximum aantal leden voor de raad van bestuur en bepaalde verhouding leden van het directiecomité/ gewone leden</p> <p>§ 2. De leden die de Staat vertegenwoordigen worden door de Koning benoemd <u>voordat</u> de ander aandeelhouders hun bestuurders aanduiden</p> <p><u>N.M.B.S.</u>: twee leden van de raad van bestuur worden benoemd op voordracht van de meest representatieve vakorganisaties</p> <p>Ontslag van de bij K.B. benoemde gewone leden van de raad van bestuur is slechts mogelijk op eensluidend gemotiveerd advies van de raad van bestuur, goedgekeurd bij een 2/3-meerderheid</p> <p>§ 5. De Koning benoemt, bij in Ministerraad overlegd besluit, de voorzitter van de raad van bestuur.</p>	<p>§ 1er. nombre maximum de membres du conseil d'administration et proportion déterminée - membres du comité de direction / membres ordinaires</p> <p>§ 2. les membres représentant l'Etat sont nommés par le Roi <u>avant</u> la désignation des administrateurs pour les autres actionnaires.</p> <p><u>S.N.C.B.</u> : deux membres du conseil d'administration sont nommés sur proposition des organisations syndicales les plus représentatives.</p> <p>Démission des membres ordinaires du conseil d'administration nommés par A.R. n'est possible que sur avis conforme motivé du conseil d'administration, approuvé à la majorité de 2/3.</p> <p>§ 5. Le Roi, nomme, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, le président du conseil d'administration.</p>

Artikel Article	Toepassing gemeenrecht bij analogie Application droit com- mun par analogie	AFWIJKING VAN HET GEMEEN RECHT DEROGATION DU DROIT COMMUN	
		specifieke bevoegdheden van de voorzitter van de raad van bestuur om in- lichtingen in te winnen.	compétences spécifiques du président du conseil d'administration pour receuiller des informati- ons.
19	<p>Venootschapswet Lois sur les sociétés commerciales</p> <p>60 1ste lid 60 alinéa 1er 61 62 63, derde lid 63, alinéa 3 63bis 67</p>		

Artikel Article	Toepassing gemeenrecht bij analogie Application droit com- mun par analogie	AFWIJKING VAN HET GEMEEN RECHT DEROGATION DU DROIT COMMUN	
20		<p>§ 2. benoeming van de gedelegeerd-bestuurder bij in Ministerraad overlegd K.B.</p> <p>De gedelegeerd bestuurder behoort tot een andere taalrol dan deze waartoe de voorzitter van de raad van bestuur behoort.</p> <p>Ontslag van de gedelegeerd bestuurder is slechts mogelijk op eensluidend gemotiveerd advies van 2/3 van de gewone leden van de raad van bestuur</p> <p>Benoeming en ontslag van de andere bestuurders-directeur zijn aan de goedkeuring van de Minister onderworpen.</p>	<p>§ 2. nomination de l'administrateur délégué par A.R. délibéré en Conseil des Ministres.</p> <p>L'administrateur délégué appartient à un rôle linguistique différent de celui du président du conseil d'administration.</p> <p>Révocation de l'administrateur délégué n'est possible que sur avis conforme motivé de 2/3 des membres ordinaires du conseil d'administration.</p> <p>Nomination et démission des autres administrateurs-directeur sont soumises à l'approbation du Ministre.</p>

Artikel Article	Toepassing gemeenrecht bij analogie Application droit com- mun par analogie		AFWIJKING VAN HET GEMEEN RECHT DEROGATION DU DROIT COMMUN
21		<p>§ 1. specifieke bepaling m.b.t. bestuurders-directeur die zich in een statutaire band bevinden.</p> <p>§ 3. een variabel deel van de bezoldiging kan geen elementen omvatten die als bedrijfskost worden aangemerkt.</p>	<p>§ 1er. disposition spécifique pour les administrateurs-directeur se trouvant dans un lien statutaire.</p> <p>§ 3. un élément variable de la rémunération ne peut pas contenir des éléments ayant le caractère de charge d'exploitation.</p>
22		onverenigbaarheden en leeftijds grens	incompatibilités et limite d'âge
23		<p>§§ 1 - 4. regeringscommissaris met toezicht op de naleving van de wet, het statuut en het beheerscontract.</p> <p>§ 5. voor de opdrachten van openbare dienst : jaarlijks verslag van de raad van bestuur aan de Minister en van de Minister bij de wetgevende kamers</p>	<p>§§ 1 - 4. commissaire du gouvernement contrôlant le respect de la loi, du statut et du contrat de gestion.</p> <p>§ 5. pour les missions de service public : rapport annuel du conseil d'administration au Ministre et du Ministre aux Chambres législatives.</p>
25		Het College van commissarissen met leden van het Rekenhof, benoemd voor zes jaar.	Le Collège de commissaires avec des membres de la Cour des Comptes nommés pour six ans.

Artikel Article	Toepassing gemeenrecht bij analogie Application droit com- mun par analogie	AFWIJKING VAN HET GEMEEN RECHT DEROGATION DU DROIT COMMUN
	<p>§ 3. aanstelling van de commissarissen-niet-leden van het Rekenhof conform art. 15ter van de wet van 20.9.1948 houdende organisatie van het bedrijfsleven.</p> <p>Nomination des commissaires-non membres de la Cour des Comptes, conformément à l'article 15ter de la loi du 20.9.1948 portant organisation de l'économie.</p> <p>§ 6. Vennootschapswet Lois sur les sociétés commerciales</p> <p>Art. 64, § 1, 4de lid Art. 64, § 1, alinéa 4 Art. 64bis Art. 64ter Art. 64sexies Art. 64octies 65</p>	

Artikel Article	Toepassing gemeenrecht bij analogie Application droit com- mun par analogie	AFWIJKING VAN HET GEMEEN RECHT DEROGATION DU DROIT COMMUN	
26		Het ondernemingsplan is verplicht en wordt, naargelang het geval, aan de goedkeuring van de Minister onderworpen of aan hem medegedeeld.	Le plan d'entreprise est obligatoire et est, selon le cas, soumis à l'approbation du Ministre ou il lui est communiqué.
27		§ 1. Afzonderlijk stelsel van rekeningen voor de activiteiten die verband houden met de taken van openbare dienst.	§ 1er. Système distinct de comptes pour les activités ayant trait aux tâches de service public.
	§ 2. Venootschapswet Lois sur les sociétés commerciales  Art. 77, 4de lid Art. 77, alinéa 4 Art. 80 Art. 80bis	§ 3. overzending van de rekeningen aan het Rekenhof en de Wetgevende Kamers	§ 3. transmission des comptes à la Cour des Comptes et aux Chambres législatives.
29		statutair verband	lien statutaire
30 à 35		paritair comité en comité overheidsbedrijven	commission paritaire et commission entreprises publiques

Artikel Article	Toepassing gemeenrecht bij analogie Application droit com- mun par analogie	AFWIJKING VAN HET GEMEEN RECHT DEROGATION DU DROIT COMMUN	
36		<p>§ 1. toepassing van de wetten op het gebruik der talen in bestuurszaken voor de A.O.B. en hun filialen van openbare dienst waarin het belang van de overheid meer dan 50 % van het kapitaal bedraagt.</p>	<p>§ 1er. application des lois sur l'emploi des langues en matière administrative pour les E.P.A. et leurs filiales de service public dans lesquelles les autorités détiennent plus de 50 % du capital.</p>
	<p>§ 2. wet van 10.06.52 bereffende de gezondheid en de veiligheid van de werknemers.            § 2. loi du 10.6.52 concernant la santé et la sécurité des travailleurs</p> <p>§ 3. wet van 20.09.48 voornoemd            § 3. loi du 20.09.48 précitée</p> <p>Art. 15, 1ste lid, b            Art. 15, alinéa 1er, b            Art. 15, 2de lid            Art. 15, alinéa 2            Art. 15bis            Art. 30</p>		

Artikel Article	Toepassing gemeenrecht bij analogie Application droit com- mun par analogie	AFWIJKING VAN HET GEMEEN RECHT DEROGATION DU DROIT COMMUN	
38	<p>§ 4. vennootschapswet lois sur les sociétés commerciales</p> <p>Art. 170 Art. 171, 1ste lid Art. 171, alinéa 1er</p>	<p>§ 3. Goedkeuring van de omzetting in N.V. bij in Ministerraad overlegd K.B.</p> <p>§ 5. artikel 118 van het wetboek van de inkomsten- belastingen en artikel 115 van het wetboek der regis- tratie-, hypotheek- en griffierechten zijn niet van toepassing.</p>	<p>§ 3. approbation de la transformation en S.A. par A.R. délibéré en Con- seil des Ministres.</p> <p>§ 5. l'article 118 du code des impôts sur les revenus et l'article 115 du code des droits d'en- registrement, d'hypothèque et de greffe ne sont pas d'applicati- on.</p>

Artikel Article	Toepassing gemeenrecht bij analogie Application droit com- mun par analogie	AFWIJKING VAN HET GEMEEN RECHT DEROGATION DU DROIT COMMUN	
39		<p>§ 1. derde lid - beperking van de overdraagbaarheid van de aandelen van de Staat</p> <p>§§ 3 en 4. minimum-drempels voor participatie en stemrecht</p>	<p>§ 1er, alinéa 3 - limitation de la cessibilité des actions de l'Etat.</p> <p>§§ 3 et 4. seuils minimaux de participation et de droits de vote.</p>
40		<p>§ 1. machtiging bij in Ministerraad overlegd K.B. voor een kapitaalverhoging.</p> <p>§§ 2 en 3. voorkeurregeling bij kapitaalsverhoging.</p>	<p>§ 1er. autorisation par A.R. délibéré en Conseil des Ministres pour une augmentation de capital.</p> <p>§§ 2 et 3. système de priorités pour les augmentations de capital.</p>

Artikel Article	Toepassing gemeenrecht bij analogie Application droit com- mun par analogie	AFWIJKING VAN HET GEMEEN RECHT DEROGATION DU DROIT COMMUN	
41		<p>§ 1. zijn niet van toepassing :</p> <p>13ter, 1e lid, 4° 75, 2de lid 104bis, 2de lid van de vennootschapswet.</p> <p>§ 4. een statutenwijziging moet worden goedgekeurd bij in Ministerraad overlegd K.B.</p> <p>§ 5. ontbinding van een A.O.B. kan alleen bij of krachtens een wet.</p> <p>§ 1. ne s'appliquent pas :</p> <p>13ter, alinéa 1er, 4° 75, alinéa 2 104bis, alinéa 2 des lois sur les sociétés commerciales.</p> <p>§ 4. toute modification aux statuts est soumise à l'approbation par arrêté royal délibéré en Conseil des Ministres.</p> <p>§ 5. dissolution d'une E.P.A. n'est possible que par ou en vertu d'une loi.</p>	
43 - 46		Dienst Ombudsman	Service Ombudsman
47		Raadgevend comité	Comité consultatif